186
C. v. 12

BERKELEY, CALIFORNIA

REVUE CHRÉTIENNE

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS
rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

RECUEIL MENSUEL

Douzième Année.

PARIS
BUREAU DE LA REVUE
A LA LIBRAIRIE DE CH. MEYRUEIS
RUE DE RIVOLI, 174

1865

X26
R293
v.12

REVUE CHRÉTIENNE

LITTÉRATURE

LA CRITIQUE NOUVELLE

A PROPOS DE L'*HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE ANGLAISE*, DE M. H. TAINE.

I.

Combien est aujourd'hui singulière et pénible la tâche de la critique! Nous voici obligés d'établir et de défendre les principes les plus élémentaires de la conscience, de la morale, de la vie. Ce qui hier était un lieu commun, accepté de tous, banal, pour ainsi dire, à force d'être vrai, est maintenant combattu, décrié, foulé aux pieds, avec quel talent, avec quel succès, Dieu le sait! — Les adversaires des idées spiritualistes ne sont plus, comme autrefois, quelques esprits légers, aventureux, placés hors du courant général. Non, ce sont des maîtres, des hommes d'un talent brillant et fort, aimés de la foule, applaudis. Poëtes, philosophes, théologiens, ils ont la science, l'érudition, l'éclat du style, une verve incisive et comme un enthousiasme de néophytes. La trace qu'ils ont marquée dans notre littérature est déjà profonde. Ils savent d'ailleurs ce qu'ils veulent; ils ont conscience de leur œuvre, et leurs prétentions sont immenses. Il ne s'agit de rien moins que d'apporter au monde une conception nouvelle des choses, et d'édifier, en faisant abstraction de Dieu et de la liberté, une science, une morale, un art, une politique, une religion nouvelles.

De même qu'autrefois Voltaire a transporté en France le

17696

déisme anglais et lui a donné cette forme vive, saisissante mais médiocre que nous savons, eux ont ramassé dans les écoles de l'Allemagne, où elle s'en allait mourir, la vieille et repoussante figure du matérialisme. Ils l'ont fardée, embellie, repeinte; car ce sont de grands artistes qui savent donner à la mort le simulacre de la vie, et ils nous crient maintenant : « Voici vos dieux! »

Entre eux et nous il y a un abîme. Leur Dieu n'est pas le nôtre. L'homme, la nature, la vie, ils comprennent tout autrement que nous. Leurs pensées excluent les nôtres; il n'y a pas un seul point sur lequel nous soyons d'accord, pas une seule notion qui nous soit commune. Nous sommes de deux mondes différents et ne parlons pas le même langage. Nous avons deux manières de penser et de sentir contradictoires. Il faut qu'ils détruisent nos idées ou que nous détruisions les leurs.

Voilà donc où devaient aboutir toutes ces belles ardeurs, et l'imagination et le travail de ce demi-siècle écoulé : au matérialisme! Hélas! de Chateaubriand à M. Littré et à M. Taine la route est marquée, l'évolution est accomplie. On peut aujourd'hui faire l'histoire de nos mœurs et de notre littérature, car il n'y a plus rien au delà, et l'école positiviste a dit le dernier mot. Qui aurait imaginé, il y a trente ans, une pareille fin? Quels enthousiasmes, quels rêves! Dans toutes les directions on se jetait en avant, et l'horizon ne semblait pas assez vaste pour contenir toutes ces ardeurs. On croyait avoir retrouvé la clef de l'invention, la science nouvelle; on aimait tout, on comprenait tout; la nature dévoilait ses mystères; l'histoire, ses secrets. Le caractère de ce temps était une large sympathie et une merveilleuse facilité à sortir de soi-même. Ni le talent, ni la grâce, ni le génie même n'ont fait défaut. Tout cela maintenant est usé; les hommes forts s'en vont et nous finissons misérablement une époque glorieuse sur les plages désolées de l'athéisme. Cela est triste, mais qui pourrait s'en étonner? Parmi tant de dons, le don essentiel nous manquait, je veux dire l'idée qui constitue la vraie puissance et la longue possession, la vue du monde invisible.

Ce ne sont pas seulement les lettres qui nous offrent le spectacle de la décadence. Qu'est-ce en effet que la littérature, sinon la reproduction idéale de la pensée, des forces profondes, de l'âme d'un peuple? — Dans quelque direction que l'on cherche, on trouve que les issues ont été partout les mêmes : l'art a trouvé sa dernière expression dans le réalisme, la politique se passe de liberté; la religion aboutit au grossier mysticisme; la société est presque tout entière à la jouissance et à l'argent.

Notre époque ne rappelle-t-elle pas, avec ses gloires réelles et

ses grandes misères, la belle Renaissance des lettres à la fin du quinzième siècle? — Après avoir jeté un si vif éclat, celle-ci est retombée sur elle-même, lourde, anéantie, stérile après beaucoup d'efforts. C'est qu'elle n'a jamais été qu'un retour incomplet au paganisme, ou plutôt à la partie la moins haute et la moins vivante du paganisme, un retour aux sens, à l'épicuréisme, aux arts de la décadence grecque. En elle-même elle n'était que ce premier fourmillement des esprits qui s'agitent, ivres de vie, après un long sommeil, un chaos où toutes les forces jaillissaient à la fois et se heurtaient au hasard, sans règle et sans frein. Cela dura peu : un moment de fièvre, une exaltation qui mit les âmes au niveau de la grande idée transformatrice, l'idée chrétienne retrouvée par la Réforme.

Nous en sommes là : nous finissons la douloureuse expérience du néant de notre sagesse. L'homme moderne est remis en face de lui-même, convaincu de son malheur et de son impuissance. Toutes nos illusions sont tombées, et je ne sais plus quel rêve pourrait désormais nous séduire. Le positivisme s'est chargé de nous donner la dernière leçon.

II.

M. Taine est l'un de ces audacieux qui croient avoir découvert une terre nouvelle; il brille au premier rang par l'érudition et la verve. Son *Histoire de la Littérature anglaise*, le plus récent manifeste de l'école matérialiste, est une des productions les plus remarquables de ce temps. Il y a là une puissance qui entraîne, une manière large et profonde de saisir les choses : nulle fatigue, nul ennui. Comme M. Michelet dans ses histoires, M. Taine froisse et plaît en même temps. On le suit charmé, murmurant. Une page excite la colère, une autre vous enchante. La forme n'est pas exquise, mais originale; le seul effort qu'on y remarque consiste dans la recherche d'expressions crues, dans une trop grande affectation de style réaliste.

C'est qu'en M. Taine il y a deux hommes : l'artiste et le philosophe. — L'artiste est doué d'un admirable talent. Son art est de saisir en toute chose la pensée principale, la faculté maîtresse, comme il la nomme, de la mettre fortement en saillie, et par elle, d'éclairer le reste. Il vous jette dans un monde de pensées et de sentiments. Je ne dis pas qu'il rencontre toujours juste et qu'il reproduise le côté réel, éternel des hommes et des choses; non, mais il donne la vie à tout ce qu'il touche; il parle vivement à l'imagination. C'est là son plus réel mérite. Quoi de plus

gracieux, par exemple, que cette description de l'Angleterre entrevue par un beau jour de printemps :

« Il y a pourtant ici des beautés charmantes et touchantes, celles du pays humide. Lorsque, par un jour demi-serein, on sort dans la campagne et qu'on arrive sur une hauteur, les yeux éprouvent une sensation unique et un plaisir qu'ils ne connaissent pas. A perte de vue, aux quatre coins de l'horizon, dans les prairies, sur les collines, s'étend la verdure éternelle, plantes fourragères et potagères, luzerne, houblon, admirables prairies toutes regorgeantes d'herbes hautes et serrées; çà et là un bouquet de grands arbres; des pâturages enclos de haies, où ruminent à genoux, paisiblement, des vaches alourdies. La brume monte insensiblement entre les intervalles des arbres, et les lointains nagent dans une vapeur lumineuse. Il n'y a rien de plus doux au monde, ni de plus délicat que ces teintes; on s'arrêterait pendant des heures entières à regarder ces nuages de satin, ce fin duvet aérien, cette molle gaze transparente qui emprisonne les rayons du soleil, les émousse, et ne les laisse arriver sur la terre que souriants et caressants. Des deux côtés de la voiture passent incessamment des prairies toujours plus belles, où les boutons d'or, les reines des prés, les pâquerettes s'entassent par traînées avec des teintes fondues; une suavité presque douloureuse, un charme étrange, s'exhalent de cette végétation inépuisable et passagère. Elle est trop fraîche, elle ne peut durer; rien n'est arrêté, stable et ferme ici, comme dans les pays du Midi; tout est coulant, en train de naître et de mourir, suspendu entre les pleurs et la joie. Les gouttes d'eau roulantes luisent sur les feuilles comme des perles; les têtes rondes des arbres, les larges feuillages étalés chuchotent sous la brise faible, et le bruit des larmes laissées par la dernière ondée est incessant sur leur pyramide. Comme ils vivent opulemment dans les clairières, étalés à plaisir, toujours rajeunis et abreuvés par l'air moite! Comme la sève monte dans ces plantes rafraîchies et abritées contre le ciel! Et comme le ciel et le pays semblent faits pour ménager leurs tissus et aviver leurs couleurs! Au moindre soupçon de soleil, elles sourient avec une grâce délicieuse; on dirait de belles vierges timides et frêles sous un voile qu'on va lever. Que le soleil un instant se dégage, et vous les verrez resplendir comme dans une parure de bal. La lumière s'abat par nappes éblouissantes; les pétales lustrés, dorés éclatent avec un coloris trop fort; les plus magnifiques broderies, le velours constellé de diamants, la soie chatoyante couturée de perles n'approchent pas de cette teinte profonde; la joie déborde comme d'une coupe trop pleine. A l'étrangeté, à la rareté de ce spectacle, on comprend pour la première fois la vie du pays humide. L'eau multiplie et amollit les tissus vivants; les plantes foisonnent et n'ont point de suc; la nourriture surabonde et n'a pas de goût; l'humidité enfante, mais le soleil n'élabore pas, etc. »

Quant au philosophe, je le dirai net et avant toute discussion, il m'ennuie et m'impatiente. Cette froide conception de la végétation humaine, de la pousse humaine, de la grosse mangeaille et des grands corps flegmatiques, revenant sans cesse avec les mêmes images matérielles et dans des termes toujours identiques, produit sur les nerfs l'effet désagréable de la monotone

ritournelle qui brusquement coupe le récit d'une ballade, du coup d'archet sec et strident qui s'interpose méchamment entre de ravissantes mélodies. Si M. Taine attribue le beau succès de son livre à sa théorie matérialiste, il se trompe; c'en est au contraire la partie faible. Mais c'est cette théorie qu'il s'agit d'examiner ici.

III.

Je commence cette discussion par un éloge. M. Taine a agrandi, par son exemple, le domaine de la critique, en même temps qu'il a nettement assigné à la littérature sa portée réelle et son importance capitale dans l'étude de l'histoire.

« ... Un grand poëme, dit-il, un beau roman, les confessions d'un homme supérieur sont plus instructifs qu'un monceau d'historiens et d'histoires; je donnerais cinquante volumes de chartes et cent volumes de pièces diplomatiques pour les mémoires de Cellini, pour les lettres de saint Paul, pour les *Propos de table* de Luther et les comédies d'Aristophane... Parmi les documents qui nous remettent devant les yeux les sentiments des générations précédentes, une littérature, et notamment une grande littérature est incomparablement le meilleur. Elle ressemble à ces appareils admirables, d'une sensibilité extraordinaire, au moyen desquels les physiciens démêlent et mesurent les changements les plus intimes et les plus délicats des corps. »

Rien n'est plus vrai : la littérature d'un peuple n'est pas un simple jeu d'imagination; mais elle en constitue l'histoire morale et la psychologie. C'est par elle que l'historien reconstruit une époque, rend le passé présent, retrouve, étudie l'homme intérieur, devine l'âme. Mais là ne s'arrête pas la tâche de l'historien. Noter des sentiments, peindre des mœurs, décrire des pensées, retracer la vie d'une âme dans ses diverses modifications ne suffit pas. Au delà des manifestations de l'esprit, il reste à chercher les causes générales qui les produisent, les grandes sources d'où naissent les pensées et les sentiments, le pourquoi des choses et des hommes.

D'où viennent ces étranges anomalies qui nous frappent dans l'observation des nationalités et des civilisations. Tel peuple adore un seul Dieu; tel autre est polythéiste. Ici, les mœurs sont rudes, la vie concentrée au dedans, les sensations lourdes; là, au contraire, la vie est expansive, les mœurs relâchées, l'âme tout au dehors. — Pourquoi un siècle diffère-t-il d'un autre? D'où viennent les idées et les mœurs? Voilà la grande étude jamais faite, toujours à recommencer, soit qu'il s'agisse de l'humanité entière, soit qu'il s'agisse des destinées d'une race ou

d'une simple famille. Là est le secret de la vie. On en dévoile un coin ; et c'est tout. Voilà les éternelles questions. Qui mène le monde? Où va-t-il? Est-ce un drame, est-ce une comédie? Faut-il rire ou pleurer? Faut-il lutter, ou nous abandonner à la force aveugle qui nous entraîne?

Ni rire ni pleurer, mais dormir peut-être si la théorie de M. Taine est vraie. Et cette théorie n'est pas autre chose que l'aveugle Nécessité intronisée au sommet des choses, dominant la nature et l'homme. A la place de la liberté, un mot vide, à la place du Dieu personnel, du vivant artiste qui mène le monde à ses destinées, il a mis l'universelle nature, le gigantesque chœur où les dieux, les hommes, le passé, le présent, tous les moments de l'histoire, toutes les conditions de la vie, tous les ordres de l'être viennent s'accorder sans se confondre, l'impalpable idéal, les puissances inexorables, l'inaccessible absolu, les profondes puissances génératrices, la large nature conciliante qui assemble dans ses chœurs au même titre les ministres de destruction et les ministres de vie. — C'est le Dieu qui n'a ni âme ni vie, qui est et qui n'est pas, qui toujours se forme et toujours devient, c'est le néant.

Dès lors l'histoire, l'univers entier n'est plus qu'une formule mathématique qu'il s'agit de déchiffrer, une géométrie vivante qui va toujours s'accomplissant du simple au composé, comme une végétation infinie. Les corps, les esprits, les âmes, tout ce qui, en un mot, apparaît au ciel et sur la terre, est soumis aux causes universelles et permanentes, aux lois inexorables et multiples qui donnent naissance aux phénomènes, les poussent à leur développement et les conduisent à leur fin.

« Que les faits soient physiques ou moraux, il n'importe, ils ont toujours des causes; il y en a pour l'ambition, pour le courage, pour la véracité, comme pour la digestion, pour le mouvement musculaire, pour la chaleur animale. Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et le sucre, et toute donnée complexe naît par la rencontre d'autres données plus simples dont elle dépend. »

Toute la science historique consiste donc à chercher les données simples, à remonter aux lois primordiales, aux facultés maîtresses. « Il n'y a ici, comme partout, qu'un problème de mécanique : l'effet total est un composé déterminé tout entier par la grandeur et la direction des forces qui le produisent. » — Cherchez donc les faits primordiaux, *la race, le climat, le milieu et le moment* qui ont constitué un peuple quelconque ; étudiez-les dans leur accord, et du même coup vous aurez trouvé les causes infaillibles qui lui ont donné sa religion, sa politique, ses

arts, sa littérature, ses vertus et ses vices. C'est-à-dire que l'homme est dominé par sa naissance, dominé par son entourage, par le sol et le climat, dominé par l'époque à laquelle il apparaît sur la terre.

C'est-à-dire encore que la race, le climat, le moment sont les seuls et vrais facteurs de toutes nos pensées et de toute notre vie morale.

Voilà dans sa sécheresse et dépouillée des artifices du style la belle théorie de M. Taine. Elle consiste tout simplement à nier le monde invisible, à faire de la nécessité la loi des esprits aussi bien que la loi des corps, à traiter l'histoire comme un vaste mécanisme aux mille rouages, à écraser l'homme sous les forces matérielles, à biffer d'un trait de plume les deux grands facteurs de la vie : Dieu et l'homme moral.

Cela est-il bien neuf? M. Taine s'en flatte en vain. Le système est aussi vieux que l'athéisme. Il reparaît aujourd'hui aussi vide, aussi impuissant que jamais pour résoudre les vrais problèmes de l'histoire. La seule chose qui soit neuve, c'est l'application qui en est faite à la littérature d'un grand peuple.

IV.

En toutes choses le propre de l'erreur n'est-il pas de pousser à l'excès une observation vraie et de ne tenir nul compte des faits qui en limitent la portée? Sans doute, M. Taine ne s'est pas trompé en proclamant l'importance majeure des causes primordiales, race, climat, qui pèsent sur les destinées des hommes et moulent pour ainsi dire leurs sentiments et leur vie intérieure; mais il erre en établissant ces grandes causes matérielles à l'exclusion de toutes les autres.

Qui a jamais nié l'influence des milieux et l'action des forces aveugles? Qui a jamais rêvé pour l'homme une liberté absolue? — L'âpre climat du Nord est propre à la lutte, à la vertu ; le doux ciel du Midi nous jette dans la langueur et la mollesse. L'homme, nous le reconnaissons, dépend de mille faits qui dominent sa naissance et pèsent sur son développement. Qui l'ignore? Cela est vieux comme le monde. — Mais quand vous transformez ces forces visibles en causes nécessaires; quand vous prétendez que le climat engendre la vertu ou le vice comme la plante donne sa fleur; quand vous faites naître les passions, les sentiments, les idées des hommes, leur âme enfin, de circonstances fortuites de race ou de climat, nous vous arrêtons net et nous vous disons : Votre théorie est excessive, monstrueuse;

elle dépasse les faits, elle tire une conclusion énorme d'un fait limité.

Ce n'est pas chose facile à prouver que la vie morale et spirituelle naisse d'une prédisposition naturelle et d'un milieu propice. Cette théorie de la pensée ayant ses attaches, ses profondes racines corporelles et sa haute floraison au sommet des choses, reste à l'état de rêve. Il en est d'elle comme de la génération spontanée ; jamais animal naissant de matières organiques en fermentation ne s'est vu ; jamais on n'a vu naître la pensée de la matière. Vraiment ces grandes lois primordiales, sources de toutes choses, ne sont rien ; les rives d'un fleuve tout au plus. Le fleuve lui-même, la grande eau qui se précipite, anime et vivifie tout, la pensée indépendante et cause d'elle-même vous échappe. La nature sensible n'a rien en elle qui forme, élève ou abaisse l'homme, rien qui ait la puissance de l'ennoblir ou de le corrompre ; elle n'enseigne ni le vice ni la vertu. Facilité ou obstacle, c'est tout ce qu'elle peut être. L'idée seule est puissante et subsiste par elle-même ; rien ne la dompte et elle dompte tout, climat, race, milieu. C'est le coin qui pénètre dans le chêne et le fait éclater; c'est la flamme qui brûle et qui dévore. Voilà bien la vraie puissance qui transforme les peuples, change les civilisations, grandit l'intelligence et affranchit l'homme.

La faiblesse du système matérialiste, c'est de ne tenir aucun compte de la chose essentielle, de traiter les grandes influences permanentes comme des météores. Ainsi qu'il s'agisse de la doctrine de l'unité de Dieu, du christianisme ou de toutes les grandes pensées civilisatrices, M. Taine se borne à enregistrer leur entrée dans le monde, et à leur chercher en quelques phrases sonores une filiation matérielle. Le procédé est expéditif, mais il passe à côté du problème. Son malheur est d'avoir sacrifié ses meilleurs instincts aux exigences absolues d'une théorie impuissante à comprendre les faits. On ne saurait croire à quels excès ce parti pris l'entraîne.

Avec ses sempiternelles lois de race, de climat, il imite ces prestidigitateurs qui d'un même flacon magique versent au spectateur émerveillé toute liqueur qu'il demande. Comme dans ces choses, il n'y a nulle règle fixe et que tout est livré à la divination, à l'arbitraire et au caprice, on doit s'attendre aux plus grandes surprises, et quelquefois à des rapprochements très ingénieux. C'est, en effet, ce qui arrive ; et l'on est vraiment étonné de voir sortir tant de choses, et surtout tant de choses si disparates de la même source.

Pourquoi, par exemple, la pensée du Dieu unique, puis la Réforme au seizième siècle ont-elles conquis l'Angleterre ? —

Affaire de race, de climat. « Cette espèce de brute nue qui gît tout le long du jour auprès de son feu, inerte et sale, occupée à manger et à dormir, dont les organes rouillés ne peuvent suivre les linéaments nets et fins des heureuses formes poétiques, entrevoit le sublime dans ses rêves troubles... Replié sur lui-même par la rudesse de son climat, il a découvert la beauté morale pendant que d'autres découvraient la beauté sensible. »

Pourquoi chez ce peuple la vie intérieure est-elle intense, la femme honorée, le mariage fidèle, la famille fortement établie? Race, climat. — Pourquoi cette grande poésie lyrique depuis les Scaldes jusqu'à lord Byron? Race, climat. — Pourquoi la liberté, ses luttes, ses victoires? Race, climat. — C'est la réponse universelle. Les races du Nord sont spiritualistes et libres; les races du Midi sont vouées au paganisme et à l'esclavage.

Et tout doucement on songe au pays où est apparue la religion spiritualiste; on songe à saint Paul, à saint Augustin; on songe à Calvin, à la Réforme française, et l'on se dit : Rien n'est terrible comme un système; il trouble la vue et passe gaiement au-dessus des faits. C'est un merveilleux magicien, et le plus grand créateur de chimères qui soit au monde. — Ici pourtant, il ne faut pas se contenter de sourire; il faut haïr cette doctrine, car elle tend à nous ravir la meilleure des choses, la liberté.

Au reste, n'est-ce pas s'arrêter à mi-chemin que de se tenir aux grandes influences de races et de climats? Il existe des lois plus prochaines, plus puissantes encore; il faut descendre de ces hauteurs et aboutir directement à l'examen physiologique de l'individu. Il faut chercher dans le tempérament particulier la vraie et souveraine cause des passions et des idées. Un tempérament bilieux et mélancolique, voilà le créateur du génie; un tempérament nerveux enfante l'artiste. Ophélie, Paméla, ces blondes héroïnes de la littérature anglaise, sont évidemment des personnes lymphatiques. Un sang affaibli, la lymphe épaissie, voilà la cause de leur ineffable douceur et de leur chaste soumission. Et remarquez bien que la difficulté n'est ni moindre ni plus grande; l'objection reste la même : Comment la matière enfante-t-elle la passion?

V.

L'art et la métaphysique sont tellement enchevêtrés dans l'ouvrage de M. Taine qu'il est difficile de séparer l'un de l'autre. Je ne voudrais pourtant pas, à propos de littérature, m'engager dans une discussion approfondie des doctrines matérialistes. Bien que M. Taine ne vise à rien moins qu'à nous initier à une

morale, à une politique, à une religion nouvelle, je dois me borner ici à combattre sa théorie de l'art et à montrer comment une doctrine qui supprime les grands ressorts moraux de l'homme est aussi funeste à l'art qu'à la vie.

Si l'on veut bien connaître un artiste, un philosophe, il faut lui demander d'abord ce qu'il pense de l'homme et de là juger du reste. Toute philosophie, toute civilisation, tout changement dans les mœurs suppose une notion nouvelle de l'homme. C'est le point central.

M. Taine n'attend pas qu'on lui demande sa définition de l'homme. Il la prodigue et l'étale à tout propos, sous mille formes diverses, tantôt simplement gaies, tantôt ironiques.

L'homme, c'est la bête humaine, un être singulier que mènent le caprice et l'instinct.

« C'est un animal, sauf quelques minutes singulières. Son sang, ses instincts le mènent. La routine vient s'appliquer par-dessus, la nécessité fouette et la bête avance. Comme la bête est orgueilleuse et de plus imaginative, elle prétend qu'elle marche de son plein gré, qu'il n'y a pas de fouet, qu'en tout cas ce fouet touche rarement ses côtes, que du moins son échine stoïcienne peut faire comme si elle ne le sentait pas. »

« Ce qu'on appelle nature, c'est cette couvée de passions secrètes, souvent malfaisantes, ordinairement vulgaires, toujours aveugles qui foisonnent et frétillent en nous, mal recouvertes par le manteau de la décence et de la raison, sous lequel nous tâchons de les déguiser; nous croyons les mener, elles nous mènent; nous nous attribuons nos actions, elles les font. Il y en a tant, elles sont si fortes, si entrelacées les unes dans les autres, si promptes à s'éveiller, à s'élancer et à s'entraîner que leur mouvement échappe à tous nos raisonnements et à toutes nos prises. »

Bref un instrument formé de nerfs, de sang, de muscles, doué d'une exquise sensibilité, rendant toutes les notes, toutes les nuances, tous les accords; un composé étrange d'appétits sensuels et d'exaltation nerveuse, soumis à des impulsions irrésistibles allant de la férocité sanguinaire à la générosité parfaite, de la bestialité au sentiment le plus subtil et le plus délicat, selon les afflux du sang et la tension des nerfs : voilà l'homme selon M. Taine.

« Les actions extrêmes de l'homme proviennent, non de sa volonté, mais de sa nature; pour comprendre les grandes tensions de toute sa machine, c'est sa machine entière qu'il faut regarder, j'entends son tempérament, la façon dont son sang coule, dont ses nerfs vibrent, et dont ses muscles se bandent; le moral traduit le physique et les qualités humaines ont leur racine dans l'espèce animale. »

Cette créature a-t-elle une âme raisonnable ? Voici la réponse :

« Ce qu'on découvre au bout de toutes les expériences pratiquées et de toutes les observations accumulées sur l'âme, c'est que la sagesse et la connaissance ne sont, en l'homme, que des *effets* et des *rencontres*. Il n'y a point en lui de force permanente et distincte qui maintienne son intelligence dans la vérité et sa conduite dans le bon sens. Au contraire, il est naturellement déraisonnable et trompé. Les pièces de sa machine intérieure ressemblent aux rouages d'une horloge, qui d'eux-mêmes vont toujours à l'aveugle, emportés par l'impulsion et la pesanteur, et qui cependant parfois, en vertu d'un certain assemblage, finissent par marquer l'heure qu'il est... A proprement parler, l'homme est fou, comme le corps est malade, par nature ; la raison comme la santé n'est en nous qu'une réussite momentanée et un bel accident. Si nous l'ignorons, c'est qu'aujourd'hui nous sommes régularisés, alanguis, amortis, et que par degrés, à force de frottements et de redressements notre mouvement intérieur s'est accommodé à demi au mouvement des choses. Mais il n'y a là qu'une apparence, et les dangereuses forces primitives subsistent indomptées et indépendantes sous l'ordre qui semble les contenir..... Vous vous croyez raisonnable, humain, j'y consens pour aujourd'hui ; vous avez dîné, et vous êtes à votre aise dans une bonne chambre. Votre machine fonctionne sans accroc, c'est que les rouages sont huilés et en équilibre ; mais qu'on la mette dans un naufrage ou dans une bataille, que le manque ou l'afflux du sang détraque un instant les pièces maîtresses, et l'on verra hurler ou chanceler un fou ou un idiot. La civilisation, l'éducation, le raisonnement, la santé, nous recouvrent de leurs enveloppes unies et vernies ; arrachons-les une à une ou toutes ensemble, et nous rirons de voir la brute qui gît au fond. »

Après cela, je ne vois pas trop ce que M. Taine peut reprocher à Swift et à son indigne Jahou, cette bête hideuse, dernier mot de la haine insultante : « Je vis plusieurs animaux dans un champ et un ou deux de la même espèce perchés sur des arbres, etc. » — S'il ne conclut pas avec le doyen de Saint-Patrick « que notre espèce est la plus pernicieuse race d'odieuse petite vermine que la nature ait jamais laissée ramper sur la surface de la terre, » c'est qu'il a l'imagination naturellement riante, pittoresque et qu'il possède une large sympathie qui embrasse et enveloppe tout, ce que Swift n'avait pas. Et si vous insistez en alléguant l'étrangeté de ses définitions, il coupera court et vous dira net : « Prenez-vous-en à la nature humaine, mes chers moralistes ; ce n'est pas moi qui l'ai faite ainsi ; si vous voulez gronder, adressez-vous plus haut ; nous sommes peintres et non pas fabricants de marionnettes humaines. »

Nous non plus, nous ne sommes fabricants de marionnettes ; et c'est pour cela que je refuse d'être la créature que vous dites. Ne voyez-vous pas que le jour où vous aurez fait accepter une théorie aussi avilissante de la nature humaine, vous nous aurez enlevé ce que nous avons de plus précieux au monde ? On ne saurait dire assez combien il se cache de mépris dans cette façon de

traiter l'homme. Mieux vaut encore l'horrible Jahou; au moins celui-ci n'a pas de nerfs. — Ce sont vos misères, dites-vous! — Non, je ne les admets pas; je me révolte contre elles et m'indigne. Vous entrez dans un hôpital où s'étalent toutes les infirmités et tous les dégoûts de notre pauvre nature, et vous nous criez : « Voilà l'homme. » — Non, vous dis-je, ce n'est point l'homme; ce ne sont que des chaînes, les marques de son esclavage. Ecartez cette misère, faites tomber ces guenilles, et dessous va vous apparaître le vivant Adam, l'image de Dieu, la royale créature, l'être divin. Celui-ci est l'homme véritable; l'autre n'est qu'une méchante caricature.

Le sort de ces théories aventureuses est de venir se briser contre tous les grands sentiments innés, garants de notre dignité, de notre liberté, de notre existence morale, et que nul sophisme ne saurait ébranler. L'homme ne se laisse pas réduire ainsi. Il n'y a pas de système qui tienne contre la révolte de nos consciences. Niez la nature divine de l'homme tant qu'il vous plaira; nous passons outre et nous nous moquons du système — Ainsi l'erreur maîtresse de la critique matérialiste consiste dans la négation du divin. Elle ne saisit que la partie sensitive de notre nature; elle réduit tout à des mouvements de l'organisme; elle reste impuissante à comprendre la vie supérieure de l'homme.

Sachez-le bien, sans cette vie supérieure, il n'y a point d'art, point de poésie, point de drame; sans la conscience et ce terrible sentiment divin du bien et du mal, il ne reste que des choses infimes, le sang qui bouillonne, des nerfs qui se tendent, un spectacle grossier, brutal qui irrite ou ennuie.

Si vous ôtez à la vie humaine le principe du bon et du divin, il ne faut plus parler de sentiments et de passions. Qu'est-ce que la beauté, la vertu, la pitié, l'amour chez un être qui n'est pas avant tout une personne morale? Réduisez l'homme à n'être plus qu'un appareil nerveux et sensitif, et je ne vois pas comment il est possible de s'intéresser à lui plus qu'à tout autre animal. A ce point de vue, je l'étudie, il me surprend, m'étonne, mais il me laisse au fond aussi froid que lorsque, sous le microscope, j'analyse le péristome d'une mousse. C'est une étude attrayante que la bryologie. Que de formes charmantes, quelles nuances délicates, quelle variété infinie dans ce petit monde d'existences gracieuses et éphémères! Le malheur, c'est qu'on n'y trouve point d'âme.

Voilà où nécessairement on arrive quand on fait de l'étude des passions humaines un chapitre d'histoire naturelle. O poëtes, vos transports sont ridicules; ô peintres des émotions humaines,

votre peine est vaine ! Que sont ces sentiments de pitié, de terreur, d'amour, que vous décrivez avec tant d'art? Un jeu de muscles et de nerfs ; un produit vivant de même nature, au fond, que celui que le chimiste trouve dans ses creusets ; une base décomposée par un acide. Vous avez monté d'un étage, à un ordre de phénomènes plus relevé, à la matière aboutissant à la pensée. Les fils sont plus compliqués, le problème plus ardu ; voilà tout. Quelle ironie ! Qui ne s'en indignerait? — Supprimez l'homme moral ; et rien au monde ne vit plus. La nature est calme, indifférente, et j'étudie la vie et la mort avec un souverain détachement.

Plus je pense à ces choses, plus je vois que les éternelles idées du bien, du juste, du divin, idées qui surpassent l'homme et à la réalité desquels il croit, sont la source de toute émotion et de toute poésie depuis que le monde existe. Jamais un peuple athée n'aura de littérature ; jamais grande pensée n'est sortie de la secte d'Epicure, et la cause n'en est pas seulement que cette secte jette l'âme dans les sens, mais surtout qu'elle anéantit les croyances nécessaires à la vie spirituelle. — Oui, toutes les passions naissent de là, pitié, terreur, honte, remords, amour, souffrance. Si l'homme n'est pas une personne morale, il ne me touche plus ; qu'il souffre ! peu importe. Deux locomotives qui se heurtent et se brisent sur un rail me laissent froid, si nul ne court de danger ; Néron empoisonne Britannicus, et mon âme s'émeut. C'est que la pitié, la terreur, un sentiment de répulsion se sont emparés de moi ; une pensée morale a été éveillée, et c'est elle qui juge. Au fond il n'y a pas d'autres beautés que des beautés morales.

Ou plutôt, il n'y a qu'une beauté, la beauté céleste, ineffable ; l'homme qui pourrait la saisir mourrait. L'être en qui elle subsiste est seul bon et seul beau ; tout ce qui est ici-bas n'a qu'une beauté empruntée de lui.

Nous aussi, nous savons admirer le beau, aimer le bon partout. Nous reconnaissons la beauté des esprits et la beauté des corps ; nous admirons l'idéale grandeur de l'âme, la conscience rigide, les grands dévouements, et nous connaissons le charme des formes extérieures. L'âme qui prie, l'enfant qui sourit, le vent qui pleure dans les grands arbres, la fleur qui s'ouvre au soleil, nous savons tout voir et tout aimer ; mais, croyez-le bien, êtres vivants et formes sans vie, tout cela n'a de grâce que parce que l'éternelle Beauté y a mis sa marque et son nom. « *Les cieux racontent la gloire de Dieu et l'étendue donne à connaître l'ouvrage de ses mains.* »

En soi ce monde n'est rien. Il ne vaut que parce qu'il révèle

Dieu et reflète quelque chose de sa splendeur ; et les beautés des âmes, des esprits, des consciences sont infiniment supérieures à celles de la nature visible, parce qu'elles le révèlent dans une perfection plus grande. Ainsi l'homme est beau par-dessus tout, parce qu'il est l'image de Dieu.

Au fond de notre appréciation, il y a donc toujours une pensée morale ; et pour que nous jugions qu'une chose est belle, il faut nécessairement que nous y mettions l'idée de Dieu ou l'idée de nous-mêmes. Nous avons un idéal de beauté, de bonté, de justice auquel nous rapportons tout ; et les choses nous apparaissent belles, bonnes, justes, dans la mesure où elles le rappellent et le reproduisent. Cet idéal n'est point arbitraire, point un rêve de notre imagination : il existe, il est le Vivant.

Vous, au contraire, vous n'avez ni règle ni mesure. Je ne vois pas par quel principe vous jugez que tel phénomène l'emporte sur tel autre, la douleur du roi Lear, par exemple, sur l'admirable structure d'une ruche d'abeilles. Pour vous rien n'est beau, rien n'est laid ; rien n'est grand, rien n'est petit ; chaque chose a sa raison d'être et est à sa place. Le beau et le laid sont dans la nature comme le vice et la vertu, comme l'instinct barbare et la civilisation raffinée. Ce sont des phénomènes qui tous apparaissent dans leur série et forment le mouvement ondoyant et éternel des choses, l'éternelle vie et l'éternelle mort.

Au premier aspect, il y a dans cette manière d'envisager les choses je ne sais quelle poésie vague, séduisante, que M. Taine rend parfaitement. C'est le monde entier qui se présente sous des formes et avec des voix nouvelles. A côté d'elles, nos théories spiritualistes paraissent mesquines, vieilles. Il semble que tout porte à la conquête de puissances inconnues ; c'est comme un rajeunissement de la pensée. — Mais comme tout cela s'efface vite ! Pour peu qu'on pousse avant, l'horizon se rétrécit ; on a cru toucher au ciel, on tombe lourdement sur soi-même et le dernier mot est une pauvre histoire naturelle ! Quoi ! vous espérez renouveler l'art, et du premier coup vous desséchez la source de la douleur, de la joie et de l'enthousiasme ! Qu'il fait froid sur vos hauteurs ! Le moyen de s'attendrir et de pleurer ? C'est à peine si je m'amuse à ce spectacle que se donne mon esprit. La lassitude et l'ennui m'ont gagné. — D'ailleurs laissez faire votre système ; attendez quelque temps, et vous verrez la belle poésie que vous donneront vos matérialistes. Ils sont à l'œuvre et déjà vous avez pu en admirer quelques échantillons.

Et vous-même, dirai-je à M. Taine, si avec un tact exquis, vous avez compris et exposé les grandes œuvres de l'esprit humain, la vie intellectuelle et morale d'un grand peuple, c'est que

vous l'avez comprise avec votre âme, infidèle à vos doctrines et les laissant à mille lieues ; c'est que, encore une fois, il y a deux hommes en vous, l'artiste et le philosophe ; et nous rions du bon tour que vous jouez à ce dernier.

Puis cette impuissance du système apparaît nécessairement dans l'exécution. Elle me frappe particulièrement dans les parties les mieux réussies de l'*Histoire de la Littérature anglaise*, je veux dire dans ces pages brillantes consacrées à Shakespeare et à son temps, et à la renaissance du christianisme en Angleterre.

Certes le talent de M. Taine est grand. Tout chez lui est esprit, étincelle, fine et subtile analyse. Les portraits abondent, vifs, parlants, quelque peu prétentieux, avec des mots qui les fixent. M. Taine parle fortement à l'imagination ; il évoque avec un grand art les personnages de cette grande littérature. Vous les voyez dans leur déshabillé : ce ne sont pas des abstractions, mais des personnes en chair et en os. L'un vous conte son rêve, l'autre vous chante sa ballade ; l'autre enfin vous confie sa douleur ou son espoir.

Tout est-il bien vrai? Je ne sais; je ne crois pas. M. Taine n'est pas un guide auquel on puisse se fier entièrement; mais cela est vivant. Fantômes ou réalités, ses récits nous émeuvent, et la longue histoire passe devant nos yeux comme la suite des rois évoqués par Macbeth. C'est une vraie magie, le grand charme de ce livre. Et néanmoins, malgré ces qualités visibles, on conçoit quelque chose de supérieur. Le grand reproche qu'on adressera toujours à M. Taine, c'est de méconnaître la vraie humanité et de nier systématiquement les profondeurs divines qui sont en nous. Ainsi, pour ne parler que de Shakespeare, personne n'a mieux compris que lui ce génie passionné, à l'imagination excessive et toute-puissante. Ses analyses de *Macbeth*, d'*Hamlet* et d'*Othello* sont admirables, et pourtant la chose essentielle manque ; je veux dire le sentiment de cette grande désolation morale, l'écho des consciences troublées, de l'angoisse des âmes qui jette tous ces personnages et toute cette génération dans le délire, dans l'impossible, et qui précède en Angleterre le réveil du christianisme.

VI.

En faisant l'histoire des idées, M. Taine a mis au premier rang la pensée religieuse ; et c'est là un des solides mérites de son *Histoire*. Son grand sens, son tact d'artiste lui ont fait comprendre que la religion est le point central de notre vie intellectuelle

et morale. La religion d'un homme, c'est cet homme lui-même dans sa plus haute vérité. Nulle part ce fait ne ressort d'une manière aussi saisissante que dans l'*Histoire de la Littérature anglaise*. Quel que soit d'ailleurs le peuple moderne que nous étudiions, le christianisme nous apparaît comme la puissance morale qui le constitue, comme le cœur d'où tout sort, comme le fonds de son existence. Art, littérature, mœurs, civilisation, tout naît de lui, et je ne vois rien au delà. N'en déplaise à M. Taine, nulle frontière ne l'arrête, nulle zone ne lui résiste, nulle race n'échappe à son action. Qu'il se modifie ou s'abâtardisse au contact des influences matérielles, c'est ce que personne ne saurait nier. N'est-ce pas le sort des choses divines de s'abaisser en touchant à l'homme? L'incarnation ne suppose-t-elle pas un abaissement?

M. Taine s'arrête devant ce grand fait du christianisme ; il hésite et sa pensée vacille; il voit qu'il remplit tout; il lui fait la place large et grande, il l'admire et le repousse en même temps, le couronnant de fleurs, comme Platon couronnait les poëtes qu'il chassait de sa république idéale. — C'est que c'est une vaine et folle entreprise de vouloir comprendre le christianisme du dehors! Combien d'autres l'ont tenté avant M. Taine et ont aussi peu réussi! Toujours cette parole reste vraie : « Je te loue, ô Père, Seigneur du ciel et de la terre, de ce que tu as caché ces choses aux sages et aux intelligents, et que tu les as révélées aux enfants. » En saisir la grandeur, la haute vertu, la poésie, la puissance morale, c'est n'en rien avoir que l'apparence extérieure; le fond échappe aux cœurs non brisés. Il faut être vraiment si petit pour le comprendre! Quel est donc le philosophe assez dégagé de la sagesse du siècle pour découvrir dans cette folie de la croix la puissance de Dieu pour le salut du monde? — L'homme ne fait-il pas sa religion comme l'abeille fait son miel? Le christianisme n'est-il pas un beau poëme après tant d'autres, le poëme de la conscience et de l'enthousiasme, une des plus sublimes et en même temps des plus mélancoliques floraisons du cœur humain, le cri de l'humanité poussé dans un moment de détresse et de désespoir? En voici l'origine:

« Il y avait dix-sept siècles qu'une grande pensée triste avait commencé à peser sur l'esprit de l'homme pour l'accabler, puis l'exalter, et l'affaiblir, sans que jamais, dans un si long intervalle, elle eût lâché prise. C'était l'idée de l'impuissance et de la décadence humaine. La corruption grecque, l'oppression romaine et la dissolution du monde antique l'avaient fait naître; à son tour elle avait fait naître la résignation stoïque, l'insouciance épicurienne, le mysticisme alexandrin et l'attente chrétienne du royaume de Dieu. « Le monde est mauvais et perdu : échappons-lui « par l'insensibilité, par l'étourdissement, par l'extase. » Ainsi parlaient les philosophes, et la religion avait ajouté qu'il allait finir : « Tenez-vous

prêts, car le royaume de Dieu est proche. » Mille ans durant, les ruines qui se faisaient de toutes parts vinrent incessamment enfoncer dans les cœurs cette pensée funèbre, et quand du fond de l'imbécillité finale et de la misère universelle, l'homme féodal se releva par la force de son courage et de son bras, il retrouva pour entraver sa pensée et son œuvre la conception écrasante qui, proscrivant la vie naturelle et les espérances terrestres, érigeait en modèles l'obéissance du moine et les langueurs de l'illuminé. »

M. Taine a-t-il mieux compris la réforme du seizième siècle? Il l'aime, c'est tout ce qu'on peut dire, et il lui doit ses meilleures inspirations. Il faudrait ici beaucoup citer; il faudrait lire le chapitre intitulé *Renaissance chrétienne* et le dernier de l'ouvrage : *le Passé et le Présent*. Je me borne à en détacher une page des plus saillantes.

« En 1549, enfin, l'Angleterre reçoit son Prayer-Book des mains de Cranmer, Pierre Martyr, Bernard Ochin, Mélanchthon; les principaux et les plus fervents des réformateurs de l'Europe ont été appelés pour « com« poser un corps de doctrines conformes à l'Ecriture, » et pour exprimer un corps de sentiments conformes à la véritable foi des chrétiens. Admirable livre où respire tout l'esprit de la Réforme, où, à côté des touchantes tendresses de l'Evangile et des accents virils de la Bible, palpitent la profonde émotion, la grave éloquence, la générosité, l'enthousiasme contenu des âmes héroïques et poétiques qui retrouvaient le christianisme et qui avaient connu les approches du bûcher. « Père tout-puissant et miséri« cordieux, nous avons erré et nous nous sommes égarés hors de tes « voies, comme des brebis perdues. Nous avons trop suivi les imagina« tions et les désirs de nos propres cœurs. Nous avons péché contre tes « lois saintes. Nous n'avons pas fait les choses que nous devions faire, et « nous avons fait les choses que nous devions ne point faire. Et il n'y a « point de santé en nous. Mais toi, Seigneur, aie pitié de nous, misérables pécheurs... » Toujours revient la même idée, l'idée du péché, du repentir et de la rénovation morale; toujours la pensée maîtresse est celle du cœur humilié devant la justice invisible et n'implorant sa grâce que pour obtenir son redressement. Un pareil état d'esprit ennoblit l'homme et met une sorte de gravité passionnée dans toutes les importantes actions de sa vie. Il faut écouter la liturgie au lit des mourants, au baptême des enfants, à la célébration des mariages. « Veux-tu prendre cette femme « pour ta légitime épouse, afin de vivre ensemble selon le commandement « de Dieu dans le saint état du mariage? Veux-tu l'aimer, la soutenir, « l'honorer, la garder dans la maladie et dans la santé... dans la bonne « et la mauvaise fortune, dans la richesse et dans la pauvreté... et re« nonçant à toute autre, te garder à elle seule aussi longtemps que vous « vivrez tous les deux? » Ce sont là les vraies paroles de la loyauté et de la conscience. Nulle langueur mystique ici ni ailleurs. Cette religion n'est point faite pour des femmes qui rêvent, attendent et soupirent, mais des hommes qui s'examinent, agissent et ont confiance, confiance en quelqu'un de plus juste qu'eux. Quand l'homme est malade et que sa chair défaille, le prêtre s'avance et lui dit : « Notre cher bien-aimé, sachez ceci : que le « Dieu tout-puissant est le Seigneur de la vie et de la mort et de toutes « les choses qui s'y rapportent, comme la jeunesse, la force, la santé, la

« vieillesse, la débilité, la maladie; c'est pourquoi, quel que soit votre « mal, sachez avec certitude qu'il est une visitation de Dieu; et quelle que « soit la cause pour laquelle cette maladie vous soit envoyée..., sachez « avec certitude que si vous vous repentez véritablement de vos péchés « et si vous portez patiemment votre maladie, vous confiant à la miséri- « corde de Dieu et vous soumettant entièrement à sa volonté..., elle tour- « nera à votre profit et vous aidera dans la droite voie qui conduit à la « vie éternelle. » Un grand sentiment mystérieux, une sorte d'épopée sublime et sans images apparaît obscurément parmi ces examens de la conscience, je veux dire la divination du gouvernement divin et du monde invisible, seuls subsistants, seuls véritables en dépit des apparences corporelles et du hasard brutal qui semble entre-choquer les choses. De loin en loin l'homme entrevoit cet *au delà* et se relève du fond de son cloaque, comme s'il avait respiré soudainement un air fortifiant et pur. Voilà les effets de la prière publique rendue au peuple; car celle-ci a été retirée du latin, reportée dans la *langue vulgaire*, et dans ce seul mot il y a une révolution. Sans doute la routine, ici comme pour l'ancien missel, fera insensiblement son triste office; à force de répéter les mêmes mots, l'homme ne répétera souvent que des mots; ses lèvres remueront et son cœur restera inerte. Mais dans les grandes angoisses, dans les sourdes agitations de l'esprit inquiet et vide, aux funérailles de ses proches, les fortes paroles du livre le retrouveront sensible; car elles sont vivantes et ne s'arrêtent pas dans les oreilles comme le langage mort: elles entrent jusqu'à l'âme, et sitôt que l'âme est remuée et labourée, elles y prennent racine. Si vous allez les entendre dans le pays et si vous écoutez l'accent vibrant et profond avec lequel on les prononce, vous verrez qu'elles y forment un poëme national, toujours compris et toujours efficace. Le dimanche, dans le silence de toutes les affaires et de tous les plaisirs, entre les murs nus des églises de village, où nulle image, nul *ex-voto*, nul culte accessoire ne vient distraire les yeux, les bancs sont pleins; les puissants versets hébraïques heurtent comme des coups de bélier à la porte de chaque âme, puis la liturgie développe ses supplications imposantes, et par intervalles le chant de la congrégation vient avec l'orgue soutenir le recueillement public. Rien de plus grave et de plus simple que ce chant populaire; nulle fioriture, nulle cantilène; il n'est point fait pour l'agrément de l'oreille, et néanmoins il est exempt des tristesses maladives, de la lugubre monotonie que le moyen âge a laissée dans notre plain-chant; ni monacal ni païen, il roule comme une mélopée virile et pourtant douce, sans contredire ni faire oublier les paroles qu'il accompagne; ces paroles sont les Psaumes traduits en vers et encore augustes, atténués mais non enjolivés. Tout est d'accord, le lieu, le chant, le texte, la cérémonie, pour mettre chaque homme, en personne, et sans intermédiaire, en présence du Dieu juste, et pour former une poésie morale qui soutienne et développe le sens moral, etc. »

Que de pages semblables ne pourrait-on pas transcrire de ce remarquable ouvrage! Le sérieux de la vie, l'enthousiasme de la foi, les troubles de la conscience, les consolations de la présence de Dieu, ce vrai paradis de l'âme, M. Taine a compris tout cela; mais il l'a compris en artiste, par cette demi-révélation des poëtes qui les fait vivre un instant de la vie des autres. Emu, attiré, il jette un long regard sympathique sur l'austère religion qui

ennoblit les âmes, puis, hélas! il passe à une autre émotion, et décrit avec le même amour le culte de la beauté sensible et de la volupté.

« Avec d'autres mœurs, il y avait là une autre morale; il y en a une pour chaque siècle, chaque race et chaque ciel; j'entends par là que le modèle idéal varie avec les circonstances qui le façonnent. En Angleterre, la dureté du climat, l'énergie militante de la race et la liberté des institutions prescrivent la vie active, les mœurs sévères, la religion puritaine, le mariage correct, le sentiment du devoir et l'empire de soi. En Italie, la beauté du climat, le sens inné du beau et le despotisme du gouvernement suggéraient la vie oisive, les mœurs relâchées, la religion imaginative et la recherche du bonheur. Chacun des deux modèles a sa beauté et ses taches, l'artiste épicurien comme le politique moraliste; chacun des deux montre par ses grandeurs les petitesses de l'autre...

« ... La beauté est venue, la beauté méridionale éclatante et harmonieuse, épanchée sur toutes choses, sur le ciel lumineux, sur les paysages calmes, sur la nudité des corps, sur la naïveté des cœurs. Y a-t-il une chose qu'elle ne divinise? Tous les sentiments s'exaltent sous sa main. Ce qui était grossier devient noble... Que va devenir ici la pruderie puritaine? Est-ce que les convenances peuvent empêcher la beauté d'être belle? Est-ce que vous condamnerez un Titien parce qu'il est nu? Qui est-ce qui donne un prix à la vie humaine et une noblesse à la nature humaine, sinon le pouvoir d'atteindre aux émotions délicieuses et sublimes?... Refuserez-vous de reconnaître le divin, parce qu'il apparaît dans l'art et la jouissance, et non pas seulement dans la conscience et l'action? Il y a un monde à côté du vôtre, comme il y a une civilisation à côté de la vôtre; vos règles sont étroites et votre pédanterie tyrannique; la plante humaine peut se développer autrement que dans vos compartiments et sous vos neiges, et les fruits qu'alors elle portera n'en seront pas moins précieux. Vous le voyez bien, puisque vous y goûtez quand on vous les offre... »

Voilà bien le dernier mot du système. Il n'y a au monde rien sur quoi l'homme puisse s'appuyer; la morale est affaire de tempérament et de climat, la religion un poëme de la conscience; Dieu, l'idéal toujours rêvé, toujours cherché, toujours enfanté et ne se réalisant jamais. Il n'y a que l'infinie végétation et l'éternel épanouissement des choses; des phénomènes qui viennent un instant apparaître au soleil et disparaître l'instant d'après. La vertu est divine; le vice l'est aussi! Tout est à sa place, et tout n'est rien.

Cela est triste; plus triste encore est le remède proposé à nos misères. Sur les ruines du christianisme et à la place des croyances qui constituent l'homme moral, que met-il? — Hélas! une science. — Repoussant ce qu'il appelle les nobles songes de notre imagination et les suggestions impérieuses de notre cœur, il apprécie en ces termes les réponses diverses faites aux douloureuses questions que notre siècle a posées:

« Quel conseil nous ont-ils donné pour y remédier? Ils ont été grands, ont-ils été sages? « Fais pleuvoir en toi les sensations « véhémentes et profondes. Tant pis si ensuite ta machine craque! « — Cultive ton jardin, resserre-toi dans un petit cercle, rentre « dans le troupeau, deviens bête de somme. — Redeviens « croyant, prends de l'eau bénite, abandonne ton esprit aux « dogmes et ta conduite aux manuels. — Fais ton chemin, as- « pire au pouvoir, aux honneurs, à la richesse. » Ce sont là les diverses réponses des artistes et des bourgeois, des chrétiens et des mondains. Sont-ce des réponses? Et que proposent-elles, sinon de s'assouvir, de s'abêtir, de se détourner et d'oublier? Il y en a une autre plus profonde que Gœthe a faite le premier, que nous commençons à soupçonner, où aboutit tout le travail et toute l'expérience du siècle, et qui sera peut-être la matière de la littérature prochaine : « Tâche de te comprendre et de com- « prendre les choses. »

O la salutaire consolation! ô la belle tâche à ma vie! Qui en voudrait pour une heure seulement? Assister par la pensée au jeu des forces de la nature, à ses mille transformations, contempler l'émouvant tableau de la plante humaine qui passe du germe à la tige, de la tige au feuillage et aux fleurs! Autant vaut étudier les six faces d'un cube et suivre les transformations des lignes primordiales d'un cristal. On en rirait, si la chose était moins triste. — A quoi bon savoir? Cela guérit-il une plaie, cela change-t-il mon sort, cela me donne-t-il un bonheur? Savoir n'est rien; vivre est tout; vivre aujourd'hui, demain, toujours! Petite est ma personne; mais je ne puis me résoudre à n'être qu'un membre éphémère d'une série à laquelle d'autres séries succéderont, à avoir pour toute consolation le plaisir rétrospectif de supputer et de calculer les forces qui se jouent de moi et m'écrasent.

Vous l'avez bien dit : le temps est à la souffrance. Ce ne sont pas seulement les lamentations de nos poëtes qui ont rempli le siècle : la plainte est partout, en haut comme en bas. Hélas! c'est qu'aujourd'hui l'homme est solitaire. Son ciel est vide, son Dieu est absent. Il le mendie à tous les coins de l'univers et ne rencontre que le doute, que le vide. Voilà la vraie cause de la désolation de son cœur; et de ce cœur abandonné coule sa peine et toute la poésie dont notre génération est capable. — Que votre remède est illusoire! qu'il est impuissant! Que voulez-vous donc que nous fassions de votre Dieu multiple et sans âme? Mieux vaudrait à moi seul remplir tout l'univers. — Quel ennui! comme au bout de tout cela on retombe vite à son pauvre cœur soupirant et non rassasié! Vous vous êtes tiré un feu d'artifice à

vous-même; la lumière jaillit, s'éteint et tout est dit. Vous vous êtes amusé au spectacle de vos propres songes, et il n'en reste rien. O la vaine imagination!

Moi, au contraire, j'aime ce Dieu que vous appelez « le Dévorateur, » ce Dieu unique, la vie de ma vie, ma consolation pour aujourd'hui et ma félicité pour l'éternité. Le prouver? je ne saurais; les premiers principes ne se prouvent pas, ils s'imposent. Quelle misère si l'idée de Dieu n'apparaissait dans notre conscience qu'à la suite d'un syllogisme, s'il fallait discuter l'existence du bien et du mal comme on discute un problème de géométrie! Non, ces choses-là se tiennent au-dessus de la preuve. — Si vous méconnaissez ce sentiment indomptable, vraie faim et vraie soif, qui nous pousse d'une manière irrésistible à nous attacher à l'éternelle Fixité, c'est que vous ignorez l'homme et votre propre cœur. C'est là notre fonds, croyez-le bien, notre premier besoin, la condition de notre bonheur et de notre existence. Anéantissez la conscience; faites de ce rapide passage un séjour éternel; dites à la douleur : « Retire-toi; » changez la vie pénible en vie bienheureuse. Vous ne le pouvez?... Laissez-nous donc notre ciel et notre espérance... Hors de là, il n'y a que vide et désolation, mensonge, blasphème. En nous ravissant notre Dieu, sachez que vous nous arrachez l'âme et que vous nous ôtez tout motif de vivre.

FÉLIX KUHN.

SCIENCES NATURELLES

—

LE MATÉRIALISME CONTEMPORAIN

LE MATÉRIALISME CONTEMPORAIN. — EXAMEN DU Dr BUCHNER, par Paul Janet. Paris, 1864.

Tout ce que nos sens nous révèlent a eu un commencement, mais ce commencement n'est pas toujours accessible à nos sens, et ce mystère des origines a toujours inquiété les hommes. De nos jours, le germe, l'œuf, l'embryon, exercent la sagacité des naturalistes bien plus que la nomenclature et les rapports des êtres vivants. Si l'on s'occupe beaucoup du développement des animaux et des plantes (embryogénie), de celui des éléments intimes des tissus organisés (histogénie); quand aussi a-t-on plus interrogé l'origine de la vie sur le globe (paléontologie), celle de l'homme et celle des langues (philologie comparée), etc.? Chacun des noms que je viens de citer correspond à une branche importante des sciences que notre siècle a vues naître ou prendre un essor tout nouveau.

Nous ne devons pas être surpris si, au milieu de ces recherches générales des origines, l'hypothèse des générations spontanées s'est de nouveau fait jour pour proposer des solutions à plus d'un problème. Trois hommes en France tentent un suprême effort pour remettre à flot cette théorie qui sombrait tous les jours sous les coups d'une science exacte aidée du microscope et de méthodes excellentes. Citer les noms de Siebold, de Kuchenmeister, de Sternstrup, de Van Beneden, de Balbiani, de Pasteur, c'est faire appel à des découvertes récentes qui ont singulièrement compromis la supposition qu'il existe ou qu'il a existé des êtres pouvant se développer sous l'influence des seules forces de la matière ou pour mieux dire en dehors d'une organisation préalable.

Tout est connexe dans la marche des sciences, et les grands progrès que les travaux de Jussieu, de Cuvier, de Geoffroy Saint-Hilaire, de Blainville, avaient imprimés à l'étude des classifications et à l'histoire des rapports et des affinités des êtres vivants, ont toujours leur part d'influence. La découverte d'êtres vivants ou fossiles a comblé des intervalles dans la classification, et des rapprochements heureux et mieux nuancés ont pu être faits de manière à établir de véritables traits d'union entre telle espèce animale ou végétale et telle autre espèce. De là, une plus grande force donnée à l'hypothèse d'un développement progressif et graduel de la vie sur le globe, présentée non plus comme une image métaphysique, comme la manifestation d'un plan bien ordonné, mais comme une réalité physique, résultat de la transformation d'une espèce en une autre espèce. On ne peut plus admettre, il est vrai, que ces tranformations se soient opérées suivant une série unique et continue du végétal le plus simple à l'animal le plus perfectionné, les progrès de la science moderne ont montré des affinités entre des êtres jusqu'alors fort éloignés les uns des autres ; il a donc fallu en concevoir l'ensemble rangé suivant des séries parallèles ou suivant telle autre figure plus ou moins ingénieuse exprimant tous ou le plus grand nombre des faits. La théorie de la transformation des espèces devait donc, pour se faire accepter, se présenter sous une forme nouvelle : c'est là ce qu'a réalisé l'ouvrage remarquable, du reste, de M. Darwin.

La génération spontanée et la transformation des espèces se lient intimement, la première suppose toujours la seconde ; montrer que ces théories ne s'appuient pas sur l'observation et sur l'ensemble des faits positifs, c'est *enlever au matérialisme ses racines dans le monde des objets accessibles à nos sens*, et dès lors il flotte à des hauteurs aussi nuageuses que l'idéalisme le plus arbitraire. C'est ce qu'a très bien établi M. Janet dans le livre qui nous fournit le sujet de quelques réflexions. Il contient ce que l'on peut dire de meilleur, sans entrer dans des discussions de science pure sur ces deux théories dont le bruit se répand en dehors des académies et des sociétés savantes. Aujourd'hui, où il semble qu'on ait plus le temps d'écrire que de penser, c'est une bonne fortune de pouvoir attirer l'attention sur une critique fortement réfléchie, substantielle et sobre.

La connaissance de la valeur réelle des théories matérialistes n'intéresse pas seulement les philosophes et les savants, et à qui pourrait douter qu'elle soit d'un intérêt très général, je rappellerais cette appréciation d'un homme qui les a combattues avec succès : « Le matérialisme, dit M. Bœhner, en se présentant

comme doctrine scientifique, aux masses populaires à qui la science ne fournit point d'armes pour se défendre, fait une propagande active au milieu d'elles, et ne tend à rien moins qu'à les délivrer de toute loi divine et à renverser par ses dogmes l'ordre établi dans la société. L'économie morale du monde, la responsabilité de l'homme, la continuation de la vie personnelle dans une autre économie, l'action même du Dieu vivant, tous ces fondements de la pensée et de la conduite raisonnable, l'école matérialiste les rejette comme des croyances vieillies et sans valeur qui doivent faire place dans l'esprit de l'homme à ce sommaire de la plus haute sagesse, que son moi n'est pas essentiellement différent de cette animalité qui lui est chère... Le fanatisme matérialiste, en mainte occasion, a poussé l'audace jusqu'à prétendre que son hypothèse est *une donnée des sciences exactes*[1]. » Ajoutons à cela que d'une manière inconsciente sans doute et en repoussant cette solidarité qu'elle traite d'appel à la terreur, une certaine tendance théologique trouve des alliés naturels chez les savants matérialistes, et exploite souvent leurs vues contre la foi au surnaturel; n'y a-t-il pas là un danger assez grave pour préoccuper tout chrétien, tout homme qui pense, pour lui faire désirer d'être éclairé sur *ces données des sciences exactes* qu'on invoque avec tant de complaisance?

Il faut, avant tout, ne pas se faire illusion sur la valeur des considérations scientifiques en matière de foi; mais, quand l'attaque porte sur ce terrain, il est évident que c'est sur celui-là qu'il faut se défendre, sous peine de rendre superflus les efforts que l'on tenterait sur un autre; ne sera-t-il pas permis de relever l'arme avec laquelle on vous combat, sans qu'on vous reproche de vous en servir; si, d'un côté, on invoque des expériences, des découvertes auxquelles s'attachent des noms de savants, sera-t-il défendu d'en opposer d'autres ou d'invoquer des témoignages autorisés sans que l'on vous dise : « Quand donc aussi, dans des discussions du genre de celles-ci, en aura-t-on fini avec l'argument tiré des noms illustres? » L'auteur ajoute même : « Que m'importe aujourd'hui le fait que Bacon, Pascal, Leibnitz et Newton ont cru plus ou moins au surnaturel[2]? » Il est vrai, cela n'équivaut pas à une démonstration scientifique du surnaturel, mais n'y a-t-il donc dans ce fait aucune observation psychologique importante? Si Bacon, Pascal, Leibnitz et tant d'autres, ont été des hommes sujets aux mêmes infirmités spirituelles que

[1] Bœhner, *Du Matérialisme au point de vue des sciences naturelles et des progrès de l'esprit humain.*
[2] *Trois lettres à M. le pasteur Poulain*, par M. Réville, p. 66 et 67.

nous, est-il sans intérêt de savoir si leur vaste érudition, leur intelligence supérieure, le rationalisme naturel aux esprits scientiques, ont servi ou empêché en eux le développement d'une foi au surnaturel positive et réfléchie?

Fidèle à la tendance générale de notre temps que je signalais tout à l'heure, M. Janet débute par montrer les origines et l'évolution historique de son sujet. L'Allemagne a vu le matérialisme se systématiser fortement chez elle, et M. Janet, dans sa critique, a surtout en vue les matérialistes allemands; leurs disciples peuvent être rares dans les chaires de nos facultés, mais leur esprit général ne pénètre que trop facilement les masses et s'harmonise parfaitement avec les dispositions de la jeunesse de nos écoles. L'auteur du *Matérialisme contemporain* nous dépeint en peu de mots les déviations de l'hégélianisme, qui dans une de ses branches signalée en 1847 par M. Saint-René Taillandier, avait abouti au matérialisme le plus radical; une prompte réaction la réduisit au silence vers 1850. Bientôt, la physiologie et les sciences naturelles amènent un nouveau mouvement dont le chef et le propagateur fut Moleschott; une excellente étude de M. Hollard a déjà familiarisé les lecteurs de la *Revue chrétienne*[1] avec cette réaction contre les excès de l'idéalisme; le livre sur la *circulation de la vie* fut son plus violent manifeste. Le matérialisme prend dès lors pour base, non plus la spéculation, mais la science, les connaissances positives, « en un mot c'est la revanche de l'empirisme contre la frénésie de la spéculation rationnelle *à priori*. » Un disciple de M. Moleschott, le docteur Büchner, s'est chargé de populariser l'ensemble du système. Son livre, intitulé *Force et Matière*, est l'objet principal de la critique de M. Janet. Le plan de l'auteur matérialiste sera le sien, et il se propose de le suivre en étudiant successivement, avec M. Büchner, la matière et le mouvement, la matière et la vie, la matière et la pensée. Depuis le célèbre chimiste Liebig jusqu'à MM. Drossbach, Shaller, Lotze, etc., de savants défenseurs de la philosophie spiritualiste ont vigoureusement repoussé les attaques du matérialisme dans le domaine des sciences. Au nombre des ouvrages publiés depuis peu dans ce sens en langue allemande, nous regrettons que M. Janet n'ait pas mentionné celui de M. Bœhner, intitulé *Du Matérialisme au point de vue des sciences naturelles et des progrès de l'esprit humain*. M. Bœhner place

[1] Hollard, *De la Nouvelle Ecole matérialiste en Allemagne. Revue chrétienne*, 1859, p. 513.

le matérialisme et le christianisme face à face, il fait ressortir la valeur philosophique et morale de l'un et de l'autre, il montre enfin combien les progrès des sciences se concilient toujours mieux avec les données du christianisme.

La clef de voûte du système matérialiste est, on le comprend aisément, dans la notion qu'il se fait de la matière et de ses attributs. M. Janet s'attaque tout d'abord à elle, il établit qu'une des propriétés les plus positives de la matière c'est l'inertie, et là il rencontre les plus vives dénégations dans le camp matérialiste, car, cette vérité admise, il en ressort la nécessité d'un principe extérieur à la matière et qui lui communique les mouvements dont elle est animée. Une étude intime du phénomène de l'attraction, une suite de raisonnements clairs et précis appuyés sur les données les plus récentes de la physique, l'amènent ensuite à convaincre la philosophie matérialiste de l'impossibilité où elle se trouve de définir ou de délimiter son principe, la matière. Vouloir analyser le chapitre où cette première question est traitée serait s'exposer à le reproduire tout entier ; qu'il nous suffise de dire qu'en l'abordant M. Janet en a compris toute l'étendue : « Ce n'est, dit-il, qu'avec une extrême circonspection et en quelque sorte en tremblant que nous nous avançons sur ce terrain glissant et délicat de la haute philosophie physique; mais nos adversaires parlent de toutes ces choses avec tant d'autorité et de légèreté, ils sont si fiers de ce qu'ils avancent et si méprisants de ceux qui ne pensent pas comme eux, que nous nous devons de les suivre sur ce terrain, tout en reconnaissant, ce qu'ils ne font pas, la témérité et la difficulté de l'entreprise. » Les exemples de cette méthode hardie ne sont pas rares dans toutes les branches des sciences; je me permettrai d'en citer un, qui montre avec quelle facilité on peut faire bon marché des faits les plus avérés, de crainte d'en subir les conséquences. Cette anecdote aura en outre l'avantage de reporter notre esprit des hauteurs de la métaphysique sur un des faits les plus curieux de la physiologie animale.

L'histoire naturelle est redevable au siècle dernier de travaux d'observation du premier ordre; de ce nombre sont ceux d'A. Trembley, si populaires dans le monde savant, mais peut-être moins connus au dehors que ceux de Réaumur ou de Bonnet. Trembley fit porter ses observations sur un petit animal vermiforme, appelé hydre, qui vit dans les eaux douces, fixé aux pierres par une de ses extrémités ; il remarqua d'abord ce fait qu'en coupant en deux ou plusieurs parties cet animal, on ne le tuait pas, mais que chaque partie régénérait ce qui lui manquait, et qu'on obtenait ainsi deux ou plusieurs hydres au lieu d'une.

Trembley fit une nouvelle série d'expériences sur ces petits êtres si curieux et si délicats; leur corps tout entier est formé comme un simple doigt de gant dont l'extrémité ouverte porte tout autour une couronne d'appendices filamenteux qui leur servent à enlacer leur proie. Après maints essais infructueux, le patient observateur, armé d'un bout de crin, réussit à retourner l'animal, de façon à ce que sa surface extérieure se trouva à l'intérieur et pour exprimer la chose en termes les plus simples : la peau de l'animal devenait ainsi son estomac. L'opération, renouvelée souvent, réussit, et Trembley remarqua que ses petites hydres ne s'en portaient pas plus mal; elles recommençaient à avaler et à digérer comme d'habitude. Ce fait parut très extraordinaire et fit beaucoup de bruit lors de sa publication. L'expérience fut vérifiée, renouvelée souvent et enfin acceptée comme parfaitement authentique. Or, cette observation, tout humble qu'elle paraisse, a une grande portée; elle nous montre, chez les animaux les plus simples, les organes s'adaptant à des fonctions diverses et se suppléant les uns les autres; chez les animaux supérieurs, le travail de la vie est à la fois plus compliqué et plus localisé, et les organes spéciaux correspondent toujours plus exactement à des fonctions spéciales; de sorte, qu'en étudiant le règne animal dans l'ensemble de son organisation, on y constate une loi analogue à celle qui régit le perfectionnement des sociétés humaines, loi fondée sur le fait de la division du travail presque inconnue aux peuples sauvages et portée souvent si loin chez les nations civilisées. Cette loi trouble beaucoup les préjugés matérialistes; il n'y a, dit cette école, pas de force sans matière, il ne saurait non plus y avoir de fonction distincte des organes et pouvant être remplie indifféremment par plusieurs organes. Partant de là, on dissèque l'hydre, on la soumet au microscope, on y trouve plusieurs couches de tissus différents, dont l'une doit nécessairement remplir les fonctions de peau, l'autre d'estomac; donc Trembley s'est trompé. Un savant professeur de physiologie nous apprend, dans un journal scientifique très sérieux [1], que l'on ne peut plus ajouter foi aux expériences de Trembley, et voici l'explication qu'il donne de son erreur : Sans doute, Trembley parvenait à retourner ses hydres, mais celles-ci, par un mouvement très brusque, se retournaient de nouveau dès qu'elles étaient dans l'eau et reprenaient ainsi leur assiette habituelle. L'explication est simple et séduisante, mais j'avais quelque souvenir que cet accident n'avait pas échappé à la sagacité de l'observateur genevois, et je m'empressai de relire attentivement les Mémoires qu'il a publiés

[1] *Journal d'anatomie et de physiologie*, de M. Brown Séquard.

à ce sujet. Or, non-seulement Trembley avait vu la possibilité de ce *déretournement*, mais pour le prévenir dès qu'il avait réussi à retourner une hydre sur elle-même, il l'embrochait près de son orifice avec un crin, d'autres fois il la laissait se déretourner à moitié, ce qui lui fournissait le moyen de faire de nouvelles expériences que je ne puis énumérer ici. Enfin, cette expérience fut répétée, sur la prière de Trembley, par d'autres savants; Bonnet et Réaumur la renouvelèrent, et, s'il y a une observation physiologique avérée, c'est celle-là; elle eut en effet cette rare bonne fortune d'être répétée des centaines de fois, soit par les hommes les plus compétents, soit par de simples curieux, et l'on est conduit à se demander si le savant qui les a niées avait seulement lu le recueil des Mémoires de Trembley.

Revenons au livre de M. Janet, nous nous retrouverons encore sur le terrain de l'histoire naturelle. Pour démêler l'erreur matérialiste au sujet de la matière, il faut pénétrer dans des discussions assez abstraites ; obligé d'arriver aux atomes et à leurs propriétés, on dépasse ce qui est expérimental, mais sur le domaine de la vie la discussion se simplifie. Dans la nature brute, les formes ne nous paraissent déterminées par rien de fixe; les êtres vivants ont toujours une même forme suivant les espèces, cette forme se maintient et se transmet de génération en génération; en semant un gland, vous obtiendrez toujours un chêne et jamais du blé. Mais il y a aussi des minéraux qui cristallisent toujours de la même manière, ayant ainsi une forme constante pour chaque espèce minérale. Cette analogie, toute superficielle, M. Janet en fait ressortir le peu de fondement : l'unité des êtres vivants dont les parties ont une action réciproque les unes sur les autres, ne saurait être assimilée à l'unité extérieure, à la symétrie qui résulte du groupement des molécules minérales. La divisibilité possible d'un végétal ou d'un animal inférieur est suivie de la régénération de parties nouvelles; il n'en est pas ainsi chez le minéral, chez lequel toutes les parties sont juxtaposées et non liées par les nécessités d'un échange nutritif. M. Ch. Robin, dont le témoignage acquiert ici une valeur d'autant plus grande qu'il est plus désintéressé, faisait ressortir dans un article tout récent ce qu'il y a de superficiel et d'antiscientifique dans cette assimilation souvent tentée, surtout dans des ouvrages allemands [1]. Dans un examen approfondi des conditions de production des cellules organisées dans les corps vivants, ce savant nous montre comment comparer la cristallisation à la naissance des cellules

[1] Entre autres, dans les *Merveilles du monde végétal*, par Karl Müller, ouvrage populaire de date récente et traduit en français.

organisées, c'est ignorer ce qu'est la nutrition et la condition d'existence de tous les autres phénomènes d'ordre vital[1].

Sans doute, ainsi que le fait observer M. Janet avec une parfaite connaissance des principales questions physiologiques, l'explication des phénomènes vitaux par les lois générales de la matière a fait et fait encore chaque jour de nouveaux progrès, mais il faut ajouter qu'à mesure que le champ où s'exerce la vie paraît diminuer, à mesure qu'il se circonscrit, il est aussi mieux connu, et l'existence de cette force, qu'on appelle la vie, devient de plus en plus incontestable.

Dès qu'on a pu se rendre compte de l'admirable mécanisme de l'organisation, on a commencé par crier au miracle, les phénomènes vitaux sont devenus de vraies divinités, on a pu les croire opposés aux forces physiques et chimiques ; à mesure que celles-ci ont été mieux connues, on a compris que l'ignorance seule des lois du monde matériel avait permis d'étendre au delà de ses limites le domaine où s'exerce la puissance de la vie ; il n'en fallait pas tant, pour supposer, pour annoncer même, comme arrivé, le moment où les seules lois de la matière rendraient compte des phénomènes de la vie et pour nier l'existence de cette force. Agents innocents de beaucoup de victoires du système matérialiste, le microscope et l'analyse chimique ont depuis amené tant de lumières sur ce point et une certitude telle, que le savant positiviste, que je citais tout à l'heure, a pu dire dans la préface d'un ouvrage spécial : « L'étude des végétaux qui croissent sur les animaux vivants embrasse l'examen d'êtres les plus simples qu'on puisse connaître, chez lesquels, par conséquent, les propriétés vitales sont réduites à ce qu'il y a de plus simple, se rapprochent plus que dans tout autre groupe d'êtres vivants, des propriétés d'ordre physique et d'ordre chimique que présentent les corps bruts. Pourtant, un abîme les sépare les unes des autres, et, si les actes vitaux sont sous la dépendance des actes physico-chimiques, les plus complexes de ceux-ci ne sauraient être identifiés avec ceux-là ; aucun des actes de nutrition que manifestent les corps organisés, quelques simples qu'ils soient, ne sauraient être considérés comme une conséquence des actes chimiques[2]. » Et plus loin : « Nous ne pouvons pas faire de substance organisée, de substance susceptible de vivre ; c'est toujours d'un être qui vit ou qui a vécu que celle-ci tire son origine, et cet être, en remontant la série des temps, on ne sait pas d'où il vient ; quels sont le mode et les

[1] *Journal de l'anatomie et de la physiologie*, etc., par MM. Brown Séquard et Robin. Mars 1864, p. 169 à 173.
[2] Ch. Robin, *Histoire naturelle des végétaux parasites*... Paris, 1853, p. 13 et 17.

conditions de sa création première. » Je dois ajouter, mais ceci ne change rien à la valeur de ces déclarations, que, pour l'école positiviste, la vie est une propriété distincte, mais une simple propriété de la matière, au même titre que les affinités chimiques, l'électricité ou la pesanteur. Comment se fait-il alors qu'elle ait pu ne pas coexister primitivement avec la matière, puis apparaître sur le globe, sans provenir des forces physico-chimiques et sans une création spéciale? Je ne me charge pas de résoudre cette difficulté d'un système qui, en voulant à la fois respecter les faits et repousser toute réalité métaphysique, s'expose à de nombreuses inconséquences. Celle-ci n'a point échappé à M. Janet, qui la relève avec force. C'est surtout derrière la question de la génération que se retranche M. Janet; cet ordre de phénomènes vitaux est sans contredit le plus difficile à ramener à ceux d'ordre physique; mais, si l'on voulait ne s'en tenir qu'aux notions désormais acquises sur l'essence même de l'acte vital constitué par la nutrition, la question serait déjà jugée; M. Janet l'a senti lui-même, et il y revient dans le chapitre de la génération où il rappelle ce fait de la différence radicale établie par les chimistes entre les substances organiques à l'état brut dans un laboratoire et celles-ci à l'état vivant. On peut donc le dire hardiment, toute tentative que l'on voudrait faire, en invoquant les empiétements des sciences physico-chimiques pour nier l'existence d'une force vitale distincte des forces matérielles, est désormais frappée de nullité; les armes mêmes dont les négateurs se glorifiaient ont rapidement tourné contre eux.

Il est un autre domaine dans lequel la négation a usé des mêmes procédés de raisonnement et montré une précipitation à conclure tout aussi aventureuse. Par suite des empiétements historiques légitimes sur les superstitions des siècles d'ignorance, on s'est cru en droit de nier l'existence du surnaturel en montrant les conquêtes successives de la science sur le domaine des faits merveilleux. Si les conséquences religieuses pratiques, qui peuvent découler de cette attaque, n'étaient si affligeantes, il y aurait lieu de se réjouir, car la suite de tout le mouvement, qui se fait autour de la question du surnaturel, sera de préciser, en dehors de la révélation, l'idée qu'on peut se faire des différents modes d'action de Dieu dans le monde, et le surnaturel n'est pas plus près de disparaître que la notion de la vie, à laquelle des attaques nombreuses et serrées n'ont servi qu'à donner plus de précision et de netteté. A la vérité, les sens et le microscope ne nous sont plus ici d'aucun secours, mais nous ne sommes plus en présence d'adversaires refusant toute créance aux faits immatériels, moraux ou purement métaphysiques, et il n'est pro-

bablement pas un libéral qui ne fut prêt à sourire ou à s'indigner de la prétention d'un des chefs du matérialisme français, niant l'existence de l'âme parce qu'il ne l'avait jamais rencontrée sous son scalpel. La légèreté de ce dernier sophisme a cependant été égalée dans le domaine théologique, et, quand des théologiens n'ont pas de meilleure raison à donner pour nier la divinité de Jésus-Christ que celle-ci, savoir que Christ n'a jamais dit : *Je suis Dieu*, je me demande, sans entrer dans la discussion des témoignages que le Christ s'est rendus à lui-même, ce que ces théologiens répondraient à un athée qui leur dirait : Je ne crois pas en Dieu, parce que je ne l'ai jamais vu personnellement, ou parce qu'il ne m'a jamais expliqué directement son essence propre. L'existence de l'âme elle-même ne se révèle qu'à *celui qui a des oreilles pour ouïr*, témoin le propos que je citais tout à l'heure, et l'on peut, à certains égards, dire du spiritualisme ce que M. Secrétan dit à M. Vacherot du christianisme, « que son acceptation est liée à des dispositions morales, incompatibles avec cette évidence coercitive où l'on cherche le signe de la divinité[1]. »

C'est, disions-nous, le fait de la génération des êtres organisés, que M. Janet regarde avec raison comme celui de tous les actes vitaux qui tiendra le plus longtemps encore en échec les matérialistes les plus décidés; il y consacre un chapitre où sont résumés les progrès de la science sur la question des générations spontanées. On prétend tirer un argument favorable à cet hypothèse, du fait que certains animaux inférieurs, desséchés avec précaution, peuvent reprendre vie lorsqu'on les humecte; mais il n'y a pas là disparition et réapparition de la vie elle-même, la vie existe toujours dans l'animal, mais à l'état latent, et l'on pourrait ajouter à ce que dit M. Janet un exemple assez répandu de cette vie latente que M. Broca trouve si métaphysique. Les graines des végétaux, conservées à sec, ne sont-elles pas naturellement dans la même situation où l'on place les petits animaux soumis à la dessication? — Serait-ce donc l'air, l'eau et la chaleur qui communiquent la vie à une graine qui germe, et n'y a-t-il pas autre chose qui gît dans son organisation et qui n'apparaîtrait pas si l'on mettait dans les mêmes conditions une petite boule de fécule et des autres substances qui composent la graine?

Après avoir passé en revue les belles expériences de M. Pasteur, M. Janet est amené à conclure que le matérialisme, en affirmant la génération spontanée par la seule raison qu'il en a besoin pour étayer son système, fait une hypothèse toute gratuite,

[1] Ch. Secrétan, *La Métaphysique de M. Vacherot. Revue chrétienne*, 1859, p. 235.

dont les faits, tels qu'ils sont, ne lui fournissent pas les éléments. Est-il plus heureux quand il essaye d'expliquer la pensée?

Cette dernière étude est une des plus intéressantes du livre; elle touchait davantage au domaine spécial de l'auteur, et les développements en sont présentés avec force et netteté. Le premier argument qui se présente est celui que M. Naville exposait, il y a trois ans, dans sa deuxième conférence sur la vie éternelle, et je ne puis résister au plaisir de rappeler ces belles paroles : « Transportons-nous à quelques années ou à quelques siècles d'ici : tout ce que la physiologie recherche, elle l'aura trouvé, je l'admets. On connaîtra donc le dernier fait du système nerveux dans l'ordre des impressions, et le premier fait du système nerveux dans l'ordre des volontés. Ce sera, conformément aux anciennes théories, l'ondulation d'un liquide particulier, ou une vibration de fibres, ou plus vraisemblablement ce sera, conformément aux idées actuelles, un phénomène électrique ou chimique ; il n'importe ce qu'on étudie, on le saura, et je suppose qu'on le saura d'une manière complète et détaillée. On pourra dire : à tel sentiment, à telle pensée, à tel vouloir, correspond cette vibration de fibres, ce dégagement d'électricité ou cette combinaison. Plaçons-nous par hypothèse dans cette hypothèse. La science complétée pourra-t-elle améliorer la position du matérialisme? En aucune sorte. La science aura montré dans son détail l'union intime de deux ordres de phénomènes parfaitement dissemblables, et le matérialisme conclura : ces deux phénomènes sont unis, donc ils sont de même nature. Ce que vous appelez pensée, sentiment, volonté, ne peut se produire que sous la condition d'un certain état des organes matériels, c'est donc une propriété ou un produit de la matière. Le sophisme est toujours le même; — pour avoir passé du domaine du sens commun dans le domaine de la science, il ne change pas de nature. Il consiste à dire : Ces faits sont en harmonie, ils sont unis, donc il n'y a pas deux faits, il n'y en a qu'un. Eprouvez, au moyen d'autres applications, la valeur de ce raisonnement. Le matérialisme, lorsqu'il identifie les faits de l'âme à ceux du corps, franchit un abîme sur lequel il ne reste suspendu que par la légèreté de sa pensée. » La corrélation intime qui existe entre l'âme et le corps, en la supposant la plus intime possible, en supposant effectués les progrès les plus désirés de la science physiologique, s'explique en reconnaissant que le cerveau est la condition de la pensée tout aussi bien et même mieux qu'en supposant qu'il en est la cause. Seulement, ainsi que l'observe M. Janet, si on montrait que les faits cités par les matérialistes s'expliquent aussi et peut-être mieux dans l'hypothèse contraire, il en résulterait que l'esprit doit res-

ter indifférent et suspendu entre les deux hypothèses. Un fait nouveau intervient alors, c'est celui de l'identité personnelle, *par suite duquel chacun sent qu'il demeure le même à chacun des instants de la durée qui compose son existence.* Ce fait se concilie mal avec la notion de changement et de rénovation successive qu'emporte avec elle la connaissance des procédés de nutrition; peu importe, du reste, où l'on place le siége de cette rénovation incessante, que l'on suppose les éléments propres de nos tissus renouvelables par voie de destruction et de génération successive ou seulement, d'après M. Robin, la substance même de ces éléments[1]. Il n'en ressort pas moins, qu'à un moment donné, la substance matérielle, qui compose le cerveau comme le reste du corps, n'est plus la même que celle qui le composait un moment avant. Si la pensée était le produit de l'organisation, comment le fait de l'identité pourrait-il avoir lieu? M. Büchner ne s'inquiète même pas de ce difficile problème; son éminent critique poursuit toutes les explications que l'on pourrait tenter, et termine par des considérations tirées de l'unité du moi et qui peuvent se résumer par cette question toujours restée sans réponse : Comment un être qui se sent un pourrait-il en avoir la conscience s'il n'était que la résultante d'une agrégation multiple de molécules matérielles?

C'est ainsi que dans cette lutte progressive, dont nous avons esquissé quelques traits, M. Janet place en face des faits les théories défendues par le matérialiste allemand, et ces faits sérieusement interrogés échappent à un système dont la simplicité séduit certains esprits, mais qui est trop étroit pour les contenir tous. Puis détachant une partie d'un travail, qu'il nous annonce, sur les causes finales, M. Janet en fait le sujet d'un dernier chapitre qui contient l'examen de la théorie de Darwin sur la transformation des espèces. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui un savant qui ne souscrive volontiers aux paroles de M. Flourens : « Il faut aller non pas des causes finales aux faits, mais des faits aux causes finales. » Le matérialisme en voulant nous prémunir contre le danger des explications hasardées, contre les erreurs

[1] Je crois utile pour l'intelligence de ce fait de citer le passage de M. Robin auquel je fais allusion : « Dans la nutrition, les éléments anatomiques, sans cesser d'être les mêmes individuellement, sans disparaître de l'économie, sont le siége d'un remplacement matériel, molécule à molécule, de la matière devenue inapta à servir davantage et qui se désassimile, remplacement par des principes immédiats qui n'ont pas encore été utilisés. » (*Journal de l'Anatomie et de la Physiologie*, etc., par Brown Séquard et Charles Robin. Janvier 1864, p. 40, en note). En se plaçant au point de vue le plus favorable au matérialisme, on voit qu'il n'y gagne pas grand'chose, car il faut toujours admettre que la molécule matérielle constitutive n'est pas la même à un moment et dans le moment qui suit.

d'un esprit tout préoccupé de trouver une raison à tout et la demandant alors à son imagination, poursuit une véritable chimère, et d'ailleurs, si pour réagir contre les fâcheux effets d'une tendance finaliste, il fallait nier la fin des choses, le plan visible à travers les difficultés et les obscurités secondaires, la réaction serait par trop radicale. Passant en revue les hypothèses dans lesquelles les matérialistes ont dû chercher la raison des appropriations organiques, M. Janet en arrive au système de l'Anglais Darwin. Hâtons-nous toutefois de dire que son livre de la transformation des espèces n'a pas eu pour point de départ la négation des causes finales : c'est une œuvre consciencieuse et conçue en dehors d'un tel « *priori* ; mais elle est loin d'échapper à l'esprit de système, et se prête admirablement à soutenir la cause du matérialisme ; ce dernier en a profité et en profitera encore largement. Il était impossible de donner une idée de ce livre sans examiner un de ses ancêtres les plus directs, l'ouvrage de Lamark sur les animaux sans vertèbres, dans lequel ce savant développe le thème qui forme une des bases de la théorie darwinienne, l'influence des milieux sur les êtres vivants et la possibilité de modifications produites par ces milieux. Ce fait, et c'est un fait positif (mais tout dépend de l'extension qu'on peut être autorisé à lui donner), ce fait une fois admis, qu'on y ajoute un autre fait d'observation et une hypothèse, on aura une idée du système anglais. Le fait, c'est celui que Darwin a appelé la concurrence vitale, et qui consiste dans la lutte que soutiennent entre eux tous les êtres pour se placer dans les conditions les plus favorables à leur existence propre. L'hypothèse, c'est que dans la nature, il se fait constamment des croisements, appelés par l'auteur élection naturelle, parce qu'il les compare à l'élection artificielle ou *sélection*, qu'opèrent les éleveurs afin d'obtenir par des croisements intelligents une modification utile dans une race d'animaux domestiques. Cette hypothèse est ingénieuse, elle repose sur un certain nombre de faits, mais M. Janet n'a pas de peine à nous signaler le point délicat qui rend difficile à accepter la généralisation de ces faits proposée par l'auteur. « Le véritable écueil de la théorie de M. Darwin, — le point périlleux et glissant, c'est le passage de l'élection artificielle à l'élection naturelle, c'est d'établir qu'une nature aveugle et sans dessein a pu atteindre, par la rencontre des circonstances, le même résultat qu'obtient l'homme par une industrie réfléchie et calculée[1]. » Toute une série de faits est nécessairement sacrifiée, ce sont ceux qui concourent à assurer la conservation de l'espèce et à faire

[1] *Le Matérialisme contemporain*, par Paul Janet, p. 156.

revenir les déviations et les variations à leur type primitif. Ce qu'il y a de vrai dans l'élection naturelle et dans le fait de la concurrence vitale, peut être avec plus davantage invoqué dans le sens de la conservation des types. En effet, les types les plus complets sont ceux qui résistent le mieux aux causes de destruction; comment donc admettre que ce seront les individus mixtes destinés à former le passage d'un type à un autre, qui persisteront assez, pour amener par des modifications successives l'apparition d'un type tout nouveau? Si l'on voulait passer d'un animal herbivore à un carnivore, il faudrait, qu'à un moment donné, le premier eût une tendance à avoir les dents tranchantes au lieu de les avoir plates, ce qui constituerait un désavantage pour lui, de sorte qu'en vertu de la loi de concurrence vitale cet individu serait plus facilement atteint par les causes de destruction. Mais en voulant donner une idée trop succinte du système et des objections élevées contre lui, on s'exposerait à n'en donner qu'une idée incomplète et par conséquent fausse en quelques points; l'examen qu'en fait M. Janet est déjà un résumé qu'on ne saurait résumer encore. A propos de la constitution des yeux et de l'instinct, M. Janet insiste sur quelques points faibles et il dit en terminant : « Nous ne sommes ni pour ni contre la transmutation des espèces, ni pour ni contre le principe de l'élection naturelle. La seule conclusion positive de notre discussion est celle-ci : Aucun principe jusqu'ici, ni l'action des milieux, ni l'habitude, ni l'élection naturelle ne peuvent expliquer les appropriations organiques sans l'intervention du principe de finalité. L'élection naturelle non guidée, soumise aux lois d'un pur mécanisme et exclusivement déterminée par des accidents, me paraît, sous un autre nom, le *hasard* d'Epicure, aussi stérile, aussi incompréhensible que lui; mais l'élection naturelle, guidée à l'avance par une volonté prévoyante, dirigée vers un but précis par des lois intentionnelles, pourrait bien être le moyen que la nature a choisi pour passer d'un degré de l'être à un autre, d'une forme à une autre, pour perfectionner la vie dans l'univers et s'élever par un progrès continu de la monade à l'humanité. Or, je le demande à M. Darwin lui-même, quel intérêt a-t-il à soutenir que l'élection naturelle n'est pas guidée, n'est pas dirigée? Quel intérêt a-t-il à remplacer toute cause finale par des causes accidentelles? On ne le voit pas. Qu'il admette que dans l'élection naturelle, aussi bien que dans l'élection artificielle, il peut y avoir un choix et une direction, et son principe devient aussitôt bien autrement fécond. Son hypothèse, tout en conservant l'avantage de dispenser la science d'avoir recours pour chaque création d'espèces à l'intervention personnelle et miraculeuse de Dieu, n'aurait pas

cependant le danger d'écarter de l'univers toute pensée prévoyante, et de tout soumettre à une aveugle et brutale fatalité[1]. » Nous croyons en effet que cet avantage a dû séduire beaucoup de savants et même quelques théologiens, mais il paraîtra à tout lecteur impartial que l'argumentation de M. Janet va assez au fond des choses pour rendre peu acceptable la conciliation qu'il propose. Si, comme l'auteur a cherché à l'établir, il est vrai que nombre des faits qu'invoque M. Darwin, viennent à l'appui de la fixité des espèces et non de leur transformation, et s'il est jusqu'ici impossible à la science de saisir les innombrables intermédiaires vivants ou éteints des types actuels, il faut donc que le Créateur ait employé un autre moyen; comment du reste se passer entièrement de l'intervention personnelle et miraculeuse de Dieu, puisque M. Darwin lui-même hésite à penser qu'un seul germe primitif ait suffi; et n'y en eût-il qu'un, d'où vient-il? Ce qui ressort de ce débat comme de l'histoire de la science, c'est que beaucoup d'espèces ainsi appelées par les naturalistes ne sont pas de véritables types spécifiques et ne sont que des races ou des variétés plus ou moins persistantes, c'est ensuite, que le pouvoir de variabilité des types, pourrait s'étendre assez loin pour que la création primitive directe pût être comprise dans un nombre de types beaucoup plus restreints que ne le feraient supposer l'état des momenclatures actuelles; mais il y a loin de là à la transformation des espèces comme loi générale, même placée sous le patronage d'une direction providentielle.

En cherchant la raison des tentatives réitérées du matérialisme et des sympathies qu'il rencontre, M. Janet s'arrête à une question de méthode qui me paraît aussi d'une importance capitale : « Ce qui explique, dit-il dans sa préface, le succès du matérialisme, c'est un penchant naturel à l'esprit humain, et qui est aujourd'hui extrêmement puissant dans les esprits : le penchant à l'unité. On veut expliquer toutes choses par une seule cause, par un seul phénomène, par une seule loi. C'est là sans doute un penchant utile et nécessaire, sans lequel il n'y aurait pas de science, mais de combien d'erreurs un tel penchant n'est-il pas la cause? Combien d'analogies imaginaires, combien d'omissions capitales, combien de créations chimériques a produites en philosophie l'amour d'une vaine simplicité[1] ! » Il faut en convenir, plus le travail de la science et de la pensée moderne devient compliqué et se divise en rameaux divergents, plus notre soif de simplification et d'unité augmente; c'en est le contre-

[1] Paul Janet, *Le Matérialisme contemporain*, p. 178, 179.

poids naturel et, dans les limites de notre ignorance, légitime. Mais si cette soif se prend elle-même pour but, quel danger n'y a-t-il pas à la satisfaire? Elle a exercé dans tous les domaines sa fâcheuse influence, et la question religieuse en porte l'empreinte frappante. Cette méthode que M. Janet reproche au matérialisme, l'école théologique libérale en use avec aussi peu de mesure. L'auteur de *Christ et la Conscience* a consacré à ce sujet deux chapitres instructifs; il nous montre la nouvelle école simplifiant le dogme, simplifiant l'apologétique, et de simplification en simplication, il arrive à se demander si dans ce redoutable travail elle n'a pas trop réussi? La logique est trop impitoyable pour que ce résultat ne fût pas arrivé. Le théisme chrétien a été la conséquence d'un travail entrepris avec une semblable méthode, et quel point de départ voyons-nous en tête de l'exposé de ce système philosophique? la nécessité d'une simplification assez grande pour que le christianisme devienne d'une simplicité telle qu'il puisse être accueilli des incrédules et à la portée des libres penseurs, brebis sans pasteurs, comme le dit Th. Bost, errant et désirant un culte qui leur permette d'adorer Dieu en commun, et ne le trouvant nulle part sous des formes ou des doctrines qui les froissent? Certes vouloir faire rentrer tout le monde dans le giron du christianisme serait le comble de charité, si le moyen proposé ne dénotait un aussi grand oubli de tous les faits moraux ou intellectuels dont se compose l'individualité humaine et dont Vinet indique si bien la portée dans cette simple phrase : « Le christianisme qui est une doctrine de conciliation, puisqu'il est une doctrine de vérité, a dû signaler dans le monde, dans la vie, et dans le cœur humain autant de contrastes qu'il en a aplani. » « Si l'on veut, ajoute-t-il ailleurs, faire de la clarté et de la simplicité la marque de la vérité, on risque dans beauconp de cas d'embrasser l'erreur en croyant embrasser la vérité; car l'erreur, la plupart du temps, a sur la vérité l'avantage de la simplicité. L'erreur ne fait bien souvent que supprimer un des éléments de chaque question, pour se procurer, par cette suppression arbitraire, un simulacre d'unité. Toute vérité dans l'état actuel de la nature humaine se compose de deux termes qu'il faut concilier, et ne devient vérité dans notre esprit que par la conciliation de ces deux termes. Ce sont toujours deux éléments à réduire à un seul ou par leur conciliation ou par la suppression de l'un des deux. Le premier pas vers la vérité est de reconnaître l'existence des deux éléments; le second est de les réunir sans les détruire. L'esprit humain, en général, est en dehors de cette condition de sim-

[1] *Le Matérialisme contemporain*, par Paul Janet, 1864, p. VIII.

plicité dont on voudrait faire le caractère et la marque du vrai[1]. »

Il serait difficile de citer un seul ouvrage émanant de l'école dite libérale, qui ne porte l'empreinte de cette préoccupation immodérée de simplicité. M. Réville trouve moyen de l'introduire dans un domaine qui n'est pas le sien et de crainte de rester sourd à *la voix imposante des sciences naturelles qui se déploie splendidement autour* de lui et de ses amis, il lui fait dire plus qu'elle ne veut. « Nous apprenions, lisons-nous dans un récent opuscule de ce théologien, qu'il est dans les trois règnes de la nature des êtres intermédiaires dont il est bien difficile de dire s'ils appartiennent à l'un plutôt qu'à l'autre. » Il ne s'agit évidemment ici que du règne minéral, du règne végétal et du règne animal, car M. Réville n'admet pas le règne humain; s'il se défend de faire descendre l'homme du singe (et nous souhaitons que quelque chose d'une des plus belles conférences de la Sorbonne sur ce sujet lui soit venu aux oreilles), il se réfugie dans une sorte d'animalité humaine qu'il juge convenable de mettre sous le patronage de saint Paul[2]. M. Réville, désireux d'avoir toujours à sa disposition des anneaux, des nuances, afin de tout ramener à la célèbre théorie du *devenir*, a pu voir des intermédiaires plus ou moins contestables entre le règne végétal et le règne animal; mais entre ces deux derniers règnes et le règne minéral il n'en existe pas, et, je vais plus loin, il ne peut pas en exister; j'ai cité tout à l'heure ce que pensait non pas un spiritualiste, mais un des représentants les plus distingués de l'école positiviste, au sujet de l'abîme qui sépare les procédés de formation des minéraux et ceux de l'organisation des êtres vivants, et je crains que M. Réville ne soit obligé de se résigner longtemps à cet hiatus immense entre le règne minéral et les deux règnes organiques, à cette

[1] Vinet, *Semeur*, t. XII, p. 298. — Astié, *Esprit de Vinet*, t. I, p. 81. — A. Vinet, *Nouveaux Discours*, p. 13. — Astié, *Esprit de Vinet*, t. I, p. 355.

[2] *Trois lettres à M. le pasteur Poulain*, p. 62 « Comme l'a fort bien observé saint Paul, n'est-ce pas l'homme animal qui naît le premier, tandis que l'homme spirituel ne vient qu'après (1 Cor. XV, 26), et les personnes que j'ai en vue sont-elles humiliées et déshonorées parce qu'elles sont nées dans cette condition-là? Pourquoi donc serait-il rabaissant pour l'espèce humaine d'avoir commencé en général comme elle commence en particulier. » Pour tous les lecteurs qui voudront se reporter aux passages où saint Paul parle de l'homme animal et de l'homme spirituel et à l'ensemble de ceux au milieu desquels se trouve le verset cité, il sera peut-être difficile de tirer les conclusions auxquelles M. Réville a été amené. M. Réville en appelle aussi à la science et en particulier au livre de M. Lyell sur l'ancienneté de l'homme. En ce qui touche à la question de l'ancienneté de l'homme, le livre du savant anglais peut être excellent, mais, quant à la question de la filiation de l'homme et de son origine, M. Lyell a été poussé par son admiration pour la théorie darwinienne à l'établir d'après la connaissance de deux crânes fossiles plus ou moins mutilés; jamais théorie n'a été appuyée sur d'aussi frêles bases. Enfin, M. Trottet a donné, dans le *Supplément théologique de la Revue chrétienne* (août 1862), une excellente réponse à la théorie de M. Réville, qui fait apparition dans la théologie au moment même où la science trouve le plus grand nombre d'adeptes d'une nouvelle classification tendant à isoler l'homme des animaux par la formation d'un quatrième règne sous le nom de règne humain.

rupture, à cette *crevasse* que les matérialistes désireraient autant que lui voir combler pour pouvoir identifier les forces physiques et les forces vitales.

De nombreux naufrages nous signalent dans le cours de l'histoire les écueils où sont venus se briser tant de systèmes trop préoccupés de la recherche de l'unité : notre siècle en a plus que tout autre fait l'expérience dans le domaine des théories sociales où la spéculation pure, les déductions logiques ont trop souvent tenu la première place et ont exclu l'observation exacte des faits. C'est cependant à elle qu'il faudrait apprendre à revenir; pas plus que les sciences physiques et naturelles, la philosophie ne saurait se passer de l'observation. Le docteur Chalmers, dont les préoccupations paraissent aujourd'hui si puériles à certaines personnes, a montré cette nécessité dans une page remarquable de vérité et de profondeur, récemment citée par M. Guizot[1]. Le père Gratry dans sa réponse à M. Renan a résumé en quelques lignes quel est son rôle dans la théologie et comment cette dernière science doit être ramenée de la spéculation à l'expérience : « Il faut dans la recherche de la vérité se guérir d'une grande illusion commune à tous les hommes qui lisent, c'est que le monde littéraire est tout, que tout se fait par pensées et lectures. Grande erreur : la réelle et vivante vérité n'est pas là. Qui ne comprend pas cela n'a pas même encore commencé. Cette illusion est analogue à celle qui égara longtemps l'esprit humain à la recherche des sciences de la nature. Les savants ne cherchaient que dans les livres et dans leurs cerveaux. Ils poursuivaient les mystères de la vie par syllogisme à partir de majeures abstraites. La vraie science commença le jour où l'homme alla trouver la nature elle-même, la contempla, la suivit et lui obéit humblement comme l'inculque Bacon avec une intarrissable éloquence. On poursuivit alors la science réelle, que l'expérience seule peut donner. Eh bien, la science de Dieu et la science de Christ sont précisément au même prix[2]. » Je ne veux pas développer ici tout ce que contiennent ces quelques mots, énumérer tous ces faits d'expérience dont une saine théologie ne saurait se passer : observations psychologiques intérieures et extérieures, expérience intime de Dieu et de Christ, tous ces moyens de connaissance dont les plus grands chrétiens ont usé, quelle place tiennent-ils aujourd'hui dans l'école théologique qui prétend nous pousser dans la voie du progrès? — M. Réville nous a rendu le service d'indiquer pour lui et pour quelques-uns de ses amis la genèse de leur

[1] Dans ses *Méditations sur l'essence de la religion chrétienne.*
[2] A Gratry, *Jésus-Christ, réponse à M. Renan.* Paris, 1864, p. 153, 154.

point de vue particulier ou, comme il l'appelle, une esquisse d'un développement théologique. Sans vouloir s'en porter garant, il pense même que *mutatis mutandis* il doit en être ainsi pour d'autres. Or dans ces pages on chercherait vainement quelques traces de l'emploi de cette méthode[1].

La parole du maître animée d'une *maestria* plus ou moins entraînante; la critique allemande, la pauvreté des travaux théologiques en France depuis deux cents ans, puis comme toujours, ces contradictions des livres saints dont le nombre et l'importance ont de tout temps été exagérés par tous les douteurs depuis l'athée le plus endurci jusqu'au critique le plus élégant; le surnaturel perdant du terrain devant la science pour laisser la place à cette grande loi du développement continu des choses et au sentiment que *tout tient à tout;* la voix imposante des sciences naturelles; enfin ce désir de trouver partout l'unité, désir que M. Réville croit pouvoir légitimer par des vues très générales sur les sciences physiques et naturelles en comblant les lacunes par l'imagination (nous en avons donné tout à l'heure un exemple): tels sont les facteurs qui sans contredit tiennent la plus grande place. « Voilà, dit l'auteur, quelques faits entre mille. » Mais s'il en est beaucoup qui ont été omis j'ai tout lieu de croire que ce ne sont pas les plus importants. En face de ces faits et de la conclusion qu'on en tire, dans ces temps d'agitation fiévreuse d'où semblent bannis la méditation et le recueillement, ne se sent-on pas pressé de désirer plus que jamais que les théologiens ou les simples fidèles cherchant la vérité à travers les voies scientifiques, ne négligent ni l'observation, ni l'expérience, et n'oublient pas de se ménager ces *quarts d'heure de silence dans le ciel de l'âme en face de Dieu et de Christ*, moments bénis sans lesquels toute recherche spéculative peut devenir trompeuse et illusoire?

JULES DE SEYNES.

[1] A. Réville, *Trois lettres à M. Poulain*, p. 27 à 43. — *Disciple de Jésus-Christ*, avril 1864, p. 254 à 271.

CORRESPONDANCE

—

LETTRE SUR LES PARTIS POLITICO-RELIGIEUX

EN ITALIE.

Dans une lettre précédente, je promettais aux lecteurs de la *Revue chrétienne* d'essayer de caractériser les diverses nuances de la pensée italienne dans les questions politico-religieuses, et de leur servir de guide dans le dédale des systèmes qui se partagent la Péninsule. Mais avant d'aborder ce sujet spécial, il est bon de se faire en gros une idée de la situation religieuse du pays.

On peut ramener les diverses tendances qui se partagent les esprits en Italie à quatre grands partis religieux ayant chacun un but déterminé et se disputant l'avenir de la patrie. Ces quatre partis qui continueront longtemps à se tenir en échec sont :

1° *Le parti clérical* ou *papal*, le plus nombreux et le plus fort, celui qui règne encore sur la foule ignorante, et qui doit sa domination séculaire « à son alliance avec le despotisme, à la force magique de l'habitude, à la profonde habileté avec laquelle il a su étouffer toute opposition et s'identifier aux yeux des masses avec le christianisme. »

2° *Le parti national*, celui de la grande majorité des hommes éclairés, celui qui demande, sans y travailler, la réforme de l'Eglise, mais « une réforme purement disciplinaire, nullement essentielle ; » celui pour qui « le dogme romain est toujours sacré, éternel, inattaquable ; » celui qui nourrit « la grande chimère de concilier le catholicisme avec la liberté, » et que pour toutes ces raisons, comme pour sa superficialité, un spirituel écrivain auquel nous avons emprunté cette définition nomme : « *le parti indéfinissable*[1]. »

3° *Le parti philosophe*, « composé des champions les plus ardents de la démocratie, de ces intelligences hardies et passionnées qui ont examiné

[1] Voir le *Lien* de 1861, n° 6, *Lettres d'Italie*.

les choses à fond, et qui passant d'un extrême à l'autre repoussent nettement toute religion positive, *in odium superstitionis.* »

4° Enfin le *parti protestant* que j'appellerais plutôt évangélique, peu nombreux, peu familiarisé avec la langue, les mœurs, les besoins et les préjugés des Italiens, trop dépendant des étrangers, trop sujet au fractionnement, mais fort d'avoir dans l'Eglise vaudoise un champion des temps primitifs, fort surtout, ajouterai-je, de la foi, du zèle qui le soutiennent, et de la force même du principe de la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat qu'il proclame courageusement.

Telles sont les grandes divisions, les grandes lignes du tableau. Nous les suivrons dans cette étude. Quelqu'un nous reprochera peut-être de ne pas tenir compte de l'indifférentisme religieux et des progrès effrayants qu'il fait en Italie. Nous répondons que jamais l'indifférence n'a créé de parti; que lorsqu'elle s'affirme et forme école, elle n'est plus indifférente, qu'il n'y a d'indifférentisme en Italie que pour les questions exclusivement religieuses, et que conséquemment ce sujet sort du cadre de notre travail. Nous ne sortirons pas, dans nos recherches, du domaine politico-religieux, et désirant élucider une matière très complexe, nous examinerons successivement les partis que nous avons mentionnés et les nuances de chacun d'eux, nous arrêtant surtout à la question des *deux pouvoirs.* Commençons par le parti clérical. On croit trop aisément que les défenseurs du papisme ont tous les mêmes opinions et suivent une méthode identique. C'est là une grande erreur, surtout pour ce qui concerne les points mixtes comme celui que nous étudions. Il y a là plus qu'ailleurs des nuances bien tranchées que l'Eglise tolère aussi longtemps qu'elles ne blessent pas ses intérêts. — Preuve en soit précisément la variété des systèmes en matière politico-religieuse. Le père Passaglia était un des principaux représentants de la doctrine dite orthodoxe qui veut les deux pouvoirs réunis dans la même personne, mais distincts dans leurs attributions. Persuadé qu'il n'y a ni confusion ni antagonisme possibles entre les deux pouvoirs, et considérant leur union comme semblable à celle des deux natures en Jésus-Christ, il combattait les partisans des deux extrêmes, de la confusion et de la séparation, nommant les premiers, *les Eutychiens;* les seconds, *les Nestoriens de la politique*[1]. Monseigneur Liverani, tout en déclarant les comparaisons théologiques peu applicables au sujet, expose avec une telle netteté les trois points de vue, que ses paroles méritent d'être ici reproduites : « On peut, dit-il, considérer les deux pouvoirs, à la manière eutychienne, comme confondus dans la même personne, ce qui est précisément le système actuel, contre lequel protestent la civilisation moderne, la nation, et le père Passaglia lui-même. On peut en outre les considerer à la manière orthodoxe ou guelfe, comme unis dans la même personne, mais distincts dans leurs attributions et opérations : c'est là le système de

[1] Passaglia, *Dialoghi,* p. 74, 78.

Galeotti, du père Passaglia et de plusieurs autres; système raisonnable en théorie, mais impraticable à cause des contradictions et des conflits qu'il engendre... On peut enfin les considérer à la manière nestorienne ou gibeline, c'est-à-dire deux pouvoirs, et deux personnes liées entre elles par des liens qui rendent impossible tout conflit : c'est là de droit et de fait le système du moyen âge suivi par saint Bernard; système qui a pour lui l'expérience de onze siecles, mais qui suppose le *Saint-Empire romain.* » Et un peu plus loin : « Expliquons-nous mieux encore Le système nestorien ou gibelin repose sur la distinction personnelle et réelle des deux pouvoirs; le système eutychien ou moderne, sur la confusion réelle et personnelle, confusion qui ne remonte pas au delà de la restauration de 1815; le système orthodoxe ou guelfe sur la confusion personnelle et la distinction réelle[1]. »

Monseigneur Liverani se prononce pour le nestorianisme politique qui fut la doctrine de Dante devenu gibelin, mais avec la distinction des deux pouvoirs il veut lui aussi le Saint-Empire romain. Qu'on se garde bien de croire qu'il s'agisse ici de la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat, ou de l'abandon du pouvoir temporel. Liverani consent bien à séparer les deux pouvoirs, mais non pas les deux corps qu'il veut au contraire fondus en un seul tout assez clairement défini par la formule du « *Saint-Empire romain.* » Quant au pouvoir temporel, il pense que « le système qui refuse à l'Eglise tout droit aux possessions temporelles est une hérésie condamnée. » « En dehors de cette proposition, dit-il, toutes les autres opinions sont tolérées, quittes à être plus ou moins praticables en politique[2]. »

Depuis ses *Dialogues*, le père Passaglia a changé d'opinion, et ses publications récentes le montrent décidément rangé au parti nestorien dont il est un des chefs les plus illustres. — L'opuscule le plus important que la voix publique lui attribue, *l'Apologie de la cause italienne*, publié d'abord en latin, puis en italien, se termine par cette conclusion : « S'il y eut des temps où les conditions de la société humaine semblèrent exiger que le pouvoir civil fût uni au souverain pontificat, aujourd'hui l'aspect des choses publiques et privées a tellement changé, que rien ne doit être plus agréable au pape lui-même que la séparation du sceptre d'avec les clefs, de la tiare d'avec le diadème royal. Cette séparation est unanimement invoquée par les sujets romains courbés sous les armes étrangères, par tous les peuples italiens et le nouveau royaume qui ne peut être privé de Rome sa capitale, par les nations civilisées convaincues que le pouvoir civil ne peut qu'être funeste à la religion; elle est exigée par les dangers mêmes qui menacent la société civile et la société religieuse, par les devoirs du pasteur suprême qui doit veiller au salut du troupeau, et par tous les droits humains et divins[3]. »

Mais ici encore ne vous imaginez pas que l'auteur parle de la sépara-

[1] Liverani, *Il Papato, l'Impero e il Regno d'Italia*, cap. XIII. [2] *Ibid.*
[3] *Per la Causa Italiana*, p. 93.

tion au point de vue évangélique, car il a soin d'établir en commençant que « tout comme la doctrine de Christ maintient l'unité de la personne de Jésus et la dualité des natures qui bien que *distinctes* ne sont pourtant pas *séparées*, ainsi la doctrine de l'Eglise maintient avec l'unité, le nombre, la distinction et la variété[1]. » Ce qui veut dire, si nous ne nous trompons, que l'Eglise devrait consentir, selon Passaglia, à partager le pouvoir avec les rois, à s'associer les gouvernements de ce monde, et à leur déléguer la *portion humaine* de son universelle domination. C'est là le système des concordats, c'est le concordat par excellence, qui se confond avec le Saint-Empire de Liverani. Qu'on ne s'y trompe donc pas, sous le voile de ces comparaisons théologiques et des mots sonores de distinction et de séparation, il n'y a que des nuances du système catholique. J'ai ajouté ces réflexions pour montrer qu'au fond pour le parti clérical il n'y a que trois chemins, les trois chemins indiqués par Liverani. Il y a donc au sein du catholicisme trois écoles tolérées ayant chacune son système politico-religieux, mais revenant toutes au même point : le mélange du temporel et du spirituel. Ce sont :

1° L'école ultramontaine, qui veut la confusion absolue des deux pouvoirs en une seule personne;

2° L'école modérée ou orthodoxe, qui distingue les deux pouvoirs dans leurs attributions, mais les réunit sur la même tête;

3° L'ecole libérale, qui sépare volontiers les deux gouvernements, mais à la condition absolue qu'ils soient indissolublement unis par le concordat et forment un seul corps.

Le premier système est celui de la *confusion* proprement dite; le second, celui de la *réunion;* le troisième, celui de l'*alliance* des deux pouvoirs. A la première école appartiennent la *Civilta cattolica*, l'*Armonia*, et tous les ultramontains. A la seconde appartient la majorité du clergé, qui redoutant les extrêmes se range à la doctrine orthodoxe. A la troisième appartiennent les ecclésiastiques les plus avancés que leur libéralisme pousse à chercher une solution qui réponde aux besoins du nouveau royaume d'Italie et aux nécessités des temps. Liverani pense « qu'en dehors de sa formule du Saint-Empire romain le problème reste sans solution spéculative et pratique. » Nous en pensons autant de son système. Jamais les concordats n'ont résolu la question, ils ne peuvent que la rendre de plus en plus ardue, et le Saint-Empire qui n'est autre chose que le concordat porté à sa plus haute puissance ne serait pour l'Italie qu'une nouvelle source de malheurs. Le parti clérical ne peut donc, sans renoncer à lui-même et à Rome, sortir du déplorable mélange dont l'Italie gémit et qui, quel que soit son degré ou sa nuance, est toujours, après tout, la confusion de la religion et de la politique, la funeste alliance du trône et de l'autel.

[1] *Per la Causa Italiana*, p. 19.

Mais le parti qui mérite le plus notre attention parce qu'il tient le haut bout dans les affaires et rallie à lui l'immense majorité des esprits, c'est le parti dit *national*. On l'appelle ainsi parce que ce qui le caractérise, ce qui fait sa force, sa popularité, c'est *l'idée nationale*. Qu'est-ce que l'idée nationale? Quiconque veut connaître à fond la situation de l'Italie au point de vue politico-religieux ne doit point perdre de vue l'existence d'une tradition philosophique et religieuse italienne dont l'origine remonte très haut, et dont les événements actuels ne sont que l'application pratique. Toute philosophie influe sur la vie d'un peuple, et tout mouvement social plonge ses racines dans des principes et des théories qui l'ont préparé. Il en est ainsi en Italie, où, en raison du caractère pratique de la race, l'influence des systèmes sur la vie est peut-être plus évidente que partout ailleurs. La méditation philosophique et religieuse n'est d'ordinaire chez nous qu'une enveloppe, un voile qui recouvre de syllogismes et d'abstraites formules les aspirations nationales les plus ardentes. Il se tromperait grandement celui qui en raison de nos œuvres philosophiques nous prendrait pour un peuple spéculatif! Les Italiens savent penser, mais jamais par simple amour pour la pensée, toujours en regardant à un but pratique et le plus souvent à une fin politique. Cette vérité a été reconnue et admirablement exprimée par M. Marc Debrit dans son *Histoire des Doctrines philosophiques de l'Italie contemporaine*. « L'un des traits les plus saillants de cette philosophie, dit-il, c'est que son centre n'est point placé dans la théorie, mais dans la pratique... Sa métaphysique n'est jamais entièrement désintéressée... Elle ne va haut et loin que pour mieux apercevoir la terre... Quel que soit le zèle de ces philosophes pour les spéculations de la raison pure, chez eux le but scientifique n'est pas le plus important, il est toujours subordonné au but pratique. Au fond, l'objet de tous leurs désirs..., c'est bien moins la verité qne la liberté, ce rêve éternel de toutes les âmes vraiment grandes[1]. »

Je me permettrai même de rabattre quelque chose de cette appréciation et, me fondant sur un autre caractère de la pensée italienne qui n'a pas échappé à l'observation de M. Debrit, sur son « profond respect pour la tradition philosophique et religieuse, » sur son « effort constant de rattacher toute œuvre individuelle à ce fond vénéré de la tradition nationale, sur « la tentative faite par tous de concilier la liberté du penseur avec la soumission à l'autorité, le catholicisme avec la liberté de la nation, » sur « l'étrange prétention de réunir forcément ces deux idées si différentes : nationalité et philosophie, » et de fonder à tout prix une philosophie italienne exclusivement italienne, une et indivisible, supérieure à toutes les autres, embrassant toute la science et pouvant répondre à tous les besoins[2]; me fondant, dis-je, sur ce nouveau trait qui

[1] Marc Debrit, *Histoire des Doctrines philosophiques de l'Italie contemporaine*, p. 276, 277.
[2] *Ibid.*, p. 171-174, 269.

est « comme le cachet d'individualité de la pensée italienne, » je dirai *que son objet permanent, son but réel est bien moins la liberté, ce rêve éternel des âmes vraiment grandes, que l'*UNITÉ, *cette pensée dominante des esprits dominateurs.*

Oui, la philosophie italienne, fille du génie latin et de la scolastique, a pour note fondamentale l'idée de l'*unité :* unité générale de la science qui, fondée sur l'absolu et procédant par voie synthétique, veut tout ramener à un principe seul, ou tout renfermer dans un cadre officiel; unité de la science philosophique avec les sciences politiques et religieuses dont tous les philosophes italiens se sont occupés; enfin unité de la religion et de la politique toujours confondues au détriment de la conscience et de la science. Or, cette philosophie a puissamment influé de tous temps et de nos jours surtout sur le développement de l'*idée nationale,* qui n'est autre chose que *l'unité politique, morale, religieuse, absolue de la patrie.*

Rome avait hérité du paganisme la tendance fatale qui fait de l'Etat le véritable Dieu; elle l'avait même fortifiée en confondant l'Etat avec l'Eglise et en créant, non sans gloire, une nouvelle théocratie dont la puissante unification, formulée par le *urbi et orbi,* flattait singulièrement les instincts de notre peuple et semblait lui promettre, en échange de l'Empire, la domination religieuse universelle et peut-être les deux choses à la fois. L'histoire s'est chargée d'infliger le plus éclatant démenti à ces absurdes prétentions. Mais il a fallu dix siècles de luttes et de souffrances pour ouvrir les yeux aux Italiens, et encore ne les ont-ils ouverts qu'à demi. — En effet, s'il est vrai de dire que la philosophie italienne a entrevu et dénoncé la plupart des vices du système romain, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue politico-religieux elle resta toujours foncièrement catholique, c'est-à-dire qu'elle ne cessa d'aspirer à l'unité politico-religieuse de la nation. Qu'on ne s'étonne donc pas de voir nos réformateurs politiques désirer ardemment d'avoir l'Eglise avec eux, se plaindre constamment de sa froideur et de son opposition à la cause italienne, et sacrifier à cette inconcevable faiblesse le progrès réel des questions. — Ils n'ont jamais conçu la patrie sans le catholicisme; ils ne peuvent comprendre une Italie sans la papauté. Les plus avancés ont une peine énorme à croire possible une telle distinction, et la masse de la population y répugne avec énergie. L'unité de l'Italie et l'union avec l'Eglise, tel est le vœu de la majorité nationale. « Construire l'édifice de l'avenir avec les ruines du passé, tel est le but que l'Italie a posé à sa pensée, tel est le programme qu'elle a tracé à ses philosophes et à ses hommes d'Etat. » Ainsi dit M. Debrit. — L'unité, ajoutons-nous, l'unité absolue et à tout prix, tel est le vœu inconsidéré du « parti *indéfi-* « *nissable.*

Mais ici encore comme au sein du parti clérical il faut tenir compte des nuances d'opinion, sous peine d'ignorer le véritable état des esprits. Parmi les penseurs comme parmi les simples citoyens il est facile de dis-

tinguer trois manières de voir, d'où résultent trois partis secondaires, tous marchant au même but, mais voulant y arriver par des routes assez diverses.

Les uns, plaçant la politique en première ligne, sont plutôt portés à lui donner la religion pour suivante, à soumettre l'Eglise à l'Etat. — D'autres, plus imbus de l'importance de la religion, voudraient accorder à l'Eglise la prééminence et réduire le pouvoir civil au rôle de *bras séculier*. Les troisièmes enfin, laissant à chacun des deux éléments sa liberté d'action, invoquent leur origine également divine et leur égale nécessité pour prêcher la concorde et l'union, et réclamer ce qu'ils appellent l'*unité morale des deux pouvoirs*. Chacune de ces tendances a été représentée avec éclat par l'un des trois chefs de la philosophie italienne contemporaine : Rosmini, Gioberti et Mamiani. Vos lecteurs ne sont pas sans connaître quelque chose de leur histoire et de leurs systèmes; au besoin ils pourraient facilement s'en informer en parcourant l'excellent petit ouvrage de M. Marc Debrit, bien fait pour initier les étrangers au développement de la pensée italienne[1]. Laissant de côté pour le moment la philosophie proprement dite de ces penseurs et de leurs écoles, je me bornerai à préciser ici leurs principes politico-religieux. Le lecteur jugera de leurs diversités et de leurs ressemblances.

L'abbé Rosmini, cet esprit généreux et incohérent, qui en philosophie paraît suivre la méthode psychologique, mais au fond est dogmatiste, qui par caractère était naturellement porté vers les idées de réforme, mais par position et par croyance dévoué à la papauté, qui dans ses « *Operette spirituali* » et les « *Cinque Piaghe della Chiesa* » dévoilait les abus du catholicisme, puis, cité à Rome, se rétractait en fils respectueux de l'Eglise; Rosmini, ce singulier mélange d'audace et d'humilité, est le premier qui ait tenté de définir le système .. indéfinissable de l'unité politico-religieuse dans la liberté. — Non-seulement il confond la politique et la religion, mais sous prétexte que celle-ci domine tout, il soumet l'Etat à l'Eglise, et s'il désire avec ardeur une réforme générale, c'est à la condition que l'Eglise l'accomplisse et que l'Etat l'accepte en humble vassal, car c'est de l'Eglise renouvelée et de la papauté libérale seulement que peut venir le salut. « Comme Pellico, comme Balbo, comme Revel, comme tous ces chefs généreux du premier mouvement italien, Rosmini a cru pouvoir concilier les réformes qu'il rêvait avec la plus scrupuleuse fidélité aux principes du catholicisme... C'est au pape qu'il confie le soin de réaliser les réformes libérales dont il attend l'aurore avec une confiance vraiment admirable. C'est au pape et à lui seul qu'il veut devoir la liberté

[1] Je saisis avec bonheur l'occasion qui s'offre à moi de rendre hommage au talent de ce savant écrivain dont l'amitié m'honore, et je le remercie, ainsi que son ami M. Marc Monnier, de la sympathique sollicitude avec laquelle ils s'occupent de l'histoire et des destinées de mon pays.

du dedans et l'indépendance nationale. Toute tentative d'émancipation serait une atteinte portée au droit d'initiative du souverain pontife[1]. »

Ce jugement de M. Debrit est fondé sur les ouvrages de Rosmini et sur les faits. La douleur mortelle qu'éprouva notre philosophe en voyant ses plus chères espérances ruinées par la réaction de 1849 est la preuve la plus éloquente de la ténacité de ses illusions. « Il est étrange assurément, comme le dit M. Debrit, de voir tant de nobles esprits fonder leurs espérances sur une papauté libérale, » et c'est cependant cette chimère qui a séduit et séduit encore en Italie tant d'illustres penseurs! « Ce qui nous paraît monstrueux est pour eux la seule combinaison possible, la seule garantie d'indépendance. » — Sans doute la dure épreuve de 1849 en révélant l'impuissance de la papauté, et les événements plus récents en provoquant le développement des forces de l'Italie, ont ouvert les voies à notre renaissance sociale indépendamment de l'Eglise, et ont porté bon nombre d'esprits à distinguer entre la religion et la politique. — Toutefois, l'école de Rosmini persiste quoique amoindrie et modifiée par les événements, et ses adhérents rattachent toujours l'unité complète de la patrie à une alliance avec la papauté. Les erreurs de cette école, non plus que celles de son chef, ne doivent pas nous faire oublier les services qu'elle a rendus à la cause du progrès. C'est Rosmini qui a proposé la réforme et y a poussé des esprits plus conséquents que lui; c'est son école qui, « en développant l'idée guelfe, en persistant à rêver l'union étroite de la papauté et de la liberté, en contribuant enfin à l'application de cette idée, a servi à mettre en lumière une vérité d'une haute importance... qu'on ne construit pas un nouvel édifice avec de vieilles ruines renversées et mises en poudre par le temps[2]. »

Mais rien n'attache autant que les ruines, surtout lorsqu'elles sont grandes et célèbres. C'est ce qui fit que Gioberti partit du même point que Rosmini, bien qu'il soit arrivé à de tout autres conclusions.

Vincent Gioberti, esprit ardent, nature impétueuse, excentrique ami des extrêmes, est le chef d'une seconde école. Dogmatiste absolu, il suit exclusivement la méthode synthétique, rattache tout à un principe premier, et lutte avec Rosmini dans des questions de philosophie transcendante; mais partageant les idées de ce dernier sur l'autorité politique et la mission civilisatrice de la papauté, il proclame avec une ardeur qui touche au fanatisme la *primauté absolue du pape et des Italiens*. On connaît sa fameuse formule : « Le pape et l'Italie ont été le principe déterminant de toute la civilisation moderne; — toute la civilisation moderne doit retourner au pape et à l'Italie. » C'est la première époque de Gioberti. — Puis condamné par Rome pour son libéralisme, et forcé par le témoignage des faits de reconnaître que la papauté est en réalité l'ennemie de la civilisation et de l'Italie, loin de se soumettre comme Rosmini, il renonce

[1] *Op. cit.*, p. 88. [2] *Ibid.*, p. 92.

à une conciliation impossible et brise avec le passé en réfutant dans son *Avvertenza* la puérile théorie du *Primato*, et en stigmatisant les vices et a tyrannie de l'Eglise dans le *Gesuita moderno*. C'est sa seconde époque. Enfin, reconnaissant l'impossibilité de toute réforme officielle, il se tourne vers le peuple, demande l'avénement des classes déshéritées, attend de la chrétienté le salut de l'Eglise, et la liberté de l'Italie d'un soulèvement européen. Dans cette troisième époque caractérisée par le *Rinnovamento civile d'Italia* et la *Riforma cattolica della Chiesa*[1], le philosophe piémontais, quoique mûri par l'âge et par l'épreuve, n'est pas moins partisan de l'unité absolue. C'est toujours la même confusion de la religion et de la politique, de l'Etat et de l'Eglise, et s'il s'agit de réforme religieuse, c'est dans le sens national. C'est l'Etat ou la nation qui, nouvel Hercule, doit purger les étables d'Augias, c'est-à-dire réformer l'Eglise corrompue. Et si l'Eglise et les rois s'y opposent, qu'on se soulève! Voilà Mazzini et le socialisme! En un mot, c'est une confusion inconcevable d'aspirations libérales et de principes absolus. « Gioberti, dit fort bien M. Debrit, présente dans ses doctrines, comme dans son caractère, des contradictions et des anomalies étranges. On trouve chez lui un mélange presque unique dans l'histoire littéraire de principes libéraux et de fanatisme. C'est une combinaison monstrueuse de Joseph de Maistre avec Paul-Louis Courrier, c'est Lamennais réunissant ses deux manières dans une synthèse impossible[2]. » Gioberti forme donc avec Rosmini un contraste frappant : Rosmini, c'est Lacordaire se courbant sous l'arrêt de Rome; Gioberti, c'est en effet Lamennais brisant avec l'autorité et passant d'un trait du papocésarisme au césaro-papisme, sans cesser pour cela d'être absolu. L'école de Rosmini est celle du *Risorgimento*, c'est-à-dire de la renaissance, de la restauration de l'Italie par l'Eglise; l'école de Gioberti est celle du *Rinnovamento*, c'est-à-dire du renouvellement, de la régénération de la société et de l'Eglise elle-même par le pouvoir populaire. Cette dernière a été sans aucun doute la plus utile des deux, car c'est elle qui a demandé l'abolition du pouvoir temporel des papes, et qui conséquemment a démontré ce que la première n'avait fait qu'indiquer, savoir, l'absolue nécessité de renoncer au moyen âge pour fonder l'Italie nouvelle. Mais malgré les services éminents qu'elle a rendus au pays, cette école n'a pas dit le dernier mot dans la grave question politique et religieuse qui agite l'Italie; car tandis qu'elle abat le pouvoir temporel dans l'Eglise, elle crée un pouvoir religieux dans l'Etat, et bieu loin de distinguer entre la religion et la politique, elle intronise l'Etat chrétien. Elle ne pouvait donc triompher. En effet, si 1849 en détrompant l'Italie sur les intentions de la papauté fut l'arrêt de mort du *Risorgimento*, 1859 en préparant avec la chute du pou-

[1] Ce dernier ouvrage est posthume. Il ne paraît pas avoir été connu de M. Debrit qui n'en parle pas, et appelle à tort le *Rinnovamento* « la dernière création de cette âme tourmentée. » (P. 184.)

[2] *Op. cit.*, p. 179, 180.

voir temporel la séparation graduelle de l'Etat d'avec l'Eglise, et par là le triomphe de la vraie liberté politique et religieuse, porta le coup de grâce au *Rinnovamento* et conséquemment, comme nous le verrons plus tard, à toutes les écoles socialistes qui le dépassaient.

Mais avant de quitter le parti national, nous devons en mentionner encore un des chefs les plus illustres, philosophe comme les deux premiers et de plus homme d'Etat, M. Mamiani. — Il était naturel qu'en présence de ces deux extrêmes : la soumission de l'Etat à l'Eglise et l'esclavage de l'Eglise sous l'Etat, tous deux fertiles en luttes et en discordes, les partisans de la concorde et de la paix, se fondant sur l'égale nécessité des deux institutions, cherchassent à les concilier et inventassent quelque théorie à l'appui.

M. Mamiani fut l'avocat de la conciliation. Esprit paisible, douce imagination, plume attique et âme tendre, il aurait tout sacrifié pour unir la religion et le progrès, et pour voir l'Italie libre vivre en heureux ménage avec son chef spirituel. Philosophe changeant, mais au fond platonicien, il nourrit un amour vraiment platonique pour l'unité en toutes choses. « Libéral en politique, progressiste en religion..., il poursuit une utopie..., la fusion intime du passé et du présent, de la tradition et de la raison; le libre acquiescement de l'arbitre aux décisions de l'autorité; la transformation de l'autorité elle-même sous l'influence du progrès des idées; enfin l'unité scientifique, politique et religieuse du genre humain; ou, ce qui revient au même, l'union étroite de toutes les pensées et de tous les cœurs dans une même science, dans un même amour pour l'absolue vérité[1]. » C'est bien là en effet, quoique sous une forme radoucie, la monomanie des Italiens. Mamiani a lui-même comme resumé sa pensée dans ce passage du second *Ornato* cité par Debrit : « Heureux l'âge où, dans le cœur et l'esprit humain, l'instinct, la religion et la science deviendront une seule et même chose, où rationnel sera l'instinct, profondément religieuse la philosophie, et toute sage la religion » Cette passion de l'unité appliquée aux questions politiques et religieuses devait naturellement favoriser une certaine confusion. Probablement M. Mamiani ajouterait volontiers aux mots que nous venons de citer : « Heureux l'âge où la religion et la politique seront une seule et même chose, où religieuse sera la politique et profondément politique la religion. » Mais qui ne voit que ceci serait contraire à la philosophie du sens commun, dont Mamiani s'est porté le courageux défenseur? Quel dommage qu'au lieu de se bercer dans ce stérile platonisme il n'ait pas reconnu que l'unique chemin pour sortir de la difficulté, c'est la liberté, et, dans la question qui nous occupe, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. — Mais je me trompe : il l'a bien reconnu. Dans son dernier ouvrage, analysé aussi par M. Debrit[2],

[1] Debrit, *Op. cit.*, p. 174.
[2] *D'un nuovo diritto Europeo, libro di Terenzio Mamiani.* 4ª ediz. Torino, 1861. L'analyse de M. Debrit, publiée d'abord dans la *Bibliothèque universelle* (août 1860),

ne reconnaissant d'autre droit que le droit naturel et civil et niant l'existence d'un *pouvoir religieux*, Mamiani non-seulement combat la théorie catholique de Rosmini que l'Etat doive servir l'Eglise et que la loi civile et politique ait à se conformer docilement au droit canon, mais encore distingue soigneusement entre le domaine matériel de la loi et le domaine spirituel de la religion, et déclare « que rien ne s'éloigne davantage du vrai caractère chrétien que de confondre les deux gouvernements, religieux et laïque, et de soumettre l'Etat à l'Eglise ou celle-ci à celui-là[1]. » Il va même plus loin, et se demandant vers quel type tend la société relativement aux rapports de l'Etat et de l'Eglise, il répond « qu'elle tend à une distinction toujours plus nette : à ce que chacun se renferme dans les limites de ses attributions, l'Eglise en renonçant à se soustraire au droit commun, et l'Etat en renonçant au fatal compromis des concordats, l'un et l'autre en se plaçant sous l'égide de la liberté[2]. » Il voit dans cette séparation le triomphe de la vraie justice. Mamiani a donc progressé sous l'influence des derniers événements, et combien d'autres Italiens ont progressé avec lui! — Toutefois n'allez pas croire pour cela qu'il ait renoncé à son rêve favori de la conciliation platonique. Non, l'utopie est toujours là, et malgré les mots de *distinction*, d'*independance réciproque*, de *liberté*, il poursuit toujours la grande chimère : « la fusion, la concorde finale des intérêts, des opinions et des volontés parmi les hommes. » Ecoutez plutôt : « Autant l'Etat et l'Eglise deviendront indépendants dans leur œuvre, autant devront croître leur union spirituelle, l'amour et l'estime réciproques, l'identité des principes, la sainteté des fins. Il est à désirer surtout que toute divergence cesse entre les préceptes ecclésiastiques et ce qu'ordonne la loi civile; ce qui certainement aura lieu quand une seule raison morale dictera les prescriptions de l'une et de l'autre autorité. » Et encore : « Aucune discordance ne doit être maintenue entre les commandements de l'Eglise et les lois civiles; et un même principe de moralité et d'obligation doit, nous le répétons, inspirer l'une et l'autre autorité, leurs volontés et leurs sentences. » Et enfin : « Le progrès civil, je le répète, doit rendre de plus en plus impossible toute divergence. Les prescriptions religieuses et civiles germeront toutes d'une même doctrine morale et ne se heurteront jamais plus[3]. »

Les distinctions de notre philosophe ont donc une valeur purement juridique et légale. C'est beaucoup si l'on considère qu'elles peuvent influer sur le progrès de notre législation; c'est peu si l'on observe qu'en théorie elles laissent subsister le dogme de l'*unité absolue*, et quelles maintiennent dans la pratique les fausses tendresses et les faiblesses coupables à l'égard de Rome. Il est à remarquer que Mamiani ne prononce propre-

puis à part sous forme d'opuscule, ne touchait pas à la question qui nous occupe. Cette lacune doit être comblée.

[1] Mamiani, *Op. cit.*, cap. XIV.

[2] *Ibid.*

[3] *Ibid.*, p. 267-270.

ment pas le mot de *séparation*, qu'il ne parle que de *l'Eglise*, jamais des *Eglises* ni de la liberté des cultes et qu'il n'a pas même l'air de soupçonner les droits de ceux qui se placent en dehors des religions positives. Il en résulte qu'il sacrifie à ses rêves de conciliation impossible les principes immortels de la liberté de conscience et de culte que la séparation seule garantit.

On pourrait demander au philosophe homme d'Etat ce qu'il ferait au cas où l'Eglise persisterait jusqu'au bout dans la haine de tout progrès, et répéterait jusqu'à la fin son impuissant *non possumus?* Mais je crois inutile de m'arrêter à la réfutation d'une théorie contradictoire en soi. L'école de Mamiani repousse la confusion et même l'union des deux pouvoirs, mais désire leur morale unité; elle indique les inconvénients des concordats, mais demande à grands cris la concorde; elle s'oppose aux prétentions actuelles de l'autorité romaine, mais espère qu'un jour, que bientôt le pouvoir civil pourra se conformer en tout à ce qu'ordonnera l'Eglise. C'est l'école de la conciliation, de la fusion morale, de la synthèse politico-religieuse; ce n'est plus l'assujettissement de l'une à l'autre des parties, c'est leur tacite et mutuel consentement à une alliance libre mais nécessaire..., espèce d'éclectisme sentimental, qui immole au chimérique espoir de l'unité l'intérêt vital et le progrès des questions. Et pourtant cette école forme aujourd'hui le nerf du parti national et rallie à ses sentiments la majorité libérale. Les théories du philosophe de Pesaro ne sont que l'expression du vœu populaire; sa contradiction est celle dans laquelle dort ou se débat, suivant l'occasion, l'Italie tout entière : d'un côté, l'amour de la patrie qui la pousse à la séparation; de l'autre, le respect pour l'Eglise qui la refoule vers la confusion. Voilà pourquoi ce parti, qui se confond avec la nation, est vraiment *indéfinissable!* Mais cette indécision elle-même n'est-elle pas un vrai progrès sur les théories absolues de Rosmini et de Gioberti? Il ne s'agit plus ni de *Risorgimento*, ni de *Rinnovamento*; il s'agit de *Riconciliamento*, ce qui suppose non plus un terme unique, absolu, mais deux termes qu'il s'agit de rapprocher, ce qui en outre suppose et consacre la liberté sans laquelle aucun rapprochement ne saurait être réel.

Et si la réconciliation ne peut avoir lieu? — Alors la liberté elle-même produira la séparation que l'Italie n'ose encore envisager en face parce qu'elle ne la comprend guère, mais vers laquelle elle marche pas à pas.

La séparation! Pour effrayant que soit le mot, le principe compte pourtant parmi nous quelques défenseurs. Ce sont les représentants des deux partis qui nous restent à examiner, du parti ultra-libéral et du parti évangélique. Ils sont loin cependant de voir les choses sous le même jour, et quoiqu'ils soient unanimes dans la proclamation du principe, il existe entre eux des différences si profondes que nous sommes forcés de les considérer comme deux camps tout à fait distincts. Ces divergences proviennent de la diversité du point de départ et de la diversité du but.

Le parti démocrate, que le correspondant du *Lien* appelait *le parti philosophe* par excellence, parce que, au nom de la raison, il nie toute croyance positive et toute autorité philosophique, et par là descend à la racine des questions, est en effet radical, en ceci comme en tout, et demande la séparation absolue de l'Etat et de l'Eglise. Mais non content de la séparation juridique il veut la rupture morale et religieuse, la guerre ouverte. Il prêche la croisade contre l'Eglise, en haine du dogme et pour anéantir la religion, jugeant celle-ci, sous quelque forme qu'elle se présente, contraire à la liberté et nuisible au pays. Rome est l'ennemi séculaire de l'Italie : il faut en finir avec elle. Le rêve des modérés, la conciliation, ne pourra jamais se réaliser, parce que Rome n'y consentira jamais : il faut donc anéantir Rome. Il est à craindre que les modérés ne se laissent tromper par les promesses illusoires de l'Eglise et ne compromettent l'avenir : il faut donc écraser l'Eglise. Tel est le langage des démocrates. Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils compromettent la liberté en la refusant à Rome, et qu'en faisant l'Etat théologien, ils rentrent par une autre porte dans la confusion qu'ils condamnent. Je ne saurais mieux rendre la physionomie de ce parti qu'en vous parlant d'un de ses chefs les plus ardents, de M. Philippe de Boni, et d'un opuscule par lui publié à l'occasion de la *Vie de Jésus*, de Renan, dont il est le traducteur italien. Dans ce travail, intitulé *l'Italie et l'Eglise Romaine* [1], de Boni cherche à montrer que la destruction du papisme étant une condition de vie pour la nation, toutes les armes sont bonnes pour le combattre. Son mot d'ordre est : « Il nous faut anéantir l'Eglise romaine ou elle nous anéantira [2]. » Parmi les moyens qu'il propose, il en est d'excellents. Partant de cette sentence de Machiavel « que nous devons, nous Italiens, à l'Eglise de Rome, ce double bienfait : d'avoir été corrompus par ses mauvais exemples, et privés par son ambition de notre politique unité, » il prouve que Rome ayant ruiné l'Italie aussi bien religieusement que politiquement, il faut la combattre non-seulement dans sa puissance temporelle, mais aussi dans ses prétentions spirituelles. La première lutte se fait au moyen du canon ; la seconde, en attaquant le dogme qui n'est autre chose que la philosophie du système, en brisant l'association théocratique et cosmopolite qui en est sortie, en sortant de l'Eglise pour ne plus recourir à elle et en formant des Eglises indépendantes, en enlevant à l'Eglise toute ingérence dans l'Etat politique et civil, en proclamant la séparation complète des deux gouvernements et la liberté religieuse la plus absolue, en élargissant le programme de Cavour : « *Libera Chiesa in libero Stato* » jusqu'à dire : « *Libere Chiese in libero Stato,* » en acceptant enfin et en respectant le fractionnement religieux, les sectes et les luttes qu'elles engendrent, la liberté de conscience et de culte dans toute leur étendue. Tout cela est la condition et la preuve

[1] L'*Italia e la Chiesa Romana,* publié d'abord dans le *Diritto*, sept. et oct. 1863, puis à part chez Daelli e Cª. Milan, 1864.

[2] « *A noi tocca spegnere la Chiesa Romana, od essa spegnerà noi.* »

de la vie. Ainsi seulement l'Italie détruira la papauté. Jusque-là, très bien ! Je m'associe pleinement à ces vues vraiment libérales. Mais pourquoi faut-il qu'à des principes si larges vienne se mêler l'éternelle erreur des Italiens qui consiste à confondre, même au sein de la liberté, la politique et la religion pour subordonner celle-ci à celle-là. Dès lors le but de la controverse n'est pas le triomphe de la liberté, mais l'avénement d'un parti politique ! La religion est bien un élément important de la vie d'un peuple, mais comme elle est une pure création de sa conscience, un fruit de son imagination, elle ne peut être un but, elle n'est qu'un moyen ; le but, c'est la politique ! De là un mélange constant des deux éléments que l'on reproche à Rome d'avoir confondus ; de là une singulière tentation de faire intervenir l'Etat dans la sainte guerre que les Italiens doivent déclarer à la papauté ; de là une intolérance démagogique qui renchérit sur celle de Gioberti ; de là enfin une vraie injustice à l'endroit de l'Eglise romaine qu'il faut, non-seulement restreindre dans ses limites, mais combattre, mais chasser, mais anéantir, comme si seule parmi toutes les sectes elle n'eût aucun droit à l'existence et comme s'il était permis de priver une Eglise du droit de cité que l'on accorderait aux autres. Selon M. de Boni : parce que l'Eglise romaine a été savamment cruelle pour ses adversaires, il faut être rusé et sans pitié avec elle. Ce serait faire du persécuteur le persécuté, c'est-à-dire renverser les termes de la question sans la résoudre. Que dis-je ! ce serait rendre au culte proscrit le prestige qu'il a perdu et provoquer une nouvelle restauration du catholicisme. Je suis avec de Boni contre l'indifférence religieuse et l'insouciance des Italiens dans ces questions ; mais je ne puis que blâmer son impatience, car elle le rend injuste et intolérant. La vraie liberté n'admet point d'exceptions. C'est à la libre manifestation de toutes les convictions et à la lutte des principes, non à l'Etat, ni à la nation comme corps, de décider de la formation ou de la chute des Eglises. Est-il possible qu'il faille rappeler ces vérités élémentaires à un député de la gauche, à l'un des membres les plus actifs de la démocratie italienne ! Serait-il donc vrai que les extrêmes sont destinés à se toucher toujours ? Et devons-nous désespérer de la liberté en voyant les plus généreux de ses défenseurs la confondre sans cesse avec l'intolérance ou la compromettre par leurs égarements ? — Je préfère croire que tout malentendu cessera, et que le parti démocratique en particulier reconnaîtra l'impérieuse nécessité de suivre ce conseil d'un de ses plus illustres représentants, le célèbre Montanelli : « Quelle que soit « la conduite du pape et de la cour de Rome, la démocratie italienne ne « devra jamais s'écarter de son antique principe, de la séparation des « deux pouvoirs... Malheur à nous si nous ne savons nous arrêter aux « limites que nous impose le principe tutélaire de la liberté de conscience. « Un pape prisonnier ou proscrit, un clergé persécuté, des croyants effrayés... toute cette poésie de la persécution réagirait d'une manière « terrible contre les réformes les plus justes, et en s'incarnant dans une

« âme inspirée pourrait provoquer ces éloquentes protestations qui « comme le *Génie du Christianisme* ou *l'Essai sur l'Indifférentisme* font « les restaurations catholiques, même après Voltaire [1]. » Entrer dans cette voie c'est abandonner celle où Gioberti s'est fourvoyé ; c'est renoncer à opposer au papo-cérarisme le césaro-papisme, à l'Eglise diplomate l'Etat théologien, au despotisme théocratique le socialisme religieux ; c'est se rapprocher du parti national dans ce qu'il a de bon, la tolérance ; c'est conjurer deux périls à la fois, la discorde religieuse et le compromis ; c'est, en un mot, préparer le triomphe de la liberté en facilitant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce problème redoutable dont la solution sera, nous l'espérons, la gloire de notre siècle et de notre pays.

Ce serait aussi se rapprocher du parti évangélique dont il nous reste à parler. Ce parti, le plus petit et le plus faible, humainement parlant, est, je n'hésite pas à le dire, le mieux fondé au point de vue des principes et le plus conséquent. Fondé sur l'Evangile, il a pour drapeau la grande parole du Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » A toutes les objections, à tous les sophismes des pharisiens et des sadducéens du jour il répond comme son chef : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Seul, au sein de la mêlée des opinions et malgré le choc des intérêts, il réclame franchement, sans restrictions comme sans arrière-pensée, la réalisation du principe de la séparation. Il a peu d'influence encore, mais l'avenir lui est promis. Il n'a point part au pouvoir, mais il compte dans tous les autres partis des alliés qui sans s'en rendre compte travaillent pour lui. Il possède du reste quelques vaillants défenseurs. Je ne nommerai ici que le plus connu, M. Desanctis, qui dans ses admirables traités de controverse, particulièrement dans celui qui vient d'être publié, *le Pape* [2], a si bien fait ressortir les maux qui résultent de la confusion des deux pouvoirs, et dans le journal évangélique, *l'Echo de la Vérité*, dont il est le directeur, a si clairement démontré l'absolue et urgente nécessité d'abroger le premier article du Statut, et avec lui la religion d'Etat, si l'on désire franchement la séparation [3]. Mais le parti évangélique fait plus que de poser le principe, il l'applique, il fait plus que d'invoquer la séparation, il la réalise, et c'est là sa force ! Oui, il accomplit ce que les hommes d'Etat osent à peine entrevoir, l'Eglise libre dans l'Etat libre, en fondant partout ces communautés indépendantes qui témoignent par leur vie de la vérité du principe chrétien, et sont la réponse la plus éloquente aux inconséquences des autres partis, en attendant d'être les foyers d'où rayonnera la lumière qui doit guider l'Italie dans le périlleux chemin qu'il lui reste à parcourir avant de toucher au port.

— Au port ! y touchera-t-elle jamais ? — Grave, terrible question, à

[1] Montanelli, *l'Impero, il Papato e la Democrazia in Italia*, p. 56.
[2] *Il Papa. Osservazioni dottrinali e storiche di L. Desanctis.* Firenze, 1864.
[3] *L'Eco della verità.* Anno I, nos 36 à 47.

laquelle nul ne peut répondre à moins d'être prophète ! Or, n'étant ni prophète ni devin, je ne sortirai pas du domaine des faits, et clôrai ici cette lettre déjà trop longue. Disons toutefois que, sans prétendre donner une réponse décisive, il nous est permis de raisonner sur les probabilités, et cela en nous fondant sur l'analogie des faits eux-mêmes qui se passent sous nos yeux. La question : — Où l'Italie aboutira-t-elle? en implique deux autres : — Qui la conduit? — Par quelle route marche-t-elle? — En d'autres termes : — Quel est son gouvernement? — Quelle est sa politique? Il va sans dire que nous parlons toujours au point de vue du problème politico-religieux. Or j'ai répondu à la première de ces questions lorsque j'ai dit que la direction des affaires est dans les mains du grand parti national ou modéré. C'est lui, ce sont ses chefs qui occupent les divers ministères, forment la majorité du parlement et dirigent l'opinion publique. Sans doute les autres partis influent pour leur part sur les destinées du pays, et quelle que soit leur opposition ou leur activité, ils contribuent au progrès, le parti clérical par ses erreurs et sa haine du progrès, le parti démocrate par ses impatiences et sa passion du progrès, le parti évangélique par la conséquence de ses principes et son œuvre de vrai progrès, tous ensemble par la lutte qu'ils soutiennent, et de laquelle jaillira la lumière ; mais je crois ne pas me tromper en disant que pour longtemps encore les rênes du pouvoir seront aux mains du parti national que, malgré tout le respect qui lui est dû, nous persistons à appeler ici le parti indéfinissable. — A la seconde question a répondu la convention du 15 septembre qui n'a été l'objet de tant de commentaires, de notes et de contre-notes, de polémiques et d'interprétations diverses que parce qu'elle est tout aussi indéfinissable que ses auteurs, non point quant à ses prochains résultats *politiques* au sujet desquels elle ne pouvait être plus claire, mais quant à ses conséquences *politico-religieuses*, évidemment assez reculées et très incertaines.

Toutefois, malgré les difficultés de l'entreprise, je ne refuse pas, pour peu que cela puisse être agréable aux lecteurs de la *Revue*, d'étudier à ce dernier point de vue la portée de ce grand acte qui a si profondément remué l'Europe, et de chercher à en percer le mystère, pour saisir, si possible, la clef du drame saisissant qui se joue aujourd'hui sur la scène du monde.

Oscar Cocorda.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 janvier.

La politique générale au commencement de l'année 1865. — *La réouverture des cours publics et des conférences privées.* — *Le christianisme naturel et le christianisme surnaturel aux prochaines élections de l'Eglise réformée à Paris.* — *D'un article de M. de Rémusat sur les* tristesses humaines. — *D'un article de M. A. de Broglie sur la* liberté divine *et la* liberté humaine. — *L'encyclique du* 8 *décembre.*

Cette nouvelle année commence sous de plus favorables auspices à l'étranger que dans notre patrie pour la cause libérale. La réélection de Lincoln a relevé les cœurs et les esprits aux Etats-Unis. On respire dans tout ce qui nous vient du Nord depuis ce grand événement le souffle de la victoire, qui n'est autre que la confiance indomptable en sa propre cause. La bataille qui a été gagnée dans les comices est celle du droit et de la justice; les armées du Nord savent qu'elles ont derrière elles tout un grand peuple qui s'est prononcé pour le drapeau qu'elles servent; c'est une magnifique réserve qui permet de se lancer en avant avec audace et succès, comme vient de le faire Sherman. On peut reconnaître au ton du message du président quelle décision virile anime la grande république. Rien n'est plus énergique et ne nous paraît plus digne d'un peuple libre et puissant que cette simplicité calme pour annoncer les desseins les plus grandioses; le rétablissement de l'Union et l'abolition de l'esclavage, occupent la première place dans ce document qu'on peut résumer ainsi : l'héroïsme sans phrase. L'amendement à la constitution qui doit y introduire l'abolition de l'esclavage, non plus comme un fait mais comme un principe, va être de nouveau proposé au sénat. Tout porte à croire qu'il réunira le nombre voulu de voix. Nous avons surtout admiré dans le message de Lincoln le passage où il déclare que si jamais le rétablissement de l'esclavage devait s'opérer, ce serait un autre que lui qui prêterait son concours à cette mesure législative. Nous voilà bien loin de ce honteux prosternement devant la capricieuse volonté de la multitude qui constitue la mauvaise démocratie; le radicalisme corrupteur n'a-t-il pas pour devise : *Vox populi, vox Dei;* n'encense-t-il pas l'idole démagogique, pour les bénéfices du culte. La liberté n'est fondée dans une démocratie que du jour où la souveraineté populaire reconnaît qu'il est des bornes qu'elle ne saurait franchir, que la conscience d'un honnête homme est au-dessus de ses volontés changeantes et qu'au-dessus d'elle est le droit éternel et la justice. C'est ainsi qu'une nation évite d'être ballottée du despotisme militaire au despotisme des carrefours.

Si nous revenons en Europe, nous ne voyons pour le moment qu'un

point décidément lumineux : c'est l'Italie. Sans doute nous aimons à entendre le vieux représentant du parlementarisme anglais proclamer, comme il l'a fait l'autre jour, que la liberté de la presse est l'institution maîtresse dans la constitution de son pays, mais les sympathies sudistes de la majorité de cette grande nation, sympathies qui ont trouvé moyen de s'exprimer avec énergie à l'occasion de l'élection de Lincoln, continuent à nous être en scandale, tout aussi bien que la honteuse attitude de notre presse officieuse, hypocritement hostile au Nord et à la cause de l'émancipation.

La rentrée de la garde prussienne à Berlin a été un beau spectacle, aussi émouvant que le triomphe du loup qui vient de croquer l'agneau. Ce qui est moins sublime, c'est l'âpreté des convoitises annexionistes qui se manifestent à Berlin devant l'Allemagne indignée mais divisée et impuissante.

Quant à la Pologne, le tzar n'y déploie pas la même humanité que celle qu'il montrait naguère au beau chien de Terre-Neuve qui le suit partout et qui a excité une si vive admiration de la part des chroniqueurs badauds. L'œuvre de tyrannie et de spoliation se poursuit à froid, plus odieuse encore depuis qu'elle a pris des airs rangés et administratifs que quand elle s'accomplissait dans la fureur du combat. Notre seule consolation est « de montrer, » selon la belle expression de M. Albert de Broglie dans son récent discours à Bruxelles, » le bras de Dieu, visible à travers les nuages, à tous les oppresseurs qui triomphent, à tous les opprimés qui succombent, à la Russie dans sa victoire et à la Pologne en pleurs. » L'Italie est le grand espoir des amis de la liberté. Avec une rare sagesse elle a consenti à un grand sacrifice; elle se refait jour à jour, péniblement mais patiemment. Elle traverse sans dictature et sans anarchie les phases les plus périlleuses de l'histoire d'un peuple et elle se montre digne de son affranchissement, car elle ne se forge pas de nouvelles chaînes avec ses propres passions ou ses fureurs : ce qui rend trop souvent le lendemain d'une grande émancipation plus triste que la veille.

L'état politique de notre pays nous inquiète. On sent les freins se resserrer dans les mains qui dirigent; la part faite à la liberté est toujours plus faible. Bientôt le droit électoral sera réduit à de si minces proportions, sans aucune possibilité d'entente entre les citoyens en face de l'énorme machine administrative, que ceux qui ne seront ni mécaniciens ni mécanisés se demanderont comment ils peuvent en user. On parle vaguement de l'étranglement de la discussion de l'adresse qui supplée seule aux interpellations interdites. Il est vrai qu'en dédommagement des libertés publiques de plus en plus restreintes on nous montre Paris embelli, somptueux, enrichi... et mis en tutelle indéfinie. M. le préfet de la Seine a renchéri l'autre jour sur sa théorie de l'incapacité électorale des nomades Parisiens. Ils ont cependant du bon quelquefois, car sans eux l'éloquent préfet n'aurait pas lieu de prononcer de si beaux discours en haut lieu. Paris a été après tout le grand électeur de la France, un faiseur de rois co-

lossal. Il est vrai qu'il les a défaits, mais cela a pourtant servi à quelque chose au point de vue de M. Haussmann. Raillerie à part, nous repoussons énergiquement la théorie préfectorale qui nous semble tout simplement le matérialisme de la politique ; c'est la satisfaction des intérêts vulgaires offerte en échange des biens supérieurs de la vie sociale. Vous voulez des libertés, voici des boulevards. Ce matérialisme politique est plein de périls ; il ne rétablit point l'ordre dans les esprits ; les pavés sont plus difficiles à remuer ; qu'importe si les mauvaises passions couvent dans les cœurs, si le sentiment de la justice et du droit inséparable de la liberté ne se développe pas parmi nous, si l'absence des nobles préoccupations de la vie publique détourne les esprits vers les choses viles. Les plus redoutables tempêtes politiques viennent d'en bas et non d'en haut. La grande puissance conservatrice dans l'ordre social, c'est la liberté réglée par la loi, comme dans l'ordre moral, c'est la croyance forte et saine. Le vent qui souffle ne nous pousse pas de ce côté. De là nos patriotiques inquiétudes.

Ce qui nous rassure quelque peu, c'est l'entrain extraordinaire qui s'est manifesté à la reprise des cours publics pour suivre des leçons et des conférences de toute sorte. Reconnaissons que M. le ministre de l'instruction publique ne met aucune entrave à cette large propagande intellectuelle, et qu'il a rompu avec les étroites traditions de ses devanciers immédiats. Bien loin que la concurrence des cours particuliers ait rien fait perdre aux cours donnés dans les établissements de l'Etat, jamais ceux-ci n'ont réuni de plus nombreux auditoires. A la Sorbonne, si l'on regrette MM. Saint-Marc Girardin et Rosseeuw Saint-Hilaire qui se sont fait suppléer, on remarque avec satisfaction la netteté et la vigueur spiritualiste de l'enseignement de MM. Janet et Caro, le souffle moral et chrétien qui anime les discours littéraires de M. Saint-René Taillandier. Au Collége de France, l'économie politique professée avec éclat par M. Baudrillart, les hautes maximes du droit public développées par M. Franck, excitent un vif intérêt, tandis que l'histoire de Mirabeau, spirituellement racontée par M. de Loménie, d'après des documents inédits qui feront pénétrer plus avant dans cette orageuse et puissante nature, obtient un légitime succès. Le cours de M. Laboulaye sur l'ancienne société française au dix-huitième siècle excite la même sympathie que ses belles leçons sur la constitution des Etats-Unis. C'est un bonheur et un encouragement pour les amis de la liberté véritable que de voir applaudir par un immense auditoire, si varié et si intelligent, cette parole simple, précise, vide de toute déclamation, arrivant à l'émotion communicative par la chaleur intérieure, tour à tour spirituelle, incisive, éloquente, ne flattant aucun préjugé national, mais animée toujours d'un amour sincère pour la patrie et pour la liberté. Chercher dans l'ancienne France nos vieilles erreurs latines, notre amour invétéré de l'unité, notre passion d'administration ; y retrouver aussi nos généreuses aspirations, faire le bilan du pays à la veille de sa révolution pour reconnaître ce que nous avons gardé du passé

et ce que nous en avons rejeté; sur ce fond historique faire revivre les figures de nos pères en les plaçant dans leur cadre : quel sujet plus digne d'intérêt et d'une plus haute utilité à ce moment précis de notre vie nationale, où il s'agit de restaurer la liberté en évitant les illusions qui l'ont compromise. Dire qu'à la faculté de théologie le père Gratry enseigne la morale, c'est annoncer un sérieux succès. Les conférences du père Hyacinthe à Notre-Dame, où il a prêché l'*Avent*, ont eu un retentissement inaccoutumé. On ne sera plus réduit aux pères jésuites pour occuper cette grande chaire. Les cours du soir de la Sorbonne ne sont pas moins suivis que l'année dernière. Les conférences privées ouvertes en divers lieux regorgent d'auditeurs. Cette mode se propage de Paris à la province. Ce qui est surtout digne d'intérêt, c'est de voir l'empressement des classes ouvrières à entrer dans ce mouvement. Les cours qui ont été inaugurés l'année dernière au centre du faubourg Saint-Antoine ont été repris au milieu d'un auditoire beaucoup plus nombreux. Le peuple veut décidément s'instruire; quelle noble carrière ouverte aux classes cultivées et quel plus sûr moyen d'arriver à la fusion des esprits et des cœurs que ce fraternel échange d'idées et de connaissances. Non-seulement en agissant ainsi on désarme l'avenir d'un de ses plus grands périls, mais encore on ensemence le présent des germes les plus précieux.

De toutes les préoccupations la question religieuse est celle qui l'emporte pour le moment. Les élections qui vont avoir lieu dans quelques jours au sein de l'Eglise réformée n'ont pas cessé de soulever de violents débats dont la presse politique s'est faite l'écho. Le *Courrier du Dimanche*, par la plume de M. Eug. Pelletan, l'*Opinion Nationale*, par celle de M. Dollfus, le *Temps*, dans un article de M. Nefftzer, ont démontré avec raison, que dans le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ces tristes conflits ne se produiraient pas.

« Dans le régime de l'Eglise libre, dit M. Nefftzer, nul conflit d'idées ne peut engendrer de malaise, précisément parce qu'il passe immédiatement dans les faits et les transforme. Dès que les consciences ne s'entendent plus, elles se constituent en groupes distincts. Les droits sont égaux, les positions sont égales, et les meilleures chances appartiennent à ceux qui sont réellement les plus forts, c'est-à-dire non pas à ceux auxquels le scrutin peut, à un certain moment, donner le plus d'adhérents, mais bien à ceux qui ont le plus de force de propagande, et dont la doctrine et l'enseignement ont la prise la plus forte et la plus légitime sur l'esprit public[1]. »

On ne saurait mieux dire; pour tous ceux qui vont au fond des choses, c'est la vérité de l'avenir; pour nous, c'est déjà la vérité du présent. Mais il nous sera permis de suivre l'exemple de MM. Nefftzer et Dollfus, qui, bien que partisans décidés comme nous de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, donnent néanmoins leur avis sur les élections prochaines de l'Eglise réformée. Or, c'est encore M. Nefftzer qui nous fournira le considérant le plus décisif pour conclure dans un sens diamétralement opposé au sien : « Des élections vont avoir lieu, dit-il, qui feront voir quel christia-

[1] *Temps*, numéro du jeudi 22 décembre.

nisme, le *naturel* ou le *surnaturel* compte les partisans les plus nombreux dans cette Eglise. » La question nous paraît bien posée ; la lutte est entre le christianisme *naturel* et le christianisme *surnaturel*. Or, nous avons la simplicité, l'étroitesse incurable de croire que réclamer un *christianisme naturel* est quelque chose d'aussi étrange que de déclarer, comme un savant bien connu dans un moment de distraction, que notre génération ne veut plus admettre que des miracles conformes aux lois de la nature. Un miracle conforme aux lois de la nature, un christianisme naturel, c'est tout un. Les électeurs de l'Eglise réformée de Paris sont donc appelés à déclarer si cette grande Eglise qui fixe aujourd'hui tous les yeux, est disposée à passer au christianisme naturel ; ce qui reviendrait en bon français à renier l'essence même du christianisme, du moins pour tous ceux qui sont assez simples pour croire que supprimer ou déclarer indifférente la notion fondamentale de nos livres sacrés, c'est substituer une religion nouvelle à la religion de l'Evangile et des apôtres. Un pareil vote serait un vrai scandale dans les circonstances actuelles, malgré la bruyante invocation que l'on fait de la liberté de conscience qui n'a rien à voir dans cette affaire, puisqu'il s'agit du gouvernement intérieur d'une Eglise. Agiter la robe rouge des inquisiteurs devant un public ébahi, uniquement parce qu'une Eglise dont toute l'histoire et tous les documents affirment le surnaturel, ne consent pas à passer avec armes et bagages au christianisme naturel, c'est une plaisanterie usée. Nous avons l'intime persuasion que cette Eglise, dans sa majorité, se refusera à désavouer l'universelle croyance des chrétiens. Pour notre part, nous sommes entièrement désintéressé dans la question ; ni nous ni nos amis n'avons à déposer de vote dans les urnes consistoriales ; mais au nom de la solidarité qui unit tous les adhérents du christianisme évangélique, nous faisons les vœux les plus sincères pour qu'une imposante majorité montre à la France et à l'Europe que la conscience chrétienne ne prend pas volontiers son parti de la répudiation publique de l'Evangile éternel, inséparable pour elle de la notion du surnaturel. Toutes les diversités théologiques s'effacent devant un intérêt d'ordre majeur.

Si la question religieuse descend dans l'arène électorale, elle n'a pas déserté pour cela la région plus sereine de la discussion philosophique. La plupart de nos lecteurs connaissent sans doute l'article si émouvant consacré par M. de Rémusat à la puissance de consolation du christianisme. On sait avec quelle élévation, avec quel respect, avec quelle haute distinction l'éminent écrivain traite les problèmes de cet ordre. Jamais peut-être nous n'avons mieux senti ce respect que dans ces pages presque poignantes ; elles n'ont rien de cette sérénité dédaigneuse d'appréciation qui est le comble de l'ironie. Quand le christianisme est pris à partie par un doute douloureux, c'est qu'il est pris au sérieux. Nous manquerions à la franchise qui est aussi une marque de respect, si nous dissimulions la triste impression que nous laissent les conclusions de l'auteur. Avec

sa ferme raison, il écarte la frivole solution de l'optimisme ou l'orgueilleuse insensibilité stoïcienne qui n'a jamais été qu'un masque péniblement porté; il trouve les traits les plus pathétiques pour peindre la douleur qui tient notre race dans ses serres cruelles et déchire si souvent nos cœurs. Avouant l'impuissance de la philosophie pour la guérir, il conteste aux chrétiens le droit de trouver une consolation efficace dans leurs croyances. Il faut, selon lui, qu'ils se laissent prendre à de sublimes hyperboles produisant en eux l'état le plus artificiel. Mais enfin, s'ils étaient vraiment consolés, s'ils trouvaient dans leur foi un secours tout-puissant, si l'espérance qui les anime faisait briller un rayon pur et lumineux jusqu'au travers de leurs larmes les plus amères, est-ce que dans une question de cet ordre le fait n'emporterait pas le droit? Or cette consolation, ils l'affirment; bien plus, ils en montrent sans cesse les effets; l'hyperbole ou le paradoxe n'est pas simplement dans leur parole ou leur pensée, mais encore dans leur vie. Ce n'est pas uniquement l'homme apostolique, le grand orateur tel qu'Adolphe Monod, c'est aussi le pauvre malade ignorant sur son grabat, la mère pleurant son enfant qui se sont déclarés soutenus, relevés par leur foi; la Rachel chrétienne s'est dite consolée et l'a été en effet. Quand on considère le christianisme, non pas au travers d'une métaphysique artificielle qui le réduit à un être de raison, à un dogme, on n'y trouve pas ce Christ impassible dont parle M. de Rémusat, et qui est plutôt le Christ byzantin que celui des évangiles. Le mystère de piété, ce n'est pas un Dieu caché dans un homme; c'est un Dieu fait homme, abaissé, anéanti, devenu semblable à nous, traversant vraiment les épreuves de la vie humaine. Mystère pour mystère, celui-là n'est pas plus étonnant que celui de la juxtaposition de deux natures impénétrables dans une même personne. Or, du moment que nous avons dans le Christ un frère qui a pleuré de nos larmes, la source de consolation que l'on prétendait tarie jaillit de nouveau abondante et pure. Il y a plus; les chrétiens prétendent que ce Christ maintenant glorifié est revenu par son Esprit vivre au milieu d'eux et en eux, qu'il répond à leurs prières et à leurs soupirs, et leur montre par avance les lumineuses demeures où sera recueilli l'or pur de la foi, quand il aura passé au brûlant creuset de l'affliction. Pour eux, la douleur assurée de la plus tendre sympathie, du secours le plus certain, poursuit un grand but, celui de leur éducation divine; elle tend à les « rendre participants de la sainteté de Dieu. » Le dogme de la chute, bien loin de les accabler, les préserve du désespoir en dégageant en quelque sorte la bonté divine des souffrances qui les accablent et qui, transformées en salutaires épreuves, ne brisent l'âme que pour l'arracher au mal et lui faire exhaler tout son parfum. C'est pourquoi, les yeux fixés sur le Christ et sur sa croix où il a tout réparé en élevant la douleur à la hauteur d'un libre sacrifice, appuyés sur lui au rude sentier dont les pierres et les ronces déchirent leurs pieds, saluant d'avance la bienheureuse éternité, ils

peuvent s'écrier avec l'un d'entre eux : « Qui nous séparera de l'amour que Dieu nous a montré en Jésus-Christ? Ce ne sera ni l'affliction, ni l'angoisse, ni la mort. » Ce paradoxe résume non simplement leur doctrine, mais leur vie, et se justifie par ses effets réels. Telle est la donnée chrétienne. N'est-elle pas sensiblement différente de l'interprétation qu'en donnait l'éminent écrivain? Ne vaudrait-il pas la peine de reprendre le problème à ce point de vue? Souffrir et penser, serait-ce tout ce qui resterait au cœur brisé? Ah! ne vaudrait-il pas mieux alors souffrir et ne pas penser? A quoi bon centupler sa douleur en la creusant? Mais l'oubli, ce serait l'abjection et la mort du cœur. Non, s'il est un Dieu dans le ciel, il n'a pu me livrer à une souffrance qui n'aurait d'autre remède que la pensée qui la prolonge et qui l'aigrit. De toutes les solutions du poignant problème, je n'en connais pas de plus satisfaisante que celle de l'Evangile ; c'est plus qu'une solution, c'est une consolation, et depuis qu'a retenti ce touchant appel de l'homme de douleur : « Venez à moi, vous les travaillés et les affligés, et je vous soulagerai, » il n'a fait défaut à aucun de ceux qui l'ont imploré : c'est que la consolation, au fond, c'est le consolateur lui-même. « Ici triomphe le christianisme, » comme l'écrivait naguère M. de Sacy.

Nous recommandons à nos lecteurs le beau discours de M. Albert de Broglie sur la liberté divine et la liberté humaine C'est l'une des plus éloquentes et des plus vigoureuses protestations que nous connaissions contre le matérialisme athée qui nous envahit et qui prétend inaugurer au milieu de nous le règne de la vraie liberté.

« Laisserons-nous passer, dit l'orateur en terminant, ces meurtriers de la liberté et de la conscience, parés des dépouilles de leurs victimes? Je dis à ces libéraux prétendus : « Si j'étais despote, je ne vous refuserais pas une chaire, je vous ouvrirais, au « contraire, toutes les tribunes de mon empire, car votre système, c'est le code de la « servitude et la philosophie de la tyrannie, c'est la déification de la force, c'est la su- « balterne et vulgaire théorie du fait accompli transportée des antichambres de la poli- « tique dans les hauteurs de la métaphysique. Avec votre système, il ne restera bientôt « plus un souffle d'indépendance dans ce monde [1]. »

Le parti qui soutient si noblement l'alliance de la liberté et de la religion vient d'être frappé d'anathème par l'encyclique du 8 septembre. Peu importe qu'il ne soit pas nominativement désigné; ses idées les plus chères sont mises au ban de la catholicité et stigmatisées avec une étrange amertume. Il ne sert de rien de prétendre, avec la *Gazette de France*, que l'encyclique a soin de se référer à des condamnations antérieures pour les propositions diverses dont elle dresse l'index. Nulle équivoque, nul subterfuge ne sont possibles. Il faut courber la tête et jeter au vent toutes les belles et grandes paroles des Lacordaire, des Gratry, des Montalembert, des Broglie, ou bien il faut établir nettement qu'une encyclique ne fait pas autorité, et que Lamennais n'était pas tenu d'accepter celle de Grégoire XVI qui reparaît aujourd'hui aggravée. Rien ne manque

[1] *Correspondant*, numéro du 25 décembre 1864.

en effet à celle que la curie romaine vient d'arracher à la vieillesse de Pie IX. Subordination du temporel au spirituel, négation audacieuse de la liberté religieuse, l'instruction publique constituée en monopole pour les corporations, le droit de persécuter l'erreur affirmé sans détour, l'anathème lancé à toute tendance généreuse, à toute notion libérale, à tout progrès, le pouvoir temporel de la papauté sanctionné comme une vérité de premier ordre, l'idée de la séparation des deux pouvoirs assimilée à une hérésie, et pour couronner le tout, la condamnation formelle de l'espoir qu'en dehors des cadres de l'Eglise catholique une seule âme puisse être sauvée, voilà cette encyclique, prodigieux monument d'un aveuglement fatal, vrai coup d'Etat de la papauté, puisqu'elle se place elle-même sur le rang des articles de foi indiscutables. Ainsi tout ce qu'un bigotisme inintelligent a soutenu de thèses irritantes contre la société moderne, le voilà reconnu, approuvé; découpez dans l'ancien *Univers* ce qui vous paraît le plus inacceptable, noyez les gros mots de Louis Veuillot dans la latinité terne et verbeuse du Vatican, et vous aurez l'encyclique du 8 décembre, sujet de douleur pour toute la fraction généreuse du catholicisme, sujet de joie et de triomphe pour ceux qui en avaient été la honte jusqu'ici. Le moment est bien choisi pour faire du christianisme un épouvantail ridicule, une espèce de mannequin du moyen âge, alors que tous les chrétiens doivent unir leurs efforts pour ramener leur siècle à Jésus-Christ! Tirer au vent cette vieille flamberge rouillée de la persécution, quand on n'a plus la force de s'en servir, quel heureux calcul! Quel merveilleux à-propos! Il n'est pas un noble cœur ami de la liberté qui ne soit mortellement dégoûté d'une religion qui ne parle que de contraindre les consciences. Est-il bien permis de garder le silence dans une telle situation et de paraître accepter pour bonne cette diffamation du vrai christianisme? La responsabilité des catholiques libéraux est grande! Puissent-ils s'en souvenir! « Il est temps de sauver l'Evangile de la papauté, » nous disait hier un homme éminent qui n'est pas de notre culte. Nous connaîtrons bientôt la réponse de nos évêques à l'encyclique; nous verrons jusqu'où va la soumission à l'oracle de Rome, quand il lance de pareilles foudres par le monde.

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

ÉTUDES CONTEMPORAINES

APOLOGIE D'UNE CONVERSION AU CATHOLICISME EN ANGLETERRE. LE PÈRE NEWMAN

APOLOGIA PRO VITA SUA, by John Henry Newman. Londres, 1864.

Il suffit d'avoir parcouru à la hâte les villes universitaires de l'Angleterre, pour avoir été frappé du contraste singulier qui existe entre l'aspect des lieux et la réalité des choses. On peut dire qu'à Oxford en particulier, les pierres sont restées catholiques, si les hommes ont cessé de l'être. Partout où les yeux se reposent, ils rencontrent le souvenir vivant des choses qui ne sont plus. De longues processions ont traversé, croix et bannière en tête, ces vastes cours aux gazons soigneusement entretenus. Sous les cloîtres qui les entourent, le pas silencieux des moines a usé les dalles que parcourt aujourd'hui d'un pas alerte et distrait l'étudiant qui se rend à la leçon du maître. Les cloches aujourd'hui muettes de ces Eglises ont appelé les fidèles à l'Angelus, et la robe universitaire, dernier vestige du costume des élèves, recouvre encore aujourd'hui l'habit de chasse du jeune sportsman ou la blouse du canotier. L'œil cherche encore dans ces chapelles aux ogives élancées, aux vitraux étincelant de l'auréole dorée des saints, la place où s'élevait l'autel, et s'étonne de voir occupée par un digne recteur, père de six enfants, la stalle où rêva le docteur subtil, et où le moine venait chanter matines. Sur les pierres usées de ces Eglises, on distingue encore la crosse et la mitre des évêques, dont les portraits sont suspendus aux murs de ces réfectoires magnifiques, où vient encore s'entasser la gothique nourriture des Anglo-Saxons. Parfois même on s'arrête étonné, en surprenant sur le visage d'un *fellow* un regard contemplatif illuminé par la solidude monacale; car l'université, fidèle à ses antiques statuts, entretient encore des légions de ces moines laïques, auxquels elle assure de longs loisirs, au prix d'un célibat qui doit durer aussi longtemps que leurs priviléges. Edifices, costumes, habitu-

des, tout à Oxford porte l'empreinte des âges catholiques. Les études elles mêmes se meuvent encore dans le cercle étroit de l'éducation scolastique, et le progrès des sciences a de la peine à se faire jour au milieu de ces traditions, plus vénérables que sensées. Il semble qu'Oxford se soit endormie tout entière, le jour où la Réformation abattit ses autels, et à voir cette apparition catholique se perpétuer au milieu de la protestante Angleterre, on croirait entrer dans le palais de la Belle au Bois dormant, où tout vient de s'éveiller d'un rêve de trois siècles. Rome seule peut lutter avec Oxford en fidélité à de vieux souvenirs dont le sens parfois lui échappe. Il semble que l'antique université ait voulu démentir le proverbe de l'Ecriture qui dit que le vin nouveau fait éclater les vieilles outres.

Mais à y bien regarder, toutefois, le contraste est souvent plus apparent que réel. L'influence des choses sur les idées est si tenace, qu'Oxford semble se souvenir de temps à autre qu'elle fut le temple de la scolastique, avant d'être la nourrice intellectuelle du protestantisme anglais. Les pierres parlent parfois plus haut que les 39 Articles, et Oxford se surprend à respirer un lointain parfum de Rome, qui lui monte au cerveau. A quoi penseraient, dans leurs promenades solitaires, ces hommes dont la vie s'éteint obscurément à l'ombre de ces arbres séculaires? La vie monastique, quelque mitigée qu'elle puisse être, ne peut manquer d'enfanter l'esprit monastique; Oxford est la ville cléricale par excellence. On n'entend pas, à travers les murailles épaisses de ces colléges, la grande voix du siècle qui appelle les lutteurs à de plus rudes combats : on y sait à peine que l'orthodoxie anglicane n'est plus qu'une oasis dans le désert. Loin de ces controverses, dont le christianisme tout entier est l'enjeu, la théologie et même la casuistique religieuse, fleurissent en pleine liberté. Il semble que les destinées de ce monde soient attachées au triomphe du parti de la haute Eglise, et il s'est livré des combats dignes de rivaliser avec ceux du lutrin de la Sainte-Chapelle, à propos de l'introduction d'un ornement sacerdotal dans une paroisse de la ville. Oxford a toujours été le centre des mouvements, non pas religieux, mais ecclésiastiques de l'Angleterre; elle demeure un témoignage vivant de la double origine de l'Eglise anglicane. En effet, l'anglicanisme est une Eglise hérétique, gouvernée par une constitution schismatique. L'esprit est protestant, la lettre est presque catholique, et l'esprit clérical aurait bien dégénéré de son étroitesse naturelle, s'il ne mettait, de temps à autre, tout son orgueil à restaurer la lettre aux dépens de l'esprit. Le clergyman, qui suit l'office religieux au fond de sa stalle, pendant des années, a tout le loisir de reconnaître que dans son Eglise les noms semblent une ironie perpétuelle de la réalité des choses. L'antique liturgie, avec sa pompe majestueuse, se balance dans le vide. Le prêtre prononce sur les fidèles une absolution qui, à ses yeux comme aux leurs, ne les décharge d'aucun péché. Toutes les parties de la

messe ont survécu à l'abolition du sacrifice qui seul les explique. Tout converge dans l'Eglise vers un autel que l'œil y cherche vainement. Il ne faut donc pas s'étonner si des esprits sincères s'exaltent dans le calme de la vie universitaire, et tentent de jeter un pont sur l'abîme qui sépare l'Eglise anglicane de l'Eglise romaine. Laud essaya le premier de ramener l'anglicanisme de l'hérésie au schisme, et peut-être à ce rapprochement que rêva Leibnitz, et que désira Bossuet en demandant que le protestantisme en fît tous les frais. La reine Anne tenta d'enserrer son Eglise dans les limites d'une orthodoxie étroite, qui pouvait être un premier pas vers Rome, et le parti de la haute Eglise n'a jamais cessé d'être soupçonné d'une certaine tendance à la restauration d'antiques usages, dans lesquels le protestantisme ne veut voir que d'antiques abus.

Le grand essor que notre siècle a vu prendre aux études historiques, devait donner un caractère tout nouveau à ce mouvement. Jusque-là, le débat avait été purement théologique. Le dix-septième siècle et le dix-huitième, siècles de puissante ardeur intellectuelle, n'ont pas connu cette passion des vieilles choses qu'éveillent dans l'imagination les études archéologiques. Le moyen âge, son architecture et ses monuments leur semblaient aussi barbares que ses idées ; la renaissance avait brisé le lien qui rattachait les âmes aux vieilles cathédrales gothiques. Mais, vers l'année 1820, l'Angleterre tout entière était suspendue aux lèvres d'un merveilleux conteur, qui faisait revivre devant elle son passé avec des couleurs singulièrement attrayantes. Evoquée par les récits de Walter Scott, la poésie du souvenir naissait de la poésie des ruines. L'imagination se refaisait catholique, au moment même où le libéralisme chrétien faisait éclater de toutes parts les étroites formules, dans lesquelles l'avaient emprisonné les réformateurs du seizième siècle. Oxford, où le moyen âge survivait tout entier, ne pouvait rester en dehors de cette restauration historique. Le goût de la chevalerie devait faire songer à l'Eglise de la chevalerie, et l'Eglise orthodoxe ne pouvait satisfaire ni ceux qui regardaient en avant, ni ceux qui regardaient en arrière. C'est alors que sortit de ces murs paisibles une tempête religieuse, dont les échos sont encore loin d'être apaisés. Quelques hommes, également recommandables par leur talent et leur caractère, prirent l'initiative d'un mouvement qui devait, dans leur pensée, servir de contre-poids aux progrès effrayants du libéralisme protestant, et restaurer l'Eglise anglicane sur ses véritables fondements. L'un d'eux, M. Keble, venait de publier *l'Année Chrétienne*, ce livre qui a pris sa place à côté du *Pilgrim's Progress* dans la littérature religieuse de l'Angleterre. Onction et profondeur, éclat et originalité, il réunissait toutes les qualités qui font d'une œuvre semblable une époque dans l'histoire des opinions religieuses. L'homme qui l'avait écrit exerçait autour de lui une influence personnelle dont la puissance surpassait encore celle de ses écrits. Il devint donc l'âme d'un mouvement qui, sans aboutir à une scission

complète avec l'Eglise établie, en transportait l'esprit dans des régions, où le protestantisme avait de la peine à le reconnaître. Deux de ses élèves, MM. Hugh Rose et Hurrell Froude, enlevés par une mort prématurée, avaient déjà imprimé une marche plus systématique à leurs idées, et n'hésitaient point à témoigner leur admiration pour l'Eglise romaine, et leur désir de voir l'anglicanisme se rapprocher de plus en plus de l'idéal catholique. Une foule de jeunes gens se jetèrent sur leurs traces. MM. Perceval, Palmer, Wilberforce donnèrent au mouvement l'appui de leurs talents. Toutes les situations sociales, toutes les nuances intellectuelles se confondent dans la pensée commune. MM. Hook et Churton y représentaient la haute Eglise; M. Perceval, l'aristocratie tory; M. Keble était pasteur dans la campagne; M. Palmer était un Irlandais; le Dr Pusey apportait l'autorité d'une érudition immense, et les résultats de la science allemande et des études orientales. La guerre commença plus ou moins régulièrement par la publication d'une série de petits pamphlets, sous le nom général de « *Tracts for the Times,* » ce qui fit pendant longtemps donner au mouvement le nom de *tractarianisme.* Dans la pensée des nouveaux réformateurs, il ne s'agissait de rien moins que de restaurer le christianisme primitif, celui qu'avaient professé les Pères de l'Eglise, que reconnaissaient les 39 Articles, et qu'avaient défendu les plus illustres parmi les théologiens anglicans. C'était comme une seconde réformation entée sur la première, et redressant, au nom de l'histoire, les erreurs du XVIe siècle. Suivant les chefs de ce mouvement, l'Eglise, minée par le libéralisme chrétien, se mourait faute de dogmes. Il fallait donc, avant tout, restaurer le dogme. Le libéralisme protestant, se traînant dans l'ornière de Luther, avait substitué un vain sentimentalisme chrétien au symbole dogmatique. Or, ce symbole, professé et déclaré par l'Eglise primitive était l'essence même du christianisme. Il s'était dispersé au vent, dans l'éparpillement des Eglises protestantes. Il devait être relevé d'une main ferme, affirmé et enseigné par une Eglise visible, ayant le ministère des sacrements et des rites chrétiens, qui sont les canaux de la grâce invisible. La reconnaissance d'une Eglise investie de la pleine autorité dogmatique entraînait naturellement celle de l'autorité de l'épiscopat. La doctrine de la succession apostolique, avec la pleine et entière délégation de l'autorité confiée aux apôtres, devint donc la pierre angulaire du mouvement. Les évêques anglicans allaient donc se trouver, pour ainsi dire, apôtres malgré eux. Néanmoins, pour conserver son action sur le monde protestant, la nouvelle école fit sa part à la haine traditionnelle de l'Angleterre contre la papauté. Elle se plaça donc à mi-chemin entre le catholicisme et le protestantisme, justifiant ainsi le nom de *via media,* qui fut donné à sa doctrine. C'était une sorte de christianisme historique, de traditionalisme humain, opposé d'une part à l'individualisme protestant, de l'autre, au multitudinisme catholique. Il va sans dire que les petits esprits se taillèrent dans cette doctrine déjà passablement

restreinte, une petite Eglise plus restreinte encore, dont le mot d'ordre était la restauration des cérémonies extérieures et des pompes sacerdotales de l'Eglise de Rome. Il y eut un christianisme architectural au sein de ce nouveau christianisme traditionnel. On y jouait, pour ainsi dire, comme les enfants, à la petite chapelle. Toutefois, l'ensemble de ces idées, qui se traduisait par l'apparition successive des *Tracts for the Times,* manquait encore de cette unité, de cette concentration qui, seules, peuvent constituer un parti. C'est alors que ce mouvement reçut la précieuse adhésion du Dr Pusey, qui devait lui donner son nom. Une érudition immense, une indomptable activité, et surtout une indépendance que rien ne pouvait intimider, faisaient du Dr Pusey un de ces hommes autour desquels leurs semblables viennent naturellement se ranger. Professeur et chanoine d'Oxford, il apportait au service de son parti une immense clientèle religieuse et personnelle. Il valait à lui seul une armée. Du jour où il prit la direction du mouvement, le puseyisme fut définitivement constitué. Il ne connaissait ni le doute ni l'hésitation. La doctrine de la *via media* s'était imposée à lui avec toutes ses conséquences. S'il eût compris, dans l'éventualité de l'avenir, un rapprochement avec l'Eglise de Rome, il en eût le premier donné l'exemple. Mais il entendait demeurer dans le sein de l'Eglise réformée. Tel il parut, il y a trente ans, dans la vigueur de l'âge, tel nous le retrouverions aujourd'hui dans sa vieillesse digne et honorée.

Mais, dès son origine, le mouvement avait réuni, dans une coopération momentanée, des hommes que devaient diviser plus tard des tendances opposées. Tandis que, pour les uns, la *via media* était une simple réforme de l'Eglise anglicane, qu'elle rappelait à l'esprit de son institution primitive, elle n'était pour d'autres qu'une pierre d'attente sur le chemin de Rome. Certains esprits peuvent demeurer dans des opinions moyennes dont ils ont été eux-mêmes les promoteurs ; mais la foule ne tarde pas à acculer les systèmes à leurs conséquences extrêmes, et, pour les idées, la foule commence là où cessent de régner les esprits originaux, c'est-à-dire en dehors d'un cercle bien restreint. Les réformateurs sont toujours moins hardis que leurs disciples. Il se trouve dans les partis des hommes qui en résument brillamment toutes les aspirations, et ce sont ordinairement ceux-là qui les entraînent au delà de leur programme primitif. L'Eglise romaine devait exercer une attraction invincible sur quelques-uns de ceux qui avaient arboré le drapeau du puseyisme. L'ardeur de la controverse théologique pouvait leur faire illusion sur les tendances réelles de leur esprit, mais leur imagination captivée devait tendre à leur raison un piége dans lequel elle ne pouvait manquer de tomber. Le prestige de l'unité, la poésie qui s'exhale des antiques cérémonies de l'Eglise romaine, devaient attirer doucement des esprits déjà à demi convaincus. Les plus ardents parmi les docteurs de la nouvelle école devaient être les premiers à faire ce pas décisif. On apprit en effet,

dans l'année 1845, que l'Eglise catholique venait d'ouvrir ses bras à celui qui avait été, sinon le chef, au moins le lutteur le plus ardent et le plus brillant de l'Eglise puseyiste, le docteur Newman, ministre de Sainte-Marie d'Oxford. D'autres conversions, celles de MM. Palmer, Wilberforce, Ward, précédèrent ou suivirent celle du docteur Newman; mais la sienne fut le coup de grâce du parti dont elle sembla révéler aux yeux de tous les véritables tendances. Elle fit donc en Angleterre une immense sensation. Le docteur Newman avait conquis une situation proéminente dans le clergé d'Angleterre. La chaire chrétienne ne connaissait pas, à cette époque, une voix plus éloquente, et son infatigable activité littéraire avait fait de lui le controversiste du parti dont le docteur Pusey était le chef. Il avait été le promoteur de la publication des *Tracts for the Times*, et l'auteur des plus remarquables de ces traités. Il avait plus d'une fois compromis son parti, tant par la hardiesse de sa polémique que par la vivacité avec laquelle il défendait, à la fois contre Rome et contre le protestantisme, l'opinion intermédiaire dont il avait levé le drapeau. Son ouvrage sur *la Mission prophétique de l'Eglise* avait été l'exposition dogmatique la plus complète des tendances du mouvement, et il en avait développé des conséquences dans un grand nombre de pamphlets et d'articles de journaux. Il avait eu le malheur de réunir, comme malgré lui, de nombreux disciples autour d'une chaire qu'il eût dû et, disons-le, qu'il aurait voulu quitter plus tôt. Sa conversion souleva donc un cri de réprobation presque unanime dans l'Eglise et dans le public. Il eut à supporter de violentes attaques, dont les plus vives partaient du camp de ses anciens amis. Peu de temps après sa conversion, il s'était fait admettre au nombre des prêtres de l'oratoire de Saint-Philippe de Néri, et dès lors sa mission ici-bas semblait être terminée. Fatigué d'une lutte intérieure qui avait duré plusieurs années, il semblait vouloir se tenir à l'écart des controverses. Ses « Leçons sur les difficultés de l'Eglise anglicane, puis sur la situation des catholiques en Angleterre, » ne semblaient point indiquer une intention de rentrer dans l'arène. Deux œuvres d'imagination et d'érudition avaient surtout occupé ses loisirs. L'une, *Callista*, était un tableau de l'Eglise primitive; l'autre, *Loss and Gain*, était l'histoire de la conversion d'un étudiant d'Oxford, et il semblait surtout y avoir eu en vue la peinture des partisans du ritualisme et de l'architecture, de ceux, en un mot, qui jouaient au papisme. Occupé presque exclusivement de la fondation de l'université catholique de Dublin dont il est le premier recteur, il semblait chercher avant tout la paix, lorsqu'il a été bruyamment troublé dans sa solitude par une attaque directe et violente. Le R. Ch. Kingsley est un des hommes les plus remuants du clergé anglican. Il n'a pas voulu se contenter de la renommée presque populaire que lui ont faite les romans d'*Alton Locke* et de *Westward : Ho!* Théologien de fantaisie, il aime à dire son mot dans les controverses religieuses de son temps, et il est rare que ce mot ne blesse pas, contre son intention,

quelqu'un ou quelque chose. Anglais et patriote jusqu'à l'excès, il a de grandes prétentions aux goûts et à l'éducation d'un gentleman; mais sa franchise batailleuse, élevée par lui à l'état de théorie, l'a plus d'une fois entraîné dans des débats personnels dont il n'est pas toujours sorti à son honneur. La dernière de ses campagnes ne comptera pas parmi ses plus heureuses. S'il y a une chose dont il faille se garder avant tout dans la polémique, c'est de l'imputation de mauvaise foi lancée à ses adversaires et à tout un parti. Le R. Ch. Kingsley ne l'a pas compris, et, en accusant le docteur Newman d'avoir sciemment, et de propos délibéré, enseigné la théorie de l'hypocrisie et du mensonge, il s'exposait à être ramené rudement au sentiment de la vérité et des convenances. Une accusation, lancée à la légère, a été soutenue par des preuves non moins légères. Il est facile, en effet, quand on se trouve en face d'un esprit aussi hardi et aussi subtil que celui de M. Newman, de tirer de ses écrits des passages plus ou moins compromettants. On peut les attaquer en eux-mêmes, en critiquer les tendances et en signaler les dangereux effets. Il est incontestable, en outre, que dans ses fines analyses du sentiment religieux, le docteur Newman se laisse trop souvent aller à innocenter les actes en faveur des intentions, qu'il préfère hautement la bigoterie et la superstition, la religion extérieure, en un mot, à l'incrédulité la plus honnête et la plus franche. Il est certain qu'il a voulu, plus d'une fois, notamment dans le Tract n° 90, donner aux doctrines anglicanes une élasticité qui confinait au jésuitisme; mais ce sont là des défauts de son esprit et non de son caractère, et en les incriminant au point de vue moral, M. Kingsley a fait preuve d'aussi peu de discernement que de bon goût. Sommé par le docteur Newman de rétracter cette inconvenante allégation ou de la justifier par des faits, il a dû atténuer en partie son jugement, en le soutenant encore par de faibles raisons. Ses réticences et ses récriminations n'ont eu pour effet que de blesser plus profondément son adversaire, et de lui suggérer la pensée de mettre sous les yeux du public les pièces du procès. Au fond, ce qu'on attaquait dans les opinions du docteur Newman, c'étaient les motifs mêmes de sa conversion, son caractère, son âme tout entière. Un vif sentiment d'honneur outragé lui a mis la plume à la main, et il a publié sous le titre de : *Apologia pro vita sua*, l'histoire complète des évolutions de son esprit qui l'ont amené graduellement jusqu'au seuil de l'Eglise catholique. Il n'entre pas dans nos intentions, ni d'exposer devant le public français le débat qui a été l'occasion de cette publication, ni même l'histoire du mouvement qui a compté le docteur Newman parmi ses plus brillants défenseurs. Mais ce débat nous a mis en possession d'un fragment de l'histoire d'un esprit et d'une conscience. Partout où il est donné de lire une seule page de ce livre immense, c'est notre devoir d'y jeter les yeux et de chercher, dans cette confession individuelle, l'homme de notre temps et l'homme de tous les temps.

L'incessante variation des opinions, le perpétuel *devenir* des esprits et des consciences est un des caractères les plus frappants de notre temps, un de ceux auxquels on peut reconnaître les plus vastes intelligences aussi bien que les plus humbles. Toutefois, malgré tant d'éclatants exemples, nous ne sommes pas encore résignés à tenir pour une des conditions du mouvement général des idées ces continuelles variations des individus. Nous estimons la fermeté et la fixité des opinions, alors même qu'elles prennent à nos yeux le caractère de l'entêtement et de la routine. Les esprits qui se cantonnent dans une idée nous inspirent un respect involontaire qui n'ôte rien à la répugnance que nous éprouvons pour leurs idées, et il semble que nous veuillions leur faire payer par l'impopularité l'admiration qu'ils nous arrachent. Ainsi partagés entre l'amour du progrès et le goût de l'immuable et de l'absolu, nous serions fort embarrassés de décider si la variabilité est une faiblesse ou une qualité de l'esprit. Cela est si vrai que les intelligences qu'une transformation un peu violente amène dans un nouveau parti y rencontrent une certaine défiance, tout en laissant dans celui qu'elles viennent de quitter un involontaire et suprême dédain. Il faut se résigner à n'attendre que d'en haut la récompense des conversions éclatantes. Cette appréciation des variations intellectuelles est-elle un préjugé légué par les âges où l'on croyait à la vérité absolue, ou le jugement inconscient du bon sens? Entre l'étroitesse et l'immobilité de certaines opinions que le flot des idées vient assaillir sans les ébranler, et cette déliquescence continuelle qui fait de l'esprit une sorte de torrent sans rivages, où est la limite qui sépare la fermeté de l'entêtement, la flexibilité de la frivolité? On ne saurait méconnaître, en dehors de l'appréciation des opinions, que certains esprits vous frappent immédiatement d'une impression de justesse et de solidité ; on voit ces inestimables qualités de l'intelligence se manifester dans ceux de leurs jugements qui affectent soit leur conduite privée, soit leurs rapports avec les hommes, dans un je ne sais quoi, en un mot, qui éveille un rapport naturel de justesse entre le jugement et son objet. Et cependant, faites attentivement le tour de ces esprits, pénétrez dans les profondeurs intimes de leurs pensées, et vous serez étonné d'y trouver pour une porte entr'ouverte au sentiment vrai des choses mille avenues fermées à d'autres sentiments, à d'autres idées non moins justes dans leur portée plus haute, et qui sont d'une plus délicate et plus fine appréciation. Y aurait-il donc un bon sens secondaire et un bon sens supérieur, qui ne pourraient jamais habiter côte à côte dans le même esprit? Jetez les yeux d'autre part sur ces vives intelligences qui semblent saisir par une immédiate perception tout ce qui s'agite et passe dans l'atmosphère intellectuelle, et vous trouverez presque toujours cette perméabilité de l'esprit achetée au prix d'une poursuite sans relâche et sans port. Il faut agir cependant : la vie de tous les jours, notre action sur nous-mêmes et sur nos semblables est au prix d'une décision rapide et juste sur les choses et sur les personnes qui nous

entourent. L'étendue de l'esprit serait-elle donc le gage de son inaction, et faudrait-il absolument reléguer dans les sphères de la pure contemplation les esprits qui voient et qui sentent le plus de choses? Faudra-t-il estimer avant tout cette immobilité des opinions qui, fermeté aujourd'hui, ne sera demain que de l'entêtement, et l'humanité serait-elle condamnée éternellement à jeter l'insulte et le mépris à l'erreur d'aujourd'hui qui sera la vérité de demain? On frémit en pensant qu'entre les martyrs et leurs persécuteurs ce qu'on appelle communément le bon sens était du côté de ces derniers. Pilate et Félix étaient vraisemblablement des esprits plus justes qu'Etienne et saint Paul. Pas une génération de l'humanité n'a encore échappé à cette injustice suprême dont les plus nobles victimes s'appellent Socrate, Galilée, sans compter la victime divine qui a triomphé du vieux monde. Ne se trouvera-t-il jamais des hommes qui sentent à la fois la vérité du jour et pressentent la vérité du lendemain que parmi ces esprits sceptiques, qu'une intelligence plus haute garde de l'esprit d'exclusion, et les esprits qui ne changent pas ne sauraient-ils être que ceux qui croient tout ou ceux qui ne croient rien?

Grâce à Dieu, en dehors de ces vastes questions, qui sont aussi anciennes que le monde, la critique n'est pas absolument sans guide et sans boussole dans le discernement des esprits. Habituée à pénétrer dans les jointures les plus délicates de l'âme, à saisir ses mouvements secrets, elle peut arriver à se rendre compte, au moins, des motifs qui déterminent ces changements; elle découvre parfois, sous une uniformité apparente, ce levain caché qui a fait lever toute la pâte. Elle voit ainsi se jeter au travers des opinions, des passions, à travers les passions des mobiles intellectuels, des caprices d'imagination, des bizarreries morales qui donnent la clef de ces intelligences inquiètes et voyageuses. On comprend comment le terrain de leurs opinions se dérobe sous elles au moment où elles s'y croient cantonnées à jamais. Alors, sans mépriser les âmes qui ont été le théâtre de ces révolutions, et en regardant leurs épreuves avec une sympathie non moins respectueuse que celle qu'on accorde à la fermeté des opinions, on arrive du moins à estimer à leur juste valeur et cette étendue d'intelligence qui saisit plus de choses qu'elle n'en peut embrasser, et cette justesse relative qui s'empare avec vigueur de la vérité contingente. Il est, Dieu merci, quelques esprits qui ne sont pas condamnés à l'une de ces deux alternatives, qui savent quitter les positions qui ne sont pas défendables, faire une retraite honorable, et se renouveler sans apostasie et sans palinodie.

Il est, en effet, plus d'une manière de changer d'opinion, et tout changement n'est pas l'indice d'une nature essentiellement variable. Une âme ardente et agitée, une fois entraînée dans la recherche de la vérité, peut errer longtemps de système en système, jusqu'au moment où elle rencontre son lieu. Telle est, par exemple, l'âme qui n'a pas trouvé d'éducation religieuse à son berceau, qui n'a ressenti l'influence d'aucun

milieu. Un saint Augustin a pu vider jusqu'à la lie la coupe des erreurs, sans que sa lèvre en garde même le souvenir. Son âme était pour ainsi dire à la recherche d'une demeure; dès qu'elle la rencontre, elle s'y attache à jamais, elle ne connaît plus ni le doute ni l'hésitation. Ici le voyage n'est qu'un moyen, il n'est ni une nécessité ni un plaisir. Ces mouvements subits qui indiquent qu'une âme a trouvé son abri, sont proprement ce qu'on appelle les conversions. Ils témoignent de l'ardeur et de la passion, et non de l'incertitude de l'esprit. On cherchait et on a trouvé. Aussi ne voit-on jamais en ces âmes, tant qu'elles sont écartées de leur véritable patrie, cette sérénité qui indique la possession de la vérité. On les aperçoit, pour ainsi dire, rôder autour des doctrines, comme affamées de croyance, et saisir quelquefois l'ombre en attendant la proie, jusqu'au moment où elles entrent en possession de leur demeure définitive.

Ce n'est donc pas dans les *Confessions de saint Augustin* que nous trouverons les caractères de la variabilité intellectuelle. Un autre état d'âme, bien fréquent de nos jours, ne nous apporterait pas plus de lumière, c'est celui de ces hommes qui partis d'une foi aveugle et sincère, imposée par l'éducation, aboutissent, après avoir épuisé les déceptions, à la négation absolue de toute croyance positive. Ce sont là des bouleversements et non des variations. L'aveugle à qui les écailles tombent des yeux ne peut pas dire que sa vue est changée, parce qu'il se faisait, dans les ténèbres, une certaine opinion des choses. Il vivait dans un monde fantastique, il est aujourd'hui devant la réalité. Un pareil état d'âme est d'une étude éminemment intéressante, quand c'est une intelligence sérieuse qui en est le théâtre. Un sourd craquement se fait entendre dans l'être tout entier; il semble qu'il va sentir les fondements de son âme s'écrouler sous lui. Peu de pages inspirent une plus respectueuse sympathie que celles où l'illustre et honnête Jouffroy a raconté les angoisses d'une âme qui voit s'enfuir loin d'elle la foi de l'enfance et du foyer paternel. Ainsi, privée subitement de ce qui la faisait vivre, une âme peut aller loin dans la recherche du souverain bien, sans être par elle-même essentiellement variable. Là où il y a souffrance et lutte poignante dans le changement, il n'y a pas à proprement parler variabilité d'esprit. Je ne sais même si j'observerais les caractères de ce phénomène intellectuel dans la grande révolution religieuse qui amena Lamennais des régions extrêmes de l'orthodoxie à la négation absolue du christianisme. L'infortune intellectuelle de Lamennais se rangerait plutôt parmi celles qu'enfante l'esprit de système. En réalité, Lamennais n'a eu qu'un système, l'absolu, et il n'a fait que l'appliquer successivement aux doctrines qui s'offraient à son regard, sans y trouver jamais l'apaisement de son esprit. Il n'y a jamais eu chez lui un christianisme vivant et faisant corps avec sa pensée : il y a eu un système qui s'est écroulé le jour où son auteur l'a confronté avec la réalité des choses. Il y a eu, non pas

évolution, mais bouleversement de l'esprit. L'âme de Lamennais ne pouvait souffrir qu'un seul déchirement; le jour où il renonça à dire la messe, la révolution était complète et irrévocable. Ce n'est point à ces caractères violents que se reconnaît le véritable esprit de changement. L'esprit variable est celui pour lequel le changement est une sorte de jouissance, et auquel toute opinion nouvelle apparaît comme une véritable illumination. Voyageur toujours pressé de partir, l'esprit variable regarde en avant, jamais en arrière. L'opinion qu'il aura demain vient pour ainsi dire le caresser doucement, au moment où il se berce encore dans la quiétude de l'opinion d'aujourd'hui. L'imagination l'embrasse pour ainsi dire à l'avance; elle s'y établit, et savoure déjà les jouissances de ce nouveau logis. Le jour où il faudra dire adieu à une doctrine longtemps chérie, oh! sans doute il y aura déchirement et regret, et d'ailleurs les hommes sauront bien rendre le passage assez pénible et assez amer; mais dès que l'âme sera établie dans sa doctrine nouvelle, elle croira y avoir toujours été. L'esprit variable ressemble à ces hordes d'Arabes qui plantent leurs tentes dans une prairie, baignée d'un clair ruisseau; tant que leurs troupeaux y trouvent de l'eau et une herbe grasse, ces nomades ne savent point où ils seront demain; le jour où ils trouvent le ruisseau à sec et l'herbe tondue, ils lèvent leur tente sans regret pour aller la planter ailleurs. Et il ne faut pas dire que les intelligences légères sont seules exposées à ces révolutions insensibles de la pensée. La nature a de bizarres caprices, il lui plaît parfois d'associer des esprits profonds et inquisitifs à des imaginations vives; il lui plaît de créer des intelligences supérieures, qui tout en recevant vivement la lumière, ne la reçoivent que d'un côté à la fois, devant lesquelles les opinions semblent vouloir défiler tour à tour, ne découvrant d'elles-mêmes que la partie qui doit captiver et retenir. Lorsque de pareilles intelligences ont ainsi longtemps erré dans le dédale des opinions, lorsqu'elles ont pu observer, comme Ulysse, dans les contrées intellectuelles « beaucoup de villes et les mœurs de beaucoup d'hommes, » si leur vigueur primitive ne s'est point émoussée dans cette circumnavigation des choses, si leur âme est restée pure de tout compromis honteux de la pensée avec les intérêts, je crois bien qu'elle répandra les parfums les plus fins et les plus exquis de l'esprit. Quand le hasard met sur notre chemin une de ces âmes délicates longtemps éprouvées par leurs propres changements, il faut essayer de les goûter et de les comprendre; il faut être les Laërte et les Pénélope de ces navigateurs errants. Les meilleurs pilotes sont ceux qui ont vu le plus d'écueils, et il y a beaucoup à apprendre de ceux qui y ont heurté leur barque sans la briser.

(*Suite.*) EDMOND DE GUERLE.

HISTOIRE RELIGIEUSE

—

LA PAPAUTÉ AU COMMENCEMENT DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

MÉMOIRES DU CARDINAL CONSALVI,
publiés par M. Crétineau-Joly.

A une époque où les études historiques prennent chaque jour de nouveaux développements, nous devons accueillir avec bonheur les documents qui nous sont fournis sur une des périodes les plus agitées et les plus fertiles en enseignements de l'histoire contemporaine. C'est à ce titre que les ouvrages de Consalvi méritent d'attirer notre attention. Ces mémoires nous fournissent en effet des détails précieux pour juger toute une époque de l'histoire contemporaine. Ils nous dépeignent d'une façon saisissante les mœurs du clergé romain, ils nous dévoilent également quelles étaient les intentions des ennemis de la république française; leur caractère ambitieux, rapace et despotique est bien mis à jour; enfin ils viennent confirmer le jugement que l'on pouvait déjà se faire de Napoléon Ier; ils nous le montrent violent, impérieux, habile jusqu'à la ruse : voilà le caractère du premier consul tel qu'il est esquissé à grands traits dans les Mémoires en question.

C'est donc à ce triple point de vue que nous nous proposons d'étudier l'ouvrage que vient de publier M. Crétineau-Joly. Nous ne dirons rien de la préface de ce dernier, qui n'est qu'un pamphlet contre les idées libérales; nous nous étonnons seulement que de semblables théories aient pu prendre pour point d'appui le livre dont il s'agit, et que l'auteur n'ait pas tiré de ces mémoires et des faits qui y sont racontés des enseignements complétement différents. Mais avant d'aborder l'analyse de ces écrits,

nous devons dire quelques mots de la vie du cardinal, afin de voir quelle est la foi que nous devons ajouter à ses assertions.

Né à Rome le 8 juin 1757, le cardinal Consalvi appartenait à une des plus grandes familles romaines, celle des Brunacci. Un de ses aïeux, héritier du dernier des Consalvi, se vit forcé par le testament qui l'instituait à prendre le nom et les armes de cette dernière famille, qui était de noblesse nouvelle. Jamais le cardinal ne songea à rappeler sa véritable origine, « persuadé, nous « dit-il, que la plus précieuse noblesse est celle du cœur et des « actions. » Orphelin de bonne heure, dès que l'âge le lui permit, il entra dans la carrière ecclésiastique; ses premiers pas furent lents, son indépendance de caractère, la promesse qu'il s'était faite à lui-même de ne jamais rien solliciter, son éloignement pour toutes les places entraînant quelque responsabilité, le laissèrent languir assez longtemps dans les postes inférieurs. Grâce cependant à sa prodigieuse activité, et au talent dont il fit preuve dans plusieurs circonstances difficiles, il était déjà assesseur de la congrégation militaire, lorsque arriva la mort du général Duphot.

Ce meurtre fut la cause de l'invasion française, les armées du Directoire pénétrèrent à Rome, et ce fut alors que commencèrent les malheurs du cardinal. A partir de ce moment, il se vit tantôt au comble de la gloire, tantôt au contraire exposé à tous les affronts; tantôt secrétaire d'Etat, c'est-à-dire le premier après le pape, tantôt sur le point d'être promené dans les rues de Rome sur un âne, et flagellé par les sbires qui devaient l'accompagner; tantôt recevant des témoignages de sympathie de toutes les puissances étrangères, participant au traité de Vienne, intercédant même pour l'homme qui l'avait si cruellement persécuté, alors que ses ennemis le retenaient captif à Sainte-Hélène, tantôt au contraire errant et exilé pour avoir rempli son devoir. Le cardinal se montra également grand dans la bonne et la mauvaise fortune. Dans l'une comme dans l'autre, son désintéressement et son intégrité se montrèrent à toute épreuve, et il a pu se rendre à lui-même ce glorieux témoignage, « qu'il n'avait jamais abusé « de l'autorité, et que personne ne pourrait lui reprocher le plus « léger excès, le moindre orgueil, ou la plus petite dureté. » Pendant le cours de sa carrière il sut repousser toutes les libéralités qui lui étaient offertes; le legs qui lui fut laissé par le cardinal duc d'York, le bénéfice qui lui fut conféré par le roi d'Espagne, les cadeaux même que reçoivent les nouveaux *porporati*, le traitement alloué aux cardinaux français, l'indemnité d'entretien en France, tout fut constamment refusé par lui.

Son courage trouva plus d'une fois l'occasion de se montrer

dans tous les démêlés qu'il eut avec la France. Nous raconterons plus loin sa résistance à l'empereur, soit à propos du concordat, soit à propos du mariage de Napoléon; qu'il nous suffise maintenant de rapporter le fait suivant : Après la chute du souverain pontife, traîné par la force à Paris, le cardinal fut, lors de sa présentation à l'empereur, accueilli par ces paroles : « Si vous « fussiez resté au ministère, les choses ne seraient pas allées « aussi loin; » le cardinal, croyant voir dans ces mots un blâme de la politique du pape et l'espoir qu'il aurait déserté les intérêts du saint-siége, lui répondit avec fermeté : « Sire, si j'eusse « été secrétaire d'Etat, j'aurais fait mon devoir. » L'empereur ne tenant aucun compte de cette réponse, il la répéta jusqu'à trois fois, et cela au moment où l'un des autres cardinaux, s'entendant nommer Espagnol, crut devoir renier sa patrie, et ajouter vivement *de Majorque*.

Tel est celui qui nous a raconté les rapports du saint-siége avec les puissances européennes aux moments les plus critiques de la révolution française et de l'empire. L'homme connu, nous savons la confiance que méritent ses récits, et nous pouvons dès à présent raconter les événements qui font l'objet des Mémoires du cardinal.

I.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la mort du général Duphot avait amené l'invasion des Etats romains par les troupes du Directoire. Jamais on n'a connu la vérité sur cette histoire, et le cardinal n'a pu être mieux informé que ses contemporains. Désireux cependant de rejeter la faute sur les ennemis du saint-siége, il nous raconte que le général Duphot s'était mis à la tête de rebelles, et était allé attaquer un poste de soldats romains; un seul coup de fusil aurait été tiré par l'un de ces derniers, et la balle aurait atteint le général. Quoi qu'il en soit, que la version du cardinal soit exacte, ou qu'au contraire quelque fanatique, croyant sans doute être agréable à Dieu, ait assassiné le général Duphot, toujours est-il que Rome fut occupée par les armées du Directoire; le pape, arrêté, conduit à Florence, alla bientôt après mourir à Valence. Quant au cardinal Consalvi, écroué au château Saint-Ange, conduit à Civita-Vecchia, ramené à Rome au moment où il allait s'embarquer pour Livourne, retenu quelque temps prisonnier, déporté à Naples en compagnie de galériens, parti de là pour visiter en secret le souverain pontife, il se trouvait enfin à Venise, lorsque arriva la mort du pape

Pie VI, et que le conclave se réunit dans cette ville pour lui désigner un successeur.

Depuis le moment où Consalvi avait quitté Rome, les événements avaient bien changé; les armées du Directoire naguère victorieuses avaient dû se retirer, toutes leurs conquêtes avaient été perdues, et les légations étaient échues à l'empereur d'Autriche, alors que le roi de Naples occupait Rome avec ses armées. L'Autriche victorieuse dictait donc en ce moment des lois à toute l'Italie, et le saint-siége n'avait plus de domaine temporel. Cette situation devait exercer une grande influence sur le conclave qui allait s'ouvrir, précisément à Venise, dans une ville italienne appartenant à l'Autriche. Il était évident, même avant la réunion des cardinaux, qu'ils allaient se trouver sous la domination de l'Empereur, et que dans l'espoir de ressaisir un domaine temporel qui échappait à la papauté, le conclave allait faire beaucoup trop de concessions à celui qui occupait les Etats pontificaux, et qui pouvait les restituer ou les conserver à son choix; mais suivons pas à pas le récit du cardinal.

A peine le conclave fut-il réuni qu'il fallut s'occuper de désigner un secrétaire, dont le premier soin serait de notifier la mort de Pie VI aux souverains de l'Europe. Les concurrents ne manquèrent pas, un tel emploi devait mettre en relief celui qui en serait investi; c'était d'avance une recommandation auprès du nouveau pontife qui allait être élu. Fidèle à ses principes, Consalvi ne demanda rien et ne se mit même pas sur les rangs; quelle ne fut donc pas sa surprise en apprenant qu'il avait été choisi? Son habileté déjà éprouvée, son mérite reconnu, ses malheurs passés, tout l'avait désigné au choix des cardinaux qui s'étaient empressés de le nommer. Il rédigea de suite ses lettres à l'empereur d'Autriche, à l'empereur de Russie bien que schismatique, à cause des ménagements que les armées russes avaient toujours gardés envers le saint-siége, et à Louis XVIII qui à ses yeux était le roi de France. Les lettres expédiées, le local préparé aux frais de la chancellerie d'Autriche, qui subvenait à toutes les dépenses, ce qui faisait encore mieux ressortir la dépendance où l'on se trouvait à son égard, les cardinaux purent se réunir le 30 novembre; ils étaient au nombre de 34.

Au lieu de procéder immédiatement à la nomination du nouveau pape, l'on crut devoir attendre que le cardinal Herzan, qui, aux yeux de tous, était le représentant de l'Autriche, fût arrivé. C'était déjà une condescendance bien grande, et une puissance voyant que l'on use de tels ménagements à son égard, peut croire qu'elle n'a qu'à parler pour être obéie; c'est ce qui eut lieu. « On espérait ainsi, nous dit Consalvi, rendre ce prince plus

« bienveillant et plus disposé à restituer tous les domaines de « l'Eglise au nouveau vicaire de Jésus-Christ. » Dès le premier vote dix-huit voix se portèrent sur le cardinal Bellisomi, évêque de Césarée ; bien plus, le nombre des cardinaux qui se rallièrent à ce nom dans les conversations privées s'éleva tellement que l'on crut à la nomination de Bellisomi dès le lendemain. Il semblait que dans des circonstances aussi critiques la voix de Dieu eût voulu se faire entendre ; mais le cardinal Herzan, représentant de l'Autriche, ne voulait pas laisser nommer Bellisomi, parce qu'il savait qu'il trouverait en lui un pontife intègre, qui ne sanctionnerait jamais la possession des Etats romains par l'empereur d'Autriche ; il fallait donc trouver le moyen d'entraver une élection qui se présentait sous d'aussi heureux auspices. Il avait pour mission de l'Empereur de favoriser autant que possible l'élection de Mattei, qui avait négocié et signé le traité de Valentino. Herzan espérait que Mattei condescendrait aux volontés de son souverain, et confirmerait au profit de celui-ci la cession imposée à Pie VI. La majorité donnée à Bellisomi troubla donc profondément le cardinal Herzan. Pour réussir dans ses projets, il fallait diviser les cardinaux, empêcher les dissidents de se réunir à Bellisomi, et pour cela gagner du temps ; or l'élection paraissait assurée dès le lendemain. Herzan alla trouver le cardinal Albani, doyen du sacré collége ; il lui exposa combien il était important de capter la bienveillance de l'empereur d'Autriche ; il ajouta que ce dernier, tout en appréciant les qualités de Bellisomi, préférerait Mattei ; et il termina en lui demandant de travailler avec lui à cette élection. Albani répondit que la nomination de Bellisomi était déjà assurée ; que cependant, si la cour d'Autriche avait prononcé contre lui une exclusive formelle, on pourrait penser à un autre sujet. Herzan déclara qu'il n'avait pas ordre de signifier l'exclusive contre Bellisomi ; mais il demanda un délai de douze jours pour expédier un courrier à l'Empereur. Sur l'engagement que prit Herzan de s'opposer à tous complots entravant l'élection, Albani commit la faiblesse d'accorder le délai demandé.

Il y avait dans le sein du conclave un homme désirant toujours dominer, qui voyait avec peine que le nouveau pontife ne lui serait pas redevable de son élection. Aussi pendant le délai obtenu, Antonelli forma-t-il un parti d'opposition assez nombreux pour entraver l'élection de Bellisomi ; et tous les opposants se réunirent à Mattei. Les douze jours expirés, Herzan, jetant le masque, déclara hautement qu'il n'avait pas de réponse de sa cour ; que d'ailleurs Bellisomi n'avait plus la majorité nécessaire. Après de nombreux tours de scrutin, dans lesquels

Bellisomi avait toujours seulement une vingtaine de voix et Mattei une dixaine, les cardinaux n'espérant plus réussir à faire passer le candidat de leur choix, songèrent à trouver un troisième sujet.

Quelques-uns pensèrent à Gerdil; mais Herzan déclara au nom de la cour impériale que ce cardinal, à cause de sa nationalité (il était Piémontais), ne pouvait être élu pape. Plusieurs des partisans de Bellisomi et de Mattei furent présentés, mais aucun ne put réunir les deux factions opposées. Les choses en étaient là, lorsqu'un cardinal du parti Mattei, le célèbre Maury, eut l'idée de faire choisir par les siens le pape dans la faction Bellisomi; il espérait par là sauvegarder l'amour-propre de tous; ses vues se portèrent sur Chiaramonti, évêque d'Imola. Le cardinal Maury en parla à Consalvi, et il fut convenu entre eux que l'on ferait entretenir Antonelli de ce projet par Pinto Poloni, qui lui soufflerait cette pensée de manière à lui faire croire qu'il était l'auteur de cette combinaison; c'était le seul moyen d'avoir son concours. Les choses se passèrent ainsi; Consalvi alla de son côté avertir le cardinal Braschi, oncle de Chiaramonti, et il fut convenu qu'Albani agirait auprès de son parti. Antonelli, heureux d'avoir trouvé un moyen de sortir d'embarras, se transporta chez le cardinal Braschi, pour l'entretenir de ce qu'il appelait son projet. Braschi, qui savait tout, objecta la jeunesse de son neveu, afin de laisser à Antonelli le plaisir de le réfuter. Il fallut alors s'adresser à Herzan; c'est ce que fit Antonelli. Herzan, n'espérant plus faire passer Mattei, consentit à laisser nommer Chiaramonti, qui eut ainsi les voix de la faction Mattei. Albani réussit assez vite à assurer le concours des siens, et la nouvelle retentit dans tout le conclave. Enfin, le 14 mars, après trois mois et quatorze jours, l'élection fut faite, et Chiaramonti fut nommé pape sous le nom de Pie VII.

Huit jours après l'élection, a lieu d'habitude le couronnement dans la principale église de la ville; on pensait qu'il aurait lieu dans la basilique de Saint-Marc. Le gouvernement impérial, mécontent de l'issue du conclave, contrarié que Mattei n'eût pas été élu pontife, refusa cet édifice, alors même que les offrandes des fidèles dussent payer les frais; et la cérémonie eut lieu dans l'église annexée au conclave. Le couronnement du pape était la manifestation de son pouvoir temporel, et l'Autriche était peu décidée à renoncer aux Etats pontificaux. Elle voulait même s'emparer de Rome occupée par le roi de Naples qui, pour prévenir le danger, avait déclaré garder cette capitale pour la rendre au souverain pontife. La politique de ce dernier Etat était cependant la même que celle de l'Autriche; et quelque temps

auparavant, convaincu de la faiblesse de la cour impériale, ce roi avait manifesté des dispositions contraires. En outre, en réponse à sa lettre de communication, le pape fut invité à aller à Vienne ; on voulait ainsi le détourner du voyage de Rome ; mais Pie VII répondit qu'il voulait de suite retourner dans ses Etats.

Quelque temps après, le marquis Ghislieri se présenta en qualité d'envoyé de l'Empereur ; il venait au nom de sa cour offrir la restitution des Etats romains, à l'exception de Ferrare, Bologne et Ravenne qui lui seraient cédées de nouveau. Le pape refusa énergiquement, et demanda la restitution immédiate et intégrale de tous les Etats romains. Ne pouvant rien obtenir de Ghislieri, il réclama directement auprès de la cour impériale, qui ne lui accusa même pas réception de ses lettres. C'est alors que Pie VII adressa à Ghislieri ces paroles prophétiques : « Que « Sa Majesté prenne bien garde de placer dans son vestiaire des « habits qui ne sont pas les siens, mais ceux de l'Eglise ; car, « non-seulement elle ne saura pas en jouir, mais encore ils pour- « ront communiquer la teigne à ses propres vêtements, c'est- « à-dire à ses Etats héréditaires. » Deux mois plus tard, Bonaparte était victorieux à Marengo ; et peu de temps après, Vienne elle-même était aux mains de l'ennemi.

Le pape voulant partir pour Rome, on lui fit faire le voyage par mer sur la *Bellone*, frégate mal équipée. Après une traversée fatigante et pénible, on parvint à Pesaro ; de là le voyage se continuant par terre, le pape arriva à Ancône presque au moment de la bataille de Marengo. Il entra dans sa capitale le 3 juillet 1800. Cette ville lui fut restituée par le roi de Naples, qui fit cependant tous ses efforts pour conserver le duché de Bénévent.

Nous avons simplement analysé l'ouvrage du cardinal, ne nous permettant que de très rares et très courtes observations ; qu'il nous soit seulement permis de faire une remarque à la fin de ce récit, et de signaler la faiblesse des cardinaux qui laissèrent arracher la couronne pontificale de la tête de Bellisomi, sur laquelle elle était déjà placée, pour obéir à l'empereur d'Allemagne ; qu'il nous soit également permis de flétrir la conduite hypocrite de cette cour, faisant espérer au conclave la restitution des biens de l'Eglise, pour faire nommer souverain pontife le seul cardinal duquel elle pût espérer obtenir la cession des biens pontificaux, cession déjà consentie et signée par lui au nom de Pie VI au profit de la France par le traité de Valentino. Il nous semble que pour un gouvernement qui faisait une guerre acharnée contre la France pour faire respecter un prétendu principe de légitimité, qui avait poussé des cris d'indignation contre l'in-

vasion des Français sur le territoire pontifical, qui plus tard devait protester contre les annexions du royaume d'Italie faites non par la force mais au nom de la souveraineté populaire, qui déclare aujourd'hui considérer le pouvoir temporel du pape comme une garantie essentielle de l'ordre européen ; cette conduite était bien étrange. Elle ne l'était pas moins de la part du roi de Naples, qui voulait bien conserver les Etats d'autrui, mais qui crie aujourd'hui à la spoliation, parce que ses sujets ne veulent plus de lui. L'on peut juger par leur conduite d'alors de leur sincérité d'aujourd'hui, et ces récits simples et naïfs du cardinal devraient, ce nous semble, suffire pour édifier ceux qui peuvent encore croire à la bonne foi et à la sincérité de ces princes tombés odieux à leurs sujets, qui réclament au nom de principes complétement erronés, qu'ils ont été les premiers à méconnaître.

II.

De retour à Rome, Consalvi, en sa qualité de secrétaire d'Etat de Pie VII, eut à s'occuper des rapports du saint-siége avec les puissances étrangères ; et il dut en même temps songer à opérer des réformes intérieures. Tous ces efforts pour conserver la paix avec les autres monarques et pour améliorer l'administration pontificale nous sont racontés par lui-même dans ses Mémoires sur son ministère.

Le nouveau secrétaire d'Etat était un de ces hommes consciencieux et intègres qui remplissent dignement toutes les charges qui leur sont confiées ; il aurait voulu se vouer entièrement au bonheur de ses administrés, mais les préoccupations extérieures l'empêchèrent d'apporter dans l'administration toutes les réformes qu'il aurait désirées. Voyons cependant ce qu'il fit, et quel fut le résultat de tous ses efforts ; et après cela demandons-nous s'il est possible d'introduire dans le pouvoir temporel du pape les réformes légitimes que réclament aujourd'hui les aspirations des Romains, alors que des réformes bien moins radicales entreprises par un homme aussi habile et aussi honnête que le cardinal Consalvi n'ont pu aboutir, non pas qu'elles aient été repoussées par les populations, mais parce que le cardinal trouvait des résistances trop vives dans le clergé romain.

Le moment où le pontife nouveau entrait dans Rome était admirablement choisi pour opérer des réformes ; et si des idées libérales pouvaient jamais prévaloir auprès du souverain pontife, c'était l'époque où il pouvait les manifester le plus librement. Le cardinal nous le dit lui-même ; après nous avoir mon-

tré la difficulté d'une réorganisation immédiate, à cause du départ des anciens fonctionnaires et de l'impossibilité de trouver de suite à Rome un nombre suffisant de prélats, il ajoute : « En « rétablissant l'ancien ordre de choses, il était facile de tirer un « bien de ce mal ; quoique les institutions du gouvernement pon- « tifical fussent très sages, il est cependant hors de doute que « certaines d'entre elles dégénéraient de leur primitive origine ; « on en avait altéré, changé ou corrompu quelques autres, et il « s'en trouvait qui ne convenaient plus aux idées nouvelles et « aux nouveaux usages. »

Afin d'opérer les modifications nécessaires, une congrégation de cardinaux fut chargée de signaler les abus de l'ancienne organisation et d'indiquer les remèdes que l'on pouvait y apporter. Que fit cette commission ? Au milieu des abus sans nombre qui existaient dans le clergé, elle releva divers détails, *mais ne régla pas le plus important ;* ce sont les expressions mêmes de l'auteur. Elle se borna à proposer d'établir les députations de l'annone, des vivres et des spectacles, et de donner ces emplois à des laïques. Malgré les réclamations du clergé, les réformes proposées par la congrégation furent adoptées ; mais les prélats nouvellement nommés, quoique n'ayant exercé aucune fonction sous l'ancien régime, ne purent s'habituer aux différences introduites soit dans l'extension de la juridiction laïque, soit dans la diminution des traitements. Ce fut ainsi que l'œuvre la plus libérale entreprise par Consalvi, la liberté du commerce, rencontra le plus violent adversaire dans le cardinal Braschi. Les bonnes intentions ne manquèrent pas à Consalvi ; on fonda un nouveau système pour l'administration des communes et des municipes ; un plan fut mis à l'étude afin d'opérer l'extinction de leur passif successivement accru ; les arts furent favorisés, de nombreux travaux publics entrepris ; mais aucune réforme un peu radicale ne fut tentée, parce qu'elle était impossible. Laissons parler le cardinal :

« S'il est partout difficile de vaincre les vieilles habitudes, d'opérer des réformes et d'introduire des innovations, il faut avouer que cela le devient bien davantage à Rome, ou, pour mieux dire, dans le régime pontifical. Là, tout ce qui existe depuis quelque temps est regardé avec une sorte de vénération, comme consacré par l'antiquité même de son institution. Personne ne prend la peine de remarquer qu'il est souvent faux que telles et telles règles aient été établies dans l'origine comme elles apparaissent actuellement. Parfois même, il arrive qu'elles sont altérées, soit par les abus dont nulle institution humaine ne peut assez se garantir, soit par d'autres vicissitudes, soit par le temps lui-même. En outre, ce qui, à Rome plus que partout ailleurs, s'oppose aux réformes, c'est la qualité de ceux qui, dans ces réformes, perdent quelques attributs de leur juridiction ou

d'autres priviléges. La qualité dont ils sont revêtus fait qu'il est plus malaisé de vaincre leur résistance, et, par ces justes considérations, le pape lui-même se trouva forcé quelquefois d'y avoir égard. Et c'est précisément en vue de telles déférences que je ne puis pas longuement énumérer ces obstacles, et d'autres semblables, fourmillant à Rome plus que partout et s'opposant à toute espèce d'innovation. Je me tairai donc sur ce point. »

A entendre ces paroles de découragement, on croirait que tout espoir est perdu pour lui. Non, une seconde chute du gouvernement pontifical lui permet encore d'espérer.

« Je ne puis m'empêcher d'ajouter ici une réflexion. La Providence a permis une seconde chute du gouvernement pontifical, onze ans après son rétablissement. Si cette Providence permettait une seconde résurrection, il serait à désirer que le nouveau pouvoir, en trouvant tout changé et détruit derechef, profitât de ce malheur pour en recueillir plus de fruits qu'on n'en avait tiré lors de la première restauration. En maintenant les constitutions et les bases du saint-siége, il faudrait d'une manière victorieuse surmonter tous les obstacles s'opposant aux changements et aux réformes que pourraient avec raison exiger l'antiquité ou l'altération de certaines institutions, les abus introduits, les enseignements de l'expérience, la différence des temps, des caractères, des idées et des habitudes. Il est permis de formuler ces vœux à celui qui ne les exprime point par mépris des choses anciennes, par amour de la nouveauté ou par singularité d'idées, mais qui ne souhaite tout cela que pour le plus grand bien du gouvernement pontifical dont il est si fier d'être membre, malgré son indignité, gouvernement auquel il reste si profondément attaché, qu'il sacrifierait pour lui jusqu'à son existence. »

1815 arrive, le pape reprend ses Etats, Consalvi redevient ministre; que fait-il? Rien. Les réformes ne furent pas plus essayées que lors de la première restauration du saint-siége; qu'il nous soit permis, tout en reconnaissant l'habileté et l'honorabilité du cardinal, de dire qu'à cette époque il ne sut pas voir l'ancre de salut qui lui était offerte. Il aurait dû rompre avec le passé; au lieu de cela il combat la plus essentielle de toutes les libertés, la liberté de la presse.

« J'ai osé dire que la liberté de la presse, telle qu'elle est établie en France par la charte royale, est l'arme la plus dangereuse qui ait jamais été mise entre les mains des adversaires de la religion et de la monarchie. La liberté de la presse n'est point un mal passager et limité; il sera permanent et se développera, pour ainsi dire, à chaque crise publique ou à chaque commotion sociale. Les périls qu'elle propage sont palpables et incalculables; ses avantages ou ses bienfaits nuls ou neutralisés par de criminelles influences. Le roi Louis XVIII a, selon moi, le très grand tort de regarder comme nécessaire et sage cette pondération de pouvoirs. Il croit à son œuvre, il s'y est attaché par une tendresse de père; mais le prince régent, qui a depuis longtemps expérimenté ce despotisme de la pensée exercé par des inconnus ou par des gens malheureusement trop

connus, se rapprocherait beaucoup plus vite de mes appréhensions que des théories libérales du Bourbon. Le prince régent m'a fait l'historique et le tableau de la presse dans son pays; il m'en a très bien déduit les avantages et les inconvénients pour ce royaume tout exceptionnel, mais il s'effraye pour le continent de ce danger nouveau qu'on offre aux peuples mêmes qui ne pensent pas à le réclamer. C'est cependant, à n'en pas douter, avec cette puissance occulte, mise en jeu à chaque heure et parlant en même temps aux diverses passions, qu'il faudra compter un jour. L'Europe vient d'éprouver de longues années de discorde et de guerre; mais, au milieu de toutes les calamités endurées, elle n'a jamais été menacée d'une plus étonnante perturbation. L'anonymat sera bientôt le régulateur de la conscience publique, et il faudra courber le front sous la plume ou sous le fouet de maîtres innommés auxquels la veille nous aurons fait l'aumône. Les uns voient le péril, et ils le défient en souriant; les autres l'acceptent comme un essai; personne ne veut comprendre que c'est inoculer aux populations une fièvre sans terme et sans repos. On s'applique à tracer les frontières de tel ou tel Etat; on le garantit contre les empiétements d'un voisin; l'Europe lui assure sa sécurité intérieure et sa prépondérance extérieure; puis, par un non-sens dont elle n'ose pas calculer la portée, elle voue d'avance tous les peuples à des révolutions sans fin et à des erreurs qui engendreront des crimes inévitables et des passions sans cesse renaissantes que rien ne pourra assouvir. La lutte entre le bon et le mauvais principe ne sera jamais à armes égales. Le talent, le génie lui-même, ne pourront triompher dans ces combats quotidiens, où des plumes vénales et pleines de fiel prendront à partie les gens de bien, dénatureront les actes et les caractères, et s'offriront chaque matin comme les seuls défenseurs des peuples et de la liberté. Ces maux que je prévois, et qui ne tarderont pas à fondre sur l'Europe en la désorganisant de la base au sommet, deviennent l'une de mes plus constantes préoccupations; car ce sera de toute évidence, au siége de Pierre comme au fondement de toute vérité et de toute stabilité, que les journaux, une fois maîtres du terrain, adresseront leurs coups les plus terribles. Nous désarmons la citadelle, et nous livrons la place à l'ennemi. Un jour, il y entrera avec armes et bagages. »

Le cardinal voit bien le danger que court le pouvoir temporel; mais il n'a pas su le conjurer. Que pourront donc faire aujourd'hui ses défenseurs, qui n'ont pas le talent et l'expérience du cardinal? Rien, s'ils suivent la même voie. L'Encyclique du 8 décembre donne la mesure de ce qu'on peut attendre d'eux. La papauté n'a d'autre chance de salut que celle que lui offre la convention du 15 septembre et qu'elle refuse si obstinément. Le pouvoir spirituel ne peut être sauvé désormais que par la chute du temporel.

III.

Il nous reste maintenant à voir quels ont été les rapports du saint-siége avec la France, depuis la nomination de Pie VII jusqu'au moment où le gouvernement pontifical fut renversé par

l'empereur des Français. Nous serons à cet égard aussi bref que possible; cependant la multiplicité et l'importance d'événements qui ont encore aujourd'hui leur contre-coup, nous forceront d'entrer dans quelques détails.

Au moment où Pie VII rentra à Rome avec Consalvi pour secrétaire d'Etat, les armées françaises étaient victorieuses en Italie; la république cisalpine était de nouveau rétablie, et le premier consul n'avait qu'un mot à dire pour incorporer dans ce nouvel Etat les provinces pontificales ou pour ressusciter la république romaine; mais en ce moment il avait d'autres vues; il sentait qu'il avait besoin du souverain pontife, il fallait le ménager; plus tard, lorsqu'il croira son pouvoir affermi, lorsqu'il s'imaginera n'avoir plus rien à craindre ni des ennemis extérieurs, ni des partis politiques à l'intérieur, nous le verrons changer complétement de ligne de conduite. N'anticipons pas sur les événements.

Pour bien comprendre le mobile de la conduite du général Bonaparte, il est, ce nous semble, indispensable de jeter un coup d'œil sur la situation de la France en ce moment, tant au point de vue politique qu'au point de vue religieux. Le Consulat venait de succéder au Directoire; on a souvent été injuste envers ce dernier gouvernement; nous ne voudrions pas en faire un éloge exagéré, nous croyons cependant devoir dire que selon nous la constitution de l'an III a été l'une des plus libérales que nous ayons eues. Au sortir de la tourmente révolutionnaire, il sentait sa faiblesse, et n'avait pas assez de confiance en lui-même; ce fut là son principal défaut, ce fut la cause de sa chute. S'il avait eu à rendre compte de ses actes à un gouvernement fort et puissant, le général Bonaparte n'aurait pas laissé sans ordre et sans autorisation entre les mains d'un de ses lieutenants le commandement qui lui était confié, et ne serait pas venu d'Egypte pour entreprendre le 18 brumaire : coup d'Etat qui n'avait même pas son excuse dans la nécessité, et que M. Thiers a eu le tort de justifier, parce qu'alors même qu'il eût sauvé la France, il n'eût pas été légitime, à moins qu'on n'admette cette détestable maxime : que la fin justifie les moyens.

Quoi qu'il en soit, de retour d'Egypte, profitant de l'influence que ses victoires lui donnaient sur l'armée, aidé de son frère Lucien, il chassa les représentants de la nation, et établit une nouvelle constitution. Sentant son pouvoir faible à l'intérieur, menacé par les ennemis du dehors, il se tourna contre ces derniers, et voulut en remportant des victoires flatter la passion guerrière de la nation française; il espérait après faire plus facilement accepter son joug. D'un autre côté, il était effrayé par

le parti catholique en France. L'Eglise était sous le Directoire complétement indépendante de l'Etat, et les hommes qui ont fait à ce sujet des recherches spéciales affirment que la foi, loin d'en souffrir, s'était au contraire fortifiée; mais le pouvoir de l'Eglise ne pouvant être accepté par le premier consul comme existant à côté du sien, il trouva très avantageux de faire un moyen de soumission de ce qui aurait dû demeurer une condition d'indépendance. Placer l'Eglise sous sa domination, se faire d'un prétendu rétablissement de la religion un titre à la reconnaissance des fidèles, s'appuyer ensuite sur le clergé pour écraser les révolutionnaires, tel était le désir du premier consul. Pour cela il fallait ménager le pape, et obtenir de lui un concordat qui plaçât l'Eglise française sous la domination du souverain. Malheureusement la papauté n'a jamais compris les avantages qu'elle pouvait retirer d'une Eglise libre, et elle a toujours préféré le système des concordats, alors même qu'elle dût faire de nombreux sacrifices; c'est ce que nous allons voir dans le récit de Consalvi, et le mobile que nous attribuons au premier consul se trouvera confirmé par les Mémoires du cardinal.

Ce fut donc afin de se ménager les faveurs du nouveau pape que le général Bonaparte donna ordre à ses lieutenants de respecter les Etats du souverain pontife comme un territoire ami, et que peu de temps après, par l'intermédiaire du cardinal Martiniana, il lui fit demander d'entrer en pourparlers pour arranger les affaires religieuses de la France. Il demandait l'envoi à Turin de Monsignor Spina, afin de s'aboucher avec lui. Il serait trop long d'entrer dans tous les détails des négociations qui eurent lieu au sujet du concordat, nous nous bornerons à en esquisser à grands traits les phases diverses. Dès le début, le premier consul fit comprendre qu'il entendait parler en maître plutôt qu'en égal; et lorsque Spina arriva à Turin, il était déjà parti, lui laissant l'ordre d'aller le rejoindre à Paris. C'était un manque d'égards sans exemple, mais, pour obtenir un résultat comme celui qu'il espérait, Pie VII ne crut pas devoir faire des difficultés relatives à l'étiquette, et Spina partit pour la capitale de la France. Il ne tarda pas à adresser au pape un projet de concordat qui lui semblait à peu près admissible. Pie VII le renvoya après lui avoir fait subir quelques modifications. Ce fut alors qu'une note fut transmise au saint-siége par l'intermédiaire de M. Cacault, représentant de la France à Rome; le premier consul exigeait, sous menaces de recommencer les hostilités, que le projet envoyé fût signé dans les cinq jours. Le pape, ne pouvant accéder à ce désir, et M. Cacault déclarant ne pouvoir rester à cause des ordres formels qui lui étaient donnés, il fut décidé que Consalvi

irait lui-même à Paris, ce qui flatterait le premier consul, et que, pour prévenir les inconvénients qui pourraient résulter du départ de l'ambassadeur français, M. Cacault et Consalvi sortiraient de Rome dans la même voiture ; c'est ce qui eut lieu.

Le cardinal arriva à Paris le 21 juin. Fidèle à la politique d'intimidation, qu'il avait déjà inaugurée, et qu'il devait continuer pendant toutes ces négociations, le premier consul reçut le cardinal le jour même, non en tête-à-tête, mais au milieu d'une parade, où assistaient les deux autres consuls, le tribunat, le sénat, les ministres, les généraux, enfin tout ce qu'il y avait de plus grand à Paris. Napoléon avait voulu faire étalage de toute sa puissance, espérant effrayer ainsi le secrétaire d'Etat de Pie VII et le décider à souscrire à toutes ses volontés. Ce fut au milieu de cette fête qu'il lui annonça que les pourparlers allaient commencer, et que tout devait être fini dans cinq jours, qu'autrement il pourrait partir ; et il ajouta que si le concordat n'était pas signé dans ce délai, son parti était déjà pris, et qu'il détacherait la France de la religion catholique. Les conférences s'ouvrirent aussitôt ; après bien des craintes, le cardinal put cependant arriver à s'entendre avec l'abbé Bernier ; tout fut arrêté, et il fut convenu que la signature aurait lieu le 10 juillet. C'est en ce moment plus que jamais que va se dévoiler la pression employée par Bonaparte ; mais laissons parler le cardinal.

« Quelle fut ma surprise, quand je vis l'abbé Bernier m'offrir la copie qu'il avait tirée de son rouleau, comme pour me la faire signer sans examen, et, qu'en y jetant les yeux, afin de m'assurer de son exactitude, je m'aperçus que ce traité ecclésiastique n'était pas celui dont les commissaires respectifs étaient convenus entre eux, dont était convenu le premier consul lui-même, mais un tout autre ! La différence des premières lignes me fit examiner tout le reste avec le soin le plus scrupuleux, et je m'assurai que cet exemplaire non-seulement contenait le projet que le pape avait refusé d'accepter sans ces corrections et dont le refus avait été cause de l'ordre intimé à l'agent français de quitter Rome, mais en outre qu'il le modifiait en plusieurs endroits ; car on y avait inséré certains points déjà rejetés comme inadmissibles avant que ce projet eût été envoyé à Rome.

« Un procédé de cette nature incroyable sans doute, mais réel, et que je ne me permets pas de caractériser, la chose d'ailleurs parle d'elle-même, un semblable procédé me paralysa la main prête à signer. J'exprimai ma surprise et déclarai nettement que je ne pouvais accepter cette rédaction à aucun prix. Le frère du premier consul ne parut pas moins étonné de m'entendre me prononcer ainsi. Il disait ne savoir que penser de tout ce qu'il voyait. Il ajouta tenir de la bouche du premier consul que tout était réglé, qu'il n'y avait qu'à signer. Comme je persistais à déclarer que l'exemplaire contenait tout autre chose que le concordat arrêté, il ne sut que répondre qu'il arrivait de la campagne où il traitait des affaires d'Autriche avec le comte de Cobentzel ; qu'étant appelé précisément pour la

cérémonie de la signature du traité dont il ne savait rien pour le fond, il était tout neuf et ne se croyait choisi que pour légaliser des conventions admises de part et d'autre. Moi, je n'oserais pas, aujourd'hui, affirmer avec certitude s'il disait vrai ou s'il disait faux. Je ne sus pas le reconnaître alors davantage; mais j'ai toujours incliné, et j'incline encore à croire qu'il était dans une ignorance absolue, tant il me parut éloigné de toute dissimulation dans ce qu'il fit durant cette interminable séance et sans jamais se démentir. Comme l'autre personnage officiel, le conseiller d'État Cretel, en affirmait autant, et protestait ne rien savoir et ne pouvoir admettre ce que j'avançais sur la diversité de la rédaction, jusqu'à ce que je la leur eusse démontrée par la confrontation des deux copies, je ne pus m'empêcher de me retourner vivement vers l'abbé Bernier. Quoique j'aie toujours cherché dans le cours de la négociation à éviter tout ce qui aurait tendu à suspendre la marche des choses et à fournir prétexte à la colère et à la mauvaise humeur, je lui dis que nul mieux que lui ne pouvait attester la vérité de mes paroles; que j'étais très étonné du silence étudié que je lui voyais garder sur ce point, et que je l'interpellais expressément pour qu'il nous fît part de ce qu'il savait si pertinemment. Ce fut alors que, d'un air confus et d'un ton embarrassé, il balbutia qu'il ne pouvait nier la vérité de mes paroles et la différence des concordats qu'on proposait à signer; mais que le premier consul l'avait ainsi ordonné, et lui avait affirmé qu'on est maître de changer tant qu'on n'a point signé. Ainsi, continua Bernier, il exige ces changements parce que, toute réflexion faite, il n'est pas satisfait des stipulations arrêtées. »

Ce fait, raconté par Consalvi, n'a pas encore été démenti, et il nous semble que nous devons aujourd'hui le tenir comme certain. Le secrétaire d'État de Pie VII refusa obstinément de signer le projet qui lui était présenté, et cependant le *Moniteur* avait déjà parlé du résultat obtenu par le voyage de Consalvi, et le soir une fête devait être donnée à l'occasion de la signature du concordat. La discussion recommença; après de longues controverses, l'on arriva enfin à s'entendre sur tous les points, excepté sur un seul. Ne pouvant tomber d'accord, les représentants du pape et ceux de l'empereur convinrent de signer le traité en laissant un article de côté; mais Napoléon, en apprenant ce qui s'était passé, entra dans une furieuse colère, déclara qu'il était inflexible, et la négociation fut rompue. Ce fut le soir même de cette journée que Consalvi étant allé dîner chez le premier consul qui l'avait invité, fut accueilli par ces paroles:

« Eh bien, Monsieur le cardinal, vous avez voulu rompre! soit. Je n'ai pas besoin de Rome. J'agirai de moi-même. Je n'ai pas besoin de pape. Si Henri VIII, qui n'avait pas la vingtième partie de ma puissance, a su changer la religion de son pays et réussir dans ce projet, bien plus le saurai-je faire et le pourrai-je, moi. En changeant la religion en France, je la changerai dans presque toute l'Europe, partout où s'étend l'influence de mon pouvoir. Rome s'apercevra des pertes qu'elle aura faites; elle les pleurera, mais il n'y aura plus de remède. Vous pouvez partir, c'est ce qui vous reste de mieux à faire. Vous avez voulu rompre, eh bien, soit,

puisque vous l'avez voulu. Quand partez-vous donc? — Après dîner, général, répliquai-je d'un ton calme. Ce peu de mots fit faire un soubresaut au premier consul. Il me regarda très finement, et, à la véhémence de ses paroles, je répondis, en profitant de son étonnement, que je ne pouvais ni outrepasser mes pouvoirs ni transiger sur des points contraires aux maximes que professe le saint-siége. Dans les choses ecclésiastiques, ajoutai-je, on ne peut faire tout ce qu'on ferait dans les choses temporelles en certains cas extrêmes. Nonobstant cela, il ne me semble pas possible de prétendre que j'aie cherché à rompre du côté du pape dès qu'on s'est mis d'accord sur tous les articles, à la réserve d'un seul, pour lequel j'ai prié qu'on consultât le saint-père lui-même; car ses propres commissaires n'ont pas rejeté cette proposition.

« Plus radouci, le consul m'interrompit en disant qu'il ne voulait rien laisser d'imparfait, et que ou il statuerait sur le tout ou rien. Je répliquai que je n'avais pas le droit de négocier sur l'article en question tant qu'il le maintiendrait précisément tel qu'il l'avait proposé et que je n'admettrais aucune modification. Il reprit très vivement qu'il l'exigeait tel quel, sans une syllabe ni de moins ni de plus. Je lui répondis que, dans ce cas, je ne le souscrirais jamais, parce que je ne le pouvais en aucune manière. Il s'écria : « Et c'est pour cela que je vous dis que vous avez cherché à rompre, et que je considère l'affaire comme terminée, et que Rome s'en apercevra et versera des larmes de sang sur cette rupture. »

« Tandis qu'il parlait, se trouvant proche du comte de Cobentzel, ministre d'Autriche, il se retourna vers lui avec une extrême vivacité, et lui répéta à peu près les mêmes choses qu'à moi, affirmant plusieurs fois qu'il ferait changer de manière de penser et de religion dans tous les Etats de l'Europe, que personne n'aurait la force de lui résister, et qu'il ne voulait pas assurément être seul à se passer de l'Eglise romaine (c'est sa phrase), qu'il mettrait plutôt l'Europe en feu de fond en comble, et que le pape en aurait la faute et la peine encore. »

Il se décida cependant à autoriser une nouvelle réunion. Consalvi eut alors à supporter les plus rudes assauts; abandonné même par les siens, il tint bon cependant, et réussit à faire introduire une légère modification. Sur ce point, hâtons-nous de le dire, le cardinal avait tort; il voulait obtenir un privilége pour la publicité du culte catholique. Ce récit sur le concordat, les menaces de l'empereur, nous semblent prouver surabondamment quelle était son intention. N'est-il pas visible, surtout si l'on songe aux lois organiques qui suivirent, que l'intérêt de l'Eglise touchait peu Bonaparte, qu'il voulait seulement se l'assujettir et s'en faire un instrument de despotisme.

Le concordat terminé, nous allons encore mieux voir le caractère impérieux du premier consul, et ses relations avec le saint-siége vont nous confirmer dans la pensée qu'il se préoccupait assez peu de l'intérêt de la religion, et que son ambition le portait à faire du pape son premier sujet. Ce fut vers le 23 juillet que le cardinal quitta Paris et retourna à Rome. Le premier consul était, disait-il, pressé d'obtenir la ratification du saint-père,

afin de publier le concordat. Cette ratification ne tarda pas à être accordée, et trente-sept jours après la signature du traité elle arriva à Paris. Quel ne fut donc pas l'étonnement du gouvernement pontifical, lorsque bien longtemps après parut un gros volume sous le nom de concordat! Ce volume se composait du traité primitif et des lois organiques, œuvre du seul gouvernement français. Le pape protesta, mais en vain.

Peu de temps après se placent les négociations entreprises pour faire prononcer la nullité du premier mariage du roi Jérôme. Le pape refusa constamment d'accéder à ce désir. Malgré les lettres du saint-père, l'autorité ecclésiastique de Paris, qui était placée sous la dépendance de Napoléon, annula le mariage. Nous remarquerons que l'un des motifs invoqués pour arriver à ce résultat, fut que la femme était protestante, et, chose singulière, le roi Jérôme épousa plus tard une protestante. Félicitons le pape de son courage dans cette circonstance, et de la tolérance dont il fit preuve en ne tenant pas compte de la religion de la femme.

En suivant toujours les récits du cardinal, nous arrivons au couronnement de l'empereur. La gloire militaire qu'il avait procurée à la France, ses nouvelles victoires, l'appui qu'il trouvait dans le clergé, tout portait le premier consul à croire que le moment était arrivé et qu'il pouvait ne plus tenir compte des réclamations de quelques révolutionnaires entêtés, qui redemandaient sans cesse une liberté dont ils n'avaient que faire. Les courageux défenseurs du droit étaient d'ailleurs trop rares dans notre France d'alors, où les excès de 93 avaient poussé les citoyens dans la voie de la réaction ; presque tous furent heureux d'abdiquer leur indépendance entre les mains du nouvel empereur. Grâce à Dieu cependant, même dans ces temps d'asservissement universel, il y eut quelques nobles âmes qui surent toujours protester. Mais il fallait donner à la cérémonie du couronnement toute la solennité possible ; il fallait se faire reconnaître empereur par les puissances étrangères. Quitter Paris eût été dangereux, les passions révolutionnaires fermentaient encore; d'ailleurs, amener le pape jusque dans la capitale de la France produirait un bien plus grand effet. Le souverain pontife se laissa persuader, s'imaginant qu'il serait reçu avec les égards dus à son rang, espérant en outre faire rapporter les lois organiques, et obtenir la rétractation des anciens évêques constitutionnels ; mais ses espérances furent déçues. Après avoir beaucoup souffert au point de vue du décorum, il vit qu'il ne pouvait rien obtenir relativement aux lois organiques, et s'il réussit à faire rétracter les anciens évêques constitutionnels, il le dut à ses vertus particu-

lières, et non à l'appui du gouvernement français. Tels furent les faibles résultats du voyage du pape à Paris.

C'est à partir de ce moment que les relations entre les deux cours cessent d'être amicales, et que commence à paraître au jour le dessein de l'empereur de faire reconnaître sa suzeraineté par le souverain pontife. Indiquons en quelques mots l'origine de cette lutte. Au mois d'octobre 1805, les troupes impériales s'emparent de la ville d'Ancône; Pie VII réclama; au lieu de retirer ses troupes, l'empereur, qui venait d'écraser l'armée autrichienne à Ulm, attendit pour répondre l'issue de la guerre; ce ne fut qu'après l'éclatante victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg qu'il répondit en déclarant qu'il était le suzerain du pape, et qu'il n'entendait pas que le souverain pontife eût d'autres amis ou d'autres ennemis que les siens. Le pape protesta et déclara que jamais il n'accepterait une semblable situation; mais pour donner une satisfaction à l'empereur, et lui montrer qu'on lui faisait tous les sacrifices possibles, Consalvi quitta la secrétairerie d'Etat.

Les événements n'en marchèrent pas moins; le pape fut renversé et Consalvi traîné de force à Paris. C'est là qu'il eut l'occasion de résister en face à l'empereur dans bien des circonstances dont nous avons déjà parlé. Il nous reste seulement à raconter sa courageuse conduite lors du second mariage de Napoléon. Convaincu que le pape seul avait droit d'autoriser cette union, Consalvi et douze de ses collègues crurent ne pas pouvoir y assister. Pour éviter tout scandale, ils firent avertir l'empereur et le prièrent de ne pas les inviter; celui-ci refusa et leur envoya leur carte d'invitation. Il devait y avoir quatre cérémonies : une présentation aux souverains à Saint-Cloud, le mariage civil, le mariage religieux et une présentation à Paris. Leur conscience permit aux cardinaux de se rendre à la première et à la quatrième cérémonie, mais non au mariage. Ils se décidèrent à agir ainsi en espérant donner une preuve de leur bonne volonté. Lors de la première présentation, Fouché essaya de dissuader Consalvi en lui montrant les dangers auxquels ils s'exposaient. L'empereur fut très gracieux vis-à-vis d'eux. Au mariage civil, Napoléon remarqua l'absence des treize, mais pourvu qu'ils fussent à la cérémonie religieuse, cela lui suffisait; aussi, le lendemain, quand il s'aperçut de leur persistance, son visage prit un air de colère et de férocité, et lorsqu'ils voulurent aller à la seconde présentation, ils furent chassés. L'empereur avait même donné ordre de fusiller Consalvi et deux de ses collègues; on se contenta de les mander chez le ministre des cultes, de leur défendre de porter les insignes des cardinaux, de confisquer leurs

biens et de les exiler. Consalvi fut envoyé à Reims et plus tard à Béziers.

Que de révélations sur le caractère de Napoléon! Quel jour, quelle lumière sur ses intentions! Il nous semble difficile de conserver encore des illusions sur ses intentions. Que la France fût catholique ou protestante, peu lui importait au fond; ce qu'il voulait, c'était un clergé soumis et dépendant, reconnaissant sa suprématie, et étant entre ses mains une arme puissante de domination. Il trouva une religion ayant une hiérarchie tout organisée, et il voulut en tirer parti; seulement il avait trouvé cette religion florissante, produisant de grandes œuvres en France, ayant su résister à la persécution et vivifiée par le souffle puissant de la liberté; il l'a laissée dans un état d'affaiblissement tel qu'il peut seulement résulter du despotisme. Il l'a asservie par le concordat. Oh! qu'elle serait puissante aujourd'hui cette Eglise, si elle avait su se contenter du droit commun, et si la liberté lui eût suffi. Liberté en religion comme en politique, voilà ce qui donne la vie. On peut voir aujourd'hui ce que coûte à l'Eglise catholique et à toutes les Eglises l'absence de cette liberté qui les sauverait. Et c'est le moment choisi par la papauté pour maudire la liberté en soi! Que de leçons dans ces quelques récits d'un cardinal honnête homme! Sachons en profiter.

ALPHONSE BOUSQUET.

MÉLANGES

—

SOUVENIRS DE L'ESPAGNE

Vers la fin de mars 1863, je franchissais au delà de Saint-Jean de Luz, la rivière de la Bidassoa qui forme la limite de la France et de l'Espagne. Je voyais se dessiner dans le crépuscule du soir l'île de la Conférence, célèbre par les négociations qui amenèrent la paix des Pyrénées et le mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, et je me rappelais la belle invocation de Bossuet : « Fêtes sacrées, mariage fortuné, voile nuptial, bénédiction, sacrifice, puis-je mêler aujourd'hui vos cérémonies et vos pompes avec ces pompes funèbres, et le comble des grandeurs avec leurs ruines? » L'infante, en épousant le jeune roi, renonçait à tous ses droits sur la couronne d'Epagne. Mais les prévisions de la diplomatie, comme celles de la sagesse humaine, sont toujours courtes par quelque côté. Quarante et un ans après le traité signé par Mazarin et par don Louis de Haro, un prince français, le duc d'Anjou, allait s'asseoir sur le trône vacant à Madrid, et l'Europe répétait avec effroi ce mot si peu vrai, même aujourd'hui : Il n'y a plus de Pyrénées !

Tels étaient les souvenirs qui se retraçaient à ma mémoire, à mesure que je voyais s'effacer la frontière de la France. Ce n'était pas sans regret que je l'avais franchie. Je n'éprouvais pas, à l'approche des Pyrénées, ce plaisir si vif, cette poétique ivresse que j'avais plus d'une fois ressentie en passant les Alpes. L'Italie est le pays des prestiges. Elle a je ne sais quel attrait qui s'exerce de loin sur l'imagination du voyageur, et le dispose à l'admiration, à l'enthousiasme. Quelles cités peuvent être comparées à Florence, Rome, Naples ! La Niobé des nations se relevant de son tombeau séculaire, à la voix d'un Gioberti, d'un Cavour, et déployant ces hautes inspirations de patriotisme et de sagesse qui ont déjà conjuré tant de périls, quel spectacle

plus digne de la sympathie du poëte, de l'attention de l'historien ou de l'homme d'Etat? Même en ses plus mauvais jours l'Italie gardait une invincible espérance. Elle pouvait dire avec un de ses fils : « *Servi siam' ma servi ognor frementi!* » Tout homme sensible au beau, inscrit parmi les grandes dates de sa vie le jour où il a visité la patrie du Dante, foulé le Forum ou la voie Appienne, contemplé le golfe de Naples. L'Espagne, en dépit de ses glorieux souvenirs, n'a pas ce charme souverain, cet irrésistible attrait que goûtent les esprits cultivés, et qui semble un des philtres de la Renaissance. Puis, il faut le dire, ce n'était ni en touriste, ni même en érudit que je franchissais les Pyrénées. Pour la première fois le sentiment d'une grave mission, d'une sérieuse responsabilité, se mêlait aux préoccupations d'un voyage que j'avais accepté comme un devoir. La plainte de Matamoros parlait plus haut que les stances du Cid; l'Alhambra s'effaçait derrière la prison de Grenade.

L'aspect des lieux n'était pas fait pour dissiper ces mélancoliques impressions. Dès les premiers relais, à Irun, à Saint-Sébastien, on se sent engagé dans une région étrangère, presque ennemie. Les physionomies ont quelque chose de défiant et de sombre. On devine le peuple si longtemps comprimé par l'inquisition, et auquel les vicissitudes de sa tragique histoire n'ont laissé qu'un sentiment, la haine de l'étranger. Sans doute, il est permis d'augurer mieux d'un avenir, peut-être prochain. Les voies ferrées qui se multiplient partout, qui nivellent monts et vallées sur notre vieux continent, sont le présage de bien autres transformations dans l'ordre moral. Elles inaugurent une ère de rapprochement et de fraternels rapports entre les peuples. L'Espagne aura son tour dans ces révolutions pacifiques. La ligne qui rejoint Bayonne à Madrid, à travers les âpres sierras, est déjà terminée. Elle ne l'était pas au printemps de 1863, et c'est au sortir des Pyrénées, dans les gorges d'Olozaguta, que nous échangeons l'étroite diligence attelée de mules et roulant au bruit des romantiques grelots, contre le train qui nous emporte à toute vapeur. Vittoria, Miranda-sur-l'Ebre se succèdent rapidement. Burgos apparaît à l'horizon. Que ne puis-je, sur les pas d'Ozanam, faire un pèlerinage au pays du Cid! Je n'ai que le temps d'admirer la splendide cathédrale qui n'a rien à envier à celles de Strasbourg et de Cologne! Devant ce merveilleux édifice tout percé à jour, et cette forêt de flèches qui montent d'un si prodigieux élan au ciel, on est tenté de répéter le mot de Charles-Quint : « C'est plutôt l'œuvre des anges que celle des hommes! » Mais déjà la vapeur siffle. Il faut partir. Le pays qu'on traverse est d'une indicible tristesse. Le regard cherche

en vain un arbre, un toit, un être vivant à l'horizon. Voici la station de Torquemada s'élevant comme un catafalque dans le désert. Sur ses murs je crois lire le mot du grand historien romain qui peint d'un trait toutes les tyrannies : *Ubi solitudinem fecerunt, pacem appellant!* Voici Valladolid se détachant sur les vapeurs enflammées du couchant, comme sur les lueurs d'un *auto-da-fé*. Je donne un soupir de regret aux archives de Simancas reléguées dans un misérable village, à quarante lieues de Madrid. Moins heureux que M. Gachard, le savant éditeur des lettres de Philippe II, je rentrerai en France les mains vides. Nous arrivons enfin au pied de la Guadarrama que les chevaux gravissent lentement sous les rafales de neige. La tête en feu, les pieds glacés, je rêve au Saint-Gothard sans avoir en perspective le lac Majeur et les îles Borrhomées. Nous retrouvons au matin le chemin de fer de San Lorenzo à Madrid, et la capitale de l'Espagne, assise sur un plateau dénudé que fouettent les vents, ne m'apparaît qu'à travers un flot de poussière.

C'est une triste capitale que Madrid, malgré son fastueux palais, œuvre d'un artiste d'Italie, sa Plaza mayor où s'élève le donjon de François Ier, et la bruyante Puerta del Sol qui communique par la rue d'Alcala avec le Prado, médiocre contrefaçon de nos Champs-Elysées. Le ruisseau du Manzanarès, tari les trois quarts de l'année, semble se cacher sous une arche monumentale, comme pour justifier l'épigramme de Lope de Vega : « Ou vendez ce pont, ou achetez une rivière! » Décréter une capitale est plus facile que de la créer. Tolède, située au centre de la Péninsule, et rappelant les plus glorieux souvenirs de la monarchie gothique et de la conquête chrétienne, était la capitale désignée par la nature et par l'histoire. Philippe II préféra Madrid, et cette fantaisie du despotisme a prévalu sans retour, quoique Madrid n'ait pu s'élever à la hauteur de ses destinées. Dans ses rues monotones, nul édifice n'attire les yeux, ne fait revivre dans le passé. On y mourrait d'ennui, sans l'admirable Musée étincelant des chefs-d'œuvre de Vélasquez et de Murillo. L'ancien palais des grands inquisiteurs d'Espagne, devenu l'*hôtel d'Angleterre*, m'offre l'hospitalité discrète dont j'ai besoin. J'y retrouve (avec quel bonheur!) la pétition des dames de France à la reine Isabelle, qu'une pieuse main a fait parvenir jusqu'ici, à l'insu des alguazils qui font bonne garde à la frontière, et des diplomates dont elle va troubler la quiétude. C'est avec respect que je parcours ce précieux *album*, ce Livre d'or de la charité. Trente mille noms décorent ces pages. Chacun d'eux représente un vœu, une prière. Puissent-ils être entendus!

L'Espagne sort d'une crise ministérielle. Le maréchal O'Donnell est tombé du pouvoir. Le marquis de Miraflorès est le président d'un nouveau cabinet. On le dit modéré, conciliant, trop noble de cœur pour accepter l'héritage de persécution que lui lègnent les ministres déchus. Et puis, d'augustes influences se déploieront au palais. La reine résistera-t-elle aux instances d'une sœur qui a connu la tolérance dans une autre cour, aux prières d'un prince qui porte si dignement l'épreuve de l'exil? Que de motifs d'espérer! mais aussi que de raisons de craindre! Le dogme de l'absolutisme religieux n'a pas abdiqué dans ce pays. Le régime constitutionnel y est moins une réalité qu'une fiction. Au-dessus des ministères qui passent, et des partis qui se disputent une ombre de pouvoir, dans les mystérieuses régions qui confinent au boudoir, au confessionnal, réside le souverain occulte dont chacun sait ici le nom. L'inquisition, officiellement abolie, subsiste de fait. On le sent à je ne sais quelle pression qui s'exerce partout, aux habitudes de défiance qui règnent jusque dans la famille, à l'effroi que causent certains sujets de conversation, à ces réserves, à ces demi-mots, à ce silence qui parlent si éloquemment. L'attitude de la presse dans cette grande question de la liberté de conscience, sans laquelle ne saurait exister aucune liberté digne de ce nom, est un symptôme significatif de l'état des esprits. Presque tous les organes de l'opinion approuvent les actes douloureux dont l'Europe a retenti. Les leçons de l'histoire semblent perdues. Pour les Espagnols de notre âge comme pour ceux du seizième siècle, les protestants sont toujours : *los Moros*. Absolutistes, modérés, progressistes, néo-catholiques, sont unanimes sur ce point. Dans la Constituante de 1856, n'a-t-on pas entendu l'un des chefs du parti progressiste, M. Olozaga, parler contre la tolérance? Il est vrai que des sifflets partis des tribunes protestèrent contre cette triste contradiction. Elle se retrouve dans le programme de tous les partis. Nul n'oserait exprimer un blâme sur les persécutions de l'Andalousie. « C'est un malheur, disait un homme d'Etat libéral; mais qu'y faire? Divisés en politique, nous sommes d'accord en religion. Par un privilége exceptionnel nous avons conservé l'unité religieuse qui a péri partout ailleurs. Elle nous coûte assez cher. Il faut la maintenir à tout prix! » Les théoriciens de la servitude religieuse, Balmès, Donoso Cortès ne se seraient pas exprimés autrement.

Il y aurait trop à dire sur cette prétendue unité à laquelle l'Espagne a fait tant de sacrifices, voile trompeur sous lequel se cachent toutes les nuances de la libre pensée, et même le vide absolu des croyances. L'intolérance des âges de foi est cruelle,

sans doute, mais elle a sa grandeur, presque son excuse dans sa sincérité. L'intolérance sceptique, triste apanage des nations vieillies sous le joug de l'autorité, est aussi ridicule qu'impuissante; n'est pas un Torquemada qui veut. En dépit de son isolement péninsulaire, le souffle du dix-huitième siècle a passé sur l'Espagne, et les débris des anciennes croyances jonchent le sol où n'a pas encore germé une foi nouvelle. Parmi ces débris, il en est de glorieux que l'on voudrait faire revivre. Il en est d'autres condamnés sans retour. Le rêve sombre de Philippe II n'est plus que l'utopie de quelques hommes d'Etat émérites, qui se croient de profonds politiques parce qu'ils répètent les formules usées d'un temps qui n'est plus. A côté de ces plagiaires du passé, qui semblent n'avoir rien appris, il est du moins quelques esprits généreux, en qui j'aime à saluer comme les précurseurs d'un meilleur avenir. Un professeur éloquent, Don Emilio Castellar, a protesté dans une chaire de l'Athénée de Madrid contre les rigueurs du tribunal de Grenade. Un publiciste, justement renommé, M. Fernando Corradi, directeur du *Clamor Publico*, a plaidé la cause de la tolérance et revendiqué, non sans éclat, les droits de la justice et de l'humanité. Sous la législation draconienne qui régit la presse, il fallait plus que du courage pour écrire ces lignes : « Comme homme, comme chrétien, nous ne pouvons détourner les yeux des infortunés qui languissent dans les prisons de l'Andalousie pour le seul crime de leur croyance religieuse. Leur sort nous afflige, et les rigoureux procédés dont on use à leur égard, nous font craindre que les nations civilisées de l'ancien et du nouveau monde ne conçoivent une idée très défavorable de la culture et de l'illustration de notre patrie. Tolérants parce que nous sommes animés de l'esprit de l'Evangile et jaloux de l'honneur national, rien ne peut nous affecter plus douloureusement que le spectacle des protestations élevées contre nos lois par les organes les plus accrédités de l'opinion en Europe. Pour les écouter avec indifférence, nous devrions cesser d'être Espagnol. Pour les mépriser, il nous faudrait avoir perdu toutes les notions de libéralisme et d'humanité qui sont la règle de notre vie!... Nous le disons avec sincérité et la main sur le cœur, le procès dirigé contre les prisonniers de Grenade nous alarme plus pour le gouvernement qui l'ordonne, que pour les hommes qui, sous le coup d'une action judiciaire, souffrent pour leur foi les tourments inséparables d'une dure captivité. Nous gémissons de tout ce qui peut discréditer le gouvernement de l'Espagne aux yeux des étrangers, et le montrer comme le triste héritier de cette politique aveugle et cruelle qui a mêlé à notre histoire tant de pages néfastes, écrites avec le

sang et les larmes de milliers de victimes immolées en holocauste à un Dieu de miséricorde et de charité ! »

Rien n'est plus beau que le rôle de la presse quand elle comprend ainsi ses devoirs, et qu'elle est pour ainsi dire la voix des opprimés. Ce rôle n'est pas sans péril en Espagne. M. Corradi l'a appris à ses dépens, sans se sentir ni découragé ni déçu. Député aux cortès, il a vu ses électeurs lui retirer leur mandat, parce que dans une mémorable discussion, il avait voulu faire inscrire la liberté de conscience en tête de la Constitution de son pays. Directeur d'un journal important, il n'a pas craint de s'exposer à l'impopularité, à la ruine, pour défendre des principes qui lui sont plus chers que la vie. Il est un de ces hommes, si rares de nos jours, que l'injustice révolte, que le sacrifice trouve prêts à toute heure, et qui pratiquent la maxime des grands cœurs : *Fais ce que dois, advienne que pourra !* On se sent fortifié au contact de cette âme loyale que les luttes n'ont pas aigrie, et qui a su mériter le respect de ses adversaires. Toute vérité a ses apôtres, et se magnifie par leurs épreuves. Dans toutes les sphères de l'activité humaine, mais surtout dans l'ordre moral, « il faut semer avec larmes pour moissonner avec chant de triomphe. » La moisson est le secret de l'avenir. L'effort, la lutte, le labeur même ingrat, voilà le lot du présent. Heureux qui l'accepte sans regret, et qui s'oublie lui-même pour le triomphe d'une cause juste dont il ne sera peut-être pas témoin, mais qui aura de glorieux échos dans le monde invisible ! C'est là ce que j'ai plus d'une fois senti, et peut-être exprimé dans mes entretiens avec M. Fernando Corradi, ce généreux défenseur de ceux dont je suis venu solliciter la grâce à Madrid. Il prend le plus vif intérêt à la mission dont je suis chargé. Il s'associera lui-même aux démarches dont il admire l'élan, sans en espérer beaucoup de succès. Pour le moment, l'Espagne fait trêve aux graves préoccupations de la politique. La chambre des députés est fermée. Les fêtes de la semaine sainte absorbent tous les esprits. Il faut se résigner au rôle du spectateur, en tirant, si possible, du spectacle une leçon. Les occasions ne manqueront pas : elles s'offrent tout naturellement.

Jeudi saint. « Je viens d'assister à une des cérémonies les plus intéressantes de l'Espagne catholique. Il est d'usage en ce jour que la reine, entourée de tous les grands personnages de l'Etat, reçoive les pauvres, et après leur avoir lavé les pieds, les serve à table de ses mains. Je me rends au palais en compagnie de ce que Madrid a de plus illustre et de plus charmant. Bientôt arrive la reine suivie d'un splendide cortége, prélats, ministres, ambassadeurs, grands d'Espagne, témoins ou acteurs dans la cé-

rémonie du jour. L'idée en est belle et touchante, et conforme à l'esprit du christianisme apostolique. Pourquoi faut-il que l'exécution réponde si peu à ce sublime idéal? On n'assiste qu'à une scène d'apparat, à une comédie de charité jouée, le sourire sur les lèvres, par d'augustes acteurs, devant un public railleur et blasé. Les pauvres des deux sexes, au nombre de douze, sans doute en souvenir des apôtres, prennent place à deux tables distinctes, présidées par le roi et la reine. En ce jour de somptueuse hospitalité, chacun d'eux a droit à quarante plats servis par de royales mains. Mais à peine posés sur la table, ces plats sont enlevés par les soins d'un majordome, qui livre tout à un entrepreneur, à la charge pour ce dernier de compter 2 ysabels (50 francs environ) à chaque assisté, nouveau Tantale qui voit passer les mets les plus exquis sans y toucher. Il y avait là des vieillards d'une belle expression, et c'était un touchant spectacle de les voir entrer, appuyés sur le bras d'un grand d'Espagne, un Guzman, un Santa-Cruz, un Medina-Celi, décorés du Cordon bleu ou de la Toison d'Or. Dans la tribune occupée par la famille royale, l'infante Luisa Fernanda et ses beaux enfants attiraient tous les regards. La cérémonie s'achève par une procession. La reine, suivie de ses dames d'honneur, parcourt à pied les principales rues de Madrid, en visitant sept églises magnifiquement parées pour la circonstance. Ce n'est pas sans grâce qu'elle s'est acquittée des devoirs de cette pénible journée, répondant par un salut, un sourire aux vivats des fenêtres et des balcons. Sans être belle, un air de bonté règne sur sa physionomie. J'y lis un heureux présage pour le sort des prisonniers de Grenade. Puissé-je n'être pas trompé!

Vendredi saint. « La matinée du jour de la passion s'ouvre par les messes solennelles que célèbrent les grands ordres militaires de l'Espagne. J'assiste à celle des chevaliers de Calatrava, qui, revêtus de leurs longs manteaux blancs, brodés d'une croix rouge, défilent majestueusement vers l'autel comme des ombres du passé; *magni nominis umbra!* Cette scène a sa beauté. Elle fait rêver à l'Espagne chevaleresque, héroïque du moyen âge, dont j'irai bientôt chercher les traces à Tolède. Tout se prépare pour la grande procession qui est l'orgueil de Madrid. A un peuple éminemment réaliste, il faut des images qui parlent aux yeux, des spectacles qui émeuvent les sens. Au temps des *auto-da-fé*, à côté des malheureux livrés aux flammes du bûcher, il y avait les contumaces brûlés en effigie, et représentés par des statues d'une si frappante ressemblance que les regards de la foule pouvaient s'y tromper. On eût dit des victimes humaines se tordant dans le brasier. Cette habile mise en scène se

retrouve dans le spectacle de ce jour, qui rappelle les mystères du moyen âge, accommodés aux goûts d'une génération à la fois superstitieuse et sceptique. C'est le drame de la Passion qui se déroule dans une série de *pasos*, et dont les personnages sont des statues de grandeur naturelle, mues par un secret mécanisme. Le baiser de Judas, Hérode et Pilate, Jésus portant sa croix, forment une suite de tableaux qui s'achèvent par le supplice du Calvaire. La vierge en pleurs, appuyée sur le bras de saint Jean, contemple l'agonie de son divin Fils; mais ce n'est pas la *Mater dolorosa* dont la poignante douleur a traversé les âges sur l'hymne enflammé de l'Eglise. C'est une séduisante statue, chef-d'œuvre de Montanès, revêtue d'une robe étincelante de pierreries, et portant une chevelure qui est elle-même toute une légende. Elle ornait autrefois une tête charmante, une pécheresse illustre, dont le nom circule de bouche en bouche, et qui, sur son lit de mort, en fit don à la Vierge pour réparer les scandales de sa vie. La belle statue reparaît chaque année, avec les cheveux de cette autre Madeleine, béatifiée par le repentir, et un murmure flatteur s'élève partout sur son passage. Ne demandez pas à la foule entassée dans les rues, suspendue aux balcons, le recueillement et le silence. Les plus augustes souvenirs de la religion ne sont pour elle qu'un spectacle, sans rapport avec les besoins de la conscience, et les aspirations d'une âme immortelle. L'humble péager qui a connu les angoisses du péché, peut seul s'écrier : Mon Sauveur et mon Dieu ! Je n'ai jamais mieux compris combien ces représentations extérieures et matérielles sont fatales au culte en esprit. Sur le passage des confréries qui forment le cortége, on cause, on rit, on s'entretient de la course de taureaux prochaine. Déjà toutes les places sont retenues, et le dimanche de Pâques (fête de la Résurrection !) tout un peuple repu de pompes et de cérémonies, se pressera aux portes de l'amphithéâtre pour applaudir un spada favori, pour voir si le taureau relancé par les légers banderillos, et frappé de la main de l'illustre Guttierez, tombe avec grâce sur l'arène rougie de son sang. Les dévots de la procession de ce jour seront les plus ardents au cirque. »

Les loisirs que me laissent les fêtes de la semaine sainte et l'absence de tout culte évangélique à Madrid, sont consacrés aux nobles jouissances de l'art, ou à quelques excursions intéressantes. Le Musée royal est digne d'une grande nation. La galerie d'Isabelle, ornée de tableaux choisis de toutes les écoles peut rivaliser avec le salon du Louvre, la tribune de Florence et les chambres du Vatican. Au seizième siècle, l'Espagne débordait sur l'Europe, et les plus célèbres artistes de tous les pays s'hono-

raient de travailler pour Charles-Quint et Philippe II. Ainsi s'explique cette étonnante réunion de chefs-d'œuvre qui charment les yeux, et ouvrent à l'esprit les régions de l'idéale beauté. Parmi tant de merveilles, le *Spasimo* de Raphaël demeure sans rival. Jésus fléchissant sous le fardeau de la croix, et disant aux saintes femmes : « Ne pleurez pas sur moi, mais sur vos enfants ! » est une de ces pages pathétiques, sublimes, où l'inspiration a dit son dernier mot. Près d'une sainte Famille appelée à juste titre la *Perle*, le portrait d'un personnage inconnu exerce une irrésistible attraction. J'aime à recomposer tout un siècle autour de cette mystérieuse figure, au ferme regard, que le sourire de Monna Lisa (la Joconde de Léonard de Vinci) ne peut me faire oublier. Dans ce sanctuaire de l'art, l'Espagne occupe une place d'honneur. Sur une vaporeuse nuée d'anges et de chérubins, Murillo a représenté, avec toute la magie de son pinceau, une de ces vierges charmantes, enchanteresses, dont la suavité passionnée tient à la fois de la terre et du ciel. C'est le Raphaël de l'Andalousie. J'admire ici, dans ses œuvres les plus magistrales, son émule, Vélasquez de Silva. Dans la fougue de son génie, ce puissant artiste a touché à tout : histoire, paysage, portraits, scènes de cour ou de fantaisie, et il a laissé partout son empreinte et sa flamme. Ses figures, d'une réalité saisissante, semblent sortir du cadre et marcher sur le spectateur. La lumière que Claude Lorrain répand à flots si purs dans ses paysages profonds, flottant entre l'idéal et le réel, Vélasquez la concentre sur la physionomie de ses héros, et la fait ressortir par le contraste des ombres en reliefs étonnants. Quelles splendeurs il a répandues sur la scène des *Filandières !* Dans une toile voisine, Vélasquez, la palette à la main, peint le roi Philippe IV et la reine, dont l'image est répétée par une glace au fond de l'atelier. C'est d'un effet inouï, saisissant. Le marquis de Spinola recevant les clefs de Bréda, conquise par ses armes, est d'une expression noble, harmonieuse, qui semble une courtoisie du vainqueur à l'égard des vaincus. L'histoire de l'Espagne est tout entière dans ces galeries : monarques, ministres, bouffons de cour, capitaines célèbres, moines exténués d'ascétisme où triomphe le pinceau de José Ribéra. Nulle école en Europe n'eut un caractère si profondément national. L'éblouissante vision du Musée me poursuit au dehors, et dans les allées du Prado, remplies d'élégants promeneurs, je crois voir passer quelques-unes des figures qui m'ont si vivement frappé dans les cadres de Murillo et de Vélasquez.

C'est encore une page de l'histoire espagnole que je vais contempler à l'Escurial, ce Versailles et ce Saint-Denis des rois catho-

liques. Le chemin de fer qui y conduit traverse de mornes solitudes, à peine cultivées. De loin en loin apparaît un pâtre à la mine farouche, une gorge sinistre, un pont à demi ruiné sur un ruisseau tari. Le train s'arrête enfin près d'un misérable village, sur les pentes d'une montagne aride et désolée. A mi-hauteur, se dresse un édifice de granit qui semble taillé dans la montagne, et qui laisse hésiter l'esprit entre un couvent et une caserne : c'est l'Escurial. Construit par Philippe II, en souvenir de la victoire de Saint-Quentin et du martyre de saint Laurent, il se ressent trop de cette seconde destination, et dans le dédale de ses cours intérieures, dans l'entre-croisement de ses corridors se coupant à angles droits, on retrouve la disposition du gril qui a présidé à l'ordonnance de tout l'édifice. L'église qui en occupe le centre est d'une rare magnificence. Mais on cherche surtout la chapelle souterraine, panthéon de jaspe et de porphyre où sont ensevelis les souverains espagnols. Une profonde obscurité règne dans la nécropole royale, où l'on ne descend qu'en tâtonnant. La torche d'un religieux en éclaire vaguement les profondeurs. Tout à coup elle projette sa clarté sur une tombe scellée dans le mur, et ces deux mots : *Carlos Quinto* luisent dans les ténèbres ! C'est donc ici que repose le monarque qui remplit le monde du bruit de son nom, et qui désabusé de tout, soupirant après la paix, fit de la cellule d'un cloître une halte entre le trône et le tombeau ! Je le revois à Worms, en présence d'une majesté inconnue qui se levait sur le monde, et dont il ne soupçonna pas la puissance, en face de Luther ! Je le revois moine à Saint-Juste ! Au-dessous de Charles-Quint, sur le marbre funèbre, je lis le nom de Philippe II. Il me laisse indifférent. L'humanité a ses héros qu'elle admire, ses saints qu'elle révère, ses bourreaux qui paraissent grands, sans doute à cause du mal qu'ils ont fait, et que l'on maudirait presque dans la tombe, s'ils n'étaient protégés par l'inviolabilité de la mort. Philippe II est de ceux-là. Le fantôme de l'inquisiteur couronné se dresse partout à l'Escurial. L'air qu'on y respire semble une émanation du sépulcre. Je sors de ce palais froid comme un cachot ; je prends au hasard un sentier qui gravit l'âpre Guadarrama. Quelques taches de neige blanchissent sa cime. En fondant au soleil, elles forment un ruisseau qui coule à travers les rochers, sans nourrir une plante, une fleur sur ses bords. Je m'assieds près du sommet, et m'abandonne aux rêveries que fait naître le tableau qui se déroule à mes pieds : sur le premier plan, le morne palais, avec ses murailles nues, son dôme et ses clochetons d'où monte comme un glas funèbre. Au delà, sous un ciel d'azur qui sourit comme une implacable ironie, des espaces désolés d'où l'homme

a fui, le désert qu'on retrouve sans cesse en Espagne telle que trois siècles d'intolérance l'ont faite. Que les apologistes du pouvoir absolu viennent méditer ici! Les pierres parlent, le désert crie, et de tous les points de l'horizon s'élève une voix pour accuser le despotisme qui énerve les nations et tarit leur prospérité à sa source[1]!

Une excursion pleine d'attrait, que je range au nombre de mes plus poétiques souvenirs, est celle de Tolède. A mi-chemin on rencontre Aranjuez dont les bois charmants (les seuls que j'aie rencontrés jusqu'ici!) se mirent dans le Tage. Les rives du fleuve coulant entre de vertes prairies, sous de frais ombrages, forment une scène digne de *Galatée*. Elles se dépouillent aux approches de Tolède, qui m'apparaît comme une reine déchue, mais toujours fière, sur les monts qui lui servent, pour ainsi dire, de trône. Les tours démantelées du château de San-Cervantès semblent en garder l'entrée, et le pont d'Alcantara s'abaissant comme un pont-levis qui pourrait se relever, aboutit à une porte arabe qui donne accès dans la vieille cité catholique. Ce n'est pas sans respect que j'en parcours les rues. La capitale des rois goths, des émirs et des rois de Castille, a son Alcazar reconstruit par Charles-Quint avec la fière devise : *Plus ultra!* Ce n'est aujourd'hui qu'une ruine qui rappelle par son immensité celle du château d'Heidelberg. De la terrasse transformée en jardin où se jouent des milliers d'insectes, aux éclatantes couleurs, ivres de parfums et de lumière, l'œil plonge sur le ravin profond où coule le Tage, et sur la rive opposée il voit se dérouler la Sierra de Sisla où Charles-Quint aimait à se retirer, aux jours de sa gloire, comme s'il eût pressenti l'inconstance de la fortune « qui n'aime pas les vieillards. » Mais la merveille de Tolède, c'est la cathédrale, avec ses tombes, ses statues, ses innombrables chapelles, où le demi-jour tombant des vitraux produit une impression de

[1] Je me défierais de mes impressions, si je ne les retrouvais éloquemment exprimées sous la plume du duc de Saint-Simon. Une des portions les plus curieuses de ses *Mémoires*, est sans contredit son voyage en Espagne qui remplit presque tout un volume (t. XII, ann. 1721). Qu'on y lise le récit de sa visite à l'Escurial « où l'on voit des déserts à perte de vue » et les réflexions que suggère l'état du pays à ce puissant observateur : « Quels pays que ceux d'inquisition!... Elle éteint toute instruction, tout fruit d'étude, toute liberté d'esprit, même la plus religieuse et la plus modérée. Elle veut régner et dominer sans mesure, encore moins sans contradictions et sans même de plaintes. Elle veut une obéissance aveugle, sans oser réfléchir ni raisonner sur rien. Elle abhorre toute lumière, toute science, tout usage de son esprit. Elle ne veut que l'ignorance et l'ignorance la plus grossière. La stupidité dans les chrétiens est sa qualité favorite, et celle qu'elle s'applique le plus soigneusement à établir partout, comme la plus sûre voie de salut, parce qu'elle est le fondement le plus solide de son règne et de la tranquillité de sa domination. » (*Mémoires*, édit. in-12, t. XII, p. 100-103 et 217.)

recueillement qui manque trop à la nudité des temples réformés. Comme la voix d'un Bossuet, d'un Saurin, d'un Withefield, retentirait dignement sous ces voûtes, pour solenniser les leçons de la vie et de la mort! A ces hauteurs de l'éloquence chrétienne la diversité des cultes s'efface. Il ne reste plus que l'homme et Dieu, c'est-à-dire la toute-faiblesse s'anéantissant devant la toute-puissance. Parmi les inscriptions que je rencontre çà et là, il en est une qui me frappe particulièrement. C'est celle du fameux cardinal Porto-Carrero : *Pulvis, cinis, nihil!* De ce côté-ci de la tombe, voilà bien le dernier mot de toute grandeur qui s'évanouit avec « ce je ne sais quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue! Mais au delà, même à travers le voile qui cache le monde invisible, que de splendides perspectives ouvertes à l'œil de la foi! Il me semble que j'en surprends un reflet sur les traits d'une femme qui prie dans un coin de l'église, et dont la prière s'élance bien au delà des grains du chapelet qu'elle défile entre ses mains.

Je m'enfonce, au sortir de la cathédrale dans un dédale de rues où tout respire l'abandon, la misère, au milieu de débris d'une imposante grandeur[1]. Ce n'est ni le palais de Rodrigue, ni les mosquées arabes transformées en synagogues, ni le monastère de Saint-Jean des Rois qui m'attirent. Je veux accomplir un pèlerinage longtemps rêvé. Je veux voir l'humble place où s'éleva la maison de Don Juan de Padilla, ce grand chef des Communeros de Castille, qui semble comme la dernière personnification des siècles héroïques de l'Espagne. On sait que vaincu à Villalar, le 21 avril 1521, il fut décapité le lendemain, après avoir adressé de magnifiques adieux à sa ville natale. J'erre longtemps, avant d'arriver sur une petite place, plantée de quelques arbres entre le couvent de San Domingo et celui de Léocadie. J'y lis le nom de Juan Padilla, et sur l'emplacement de sa maison détruite par ordre de Charles-Quint, je relis l'admirable lettre du héros à Tolède : « A toi, couronne d'Espagne et lumière du monde, affranchie et libre depuis les Goths; à toi qui par les flots répandus de ton sang et de celui de tant d'autres, as recouvré la liberté pour toi et les villes tes voisines! moi, ton fils légitime, Juan de Padilla, je te fais savoir comment le sang de mon corps a rafraîchi tes victoires passés. Si le malheur ne m'a pas permis d'ajouter à tes hauts faits, la faute en est au destin, non à ma bonne vo-

[1] J'aime à prendre ici pour guide l'auteur des belles études sur *Tolède et les bords du Tage*, M. Ant. de Latour, que je retrouverai encore en Andalousie. Si l'aimable écrivain paraît quelquefois indulgent dans ses appréciations sur l'Espagne, c'est qu'elle est pour lui la terre de l'hospitalité.

lonté. Je te l'offre et te prie de l'accepter en mère, car Dieu ne m'avait pas donné à perdre plus que je n'ai risqué pour toi. La perte de ma vie m'afflige moins que le regret qu'elle va te causer. Mais ce sont les chances de la fortune que rien n'arrête. J'emporte au moins avec moi une consolation bien douce, c'est que moi, le moindre de tes fils, je meurs pour toi, et que tu en as nourri d'autres à tes mamelles qui pourront venger mon injure. Assez de voix te raconteront ma mort. Je ne sais encore ce qu'elle sera, mais je la sens bien proche. Ma fin te rendra témoignage de ma volonté. Je te recommande mon âme, comme à la patronne de la chrétienté ; de mon corps, je n'ai que dire, il n'est déjà plus à moi. Je ne puis même en écrire davantage, car au moment où j'écris cette lettre, je sens le couteau à ma gorge, plus triste de ta peine qu'effrayé de mon supplice. »

Tels étaient les sentiments qui animaient à l'heure suprême ce fils de Tolède, s'immolant pour la liberté de son pays, et léguant, pour ainsi dire, son âme à une compagne digne de lui, Dona Maria Pacheco. En dépit d'une oppression séculaire, ces sentiments n'ont point disparu de la terre d'Espagne. Héroïsme, abnégation, sacrifice, vertus des anciens jours, vous n'êtes pas éteintes dans la patrie de Pélage et du Cid ! Vous revivez dans quelques âmes d'élites prêtes à s'immoler pour une cause plus belle que celle des Communeros de Castille ! Je vous retrouverai dans le cachot de Grenade.

(*La fin à un prochain numéro.*) JULES BONNET.

POLITIQUE

—

LE RADICALISME A GENÈVE

ET LES ÉVÉNEMENTS DU 22 AOUT

1re PARTIE.

Les événements qui ont ensanglanté les rues de Genève le 22 août 1864 et le procès qui vient de dérouler ses regrettables péripéties dans les assises fédérales tenues à Genève, ont péniblement ému les amis de la démocratie et de la Suisse. Ils se demandent avec surprise comment de telles scènes sont possibles dans une ville si justement renommée pour sa liberté et ses lumières, et ils s'effrayent de l'avenir que ces violences font présager. Pour donner la clef de cette situation singulière, il est nécessaire de remonter dans le passé et de résumer les événements qui ont précédé la crise actuelle. Dans la vie publique comme dans celle des individus, les causes sont fatalement suivies de leurs effets, et les fautes des pères retombent sur les enfants. Mon cœur saigne en portant la lumière sur les plaies d'une patrie que j'aime et que je révère; mais l'exposé des faits est préférable aux réticences. Dans la carrière ardue de la liberté, les peuples petits et grands sont sujets à des écarts, et se doivent de l'indulgence. Signaler les trames insidieuses dans lesquelles la démocratie est sujette à se laisser choir; arracher le masque aux tartuffes du libéralisme; montrer que les tribuns à la parole retentissante sont parfois les pires ennemis du peuple; tels sont les meilleurs moyens d'éclairer la voie, et de faire des malheurs et des fautes du présent un enseignement et une lumière pour l'avenir.

Il y aura bientôt un quart de siècle que Genève est entrée dans une période d'agitation violente et que la démocratie extrême a fait irruption dans ses institutions; Genève avait toujours eu pour base légale la démocratie; mais, dans l'application, celle-ci avait subi des atténuations et

quelquefois des éclipses. Sans constituer jamais un patriciat fermé comme à Venise et à Berne, un certain nombre de familles anciennes et considérées avaient fini par absorber les dignités publiques. Le dix-huitième siècle a été rempli par les luttes de ces familles contre la bourgeoisie ; et Genève devint vers la fin de ce siècle le foyer d'un mouvement démocratique ardent, et le berceau d'une école de publicistes dont les travaux servirent puissamment à fomenter la révolution française.

En 1814, lorsque l'occupation française cessa et que Genève devint un canton suisse, un esprit de concorde avait succédé aux passions du dernier siècle. Les vieilles familles qui s'étaient mises à la tête du mouvement, et qui possédaient mieux que les autres les traditions de la vie politique furent portées tout naturellement à la tête des affaires. La bourgeoisie ne tarda pas cependant à prendre de l'influence dans le corps législatif, et elle s'en servit pour poursuivre une série de réformes qui firent en peu d'années de la constitution genevoise une des meilleures de la Suisse. D'illustres publicistes, Dumont, Sismondi, Bellat, Rossi, étaient à sa tête et donnaient un grand lustre à la vie politique. Genève, représentée dans les diètes par des hommes distingués, possédait dans les affaires fédérales une influence supérieure à sa population, et s'en servait en faveur d'une politique éclairée et sagement progressive. Dumont avait élaboré pour le corps législatif un règlement qui passait pour un chef-d'œuvre. Genève, avec ses magistratures nombreuses et savamment balancées, était comme une école normale, où les questions publiques étaient longuement et doctement discutées, et résolues avec un luxe de prévoyance et de science législative. Qui aurait dit que cette cité, qui possédait alors des publicistes et des économistes si renommés; où les sciences, les lettres, les finances florissaient; où les hommes distingués de toute l'Europe se donnaient rendez-vous; où il n'était pas une cause généreuse, pas une invention de la science et de la philanthropie, qui ne trouvât des représentants et une application, deviendrait à peu d'années de là un foyer de démagogie et de désordre législatif et un exemple lamentable de dilapidation et de désordre économique et social?

La bourgeoisie, satisfaite d'avoir obtenu des institutions libérales, laissait le pouvoir administratif aux anciennes familles. Celles-ci remplissaient gratuitement les charges, et se distinguaient par une probité délicate et un esprit de justice et de conciliation. Soit prudence, soit lenteur, l'administration genevoise était plus portée à ajourner qu'à précipiter la solution des questions; très économe, très habile à réaliser des embellissements modérés avec de faibles dépenses, elle ménageait parcimonieusement les ressources publiques. Les impositions pesaient principalement sur les riches, et elle en justifiait l'emploi jusqu'au dernier centime. A sa circonspection, on aurait dit une administration de mineurs, plus soucieuse de conserver le patrimoine de ses pupilles que de l'accroître. Cette administration s'attachait surtout au côté tutélaire de ses devoirs. L'esprit

de conservation l'emportait sur celui d'innovation. Ses intentions étaient toujours bienveillantes et son intégrité proverbiale; mais sa réserve et sa lenteur donnaient des sujets d'impatience aux hommes ardents, et des griefs aux classes qui ont leur fortune à faire. Les capitaux genevois, placés dans les fonds publics étrangers, n'étaient d'aucune utilité à l'industrie locale, et celle-ci luttait laborieusement contre une situation difficile et délaissée. Dans la classe supérieure, la prospérité était grande; le bien-être, une vie facile, commode, à petit bruit, laissait sommeiller bien des facultés. Les esprits actifs et remuants s'expatriaient pour chercher un théâtre à leur ambition; les riches, les satisfaits, les hommes doux et traditionnels encombraient les magistratures. Les branches maîtresses de la société genevoise souffraient d'une certaine langueur. Cependant, avec ses souvenirs glorieux, ses lois propres, ses traditions littéraires et religieuses, son Eglise, son académie, ses magistratures nombreuses, Genève continuait à former un petit tout, une miniature du monde civilisé, mais une miniature fragile et que de cruelles tempêtes allaient assaillir.

Vers 1840, les symptômes de langueur et d'affaissement devinrent manifestes. Le corps législatif, privé des hommes éminents de la restauration, morts ou vieillis, travaillait lentement et mal. Les réformes désirées ne marchaient pas. Le gouvernement n'avait aucun plan de réaction; mais, embarrassé dans sa marche, timoré, méfiant du but où on voulait le pousser, il se roidissait contre les demandes des impatients. Il ne voyait pas qu'il est des moments où la circonspection est un danger, et où la prudence commande de marcher vite et de prendre les devants. Tandis que la haute classe s'endormait dans le bien-être et perdait en énergie et en virilité, dans les rangs populaires, une nouvelle génération avait grandi. Les moyens d'instruction et de développement offerts avec profusion dans cette ville savante avaient produit leurs fruits et suscité une levée d'hommes jeunes, inquiets, ardents, avides d'importance. L'esprit démocratique de l'école de Jean-Jacques fermentait, et les jeunes gens de la classe ouvrière se passionnaient pour la politique, et brûlaient de mettre la main sur les rênes de l'Etat. D'autre part, la situation générale de la Suisse poussait à une transformation. Depuis 1830, les grands cantons avaient renversé les patriciats et intronisé la démocratie absolue : le suffrage universel devenait partout la base des institutions publiques.

En 1841, un comité d'agitation démocratique s'organisa dans Genève, et avant la fin de l'année (le 22 novembre), une émeute renversait la constitution si savamment élaborée par les meilleurs esprits de la génération précédente. Ce n'était cependant qu'une première étape vers le régime de démocratie brutale qui attendait Genève. Les démocrates obtinrent une constitution fondée sur le suffrage universel; mais le corps électoral refusa de confier le pouvoir aux hommes qui avaient dirigé la

révolution, et le remit à la bourgeoisie riche secondée par quelques hommes des anciennes familles. Ce fut peut-être un mal. La nouvelle administration conserva scrupuleusement les maximes d'économie et de probité de ses prédécesseurs ; mais elle ne montra ni prévoyance ni habileté dans les questions de politique générale. La Suisse était en fermentation. Les grands cantons radicaux et protestants, Berne, Zurich, Argovie réclamaient impérieusement une réforme du pacte fédéral, réforme depuis longtemps jugée nécessaire par tous les bons esprits. Les petits cantons résistaient opiniâtrement à une modification qui devait diminuer leur importance, et ils cherchaient dans une alliance séparée, dans l'appui de l'Autriche et des jésuites une force pour résister au torrent de la démocratie unitaire. Dans ces circonstances, le rôle naturel de Genève aurait dû être un rôle d'initiative modérée, semblable à celui que Rossi avait personnifié après 1830, et que M. Rigaud avait su pratiquer avec souplesse et à propos. Le gouvernement de Genève aima mieux se renfermer dans la lettre d'une légalité devenue impossible ; il se mit résolûment en travers des deux partis. La démocratie suisse, arrêtée dans son essor, envisageait avec colère ce petit gouvernement plus obstiné et plus téméraire qu'habile et que prévoyant.

L'appui indirect prêté par le gouvernement genevois au Sonderbund faisait la partie belle à l'opposition radicale, et celle-ci exploita astucieusement la situation. A sa tête se trouvait depuis plusieurs années un tribun d'une réputation suspecte et d'un caractère douteux, mais doué des talents de l'agitateur et du factieux. Après avoir fait ses premières armes dans le parti républicain français, James Fazy, expulsé de France par Casimir Perrier, était revenu à Genève pour fonder, de concert avec Mazzini, un foyer de révolution européenne. Mais bientôt, dégoûté de ces menées lointaines, il s'était jeté avec passion dans l'agitation démocratique locale, et s'était distingué par son acharnement à attaquer les anciennes familles, et par son insistance à réclamer un gouvernement issu du peuple et gouvernant, disait-il, par lui et pour lui. James Fazy avait contribué puissamment à la révolution de 1841 ; mais la défaveur dont il était l'objet l'ayant écarté du pouvoir, il avait persisté dans une opposition âpre et insultante. La position prise par le gouvernement dans les affaires fédérales redoubla sa verve. Selon lui, les conservateurs étaient des traîtres à la liberté et à la Suisse, des amis des jésuites, des administrateurs ineptes, infidèles, des ennemis du peuple...

Au mois d'octobre le conflit éclata, et l'insurrection du faubourg de Saint-Gervais renversa le gouvernement conservateur. A partir de ce moment, James Fazy, porté aux affaires par le peuple de Genève, a pris un rôle prééminent et institutions, lois, administration, polémique, tout a revêtu l'empreinte de son funeste génie. James Fazy n'est pas un démagogue vulgaire ; si sa conscience est peu scrupuleuse, si son cœur est fermé à toute pensée de réconciliation et de paix, s'il ne conçoit

la démocratie que comme une excitation permanente à l'envie et aux basses passions, si sa fortune est fondée sur la division des classes et les haines sociales, il a en partage une intelligence puissante, féconde en combinaisons et en stratagèmes, une parole brillante, spécieuse, imperturbable pour affirmer le faux, habile à colorer ses calomnies politiques de raisons plausibles. James Fazy est un agitateur consommé, un maître dans l'art de manier les mauvaises passions et de les faire converger vers sa fortune propre.

Si cette âme avait eu les nobles ambitions, un beau rôle s'ouvrait devant elle. En 1846, la réputation de James Fazy était grande dans toute la Suisse; le peuple de Genève avait en lui une confiance immense et lui laissait prendre une importance qu'aucun homme n'a jamais eue dans notre ville depuis Calvin. Si James Fazy avait dépouillé l'acrimonie du démagogue, s'il avait réuni en un faisceau les forces discordantes de la famille genevoise, il eût pu faire de Genève le modèle des démocraties européennes et un exemple unique de prospérité et de dignité populaire. La prévoyance de ses prédécesseurs avait préparé des moyens immenses, le crédit public était intact, les ressources de toute espèce surabondantes; mais James Fazy ne s'agitait que dans un but exclusivement personnel; il était un de ces hommes nés pour fasciner le peuple et pour exploiter sa crédulité et ses passions. Une fois au pouvoir, il ne songea qu'à se créer une dictature démagogique, en substituant le règne des cabarets à celui des académies; sa supériorité est d'avoir su combiner des forces discordantes, de les avoir maîtrisées et d'en avoir fait le piédestal durable de sa fortune.

Auprès du peuple genevois, James Fazy se donnait une mission historique. Il professait une haine déclarée pour le calvinisme. Selon lui, Calvin était un usurpateur et un tyran, un ennemi de la démocratie genevoise; les Libertins, vaincus par le réformateur au seizième siècle, étaient les vrais patriotes et les vrais libéraux. Après trois siècles, il venait reprendre leur œuvre interrompue et restaurer la démocratie genevoise sur les ruines de l'aristocratie protestante et du puritanisme. Cette prétention ne manquait ni de portée ni d'à-propos. Elle flattait l'esprit philosophique des uns, les appétits licencieux des autres, et caressait agréablement les rancunes des catholiques.

Depuis la révolution d'octobre 1846, une évolution étrange se dessinait parmi les catholiques genevois. Ce parti aurait dû regarder James Fazy comme un ennemi, puisque sa victoire avait déterminé l'écrasement du Sunderbund. L'attitude du parti conservateur et protestant dans les affaires fédérales, sa fermeté à sauvegarder les droits des petits cantons méritaient, ce semble, quelque reconnaissance. Il n'en fut rien. Sous l'influence de la Société de la Propagation de la Foi de Lyon, le clergé catholique de Genève passa à James Fazy; il ne craignit pas, en encourageant le désordre, de mettre en péril la foi et les mœurs de ses ouailles;

et cela, dans l'espoir de hâter la ruine morale de la Rome protestante. Rien de plus mesquin que l'horizon de ce parti; nourri de vieilles rancunes, obsédé par le fantôme imaginaire d'un calvinisme dominant et persécuteur, il obéit aveuglément à quelques prêtres ambitieux, à genoux devant les ultramontains français, dont ils tirent de fortes sommes par le récit de souffrances supposées et par des calomnies contre les protestants. Ce parti n'a su formuler aucun programme, c'est une force latente et sournoise; depuis vingt ans son art est d'attirer les mauvaises passions, et à la faveur d'un radicalisme dissolvant, de s'insinuer à pas de loup au cœur de la vieille cité.

Ce fut un grand événement dans la politique genevoise que le passage du clergé catholique au radicalisme. Il marqua un point de séparation entre l'ancienne agitation démocratique et la nouvelle politique radicale. La politique intérieure de Genève en fut faussée. Le parti radical en perdit la dignité morale et la cohérence de principes. James Fazy, trouvant dans les masses catholiques une force docile et aveugle, put inaugurer une politique personnelle et démasquer ses plans de démoralisation et de dénationalisation de Genève. Jusqu'alors il avait pris son point d'appui dans la vieille Genève démocratique. C'était au moyen de la classe ouvrière du quartier de Saint-Gervais, classe énergique, indépendante et fière, qu'il avait renversé les conservateurs. En le portant au pouvoir, les démocrates genevois avaient cru faire le bien de la patrie et fonder la liberté. Leur illusion fut de courte durée. Une partie d'entre eux avai certaines vues sociales et attendait de la révolution de grandes réformes financières et administratives. A la tête de cette fraction se trouvait Galeer, une forte tête allemande, profonde et candide, ardente et systématique; son intégrité, son prestige auprès des démocrates sérieux, en faisaient un censeur incommode et peut-être un rival. James Fazy entreprit de le briser; il l'abreuva de dégoûts. D'autres démocrates indépendants, tels que Gentier, Bordier, Pons, furent successivement éconduits; Camperio, plus énergique et plus politique, osa se retourner et engager la lutte. La possession du pouvoir développait rapidement les instincts despotiques de James Fazy. Impatient de toute contrainte, impérieux, hautain, il imposait ses volontés au parti radical. Les hommes probes et indépendants une fois écartés, il n'eut plus affaire qu'à une masse docile, mue par quelques passions haineuses; plus le niveau du parti baissait, plus la personnalité de James Fazy grandissait; sa longue expérience des factions, sa rouerie, son coup d'œil, la hardiesse de ses combinaisons, en faisaient le chef nécessaire du parti, l'arbitre suprême des décisions, le dispensateur des emplois et des faveurs.

Comme administrateur et financier, James Fazy n'a aucun talent sérieux; il manque d'ordre, de prévoyance; il est prodigue, dissipateur; mais son esprit sophistique a cette facilité qui improvise des projets spécieux, et qui les fait briller aux yeux des ignorants. Il y a en lui du Bar-

num; mais toute entreprise à laquelle il touche devient promptement ruineuse pour les actionnaires. Son administration fit de grandes constructions. Elle jeta le long des rives du lac des quais et des routes magnifiques, construisit des ponts, éleva des hospices fastueux. Ces entreprises donnaient du travail à une armée de constructeurs et d'ouvriers, ralliés à sa fortune politique et votant pour lui comme un seul homme. A la suite de l'aplanissement des fortifications, des terrains étendus se trouvèrent disponibles, James Fazy s'en fit adjuger une partie à titre de don national, et il stimula ses affidés à construire sur ces terrains une nouvelle ville. Il leur en donna les moyens en leur faisant ouvrir des crédits dans les banques instituées sous son patronage. Ainsi s'élevèrent plusieurs fortunes factices, dues à son bon plaisir et solidaires de sa position politique. A l'intégrité des administrations précédentes succédèrent le désordre, le laisser-aller, les dilapidations. Le taux de la morale publique s'abaissait; les emplois publics étaient attribués aux parleurs de clubs, et une oligarchie sortie des cabarets succédait aux hommes d'État, aux publicistes qui ont fait notre gloire.

(*La fin au prochain numéro.*) R. Rey.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Le Pays de l'Évangile, par M. *Edmond de Pressensé*. Paris, Meyrueis, 1864; un vol. in-12.

C'est une douce et saisissante impression, quand on a longtemps vécu dans un pays par l'étude et par la pensée, de se trouver tout d'un coup transporté dans cette patrie de vos rêves, et de comparer enfin l'idéal à la réalité. Sans doute, dans ce rapprochement, l'avantage n'est pas toujours du côté du réel; mais qu'importe? il s'établit à la fin une sorte de moyenne entre la vérité vue et la vérité rêvée, et le prisme avec lequel vous l'avez contemplée de loin laisse toujours sur les objets, même les plus sombres, quelques-unes de ses plus radieuses couleurs.

Ainsi en a-t-il été pour l'auteur de ce voyage en Palestine, si bien nommé par lui *le Pays de l'Evangile*. On le sent à la chaleur communicative qui a inspiré ces pages si vivantes, à la sainte émotion qui gagne le lecteur lui-même, du moment où, avec l'écrivain, il atteint le sol sacré qu'ont foulé les pieds du Sauveur. A ces notes de voyage, écrites avec le crayon plus souvent qu'avec la plume, nous n'appliquerons ni les procédés, ni les rigueurs d'une critique formaliste. Que leur demandons-nous? Du mouvement et de la vie; et elles nous en donnent plus qu'on avait le droit d'en attendre. Mais à ce facile mérite, qu'on peut demander à toute imagination émue, en face de ces grands souvenirs et de cette radieuse lumière de l'Orient, l'auteur a su en ajouter un autre. Derrière ces notes fugitives, se cache une pensée plus profonde; nous ne sommes encore que dans le vestibule, mais le vestibule annonce déjà le temple. Dès les premières pages, on sent que ce n'est pas une vaine curiosité qui a amené le pèlerin sur ces rives sacrées. Ce ne sont point des couleurs pour sa palette qu'il est venu y emprunter, comme Chateaubriand ou Lamartine. Non! ce qu'il vient y chercher, comme les pélerins du moyen âge, c'est le souvenir de son Sauveur; c'est la trace même de ses pas, vivante encore sur cette terre du passé, où tout dure et où rien ne s'efface! Sans doute, l'écrivain est de son siècle comme de son pays, et en a toutes les sympathies généreuses; mais sa foi est d'une autre époque, et, comme au temps des croisés, c'est une foi militante, qui saura conquérir et défendre ce qu'elle adore!

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

On a, suivant nous, fait beaucoup trop d'honneur à M. Renan, en prenant au sérieux sa parodie fantaisiste d'une *Vie de Jésus-Christ*. Le succès inoui de ce livre, désavoué par le rationalisme allemand dont il prétend résumer les travaux, ne témoigne que d'une chose : c'est de l'incroyable ignorance de notre pays. Mais la meilleure réponse au livre de M. Renan, ce sera une vraie *Vie de Jésus-Christ*, puisée à son unique source, c'est-à-dire les Evangiles, sans dédaigner les impressions et les souvenirs de la scène où ce grand drame s'est passé. Or, nous n'apprendrons rien à nos lecteurs en leur disant que M. de Pressensé, depuis la première apparition du livre de M. Renan, songe à lui opposer cette réponse, la seule digne du sujet et de lui. Préparé à ce grand travail par ses études antérieures sur l'histoire de l'Eglise, mais surtout par la pensée et la foi de toute sa vie, il n'a pas voulu laisser à M. Renan la facile supériorité d'avoir vu la Palestine, et de semer sur ses pages élégantes la dose voulue de couleur locale. Plus l'auteur de la *Vie de Jésus* voulait découronner cette grande figure, qui aurait dû seule remplir le tableau, plus il fallait faire ressortir les accessoires et embellir le cadre. Or, c'est justement le procédé opposé qu'a choisi l'auteur du *Pays de l'Evangile*. Dans ses notes de voyage, comme dans son livre à venir, que l'on y pressent, et qui y existe en germe, M. de Pressensé n'a vu qu'une chose, Jésus-Christ, mais le Jésus de l'Evangile, et non celui de la fantaisie. Dans ses descriptions, dans ses paysages, cherchez bien, et sous l'éclat du coloris, sous la magie du style, toujours vous retrouverez cette pensée inspiratrice : chercher la trace du Sauveur, et tendre constamment vers ce grand but à travers tous les accidents du chemin.

Le livre de M. de Pressensé, ou plutôt son album de voyage, se divise en trois parties bien distinctes, l'Egypte, la Palestine, puis la Syrie, la Turquie et la Grèce, ou, si l'on aime mieux, le départ, le séjour et le retour. Pour ceux de ses lecteurs qui, comme lui, cherchent surtout Jésus-Christ dans le *Pays de l'Evangile*, ces trois divisions du sujet n'offrent pas la même importance. Et cependant la partie qui concerne l'Egypte est traitée avec une étendue et un soin remarquables. En effet, un lien si étroit, dans l'histoire sainte aussi bien que profane, unit la terre des Pharaons à *la terre de la promesse*, qu'il est bien difficile de les séparer ; car, d'Abraham à Moïse, et de Moïse à Jésus-Christ, l'Egypte a toujours été le chemin de la Palestine. La science moderne, en exhumant de son tombeau cette antique civilisation, n'a fait que confirmer les données des livres saints. Les quelques pages que la Bible consacre à Joseph nous en apprennent plus sur la vieille Egypte et sur l'accord des deux despotismes, royal et sacerdotal, pour opprimer cette race vouée à la servitude, que le *Sérapeum* récemment ouvert ou les pyramides éventrées. L'Egypte, moitié dédain, moitié frayeur, a beau se taire, par haine des *rois pasteurs* qui l'ont conquise, sur ce séjour de plusieurs siècles qu'y ont fait les Hébreux ; ils ont laissé leur trace dans ses monuments, dans ses

archives sculptées sur la pierre, comme l'Egypte a laissé la sienne sur les institutions et sur les penchants même du peuple hébreu ; car ne le voit-on pas regarder sans cesse en arrière, dans sa route à travers le désert, et sous la main même de Dieu qui le conduit, vers les délices idolâtres du pays qu'il a quitté ?

Ce lien entre l'Egypte et la Judée, l'auteur l'a senti et vivement exprimé dans les lignes suivantes :

« Là, les pères d'Israël vinrent planter leurs tentes, étrangers et voyageurs dans ces plaines fertiles comme dans la terre de Chanaan. Là, la race élue, de famille, devint nation ; là, elle trouva la rude école de la persécution, et gémit sous le bâton de l'exacteur. Là, le libérateur fut suscité. Là, éclata, pour la première fois, dans la faiblesse des opprimés, cette libre et triomphante puissance de l'Esprit, qui se rit de la force du nombre, de la gloire, de la science et de tout ce qu'idolâtre le monde. L'Egypte, théâtre des pires douleurs et des plus grandes délivrances d'Israël, devint le type prophétique de douleurs plus redoutables et de délivrances plus glorieuses. L'exode des opprimés, sous la conduite d'un proscrit, figura l'exode de l'âme humaine hors du pays de ténèbres et de condamnation. L'Egypte est, dans nos livres sacrés, la contre-partie de la *terre de la promesse*. Elle demeura comme une tentation et une menace pour le peuple élu, tantôt attiré vers elle pour lui demander un secours trompeur, tantôt obligé de redouter ses incursions. Enfin, l'Egypte vit sous ses sycomores le Sauveur du monde, alors que, comme pour Moïse enfant, la mort avait plané sur son berceau. » (P. 93.)

Une esquisse ne s'analyse pas, et tout son mérite est de faire deviner le tableau qui pourra en sortir un jour. Je n'ai pas la prétention de refaire ici, sous prétexte de le résumer, la course rapide de M. de Pressensé à travers la Palestine. Le lecteur aura plus tôt fait de la faire avec lui. Un mot seulement sur la manière de l'auteur et sur ses descriptions, où il est aussi sobre de couleur locale que M. Renan en a été prodigue. Voulez-vous du paysage oriental à grand éclat, j'allais presque dire à grand orchestre ; lisez l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. Là tout est étudié, calculé pour l'effet ; dans ces pages splendides, la nature elle-même n'est pas simple, et semble avoir posé, en modèle complaisant, dans l'atelier du peintre. Voulez-vous une description complète, consciencieuse, de la Terre-Sainte, avec un naturel et une simplicité qui vous charment, ce qui n'exclut pas un profond sentiment de la beauté toute morale, toute spirituelle de cette austère nature de l'Orient, lisez le facile et charmant volume de M. Félix Bovet sur la Palestine. Je n'ai pas à caractériser ici le voyage de M. Renan en Terre-Sainte, puisqu'il ne l'a pas écrit ; seulement, dans l'élégante marqueterie de ces paysages dont il a semé, çà et là, sa *Vie de Jésus*, il est permis, même à ses amis, de trouver que parfois ses descriptions sentent un peu le placage. Chez M. de Pressensé, on s'aperçoit, dès les premières pages, qu'il a voyagé pour sentir, pour méditer, et non pas pour décrire. Ce qui domine en lui, ce n'est pas le poëte, bien qu'il se devine en Judée, et se retrouve tout entier en Grèce, devant ces ruines qui parlent et ces éloquents souvenirs ; ce qui domine, c'est le penseur et l'historien. Une ou deux citations ici vaudront mieux que tous les éloges.

«... Le judaïsme n'a pas cessé un jour de porter en lui une pensée plus grande que lui-même, et d'être, avant tout, un type et un pressentiment sublime, le symbole ter-

restre d'une vérité supérieure. Son histoire, son culte, tout préfigure, sous une forme sensible, le règne spirituel qui devait être inauguré plus tard. Le pays sacré devient lui-même une parabole vivante des grandes consommations de l'avenir. Sa possession, sa perte, son recouvrement, figurent les phases de la destinée religieuse du monde. Les déserts et les lieux fertiles symbolisent les châtiments et les délivrances. Les coteaux, les vallons, les eaux murmurantes, tout prophétise. Et l'on voudrait, quand l'ère des types est passée, localiser, matérialiser de nouveau la foi ! Non ! l'élément périssable de l'ancienne alliance a disparu. Ce qui était poudre est retourné à la poudre, et n'en ressortira plus ; mais l'esprit, immortel, souffle avec d'autant plus de puissance, et ne se laissera plus enfermer dans des formes usées. C'en est fait de la théocratie, du temple et des gloires nationales du judaïsme. Sur leurs ruines, s'élève le temple qui n'a pas été fait de main d'homme. La vraie consolation des débris de l'ancien Israël n'est pas d'attendre un nouveau royaume terrestre, mais de laisser les choses qui sont derrière eux, pour aller vers celles qui sont devant eux et devant nous, et dont nous ne nous détournerons pas, au nom d'un littéralisme, aussi faux en poésie qu'en prophétie. » (P. 149.)

Après la pensée, le sentiment! lisez cette page touchante sur Sichem et le puits de Jacob :

« C'est donc là que le Maître s'assit, sous l'accablement d'un jour brûlant. Il avait parcouru ce même chemin, et c'est là, dans ce coin ignoré du monde, qu'il a prononcé les plus grandes paroles que la terre eût entendues, car elles inauguraient le règne de l'esprit. Toute la scène devient vivante : on voit la femme qui vient de la ville si prochaine, les disciples qui s'y rendent. On assiste à cet entretien, familièrement sublime... Voici, près de ces eaux courantes, de beaux champs de blé, et c'est à eux que, selon sa coutume, le Maître a emprunté sa comparaison du semeur : « *Voyez, les moissons sont « déjà blanches!* » Toutes mes impressions sont résumées par cette ligne touchante du *Requiem : « Quærens me, sedisti lassus.* « En me cherchant, tu t'assis, fatigué. » O mon Sauveur, je te vois ici, semblable à ces pèlerins que j'ai rencontrés hier, du moins aux plus pauvres, car tu ne voyageais pas comme les riches ; mais tes pieds s'étaient meurtris aux pierres du chemin. Tu étais consumé par la soif. Tu as tout oublié pour cette femme méprisée, qu'aucun Juif ne daignerait regarder. C'est une âme perdue à sauver, à éclairer dans ses ténèbres, et elle aura les prémices de ton enseignement le plus élevé et le plus profond. Tu m'apparais tout ensemble dans les abaissements de ton humanité, et dans le pur éclat de ta royauté spirituelle. L'eau du puits s'est tarie, mais la source que ta Parole a ouverte jaillit aussi fraîche, aussi vivante aujourd'hui qu'il y a dix-huit siècles ! » (P. 177.)

J'abrége à regret ces citations qui pourraient me mener loin, et je reviens, avec l'auteur, à travers la Syrie, Constantinople et la Grèce. Avec lui je m'arrête, en passant, à Damas, à Ephèse, à Ba'lbek, en regrettant de ne pouvoir y retenir le lecteur. Partout, sur ma route, je lui sais gré de maudire, et je maudis avec lui cette farouche religion de l'Islam, ce double despostime religieux et politique, qui dégrade ceux qu'il asservit, et sème de ruines toute terre sur laquelle il s'est abattu. Avec l'auteur, je m'arrête à Smyrne, pour saluer la Grèce dont il vient de toucher le seuil, en abordant « cette Ionie qui tempéra de grâce et de délicatesse l'énergique et fier génie des Hellènes, tout en prenant à leur contact une trempe de force et d'audace. Ces côtes, baignées d'une lumière si riche, sont découpées en mille golfes où la mer pénètre, comme pour solliciter l'activité humaine et l'empêcher de s'assoupir sous les langueurs du climat. C'est dans cette région enchanteresse qu'est née la poésie d'Homère, pleine de fraîcheur et de puissance ; c'est de ces flots limpides que sont sorties les divinités de l'Olympe, aux accents de cette grande lyre et sous les sourires du ciel... En ces lieux enchantés, l'humanité fut prise de ravissement, et, se trouvant plus belle et plus puissante que tout ce qui l'entourait, elle

s'adora elle-même dans un incomparable idéal d'héroïsme qu'elle ne put invoquer qu'une fois, sur ce sol favorisé, et au sein de la race la plus richement douée. Et cependant, c'est sur ce même sol, où il semblait que la poésie du fini pût seule fleurir, que fut inspirée l'œuvre la plus mystique, celle qui ouvre sur l'infini l'échappée la plus profonde, le quatrième évangile, que les Pères d'Alexandrie appelaient l'*Evangile de l'esprit*. C'est de ces mêmes flots bleus d'où s'échappa l'*Iliade* toute radieuse, comme la blanche Amphitrite de l'écume brillante, qu'a surgi le sombre et sublime poëme de Pathmos, l'épopée du martyre, le livre des sanglants combats de la vérité, l'*Apocalypse*. Et qu'on vienne, après cela, nous parler encore de la fatalité des climats et des races, et prétendre que les fruits de l'esprit humain mûrissent, comme ceux de la terre, selon le vent et le soleil! » (P. 262).

C'en est assez, je pense, pour donner envie d'en lire davantage, et surtout, ce qui m'importe, pour montrer que le chrétien, dans le sens le plus large et le plus vrai de ce mot, n'est et ne doit rester étranger à rien de ce qui élargit le champ de la pensée humaine; du moment où elle prend Dieu pour point de départ, plus de danger qu'elle s'égare, elle saura bien revenir à lui à travers toutes les splendeurs de sa création. L'art, la poésie, la nature, les fleurs, *l'inutile*, en un mot, c'est-à-dire *le beau*, comme dit si bien Madame de Staël, tout est au service de la foi, tout est sanctifié par l'usage qu'elle en fait; l'homme, en relevant son regard de la nature à Dieu, aura toujours besoin des arts et de la poésie, comme d'autant de formes de la prière pour l'adorer, comme d'autant de voix pour le bénir.

Un mot encore à l'auteur, un mot de fraternel avertissement, et nous avons fini. On passe beaucoup à des notes de voyage, écrites au courant de la plume, et sous l'impression du moment. Cependant *noblesse oblige* : quand on a écrit l'histoire *des Trois premiers siècles de l'Eglise*, et qu'on a l'honneur d'écrire une *Vie de Jésus-Christ*, il est bon de s'en souvenir toujours, même dans ces pages rapides qu'on laisse tomber en courant. La poésie occupe, dans ce trop court volume, une place assez grande pour que nous regrettions d'y trouver parfois quelques détails qui tiennent de trop près à la prose. En face de ce grand idéal, que M. de Pressensé est allé chercher en Palestine, le *réalisme* n'a plus sa raison d'être, et, s'il faut tout voir en voyage, il ne faut pas tout raconter. Comme la première édition de l'ouvrage a été épuisée en un mois, et que la seconde touche à sa fin, nous ne doutons pas que l'auteur, forcé d'en préparer une troisième, n'en fasse disparaître ces taches légères. L'écrivain, le livre et le public, y gagneront également, et il nous restera, sous cette forme rapide et légère, une des lectures les plus sérieuses, et qui ouvrent le plus large horizon à l'âme et à la pensée.

ROSSEEUW SAINT-HILAIRE.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 février.

Les élections dans l'Eglise réformée. — L'appel comme d'abus de l'Encyclique. — La grande question du moment. — La brochure de Mgr l'évêque d'Orléans. — Les devoirs du parti libéral catholique. — La prédication du père Hyacinthe et une allocution de l'archevêque de Paris. — Le retrait de l'autorisation accordée aux conférences de MM. A. de Broglie, Cochin et L. de Lavergne. — Mort de M. Proudhon. — M. Charles Monnard.

Les élections de l'Eglise réformée fort disputées partout, favorables au parti dit libéral dans plusieurs centres importants comme Bordeaux, le Havre et Nîmes, ont eu pour résultat, à Paris, d'assurer la majorité au parti évangélique, malgré tous les efforts que l'on a tentés pour agiter et fausser l'opinion. Sur six candidats à élire, cinq noms de la liste du Conseil presbytéral ont passé d'emblée. Un tour de ballotage est nécessaire pour le sixième; c'est avec étonnement que l'on a vu l'hésitation porter sur M. Guizot, après le noble et beau témoignage qu'il a rendu récemment à la foi chrétienne. On ne peut attribuer le retard de sa nomination qu'à une brochure tardive à laquelle on n'a pas eu le temps de répondre avant le scrutin et qui transportait le débat sur le terrain politique. Au reste la majorité du parti évangélique est très faible; mais quand on tient compte de l'agitation provoquée contre lui par toute espèce de moyens, on a lieu d'être surpris qu'il soit demeuré victorieux. Il est certain qu'en réalité il s'est fortifié moralement, et qu'il a déployé son drapeau avec plus de décision que jamais. Le malentendu déplorable et absurde qui confond la liberté de conscience avec la liberté de tout nier en fait de doctrine dans une Eglise chrétienne a fait le fond de la polémique du parti dit libéral, et nous avons vu des journalistes éminents, dignes de comprendre le véritable état de la question, lui prêter l'appui de leur talent. Chose plus étrange encore! il se trouve des journaux libéraux pour applaudir à l'intervention de l'Etat dans la fixation des conditions religieuses de l'électorat, intervention que réclame le parti vaincu au scrutin par un appel au conseil d'Etat. Ils ne voient pas que si une pareille prétention triomphait, l'Eglise réformée ne serait plus qu'un simple département administratif, puisque tout pouvoir chez elle émane de l'élection. On connaît nos principes sur les inconvénients de l'union de l'Eglise et de l'Etat, mais l'impartialité nous fait un devoir de déclarer que ces inconvénients au fond incurables ne vont pas jusqu'à la servitude honteuse à laquelle pousse le parti dit libéral. Après avoir abandonné le régime représentatif dans l'Eglise, il veut maintenant livrer le droit élec-

toral tout entier au pouvoir civil. Au reste, nous ne faisons qu'exprimer une impression très générale en disant que c'est une chose lamentable que d'être obligé par une organisation fautive de jouer la foi de l'Eglise sur de pareilles cartes, et de la faire dépendre de tous les hasards d'un suffrage qui n'est restreint par aucune condition religieuse vraiment efficace.

Tout a été dit sur l'Encyclique, mais malheureusement tout n'a pu être dit librement par les premiers intéressés. L'arrêt du conseil d'Etat qui interdit aux évêques et archevêques de la publier officiellement *ex cathedrâ* dans leur diocèse est venu compliquer une question fort simple en elle-même. Un document venait de paraître lançant l'anathème aux vérités sociales les plus élémentaires, document violent, respirant d'un bout à l'autre la haine de la liberté, et réclamant ouvertement la persécution, l'esclavage de l'esprit humain, la subordination de l'Etat à l'Eglise ou plutôt à une Eglise. Qu'y avait-il de plus simple que de laisser à l'épiscopat français le soin et l'embarras de faire l'apologie d'une telle pièce inspirée par les exagérés du parti? Chacun restait ainsi dans son rôle; les défenseurs de l'Encyclique ne pouvaient se poser en champions de la liberté religieuse à l'occasion d'un document qui la nie avec audace, et leur approbation des doctrines de Rome se retournait contre eux. On n'avait qu'à laisser le parti exagéré à lui-même, et à ses imprudences; on n'avait qu'à accorder la parole à MM. de Poitiers ou de Moulins. Cela valait cent fois toutes les *déclarations comme d'abus*. L'opinion, dont les verdicts ont une autre importance que celle du conseil d'Etat en pareil sujet, portait une condamnation sévère et sans appel sur ces défis à la conscience publique. Au lieu de cela on a préféré recourir au vieil arsenal des ordonnances de l'ancienne royauté et du premier empire; on a invoqué ce qu'on est convenu d'appeler les libertés de l'Eglise gallicane et les trop fameux articles organiques qu'il faut bien se garder de confondre avec le Concordat, car ils furent ajoutés après coup au traité conclu avec le pape, selon les procédés accoutumés de cette diplomatie simplifiée qui ne connaissait que le droit du plus fort.

A quoi sert d'interdire sous une forme spéciale une publicité déjà éclatante? L'Encyclique ne sera pas affichée aux colonnes des cathédrales, mais elle se vend ouvertement à la porte. D'ailleurs elle circule partout, chaque journal la reproduit. Sous Louis XIV et sous Napoléon Ier, la toute-puissante tyrannie pouvait, dans une certaine mesure, empêcher la circulation des nouvelles désagréables. Aujourd'hui tout se sait à l'heure même et il y a bien peu de délibérations secrètes qui ne fassent les frais des entretiens de la soirée, aussi bien dans les salons malveillants que dans les cercles favorisés et approbateurs. La presse a beau être arrêtée, surveillée, mutilée parfois, elle ne peut refuser sa pâture à la curiosité publique. L'Encyclique était donc déjà connue universellement quand il a été décidé qu'elle serait officiellement ignorée dans les diocèses; mais comme les diocèses se confondent avec les départements et que les dé-

partements avaient lu ce qui était censé ne pas exister, l'arrêt du conseil d'Etat était une lettre morte. L'Etat a opposé une arme vermoulue aux foudres mouillées de l'Eglise, et répondu par une vaine résistance à une non moins vaine attaque, ou plutôt il a pris le plus sûr moyen de donner quelque importance à ce fantôme de moyen âge qui se fut évanoui si promptement au grand jour d'une publicité sans entraves.

On connaît toute l'inanité des appels comme d'abus, ils ne signifient rien sinon que l'Etat blâme tel ou tel évêque, mais comme pour le délinquant un tel blâme est aujourd'hui un glorieux opprobre, il obtient à bon marché l'honneur d'un martyre très doux et très bien porté à Rome. On en arrive ainsi à cette anomalie bizarre de poser en défenseurs de la liberté religieuse les évêques qui ont approuvé ou peut-être inspiré ce qui en est la répudiation la plus extravagante. On se souvient heureusement du peu qu'ils risquent à cette diversion qui leur est si commode. L'Eglise et l'Etat n'ont rien à gagner à un pareil conflit; la lutte est sans grandeur et ne saurait aboutir. Aussi depuis un mois l'opinion publique s'est-elle prononcée avec une singulière vivacité dans le sens de la séparation des deux puissances civile et spirituelle. Le mouvement des esprits devient irrésistible dans cette direction, si bien qu'un journal pouvait dire dernièrement avec raison que le paradoxe aujourd'hui, ce n'était plus de réclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat mais de l'ajourner ou de la contester.

En effet, il n'est pas un seul organe du parti libéral qui, avec plus ou moins de netteté, ne répudie le régime des concordats. Journaux et revues, tous les recueils périodiques indépendants sont unanimes dans cette aspiration, le fait est patent. Le *Journal des Débats*, le *Temps*, la *Presse*, la *Revue des Deux-Mondes*[1], la *Revue germanique* et bien d'autres feuilles reviennent avec insistance sur ce sujet; il n'est pas de vérité sociale qui ait fait d'aussi grands progrès depuis dix ans. Récemment M. Leplay, le savant conseiller d'Etat, défendait le même principe dans le livre si curieux et si instructif qu'il consacrait aux questions sociales. Nous avons été très frappé du passage suivant, emprunté à l'*Indépendance belge* du 18 janvier. On y trouve l'expression mesurée de ce qu'on peut appeler la moyenne de l'opinion publique telle qu'elle se prononce dans la presse et dans les libres entretiens : « La question tend à se poser sur un terrain plus vaste et plus élevé; on en est venu à examiner s'il ne conviendrait pas mieux de laisser au clergé sa liberté qu'on ne peut restreindre sans atteindre en même temps toutes les autres libertés, et le délivrer de toutes les obligations et entraves que lui crée son alliance avec l'Eglise. Le sentiment général ne veut plus ni de concordat impuissant à sauvegarder l'indépendance des Etats, ni de lois restrictives gênantes pour la liberté; il se prononce avec une énergie crois-

[1] Qu'on lise sa chronique du 1er février, qu'on ne saurait trop méditer dans l'Eglise réformée.

sante en faveur de la réforme radicale, proclamée par M. de Cavour comme une nécessité de notre époque : *l'Eglise libre dans l'Etat libre.* »

Certes il y a dans un tel courant d'opinion si nouveau, si puissant, un signe des temps dont la haute portée frappent surtout ceux qui ont soutenu ces grands principes pendant de longues années, en ne rencontrant que l'étonnement ou l'opposition. Nous nous souvenons combien en 1848 les efforts qui furent tentés dans ce sens furent peu compris et peu fructueux. La Constituante n'accorda pas une heure d'examen à cette grave question et la Législative fit l'expédition de Rome. Les esprits ont marché depuis lors et ceux qui les voient à regret aspirer à une séparation prochaine entre les deux pouvoirs, n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes, car ils ont largement contribué à notre instruction en nous montrant à quelles fâcheuses conséquences conduit le système des religions d'Etat et des concordats. Ce sont les encouragements de l'ultramontanisme qui ont poussé la papauté à maintenir à Rome un régime tellement contraire à tout ce qui ressemble à un Etat moderne fondé sur le droit et la justice, que la convention du 15 septembre est devenue nécessaire. Ce sont les mêmes exagérations insensées qui se sont étalées dans l'Encyclique et ont provoqué les représailles que nous avons blâmées et le sentiment d'indignation ou de pitié que nous comprenons et partageons. De là est née cette situation déplorable de sourdes querelles, de défiance, d'irritation à peine contenue qui envenime les relations de l'Eglise catholique et de l'Etat, et qui subsistera tant que la société civile et la société religieuse se rencontreront ailleurs que sur le terrain du droit commun et de la liberté. D'un autre côté, les dissensions intestines des Eglises consistoriales, cette guerre acharnée qui y a éclaté et qui a eu un retentissement si vaste et si général, ont donné à réfléchir à beaucoup de bons esprits; ils se sont dit que l'Eglise avait bien été instituée pour combattre l'antichristianisme en dehors d'elle-même, mais non pas pour devenir l'arène de la lutte; qu'après tout le seul lien subsistant entre des opinions aussi radicalements opposées était le budget; que le seul obstacle qui s'oppose à ce qu'on revienne aux institutions synodales, protectrices de l'ordre et de la liberté, c'est la répugnance du pouvoir civil; que si l'on ne dépendait plus de lui, on ne vivrait pas un seul jour en deshérence de l'une des plus belles institutions de l'ancienne religion réformée, qu'il est fâcheux d'avoir à vaincre l'erreur flagrante chez soi avant de l'attaquer au dehors, et qu'enfin le zèle déployé, la piété ravivée, les progrès accomplis, la libéralité accrue, tout démontre la possibilité de se passer de secours étrangers chèrement payés.

En dehors de la question religieuse et ecclésiastique proprement dite, les saines notions politiques poussent du même côté. On pense avec raison que la décentralisation devrait bien commencer par la conscience et par la croyance, c'est-à-dire par ce qui est le plus individuel au monde. On se demande où l'Etat puise son droit pour s'ingérer dans les rapports

de l'âme humaine avec Dieu, pour forcer une croyance de soutenir la croyance contraire, traitant ainsi la religion comme un intérêt social, c'est-à-dire comme un moyen de police supérieure bien plutôt que comme le premier but de la vie.

Comment cette grande réforme déjà réclamée par la conscience publique s'opérera, c'est le secret de l'avenir. Plût au ciel, qu'elle pût se réaliser calmement, avec maturité, en se conciliant avec le respect des droits acquis, c'est-à-dire en ne faisant pas peser sur une seule génération le fardeau d'une rénovation aussi grande, car la justice réclamerait que la transition fût ménagée pour les titulaires des positions acquises. Plût à Dieu surtout que l'initiative partît des Eglises elles-mêmes, lasses de leur demi-servitude, et que ce fût le réveil d'une sainteté apostolique qui amenâ l'indépendance. Plût à Dieu que les divers partis qui se combattent ne s'attendissent pas mutuellement pour prendre une résolution héroïque, comme si celui qui surpasserait l'autre en foi, en mâle courage, et réclamerait le premier la liberté des âmes, ne se montrerait par là même le plus fort et le plus digne de vaincre. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour devenir le fait général et le droit social, entraînerait nécessairement avec elle, un retour sérieux à la liberté, car des Eglises séparées du pouvoir civil n'ont d'autre recours que le droit commun et les libertés publiques. C'est ainsi que le divorce des deux puissances serait cent fois plus avantageux que leur mariage, car le contrat ne s'est jamais signé qu'au détriment de la liberté. Nous sera-t-il donné d'inaugurer cette ère nouvelle qui aura sans doute ses difficultés et ses périls, — nobles périls d'un régime de responsabilité et d'indépendance? Je l'ignore. Toujours est-il que nous en aurons vu blanchir l'aurore à notre horizon bien plus tôt que nous ne l'eussions espéré.

En attendant, nous aurons à combattre plus d'une fois les funestes tendances d'un gallicanisme suranné; c'est un mal endémique en France. Est-ce que l'*Opinion nationale* ne proposait pas l'autre jour au gouvernement de convoquer un concile national pour lui faire voter, à la majorité des voix, les principes de 1789; sûr moyen d'aboutir à une nouvelle constitution civile du clergé? On y joindrait probablement le serment civique, et le pays tournerait dans le même cercle d'erreurs qui ont tant contribué à compromettre la révolution française. La papauté a fait une faute énorme; on en conclut qu'il faut en faire une analogue en confondant comme elle, quoique d'une autre façon, le spirituel et le temporel. Nous avons là une nouvelle preuve de l'accord parfait qui existe entre les démocrates autoritaires et les ultramontains. Ce sont les mêmes principes avec des applications inverses. Il est peu probable que le gouvernement écoute de pareils avis; il faudrait qu'il eût un goût plus prononcé qu'on n'est pas en droit de le lui supposer pour les assemblées délibérantes. Mais, ce qui est à craindre, c'est que dans l'excitation de la lutte il ne tende à resserrer les libertés restreintes des Eglises et ne les soumette davantage

au joug administratif. Là est sa pente et son danger. Il est possible que cette amère expérience des bienfaits de l'union avec le pouvoir civil soit infligée aux diverses Eglises. Le jour viendra infailliblement où ceux qui sont divisés aujourd'hui sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat combattront sous le même drapeau le grand combat de la liberté des âmes et des consciences.

Le parti libéral catholique a été vivement froissé et blessé par l'Encyclique; il se garde néanmoins de protester. Nous comprenons le mépris que lui inspire l'insolent triomphe de la mauvaise presse catholique. Qu'il ne se commette pas avec les continuateurs de M. Louis Veuillot, lesquels, au prix des plus grands efforts, ne parviennent jamais qu'à affaiblir ses véhéments outrages, je le conçois. J'admets aussi les poignantes perplexités de cœurs droits, qui ne sont pas mûrs pour se séparer de Rome, tout en étant profondément atteints et blessés dans leurs plus nobles fibres. Mais que ces hommes généreux et désolés pensent au mal affreux que l'Encyclique cause à la foi chrétienne, dont elle fait un objet de répulsion pour tous ceux qui ne savent pas distinguer entre la papauté et l'Evangile.

Il ne nous est pas possible de prendre, pour une explication ou une atténuation suffisante de l'Encyclique, la brochure de Mgr l'évêque d'Orléans[1]. Par une manœuvre habile, il commence par une véhémente philippique contre la convention du 15 septembre ou plutôt contre l'Italie nouvelle; il n'y voit que crime, trahison et basse ambition piémontaise. Il oublie de nous dire ce qu'était le régime qui a été remplacé à Naples et dans les Légations, et ce qu'un cœur noble et généreux avait à souffrir sous cette abrutissante tyrannie. Que tout, dans l'œuvre d'émancipation, ne se soit pas passé conformément aux lois de la morale, nous ne le nions pas, mais nous n'en affirmons pas moins que la cause en elle-même est l'une des plus légitimes qu'on puisse soutenir. La conscience publique fera justice des exagérations de l'évêque d'Orléans. Il est évident qu'il eût mieux aimé s'en tenir à la première partie de sa brochure que d'avoir à justifier l'Encyclique. A quels expédients, à quelles subtilités l'éloquent évêque n'est-il pas réduit pour lui donner un sens raisonnable? Il lui faut recourir à toutes les arguties d'une théologie de séminaire; il a beau faire, l'esprit du document est plus fort que son exégèse; il ne fera croire à personne que quand le pape anathématise le libéralisme et la civilisation moderne, il n'entend parler que du mauvais libéralisme et de la mauvaise civilisation, et qu'il garde au fond du cœur un secret amour pour les libertés publiques. Sur la grande question de la liberté des cultes, l'évêque d'Orléans ne sort pas des équivoques; il déclare qu'elle doit être reconnue en fait, mais il trouve bon qu'on la nie en droit partout où l'unité de croyances peut être maintenue dans l'Etat comme dans l'Eglise. C'est là pour lui le beau idéal. Il profite ainsi que l'évêque de Strasbourg, dans

[1] *La Convention du 15 septembre et l'Encyclique du 8 décembre.* Paris, Douniol, 1865.

sa lettre à M. Baroche, des restrictions apportées en France à la liberté religieuse pour justifier le pape et pour déclarer irréalisable la liberté de conscience pleine et entière. Cette distinction entre le droit et le fait, entre ce qu'on appelle la thèse et l'hypothèse, entre la croyance du saint-père et ce qu'il tolère dans tel ou tel pays, est une dérision. Cela signifie simplement que là où la papauté ne peut plus détruire la liberté religieuse, elle s'en abstient, non sans protester, tandis que là où elle est la plus forte elle la foule aux pieds, témoin ce qu'elle fait chez elle à Rome. L'Encyclique s'est bornée à rédiger, sous forme de catéchisme, les belles institutions dont la théocratie papale a doté la ville éternelle. Il y a là un commentaire pratique qui rompt toutes les toiles d'araignées d'une argumentation subtile. Je sais que Mgr l'évêque d'Orléans, dans son audace d'apologiste à outrance, nous parle de la tolérance que montre le saint-père dans sa capitale à l'égard des protestants et des juifs. Oui, j'ai bien lu; il mentionne les juifs malgré les fameux enlèvements d'enfants qui ont indigné l'Europe. L'Encyclique reste aujourd'hui ce qu'elle était avant les interprétations de Mgr Dupanloup, interprétations fort insuffisantes et qui d'ailleurs ne font point autorité tant que le saint-siége ne les a pas acceptées. L'éloquent évêque forme le vœu que les protestants chrétiens rentrent dans l'unité catholique, et il reprend pour lui la grande parole de saint Paul au roi Agrippa : « Je souhaite que vous soyez semblable à moi. » Il fallait achever le texte sacré et ajouter comme l'Apôtre, mais dans un autre sens : *A la réserve de ces liens*. Ils sont bien lourds les liens ecclésiastiques qui contraignent un évêque libéral et gallican à justifier l'Encyclique du 8 décembre et à se mettre en frais d'éloquence pour un acte semblable, si attentatoire aux droits de la conscience. C'est nous qui lui dirons très sincèrement : *Cupio vos sicut nos fieri*.

Le manifeste de l'évêque d'Orléans ne peut donc décharger de sa responsabilité le parti libéral catholique dans ces graves circonstances. La lettre admirable de M. Arnaud de l'Ariége, qui dégage si nettement les opinions de son auteur des folies ultramontaines et renferme une si éloquente protestation contre la théocratie romaine et l'union des deux pouvoirs, considérées avec raison par l'auteur comme un legs du paganisme, cette lettre si élevée, si généreuse, est un manifeste purement individuel. La soumission gênée et circonspecte du *Correspondant* à l'Encyclique maintient la solidarité entre le parti libéral catholique et l'ultramontanisme insensé qui triomphe aujourd'hui. Or, nous sommes dans un temps où les attaques contre le christianisme sont vives et nombreuses; toute faute, tout malentendu peut devenir fatal. Est-il permis de laisser s'accréditer l'idée que la religion est solidaire du système tyrannique préconisé par l'Encyclique? A-t-on songé aux âmes qui peuvent être égarées et perdues par une pareille opinion propagée à l'envi par tous les adversaires de la foi chrétienne? Il ne sert de rien d'équivoquer et de dire tout bas que l'Encyclique ne fait pas autorité en politique, qu'après tout elle se borne à

réunir en un faisceau des condamnations antérieures qui n'avaient pas empêché le catholicisme libéral de se constituer. Ces raisons ne convainquent personne, pas même ceux qui se les administrent. Si l'on pense que la papauté a dépassé sa compétence, — ce que l'Eglise de France n'eût pas manqué de dire au dix-septième siècle, — il faut l'affirmer tout haut; il faut opposer une digue à cet ultramontanisme fanatique qui ne met plus de bornes à ses prétentions et à ses audaces. Si le catholicisme libéral continue à se taire et à paraître accepter ce qui est inacceptable, il sera responsable du mal incalculable que produira l'Encyclique au sein de cette génération si mal disposée pour le christianisme. Voilà pour nous le côté le plus grave de la situation. Ne pourrait-on pas formuler avec respect un appel comme d'abus contre de si effrayantes applications de l'infaillibilité papale! C'est bien la peine de faire d'éloquentes apologies de la foi, et de s'évertuer à établir qu'elle est compatible avec nos plus légitimes aspirations pour recevoir un pareil démenti de la part du chef de l'Eglise?

Cette pensée s'imposait à nous avec une énergie singulière, l'autre jour en entendant à Notre-Dame le grand orateur qui s'est révélé cet hiver au public parisien. On vendait l'Encyclique sur la place publique, à la porte de la cathédrale, à l'heure même où le père Hyacinthe plaidait devant une immense assemblée la cause du christianisme avec autant d'éloquence que de largeur sympathique. Clarté, force d'entraînement, éclat de la parole, geste puissant, le prédicateur du dernier avent possède toutes ces qualités à un haut degré. Nous saluons en lui un héritier de Lacordaire, sans faire d'ailleurs aucune comparaison, ce qui serait prématuré. Nous l'avons entendu avec une admiration sérieuse; le souffle qui l'anime est généreux; il sait parler à la conscience et au cœur. En l'écoutant et en entendant après lui l'allocution si digne, si élevée, si pressante de l'archevêque de Paris, étranger comme on le sait, aux exagérations de l'ultramontanisme, nous reconnaissions avec bonheur une fois de plus qu'il y a une grande et large catholicité des âmes chrétiennes, en dehors de laquelle toutes les Encycliques et toutes les étroitesses sectaires ne parviendront pas à mettre un seul vrai disciple du Crucifié.

A la veille des grands débats de l'adresse, nous ne dirons qu'un mot de notre politique intérieure pour déplorer la mesure ministérielle qui a retiré à MM. A. de Broglie, Cochin et Léonce de Lavergne l'autorisation de faire des conférences au local de la Société d'encouragement. La politique était complétement hors de cause dans cette noble entreprise, puisqu'elle associait des hommes de toute opinion. Suffit-il donc d'appartenir à l'opposition pour être privé de l'usage de la libre parole en matière scientifique et littéraire? Perdra-t-on le droit de faire le bien en répandant les plus saines idées, parce que l'on est supposé appartenir aux anciens partis? Il y a là une sorte d'excommunication sociale qui rappelle l'Encyclique. Pourquoi M. le ministre de l'instruction publique est-il revenu de son premier mouvement qui était le bon? On ne le sait que trop;

il y a deux courants dans l'administration, l'un incline quelque peu vers la liberté, l'autre n'en veut à aucun degré. Faudrait-il voir dans l'arrêté ministériel une preuve que le courant rétrograde l'emporte décidément? Certes, si la liberté est jamais respectable, c'est bien quand on en veut user pour propager l'instruction, pour populariser de hautes notions de morale, de critique, de littérature, d'économie politique. Le beau malheur de voir applaudir MM. A. de Broglie et Cochin? Singulière manière de prouver sa force que de montrer de l'inquiétude devant de simples noms! Les conférences pour la Pologne ont été également interdites après avoir été autorisées. M. le ministre nous a appris dans sa dernière circulaire qu'il suffit de s'être illustré dans un autre camp que le sien pour se voir interdire la parole publique. Espérons que la Muse de l'Eloquence aura désormais le goût prudent des dieux de Lucain. *Victrix causa diis placuit.* Voilà les beaux fruits du déplorable système de l'autorisation préalable. Tant qu'il existe la liberté n'est qu'une illusion.

Ce n'est pas sans tristesse que l'on voit disparaître sans s'être rétracté un homme qui a parlé de Dieu comme M. Proudhon. Toujours occupé de frapper fort plutôt que de frapper juste, aiguisant le paradoxe comme une pointe d'épée, il a stérilement agité les esprits. S'attaquant aux bases de la société et de la religion, il avait conservé le respect de la morale, sa vie privée méritait l'estime; mais il aura passé comme un météore beaucoup plus redoutable en apparence qu'en réalité. Il a obtenu l'attention par des moyens violents et assez vulgaires, en prodiguant les mots effrayants et en soutenant les thèses les plus contradictoires. Proudhon est un produit authentique de la fausse et téméraire spéculation de notre époque.

Nous avons à enregistrer une autre mort qui nous touche de plus près, c'est celle de M. Charles Monnard, professeur de littérature à Bonn et collaborateur de cette *Revue*. Littérateur distingué, très connu en France par sa participation à l'ancien *Globe* et par de remarquables travaux sur l'histoire de la Suisse, traducteur et continuateur de Jean de Müller, écrivain plein d'érudition et de goût, toujours au service des meilleures causes, M. Monnard avait eu dans son pays une belle carrière politique; il avait été l'un des chefs les plus estimés de ce parti vraiment libéral et patriote que la révolution radicale de 1845 renversa. Il eut l'honneur d'être un des fondateurs de l'Eglise libre du canton de Vaud et de la servir aux jours du péril. Il avait montré dans les alternatives d'une vie agitée le plus noble caractère; l'homme privé et l'homme public étaient à la même hauteur de générosité délicate, de loyauté, de noblesse, de christianisme large et profond. Il laisse un beau souvenir mêlé d'affection et de respect à tous ceux qui l'ont connu, et son pays si ingrat un jour envers lui le pleure comme l'un de ses grands citoyens. EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

HISTOIRE

HISTOIRE DE FRANCE, par M. Emile de Bonnechose, *continuée pour la première fois jusqu'à la révolution de* 1848. — Treizième édition. Paris, Firmin Didot. 2 vol. in-8°. 1864.

« *Scribitur ad narrandum non ad probandum.* » (L'historien écrit pour raconter, et non pas pour prouver). N'en déplaise à Quintilien, l'histoire tout entière n'est pas plus dans le récit qu'elle n'est dans les réflexions qui le complétent. Si vous vous bornez à raconter, fussiez-vous Joinville ou Froissard, vous ne dépasserez pas le niveau de la chronique; vous contentez-vous de prouver, vous pouvez être un penseur, un publiciste de génie, comme Bossuet et Montesquieu, mais vous n'êtes pas un historien, au vrai sens du mot; vous avez la substance, le squelette de l'histoire, mais il y manque, pour faire un corps vivant, les muscles et la chair. Aussi, s'il m'était permis, d'amender cet oracle de la sagesse antique, je dirais : On doit, non pas écrire pour raconter, mais raconter pour prouver. Les meilleurs jugements sont peut-être ceux qu'on n'exprime pas, et qu'on amène le lecteur à prononcer lui-même. Soyez donc sobres dans le récit, comme Tacite et Thucydide, nos maîtres et nos éternels modèles; mais soyez plus sobres encore dans les réflexions qui le couronnent, et qu'elles naissent si bien de l'exposition des faits que le lecteur, dans votre pensée, croie toujours retrouver la sienne.

De ces deux moitiés de l'historien, on sait celle qu'a choisie M. de Bonnechose. Evidemment, malgré son titre, c'est un résumé qu'il a voulu faire, ce n'est pas une histoire. « L'histoire de France, a dit Napoléon, doit être écrite en un volume ou en

cent. » Or cette dernière tâche dépasse les forces d'un homme, et j'ajouterai qu'elle dépasse aussi celles du lecteur. Quant à l'autre, l'auteur, avec la témérité de la jeunesse, a osé l'entreprendre, il y a trente ans, et le succès a couronné son audace. Son *Histoire de France*, en un volume d'abord, puis en deux, est arrivée à sa *treizième édition*, et grâce à ce travail incessant de l'auteur sur sa propre pensée, elle a atteint enfin sa forme définitive.

Quand un livre en est à sa treizième édition, les faits ont parlé : on est dispensé d'en dire tout le bien que le public en pense ; aussi nous serions-nous contenté d'enregistrer ce nouveau succès de M. de Bonnechose, si une portion entièrement neuve de ce consciencieux travail ne commandait l'attention du lecteur. Dans les autres éditions le récit s'arrêtait à la chute de la Restauration, et à la Révolution de 1830 ; dans celle-ci, il s'étend jusqu'à la Révolution de 1848. Ce sont donc dix-huit années, des plus pleines, sinon des plus brillantes, ajoutées à notre vie de nation, et séparées par dix-sept autres de l'époque que nous avons atteinte. Si ce n'est pas encore l'histoire telle que la postérité l'écrira, ce n'est pas non plus tout à fait l'histoire contemporaine. Bon nombre des acteurs de ce drame de 18 ans sont déjà descendus dans le tombeau, et la plupart des autres sont retirés de la scène. Si toutes les passions ne sont pas calmées encore sur la cendre de ces deux rois morts dans l'exil, le jour de la vérité commence à luire sur eux. Une génération nouvelle pourra seule les juger avec une pleine impartialité, parce que, comme l'historien romain, elle n'aura reçu d'eux ni faveur ni injure ; mais en attendant, on aime à voir ce noble effort d'un contemporain pour s'abstraire du temps présent, et s'adresser dans ses jugements à la France de l'avenir.

En ajoutant aux seize années qu'a duré la Restauration, les dix-huit du règne de Louis-Philippe, nous avons un total de trente-quatre années qui renferment, à bien dire, toute l'histoire du gouvernement parlementaire dans notre pays. En effet, l'orageux et sanglant essai qu'en ont fait nos assemblées révolutionnaires ne peut pas compter, les trois pouvoirs dont ce gouvernement se compose s'étant bientôt réduits à un seul. De nos jours, les trois éléments subsistent, au moins de nom ; mais leur pondération mutuelle n'étant pas encore complétement rétablie, nous attendrons pour en parler que le *couronnement* promis ait été ajouté à l'édifice. Bien que le précis de la Restauration par M. de Bonnechose date déjà de plusieurs années, nous l'étudierons comme s'il était nouveau, les deux histoires n'en faisant qu'une, au fond, malgré le changement de dynastie, et la révo-

lution qui les sépare; car toutes deux se tiennent par un lien étroit, et constituent en somme, la tentative la plus sérieuse que la France ait jamais faite pour fonder chez elle le gouvernement parlementaire.

Il est de mode d'en médire aujourd'hui, je le sais. Les peuples qui ont beaucoup souffert s'en prennent toujours à leurs institutions de leurs souffrances, pour ne pas dire de leurs fautes. Cependant, comme l'avenir des sociétés modernes est dans ces institutions, si décriées de nos jours, on nous permettra de ne pas en désespérer encore. En cherchant dans les erreurs de nos deux derniers gouvernements le secret de leur chute, nous trouverons peut-être que, dans ces tristes malentendus entre la France et ceux qui la gouvernaient, les torts n'ont pas tous été du côté du pouvoir, et que le pays, toujours victime, a quelquefois été complice.

Mais avant de juger l'ouvrage, commençons par faire connaissance avec l'auteur. Voici sa profession de foi extraite d'une préface nouvelle qu'il a mise en tête de son œuvre :

« Aujourd'hui, comme au temps où je débutais, je crois que les lois immuables de la morale sont les mêmes pour les nations et pour les individus, et que c'est aux clartés du flambeau allumé par Dieu dans la conscience qu'il faut juger l'histoire de l'humanité... Je crois, à l'inverse de l'antiquité, que l'individu n'est point fait pour l'Etat, mais l'Etat, au contraire, pour les individus;... je crois enfin que les meilleurs gouvernements sont ceux qui, en élevant le niveau moral et intellectuel des peuples, font participer le plus grand nombre d'hommes possible aux bienfaits de la civilisation.

« Pendant les premières années qui ont suivi la révolution de février, le devoir de l'historien était de laisser les passions s'apaiser, et de mûrir ses jugements sur un passé trop récent... Mais aujourd'hui que le pays se réveille, que tant de voix généreuses ramènent les esprits aux traditions des gouvernements libres, il n'est plus permis à l'historien de se taire. Plus sera générale et vive l'expression des vœux pour le retour aux libertés perdues, plus deviendra nécessaire l'étude du règne qui nous apprend comment elles ont péri.

« La vérité sur ce règne n'a pas été dite tout entière : altérée par ses ennemis, elle a souvent été obscurcie par ses amis... On ne voit pas que, si personne n'est responsable des malheurs qu'on déplore, il faudra s'en prendre à ces institutions même qu'on regrette. Ainsi se trouveront justifiés, aux yeux de beaucoup d'hommes, la méfiance, le dédain même pour ces libertés auxquelles ils attribueront tous nos malheurs. Tel sera l'inévitable résultat des défaillances de l'histoire, de ces omissions intéressées, de ces fraudes complaisantes et fatales. Non ! si nos libertés politiques ont péri, la faute n'en est ni à ces libertés, ni aux chartes où elles étaient écrites ; elle est en partie aux hommes, en partie à... cette centralisation excessive, legs funeste de l'ancien régime et du premier empire. » (T. I, Introd., p. II à VI.)

On nous pardonnera cette longue citation. Certes, il règne dans ces paroles une probité courageuse, un viril et sincère amour de la vérité. Mais laissons l'homme pour arriver à l'œuvre. Il est peu d'histoires qui produisent une impression aussi triste que celle de la Restauration. Ignorât-on le dénoûment qui l'attend, on le devinerait, rien qu'à voir ce profond désaccord entre la France et cette vieille dynastie, étonnée de se retrouver dans le palais de ses pères. On dirait un défi adressé par elle au peuple qu'elle est appelée à régir, et la réponse du peuple à ce défi, c'est la conspiration de 15 ans, c'est l'émeute en permanence qui gronde au fond des masses populaires. Le pays a pris au sérieux la charte, en dépit du pouvoir qui la fausse, et elle devient sainte à ses yeux du jour où on la viole!

Tous ces souvenirs, qui sont ceux de ma jeunesse, sont empreints pour moi d'une amertume que ne tempère aucune douceur. Dès nos plus belles années, à l'âge où l'on ne demande qu'à aimer, on nous a enseigné à haïr! C'est en criant: Vive la charte! sous le sabre des gendarmes, c'est en voyant tomber à nos côtés l'infortuné Lallemand, massacré de sang-froid sur la place du Carrousel, que nous nous sommes rencontrés pour la première fois avec les réalités de la vie. Or les conspirations et les émeutes sont une mauvaise école pour la jeunesse; elle a besoin de frein, et ne doit pas songer à le rompre avant d'avoir appris à le porter.

Ce qui me frappe dans l'histoire de la Restauration, c'est que les changements à vue, sur le théâtre de la politique, s'y font toujours brusquement et sans transition. Pendant les seize ans à peine qu'elle a duré, chaque ministère qui arrive aux affaires ne songe qu'à défaire l'œuvre de celui qui l'a précédé; on dirait d'un vaisseau qui, luttant contre le vent contraire, vire de bord à chaque instant, en serrant toujours de plus près l'écueil où il doit périr. Dans ce court précis de M. de Bonnechose, que d'instructives et tristes leçons! Lisez cette vive et saisissante peinture des partis sous la Restauration, et vous comprendrez pourquoi elle a fait tant de fautes, et pourquoi elle n'a pas pu vivre:

« Ceux qui avaient tout perdu par la Révolution étaient en face de ceux qui avaient tout gagné par elle. Pour ces deux classes d'hommes, les mêmes mots n'avaient pas le même sens. Dans toute assemblée, les premiers voyaient une *Convention*, dans tout libéral un jacobin, dans la charte, la sanction des violences dont ils avaient été les victimes. Aux yeux des seconds, les Bourbons étaient les représentants d'un régime détesté, les royalistes des émigrés, des ennemis de la France... Les mêmes actes étaient ou vantés ou flétris, selon qu'ils avaient eu lieu sous le drapeau blanc ou sous les trois couleurs. La religion, invoquée par les uns,

était haïe par les autres comme l'auxiliaire du privilége et de l'absolutisme. Ceux-là fermaient les yeux sur les nécessités du temps présent, ceux-ci ne comprenaient plus le passé ni la puissance des souvenirs... » (T. II, p. 606.)

Avec des passions aussi excitées, et des partis aussi tranchés, on peut se figurer l'effet que produisirent sur la France les élections de 1824, démenti audacieux donné à toutes ses aspirations et à tous ses besoins; mais ici encore, laissons parler l'auteur :

« Le résultat des élections dépassa les espérances des royalistes ; dix-neuf libéraux seulement furent élus. Cet abus monstrueux de l'influence du pouvoir fut toujours en France, depuis la chute de l'ancien régime, un des résultats les plus funestes de la centralisation. Les gouvernements successifs qui ont trouvé d'abord un appui factice dans les suffrages dictés par eux, ont tous fini par y rencontrer leur perte. C'est peut-être là le plus grand péril des gouvernements représentatifs en France. La nation est censée intervenir dans ses propres affaires, et c'est par les élections que son influence s'exerce ; mais si elles ne sont pas l'expression vraie de l'opinion publique, elles ne représentent plus que le parti qui est au pouvoir. Celui-ci, dès lors, enivré de sa force apparente, et débarrassé de tout frein, s'abandonnera sans retenue à sa pente; il ne tiendra plus compte de l'opinion, comprimée comme la vapeur, jusqu'au point où elle fait explosion. Elle éclatera alors, et menacera d'emporter avec elle la monarchie et l'ordre social. » (T. II, p. 625.)

Rien à ajouter à cette peinture dont la vérité saute aux yeux, et est de mise à toutes les dates et sous tous les régimes! Mais derrière cette opinion publique muselée et faussée, qu'on pousse aux violences par la compression, que trouvons-nous? toujours la centralisation, qui explique tout dans notre histoire! Chose étrange en effet! Sans cesse notre vieille monarchie, depuis la chute du système féodal, tend à concentrer, à absorber en elle tous les pouvoirs. La France républicaine, et Napoléon, son héritier, se trouvent sur ce point d'accord avec elle. Toutes les dynasties, qui passent comme des ombres sur notre scène politique, tous les hôtes couronnés, qui se succèdent dans nos vieilles Tuileries, se rencontrent dans une même prédilection pour cette forme compliquée de gouvernement, où l'unité d'impulsion s'accroît du nombre même des rouages. Aussi l'auteur a-t-il déclaré à la centralisation une bonne et franche guerre. A travers les fautes des partis comme à travers celles du pouvoir, c'est toujours à elle qu'il remonte, comme à la source de tous nos maux.

En gémissant sur ces abus trop réels, que ceux-là même qui les déplorent n'oseraient pas corriger, tant est puissant chez nous l'empire de la routine, qui ne se dira avec l'auteur, en remontant la sanglante ornière de nos soixante et dix dernières années : « On a trop détruit en France, au début de notre Révo-

lution, trop rompu avec toutes les traditions, trop oublié que les nations, comme les individus, ne font pas sans péril divorce avec leur passé. » L'auteur va même plus loin; sans désavouer la précieuse conquête de notre unité nationale, que nous devons à la monarchie, après tout, et non à la république, il ose exprimer un regret qu'on peut pardonner à un des historiens de notre vieille France. Il voudrait disputer à l'oubli quelques-uns des noms de nos anciennes provinces. « Ce n'est pas chose indifférente, suivant lui, que de substituer à un nom national, entouré d'un prestige séculaire, un nom nouveau qui ne rappelle rien à la mémoire. Les provinces de France se rencontrent, non-seulement dans notre histoire, mais dans l'histoire de l'Europe et dans sa littérature. Il est telle de ces provinces qui a conquis des royaumes; elles se retrouvent partout enfin, excepté dans notre langue politique et sur nos cartes, à l'inexprimable étonnement des étrangers, et point au nôtre! » Hâtons-nous d'ajouter que l'auteur, dans ses pieux regrets, ne demande pas qu'on reconstruise nos vieilles provinces, après les avoir découpées en départements, plus dociles au joug de l'unité; non! M. de Bonnechose a trop l'esprit de l'historien pour ne pas accepter les faits accomplis; ce sont des noms seulement qu'il réclame, des noms chers à son cœur, et peut-être aux nôtres, et qu'il voudrait voir reparaître sur nos cartes, au lieu des noms de fleuves et de montagnes, dénominations toutes matérielles qui parlent aux yeux, et non à la pensée, et ont au moins le tort de ne pas apprendre à la France son histoire!

De toutes les leçons que nous a léguées la Restauration, la plus utile peut-être est celle-ci : c'est que quelque juste, quelque pure, ajoutons même quelque courte que soit une révolution, c'est toujours pour un Etat une secousse dangereuse. L'ébranlement qu'une heure a causé, il faut des années, des siècles parfois pour le raffermir. La révolution de Juillet n'a duré que trois jours, et certes, on aura beau chercher dans l'histoire, on n'en trouvera pas une qui, plus légitime dans son point de départ, ait provoqué moins d'excès, et entraîné moins de désordres. Et cependant, dans ces trois jours si pleins, si glorieux, si rapides, qui, après un demi-siècle presque écoulé, évoquent en moi tant de vivants souvenirs, que d'entraînements redoutables, que de périls, que d'illusions fatales, que de mauvaises passions déchaînées, sans que dix-huit années aient suffi à les refouler dans leur antre! Qu'est la révolution de 48, sinon le contre-coup lointain, la vaine et triste parodie de cette noble révolution de 1830, qui a bien fait de ne durer que trois jours; car s'il était temps qu'elle vînt, il était temps aussi qu'elle finît!

« Toute révolution, dit excellemment M. de Bonnechose, excite plus de désirs, même légitimes, qu'elle n'en peut satisfaire... Mais, tandis que la plupart ont pour objet de renverser des institutions établies, celle de Juillet, au contraire, fut faite pour la défense de la constitution et des lois violées. C'était un bien sans doute ; mais ce bien même cachait un écueil. Beaucoup d'hommes éminents, qui avaient secondé l'œuvre de Juillet, en vinrent à se persuader qu'il n'y avait plus qu'à contenir les vainqueurs, et à reprendre les affaires au point précis où la dynastie déchue les avait laissées la veille. Grande et fatale erreur! La société avait été trop profondément remuée pour que de cet ébranlement ne fussent sortis des besoins et des intérêts nouveaux, et entre beaucoup d'illusions, de légitimes espérances... Le gouvernement nouveau se trouvait donc ainsi placé entre le danger d'exagérer son principe et celui de le déserter, et de perdre ses amis sans gagner ses adversaires. » (P. 673.)

L'impartialité, en histoire, consiste surtout à faire la part des torts de chacun, sans parti pris d'avance de condamner ni d'absoudre. Dans cette répartition si délicate, pâle et faible anticipation de la justice humaine sur la justice divine, il est bien rare, en effet, qu'on n'arrive pas à trouver les torts partagés. Nous avons fait la part des Bourbons, et certes, elle ne fut pas mince; nous avons essayé de faire aussi celle de l'opinion libérale et du peuple, trop portés, comme tous les vainqueurs, à abuser de leur victoire, surtout quand ils n'y comptaient pas; laissons maintenant M. de Bonnechose faire, avec la même équité, la part des torts du gouvernement nouveau :

« Condamné dès sa naissance à se défendre contre l'hostilité des masses populaires, sans pouvoir rallier les forces conservatrices des sociétés humaines, il n'eut d'appuis ni dans l'aristocratie, attachée au gouvernement déchu, ni dans le clergé, dont il eut à combattre les secrètes défiances ou l'hostilité déclarée. Il eut à lutter, dans les classes moyennes, avec les partisans de la légitimité, avec les républicains, avec les bonapartistes, alors peu nombreux; avec les affiliés des sociétés secrètes qui, après avoir aidé à détruire un gouvernement, aspiraient à les renverser tous. Il se présenta devant tous ses ennemis, au milieu de populations exaltées par une insurrection victorieuse, sans ce prestige qu'exerce, soit le principe d'un droit traditionnel, *soit l'autorité d'un grand vote affirmatif et national qu'il eut le tort de ne point provoquer*. Sa faute en cela fut d'autant plus grande *qu'il eût certainement obtenu ce vote s'il l'eût demandé.* » (P. 674.)

Nous sommes de ceux qui ne se laissent guère éblouir par le spécieux mirage du suffrage universel. Une vie tout entière consacrée à l'étude de l'histoire nous a appris peut-être à ne pas nous payer de mots, et à essayer de ramener les hommes et les choses à leur juste valeur. On nous permettra donc, avec le profond respect dont nous ne nous écarterons jamais pour le suffrage universel, notre vrai souverain et notre arbitre suprême, de faire

au moins cette réserve que, pour qu'un droit soit sérieux, il faut que ceux qui en jouissent possèdent la capacité requise pour l'exercer. Or, dans un pays qui se croit à la tête de la civilisation, et où une notable portion de la population mâle et adulte ne sait pas lire, les droits politiques ne devraient pas venir, ce me semble, avant l'humble et élémentaire degré de connaissance qu'ils supposent chez ceux qui les exercent. On discute en ce moment la grave question de l'instruction primaire, gratuite ou obligatoire, et je n'ai nulle envie de la traiter ici ; remarquons seulement en passant que, suivant notre habitude de commencer à bâtir un édifice par le faîte, nous avons, en 1852 comme en 1792, commencé par reconnaître au peuple tous les droits politiques avant de nous demander s'il avait l'instruction nécessaire pour en faire usage. Que ces droits émanent de lui, nous ne le nions pas, et entre la souveraineté nationale et le droit divin, notre choix est fait depuis longtemps. Mais il est aussi une souveraineté qu'il faut respecter, c'est celle du bon sens, peu prisé, je le sais, du peuple le plus spirituel de la terre ; or, le bon sens ne nous dit-il pas que, quand il s'agit de décider du sort d'un pays comme la France, un peu d'instruction ne gâte rien, et que le plus pressé, même pour un peuple souverain, c'est d'aller à l'école.

Et pourtant, nous le reconnaissons volontiers, il est de ces heures solennelles dans la vie d'une nation, où les masses populaires, avec ce sagace instinct qui leur tient lieu de culture, sont merveilleusement aptes à choisir l'homme qu'elles doivent appeler à régner sur elles. Les peuples, d'ordinaire, ne font pas de coups d'Etat, mais ils les inspirent, sauf à les accepter quand ils sont faits, comme le 18 brumaire ; car le succès, en France surtout, a toujours raison. Aussi sommes-nous sur ce point complétement d'accord avec M. de Bonnechose. Ce qui a manqué à Louis-Philippe, même après le succès, c'est le sacre de l'élection populaire. Il avait, on n'en peut pas douter, l'assentiment du pays ; son seul tort, c'est de ne le lui avoir pas demandé, c'est d'avoir cru qu'il suffisait d'un vote de la chambre pour consolider une monarchie sortie de dessous les pavés, et qui avait besoin, pour s'en faire accepter, de n'avoir pas peur de s'appuyer sur eux. Ce sont là, par malheur, pour une dynastie soi-disant populaire, de ces fautes qu'on ne devrait pas commettre, parce qu'on ne les répare pas. Louis-Philippe était un homme d'esprit, à coup sûr, très rompu au manége de la royauté parlementaire ; c'était un roi bourgeois avant tout, un roi tiers parti, à égale distance des classes ouvrières, dont il se méfiait, et de la noblesse, qui ne voulait

pas de lui. Mais ce qui lui a manqué, c'est justement ce don que j'aime chez notre peuple, à côté de toutes ses lacunes : ce sont ces élans, ces inspirations qui viennent du cœur, sûr et merveilleux instinct qui guide ces aveugles-nés, là où les plus clairvoyants ne voient que ténèbres. Paix soit sur cette cendre royale que M. de Bonnechose traite avec une compassion si pleine d'égards. Certes, nous ne voudrions rien ajouter, pour une famille digne de tout respect, aux amertumes de l'exil; mais enfin, l'histoire a commencé pour Louis-Philippe, et le jour où sera mort le dernier de ses contemporains, la postérité sera venue pour lui. Ce que dira cette postérité, nous ne le savons pas; mais ce que le nouvel historien de la révolution de Juillet a pu dire en toute vérité, c'est que Louis-Philippe a porté lui-même à sa dynastie un coup fatal en refusant de recourir au suffrage universel. Or, « on peut refuser d'employer pour soi un instrument utile, mais il est dangereux de le laisser à ses adversaires; » et ceux-ci, on le sait, ne se sont pas fait faute de s'en servir.

Un autre tort de la royauté de Juillet, c'est d'avoir tout fait pour la bourgeoisie de qui elle croyait uniquement tenir sa couronne, et peu ou rien pour le peuple qui, au fond, la lui avait donnée. Et ceci, ce n'est pas nous qui le disons, mais c'est la voix publique, et son écho, M. de Bonnechose! Ecoutons-le plutôt :

« La monarchie nouvelle trouvait sa force dans la classe moyenne, la bourgeoisie, sur laquelle on a affecté de nos jours de verser tant de mépris. Cette bourgeoisie, il faut bien le reconnaître, avait peu de portée dans ses vues; elle était facile aux entraînements des partis, et accessible aux séductions du pouvoir, sans le frein salutaire de ces croyances religieuses qui nous portent à la résignation et au sacrifice... Sans limite déterminée, elle tenait par plus d'un lien à l'aristocratie, et avait des ramifications dans toutes les classes laborieuses. Elle possédait la majeure partie de la richesse mobilière, et comptait dans ses rangs les hommes les plus éclairés du pays. Elle s'aimait elle-même dans l'élu de son choix, et le gouvernement nouveau, prenant pour devise l'ordre, la liberté, la paix, fut accepté comme la meilleure des garanties contre l'esprit de révolution et de conquête... Il était tenu, plus qu'aucun autre, de chercher son point d'appui dans un milieu variable, toujours à égale distance des extrêmes; sa politique devait être, à l'intérieur, très ferme contre l'esprit de désordre et d'anarchie, et cependant amie des institutions libres et du progrès, très sympathique au sort des classes laborieuses, et préoccupée d'améliorer leur condition morale et matérielle. Sa tâche vis-à-vis de l'étranger n'était pas moins complexe; il fallait qu'elle fût fière et modérée, libérale et non révolutionnaire, patriotique et hardie, et en même temps pacifique. » (P. 684.)

Nous nous arrêtons, et non sans regret, tant ce tableau des

difficultés de la situation est marqué au coin du sens pratique et de la vérité. Madame de Staël a dit quelque part qu'elle était toujours du parti des vaincus. Je ne demande pas mieux pour ma part, mais à une seule condition, c'est que les vaincus aient raison, et Louis-Philippe ne l'a pas eu toujours. Dans les questions extérieures, graves, j'en conviens, mais non pas insolubles, il avait le tort, qu'on ne pardonne pas en France, de froisser les sympathies populaires, et d'être toujours du parti de l'ordre contre la liberté. Qu'il réprimât l'anarchie dans les rues, rien de mieux ! Mais la répression avait eu son heure, et son représentant dans Casimir Périer, dont M. de Bonnechose trace un si juste et si ferme portrait : « Ennemi des influences de cour et de l'ancien régime, il ne l'était pas moins du désordre et de l'anarchie. Il voulait un pouvoir fort appuyé sur les lois,... il apportait à cette œuvre un sens plus droit qu'étendu, une volonté de fer et l'ardent courage que donne à un cœur honnête et ferme le sentiment du devoir et le mépris de la popularité (p. 688)..... Il y fut aidé par ses défauts mêmes, par la véhémence d'une volonté opiniâtre et d'un caractère ardent et inflexible. Il n'acheva cependant point son œuvre ; il combattit l'émeute avec succès, mais il vainquit le mal sans l'extirper, et l'insurrection reparut après lui, plus menaçante que jamais. Mais il avait remis le gouvernement debout, à la tête de la société ; il avait fait voir que dans une main probe et ferme, la puissance de la loi était supérieure à tous les efforts des partis. Cette grande tâche fut la sienne, et il s'y dévoua jusqu'à la mort. *A la longue, il n'eût peut-être pas suffi aux exigences de la situation.* Il était de ceux qui n'avaient vu dans la révolution de Juillet qu'un événement désastreux, quoique nécessaire, et dont toute la portée aboutissait à un changement de gouvernement, et non d'institutions... » (P. 695.)

Or, en fait de politique, Louis-Philippe, pendant tout son règne en resta à peu près où en était Casimir Périer, au début de ce règne. Parce que, à un jour donné, il avait représenté l'opinion publique victorieuse, et était monté avec elle sur le pavois, il crut qu'elle lui appartenait à toujours, et quand elle lui échappa, il ne fit rien pour la regagner. Par une chance fatale, le bien même qu'il voulut faire aux classes laborieuses tourna contre lui : en faisant voter par la chambre, cent millions de travaux publics, il contribua, bien malgré lui, « à propager parmi ces classes le principe du droit au travail, pierre angulaire du socialisme. Il négligea d'exercer une action morale et forte sur les populations ouvrières, et de les éclairer sur leurs vrais intérêts, et laissa par un aveuglement incompréhensible, cette

puissance d'action à ses adversaires... » (P. 707). Vaincre les républicains à Saint-Méry, et les faire juger par la chambre des pairs était son droit, sans doute ; mais il fallait faire plus et mieux, il fallait les désarmer, et pour cela, il n'y avait qu'un moyen : c'était de faire voir au peuple que ses meilleurs amis ne sont pas toujours ceux qui plaident sa cause le fusil à la main ; c'était de lui montrer en toute occasion cette active sollicitude que la politique eût dû dicter au roi des barricades, à défaut de la reconnaissance.

Certes, nous ne contestons à Louis-Philippe, ni ses vertus privées, ni son courage inébranlable sous le poignard des assassins. La France, qui se connaît en bravoure, lui a rendu justice sur ce point ; mais le courage personnel ne dispense pas un roi du courage politique ; chez notre race batailleuse, un souverain qui ne gagne pas de batailles sera toujours exposé à manquer de prestige. Et puis, une fois qu'on a dit à l'Europe sur tous les tons qu'on ne veut pas se battre, qu'au dedans on veut l'ordre, comme au dehors la paix, *à tout prix*, il y a toujours danger que l'Europe ne vous prenne au mot, et ne vous fasse payer trop cher cette paix dont vous êtes si avide. Tel fut le tort, le malheur si on veut, de la royauté de Juillet, et la France qui, au fond, voulait l'ordre et la paix comme elle, eut le tort non moins grave de ne pas se rendre compte de ce qu'elle préférait, et de regretter la gloire quand elle avait la paix, et la licence, quand elle avait l'ordre, avec une dose fort honnête de liberté.

Enfin, puisque nous passons en revue toutes les plaies de la royauté de Juillet, il faut aborder la plus grave, la plus profonde. Quand on a respiré, à cette époque, ne fût-ce qu'en passant, la pure et morale atmosphère des Tuileries ; quand on y a vu cette royauté bourgeoise, entourée de sa belle et florissante famille, donner à la France l'exemple de toutes les vertus domestiques, l'on s'étonne, l'on s'attriste surtout de voir inaugurer par elle ce déplorable système d'élection qui mit en jeu les intérêts seuls, là où l'on ne devrait faire appel qu'aux consciences.

« Chose étrange ! à mesure, nous dit M. de Bonnechose, que le cabinet devenait plus impopulaire dans le pays, sa majorité allait croissant dans la chambre électorale, péril immense pour l'Etat et pour le trône !... Louis-Philippe suivait alors la fatale politique de la Restauration : il confondait toutes les oppositions dans une même réprobation, et les adversaires du cabinet avec ceux de la monarchie... Son obstination à persevérer dans une politique de *statu quo*, au milieu de l'Europe en mouvement, portait la France à en chercher la cause plus haut que dans le ministère. Le voile protecteur que la Constitution avait mis sur la couronne était en lam-

beaux, et jamais le roi n'avait été moins couvert par ses ministres. Que mes paroles soient légères à ce malheureux prince, précipité de si haut, et à qui manqua, au moment suprême, l'obstacle légal qui aurait pu seul le retenir sur sa pente ! » (P. 788).

Résumons la pensée de l'auteur en disant que Louis-Philippe était arrivé à l'âge où les idées acquises ne se modifient plus ; que la politique de résistance, qui avait inauguré le début de son règne, était devenue sa devise, et qu'il n'en comprenait plus d'autre ; qu'ayant obtenu du pays légal la majorité qu'il lui demandait, il ne rechercha point si cette majorité était bien l'expression vraie de la pensée de la France. « Mais Louis-Philippe étant resté jusqu'à la fin, avec une scrupuleuse fidélité, docile à la lettre écrite de la Constitution, le bénéfice de l'inviolabilité constitutionnelle doit lui demeurer acquis dans l'histoire. La responsabilité légale appartient aux ministres du 29 octobre, aux doctrinaires surtout, qui depuis sept ans dirigeaient les affaires de la France. Dieu seul sonde les cœurs : lui seul sait par quelle étrange fascination du pouvoir... les conseillers du roi s'abstinrent de recourir, pour l'éclairer, au seul moyen qu'indiquait la Charte... Et pourtant les avertissements sérieux ne leur manquèrent pas plus qu'ils n'avaient manqué, vingt ans auparavant, aux ministres de la dynastie déchue, précipités par eux du pouvoir. »

Nous n'avons pas le courage de pousser plus loin cette triste revue de l'histoire de nos malheurs qui est aussi celle de nos fautes. Mais disons encore avec l'auteur, lorsque, arrivé à la fin de sa carrière, il se retourne en arrière pour mesurer le chemin qu'il a parcouru : « Elles sont tombées ces deux puissantes monarchies ; elles se sont l'une et l'autre abîmées sous nos yeux. L'esprit se perd dans la contemplation de leur chute, et l'on éprouve le besoin d'en accuser la fortune et la fatalité ; mais ce n'est pas la fortune qui gouverne le monde... Ce fut un malheur pour un de ces gouvernements de sortir de l'invasion étrangère et de l'humiliation de la France ; ce fut un danger pour l'autre d'être né d'une insurrection victorieuse. » Et ajoutons maintenant pour notre compte. Il n'y a pas de fortune, il n'y a pas de fatalité en histoire. Il y a pour les gouvernements des erreurs, des illusions, des entraînements nécessaires, parce qu'ils naissent de leur situation ou de leur passé ; mais ces entraînements ne sont jamais ni fatals ni inévitables ; Charles X a péri sur les mêmes écueils où s'est brisé Jacques II, mais Guillaume III a assis les libertés de l'Angleterre et l'avenir de sa dynastie sur la même base où Louis-Philippe n'a rien su fonder de durable, ni pour la France, ni pour sa dynastie. Les deux histoires de France

et d'Angleterre, qui, à un siècle et demi de distance, marchaient sur une ligne parallèle, se séparent ici pour ne plus se rencontrer. Qu'en conclure, sinon que les peuples sont toujours, dans une certaine mesure, solidaires des torts de leurs gouvernements, qu'ils ne punissent qu'après les avoir provoqués; que les princes, en se succédant, changent de caractère, mais que les nations n'en changent pas, et que les leçons de l'histoire, perdues pour les dynasties qui s'en vont, le sont aussi pour les peuples qui leur survivent.

Une dernière réflexion avant de terminer : les révolutions sont quelquefois nécessaires, comme les orages, pour purifier l'atmosphère; mais elles sont toujours un mal, même quand elles sont nécessaires, et 1830 l'a prouvé. Lorsque les peuples ne se soulèvent qu'au nom de leurs intérêts froissés, les révolutions, confinées dans une sphère toute matérielle, sont faciles à faire dévier de leur voie; mais lorsque, derrière la liberté politique qu'il faut conquérir, comme en 89, derrière le sol sacré de la patrie qu'il faut défendre, comme en 92, se trouvent les droits plus sacrés encore de la conscience; lorsque c'est la liberté religieuse qu'il s'agit de donner pour base à toutes les autres, comme dans les deux révolutions de l'Angleterre et des Pays-Bas, alors la nation, dans cette périlleuse traversée, trouve dans ses croyances un lest qui l'affermit, et dans sa foi une ancre où elle s'assure. Les révolutions politiques, emportées par leur aveugle élan, sont exposées à faire fausse route, et à retourner, à travers bien des écarts, vers leur point de départ, c'est-à-dire vers le despotisme; les révolutions religieuses, au contraire, ayant leur but en dehors de cette vie, y tendent à travers tous les obstacles; dédaignant les intérêts d'ici-bas, elles ne fixent les yeux que sur l'étoile qui les conduit au port; et suivant la promesse de l'Evangile, « par cela même qu'elles n'ont cherché que les biens spirituels, les autres leur sont donnés par-dessus. »

ROSSEEUW SAINT-HILAIRE.

ÉTUDES CONTEMPORAINES

—

APOLOGIE D'UNE CONVERSION AU CATHOLICISME EN ANGLETERRE. LE PÈRE NEWMAN

APOLOGIA PRO VITA SUA, by John Henry Newman. Londres, 1864.

FIN [1].

Il semble au premier abord que le docteur Newman ne puisse en aucune façon être rangé parmi ces hommes dont l'intelligence est vouée à d'éternelles métamorphoses. Passer, après un long travail, d'un anglicanisme étroit au catholicisme, c'est, il faut en convenir, un des moindres voyages qu'un esprit variable ait pu exécuter sur l'océan des croyances. Il ne faut pas toutefois mesurer la fatigue à la longueur du chemin. Il est tel esprit que ce rapide trajet a pu éprouver et agiter violemment, tandis qu'il eût été pour d'autres presque insensible. Pour l'enfant, un jouet brisé est une grande catastrophe, et le jeune homme verse des larmes brûlantes dans le tumulte des passions dont sourira sa vieillesse. En partant d'un lieu où nous ne laissons ni affections ni souvenirs, nous ne sentons pas l'amertume de la séparation. Mais qu'on s'imagine une âme enserrée par les mille liens de l'éducation, de l'habitude, de l'affection, enchaînée à une doctrine par le respect du passé, par la crainte de l'opinion, par l'effroi de l'inconnu; le moindre changement, s'il est irrévocable, est une révolution qui met en jeu toutes les forces de l'intelligence, toutes les émotions de l'âme. Pour un homme dégagé de tous liens, le passage de l'anglicanisme au catholicisme est un accident passager; pour un homme d'Oxford, pour un pasteur anglican, c'est une rupture violente, un déchirement profond. Ainsi, dans ce cadre restreint,

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 février 1865.

on peut saisir toutes les nuances de sa mobilité d'opinion, de même que dans la lutte du jansénisme contre les ultramontains se révèlent toutes les péripéties, toutes les angoisses d'une grande révolution religieuse, toutes les grandeurs et toutes les faiblesses de l'esprit de résistance. Ainsi, ce n'est pas parce que le docteur Newman a changé d'opinion que nous croyons discerner dans son esprit les caractères de la variabilité, c'est parce qu'il a changé d'une certaine manière et pour de certains motifs et parce que sa conversion nous paraît pure de tout alliage d'intérêt et de passion. Suivant nous, jeté, comme la plupart des hommes, au milieu de la tempête des opinions, le docteur Newman était destiné, par les qualités comme par les défauts de son esprit, à être emporté par plus d'un courant, à se heurter à plus d'un écueil. Les circonstances ont fait de lui un homme d'université, un moine laïque éloigné du tumulte du monde. Les évolutions de sa pensée n'ont point dépassé les étroites limites de son collége et de sa paroisse; mais il a dépensé dans cette lutte plus d'activité d'esprit, plus d'invention, plus de combinaisons diverses qu'il ne s'en use dans les plus vastes combats de la pensée. Aussi, si nous voulons juger de la nature intime de cet esprit distingué, ce n'est pas dans les opinions même qu'il a traversées qu'il faut suivre ses traces. Les doctrines religieuses arrivent à l'esprit toutes faites, et l'intelligence la plus hardie ne saurait guère leur imprimer un caractère vraiment original et individuel. C'est, dans cet air libre que le christianisme laisse flotter autour de ses dogmes, dans les motifs d'opinion, dans la philosophie de la croyance qu'un esprit donne sa véritable mesure. Comment et pourquoi on a cru, voilà ce qui est véritablement intéressant dans l'histoire psychologique. Or, si nous interrogeons la confession religieuse du docteur Newman à ce point de vue, elle nous révèle un esprit singulièrement compliqué et divers. Cet esprit est de la classe des esprits philosophiques qui ne peuvent se plier à la rigueur des méthodes de la philosophie. Le nombre est grand des hommes qui ont reçu le don de l'analyse et de la profondeur, et que la nature a complétement dépourvus de la faculté logique. Pascal a divisé les grandes facultés intellectuelles en deux classes : l'esprit géométrique et l'esprit de finesse. M. Newman est un des types les plus achevés parmi les intelligences de cette dernière classe. C'est un grand esprit, si cette expression peut s'appliquer à une réunion des facultés les plus brillantes dans une intelligence qui ne sait pas les réunir en faisceau. Personne ne sait mieux que lui sonder tous les replis d'une idée; mais quand il a poli l'une après l'autre toutes les facettes d'une pensée, il ne sait pas l'enchâsser et lui trouver la place qui lui convient dans l'enchaînement des idées. Personne ne sait mieux que lui pourquoi il croit une chose, en ayant cependant de si faibles raisons pour la croire. Il y a chez lui comme un parti pris de croyance. La croyance lui plaît par elle-même, et par cela seul qu'elle est l'opposé du libre examen. *A priori* une opinion a pour lui d'autant plus d'attrait

qu'il aura plus de peine à la croire et à la prouver. Il semble que les idées religieuses soient à ses yeux comme ces enfants malades, que leur frêle santé rend d'autant plus chers à leurs parents. Il n'a pas le moindre goût pour les opinions simples et robustes. « J'ai toujours soutenu, dit-il, que l'obéissance même à une conscience abusée est le moyen de parvenir à la vérité et qu'il importe peu de savoir quel est le point de départ d'un homme, s'il a saisi ce qui s'est rencontré sur son chemin avec une foi entière; que tout peut devenir une méthode divine de vérité, en sorte que tout est pur aux purs, et tout a en soi une vertu corrective et une puissance de germination. » On conçoit qu'avec un pareil point de départ, il ait facilement soldé ses comptes avec la raison. Il semble qu'il ait pour but de mettre les croyances hasardées en serre-chaude, pour leur faire produire leurs meilleurs fruits. Aucun écrivain religieux n'a analysé avec plus de finesse et de pénétration le sentiment religieux en se mettant tour à tour en lui et hors de lui, pour en mieux éclairer toutes les faces. Dans ses *Discours sur la théorie de la croyance,* il saisit à merveille le point où finit la foi et où commence le bigotisme; il étudie avec un rare discernement les habitudes d'esprit qu'engendre la croyance et les dangers qu'elle dresse devant l'esprit. Mais en vérité, il semble gouverner son esprit comme ces chevaux de course qu'on mène devant les obstacles pour leur apprendre à les franchir sans crainte. Cet homme, qui sait si bien les faiblesses et les misères de la superstition, ne s'écrie-t-il pas dans son *Apologie,* cette œuvre qui est le résumé de ses pensées : « Je n'hésite pas à formuler ma ferme conviction que ce serait un bonheur pour ce pays s'il était cent fois plus bigot, plus superstitieux, plus sombre, plus farouche dans sa religion qu'il ne l'est aujourd'hui. » La croyance est donc le véritable tempérament de son esprit. La finesse d'intelligence ne lui sert qu'à parer les préjugés des plus belles couleurs : dans un esprit dépourvu d'élévation, elle ne produirait qu'un bon sens vulgaire; animée et fécondée par une imagination aussi brillante que celle du docteur Newman, elle devient une véritable sirène aux attraits les plus dangereux. Le docteur Newman n'a évidemment nul souci de conserver cet équilibre intellectuel qu'on appelle le bon sens. Il flatte la raison, mais c'est comme Néron, pour l'étouffer. Il a d'ailleurs pris soin, dans les plus hautes régions de l'esprit, de se mettre en règle, à bon compte, avec elle. Il est un des sectateurs les plus ardents de la règle de probabilisme appliquée aux croyances. « La certitude absolue, dit-il, que nous pouvons posséder, tant à l'égard des vérités de la théologie naturelle qu'à l'égard des faits de la révélation, est le résultat d'un assemblage de probabilités concurrentes et convergentes, et cela tant par suite de la constitution de l'esprit humain que de la volonté du Créateur. *La certitude est une habitude de l'esprit,* tandis que la vérité est une qualité des propositions. Des probabilités qui n'atteignent pas la certitude logique peuvent créer la certitude mentale. La certitude ainsi créée peut égaler

en mesure et en énergie la certitude créée par la démonstration scientifique la plus complète. En 1843-1844, je croyais à Dieu comme à une probabilité, au christianisme comme à une probabilité, au catholicisme comme à une probabilité; trois probabilités à peu près de même nature, probabilités accumulées, transcendantes, mais cependant probabilités. » Il y a là toute une philosophie, philosophie qui ne manque pas de hardiesse dans son humilité, et qui ouvre bien des portes au raisonnement. De la probabilité transcendante au doute transcendant, il n'y a peut-être pas loin, et du doute transcendant à la *règle des Paris*, telle que l'offre Pascal à la raison fatiguée, il y a peut-être plus près encore. Je suis loin toutefois d'incriminer la manière dont le docteur Newman résout le problème de la certitude, et je n'hésiterais même pas à dire qu'il y a toute une philosophie dans cette pensée de Pascal : « Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. » Peut-être le dernier effort de la saine philosophie sera-t-il de poser hardiment cette concurrence de probabilités en face des fins de non recevoir de la métaphysique, et de légitimer devant la raison plus d'une croyance que la logique ne reconnaît pas. Mais dans la thèse du docteur Newman, le probabilisme revêt le caractère de l'absolu. Pour lui, une opinion chérie est une opinion juste, un préjugé est presque et quelquefois tout à fait une vérité. En vain voit-il se dresser devant lui cette objection qu'une pareille théorie légitime également toutes les religions. Il croit trouver une réponse triomphante en soutenant que la pierre de touche du probabilisme c'est la foi dans la charité, *fides in caritate*, caractère exclusif du christianisme. Il se berce ainsi sur des abîmes; il confine à la profession de foi du Vicaire savoyard, au doute tranquille et à la démission de la conscience. Le docteur Newman n'a jamais fait, il est vrai, que côtoyer ces précipices. Il a de la place pour tant de croyances qu'il n'a jamais eu besoin de faire des sacrifices. Les idées singulières l'attirent et le captivent, et son esprit semble s'exalter quand il parcourt les espaces imaginaires. Dès sa jeunesse, par exemple, il s'attache, par simple besoin de croire, à l'opinion qui conteste l'existence des phénomènes matériels, lesquels deviennent à ses yeux de simples types, de simples instruments des phénomènes invisibles. Et voyez ce que c'est qu'un esprit ingénieux : disciple, sans le savoir, de Berkeley qu'il n'a jamais lu, il n'hésite pas à faire de cet idéalisme le centre même de sa théorie religieuse, et y trouve la définition des sacrements selon le sens catholique. En effet, quelle difficulté la présence réelle peut-elle présenter à qui ne croit pas à la réalité de la matière, la transsubstantiation à celui qui ne reconnaît qu'une substance, l'esprit? Dès lors plus d'antinomie, plus de mystères. La matière n'est plus qu'un signe, elle n'est pas une entité réelle. Là ne s'arrête pas le supranaturalisme du docteur Newman. Les chrétiens ne voient pas, rationnellement parlant, de raisons pour qu'il n'y ait pas des créatures purement intellectuelles, pour que Dieu n'ait pas compris dans sa création toutes les com-

binaisons possibles de l'intelligence avec elle-même, comme de l'intelligence avec la matière et de la matière avec elle-même. Mais là s'arrête ordinairement la croyance la plus ferme. Pour le docteur Newman, au contraire, les anges sont des êtres, avec qui il semble qu'il ait des rapports journaliers. Il nous présente son ange gardien comme un compagnon avec qui il est bon que nous fassions connaissance dès l'abord. Cette croyance touchante, mais délicate, devient pour lui tout un système. Un grand nombre des poésies qu'il a insérées dans la *Lyra apostolica* sont des invocations à son ange gardien. « A Whitechurch, dit-il, tandis que j'attendais la malle de retour pour Falmouth, j'écrivis les vers à mon ange gardien, qui commencent par ces paroles : « Sont-ce là « les traces de quelque ami invisible? » et je parlais de la vision qui me poursuivait. » Jusque-là rien de mieux, nous ne sortons pas des domaines de la poésie; mais voyez ce que cette croyance délicate va devenir une fois en proie à cet esprit subtil. « Je les regardais, dit-il, comme les causes réelles du mouvement, de la lumière et de la vie et de ces principes élémentaires de l'univers physique qui, en s'offrant dans leur développement à nos sens, nous suggèrent la notion de cause et d'effet, et de ce qu'on appelle les lois de la nature. Tout souffle d'air, tout rayon de lumière ou de chaleur, tout spectacle grandiose est comme la bordure du vêtement, l'ondulation des robes de ceux dont la face contemple Dieu. » Nous voilà bien près de la mythologie païenne, si nous ne savions pas que nous sommes en pleine école alexandrine, et si nous ne retrouvions pas plus loin toutes les visions des Valentiniens et des Carpocratiens. En effet, outre les anges, outre les malins esprits, le docteur Newman reconnaît une race intermédiaire, les *Daimonia*, anges à moitié déchus, capricieux, errants et doués, selon l'occurrence, de bons ou de mauvais instincts. Ce sont eux qui donnent une sorte d'inspiration ou d'intelligence aux races, aux nations, aux classes d'hommes dont les instincts sont si souvent différents des individus qui les composent. Il n'y a pas loin de là aux *di patrii, indigetes* du poëte, et valait-il la peine d'abattre les statues du Génie du peuple romain, dans les temples de la Fortune virile, pour élever sur leurs bases la statue de John Bull? Nous n'inventons rien. Le docteur Newman croit à l'existence de John Bull, l'ange gardien de l'Angleterre, et comme il ne l'a pas suivi dans sa conversion au catholicisme, John Bull lui fait l'effet d'un gros esprit qui habite entre ciel et terre.

Loin de nous la pensée de vouloir jeter sur des croyances après tout respectables ce ridicule qui monte si facilement en croupe de toutes les idées qui dépassent notre horizon de tous les jours. Ce que nous voulons simplement relever, c'est la part de fantaisie qui vient se mêler aux idées les plus ingénieuses du docteur Newman. Cette imagination subtile n'est pas de celles qui, en s'abandonnant à leur essor, s'envolent par un caprice volontaire aux espaces imaginaires. M. Newman ressemble à ces

savants qui emprisonnent un rayon de lumière pour l'analyser et le dissoudre. Il a une imagination tout intellectuelle qui, bien loin de teindre ses pensées des riches nuances de la nature, dissèque et hache menu l'exaltation et la fantaisie, pour lui donner toute l'apparence du raisonnement le plus froid. C'est la poésie du calcul infinitésimal. Par contre, les opinions les plus modérées, les discussions les plus abstraites se présentent à son esprit avec des proportions démesurées et deviennent pour lui une véritable torture. On croirait parfois à l'entendre que le monde va périr s'il ne trouve la solution d'une question de théologie scolastique. L'imagination, même en ses caprices les plus enfantins, est chez lui d'une nature particulière. A l'âge où les enfants font descendre le ciel sur la terre, et se figurent Dieu lui-même comme un vénérable et majestueux vieillard, M. Newman se transporte au contraire lui-même dans le monde invisible. Il n'aime pas les *Mille et une Nuits* comme les autres enfants. « Mon imagination, dit-il, était remplie d'influences inconnues, de puissances magiques et de talismans. Je croyais que la vie était peut-être un songe ou que j'étais un ange, et que ce monde était une déception. Les anges, mes compagnons, s'amusaient à se dérober à moi, à me tromper par un semblant de monde matériel. » C'est le rêve d'une imagination mystique, qui décolore le monde au profit de l'inconnu. Aussi ne demandons pas à l'enfant devenu adulte ces songes dorés de la jeunesse qui sont venus troubler à son heure l'âme la mieux faite pour le ciel. A peine cet esprit s'éveille-t-il à la vie intellectuelle qu'il est assailli de pensées sombres ou abstraites. A l'âge où l'âme embrasse l'humanité tout entière dans un rêve de tendresse, il est en proie à toutes les angoisses de la doctrine de la prédestination. Il s'isole dans son espérance. « Moi, dit-il, j'étais prédestiné au salut; quant aux autres, ils étaient simplement passés sous silence, oubliés, mais non destinés à la mort éternelle. Je ne songeais, enfant, qu'à une manifestation en ma faveur de la miséricorde divine. » La sombre mélancolie germanique s'empare de cette âme surchargée de labeur intellectuel. Il voyage pour rétablir sa santé ébranlée; elle le poursuit jusque sur son lit de douleur. Il croit qu'une œuvre le rappelle en Angleterre, et au lieu d'y retourner avec l'espérance et la hardiesse du jeune lutteur prêt à descendre dans l'arène, il pleure et s'en afflige. « J'allai, dit-il, en Sicile, et tombai malade de la fièvre à Leonforte. Mon domestique crut que j'allais mourir, et me demanda mes dernières volontés. Je les lui donnai, selon son désir; mais je m'écriai en même temps : Je ne mourrai pas. Non, répétai-je, je ne mourrai pas; car je n'ai pas péché contre la lumière, je n'ai pas péché contre la lumière... Je n'ai jamais pu savoir ce que je voulais dire... Avant de quitter mon hôtel, je m'assis sur mon lit, et me mis à pleurer amèrement. Mon domestique, qui m'avait soigné comme une garde-malade, me demanda ce qui me peinait; je ne pus que lui répondre : J'ai une œuvre à faire en Angleterre. » Il est fort probable qu'à ce moment l'homme

moral était dominé par l'homme physique, et que ses nerfs affaiblis faisaient miroiter devant ses yeux de sombres images;

Velut ægri somnia, vanæ
Finguntur species...

mais chez lui le rêve de la maladie n'est que l'exaltation du rêve ordinaire. Toutes les angoisses de sa pensée, toutes ses hésitations, toutes ses recherches se terminent toujours dans une illumination subite qui renverse tous les échafaudages de l'esprit. Il semble qu'un insecte rongeur use une à une toutes les mailles d'un voile qu'il a sur les yeux, et que la vérité lui apparaisse tout à coup au détour d'un chemin. Il a consumé la moitié de sa vie à chercher les véritables caractères de l'Eglise. Tout à coup, au milieu d'une étude approfondie sur l'eutychéisme, il tombe sur ces paroles de saint Augustin : *Securus judicat orbis terrarum.* « Qui peut, dit-il, rendre compte des impressions qu'il subit? A cause de cette unique phrase, les paroles de saint Augustin me frappèrent avec une puissance qu'aucune autre parole n'avait jusqu'alors exercée sur moi... A quoi bon soutenir la polémique, à quoi bon défendre ma position, pour forger des armes en faveur d'Arius ou d'Eutychès, pour me faire l'avocat du diable contre le patient Athanase et le majestueux Léon? Que mon âme soit avec les saints! Est-ce à moi de lever le bras contre eux? Puisse ma main droite se dessécher comme celle de l'homme qui voulut frapper jadis un prophète? Anathème à toute la gent des Cranmer, des Ridley, des Latimer, des Jewell! Périssent les noms des Bramhall, des Fisher, des Taylor, des Stillingfleet et des Barrow, plutôt que je me refuse à me prosterner devant ces saints bien-aimés dont les images sont toujours devant mes yeux, dont les harmonieuses paroles retentissent à mon oreille comme une musique délicieuse. » Ainsi tout le travail d'une merveilleuse intelligence est jetée en proie à la puissance magique d'un mot. Je comprends le *tolle et lege* de saint Augustin ; je comprends l'éclair du chemin de Damas, parce que je vois ceux qui ont été frappés de la vision céleste se relever transfigurés. Mais quand je vois le docteur Newman, après cette exclamation subite, rester plusieurs années encore sans savoir s'il avancera ou reculera sur le chemin de Rome, quand je le vois entasser encore argument sur argument, puis s'écrier : « A quoi bon les arguments? Les hommes sont menés par leurs sympathies et non par des arguments, » je ne puis m'empêcher de dire que cette grande intelligence se met volontairement sur les ailes de la fantaisie, et qu'il ne vaut guère la peine d'user sa vie dans la recherche de la vérité, s'il suffit d'un mot pour la bouleverser tout entière. A quoi bon tant de travail, quand les croyances se détachent de votre esprit comme des feuilles mortes, quand au moment où on croit que l'hiver va se faire dans l'esprit, on trouve qu'une germination naturelle lui a donné un nouveau printemps? Et par un contraste qui prouve à quel point l'imagination et le sentiment prennent

chez le docteur Newman le pas sur le raisonnement, c'est qu'il garde généralement les préjugés des opinions qu'il a abandonnées. Au moment où il va franchir le seuil de l'Eglise catholique, il croit encore que le pape est l'Antechrist. A l'âge de quinze ans, il avait rayé de son *Gradus ad Parnassum* les épithètes qui accompagnent le mot pape, pour y substituer des épithètes tellement outrageantes qu'il ne peut prendre sur lui de les répéter; et jamais son ami Froude n'avait pu déraciner ces préjugés de son esprit. La moitié de ses opinions religieuses venait de sa haine pour le libéralisme. Le puseysme est tout entier pour lui dans l'opposition à la liberté religieuse et politique. « Ce sont les libéraux, dit-il, qui m'ont chassé d'Oxford, » et il avait traversé toute la France sans avoir pu prendre sur lui de regarder le drapeau tricolore. « Il n'y a pas de milieu, répète-t-il sans cesse, entre le catholicisme et l'athéisme. » Que de palinodies sont réservées dans ce monde à ceux qui se bouchent ainsi volontairement les oreilles! Aussi, quand déjà vaincu par le catholicisme, il essaye de se retenir aux branches, il laisse pour ainsi dire comme testament des opinions de toute sa vie passée une attaque violente contre les catholiques, au milieu desquels il va bientôt se ranger. Quand on ne veut ni ne peut soupçonner les intentions et la droiture d'un homme, à qui s'en prendre de ces malheureux écarts, sinon à l'esprit de changement et à l'exaltation. Aussi, même lorsque la paix est au bout de la dernière transformation, lorsque l'absolu de la doctrine catholique aura fixé cette intelligence vacillante, il faudra bien qu'un cri de douleur s'échappe de cette poitrine, pour répondre à d'inévitables attaques : « Ce que je fais à Littlemore! s'écrie-t-il, ne me suis-je point retiré de vous? n'ai-je pas renoncé à ma position et à mon emploi? Seul de tous les Anglais serai-je privé du privilége d'aller où bon me semble sans être accablé de questions? Dois-je seul être poursuivi de regards inquisiteurs qui cherchent si je sors de chez moi par la porte de devant ou par celle de derrière, et quels sont les hommes qui sont venus me voir dans l'après-midi? Pourquoi ne voulez-vous pas me laisser mourir en paix? Les bêtes blessées se retirent dans un trou pour mourir, et on ne le leur dispute pas. Laissez-moi, je ne vous troublerai pas longtemps. » Ne semble-t-il pas qu'on revoit ici Lamennais traçant avec son bâton un carré sur la terre, pour figurer sa tombe, et s'écriant d'une voix sourde : « Que je serai bien là! » Mais cette coupe d'amertume s'éloignera bientôt des lèvres du docteur Newman. Il entrevoit déjà par delà l'Eglise qu'il abandonne une autre Eglise qui lui ouvre les bras. Il n'étendra pas tristement les rameaux flétris de sa pensée comme un chêne frappé de la foudre. Les âmes comme la sienne reverdissent éternellement sur leur tige. Le vent de la douleur les courbe et ne les abat pas.

Nous n'avons pas épuisé l'énumération des influences qui se partagent l'âme du docteur Newman. Nous n'avons signalé que celles par lesquelles les facultés intellectuelles sont mises en rapport direct avec les idées.

Evidemment cet esprit est trop exclusivement dominé par une science « purement livresque, » comme dit Montaigne; le contre-poids d'une pareille surcharge de l'intelligence serait évidemment un contact fréquent avec l'intelligence de tout le monde. Le bon sens de la foule est un bon sens vulgaire; mais quiconque ne confronte pas sa méditation solitaire avec cette grande voix populaire n'atteindra jamais à l'équilibre de l'esprit. L'atmosphère d'une université exerce une pression trop constante, et d'autant plus dangereuse que, venant peser sur des intelligences surmenées, elle leur laisse l'illusion d'un travail tout personnel et tout intérieur. Ainsi, le docteur Newman a pu dire une fois que son dernier changement d'opinion est dû non à des influences étrangères mais au travail de son esprit et aux circonstances. Il ne se trompe pas en un sens, puisque personne n'a plus que lui analysé et retourné dans tous les sens ses idées; mais il se trompe grandement s'il croit avoir échappé aux influences personnelles. Toute la première partie de son *Apologie* est pour ainsi dire le règlement de compte des dettes de son esprit, et il les reconnaît avec une franchise et une modestie rares. « J'ai vécu, dit-il, dix ans parmi des amis personnels; la plupart du temps, j'ai subi des influences sans en exercer aucune, et je n'ai jamais agi sur les autres sans que les autres aient agi sur moi... Ce n'est pas la logique qui me conduisait: autant dire que c'est le vif-argent du baromètre qui change la température. C'est l'être concret qui raisonne : un certain nombre d'années passe, et je trouve mon esprit sur un nouveau terrain. Comment? L'homme tout entier se déplace. La logique écrite ne fait que constater ce déplacement. » Je ne sais rien de plus honnêtement naïf que cet aveu, mis en regard de ces prétentions à l'invariabilité qu'affichent les baromètres intellectuels de notre époque. L'esprit du docteur Newman ressemble à ces canaux qui, d'écluse en écluse, de niveau en niveau, portent doucement un bateau du haut en bas d'une montagne. Bien lui en a pris de n'être jamais sorti de cette atmosphère claustrale d'Oxford, de n'avoir jamais respiré l'air du dehors. Que d'orages eût essuyés cet esprit ouvert à toutes les brises, s'il eût quitté ce lac intellectuel qu'on appelle une université! Voyez plutôt. A quinze ans, il est déjà en proie aux incertitudes religieuses. Il avait lu les traités de Payne, les *Essais* de Hume et des vers de Voltaire contre l'immortalité de l'âme, et il s'était écrié : « Que cela est effrayant; mais que cela est plausible! » Il rentre ensuite, sous l'influence d'un homme pieux, dans la plus stricte orthodoxie, assombrit son esprit au contact de la doctrine calviniste de la prédestination, pour recommencer à errer de système en système, d'influence en influence. Un jour, la lecture de l'*Histoire du christianisme*, du docteur Milman, le remplit d'admiration pour saint Augustin et les Pères de l'Eglise; le lendemain, le livre de Newton sur les prophéties le convaincra que le pape est la tête de l'Antechrist dont l'Eglise catholique est le corps. Il devra à l'un la doctrine de la tradition comme règle de foi, à l'autre celle

de la succession apostolique, comme marque de la véritable Eglise. Butler lui inculquera la philosophie du probabilisme, la nécessité d'une Eglise visible, oracle de la vérité et modèle de sainteté, le caractère historique de la révélation. Whately, ce ferme et vigoureux esprit, jette comme une douche d'eau froide sur cette incandescence. « Il m'ouvrit l'esprit, dit le docteur Newman; il m'apprit à penser et à faire usage de ma raison. » Aussi est-ce le seul de ses parrains intellectuels envers lequel le docteur Newman mêle une nuance de reproche à l'expression de sa reconnaissance. C'est qu'il ne lui avait appris qu'à penser, faible service pour une âme qui ne demandait qu'à croire. Au moment même où il va entrer dans la voie des rapprochements avec l'Eglise catholique, des amis s'inquiètent de le voir pencher vers des doctrines qui touchent à l'arianisme. Mais c'est surtout lorsqu'il devient le centre du mouvement puseyste qu'on le voit ressentir fortement les influences personnelles. Keble, Froude, Rose et surtout le docteur Pusey lui font aimer leurs idées en lui faisant aimer leurs personnes. Il explique lui-même la domination exclusive que le docteur Pusey exerça sur ses idées. « C'était, dit-il, un homme à grands desseins, à l'esprit ardent et confiant; il ne craignait personne, il n'avait pas de perplexités intellectuelles. » Il fallait donc qu'il devînt le chef d'une armée dont le docteur Newman ne pouvait être que le plus brillant soldat. C'est que ce dernier était du nombre des esprits qui n'ont point conscience de leur action, qui font des révolutions sans le savoir et qui n'entraînent que parce qu'ils sont entraînés eux-mêmes. C'est ainsi qu'on est emporté le plus loin.

Influences naturelles! dira-t-on. Initiation que doit subir toute âme forte pour la vérité, avant de prendre son milieu! Eh! sans doute, nous ne prétendons pas que le docteur Newman dût retirer son esprit dans des retraites inaccessibles, et nous lui savons gré de l'ingénuité avec laquelle il déroule devant nous le travail intérieur et extérieur de son intelligence. Nous ne voulons point dire qu'il eût mieux fait de ne rien voir et de ne rien comprendre de ce qui se faisait autour de lui. Nous soutenons seulement que si cet espace mouvant eût été celui de la grande mer au lieu d'être celui d'un lac, l'esprit du docteur Newman s'y fût abîmé tout entier. C'est trop pour une âme que d'être à la fois si accessible à l'influence des personnes et à celle des idées. Cette âme arrive à la croyance par une espèce de prépossession inconsciente. La croyance pénètre en lui par tous les pores, et personne n'a mieux que lui le droit de l'ignorer, tant l'esprit d'analyse est en lui docile aux appels de l'imagination, tant il transforme rapidement ces perceptions subites en aperçus profonds et ingénieux. Toutes les fois qu'une croyance se trouvera sur son chemin, il lui offrira la plus gracieuse hospitalité; il se délectera à faire la philosophie de ses préjugés. C'est une des tendances les plus accusées de l'esprit anglais que de dériver le préjugé de sa source la plus élevée, et de justifier devant la raison absolue la coutume qui n'est que la raison contin-

gente d'une époque. Il y a toujours en effet une raison pour qu'une institution ou une idée ait existé longtemps et se soit emparée de l'esprit des hommes. Le docteur Newman excelle à présenter cette raison sous sa forme la plus subtile. Mais cette subtilité n'est que l'humble servante de ses impressions. Enfant, les idées lui arrivent comme par invasion. Elles se présentent, pour ainsi dire, armées de toutes pièces, vivantes et agissantes. Il a reconnu des amis dans le camp ennemi, au moment même où il fourbit ses armes pour lui livrer bataille. Aussi n'abandonne-t-il pas une à une ses positions, par une savante retraite, ou du moins il ne recule qu'en croyant toujours avancer. Il n'y a jamais de lacune dans cet esprit. La croyance nouvelle y vient prendre la place de la croyance passée. Il s'aperçoit enfin que le terrain se dérobe sous ses pas. Il lutte, il se retourne, il fortifie puissamment l'opinion qu'il faudra quitter, mais l'opinion nouvelle a bientôt le droit de lui dire :

> C'est à vous de sortir, vous qui parlez en maître;
> La maison est à moi, je le ferai connaître.

Il est malheureux, sans doute, quand on y voit aussi bien que le docteur Newman, de ne pas discerner dans la foule des idées qui heurtent à votre porte celle qu'on doit aimer le lendemain, et de la repousser rudement. Hâtons-nous de le dire toutefois, il faudrait plaindre ceux qui tenteraient de verser le mépris sur ces intelligences mobiles. Cette incarnation rapide des idées est un des attributs les plus ordinaires de l'imagination ; mais la nature n'a pas créé tous les hommes d'imagination pour en faire des poëtes, et elle n'a pas emprisonné tous les poëtes dans le domaine de l'imagination. Il y a dans ces esprits, en qui la lumière se fait trop vite, des clartés que les esprits plus denses ne laissent pas apercevoir. Servies par une bonne foi sans nuage, par une honnêteté rigide d'intention, ces évolutions rapides de la pensée sont un sujet constant de sérieuse étude. Ne sourions pas trop des métamorphoses intellectuelles des poëtes. Ces phares tournants n'ont point d'éclipses. Tout en eux est lumière. Leurs changements sont les signes des temps, et malheureux qui, dans sa brume intellectuelle, ne sait pas les discerner. Tandis que le vulgaire, en des temps où ces évolutions ont eu quelques conséquences funestes pour le public, se détourne de l'opinion des poëtes en haussant les épaules, celui qui regarde de plus haut prête l'oreille à ce murmure de l'avenir qui traverse leurs paroles, et il croit qu'en dehors des intérêts quotidiens il serait plus aisé peut-être de tirer un traité de la sagesse humaine des pressentiments de ces songeurs que des traînantes observations du bon sens vulgaire.

M. Newman modifiera-t-il encore les opinions auxquelles il semble s'être arrêté depuis vingt ans? Nous ne le croyons pas. En franchissant successivement tous les degrés qui séparent le protestantisme de l'ortho-

doxie catholique, il a évidemment atteint de ce côté la limite des transformations possibles. Sans doute, s'il eût descendu ces degrés au lieu de les remonter, si son esprit, au lieu de cette aspiration incessante vers un surcroît de croyance, se fût jeté dans les voies de la libre recherche, il ne se serait arrêté que dans l'absolu de la liberté, comme il n'a pu s'arrêter dans l'autre sens que dans l'absolu de la croyance. Cette conception de la *via media,* dans laquelle il s'est complu longtemps, n'a pu satisfaire son esprit que parce qu'elle se présentait à lui comme une conception nouvelle et originale. Il y a toujours un moment de la vie où le plaisir d'appartenir à un parti vous tient lieu d'opinion. Dans le tumulte de l'action, on croit qu'on est attaché pour la vie au moment même où la borne qui arrêtait nos regards va se transporter plus loin. Du moment où le docteur Newman remontait le courant, il devait remonter jusqu'à la source. Il y eut un moment cependant où, sur le seuil même de l'Eglise catholique, le docteur Newman hésita un moment et se demanda s'il allait trouver le terme de ses agitations. « J'ai été grandement trompé, se dit-il; qui me garantit que je ne le serai pas une seconde fois? Je me croyais alors dans le vrai; comment serai-je certain que j'y suis aujourd'hui? Combien d'années ne me suis-je pas cru sûr de ce que je rejette aujourd'hui? Quelle confiance puis-je avoir désormais en moi-même? En 1840, j'écoutais un doute naissant en faveur de Rome; aujourd'hui j'écoute un doute fugitif en faveur de l'Eglise anglicane. Etre certain, c'est savoir bien ce qu'on sait. Quelle assurance ai-je que je ne changerai pas de nouveau après être devenu catholique? » Doute terrible, et qui eût paralysé toutes les forces de son esprit s'il s'y fût arrêté. C'en est fini de notre activité intellectuelle, quand nous arrivons à constater que l'impossibilité de retenir la vérité n'est pas dans la vérité elle-même mais en nous. M. Newman se trompait toutefois. Il n'y a qu'un refuge pour les esprits irrésolus, c'est l'absolu. A qui ne peut se décider par lui-même, il faut, pour l'apaisement de l'esprit, une autorité qui décide pour lui. Cette facilité de l'âme humaine à donner sa démission de la libre recherche sera l'éternelle forteresse du catholicisme. Courbé sous une loi qui ne permet ni individualisme ni *via media,* mais qui communique en échange cette immense force collective que donne l'unité, le docteur Newman rentrera dans les voies naturelles de son esprit, qui excelle à justifier le fait par l'intention, le préjugé par la vérité qu'il défigure. Il peut devenir le nouveau docteur subtil de la scolastique du dix-neuvième siècle. Que dis-je, il a déjà sa philosophie, sa théorie de l'Eglise catholique qu'il superpose ou qu'il soumet au dogme infaillible. Au moment où il se préparait à rompre tout lien avec l'Eglise anglicane, il était tourmenté de la pensée que l'Eglise catholique possédait bien la tradition de la doctrine apostolique, mais qu'elle y avait ajouté des dogmes et des pratiques subsidiaires. Une théorie ingénieuse ne tarda pas à mettre sa conscience en repos. La fameuse doctrine *des développements* établissait

que l'Eglise, en recevant le dépôt de la tradition, avait également reçu le pouvoir de la développer, de la fixer au besoin par la promulgation de nouveaux dogmes. Ces dogmes ne sauraient être appelés nouveaux, en ce sens qu'ils étaient compris dans la tradition comme le fruit dans la fleur; mais ils ne sont pas non plus strictement apostoliques, en ce sens qu'ils n'ont pas été expressément reconnus par l'Eglise primitive. Le docteur Newman constituait ainsi une sorte d'Eglise progressive, incorporant à sa doctrine la raison des âges, ou pour mieux dire érigeant en doctrines les abus inséparables du long cortége de siècles que l'Eglise traîne derrière elle. Il ne réfléchissait pas sans doute que le progrès d'une institution semblable ne pouvait se faire du centre à la circonférence, mais de la circonférence au centre, en sorte que ce long travail ne pouvait avoir pour terme que l'absorption dans l'unité infaillible de toute individualité, de toute dissidence. L'Eglise était condamnée, de par cette doctrine, à devenir d'autant plus catholique que le monde le deviendrait moins. Je suppose que cette théorie aussi dangereuse que hasardée est aujourd'hui abandonnée du docteur Newman. L'Eglise n'a jamais renoncé à la prétention de justifier tous ses dogmes par une tradition strictement apostolique. Elle déclare les dogmes, elle ne les fait pas. Si nous en jugeons par la profession de foi qui termine cette apologie, le célèbre oratorien a déjà établi sa nouvelle confession de foi au centre d'une théorie philosophique, qui semble donner toute satisfaction à son esprit. Il peut être intéressant de nous rendre compte de cette sorte de testament philosophique du lutteur retiré de l'arène:

« Dieu existe, dit-il ; je suis aussi certain de ce fait que de ma propre existence, quoique je puisse avoir quelque peine à le prouver; et cependant, quand je regarde autour de moi, le spectacle du monde semble donner un démenti à cette grande vérité qui remplit tout mon être. Le monde ne réfléchit pas son Créateur. Sans l'inflexible voix de ma conscience, je serais athée, panthéiste ou polythéiste. Les preuves de l'existence de Dieu tirées de l'ordre du monde peuvent avoir leur valeur, mais elles ne m'échauffent ni ne m'éclairent. Le spectacle du monde est plein de lamentations, de deuil et de misère. Quand on voit l'homme, ses aspirations et ses déceptions, le triomphe du mal et la faible influence du bien; quand on entend en un mot ce cri de misère que pousse l'humanité tout entière, on sent passer devant ses yeux une vision qui donne le vertige. Qui trouvera la raison de ce désordre? Ou il n'y a pas de Dieu, ou ce monde, dans l'état où nous le voyons, est rejeté loin de lui. L'homme est un vagabond qui a perdu sa patrie. Il faut donc que la race humaine ait été impliquée dans une terrible calamité originelle. Le lien est rompu entre elle et son créateur. Le péché originel est une doctrine non moins évidente que l'existence même de Dieu. Mais supposons que Dieu ait voulu jeter un regard de miséricorde sur ce chaos, comment se manifestera sa pitié? Evidemment par une intervention miraculeuse; car

l'esprit humain, livré à ses forces naturelles, tendrait certainement, malgré les lumières incontestables de la raison, à une complète incrédulité, et nous voyons, en effet, hors de l'Eglise catholique, le monde se précipiter vers l'athéisme sous une forme ou sous une autre. L'antique muraille des croyances est lézardée et menace ruine. Il y a trois siècles, on comptait, pour arrêter ce torrent, sur les religions d'Etat dans les contrées non catholiques; il y a trente ans, on espérait tout de l'éducation ; il y a dix ans, on comptait sur la cessation du fléau de la guerre, sur les arts et les bienfaits matériels de la paix. Où sont aujourd'hui ces digues impuissantes, ouvrages d'un jour emportés en un jour? Les protestants se fient sur la puissance d'un livre : la Bible; mais un livre n'est pas une barrière suffisante contre la fureur sauvage, vivante et animée de l'incrédulité. Non, si Dieu a voulu intervenir entre l'homme et le mal, il a dû placer dans le monde un pouvoir investi de l'infaillibilité dans les questions religieuses. Voilà une digue véritable et puissante contre le mal ! Or, cette infaillibilité, une seule Eglise y prétend, c'est l'Eglise catholique. Donc si Dieu a jeté le poids de sa miséricorde au milieu de l'anarchie morale et intellectuelle du monde, c'est l'Eglise catholique qui doit être l'instrument de ce miséricordieux dessein. Aussi cette Eglise prétend-elle au gouvernement absolu de la conscience religieuse. Oui, dit le docteur Newman, à ses yeux, mieux vaut que le soleil et la lune disparaissent du firmament, que la terre se brise et que les millions d'êtres qu'elle porte meurent dans les dernières tortures de l'agonie, que de voir une seule âme, je ne dis pas perdue, mais même souillée d'un seul péché véniel, coupable d'un seul mensonge, du vol sans excuse d'un liard appartenant à autrui. La conscience et l'esprit ne trouveront que dans l'Eglise l'apaisement de leurs doutes et de leurs tentations. Elle seule régit et gouverne. Hors d'elle, point de vérité et point de salut. »

Nous ne poursuivrons pas cette exposition. A quoi bon refaire l'analyse, tant de fois renouvelée et tant de fois réfutée, de l'*Essai sur l'Indifférence en matière de religion?* Etait-ce donc la peine d'avoir scruté dans ses dernières profondeurs la conscience religieuse de l'humanité, pour en retirer, après tant de labeur, ce pauvre système qui n'a vécu qu'un jour même aux yeux de son auteur? Est-il prudent de suspendre une aussi vaste doctrine que celle de l'Eglise à ce fil léger que briserait la main d'un enfant? Est-il raisonnable de jeter un pareil défi à un âge de raison, et n'est-ce pas à ces périlleuses apologies que l'Ecriture a appliqué ces paroles : « Quiconque se servira de l'épée périra par l'épée. » Nous ne croyons pas que le docteur Newman soit destiné à cette amère déception, qui consuma la vie de Lamennais; car il a de plus profondes raisons de croire que celles qu'il nous expose aujourd'hui. Il ne trouverait d'ailleurs pas dans l'atmosphère qu'il respire cette fièvre révolutionnaire, cette confiance dans les destinées de l'humanité qui tient parfois chez nous lieu de religion aux esprits absolus. Ce n'est pas à ces fins observa-

teurs de la nature humaine que sont réservés les grands écarts, non plus que les grandes lumières. Quand on est parvenu à faire de la croyance une sorte de faculté esthétique, une catégorie de l'esprit humain, et d'autre part à tenter partout l'apologie des abus, on ne laisse plus de place à ces graves soulèvements de la passion et de la conscience qui aboutissent à des révolutions religieuses. M. Newman a trouvé la paix ; il nous le dit et nous l'en croyons. « Je n'éprouvai en moi-même, dit-il, au moment de ma conversion, aucune modification de pensée et de caractère. Je ne sentis ni une foi plus robuste dans les vérités de la révélation, ni plus de puissance sur moi-même. Ma ferveur n'augmenta point : il me sembla seulement que j'entrais dans le port après avoir été ballotté par une rude mer, et le bonheur que j'en ressentis est demeuré jusqu'ici sans mélange. » Certes, nous ne voudrions point arracher à M. Newman le repos de son âge mûr ; mais peut-être cette paix et ce bonheur seront-ils moins féconds que les agitations de ses plus jeunes années. Il y a pour l'esprit deux manières d'atteindre la paix finale : la vérité et la soumission. Nous voudrions croire qu'en cherchant à les concilier, M. Newman n'aura pas sacrifié la vérité à la soumission.

EDMOND DE GUERLE.

POLITIQUE

—

LE RADICALISME A GENÈVE

ET LES ÉVÉNEMENTS DU 22 AOUT

DEUXIÈME PARTIE [1].

Grâce à la forte vitalité des sociétés démocratiques, vitalité entretenue par les associations particulières et par l'activité individuelle, la vieille Genève protestante et littéraire ne s'était pas laissé entamer, et continuait à subsister à l'écart; si elle était exclue des affaires publiques, elle gardait son importance sociale et la considération qui s'attache toujours à la distinction de l'intelligence et à la culture des sentiments. D'autre part, bien des hommes indépendants du parti radical ouvraient les yeux et s'irritaient de l'arbitraire et des malversations de la coterie fazyste; leurs sentiments de vieux Genevois étaient blessés par ses efforts visibles pour dénationaliser Genève. En 1852, quelques hommes jeunes et intelligents, sortis de familles conservatrices, parmi lesquels on remarquait M. Amédée Roget, créèrent sous le nom de *Cercle national* un nouveau centre politique, et offrirent aux démocrates dissidents de fonder un parti *indépendant*, fondé sur les institutions démocratiques. En 1853, ce parti réussit à évincer du Conseil d'Etat James Fazy et ses amis; mais ce n'était qu'un succès passager; le radicalisme prit un nouvel élan, et en 1855, il reporta James Fazy au pouvoir à la suite d'une élection tumultueuse et féconde en violences et en fraudes.

Le mal était profond. La force du radicalisme ne tenait pas seulement au groupement d'intérêts et de passions opéré par James Fazy, il avait encore sa racine dans les institutions. En 1847, sous les inspirations de James Fazy, la *Constituante* chargée de réformer la constitution de 1842, avait adopté diverses dispositions inconnues en Suisse [2]. Le mécanisme

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 février 1865.

[2] A la suite des événements du 22 août dernier, un des penseurs les plus éminents de Genève et des plus appréciés des lecteurs de la *Revue chrétienne*, M. Ernest Naville, surmontant la répugnance des esprits spéculatifs pour la polémique, a signalé quelques-uns des abus de la constitution de 1847, dans une brochure écrite avec une élévation soutenue de pensée et de style. Il y a dépeint avec vigueur les abus provenant du mécanisme électoral de 1847 et demandé une intervention à l'amiable de la Suisse.

des constitutions cantonales de la Suisse est très simple. Les électeurs, votant dans des colléges peu nombreux, élisent un corps législatif qui tire de son sein le pouvoir exécutif. Le gouvernement est ainsi une émanation directe de la souveraineté populaire et l'image fidèle de ses dispositions présentes. James Fazy, tout au contraire, cherchait un mécanisme propre à multiplier les conflits, et à perpétuer l'agitation et les luttes de classe à classe sur lesquelles repose sa fortune. Il imagina de multiplier à l'excès les scrutins, et de grouper les électeurs dans des colléges très nombreux, de manière à imprimer de plus en plus aux élections le caractère d'une rencontre générale des partis. Il ne fit pas sortir le pouvoir exécutif du corps législatif, comme dans les autres cantons, il le fit nommer par tous les électeurs réunis en un seul collége ; au lieu de faire élire ces deux corps en même temps, il alterna leur réélection. Le pouvoir exécutif se trouva ainsi indépendant du pouvoir législatif, combinaison précieuse pour multiplier les conflits d'attribution et l'esprit de lutte. Un tel mécanisme est tout à l'avantage des violents.

James Fazy est un politique hardi et conséquent, il a le courage de ses déterminations. De retour au pouvoir en 1855, au lieu de modifier son système, il le reprit avec une nouvelle vigueur. Acceptant comme un fait accompli la défection des démocrates, il sema à plaisir les haines qui les séparent des radicaux. Ainsi se creusa toujours plus le fossé qui sépare la société genevoise en deux partis irréconciliables. Ses agents ne firent plus nommer au corps législatif que des hommes obscurs et ignorants, indifférents à leurs devoirs. Ces étranges législateurs ne figuraient que comme des muets, votant silencieusement les lois qu'on leur proposait. Beaucoup s'absentaient des séances, et l'on vit des lois importantes votées par le quart ou le cinquième des députés. Les employés qui refusèrent une obéissance servile furent congédiés. Les crédits ouverts aux hommes de la faction recommencèrent; les tripotages financiers, les malversations, les prodigalités fleurirent plus que jamais. Afin de fortifier l'élément étranger dans la politique genevoise, James Fazy fit encore élargir les lois de naturalisation. Il s'attacha les ouvriers nomades venus annuellement de la Suisse allemande, et déjà travaillés par diverses associations ultra-démocratiques. Les facilités de séjour données par la police, attiraient une population flottante et suspecte; et au moyen de ces éléments, il pesait sur l'ancienne Genève. Pour avoir les fonds secrets nécessaires à ses manœuvres, James Fazy avait installé une maison de jeu dans sa maison. Les sommes qu'il en tirait servaient à soudoyer des clabaudeurs et des hommes de main; elles subventionnaient la presse gouvernementale, et aidaient aux manœuvres électorales. Pour subvenir aux dilapidations de l'Etat, le trésor genevois fit une série d'emprunts qui portèrent la dette publique à 20 millions, chiffre exorbitant pour une population de 80,000 habitants. La presse signalait courageusement ces abus, mais sa voix était sans écho.

Le découragement s'était emparé des anciens conservateurs et des démocrates; dégoûtés d'élections où tout était calculé pour favoriser les fraudes et le triomphe des perturbateurs, ils avaient cessé d'y prendre part. A partir de 1856, l'opposition se tint dans l'ombre. Le parti de James Fazy eut un moment de règne illimité, et cet homme put se croire le maître de Genève. Tant de succès lui tournèrent la tête. Par une série de mesures financières, il avait fait une grande fortune, bâti un hôtel somptueux dans la plus belle partie de la ville; il affichait un faste antirépublicain.

Une telle politique finit par porter ses fruits. Depuis 1861, l'opposition a repris avec plus de force. Les excès de James Fazy ayant amené de nouvelles défections dans les rangs de ses amis, la majorité du peuple de Genève s'est retournée avec colère contre son idole. Malheureusement le peuple de Genève n'est plus le maître chez lui. L'adjonction des communes savoyardes, faite en 1814, et récalcitrantes à notre esprit, et les progrès de l'élément étranger ont introduit une force qui balance l'ancienne population. James Fazy en faisant reposer sa politique sur la dénationalisation de Genève, s'est assuré l'adhésion d'un groupe nombreux d'électeurs sourds à toute considération de dignité publique.

Dans une série de scrutins, James Fazy a été battu. Le grand conseil lui a échappé en 1862, et il y a deux mois, la majorité hostile à son administration est de nouveau sortie de l'urne. En 1863, le conseil d'Etat radical n'a été réélu que moyennant l'élimination de James Fazy. Ainsi le gouvernement se trouve scindé. Les partisans de James Fazy, maîtres encore de l'administration, se refusent à toute réforme sérieuse dans les finances, la police, les travaux publics. Le parti *indépendant*, en possession du pouvoir législatif, tient en échec l'administration radicale, sans arriver à la dominer. La scission qui règne dans le pays a pénétré dans les pouvoirs de l'Etat. A la longue, une telle situation est grosse de conflits et de violences. L'année 1864 en devait donner la preuve.

On a vu comment le régime radical était sorti de l'évolution démocratique de la Suisse et comment il a dégénéré en arbitraire et en favoritisme. Son chef avait été porté au pouvoir comme l'homme du peuple, comme le représentant de son esprit et de ses intérêts, mais une fois maître du gouvernement il ne songea qu'à se créer une dictature démagogique. Dans ce but il groupa autour de lui un état-major d'hommes serviles et complaisants et leur livra la fortune et le crédit public; puis il tendit la main aux ultramontains; pour couvrir la voix des citoyens, il appela aux emplois des hommes du dehors et ouvrit sa patrie à un flot de population cosmopolite, sans patriotisme et souvent sans moralité; en même temps il soufflait les haines sociales, attisait la rancune des pauvres contre les riches et les préjugés des nouveaux citoyens contre les anciens. Rarement on a vu une telle habileté dans le maniement des forces anarchiques.

Ainsi le travail d'apaisement qui dans les autres cantons suisses a suivi la victoire définitive de la démocratie n'a pu s'opérer à Genève. L'agitation y a succédé à l'agitation; les secousses aux secousses. A mesure que le parti démocratique délaissait son ancien chef et que le peuple de Genève se redressait contre le régime fazyste, celui-ci tombait plus bas et empirait soit comme administration, soit comme pouvoir politique.

C'est un spectacle étrange que de voir au sein d'une ville éclairée, polie, en possession de tous les biens de la fortune, de tous les moyens d'ennoblir la condition humaine, un tel esprit de faction et de tels ferments de haine.

L'année 1864 devait mettre au grand jour les conséquences de ce système. Dans l'automne de l'année 1863, le Conseil d'Etat radical n'avait été réélu que moyennant l'exclusion de James Fazy. Pendant l'été de 1864, la nomination du conseiller d'Etat Challet-Venel au poste de conseiller fédéral, ayant amené une réélection, les radicaux décidèrent de tenter un grand effort pour faire rentrer James Fazy dans le Conseil d'Etat et ils ouvrirent l'agitation électorale. De la ville, ils espéraient peu, car le peuple de Genève a ouvert les yeux ; mais ils comptaient sur Carouge et sur certains villages de la frontière, habités par une population hostile à Genève, ignorante ou crédule, partagée entre la domination des curés et celle des disputeurs de cabaret. On organisa des banquets. Un agitateur infime et suspect venu du dehors, se fit remarquer par des violences de langage inouïes dans nos annales ; et les chefs du Conseil d'Etat ne craignirent pas de compromettre leur dignité de magistrats, en assistant à ces scènes tumultueuses et à des déclamations où les membres *indépendants* du Grand-Conseil étaient taxés *de filous, de vipères*... Plus l'élection approchant, plus le langage des radicaux devenait menaçant. Un mois avant l'élection, le principal agent de désordre de James Fazy disait à un de ses amis : « Si nous n'avons pas la majorité par les voies légales, nous l'obtiendrons par les armes. » Peu avant l'élection, quelques meneurs fazystes se rendaient à l'arsenal du Grand-Pré, situé près de Saint-Gervais, pour s'assurer du chiffre et de la bonne qualité des armes et des munitions.

Devant une telle agitation et de telles menaces, quelques années auparavant, le parti *indépendant* se serait abstenu de proposer un candidat; mais aujourd'hui la hardiesse lui est revenue; la fleur du parti démocratique, la plupart des hommes qui ont fait les révolutions de 1841 et de 1846 sont dans ses rangs ; le peuple lui a donné sa confiance ; il sent sa force et son droit et veut libérer Genève des sangsues publiques. Dans cette pensée, son choix se porta sur M. Arthur Chenevière, fils d'un professeur très connu à Genève, homme de principes modérés et justement estimé pour ses talents comme financier et administrateur. Un tel choix était une preuve de la modération du parti *indépendant* et de

son désir de borner son ingérence à la régularisation des dépenses et du crédit public.

Le 21 août, jour de l'élection, le concours des électeurs fut très grand, le scrutin se passa régulièrement et fut accompagné de moins de rixes que ce n'est communément le cas, dans ces élections tumultueuses qui mettent en présence les partis sur un même terrain. Le seul incident de l'élection fut la présence de quelques listes de contrôle, déposées par des citoyens, pour signaler les électeurs morts ou absents. Cet incident n'eut pas alors de suites. Le lendemain 22 août, le dépouillement du scrutin occupa la matinée. Les deux partis y assistaient, répartis en groupes dans la vaste enceinte du bâtiment électoral. D'abord les voix se partagèrent également entre les deux candidats. Vers onze heures, les voix données au candidat *indépendant* se multiplièrent; et à midi, on savait dans Genève, que le scrutin donnait 339 voix de majorité à Arthur Chenevière. Ce fait souleva une grande irritation parmi les partisans de James Fazy. John Perrier s'agitait et lançait des propos menaçants. « Eh bien, disait-il, nous prendrons nos tubes » (nos fusils). Dans le grand bureau chargé de proclamer le résultat de l'élection, les fazystes avaient réussi à placer John Perrier et d'autres agents, on y disputait violemment sur la validité de l'élection; de griefs plausibles il n'y en avait pas, l'incident des listes de contrôle n'en était pas un; d'ailleurs, il avait été écarté le matin même par le grand bureau. Mais les énergumènes qui remplissaient le grand bureau, sourds à la voix de la légalité, passèrent sur la protestation des membres de la minorité et sur celle du président de l'élection, l'avocat *Amberny*, et déclarèrent l'élection annulée, sans alléguer aucun motif. Dix-sept citoyens, les élus du hasard, foulaient aux pieds la volonté du peuple genevois régulièrement constatée.

Ce déni de justice souleva une explosion d'indignation dans les rangs des *indépendants*. Quelques voix s'écrièrent : *Au Molard*; et le flot des *indépendants* se dirigea vers cette place, vieux forum populaire, témoin de bien des scènes de l'histoire de Genève. Il était alors une heure de l'après-midi. Les deux premiers orateurs protestèrent contre la décision du *grand bureau* et appelèrent les citoyens à des manifestations imposantes, mais sans sortir de la légalité. Un troisième orateur proposa à l'assemblée de déclarer l'élection d'Arthur Chenevière validée. Là-dessus le flot des *indépendants* se dirigea vers l'hôtel de ville pour réclamer du Conseil d'Etat cette validation. A l'arrivée de la foule, la cour, les escaliers, puis la salle d'attente du Conseil d'Etat, se remplirent. Les *indépendants* étaient très exaltés; mais sans desseins violents et sans armes. « Il y a assez longtemps qu'on nous vole nos élections, disait-on, dans la foule; nous voulons justice et nous l'aurons; que le Conseil d'Etat se montre, qu'il parle au peuple! » A ces propos se mêlaient quelques invectives. Cependant une députation composée des plus honorables citoyens, avait pénétré auprès du Conseil d'Etat et en réclamait la validation de l'élection. Une discus-

sion longue et animée s'ensuivit entre les conseillers d'Etat qui arrivaient successivement à leur poste et les délégués des *indépendants*. Les membres du Conseil d'Etat étaient unanimes à reconnaître l'illégalité de la décision du grand bureau; mais ils déclaraient être sans pouvoir pour la casser. Le président de l'élection, Amberny, étant arrivé sur ces entrefaites, proposa de réunir de nouveau le grand bureau pour l'appeler à une nouvelle délibération. Cette idée prévalut et le Conseil d'Etat offrit de faire, au préalable, proclamer les chiffres de l'élection. Un premier et un deuxième projet de proclamation furent lus à la foule, qui les repoussa. « Faites des concessions, dit l'avocat Desgoutte au Conseil d'Etat, sinon il y aura du sang versé, la guerre civile est imminente. » Là-dessus le docteur Gosse ajouta quelques mots au texte de la proclamation; le Conseil d'Etat les accepta et enjoignit au commissaire de police Coulin, de partir avec les huissiers et les tambours, pour faire dans les rues de Genève la proclamation usitée. Joyeux de ce résultat, les *indépendants* se formèrent en colonne à la suite du commissaire de police, pour escorter la proclamation, suivant l'usage de Genève, et au bout de quelques minutes, les abords de l'hôtel de ville étaient rentrés dans leur solitude accoutumée.

Tels sont les faits que l'on a cherché à noircir, afin d'en tirer une excuse du guet-apens dont les *indépendants* allaient être les victimes. De violences exercées sur le Conseil d'Etat, il n'y en eut pas. Suivant la juste expression du procureur général Meigy les *indépendants* exercèrent moins une pression qu'un *pétitionnement tumultueux*[1]. On ne voit dans leurs actes aucune illégalité flagrante, aucune intention de renverser le gouvernement; tout ce qu'ils demandent c'est la validation de l'élection, et il n'y avait rien là qui motivât l'armement du parti opposé, encore moins une attaque à main armée et sans sommation préalable. L'assemblée populaire du Molard, le pétitionnement fait en masse à l'hôtel de ville, ne sont point des faits extraordinaires, dans une démocratie orageuse comme celle de Genève; et plût au ciel que le parti radical n'eût pas à se reprocher de plus graves atteintes à la légalité.

Pendant que ces faits se passaient à l'hôtel de ville, le faubourg de Saint-Gervais, le berceau du parti radical, était le théâtre d'une agitation confuse et sauvage. Aussitôt les *indépendants* partis du bâtiment électoral pour se rendre au Molard, John Perrier, l'agent principal de ces troubles, s'était hâté de se rendre à Saint-Gervais et avait fait convoquer au son du tambour les hommes de main du parti. Vers deux heures, la rue de Coutance était sillonnée de groupes d'émeutiers. Soit crédulité, soit

[1] Dans le procès qui a eu lieu à Genève sur ces événements, les conseillers d'Etat ont tenté de transformer cette scène en une pression violente de la part des délégués des *indépendants*. Sommés d'articuler des griefs positifs, l'un d'eux a dit que l'un des *indépendants* n'avait pas ôté son chapeau. Sur la demande faite au conseiller d'Etat Piquet, s'il n'avait pas demandé un cigare à un de ces citoyens qui exerçaient sur lui *une pression matérielle et morale*, ce magistrat a répondu que *oui!!!*

malignité, les meneurs fazystes semaient de fausses rumeurs; ils affirmaient que les *indépendants* avaient fait prisonnier le Conseil d'Etat et préparaient une contre-révolution. John Perrier, l'œil enflammé, la parole excitée, parcourait les groupes en exhortant les citoyens à s'armer pour la défense de la Constitution et du Conseil d'Etat. « Dans dix minutes, dit-il en terminant, je vous dirai ce qu'il y a à faire; soyez en armes dans une demi-heure, le quartier général est à l'Entrepôt. » Là-dessus une troupe de fazystes partit pour chercher les armes de l'arsenal du Grand-Pré. De Coutance, John Perrier, suivi du reste de la foule se rendit à l'Entrepôt, en même temps que Fontanel, le chef des radicaux de Carouge, démagogue redouté pour son caractère violent et astucieux. Les deux agitateurs entrèrent dans les bureaux de la *Nation suisse* situés dans l'*Entrepôt* pour y prendre les ordres des sommités du parti. Que se passa-t-il dans cette entrevue? L'enquête judiciaire a signalé le fait sans chercher à l'approfondir, et sans comprendre les hommes qui y figuraient dans l'acte d'accusation. Dans toute cette affaire, elle a apporté un soin visible à rétrécir le débat, à s'en prendre aux faits matériels sans remonter aux causes, à frapper les agents inférieurs sans parvenir jusqu'aux chefs. Chacun sait dans Genève que James Fazy, suivi d'une troupe de radicaux, s'était rendu dans les bureaux de la *Nation suisse*, et qu'il présidait la réunion où Perrier et Fontanel vinrent chercher des instructions. Dans ce tumulte sa personne seule était en cause, aucun principe n'était en jeu et la guerre civile n'avait d'autre but que de ramener au pouvoir ce tribun, au mépris de la volonté du peuple de Genève : circonstance importante et qui double sa responsabilité. Quelles furent les paroles de James Fazy? Appela-t-il ouvertement ses amis à la guerre civile? ou enveloppa-t-il son désir de ces réticences que les agents trop dociles savent interpréter? Le fait est de peu d'importance. Il est certain que Perrier et Fontanel, sur le seuil même des bureaux de la *Nation suisse* haranguèrent la foule qui remplissait la cour de l'*Entrepôt* et l'appelèrent *aux armes*. La foule y répondait par le cri : *Aux armes*. James Fazy entendait tout. S'il réprouvait cette prise d'armes, c'était le moment ou jamais de se présenter à cette multitude dont il est l'idole, d'arracher les armes des mains de ces furieux; de les rappeler à l'ordre et à la légalité. L'élection, disaient ses amis à la foule, a été fraudée; la Constitution est menacée, le Conseil d'Etat prisonnier. Le devoir de tout bon *radical* est de prendre les armes pour sauver les lois et la liberté menacées par la conspiration des aristo-ficeliers. « Nous avons été vainqueurs en 1846, disait Perrier, nous le serons encore aujourd'hui. » Déclamations menteuses. A ce moment même les chefs fazystes recevaient un message du Conseil d'Etat. Ils savaient par conséquent que les *indépendants* s'étaient bornés à demander la validation de l'élection et que le cortége qui s'approchait de Saint-Gervais était formé de citoyens sans armes et sans dessein hostile. Mais Perrier, Fontanel et leur suite, échauffés par le vin et par leurs propres déclamations,

s'abandonnaient à une fureur aveugle. De l'Entrepôt une seconde colonne de fazystes était partie pour l'arsenal du Grand-Pré. Quelques insurgés avaient des fusils pris dans les maisons. Le cri *aux armes* retentissait dans les rues de Saint-Gervais, mais le peuple n'y répondait pas et les radicaux honnêtes avaient le cœur navré. Parmi ces hommes s'armant, disaient-ils, pour défendre les lois et la liberté, fort peu étaient des Genevois; plusieurs étaient de Carouge, d'autres étaient des rôdeurs, des gens sans aveu, des aventuriers étrangers.

Cependant le cortége des indépendants accompagnant la proclamation avait traversé la ville et entrait à Saint-Gervais. On y voyait une foule de citoyens notables, la fleur de la société genevoise, des professeurs, des banquiers, des commerçants, mêlés fraternellement aux ouvriers; personne n'était armé, on se donnait le bras; dans les rangs, on chantait, on échangeait de joyeux propos avec les amis accourus aux fenêtres; l'étendard fédéral et les drapeaux des vingt-deux cantons flottaient au-dessus des têtes, en signe d'allégresse; les huissiers avec leurs belles robes de couleur rouge et jaune, et le commissaire de police en écharpe, marchaient avec les tambours à la tête du cortége; aucune équivoque n'était donc possible sur le caractère légal et tout pacifique du cortége. Au moment de franchir les ponts de Saint-Gervais, des amis vinrent annoncer qu'on voyait dans le faubourg des hommes armés et de mine suspecte; quelques hommes prudents parlèrent de rétrograder, les plus jeunes crièrent : *En avant!* et le cortége arriva sur la petite place de Chevelie. La lecture de la proclamation était à peine terminée, qu'on vit arriver par la rue du Cendrier une quinzaine d'hommes armés et de mauvaise apparence; quelques-uns barrèrent le passage au cortége avec des paroles de menace et se mirent en mesure de le barricader; un des émeutiers croisa la baïonnette sur le commissaire de police, d'autres se jetèrent sur le porte-drapeau, une rixe s'ensuivit, et un premier coup de fusil, puis un second, partirent des rangs des émeutiers et blessèrent plusieurs citoyens indépendants. Le désordre se mit dans la colonne, beaucoup d'*indépendants* repassèrent les ponts; d'autres refoulèrent les agresseurs et les désarmèrent, puis ils reformèrent leurs rangs et continuèrent leur marche dans la rue du Cendrier avec le commissaire et les huissiers. Ce parcours amenait le cortége des *indépendants* sur les terreaux de Chantepoulet, en face de l'Entrepôt, quartier général des fazystes. Il était alors quatre heures et quelques minutes.

Précisément dans ce moment, les deux colonnes de fazystes, parties pour dévaliser l'arsenal du Grand-Pré, revenaient de leur expédition avec des armes[1], et débouchaient à cent mètres de là, à la hauteur de l'église catholique. Elles se composaient d'environ deux cents hommes; c'était moins une troupe réglée qu'une cohue irrégulièrement armée,

[1] Ils amenaient avec eux 800 fusils, 8,000 cartouches et 5 canons.

marchant sans ordre, en poussant les vociférations de l'ivresse. L'avant-garde était composée de 60 à 80 hommes. Avertis de leur approche et de l'arrivée des *indépendants*, Perrier et Fontanel avaient quitté précipitamment l'Entrepôt pour les rejoindre. On les vit parcourir les rangs, haranguer les émeutiers, les placer, les déplacer, faire avancer les canons; cela produisit quelques mouvements oscillatoires en avant et en arrière. Puis, sur un mot de l'un d'entre eux, l'insurgé Brun, s'avança seul en croisant la baïonnette sur la colonne des indépendants, qui à la vue de cette bande armée et de ces canons, n'avançait qu'avec une certaine indécision. Lorsque Brun fut à portée de la colonne, deux ou trois *indépendants* se jetèrent sur lui pour le désarmer. A ce moment la troupe armée des fazystes marcha sur les *indépendants* en faisant feu ; d'abord deux ou trois coups isolés, puis une décharge ; sur quoi ses rangs s'ouvrirent. Un des insurgés s'approcha d'un des canons chargé à mitraille pour y mettre le feu ; mais quelques citoyens s'interposèrent et l'on aperçut l'un d'eux se placer devant la bouche de la pièce, les bras croisés; trait d'héroïsme digne des plus beaux moments de l'histoire et qui épargna à Genève un horrible massacre. Le mal était assez grand. Les terreaux de Chantepoulet offraient un aspect hideux ; douze ou quinze citoyens indépendants baignaient le sol de leur sang; trois éprouvaient déjà le râle de la mort. Le reste de la colonne fuyait vers la ville en criant : *Au meurtre, à l'assassinat!*

Telle est cette scène de Chantepoulet qui imprimera au parti fazyste une de ces souillures qui ne s'effacent pas et qui tuent un parti. Pourquoi ces canons braqués et ces hommes armés? quel motif de faire feu sur un cortége pacifique et sans armes? Qu'espérait-on de cet assassinat? Soit pudeur, soit tactique, les auteurs de ce conflit ont cherché à l'envi à en décliner la responsabilité. Cette rencontre, ont-ils dit, a été la suite d'un malentendu; loin d'avoir ordonné le feu, ils ont fait tous leurs efforts pour l'empêcher. Les débats du procès n'ont pas établi que Perrier et Fontanel aient expressément commandé le feu ; des témoins à décharge ont assuré que Fontanel a relevé des fusils et que Perrier a recommandé *de tirer en l'air*. Le fait est contestable, mais fut-il avéré, la responsabilité morale de cette scène sanglante n'en retomberait pas moins sur ces hommes. N'est-ce pas eux qui venaient de donner des armes à une multitude échauffée par le vin et par des diatribes mensongères sur les prétendues violences des *indépendants;* alors qu'eux seuls avaient enfreint la légalité et violé la majorité du suffrage populaire. D'une manière générale, n'est ce pas la politique de James Fazy qui a détruit dans une partie du peuple de Genève toutes les notions de droit et de justice et substitué les habitudes de violence, d'illégalité, d'outrages, au respect des lois et des droits des adversaires. On ne remue pas impunément les bas-fonds du cœur humain. Il est dans l'homme des passions infimes, des instincts de férocité qui ne font que sommeiller; et les aveux cyniques échappés, lors des débats du procès, à quelques-uns des instru-

ments obscurs de ce guet-apens ont montré à quel degré de dépravation et de cruauté brutale est descendu l'état-major dont ces hommes s'entourent.

Cependant le retour des *indépendants* avait mis toute la ville en rumeur. On fermait les magasins, on criait : *Aux armes!* Les hommes jeunes ou dévoués montaient à l'hôtel de ville ; là, ils forcèrent l'arsenal et se partagèrent les armes; puis ils se répartirent en pelotons ayant des chefs réguliers, et élevèrent des barricades aux abords de l'hôtel de ville. Dans ce premier moment on s'attendait à voir les fazystes monter en armes à l'hôtel de ville et l'on ne songeait qu'à se mettre en défense. Deux citoyens énergiques et respectés, Vettiner et Krauss, prirent la direction du mouvement; il leur eût été façile de renverser le Conseil d'Etat et de proclamer un gouvernement provisoire; mais ils ne le voulaient pas; ils se bornèrent à séquestrer le Conseil d'Etat et à en faire un otage de la paix publique : idée heureuse et humaine. Dans les rangs inférieurs des *indépendants* l'indignation débordait contre le Conseil d'Etat. Ce corps n'avait rien su ou rien voulu prévoir et on le croyait complice du guet-apens de Chantepoulet. Le sang avait été répandu par les fazystes seuls; maintenant le Conseil d'Etat se trouvait dans les mains des *indépendants* irrités et en armes.

Dans le faubourg, la situation était moins perdue que ne le croyaient les *indépendants*. La fusillade de Chantepoulet n'avait pas recruté les rangs de l'insurrection fazyste. Un sentiment d'horreur prévalait dans Saint-Gervais comme dans la ville. Les radicaux honnêtes refusaient de prendre les armes et de seconder un mouvement déshonorant pour leur parti et pour la politique genevoise. Malgré des libations copieuses, des vociférations, des déclamations, les insurgés sentaient leur isolement, le vide se faisait autour d'eux, la réprobation publique amortissait la fureur aveugle qui les avait d'abord transportés. Les plus violents avaient demandé à marcher sur l'hôtel de ville; mais Perrier et Fontanel préférèrent garder une attitude défensive ; ils firent barricader les ponts, y pointèrent des pièces de canon et attendirent la suite des événements. Tel était l'état de Genève dans la soirée du 22; un silence morne, des rues désertes ou çà et là quelque attroupement inquiet, des regards défiants; la ville divisée en deux camps armés. Chaque moment pouvait amener un conflit et provoquer dans ses rues une lutte odieuse.

Sur ces entrefaites, quelques indépendants dévoués et prudents, le pasteur Bret, l'avocat Girod et quelques radicaux modérés suggérèrent des propositions de désarmement. Le Conseil d'Etat y acquiesça; et après quelques pourparlers, les insurgés fazystes y acquiescèrent également. Il fut stipulé que les deux partis désarmeraient simultanément, et que le bataillon de recrues, alors en exercice près de la ville serait appelé à Genève et relèverait les postes des indépendants. Pour montrer sa liberté, le Conseil d'Etat ferait une promenade pacifique dans Saint-Ger-

vais. Vers sept heures du soir, le bataillon des recrues releva les postes des *indépendants*, qui posèrent les armes.

Le Conseil fédéral, instruit par le télégraphe de la gravité des événements, avait envoyé en toute hâte l'un de ses membres, M. Fornerod, comme commissaire fédéral. Il arriva à Genève dans la nuit du 22 au 23, accompagné du colonel Barman, et il signifia ses pouvoirs au Conseil d'Etat. Les jours qui suivirent furent des jours de deuil. Tout ce que Genève renfermait de citoyens soucieux de la cause du droit et de l'humanité assista aux funérailles des victimes. Tout se passa avec ordre et bienséance; mais dans Genève l'opinion publique se prononçait puissamment. Les *indépendants* avaient ouvert une enquête et recevaient les dépositions des citoyens au *Cercle national*. A mesure qu'on en connaissait mieux les détails, l'odieux des scènes du 22 ressortait davantage. Sous l'empire de cette situation, le commissaire fédéral annonça qu'une enquête rigoureuse allait s'ouvrir et M. Duplan s'installa à Genève comme juge fédéral.

La voix publique désignait James Fazy comme le premier auteur et Perrier et Fontanel comme les agents les plus actifs des scènes sanglantes de Chantepoulet. Le 23, James Fazy fut hué par le peuple. De nombreux témoins déclarèrent avoir vu James Fazy, puis Perrier et Fontanel, se rendre à la réunion où l'armement fut décidé; d'autres citoyens avaient été présents quand Perrier et Fontanel parcoururent les rangs des insurgés au moment de la fusillade; plus tard ces mêmes hommes avaient été vus à la tête des émeutiers armés, plaçant des postes, distribuant des munitions, braquant des canons. S'appuyant sur ces faits notoires, le juge d'instruction incarcéra ces deux chefs, puis Brun, Champod et d'autres instruments infimes du complot; mais il recula devant l'arrestation de James Fazy. Au bout de quelques jours, il le cita cependant à comparaître; James Fazy refusa dédaigneusement et se retira sur le territoire français, *afin*, disait-il, *de mieux surveiller les progrès de la réaction*. Plus tard, quand l'acte d'accusation fut dressé, son nom n'y était pas compris; il reparut dans Genève. Dès lors on put prévoir que le procès instruit par la Confédération aurait une fin misérable.

Le commissaire fédéral avait agi mollement. L'instruction poursuivie par la Confédération, au lieu de procéder d'une manière large, de manière à dévoiler au public suisse les intrigues du parti fazyste, ses complicités coupables, sa corruption, avait rapetissé le plus possible le champ de l'enquête. Pour montrer son impartialité, elle avait compris parmi les accusés deux indépendants, Vettiner et Krauss, comme les auteurs principaux de la séquestration du conseil d'Etat. Le procureur général Migy, chargé de dresser l'acte d'accusation, entrait dans l'intention des commissaires fédéraux; sans se montrer hostile envers les deux accusés du parti *indépendant*, il s'attacha à balancer les actes des deux partis, de manière à amoindrir la gravité de la conduite des fa-

zystes. Par une singulière élasticité d'appréciation, il reconnut à ce parti le droit de s'armer à la suite du pétitionnement des indépendants à l'hôtel de ville, et atténua l'odieux de la fusillade de Chantepoulet en la ramenant à une simple résistance à l'autorité légale, à une mesure précipitée et irréfléchie, ouvrant ainsi la voie aux interprétations complaisantes. D'où est venue cette mollesse de l'autorité fédérale? Provient-elle de solidarités anciennes avec les radicaux genevois, de la crainte qu'inspirent les intrigues de James Fazy? Est-elle la suite des habitudes de laisser aller qui prévalent souvent dans les affaires intérieures de la Suisse?

Quant aux assises fédérales tenues à Genève dans le mois de décembre, elles ont donné lieu à des scènes regrettables. L'air dégagé et les réponses irrespectueuses et ironiques faites par les accusés fazystes montraient assez qu'ils se tenaient pour assurés de l'impunité. Dans l'interrogatoire des témoins, les *indépendants* se sont distingués avantageusement de leurs adversaires par la franchise de leurs réponses; ils parlaient en hommes loyaux et qui n'ont rien à masquer, leurs intentions ayant toujours été droites et leurs mains nettes de toute violence. Dans celles des fazystes, au contraire, tout était réticences, équivoques, subterfuges, confusion calculée. Le rôle le plus odieux a été celui de certains avocats non genevois chargés de défendre les fazystes. Ils voient un pays profondément divisé, déchiré par les soupçons et les haines de parti; et au lieu de se limiter à défendre leurs clients, ils déclament, ils invectivent, ils déversent l'injure sur tout ce que Genève renferme de plus honorable; ils réchauffent de vieilles calomnies et les rendent plus malignes par leurs commentaires. Par suite de ces attaques envenimées, l'acquittement général, au lieu d'être le point de départ d'une réconciliation entre les partis, a été considéré par les *indépendants* comme une nouvelle injure et une menace.

La situation que ces événements ont faite à Genève a des côtés inquiétants. Si l'intervention fédérale a suspendu jusqu'à ce jour un nouveau conflit entre les partis, elle n'a résolu aucune des difficultés de la situation, car elle n'a pas su tenir la balance de la justice d'une main ferme. Le sang des citoyens a été répandu impunément. Les hommes de désordre ont appris à se jouer de la justice fédérale; c'est ramener Genève à cette situation des peuples barbares, où chacun se fait justice à soi-même; c'est autoriser les *indépendants* à opposer violence à violence, et à chercher désormais leur sécurité dans le châtiment sommaire des perturbateurs.

D'un autre côté, le parti *indépendant* n'est plus aujourd'hui ce qu'il était il y a quelques années. Il est las de voir l'honneur et la fortune publics exploités par une coterie égoïste et immorale, et la violence ne l'intimide pas. Le 22 août, les fazystes, se voyant à bout de popularité, ont essayé de la force. Ils ont espéré ramener à eux la majorité en se met-

tant au-dessus des lois et en courbant par la terreur les citoyens timides. Mais ils ont pu s'apercevoir que le calcul était faux. La vieille sève républicaine subsiste; le peuple de Genève est toujours ce peuple indépendant et fier qui résiste aux oppresseurs, et qui au travers d'orageuses péripéties veut *son droit et sa liberté*. Si la situation de Genève a un côté sombre, elle offre aussi d'heureux symptômes. Le détestable régime fazyste a eu pour effet de rapprocher toutes les catégories sociales de l'ancienne Genève. Le parti *indépendant* est formé par le groupement de citoyens de dénominations diverses dans un parti national et vraiment démocratique. Comme l'a dit avec à-propos et esprit l'avocat Friederich, le vieux conservatisme a abdiqué. Aujourd'hui tous les *indépendants* acceptent les institutions démocratiques comme la base du droit public; mais ils en veulent l'application sincère, et ils demandent qu'elles deviennent une source de liberté et de progrès social et économique. Ils ne veulent pas substituer aux anciens privilégiés l'oligarchie de quelques démagogues et de quelques héros de taverne. Ils pensent que la démocratie peut se servir utilement de tous ses enfants, et que la cause des lumières et de la liberté n'est nullement compromise parce que les descendants des familles qui ont fait sa gloire dans les sciences, les Turettini, les De la Rive, les de Saussure, etc., siégent dans les conseils de la république à côté d'hommes nouveaux.

Si, comme on est en droit de l'espérer, ce parti continue à se fortifier et constitue un gouvernement, Genève verra se rouvrir une ère de justice et de progrès. La démocratie y deviendra une vérité, et cette noble cité, qui recèle tant de vertus et tant de forces, présentera de nouveau un beau spectacle. Les crises que Genève vient de traverser ont retrempé les caractères; la jeune génération a plus d'énergie et de zèle politique que celle d'il y a vingt ans. Elle voit les périls de la situation, mais elle n'en est pas découragée; Genève n'a jamais été plus grande que lorsqu'elle était le plus menacée. Quels que soient ses malheurs et ses fautes dans le présent, cette cité est un des points du globe où le cœur humain bat avec le plus de force, où l'intelligence est la plus active, l'émulation la plus grande, où les sciences et les lettres divines et humaines sont cultivées avec le plus d'amour et de désintéressement. Son peuple est toujours ce peuple actif, éveillé, remuant, avide de richesses, mais non moins ardent dans les poursuites intellectuelles et morales, non moins avide de résoudre les problèmes religieux et sociaux. Par l'état des sciences et de l'instruction publique, par ses institutions philanthropiques et religieuses, Genève est encore une ville d'initiative, une école de progrès social.

D'autre part, lorsqu'on étudie la position de Genève d'une manière générale et en vue de l'avenir, il est permis de concevoir des inquiétudes sur sa sûreté. L'ancienne population, celle qui a fait seule la gloire de Genève, n'est plus qu'une minorité. En ce moment le noyau est encore

intact. Genève a conservé son autonomie morale; l'Eglise, l'Académie, la littérature, la philanthropie genevoises subsistent comme par le passé et vivent de leur vie propre; mais dans la politique, l'envahissement de l'élément étranger menace gravement cette autonomie. Sans ce dernier élément, le radicalisme tel qu'il s'est développé eût été impossible; son règne aurait été plus court et moins destructeur; la réconciliation opérée entre les démocrates et les conservateurs aurait depuis dix ans déjà ramené un régime juste et régulier. Ce qui perd la politique genevoise, c'est l'envahissement de l'élément étranger, représenté par une population ignorante, remplie de préjugés et de misérables haines, ou indifférente et grossièrement matérialiste. La vieille Genève n'a pas une prise suffisante sur ces masses; car sa civilisation est toute protestante, et celles-ci, en grande partie catholiques, obéissent à des mots d'ordre venus de Lyon ou ne connaissent qu'une démagogie turbulente et grossière. Ce sont elles qui forment la force principale du parti fazyste, la pépinière de la démagogie et des hommes de désordre. Aujourd'hui elles continuent à porter au pouvoir James Fazy et ses affidés dans le collége de Carouge où elles règnent.

Pour que Genève retrouve l'aplomb et la sécurité, il faudrait que cette cité active et passionnée fût unie à un territoire un peu étendu, habité par une population suisse, ayant mêmes croyances, mêmes intérêts, mêmes principes, et cette combinaison, elle ne peut la réaliser que dans sa réunion avec le canton de Vaud. Pressée comme elle l'est par l'étranger, menacée dans sa personnalité morale et dans son indépendance, la Suissse romande doit désormais resserrer ses liens et unir ses forces dans un canton assez fort pour résister aux influences extérieures qui la travaillent. Pour elle l'époque du fractionnement cantonal est finie. Quand l'existence est en jeu, toute considération secondaire doit se taire.

Cette fusion de la vallée du Léman en un seul canton est dans l'intérêt de toute la Suisse, car elle lui donnera une assiette plus forte sur le point vulnérable. Si Genève est pour la Suisse un poste avancé, c'est un poste nécessaire. Il y a près de quatre siècles que cette ville fait partie de son système politique. Si sa possession sauvegarde toute la Suisse romande, sa chute entraînerait tôt ou tard celle de la vallée du Léman. Dès lors la Suisse allemande, tournée vers le sud et réduite à l'impuissance, n'aurait plus qu'à se jeter dans les bras de l'Allemagne, et qu'à abdiquer une indépendance de cinq siècles ; l'importance économique de Genève n'est pas moindre que son importance politique; après Bâle, elle est la ville la plus riche de la Confédération, et c'est une des plus entreprenantes; son industrie, son commerce, ses banques projettent au loin leur activité. Dans le domaine moral et intellectuel, sa réputation est faite. Ses savants sont connus dans toutes les universités, ses publicistes ont eu une influence générale et une part dans les destinées du monde. Genève a donné à la Suisse plusieurs de ses grandes illustrations scienti-

fiques et littéraires. C'est en même te mps une des villes où l'élément républicain est le plus fervent et le plus indigène. En activité, en civisme, comme en lumières, l'ancienne population de Genève est au premier rang, et si aujourd'hui elle est menacée, c'est par suite d'une position géographique fatale et parce qu'elle manque d'un territoire homogène.

La solution que j'indique ici aurait l'avantage de sauvegarder Genève sans troubler la politique intérieure du nouveau *canton du Léman*. Que les progrès de l'industrie et l'attrait de la situation attirent dans Genève 10,000 ou 20,000 étrangers de plus, et cet accroissement qui peut bouleverser l'économie de la petite république devient insignifiante en regard des 200,000 habitants de la population vaudoise. Le mouvement de concentration est la loi de l'histoire, c'est le moyen par lequel les nationalités menacées résistent à des voisins trop puissants. L'Italie en a donné de nos jours un exemple mémorable. Il y a là un précédent à suivre.

R. Rey[1].

[1] Il est évident que notre honorable collaborateur a toute la responsabilité de ce plan d'annexion républicaine, pour lequel nous déclinons toute compétence, en tant qu'étranger aux conflits intérieurs de la Suisse. (*Réd.*)

QUESTIONS SOCIALES[1]

—

L'INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE POPULAIRE

§ 1er. — Influence de la Réformation et doctrine de Luther sur l'Instruction et sur l'Ecole.

L'éducation religieuse de l'enfance et son instruction érigées en devoir sacré des familles. — Rôle de l'école, nécessaire à l'Eglise et à l'Etat. — Droit et devoir du magistrat de rendre l'école obligatoire à ceux en état de la suivre. — Dotations scolaires.

L'obligation, en matière d'instruction primaire, est tellement acceptée en Allemagne et en particulier dans les contrées protestantes, qu'elle n'y fait l'objet d'aucune discussion et d'aucun doute, et qu'on chercherait vainement, par exemple, dans la volumineuse littérature pédagogique qui s'y accumule chaque année depuis un demi-siècle, un livre, un chapitre spécialement occupé à en discuter le principe. Si ce principe semble n'avoir jamais eu besoin de s'y justifier, la raison principale en est qu'il y a trois siècles, lors de la naissance de l'école et de la réformation de l'Eglise, faits solidaires et connexes, l'instruction a été énergiquement proclamée un devoir, prêchée par l'Eglise évangélique, qui, avec l'autorité dont elle disposait, a commencé l'œuvre en exhortant le magistrat à la compléter et à exercer un droit qu'elle proclamait pour lui. Les vaines objections sur le danger, sur l'inutilité de l'instruction pour le peuple, pour la femme, qui sont, en certaines contrées de la France, moins chassées encore de tous les esprits qu'on ne

[1] La *Revue* n'aborde point ici, au point de vue des principes, la question si grave et si complexe de l'instruction primaire obligatoire qui soulève tant d'objections. Mais l'importance et l'intérêt de ces renseignements de fait n'échapperont à aucun de nos lecteurs. (*Réd.*)

le pense, et qui se répétaient jusqu'à la fin du siècle dernier dans quelques pays catholiques de l'Allemagne, ont fait place au seizième siècle partout où règne la réformation luthérienne, à un sentiment universel d'obligation morale, qui, sans objections et sans résistance, en des circonstances et des moments divers, et sans qu'il soit toujours possible d'en fixer la date, se traduit en obligation légale. C'est la croyance qui se fait loi.

Sans prétendre exposer ici, dans ses détails, la doctrine de Luther sur l'instruction et sur l'école, et renvoyant, à cet égard, au livre de M. Ad. Schæffer (*De l'Influence de Luther sur l'éducation du peuple*. Paris, 1853), et à la belle histoire de K. Schmidt (*Geschischte der Pædagogik*. Cœthen, 1862, 4 vol.), je me bornerai à résumer les principes du réformateur en les ramenant à trois : L'éducation religieuse de l'enfance et son instruction sont un saint devoir des familles. — L'école est le seul moyen pratique d'instruction, et, à ce titre, aussi impérieusement commandée par les intérêts de l'Eglise que par ceux de l'Etat. — C'est le droit et le devoir du magistrat de rendre l'école obligatoire à tous ceux qui sont en mesure de la mettre à profit.

Il faut lire les paroles de Luther pour se rendre compte de l'énergie avec laquelle il recommande d'instruire les enfants.

« Que chacun sache qu'il se rend coupable et contriste la grâce divine en n'élevant pas ses enfants d'abord dans la connaissance et la crainte de Dieu, et ensuite, s'ils y ont quelque aptitude, dans l'étude et l'instruction... Si la chrétienté est aujourd'hui si déchue, tout le mal vient de ce qu'on a délaissé l'enfance, et c'est en s'occupant d'elle qu'il faut commencer si l'on veut un relèvement. »

Tantôt il prend le père de famille à partie et discute ses objections :

« Tu me dis : C'est fort bien, mais j'ai besoin de mes enfants, et ne puis faire de chacun d'eux un beau sire (Juncker); il me les faut à la maison pour mon travail. — Je te réponds : Mon opinion n'est pas non plus qu'on organise des écoles à la façon de celles qui existaient jusqu'ici, où l'on tient un garçon sur son Donat ou son Alexandre, jusqu'à ce qu'il ait ses vingt et ses trente ans. Nous voici dans un autre monde où tout va s'organiser à nouveau, et je suis persuadé que si tu fais aller, pendant deux heures chaque jour, ton enfant à l'école, et si tu le gardes le reste du temps avec toi, il pourra de cette manière apprendre son métier tout en devenant bon à autre chose; car la nation est jeune, et elle peut attendre... De même pour tes filles..... »

Tantôt c'est au zèle religieux que le réformateur fait appel :

« Le diable a son affaire quand il trouve partout gens ineptes et bûches grossières (rohe Blœcke); car les choses alors en vont bien plus mal sur

la terre, et il sait bien que les écoles qui, çà et là, commencent à poindre et à grandir, sont les semences de l'Eglise, et se développent sous l'action de la Parole de Dieu. Que chacun prenne donc garde à laisser non le diable, mais Dieu, avoir raison et victoire. »

Tous les écrits du réformateur sont pénétrés de la même pensée et rendent partout solidaires la cause de l'école et celle de la rénovation évangélique de l'Eglise. Aussi à quelle hauteur Luther relève la mission de l'instituteur :

« Si je n'étais ministre, je voudrais être maître d'école; car, après le pastorat, il n'est pas de tâche plus utile, plus grande, meilleure. Encore des deux me sais-je vraiment laquelle vaut le mieux. »

Et il ajoutait, qu'avant de prendre une paroisse, tout pasteur devrait avoir tenu pendant dix années une école.

Mais, — et ce point n'a pas moins son intérêt à cette place, — c'est aux magistrats que Luther s'adresse avec non moins d'insistance. On connaît son ouvrage : *Aux Conseillers de toutes les villes d'Allemagne, pour leur demander la création d'écoles chrétiennes.*

« Magistrats, rappelez-vous que Dieu commande formellement qu'on instruise les enfants. Cet ordre sacré, les parents, soit indifférence, soit inintelligence, soit surcharge de travaux, l'oublient et le négligent. C'est à vous, magistrats, qu'appartient le devoir de le leur rappeler et d'empêcher le retour des maux dont nous souffrons... Sont-ce les sacrifices d'argent qui vous arrêtent? On dépense chaque année tant de sommes pour les arquebuses, pour les chemins, pour les digues; pourquoi n'en dépenserait-on pas quelque peu pour donner à la pauvre jeunesse quelques maîtres d'écoles..... Ce qui fait la prospérité d'une cité, ce n'est pas qu'on y assemble des trésors, qu'on y bâtisse de forts remparts, qu'on y élève de riches maisons, qu'on y amasse des armes brillantes. Son bien véritable, son salut et sa force, c'est qu'on y compte beaucoup de citoyens instruits, formés au bien et cultivés; et si, de nos jours, les citoyens pareils sont si rares, à qui en revient la faute, si ce n'est à vous, magistrats, qui avez laissé grandir la jeunesse comme la futaie des bois..... »

Les mêmes pensées se retrouvent dans la citation suivante, où l'on peut prévoir en germe ce qu'allait devenir l'école allemande.

« L'homme du peuple ne comprend pas que, s'il a un enfant de quelque moyen, il doit à Dieu et à la cité de lui faire suivre l'école et de l'instruire; on se croit librement permis d'élever son enfant chacun à sa guise, en laissant la Parole de Dieu et l'ordre qu'elle établit devenir ce qu'ils voudront. Oui, les magistrats font de même, comme s'ils y étaient en droit. Personne ne songe que Dieu entend et veut que les enfants qu'il a donnés soient élevés pour sa gloire et pour son œuvre, ce qui, sans l'école, ne peut se faire. On est affamé des biens terrestres, on y court avec ses enfants, comme si Dieu et la chrétienté n'avaient nul besoin d'hommes instruits. *Aussi j'estime que le magistrat est tenu d'obliger les citoyens à faire suivre l'école aux enfants. En effet, si l'autorité est en droit quand*

viennent les temps de guerre de contraindre tous ceux en état de porter les armes, à prendre le havre-sac et la rapière, combien plus n'a-t-elle pas le droit et le devoir d'obliger les sujets à faire suivre l'école à leurs enfants; car il s'agit également ici d'une guerre à soutenir et de la plus redoutable, celle avec le diable qui cherche à faire des cités et des Etats son royaume. Que l'autorité soit donc vigilante à cet égard si elle sait l'être jamais[1]. *Le père est-il pauvre, qu'on l'aide avec les biens de l'Eglise. Voici le cas pour les riches de faire des testaments et de suivre l'exemple de ceux qui ont déjà institué des fondations. Ce sera vraiment là donner son argent à Dieu.* »

Telles étaient les pensées qui, au sortir du moyen âge où il n'y avait d'écoles que celles des couvents, des canonicats ou des fondations affectées au clergé, et celles des universités destinées à la noblesse, allaient, propagées par les écrits du réformateur et prêchées dans les Eglises, prendre au milieu des croyances une place si profonde qu'il n'y aurait plus lieu dès lors à les discuter, et que, passées dans les mœurs, elles se refléteraient d'elles-mêmes dans les ordonnances des princes dès qu'ils viendraient à s'occuper des écoles.

Il faut rappeler, en terminant, que parmi les ouvrages les plus importants de Luther se place son Catéchisme, destiné spécialement à l'instruction de l'enfance, et que le réformateur ne dédaigna pas de composer lui-même le premier des abécédaires allemands[2].

§ 2. — Bugenhagen et les Constitutions ecclésiastiques de l'Allemagne septentrionale.

Le principe de l'obligation déduit des engagements du baptême. — Création dans les villes d'écoles allemandes et d'écoles de filles, les unes et les autres plus ou moins gratuites pour les pauvres, et auxquelles est affectée une part dans les biens des couvents. — Organisation dans les campagnes, de l'école du dimanche, tenue par le pasteur, et de l'école catéchétique de la semaine, tenue par le sacristain sous la direction du pasteur.

L'organisateur direct de l'école populaire, sous sa forme primitive, est Bugenhagen, pasteur de Wittemberg et compagnon de Luther (+ 1558), célèbre par les constitutions ecclésiastiques dont il fut appelé tour à tour à doter le Brunswick, les villes de Hambourg et de Lubeck, la Poméranie, et enfin le Danemark, auquel se rattachait alors la Norwége et le Schleswig-Holstein.

[1] Dès l'année 1573, on voit une ordonnance de l'électeur Jean-Georges de Saxe porter : « Nous voulons et ordonnons que les autorités de chaque commune élèvent régulièrement des écoles; que chacun, d'après les injonctions des pasteurs, y envoie ses enfants, aussitôt que l'âge le permet, pour les faire élever dans la crainte de Dieu et dans les habitudes de la discipline. » Voir Rendu, I, 4.

[2] Voir l'article de Stockmayer dans l'Encyclopédie de K. Schmidt.

Les bases jetées par lui, et plus ou moins reproduites dans les constitutions saxonnes et wurtembergeoises, ont gardé jusqu'à nos jours, dans plusieurs contrées septentrionales, leur antique physionomie ; elles expliquent l'aspect particulier qui y distingue encore l'école, son intime connexion avec l'Eglise, en même temps qu'elles donnent à connaître la forme élémentaire qu'elle revêtit en Allemagne de l'époque de la Réformation jusqu'à celle de la guerre de Trente ans.

Le principe de l'obligation est nettement accentué par Bugenhagen, mais c'est dans un sens ecclésiastique qu'il le précise. Lors du baptême, en promettant devant Dieu d'élever ses enfants dans la doctrine chrétienne, le père a contracté selon lui l'obligation implicite de les instruire, et c'est au nom de ce vœu et pour le fidèlement observer qu'il est tenu à leur faire donner les connaissances élémentaires, conditions d'une bonne instruction religieuse.

Aussi Bugenhagen veut-il qu'à côté de l'église, il y ait partout l'école, et qu'elle soit accessible aux diverses classes sociales. A peine arrivé à Brunswick, on le voit s'occuper, après avoir réorganisé deux écoles latines, d'instituer deux écoles allemandes, fondations d'un nouvel ordre, destinées à la bourgeoisie et au peuple, et quatre écoles de filles. La rétribution, toujours modique, y est encore allégée pour les pauvres. Il dote ces écoles à l'aide de fondations monastiques soustraites autant que possible aux convoitises de la noblesse, pour être divisées en trois parts, celle des pauvres, celle des Eglises et celle des écoles. La constitution brunswickoise sert de type à toutes celles qu'il fut ensuite appelé à rédiger.

Dans les campagnes, où il n'existe ni bâtiments ni instituteurs, ni fonds, la difficulté est plus grande, et l'instruction organisée par les constitutions ecclésiastiques n'est guère d'abord qu'une catéchisation, mais qui graduellement se développe et devient, en général un enseignement primaire assez régulier. Tout d'abord, il y a l'école du dimanche où, par tous les règlements de l'époque, le pasteur est tenu de donner, pendant l'après-midi, l'instruction aux enfants (*Kinderlehre*). J'ai, dans un village de la Lande de Lunebourg, assisté à l'une de ces instructions, tenue, avec un religieux scrupule, selon le rite antique. Parents et enfants debout, en rangs pressés, et les plus jeunes au centre, formaient dans l'Eglise un vaste cercle se développant dans toute la nef. Pendant deux heures, le pasteur alla de l'un à l'autre, interrogeant parents et enfants à haute voix, sur les leçons apprises pendant la semaine dans le catéchisme et sur l'évangile. Il y avait là un exercice excellent de l'esprit, en même temps qu'une

obligation à la lecture des livres saints et à l'étude domestique.

Aux écoles du dimanche, il fallait ajouter les instructions données spécialement en vue de la confirmation, et qui prirent une importance de premier ordre, ainsi que les examens annuels que le pasteur devait faire dans chaque famille aux parents, aux enfants et aux serviteurs réunis, ancien usage destiné à entretenir la catéchisation et le culte domestique et conservé jusqu'à nos jours dans les pays scandinaves.

Mais par qui donner cette connaissance de l'Evangile, du catéchisme, dans les campagnes, là où les parents l'ignoraient eux-mêmes ? Par le sacristain, véritable catéchète, tenu à réunir les enfants pendant la semaine pour les instruire, et qui, partout ne sont, un siècle après, plus connus que sous le nom d'instituteurs.

« Dans les villages, porte la constitution de Bugenhagen pour le duché de Brunswick-Wolfenbuttel (1542), le sacristain devra toujours être en état de tenir école ; il pourra dans les villes être occupé, sous les ordres de l'instituteur, à diriger les classes élémentaires. » Le règlement des visites ecclésiastiques de la Saxe ducale (1580), porte : « L'inspecteur devra s'assurer avant tout que le sacristain emploie, chaque jour, au moins quatre heures à l'instruction des enfants, » instruction qui consiste, d'après le même document, à leur apprendre à lire, à écrire et à chanter, et qui obligeait les écoliers à une rétribution de 2 *pfennige* par semaine (2 centimes), en faveur du sacristain.

La constitution de la Saxe-Cobourg (1626), reproduit des dispositions semblables, qui se retrouvent avec plus ou moins de précision dans la plupart des règlements ecclésiastiques de l'Allemagne du Nord, à la fin du seizième siècle[1].

Mais combien ces écoles rudimentaires, les seules en usage dans la campagne pendant un siècle, n'offraient-elles pas de lacunes. Nulle préparation donnée aux sacristains. Quelques-uns savaient à peine lire ; et leur enseignement se bornait à une routine de mémoire. Ailleurs, c'était les familles qui se refusaient à faire leur modique traitement. Ailleurs, par leur petit nombre, ils étaient obligés à donner leurs leçons par tournées, comme le font encore les instituteurs itinérants des campagnes de la Norwége. Parfois des habitudes de brutalité empruntées aux écoles latines venaient s'ajouter chez eux à l'ignorance et à l'incapacité.

[1] Voir Heppe, I, 7 ; Schmidt, III, 62. — Voir aussi, par exemple, le *Consistorial Ordnung* de Joachim, du même temps, citée par M. Rendu. « Comme pour satisfaire aux exigences de la religion chrétienne, une école doit être établie et entretenue auprès de chaque église, afin que les enfants, réconciliés avec le Seigneur Jésus-Christ par le saint baptême, soient instruits dans les bonnes études et le catéchisme..., nous voulons..., etc. »

Cependant, au milieu de ces défectuosités graves, l'école rurale existait. Elle avait surgi sans appui et sans subvention, du seul besoin de l'Eglise, et à côté d'une instruction religieuse développée, ces écoles catéchétiques enseignaient presque partout à lire et à écrire. Leur fréquentation était rendue par la discipline ecclésiastique obligatoire pour la confirmation, acte de ratification des vœux du baptême auquel l'enfant n'était admis qu'après une instruction à laquelle l'obligeaient les engagements baptismaux.

Quand vinrent les discussions théologiques, les pasteurs jaloux de maintenir l'intégrité des croyances, veillèrent avec un zèle assez rigoureux à ce que l'école fût suivie régulièrement. On y envoyait les enfants dès l'âge de 5 ans, et ils y restaient d'ordinaire jusqu'à leur onzième ou douzième année. Quant aux écoles dites *allemandes*, et aux écoles de filles, elles se multipliaient jusque dans les bourgs, sous l'administration des consistoires et des municipalités. L'enseignement y était en général de 4 heures, deux le matin et deux l'après-midi [1]. Dès le commencement du seizième siècle, l'existence des écoles de filles était de règle dans les campagnes. La constitution ecclésiastique cobourgeoise de 1626, s'étonne que quelques villages du duché en manquent encore et donne ordre aux femmes des sacristains d'avoir désormais à les tenir.

§ 3. — Le Règlement du duc Ernest le Pieux et la réforme scolaire dans les Saxes.

Obligation légale. — Division de l'enseignement en trois natures d'études et de l'école en trois classes. — Inspections annuelles.

Le règlement du duc Ernest le Pieux de Saxe-Gotha (1641-1675), document mémorable et instrument d'une restauration profonde, ouvre une période nouvelle à l'histoire scolaire de l'Allemagne. Tourné d'abord en dérision, dans les Etats voisins, il y fut ensuite l'objet d'une imitation générale, et les règlements des duchés de Lunebourg, de Brunswick, de Hesse, viennent se modeler successivement, avec des divergences accessoires, sur ses dispositions fondamentales.

[1] Voir notamment le règlement brunswickois de 1543. Le duché de Brunswick, qui sert alors de type aux autres Etats, est resté un pays lettré. L'industrie de sa capitale est encore aujourd'hui l'imprimerie et la librairie.

Plusieurs contrées de l'Allemagne ont conservé de cette première période un lien tellement intime entre la sacristie et l'école qu'il n'a pu être rompu jusqu'à ce jour. Ainsi, dans les campagnes du Hanovre, la sacristie et l'école sont toujours dans le même bâtiment. Les charges, les revenus et l'habitation d'instituteur et sacristain, sont restées le plus souvent communs.

On sortait des misères de la guerre de Trente ans ; écoles et sacristains avaient à peu près disparu des campagnes de la Saxe, et l'on ne savait comment remplacer les morts par des hommes de quelque instruction. Le peuple, abruti par la souffrance, opposait d'ailleurs à la fréquentation scolaire une résistance qu'il n'avait nulle part manifestée au siècle de la Réformation. Il fallait une réorganisation énergique, et l'autorité du prince pour l'obtenir. C'est alors que parut le règlement du duc Ernest, longue instruction qui pourvoit avec soin à toutes les lacunes, s'étend avec développement sur les méthodes et donne à l'école populaire les bases sur lesquelles elle s'est développée jusqu'à nos jours, dans les petits Etats de l'Allemagne centrale.

Tout d'abord paraît la prescription du prince relative à l'obligation, et portant que « *tous les enfants, tant garçons que filles, dans les villages aussi bien que dans les villes, dès l'âge de 5 ans révolus, seront envoyés à l'école, sans discontinuer, jusqu'à l'âge de 14 ans.* » Le pasteur reçoit l'ordre de tenir une liste de contrôle sur laquelle doivent être portés d'office tous les enfants de sa paroisse âgés de 5 à 14 ans. « Et s'il y a des parents, » continue le règlement, « assez grossiers, assez attachés aux biens terrestres, ou assez négligents, pour faire, de propos déterminé, obstacle à l'instruction de leurs enfants, qui est leur bien et leur salut, ils recevront d'abord une exhortation du pasteur et un avertissement. S'il n'en résulte aucun amendement, ils seront frappés, sans acception de rang, pour chaque heure de classe manquée, d'une amende de 1 gros (12 1/2 centimes) pour la première fois, de 2 gros pour la seconde, de 3 gros pour la troisième, et ainsi de suite jusqu'à 6 gros. »

Le règlement continuait en disposant qu'il y aurait classe pendant 6 heures tous les jours de la semaine, moitié le matin, moitié le soir, sauf les mercredi et samedi, où la seconde partie de la journée restait libre pour la préparation du catéchisme ; que les classes dureraient toute l'année, été et hiver, sauf, dans les campagnes, pendant la durée des moissons limitée à 6 semaines, et dans les villes à quatre semaines pendant lesquelles les enfants que leurs parents n'occuperaient pas avec eux, seraient encore astreints à une classe de 2 heures chaque après-midi. Puis, venaient de longues instructions relatives aux méthodes de lecture, d'écriture, de catéchisation, méthodes que sur plus d'un point les progrès de la pédagogie moderne ne semblent pas avoir beaucoup dépassés.

L'école était divisée en trois classes de deux années chacune. Les leçons portaient sur trois natures d'enseignement. Le premier était la catéchisation, instruction religieuse fort développée

qui comprenait l'histoire sainte, le catéchisme et de longs fragments des Psaumes, des Evangiles appris par cœur. Le second était l'instruction primaire proprement dite, comprenant dans la première classe la lecture, dans la seconde, l'écriture et le calcul, que l'on poussait dans la troisième classe jusqu'à l'explication des quatre opérations et de la règle de trois.

Le troisième enseignement, qui se donnait dans la classe supérieure, lorsque l'école possédait un instituteur proprement dit (*præceptor*), était l'enseignement des connaissances utiles (*gemeinnützigen Kenntnissen*, plus tard appelées *realien*), lequel se composait de notions élémentaires, sur les plantes, les bêtes, les gens, les effets de la nature, l'histoire de la patrie, les lois, la tenue du ménage, l'arpentage et le calendrier.

Comme moyen d'incitation et de contrôle, des examens généraux étaient institués. Chaque année, à l'entrée des vacances de la moisson, l'inspecteur ecclésiastique ou son vicaire devait faire une interrogation générale sur les programmes. Les cahiers lui étaient présentés. Trois jours à l'avance le maître lui adressait la liste des élèves avec leurs notes et un tableau des absences. Si quelque enfant était reconnu trop faible pour accompagner sa promotion dans la classe supérieure, il était tenu à rester dans la précédente une année de plus.

Belle organisation, qui n'a plus dès lors varié que dans ses détails, mais à laquelle les hommes firent surtout défaut. A part quelques instituteurs sortis des écoles latines, on ne savait où trouver de bons maîtres. Il manquait au programme d'Ernest le Pieux, des écoles normales, et surtout une rémunération suffisante. Dans les campagnes, où les fondations n'existaient pas, le salaire des instituteurs n'était composé, en effet, que du produit des rétributions scolaires, des redevances en nature et de quelques indemnités attribuées par l'Eglise au service de la sacristie. Mais cette rétribution scolaire, bien que fixée dans les Saxes à 3 *pfennige* par semaine pour chaque enfant (1/4 de gros, soit 3 cent., 1 fr. 50 c. par an ; valeur environ triple alors), ne produisait à la fin de l'année que quelques écus ; les tours de table (*Reihetisch*, — on appelait ainsi l'institution particulière par laquelle les pères de famille du district scolaire devaient recevoir à tour de rôle l'instituteur à dîner), la dîme des gerbes, les redevances en seigle et en blé, en charcuterie, en œufs de Pâques, en bois, en paille, ne suffisaient pas à tirer le pauvre maître de l'indigence. Aussi continuait-il à exercer un métier, ou s'occupait-il à cultiver quelque champ, et parfois sous sa direction les écoliers, quittant leurs livres, n'étaient employés à autre chose qu'à travailler de leurs bras avec lui.

§ 4. — Influence du piétisme et organisation des séminaires pédagogiques en Prusse.

L'éducation par l'école. — Institutions de charité et écoles de pauvres. — Les séminaires pédagogiques de la Prusse. — Certificats de capacité.

L'influence du piétisme, bien que plus importante au point de vue pédagogique qu'à celui de l'organisation scolaire, n'en exerça pas moins une influence générale qui fut surtout sensible en Prusse.

Tandis que Luther, en donnant l'instruction à l'école, laissait l'éducation à la famille, le piétisme met l'éducation dans l'école; les internats se multiplient sous son influence, institutions privées ou fondations charitables destinées à soustraire l'enfance, par une surveillance incessante, aux écarts de la vie mondaine.

Parmi ces établissements, la célèbre fondation de Francke (1727) à Halle, occupe le premier rang, et par l'ensemble d'œuvre qui s'y rattache, exerce sur l'Allemagne du centre et du nord une longue influence. Adoptée par le roi de Prusse Frédéric Ier, c'est sur son type que se créent successivement, dans les grandes villes du royaume, à côté des asiles ouverts aux enfants des réfugiés français, des écoles de pauvres où les familles indigentes trouvent dès lors une instruction à peu près gratuite (*Armenschule*). Le roi donne l'exemple des sacrifices en souscrivant, par exemple, en faveur des grands orphelinats de Berlin et de Potsdam, une somme de 150,000 écus, largesse étrange alors.

En même temps, annexés aux institutions charitables qui se fondent, s'ouvrent sous la direction des élèves de Francke, et grâce à l'appui de Frédéric-Guillaume Ier de Prusse, des séminaires destinés à former des maîtres d'écoles aptes à diriger l'éducation de l'enfance. La grande fondation Lastadienne à Stettin, est le premier séminaire pédagogique de la monarchie prussienne, créé en 1735 « pour fournir d'habiles maîtres d'école et sacristains. » Celui de Dessau, l'avait précédé en Saxe.

La situation matérielle des instituteurs est améliorée, et les règlements provinciaux se succèdent dans ce but. Dès l'année 1716, paraît un règlement tendant à régulariser la fréquentation scolaire, obligatoire en principe, mais qui rencontrait dans les habitudes pastorales des Marches et de la Westphalie des obstacles difficiles à vaincre. Le règlement de 1736 impose aux paroisses la charge de fournir, en outre du presbytère et de

l'habitation du sacristain, le bâtiment nécessaire à l'école. La même année paraît un programme général de l'enseignement scolaire. Le règlement de 1738 a pour objet de protéger l'instituteur contre la concurrence de ceux qui enseignaient sans avoir fait d'études. Il ordonne que nul ne pourra désormais tenir école, soit de garçons, soit de filles, s'il ne possède un certificat de capacité écrit (*testimonium*), délivré par l'inspecteur ecclésiastique et par le pasteur de la paroisse. La durée des classes est réglée à 6 heures par jour dont 3 le matin de 7 à 10 heures en été, de 8 à 11 en hiver, et 3 heures l'après-midi, de 1 à 3 heures, sauf les mercredi et samedi. Enfin, la rétribution est régulièrement fixée pour l'enfant qui épelle, à la somme de 6 à 9 *pfennige* par semaine (le *pfennige* répond à peu près comme valeur, au centime); pour l'enfant qui lit, à 1 gros (12 1/2 centimes); pour l'enfant qui écrit, à 1 1/2 gros (18 3/4 centimes); pour celui qui calcule à 2 gros (25 centimes). La redevance en bois de chauffage et en argent de bonne année est maintenue là où en existe l'usage, mais sans que l'instituteur soit autorisé à en exiger le montant, ni à se plaindre de ce qui lui sera bénévolement apporté.

On le voit, le piétisme inaugure en Prusse comme dans le Wurtemberg par l'influence de Bengel et de Flattich qui se rattachent sous plusieurs rapports à ce mouvement, et de proche en proche dans toute l'Allemagne, une conception nouvelle de l'école qui réagit sur sa constitution. Elle n'est plus le simple auxiliaire des familles venant suppléer à leur ignorance et aider le père à remplir le devoir d'instruction auquel il s'est obligé vis-à-vis de son enfant dans le baptême. Elle devient avant tout un instrument destiné à former les mœurs, la piété et l'esprit de l'enfance. L'instituteur, qui n'était jusque-là qu'un sacristain instruit, devient un pédagogue, entouré sous l'autorité de l'Eglise, des protections de la loi et formé, dans des maisons spéciales, à l'art nouveau de l'éducation.

FRÉDÉRIC MONNIER.

(*Suite.*)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Histoire d'Espagne par M. *Rosseeuw Saint-Hilaire*, professeur d'histoire à la faculté des lettres. Tome IXe. Paris, 1865. Furne et Ce éditeurs.

Nous nous bornons à annoncer aujourd'hui ce nouveau volume de la grande *Histoire d'Espagne*, de M. Rosseeuw Saint-Hilaire. La *Revue* reviendra prochainement à ce brillant récit de la lutte entre les deux principes qui se partagent le seizième siècle, à son moment le plus pathétique et le plus décisif dans les Pays-Bas. On retrouve dans ce volume, peut-être à un plus haut degré que dans les précédents, l'art d'une narration rapide et colorée, la peinture vivante des personnages du drame, l'amour profond de la liberté civile et religieuse, et cette flamme de sympathie chrétienne que rien ne supplée dans un pareil sujet. Nous ne connaissons pas de lecture plus entraînante et plus bienfaisante. On en jugera par le morceau suivant sur la mort du prince d'Orange.

« Le mardi 10 juillet 1584, jour à jamais néfaste pour les Pays-Bas, le prince, sa femme au bras, et suivi de sa famille, se rendit dans la salle à manger, située au rez-de-chaussée. Un escalier en bois conduisait au premier étage de cette sombre et vaste demeure, qui tenait du couvent plus que du palais. Le prince était vêtu d'un pourpoint de cuir basané, et d'un large surtout de drap, que l'on montre encore au musée de la Haye. On y voit le trou de la balle, la balle elle-même qui a été conservée, ainsi que le pistolet, et une médaille des *gueux* en plomb que Guillaume portait au cou. Au moment où le prince passait, Gérard parut sur le seuil du vestibule, pâle et agité comme devait l'être l'homme qui méditait un pareil coup. La princesse fut frappée de l'expression sinistre de sa figure, et demanda à son mari qui il était. Guillaume répondit d'un ton insouciant, et passa à sa table, où il fut serein et calme, comme à l'ordinaire. A deux heures, il quitta la table. Un renfoncement obscur, masqué par la porte quand elle s'ouvrait, avait servi de cachette à Gérard. Le prince allait monter l'escalier, quand le meurtrier, s'élançant vers lui, lui déchargea son arme dans le flanc gauche, presque à la hauteur du cœur. Le pistolet était chargé de trois balles. L'une, traversant la poitrine, alla rebondir contre le mur. Le prince se sentit blessé à mort, et les seuls mots qu'il put prononcer, en français, furent ceux-ci : « Mon Dieu, aie pitié de ce pauvre « peuple et de moi ! » Appel touchant et sublime où la foi s'unissait au patriotisme, dans ce cœur que ces deux sentiments remplissaient tout entier.

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

« Un des assistants avait reçu le prince dans ses bras, au moment où il chancelait. On l'étendit sur une marche de l'escalier, privé de tout sentiment. Il revint à lui, et sa sœur, se penchant sur lui, lui demanda s'il recommandait son âme à Jésus-Christ. « Oui ! » répondit-il, d'une voix éteinte. Ce fut sa dernière parole, et quelques instants après, ce noble cœur avait cessé de battre. La Hollande avait perdu son sauveur, et la Réforme son plus énergique champion.

« Les mesures de l'assassin avaient été si bien prises que, sans un obstacle imprévu qui arrêta sa course, il eût échappé à toute poursuite. Déjà il allait atteindre les remparts, et franchir le fossé à la nage. Un cheval l'attendait de l'autre côté; mais il trébucha, tomba, et fut aussitôt arrêté. En le ramenant à la ville, on eut peine à protéger sa vie contre la fureur du peuple. Il avoua hautement son crime, en s'en faisant gloire : « Comme David, dit-il, j'ai tué Goliath de Gath. » Il exprima le regret de n'avoir pu tirer son second coup sur le prince : « Quand j'eusse été à mille lieues de là, dit-il, je se« rais revenu pour le tuer, fût-ce au milieu de cinquante mille hommes ! » Soumis, non pas des heures, mais des jours entiers, aux tortures les plus cruelles, il étonna tellement ses bourreaux par son courage, qu'ils crurent y voir l'œuvre du démon. De temps en temps, dans les intervalles de repos qu'on lui laissait, afin qu'il reprît des forces pour souffrir, il relevait sa tête pâle et sanglante, et avec un extatique orgueil : « *Ecce* « *homo !* » s'écriait-il, en défiant ses bourreaux. Le 14 juillet, il fut exécuté, avec des raffinements de cruauté qu'Orange lui eût épargnés, s'il eût vécu encore.

« On peut se figurer l'infernale joie de Philippe en apprenant la mort de son plus redoutable ennemi. Il exprima hautement son regret que l'auteur de « ce pieux dessein » n'eût pu l'accomplir qu'en y laissant sa vie. Il paya loyalement aux parents de Gérard sa dette envers leur fils. Il fit plus : au lieu de la prime en argent, il leur octroya, avec des titres de noblesse, trois seigneuries en Franche-Comté, appartenant au prince d'Orange, et voulut qu'ils fussent inscrits au rang des nobles de la province. Ainsi, par un raffinement digne du Tibère espagnol, les biens de la victime servirent à solder son meurtrier. Lorsque le fils aîné de Guillaume rentra enfin dans son pays, après vingt-sept ans de séjour à Madrid, systématiquement abruti par les jésuites qui l'avaient élevé, Philippe II ne rougit pas de lui offrir de lui vendre les trois seigneuries, s'il voulait en solder le prix aux parents du meurtrier, et acquitter lui-même la rançon du sang de son père. Si dégradé que fût le fils de Guillaume, son cœur se souleva à cette proposition, et il n'hésita pas à la repousser avec horreur.

« Nous n'essayerons pas de dépeindre l'impression produite sur les *Provinces-Unies* par la mort de Guillaume d'Orange. Par un dernier témoignage de respect et d'amour au *Père de la patrie*, les états conférèrent le gouvernement de Hollande, Zélande et West-Frize à son second fils Maurice, âgé seulement de dix-huit ans. Les funérailles du grand citoyen furent célébrées avec une pompe inouïe ; mais la plus belle des oraisons funèbres, ce fut la douleur du peuple orphelin qui se serrait, comme une famille en pleurs, autour du cercueil de son père.

« Guillaume, au moment de sa mort, n'était âgé que de cinquante et un ans. Il avait eu de sa première femme, Anne d'Egmont, un fils, le comte de Buren, et une fille, mariée à Hohenlohe; de sa seconde épouse, Anne de Saxe, un fils, le fameux Maurice de Nassau, et deux filles; de sa troisième, Charlotte de Bourbon, six filles; et de sa quatrième enfin, un fils, Frédéric, plus tard stathouder de Hollande; en tout douze enfants.

« Nous n'avons pas à tracer ici le portrait de Guillaume d'Orange, il nous suffit d'avoir raconté sa vie. Ses actions parlent pour lui mieux que tous les éloges. Ce qui nous frappe dans Guillaume, et ce qui manque à la plupart des grands hommes qu'on peut lui comparer, à Washington, par exemple, moins capable et plus heureux que lui, c'est que sa grandeur est complétement indépendante de la fortune. Nul, en effet, n'a moins que lui été gâté par elle. Qu'on nous cite un autre général qui ait presque toujours été battu, un autre homme d'Etat qui n'ait pas vu réussir un seul de ses des-

seins, et soit mort à la peine; qui, à force de ne jamais compter sur le succès, ait appris à s'en passer, et soit pourtant resté aussi grand dans la mémoire des hommes, aussi cher à ses concitoyens que s'il avait toujours réussi; un homme enfin dont tous les desseins aient avorté de son vivant, mais aient tous prospéré après lui, et qui, triomphant de ses ennemis du fond même du tombeau, ait légué à son pays la liberté qu'il n'avait pas pu lui donner! Guillaume mort, tout espoir de relier les Pays-Bas en un seul faisceau s'est évanoui; mais l'œuvre, entreprise par lui, s'est accomplie, même de son vivant. C'est lui qui a planté cette forte et vivace nationalité des *Provinces-Unies* qui, oscillant pendant deux siècles de la république à la monarchie, a su, à travers toutes deux, fonder un Etat libre et prospère, et résoudre le problème que, sauf l'heureuse Angleterre, toute l'Europe cherche encore, à savoir : mettre l'ordre d'accord avec la liberté.

« Ses ennemis l'ont accusé de n'avoir jamais eu en vue que son intérêt personnel. Les historiens modernes de l'Espagne répètent sur ce point les calomnies des historiens catholiques du seizième siècle. A cela, nous n'avons rien à répondre. Sa vie a d'avance répondu pour lui. Si, pour notre part, nous avons un reproche à lui faire, ce n'est pas d'avoir été ambitieux, c'est plutôt de ne l'avoir pas été assez, et de s'être fait l'humble piédestal de la fortune de l'indigne Valois. Mais, disons-le en finissant, avec le plus récent de tous ses historiens, L. Motley : « Ce que Guillaume d'Orange fut avant tout, ce « fut un chrétien. C'est dans sa foi inébranlable qu'il puisa, aux heures difficiles de sa « vie, la consolation et la force. Comptant toujours sur le secours d'en haut, il put « faire face au danger avec sérénité, et supporter sans faiblir des épreuves inouies. La « piété, chez lui, n'excluait pas la tolérance : protestant sincère, il fut toujours prêt à « étendre aux catholiques la liberté de culte, convaincu qu'il n'y a rien au monde de « plus odieux qu'un réformateur qui persécute ! »

« Une dernière réflexion nous frappe, en nous séparant, pour ne plus la revoir, de cette noble physionomie de Guillaume d'Orange. Pendant les vingt années qu'il a dévouées à l'affranchissement de son pays, il a eu successivement à lutter contre les ennemis les plus capables et les plus différents. Seul, toujours seul, il a dû faire face tour à tour à des hommes tels que le souple Granvelle, l'inflexible d'Albe, le fougueux don Juan, le politique Farnèse. Il a trouvé des généraux capables de le vaincre, car ils avaient des armées, et lui n'en avait pas; il n'a jamais rencontré d'homme d'Etat capable de le tromper. Seul, il a lassé l'un après l'autre tous ses adversaires, et les a forcés à lui céder la place; ce n'est que par l'assassinat qu'on a pu l'arracher de la sienne. Guillaume d'Orange a cru à deux choses, dans ce monde : à Dieu d'abord, puis à l'avenir de son pays. Comme tous les hommes de foi, il a réussi, parce qu'il n'avait jamais douté. Sans doute le succès ne lui est pas venu dans cette vie; mais il a vu, de l'œil de la foi, ces jours meilleurs qui devaient se lever pour son pays, sinon pour lui. Comme Moïse, il a conduit son peuple au seuil de la terre promise, où il ne lui a pas été donné d'entrer. Il a semé, et n'a pas récolté... Mais qu'importe à qui croit et espère, à qui a vécu pour les autres, et non pas pour soi ?

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 mars.

La préface de la Vie de César; *quelques réflexions sur la mission providentielle des hommes de génie. — De l'adoption par le congrès des Etats-Unis d'un amendement qui met fin à l'esclavage. — Une tentative de réconciliation entre le Nord et le Sud. — Le discours du trône. — Une lettre de l'empereur sur la liberté religieuse. — Le vote du 5 mars dans l'Eglise réformée de Paris. — L'encyclique et le mandement de Mgr Darboy.*

L'événement littéraire le plus important de ce mois-ci est l'apparition de la *Vie de Jules César* par S. M. l'empereur. Nous n'en connaissons encore que la préface, publiée dans le *Moniteur* du 26 février; nous l'avons lue avec la plus grande attention, et nous devons faire part à nos lecteurs de l'impression qui nous en est restée. Certains journaux officieux ont cru devoir annoncer l'autre jour que la plus grande latitude serait laissée à la presse dans l'appréciation de la *Vie de César*. C'était nous dire d'une façon peu habile que nous n'étions pas tout à fait à Syracuse, au temps où le bon roi Denys envoyait aux carrières ceux qui n'applaudissaient pas ses vers; nous doutons fort que l'auguste écrivain sache gré à ces serviteurs trop zélés de leur malencontreuse communication.

La préface commence par définir les conditions de la vérité historique: rigoureuse reproduction des faits, analyse philosophique des changements sociaux et politiques, ce sont là les premières choses qu'on demande à un historien; tout le monde en tombera d'accord. Quant à la troisième condition dont l'auteur signale la nécessité, à savoir l'intelligence de la mission *providentielle* des grands hommes, nous avouons qu'elle nous embarrasse fort, et cela tient peut-être à ce que, croyant très fermement à la Providence, nous craignons très vivement aussi de voir chaque parti la tirer à soi.

Est-ce à dire qu'à nos yeux l'historien doive renoncer à marquer l'action de la Providence dans les choses d'ici-bas? Rien ne serait plus loin de notre pensée. Quand nous voyons par exemple une guerre civile affreuse aboutir, comme aujourd'hui en Amérique, à l'anéantissement de l'esclavage, quand nous voyons dans les siècles passés sortir des convulsions sociales les libertés dont nous vivons tous, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître là l'intervention d'une main divine qui tire con-

tinuellement le bien du mal et fait servir au triomphe de la justice les accidents les plus fatals en apparence. Mais quand nous descendons de ces hautes régions dans l'arène politique où se meuvent des partis contraires, la question change et nous devenons très circonspects. Qui la Providence a-t-elle adopté, de Marius ou de Sylla, de Pompée ou de César, de Néron ou de Britannicus?..... On me répond que c'est celui qui a réussi. A merveille, mais alors il faut voir des messagers de Dieu dans ces Turcs victorieux qui ont fait de la plus belle partie du monde une terre maudite, et nous ne savons pas pourquoi les Hollandais ne se sont pas mis à genoux devant le duc d'Albe et les Polonais devant Nicolas. La fable du loup et de l'agneau restera le dernier mot de l'histoire.

La préface nous donne, il est vrai, une autre preuve de la mission providentielle des grands hommes. « Il faut reconnaître, nous dit-elle, dans la longue durée d'une institution la preuve de sa bonté, et dans l'influence incontestable d'un homme sur son siècle la preuve de son génie. » De son génie, soit! Mais le génie n'est-il jamais malfaisant? Faut-il toujours s'incliner devant ce qui porte sa marque? Faut-il accepter Mahomet? Qu'on veuille bien y réfléchir. Il n'y a pas un des signes par lesquels on nous montre la mission providentielle de César qui ne s'applique à Mahomet.

Voilà pourquoi nous préférons ne point répéter trop ce grand mot de Providence qui peut justifier tant de choses. A quelle époque a-t-on plus parlé du rôle de la Providence dans l'histoire contemporaine que du temps de la Restauration? C'était la Providence, disait-on, qui venait de montrer par des signes irrécusables qu'elle avait pris sous son égide les rois légitimes. Il lui avait plu de laisser l'esprit d'une révolution diabolique s'incarner en Bonaparte; après l'avoir châtié une première fois, il lui avait plu encore de le laisser échapper pour un temps de son repaire, afin de l'écraser en 1815 sous un coup suprême. On parla ainsi jusqu'en 1830. Osa-t-on dire alors que c'était la Providence qui renvoyait les Bourbons?

Il nous semble donc que puisque nul ne sait le dernier mot de la Providence dans l'histoire des empires, il faudrait y regarder à deux fois avant de la revendiquer pour sa cause.

Citons enfin les dernières lignes de cette mémorable préface : « Mon but est de prouver que lorsque la Providence suscite des hommes tels que César, Charlemagne, Napoléon, c'est pour tracer aux peuples la voie qu'ils doivent suivre, marquer du sceau de leur génie une ère nouvelle, et accomplir en quelques années le travail de plusieurs siècles. Heureux les peuples qui les comprennent et qui les suivent! Malheur à ceux qui les méconnaissent et les combattent. Ils font comme les Juifs, ils crucifient leur Messie; ils sont aveugles et coupables; aveugles, car ils ne voient pas l'impuissance de leurs efforts à suspendre le triomphe définitif du bien; coupables, car ils ne font que retarder le progrès en entravant sa prompte et féconde application. »

Ceci est fort bien dit, mais nous ne pouvons nous empêcher d'observer que la comparaison du Messie nous mène un peu loin. Peu de figures historiques nous attirent plus que celle de Charlemagne, mais nous nous demandons s'il y a jamais eu une œuvre plus factice, plus artificielle que sa reconstruction de l'empire romain ; nous persistons donc à penser qu'en brisant le cadre unitaire où ce grand génie voulait les enfermer, les peuples de l'Europe occidentale ont obéi à de sûrs instincts et ont suivi une marche vraiment providentielle. Quant à Napoléon Ier, la question est bien plus délicate ; cependant nous ne saurions accuser les Hollandais, les Prussiens, les Suisses d'avoir méconnu leur Messie en réclamant leur indépendance. Quand un Messie se permet de gigantesques et terribles fantaisies comme les expéditions de Russie et d'Espagne, les plus croyants sont tentés de lui demander quelques explications, et l'on se rappelle involontairement le joli mot d'un gentilhomme, simple caporal sous le premier empire. L'armée était aux extrémités de l'Allemagne. « Faut avouer, lui dit son sergent, que nous *fons* une belle promenade. — Oui, sergent, mais je commence à trouver que nous *vons* trop loin. »

En résumé, nous attendons avec impatience de pouvoir lire dans la *Vie de César* la démonstration de sa mission providentielle, mais, jusqu'à plus ample informé, nous persistons à croire que, pour les peuples comme pour les individus, la plus sûre règle de conduite se trouve dans ces principes de droit éternel qui lient les César, les Charlemagne, les Napoléon, et ne doivent être liés par personne.

Le 31 janvier dernier est une date qui marquera dans l'histoire de l'humanité. C'est ce jour-là que la chambre des représentants de Washington a, par 119 voix contre 57, adopté l'amendement constitutionnel qui prononce l'abolition de l'esclavage dans tous les Etats-Unis. Voici le texte de ce mémorable amendement :

« Ni l'esclavage, ni la servitude involontaire, excepté comme punition d'un crime, dont une personne aurait été légalement convaincue, n'existera dans les Etats-Unis, ni dans aucun lieu soumis à leur gouvernement.

« Le congrès aura le pouvoir de faire les lois nécessaires à l'application de cet article. »

La chambre a eu parfaitement conscience de la gravité de ce vote, et le résultat en a été accueilli par un enthousiasme sans pareil. Toutes les grandes villes du Nord ont manifesté leur joie à cette occasion par des salves d'artillerie. Une sérénade a été donnée trois jours plus tard à M. Lincoln, qui a prononcé à ce sujet un de ces discours simples, sans emphase, sans effets oratoires, mais puissants et pratiques, tel en un mot qu'on pouvait en attendre de ce grand et noble caractère. « Il est aujourd'hui du devoir des Etats particuliers, a-t-il dit, d'effacer les derniers vestiges de cette lèpre qui rongeait l'Amérique. » Ces énergiques paroles montrent assez l'immense progrès de l'opinion publique aux Etats-Unis. Rappelons aussi que lors des réceptions qui ont suivi sa réélection,

M. Lincoln a donné audience à une députation de nègres, et leur a serré cordialement la main. C'était la première fois qu'une scène pareille se passait à la Maison Blanche ; l'effet produit sur les assistants a été profond. Il était temps que cette pauvre race jusqu'ici si méprisée reçût cette fraternelle étreinte, et ce ne sera pas la moindre gloire de M. Lincoln d'avoir serré dans sa main loyale la main de ses représentants.

Aux termes de la Constitution, le vote de la chambre n'aura d'effet que lorsqu'il aura été ratifié par les trois quarts des législatures des Etats de l'Union. Ces Etats sont au nombre de trente-six. Il faut donc que vingt-sept législatures le ratifient. Huit Etats sont encore en insurrection, et parmi les Etats loyaux, on craint le vote négatif du Kentucky, du Delaware et du New-Jersey qui s'étaient déclarés pour Mac-Clellan. Supposons que ces votes retardent l'adoption immédiate de l'amendement ; ce retard ne sera évidemment que temporaire, car il est impossible que ces Etats ne subissent pas l'influence victorieuse de l'opinion qui a déjà transformé le Maryland, le Missouri et d'autres Etats du Sud. A nos yeux donc ce résultat immense est atteint. Les Etats-Unis ne pouvaient mieux répondre à leurs détracteurs. On sait aujourd'hui que penser du misérable sophisme de ceux qui affirmaient que l'esclavage n'était pour rien dans la guerre civile des Etats-Unis.

Cette guerre n'est, hélas! point encore achevée. Il est probable que le Sud va faire des efforts désespérés et qu'il donnera de nouvelles preuves de cette redoutable énergie qui était digne d'une meilleure cause. On a cru, il y a trois semaines, que la paix allait se conclure ; mais l'entrevue du James-River a complétement avorté. Toutefois il y a eu dans cette tentative un symptôme très remarquable qui doit donner beaucoup à penser à notre propre gouvernement. Le rapprochement proposé devait partir de ce qu'on appelle la convention de Monroë, d'après laquelle toute immixtion des Etats de l'Europe dans les affaires de l'Amérique du Nord est considérée à peu près comme un *casus belli*. Les journaux américains annonçaient déjà le moment où Grant et Lee marcheraient sous le même drapeau dans la direction du Mexique. Ils ne faisaient qu'exprimer une pensée qui prend toujours plus de consistance dans l'opinion publique. Il est certain, d'une part, que le Sud, s'il est obligé de céder, ne pourra mieux pallier sa défaite qu'en s'unissant au Nord pour repousser un ennemi étranger, et d'autre part que si la paix se concluait bientôt, l'esprit militaire qui a pris aux Etats-Unis un redoutable développement, et les immenses armées dont l'Union disposera, pousseront presque fatalement le cabinet de Washington à quelque expédition étrangère. Il y a longtemps que Montesquieu a remarqué qu'aucun peuple n'est plus dangereux pour ses voisins que celui qui sort heureusement d'une guerre civile. Notre propre histoire, au commencement de ce siècle, a donné à cette pensée de Montesquieu une éclatante confirmation. Il serait prudent de tirer instruction des événements, et d'en finir le plus tôt possible avec cette ex-

pédition du Mexique dont les résultats n'ont jusqu'ici guère fait que donner raison à ceux qui l'avaient combattue.

Le discours du trône, prononcé à l'ouverture de la session législative, a insisté avec force sur le développement de l'initiative individuelle dans les questions de l'ordre social. La manière dont l'empereur a parlé de l'avenir de la nationalité italienne a été fort remarquée. Une vive sympathie a accueilli les paroles qui indiquaient l'attitude ferme que l'Etat est décidé à garder vis-à-vis de la papauté dans le conflit auquel l'encyclique a donné lieu. Mais on a remarqué avec regret l'absence de toute allusion à une modification des lois concernant la presse, et le reproche d'utopie adressé à ceux qui demandent avec trop d'insistance le couronnement prochain de l'édifice.

D'un autre côté, nous nous plaisons à signaler avec reconnaissance la lettre si nette et si ferme par laquelle l'empereur a promis de faire respecter la liberté religieuse dans les îles de Loyauté, où une intrigue cléricale avait réussi momentanément à interrompre par la force ouverte l'œuvre des missionnaires protestants.

Au moment où paraîtra cette *Revue*, le scrutin aura probablement tranché, au sein de l'Eglise réformée de Paris, la question si vivement controversée de la réélection de M. Guizot. Nos lecteurs savent de quel côté sont nos sympathies; nous n'avons pu qu'appuyer de tous nos vœux le succès de la liste présentée par le parti évangélique, et cela autant dans l'intérêt de la foi chrétienne que dans celui de la liberté de l'Eglise réformée. Il est inutile de revenir en ce moment sur tout ce que nous avons dit à ce sujet. La liste du Conseil presbytéral a déjà passé presque tout entière, et quand on songe à l'énorme appui que les journaux quotidiens les plus répandus à Paris avaient donné aux candidats de la liste opposée, on ne peut qu'être frappé d'un semblable résultat. En ce qui concerne M. Guizot, la question est bien plus compliquée, et cela parce qu'au lieu de se rallier autour d'un nom illustre qui a donné à la cause chrétienne des gages si éclatants, ses adversaires ont cru devoir faire appel aux passions politiques et ranimer des haines de parti que nous croyions éteintes. Nous déplorons cette tactique, mais si la non-réélection de M. Guizot devait en être la conséquence, ce fait perdrait par cela même l'importance religieuse qu'on voudrait lui donner.

On attendait avec une certaine impatience que l'archevêque de Paris fît connaître son avis sur l'encyclique. La réputation de douceur et de libéralisme que s'est acquise M. Darboy donnait d'avance à son mandement une grande importance; on était curieux de savoir comment, arrivant le dernier de tous dans cette discussion épineuse, il s'y prendrait pour montrer qu'en obéissant à l'encyclique, on pouvait rester fidèle à la cause sacrée du progrès et de la liberté.

Nous avons lu le mandement, et notre déception a été vive. Il y a beaucoup d'habileté dans cette pièce, beaucoup trop selon nous. On se

rappelle par exemple le langage dégagé, rude, impérieux, mais parfaitement net, que Mgr de Poitiers et tant d'autres évêques ont employé vis-à-vis du ministre des cultes. Ecoutons maintenant de quelle manière Mgr Darboy parle du régime actuel. C'est le souvenir du premier consul qui l'y amène :

« Ce fut un éclatant bienfait de la Providence et le salut de notre pays que l'œuvre de cette réaction (la réaction de 1800) fût confiée au génie d'un héros à qui nous rendrions plus librement hommage si nous étions en présence de sa mémoire seule, et si nous ne paraissions louer de trop près un nom rajeuni sous nos yeux et couronné d'une auréole où le présent et le passé mêlent dans un commun éclat leurs splendeurs rivales. »

On n'a jamais loué plus adroitement en disant qu'on ne loue pas. Je lis, au dictionnaire, à l'article *prétermission* la définition suivante : « Figure de rhétorique par laquelle on feint de ne toucher que légèrement des choses sur lesquelles néanmoins on veut insister avec force. » Il faut avouer que le français est une langue admirable.

Un peu plus loin, voici comment Mgr de Paris caractérise en passant le premier empire :

« Jamais on ne vit plus clairement que, pour les nations comme pour les âmes, il n'y a de force et de grandeur que dans l'amour et le respect de la religion; *que les croyances morales sont les véritables assises de l'édifice social*, et qu'ainsi la paix et la prospérité des Etats se lient intimement au triomphe des doctrines qui font les grands chrétiens et les saints. »

Il est clair qu'en histoire nous ne nous entendons point avec Mgr Darboy. Est-ce, chez nous, ignorance des vrais faits? Est-ce manque d'étendue d'esprit? Nous l'ignorons, mais jamais nous n'eussions cru que le premier empire avait laissé au monde l'impression que les croyances morales sont les véritables assises de l'ordre social.

Mgr Darboy est évidemment fort embarrassé pour expliquer l'encyclique. Il se tire de la difficulté en portant le débat dans la sphère du surnaturel. Il y a là dans son mandement deux ou trois pages excellentes où il démontre fort bien qu'en croyant rejeter le christianisme, on en subit beaucoup plus qu'on ne pense l'influence surnaturelle.

« Cet homme, dit-il, qui prétend ne s'inspirer que de la seule nature, est-il aussi étranger à l'influence de la grâce qu'il le paraît? Non, assurément. La science rirait de lui, s'il s'imaginait échapper à toute action du soleil parce qu'il s'enferme dans ses appartements, comme si l'air qu'il respire et les aliments dont il se nourrit ne devaient rien au soleil. »

La comparaison est heureuse. Au reste, toute cette partie du mandement qui montre l'influence du christianisme sur notre société est juste, équitable, bien pensée. On n'a lieu que d'y regretter un style trop constamment fleuri, trop chargé de descriptions et de tableaux à effet.

Après ces réflexions générales, il faut bien en venir à l'encyclique elle-

même et au fameux *Syllabus*. C'est ici que nous assistons à un assez curieux spectacle. Mgr Darboy évite avec le plus grand soin de citer les termes exprès du *Syllabus;* il s'en tient toujours à l'esprit général de ses différents articles, et, en les commentant, il nous fait l'effet d'un homme qui, chargé de défendre un client imprudent, profite de cette apologie pour faire la leçon à son client lui-même. A chaque instant, nous rencontrons ces expressions : « Le pape ne veut pas dire, le pape ne prétend pas condamner, » etc., etc. Pressez un peu ces tournures, elles reviendront à ceci : « Vous ne devez pas avoir voulu dire, vous n'avez pas dû prétendre condamner. » En lisant ce mandement, sans avoir lu préalablement l'encyclique, on croirait que celle-ci est l'avertissement le plus doux, le plus modéré, le plus libéral, le moins passionné, adressé à des enfants rebelles, incrédules, obstinés. Je me figure involontairement une partition brillante, éclatante, qu'un musicien jouerait tout entière avec une sourdine à son instrument. Evidemment l'encyclique a un autre sens. Ce n'est pas ainsi que Mgr Pie l'a comprise, ce n'est pas ainsi que la *Civitta cattolica* et les rédacteurs du *Monde* l'ont interprétée ; ses commentateurs accrédités ont été d'accord avec le bon sens, avec la conscience publique pour nous dire sa vraie signification. Mgr Darboy, qui comprend son époque, a tout fait pour s'acquitter d'une tâche impossible, mais nous serions fort surpris qu'il fût lui-même très persuadé de la valeur de ses explications.

EUGÈNE BERSIER.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

QUESTIONS SOCIALES

L'INSTRUCTION PRIMAIRE OBLIGATOIRE EN ALLEMAGNE

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE POPULAIRE [1]

§ 5. — Frédéric le Grand et l'école administrée par l'Etat.

Les décrets royaux. — Le règlement général de 1763. — Intervention explicite du magistrat. — Administration centrale.

L'école populaire fut considérée par le grand roi à un tout autre point de vue que les écoles réelles fondées sous son règne, ou que son institution favorite, l'école des nobles. Il voulait celle-là religieuse, parce qu'il voulait la religion pour le peuple. Mais son mépris pour le clergé ne lui permettait pas de reconnaître des droits à l'Eglise. Aussi, lorsque, à l'exemple de son père, il s'occupa de questions scolaires, fut-ce au point de vue de l'Etat seul qu'il agit, et bientôt l'école populaire, antique création de l'Eglise, se trouva au milieu des croyances affaiblies, et après quelques faibles résistances, placée par la main du monarque sous une autorité nouvelle qui l'inspecta, qui la réglementa et qui centralisa désormais son administration à l'ombre du palais de Berlin. Telle est la vraie physionomie de l'œuvre du grand Frédéric, sur laquelle la publication du célèbre règlement de 1763 a jeté parfois quelque méprise.

L'édit du 13 octobre 1740 ouvrit la série des décrets royaux. Son objet fut de prononcer la confirmation pure et simple de toutes les mesures d'intervention légale qu'avait déjà prises, mais dans un autre esprit, Frédéric-Guillaume Ier.

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 mars 1865.

Dès l'année suivante parut un rescrit ordonnant aux nobles, qui s'étaient en général assez mal prêtés aux prescriptions des consistoires et des inspecteurs ecclésiastiques dans les paroisses soumises à leur patronat, de pourvoir les villages de leur ressort, *dans un délai de six mois*, des locaux nécessaires aux écoles. Le roi leur enjoignait en outre d'exempter l'instituteur de toute redevance, de lui accorder libre pâture pour quelques têtes de bétail, de lui fournir un morceau de terre, 12 boisseaux de grains et 10 écus (environ 38 francs), sans compter le bois de chauffage et le fourrage nécessaire à son bétail.

A peine la guerre de Sept ans fut-elle terminée que le grand roi revint à ses préoccupations en faveur des écoles populaires; sept jours avant la paix d'Hubertsbourg, il publia un rescrit portant que désormais les places d'instituteurs devraient être pourvues d'hommes moins incapables et qu'à cet effet, dans les Marches, nul ne pourrait être nommé aux fonctions de maître d'école avant d'avoir été examiné et agréé par le conseiller Hecker et sur sa présentation. Hecker, directeur de l'école réelle de Berlin, y avait, depuis 1748, annexé une école normale subventionnée par l'Etat, dont une ordonnance de 1752 avait rendu les études à peu près obligatoires pour les candidats aux places relevant du domaine royal.

L'ordonnance de 1763, plus explicite que l'édit de 1740, au lieu de confirmer simplement les dispositions antérieures, les formula de nouveau, les généralisa, substituant aux édits particuliers des règles désormais obligatoires pour toute l'étendue de la monarchie.

L'article 1er consacrait, pour tous les garçons ou filles, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à celui de treize et quatorze ans, l'obligation de suivre l'école, en ajoutant que les enfants ne pourraient en aucun cas quitter l'école même à cet âge, avant d'être bien instruits dans les principes de la religion, de savoir bien lire et bien écrire et d'être en état de répondre aux questions qui leur seraient adressées d'après les livres d'enseignement approuvés par les consistoires. L'article 2 admettait une concession en faveur des enfants placés en service, et permettait qu'ils fussent retirés de l'école sur un certificat donné par l'instituteur et contresigné du pasteur, attestant qu'ils savaient bien lire et qu'ils commençaient à écrire. L'article 3 concédait des sorties extraordinaires qui pouvaient être accordées par l'inspecteur ecclésiastique sur un certificat de l'instituteur, visé par le pasteur, attestant que l'instruction de l'enfant était complète. Encore dans ce cas, l'enseignement répétitoire du dimanche, donné par le pasteur dans l'église et par l'instituteur dans l'école, devenait-il obli-

gatoire. L'article 4 chargeait les magistrats de pourvoir, autant que possible, au remplacement des petits pâtres par un gardien spécial de troupeaux, et là où les habitations étaient trop dispersées pour que le bétail pût être gardé en commun, ordonnait que les enfants occupés à la garde du bétail n'y fussent employés qu'à tour de rôle, de manière à ce que chacun pût aller à l'école au moins trois jours par semaine. L'article 5 interdisait toute espèce de vacances, même celles de la moisson. L'article 6 obligeait l'instituteur à tenir tous les dimanches une classe répétitoire, partagée entre la lecture et l'écriture, et où devaient être reçues les personnes non mariées. Afin de conserver à cette leçon du dimanche un caractère religieux, la lecture devait se faire dans l'Evangile, et les modèles d'écriture y être choisis. Il y avait en outre la *Kinderlehre*, ou instruction du pasteur donnée dans l'église et une récitation du catéchisme dont était chargé le sacristain, ou le maître lorsque ces fonctions étaient réunies. L'article 7 maintenait la rétribution scolaire fixée par le règlement de 1738, en établissant qu'en cas d'indigence, ou si les enfants étaient orphelins, les patrons ou les pasteurs devraient, à l'aide des ressources diverses dont ils disposaient, indemniser les maîtres, « afin que l'instruction fût donnée avec le même zèle aux enfants riches et aux enfants pauvres. » L'article 9 était relatif à l'usage, général dans toutes les contrées protestantes, de faire chaque année une prédication en faveur des écoles suivie d'une collecte. Les fonds en provenant devaient, d'après le règlement, être employés, par les soins du consistoire, à l'acquisition de livres d'école en faveur des enfants pauvres.

L'article 10 portait que la rétribution scolaire frapperait d'office tous ceux qui avaient chez eux des enfants en âge de suivre l'école, alors même qu'ils ne la fréquentaient pas. Si malgré l'avertissement des pasteurs, les parents, tuteurs ou patrons persistaient à ne pas les y envoyer, c'est au juge qu'il appartenait de les y contraindre. L'inspecteur ecclésiastique, lors de sa visite annuelle, recevait en outre le droit de punir l'irrégularité d'une amende de 16 gros (2 francs) au profit de la caisse scolaire. Le tableau des enfants de la paroisse, avec les indications relatives à leur âge, leur demeure, leur position de fortune, devait être dressé par le pasteur et remis chaque année à l'instituteur. Les autorités ayant juridiction recevaient directement l'ordre, sur l'information du maître d'école, de rechercher les causes d'absence, et si elles ne provenaient pas de maladie, d'infliger une amende.

Les articles 12 à 24 étaient relatifs à la distribution de l'enseignement, aux règles devant présider à la nomination des in-

stituteurs, aux certificats d'aptitude. L'article 25 faisait un devoir au pasteur de visiter les écoles deux fois par semaine, et de réunir tous les mois chez lui les instituteurs de son ressort pour leur donner des directions relatives à la catéchisation, aux bonnes méthodes pédagogiques, etc. Enfin l'article 26 avait rapport aux visites d'inspection mensuelles des surintendants ou inspecteurs de district et les chargeait de veiller spécialement 1° à la régularité de la fréquentation scolaire, 2° à la régularité des visites auxquelles était tenu le pasteur, 3° à la bonne conduite des instituteurs. Leurs rapports devaient être adressés aux consistoires.

Des instructions plus détaillées encore sur ces inspections firent l'objet, l'année suivante, d'une circulaire spéciale.

Par ce règlement, on le voit, tout en laissant la surveillance aux pasteurs et aux surintendants et inspecteurs de district, fonctionnaires ecclésiastiques, l'Etat prenait en main l'administration supérieure de l'école. Mais ce ne fut pas sans éveiller d'assez nombreuses résistances et du mauvais vouloir. Les instituteurs, auxquels le règlement ne laissait plus le temps de vaquer à leur métier manuel, sans leur créer de nouvelles ressources ; les nobles qui, à côté de la crainte de trop émanciper leurs vassaux, voyaient les consistoires armés du droit de confirmer les maîtres soumis à leur patronat et leurs écoles ouvertes à une inspection incessante ; les paroisses, qui étaient obligées à tenir les écoles d'été, tandis que l'école d'hiver, mieux adaptée aux habitudes rurales, était encore dans plusieurs provinces la seule en usage ; les consistoires qui, dans le règlement rédigé par Hecker, n'étaient employés que comme instruments du pouvoir civil, exprimèrent sous des formes diverses leur mécontentement et opposèrent à des règles adoptées déjà dans quelques provinces, mais qui froissaient ailleurs brusquement des habitudes séculaires, une force d'inertie qui sembla décourager le grand roi. On le vit peu après revenir sur certaines mesures, autoriser les paroisses à prendre, comme par le passé, par mesure d'économie, pour instituteurs les vétérans militaires retirés dans les campagnes avec leur solde d'invalides. « L'effet du règlement général de 1763, dit Lange, fut minime. » Mais au point de vue des principes, il avait une haute importance, en ouvrant à l'Etat l'administration de l'école. Dès l'année 1787, le ministre Zedlitz, ancien conseiller de Frédéric II, nommait à Berlin des fonctionnaires spéciaux et organisait, sous son autorité, une administration centrale des écoles primaires. Le code prussien de 1794 vint déclarer enfin d'une manière explicite les écoles institutions d'Etat.

§ 6. — Marie-Thérèse et l'école populaire en Autriche.

Situation scolaire en 1773. — Ecole normale de Vienne. — Projet du comte de Pergen. — Conseil supérieur des écoles. — Felbiger et le règlement de 1774. — L'exemple de l'impératrice et son influence. — Résultats obtenus en 1780.

Si l'œuvre de Frédéric le Grand fut plus réglementaire que profonde, celle de Marie-Thérèse, au contraire, se distingua autant par ses effets rapides, puissants, généraux dans les Etats germaniques de la monarchie, que par son succès auprès des gouvernements catholiques de l'Allemagne, gagnés tour à tour par le noble exemple de l'impératrice à la cause de l'instruction populaire.

Les écoles, dans l'empire d'Autriche, présentaient, au milieu du siècle dernier, un pitoyable tableau, qui se retrouvait au reste dans la Bavière, le Brisgau, et généralement dans la partie méridionale et catholique de l'Allemagne. Celles jadis célèbres de la Moravie avaient disparu lors de la persécution religieuse, et les maîtres allemands étaient restés suspects au pouvoir « comme enclins à ouvrir la porte à l'hérésie. » Les piaristes, congréganistes d'un ordre spécial, étaient arrivés à de faibles résultats. Quant aux jésuites, entre les mains desquels était concentrée toute l'éducation publique, ils n'avaient produit aucune œuvre féconde, « même en théologie, » et avaient mis à instruire le peuple une négligence étrange. Il n'existait guère d'écoles que dans les villes et dans les campagnes de l'archiduché et de la Styrie. Mais encore quelles écoles? « Dans les villages, dit K. Schmidt, auteur impartial, l'instituteur était ordinairement cabaretier et son habitation se composait d'une pièce unique où la famille couchait, où poules et cochon avaient leur place, et où l'on voyait le maître verser du vin à ses hôtes en écoutant un enfant lui réciter son catéchisme, ou en agitant sa verge sur la petite troupe turbulente pour en obtenir quelque silence. » Dans les villes, les instituteurs, en petit nombre, exerçaient dans l'indigence leur métier obscur et discrédité. A Olmutz, par exemple, chef-lieu d'une province qui compte aujourd'hui parmi celles où l'instruction est le plus répandue, il n'y avait, en 1773, que quatre instituteurs, dont le premier en grade recevait du fonds scolaire, comme traitement annuel, la somme de 12 florins (25 francs), auquel s'ajoutait, il est vrai, la rétribution des écoliers fixée à 2 kreutzers par semaine (7 centimes) et, dans le cas où ils apprenaient non-seulement à lire

mais à écrire et même à compter, jusqu'à 3 kreutzers (10 centimes). La statistique de 1773 constate qu'à Vienne, sur 19,314 enfants, 4,415 seulement fréquentaient une école, et qu'il y en avait 8,017 qui ne recevaient aucune espèce d'instruction, même religieuse.

Telle était la situation de la monarchie, lorsque, à la mort de François Ier, Marie-Thérèse, profondément affectée par la douleur, émue d'ailleurs des souffrances causées dans le pays par la guerre de Sept ans, embrassa soudain avec ardeur la cause de l'instruction populaire, et en fit le sujet de préoccupations qui ne se démentirent plus. « Persuadée, disait-elle dans le règlement du 6 décembre 1774, que l'éducation de l'enfance des deux sexes est la base essentielle du vrai bonheur des nations, » elle sentit directement en cause sa responsabilité de souveraine. « L'école est à toute époque une question d'Etat » (Décret impérial du 28 septembre 1770). Mais ce principe, en vertu duquel le système scolaire s'organisa dans tout l'empire par les soins et sous l'autorité supérieure du gouvernement civil, ne contenait aucune pensée d'antagonisme contre l'Eglise. Ce n'était pas la déposséder que faire ce qu'elle n'avait nulle part sérieusement commencé. Si, lors de l'expulsion des jésuites, la fortune de leurs riches instituts, employée à doter les établissements d'instruction, vint seconder puissamment l'essor des gymnases et des écoles réelles et moyennes; si, après le retour au pouvoir de cette congrégation, les écoles populaires, tout en restant institutions civiles, passèrent sous une dépendance plus immédiate et sous l'administration plus directe de l'Eglise; si, malgré une longue sujétion, la création d'un corps enseignant laïque, distinct du clergé, renfermait un principe d'antagonisme qui alla se développant avec les années et qui aujourd'hui, dans les villes, se dérobe mal sous des apparences obligées de respect, — au moment de l'organisation des écoles populaires, le clergé, au contraire, et notamment le cardinal Migazzi, archevêque de Vienne, prêta aux intentions de l'impératrice un concours efficace auquel revint une large part dans le succès et la constitution rapide du régime scolaire autrichien [1].

Dès l'année 1770, Marie-Thérèse, frappée par la lecture d'un mémoire que lui avait remis l'archevêque de Passau, sur « l'importance des écoles pour l'Etat et pour la sainte religion, » et adoptant les idées libérales émises, non sans de vives discussions, par quelques membres de son conseil d'Etat, décida la création à Vienne d'une grande école normale, et nomma une

[1] Voir Helfert; un article d'Eisenlohr dans la *Ped. Encycl.*, IV, 560.

commission spéciale à l'effet de pourvoir à l'organisation des écoles primaires dans l'empire.

On avait alors sous les yeux la magnifique réforme que l'infatigable Felbiger, abbé de Sagan, poursuivait au milieu des populations catholiques de la Silésie. L'instrument principal en avait été les écoles normales, qu'à l'instar de la célèbre fondation piétiste de Berlin, alors dirigées par Hecker, il avait organisées à Sagan, Breslau, Ratibor. L'école de Vienne, créée sur leur exemple, mais dans de larges proportions, s'ouvrit le 2 janvier 1772 ; on y enseignait les méthodes de Felbiger, notamment celles des trois catéchisations, destinées, l'une à agir sur la mémoire, l'autre sur l'intelligence, la troisième sur la volonté.

Cependant, la commission élaborait des plans d'organisation générale. Le plus célèbre fut celui présenté par le comte de Pergen. Son projet reposait sur les trois bases suivantes : 1° Donner au pays une éducation spéciale pour chaque classe, mais générale au point de vue des principes, de manière à ce qu'il y règne une manière uniforme de comprendre les devoirs publics, les droits du souverain, etc. L'école devenait ainsi un instrument d'unité et d'ordre intérieur. — 2° Remettre à l'Etat la direction de tout l'enseignement, l'examen et la préparation des maîtres, l'inspection des écoles au moyen d'agents spéciaux, munis d'instructions particulières. Le projet allait jusqu'à donner à ces inspecteurs le droit de contrôler l'éducation domestique, et interdisait aux parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles étrangères, à moins d'une autorisation spéciale. — 3° Retirer l'administration des écoles au clergé et aux corporations qui n'avaient su y pourvoir, pour la remettre exclusivement à des instituteurs laïques.

Le principe de cette organisation, ainsi que l'expliquait Pergens, était le *dominium eminens* de l'Etat. Mais la hardiesse de ces propositions, et surtout de la troisième, souleva des oppositions assez vives. Joseph II, lui-même, tout en approuvant le projet en principe, le trouvait, au point de vue de l'application, prématuré. « Il s'agit pour le moment, disait-il, d'apprendre au peuple à lire et à écrire ; pour arriver à ce but, servons-nous des éléments qui se trouvent à notre portée. » Marie-Thérèse, fatiguée de ne pas voir la commission aboutir, institua en 1772 un conseil supérieur, chargé de la haute surveillance et de l'organisation pratique des écoles dans l'empire. Ce conseil posa en principe : 1° que chacun des sujets de l'empire recevrait une instruction appropriée à ses besoins ; — 2° que des maîtres capables seraient placés dans toutes les paroisses et les incapables

retirés; — 3° qu'une organisation des études uniforme, complète, pratique serait partout instituée.

Restait à exécuter le programme. L'école normale de Vienne allait se désorganisant sous un directeur insuffisant et le chaos des opinions et des projets continuait à s'accroître. C'est alors que Marie-Thérèse songea à appeler Felbiger en Autriche. Autorisé par Frédéric II, l'abbé de Sagan se rendit à Vienne, et prit en main la grande réforme scolaire qu'avait conçue l'impératrice. Après avoir réorganisé l'école normale de Vienne, il rédigea le célèbre règlement général du 6 décembre 1774. Une école était instituée dans chaque paroisse, sa fréquentation rendue obligatoire. Elle était placée sous la double surveillance du curé d'abord et ensuite d'un instituteur laïque. « Les occupations du curé et sa résidence souvent éloignée, disait l'article 17, créant souvent de sérieux obstacles à sa surveillance, *il y aura pour chaque école un inspecteur spécial; dans les villes, ce sera un bourgeois ami des écoles, désigné par le gouverneur; dans les bourgs et les villages, ce sera soit un membre de l'administration locale, soit un homme intelligent choisi parmi les assermentés, ou simplement parmi les habitants de la commune, et qui aura pour charge de s'occuper avec soin de l'état de l'école et de s'assurer que tout s'y passe pour le véritable bien des écoliers.* » L'inspecteur devait faire ses visites, non à des jours déterminés, mais à sa convenance, sans avertissement et sans être attendu.

Dans chaque arrondissement, la surveillance générale des écoles était remise à deux inspecteurs de district, l'un ecclésiastique, le doyen, l'autre civil, l'administrateur d'arrondissement. — Dans chaque province une *commission scolaire* était instituée, composée de trois membres pris dans le conseil provincial, d'un représentant de l'ordinariat (délégué épiscopal) et du directeur de l'école normale de la province. — Enfin une administration centrale était créée à Vienne.

Le règlement s'étendait avec détails sur les méthodes à employer. L'école était obligatoire pour tous ceux qui ne recevaient pas l'instruction domestique. L'obligation commençait avec l'âge de cinq ans révolus et durait pendant six ou sept années. Les deux sexes étaient réunis dans les écoles. Les classes duraient le matin, de huit à onze heures en hiver; de sept à dix heures en été et l'après-midi de deux à quatre. Dans la campagne, en été, les enfants de neuf à treize ans étaient dispensés de la fréquentation scolaire, afin de pouvoir être employés aux travaux des champs. Des tableaux d'inscription dressés d'office et des listes de présence permettaient de constater la régularité et l'assiduité des élèves. Nul ne pouvait être instituteur sans examen, sans brevet

et sans avoir appris les bonnes méthodes dans une école normale ou modèle.

Quant à l'entretien des instituteurs, on le mettait à la charge des communes, en les obligeant à fournir aux maîtres un champ et un pâturage. La rétribution était maintenue sauf pour les indigents. Les instituteurs étaient autorisés à joindre à leurs fonctions l'exercice d'un métier honnête.

Une grande énergie fut mise à l'exécution de ce programme. On s'appliqua, par tous les moyens, à doter les écoles, et l'on ne se fit nul scrupule de s'adresser dans ce but, indirectement et directement, aux fondations et aux biens ecclésiastiques. Marie-Thérèse soutenait le mouvement de son exemple, prélevant sur les biens des paroisses, dans toutes celles dont elle avait le patronat, les sommes nécessaires à l'érection des écoles, et y affectant les propriétés de la couronne. A côté de chacun des châteaux impériaux, à Schœnbrunn, à Laxenburg, à Schlosshoff, etc., elle établissait des écoles, et, comme jadis Charlemagne, se faisait présenter les cahiers, distribuait les prix, encourageait maîtres et écoliers par ses paroles bienveillantes, et dictait elle-même les punitions à infliger aux parents qui, avant l'âge réglementaire, en avaient retiré leurs enfants.

Dès l'année 1780, le nombre des écoles, dans les seuls pays de la couronne, s'élevait à 6,197, dont 3,393 réorganisées d'après les nouvelles méthodes, celui des écoles normales à 15, — des écoles modèles, à 83, — des écoles de filles à 47, — des écoles élémentaires à 3,848 (*Trivialschulen*), suivies par 208,580 élèves, dont plus de 20,000 y étaient reçus gratuitement.

Le mouvement imprimé à l'Autriche par Marie-Thérèse et continué sous Joseph II, puissamment développé en Bohême, de 1790 à 1794, par Kindermann, s'étendit dans le Salzbourg, gagna la Bavière, où les règlements scolaires et les plans d'organisation générale se succédèrent jusqu'en 1806.

Si, depuis cette époque, la question de l'instruction populaire a été mise en honneur parmi les princes de plus d'un État de l'Allemagne, si aujourd'hui encore, par exemple, les écoles de filles de Carlsruhe voient chaque samedi la grande-duchesse venir au milieu d'elles, inspecter les leçons, exhorter les élèves, les maîtresses, peut-être l'exemple et le souvenir de la grande impératrice n'y est-il pas étranger.

§ 7. — Pestalozzi et l'école primaire en Suisse.

La nouvelle méthode d'éducation. — Influence de Pestalozzi. — Eléments de succès acquis à l'école. — Sa prospérité en Suisse. — Les disciples de Pestalozzi en Prusse.

Sous le rapide développement de l'instruction primaire en Autriche se cachait un mal qui allait grandir avec les années, le formalisme. « En théorie, disait Resewitz en 1786, rien de meilleur, mais que l'exécution répond mal au but! Au lieu d'éveiller l'esprit des écoliers, on le déprime; au lieu de le vivifier, on l'affaisse; au lieu de l'ouvrir au sens pratique, on ne sait y mettre que superstitions et formules. A chacun est prescrit d'avance sa manière de penser. Les maîtres, enflés de leurs vaines méthodes, n'ont aucune intelligence des choses de la vie; la règle, la forme a tout absorbé. »

C'est la réaction la plus profonde contre cette nature d'éducation qui fut l'œuvre de Pestalozzi (+ 1827).

Reprenant, mais au point de vue humanitaire, la pensée du piétisme, l'illustre pédagogue voulait, par l'éducation de l'enfance, ouvrir au monde une ère nouvelle de moralité et de bonheur. Généreuse illusion que ne parvinrent pas à détruire les poignantes déceptions dont sa vie tout entière fut l'histoire!

Mais à côté du rêve de l'élève de Rousseau, il y avait l'intuition profonde de l'homme de génie. Ramenant toute la science pédagogique à bien discerner les besoins d'un âge dont les facultés naissantes ne se déploient qu'à la condition d'être toujours ménagées et comprises, il bannit les méthodes d'emprunt, les théories doctrinales, le pédantisme réglementaire et dur, et apprit à étudier l'enfance avec tendresse, avec respect, avec une délicatesse parfois excessive et quelque peu amollissante, mais qui n'en révélait pas moins le principe fécond qui allait désormais animer en Allemagne la pédagogie et l'école d'un nouvel esprit.

L'influence de Pestalozzi fut avant tout morale; elle échappe à ce titre aux narrations de l'histoire. De l'institut d'Iferten, ses élèves vont répandant de toutes parts avec amour les principes de leur illustre maître. Crèches, salles d'asile, jardins à la Frœbel, se créent sous leur influence. Ecoles de filles, écoles bourgeoises deviennent l'objet de soins particuliers et prennent, grâce à des maîtres distingués, un magnifique développement.

Mais c'est surtout l'école populaire qui voit sa discipline renouvelée. De roide, de pédante, de sévère jusqu'à la cruauté,

elle devient affectueuse, paternelle; elle a des égards, et pour chaque âge, chaque tempérament, des soins particuliers. L'école obligatoire, l'école où chaque absence est consignée et punie, voit régner des mœurs dont la douceur nous est restée inconnue.

Si le grand éducateur était trop voué aux choses intimes de la pédagogie pour s'occuper de règlements scolaires, il n'en exercera pas moins sur la constitution des écoles une part importante d'action. Sans parler de la méthode par l'aspect, qui a gardé en Allemagne, dans les classes élémentaires, une place de premier ordre, c'est à son influence que l'école doit, particulièrement en Suisse, ses conditions admirables de prospérité. Pestalozzi sut réveiller en faveur de l'instruction de l'enfance des sympathies puissantes et fécondes. Ce ne sont pas seulement les lectrices de *Gertrude* et du *Livre des Mères*, ce sont les hauts bourgeois de Bâle que sa parole touche et enflamme. Il faut avoir vu cette généreuse ardeur animer encore le front blanchi d'un de ses élèves pour se rendre compte de la portée de son influence. On peut dire que la cause des écoles a été, depuis Pestalozzi, une cause aimée. Les instituteurs, honorés dans leur tâche, se sentent soutenus par les parents; à Zurich, par exemple, dans chaque classe se trouvent quelques chaises, où la mère de famille a coutume de venir de temps en temps s'asseoir pour s'assurer par elle-même des progrès de son enfant. Les bourgeois se réunissent de toutes parts en commissions spéciales et s'y occupent avec zèle de tout ce qui concerne l'école. Les legs et les donations se multiplient. Une généreuse émulation se développe chez les municipalités. Winterthur, par exemple, petite ville de 4,500 âmes, fait à l'instruction un budget annuel de 107,000 francs. L'école populaire, au lieu d'être une affaire de charité, comme en Angleterre, une question de métier, comme en Belgique, devient, en Suisse et en Allemagne, une œuvre grande et sacrée.

L'esprit nouveau de Pestalozzi se répandit surtout par l'entremise de séminaires pédagogiques. Stern, l'éminent directeur de celui de Carlsruhe, Zeller, placé dès l'année 1810 à la tête de celui de Kœnigsberg, furent disciples du grand pédagogue. Les séminaires de la Prusse s'ouvrirent successivement et de bonne heure à son influence. Réveiller l'esprit plutôt que cultiver la mémoire, telle fut la doctrine qui vint partout féconder leur enseignement. Je n'entreprendrai pas de raconter l'histoire des développements de cette école, et je me bornerai à rappeler qu'une division s'y produisit de 1820 à 1830, la droite se ralliant à l'orthodoxie sous la direction de Harnisch, la gauche au

rationalisme sous celle de Diesterweg. Cette dernière, longtemps au pouvoir, provoqua enfin la réaction commencée en 1846, secondée par les événements de 1848, et qui est venue aboutir aux célèbres règlements des 1er, 2 et 3 octobre 1854, toujours en vigueur, mais battus vivement en brèche par l'esprit libéral qui depuis cinq années agite l'Allemagne.

§ 8. — La réforme libérale du grand-duché de Bade.

Réforme scolaire, conséquence obligée de la réforme ecclésiastique. — Le conseil local. — Son élection par les chefs de famille. — Inspecteurs laïques. — Droits des Eglises. relatifs à l'enseignement religieux.

Si j'avais à faire l'histoire complète de l'école populaire en Allemagne, il serait nécessaire de marquer la part qui revint à l'influence des idées françaises et démocratiques dans plusieurs des mesures prises par les gouvernements de la Confédération, soit à titre de résistance, soit à titre de concession. Les dates de 1816, de 1830, de 1848, ont toutes au point de vue scolaire leur importance et leurs effets. Mais il faudrait entrer dans l'exposition de règlements particuliers, et sortir du cadre d'une esquisse générale.

Les événements nouveaux qu'a vus se produire, pendant l'année dernière, le grand-duché de Bade, tout en se rattachant à des influences surtout politiques, ont modifié trop profondément la constitution de l'école pour n'être pas ici brièvement rappelés.

Pour comprendre la portée de la loi de 1864, il convient de se souvenir de la nature des rapports généralement établis en Allemagne entre l'Etat, l'Eglise et l'école. En fait et généralement en doctrine, l'école est l'instrument de l'Eglise, et l'Eglise est l'instrument de l'Etat. Telle est la conception inaugurée en Prusse par Frédéric le Grand, celle adoptée en Autriche après Joseph II. Malgré certaines réserves d'indépendance avec laquelle l'Eglise catholique s'y est prêtée dans les Etats du Sud ; malgré celles des théologiens protestants dans les Etats du Nord, en réalité l'école a été presque partout placée par les règlements modernes sous l'inspection de l'Eglise, et l'Etat à son tour a pris plus ou moins l'Eglise sous son administration. Dans le Nord, elle s'y est à peu près soumise ; dans le Sud, elle y a plus souvent échappé, mais en prétendant toujours garder le gouvernement des écoles.

La réforme libérale du grand-duché de Bade n'est autre chose

que la rupture de ces liens. Le premier a été brisé en 1860, le second vient de l'être en 1864.

Je n'ai pas à faire en ce moment l'exposé de la question ecclésiastique. Qu'il me suffise de rappeler qu'aujourd'hui les deux Eglises, au lieu de dépendre de l'administration d'un ministère, ont dans l'Etat la situation de deux corporations libres, absolument distinctes du pouvoir civil, ayant gardé, il est vrai, certains priviléges en rapport avec le but de leur institution, mais donnant d'une autre part au pouvoir certaines garanties[1]; enfin puisant leurs ressources dans leur fortune propre, administrée sous la surveillance et la garantie de l'Etat par des conseils ecclésiastiques. Les curés et pasteurs ont perdu leurs droits en même temps que leurs obligations de fonctionnaires. Il n'y a plus de ministère des cultes dont ils dépendent, et la paroisse a cessé de s'appeler paroisse grand-ducale (*grosherzogliche Pfarrei*), pour ne garder que le nom de paroisse catholique ou de paroisse évangélique.

On comprend qu'avec la situation de l'Eglise devait changer celle de l'école. En effet, si, comme le prétendait l'archevêque de Fribourg, on avait à cet égard laissé le *statu quo*, l'Etat, qui gouvernait l'école par l'Eglise, en perdant son droit d'administration sur l'Eglise l'aurait indirectement perdu sur l'école qui se serait trouvée ne plus relever dès lors que du pouvoir religieux. Telle ne pouvait être la portée de la réforme libérale commencée; son complément indispensable était une réorganisation scolaire.

La loi de 1864 est venue y pourvoir, et sa raison d'être était si évidente que, malgré l'opposition violente du clergé catholique et de l'archevêque de Fribourg, qui alla, dans sa lettre pastorale du 17 janvier 1864, jusqu'à établir un parallèle entre le grand-duc et Julien l'Apostat, les deux chambres la votèrent à l'unanimité moins deux voix dans chacune d'entre elles.

Par cette loi l'école n'est ni entièrement détachée de l'Eglise,

[1] Celle du *placet*, par exemple, auquel reste subordonnée la nomination de l'archevêque de Fribourg. Le grand-duc garde vis-à-vis un assez grand nombre de curés le droit de patronat, impliquant celui de nomination, institué par les anciennes chartes. De même, dans l'Eglise protestante, le grand-duc garde la situation d'administrateur temporel et de défenseur ecclésiastique, qui lui a été conférée par la Réforme. Mais il n'a qualité pour agir comme défenseur des droits de l'Eglise que par l'intermédiaire d'un délégué ecclésiastique ou *prélat*, qui le représente dans les chambres, et comme administrateur temporel que par celle d'un conseil ecclésiastique (*Oberkirchenrath*). Il en signe les décisions mais qui ne sont plus contre-signées par un ministre, le grand-duc agissant alors non en qualité de chef de l'Etat, mais d'héritier des droits épiscopaux conférés par la réforme allemande, aux princes, dans les choses temporelles. Toute décision importante doit être prise avec le concours de la commission synodale. Quant à l'administration des affaires ecclésiastiques intérieures, elle est remise tout entière au synode nommé par les paroisses et représenté dans l'intervalle de ses sessions par une commission exécutive.

ni placée sous l'administration immédiate de l'Etat. Elle devient une institution propre d'utilité publique, ayant sa fortune et son administration, en rapport avec l'Eglise, directement gérée par les familles sous la surveillance et avec le concours de l'Etat.

Les dispositions de la loi sont courtes ; elles se réduisent à 8 articles, dont les 6 premiers sont relatifs aux conseils scolaires locaux. Là est, en effet, le pivot de l'organisation nouvelle. Des commissions scolaires avaient été créées, il est vrai, auprès de chaque école, par la loi du 15 mai 1834, mais ces comités avaient un caractère essentiellement ecclésiastique; ils se composaient, sous la présidence du pasteur, des membres du conseil presbytéral pour les écoles protestantes et du conseil de fabrique pour les écoles catholiques, auxquels étaient adjoints le bourgmestre et à titre consultatif l'instituteur. Ce n'était donc au fond qu'une délégation donnée aux conseils de la paroisse sur l'école, et en pratique l'intervention des membres laïques disparaissait, surtout dans les communes catholiques, devant l'action seule décisive de l'ecclésiastique. Celui-ci, outre son rang de président, avait la qualité d'*inspecteur local*, et à ce titre, il avait mission de surveiller les méthodes, l'enseignement, la vie publique de l'instituteur et jusqu'à ses mœurs privées. Les communications entre le maître et les autorités, de toute nature, devaient passer par son intermédiaire. Son livre de rapports, où il portait ses observations à chaque visite, était toutes les années remis à l'examinateur, lui-même fonctionnaire ecclésiastique, et transmis aux autorités scolaires supérieures.

Avec la loi nouvelle, la commission et l'inspecteur local sont remplacés par un conseil scolaire, véritable corps administratif qui gère les biens de l'école, nomme l'instituteur et désormais le surveille seul. Ce conseil est composé de représentants des familles, nommés par une élection spéciale à laquelle ne prennent part que les membres de la commune scolaire (*Schulgemeinde*), c'est-à-dire que les habitants mariés ou veufs du district auquel l'école est affectée. A ces membres, au nombre de 3, de 4 ou de 5, suivant que l'école est de 3e, 2e ou de 1re classe, soumis à une élection nouvelle tous les six ans, viennent s'ajouter 1° l'instituteur avec voix délibérative, sauf dans les questions qui lui sont personnelles ; 2° le bourgmestre ou un membre du conseil municipal, spécialement désigné à cet effet; 3° enfin le curé ou le pasteur. Toutefois, la loi n'ayant plus d'injonctions impératives à donner aux fonctionnaires de l'Eglise, se borne à autoriser ces derniers à délibérer et à prendre place dans les conseils scolaires, laissant aux autorités ecclésiastiques le soin de leur en faire une obligation, si elles le jugent convenable.

Quant aux présidents des conseils, ils sont nommés par le pouvoir civil. Ces corps sont d'ailleurs invités à proposer l'un ou l'autre de leurs membres à la surveillance successive ou partielle des intérêts scolaires, et à remplir ainsi les fonctions d'inspecteur local. Des examinateurs laïques de district sont institués à la place des pasteurs chargés jusqu'alors de ce soin. Leur tâche consiste à visiter les écoles de leur ressort, au moins une fois tous les deux ans. Des inspections extraordinaires sont en outre confiées soit à des hommes spéciaux, soit à des membres du conseil supérieur.

Enfin la surveillance centrale des écoles et l'action disciplinaire exercée jusque-là par la section catholique ou la section évangélique du département de l'instruction publique ressortissant au ministère de l'intérieur, et partagée au point de vue de l'enseignement religieux avec l'archevêque de Fribourg, est remis désormais à un conseil unique dont les membres sont nommés par le ministère.

Le caractère religieux des écoles n'est pas atteint; en effet, ces écoles restent soit confessionnelles, c'est-à-dire catholiques ou évangéliques, et c'est le fait ordinaire, — soit mixtes, et dans ce cas les ecclésiastiques de l'une et l'autre confession sont autorisés à faire partie du conseil et le nombre des administrateurs est porté à 2, 4 ou 6, de manière à ce que chaque culte y soit représenté par des membres en nombre égal. L'administration des biens affectés spécialement à l'un des cultes est soumise aux soins exclusifs de membres du conseil appartenant à ce culte, adjonction faite du bourgmestre.

A côté des écoles confessionnelles ou mixtes, il y a encore quelques écoles dont l'enseignement religieux est restreint aux principes élémentaires communs à tous les cultes. Mais ces institutions spéciales, créées par les municipalités de quelques villes, restent en fort petit nombre.

L'article 8 de la loi établit que l'enseignement de la religion sera placé sous la surveillance des Eglises, qui y pourvoiront par des inspecteurs de leur choix, et seront libres d'instituer dans les écoles les examens qu'elles jugeront convenables. Elles adresseront leurs propositions relatives à l'enseignement religieux au conseil supérieur qui sera tenu d'y avoir égard dans la limite des nécessités du service.

L'Allemagne est pays de tradition ; aussi lorsque derrière les règlements modernes qui s'imitent plus ou moins d'un Etat à l'autre, et quittant les grandes villes où la science pédagogique a répandu des caractères uniformes, on va chercher l'école de village et l'on

veut se rendre compte de sa situation véritable dans les mœurs, de sa conception populaire, de sa constitution essentielle et de l'esprit de son institution, est-ce par l'histoire seule des mouvements divers dont je viens de rappeler quelques traits que s'explique la physionomie particulière qu'elle revêt dans le Hanovre, la Prusse, la Saxe, Bade, la Bavière, la Suisse. Il n'y a pas jusqu'aux antiques constitutions du seizième siècle qui n'aient gardé sur les bords de la Baltique et de l'Elbe de puissantes racines. L'école des plaines du Mecklembourg, vassale de l'Eglise et de la noblesse, est presque ce que l'avait laissée Bugenhagen, alors qu'il s'y plaignait déjà des résistances opposées à l'instruction populaire par l'aristocratie et de son esprit d'envahissement. Et si l'on voulait remonter plus au nord jusqu'à la Norwége, il faudrait revenir jusqu'à la conception de Luther, qui faisait de l'éducation l'œuvre non de l'Eglise mais des familles, en leur donnant l'instituteur pour les assister dans ce devoir, pour comprendre comment, tandis que dans les villes les dons, que le réformateur recommandait aux riches de faire à l'école, se sont successivement accrus jusqu'à y pouvoir rendre l'instruction élémentaire partout gratuite, — dans les campagnes, l'instruction jusqu'à ce jour est donnée par le chef de famille, aidé de temps en temps d'un maître qui s'en va de ferme en ferme prêter concours à l'éducation domestique.

C'est ainsi qu'en comparant la conception primitive de l'école en Allemagne à la conception nouvelle de la réforme badoise, on voit que, dans son histoire, la famille est le point de départ comme le point de retour.

FRÉDÉRIC MONNIER.

PHILOSOPHIE

—

L'IDÉE DE DIEU ET SES NOUVEAUX CRITIQUES, par E. Caro.

La seconde moitié de ce siècle ne le cédera à la première ni en grandeur ni en péril. Les questions politiques, religieuses, métaphysiques, sociales qui ont troublé et illustré notre époque depuis 89, sont loin d'être définitivement tranchées. La tempête violente de la révolution qui a balayé tant de ruines et jeté partout d'impérissables semences, a brusquement précipité la France et l'Europe au milieu des difficultés les plus compliquées et les plus redoutables ; et les flots de sang qui, alors et depuis, ont été répandus sur le sol de ce vieux monde ; les diverses formes de gouvernement qui ont été successivement essayées et successivement rejetées ; le travail des esprits les plus brillants ou les plus profonds, des philosophes, des économistes, des savants, des poëtes de génie, les controverses des écoles, la multitude des systèmes ont réellement peu avancé la solution des périlleuses questions imposées à notre époque. La plupart, les plus grandes sont encore là debout, devant notre génération, pour l'inquiétude de quiconque pense et aime l'humanité.

Je ne veux pas parler seulement ni surtout des problèmes à résoudre que présente encore le domaine politique proprement dit. Tout le monde sait que l'équilibre des puissances devient chaque jour davantage un équilibre instable, et que l'Europe n'est séparée que par la plus mince des cloisons de la guerre générale et d'un bouleversement universel. Mais cette terrible éventualité, si prochaine peut-être et si sanglante, n'est que la moindre. Il y a des intérêts supérieurs à ces préoccupations de nationalités, de territoire, de prépondérance politique. Je n'hésite pas à ranger dans ce nombre l'importante question des rapports

de l'Eglise et de l'Etat. Les événements les plus divers s'accordent à en préparer, à en réclamer la solution vraiment libérale et chrétienne, je veux dire la séparation, qui, pour paraître moins grosse de périls extérieurs, ne s'acomplira point sans commotion et sans lutte. En attendant, l'Eglise protestante en France et ailleurs s'agite dans des embarras inextricables d'où la liberté seule la sortira, et l'Eglise catholique est troublée jusqu'en ses fondements par le seul fait qu'à son centre même le dénoûment redouté semble s'annoncer.

Et que dire de la question sociale, naguère si tumultueusement agitée? Bien peu perspicaces seraient ceux, qui ne la voyant plus se produire avec violence dans des journaux passionnés ou dans des clubs anarchiques, estimeraient qu'elle est décidément écartée. Le mouvement irrésistible de la civilisation moderne fait arriver à la puissance les classes inférieures ; quand elles prendront conscience de leur pouvoir, quel usage en feront-elles et jusqu'à quel point le nombre et la force se montreront-ils unis à l'intelligence et à la justice? Enigme solennelle où est engagé l'avenir de nos sociétés. Selon le sens dans lequel elle sera tranchée, la civilisation prendra un nouvel et puissant essor, ou fera place à une sanglante barbarie dont la pensée s'effraye.

Il serait facile d'indiquer d'autres embarrassants problèmes. Il n'est pas de domaine où ne se dressent aujourd'hui des questions d'une grande difficulté et d'une portée capitale dans leur sphère particulière, quand elles ne vont pas toucher aux problèmes généraux. Un monde nouveau veut naître, et tout enfantement est plein à la fois de douleurs et de dangers. Mais qu'est-ce à vrai dire que toutes ces questions, et même les plus considérables et les plus tragiques au prix de celle-ci : Dieu est-il, et s'il est, qu'est-il?

Sans doute, les habiles et les positifs hausseront les épaules en disant « question de philosophes et d'idéologues, tempêtes de métaphysique, luttes d'idées, de nuages! Cette haute matière pourra troubler des hommes de cabinet et de loisir; mais, quoi qu'ils puissent en décider, cela ne retardera ni n'accélérera le monde dans sa marche. Là n'est pas la puissance réelle. » Rien ne nous paraît moins pratique que ce langage des esprits pratiques. Qu'elle le sache ou non, l'humanité est gouvernée par ses idées et surtout par celles qu'elle a conçues sur Dieu. Ce que Dieu est, détermine ce que nous devons être, et il est toujours vrai de dire que Dieu fait l'homme à son image. Effacez Dieu de la conscience humaine en notre génération, ou bien mettez sous ce nom adoré une absurde idole, ou un insaisissable nuage, et rien n'est moins assuré que l'heureuse traversée des tempêtes qui nous

attendent. Fixez, au contraire, dans les âmes contemporaines la foi au Dieu réel et vivant, au Dieu de l'Evangile qui est pour nous le seul vrai Dieu, et nous pouvons aller avec sécurité au-devant des plus dangereux écueils : la justice et la charité ne feront pas naufrage. Oui, l'erreur ou l'incertitude sur cette question suprême fait pour un peuple tout le péril des questions que peut poser devant lui l'incessant progrès des choses. Et, au contraire, la foi au vrai Dieu constitue la garantie souveraine contre les chances les plus menaçantes de l'avenir.

Or, à quoi servirait-il de se le dissimuler? la négation explicite ou implicite de cette croyance est dans les tendances mauvaises de notre temps. Aussi, est-ce avec l'intérêt le plus profond, avec une sorte de frémissement ému que nous lisons les ouvrages où des penseurs éminents traitent cette question capitale.

Parmi ces hommes, M. Caro s'est fait une position distinguée par la publication de son livre sur *l'Idée de Dieu et ses nouveaux critiques*. Il ne faut pas s'attendre, il est vrai, à trouver dans ce remarquable volume, la démonstration directe de l'Idée de Dieu, telle que l'auteur la conçoit ; il a fait œuvre de critique plus que de métaphysique. Juger la valeur philosophique de trois écoles françaises, qui nient aujourd'hui la personnalité divine et l'immortalité humaine, deux questions qui, comme il le fait remarquer avec raison, n'en font qu'une en dernière analyse, celle de la personnalité, soit en Dieu, soit en l'homme, tel est l'objet que s'est proposé M. Caro ; et, pour donner à ses portraits plus de précision à la fois et plus d'attrait, il a pris pour modèles les représentants les plus brillants de ces tendances, M. Renan pour l'école critique, M. Taine pour le naturalisme, M. Vacherot pour l'idéalisme. On pourrait assurément mettre en doute la parfaite justesse de ces dénominations, et soutenir qu'il en est d'autres plus énergiques, en même temps que plus exactes. Mais, à quoi bon discuter sur des noms? Il y a dans le seul choix de ces désignations atténuantes, une marque de la mesure et de la bienveillance que l'auteur veut apporter dans la discussion, et l'on est heureux de rencontrer sur le seuil d'un livre, qui est, après tout, une œuvre de polémique, ces qualités charitables, fût-ce même au prix d'une légère inexactitude. Nous disons légère, car si M. Caro, en tête de ces chapitres, donne à chaque école le nom flatteur qu'elle se donnerait volontiers elle-même, il fait bien voir dans la discussion le caractère réel de ces philosophies ; et nul, après l'avoir lu, n'hésitera sur le vrai nom que chacune d'elles mérite.

J'aurais aimé que M. Caro expliquât davantage pourquoi il ne s'en prenait qu'à ces trois écoles, ou pour mieux dire, qu'à ces trois hommes. On peut, quand on publie des Etudes détachées

dans une Revue, passer d'un objet à un autre, sans se préoccuper d'être complet ou systématique; mais, dès qu'on fait un livre que l'on intitule de ce grand titre : *L'Idée de Dieu, et ses nouveaux critiques*, cela n'est plus permis, et l'on est tenu d'établir que l'on avait le droit et même l'obligation de juger ces trois tendances, ni plus ni moins.

M. Caro a été plus fidèle à la méthode vraiment philosophique quand il s'est attaché à signaler dans une introduction brillante et solide, les origines de la philosophie nouvelle. Du reste, il n'eût pas été de son temps, s'il n'avait pas cherché dans les faits antérieurs et généraux l'explication des faits actuels. Deux grandes influences lui paraissent rendre compte de l'état des esprits, au sein duquel se sont produites les écoles qu'il va juger. « La première, la plus active de ces influences est celle que les grandes écoles allemandes ont exercée sur l'esprit français. Pour être juste, il faudrait commencer par Kant lui-même. » Je crois que pour être tout à fait juste, on devrait remonter jusqu'à Descartes. Quoi qu'il en soit, c'est la philosophie de Hegel qui tient les intelligences contemporaines sous sa fascination; non que ce système ait passé tout entier le Rhin pour prendre droit de cité parmi nous; cette doctrine si fortement organisée eût été un fardeau trop lourd pour nos esprits faciles. « Ce qu'on a gardé de Hegel, dit avec un « grand sens M. Caro, ce sont des habitudes d'esprit, des idées « générales, des principes de critique, non rigoureusement en- « chaînés entre eux, mais, d'autant plus puissants peut-être « pour dissoudre les croyances spiritualistes. Un système, si « spécieux qu'il soit, est toujours, par quelque endroit, artifi- « ciel et forcé. Au contraire, des vues isolées, flottantes pénè- « trent bien plus facilement que le système lui-même dans les « intelligences, moins en défiance, moins averties, si je puis « dire.

« La négation du Dieu réel et vivant; la thèse de la person- « nalité divine déclarée un non-sens, et ne souffrant même « plus la discussion des penseurs sérieux; l'idée d'un certain « Etre indéterminé, placé à l'origine des choses, principe obscur « qui se détermine par la succession des phénomènes, sous la « double forme de la nature et de l'histoire, la cause efficiente « et la cause finale du monde inhérentes au monde lui-même, « immanentes, non transcendantes, ce qui revient à dire que le « monde est à lui-même sa cause efficiente et sa cause finale; « l'identité des contradictions, adoptée, sinon comme la base « d'une logique nouvelle, du moins comme un excellent prin- « cipe de critique; toute vérité et toute réalité s'évanouissant « dans les formes fugitives de l'universel *devenir;* voilà quelques

« idées que l'on a mises en grand crédit et qui sont de la plus « pure race hégélienne[1]. »

La seconde influence signalée par M. Caro est dans le développement extraordinaire qu'ont pris en notre siècle les sciences naturelles. Dans ce domaine, l'esprit humain marche de conquêtes en conquêtes; et ce sont les procédés d'observation expérimentale qui, rigoureusement et exclusivement appliqués, lui donnent à coup sûr la vérité cherchée. On en vient aisément à conclure « que la méthode qui résout chaque jour les problèmes du monde matériel et industriel est la seule qui puisse servir de fondement à la connaissance scientifique de l'esprit humain et à la solution des questions qui l'intéressent, » que tout autre procédé de connaissance est impuissant, illusoire; enfin que l'on ne peut être certain que de ce que l'on constate, c'est le positivisme. La conséquence ne peut se faire attendre : Dieu ne se constate pas expérimentalement, donc on ne saurait être assuré qu'il existe.

Rien n'est plus juste que cette déduction; seulement l'observation n'est pas complète. Il y a autre chose encore dans l'influence qu'exerce l'étude prépondérante des sciences naturelles, au point de vue qui nous occupe. Car ce n'est pas uniquement leur méthode, c'est aussi le caractère général de leur objet que l'on est tenté de transporter dans le domaine de l'esprit. Que constate, en effet, l'observation scientifique appliquée aux phénomènes de la nature? Partout la loi, la fatale et inévitable loi, la nécessité. Jadis, la loi, marque de raison, élément d'ordre et d'harmonie, était présentée avec assurance comme la preuve éclatante qu'une intelligence souveraine avait ordonné l'univers, en sachant et en voulant ce qu'elle faisait. Mais, à force d'étudier la nature où règne la nécessité, on finit par ne plus comprendre l'intelligence, consciente d'elle-même, la volonté personnelle, la liberté; et l'on ne voit partout qu'enchaînement fatal de causes et d'effets; l'harmonie des forces n'est que l'équilibre qu'elles se font à elles-mêmes en se limitant réciproquement, et le monde n'est autre chose que la résultante de leur combinaison aveugle. La nécessité mécanique ou dynamique est la seule souveraine. On est d'autant plus porté à cette affirmation que l'histoire et la statistique constatent des lois jusque dans le développement de l'humanité, la seule espèce connue à laquelle on pût songer d'attribuer la liberté.

Voilà donc les deux grandes influences qui mènent notre génération vers l'athéisme. Cependant, ne mettons pas tout le mal

[1] Pages 10, 11.

sur leur compte. N'oublions pas qu'il s'agit ici de l'homme, c'est-à-dire, selon nous du moins, d'un être libre et moral. Toutes ses pensées aboutissent à des actes de volonté et se résolvent tôt ou tard en morale; mais il est vrai de dire aussi que ses pensées lui viennent en grande partie de sa volonté et sont inspirées par sa vie morale. C'est du cœur que jaillissent les sources de la vie, a dit le livre de la Sagesse ; c'est du cœur que viennent les grandes pensées, — et les mauvaises aussi. Les circonstances extérieures ne produisent pas nécessairement leurs effets sur l'âme humaine et ne sauraient déterminer inévitablement ses croyances. On conçoit des générations sur lesquelles le panthéisme allemand et le positivisme français resteraient sans aucune prise : ce sont celles en qui vivrait un sentiment religieux si profond, un sentiment moral si énergique que rien ne pourrait les mettre en doute si Dieu ou la liberté existe. Cest que notre génération souffre d'un mal qui n'est pas seulement intellectuel, mais qui est aussi et peut-être avant tout moral.

Quoi qu'il en soit, réjouissons-nous, tout en tremblant que la discussion ait pour objet la vérité première. Il est bon que l'homme ne se fasse aucune illusion à lui-même et sache nettement où il va. Rien de plus funeste que l'équivoque où se complaît si souvent la pensée humaine, n'osant s'avouer à elle-même ce qu'elle est. Si c'est un des périls et un des malheurs de ce temps que les fondements de toute croyance soient ébranlés, c'est aussi un de ses mérites que de poser dans tous les domaines les questions centrales et décisives, que d'attaquer de front les citadelles maîtresses dont tout le territoire dépend, — en philosophie, Dieu ; — en christianisme, Jésus-Christ[1].

C'est assez nous arrêter sur ces considérations générales. Entrons, à la suite de M. Caro, dans l'étude des trois écoles tout à l'heure nommées. La première qu'il nous présente est l'école critique, personnifiée par M. Renan.

M. Renan a commencé par souffrir de la position exceptionnelle que lui faisaient son savoir et ses doutes. Il se complaisait alors à décrire « l'isolement de l'homme voué au culte d'une seule idée, » « cet embarras qui le fait paraître gauche, déplacé, ennuyé, au milieu des autres. » « On voit, disait-il, qu'il vit haut et qu'il a peine à s'abaisser ; il ne sait pas dire les choses vulgaires. » Triste et dédaigneux, il demeurait sur les hauteurs solitaires « de la vie réfléchie, » et n'avait aucune ambition

[1] Ces deux grandes questions, on le comprendra tous les jours davantage, sont solidaires l'une de l'autre, — et il est aussi vrai en philosophie qu'en religion que Dieu n'est connu et réellement possédé qu'en Jésus-Christ.

d'agir sur les masses populaires et de réformer le monde « si curieux tel qu'il est. »

Mais nous sommes loin aujourd'hui de ces commencements mélancoliques. Le critique s'est mis à l'aise dans sa « position exceptionnelle ; » il n'en souffre plus ; il ne la subit pas avec une tristesse tout ensemble amère et douce ; il paraît heureux. Enfin, il a cessé de se tenir en dehors des « parties simples de l'humanité ; » il s'est approché d'elles comme s'il pensait qu'elles fussent appelées à la même vie que lui, et il n'y a pas longtemps qu'il a préparé pour elles une édition à bon marché, corrigée à leur usage, de son grand livre *la Vie de Jésus*. M. Caro, qui dépeint avec quelque malice la première attitude, ne signale pas cette nouvelle démarche ; il a tort, et ce n'était que justice de la constater ; car il pourrait y avoir dans cette nouveauté la marque d'un progrès réel, digne de grande estime.

En effet, cette souveraine indifférence pour le vulgaire m'a toujours paru à la fois ridicule et la condamnation de cette haute critique. Tout l'esprit de M. Renan lui-même ne parvient pas à ôter à cette attitude marquée de mélancolique supériorité ce qu'elle a d'affecté et d'aisément comique, et nous ne pouvons nous empêcher de sourire en voyant le délicat critique décrire avec tant de complaisance et de tristesse sa position privilégiée, plus pénible, veut-il nous faire croire, pour lui-même que pour le vulgaire. D'ailleurs, cette indifférence hautaine pour les « parties simples de l'humanité, » cette dédaigneuse insouciance du cours des choses, ce désintéressement suprême à l'égard des folies et des misères humaines, ce renoncement assez peu généreux, assez peu héroïque à toute noble ambition de réformer le monde, sont loin de répondre à l'idéal que nous nous faisons, je ne dis pas de l'apôtre, mais de l'écrivain. La première vertu que nous demandons à celui qui se mêle de parler au public, c'est l'amour de la vérité ; et quiconque s'est épris pour elle d'une passion sincère et forte veut qu'elle règne dans le monde et dans toutes les âmes ; ses études et ses veilles, sa parole et ses livres ne sauraient avoir d'autre but que de la proclamer et d'étendre son empire. Dès qu'un auteur nous apprend qu'il lui importe peu d'agir sur le monde et de l'assujettir à la vérité ; dès qu'il met une portion de l'humanité, la plus considérable et la plus digne de sympathie, en dehors de ses préoccupations, nous suspectons inévitablement la réalité ou la puissance de l'amour qu'il porte à la vérité.

Aussi ne suis-je pas de ceux qui reprochent aux adversaires du christianisme d'attaquer publiquement ce qu'ils regardent comme une erreur dangereuse, et de chercher à faire partager

leur sentiment à tous les esprits. Une telle conduite est à l'honneur de leurs convictions et de leur caractère. Que M. Renan fasse une édition populaire de sa *Vie de Jésus*. Je m'indigne de toutes ces affirmations jetées, sans preuves, au milieu du peuple qui ne peut que croire sur parole un écrivain à la mode, membre de l'Institut; je déplore les ravages que va faire ce petit livre dans les âmes ignorantes et mal disposées; mais, je l'avoue, j'aime à voir paraître chez cet artiste, que l'on nommait un dilettante, le viril amour de la vérité et de son règne, et chez ce grand seigneur littéraire la préoccupation du peuple, c'est-à-dire de l'humanité. Mais pourquoi faut-il demander si tout ceci est réellement sérieux? Qu'est-ce que ces paroles dédaigneuses pour le peuple maintenues dans le format aristocratique et effacées dans l'édition populaire?... Ah! critique, devrais-je regretter votre franc dédain!...

Laissons cette question, et demandons quelle est l'idée que M. Renan se fait de Dieu. M. Caro consacre un long chapitre à le rechercher. Mais, à vrai dire, n'est-ce pas se mettre en tête le chimérique dessein de saisir l'insaisissable? Pour moi, je ne puis me décider à prendre au sérieux M. Renan, je veux dire en tant que philosophe. Il me semble que sa philosophie, c'est de n'en point avoir; et de se réserver la latitude de tout affirmer et de ne rien affirmer sur les hautes questions. Ceci même n'est pas « l'exacte nuance, » ce mot affirmer est trop fort; mettons à la place s'émouvoir tantôt de ceci et tantôt d'autre chose. On trouvera donc de tout dans les pages émues ou raffinées de l'artiste, et l'on ne trouvera précisément de rien. Vous pourrez dire peut-être ce qu'il ne pense pas, ce qu'il n'est pas, et encore avec des délicatesses et des précautions de langage infinies, en multipliant les réserves, les hésitations et les doutes; mais ce qu'il pense réellement sur la question fondamentale, ce qu'il est enfin en philosophie, vous ne le saisirez jamais. Il est telle idée, celle-là même dont le nom est inscrit en tête du livre de M. Caro et qui fait l'objet essentiel de la philosophie, sur laquelle M. Renan semble s'être donné la tâche de parler beaucoup et avec le plus grand talent — pour ne rien dire. Au fond, personne, j'en suis sûr, ne serait plus contrarié que lui de se voir compris et défini. En certaines matières, l'affirmation qui n'est pas contre-balancée par son contraire est, à ses yeux, une marque de médiocrité autant que d'erreur, et cet esprit distingué et de haute race ne hait rien tant que la médiocrité.

Aussi, quand j'ai vu M. Caro se mettre en route pour chercher la « nuance fuyante de la pensée de M. Renan, » je me suis mis du voyage, avec plus d'étonnement et de curiosité que d'es-

pérance. D'ailleurs, M. Caro vous fait chercher avec tant d'agrément! Son esprit rivalise de souplesse avec le changeant Protée qu'il poursuit et s'efforce d'atteindre dans ses incessantes transformations. Il n'y a pas de spectacle plus curieux, plus amusant que celui des habiletés, des fuites et des surprises des deux lutteurs. Peut-être y a-t-il dans ces pages spirituelles un peu de désordre ; mais comment en serait-il autrement à la recherche d'une pensée si flottante et si peu méthodique en ses perpétuelles métamorphoses? J'avoue que, cette fois, c'est bien de la recherche pour elle-même que je me suis donné le plaisir défendu, et je soupçonne fort notre malicieux auteur d'avoir commis à bon escient le même péché. Ne savait-il pas mieux que personne que l'entreprise de fixer la pensée de M. Renan était tout simplement impossible, et qu'il ne trouverait certainement pas ce qu'il se donnait la fantaisie de chercher? Ce n'est pas qu'il ne lui arrive d'être piqué au jeu, de s'impatienter sérieusement de ne pouvoir étreindre et retenir en ses mains le nuage ondoyant et impalpable après lequel il court. On se rappelle involontairement ces vers de Virgile :

> Ter conatus ibi collo dare brachia circum,
> Ter frustra comprensa manus effugit imago,
> Par levibus ventis, volucrique simillima somno.

Qu'on en juge d'après les courtes indications qui suivent:

Tantôt il semble qu'aux yeux de M. Renan, Dieu ne soit que la catégorie de l'idéal, pas autre chose que la vérité, la beauté, la bonté conçues parfaites par l'homme et, ce qui est la conséquence nécessaire, sans autre réalité que le sentiment subjectif de l'homme, variable suivant les races et les individus. Tantôt il semble que, pour M. Renan, Dieu est. Il l'affirme, il lui parle, il lui suppose une volonté et des desseins, de la pitié et de la sagesse. On connaît cette belle apostrophe : « O Père céleste, j'ignore ce que tu nous réserves,... » où il est parlé d'une consolation que Dieu nous aurait *ménagée*, d'une illusion que sa *pitié* aurait *savamment combinée*, et qui se termine par ces mots : « Sois béni pour ton mystère, béni pour t'être caché, béni pour avoir réservé la pleine liberté de nos cœurs! » N'avons-nous pas ici le Dieu personnel? Ne nous hâtons point trop de croire que nous tenons la pensée de M. Renan. Il nous affirme que tous les grands esprits ont une répugnance instinctive pour les formules, non-seulement celles qui prétendent définir l'infini, mais celles même qui tendent à faire de Dieu quelque chose. C'est « pousser bien loin, dit M. Caro, l'horreur pour les procédés de la théodicée vulgaire ; car enfin, si Dieu est, il faut bien qu'il soit *quelque*

chose, à moins qu'il ne soit *tout*. Personne ne répudie avec plus de mépris que M. Renan cette forme grossière du panthéisme. Si Dieu n'est pas tout, il reste qu'il soit quelque chose, à moins qu'il ne soit *rien*. Peut-être l'école critique, qui est fort subtile, met-elle quelque nuance entre ces deux propositions, ne pas être et n'être rien [1]. »

Toute proposition appliquée à Dieu, nous dit M. Renan, est impertinente, une seule exceptée : Il est. « J'ignorerai donc toujours si Dieu est un Dieu personnel, s'il existe en soi, s'il se possède par la pensée. Curiosité puérile, nous dit-on... Me sera-t-il permis au moins de faire Dieu impersonnel et d'adorer sous ce nom l'absolu répandu dans les choses, l'absolu sans conscience, l'infini réalisé dans la totalité des existences? Pas davantage. La contradiction est aussi formelle que tout à l'heure. Nous ne concevons l'existence que sous forme personnelle, et dire que Dieu est impersonnel, c'est dire, selon notre manière de penser, que Dieu n'est pas (ces dernières paroles sont de M. Renan)... Comment donc faire ? Quand j'aurai dit : *Dieu est*, j'aurai tout dit, sans que ce mot *être* signifie rien pour moi, car c'est ne rien dire que d'affirmer l'être quand on exclut à la fois les deux formes sous lesquelles l'être se conçoit. Nous arrivons à la plus insaisissable des affirmations, j'oserai dire à la plus insignifiante, tant est vague et creuse cette proposition : *Dieu est*, quand elle a subi le travail de l'école critique [2]. » « Ombres des choses, simulacres de la vie! » s'écrie M. Caro, désappointé de ne rien sentir entre ses mains. Volontiers encore, se persuaderait-il, d'après certaines déclarations, que le Dieu de M. Renan est le Dieu hégélien, et que c'est là la forme définitive de l'idée religieuse chez ce brillant critique. Mais cette illusion n'est pas longue, et elle est la dernière : « Hélas! je crains bien que sa fuyante pensée ne nous échappe encore au moment où nous croirons la saisir, et que notre poursuite ne recommence sans trêve dans ces vagues ténèbres si favorables aux métamorphoses [3]. » Pour cette fois, M. Caro renonce à fixer une doctrine si changeante ; il se borne à dresser la liste des éléments divers qu'on rencontre dans « cette théodicée d'ordre singulièrement composite. » On y voit que M. Renan a un peu emprunté de tout le monde, — de Kant, la défiance à l'égard de la métaphysique et la *catégorie de l'idéal;* — de Hamilton, l'horreur pour toutes les formules qui tendent à faire de Dieu quelque chose; — de Spinoza, ces réflexions sur l'absurdité des expressions dont se sert la théodicée vulgaire pour expliquer la nature et les attri-

[1] P. 91. [2] P. 95. [3] P. 99.

buts de Dieu; — de Hegel, les arguments contre l'anthropomorphisme psychologique, les formules sur l'absolu de la justice et de la raison se manifestant dans l'humanité, sur le sens de la vraie théologie qui est la science du *devenir;* — de M. Cousin lui-même, la théorie si importante de la spontanéité. La liste des créanciers est passablement longue déjà; mais elle ne l'est pas assez; il y a d'autres noms qui auraient droit à s'y inscrire, et j'estime que MM. Achille Comte et Vacherot pourraient faire valoir plus d'une réclamation. « Il n'y a, à vrai dire, conclut avec assez d'ironie M. Caro, de nouveauté philosophique dans ces éléments assez disparates que leur mélange même. »

Cependant, au milieu de cette fluctuation perpétuelle de pensées, un point semble fixe, c'est le devoir. Là-dessus M. Renan a des paroles austères qui sentent le stoïcisme. Tandis que tout le reste est changeant et transitoire, le devoir demeure; et il demeure avec son impératif catégorique, que Dieu soit ou non réellement et personnellement, qu'il y ait ou non un avenir au delà de cette vie. Sommes-nous donc arrivés, au moment où nous désespérions, sur un terrain solide, sur lequel nous puissions asseoir un édifice durable? Je le crois et je m'en réjouis. Je n'aime pas que M. Caro cherche, dans quelques paroles de M. Renan, des raisons de douter de sa foi au caractère absolu du devoir, et je suis heureux de constater qu'il n'en trouve que d'indécises et n'en présente aucune qui soit péremptoire et évidente. Sans doute, ce maintien de l'autorité souveraine du devoir est une inconséquence, et l'on ne comprend pas qu'un homme qui chasse de partout l'absolu prétende le conserver en morale. Sans doute, l'unité logique serait « qu'il n'y a d'absolu nulle part, ni dans les principes qui règlent la pratique ni dans les principes qui éclairent notre raison. » Sans doute, la tendance de la pensée de M. Renan est d'arriver à cette négation du bien comme à celle du vrai, car c'est là seulement qu'elle s'achèvera, prendra conscience de son propre fond et dira son dernier mot; et notre auteur a mille fois raison d'affirmer que le résultat « de la philosophie critique doit être de désintéresser l'homme des grands efforts et des grands travaux, du devoir qui ne se réalise que par une lutte constante de l'homme contre lui-même, aussi bien que de la science qui ne s'acquiert qu'au prix d'un renoncement héroïque aux intérêts vulgaires ou aux plaisirs faciles de la vie? A quoi bon ces fatigues et ces sacrifices si nous ne travaillons pas pour le certain, pour l'absolu? L'absolu seul, le certain en toutes choses veut qu'on s'immole. » Cela est très juste fort bien dit. Mais la conséquence dernière et pratique de ses vues n'a pas encore été tirée par M. Renan, qui ne se pique de

rien moins que d'être logique; il maintient le devoir, et c'est une contradiction de plus chez un écrivain qui se ferait presque un mérite d'en avoir dit à lui seul plus que tous les autres. Ne lui contestons pas celle-là; elle lui fait honneur. Tâchons seulement de lui montrer que l'affirmation de ce seul point ruine ses négations ou ses doutes sur les autres, et que toute une philosophie très positive est contenue dans la foi au caractère absolu du devoir. Je voudrais ici pouvoir citer les deux ou trois remarquables pages que M. Caro a écrites là-dessus; obligé de me borner et de choisir, j'ai quelque embarras : tout est bon et beau. Après avoir montré que l'idée du devoir, variant entre les hommes aussi bien que les idées métaphysiques, la première devrait être frappée de relativité, aux yeux de M. Renan aussi bien que les secondes, il ajoute : « Ou bien, si vous trouvez ici un obstacle que rien ne puisse vous décider à franchir, si vous sentez dans votre conscience une invincible répugnance à frapper l'auguste, la sainte loi morale, du même interdit dont vous frappez avec un triste courage Dieu et la métaphysique tout entière; si, à l'exemple de la critique de Kant, la vôtre hésite sur ce point et désarme devant cette simple notion du devoir, faites donc ce que Kant a osé faire et suivez son exemple jusqu'au bout. Sur cette base retrouvée dans les profondeurs de la conscience humaine, rétablissez tout le reste, il le faut. La métaphysique touche par trop de points à la morale pour que l'une, relevée, ne relève pas l'autre. Qu'est-ce que la loi morale sans la notion d'un Dieu juste et saint, d'un Dieu juge et père de l'humanité souffrante, d'un Dieu principe et sanction de cette loi? Une abstraction pure, sans appui dans le vide infini, perdue dans le ciel désert des êtres intelligibles... Que dis-je, une abstraction? C'est une contradiction formelle... La raison ne souffre pas ces choix arbitraires entre le *vrai* et le *bien*. S'il y a du bien absolu, il y a du vrai absolu... D'ailleurs, si le devoir est absolu, il ne peut l'être que par son rapport à Dieu. Voilà ce que Kant a profondément aperçu; voilà ce qui l'a décidé à cette belle évolution de la pensée, se retournant d'un vaillant effort contre elle-même et relevant la métaphysique de ses ruines. »

Tout convie l'école critique à prendre dans les luttes de la pensée contemporaine une position plus nette et plus conséquente. Si elle veut être comptée pour quelque chose dans l'histoire, et ne pas être rangée à côté des écoles peu respectées des sophistes de tous les temps, il faut qu'elle se décide à conclure, qu'elle dise hautement ce qu'elle affirme, ce qu'elle nie; qu'on sache enfin à quoi s'en tenir à son sujet.

« Ce parti pris de négations discrètes, mêlées à propos d'affir-

« mations bien vite retirées, est insoutenable à la raison. Il faut « sortir de ces perpétuels sous-entendus, de ces réticences naïves « ou calculées, de ce mélange d'adoration mystique et de sceptique « hardiesse. La logique le veut. Oui, mais on ne peut sortir de là « que par une négation complète ou par une affirmation définitive « dont une intelligence trop raffinée s'effraye et qui, d'ailleurs, « aurait le grave inconvénient d'enlever à la pensée du critique « ces teintes mystérieuses où il se complaît. On perdrait quelques- « uns des avantages de ce charmant esprit sceptique ou ému à ses « heures, littéraire et poétique toujours, si habile à montrer tour à « tour et à voiler ses conclusions, à promettre et à refuser son der- « nier mot, à exciter la curiosité, à la passionner par cette attente « que l'on fait renaître sans cesse, que l'on trompe toujours. La « logique somme la philosophie critique de conclure. Mais nous ne « croyons pas être un grand prophète en annonçant qu'elle ne con- « clura pas. S'il était permis de sourire en aussi grave matière, je « dirais volontiers que cette jeune école est née pour jouer au mi- « lieu de nous les grands rôles de la coquetterie. Elle aime le « demi-jour de la pensée et cultive mieux que personne l'art des « demi-promesses. C'est la Célimène légèrement mélancolique de « la philosophie. Que ce soit là son charme et sa condamnation. »

Qui ne souscrirait à ces fines et fortes paroles? Les citations que nous avons mises sous les yeux des lecteurs donnent une idée de la grâce et de la force du philosophe polémiste. Sans doute, il décrit plus qu'il ne réfute la pensée sans cesse métamorphosée de M. Renan. Mais une description fidèle et saisissante n'est-elle pas, en ce cas particulier, la meilleure des réfutations, à parler juste, la seule possible? Toutefois, le dirai-je? je voudrais à M. Caro plus d'indignation et de colère. Il est, à bon droit, constamment préoccupé d'être juste; avec une sincérité persévérante, il s'efforce de tenir compte des nuances les plus délicates et de comprendre la pensée qu'il juge; et quand il a une sévérité à dire, c'est le plus souvent sous la forme d'une raillerie bien tournée qu'il l'exprime. Mais quoi! ne faut-il pas flageller cette indifférence affectée pour les plus hautes vérités, cette désinvolture à se mouvoir au sein des plus flagrantes contradictions, cette habileté sans pareille à nier dans la même page, quelquefois dans la même phrase où il semble qu'on affirme, ces prétentions à la piété dans le moment où l'on multiplie les incertitudes et les équivoques sur l'existence et sur l'idée de Dieu? Est-ce assez pour la punition d'une philosophie si dédaigneuse et si incohérente, est-ce assez d'une gracieuse moquerie? — Peut-être bien, après tout, cela suffit-il. Peut-être est-ce là le châtiment qui soit le plus sensible à ces es-

prits transcendants dont la jouissance suprême est le dédain, et qui sourient de pitié à toutes les vigoureuses indignations que leurs contradictions perpétuelles soulèvent. Que l'on se moque donc de leur dédain et de l'incomparable inconséquence de leur légère pensée; n'importe, je sentirai toujours en moi plus d'indignation que de raillerie.

Je me suis longuement arrêté à cette critique de M. Renan, parce que cet écrivain habile, qui s'est donné la spécialité d'étudier les origines des religions, personnifie avec éclat les plus redoutables attaques dont le christianisme soit l'objet parmi nous, et que cela même le désigne à notre attention spéciale en cette *Revue chrétienne*. Du reste, le chapitre que M. Caro a consacré à l'école critique constitue, à mon sens, la partie la plus remarquable de son livre. La souplesse de son esprit, les finesses de son style, la grâce et la force de sa raillerie y ont plus qu'ailleurs l'occasion de se déployer; les mots heureux et bien frappés y abondent, et l'on ne peut parcourir ces pages, pleines de charme et de solidité, sans en retirer vivante dans l'esprit la physionomie mobile et diverse du critique qu'il étudie.

C'est un autre aspect qui s'offre à nous dans le chapitre consacré à la philosophie de M. Taine. M. Caro sait ici à quoi se prendre, il n'a pas à poursuivre une pensée subtile qui ne se dévoile à moitié que pour se cacher aussitôt et se métamorphoser. La pensée de M. Taine se montre tout entière à qui veut la voir. Elle s'exprime nettement, j'allais dire crûment. Ce nouvel écrivain n'est pas l'homme des nuances délicates et chatoyantes; bien qu'il sache les employer à l'occasion; c'est habituellement l'homme des expressions fortes et violentes. Il se complaît à donner chair et os à sa pensée, à la rendre palpable, matérielle, choquant même à force de grossièreté. Nous sommes en présence du matérialisme, M. Caro dirait du naturalisme, le plus franc. Il y a quelques années qu'on rangeait M. Taine dans l'école positiviste[1]. Mais, cet auteur a renchéri sur le positivisme; celui-ci ne nie pas Dieu absolument, et laisse la possibilité d'exister au monde invisible des esprits et des causes, soutenant seulement que l'homme ne peut pas en connaître, et que puisqu'il n'a d'autre moyen de connaissance que l'observation, l'analyse et la généralisation, il ne peut avoir d'autre objet d'étude que le monde sensible, d'autre science que celle de ses lois. M. Taine, en même temps qu'il affirme ce dernier point, retranche violemment la possibilité qu'avait laissée subsister l'école positiviste, et déclare

[1] M. Schérer, *Mélanges*.

sans ambages qu'il n'existe rien autre que des lois de plus en plus généralisées et synthétiques, jusqu'à la formule suprême qui comprend en elle toutes les autres.

Nous ne pouvons suivre ici M. Caro dans la réfutation solide qu'il fait de ce système. Il faut voir dans son livre les pauvretés que l'école naturaliste affirme avec un éclat et d'un ton dogmatique sur les notions de cause et de substance dont elle voudrait se débarrasser par des définitions impossibles, car ces idées sont l'éternel écueil où se heurte et se brise le matérialisme. Il faut voir comment M. Taine est amené par M. Caro à prouver la présence d'un plan intelligent et intentionnel dans la nature, juste au moment ou il veut établir qu'il n'y en a pas. Ah! certes, il est consolant de constater que ces systèmes, si dédaigneux et si tranchants dans leurs condamnations sommaires du spiritualisme, soutiennent eux-mêmes si mal l'examen; et, pour devenir la foi de l'humanité, demanderaient autant de sacrifices à sa raison qu'ils en imposeraient à sa dignité. M. Taine, pour éviter les mystères de la philosophie spiritualiste, se précipite dans des difficultés inextricables, et nous propose une métaphysique étrange qui exige de nous cent fois plus de crédulité et de complaisance que n'en a jamais réclamé, je ne dis pas la philosophie spiritualiste mais je dis l'orthodoxie chrétienne la plus renforcée. Ainsi, il prétend que la « quantité pure est le commencement nécessaire de la nature, que la quantité supprimée (il nomme ainsi la pensée) est le terme extrême auquel la nature tout entière est suspendue, et la quantité déterminée, le chemin de l'un à l'autre. » « Or, qui peut comprendre, dirons nous avec M. Caro, qu'une quantité pure, une pure abstraction, soit la source d'où s'épanche la réalité, d'où sort la vie? N'y a-t-il pas mille fois plus de difficulté à comprendre cela qu'à concevoir à l'origine des choses l'Activité intelligente? Ce qui m'étonne toujours dans ces doctrines nouvelles, c'est le contraste de leurs scrupules à l'égard de la cause et de la Pensée absolue avec les explications inintelligibles qu'elles substituent à cette prétendue hypothèse. Y a-t-il dans toute la théologie spiritualiste quelque difficulté comparable à la difficulté de concevoir le passage d'une quantité abstraite et pure à une quantité déterminée sous les formes de la réalité physique[1]? »

On n'est plus avec M. Taine dans les régions élevées et quelque peu éthérées de l'idéal, ou dans celles du sentimentalisme raffiné où nous ravit et nous berce harmonieusement M. Renan. On est descendu de ces vagues hauteurs; on est terre-à-terre au mi-

[1] P. 234.

lieu des réalités les plus palpables, les plus brutales. On entend un langage plein de vigueur, de hardiesse, d'originalité, et parfois d'une vraie poésie, mais qui a toujours, même dans ses plus beaux moments, quelque chose de forcé, de rude, et si l'on peut dire, de matériel. Ce sont chairs, muscles, charpente osseuse, effluves de sang, bouillonnement, forces maîtresses, ressorts; style de mécanique et de physiologie. On s'y heurte plus d'une fois contre de véritables gros mots. Quel contraste avec le langage si délicat et si nuancé de tout à l'heure! Et, néanmoins, le dirons-nous, on n'est point trop fâché de rencontrer enfin un être à physionomie déterminée, réel et saisissable, de se mouvoir en un monde solide où l'on trouve à qui parler, avec qui même se heurter et se battre. La franchise des positions, la netteté des caractères sont choses si précieuses! On est si heureux de sortir de l'équivoque perpétuelle, de marcher en plein jour, de savoir avec qui l'on a affaire, et d'être assuré qu'il n'y a aucun écart entre la pensée réelle de l'interlocuteur et le sens naturel de ses paroles, que l'on comprend enfin celui qui vous parle et qu'il s'entend lui même! Qu'on ne dise pas que, du moins, les formes indécises et ondoyantes d'une pensée qui s'affranchit des limitations de la formule et des chaînes du système pour planer en liberté dans les hautes régions, doivent convenir davantage au spiritualisme. Ce dernier, au contraire, a moins à craindre d'un matérialisme avoué que de ce système qui consiste à n'en point avoir, qu'on ne peut nommer d'aucun nom connu, quoiqu'il les mérite tous tour à tour, qui n'est ni scepticisme ni dogmatisme, ni déisme ni panthéisme, ni spiritualisme, ni matérialisme, mais est tantôt l'un, tantôt l'autre, suivant l'émotion de l'heure. L'erreur clairement exprimée est par là même à moitié jugée, condamnée. L'erreur, enveloppée de voiles gracieux, et parlant un fin langage, s'insinue dans les esprits et les séduit. Il est aisé de se laisser prendre aux airs de spiritualisme élevé, de mysticisme quintessencié que porte avec tant de distinction l'école critique. Il n'y aura pas de méprise possible avec le matérialisme outré qui a pu faire écrire cette phrase : « Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol et le sucre. » Franc et violent, ce système se fait voir tel qu'il est, et, malgré l'extraordinaire talent de l'écrivain, il repousse par sa brutalité.

Quant à M. Vacherot, il s'est fait une position assez originale parmi les écoles philosophiques de notre époque. Penseur hardi, logicien serré et vigoureux, profond métaphysicien, l'un des premiers esprits de ce temps, ce philosophe a pris la défense de la métaphysique contre l'école critique et l'école positiviste qui la dédaignent ou la nient; il a établi la possibilité, la nécessité de

ce couronnement suprême de la philosophie; il a exposé assez longuement une théologie transcendantale; et, dans le fait, l'inévitable conséquence de son système, s'il était généralement accepté, serait bientôt de ruiner toute métaphysique et toute théologie. Il maintient et enseigne l'identité de Dieu et du monde, et n'en proteste pas moins, au nom de la morale outragée, contre le panthéisme. M. Caro le croit et le nomme idéaliste, et je suis assuré que la conclusion pratique de ses vues est le positivisme. Quel est donc son système? En deux mots, Dieu et le monde sont dans le rapport de l'idéal au réel. Le monde, c'est l'être universel, infini, nécessaire dans sa réalité; Dieu, c'est l'être universel, infini, nécessaire, dans son idéalité. Ainsi que M. Vacherot l'avait d'abord exprimé, il y a, pour ainsi parler, deux Dieux, l'un réel, mais imparfait, quoique universel, infini et nécessaire, c'est le monde; l'autre, parfait, universel, nécessaire, infini, mais idéal et sans existence réelle; c'est celui-ci que l'on nomme proprement Dieu; il est le lieu et le résumé de toutes les abstractions transcendantes, de toutes les idées nécessaires. Si l'on va au fond, Dieu, c'est l'idéal que l'homme se fait et ne peut pas ne pas se faire du monde. La conséquence est toute simple et évidente : Dieu n'existe que dans l'esprit qui conçoit cet idéal et dans la mesure où cet esprit le conçoit. « Si l'on supprime l'homme, Dieu n'existe plus... Pourquoi le nier? Vous voyez assez clair maintenant dans ces questions pour n'être plus la dupe des mots. » Ces dernières paroles sont de M. Vacherot.

Par cette voie hardie autant qu'étrange, le métaphysicien pense échapper à une foule de difficultés insolubles, lourde charge des systèmes spiritualistes. Qu'on ne lui parle plus du problème des rapports entre Dieu et le monde, ce problème n'en est plus un, puisque Dieu et le monde sont identiques, distincts seulement comme l'idéal l'est du réel. Qu'on cesse de chercher l'origine et l'explication du mal en ce monde, car rien n'est plus simple : le réel, dans son opposition à l'idéal, est imparfait. Perfection et existence sont incompatibles; du moment que quelque chose existe réellement, il est par là même limité, fini, imparfait. Il est clair que l'un des termes de toutes les antinomies de la pensée étant sinon effacé, du moins *sublimé*, privé de toute réalité, réduit à n'être que l'autre terme idéalisé, les antinomies sont du coup, je ne dis pas, résolues, mais enlevées. Il ne reste qu'un terme réel en présence de son idéal. Toutefois, cette simplification violente est plus apparente que réelle; en la pratiquant avec une résolution qui étonne et fait trembler parfois, le philosophe est loin d'avoir réussi, comme il s'en flatte, à échapper à toutes les dif-

ficultés. Il s'en est, au contraire, créé de nouvelles, et plus accablantes que toutes celles sous lesquelles il prétend écraser le spiritualisme. M. Caro ne manque pas de le faire ressortir dans sa réfutation soignée et attentive. J'y renvoie et me borne ici à deux observations.

La première, c'est que M. Vacherot n'en a pas fini comme il le croit avec la question des rapports entre Dieu et le monde. Elle subsiste dans son système aussi bien que dans tout autre. En effet, comment explique-t-il l'existence et le développement du monde, l'élévation de la nature passant du non-être à l'être, de la matière inorganique à la vie organisée, de la vie à la pensée? Par quelle puissance s'opère ce mouvement ascensionnel de l'univers? Dira-t-on que l'idéal exerce son puissant attrait sur le réel et l'élève à soi par le progrès? Comment ce qui n'est pas réellement pourrait-il exercer une influence toute-puissante sur ce qui est? On comprendrait sans doute que l'idéal entraînât, quoique non réel, l'intelligence qui le conçoit et s'enthousiasme aisément de ses propres créations. Mais n'oublions pas que nous avons au point de départ des choses le degré infime de l'existence, l'absence complète d'intelligence et de volonté. Comment l'idéal pourrait-il transformer une nature aveugle et inconsciente, qui est incapable de le concevoir? D'ailleurs, la conception de l'idéal est, aux yeux de M. Vacherot, le plus haut degré, le dernier terme du développement universel qu'atteint en l'homme la vie intelligente, réfléchie et morale. Dès lors, au commencement des choses, l'idéal n'est pas encore comme pensée, puisqu'il n'y a rien qui alors pense; comment donc ce qui n'est absolument pas, ce qui n'a ni existence réelle ni existence idéale pourrait-il être le mobile universel? Répondra-t-on en donnant la nécessité comme raison souveraine de l'existence et du progrès? Mais il serait en vérité par trop commode de pouvoir couper court à toutes les questions indiscrètes par cette seule parole : la nécessité. On demandera quelle est cette nécessité et pourquoi est-elle? La difficulté est renvoyée, mais elle n'est pas amoindrie. Non, il sera toujours plus facile à la raison d'expliquer l'intelligence par l'intelligence que de la faire produire par une nature inconsciente et aveugle. J'ai écourté la démonstration de M. Caro; mais j'en ai assez laissé paraître, j'espère, pour que l'on en comprenne la victorieuse puissance. Si je l'ai citée, c'est parce que, en vérité, elle porte non-seulement contre M. Vacherot mais contre tous les systèmes qui rejettent la création, c'est-à-dire qui mettent au commencement, non pas l'intelligence et la volonté de l'être parfait et nécessaire, mais l'absence de toute intelligence et de toute volonté.

Ma seconde observation, c'est que M. Vacherot n'en a pas davantage fini avec le problème de l'existence du mal; et je trouve que M. Caro eût pu, sur ce point, mettre plus d'énergie et de précision dans sa critique. Sur quoi se fonde cette affirmation tranchante que la perfection et l'existence sont incompatibles? M. Vacherot ne le fait voir nulle part. Il pose cette prétendue incompatibilité comme un axiome, qu'on ne discute pas et qu'on ne démontre pas; mais il s'en faut qu'il y ait là une vérité évidente et incontestable. Toute la philosophie a cru, au contraire, jusqu'à nos temps que la plénitude de l'être ne se trouvait que dans la plénitude de la perfection; et voici, d'autre part, l'étrange, l'intolérable conséquence qui sortirait du soi-disant axiome de M. Vacherot, c'est que l'on existerait d'autant moins que l'on s'approcherait davantage de la perfection, et que le suprême degré du développement serait l'anéantissement suprême. Ainsi, la plante aurait moins d'être que le minéral; l'animal aurait moins d'être que la plante; et de tous les êtres connus, celui qui existerait le moins réellement, ce serait l'homme, parce qu'il est plus près de la perfection; lui-même, à mesure qu'il accroîtrait par le progrès ses facultés intellectuelles, esthétiques et morales, diminuerait l'être en lui et se rapprocherait du néant. Enfin, l'univers serait parti de la plénitude de l'être pour arriver à la négation de l'être, — et ce qu'on appelle progrès ne serait qu'un éternel anéantissement. La doctrine boudhiste du Nirvâna serait le dernier mot de la philosophie et de la religion. De telles conséquences jugent le principe d'où elles sortent.

Ce qui surprend, c'est que M. Vacherot se fasse l'illusion de croire qu'il échappe au panthéisme, parce qu'il établit entre Dieu et le monde une distinction logique, comme si Spinoza cessait d'être panthéiste du moment qu'il distingue la nature en tant qu'active, de la nature en tant que passive[1]. M. Vacherot a beau protester : son seul Dieu réel, c'est le monde, et son système, s'il est quelque chose en métaphysique, est un système panthéiste, à moins qu'il ne soit athée[2].

C. Bois.

(*Suite.*)

[1] *Natura naturans, natura naturata.*

[2] Lire à propos de ces noms les justes observations de M. Caro sur ces novateurs contemporains qui n'ont peur d'aucune idée, mais qui ont peur de certains mots; qui ne peuvent supporter qu'on les dise panthéistes, sceptiques, matérialistes, mais qui supportent bien de l'être, p. 463-465.

MÉLANGES

—

SOUVENIRS DE L'ESPAGNE

SECOND ARTICLE [1].

Le missionnaire quaker, Stéphen Grellet, dans ses curieux Mémoires récemment publiés, raconte une audience qui lui fut accordée en 1831 par le roi d'Espagne Ferdinand VII, en présence de la reine Marie-Christine et de la jeune infante, aujourd'hui Isabelle II. « Je suppliai, dit-il, Sa Majesté, d'accorder la liberté de conscience à ses sujets, si elle désirait obtenir la bénédiction de Dieu, et échanger sa couronne terrestre contre une couronne céleste. Le roi et la reine m'écoutèrent l'un et l'autre avec beaucoup d'attention, et me comblèrent des marques de leur faveur. » Les temps sont bien changés depuis, et Stéphen Grellet ne franchirait plus sans peine la grille du palais de Madrid, surtout s'il y portait une pétition en faveur de la liberté des cultes. Les chefs de la camarilla absolutiste font bonne garde autour de la reine, et la fille de Ferdinand VII est trop zélée catholique pour entrer en lutte avec les redoutables puissances qui ont signé le pacte du trône et de l'autel, et dont l'autorité s'exerce dans l'ombre au-dessus de la sienne.

Ce fut cependant sous les plus favorables auspices que je déposai au palais la pétition des dames de France qui devait y trouver le patronage le plus auguste et le plus dévoué. Le moment semblait opportun pour reprendre la question qui depuis plusieurs années préoccupait si douloureusement les esprits. Lassée par plus d'un échec, la diplomatie se taisait, et laissait, non sans humeur, le champ libre aux démarches préparées en

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 février 1865.

dehors de ses combinaisons, dans le cercle le plus intime de la famille royale. Un des vétérans de la tribune française, dont le nom s'associe avec tant d'honneur à la revendication de la liberté des cultes dans notre patrie, M. Odilon Barrot, alors à Madrid, usait de l'influence que lui assurait son noble caractère pour solliciter une amnistie en faveur des prisonniers de Grenade. Fidèle aux convictions de toute sa vie, M. Fernando Corradi insérait dans le *Clamor publico*, un article éloquent, dans lequel il invoquait la plus belle prérogative de la royauté, celle du pardon, comme un correctif nécessaire aux rigueurs d'une loi empruntée aux plus mauvais jours de l'Espagne : « Il est beau, disait-il, en s'adressant à la reine, de conquérir les âmes par la clémence, de n'écouter que la voix de la miséricorde, quand la vindicte publique ou la sûreté de l'Etat n'exigent pas une sévère application de la loi. Le christianisme est la religion de la charité. L'Eglise catholique a vaincu plus d'âmes par la persuasion et la douceur que le paganisme par ses tortures, renouvelées par les agents du saint-office sous un Dieu d'amour dont on outrageait le nom. Pénétrées de ces sentiments, plus de trente mille dames françaises, de cultes différents, ont adressé une humble pétition à Votre Majesté. Elles la supplient avec de ferventes prières de déployer sa clémence sur les infortunés qui languissent dans les cachots de Grenade et de Malaga, pour le seul crime d'avoir exercé, malgré l'interdiction légale, un culte non reconnu par l'Etat. La voix des suppliantes n'est que celle de l'humanité qui souffre et qui implore!... » En écrivant ces nobles lignes qu'un journal de Séville osa seul reproduire[1], M. Corradi mettait pour ainsi dire le sceau à la mission qu'il avait si généreusement acceptée à Madrid. Il revendiquait, non sans péril, cette clientèle des persécutés à laquelle il est demeuré fidèle jusqu'au bout.

Quand l'article du *Clamor publico* parvint sous les yeux de la reine, une secrète délibération avait déjà eu lieu au palais; l'intolérance comptait une victoire de plus en Espagne. Que se passa-t-il à la cour dans le conseil de famille où la question fut posée? D'augustes convenances me commandent la réserve. Je ne m'en écarterai point. La pétition des dames de France fut présentée à la reine Isabelle par un prince dont elle ne pouvait suspecter le dévouement à sa personne, la fidélité aux principes de la foi catholique. En présence de ce document, et devant les

[1] *El Porvenir* du 17 avril. Les journaux de Madrid, à peu d'exceptions près, conseillèrent la rigueur. La *Espana* et le *Pensamiento* se distinguèrent dans cette triste croisade.

solennelles alternatives qui s'ouvraient à son esprit, la reine ne put se défendre d'une vive émotion que trahirent des paroles ardentes, entrecoupées. Plus calme en apparence, plus hostile au fond, le roi don François d'Assise lut la pétition à haute voix, et rendit hommage aux sentiments qui l'avaient inspirée, tout en invoquant la raison d'Etat contre le vœu des pétitionnaires. Dans le débat contradictoire auquel il donna lieu, la tolérance trouva un digne interprète en un prince généreux qui représente, au delà des Pyrénées, les meilleures aspirations de l'esprit français consacrées par le malheur. En réponse à de véhéments refus, de nobles paroles retentirent dans ce palais étonné d'entendre pour la première fois un hommage aux droits de la conscience, aux maximes de la civilisation moderne. Hélas! ce fut en vain!... L'esprit de Philippe II qu'on eût dit évoqué de la tombe, pour assister à la lutte des deux principes qui se disputent l'Espagne, fut seul écouté. Le pardon refusé à la persévérance de la foi, fut offert à l'apostasie. L'exil fut le seul adoucissement proposé à la peine du bagne. La reine qui, dans les solennités de la semaine sainte, avait trouvé dans son cœur une inspiration de clémence pour un meurtrier justement condamné à mort, refusa la grâce de fidèles sujets qui, au fond d'un cachot, ne cessaient de prier pour elle. En recevant d'une bouche amie les tristes confidences qui ne sauraient trouver place ici, je me rappelai d'autres temps. Je me souvins de Michel Ghislieri (le pape Pie V), répondant à l'ambassadeur de Côme II qui sollicitait la grâce de Carnesecchi : « S'il s'agissait d'un homme qui eût été dix fois meurtrier, je n'hésiterais pas à lui faire grâce, sur la prière de votre maître. Je ne puis rien pour un hérétique! » En remontant plus haut encore dans le passé, j'entendis la voix d'un peuple égaré demandant la mort du Saint et du Juste, et la délivrance de Barrabas!

Il ne me restait plus qu'à partir pour faire place à la grande députation européenne que je m'étais flatté de rendre inutile, et qui se préparait à passer à son tour les Pyrénées. Mais j'avais encore un devoir à remplir. Je ne pouvais reprendre le chemin de la France, sans porter un témoignage de sympathie et d'affection à ceux dont je n'avais pu adoucir le sort, et qui, confondus avec les plus vils malfaiteurs, attendaient avec calme la confirmation de la sentence qui les envoyait aux galères. J'étais impatient de quitter Madrid, où malgré de pures jouissances, de nobles amitiés, et cette tension de l'esprit qui poursuit sans relâche un but élevé dans lequel il trouve sa récompense, j'avais ressenti tant d'amères tristesses. Aux heures de découragement, on s'étonne de retrouver en soi un dernier ressort, et comme le

secret d'une nouvelle énergie. Je l'éprouvais en ce moment, et malgré les fatigues d'un voyage qui n'était alors rien moins que facile au midi de la Péninsule, la perspective d'une excursion en Andalousie, d'une halte à Cordoue, à Séville, n'était pas sans charmes pour moi. Voir des cités célèbres, des monuments consacrés par l'admiration des hommes, et recueillir sur les lieux quelques-unes de ces impressions qui vivifient l'étude, est une tentation à laquelle on ne sait pas résister quand on écrit l'histoire. Une lettre de Matamoros, reçue avant le fatal dénoûment de ma mission à Madrid, rendait cette tentation plus vive encore. Sans espoir pour lui-même, uniquement préoccupé du sort de ses compagnons de captivité, il m'écrivait : « Je suis heureux de vous savoir à Madrid et bientôt peut-être à Grenade. La perspective de voir tomber les chaînes de mes bien-aimés frères, me remplit d'une joie infinie. C'est une réponse à mes prières de ce Dieu de bonté qui veut proportionner à mes douleurs de justes consolations !..... Vous ne sauriez trop louer M. Corradi. Son attitude à notre égard, durant ces deux longues années, est au-dessus des éloges de ma pauvre plume. Digne champion de la liberté des cultes, infatigable défenseur de l'innocence opprimée, il a porté le premier coup à l'intolérance, et préparé (Dieu le veuille du moins !) de meilleurs jours pour mon infortunée patrie. »

Je quittai Madrid le 13 avril 1863 pour me rendre à Cordoue par Santa-Cruz de Mudela et Bailen, nom sinistre ! premier écueil de la fortune de l'empire dans la Péninsule. Je retrouve dans quelques notes rapides les impressions de ce voyage dont une moitié s'accomplit en chemin de fer. Triste pays que la Manche avec ses plateaux poudreux hérissés de moulins à vent, ses plaines arides sur lesquelles se détachent quelques carrés de blé vert, ses villages à demi ruinés où s'embusquent des légions de mendiants qui me poursuivent de leurs gestes et de leurs cris. Tel ce pays s'offre à mes yeux, tel il apparut sans doute au merveilleux conteur qui l'a si bien décrit. O puissance du génie ! C'est au milieu des sites les plus déshérités de l'Espagne que Cervantes a créé son immortelle épopée, ses personnages de fantaisie mille fois plus vivants que tant de personnages réels. En nos jours d'incurable égoïsme, d'épais bon sens, qui nous donnera quelques grains de l'héroïque folie de don Quichotte ! A chaque station de la route, Madrilejos, Puerto Lapiche, Argamasilla, je crois voir apparaître le héros de la Manche et son fidèle écuyer ; je me retrouve en pays de connaissance, tant la fiction se mêle à la réalité dans les récits de Cervantes. Pauvre grand homme si méconnu de ses contemporains ! Quel roman

douloureux que sa vie! Etudiant, page, soldat, perdant une main à Lépante, captif à Alger, vivant, au retour, d'un misérable emploi de commis aux vivres, et composant au milieu des vulgaires accidents de chaque jour son admirable épopée où le rire est si près des larmes, mourant enfin dans l'abandon et la misère, sans laisser échapper une plainte contre ses contemporains! Il a fallu deux siècles pour que l'Espagne comprît ses torts envers cette grande mémoire, et essayât de les réparer. Un nom gravé au coin d'une rue de Madrid, une statue sur la place des Cortès, voilà les tardifs hommages rendus de nos jours à l'homme qui a porté si haut la gloire de la littérature espagnole! *Date obolum Belisario!* Que de fois ce mot est tombé des lèvres de la vertu, du génie, et n'a pas été entendu!

Au delà de Santa-Cruz, on entre dans la région de la Sierra-Morena qui sépare le bassin de la Guadiana de celui du Guadalquivir. La plaine s'élève rapidement entre deux rangées de collines, à formes bizarres, qui, durant plusieurs siècles, ont vu tout l'or de Séville et du nouveau monde se diriger, à dos de mulets, vers Madrid. Le *Chemin d'argent*, chanté par Lope de Vega, est aujourd'hui une belle route, taillée dans les rochers, serpentant sur les abîmes, et s'élevant presque à la hauteur des neiges éternelles, avant de s'abaisser vers les régions plus favorisées du Midi dont tout annonce le voisinage. Aux bruyères et aux genêts épineux, seule décoration des monts, succèdent les plans d'oliviers entremêlés d'aloès qui rappellent les riches cultures de la rivière de Gênes. L'air s'adoucit par degrés; les costumes changent. Les étoffes de couleur éclatante remplacent le vêtement sombre de la Castille. Dans la population, l'œil vif, le teint olivâtre, les cheveux d'un noir de jais, une physionomie expressive, attestent l'origine mauresque. Andujar, sur le Guadalquivir, est la riante apparition de l'Andalousie. Derrière se détachent, comme dans un tableau de l'école d'Ombrie, les cimes de la Sierra-Morena que nous avons franchies ce matin. Vingt lieues nous séparent encore de la cité des califes. Nous y entrerons avant le soir!

15 *avril.* Cordoue! nom magique qui évoque les plus gracieux souvenirs de la poésie et de l'histoire. Après les mécomptes de ma mission à Madrid, l'aspect de cette ville, qui ne ressemble à rien de ce que j'ai vu, m'a soulagé. Je m'y repose comme le naufragé avec un indicible bonheur. Ce bonheur je l'ai payé au prix de vingt heures de martyre dans ces abominables voitures qui suppléent aux chemins de fer encore inachevés en Espagne. J'étais à demi mort de fatigue en arrivant ici. Une nuit de repos dans une bonne *fonda* italienne m'a préparé aux jouissances ex-

quises que je viens de savourer dans une promenade de quelques heures à travers la ville. J'errais au hasard, sans demander mon chemin, dans ces rues étroites où se découpe un ciel bleu, où s'épanouit le balcon en fleur, et où chaque maison, mystérieusement fermée, laisse à peine entrevoir un *patio* charmant se dessinant en portique, et quelque fontaine murmurante qui répond seule au bruit de mes pas. Je suis arrivé par mille détours à la célèbre mosquée, et c'est presque sans m'en douter que j'ai franchi le moderne péristyle qui conduit au plus merveilleux monument de l'architecture arabe. Je renonce à le décrire. C'est une forêt de marbre, une profusion de colonnes déroulant à l'infini les plus ravissantes perspectives, une fantastique apparition de l'Orient dans un temple chrétien. Ce qui me charme surtout, c'est l'entrée de la cathédrale, une cour plantée de superbes orangers, chargés à la fois de fleurs et de fruits. Des palmiers, des cyprès séculaires, quelques fontaines élégantes, complètent la décoration de ces lieux. C'est une féerie ! La mosquée, construite au neuvième siècle sous le calife Abderaman qui y travaillait chaque jour une heure de ses mains, réunit les splendeurs des édifices les plus révérés, Bagdad, Damas, Jérusalem. Ses arcades extérieures aujourd'hui fermées, étaient ouvertes à la foule, et les croyants qui n'avaient pu trouver place sous le dôme sacré, pouvaient, à l'ombre des orangers, s'associer à la prière commune. En dépit de l'église catholique dressée au centre de l'édifice, comme la tente de Jéhovah dans le camp d'un ennemi en déroute, on se croirait aux jours des califes, et la ravissante chapelle toute incrustée de versets du Coran, qui ont trouvé grâce aux yeux du vainqueur, n'a d'égale que l'Alhambra. La vue de Cordoue m'a prouvé jusqu'à l'évidence ce que je soupçonnais déjà, que les Arabes furent des civilisateurs pour l'Espagne. Qu'a-t-elle gagné à chasser ce peuple industrieux qui fertilisa ses campagnes, embellit ses villes, fonda ses plus brillantes écoles ? Elle a obtenu à ce prix l'uniformité de croyance, mais en tombant pour ne plus se relever, sous la main de Philippe II et du saint-office.

Je comptais partir ce soir pour Séville ; mais je ne puis me détacher de Cordoue. Je retourne à la mosquée. Je m'assieds à l'ombre des beaux orangers, au bord des rigoles de marbre où coule une eau pure, autrefois consacrée aux ablutions, et je me laisse aller à mes rêveries. Elles ne sont interrompues que par l'arrivée de quelque séminariste qui, le *cigarito* à la bouche, récite ses litanies sur un banc voisin. Il s'arrête quelquefois pour échanger une nouvelle, un mot plaisant avec un de ses confrères assis non loin de lui, puis il recommence ses prières, singulier mélange de dévotion et de frivolité qui n'est pas un des moindres

contrastes de ces lieux si longtemps disputés entre deux cultes, mais où le Christ n'a vaincu qu'à demi. Cependant le jour s'incline, l'*Angelus* sonne ; chacun des promeneurs, devenus plus nombreux vers le soir, citadin en long manteau accompagné de sa famille, paysan au pittoresque costume appuyé sur un bâton, séminaristes en robe noire, se découvrent respectueusement au son de la cloche vénérée, murmurent un *Ave Maria*, et disparaissent avant la nuit.

17 *avril*. Après le charme infini d'un jour passé à Cordoue, Séville devait produire sur moi une impression moins vive, moins poétique. C'est pourtant une gracieuse apparition que celle de l'antique cité que baigne le Guadalquivir, avec ses murs crénelés qui datent des Arabes, et sa Giralda étincelant aux derniers feux du soleil. J'arrive en pleine foire. Les hôtels regorgent d'étrangers et je dois m'estimer heureux de trouver asile dans une *Casa de huespedes* dont le patron réunit à sa table ses hôtes d'un jour. Quel dîner! On me dispensera d'en donner le menu. Je m'enfuis avant la fin pour parcourir avec un ami les rues de la cité où se déploie une splendeur orientale. On dirait un marché d'Alep ou du Caire, si les monuments de la foi catholique mêlés à ceux d'une autre civilisation, ne rappelaient la ville conquise par les armes de Saint-Ferdinand. La cathédrale où l'on conserve son corps, construite au quinzième siècle, après le déclin de l'art gothique, n'a pas la merveilleuse efflorescence de celle de Burgos, ni les richesses intérieures de celle de Tolède. Mais l'imagination moins distraite par les détails, plus frappée de l'ensemble, trouve dans l'élévation des piliers, dans la magnificence des voûtes, dans l'immensité de la nef une impression d'infini qui ajoute à la solennité du culte. Je ne puis oublier ici que Séville fut un des principaux foyers de la Réformation dans la Péninsule. Dans cette chaire, en ce moment muette, retentit l'éloquente voix d'un Egidio, d'un Constantin Ponce prêchant une foi épurée. Quelle n'était pas l'émotion de l'auditoire, lorsque ce dernier, pâle, se soutenant à peine, mais animé de la flamme mystique d'un Luther, d'un Savonarole, appelait l'esprit de rénovation sur l'Eglise d'Espagne! « Si c'est un hérétique, disait Charles-Quint, ce doit être un grand hérétique ! » Il ne se trompait pas. Autour de Ponce s'était formée une congrégation dont l'évangélique influence rayonnait au delà des limites de l'Andalousie. Elle avait son pasteur, ses missionnaires, ses pieuses femmes qui, sur les traces des Blandine, des Perpétue, devaient se montrer si fermes dans les tortures, si douces devant la mort. Les regards de l'inquisition étaient depuis longtemps fixés sur Séville. Sa lenteur à frapper n'était pas le scrupule de la charité, mais bien plutôt le raffine-

ment du chasseur, qui, l'œil sur sa proie, veut réunir et faire tomber sous ses coups le plus de victimes. Le 24 septembre 1559, vingt et un condamnés montèrent sur le bûcher. Grâce, jeunesse, savoir, vertu, étaient réunis dans cette première hécatombe où le couvent de San-Isidoro, voisin de Séville, compta plusieurs confesseurs. A leur tête marchait, appuyé sur un bâton, le réformateur du couvent, le docteur Arias, heureux d'offrir en sa personne les prémices du grand sacrifice renouvelé depuis, tant de fois. Le 22 décembre 1560 vit recommencer ces tristes immolations. Egidio et Constantin Ponce morts dans les cachots, mêlèrent leurs cendres à celles des disciples qu'ils avaient tant de fois instruits, édifiés par leur parole.

Ce n'est pas sans peine que je m'arrache à ces pieux souvenirs, pour visiter l'Alcazar, séparé par un *patio* de la cathédrale. De hautes murailles nues, flanquées de tours, recèlent les jardins d'Abdelasis et de Don Pèdre : cours de marbre aux colonnes légères, fontaines jaillissantes, orangers en fleur, tout un rêve des *Mille et une Nuits*. Mais il y a dans ce palais enchanté une tache de sang, la trace indélébile d'un fratricide. Pèdre le Justicier, selon les uns, le Cruel, selon les autres, est une espèce de Tibère castillan, et ses crimes paraissent avoir excité de son vivant une réprobation universelle. Mais la postérité a d'étranges retours. Elle se prend à admirer parfois ce qu'a maudit le passé. L'assassinat de Don Fabrique est bien près de trouver son excuse. C'est dans les romances contemporaines dont s'est heureusement inspiré un poëte de Séville, le duc de Rivas, qu'il faut lire ce tragique épisode. Le roi Don Pedre a invité Don Fabrique, son frère, à se rendre aux fêtes qu'il prépare pour célébrer une victoire sur les Maures. Mille présages dont il ne tient compte, avertissent ce dernier, qui, comme un des personnages évoqués par le sombre génie de Dante, raconte lui même sa catastrophe : « En passant une rivière à gué, ma mule s'abattit sous moi ; je perdis mon poignard doré ; je vis se noyer mon page favori. Après tous ces malheurs, j'arrivai à Séville. A la porte de la Macarena, je rencontrai un clerc qui n'avait pas encore dit la messe : « Maître, que Dieu te garde! aujourd'hui t'est né un fils ; ne veux-tu pas le baptiser ? — Non, Père, ne parlons pas de cela maintenant, je m'en vais voir ce que me veut mon frère, mon frère le roi Don Pèdre. » Il entre dans la ville, mais il n'aperçoit ni tentures, ni dames, ni chevaliers. Il arrive à l'Alcazar : « Salut, ô bon roi ; que Dieu vous garde et tous ceux qui sont ici ! — Maître, vous venez à la male heure ; soyez donc le mal venu, on ne vous voit ici qu'une fois l'an ; encore a-t-il fallu vous le commander !.... » Puis vient le récit du meurtre froidement accompli sous les yeux du roi par ses chevaliers. Don

Fabrique, séparé de sa suite, essaye en vain de résister. Il tombe noyé dans son sang, mais respirant encore. Le roi tire sa dague, et la donne à un Maure de sa chambre pour l'achever, puis il se met à table et dîne tranquillement près de l'endroit où le maître est étendu[1]. Tels sont les détails de l'effroyable attentat dont les motifs demeurent ignorés. Mais la vengeance arrive à pas lents. Comme dans le drame antique, une fatalité sombre poursuit le roi fratricide. Le crime appelle le crime. La révolte d'Henri de Transtamare et le coup de poignard du château de Montiel seront une tardive expiation. L'insouciant Froissart, qui ne voit dans ces royales tragédies que matière à beaux récits, termine en ces mots le sien: « Ainsi finit le roi Don Pèdre qui jadis avait régné en si grande prospérité[2]. »

Séville est la patrie de Murillo, et garde avec un soin jaloux les reliques de ce beau génie. Un salon du musée réunit de belles toiles du maître dispersées autrefois dans plusieurs couvents. La chapelle du Baptistère à la cathédrale conserve son plus étonnant chef-d'œuvre, *la Vision de saint Antoine*. J'aime à céder ici la plume à l'écrivain qui a décrit avec tant de charme Séville et l'Andalousie : « Le saint est représenté à genoux, dans sa cellule. Il s'élance de tout son corps et de toute son âme au-devant de Jésus qui descend vers lui dans une gloire, entouré d'anges. Rien de plus grand, de plus harmonieux que cette composition où, dans une lumière vraiment céleste, le Dieu fait homme rencontre l'humanité, qui se transfigure à son tour et se transforme par la contemplation et l'extase. Tout le mystère du christianisme éclate avec une ineffable majesté dans ce rapprochement sublime des deux infinis[3]. » Ce bel éloge ne paraîtra point exagéré à ceux qui ont contemplé cette éblouissante vision, le ciel ouvert reflétant ses splendeurs sur la face d'un bienheureux. Une toile non moins célèbre, connue sous le nom expressif de *la Soif*, est celle qu'on admire à la chapelle de la *Caridad*, ce sanctuaire de Murillo. C'est une vaste composition où le génie du peintre apparaît sous un aspect nouveau, et singulièrement frappant. Moïse fait jaillir l'eau du rocher, et on saisit un reflet du miracle dans les groupes expressifs qui entourent le prophète, sur les visages rayonnants qui attestent la delivrance d'Israël. L'hospice de la *Caridad* est lui-même une des curiosités de l'Espagne, et son origine mérite d'être racontée. Il y a deux types de Don Juan, également nés à Séville : l'un personnifié par

[1] Ant. de Latour, *Etudes sur l'Espagne*, t. I, p. 51 et suivantes.
[2] *Chroniques*, liv. I, part. II, ch. CCL.
[3] *Etudes sur l'Espagne*, t. II, p. 169.

don Juan Tenorio, l'athée endurci, irrévocablement voué au mal, et qu'entraîne la statue du Commandeur; l'autre, qui s'arrête à temps dans le chemin de la perdition, et qui mourra sous les insignes de la pénitence; c'est l'histoire de don Miguel de Manara. Après une nuit d'orgie, rentrant chez lui, il tâtonne dans les ténèbres et perd son chemin. Alors le cri de sa conscience, longtemps étouffé, se fait entendre à lui dans une effrayante vision : Un cortége funèbre défile sous ses yeux. Un drap couvre le mort. « Qui portez-vous en terre? » s'écrie-t-il. Une voix répond . « Don Miguel de Manara. » Ce mot le frappe comme un glaive. Il rentre chez lui bouleversé; et après une crise terrible, l'athée devient croyant, le libertin, vertueux. Sa vie est dès lors consacrée aux bonnes œuvres. Il vend ses biens, fonde l'hospice de la Charité, demandant pour toute faveur d'y être enseveli : « Ici reposent les os du plus méchant homme qui fut jamais; priez pour lui!.. » Tels sont les premiers mots de l'épitaphe qu'il dicta sur son lit de mort, et qu'on a gravée sur sa tombe. Quelques rosiers plantés, dit-on, de la main du pénitent, embaument une cour voisine de la chapelle, et adoucissent l'impression de cette légende vraiment espagnole.

Grâce au chemin de fer, quelques heures séparent à peine Séville de Cadix où je comptais m'embarquer pour Malaga, en visitant Gibraltar. Les journaux ne signalant aucun bateau en partance avant trois jours, je dois revenir sur mes pas, et rétrograder péniblement jusqu'à Bailen, où je retrouverai le courrier de Madrid à Grenade. Je revois Cordoue, comme en rêve. Bailen m'apparaît plus lugubre, pendant de longues heures d'attente dans une de ces *ventas* sans nom qui sont le martyre du voyageur en Espagne. Heureusement tout sera oublié bientôt. Je salue Jaen, au pied d'un mont escarpé. Je touche à Grenade! Il y a dans la mémoire du voyageur des impressions ineffaçables, et qui gardent toujours, en dépit des années, la fraîcheur du premier moment. C'est par une nuit tiède, embaumée, qui semble un long crépuscule entre le coucher et le lever de l'astre du jour, que j'arrive à Grenade. Tout dort, et la voix des *Serenos* annonçant l'heure avec leur refrain accoutumé : *Ave Maria purissima!* trouble seule le silence de la nuit. Le réveil dans une ville étrangère, parée du prestige des souvenirs, est plein de charme. Mes premiers regards se reposent sur un tableau enchanteur : Sous mon balcon coule le Darro, qui va se joindre au Genil près des bosquets de l'Alameda. De l'autre côté de la rivière, la ville de Boabdil se déroule en amphithéâtre, avec ses maisons peintes, ses toits en terrasse, et les trois collines qui la couronnent : l'Albaycin, les Tours vermeilles, l'Alhambra. Au-dessus, les pla-

teaux neigeux de la Sierra-Nevada, colorés de ce premier rayon du matin que j'ai tant de fois admiré sur les Alpes ; ce spectacle est ravissant. Mais je ne puis penser qu'aux captifs de la prison de l'Audience. Ma première visite est pour Matamoros.

22–24 *avril*. C'est une justice à rendre au gouvernement espagnol : rien n'est plus libre que l'accès de la prison. Pour en franchir le seuil, je n'ai pas même besoin de produire une lettre dont je suis muni pour le capitaine général de la province. Dans le préau, sur les marches de l'escalier, ce ne sont que visages hâves, flétris, qui s'étonnent de voir un étranger traverser leurs rangs, et peut-être un regard de commisération, de douloureuse sympathie s'arrêter sur eux. Quel sublime apostolat que celui d'un Wilberforce, d'une Elisabeth Fry ! Si j'en crois les récits du guide qui m'accompagne, cette prison a retenti plus d'une fois de prédications évangéliques, et la vérité n'est plus sans témoin dans ce sombre séjour du vice et du crime. Nous arrivons au premier étage, devant une porte massive donnant sur un petit escalier. C'est le cachot de Matamoros !... Je ne puis me défendre d'une vive émotion, au moment d'y entrer. La porte s'ouvre enfin, et je me trouve en présence du confesseur qui depuis si longtemps occupe mes pensées. C'est un jeune homme de vingt-six ans, à la taille élancée, à l'œil noir, au visage pâli par les souffrances d'une longue réclusion. Je lui serre silencieusement la main, avant de trouver des paroles qui puissent rendre ce que j'éprouve en un tel moment. Auprès de Matamoros je vois sa mère, qui a connu dans l'épreuve les consolations de la foi ; Alhama, Trigo, les compagnons de sa captivité[1]. Je leur adresse quelques mots de sympathie fraternelle, au nom de ceux qui m'ont envoyé ; je leur communique avec ménagement les nouvelles de Madrid, les généreux efforts tentés pour leur délivrance, la grâce refusée, ou mise au prix d'une apostasie. Je ne saurais rendre l'expression de sublime dédain avec lequel Matamoros accueille cette grâce dérisoire. Il est prêt à tout souffrir pour la cause de la vérité. Moins en évidence que lui, ses compagnons ne seront pas moins fidèles.

Je reviens à la prison quelques heures après. C'est une pièce assez grande, éclairée par des fenêtres grillées. Dans un coin, le misérable grabat témoin de tant d'insomnies adoucies par la paix d'en haut. Près de la porte, une table sur laquelle ont été tracées, dans les veilles de la nuit, ces lettres ardentes, pathétiques qui ont eu tant de retentissement dans les cœurs. Au-dessus,

[1] Originaire de Malaga et fils d'un officier supérieur du génie, don Manuel Matamoros fut élève de l'école militaire de Tolède. Il devint plus tard missionnaire protestant à Barcelone. Trigo est un employé, Alhama un chapelier de Grenade.

dans un cadre improvisé, sont rangées les photographies des amis, des frères étrangers, qui ont visité les captifs, ou qui leur ont prodigué de loin des témoignages de leur sollicitude ; membres de la Chambre des communes d'Angleterre, ministres des Eglises françaises ou wallonnes, députés de l'Alliance évangélique, tous ceux qui soutiennent depuis plus de deux ans la croisade du droit et de la charité contre l'intolérance espagnole. Parmi les portraits qui me rappellent des personnages connus, je remarque celui de l'historien de l'Espagne, M. Rosseeuw Saint-Hilaire dont les lettres sont une fête dans le cachot de Grenade. J'apprends à connaître Matamoros. Il exerce sur tous ceux qui l'entourent l'ascendant d'une âme forte, qui grandit par le sacrifice. C'est un chrétien humble et fervent, presque un martyr. Sous ses traits, je me représente quelques-uns des confesseurs de la primitive Eglise ou de la Réformation, un Louis de Marsac, un Diaz, un Pomponio Algieri qui n'avaient que prières et bénédictions pour leurs bourreaux. Les miracles de la foi peuvent donc se renouveler de nos jours ! Ce cachot où l'on prie se transfigure et devient comme un temple pour les adorateurs de Jésus-Christ. Ceux qui souffrent ici en son nom ne sauraient être confondus avec des criminels. Dans les corridors, dans l'escalier, on se découvre sur leur passage ; on salue une vertu !

C'est une heureuse inspiration qui m'a fait précipiter mon arrivée à Grenade. Je croyais n'accomplir en venant ici qu'un devoir de sympathie chrétienne, et je vais assister aux derniers débats d'un procès qui tient depuis si longtemps l'opinion en suspens. La Cour d'appel qui doit statuer en dernier ressort sur les accusés siégera demain, et cette nouvelle qui, aux termes de la loi, aurait dû être annoncée trois jours d'avance, n'est connue que depuis quelques heures. On espérait ainsi dérouter l'attention publique, faire taire les bruits importuns de la presse, étouffer une affaire embarrassante à huis clos. Ce calcul est trompé. Dès le matin une foule considérable se presse aux abords de la salle d'Audience. Les groupes sont nombreux, les gestes animés ; on a le sentiment de la grandeur du débat qui va se rouvrir devant le tribunal, et qui aura un immense retentissement au dehors. Les accusés sont introduits : Matamoros pâle, souffrant, avec une expression de sérénité douce et fière qui convient au représentant d'une grande cause. Trigo, modeste et digne, s'assied à ses côtés. Alhama est absent. Le président du tribunal, don Francisco A... est le magistrat le plus fanatique de la province, de tout temps connu par son attachement aux maximes d'intolérance qui ont porté des fruits si amers pour l'Espagne. Ses regards hautains, presque

menaçants, se promènent tour à tour sur le banc des accusés, et sur l'auditoire qui semble ému de sentiments très divers. La première séance est occupée presque tout entière par la lecture du volumineux dossier du procès. Les avocats ont enfin la parole. Celui de Matamoros, don Antonio Moreno Diaz, est une des lumières du barreau de l'Andalousie. Son plaidoyer grave, énergique, incisif, s'élève rapidement à la hauteur des principes. Les mots sacrés d'Evangile, de liberté de conscience et de culte, retentissent plus d'une fois dans l'enceinte du prétoire. L'orateur trouve des accents d'une vraie éloquence, quand franchissant les limites du tribunal, il montre la France, l'Angleterre, l'Allemagne, attentives au procès de Grenade, et l'opinion de l'Europe civilisée glorifiant des accusés que la loi espagnole relègue au rang des malfaiteurs. Le président a plus d'une fois interrompu la défense avec une fureur mal déguisée. Il semblait n'être sur son siége que le premier accusateur. Un des accusés, Trigo, ayant déclaré qu'il n'était plus catholique : « Ah ! vous êtes protestant, s'est écrié le juge, eh bien ! vous apprendrez ce qu'il en coûte de l'être en Espagne ! » En assistant à cette étrange sortie, en entendant retentir sans cesse dans la bouche de l'avocat fiscal les mots d'hérétique et d'apostat, je me suis demandé si j'étais le jouet d'un mauvais rêve. J'ai cru assister à une scène de l'inquisition !

C'est aujourd'hui la seconde séance du tribunal. A mesure que les débats approchent du terme, l'intérêt pour les accusés devient plus vif. Il y a dans le cœur de tout homme, quand la passion ne l'égare pas, un instinct de justice que l'on ne blesse pas impunément. Le réquisitoire haineux de l'avocat fiscal, les violences du président qui méconnaît ce qu'il y a de plus sacré, le droit de la défense et la dignité du malheur, pour jeter l'invective et l'outrage aux accusés, ont produit une réaction universelle en leur faveur. La plaidoirie du défenseur de Trigo, jeune avocat plein d'âme et de talent, don Mariano Robledo, a excité des frémissements dans l'auditoire. Matamoros ne peut laisser échapper cette occasion solennelle de confesser sa foi devant ses compatriotes. La parole lui est accordée. Il se lève, et l'assemblée tout entière, comme par un mouvement électrique, se précipite en avant pour l'écouter. Cet élan de muette sympathie porte le trouble dans l'âme des juges. Quel témoignage pourrait égaler ici celui de Matamoros lui-même? « Mon attitude produisit « une véritable explosion. Le public ne respirait pas. L'alarme « était parmi les juges. On avait offensé le nom sacré du Christ, « avili le caractère de l'œuvre évangélique, usé de subterfuges « et de mensonges. Je ne pouvais ni ne voulais me taire. Je

« commençai à parler, mon cœur palpitait de joie. Ma voix « s'était affermie. Je battis en brèche les accusations du fiscal. « La voix du président voulut imposer silence à la mienne. Je « réclamai mon droit, et recommençai à parler, en renouvelant « mes protestations. Le président furieux, hors de lui, m'inter- « rompit encore, et abusant de son autorité, il déclara la séance « levée. Mais le public ne s'y méprit pas. Il savait que la dé- « fense n'était pas complète. On avait étouffé ma voix, ma pauvre « et sincère voix, le cri de mon âme! » Sous le coup de ces tristes interruptions, le courageux défenseur du Christ n'avait pas moins rendu témoignage à la vérité pour laquelle il était heureux de souffrir. Il avait noblement assumé sur lui seul la responsabilité des actes incriminés, se sacrifiant ainsi pour rendre possible la délivrance de ceux qui partageaient ses liens.

Le soir de ce même jour, dans la solitude de son cachot, il traçait les lignes suivantes tout empreintes de l'héroïsme du sacrifice : « Que la volonté du Seignenr s'accomplisse en tout à mon égard! Mourir, s'il le faut, pour la gloire de Jésus-Christ, quel plus heureux terme de ma carrière comme chrétien? Continuer à souffrir est ma consolation, le plus grand honneur qui puisse m'échoir en partage. Ma liberté n'est pas le sujet important. Ce qu'il y a d'important, d'indispensable, c'est le succès de l'œuvre évangélique.

« Les souffrances, les railleries, les travaux, les afflictions ou la mort aux galères, c'est la part du fidèle dans la passion du Christ. Quel plus grand bien pour moi? Ni les galères, ni les tribunaux, ni les rois, ni les hommes, ni la hauteur, ni la profondeur, ni aucune créature, ne peuvent me séparer de l'amour de Dieu. Que pourrais-je craindre avec cette assurance? Rien.

« Aux galères donc! aux galères, puisque le Seigneur m'y appelle pour accomplir sa divine volonté. Là aussi je prêcherai sa Parole. C'est dans ces lieux où tant d'infortunés meurent de la soif qui rend l'âme malade, qu'on a le plus besoin de l'eau vivifiante. »

La sentence du tribunal ne pouvait être rendue que huit jours après la clôture des débats. Je touchais à celui du départ. Le 24 avril, je retournai pour la dernière fois à la prison de l'Audience ou s'étaient écoulées, dans une intimité sainte, des heures que je me plais à compter parmi les meilleures de ma vie. J'assistai au culte domestique célébré par Matamoros. Près de lui je trouvai réunis sa pieuse mère dont j'avais partagé les anxiétés, Alhama, Trigo, ainsi que plusieurs membres de leurs familles. D'une voix douce et vibrante, il lut un chapitre de saint Paul aux Romains, où les promesses faites à la foi sont comme

l'invincible armure dont se revêt l'athlète chrétien. Je lus à mon tour quelques versets du Sermon sur la montagne appropriés à la situation des frères que j'allais quitter, et près desquels il me semblait que je laissais une part de moi-même. Oh! que l'Evangile me parut divin dans un tel lieu, en un tel jour! Quel sage eût trouvé ces paroles qui resplendissent dans l'affliction et s'illuminent dans un cachot : « Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils seront consolés! Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice, car le royaume des cieux est à eux! Vous serez heureux lorsqu'à cause de moi, on vous persécutera, on vous dira des injures et toute sorte de mal. Réjouissez-vous alors, et tressaillez de joie, car votre récompense sera grande dans les cieux! » Puis nos âmes se confondirent dans une dernière prière. J'allais partir... Matamoros m'accompagna jusqu'à la porte de la prison. Je le serrai une dernière fois dans mes bras. « Adieu, lui dis-je; peut-être au revoir sur la terre de France! — Non, me dit-il, avec l'expression rayonnante qu'il avait devant ses juges; à revoir là-haut, au ciel! »

Ici s'arrêtent mes souvenirs, et s'achève naturellement mon récit avec la mission que j'avais reçue de l'Alliance évangélique française. En franchissant les monts qui séparent Grenade de Malaga, pour prendre place sur le paquebot qui devait me conduire à Marseille, je me sentais douloureusement partagé entre la patrie que j'allais revoir, et les frères en deuil que je laissais derrière moi. Il a plu à Dieu d'abréger leur épreuve, et de convertir le bagne en exil. Comme aux jours de la Réformation, les cités de l'Helvétie ont accueilli les exilés, vu prier dans leurs temples, s'asseoir sur les bancs de leurs écoles, quelques-uns de ces confesseurs espagnols qui ont rendu leurs liens honorables dans le monde entier. Aux deux extrémités de la Péninsule, Gibraltar et Bayonne leur ont offert une chrétienne hospitalité. Puissent les portes de la patrie se rouvrir bientôt pour eux! L'Espagne a tout à gagner à répudier enfin le fatal esprit de Torquemada et de Philippe II, à réaliser dans l'ordre moral les progrès bien imparfaits encore dont elle est si fière dans l'ordre matériel. C'est un triste spectacle que celui d'une nation qui persécute sans croire! Mais l'intolérance n'est jamais plus près d'être vaincue que lorsqu'elle doute d'elle-même, et qu'elle frappe sans être bien sûre de la légitimité de ses coups. L'exemple de l'Italie n'est-il pas à cet égard une leçon? C'est à l'heure où la persécution sévissait en Toscane, où les Madiaï languissaient dans le cachot de Volterra, où le comte Guicciardini et le pasteur Geymonat étaient ignominieusement chassés de Florence, que se

préparaient dans les voies providentielles les révolutions qui devaient affranchir la péninsule italienne ouverte partout aujourd'hui (Rome exceptée!) à la libre prédication de l'Evangile. L'Espagne aura son jour, et si j'en crois le souffle, précurseur des tempêtes, qui s'élève au delà des Pyrénées, ce jour n'est pas loin. En tous cas, l'exemple de Matamoros et de ses compagnons de captivité ne peut être perdu. Dans ce monde si souvent ballotté entre l'injustice et le droit, entre l'oppression et les saintes révoltes de la conscience, il y a des souffrances fécondes, et de triomphantes défaites. La parole du Maître demeure toujours vraie : « Si le grain ne meurt, il ne porte aucun fruit. » Le jour où le tribunal de Grenade condamnait aux galères des hommes dont le seul crime était la confession de Jésus-Christ, quels étaient les triomphateurs ? Ah ! ce n'était pas le juge qui étouffait la voix des accusés, qui glorifiait sur son siége « la sainte intolérance, » loi de l'Espagne ! C'étaient ces courageux avocats, ces confesseurs obscurs, qui se serraient silencieusement la main au sortir du prétoire, et qui malgré les tristesses du présent, les obscurités de l'avenir, saluaient, à travers les barreaux d'une prison, l'aube de la liberté religieuse dans leur patrie !

JULES BONNET.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 avril.

Jugement d'ensemble sur la dernière crise électorale dans l'Eglise réformée de Paris. — Leçon à tirer de la mort de M. de Morny. — La discussion de l'Encyclique et de la convention du 15 *septembre au sénat. — Commencement de la discussion de l'adresse au corps législatif. — Le* 1er *volume de la* Vie de César. *— Le message de Lincoln. — Conférence de M. Hollard à la Sorbonne.*

La lutte ardente qui s'était engagée pour le renouvellement d'une portion du Conseil presbytéral de Paris s'est terminée par l'élection de M. Guizot qui a obtenu une majorité de neuf voix au second tour de scrutin. Ce succès fort minime doit-être mesuré à ce qu'il a coûté, aux efforts considérables du parti vaincu, aux passions de toute sorte mises en jeu par lui. Une grande illustration politique devient en pareille occurrence un obstacle plutôt qu'un appui; l'homme d'Etat qui l'a acquise dans un temps où la presse était libre, a grandi sous le feu croisé des attaques, il a été l'objet des discussions les plus vives. Il est donc très facile de jeter dans une lutte purement religieuse des souvenirs irritants. Peut-être le parti évangélique est-il trop descendu sur le terrain où l'attirait ses adversaires.

Au milieu de la considération générale, du respect universel qui entoure la noble et laborieuse retraite de M. Guizot, la question morale était entièrement dégagée dans le débat, car l'accusation d'avoir connivé par son silence et sa position aux persécutions des protestants dans le Midi en 1815 ne méritait pas d'être relevée. Qu'ajouter au témoignage de M. le pasteur Juillerat qui à cette époque avait poussé jusqu'à l'héroïsme le calme courage qui convenait à son rôle? Pour la partie active et militante de la carrière politique de M. Guizot il fallait se borner à dire qu'il y avait là une grande page de l'histoire du pays touchant à des sujets complexes, qu'on ne peut juger sommairement. Il ne fallait pas avoir l'air de compliquer le vote du 5 mars d'une approbation purement politique sur tel ou tel point qui peut diviser de bons esprits, surtout dans un moment où dans le camp libéral on est disposé à laisser les choses qui sont derrière nous pour marcher de concert vers l'avenir, et pour obtenir par des efforts combinés un retour sérieux aux libertés publiques. Nous

avons regretté par exemple que dans un document électoral signé des noms les plus honorables, on eût l'air d'accepter dans une certaine mesure la solidarité de l'opinion de M. Guizot, très loyale et très respectable en elle-même, sur l'opportunité de défendre le pouvoir temporel de la papauté comme une condition indispensable de la liberté religieuse au sein de l'Eglise catholique. Ce genre d'apologie a pu contribuer à diminuer la majorité. Certes une telle candidature se recommandait suffisamment au point de vue religieux, par l'éclat des services rendus à l'Eglise pendant ces dernières années et par le beau témoignage rendu récemment à l'Evangile devant l'Europe attentive. Nulles mains n'étaient plus dignes de tenir le drapeau du parti évangélique au dernier scrutin. Voilà le point de vue auquel il fallait se tenir en insistant moins qu'on ne l'a fait sur l'argument de l'illustration politique et littéraire. D'abord cette insistance est parfaitement inutile quand il s'agit de M. Guizot ; ensuite cela ne tranchait pas assez avec la note assez impertinente pour le protestantisme insérée dans le *Journal des Débats* du dimanche 5 mars, note qui insinuait que l'Eglise de la minorité était trop heureuse de se recommander d'un grand nom devant le pays, comme si une Eglise ne donnait pas toujours plus d'honneur à ses délégués qu'elle n'en recevait, à quelque hauteur de gloire qu'ils soient parvenus dans les lettres ou dans l'Etat. Ce n'est certes pas M. Guizot avec son large esprit qui nous démentirait. Ajoutons enfin que l'on a eu le tort dans quelques articles destinés à appuyer sa candidature, de sacrifier la grande question de principe, en posant comme règle la réélection de tous les membres sortants du Conseil presbytéral. C'est un ordre de considérations qui doit être écarté ; beaucoup d'électeurs se sont refusés à donner leurs voix à l'homme excellent et respecté dont le nom était sur les deux listes. Ils ont eu raison. Ce qui a fait la grandeur de la crise actuelle, c'est que la conscience chrétienne a parlé, c'est qu'elle a protesté contre le principe faux et désastreux que l'Eglise doit être l'association des contraires. Otez le motif de conscience et la lutte perd sa grandeur et son intérêt général. Mais la conscience est absolue et elle interdit toute mesure de politique ecclésiastique. Qu'on soit bien persuadé que rien dans une telle crise des âmes n'est plus imprudent que l'habileté ordinaire ou que ce qu'on appelle l'esprit de gouvernement.

La conscience chrétienne a-t-elle eu tort de s'alarmer en présence des prétentions du parti de l'Union libérale ? Toute illusion est impossible après ses actes et ses paroles aux dernières élections. Nous savons qu'il compte dans ses rangs plus d'un esprit généreux qu'abuse le beau nom de liberté ; nous savons aussi qu'il faut faire la part de l'exaltation passionnée de la lutte. Mais est-ce qu'un parti qui s'est appuyé non-seulement dans la presse, mais encore au scrutin, sur des hommes, parfaitement honorables sans doute, mais qui ont publiquement répudié non-seulement le christianisme, mais encore le théisme le plus élémentaire, des hommes

enfin qui ont traduit Strauss, est-ce qu'un tel parti n'a pas donné à entendre ce qu'il tolérerait dans l'Eglise s'il avait le pouvoir et ce qu'il veut en faire ? Est-ce que la négation du surnaturel ne devient pas de plus en plus son mot d'ordre ? Les ovations qu'il décernait le mois dernier dans le Midi, les livres qu'il loue, ses articles de journaux, ses brochures, tout ce qui émane de lui ne proclame-t-il pas avec éclat ce qu'il entend par le néo-christianisme qu'il préconise? Il est permis de se croire sincèrement attaché à une théologie libérale et fidèle à la cause du progrès, et cependant d'affirmer que cette prétention de faire de l'Eglise un pareil pandémonium est intolérable et révèle un effroyable désordre dans les esprits. Nous connaissons des réprésentants authentiques de la libre pensée qui sont de notre avis à cet égard. Il ne sert de rien de crier à l'intolérance, au retour de l'inquisition ; il suffit de la raison ordinaire pour trouver inouïe la prétention de transformer radicalement le christianisme dans les cadres même de l'Eglise chrétienne. Or jamais cette prétention ne s'était affichée avec plus de franchise qu'aux dernières élections. On nous a appliqué un mot bien dur dans le *Lien*, parce que nous avons exprimé un certain étonnement de voir une liberté si effrénée en ce qui concerne les faits constitutifs de l'Evangile éternel et une disposition si caractérisée à faire intervenir le pouvoir civil dans la détermination des conditions religieuses de l'électorat. Ce fait n'est pas isolé; le même parti repousse avec ensemble l'organisation synodale sans laquelle le dernier mot appartiendra toujours à l'Etat, et nous n'avons pas oublié le fameux projet de discipline émané de son sein où l'on proposait comme autorité supérieure dans l'Eglise une commission gouvernementale. Nous persistons à croire que pour ce qui concerne la fixation des conditions proprement religieuses de l'électorat l'Eglise est seule compétente, et que lui refuser cette compétence, c'est livrer à l'Etat ce qui ne lui appartient pas. Nous pouvons nous tromper, mais entre une erreur et une calomnie la différence est grande.

La situation de l'Eglise réformée de Paris demeure très grave après comme avant le vote du 5 mars. On conçoit la difficulté de gouverner avec une majorité aussi faible. Il faut pourtant marcher dans la ligne des principes pour lesquels on a combattu. La question du devoir prime toutes les autres. Mais que faire ? Le vice radical de la situation est dans la loi des élections. Tel est le corps électoral, tel sera le gouvernement de l'Eglise. Or nulle adhésion aux croyances évangéliques n'est reclamée de la part des électeurs; on a le suffrage universel sans condition, c'est à dire que les destinées de l'Eglise réformée se jouent à la loterie la plus hasardeuse qu'on puisse imaginer. Tant que la réforme n'aura pas porté sur ce point, rien ne sera acquis. Mais les conditions électorales se confondent avec les conditions d'entrée dans l'Eglise; la question électorale se confond avec la question du catéchuménat. Les Eglises dites de multitude, par où j'entends non pas celles qui s'ouvrent aux multitudes pour

les évangéliser, mais celles qui les introduisent indistinctement dans leur cadre, ne peuvent conserver une croyance déterminée que si elles sont instituées comme de véritables écoles avec un clergé directeur imposé de par la loi du pays. Faites descendre du ciel l'autorité ecclésiastique ou bien faites-la émaner du pouvoir civil si vous voulez échapper aux fluctuations des multitudes, mais du moment où c'est le peuple de l'Eglise qui nomme ses maîtres, il est le maître de ses maîtres : ce qui me paraît parfaitement raisonnable; à la condition qu'il soit bien le peuple de l'Eglise et qu'il se recrute par l'adhésion formelle aux croyances chrétiennes. Si la porte de l'Eglise s'ouvre à tout le monde indistinctement, c'est le monde qui y dominera dans un temps donné; on peut facilement calculer le moment où elle sera submergée. Il est donc certain pour nous que la notion des Eglises de multitude est en train de succomber pour les bons esprits qui veulent l'ordre par la liberté. Ils repoussent avec raison l'idée erronée de l'ancienne dissidence qui voulait des Eglises de convertis, — comme si l'homme pouvait lire dans le cœur de son frère, — mais ils demandent des Eglises de professants : ce qui est bien différent. Du moins ils sont d'accord pour demander des pasteurs professant le christianisme. Or ils savent que l'on n'aura de tels pasteurs que quand on aura un corps électoral professant lui-même la foi chrétienne. Le mandataire ne saurait être qu'à l'image de ceux qui lui confèrent son mandat sous peine de détruire le régime représentatif, le seul qui soit compatible avec les bases fondamentales du protestantisme évangélique.

Je sais toutes les difficultés d'une pareille réforme. Il ne faut pas moins l'essayer si on veut continuer sérieusement la lutte. Dans l'état de congrégationalisme absolu où est tombé l'Eglise réformée, pourquoi un consistoire ne tenterait-il pas de définir ce qui lui paraît le minimum indispensable de croyance pour être reçu membre de l'Eglise ? Attendre les synodes serait courir le risque d'attendre trop longtemps. Il faut s'arrêter dans la voie où l'on s'est engagé ou bien marcher en avant. Se contenter de telle ou telle mesure particulière comme de refuser un suffragant qui ne lit le symbole des apôtres que par complaisance, c'est ne rien faire d'efficace, c'est perpétuer ces agitations électorales qui ont leur grand péril religieux en nourrissant forcément l'esprit de parti, même sous le drapeau de la vérité chrétienne; c'est entretenir l'état le plus anormal pour une Eglise, car la lutte avec l'antichristianisme du dehors est assez grande pour n'avoir pas besoin de se compliquer d'une lutte intestine. Voilà donc selon nous l'objectif le plus prochain pour l'Eglise réformée. Nous ne serions pas sincère si nous ne disions pas qu'il ne nous paraît point possible de l'atteindre d'une manière satisfaisante dans les cadres existants. Il est bien difficile qu'une Eglise nationale soit une Eglise de professants. Que fera l'Etat des protestants de naissance qui ne seront pas professants ou du moins qui ne professeront pas la croyance évangélique ? Constituera-t-il

à leur profit un établissement salarié? Mais alors où s'arrêtera-t-il dans cette voie? Après la couleur tranchée, faudra-t-il reconnaître la nuance? Ce sera une difficile affaire pour le ministre des cultes ou pour le corps législatif de se livrer à un pareil travail; on reviendrait par un détour à l'Etat théologien. D'un autre côté la pure et simple exclusion d'une fraction importante du protestantime officiel par le pouvoir civil n'est pas possible; cela produirait un effet déplorable dans le pays. La liberté concilierait tout, pourvu qu'elle fût complète et que le pouvoir ne prît pas des mesures aussi étranges que celle par laquelle il a refusé à M. Coquerel fils le droit de faire des conférences publiques, mesures que nous déplorons plus que personne, car sur le terrain général de l'Etat toute atteinte à la libre expression de la pensée nous blesse et nous atteint.

Notre solution personnelle dans la question ecclésiastique est trop connue pour que nous y insistions davantage. Ceux même de nos amis qui ne la partagent pas y sont conduits par la marche providentielle des faits. Mais quelles que soient les idées spéciales sur ce grave problème, il importe que l'on sente dans les réprésentants de la foi évangélique une ferme décision de reconstituer l'Eglise, de faire chaque jour tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre ce but, de ne vouloir d'autre politique que celle de l'invariable fidélité à leur drapeau, de montrer enfin par toute leur attitude qu'ils savent que dans toutes les questions de devoir le dernier mot appartient à la conscience et que s'il est loisible au pouvoir civil de refuser ce qui est juste et nécessaire pour le bien de l'Eglise, celle-ci peut toujours le prendre et le conquérir à ses périls et risques. Supposons qu'on arrive à se convaincre que l'on ne peut obtenir aucune réforme désirable, que les synodes qui sont la condition indispensable de la reconstitution de l'Eglise sont ajournés aux calendes grecques, que l'on est réduit à se heurter sans cesse dans ses aspirations les plus légitimes contre un cadre inflexible, est-ce que pour cela on serait condamné à se débattre à jamais dans l'impuissance? Si la portion évangélique de l'Eglise se dit un jour : Il me faut mes synodes et on ne veut pas me les donner, pourquoi ne se les donnerait-elle pas? L'heure de cette grande réforme ne sonnera pas au ministère des cultes mais dans la conscience chrétienne; mais il est très important qu'on sache que ce dernier recours existe : sans quoi on userait en vain des années bien précieuses. Dirait-on par hasard que si par un motif de conscience la partie évangélique de l'Eglise réformée cessait un jour d'être concordataire en redevenant synodale elle répudierait la tradition des pères! Il serait étrange que ce qui fait le trait essentiel de son organisation fût subordonné à ce qui n'est qu'un accident dans son histoire, et que la loi de germinal an X l'emportât dans ses respects sur la belle constitution décrétée dans le synode de 1559 dont nous fêtions naguère l'anniversaire.

Qu'on ne s'y trompe pas d'ailleurs! Jamais on n'a ni fondé ni relevé

une Eglise sans lutte et sans souffrance. La noble Eglise réformée de France ne fera pas exception à cette loi de l'histoire; elle sera sauvée non pas administrativement mais douloureusement. Ce qui importe aujourd'hui c'est que sur elle comme sur tout notre protestantisme évangélique souffle un esprit de foi ardente, uni à une charité large et sympathique; que la conscience élève toujours plus haut sa grande voix; qu'au travers de nos débats souvent mesquins et amers retentisse une de ces paroles puissantes et saintes que les Jean-Baptiste apportent du désert où ils se sont retrempés! Quand Dieu nous aura rendu un christianisme vraiment apostolique, prêt à tout souffrir, — même la solitude et l'abandon momentané, — nous serons étonnés combien de nœuds inextricables seront promptement tranchés.

Voilà ce que j'avais à dire sur l'importante crise ecclésiastique dont l'une des phases vient de se clore. Je l'ai fait avec cette entière franchise qui convient seule aux temps si graves que nous traversons.

L'ouverture de la session législative a été attristée par la mort de M. de Morny. Il avait eu la bizarre destinée de prendre la plus grande part à la suppression violente du régime parlementaire au coup d'Etat et de concourir ensuite à sa résurrection partielle par la manière habile dont il présidait le corps législatif. Son élégante bonne grâce était une des influences prédominantes du monde officiel; on dit qu'il était de bon conseil et inclinait à un certain développement des libertés publiques, non certes par principe, — car il n'en pouvait être question après le rôle qu'il avait joué en décembre 1851, mais par tact politique. L'empire a perdu en lui un de ses plus utiles serviteurs. On cherche en vain quels sont les hommes nouveaux qui se forment pour remplacer ceux qui disparaissent tour à tour. N'y a-t-il pas là une invitation pour le pouvoir à partager la responsabilité du gouvernement avec le pays plus qu'il ne l'a fait jusqu'ici? Quand donc aura-t-on compris que la liberté sérieusement acceptée est une grande puissance conservatrice et qu'en son absence on forme d'excellents employés, des fonctionnaires modèles, mais pas d'hommes d'Etat éminents. Les talents politiques ne mûrissent pas en serre chaude. En rouvrant l'arène des débats législatifs le gouvernement a rouvert l'école où de tels talents peuvent se développer, comme on peut s'en convaincre par l'exemple de M. Rouher. Il les verrait se multiplier bien davantage s'il entrait dans une voie franchement libérale.

La discussion de l'adresse au sénat a offert cette année un vif intérêt. Après la convention du 15 septembre et l'encyclique, elle devait porter principalement sur les relations de l'Eglise et de l'Etat. Elle n'a pas jeté beaucoup de lumière sur la première question. M. le cardinal de Bonnechose et M. Larochejaquelein ont refait sur l'Italie le roman clérical pour lequel Mgr d'Orléans avait prodigué les teintes enflammées de son imagination. Ils ont représenté les Etats romains et napolitains sous l'ancien

régime comme un vrai paradis terrestre, non-seulement au point de vue des orangers et des citronniers, mais aussi à celui des institutions. Cette plaisanterie a paru manquer de gaieté dans la bouche de ces graves personnages. C'est tout ce qu'on en peut dire. Quand Mgr de Rouen a célébré avec effusion la tolérance touchante de la papauté pour les juifs de Rome, un sénateur a murmuré le nom du petit Mortara qui était dans tous les esprits, et cela a visiblement gâté l'effet de ces tableaux enchanteurs sur la douceur du régime romain si mal apprécié par ses ressortissants immédiats. On a trouvé singulière l'assertion du cardinal de Bonnechose que la question romaine avait été définitivement résolue depuis que trois cents évêques réunis dans la ville éternelle avaient proclamé tous ensemble que les Etats pontificaux avec leur ancienne frontière appartenaient à tout jamais au saint-père. Il n'y a qu'une petite difficulté à cette belle décision, c'est que les premiers intéressés y sont restés parfaitement étrangers. Ils doivent se contenter d'être libres et heureux... en peinture, c'est-à-dire dans les brillantes descriptions que nos évêques ultramontains font de leur félicité. La pensée qu'ils pourraient avoir quelque préférence et nourrir le désir assez naturel qu'on ne dispose pas d'eux-mêmes sans eux n'aborde pas les défenseurs du pouvoir temporel; ils traitent toute une population comme leur chose; ils décrètent qu'il est nécessaire à leur dogme qu'elle fasse exception au reste de l'humanité et qu'elle soit sacrifiée au sacerdoce. Comment concilier une pareille prétention avec la belle définition de la religion donnée par Mgr l'archevêque de Paris, quand il a dit qu'elle devait être justice et charité? Comment ce qui est la justice par excellence se fonderait-il sur une iniquité qu'aucun artifice de langage ne réussit à dissimuler? Tant pis pour le dogme qui en a besoin. Nous nous refusons à croire que l'Eglise catholique soit contrainte, pour subsister, de violer à tout jamais le droit d'un peuple, et nous pensons l'honorer davantage que ceux qui prétendent le contraire. Le parti ultramontain n'a pas réussi à obtenir la garantie du pouvoir temporel en tout état de cause; les organes du gouvernement se sont renfermés strictement dans la convention du 15 septembre. Rome est assurée contre les agressions du dehors, mais elle ne l'est pas contre elle-même; la France garde sa liberté d'action en face des éventualités de l'avenir. Chacun interprète cette liberté d'action dans son sens; pour nous, nous ne pouvons croire à une seconde intervention politique qui ferait de la convention du 15 septembre l'acte le plus déraisonnable. On voudrait espérer que, malgré l'obstination naturelle à un pouvoir qui se croit infaillible et qui a les chauds encouragements de notre haut clergé ultramontain, la conciliation est encore possible entre la papauté et l'Italie sur le terrain de la liberté religieuse.

Que parlons-nous de la liberté religieuse? Ne sait-on pas ce qu'on en pense et ce qu'en dit l'encyclique? Le langage de ses apologistes au sénat nous confond plus encore que la brochure de l'évêque d'Orléans, parce

qu'ils osent soutenir qu'elle est conciliable avec la société moderne, après les commentaires officiels qui lui ont été donnés. S'imagine-t-on que nous n'avons pas lu la lettre adressée de Rome à l'empereur Maximilien, où nous lisons des déclarations comme celle-ci : « Pour qu'un concordat soit possible, il faut avant tout que la religion catholique, à l'exclusion de tout autre culte dissident, continue à être la gloire et le soutien de la nation mexicaine ; que personne n'obtienne la faculté d'enseigner ou de publier des maximes fausses et subversives ; que l'enseignement, soit public ou privé, soit dirigé et surveillé par l'autorité ecclésiastique. » S'imagine-t-on que l'avertissement sacré pour la célébration du jubilé n'a pas franchi l'enceinte de Saint-Pierre. Tout le monde sait qu'il signale parmi les plus mortelles erreurs « la funeste liberté de conscience et des cultes comme un droit de tout homme qui peut être sanctionné par la loi. » Et l'on vient après cela nous dire à la face du pays que l'encyclique respecte le droit de la conscience et ne maudit pas la liberté moderne. C'est un spectacle affligeant et funeste pour la religion que de voir des évêques se donner tant de peine pour détourner les mots de leur sens naturel et pour faire violence aux textes les plus précis !

Nous avons appris avec tristesse par les curieuses révélations de M. Rouland que le Syllabus du 8 décembre est une œuvre française et qu'il a été élaboré par Mgr Gerbet, l'ancien disciple de Lamennais ; l'inspiration qui a poussé le saint-père à cet acte si grave lui est venue non du ciel mais de Perpignan. Cela donne la mesure de l'esprit qui règne dans notre haut clergé, sauf une ou deux exceptions. Les discours de MM. Rouland et Bonjean ne laissent aucune illusion sur les progrès effrayants de la tendance ultramontaine[1]. On a retrouvé dans les deux orateurs la vigueur incisive des vieux parlementaires, mais aussi leur étroitesse gallicane. M. le procureur général Dupin n'a pas dû beaucoup regretter son absence du sénat ; ses maximes favorites ont été développées avec un talent presque égal au sien. Nous ne saurions mieux faire pour apprécier tout ce débat que de citer les spirituelles réflexions de M. John Lemoine dans le journal des *Débats*.

« La séparation, et par conséquent l'indépendance de l'Eglise et de l'Etat, du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, constitue à nos yeux le principe fondamental de la Révolution française, celui dont la réalisation sera le fait capital de notre temps...

« Cette séparation est désormais la seule ressource, non-seulement de la liberté de la conscience, mais aussi de la liberté de l'Eglise ou des Eglises. Si nous avions besoin de nouvelles raisons pour fortifier à cet égard une conviction que nous avons exprimée

[1] L'auteur inconnu, qui avait écrit déjà le *Maudit* et la *Religieuse* pour combattre l'ultramontanisme, vient de publier un troisième ouvrage intitulé *le Jésuite*. Ce n'est qu'un mauvais roman qui, au lieu de renseignements précis, ne renferme que les allégations que tout le monde connaît, mêlées à un récit long, diffus, sans style et d'une moralité plus que douteuse. L'auteur dit que c'est pour propager ses idées par une forme attrayante qu'il écrit des romans au lieu de publier des livres comme ceux de Pascal et de Montesquieu. Sa conscience peut être tranquille ; ses romans sont ennuyeux et nuisent à ses idées ; qu'il se rabatte sur les chefs d'œuvre dont il nous prive.

déjà bien des fois, nous les puiserions dans la controverse à laquelle nous assistons depuis plusieurs jours. Il est impossible de lire les discussions du sénat sur les relations de l'Eglise et de l'Etat sans un véritable sentiment de tristesse et d'amertume. Tout marche, tout progresse, tout s'améliore et se renouvelle autour de nous dans l'ordre matériel, dans l'ordre scientifique, dans l'ordre économique. La science étonne le monde par ses inventions; la grande voirie prospère, et, « en rapprochant les dis- « tances, multiplie les communications; » le sucre et le coton, les ballots de marchandises ne connaissent plus de frontières et se meuvent librement; il n'y a que l'ordre moral qui soit de plus en plus asservi; il n'y a que le domaine de l'esprit et de la conscience qui soit de plus en plus restreint et circonscrit.

« Ainsi pour toute conclusion au principal discours, nous allions dire au principal réquisitoire prononcé dans ce débat au nom du pouvoir civil, au nom de l'Etat, que trouvons-nous? un nouvel appel à la législation; la provocation d'une nouvelle loi. Miséricorde! encore des lois! Voilà une quinzaine de jours que les organes officiels des deux pouvoirs se livrent bataille à coups de citations latines et françaises; légistes et économistes se jettent respectivement à la tête des parchemins qui sentent le moisi, et ils ne voient d'autre moyen de sortir de cette inextricable confusion de textes que d'y superposer des textes nouveaux. En vérité, il est décourageant de voir à quel point l'esprit public du pays, tel du moins qu'il s'exprime dans les régions officielles, est étranger non-seulement aux plus simples notions, mais au sentiment même de la liberté. La seule question qui soit posée et débattue avec acharnement de part et d'autre, c'est de savoir qui sera le maître et qui sera l'esclave; on ne se dispute que la domination. D'un côté, nous voyons les légistes qui ne demandent qu'à mettre sur les prêtres la main de Guillaume de Nogaret, et des généraux qui n'interrompent que pour dire : « Chassez- « les et que cela finisse! » De l'autre, nous avons des cardinaux qui parlent comme les généraux, et qui disent : « Mon clergé est un régiment, il doit marcher, et il marche. » Dans cet ordre de choses purement militaire, nous cherchons vainement la part de la liberté, et nous ne trouvons de place pour elle qu'entre l'enclume et le marteau. »

M. Henri Martin, dans sa récente brochure sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, conclut comme M. John Lémoine :

« Nous ne sommes plus, dit-il, en 1802. Plus de palliatifs, les grands remèdes! La société moderne ne veut, ne peut, ni ne doit se soumettre. Elle ne peut, ni ne veut, ni ne doit répondre par la violence. Elle ne doit point adopter la formule : L'Eglise libre dans l'Etat libre, ce qui impliquerait que l'Etat reconnaît l'Eglise comme un corps officiel dans un autre corps : elle ne doit connaître l'Eglise, ou plutôt les Eglises, que comme de libres associations privées dont l'autorité sociale n'a lieu de se préoccuper qu'au point de vue de l'ordre public et de la morale publique. Le pape réclame la liberté pour lui et la soumission pour tout le reste; nous demandons la liberté pour le pape comme pour nous, comme pour tous, sans autre réserve que celle que commande la nature des choses, à savoir que la liberté de l'un ne dégénère pas en attentat contre la liberté de l'autre. La réponse de la société française à la papauté doit se résumer en deux mots : *la liberté des cultes comme en Amérique*. Puisse venir bientôt ce régime de la vraie liberté religieuse, où le gouvernement n'aura plus à s'occuper des bulles de Rome, où les équivoques seront dissipées, le chaos débrouillé, où les âmes ne flotteront plus entre l'indifférence et l'habitude, et où les hommes, rendus à la sérieuse préoccupation des grands intérêts qui ne passent pas, seront groupés librement et activement selon leurs croyances. »

Nous signalerons enfin la conclusion du 1er article que M. Yung a bien voulu consacrer, dans le *Journal des Débats* du 26 mars, à notre *Histoire des relations de l'Eglise et de l'Etat sous la Révolution française* :

« Nous retournons, dit-il, malgré le concordat ou peut-être à cause du concordat, aux divisions du moyen âge. Les ultramontains sont des guelfes qui rêvent la prédominance de l'Eglise sur l'Etat, et il y a encore des gibelins qui réclament la prédominance de l'Etat sur l'Eglise. Sur le tombeau du gallicanisme enterré par l'Eglise, embaumé par le conseil d'Etat, qui ne saurait le ressusciter, que reste-t-il? Ce qui reste, c'est l'incompatibilité de l'Eglise et de l'Etat, qui nous mène bon gré mal gré à la séparation. »

Des publications semblables nous consolent des dédains manifestés au sénat pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il est fâcheux sans doute pour ce système d'avoir été condamné par M. Thuillier, mais l'approbation de M. de Cavour ne laisse pas que d'être un dédommagement. Le ju-

gement sévère porté par M. l'archevêque de Paris sur le régime des Etats-Unis nous inspire quelques regrets, mais ils sont singulièrement tempérés par la conviction que Monseigneur a parlé de ce qu'il ignorait; la magnifique expérience de ce que peut la pleine liberté des âmes pour le développement du zèle et le maintien de la paix religieuse ne s'en poursuit pas moins avec éclat, quoi qu'il en pense. Laissons donc les partisans enthousiastes des concordats nous raconter une fois de plus la fameuse légende des autels relevés par le premier consul ; nous relirons ses lettres intimes et nous saurons que penser de ce grand restaurateur de la religion. Laissons ces admirateurs d'une religion civile et bien réglée parler incessamment du concordat de 1802 en passant prudemment sous silence le concordat de 1813 qui en fut la conséquence naturelle. Laissons-les tenter une réconciliation chimérique entre l'Eglise et le pouvoir civil se heurtant dans les mêmes cadres administratifs. Nous les abandonnons aux leçons amères que leur réserve une expérience prochaine. Que de fois n'a-t-on pas proclamé éternelles des institutions qui étaient déjà minées! Quand les dernières assemblées du clergé de France déclaraient à la fin du dernier siècle qu'il n'était pas possible de toucher à l'établissement ecclésiastique de l'ancien régime, personne ne se doutait du peu de temps qu'il faudrait pour renverser l'édifice. De nos jours, ce qui doit mourir va vite.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la discussion de l'adresse a commencé au corps législatif avec une grande animation. Le fait le plus important a été le fractionnement de l'opposition. M. Emile Ollivier a marqué sa position nouvelle dans un discours où l'on a retrouvé son incontestable talent, mais dont les conclusions contradictoires laissent une large place à l'équivoque. Il nous est impossible de comprendre comment on peut réclamer les libertés publiques d'une part, et de l'autre voter la pâle adresse qui consent à ce qu'on les traite d'utopies. M. Ollivier déclare que dans son intention son vote est un encouragement au gouvernement. Il ne saurait être qu'un encouragement à persévérer dans la ligne que lui trace le projet d'adresse. Ce qui nous paraît impardonnable dans le discours de M. Ollivier, c'est la prétention de représenter seul le libéralisme constitutionnel, et d'accuser indirectement l'opposition dont il a fait si longtemps partie, de n'être qu'une faction déloyale se jouant des serments prêtés. Il n'était pas nécessaire de compliquer, par de tels procédés, l'évolution qu'opère M. Ollivier à cette heure. L'admirable, le merveilleux discours de M. Thiers a relevé l'honneur du libéralisme dans la seconde séance. Certes, nous pensons autrement que l'illustre orateur sur bien des points, en particulier sur la question d'Italie, sur celle des concordats, et sur les bienfaits de la centralisation. Mais qui lui est comparable quand il s'agit de revendiquer ce qu'il appelle si bien les libertés nécessaires? Au point de vue de l'art, son discours est une de ces rares perfections où l'harmonie est complète entre le fond et la forme.

C'est un chef-d'œuvre de simplicité, de souplesse, de vigueur, de logique serrée, sans aucune roideur, avec cette éblouissante clarté qui a sa chaleur naturelle et pénétrante. C'est avec une reconnaissante émotion que l'on voit l'illustre vétéran monter sur la brèche, plus jeune que les plus jeunes, pour y déployer son drapeau, que nous voudrions plus ample, mais qui, tel qu'il est, n'en abrite pas moins dans ses plis les libertés les plus nécessaires et qui nous sont le plus contestées. Il est facile de s'en convaincre en lisant la réplique acerbe de M. Thuillier. Cet orateur ne trouve le talent que dans l'invective, et il nous semble bien plus dangereux à ce qu'il défend qu'à ce qu'il attaque. Un homme de gouvernement habile ne ferme pas à ce point toutes les issues à la conciliation. On peut savoir d'avance ce que sera le débat sur la convention de septembre. Nous regrettons de la voir attaquée en elle-même. Je conçois toutes les réserves à l'égard de la politique de surprise qui tranche les plus graves questions sans le concours du pays. Mais il faudrait prendre garde de n'être pas moins libéral que le gouvernement dans la politique étrangère, et de ne pas refuser aux Romains ces libertés publiques que l'on revendique à si bon droit pour les Français. On ne peut tout ensemble combattre énergiquement notre injustifiable intervention au Mexique et demander que nos soldats campent sur le sol italien. C'est du reste ce qu'a parfaitement compris une fraction importante de l'opposition, dans l'amendement qu'elle a présenté sur les affaires ecclésiastiques; nous lui reprocherons d'être trop timide et de ne pas poser nettement devant le pays la grande question de principe. Les esprits sont mûrs sinon pour l'appliquer au moins pour la comprendre.

La publication du premier volume de la *Vie de César* a été un grand événement littéraire, peut-être surtout parce que l'ouvrage touche plus à la politique qu'à la littérature. Nous laissons à celui de nos collaborateurs qui a bien voulu se charger de la critique raisonnée et approfondie du livre le soin d'apprécier sa valeur historique. Nous n'avons pas à revenir sur ce qui a été dit ici même à l'occasion de la préface. Constatons simplement que le premier volume de la *Vie de César* est d'un bout à l'autre le développement de la thèse formulée dans l'introduction. Ecrit dans une langue précise et froide, sans employer jamais le mot qui peint et en évitant également le mot qui choque, ce livre nous déroule, au travers d'une érudition incontestable, une sorte de géométrie historique, où il n'y a pas plus de couleur et de passion apparente que s'il s'agissait uniquement des triangles ou des sphères. La Providence, dans le cours de l'ouvrage, s'appelle tout simplement le destin. Les institutions et les hommes s'élèvent ou s'abaissent selon une loi fatale à laquelle nul ne saurait résister. Tout dépend de leur utilité du moment pour la société. Voilà la règle par laquelle il faut les juger. Cela nous met beaucoup au-dessus de la vulgaire catégorie du bien et du mal; il faut s'élever à celle de la grande

utilité sociale. Droits, principes, engagements sacrés, tout fléchit et doit fléchir devant une raison semblable. Ce qui est coupable, ce n'est pas l'illégalité en soi, c'est l'illégalité maladroite qui va en sens contraire de la cause destinée à triompher, mais rien de plus admirable que de renverser l'ordre légal tout entier pour rendre la paix à la société. « On peut légitimement violer la légalité, lisons-nous à la page 333, lorsque la société courant à sa perte, un remède héroïque est indispensable pour la sauver. » Cicéron est blâmé d'avoir dépassé ses pouvoirs en faisant condamner à mort les complices de Catilina, mais César ne mérite que nos hommages pour avoir franchi le Rubicon et mis fin à la république. On le voit, c'est la théorie du salut public élevée à la hauteur d'une philosophie de l'histoire. Je la trouve plus funeste sous cette forme grave que dans le tumulte des révolutions. La justification d'un acte illégitime le transforme en principe de conduite, en maxime générale. Il n'y a plus alors de recours contre le succès. Si la morale éternelle ne plane pas au-dessus des jeux de la force et du hasard, il n'y a plus nulle part de refuge pour les nobles cœurs qui ne sauraient appeler le mal bien. Si les hommes religieux laissaient passer sans protester de telles théories, si les gardiens du feu sacré travaillaient eux aussi à l'éteindre, alors nous serions dignes, non-seulement de comprendre et d'admirer la décadence romaine, mais encore de la recommencer avec toutes les abjections auxquelles elle a conduit le monde. Ne manquons pas à la majesté de la vérité morale! Quand cette souveraineté-là aura disparu tout à fait, on pourra dire à bon droit : C'est la fin de tout! *Finis Poloniæ!*

L'impérial auteur, dans la portion si intéressante de son livre qu'il consacre aux débuts de César, nous a fourni les moyens d'interpréter autrement que lui ce qu'il appelle la loi du destin. Après tout, cette fatalité qui conduisait Rome à la servitude, c'était elle-même qui l'avait préparée par l'abandon des vieilles mœurs, par la corruption effrénée qui la rongeait et les insatiables désirs qu'il lui fallait satisfaire. L'empire des Césars est né de cette dissolution; ce fut son vice originel et c'est ce qui le perdit. Voilà pourquoi, sans faire le roman de la république romaine, tout en reconnaissant ses vices et ses implacables duretés, nous regardons sa disparition comme un malheur et un châtiment pour Rome. Qu'on veuille bien remarquer que son prétendu sauveur représentait toutes ses corruptions avec le génie de plus, et qu'il n'a fait que préparer le régime où elles allaient grandir sans mesure. Comment oublier la fameuse séance du sénat, où il se révéla tout entier à l'occasion du complot de Catilina, dont il nous semble bien difficile de le disculper? Ce futur usurpateur, qui était souverain pontife, nia ouvertement l'immortalité de l'âme et les dieux, tandis que Caton les invoqua avec une émotion sincère. On vit alors apparaître cette intelligence secrète qui existe toujours, d'après la belle parole de Benjamin Constant, entre l'impiété et la tyrannie. Pour moi, je n'hésite pas un instant. Malgré tout ce qu'on peut dire, je suis

du parti de Caton et de Cicéron contre celui de César; la conscience humaine en est aussi. Où en serions-nous s'il fallait l'attacher au char de triomphe des forts qui réussissent? Ce char peut essayer de l'écraser sous ses roues, mais il ne l'enchaînera pas. Les hommes qui au temps des Césars se refusaient à acclamer les Messies de la violence et de l'injustice, ont sauvé l'honneur de l'âme humaine. Ces retardaires ont été en définitive les hommes de l'avenir et de vrais prophètes, car il ne se peut que la morale éternelle, qui est Dieu même, n'ait pas sa sanction dans l'histoire. Après le destin qui élève vient le destin qui abaisse et qui châtie. Ce sont les peuples eux-mêmes qui écrivent tous les jours par leurs actes leurs livres sibyllins. On n'a pour s'en convaincre qu'à considérer ce qui se passe en Amérique. L'esclavage semblait une fatalité inexorable pour la grande république; il ne l'a été que par sa faute et tant qu'elle a sanctionné ce crime abominable. On voit aujourd'hui comme elle secoue cette prétendue fatalité. C'est que la conscience s'est réveillée. Qui méconnaîtrait son noble langage dans le dernier message de M. Lincoln : « Espérons ardemment, y lisons-nous, prions avec ferveur pour que le fléau de la guerre puisse bientôt cesser. Mais si la volonté de Dieu est que la guerre continue jusqu'à ce que les richesses amassées par le travail sans récompense des esclaves pendant deux cent cinquante années aient été anéanties et jusqu'à ce que chaque goutte de sang arrachée par le fouet ait été répandue par le glaive, nous n'en devons pas moins dire que les jugements du Seigneur sont justes et vrais. » Certes, un grand peuple qui se repent est un grand peuple qui se relève. Le repentir n'est-il pas la plus noble attestation de la liberté morale, et ne nous affranchit-elle pas en définitive de la mauvaise destinée dont nos fautes ont ourdi la trame? De grands citoyens comme Lincoln, héros sans phrase du parti du droit, de la justice et de la liberté, voilà les hommes vraiment providentiels. Ceux-là laissent vraiment après eux les passions apaisées et les questions résolues, et il se trouve qu'ils ont en leur faveur la sanction du succès dont ils savent pourtant se passer. « Cherchez la justice et toutes choses vous seront données par-dessus. » Nous en appelons à la marche triomphante de Sherman.

La grande cause de l'abolitionisme éveille toujours davantage les sympathies publiques en France. Nous en avons eu une preuve éclatante l'autre jour dans les applaudissements chaleureux qui ont accueilli la belle conférence de M. le professeur Hollard à la Sorbonne, sur l'unité de l'espèce humaine. Nous venons d'apprendre avec une vive satisfaction que l'Académie des sciences morales vient de désigner M. Ernest Naville comme son correspondant. C'est un hommage à ce que le spiritualisme chrétien a de plus élevé et de plus décidé. EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

ÉTUDES RELIGIEUSES

CHANNING EN FACE DE LA NOUVELLE ÉCOLE THÉOLOGIQUE [1]

« Any speculations which throw mists or doubts over the history of Christ, and diminish the conviction of his grandeur and importance are poor and must come to naught. »
(Channing, *Letter to miss Peabody*, 1841.)

I.

Personne n'ignore la force qu'acquièrent, à nos propres yeux, nos opinions et nos croyances, lorsqu'elles sont appuyées de l'autorité de quelques noms universellement respectés ou consacrés par le temps. Cette vérité se trouve confirmée à chaque page de l'histoire religieuse : toutes les sectes chrétiennes ont cherché à s'appuyer de l'opinion des Pères ou d'autres personnages vénérés dans l'Eglise, et, de nos jours même, il serait difficile de contester tout le prestige et toute la force que le catholicisme emprunte encore parmi nous des noms de Bossuet, de Pascal et de Fénelon.

Cette sorte de témoignage ou de preuve a sans doute une valeur très réelle et que nous n'avons garde de contester; mais il faut dire aussi qu'elle s'accommode merveilleusement avec notre paresse et notre légèreté. Une citation d'un écrivain illustre et autorisé manque rarement son effet : le public ne prend pas la peine de s'enquérir si elle est plus ou moins exacte, si elle est convenable à la circonstance, applicable à un point de vue général ou seulement à un cas spécial ou particulier, et pour peu qu'elle concorde avec l'idée courante et dont il est imbu lui-même, il s'en contente et l'accepte comme un irréfutable argument. Il n'existe aucun orateur politique ou prédicateur de la chaire, qui ne sache

[1] L'intérêt de cet article, dans les circonstances actuelles, n'échappera à aucun de nos lecteurs. Il permet de mesurer la distance qui sépare la gauche théologique de l'homme excellent dont elle avait autrefois bien souvent invoqué le nom. Nous n'en persistons pas moins à croire que la tendance de Channing ne faisait pas la part suffisante à la gravité de la chute, à la grandeur de l'œuvre rédemptrice et à l'éternelle divinité de Jésus-Christ. C'est sous cette réserve que nous applaudissons aux belles paroles chrétiennes citées par notre éminent collaborateur, et qui prouvent qu'entre notre gauche théologique et Channing il y a un abîme. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer davantage sur quels points notre tendance se distingue de l'illustre unitaire. (*Réd.*)

parfaitement cela et qui ne s'empresse de mettre ses opinions, souvent les plus excentriques, sous le couvert d'un grand nom. La plupart des penseurs qui essayent de fonder parmi nous une nouvelle Eglise ou plutôt une nouvelle école théologique, font à cet égard comme leurs devanciers et invoquent fréquemment à l'appui de leurs doctrines les noms de quelques hommes qui sont au nombre des plus glorieux défenseurs du spiritualisme chrétien, ceux de Newton, de Samuel Clarke, et, plus près de nous, de Vincent et de Channing. Obligé de me restreindre, je n'entreprendrai pas la réfutation complète d'assertions si téméraires aux yeux de quiconque se place à un point de vue général et dominant. Un seul exemple suffira et je m'arrêterai de préférence sur Channing, dont le nom est plus particulièrement cité et invoqué par quelques-uns des maîtres de la nouvelle école ou par leurs disciples à l'appui de leurs opinions.

Un jour peut-être, si Dieu m'accorde le temps et la force nécessaires, je dirai ce qu'a été comme chrétien et réformateur cet homme extraordinaire en qui furent alliées et réunies, au degré le plus rare, la justesse de l'esprit, la puissance de la réflexion, la délicatesse du sens moral, l'ardeur de la charité et l'enthousiasme de la foi, et qui, apprécié, parmi nous, dans des ouvrages estimables mais trop incomplets, est beaucoup plus connu en France au point de vue humanitaire et social qu'au point de vue théologique et religieux.

Je me bornerai aujourd'hui à marquer toute la distance qu'il y a sur les points tout à fait capitaux entre le christianisme de Channing et celui de l'école nouvelle. Je m'abstiendrai avec soin de tout commentaire blessant ou hasardé sur l'esprit ou les tendances personnelles des chefs les plus accrédités de cette école, et pour esquisser quelques traits caractéristiques de leur théologie, je ferai particulièrement usage du Manuel d'instruction religieuse de M. Albert Réville, non comme étant, à mes yeux, l'expression complète des idées de l'auteur et de ses amis, mais comme étant donné par eux pour un résumé de leurs croyances et généralement admis pour le catéchisme de l'école.

Channing, sans doute, est d'accord avec eux comme il l'est avec beaucoup d'hommes d'une piété éclairée dans toutes les communions chrétiennes, pour reconnaître les droits imprescriptibles de la conscience et de la raison dans le domaine de la théologie, et la nécessité de recourir au libre examen, soit en étudiant et en interprétant les livres sacrés, soit en essayant de dégager la vérité de beaucoup d'erreurs dans les formulaires adoptés comme règle de la foi pour les diverses Eglises. Son langage à cet égard n'est pas moins précis qu'énergique.

« Le christianisme, dit-il, a été corrompu, étrangement défiguré dans la longue suite des siècles. — Admettre qu'il a été entièrement purifié par nos réformateurs et dégagé par eux de tout mélange des doctrines humaines et des opinions fausses qui l'ont obscurci, ce serait supposer qu'ils ont été éclairés par une lumière spirituelle aussi brillante et pure que celle qui éclaira et inspira les apôtres. Non, le christianisme n'a pas été aussi complétement épuré au seizième siècle. Personne ne professe aujourd'hui cette religion dans sa pureté première, et son avenir, selon moi, repose tout entier sur le pieux courage des hommes qui, sans se laisser enchaîner par aucune doctrine d'autorité purement humaine, s'adonneront d'un cœur dévoué et résolu à étudier la sainte Parole dans ses vrais rapports avec les œuvres et avec la providence du Créateur. »

Channing insiste avec force sur la nécessité de mettre notre foi en harmonie avec les meilleures inspirations de notre sens moral et de notre raison. « N'oublions jamais, dit-il, dans un de ses plus remarquables discours[1], que notre nature intellectuelle et morale est le plus grand don que nous ayons reçu de Dieu, et sachons bien qu'aucune doctrine qui tendrait à l'avilir ne peut provenir de la même source. La fin principale de notre être est d'accroître en nous un don si précieux; la révélation est le moyen qui nous est offert pour atteindre ce but, et Dieu l'a destinée à concourir avec l'aide de la nature, de la Providence et du Saint-Esprit, à amener graduellement notre raison à un état de perfection. Je me glorifie dans le christianisme parce qu'il agrandit, fortifie et exalte ma nature rationnelle et spirituelle. Je lui sacrifierais mes biens, ma réputation, ma vie; mais je ne dois à aucune religion le sacrifice de cette intelligence qui m'élève au-dessus de la brute et par laquelle je suis homme. Je ne puis concevoir un plus grand sacrilége que d'avilir ou d'abdiquer cette faculté supérieure dont la source est en Dieu. Non, le christianisme n'est pas en guerre avec la raison, il ne fait qu'un avec elle; il nous est donné pour la guider et la fortifier, et j'entends par RAISON la puissance intelligente de l'homme résolûment et sincèrement exercée à l'effet d'accroître en lui la lumière et la vertu. »

Channing a dit plus loin : « Il y a eu des temps où le christianisme défiguré par d'absurdes doctrines conservait néanmoins, par la foi, son empire sur les cœurs. Les hommes n'avaient pas encore appris à penser; ils ne s'enquéraient point de ce qu'ils

[1] *Christianity a rational religion. Œuvres populaires de Channing*, t. II, p. 62 et suivantes.

croyaient et substituaient, dans l'opération de la foi, l'intelligence des prêtres à leur propre intelligence. Ces temps sont passés : l'esprit de liberté soumet aujourd'hui le christianisme à un examen de plus en plus rigoureux, et si la religion ne peut se montrer en harmonie avec la conscience et la raison aux yeux des hommes qui réfléchissent avec calme et sagesse, elle ne peut subsister.... Ma conviction la plus profonde est que le christianisme est la raison même dans sa forme la plus parfaite, et c'est pourquoi j'insiste avec force pour qu'il soit dégagé de toutes les doctrines qui l'ont corrompu... Je ne rougis pas de me dire chrétien : ma religion satisfait aux besoins de mon intelligence et de mon cœur ; je n'ai pas honte de l'Evangile ; je le vois glorifié par l'insanité des théories et des systèmes destinés à le détruire, et je marche à la suite de Jésus parce qu'il est éminemment et par-dessus tout LA LUMIÈRE[1]. »

II.

J'ai multiplié les citations, ayant à cœur de bien établir qu'en ce qui touche l'opportunité de mettre en suffisant accord aujourd'hui la foi religieuse avec les lumières de la conscience et de la raison, les novateurs modernes n'ont point protesté avec plus de force que Channing, ni donné des arguments plus éloquents et plus décisifs.

La nouvelle école arrive cependant avec ce principe à des conclusions très différentes de celles de Channing sur les plus grandes questions de la théologie chrétienne, touchant Dieu et son mode d'action sur l'homme et l'univers, touchant Jésus-Christ, sa nature, sa mission et ses œuvres, touchant enfin la Bible, son inspiration et son autorité. Sur tous ces points qu'on peut résumer en ceux-ci : Dieu et l'homme, Jésus-Christ et les Ecritures, les principes formulés par la nouvelle école, moins neufs, moins originaux pour le fond même que pour la forme, peuvent néanmoins être considérés comme ses traits propres et caractéristiques. Nous examinerons successivement ces questions dans l'ordre naturel où elles se présentent.

« Dieu, dit M. Réville, est l'absolu adorable ou l'absolu objet de notre adoration et des sentiments religieux qu'elle résume et exprime. Etant absolu, c'est-à-dire infini et parfait, Dieu ne peut être compris ni défini par l'homme : notre raison *finie* ne pouvant embrasser ni circonscrire l'*infini*[2]... L'univers dépend

[1] *Œuvres populaires de Channing*, t. II, p. 98.
[2] *Manuel d'instruction religieuse*, p. 176.

entièrement de Dieu et il n'existe, dans son ensemble et dans ses détails, que parce qu'il a Dieu pour cause *première* et *permanente*... Dieu est *créateur*, il est aussi intérieur aux choses, il pénètre tout de sa présence et de son activité : Dieu est *présent partout*... Dieu est aussi *immanent* aux choses, et la vérité religieuse unit, pour le définir, ce qu'il y a de vrai dans le système des déistes et dans celui des panthéistes[1]. » M. Réville rejette à la fois l'erreur du premier système qui, après avoir reconnu la personnalité de Dieu, le sépare du monde, et celle du second qui les confond l'un et l'autre et voile ainsi « la face du *Dieu vivant*. » Dieu, dans le langage de l'école, est tout ensemble conscient, personnel et intérieur aux choses, mêlé au monde matériel et spirituel qu'il pénètre de sa toute-présence et de son activité continue, et « si notre âme enfin était créatrice et maîtresse absolue de notre corps comme Dieu l'est de l'univers, on pourrait dire que Dieu est l'*âme de l'univers*[2]. » Celui-ci est la manifestation de Dieu; les lois de la nature sont les manifestations particulières de la volonté générale de Dieu, elles ont un caractère d'*immutabilité* et de *nécessité* : elles sont l'épanouissement de sa pensée éternelle. Dieu NE PEUT les changer ni les modifier, elles sont IMMUABLES comme lui-même[3].

Si, de la définition de Dieu, nous passons à celle de l'homme, nous reconnaissons que la nouvelle théologie supprime toute idée d'une *chute* antérieure par laquelle l'homme se trouve constitué, à sa naissance, soit en état de péché, soit avec une très forte propension au mal; elle nous montre l'homme d'abord simple animal, assujetti au péché par la loi même de son organisation toute matérielle, incapable, non par sa faute, mais par la nature même qu'il a reçue de son Créateur, de faire aucun bien. Toutefois, M. Réville et son école nous font voir aussi l'homme susceptible de se laisser pénétrer de l'esprit de Dieu, lequel, à l'aide du développement intime et graduel qui se fait en nous de la conscience et de la pensée, transforme *nécessairement*, avec plus ou moins d'efforts, de temps et de souffrance, notre nature animale en nature spirituelle. C'est ainsi Dieu qui pense et qui veut en nous[4]. Il y a *identité* de l'effort de l'homme vers Dieu et de l'attraction de Dieu sur l'homme[5]; notre conscience, notre pensée, notre volonté ne sont ainsi que l'épanouissement normal, naturel et *nécessaire* de l'Esprit de Dieu pénétrant notre nature animale, et si cependant cette théologie soutient que Dieu

[1] Réville, *Manuel*, p. 177, 178. [2] *Ibid.*, p. 178.
[3] Réville, *Manuel*, p. 180 et *Revue de théologie*, 1863, p. 313.
[4] *Manuel d'instruction religieuse. Passim*, p. 181, 196.
[5] Réville, *Lien*, 1860, p. 133.

et l'homme sont libres, si elle ne nie pas d'une manière formelle que la personnalité du Créateur soit distincte de la personnalité de la créature, il nous est permis de dire qu'elle est en contradiction avec elle-même, qu'elle tend du moins à les confondre, à absorber l'une dans l'autre et à supprimer des deux parts toute liberté.

En partant de ces prémices, la science religieuse, pour M. Réville, est une science purement humaine, comme le sont toutes les autres sciences : elle repousse tout phénomène d'un ordre surnaturel et en opposition avec les lois invariables établies dans la nature à l'origine des choses, et par conséquent, toute intervention miraculeuse de Dieu dans ce monde. Le *surnaturel* enfin, ou plutôt ce qu'on est convenu d'appeler ainsi, n'existe plus pour la nouvelle école, et dans l'étude de la religion, tout peut se rattacher au développement de la nature et de l'esprit humain, aux lois immuables du monde visible et de l'histoire, tout jusqu'à ces origines du christianisme où « le point de vue surnaturel, dit M. Réville, croit pouvoir se réfugier comme dans une citadelle imprenable [1]. »

Qui ne voit qu'au nombre des conséquences à tirer pour nous de cette manière de juger de Dieu et de son action sur le monde et sur l'homme en particulier, il faut marquer d'abord d'étroites restrictions apportées à la liberté de Dieu, son assujettissement aux lois de la nature physique et, par suite, la négation de l'efficacité possible de la prière, en tant du moins qu'elle aurait pour objet de suspendre ou de modifier l'action des lois qui régissent l'ordre extérieur et sensible!

Channing est bien loin de penser ainsi : personne n'a mieux établi la personnalité, la liberté, la responsabilité humaines. Il n'admet pas, il faut le dire, l'explication que donne du *péché originel* la théologie orthodoxe, mais il reconnaît dans l'homme une très forte propension originelle au mal, et il voit, dans la faculté qui lui est accordée d'en triompher, le plus efficace moyen de progrès, d'élévation graduelle vers Dieu et d'union intime avec lui. Pour Channing, la vraie cause du principe mauvais qui est en chacun de nous, depuis la chute d'Adam, est la plus subtile des questions de métaphysique, elle est un des secrets que Dieu s'est réservés dans sa sagesse, problème redoutable devant lequel s'incline et s'arrête sa raison humiliée ; mais il proteste avec force contre toute solution qui serait en opposition absolue

[1] Albert Réville, *Critique de la Vie de Jésus-Christ par M. Renan.* L'auteur est beaucoup moins explicite sur la question du surnaturel, dans son *Manuel d'instruction religieuse* qu'il ne l'est dans d'autres écrits, où l'on trouve l'expression plus complète et plus libre de sa pensée.

avec la justice, avec l'amour et la bonté de Celui qu'il nomme le PÈRE PAR EXCELLENCE, toujours agissant et trouvant sa félicité dans celle de ses créatures.

La grâce de Dieu, dit Channing, nous environne de toutes parts ; elle sollicite, elle presse notre esprit comme une atmosphère spirituelle qui l'envelopperait : elle fait effort pour le pénétrer, pour féconder toutes nos bonnes aspirations et faciliter nos élans vers la source de toute lumière et de tout bien, vers Dieu lui-même. Toutefois, en échauffant notre esprit de ses rayons, l'Esprit de Dieu ne se confond jamais avec l'esprit de l'homme ; celui-ci conserve sa vie propre et son activité personnelle : il peut aider en lui à l'action de la grâce divine par la pratique des vertus et par la prière qui ne s'adresse point à un être immuable ou invariablement assujetti aux lois de la nature extérieure et physique dans son mode d'action sur nos âmes. Channing, non-seulement admet le surnaturel et le miracle que rejette la nouvelle théologie, il admet aussi leur nécessité ; il voit, dans ce mode particulier d'action de Dieu sur le monde et sur l'homme, un moyen en parfait rapport avec la fin que Dieu se propose.

Channing reconnaît que les superstitions populaires ont donné crédit en tout temps à beaucoup d'impostures et frayé la voie à d'innombrables abus, en ce qui touche les faits réputés *miraculeux* : il n'en faut pas conclure, dit-il, que les faits de cet ordre n'existent pas : on ne peut admettre que ceux qu'ont attestés des témoignages irrécusables soient des impostures, et que les plus beaux génies qui les ont crus possibles dans tous les siècles, et qui ont reconnu leur réalité, aient été tous à cet égard dans une erreur grossière. Channing traite à fond ce grand sujet dans son admirable discours des *Evidences du Christianisme* [1]. On me saura gré d'en donner des extraits étendus et d'entrer avec lui dans de suffisants développements, sur cette question d'un intérêt capital.

« L'esprit humain, dit-il, a passé par une réaction naturelle, d'un excès de crédulité à un autre excès tout contraire. On ose à peine accepter l'idée même du miracle : on déclare l'ordre de la nature fixe et immuable et toute suspension de ses lois impossible. Ce préjugé, car c'en est un, mérite une attention toute particulière, et aussi longtemps qu'il subsistera, les preuves les plus évidentes des miracles du christianisme seront de peu de poids. Examinons avec patience et impartialité.

« Le sceptique me dit que l'ordre de la nature est fixe : mais par

[1] Edition populaire des *Œuvres de Channing*, t. II, p. 37 à 41.

qui donc est-il fixé ? Est-ce par une nécessité inflexible et aveugle ? L'ordre même qui règne dans la nature ne révèle-t-il pas une cause intelligente, et l'univers, plus il est exploré, ne rend-il pas témoignage de l'existence d'un être supérieur à lui ? La volonté qui a établi l'ordre de la nature peut le modifier ; le *miracle* n'est donc ni impossible ni incroyable. On répond que Dieu peut, il est vrai, opérer des miracles, mais qu'il n'en veut pas faire. Et d'où le savez-vous ? Est-ce Dieu qui vous l'a dit ? Ce langage ne convient pas à un être de facultés limitées, il n'est conforme ni à l'esprit de la vraie philosophie, ni à celui de la religion. » Channing aborde ensuite des considérations neuves de l'ordre le plus élevé, et pour lesquelles je réclame toute l'attention du lecteur.

« Le sceptique, dit-il, est choqué par les phénomènes miraculeux : à mes yeux, au contraire, il y a dans l'essence, dans le caractère même de ces faits une vérité si grande et si vitale que non-seulement je les crois possibles, mais que je saisis avec joie toutes les preuves suffisantes en leur faveur. Pour le sceptique, rien ne semble aussi important que l'uniformité des lois de la nature et la régularité de leur action ; il y a pour moi des vérités d'un ordre beaucoup plus élevé auxquelles les miracles rendent témoignage. L'essentiel pour moi, le point capital est de savoir que l'*Esprit* est le maître souverain de l'univers ; que la *matière* est son instrument et son esclave, qu'il est une volonté, une force à laquelle la nature extérieure ne peut faire obstacle ; que Dieu ne saurait être contenu ou dominé par les lois du monde physique, qu'il leur est supérieur et les contrôle à son gré. Cette souveraineté absolue de l'intelligence divine sur l'univers est l'unique fondement de nos espérances touchant la victoire définitive de l'esprit de l'homme sur la matière, sur les influences physiques, sur tout ce qu'il y a d'imparfait en nous, sur la mort. Il est trop évident que les impressions si fortes que nous recevons de la création matérielle par nos sens et que l'expérience que nous avons de la régularité, de l'uniformité des lois qui la gouvernent obscurcissent en nous l'idée de cette omnipotence de Dieu : nous sommes ainsi très tentés d'attribuer une puissance absolue aux lois de la nature et de limiter toutes nos espérances aux seuls biens que celles-ci nous promettent : il y a en nous une forte et dangereuse tendance à attacher l'idée de *nécessité* à une suite d'opérations régulières et invariables, et à assigner ainsi des bornes à la puissance d'un être dont la manière de procéder et d'agir serait immuable et qui semblerait se répéter perpétuellement lui-même. C'est pourquoi les miracles réjouissent mon âme : ils me montrent, ils m'affirment

la suprématie de l'INTELLIGENCE dans l'univers : ils me rendent manifeste un pouvoir spirituel qui n'est pas invariablement assujetti aux lois de la matière. Je suis heureux de ces témoignages en faveur d'une vérité si haute : j'accepte avec joie tout ce qui me prouve que cet ordre constant de la nature qui pèse souvent sur moi d'un poids si lourd et qui ne contient aucune promesse de progrès et de perfectibilité, n'est pas souverain et immuable et que le Créateur lui-même n'est pas nécessairement enchaîné à ce mode d'opérations avec lequel notre esprit est trop familier.

« L'univers est beaucoup plus qu'une machine ou qu'une œuvre d'art; ce n'est ni le grand géomètre ni le grand artiste qu'il importe de considérer en Dieu : il est avant tout et par excellence le PÈRE, l'instituteur moral de ses créatures. Qui ne voit, qui ne sait que la création renferme deux éléments non-seulement très distincts, mais à beaucoup d'égards très opposés, la matière et l'esprit, des masses inconscientes et inertes, et aussi des êtres intelligents, des agents libres. Ceux-ci sont les plus nobles parties de la création et l'objet suprême du Créateur. C'est pour eux que le monde matériel existe : ce monde a été créé pour aider à l'instruction, au développement moral de ces êtres supérieurs à lui-même, et chaque fois qu'une déviation de l'ordre extérieur, autrement dit, une intervention miraculeuse a pu aider au progrès des créatures intelligentes de Dieu, il était dans l'ordre de sa sagesse, de sa bonté et de toutes ses divines perfections de l'accorder. Le grand but de Dieu est supérieur, d'une façon incommensurable, à celui de l'homme qui n'aurait en vue que de créer un instrument dont toute la perfection consiste à ne jamais s'écarter d'une marche régulière : son grand but est d'épurer moralement, de délivrer du péché, d'élever sans cesse plus haut l'élément libre et raisonnable de notre être, notre âme enfin; et qui de nous oserait affirmer qu'une LIBRE INTELLIGENCE comme la nôtre n'a besoin, pour l'expansion et le progrès de ses facultés que des lumières et de l'assistance qu'elle obtient de l'ordre invariable de la nature extérieure ?

«Il nous serait beaucoup moins difficile d'admettre les miracles si nous réfléchissions mieux au caractère distinctif des êtres intelligents et qui consiste dans la liberté morale, dans le pouvoir de se donner au mal comme au bien et par conséquent de se laisser entraîner dans une condition très misérable, de s'élever ou de déchoir selon l'usage qu'ils feront de leurs facultés. Cette capacité, la plus glorieuse, mais aussi la plus redoutable qui se puisse concevoir, nous fera comprendre comment la race humaine peut se trouver tombée dans un état de dégradation telle que les lumières qu'elle reçoit de la nature extérieure soient insuffisantes pour l'en

faire sortir : plus on méditera sur la liberté des êtres doués d'intelligence, sur leur puissance d'agir, sur l'infinie variété de leur mode d'action, plus il sera aisé de reconnaître que les ressources qu'offre la nature peuvent devenir insuffisantes pour aider à leur progrès moral. L'histoire du genre humain n'établit que trop ces vérités. A l'époque où le christianisme fut introduit, notre race était plongée dans des erreurs grossières et dégradantes et les seules lumières fournies par la nature n'avaient pas suffi, durant des siècles, pour l'en tirer. La philosophie avait fait tout ce qu'elle pouvait faire et avait échoué : un nouvel élément de vie, de nouvelles forces étaient indispensables pour ramener l'homme à la vérité, et rien ne semble mieux s'accorder pour ce grand objet avec les plus hautes vues de Dieu sur l'humanité que le don d'une assistance directe et miraculeuse. Je le répète : oui, si l'homme n'était qu'une simple machine, un instrument inerte, l'ordre immuable, toujours maintenu dans la nature, aurait pu suffire à ses besoins; mais l'homme n'est pas une machine, il est un être libre en relation morale avec Dieu, et comme tel, il réclame des soins plus étendus et beaucoup plus variés que ceux qui sont nécessaires pour maintenir la création matérielle.

« Il y a d'autres raisons, des raisons décisives pour que l'ordre régulier de la nature soit quelquefois interrompu et pour que des vérités révélées concourent avec un nouvel ordre de phénomènes à faire avancer notre race dans la voie du progrès. Je me bornerai sur ce point à quelques considérations que je crois dignes d'une attention particulière.

« La première est que l'ordre fixe et invariable de la nature ne nous donne de Dieu que des idées incomplètes. Il nous révèle en lui le souverain de l'univers pourvoyant à la conservation de l'ensemble; mais il ne montre pas assez distinctement en lui le *père tendre*, attentif au bien de l'individu. Je vois dans cet ordre immuable le soin qu'il prend de notre espèce en général; mais non l'intérêt constant et sans borne qu'il me porte à moi-même. La nature me parle d'un Dieu suprême, mais non de l'ami et du bienfaiteur de toute âme vivante; et cependant il n'y a aucune certitude plus nécessaire à acquérir que celle du soin paternel que Dieu prend de chacun de nous, et le moyen le plus efficace pour nous en convaincre est de suspendre, lorsqu'il le juge nécessaire, les lois de la nature physique et de nous enseigner par un messager divinement inspiré que son amour pour nous est celui d'un père pour ses enfants.

« La nature révèle sans doute des vérités importantes; mais son enseignement est muet, il ne porte pas en lui-même des forces de persuasion suffisante, et l'homme peut se placer en dehors de

son influence. Un esprit réfléchi en tirera peut-être la notion d'un Dieu unique, mais la nature n'a pas écrit, dans le ciel, le nom de ce Dieu en lettres assez lumineuses pour que toutes les nations puissent le lire; elle ne l'a pas crié aux hommes d'une voix assez retentissante et formidable pour que tous puissent l'entendre; et en effet, avant la venue du Christ, la plupart des nations méconnaissaient la vraie gloire du Créateur et s'adonnaient à de grossières superstitions. Au milieu de ces profondes ténèbres n'était-il pas digne de la bonté de Dieu d'allumer des clartés plus vives? Et lorsque le langage uniforme et monotone de la création avait cessé d'être entendu était-il indigne de Dieu de parler d'une voix plus forte et plus retentissante?

« Il y a d'ailleurs quelques grandes vérités que la nature est complétement impuissante à nous enseigner, et entre autres la résurrection et notre future existence. Avant le Christ, l'homme cherchait avec anxiété à pénétrer dans l'avenir au delà du tombeau à l'aide de l'imagination et de la philosophie; mais il n'avait obtenu à cet égard ni certitude, ni sécurité. Dieu seul pouvait révéler à l'homme le secret de sa destinée après cette vie. J'interroge la tombe, et elle est muette; j'interroge la nature, et elle ne fournit aucun procédé pour rendre la vie au corps détruit, ni aucun signe de l'ascension possible de mon esprit dans les sphères supérieures. Si Dieu s'est proposé de me donner, dès cette vie, l'assurance de mon immortalité, je ne vois pas qu'il y puisse réussir autrement que par un enseignement surnaturel, par une révélation miraculeuse, et, entre tous les miracles, il n'en est pas de plus propres à concourir à cette fin que ceux qui tiennent la première place dans l'histoire du christianisme, la résurrection de Lazare, et, bien mieux encore, celle de Jésus. De toutes les vérités, la vie future est la plus efficace pour consoler l'humanité, pour la porter au bien; et lorsque, pour l'enseigner, toutes les voix de la nature sont muettes ou impuissantes, était-il indigne de Dieu de recourir aux miracles pour confirmer en nous une si haute espérance?

« Je dirai plus : il y a dans l'esprit de l'homme une puissance particulièrement propre à être entretenue et satisfaite par l'intervention miraculeuse de la divine providence du Créateur, et qui, par cela même qu'elle existe en nous, rend cette intervention présumable. Je parle ici de cette puissante faculté qui sommeille et devient indifférente en présence de ce qui nous est habituel et trop familier, mais qui s'éveille et s'enflamme, pour ce qui dépasse le domaine de nos sens, pour le surnaturel et le merveilleux.

« Cette aptitude que nous avons à admettre le surnaturel tient une grande place dans notre intelligence, et il est sage de croire que Dieu, qui nous l'a donnée, la met en œuvre pour notre éducation morale; il y a donc dans l'esprit de l'homme, dans cette intelligence, qui est la plus noble des œuvres du Créateur, une base première, une raison pour la manifestation des phé o-mènes miraculeux; j'y vois un signe qui m'aide à comprendre les desseins de Dieu et son mode d'action sur nos cœurs. Plus l'ordre de la nature est fixe et régulier, plus il nous laisse froids et insensibles, notre attention est émoussée par son uniformité: toute déviation de l'ordre habituel excite au contraire puissamment notre âme; elle ranime notre pensée, elle la reporte vivement vers l'Etre tout-puissant qui intervient et se manifeste; elle nous dispose à recevoir avec une crainte respectueuse les communications de sa volonté : était-il donc au-dessous de la bonté de Dieu, pour ramener à lui ses créatures, de faire appel à cette aptitude étonnante qu'il leur a donnée? »

III.

Entre toutes les manifestations par lesquelles Dieu est intervenu miraculeusement et a révélé sa volonté aux hommes, la plus grande est l'apparition de Jésus-Christ, et le lecteur a déjà pressenti, sans doute, quelle distance il y a entre Channing et la nouvelle école théologique sur la manière d'apprécier la mission et la personne du Sauveur.

Jésus, pour cette école comme pour beaucoup d'autres qui l'ont précédée, n'est qu'un homme plus pieux, plus parfait, sans doute, qu'aucun de ses semblables, et il est à cet égard digne du nom de Fils de Dieu. « Jésus, dit M. Réville, est le modèle accompli de l'homme tel qu'il doit être, il est l'homme par excellence... Il a vécu dans une communion filiale avec Dieu basée sur un amour et une obéissance sans limites, et l'on peut dire ainsi qu'il a manifesté Dieu dans la chair[1]. »

Un peu plus loin, cependant, M. Réville atténue ces expressions; il explique le sens véritable qu'il faut leur donner. Jésus, n'étant pour la théologie nouvelle qu'un homme supérieur et plus excellent qu'aucun autre, elle ne lui reconnaît qu'une prééminence et qu'une supériorité relatives : « Sa sainteté, dit M. Réville, est parfaite comme sainteté humaine et non comme sainteté absolue; Jésus a satisfait à notre conscience en déployant

[1] *Manuel d'instruction religieuse*, p. 210, 211.

toute la sainteté dont la nature humaine est capable. Or, cette sainteté est une sanctification éternelle, et Jésus lui-même aspirait à être accompli..... Il est parvenu à ce degré de perfection religieuse et morale où la conscience du péché a disparu dans celle de la communion avec Dieu[1]. » Ce qui revient à dire que Jésus, simple homme, a pu être pécheur avant le temps où sa vie nous est connue; mais qu'il s'était élevé graduellement au-dessus des tentations jusqu'à son intime union avec Dieu.

De nombreux textes sont cités à l'appui de cette opinion, et tout ce que Jésus dit de sa préexistence, de sa mission toute divine, de son pouvoir surnaturel, de son autorité surhumaine et reçue d'en haut pour annoncer la volonté de celui qui l'a envoyé, ses prédictions et les nombreux prodiges accomplis pour rendre témoignage à sa parole, tout cela est oublié, méconnu, pris au figuré ou passé sous silence dans le jugement porté sur Jésus, sur sa vie, ses paroles et ses actes. Son œuvre se trouve ainsi réduite à faire connaître le commandement de l'amour de Dieu et du prochain, comme résumant tous les autres, et à donner aux hommes, par sa vie et sa mort, le modèle d'une perfection idéale propre à fortifier leurs aspirations vers Dieu et à les attirer à lui.

D'autres écrivains, moins gênés que M. Réville par le cadre d'un livre d'instruction religieuse pour la jeunesse, sont plus explicites : « Jésus, selon M. Colani, pour accommoder son rôle aux idées courantes relatives au Messie et à l'attente générale d'un Libérateur et d'un Sauveur, a consenti, quoique avec répugnance, à se dire le Messie attendu[1]. » Sa naissance miraculeuse, ses prodiges, sauf quelques guérisons pour lesquelles la science humaine n'a pas dit son dernier mot, ses prédictions, sa résurrection et son ascension, tout cela est légendaire.

Qu'il y a loin de ces idées à la croyance de Channing en celui qu'il ne confond pas, il est vrai, avec le Créateur et le Dieu suprême; mais en qui il reconnaît l'Etre céleste, inférieur seulement à son Père, à Celui qui l'a envoyé, comme Jésus le dit si souvent lui-même, et dans lequel il salue avec transport le Messie annoncé aux nations et le divin Sauveur du monde! « Non, dit-il, nous ne nions pas la divinité du Christ dans le sens où ce mot est compris par une foule de chrétiens et peut-être par le

[1] *Manuel*, p. 213.

[2] *Jésus et les croyances messianiques de son temps*, par M. Colani. J'invite le lecteur à lire, dans cet ouvrage que j'ai sous les yeux, pages 94 et 95, les fragments terminés par ces mots : « Jésus n'a dû prendre le titre (de Messie), qui n'ajoutait rien à sa gloire, qu'en considération de ses disciples, parce qu'à leurs yeux, s'il n'était pas le Messie, il ne pouvait être non plus leur chef suprême. Ainsi à la fois il spiritualise et il s'accommode.

plus grand nombre; nous ne la nions pas et nous y croyons de toute notre âme. Nous croyons que Jésus a reçu de son Père une mission divine, qu'il a parlé aux hommes avec une divine autorité, et qu'il nous a présenté plus que l'image des divines perfections; nous croyons que Dieu a réellement habité en lui, qu'il s'est manifesté par lui, et qu'il lui a communiqué son Esprit sans mesure. Nous croyons que Jésus-Christ a été la manifestation et la représentation la plus glorieuse de Dieu aux regards des hommes, de telle sorte qu'en le voyant et le connaissant, nous voyons et connaissons le Père céleste et invisible, et que, lorsque le Christ est venu, il est véritable de dire que Dieu même a visité le monde, et qu'il a vécu avec les hommes plus complétement qu'à aucune autre époque. En entendant les paroles de Christ, nous entendons Dieu parler; en voyant ses miracles, nous voyons Dieu agir; dans la vie et le caractère du Christ, nous contemplons l'image immaculée de la pureté parfaite et de l'amour de Dieu : nous croyons donc à la divinité du Christ dans le sens propre où ce mot doit être entendu[1]. »

Nous avons vu que M. Réville, après avoir adopté, dans un sens figuré, quelques-unes des expressions employées par les évangélistes et par Channing touchant Jésus-Christ, avait pris soin de les atténuer, de les expliquer de manière à ramener à des proportions toutes humaines le Christ, sa puissance et ses œuvres. Channing fait tout le contraire, et dans les explications qu'il donne de sa profession de foi, il n'épargne rien pour ne laisser aucun doute sur le sens de ses paroles : il exalte Jésus dans les termes les plus magnifiques et il insiste pour faire comprendre que ce n'est pas au figuré mais en réalité qu'il reconnaît comme surhumaines et divines, la personne, la mission et l'œuvre du Sauveur. On en jugera par l'extrait suivant où Channing nous parle de l'amour de Jésus-Christ pour les hommes.

« Il n'est pas possible, dit-il, de comprendre la plénitude de cet amour par la raison que nous ne pouvons qu'imparfaitement connaître le mode d'existence du Christ avant sa venue dans le monde, et par conséquent la grandeur de son sacrifice, qui seule donnerait la mesure de son amour. Il faut adopter littéralement les divers passages des Ecritures où il est fait mention de sa préexistence, comme de la dignité surhumaine de son caractère et de sa mission. Jésus a parlé, il a agi comme un être supérieur à l'humanité et ayant conscience de cette supériorité. Il y a dans toute sa personne une dignité, une autorité toutes particu-

[1] *Considérations en réponse aux objections faites au christianisme unitaire. Œuvres populaires*, t. II, p. 361, 362.

lières et qui ne sauraient appartenir ni convenir à aucun homme dans ses relations avec des êtres d'une nature complétement semblable à la sienne. La pureté sans tache de Jésus est encore un autre caractère distinctif entre lui et les hommes et qu'on ne saurait expliquer ni par les circonstances ni par une éducation supérieure. Etre parfait et sans péché, c'est être ce que ne fut et ne sera jamais aucun homme ici-bas : si l'on considère en Jésus-Christ le sauveur du monde, l'unique Médiateur entre Dieu et l'homme, le Prince de la vie ressuscitant les morts et jugeant le genre humain, croira-t-on tous ces titres, qui sont véritablement les siens, compatibles avec notre simple humanité? Appartiennent-ils à un être qui lui-même aurait besoin d'un médiateur et qui aurait aussi des péchés à se faire pardonner?... Son sacrifice accompli pour le salut de l'humanité, n'a pas son pareil dans l'histoire; cet exemple incomparable d'humiliation, de dévouement et de charité a ému les anges au plus haut des cieux, et ce fait immense de la venue d'un tel être touché de nos misères, et attiré par la puissance de l'amour jusqu'à prendre sur lui nos douleurs, jusqu'à quitter le ciel pour la croix ; ce fait, dis-je, nous révèle, dans son auteur, un foyer d'affection et de charité plus ardent que le soleil et plus capable qu'aucune autre force de pénétrer au fond de nos cœurs et de remuer le monde[1] ».

On voudrait pouvoir tout dire et accumuler ici les preuves de la foi de Channing sur les points si capitaux de la personne de Jésus, de son caractère et de sa mission. Nous nous sommes bornés à regret, dans les limites étroites d'un article, à quelques citations qui, du moins, établissent d'une façon victorieuse et irrécusable que Jésus, aux yeux de Channing, est non-seulement le Fils unique de Dieu considéré dans son union la plus intime avec son Père, mais qu'il est aussi le Christ, le Messie annoncé par les prophètes, le roi de gloire descendu du ciel pour sauver les pécheurs. Il est celui qui seul a pu dire aux approches d'une mort ignominieuse et cruelle : « J'ai vaincu le monde!... Père céleste rétablis-moi dans cette gloire dont je jouissais auprès de toi avant que le monde fût. J'ai accompli l'œuvre que tu m'as donnée à faire ; l'heure est venue, glorifie ton Fils maintenant afin que ton Fils aussi te glorifie par le pouvoir que tu lui as donné sur tous les hommes pour les amener à la VIE ÉTERNELLE[2]. »

Channing avait vu, nous l'avons dit, dans les facultés mêmes données à l'homme par le Créateur, dans son aptitude à admettre

[1] *Memoir of W.-E. Channing ; Spiritual Growth*, t. I, p. 367, 368.
[2] *Mémoir*, t. I, p. 226, 230. *passim*.

le surnaturel, et à se prendre d'enthousiasme pour ce qui échappe à l'investigation des sens, un argument puissant en faveur des miracles rapportés par les évangélistes; il reconnut, comme Pascal, dans les lois de l'histoire, dans les rapports des effets et des causes, de nombreux témoignages encore plus décisifs de l'intervention miraculeuse de la Divinité pour l'établissement et la propagation universelle d'une religion d'un caractère jusque-là inconnu et opérant dans la société comme dans l'esprit humain une révolution sans exemple.

« Je vois, dit-il, cette religion surgir au sein d'un petit peuple obscur, méprisé, haï; son fondateur était mort d'un supplice infamant, ses premiers propagateurs étaient des hommes pauvres, sans instruction, sans aucun rang dans le monde, appartenant à une classe d'où ne sortirent jamais des instructeurs pour l'humanité; je vois ces hommes commençant leur œuvre sur le lieu même humide encore du sang de leur Maître et où il expira de la mort des malfaiteurs; je les entends conviant avec autorité d'abord ses meurtriers, puis les hommes de toute nation et de tout rang, le souverain sur son trône, le prêtre dans son temple, les savants et les grands, aussi bien que les ignorants et les pauvres à renoncer à leur foi, à leur culte consacré par la vénération des siècles pour porter le joug du Crucifié; je vois unis et ligués ensemble, pour écraser l'adversaire commun, les passions et les préjugés, l'épée du magistrat, la malédiction du prêtre, le mépris du philosophe, la fureur des masses, et je vois cependant, faibles et désarmés, en lutte avec tous les pouvoirs humains, ces humbles apôtres de Jésus avançant toujours, triomphant des obstacles, forçant le passage à travers leurs ennemis, transformant ceux-ci en amis, enflammant la multitude de l'esprit et du dévouement des martyrs, et portant ainsi jusqu'aux limites du monde civilisé et au milieu des barbares une religion qui a plus avancé les progrès des sociétés humaines que toutes les autres causes réunies. Là m'apparaît une œuvre plus grande et plus durable qu'aucune œuvre humaine, et de tels effets confondent ma raison. Si l'on me dit que Jésus et ses apôtres ont véritablement reçu de Dieu leur mission et leur pouvoir en témoignage desquels ils ont fait des miracles, alors je comprends, et l'établissement du christianisme m'est expliqué. Si, au contraire, je ne puis voir en eux que des enthousiastes fanatiques ou des imposteurs abandonnés à leurs seules forces ou plutôt à leur faiblesse pour lutter contre toutes les puissances de l'univers, je n'apercevrai plus aucune cause en rapport avec des effets si prodigieux. De tels hommes, à mon sens, auraient été aussi peu capables de changer la face du monde que de ramener des fleuves

vers leur source, de faire descendre les montagnes dans les vallées où d'élever les vallées jusque dans les nues. Nous avons donc, dans de si étonnants résultats obtenus sans causes naturelles suffisantes, un grand témoignage d'une intervention divine et miraculeuse pour l'établissement de l'œuvre du Christ[1] ».

IV.

Channing fut ainsi conduit, et par les plus simples procédés de la logique, à admettre également, après la mort des apôtres, une intervention surnaturelle dans l'œuvre de la propagation et des progrès du christianisme par les saintes Ecritures, et selon lui, cette même Providence qui a voulu que la Parole de Dieu même fût révélée aux hommes par Jésus-Christ a nécessairement voulu aussi qu'elle ne se perdît point, qu'elle fût recueillie et conservée au moyen de l'écriture pour l'instruction de la postérité. Il conclut de là en faveur de l'authenticité des monuments de l'époque contemporaine qui ont été plus particulièrement consacrés par la vénération de toutes les Eglises et attribués à ceux qui se donnent pour les avoir écrits et qui mieux que personne étaient aptes à nous transmettre avec vérité les actes et les enseignements de leur Maître. Channing est du nombre de ceux qui pensent que, pour tout ce qui est essentiel touchant la morale, la foi et le salut, leur esprit a été providentiellement élevé ou maintenu à la hauteur de la sainte tâche qu'ils ont accomplie, sans que pour cela le privilége de l'infaillibilité ait été accordé à aucun d'eux. Il reconnaît le caractère particulier que chacun de nos évangiles emprunte du caractère de son auteur, et il est d'accord avec la nouvelle école théologique comme avec tant de pieux chrétiens de toutes les communions pour rejeter l'inspiration littérale du texte sacré. Son opinion à cet égard lui paraît suffisamment fondée sur le silence des écrivains dont aucun ne se prétend infaillible, sur les différences de détail qui se trouvent dans les Evangiles et sur les variantes beaucoup plus nombreuses encore des divers manuscrits du Nouveau Testament comparés entre eux. Il en conclut que, pour des motifs supérieurs et qui n'ont pas été encore peut-être suffisamment exposés ni compris, Dieu n'a pas voulu que chaque verset, chaque mot contenu dans le code sacré des chrétiens devînt l'objet d'un culte superstitieux, et qu'il a permis au contraire que nos saints livres fussent eux-mêmes, dans leur ensemble comme dans toutes leurs parties, soumis à l'examen d'une

[1] *Evidences du christianisme. Œuvres populaires*, t. II, p. 47.

sage critique. Mais Channing se sépare d'ailleurs complétement des théologiens de l'école nouvelle en ce qui touche les résultats de ce libre examen, l'authenticité et l'autorité des écrits sacrés et les procédés de la critique à laquelle il convient de les soumettre.

Cette école ne reconnaît pas aux écrits historiques du Nouveau Testament une autorité même égale à celle des écrits profanes de l'antiquité; tout ce qui dépasse l'idée étroite et mesquine qu'elle s'est faite de Jésus, de sa mission, de sa puissance et de ses œuvres, elle le supprime ou lui attribue un caractère légendaire : son scalpel ne s'arrête pas devant des paroles et des récits d'une beauté ineffable où le souffle divin se fait sentir à notre âme et qui portent en eux-mêmes et dans leur caractère intrinsèque les plus irrécusables témoignages de leur authenticité.

N'admettant, dans toute l'histoire religieuse, ni fait surnaturel, ni intervention divine en contradiction avec les lois de la nature extérieure, tandis qu'on chercherait en vain, dans les livres historiques du Nouveau Testament, un seul chapitre où cette intervention ne soit exprimée ou du moins supposée, il devient *à priori* presque impossible, pour les adeptes de cette école de reconnaître, comme authentique ou intégralement véridique, aucune portion un peu étendue ou aucun chapitre de ces livres. De cette impossibilité naîtra le désir et le besoin d'en contester un grand nombre ou de les mutiler tous : la critique, sous leur plume, prendra, dans ses procédés, à leur insu même et par la seule force des choses, un caractère d'incrédulité systématique et sera ainsi nécessairement négative et destructive dans ses résultats.

Combien différents sont les grands principes posés par Channing touchant ces grandes questions de critique et d'exégèse. Nous avons vu que personne ne reconnaît plus que lui, pour les chrétiens, la liberté, la nécessité même d'examiner les motifs et les bases de leurs croyances; personne n'a proclamé plus haut l'obligation, l'impérieux devoir, dans le siècle où nous sommes, de mettre notre foi en harmonie avec les lumières du sens moral et intellectuel : personne enfin ne confond moins l'inspiration avec l'infaillibilité et ne sait mieux que, dans toutes les choses où l'homme met la main, il n'y a rien d'absolument parfait[1]. Channing sait tout cela; mais, pour lui, ce qu'il y a de miraculeux dans la venue, dans la mission et dans l'œuvre de Jésus-Christ, comme on les voit exposées à chaque page de nos évangiles, n'est pas en opposition avec la raison. Channing sait qu'il

[1] *Mémoir of Channing*, v. II, p. 140, 141.

serait tout à fait impossible de faire abstraction de l'élément surnaturel dans les récits sacrés en ce qui touche la personne, les paroles et les actes du Sauveur, sans enlever en même temps à ces récits tout ce qui fait leur caractère et leur vie propre ; il sait que, pour lui comme pour tous les chrétiens qui rejettent l'établissement et l'autorité d'un sacerdoce seul dépositaire des traditions sacrées, celles-ci ne se trouvent conservées d'une manière providentielle et spéciale que dans nos saints livres. Il sait que là seulement a été inscrite et léguée aux siècles futurs la parole de Dieu même révélée par son divin Fils aux hommes, et qu'en vain nous chercherions ailleurs aucune certitude de pardon, de salut, de résurrection et d'immortalité. Cette conviction inébranlable inspire à Channing, pour le saint volume où cette parole est écrite, une vénération pieuse, exempte de toute superstition servile ou aveugle, mais dans laquelle l'admiration s'allie à la plus profonde gratitude et qui lui dicte les règles de la critique appliquée aux Ecritures.

Il rend hommage aux efforts des hommes qui, dans un esprit de piété et de vérité, ont recherché soigneusement l'authenticité des écrits sacrés; mais l'objet de ce travail préliminaire et indispensable n'est pas, pour Channing, le but spécial, le plus grand objet de la critique des livres saints : ce but suprême, à ses yeux, est de faire voir la concordance de ces écrits, l'accord remarquable surtout des diverses parties de l'Ancien et du Nouveau Testament avec les plus hautes vérités révélées touchant l'unité de Dieu, sa toute-puissance, son amour ineffable, sa providence miséricordieuse, la responsabilité de l'homme et son existence immortelle. Channing comprend, comme le comprenait aussi le savant et judicieux Samuel Vincent, tous les dangers d'une critique subordonnée à un système préconçu et qui n'admettrait d'autres preuves ou d'autres témoignages que des arguments empruntés aux faits naturels ou aux déductions logiques d'un abstrait raisonnement[1].

« Il convient, dit-il, de subordonner dans l'examen des livres saints, le détail à l'ensemble et de recourir à ce qui est évident pour éclaircir ce qui nous semble obscur ; il importe aussi en essayant d'interpréter les passages qui, au premier aperçu, nous choquent et nous étonnent, de faire la part du style poétique et

[1] Vincent, cité souvent avec Channing à l'appui d'une théologie toute rationaliste, a cependant hautement proclamé comme lui sa foi à une révélation surnaturelle et miraculeuse. « Les données de la foi, dit-il, ne viennent pas du jeu de nos facultés intellectuelles : elles sont en nous, elles constituent le fond de notre âme; elles ne viennent pas au bout d'un raisonnement : elles existent dans l'âme avant tout raisonnement; elles sont LA RAISON elle-même dans le sens le plus élevé ..; elles viennent de ces choses qui ne se *démontrent* pas, mais qui *sont*... » (*Du Protestantisme français*, nouvelle édition, publiée par M. Prévost-Paradol, p. 337, 338.)

figuré familier aux écrivains sacrés, sans oublier les bornes de notre intelligence, trop limitée par nos sens, et l'ignorance où nous sommes de la langue, des préjugés et des coutumes d'une antiquité si reculée..... Deux conditions, dit-il enfin, sont nécessaires à réunir pour s'occuper avec fruit de la critique et de l'interprétation des livres sacrés ; la première est une grande élévation morale, une pureté de principes entretenue par la pratique constante du bien, seule manière d'approcher de Dieu et de la vérité; c'est en second lieu l'humilité du cœur : sans cette humilité, sans cette soumission volontaire aux grandes vérités primordiales, reconnues et senties par les plus hautes perceptions de notre âme, la raison, livrée à elle-même, est insuffisante et n'est le plus souvent qu'un guide aveugle et funeste[1]. »

Les grandes règles tracées à la critique et à l'exégèse par Channing lui semblent particulièrement applicables à tout ce qui rappelle, dans les saintes Ecritures, les paroles et les actes du Christ : « Pour les chrétiens, dit-il, c'est surtout par Jésus que Dieu a agi et parlé, et nous ne pouvons rien entendre de sa bouche qui ne soit la vérité même et en parfaite harmonie avec les perfections de Dieu : j'étudie donc ses paroles dans les évangiles, avec un respect sans bornes que je n'apporte, au même degré, à aucun autre examen ; et si, dans l'objet de cette étude quelque chose me semble en contradiction soit avec une vérité reconnue, soit avec les grandes et pures idées que j'ai puisées dans l'ensemble même des doctrines du Sauveur, j'en conclus que, sur ce point, le sens véritable de ses paroles m'échappe, et je demande à Dieu un surcroît de lumières qui, le plus souvent, m'est accordé[2]. »

V.

J'approche du terme de ce travail : je crois avoir montré toute la distance qu'il y a entre les principes de Channing et ceux d'un système plus original et plus neuf, je l'ai dit déjà, pour la méthode et la forme que pour le fond même, et qui se retrouve, en partie du moins, dans divers ouvrages, entre autres dans la théorie célèbre du docteur Priestley *sur la nécessité philosophique*[3]. Les grands objets sur lesquels j'ai si-

[1] *Œuvres populaires. Mémoires*, t. II, p. 138.
[2] *Mémoires*, t. II, p. 155.
[3] Cette doctrine, disait Channing, est une meule (*a mill stone*) au cou de l'unitarisme en Angleterre... Son auteur, le docteur Priestley, était un grand et digne homme, et cependant je sympathise moins avec lui qu'avec un grand nombre d'orthodoxes (*Mémoires*, t. II, p. 145, 146).

gnalé ces différences fondamentales sont, l'action de Dieu dans l'homme et sur l'univers, la personne, le caractère et l'œuvre de Jésus-Christ et les monuments qui nous ont transmis ses paroles et ses actes. Ces différences proviennent presque toutes, comme des rameaux sortis d'un même tronc, de la divergence première et capitale entre les deux grandes opinions qui partagent le monde touchant la nature et la source même de la révélation, autrement dit, entre le *rationalisme radical* et le *supranaturalisme*. Pour Channing la matière est assujettie à l'esprit; il entre à ses yeux dans l'ordre général de l'univers et dans le plan de la providence divine que la puissance de l'esprit intervienne pour modifier ou suspendre les lois qui régissent la matière lorsque cette intervention est réclamée par des intérêts d'un ordre supérieur à ceux du monde matériel. Pour les chefs et les adeptes de la nouvelle école, la révélation n'est qu'un fait naturel amené par une loi nécessaire, sans qu'il y ait eu là aucune intervention particulière et directe de la Divinité ; Jésus n'est qu'un homme supérieur à tous, il est vrai, par la pureté, par la vertu, par la connaissance des vérités morales et des rapports nécessaires entre l'homme et le Créateur : il est un prédicateur sublime ; mais en se disant le Messie attendu et l'envoyé de Dieu il a pu se faire illusion à lui-même ou s'accommoder aux circonstances, aux nécessités et aux préjugés de l'époque afin de gouverner les esprits et de conquérir les cœurs ; les monuments enfin où sont écrits sa venue, ses enseignements divins, ses actes miraculeux, sa mort et sa résurrection, sont une poétique légende.

Pour Channing, Jésus toujours vivant au milieu de nous et toujours agissant en faveur de l'humanité, Jésus, MÉDIATEUR, INTERCESSEUR, et SAUVEUR n'a point offert à nos regards, un symbole, une simple image des perfections divines ; la sagesse et l'amour de Dieu, la plénitude de la Divinité habitèrent substantiellement en lui[1] ; il est Celui qui a dit et qui fût en droit de dire après sa résurrection : « Toute puissance m'est donnée dans les cieux et sur la terre. Voici, je demeure avec vous jusqu'à la fin des siècles[2]. » Channing enfin voit bien véritablement, dans l'Evangile tout entier, le livre unique, dépositaire sacré de la PAROLE ÉTERNELLE.

Tout ce qui précède se résume en peu de mots : Pour M. Réville et ses disciples, la révélation, résultat d'un progrès naturel et nécessaire, jaillit du cœur humain ; elle est le propre fait de l'humanité qui se révèle à elle-même sa destinée et ses devoirs.

[1] *Lettre au professeur George Bush.* Juillet 1841.
[2] *Mémoires*, t. I, p. 372 ; t. II, p. 150.

Pour Channing, la révélation est un fait objectif et divin, émané de la bonté de Dieu, d'un acte spécial de sa volonté pour le salut du monde. Channing cependant ne croyait pas plus que les maîtres de la nouvelle école à une doctrine religieuse immuable; il reconnaissait, nous l'avons dit, la nécessité de mettre la théologie et le culte en harmonie avec les progrès de la civilisation, de la science et de la raison humaine; il pensait que les vieux formulaires des confessions protestantes du seizième siècle étaient aussi impuissants que le dogme catholique romain pour conserver au christianisme l'empire des âmes dans les temps modernes; mais tandis que d'une part il élevait la voix avec force contre les dangereuses erreurs du pur calvinisme, il voyait d'autre part avec effroi la religion subordonnée de plus en plus à des spéculations philosophiques et aux déductions d'une logique desséchante et stérile [1]. Il souffrait du douloureux spectacle des infirmités de notre nature intellectuelle, de cette incurable et trop générale tendance de l'esprit humain à passer d'un extrême dans l'extrême contraire, et, semblable en cela à d'autres rares esprits capables de résister aux entraînements du courant où ils vivent et de devancer leur temps, il gémissait de n'être pas compris et de se sentir isolé même au milieu des siens : il vivait, comme Siméon, disait-il, dans l'attente de quelque grande et nouvelle manifestation de la puissance divine pour ramener à la vérité, aux purs et essentiels principes du christianisme l'humanité dévoyée, et souvent il tournait ses regards vers la France d'où il espérait voir sortir la lumière. Il salue, dans cette attente, la révolution de 1830, qui semblait, hélas! ouvrir à notre patrie une ère durable de puissance au dehors, de progrès et de liberté à l'intérieur : cependant il exprime bientôt des doutes à ce sujet, et dans une lettre qu'il adresse à Sismondi, en juin 1831, il s'afflige de ce qu'il entend dire sur l'absence de tout principe religieux dans la masse de la population française... « Je ne vois pas, dit-il, comment, sans ce principe, un peuple peut s'élever à la grandeur morale et concourir au progrès de l'humanité [2]. D'où viendra la lumière?..... je ne puis bien juger par moi-même à une si grande distance; mais j'ai la conviction que le christianisme ne reprendra de la vie en France sous aucune de ses anciennes formes; le protestantisme du seizième siècle a fait son œuvre aussi bien que le catholicisme du moyen âge, il ne répond plus suffisamment aux nouveaux besoins des esprits : il faut, pour que la religion reprenne son empire, une doctrine

[1] *Mémoires*, t. I, p. 400. Lettre à Mme Cape.
[2] *Mémoires*, t. II, p. 109.

religieuse plus en harmonie avec les hautes facultés de l'intelligence et de la conscience des hommes aussi capables de penser que de sentir..... Voyez-vous poindre en France quelque symptôme de cette religion [1]?... »

Channing écrit à la même date à Degérando à peu près dans les mêmes termes : « La France, dit-il, dans le combat qu'elle vient de livrer pour la liberté, a eu mes plus ardentes sympathies ; mais la liberté que je lui souhaite doit être digne de ce nom et il faut qu'elle s'allie avec une religion pure et acceptable pour la raison comme pour la foi [2]. » En décembre 1831, il écrit de nouveau à Sismondi : « Ce qu'il est indispensable de mettre en lumière dans le christianisme ce sont ses principes originaux, primitifs et essentiels ; il importe surtout de rompre cette habitude si générale et invétérée qu'on a en France d'identifier le christianisme avec le catholicisme ou le protestantisme ; il faut le montrer en parfaite harmonie avec l'esprit de liberté, de philanthropie et de progrès social. »

Quelques années plus tard, les yeux toujours tournés vers la France, Channing se montre profondément attristé ; il écrit ces prophétiques et pénétrantes paroles : « Il n'y a point pour moi de spectacle aussi décourageant que celui de la faiblesse du principe moral et religieux en France ; il y a lieu de s'alarmer des facilités que le despotisme trouvera dans la concentration, dans l'unité d'action des forces du pouvoir, aussi bien que dans l'isolement des individus, sans aucun lien moral entre eux, et pardessus tout dans l'égoïsme des prétendus amis de la liberté. Je ne vois pas comment il peut y avoir aucune sécurité pour la durée d'un gouvernement libre là où je n'aperçois aucun fondement pour une confiance mutuelle, aucun ressort suffisant pour l'abnégation et le sacrifice [3]. »

Channing faisait aussi de fréquents et inquiets retours sur son propre pays, sans pourtant jamais perdre complétement ses espérances en quelque éclatante et prochaine manifestation de l'Esprit-Saint pour raviver sous une forme nouvelle la sève du christianisme au sein des jeunes générations. Dans la dernière année de sa vie, il exprime ainsi ses inquiétudes à son ami, le révérend James Martineau : « Ici comme en Angleterre, écrit-il en août 1841, nous avons un temps d'arrêt. Heureusement, nos nouveaux réformateurs sont des spiritualistes fermement attachés à quelque grande vérité ; mais en s'identifiant beaucoup

[1] *Mémoires*, t. II, p. 110.
[2] *Ibid.*, p. 112.
[3] *Lettre à Sismondi*, avril 1835. *Mémoires*, t. II, p. 113.

trop avec le système si incomplet de Cousin [1], ils perdent toute vie propre et originale. Plusieurs inclinent à repousser les miracles; ils se sont laissé gagner aux idées allemandes des mythes, et j'appréhende fort de voir se relâcher le lien qui les unit à Jésus. Ils redoutent de rencontrer dans le Christ un obstacle, une barrière entre l'âme humaine et le Créateur, et ils sont en péril de substituer leur inspiration propre à la révélation chrétienne. S'ils vont jusque-là, je cesserai de rien espérer d'eux..., je connais trop le besoin des âmes et les conditions du progrès spirituel, et je suis effrayé de tout ce qui tend à ébranler les fondements mêmes du christianisme [2]. »

On comprendra maintenant quelle vive peine Channing eût ressentie s'il eût assez vécu pour voir une théologie, dont j'ai brièvement esquissé les principaux traits, grandir en France et attirer à elle quelques-uns entre les meilleurs et les plus éminents. Cette théologie, de son temps même, était déjà en partie connue en Amérique; elle y eut aussi quelques éloquents et vertueux interprètes, parmi lesquels Thomas Parker tient le premier rang. Channing honorait ses talents, son caractère et son zèle; mais il avait reconnu, avec sa sagacité habituelle, les dangereuses tendances, sinon de l'esprit personnel de Parker, du moins de son école plus philosophique que véritablement religieuse : « De nos jours, dit-il à ce sujet, beaucoup de spiritualistes risquent de perdre leur foi dans l'immortalité, par suite de leurs opinions panthéistes touchant l'âme et son absorbtion dans la substance unique, dans la Divinité. Ces opinions sont destructives du sentiment de notre responsabilité et de notre liberté morale [3]. »

Channing écrit encore, après la lecture d'un sermon de Parker : « Le silence de Parker sur les miracles du Christ me fait craindre qu'il n'y ajoute aucune foi ; je ne crois pas néanmoins qu'on puisse les rejeter sans rejeter Jésus-Christ lui-même. Sans les miracles, son existence n'est plus qu'une fable; le miracle, en effet, du commencement à la fin, est le fond même de toute son histoire. Il n'y a point d'apparence qu'en aucun temps le souvenir de la personne de Jésus ait été séparé des prodiges accomplis par lui : aucun fait plus que sa résurrection n'a laissé une impression profonde dans la mémoire des hommes; ils l'ont reconnue pour aussi authentique que sa crucifixion; les miracles enfin sont si étroitement mêlés à ses enseignements et à ses actes qu'en les supprimant il ne nous restera plus rien. Sans

[1] *Crude system*. Système à l'état d'ébauche, système imparfait, mal digéré. Le mot *crude* n'a son équivalent en aucun mot français.
[2] *Mémoires*, t. II, p. 161.
[3] *Lettre à miss Peabody*, juin 1841.

eux, il n'y a plus de Christ historique... Réduisez le christianisme à un système d'idées abstraites, et il cessera d'être la manifestation de Dieu pour le salut du monde... Le plus grand des miracles est le caractère parfait et divin de Jésus-Christ, et, pour un tel être, une manière miraculeuse de se manifester semble naturelle. Je ne parle pas au figuré : Jésus est véritablement le Fils immaculé, l'image parfaite de Dieu, à plus grande distance encore de tous les hommes par sa personne que par ses actes... Il est lui-même *le grand miracle moral ;* et avec un être d'une nature si exceptionnelle et supérieure, les miracles que je lis dans son histoire sont en concordance parfaite[1]. »

Je terminerai par l'extrait suivant de la correspondance de Channing à la même époque. « L'idée que le germe spirituel déposé en nous pourra éclore, durant notre existence terrestre, dans cette forme d'idéale perfection qui fut celle de Jésus, annonce une si grande ignorance de l'histoire du monde et de l'humanité qu'on s'étonne qu'elle ait jamais pu entrer dans une tête saine. Toute théorie spéculative qui tend à jeter des ombres ou des doutes sur l'histoire du Christ et à affaiblir la conviction que nous avons de son importance et de sa grandeur, est déplorable et avortera... J'ai la douleur de croire qu'il sortira peu de chose de ce nouveau mouvement intellectuel pour la régénération des sociétés humaines[2]. »

Ce jugement de Channing sur la théologie de Thomas Parker, avec lequel on a souvent le tort de le confondre, porte aussi, par anticipation, sur l'école qui s'annonce comme nouvelle parmi nous, et qui s'efforce de détacher de l'Evangile l'élément surnaturel. Channing a dit vrai, il y a peu de chose à en espérer, et ce n'est pas seulement parce que le surnaturel est indissolublement lié dans l'Evangile avec chaque détail comme avec tout l'ensemble, c'est surtout, comme je l'ai dit ailleurs[3], parce qu'il est impossible de supprimer les miracles sans porter la plus profonde atteinte au caractère de celui qui les invoque en témoignage de l'autorité de ses paroles et qui s'est donné lui-même comme un être supérieur à l'humanité. Quelque artifice de langage qu'on emploie pour déguiser les conséquences de ce fait, si Jésus-Christ n'est pas ce qu'il dit être dans nos évangiles, il n'est plus qu'un enthousiaste halluciné, thaumaturge imposteur, un faux prophète, moralement inférieur à tous ceux qui ont rejeté la vulgaire maxime de la fin *justifiant les moyens*, et qui ont cru

[1] *Lettre à miss Peabody*, juillet 1841. *Mémoires*, t. II, p. 153, 154.
[2] *Lettre à miss Peabody*, août 1841. *Mémoires*, t. II, p. 159.
[3] *Réformateurs avant la Réforme*, 3e édition, 1860. Préface, p. XIII-XVIII.

indigne d'eux de mentir aux hommes pour leur parler de Dieu et de la vérité. Le Christ moral disparaîtra ainsi en même temps que le Christ historique et, avec la sainteté de son caractère, l'autorité de sa parole s'évanouira.

Comment des hommes d'une haute capacité intellectuelle et qui reconnaissent encore Jésus-Christ pour SAGE et SAINT entre tous, comment, dis-je, n'ont-ils pas vu qu'il est contradictoire, qu'il est impossible et plus que surnaturel que la suprême sagesse et la perfection morale se trouvent jamais unies, soit avec l'imposture calculée, soit avec l'ignorance absolue de soi-même? Une si choquante contradiction a été comprise par un homme d'un esprit logique et sincère, par M. Félix Pécaut, loué avec réserve et restriction par les docteurs de la théologie nouvelle, mais qui, par ses écrits, a puissamment contribué à leur frayer la voie. M. Pécaut est conséquent avec lui-même : il ne dépouille pas, d'une main, le Christ de son auréole pour la lui rendre de l'autre; le Christ, tel qu'il nous le présente, n'est au-dessus de l'espèce humaine, ni par la sainteté ni par le don des miracles; il est vertueux, mais il est faillible et pécheur [1]. M. Pécaut se sépare ici nettement de M. Réville et de ses amis; il s'en rapproche, il est des leurs en admettant ce principe qui est le fond même de leur doctrine, et qu'on peut ainsi formuler: *L'idée abstraite du Christianisme est l'épanouissement nécessaire de la pensée humaine, et elle suffit au monde sans qu'il soit besoin d'aucune autorité extérieure et surnaturelle pour la lui imposer.* Désirant s'appuyer du grand nom de Channing, M. Pécaut a dit dans son dernier livre : « Channing croit encore au surnaturel; mais il en fait peu d'usage... Il est un exemple frappant de la puissance religieuse qui peut éclater en dehors du christianisme supranaturaliste [2]. » Si j'ai cité ces paroles, c'est qu'elles résument l'opinion que les adeptes de la nouvelle théologie tendent à accréditer sur Channing, sa doctrine et ses œuvres. Une telle assertion, quoique sincère sous la plume de M. Pécaut, est inexacte et fausse, et je crois y avoir suffisamment répondu.

EMILE DE BONNECHOSE.

[1] Voyez le *Christ et la conscience*, par M. F. Pécaut.
[2] *De l'avenir du théisme chrétien*, p. 152, 153.

PHILOSOPHIE

—

L'IDÉE DE DIEU ET SES NOUVEAUX CRITIQUES, par E. Caro.

FIN [1].

Je désire ne pas m'attirer le reproche de ne pas saisir « l'exacte nuance de ce qui est ; » et, pour rien au monde, je ne voudrais me rendre coupable d'injustice envers qui que ce soit. Mais je ne puis m'empêcher de penser et de dire que ces trois écoles, par des voies très différentes et même opposées, aboutissent à la même fin pratique. Sans doute, rien de plus divers que les points de vue, les principes, les goûts, les caractères de ces trois écrivains comme des trois écoles qu'ils personnifient. M. Taine, avec son naturalisme aux tons violents, aux fortes lignes et sa grosse franchise, humilie sans ménagement la dignité humaine et se met en contradiction avec toutes les hautes aspirations de nos âmes. Au contraire, la critique de M. Renan, avec ses libres allures et la distinction de ses manières, son raffinement de langage et de pensée, ses apostrophes sentimentales, ses émotions esthétiques, élève l'âme dans de célestes régions, supérieures à l'universelle vulgarité. Enfin, M. Vacherot, foulant d'un pied résolu toutes les illusions du passé, regardant en face les hautes cimes, ne reculant devant aucune affirmation, quelque terrible qu'elle soit ; construisant de toutes pièces une théologie idéale, comme une sorte de géométrie de la divinité, nous émeut par la mâle et austère franchise de sa parole, nous trouble par l'intrépidité de sa pensée, donne une sorte de vertige à notre esprit qui ne sait plus où se prendre dans ces régions sublimes mais vides des idées. L'un nie la faculté métaphysique

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 avril 1865.

en l'homme; l'autre en affirme hautement l'existence, le pouvoir et les droits; le troisième hésite à se prononcer, mais penche aujourd'hui vers l'affirmative. N'importe : les trois font, j'en suis assuré, les affaires du positivisme pratique.

Je suppose qu'il n'est pas nécessaire de le montrer pour la philosophie de M. Taine. Laissons-le donc hors de question. Quant à M. Renan, quelques-uns estimeront peut-être au premier abord que l'on ne saurait ranger ce délicat artiste, épris de toutes les beautés et surtout des beautés religieuses, parmi les fauteurs même involontaires du matérialisme, dans quelque sens qu'on l'entende. Mais, qu'on y réfléchisse : qu'y a-t-il, dans le fait, de certain pour M. Renan qui évite, autant qu'il peut, toute affirmation absolue? Il n'y a que le monde et ses lois fatales, inflexibles, toujours identiques à elles-mêmes. Sur tout le reste, cet écrivain mêle si bien les assertions contraires que l'on n'est jamais assuré de savoir au juste ce qu'il pense et ce qu'il veut dire. Mais dès qu'il s'agit des forces et des lois de la nature, il proclame sans hésiter et sans jamais se contredire leur inviolabilité et leur immutabilité. Si c'est dans ce domaine seulement que l'on est assuré de saisir la certitude, et si tout le reste est douteux ou insaisissable, pourquoi chercherait-on un autre objet d'étude que ce monde sensible et ses lois? Aussi bien, quelles magiques promesses M. Renan ne fait-il pas aux sciences de la nature? Tandis qu'il a démontré le néant de la métaphysique comme science progressive et certaine, il prophétise aux sciences naturelles l'avenir le plus merveilleux. Tout l'univers s'explique, selon lui, par ces deux éléments, le temps et la tendance au progrès. Tout est sorti de l'atome mécanique. « Et qui « sait, ajoute-t-il comme transporté d'une soudaine espérance, « qui sait si un jour l'homme ou tout autre être intelligent n'ar- « rivera pas à connaître le dernier mot de la matière, la loi de « la vie, la loi de l'atome?... Qui sait si la science infinie n'a- « mènera pas le pouvoir infini?... L'être en possession d'une « telle science et d'un tel pouvoir sera vraiment maître de l'u- « nivers[1]. » Je sais bien que M. Renan ajoute : « Un seul pouvoir « gouvernera réellement le monde, ce sera la science, ce sera « l'esprit. » Mais, il y a, on le sait, une manière d'entendre ce mot esprit qui est fort peu spiritualiste. Il n'y a qu'à lire les lignes qui suivent pour comprendre que les mêmes expressions recouvrent souvent des idées bien différentes, bien contraires. On y verra, par exemple, un Dieu qui est « en train de se faire, si l'on fait du mot Dieu le synonyme de la totale existence, »

[1] *Avenir des sciences naturelles.*

et, en même temps, un Dieu qui est l'absolu, le lieu de l'idéal, le principe vivant du bien, du beau et du vrai ; mais, hâtons-nous d'ajouter, de peur de quelque énorme méprise, que cet absolu qui est éternel et immuable n'a aucune réalité. Je sais bien que M. Renan appelle cet avenir des sciences naturelles « le triomphe de l'esprit, le vrai royaume de Dieu ; » mais qu'est-ce que tout cela veut dire après tout ce qui précède ? Et ne serait-ce pas justement le comble du positivisme, j'ai dit du matérialisme, que d'appeler de ces grands et saints noms le triomphe de la science et non celui du bien ? En tout cas, puisque l'étude du monde et de ses lois est la seule dont l'objet soit certain et accessible ; puisque de si magnifiques destinées lui sont promises, quel sera le but suprême de l'homme, j'entends de l'homme de la grande culture, de l'homme parvenu à la vie réfléchie, si ce n'est la connaissance des forces de la nature, et par elle, la possession du monde ? C'est du positivisme pur, seulement très exalté et assez fantastique. Nuance, affaire de tempérament !

J'en dis autant de M. Vacherot, quoi qu'il puisse prétendre. A parler vrai, la distance entre lui et M. Renan n'est actuellement pas si grande qu'on pourrait le penser. L'école critique, qui prend son bien où elle le trouve, s'est appropriée la théorie de M. Vacherot sur les idées absolues et nécessaires, et a de la sorte ajouté à tant d'autres éléments de provenance diverse et étrangère ce produit français. « Ne nions pas qu'il n'y ait des sciences de l'éternel ; mais mettons-les bien nettement hors de toute réalité. » Qui a dit cette parole significative ? c'est M. Renan[1] ; mais M. Vacherot pourrait l'avoir écrites, car c'est en deux mots tout son point de vue. Pour lui, la seule réalité, c'est le monde et ses lois. Dieu est sans réalité ; il est un assemblage d'abstractions transcendantes et d'idéaux ; rien de plus. En vain M. Vacherot fait-il des efforts généreux pour retenir le flot qui emporte la génération actuelle vers le positivisme, loin de toute préoccupation métaphysique et idéale. Comment prétend-il fixer les intelligences auprès d'idées sans réalité ? Croit-il sérieusement qu'il puisse réussir à les faire demeurer dans un monde admirable, sans doute, parfait et divin, mais qu'il déclare lui-même n'être qu'un produit de la pensée humaine ? Ces constructions métaphysiques dans les régions idéales peuvent être un noble délassement pour certains esprits rares qui se complaisent dans les rêves sublimes. Mais, tout noble qu'il est, ce délassement ne laissera pas de paraître assez stérile, disons-le, assez puéril, aux

[1] *Avenir des sciences naturelles.*

hommes du dix-neuvième siècle. Les sciences naturelles et l'industrie leur offrent des certitudes plus réelles, et leurs facultés trouveront pour les développer et pour les occuper un exercice suffisant dans l'étude et dans l'exploitation du monde. Ils s'y enfermeront. Encore une fois, la géométrie sublime de M. Vacherot ne retiendra que lui et quelques esprits aussi exceptionnels que le sien !

Ainsi, le positivisme pratique, tel est le résultat commun, j'ai presque dit, le fond commun de ces écoles. Le reste n'est que nuance, — et, pour avoir une réalité que je ne nie pas et dont je tiens grand compte, cette nuance n'est et ne peut être comme toute nuance qu'un détail. Il avait bien raison, Emile Saisset, quand il écrivait ces paroles : « Si vous me demandez laquelle « est la plus forte aujourd'hui de nos écoles philosophiques, je « répondrai : Ce n'est pas la mienne. — Laquelle donc ? — C'est « l'école positiviste. » — J'ai dit ailleurs que le panthéisme tenait sous sa fascination notre époque. Oui, pour les esprits qui ne sauraient se passer de métaphysique, comme pour M. Vacherot ; mais pour ceux auxquels elle n'est point nécessaire, c'est le positivisme qui les hante et les attire. Du reste, le panthéisme et le positivisme pratique ne sont pas absolument incompatibles, et peuvent avec de la bonne volonté, s'accommoder ensemble : le premier serait aisément la métaphysique du second, pour peu que celui-ci fût en veine de faire des hypothèses. N'a-t-on pas vu M. Taine se réclamer de Spinoza et de Hegel ? On lui en a sans doute contesté le droit ; mais je ne suis pas du tout persuadé qu'on ait eu raison de le faire, et qu'il n'ait pas été, en cette circonstance, meilleur juge de sa propre pensée que son critique.

Assurément ce résultat n'est pas de nature à nous faire passer par-dessus les difficultés et les contradictions que ces diverses écoles imposent à notre raison. Sans doute, le spiritualisme a aussi ses mystères et ses antinomies. Mais, du moins, il laisse debout les réalités de la vie spirituelle et morale, — et c'est pourquoi nous le préférons avec ses difficultés, fussent-elles égales à celles des autres points de vue. Je parle des difficultés du spiritualisme. Il en est qui sont inévitables ; l'explication complète de l'univers, l'entière connaissance de Dieu peuvent être l'éternelle recherche de l'esprit humain, elles ne sauraient être sa possession actuelle. Mais il y a des difficultés qui proviennent non de l'infinité de l'objet, mais des erreurs du philosophe ; s'il ne peut pas se faire qu'il ne reste toujours une partie des premières, les secondes doivent disparaître. Aussi eût-il été bon que M. Caro ajoutât à la critique de ces diverses vues sur Dieu celles d'un certain spiritualisme encore trop répandu. Il

est, en effet, des doctrines spiritualistes qui, poussées à leurs dernières conséquences, arriveraient à détruire elles-mêmes tout spiritualisme ; qui nient implicitement la personnalité de Dieu, la liberté de l'homme et, par conséquent, la réalité du devoir en les affirmant, en les défendant même avec éloquence. Qu'est-ce, par exemple, qu'un Dieu qui ne peut agir que par les lois générales, dont l'action est toujours identique à elle-même autant que nécessaire ; qui n'a aucun pouvoir d'introduire dans son œuvre une force nouvelle, et d'effectuer aucun fait qui ne soit la conséquence inévitable du développement antérieur ; qui doit avoir disposé l'univers de telle sorte qu'aucune place n'y soit réellement laissée à la liberté de la créature pas plus qu'à celle du créateur. Qu'est-ce que ce Dieu enchaîné, nécessairement agissant et agissant selon des lois nécessaires ? On n'échappe, dans un tel système, au déterminisme que par l'inconséquence, ce qui est, du reste, la seule voie ouverte au déterministe lui-même pour éviter le panthéisme ou le naturalisme.

Une telle idée de Dieu, pour être fréquente parmi nos spiritualistes, n'en est pas plus raisonnable. Elle n'est plus possible dans l'état actuel de la pensée. Tout nous contraint à choisir entre le Dieu-nature et le Dieu-Esprit, entre le Dieu-nécessité qui agit fatalement, aveuglément, comme une force de la nature et le Dieu libre, maître de lui-même comme il est cause de lui-même. En d'autres termes, il faut opter entre le théisme chrétien et le panthéisme. Toute position intermédiaire devient de plus en plus impossible. Le déisme, quelques belles pages que l'on ait écrites de nos jours encore à sa gloire, ne s'est soutenu que par des inconséquences, honorables sans doute dans leurs motifs, mais qui ne peuvent prétendre à être éternelles. Quel choix a fait M. Caro lui-même ? Plus d'une parole nous donne des espérances, des gages ; mais il en est d'autres qui ne sont pas, disons-le franchement, sans nous inspirer de sérieuses inquiétudes. Examinons. M. Caro a esquissé dans un dernier chapitre l'idée de Dieu qui est la sienne.

Le Dieu de M. Caro n'est pas la substance ou la totalité des phénomènes, ni la loi géométrique des choses, le principe aveugle de l'ordre universel. Il n'est pas la perfection souveraine, si l'on veut que cette perfection absolue ne soit que l'idéal de la pensée. Il n'est pas ce principe indéterminé de Hegel qui se développe par la contradiction, ni cet esprit absolu qui est le terme du développement dialectique. Ce n'est point assez, nous sommes heureux de l'entendre affirmer à notre philosophe, que l'on dise que Dieu est l'absolu, l'infini, l'idéal. Ces expressions

ne sont vraies que dans un sens qu'il faut définir, et ce sont des abstractions qui ne sont pas sans péril. « Revenons donc à ces « simples expressions de la vieille métaphysique pour désigner « Dieu : la première cause, l'être des êtres, en y ajoutant l'at- « tribut qui détermine le mieux son rapport avec le monde, l'in- « telligence. Un dernier trait, conclut M. Caro, et notre défini- « tion sera achevée. Ce Dieu vivant, ce Dieu intelligent est aussi « le Dieu aimant. »

Certes, je souscrirais volontiers à toutes ces déterminations de l'idée de Dieu ; mais, en réalité, est-ce là une définition philosophique? « La première cause... en y ajoutant l'attribut qui re- « présente le mieux son rapport avec le monde... » Est-ce bien sûr que cet attribut soit l'intelligence? Et pourquoi l'attribut qui représente le mieux le rapport de la cause première avec le monde plutôt qu'un autre? Et, quelques pages plus loin, pourquoi encore « un dernier trait? » Dans quel rapport nécessaire ce nouvel attribut est-il avec ceux qui précèdent, et pour quelle raison est-il le dernier? On dirait d'un peintre ajoutant tantôt une couleur, tantôt une autre, donnant un coup de pinceau de ce côté-ci, puis de ce côté-là, et arrivant enfin, par des touches et des retouches successives, à se satisfaire soi-même! Est-ce donc par simple juxtaposition et au gré du philosophe, ou pour plaire aux âmes religieuses, que s'agencent les divers éléments de la définition de Dieu? Où est la notion centrale, essentielle, comprenant et engendrant toutes les autres? Le grave défaut de cette définition, qui renferme tant de vérité, c'est qu'elle est arbitraire ou semble telle.

Du reste, après sa vigoureuse critique des vues opposées, il eût fallu plus qu'une définition : une démonstration était réclamée. Je reconnais avec M. Caro que cela eût exigé un nouveau livre (ce sera, j'espère, celui qu'il annonce dans sa préface). Mais il est d'autant plus regrettable que sa détermination de l'idée de Dieu forme si peu un tout organique et vivant, se soutenant par lui-même. Une bonne définition, engendrée dans toutes ses parties par une idée première dont la nécessité eût été montrée, aurait eu, à elle seule, une valeur démonstrative, et eût dignement couronné l'œuvre entière.

J'ai une observation plus grave à présenter.

Un mot est absent de cette définition, et il est d'une importance capitale, c'est celui de liberté. Cette cause première se possède-t-elle elle-même ; est-elle maîtresse de son action, ou agit-elle par la nécessité de sa nature? Là est la question essentielle. Affirmons la liberté en Dieu, et nous voilà séparés par un abîme infranchissable du panthéisme. Identifions la liberté avec

la nécessité en Dieu, et nous sommes bientôt livrés, pieds et poings liés, à ce redoutable système. Ce n'est donc pas sans étonnement et sans inquiétude que je découvre cette lacune dans la définition de M. Caro.

Le dirai-je? Je crains, malgré de belles déclarations, que M. Caro ne soit trop encore embarrassé, comme le reste du spiritualisme français, dans les liens de cet intellectualisme qui a été si fatal déjà à ce dernier. Je n'aime pas à rencontrer des phrases comme celles-ci, dans une définition de Dieu : « L'acte pur, l'acte éternel de la pensée, première cause et « réalité suprême, je crois renfermer dans cette définition ce « qu'il y a de plus intelligible en Dieu pour la raison hu- « maine[1]; » ni à entendre donner l'intelligence comme l'attribut qui représente le mieux les rapports de Dieu avec le monde. Je m'inquiète de voir la pensée, l'intelligence mise au premier rang, sur le trône; j'ai peur que la logique et la dialectique ne prennent en main la direction de l'univers et ne nous entraînent, sans que nous puissions nous en défendre, dans un déterminisme, destructeur de toute liberté et de toute personnalité. En effet, l'intelligence fonctionne suivant des lois nécessaires; elle peut même s'exercer au sein de l'inconscience, dans l'absence de la volonté, et accomplir, dans ces conditions d'impersonnalité, des œuvres étonnantes. Ne voit-on pas l'enfant apprendre sans s'en douter les lois du langage; et, en les appliquant par la force irrésistible et non voulue de la logique, corriger les irrégularités produites par l'usage? Il y a là tout un travail considérable, une sorte de création que l'intelligence opère sans le savoir, sans le vouloir, par une nécessité intérieure. S'il n'y avait que l'intelligence en l'homme, ou si l'intelligence était la faculté première, distinctive et génératrice, il serait pour le moins douteux que l'homme fût libre. On en peut dire autant de Dieu.

Je ne suis qu'à moitié rassuré, on le comprend, quand l'auteur ajoute que cette intelligence souveraine est la cause première et universelle; car il est dans la nature de la cause de produire ses effets, à moins qu'une autre cause ne la neutralise; et, comme il s'agit ici de la cause première, rien ne saurait suspendre son action, si ce n'est elle-même; mais qu'est-ce qui me garantit qu'elle puisse exercer sur soi cette puissance, tant qu'elle ne m'est donnée que comme « l'acte éternel de la pen- « sée? » Nous sommes toujours exposés à voir sortir de cette idée de Dieu la nécessité universelle. On pourrait sans doute me

[1] P. 495.

rassurer davantage, en ajoutant que cette intelligence souveraine, cette cause première est aussi amour. Mais est-ce un amour qui soit libre de se donner ou de se refuser? car il en est qui estiment l'amour d'autant plus grand qu'il domine la liberté et l'absorbe. Est-ce un amour qui trouve sa satisfaction en soi-même ou qui soit contraint de la chercher en dehors de soi? Evidemment, il faut expliquer ce nouveau terme, puisque l'on court le risque de mettre la nécessité d'aimer à la place de la nécessité d'agir. Nous touchons ici à la difficulté suprême du spiritualisme : comment concevoir et maintenir la liberté en Dieu? Je ne puis que regretter de ne pas la voir même indiquée dans les pages que M. Caro consacre à l'exposition sommaire de son idée de Dieu.

Quel est le point de départ de la philosophie de M. Caro? Son prochain ouvrage nous l'apprendra sans doute. Dans l'ignorance où je suis, il faut donc attendre et ne pas préjuger. Je voudrais espérer qu'il rompra pour son compte le charme sous lequel Descartes tient encore le spiritualisme français, qu'il cessera de prendre, pour point de départ, la pensée, et ne cherchera pas, d'une façon ou d'une autre, à fonder l'édifice entier de la psychologie et de la métaphysique sur le fameux « Je pense, donc je suis. » Ce n'est pas moi assurément qui reprocherai à cette proposition d'être une tautologie ou une pétition de principes, et de pécher par un excès d'évidence, puisqu'il est trop clair que si je suis pensant, je suis. Au contraire, je conteste la rigueur du raisonnement, la nécessité de la conclusion.

Qu'on se rappelle ce que nous disions tout à l'heure du caractère de nécessité qui marque les opérations de l'intelligence. La pensée est ce qu'il y a de plus impersonnel dans l'âme humaine; elle dépend de la volonté dans une mesure que je crois réelle, mais qui a ses limites et que l'on peut contester. Il est certain, par exemple, que je ne puis refuser l'assentiment de mon intelligence à une démonstration de géométrie. Dès lors, en tant que je pense, je ne suis pas assuré que j'existe personnellement; il peut se faire que je ne sois que la manière d'être d'un autre; que ma pensée ne soit que la manière de penser d'un autre. Mon existence, en tant que moi réel, n'est donc pas nécessairement impliquée dans le fait de ma pensée, et je ne puis pas dire rigoureusement parlant : « Je pense, donc je suis. » La base que m'offre cet axiome est donc peu solide, et, à tout le moins, trop étroite, pour que je songe à y élever l'édifice de ma philosophie. Cherchons ailleurs un autre *inconcussum*. Où le trouverons-nous? Dans le fait moral, caractéristique de l'homme, dans le devoir. Nous changerons le « *je pense, donc je suis* » en un « *je dois,*

donc je suis. » C'est dans le sentiment de l'obligation morale que je me saisis comme un être personnel, que j'ai l'assurance de n'être pas un simple « *modus essendi,* » une apparence éphémère d'être, mais un être réel et vivant. Je puis dire, moi, du moment que je me sens obligé envers autre chose que moi et responsable de mes actes : *Je suis.* Mais en même temps, un Autre que moi est. Cette loi absolue à laquelle tout doit céder, d'où vient-elle? Je suis conduit vers l'auteur souverain de cet impératif catégorique, — vers Dieu.

Ainsi l'affirmation fondamentale du devoir nous donne à la fois la personnalité de l'homme et la personnalité de Dieu, la volonté et la liberté en l'un et en l'autre. Que l'intelligence se saisisse de ces données premières et inébranlables; que la logique opère sur ces termes fondamentaux et en tire tout ce qu'ils renferment ou tout ce qu'ils postulent; que les faits d'observation psychologique ou sensible soient mis en rapport avec les résultats de la dialectique; que la synthèse soit cherchée et l'unité métaphysiquement établie, voilà l'œuvre de la philosophie, et elle est grande. Mais que l'on y prenne garde, ce qui a été le point de départ de toute la recherche doit jusqu'à la fin en être le contrôle. Toute doctrine qui ne pourrait concorder avec le fait premier du devoir est par là même erronée, et l'observation ou le raisonnement doit être recommencé.

J'ai trouvé M. Caro faible et timide quand il a repoussé l'accusation des adversaires reprochant au spiritualisme de se préoccuper de la morale. Après avoir dit que la morale, à son origine la plus haute, se confond avec la métaphysique elle-même; qu'à ce point de vue supérieur tout s'accorde et se tient, tout s'unit avant la division des sciences spéciales, et que, par une conséquence forcée, telle idée philosophique qui aboutirait au renversement d'un principe moral ne saurait être la vérité, il ajoute: « Je ne veux pas pour cela que le savant, l'esprit tendu vers cet « unique objet, n'ait souci dans ses méditations que du plus « ou moins de convenance de chacune d'elles avec la morale. Ce « philosophe pour rire, s'il a jamais existé, n'existe plus que « dans l'imagination de nos adversaires. Là, comme ailleurs, on « intervertit l'ordre des termes dans la question. Nous ne disons « pas : Telle doctrine est vraie parce qu'elle est bonne; nous di- « sons : Elle est vraie; et, après avoir établi qu'elle est vraie, « nous montrons qu'elle est bonne. »

Ces paroles renferment beaucoup de vérité, mais posent la question d'une manière incomplète et confuse. Dans ces termes, il est impossible d'arriver à une application décisive du critère moral. Une doctrine peut, en effet, paraître favorable à la mo-

rale, sans qu'on ait le droit d'en conclure qu'elle soit vraie absolument, attendu que cette heureuse influence peut être due à une portion de vérité mêlée à beaucoup d'erreur, et qu'il est toujours possible de supposer qu'une autre doctrine contenant une part plus considérable de vérité fût moralement plus utile. Tout ce que l'on peut obtenir par des considérations de ce genre, c'est une présomption favorable, ce n'est pas un argument péremptoire; c'est une probabilité, tout au plus une confirmation, ce n'est pas une certitude. Je ne dédaigne pas, cela va sans dire, ce secours, mais le critère moral ne peut-il pas donner davantage? Oui, assurément. Le devoir a une valeur absolue, non-seulement pour l'action, mais pour la pensée. Comme toute action contraire au devoir est mauvaise, toute pensée contraire au devoir doit être tenue pour fausse. Ma conscience m'oblige à condamner, à rejeter l'une comme l'autre. Admettre dans ma pensée une doctrine qui détruirait le devoir, ce serait manquer à mon devoir. La première de mes obligations est de repousser loin de moi tout ce qui aboutirait au renversement de la morale. Que l'on y fasse attention, je ne condamne pas une doctrine par cela seul qu'elle serait en contradiction avec un devoir particulier, car il peut y avoir des jugements réformables dans les applications de détail. Je la condamne parce qu'elle détruit le devoir même. Encore une fois, je dois prononcer ainsi. Supposez maintenant qu'il soit établi que cette doctrine est la seule qui laisse au principe moral sa dignité souveraine, il serait prouvé du même coup qu'elle seule est vraie et possible. Ainsi, le sentiment du devoir a une autorité suprême ; il édicte des jugements définitifs en philosophie comme ailleurs. Entre ses mains, si l'on peut ainsi dire, est remis un droit de *veto* absolu.

J'avoue que c'est là pour moi la raison déterminante pour rejeter le panthéisme, le positivisme, le scepticisme ; car si ces systèmes présentent à mon intelligence des difficultés, plus que cela, des contradictions intolérables, je dois convenir que le théisme n'en est point tout à fait exempt, et qu'il y a aussi contre lui des objections terribles auxquelles il n'a pas encore donné et ne donnera peut-être jamais de réponse satisfaisante.

Et, à mon point de vue, je comprends qu'il en soit ainsi. Je dirais volontiers avec M. Renan, dans sa fameuse apostrophe au Père céleste : « Tu n'as pas voulu que ces doutes reçussent une « claire réponse, afin que la foi au bien ne restât pas sans mé- « rite... ; l'évidence en pareille matière eût été une atteinte à « notre liberté ; c'est de nos dispositions intérieures que tu as « voulu faire dépendre notre foi... Sois béni pour ton mystère, « béni pour t'être caché, béni pour avoir réservé la pleine liberté

« de nos cœurs ! » M. Caro n'a que de la réprobation pour ces paroles ; il y voit des idées chères à M. Renan, odieuses à la raison, telles que celles-ci : « L'idéal divin est l'œuvre intime « des facultés de chacun ; nous aimons Dieu précisément en rai- « son de l'évidence qui lui manque, et de la liberté que chacun « conserve d'y croire ou de n'y pas croire, et, s'il y croit, de le « concevoir à sa guise. » Evidemment, M. Caro, si équitable d'ordinaire jusque dans les plus vives représailles de sa polémique, s'est laissé entraîner ici au delà de la juste mesure. Qu'il y ait dans les paroles de M. Renan quelque partie des erreurs que signale M. Caro, c'est possible, et je n'oserais me porter garant du contraire. Mais n'y a-t-il absolument rien de vrai, et n'eût-il pas été d'une bonne polémique, après avoir fait ses réserves sur le sens erroné et dangereux que pouvaient avoir ces paroles, de relever la part de vérité qu'elles contenaient? Ne sommes-nous pas obligés de reconnaître que l'évidence n'est pas le caractère des hautes et suprêmes vérités, que non-seulement la religion chrétienne mais la philosophie spiritualiste ne sauraient prétendre à fournir des démonstrations exactes et irrésistibles comme celles qui se donnent en mathématiques; qu'enfin, pour reproduire une comparaison déjà faite, Dieu n'a pas l'évidence d'un théorème? Dès lors, il faut bien se rendre compte d'un fait considérable. Et quelle explication plus digne de Dieu et de l'homme que celle qui reconnaît dans ces voiles dont Dieu enveloppe sa gloire, sous lesquels il se montre et tout ensemble se cache, un respect de la liberté morale? Pascal avait dit déjà : « Il tempère sa connaissance, en sorte qu'il a « donné des marques de soi visibles à ceux qui le cherchent et « obscures à ceux qui ne le cherchent pas. » Oui, tout acte de foi est un acte de volonté ; et voilà pourquoi nous sommes responsables de nos croyances. Il n'y a aucune moralité à croire que le soleil existe, parce que cette conviction s'impose et qu'on ne saurait ne pas l'avoir quand on a des yeux. Il en est tout autrement de la foi en Dieu. Ici nous croyons sans être contraints de croire. Nous croyons au Dieu personnel, parce que nous voulons y croire. Mais nous avons des raisons pour le vouloir. Si donc M. Renan soutient que nous avons sur ces hautes questions la liberté de croire ce que nous voulons, il ne se trompe pas tout à fait; mais il faut ajouter que nous répondrons de l'usage que nous aurons fait de notre liberté. Si M. Renan, allant plus loin, s'autorise de l'inévidence pour rester dans ses doutes, il a tort, et il se contredit lui-même, puisque d'après ses propres paroles, Dieu a voulu que notre foi (non pas notre doute) dépendît de nos dispositions intérieures. Le mérite, c'est « de

croire sans voir, » et si ce ne peut pas être un devoir de croire à l'existence du soleil, c'en est un de croire à celle de Dieu.

Quand je considère que les adversaires déclarent tous avoir foi au devoir, protestent avec indignation quand on les accuse de le détruire, et affichent même la prétention d'être de plus hauts moralistes que ceux qui les attaquent, je ne suis que fortifié dans mon point de vue. Il me semble qu'il y a là, ce qui est d'une importance première en toute discussion, ce qui la rend possible et utile, une foi acceptée de part et d'autre, un point de départ commun. Démontrez donc tout ce que postule le devoir, tout ce qu'il rejette, et vous aurez porté un grand coup aux funestes erreurs de notre époque, en même temps que vous aurez fondé la vérité sur ce qu'il y a de plus solide en l'homme, sur l'*inconcussum* par excellence. Le conseil que M. Caro donne à l'école critique, et que nous avons rappelé tout à l'heure, j'engagerais volontiers ce philosophe à le suivre lui-même. Comme Kant, « sur la base de la morale, rétablissez tout le reste. »

Je ne puis que jeter en passant et d'une manière sommaire ces idées qui auraient besoin d'être développées et complétées. Peut-être y reviendrai-je quelque jour. En attendant, je ne me séparerai pas de M. Caro sans le remercier des bonnes heures que m'a fait passer son excellent livre. Il ne m'a pas été possible de signaler ici tout ce qui eût mérité d'être remarqué. Ainsi je n'ai rien dit des observations justes et frappantes dont est remplie sa critique de la *Vie de Jésus* de M. Renan, bien qu'elle laisse à désirer au point de vue de la science théologique; et que de pages intéressantes, distinguées par le fond autant que par la forme, n'aurais-je pas eu à citer dans la partie du livre qui est consacrée à la question de l'immortalité ! Assurément, cet ouvrage est une des meilleures et des plus saines lectures qui se puissent faire de nos jours. A l'intérêt d'une pensée élevée et profonde qui s'est mise au service des vérités les plus grandes et les plus indispensables à l'âme humaine, se joint le charme d'un rare style. Il n'est pas nécessaire d'être un philosophe de profession pour prendre goût à ces fortes discussions : M. Caro y sait jeter la lumière et l'attrait à pleines mains. Le livre est digne du succès extraordinaire qui l'a accueilli, et nous fait désirer avec impatience l'ouvrage où l'auteur nous a promis d'exposer sa propre pensée après avoir critiqué celle des autres.

C. Bois.

HISTOIRE

—

DES CAUSES QUI ONT ARRÊTÉ LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFORME EN FRANCE.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS.
Première époque. 1512-1594, par ATH. COQUEREL FILS.

I.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible de lire avec calme l'histoire des quatre règnes dont la seconde branche des Valois a doté la France. La nature humaine y prend des proportions qui nous étonnent. Si une faible minorité nous fait voir à quelle hauteur morale elle peut s'élever, par contre l'immense majorité la fait descendre à des profondeurs de corruption qui effrayent et accablent tout à la fois. C'est une succession de forfaits, ce sont des attentats qui défient l'imagination la plus fertile à inventer le mal. Le cœur se serre, une impatience fiévreuse s'empare de vous. L'on regarde si la fin ne va pas bientôt venir, l'on voudrait sauter des pages, tourner des feuillets, retrancher des chapitres, mais impossible. Les événements s'enchevêtrent trop les uns dans les autres ; ils sont tour à tour cause et effet. Il faut tout lire, lire malgré soi, lire avec l'espoir que les historiens contemporains ont chargé leurs pinceaux. L'on se surprendrait néanmoins à mépriser la nature humaine si l'on ne se rappelait que ce sont aussi des hommes qui servent de point de mire aux fureurs des méchants, et qui opposent aux traitements barbares qu'ils en reçoivent le plus indomptable courage et une fidélité vraiment sublime aux principes que leur conscience a acceptés comme étant la vérité.

Ces impressions, dont nous ne pouvons jamais triompher quand nous abordons cette partie de nos annales, se sont renouvelées à la lecture de l'ouvrage de M. Coquerel. Son histoire embrasse cette même période.

L'auteur y raconte l'origine, les progrès et le déclin du protestantisme. Je devrais dire sa chute, car à partir du règne de Henri IV, ce mouvement est entré dans sa période de décroissance. La France est perdue pour la Réforme. L'Edit de Nantes a bien pu en réunir un moment les débris et leur donner une existence légale, mais elle ne peut plus reprendre son essor; contenue, surveillée et humiliée sous Richelieu, elle succombe sous la gloire, la puissance et la haine de Louis XIV. A quoi peut-on attribuer la chute de ce mouvement qui avait enveloppé, quoique sous l'empire de circonstances les moins favorables, une minorité si notable de la nation. Une réforme était dans les vœux de tout le monde. Pourquoi donc quand elle a paru a-t-elle été repoussée et détruite? Serait-il possible de signaler les causes qui ont présidé à cet étrange phénomène historique?

Sans doute, on demandait une réforme de l'Eglise, mais non pas celle qui est arrivée. Ce n'était pas à la racine de l'arbre que l'on voulait mettre la hache; on désirait seulement en élaguer les branches inutiles ou nuisibles. C'était une réforme plus disciplinaire que dogmatique, plus dans les formes que dans le fond. Corriger les abus, supprimer d'inutiles et vaines cérémonies, réduire le nombre des jours fériés, mettre un terme à la puissance et aux richesses du clergé, réprimer ses empiétements sur les pouvoirs civils et politiques, le faire rentrer dans la loi commune pour tout ce qui touche aux relations sociales; le rendre plus instruit, plus moral, plus essentiellement religieux, poser des limites aux couvents et aux ordres monastiques, faire disparaître les sinécures, les cumuls, les postes inutiles; restituer à la religion, par des mesures légales, son caractère moralisateur, en faire un véhicule de lumière, de consolation, de paix pour la société, au lieu d'en être le plus souvent le fléau, telles étaient les réformes que l'on réclamait de toutes parts, et qui entraient dans le grand courant des aspirations de l'époque.

Mais ces réformes, bien qu'elles n'allassent pas au fond des choses, étaient déjà trop considérables pour qu'elles pussent s'obtenir par des voies aussi faciles. Chaque progrès sérieux dans les institutions civiles ou religieuses se paye souvent très cher. Pour le rendre viable, il faut qu'il soit le résultat d'un mouvement contradictoire dans les esprits et d'une lutte d'idées, d'opinions qui se traduisent quelquefois par de violents déchirements et de sanglantes guerres. Ce qui est repousse ce qui doit être; les principes sont comme les rois, ils n'aiment pas leurs héritiers; ce n'est souvent qu'après bien des siècles, et à la suite de nombreuses défaites qu'une vérité triomphe et obtient droit de cité sous forme d'une institution.

L'attente générale ne s'est donc réalisée ni dans les limites tracées, ni dans les moyens proposés. La Réforme en France, au lieu de descendre des sommités de l'Eglise ou d'être élaborée dans les conseils du souverain, a pris naissance dans le cabinet d'un penseur. Avant même que Luther

eût affiché ses thèses et rempli le monde chrétien de son nom, un professeur de la Sorbonne avait publié un Commentaire sur l'épître de saint Paul aux Romains, où il développait les paroles de l'Apôtre, que le salut de l'âme est un don de Dieu, et ne s'obtient que par la foi indépendamment des œuvres, et transportait ainsi la religion du domaine tout extérieur des faits et des actes dans celui du sentiment intime, siége de la vie morale.

Si cet ouvrage fût resté isolé, il est probable qu'il aurait passé inaperçu ou n'aurait servi qu'à alimenter les spéculations de quelques moines ou à nourrir la foi de quelques chrétiens obscurs; mais l'écho de ce qui se passait au delà du Rhin lui donna une grande valeur. Rattaché aux travaux du réformateur allemand qui, lui aussi, avait posé la même base, cet ouvrage devint le point de départ de ce mouvement religieux qui devait secouer si profondément la France.

Une fois placée sur ce terrain, la Réforme devait reprendre en sous-œuvre la mission des apôtres, en répudiant le travail de douze siècles. Cérémonies et symboles, culte et doctrine, tout est à refaire. L'édifice doit être renversé pour être reconstruit sur de nouvelles bases ou plutôt sur celles que Christ et ses premiers disciples ont posées.

Ce mouvement dépassait le but que la nation voulait atteindre. Elle l'eût accepté ou s'y serait soumise à la longue si le pouvoir lui en eût imposé l'obligation, mais elle ne pouvait y entrer par un pur acte de sa liberté; or c'était à cette liberté que les réformateurs faisaient appel. Il n'y avait pas eu dans son sein ce travail préparatoire que les peuples du Nord avaient subi, cette infiltration lente, continue, progressive d'idées, d'opinions nouvelles, avant-coureur des transformations sociales. L'homme ne peut pas se dépouiller en un instant de ce qu'il y a de plus intime et de plus vivant dans son existence. Son organisation morale se compose de ce faisceau d'idées traditionnelles, d'opinions, d'enseignements domestiques ou autres, de maximes, de préjugés, de proverbes qui forment comme l'atmosphère de son cœur et la nourriture de son intelligence. Il faut qu'il soit soumis pendant des années à un nouveau régime pour être en état d'entrer dans un mouvement semblable à celui du seizième siècle. Sans doute la Réforme aurait pu à la longue faire cette œuvre, mais elle a été gênée dans ses mouvements dès sa naissance par les poursuites incessantes et cruelles du pouvoir. Elle n'a jamais eu assez de liberté pour réagir d'une manière décisive sur l'opinion publique et changer le milieu dans lequel se forme notre conscience religieuse.

Non-seulement la Réforme a été contrecarrée dès son apparition et s'est vue immédiatement entourée de nombreux et puissants adversaires, mais elle n'a pas eu cette période de formation, pendant laquelle les désirs et les espérances, les aspirations et les vœux sont comme en ébullition pour enfanter l'homme nouveau; jours précieux où la lumière, d'abord incertaine et vacillante, permet à l'imagination de se dessiner de

vastes horizons, et où les idées prennent graduellement le moule et l'enveloppe qui répondent au milieu dans lequel elles doivent vivre. Dès 1535 à 1536 elle a été systématisée. L'*Institution* de Calvin lui donne une forme à laquelle il n'y a rien à ajouter. Le cadre est complet dans ses parties, il ne demande qu'à être développé. Dans cet ouvrage, l'auteur ne laisse irrésolue aucune question tant soit peu importante. Il embrasse le vaste champ de la théologie, dogmes, morale, discipline, culte, clergé, société civile, politique, religieuse; il explique tout, pose des bornes à tout. C'est un ensemble bien coordonné dont les parties sont fortement enchaînées, où tout est précis, positif, clair, beaucoup plus clair que dans les Ecritures. La forte logique de Calvin s'y montre à chaque ligne. Le dualisme des Ecritures disparaît sous une puissante unité, car l'homme ne peut pas plus voir instantanément les deux côtés d'une question que les deux faces d'une médaille. Tout est concret, vivant dans la Bible, tout est abstrait dans l'*Institution;* l'une est la synthèse, l'autre est l'analyse. Dans l'Ecriture, c'est l'homme tout entier qui apparaît, pense, parle et agit, dans l'*Institution*, c'est l'intelligence. Ce livre est arrivé beaucoup trop tôt. Il a révélé aux incertains, aux timides et aux prudents l'immense distance qu'ils avaient à parcourir, et aux intelligences paresseuses le travail considérable qu'elles devaient faire pour répondre à l'appel que la Réforme leur adressait. Si l'*Institution* de Calvin a donné une grande vigueur à des âmes d'élite et achevé l'œuvre de la conversion dans les cœurs généreux, elle a, par contre, refoulé dans le catholicisme les personnes d'un caractère faible ou dont la volonté était encore indécise et flottante.

L'on sait que le corps presque tout entier de la magistrature a refusé de se ranger du côté de la Réforme. Sans doute, il l'a fait d'abord par cet esprit de résistance qui caractérise le magistrat. Appelé à faire exécuter des lois qui ont pour but de maintenir ce qui est et de sauvegarder les droits acquis, il ne peut pas ne pas être conservateur et poursuivre toute innovation qui peut ébranler l'ordre établi, jusqu'à ce que cette innovation ait passé dans les mœurs et reçu la sanction de la loi; mais il faut ajouter que certaines parties de la théologie réformée devait avoir peu d'attrait pour la magistrature. La chute radicale de l'homme dans laquelle sa liberté morale avait fait naufrage, semblait ébranler les bases psychologiques de toute législation et en entraver l'application. Toute loi repose sur ce grand fait de la liberté de l'homme. Or, est-il possible de condamner un coupable s'il n'a pas été libre de rejeter le mal pour lequel il est poursuivi. Le réformateur, il est vrai, séparait le citoyen du chrétien et donnait au premier ce qu'il retirait au second. L'homme social a toutes les forces nécessaires pour remplir ses devoirs vis-à-vis de ses semblables; l'homme religieux, pour remplir les siens vis-à-vis de Dieu, a besoin d'un secours divin. Cette distinction paraissait aux légistes un peu arbitraire. Elle était à leurs yeux un besoin du système plutôt

qu'un enseignement biblique. Elle n'avait pas la sanction des faits. Dans une foule de cas, les lois civiles sont la reproduction ou l'écho de la loi morale, et elles exigent comme cette dernière une même obéissance sincère et cordiale.

La doctrine corrélative de l'élection et de la prédestination ne devait pas non plus trouver grande faveur parmi les hommes de loi. Elle leur semblait être en opposition aux principes absolus de la justice, et heurtant de front les données fondamentales de la philosophie du sens commun. Elle portait atteinte à la responsabilité de l'homme et partant à son activité morale, et devait favoriser l'inertie, paralyser la libre expansion de l'esprit humain, porter l'homme à accepter la domination exclusive du fait et se complaire dans l'immobilité. Plus il jouit du sentiment de sa libre personnalité, plus il se croit l'arbitre de sa destinée, et plus aussi il doit déployer d'activité dans toutes les sphères qu'il est appelé à occuper. Depuis longtemps l'Eglise avait répudié l'augustinisme pur pour se rapprocher du semi-pélagianisme, doctrine qui lui paraissait plus conforme aux premières données de la raison. Les faits, il est vrai, donnent un démenti formel à ces déductions de la logique, car les nations qui ont accepté la Réforme avec les doctrines de Calvin ont déployé dans toutes les sphères une activité hors ligne, et se sont fait remarquer par un amour profond de la liberté.

A la métaphysique de la Réforme comme obstacle à son développement il faut ajouter sa discipline. Le gouvernement et les lois que Calvin lui donna pouvaient bien convenir à une république, mais devaient être repoussés par une monarchie absolue. Le presbytérianisme établit l'égalité des fonctionnaires ecclésiastiques. La hiérarchie ne se trouve que dans les corps dont les laïques font partie, ces corps se superposent les uns aux autres d'une manière admirable et ont tous pour base l'élection. Le consistoire d'abord, puis le colloque, puis le synode provincial, puis enfin le synode national. Imposante constitution dont la première assise se trouve dans le suffrage universel et dans laquelle tous les intérêts comme toutes les opinions sont représentés, et où le plus petit a un pouvoir à exercer et une place utile à remplir. Comment une société essentiellement aristocratique, comme l'était celle du seizième siècle, aurait-elle pu admettre une organisation aussi démocratique? Elle a compris d'instinct qu'il était de son intérêt de la repousser; que son existence pourrait être compromise en s'y associant ou en lui laissant pleine liberté de prendre racine en France et de s'y développer. Tout s'harmonise dans une société. Les différents corps qui la composent doivent coïncider entre eux pour former un tout compact. Ils s'entre-choqueraient s'ils se trouvaient sur des bases différentes ou animés de principes opposés. En Angleterre, la terre classique de l'aristocratie, la Réforme a dû conserver la hiérarchie pour pouvoir y obtenir droit de cité. Le puritanisme, qui avait adopté les doctrines et la discipline de Calvin, n'a pu s'y établir définitivement

comme Eglise nationale. Il y a été vainqueur sous Cromwell, mais il a disparu avec la révolution qui avait amené son triomphe, et si en Ecosse l'aristocratie s'est maintenue en face du presbytérianisme, elle ne lui a jamais donné comme corps toutes ses sympathies. Depuis la réunion de ce pays à l'Angleterre elle s'est rattachée en grande partie à l'Eglise anglicane. Jacques Ier ne cessait de répéter aux puritains : « Point d'évêque, point de roi. »

Le presbytérianisme était donc en tous points le contre-pied du gouvernement de l'Eglise gallicane. Sa discipline devait être radicalement changée. La transformation du corps ecclésiastique tout entier était complète; mais à moins qu'il ne consentît lui-même à ce changement, entraîné par le mouvement de la Réforme, quelle est l'autorité assez puissante qui aurait pu la lui imposer, et le contraindre à renoncer à son influence, à ses honneurs, à ses immenses richesses, à la haute position qu'il occupait? Ce corps traitait avec l'Etat de puissance à puissance et le dominait dans bien des circonstances. Il disposait d'un budget considérable et votait des subsides au souverain en lui imposant toujours pour condition, depuis le seizième siècle, d'abattre la Réforme. Il tenait ainsi sous sa tutelle la société tout entière par les deux liens qui enchaînent le plus fortement les hommes, la religion et la fortune, les biens du ciel et ceux de la terre. Il n'y aurait eu qu'une révolution religieuse et sociale qui aurait pu obtenir que ce corps abdiquât. Genève, la Suisse, la Hollande, l'Ecosse, pays où des révolutions politiques vinrent en aide à la révolution religieuse, les réformateurs purent faire subir au corps épiscopal une transformation radicale, mais Calvin n'eut pas en France cet auxiliaire. Si la Réforme fût venue après la révolution française et au moment où toutes les distinctions conventionnelles avaient disparu, où le plus puissant et le plus riche n'était qu'un citoyen comme le plus pauvre, il eût été facile d'introduire le presbytérianisme. Dans une république égalitaire, une aristocratie religieuse n'a point de place. Il convient peu à des serviteurs de Jésus-Christ d'être des seigneurs quand le plus puissant de la nation n'est qu'un simple citoyen. Si Napoléon a rétabli le catholicisme avec sa hiérarchie, c'est parce qu'il avait l'intention de rétablir l'aristocratie sociale avec les institutions qui en découlent.

La forme du culte devait aussi accroître les obstacles à l'établissement du protestantisme en France. Les transitions subites ne sont le fait que des individus ou des sociétés restreintes; les grandes nations se meuvent plus lentement, surtout quand il s'agit, non de principes qui relèvent plus ou moins de l'intelligence, mais bien de formes, de coutumes religieuses qui sont devenues pour le peuple, par la puissance de l'éducation et de l'habitude, une seconde nature. Le catholicisme avait façonné l'homme à un culte religieux calculé tout à la fois pour nourrir l'imagination, flatter les regards, soulager la pensée, alimenter le goût pour le beau et l'amour pour le mystérieux. N'exigeant aucun effort d'es-

prit, point d'attention soutenue, il répond anx dispositions de cette masse compacte de la société qui demande plutôt à être distraite qu'à être enseignée et édifiée. Le culte de l'Eglise catholique se distingue par la variété et la beauté de ses formes. Le prêtre y figure revêtu d'habillements magnifiques, se livre à des mouvements symboliques, et prend des poses recueillies, dévotieuses, qui expriment les élans les plus vifs de l'adoration. C'est une mise en scène à laquelle tous les arts ont apporté leur concours pour charmer les regards, livrer l'âme à ses émotions religieuses et poétiques qui plaisent d'autant plus qu'elles sont vagues, indécises, sans action sur la volonté ou la conscience morale.

A ce cérémonial pompeux la Réforme a substitué le culte le plus simple possible. Le changement est radical, aucune mise en scène, point de costume éclatant, rien qui puisse distraire l'attention ou l'occuper d'une manière inutile. Elle a voulu se rattacher par la forme comme par le fond à l'Eglise apostolique, et donner surtout à la prédication la plus grande place. C'était d'ailleurs comme au temps des apôtres une nécessité de la situation. Il fallait défendre le mouvement, en montrer la légitimité, le justifier aux yeux de la raison comme de la foi; comparer les dogmes et les rites de l'Eglise catholique avec les Ecritures, enseigner, prouver, attaquer ou se défendre. Il restait peu de place à l'adoration. Ce culte était établi à Genève et dans toute la Suisse romane, et répondait aux besoins de ces populations républicaines à mœurs simples et sévères. Il pouvait aussi satisfaire des convictions profondes et éclairées, des intelligences religieuses fortement nourries des vérités révélées; mais convenait-il aux Français? à un peuple mobile, ami de la forme et de la variété, et qui attache une haute importance aux signes symboliques? La Réforme n'aurait-elle pas pu élaguer dans le culte établi tout ce qui était contraire aux Ecritures; faire un choix dans le vaste recueil liturgique de l'Eglise catholique, en extraire un certain nombre de prières dont les réformateurs auraient pu se servir comme base de leur liturgie? Les théologiens anglais l'ont fait quand ils ont été appelés, sous Edouard VI, à élaborer un formulaire pour l'Eglise. Ce n'est pas une œuvre radicalement nouvelle qu'ils ont faite. C'est l'ancienne amendée, corrigée, mise en harmonie avec les Ecritures. Dans leur travail, ils ont tenu compte des dispositions du peuple qui suit le culte par habitude, par tradition et pour obéir à ce sentiment religieux qui fait le fond de la nature humaine. Les solutions de continuité, en matière de culte, ne sont pas à son usage; il ne les comprend ni ne les aime; il lui semble que c'est une partie de son existence qui est brisée. Dans son incertitude, il a besoin de s'appuyer sur ce qu'il a pour acquérir ce qu'il n'a pas. Les réformateurs, qui ont voulu suivre les apôtres à la lettre, ne les ont pas toujours suivis dans leur esprit. Ces derniers n'ont pas aboli immédiatement le culte juif. L'Eglise et la synagogue ont marché parallèlement jusqu'au moment où la chute de Jérusalem et du temple a laissé l'Eglise seule maîtresse du

terrain. C'est par les principes qu'il faut d'abord agir sur une société; c'est en déposant dans son sein des vérités auxquelles Dieu, dans son action providentielle, fera porter des fruits. Dans les choses qui touchent à l'éternité, l'homme doit se méfier du sentiment qu'il a de la courte durée de sa vie, et ne pas chercher à jouir trop vite des fruits de son travail. Il faut qu'il sache attendre et marcher par la foi.

Une des innovations dans le culte dont on s'est plu à parler avec beaucoup d'éloges, et que l'on a considérée comme ayant fait faire un grand pas à la Réforme, mais que nous avons toujours jugée n'avoir pas été fort heureuse, est celle des cantiques religieux. La Réforme a substitué aux hymnes que l'Eglise chantait les psaumes de la nation juive. Sans doute, ces compositions lyriques sont d'une grande beauté. Leurs auteurs y expriment des idées très spirituelles et très pures de Dieu, de sa providence, de sa miséricorde et de sa justice, de sa bonté envers les justes et de sa sévérité envers les méchants. Ils exhalent en élans sublimes leur amour pour Dieu, leur confiance en sa mansuétude, leurs peines et leur joie, leurs souffrances morales et leurs consolations. Ils nous révèlent leurs chutes et leurs relèvements, leur infidélité et leurs espérances. Mais ce sont des chants purement monothéistes, étrangers aux idées qui font l'essence du christianisme. On ne trouve surtout que par induction toutes les vérités qui se rapportent à une vie de repos, de paix et de gloire au delà du tombeau, vérités que l'Evangile met si fortement en saillie. De plus, dans ces hymnes, le fidèle est uni au citoyen et au patriote. Il chante la grandeur de sa patrie, les hommes illustres qu'elle a produits et les victoires qu'elle a remportées. Il pleure sur ses malheurs, sa captivité et sur le triomphe de ses ennemis. Il déverse sur eux son indignation et les poursuit de sa haine; il les dénonce à la justice divine et soupire après leur destruction. Plusieurs de ces cantiques sont des hymnes guerriers. Encore si Marot et les autres traducteurs les eussent rendus en s'inspirant des commentaires des écrivains du Nouveau Testament, mais leur traduction est aussi littérale que la poésie a pu le permettre. Il nous est donc permis de douter que ces chants aient servi les vrais intérêts de la Réforme. Ils n'ont pu inspirer aux protestants cet esprit de Christ qui unit la douceur à la fermeté, la charité à la fidélité, le pardon des injures à une grande noblesse de caractère. On sait que ces chants sont devenus pendant un certain temps à la mode à Paris. Le roi, le dauphin, Diane de Poitiers, Madame d'Etampes les chantaient au palais, à la chasse, partout[1]. Plus tard, Théodore de Bèze a ajouté au recueil des Psaumes des cantiques chrétiens pour les fêtes, mais pendant longtemps l'Eglise réformée n'a eu pour cantiques religieux que les Psaumes. Ce qui a manqué à ces Eglises, c'est un poëte qui se soit inspiré des grandes idées de l'Evangile, et en ait saisi la sublime élévation. Marot ne pouvait

[1] 1544. — Page 287.

pas être ce poëte-là. Sa vie a été toute mondaine. Il l'a passée dans les palais et les salons des grandes dames. C'est dans ce milieu fort peu spirituel qu'il puisait ses inspirations. Aussi n'est-ce que dans l'humble domaine des fabliaux et de la ballade qu'il se meut à l'aise, poésie légère où l'esprit seul domine. Boileau ne lui donne du génie que dans cette humble sphère.

Marôt bientôt après fit fleurir les ballades,
Tourna des triolets, rima des mascarades,
A des refrains réglés asservit les rondeaux,
Et montra pour rimer des chemins tout nouveaux[1].

Le sentiment, les nobles passions du cœur lui sont toujours restés étrangers. S'il a chanté l'amour, c'est dans ce qu'il a de moins élevé. Ce n'est pas avec une langue ainsi exercée que l'on peut aborder des sujets si élevés. Comment rendre la force et la majestueuse simplicité de ces compositions lyriques, comment reproduire cet enthousiasme patriotique et religieux, ces élans d'amour mystique qui donnent aux hymnes juives un cachet tout particulier? On sent que la langue fait défaut au traducteur. Il n'est heureux que lorsqu'il peut rendre la pensée du poëte hébreu par une mesure rapide; dès qu'il veut donner à ses vers plus d'ampleur, sa verve l'abandonne. Ce n'est point par le cœur que Marot a connu l'Evangile, si tant est qu'il l'ait jamais connu. Il en a toujours ignoré le côté essentiellement moral et nous ne pensons pas qu'il ait voulu faire une œuvre liturgique quand il s'est mis à traduire les psaumes. Obligé, pour échapper aux poursuites de la Sorbonne, de se réfugier à Genève, il n'a pu y rester longtemps, l'austérité des mœurs républicaines et chrétiennes n'allait pas à son tempérament. Il se rendit l'année suivante à Turin, où il mourut peu de temps après ostensiblement rattaché à l'Eglise romaine.

C. Cailliatte.

(*Suite.*)

[1] *Art poétique*, 1er chant.

REVUE DES LIVRES

—

Anne-Paule-Dominique de Noailles, marquise de Montagu. — Etudes sur les moralistes français, par M. *Prevost-Paradol*. — Essais sur l'histoire de la littérature française, par M. *J.-J. Weiss*. — Mélanges et fragments historiques, etc., par *Alexis de Tocqueville*. — L'Esprit des femmes au dix-neuvième siècle, par *Camille Selden*. — Lettres d'Eugénie de Guérin. — Lettres d'Hippolyte Flandrin.

La saison des fleurs n'est pas, on le sait, la saison des livres, ou plutôt c'est le temps où les loisirs de l'été préparent les livres que nous lirons l'hiver. Nous ne voudrions pas cependant prendre congé de la saison, dont les premiers beaux jours du printemps ont déjà presque effacé le souvenir, sans signaler quelques-uns des livres qui ont attiré l'attention du public qu'ils n'ont pu cependant disputer avec avantage aux scandaleuses productions littéraires qui s'étalent impudemment aux vitrines des libraires. Mais il faut l'avouer aussi, la littérature sérieuse et honnête ne se met guère en frais pour attirer les lecteurs. C'est en vain que nous cherchons autour de nous; nous ne pouvons découvrir, dans le bagage littéraire de ces derniers mois, que des réimpressions ou des mélanges. Sans doute, il vaut mieux lire deux fois ce qui en vaut la peine, qu'une seule fois ce qui est indigne de nous arrêter; mais c'est un grand signe d'épuisement intellectuel que cet éparpillement des forces littéraires. Quand verrons-nous reparaître quelqu'un de ces grands livres qui s'enfoncent, pour ainsi dire, comme un coin dans l'esprit public, et qu'une génération lègue avec orgueil à celles qui la suivent. Hommes de 1815 qui vîtes se succéder les *Méditations poétiques*, les *Odes et Ballades*, les *Messéniennes*, l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, l'*Essai sur l'Indifférence*, l'*Histoire de la Civilisation*, l'*Histoire de la Littérature au dix-huitième siècle* et le *Cours de philosophie éclectique*, et tant d'autres livres, sans compter les pamphlets de Paul-Louis Courier et les chansons de Béranger, que vous avez raison de préférer ce temps au nôtre, qui nous a enlevé tant d'autres choses encore que vous aimiez! Si nous voulons signaler aujourd'hui un livre dont l'intérêt dépasse un peu nos préoccupations journalières, nous sommes obligés de remonter encore plus haut dans le

passé, et de recommander à nos lecteurs les intéressants *Mémoires* qui viennent d'être publiés sur la marquise de Montagu. Voici, en effet, une lecture qui peut donner à penser à notre orgueilleuse génération, en faisant revivre à ses yeux les vertus d'une société et d'une époque sur laquelle nous sommes habitués à déverser le mépris. Il est impossible d'imaginer une existence à la fois plus rapprochée et plus éloignée de nous que celle d'Anne-Paule-Dominique de Noailles, marquise de Montagu. Elle a survécu à la révolution de 1830; des hommes encore jeunes aujourd'hui ont pu la connaître, et cependant, tout en cette personne distinguée, jusqu'à ses vertus, est d'un autre temps. Elle entra dans le monde au moment où l'ancienne société s'était comme recueillie, en entendant le murmure déjà prochain de la Révolution, où il semblait qu'une voix menaçante lui criait, comme Henri V à Falstaff vieilli : *Away, old man, fall to thy prayers.* « Arrière, vieillard, à genoux et fais ta prière. » On eût dit qu'à l'avénement d'un roi honnête homme, la noblesse brillante et légère du dix-huitième siècle voulût faire amende honorable de son passé, et jamais peut-être on ne vit dans les mœurs un mouvement d'amélioration plus marqué que celui qui signala les dernières années de la monarchie. Les *Mémoires* dont nous parlons nous représentent, dans la duchesse d'Ayen et dans ses enfants, les plus éclatants modèles de toutes les vertus qui peuvent se développer dans une société aristocratique. Quel noble et sérieux prologue des scènes émouvantes qui vont assombrir la vie des filles de la duchesse d'Ayen, et au milieu desquelles on verra monter avec elle sur l'échafaud révolutionnaire sa mère et l'une de ses filles, c'est-à-dire trois générations d'une même famille moissonnées en un jour. Je ne pense pas qu'au point de vue strictement historique, il faille accueillir comme des portraits exacts les figures que le zèle pieux d'une noble famille fait revivre à nos yeux. Il y eut sans doute dans cette réunion nombreuse plus d'une personne qui serait fort étonnée aujourd'hui de se voir recommandée si vivement à l'attention du lecteur. Je dirais même que malgré tout le zèle de ceux qui ont recueilli ces souvenirs, il est difficile de reconnaître en Madame de Montagu une de ces femmes chez lesquelles l'esprit est à la hauteur de la vertu. Quelque peu d'étroitesse se mêlait à cette piété sévère, et il est des moments où le lecteur est tenté de donner raison à l'incrédule et aimable Madame de Tessé contre l'orthodoxe et intolérante Madame de Montagu. On perdrait son temps à chercher, au milieu des complaisances fort naturelles de l'esprit de famille, l'exacte portée des caractères; mais ceux dans lesquels éclate une véritable originalité savent pour ainsi dire parler d'eux-mêmes. L'inaltérable sérénité du général La Fayette, l'un des beaux-frères de Madame de Montagu, ne s'assombrit pas même sous les verrous d'Olmütz, et nous sommes heureux de rencontrer dans ces *Mémoires* l'héroïque et vive Madame de la Fayette, dont la figure était jusqu'ici comme voilée par la gloire éclatante de son époux.

Un intérêt véritablement historique s'attache d'ailleurs à ces *Mémoires*. Au milieu des scènes violentes de la Révolution, nous savions comment on mourait et comment on faisait mourir. Ces *Mémoires* nous apprennent comment on vivait sous la menace du couteau et sur cette terre d'exil, où Madame de Montagu sut faire, avec la misère de tous, le soulagement de quelques-uns. On a besoin de penser aux folies et aux scandales qui amenèrent un si cruel châtiment, pour n'être pas tenté de recommencer contre la Révolution, qui immola de pareilles victimes, cet éternel procès qui oppose sans cesse d'impardonnables excès à la noble revendication des libertés dont vit la société moderne.

C'est à peine changer de temps et de société que de passer de la lecture de ces souvenirs au charmant volume dans lequel M. Prevost-Paradol a réuni ces études sur les moralistes français, qui auraient ouvert en tout temps à leur auteur les portes de l'Académie française. Est-il possible, en effet, de mieux parler du dix-septième siècle avec la langue du dix-septième siècle. On se demande parfois, en feuilletant ce volume, si l'auteur n'y aurait pas mêlé, sans s'en apercevoir, quelques pages des meilleurs Essais de Nicole, mais d'un Nicole jeune, qui aurait quitté souvent l'austère retraite de Port-Royal. Avant que la juste faveur de l'Académie vînt récompenser tant de mérite, nous comparions, avec une pensée amère, le jeune marquis de Vauvenargues, privé, par l'obscurité de sa fortune, d'une part légitime dans la conduite des affaires de son pays au jeune publiciste écarté, par la jalousie démocratique, d'une tribune où ses généreux efforts en faveur de la liberté avaient marqué sa place. Dans cette hauteur presque stoïque d'une âme qui ne veut pas prendre son parti des misères de son temps, dans cette délicatesse dédaigneuse de l'encens vulgaire et qui écarte du style tout ce qui donne de faciles succès, ne croirait-on pas retrouver un contemporain de cette époque où les grâces décentes étaient plus goûtées que la pompe verbeuse? Je ne dirai point qu'on découvre dans les nobles contours de ces esquisses toutes ces finesses et ces délicatesses de crayon auxquelles un autre maître de la critique nous a habitués. Tout est classique en M. Prevost-Paradol, jusqu'au soin qu'il apporte à ne point sonder dans leurs dernières profondeurs les plaies morales de l'humanité, et à rester dans cette région moyenne où se plaisent les esprits justes et modérés. Mais effleurer n'est pas ignorer. On sent bien que l'auteur a entendu, lui aussi, frapper à sa porte les grandes questions qui agitent son temps; mais s'il les écarte d'une main discrète, c'est pour laisser à ses tableaux ces proportions et cette mesure qui font les œuvres classiques. Il faudrait être bien de son siècle pour ne pas comprendre tout ce qu'il y a d'honnête dans ce respect des bienséances littéraires que l'auteur oppose aux tentations que pourraient dresser devant lui de scandaleux succès. Il n'a point cédé au penchant qui entraîne les moralistes de notre temps à faire la clinique du cœur humain et à étaler ses plaies saignantes devant le lecteur. Il a eu

raison de penser qu'on mesure mieux la profondeur des maux de l'humanité en les regardant de haut qu'en en remuant la fange; car l'homme est ainsi fait qu'il finit par regarder comme naturelles les choses qu'il voit de trop près et à perdre le respect de ses semblables, on arrive bientôt à perdre le respect de soi-même. Tant qu'il y aura des lecteurs en France, tant que le goût, la délicatesse, le fin discernement des choses honnêtes, la proportion et la mesure dans les ouvrages de l'esprit conserveront chez nous de fervents admirateurs, de pareils livres seront reçus comme ces hôtes, dont l'exquise urbanité répand comme un parfum d'honnêteté au foyer d'une société corrompue.

Nous ne sommes point tenté de séparer l'un de l'autre deux écrivains qui se sont également rencontrés à la première et à la troisième page du *Journal des Débats*. Combien nous souhaiterions que M. Weiss pût dérober plus souvent aux luttes journalières de la politique quelques-uns de ces loisirs qu'il remplit si bien, et qui nous ont valu les *Essais sur l'histoire de la littérature française*. Puisque le travail littéraire de notre temps se mesure par pages et non par volumes, où trouver des pages plus vigoureuses et plus sensées que celles que M. Weiss a réunies sous le titre de : *Considérations générales ?* Celle de ces études en particulier que M. Weiss a consacrée à l'époque actuelle, est un morceau achevé de saine critique, morale et littéraire. L'auteur était, lorsqu'il l'écrivit, presque à son début littéraire, et il y accentue ses opinions et ses répugnances avec une netteté et une verdeur d'expression, que l'expérience a adoucies sans les émousser. Il ne faut pas trop parler des sots dans ce qu'on écrit, de peur de blesser trop de monde, et peut-être M. Weiss leur fait-il trop d'honneur, en les faisant intervenir si souvent dans la discussion. Mais cette décision dans la lutte donne à la forme de ces *Essais* une animation et une vie d'autant plus saisissante, que l'auteur ne fait jamais d'emprunt à cette phraséologie vulgaire et surchargée de couleurs qui vous fatigue, au point de vous faire demander comme une aumône, un peu de simplicité et de candeur. Le sentiment dominant de cette critique est une sorte de révolte continuelle du pur et limpide esprit gaulois (je prends ce mot dans sa meilleure acception), contre la brutalité et la grossièreté des procédés littéraires de notre temps, et c'est à cette revendication de la mesure et du goût dans l'expression des passions humaines que l'auteur doit ses meilleures pages. Je n'irai pas ici lui chercher querelle sur quelques-unes de ces théories. Il sait qu'il y a bien à dire sur celle qui fait de la littérature l'expression exacte de la société, et qu'entre les emprunts mutuels que la société et la littérature se font l'une à l'autre, il y a des virements de fonds dont l'appréciation est peut-être plus délicate encore que celle du budget. Que dire surtout, quand le cosmopolitisme devient l'état normal d'une littérature, et que la Muse au lieu de parler grec et latin, se plaît à errer aux bords du Rhin et de la Tamise? Je sais que cela même est un signe du temps, que la littérature aide à le

constater; mais combien cette haute culture n'est-elle pas superficielle, et combien de *Vies de Jésus* ne faudra-t-il pas pour faire pénétrer à Carpentras le génie d'Outre-Rhin? Peut-être aurais-je aussi quelques réserves à faire, sur l'admiration qu'inspirent à l'auteur les œuvres secondaires du Théâtre-Français. Je crains que l'auteur ne se laisse aller, dans sa prédilection, à l'attrait naturel qu'exercent sur un esprit continuellement préoccupé des luttes ardentes du journalisme, l'observation à fleur de peau et la gaieté désintéressée des auteurs comiques de second et troisième ordre. Nous ne sommes pas toujours obligés d'admirer ce qui nous amuse, et le temps est passé où on nous vantait la profonde philosophie de l'épopée de Polichinelle et du théâtre des marionettes. Mais on est si heureux de trouver un auteur, qui sache allier le respect des traditions et du bon goût, avec une véritable indépendance de jugement qu'on n'est point tenté de lui chercher querelle à propos de sa prédilection pour Favart, et de son antipathie pour les Mémoires sur les grands jours d'Auvergne de Fléchier. Le critique ressemble un peu ici à ce riche de l'Evangile, qui renvoie les gens priés à la noce de son fils et qui fait asseoir à sa table les pauvres qu'il rencontre sur le chemin; mais si chez lui les derniers deviennent quelquefois les premiers, c'est toujours pour de sérieuses raisons. Que de discernement politique et moral, dans l'étude sur Saint-Simon, et que d'esprit dans cette fine esquisse de la vie de Regnard! Encore quelques volumes semblables, et ce n'est plus seulement dans les colonnes du *Journal des Débats*, mais dans les couloirs de l'Académie française, que MM. Weiss et Prévost-Paradol devront se rencontrer.

Y a-t-il une littérature féminine proprement dite, c'est-à-dire dont les tendances morales et littéraires soient sensiblement différentes de la littérature des hommes? Telle est la question que semble avoir résolu affirmativement l'auteur d'un volume intitulé : *L'Esprit des femmes au dix-neuvième siècle*, et qui, sous la signature semi-transparente de Camille Selden, a bien l'air d'un plaidoyer *pro domo sua*. L'écrivain, qui a eu la pensée de chercher en France, en Angleterre et en Allemagne le type de la femme de lettres de notre temps, a trouvé, dans Eugénie de Guérin, dans Charlotte Bronté et dans Madame Varnhaegen d'Ense des modèles faits pour désespérer l'autre sexe, s'il pouvait être prouvé que ces femmes supérieures n'ont été que les premières parmi des égales. Le livre même que l'écrivain leur a consacré semblerait caractériser assez nettement la tendance qui distingue les œuvres distinguées de la littérature féminine de notre temps. Cette littérature aurait sur la nôtre une incontestable supériorité morale. Eugénie de Guérin et Charlotte Bronté ont vécu avant tout de hautes et droites aspirations. En interprétant leurs écrits par leur caractère, on pourrait donner à leur œuvre le nom de littérature du dévouement. Il y a un intérêt profond à voir se développer sous la froide brume du Nord et sous le pur soleil du Languedoc ces deux âmes qui ne se ressemblent que par leur supériorité morale sur les êtres qui les en-

tourent. Leur imagination, nourrie de dévouement et de solitude, s'achemine sous un ciel différent vers la même tristesse, et présage une fin prochaine, tandis que la vie plus brillante et plus heureuse de Madame Varnhaegen d'Ense nous révèle l'Allemagne sous un jour nouveau et inattendu. Mais que dire de Charlotte Bronté, après l'admirable livre de Madame Gaskell, et d'Eugénie de Guérin, après ce qu'elle en a dit elle-même? Peut-être l'auteur de ces études vient-il jeter une lumière un peu terne et un peu crue sur ces aimables et délicates confidences. On aimerait un peu plus d'abandon en présence de ces âmes qui ont si peu vécu pour elles-mêmes. Une sorte de roman psychologique du même auteur, *Daniel Vlady*, publié il y a trois ans, nous avait fait mieux espérer de ce livre, qui n'en est pas moins une œuvre distinguée et recommandable. Avec de pareils clients à défendre, la cause de l'auteur est facile à gagner, et si nous en devons juger par la tendance du livre, l'avocat est digne de la cause. Au reste, au moment même où paraissaient ces études, le zèle pieux des amis de Mademoiselle de Guérin ajoutait un nouveau fleuron à cette couronne littéraire que l'admiration publique a déposée sur sa tombe. Les lettres de cette personne distinguée sont dignes de son Journal, sans toutefois l'égaler. La même fraîcheur d'imagination vient dans ces lettres animer l'austère solitude du cœur et de la pensée; mais ce qui semblait abandon dans le Journal prend dans les lettres un caractère de demi-convention. Un peu de recherche vient parfois déparer ces confidences intimes, et la lettre à M. de la Morvonnais sur la mort de sa femme rappelle un peu cette fameuse lettre sur la mort de Madame de Beaumont que M. de Chateaubriand avait fait tirer à plusieurs exemplaires. Le cœur parle à la fois mieux et moins bien. Mais heureux les écrivains à qui on ne peut reprocher que d'avoir trop de talent! Disons-le toutefois, après avoir témoigné notre reconnaissance aux éditeurs qui nous ont révélé cette famille de poëtes, il faut clore sur cette dernière publication cet *In Memoriam* élevé à leur gloire. La solitude, dans laquelle s'est éteinte Mademoiselle de Guérin, fait éclore des fleurs rares et d'un parfum singulièrement étrange et pénétrant; mais la couleur en deviendrait à la longue monotone : l'ombre et le silence n'ont pu nuancer ces fleurs solitaires des teintes riches et variées de la vie. Ces accents sincères et attendris ont vivement réveillé une génération qui n'a que trop vécu; mais elle n'y prêterait plus désormais qu'une oreille distraite, et nous qui voudrions voir durer à jamais la douce et charmante auréole qui entoure le front d'Eugénie de Guérin, nous demandons qu'une légitime discrétion la maintienne dans ce demi-jour de célébrité qui lui convient.

Nous ne demandons pas les mêmes ménagements quand il s'agit du ferme et vigoureux esprit d'Alexis de Tocqueville. Cet homme qu'une génération inattentive a mis tant de temps à placer à son rang qui est parmi les plus élevés de ce siècle, n'a pas écrit une page dans laquelle

n'éclate quelques-unes de ces grandes et profondes pensées où notre siècle trouvera tout profit à retremper les siennes. Le dernier volume qui contient les mélanges et fragments de M. de Tocqueville prendra sa place à côté de ses aînés. Ces chapitres inédit de l'ouvrage : *l'Ancien régime et la Révolution* laissent entrevoir une nouvelle face de ce grand sujet et nous promettaient encore de lumineux renseignements. Nulle part, pas même dans l'excellent ouvrage de M. Droz sur les dernières années de Louis XVI, on n'assiste avec le sentiment d'une plus vive réalité, à cet étrange mouvement des esprits qui fut comme l'aurore de la Révolution; nulle part on ne se sent mieux gagné à cette ivresse du bien public dont cette génération devait se réveiller trop vite. Il faut lire ces fragments pour apprendre à être juste envers les derniers représentants de l'ancienne société, et à maudire avec plus de confiance leurs bourreaux. Les notes et pensées sur un ouvrage qui devait porter le titre de *la Révolution française et Napoléon* n'avaient pas atteint, au moment de la mort de leur illustre auteur, ce degré d'achèvement qui permet de distinguer bien clairement la conception d'un ouvrage ; mais que d'aperçus profonds, que d'ingénieux rapprochements avec la situation présente des esprits, que de vives lumières jetées au milieu de conversations et de souvenirs personnels ! De semblables fragments valent bien des livres, et on bénit l'heureuse fortune qui vous associe quelques instants encore à cette haute intelligence, à cette âme noble et ferme, à laquelle il ne manqua que l'illusion pour lui donner sur les affaires de son temps la légitime influence qu'elle exerce sur les esprits du nôtre.

L'espace me manque et je voudrais signaler encore ces Lettres d'Hippolyte Flandrin, qui prouvent qu'un grand artiste peut vivre encore et arriver à une gloire incontestée dans notre siècle positif et calculateur. L'expérience nous a enlevé plus d'une honnête illusion ; mais elle ne nous a pas encore appris à dédaigner les hommes qui ne ressemblent pas à tout le monde, elle n'a pas encore supprimé l'étroite place qui reste aux âmes désintéressées et éprises de la passion de l'idéal. Hippolyte Flandrin fut une de ces âmes inaccessibles aux entraînements de son temps : on ne saurait trop recommander cette noble et pure mémoire à tous ceux qui respectent ces grandes aspirations. Apprenons à ne pas trop mépriser un temps qui sait entourer de célébrité et de considération les derniers représentants des traditions artistiques qui menaçaient de s'éteindre.

EDMOND DE GUERLE.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Olympia Morata, *épisode de la renaissance en Italie*, par *Jules Bonnet*. Quatrième édition, revue et augmentée. Paris, Grassart. 1864. 1 vol. in-12.

La biographie, vraiment digne de ce nom, conçue et élaborée comme elle doit l'être, au point de vue des liens multiples qui la rattachent à l'histoire générale, allie au mérite de reproduire fidèlement une physionomie historique celui de répandre la lumière sur ce qui vient naturellement se grouper autour d'elle, et élève ainsi le portrait d'une simple individualité aux proportions d'un tableau des événements au milieu desquels elle s'est produite.

Les écrits de M. J. Bonnet, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le dire dans ce recueil même, témoignent de la haute idée qu'il s'est faite de la mission du biographe chrétien, et du talent avec lequel il l'accomplit. Vivacité de coloris, exquise délicatesse de touche, mise en œuvre d'un intérêt saisissant : telles sont les principales qualités qui, à ne parler, en ce moment, que de la vie d'*Olympia Morata*, distinguent ce beau livre par lequel M. J. Bonnet a inauguré la série de ses travaux si recommandables sur l'histoire de la Réformation en France, en Suisse et en Italie.

Le seul fait d'une quatrième édition de ce travail remarquable atteste le succès mérité qu'il a déjà obtenu, et devient, nous n'en doutons pas, le gage de celui qu'il obtiendra encore. Le secret de l'accueil favorable que reçoit une publication de cette nature ne tient pas seulement à la satisfaction qu'elle offre à de légitimes besoins intellectuels dans le double domaine de l'histoire et de la littérature ; il tient avant tout, nous aimons à le croire, à la satisfaction accordée à de nobles aspirations, à des besoins supérieurs, dans l'intime domaine du cœur, de la foi, et de la sympathie chrétienne.

Ici doivent naturellement trouver place les lignes suivantes, que nous empruntons à la préface de la nouvelle édition de la vie d'*Olympia Morata :*

« Un illustre historien (M. Guizot) qui, dans l'intervalle de ses grands travaux sur la révolution d'Angleterre, s'est plu à tracer quelques pages intimes, a dit avec autorité : « On veut des romans, que ne regarde-t-on à l'histoire? là aussi on trouverait la vie humaine avec ses scènes les plus variées et les plus dramatiques et, de plus, un charme souverain,

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

celui de la réalité. » Ces paroles, qui n'ont pas besoin de commentaire, s'inscrivent, pour ainsi dire, d'elles-mêmes en tête de l'essai dont je présente la quatrième édition au public. Peut-être qu'à côté de lady Russell pleurant un époux, et offrant, dans son deuil, le modèle accompli de la grande dame chrétienne, il y a place pour *Olympia Morata* parmi ces images glorifiées qui personnifient, sous des traits visibles et avec un nom propre, ce que l'humanité a de plus noble et de plus pur. Ainsi l'a jugé la Faculté des lettres de Paris, qui accueillit avec tant de faveur cette étude historique et littéraire. Je n'ai rien épargné pour la rendre plus digne de ses suffrages, et, s'il m'est permis de le dire, définitive. Plus les limites d'une monographie sont rigoureusement tracées, plus l'auteur se doit de n'omettre aucun trait important, et de ne laisser rien à glaner après lui. La vérité dans le récit n'est que la résultante de mille détails combinés avec art. En recomposant, à l'aide des documents originaux l'existence d'une jeune femme élevée dans la faveur d'une cour et morte dans l'exil, j'ai cru ressaisir le secret du charme qu'elle exerça autour d'elle durant sa courte destinée. J'aurais du moins voulu faire revivre ces dons de l'esprit, ces vertus relevées par l'éclat du talent et du malheur qui excitèrent l'admiration des contemporains, et qui parurent à leurs yeux éblouis presque de la gloire. »

M. J. Bonnet a complétement atteint le but qu'il se proposait. Il est impossible, en effet, de lire la vie d'*Olympia Morata* sans admirer en elle les riches dons de l'esprit, sans rendre hommage à ses touchantes vertus, sans sympathiser avec elle dans ses épreuves, et sans se sentir ému jusqu'au fond de l'âme par les accents de cette piété, à la fois si élevée et si douce que respirent constamment sa correspondance et ses divers écrits.

Il y a plus : le tableau si saisissant de la vie d'*Olympia Morata* est encadré avec tant d'art par son ingénieux et consciencieux biographe dans le vaste ensemble des événements généraux de l'époque, qu'apprendre à connaître cette femme éminente du seizième siècle, c'est, en même temps voir un jour nouveau se répandre sur l'histoire de la renaissance des lettres et des arts, ainsi que sur l'histoire de la Réformation en Italie.

On arrive à des résultats analogues avec M. J. Bonnet, en consultant deux autres de ses ouvrages, la vie d'*Aonio Paleario* et les *Récits du seizième siècle*, qui ont suivi la publication de la vie d'*Olympia Morata*. Ces trois ouvrages ont entre eux d'étroites affinités, et une pensée commune les relie les uns aux autres comme autant de parties d'un même tout historique, empreint d'une valeur réelle. Les avoir écrits, c'est avoir rendu un incontestable service à l'histoire des lettres et de la religion. Aussi, ne saurait-on assez encourager M. J. Bonnet à persévérer dans la voie qu'il s'est frayée avec tant de distinction par ses belles et touchantes études sur quelques-unes des plus hautes personnalités religieuses et historiques du seizième siècle.

JULES DELABORDE.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 mai.

Assassinat de Lincoln. — Triomphe de la cause du Nord aux Etats-Unis. — La discussion de l'adresse au Corps législatif, principalement en ce qui touche la liberté religieuse et le pouvoir temporel du pape. — Les réunions religieuses à Paris.

Tout événement pâlit devant l'épouvantable nouvelle de l'assassinat de Lincoln. Elle a traversé comme une épée le cœur de tous les amis de ce grand homme de bien. Il est tombé victime de la haine du démon de l'esclavage. Mais il n'en sera pas moins le martyr d'une cause victorieuse. Comme Guillaume d'Orange, son sang scelle son œuvre, et, tout en le pleurant avec amertume, nous avons confiance dans le patriotisme de la grande république et dans le Dieu des opprimés qui ne permettra pas que l'œuvre de délivrance reste inachevée par la faute d'un scélérat, authentique représentant de l'exécrable cause qu'il a voulu venger. Ce crime n'ôte rien à la grandeur des résultats obtenus après la prise de Richmond. Voilà confondus tous ces prophètes de malheur qui, prédisant ce qu'ils désiraient, annonçaient sur tous les tons la dissolution de la démocratie américaine, et la victoire du Sud et de son abominable drapeau. Quiconque hait d'instinct la liberté, quiconque met les intérêts au-dessus des principes et les belles manières au-dessus des mâles et saintes convictions était un ennemi prédestiné du Nord, dans cette lutte décisive. On a commencé par fausser la situation au moyen de misérables sophismes que la passion seule pouvait accepter. On a nié contre l'évidence que l'esclavage fût en jeu dans la guerre, en se fondant sur ce que l'abolition n'était pas décrétée dès le premier jour; c'était oublier qu'un décret semblable n'était pas conforme à la constitution; c'était surtout méconnaître que l'élection présidentielle élevait pour la première fois une digue à l'extension de l'esclavage. On s'est plu ensuite à transformer en défenseurs de l'indépendance nationale ces arrogants planteurs qui sous la constitution la plus libre que l'on connaisse au monde se sont déclarés opprimés dès qu'ils n'ont plus été oppresseurs et qu'ils n'ont plus dominé le pays. Il n'est pas de révolutionnaires plus impardonnables que ces citoyens d'une patrie libre entre toutes qui, ayant entre leurs mains tous les droits politiques, se sont rebellés contre la loi de leur pays du jour où elle n'a plus été l'aveugle instrument de leurs caprices. Ils ne représentaient pas seulement la cause honteuse de l'esclavage, mais encore la pire des démagogies, celle qui tend à prouver l'incompatibilité de l'ordre et de la liberté. On s'est ensuite rejeté sur la vaillance incon-

testable et le grand esprit militaire des défenseurs du Sud. Leurs corsaires sont devenus des héros à la Cowper, tandis qu'on ne tarissait pas en railleries sur les Yankees. Puis quand le Nord lui-même a paru se diviser, nos sudistes d'Angleterre et de France se sont prononcés avec passion pour les fameux démocrates qui voulaient faire la paix aux dépens des esclaves. Quand le nom pur et honnête de Lincoln est sorti de nouveau de l'urne, ils ont été désolés. Les victoires de Shermann ont mis le comble à leur désappointement. C'est ce triste parti qui l'autre jour par une voix inconnue s'écriait au Corps législatif : *Tant pis !* à l'annonce de la prise de Richmond. Oui, tant pis pour vous, politiques à courte vue, qui avez prodigué les sympathies à la mauvaise cause et les mauvais procédés à la cause du droit aujourd'hui triomphant. Tant pis pour vous qui avez mis le coton au-dessus des âmes immortelles et vos intérêts matériels au dessus des souffrances d'une race écrasée. Tant pis pour vous qui après avoir vu tant de fois le succès couronner l'iniquité avez établi votre calcul de probabilité sur cette base, et qui grâce au ciel vous êtes grossièrement trompés. Tant pis pour vous qui avez compté sans Dieu et sa justice. Nous mesurons votre déception à notre joie ; il est bien permis de se plaire à votre confusion qui est celle des mauvais instincts du cœur humain.

Nous savons de source certaine que de grandes manifestations se préparent en France non-seulement pour exprimer la sympathie des cœurs généreux en faveur du Nord mais encore pour concourir à cette œuvre immense du rachat d'une race. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce qui sera entrepris dans ce but.

On dira peut-être que notre satisfaction n'est pas patriotique, que la victoire de Grant nous ménage de graves complications au Mexique et que l'intérêt français réclamait la prolongation de la guerre civile aux Etats-Unis. Je ne réponds pas à de telles objections ; il suffit de les formuler pour les voir s'évanouir. Nous croyons d'ailleurs à la sage modération de la politique américaine, sans dissimuler toutefois notre vif regret de voir nos engagements avec le Mexique devenir plus étroits et s'afficher plus nettement que jamais par la bouche des orateurs du gouvernement. Ceci nous ramène à la discussion de l'adresse au Corps législatif, qui a si vivement préoccupé l'attention publique, non sans la fatiguer quelque peu. La raison de cette fatigue ne tient pas certes aux principaux orateurs qui ont pris part aux débats, mais à la fâcheuse situation d'un corps délibérant privé du droit d'interpellation, c'est-à-dire du droit d'intervenir efficacement dans les affaires publiques à mesure que les questions se produisent. Il s'ensuit que l'on est obligé de les aborder toutes à la fois à l'occasion de l'adresse et elle devient ainsi plutôt une revue à grand apparat qu'une bataille sérieuse ; la discussion est frappée par la force des choses d'un certain discrédit, mais rien ne serait plus injuste que de s'en prendre à l'opposition. Nous avons salué comme de coutume en tête de ce brillant défilé l'image chère à notre cœur de la liberté poli-

tique, à laquelle ne s'applique que trop bien maintenant le mot de Béranger sur le bonheur :

La vois-tu bien, là-bas, dans ces nuages,
La vois-tu bien là-bas, là-bas?

La réponse de l'Empereur à l'adresse place en effet le couronnement de l'édifice à une telle hauteur qu'elle paraît se confondre avec l'inaccessible azur. Espérons que nous n'avons là qu'une belle image et que la prose nous sera plus favorable que la poésie. Nous ne nous lasserons pas de dire qu'il est dans l'intérêt de tous, dans l'intérêt des gouvernants comme des gouvernés, de tirer au plus tôt de notre constitution le développement libéral dont elle est susceptible. L'évocation du spectre rouge qui est le mouvement oratoire favori et l'éternelle réplique des orateurs du gouvernement peut exciter une admiration toujours nouvelle au sein de la majorité, mais il y aurait de meilleurs moyens, croyons-nous, d'établir la force et la gloire du régime actuel que de le montrer sans cesse compromis par le moindre retour aux conditions ordinaires des libertés publiques. Il y aurait surtout de meilleurs moyens d'entretenir dans la nation ce courant de vie morale ardente et active qui est à une société ce qu'est l'eau fertilisante à la terre qu'elle arrose. Voilà pour nous le point de vue le plus élevé de cette grande cause du libéralisme.

Passons rapidement sur l'important débat concernant la décentralisation qui doit se réduire à une simplification administrative selon le gouvernement, tandis que l'opposition déclare avec raison qu'elle n'a que des inconvénients si elle n'aboutit pas à un accroissement réel des libertés locales. Cette grosse question qui engage tout l'avenir du libéralisme reviendra souvent encore devant l'opinion. Faisons avec toute la ville de Paris acte de contrition devant la satrapie municipale mise à notre tête sans notre concours, et reconnaissons qu'une tribu nomade et bohémienne comme la gent parisienne est trop heureuse qu'on veuille bien accepter ses millions en la dispensant d'en contrôler l'emploi. Le discours de M. Jules Favre sur la réforme judiciaire et l'abolition de la peine de mort, a élevé la discussion à une hauteur philosophique et littéraire où il était difficile de retenir un corps délibérant. Nous n'étonnerons personne en disant que le grand orateur y a réussi et qu'il a parlé pour l'avenir. Quant au débat sur l'instruction primaire gratuite et obligatoire qui a si vivement passionné la chambre, il ne pouvait aboutir, parce que les esprits ne sont évidemment pas mûrs pour une telle décision. On n'a pas encore usé de toutes les ressources dont on dispose pour répandre largement l'instruction populaire ; ce n'est qu'après cette expérience faite qu'il faudrait recourir à l'obligation, toujours inquiétante dans un pays si fortement centralisé. En tout cas, on ne saurait trop applaudir aux généreuses paroles par lesquelles M. Jules Simon terminait son admirable discours du 8 avril. Nous ne résistons pas au plaisir de les reproduire en souhaitant que tous les hommes de cœur les

prennent au sérieux, et entrent dans cette grande croisade contre l'ignorance, de laquelle dépend en grande partie le salut politique de ce pays.

« Je ne puis pas me dissimuler que si l'instruction primaire n'a pas été suffisamment aidée et favorisée, il y a un mouvement considérable dans tous les esprits, et dans les hommes du gouvernement, comme parmi nous, pour demander qu'on fasse enfin à l'intérieur la guerre à l'ignorance.

« Je trouve dans les ateliers un élan superbe. Je vois partout les ouvriers, ceux qui savent lire, et ceux même qui ne savent pas, demander qu'on les instruise. J'ai vu pleurer des hommes de soixante ans, en me disant qu'ils ne savaient pas lire. J'ai vu des ouvriers qui savaient lire demander à grands cris qu'on multiplie les cours publics, et qu'on en ouvre sur toute la surface de la France. L'élan est donné. Loin de marchander les éloges à ceux qui entrent dans cette carrière, je suis heureux de pouvoir élever la voix au milieu de vous pour les glorifier et pour les en remercier.

« Mais il ne faut pas s'arrêter en chemin; il faut que ces cours puissent, dans quelquelques années, attirer tous les ateliers et se répandre dans les campagnes comme dans les villes.

« Ce sera, croyez-moi, la part de notre génération et de notre siècle. Nous n'avons pas eu la joie d'assister comme nos pères à la grande réforme sociale. Nous n'avons pas, comme eux, à renverser la Bastille; nous n'avons pas, comme eux, à triompher de préjugés séculaires; nous n'avons pas, comme eux, à établir qu'il n'y a point de classes, et qu'il n'y a plus que des hommes et des citoyens; mais nous avons eu d'autres merveilles. Chacun sa part, et notre siècle n'est pas le moins riche! Si je racontais les miracles que la science a accomplis de nos jours, si je montrais ces locomotives qui dévorent l'espace, ces machines qui remuent des mondes, ce fil électrique qui conduit la pensée en une minute d'un bout de l'Europe à l'autre, voilà, vous dirais-je, le triomphe de la pensée sur la matière, voilà la grande gloire de notre temps, son grand bonheur que nos descendants nous envieront.

« Ce n'est plus le sang c'est la science qui nous le donne! Eh bien, il reste une autre gloire à conquérir : c'est d'écouter ces mille voix qui sortent des ateliers et qui demandent que l'éducation soit versée à pleins bords, et que, dans ce grand pays qui si longtemps a mené le monde, il ne reste plus d'autres ignorants que ceux qui le seront par leur faute. Faisons cela, Messieurs, donnons, ayons la gloire de donner ce couronnement, je ne dis pas à l'édifice de la Constitution, non, mais à l'édifice de la Révolution française. »

La question ecclésiastique et religieuse n'a pas été moins vivement débattue au Corps législatif qu'au Sénat. Nos réflexions sur ces mémorables discussions seront courtes, car en passant d'une enceinte dans l'autre le débat n'a pas changé d'aspect. Seulement les discours de MM. les sénateurs Rouland et Bonjean ont été refaits au point de vue de la démocratie égalitaire par un journaliste éminent. M. Guéroult n'a pas soutenu une thèse différente que les deux honorables sénateurs. Lui aussi s'est armé de l'encyclique, pour dénoncer les progrès effrayants de l'ultramontanisme et pour invoquer les répressions sévères de l'Etat. Au fond il n'a rien dit de plus que l'ancien ministre des cultes et le nouveau président de chambre de la Cour de cassation; il n'a pas été plus âpre et plus mordant, à part un certain accent *prêtrophobe* auquel le journalisme démocratique nous a habitués depuis longtemps; il n'a pas surtout été plus libéral. Quant à nous, nous ne saurions repousser trop énergiquement les conclusions de ce discours. D'abord elles contiennent une contradiction flagrante et grossière. *Il ne faut pas donner la liberté aux ennemis de la liberté*, s'écrie M. Guéroult. Mais de grâce qu'êtes-vous donc vous-même, en tenant ce langage, sinon un adversaire de la liberté? Vous dénoncez à grand fracas le parti qui la rejette et votre conclusion est qu'il faut la rejeter avec lui, — peu importe que ce soit contre lui! Vous flétrissez

l'opinion qui repousse la liberté de conscience et vous vous empressez de la repousser avec elle à son détriment. Etrange libéralisme, il faut en convenir. Qui ne voit percer dans un tel discours les prétentions de cette démocratie autoritaire, fidèle héritière de l'école révolutionnaire qui a inventé la constitution civile du clergé et le serment politique imposé aux prêtres?

Supposez-la au pouvoir et vous verrez que, comme l'ancienne émigration, elle n'a rien appris ni rien oublié. Nous n'avons d'autre refuge contre elle que l'affranchissement de toutes les Eglises. Plaçons la religion à une telle hauteur que les fluctuations des scrutins politiques ne puissent l'atteindre, et qu'elle demeure en dehors des influences diverses et contraires qui se succèdent dans la région politique. Faisons-en l'affaire de la conscience individuelle et que celle-ci se dresse comme un roc inébranlable du haut duquel on puisse dire aux vagues mobiles de la démocratie : « Vous irez jusqu'ici, mais pas plus loin ! » M. Guéroult a été parfaitement logique en combattant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il ne trouvera pas mauvais que son discours soit pour nous un motif très sérieux d'y tenir davantage, car il nous a montré que si ce grand principe n'existait pas, il faudrait l'inventer pour le lui opposer. Nous regrettons bien vivement que la majorité n'ait pas permis à un organe de l'opposition libérale de décliner pour son parti toute solidarité avec la démocratie autoritaire et de montrer à la France qu'elle n'est pas forcée de choisir entre l'encyclique et M. Guéroult. En tout cas la gauche a bien fait de retirer son amendement, après un tel commentaire.

La discussion sur la convention du 15 septembre est dans toutes les mémoires. Qu'ajouter à tout ce qui a été dit sur l'immense et incomparable talent déployé de nouveau par M. Thiers dans un de ces vastes discours où sur un fond d'exposition limpide et vive il a semé les beautés littéraires les plus variées et parfois les plus brillantes, avec cette simplicité sans pareille qui cache un art exquis! Il faut des convictions bien fortes pour résister à un pareil enchantement. Il n'a pu cependant nous persuader que la sagesse politique pour un grand pays consiste à s'opposer à tout progrès chez ses voisins, et que ce qui est visiblement faux et stérile dans l'intérieur d'un Etat devienne vrai et fécond dans nos relations avec les autres peuples. Est-ce que depuis la Révolution les questions de territoire ne s'effacent pas devant les affinités de principes? L'Italie, une et puissante, nous rassure plus que l'Autriche, maîtresse de la Péninsule, comme elle l'était avant la guerre de 1859, sans que rien indiquât la moindre tendance à l'affranchissement chez les princes ses vassaux ou ses complices. On ne saurait admirer le traité de Villafranca et tout ensemble blâmer le mouvement unitaire qui en a été la conséquence forcée. Quant à l'impossibilité d'unir Venise et Florence, nous en croyons davantage les grands citoyens de ces illustres cités que les toiles

colorées du Titien et les marbres de Michel-Ange, et surtout que les protestations françaises. Pour ce qui concerne la question de la papauté temporelle, il suffit qu'une fraction importante de l'Eglise catholique ne la considère pas comme une condition nécessaire de la liberté de conscience pour qu'elle ne soit plus qu'une question purement politique. On a beau dire, l'injustice ne saurait fonder la justice et la religion, et puisqu'on parle de conscience et qu'on se transporte dans la région de l'absolu, comment justifier ce qu'on a appelé avec esprit l'expropriation morale d'un peuple pour cause d'utilité catholique; qu'il soit petit ou grand, peu importe; la question de nombre n'a rien à voir dans celle de droit. Jusqu'à présent aucune réponse raisonnable et sérieuse n'a été faite à cette objection, car parler de la reconnaissance des Romains pour les beaux monuments dont la piété européenne a enrichi leurs villes, c'est leur offrir le plat de lentilles en place des biens supérieurs de la vie civile. Invoquer leur gratitude envers la France pour la protection qu'elle leur a accordée... contre eux-mêmes, c'est ajouter la raillerie à leur malheur. Faites-en les ilotes de la chrétienté, si vous trouvez cela édifiant, mais n'invoquez pas un droit qui n'existe nulle part. Dites que vous avez besoin de cette mesure de salut public, mais ne la colorez pas de motifs touchants. On permet aux Romains d'aspirer à des réformes impossibles et on leur refuse la sanction de ces aspirations, je veux dire le droit de disposer d'eux-mêmes : on les livre pieds et poings liés aux beaux principes de l'encyclique qu'on peut farder à Orléans, à Paris, partout enfin excepté dans la ville éternelle. M. Thiers, fidèle à la pensée de toute sa vie, a été sévère pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le concordat est demeuré son idéal. Il parle en fort beaux termes de l'influence que la religion doit exercer sur le peuple, mais comment ne voit-il pas que cette influence est compromise dès qu'elle devient administrative? Il énumère les difficultés de la séparation, mais il passe sous silence celles de l'union qui sont flagrantes et le deviendront bien davantage, si elle tend à se resserrer. Il demande avec effroi si l'Etat peut permettre qu'on nomme des évêques et des prêtres sans qu'il s'en mêle. M. Rouher répondrait volontiers qu'il redoute encore plus qu'on nomme des députés sans candidatures officielles. Nous sommes intimement convaincu que le droit commun fermement appliqué et la liberté sincèrement maintenue feraient disparaître la plupart des périls que l'on dénonce. D'ailleurs n'y a-t-il aucun péril dans la situation actuelle? Tout ce qu'ont dit les gallicans conservateurs ou démocrates n'est pourtant pas absolument dénué de fondement. Que faire vis-à-vis de cette hostilité avouée contre les principes modernes qui est l'inspiration de l'éducation dans tant d'établissements ecclésiastiques? Il faut une répression sévère, accompagnée d'une surveillance active, jalouse, irritante, ou bien il faut enlever le prétexte même de la lutte en ne donnant à toutes les opinions religieuses d'autre protection que la loi commune. On peut être assuré que le système de

l'union, dans les circonstances actuelles nous prépare une période d'inextricables difficultés. La réplique de M. Ollivier a été éloquente, celle de M. Rouher eût paru plus forte s'il eût davantage évité les personnalités et s'il eût conclu d'une façon moins vague. Que signifie cette possibilité de retour à Rome au nom de l'équilibre européen? Si l'on s'en va au nom du principe de non-intervention, je ne sais pas comprendre comment il deviendrait faux d'un jour à l'autre. Nous souhaitons vivement une transaction entre l'Italie et le pape du genre de celle proposée par M. d'Azeglio; Rome serait rattachée à l'Italie par des liens municipaux qui rendraient à ses habitants les droits civiques, mais elle ne deviendrait pas capitale et on éviterait ainsi le *vis-à-vis* redoutable de la royauté italienne et de la papauté. Mais au-dessus de toutes les préférences individuelles les principes demeurent. Si la France les respectait un jour pour les violer le lendemain, on se demanderait quelle étrange comédie elle jouerait dans sa politique étrangère.

Une chose à noter dans ces débats, c'est que le gouvernement ait cru nécessaire de se prononcer sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Rien n'était plus propre à donner corps à ce terrible fantôme qui certes, il y a quelques années, n'eût pas franchi, même pour être conjuré, l'enceinte des assemblées législatives. Sur ce point, nous ne pouvons que citer les réflexions suivantes de M. Forcade, extraites du numéro du 15 avril de la *Revue des Deux-Mondes:*

« Chose curieuse, au surplus, les esprits qui se croient pratiques écartent en ce moment avec une sorte de dédain l'idée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la formule de l'Eglise libre dans l'Etat libre; ils renvoient cette idée et cette formule aux spéculatifs et aux théoriciens. On dirait, à les entendre, que c'est sans motif, gratuitement, par amusement d'esprit, que l'on a introduit dans la polémique contemporaine la pensée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cependant, ce qui donne le caractère pratique à une idée, c'est qu'elle naisse du choc des faits, qu'elle soit indiquée comme la résultante des événements qui sont en train de s'accomplir, qu'elle apparaisse avec le signe non-seulement de la possibilité, mais d'une nécessité prochaine. Or n'est-ce point ce qui arrive aujourd'hui pour l'idée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat? N'a-t-elle pas jailli du cœur des événements? Quoi! vous assistez à un profond changement dans les conditions du suprême pontificat catholique, le spirituel et le temporel, l'Eglise et l'Etat se détachent en Italie et menacent de se séparer à Rome, et vous pouvez croire qu'une telle révolution s'accomplira sans que les rapports de l'Eglise et de l'Etat soient modifiés partout où le catholicisme est lié aux gouvernements par des arrangements particuliers et exceptionnels! Si la vitalité du sentiment religieux ne s'est point éteinte au sein des nations catholiques et si la révolution française n'a pas dit son dernier mot, nos hommes pratiques, ils peuvent y compter, entendront parler plus d'une fois encore de l'Eglise libre dans l'Etat libre. »

Les hommes pratiques feraient bien de ne pas tant dédaigner les spéculatifs, car, comme le disait M. Yung l'autre jour, dans le *Journal des Débats*, avec infiniment d'esprit, ce sont les spéculatifs qui écrivent la pièce que les hommes d'Etat finissent par représenter avec éclat, après l'avoir longtemps dédaignée, et encore ont-ils pour eux les bénéfices d'auteur.

Les diverses Sociétés religieuses du protestantisme évangélique viennent de tenir leurs réunions annuelles. On y a remarqué avec satisfaction une

tendance marquée au rapprochement entre toutes les fractions du protestantisme évangélique. Comme l'a très bien dit M. le professeur Pédézert, tandis que des abîmes se creusent, les barrières s'abaissent. On ne reprochera pas le manque de franchise à la gauche théologique qui a parlé si haut aux conférences particulières et générales. Elle a affiché de nouveau son programme avec passion, et en se donnant l'apparence de représenter la liberté de la pensée chrétienne. Elle ne représente que l'anarchie d'idées la plus étrange. Si seulement ces belles tirades contre les éléments essentiels et universels de la foi chrétienne, ou du moins contre leur importance religieuse, étaient dans d'autres bouches que dans celles d'hommes qui s'appellent les serviteurs de l'Evangile! Un tel spectacle est plein de tristesse. Au point d'opposition radicale et passionnée où en sont les deux fractions de l'Eglise réformée nationale, la possibilité d'un rapprochement ne peut entrer dans l'esprit de personne. Il serait bien temps que le fil qui unit ces deux religions fût rompu. C'est payer bien cher l'avantage des cadres historiques que de devoir se rencontrer aux mêmes tables de communion, après de si violents débats qui ne sont que la manifestation de la division des cœurs et des esprits. Que Dieu prenne pitié de son Eglise!

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

ÉTUDES HISTORIQUES

L'EMPEREUR MARC-AURÈLE

PREMIÈRE ÉTUDE. — SON CARACTÈRE ET SA CONDUITE.

I.

Il est des mémoires qui provoquent de longs débats dans l'histoire. La douce et mélancolique mémoire de Marc-Aurèle est de ce nombre. Aujourd'hui encore elle est très diversement jugée par les meilleurs esprits. Il ne faut pas s'en étonner. C'est la divine prétention du christianisme d'avoir fait briller, le premier et seul sur la terre, le parfait idéal de la beauté morale. Vrai Melchisédec, il croit n'avoir ni prédécesseur, ni égal ici-bas. Le plus petit dans son royaume serait le plus grand dans tout autre royaume. Le christianisme répète incessamment et à tous la parole de son fondateur : *Apprenez de moi.* La philosophie ne veut pas reconnaître cette supériorité, et cet appel la blesse plus qu'il ne la touche. Bien que née de l'homme, elle croit suffire à l'homme. L'homme est un être moral : elle forme ses vertus ; un être religieux : elle nourrit sa piété; un être immortel : elle soutient ses espérances. A part les symboles et les mystères, nécessaires à la foule et inutiles à l'homme éclairé, elle est tout ce que le christianisme prétend être.

Dans ce débat, comme dans tout autre, on en appelle des principes aux faits. Le christianisme montre ses saints ; la philosophie ses sages. Or parmi ces derniers, brille d'un éclat sans égal l'empereur Marc-Aurèle. Les chrétiens ont semblé plus d'une fois embarrassés de sa vertu ; quelques-uns ont essayé, bien à tort, d'en attribuer le mérite à leur foi. Il est inutile de convertir, au mépris de l'histoire, le sage stoïcien ; on l'a com-

pris et on le laisse volontiers aujourd'hui à ceux qui le réclament. Marc-Aurèle se trouve donc bien auprès de la postérité d'avoir étudié la philosophie. Les philosophes l'ont adopté et le défendent avec ardeur. On sent bien qu'ils défendent une autre gloire que la sienne. Déjà en 1843, un sincère et austère admirateur, M. Alexis Pierron, se donnait la peine, et elle n'était pas petite, de faire passer dans une bonne et forte traduction les obscures *Pensées* du philosophe couronné. Il rendait à son caractère, à ses vertus, à ses services, un sympathique hommage, tançait rudement les chrétiens hostiles à cette belle et douce mémoire et terminait son introduction par des propos qu'un stoïcien n'aurait pas désavoués. Plus tard, un savant distingué, M. Noël Desverger a cherché à compléter l'histoire de Marc-Aurèle par l'étude des monuments épigraphiques. Le regrettable M. Ampère a travaillé au même dessein en recourant à l'archéologie. L'un des professeurs de l'Université a exposé sa doctrine. Sa correspondance a fourni, au printemps de l'année dernière, la matière d'une *soirée littéraire* à la Sorbonne. La *Revue des Deux-Mondes* a publié, l'an passé, un article à sa louange. La *Revue contemporaine* en a publié un autre deux mois plus tard. Ces deux articles, sages et modérés, d'ailleurs, sont conçus dans le même esprit, témoignent de la même admiration et se distinguent par de réels mérites. Le second est plus développé et plus érudit, sans être plus sympathique. Les deux auteurs reprochent aux écrivains chrétiens leur partialité; le premier, M. Martha, se plaint plus particulièrement de M. de Champagny; le second, M. Aubé, de M. Ed. de Pressensé; mais ni l'un ni l'autre ne mettent le christianisme lui-même en cause; ils paraissent même reconnaître sa supériorité, sinon sa divinité. M. Taine s'est aussi occupé de Marc-Aurèle.

Après eux est venu le premier poëte du jour, comme dit excellemment M. Schérer, et il a répandu sur le grave monarque tous les parfums restés dans son vase, après la *Vie de Jésus*. Il a apporté dans cette matière aussi ces mots de délicieux, de ravissant, d'exquis, de charmant, qui s'appliquent si bien au Portique. Assurément, un stoïcien quelconque, Marc-Aurèle lui-même pourrait appliquer à M. Ernest Renan, le mot de l'Evangile : *Qu'y a-t-il de commun entre toi et moi?* L'homme des fines nuances et des poétiques langueurs ressemble peu à ceux qu'il serait juste d'appeler les Romains de la philosophie. Toutefois le dernier et le meilleur d'entre eux méritait ses éloges, par les faibles côtés de sa nature et de son système. Ce qui plaît à l'honorable collaborateur du *Journal des Débats* dans l'empereur Marc-Aurèle, c'est, qui ne le devine? la morale sans le dogme, la piété sans la théologie, le sentiment religieux sans aucun objet précis; l'indé-

terminé, le vague, l'insaisissable, l'inconséquence, pour ne pas dire la contradiction. Ce mérite est grand, et le critique le signale avec soin. « Pas une ombre de système. Marc-Aurèle, à proprement parler, n'a pas de philosophie; quoiqu'il doive presque tout au stoïcisme transformé par l'esprit romain, il n'est d'aucune école... mais la pensée morale ainsi dégagée de tout lien avec un système, y gagne une singulière hauteur. L'auteur du livre de l'*Imitation* lui-même, quoique fort détaché des querelles d'école, n'atteint pas jusque-là; car sa manière de sentir est essentiellement chrétienne; ôtez les dogmes chrétiens, son livre ne garde plus qu'une partie de son charme. Le livre de Marc-Aurèle, n'ayant aucune base dogmatique, conservera éternellement sa fraîcheur. Tous, depuis l'athée ou celui qui se croit tel, jusqu'à l'homme le plus engagé dans les croyances particulières de chaque culte, peuvent y trouver des fruits d'édification. C'est le livre le plus purement humain qu'il y ait. Il ne tranche aucune question controversée. En théologie, Marc-Aurèle flotte entre le déisme pur, le polythéisme interprété dans un sens physique à la façon des stoïciens, et une sorte de panthéisme cosmopolite. Il ne tient pas plus à l'une des hypothèses qu'à l'autre, et il se sert indifféremment des trois vocabulaires déiste, polythéiste, panthéiste.... Il détacha hautement la beauté morale de toute théologie arrêtée; il permit au devoir de ne dépendre d'aucune opinion méthaphysique sur la cause première. » Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser de cette fraîcheur et de cette absence de doctrines positives, dans le livre des *Pensées*.

Pour notre ondoyant et sceptique contemporain, c'est une bonne fortune morale qu'un sage comme Marc-Aurèle, en qui le sentiment se fait jour et l'élève à travers les incertitudes et les erreurs de l'esprit. Aussi M. Ernest Renan place-t-il haut son idole. On peut se demander si le sage de Rome ne l'emporte pas dans sa pensée sur le sage de Nazareth; s'il fut moins grand, il semble plus parfait. Il ne devint pas, vers la fin, un sombre et extravagant géant. Ses desseins n'allèrent jamais plus loin que ses devoirs. Il faut écouter les accents de ce lyrisme mystique. C'est le Lamartine de la critique qui chante. L'ode commence ainsi : « J'ai voulu, en ces derniers temps, relire ce livre, tout resplendissant de l'Esprit divin, ce manuel de la vie résignée, que nous a laissé le plus pieux des hommes, le César Marc-Aurèle-Antonin... La beauté sans égale du livre, la grandeur de l'âme incomparable qui s'y est exprimée, me sont plus vivement que jamais apparues. Il y a eu des hommes qui ont exercé une influence plus profonde et plus durable; mais nul n'a été aussi parfait que celui-ci. C'est la gloire des souverains que le plus

irréprochable modèle de vertu se soit trouvé dans leurs rangs, et que les plus belles leçons de patience et de détachement soient venues d'une condition qu'on suppose volontiers livrée à toutes les séductions du plaisir et de la vanité. » Voilà comment commence l'éloge et voici comment il finit : « S'il est vrai qu'il soit possible de le dépasser en certaines parties de la science du gouvernement, qui n'ont été connues que de nos jours, le fils d'Annius Verus restera toujours inimitable par sa force d'âme, sa résignation, sa noblesse accomplie et sa perfection de la bonté. »

A s'en tenir à ces paroles, il semblerait que les évangiles seraient inférieurs aux *Pensées* de Marc-Aurèle et que Marc-Aurèle lui-même laisserait Jésus assez loin derrière lui. Mais avec les poëtes il ne faut pas y regarder de si près. Dans son premier article, M. Ernest Renan écrit : « Selon moi, Antonin fut le plus grand; sa bonté ne lui fit pas commettre de faute... » Ce qui ne l'empêche nullement de dire dans le second : « Un moment, grâce à lui (Marc-Aurèle), le monde a été gouverné par l'homme le meilleur et le plus grand de son siècle. »

Quand il ne se surveille pas, le zèle chrétien exerce sur l'innocent objet de ce débat ses sévères représailles. Inutile vengeance. Les sévérités ne sont légitimes que dans les périls. Quel danger fait courir la vertu de Marc-Aurèle à la divinité de l'Evangile ? M. Martha rappelle, après d'autres, aux chrétiens de nos jours, la justice rendue par les pères de l'Eglise aux sages païens. Ses reproches ne sauraient nous atteindre. Nous aimons mieux honorer que rabaisser la nature humaine. Nous pensons que dans le monde païen bien des Jean-Baptiste ont, à leur insu, préparé les voies de l'Envoyé divin. — Tout ce qui est de Dieu en l'homme, nous le rapportons à Dieu et nous respectons ses dons jusque dans ses ennemis. Nous ne compromettrons jamais le christianisme en pratiquant la charité qu'il commande. Marc-Aurèle mérite qu'on soit doux et clément envers sa mémoire, car le fond de son livre et probablement de sa nature, fut la bonté. Qu'on l'élève donc aussi haut que la justice le demande, que la vérité le permet; au-dessus de cet idéal brille un autre idéal supérieur à celui-là, comme une œuvre divine est supérieure à toute entreprise humaine.

II.

Parmi les curiosités de la vie de Marc-Aurèle, il faut compter ses rapports avec l'un de ses maîtres. En 1830, M. Armand Cassan publia en français les lettres inédites de Marc-Aurèle et de Fronton, retrouvées sur les palimpsestes de Milan et de Rome.

Le jeune César se peint lui-même dans ces lettres, aussi fidèlement que le vieux dans les *Pensées*. Cette correspondance n'ôte rien à sa vertu, mais elle porte quelque atteinte à sa sagesse. L'auteur des *Pensées* écrit que Diogénète, l'un de ses maîtres, a rendu agréable à ses yeux le grabat, la simple peau, et tout l'appareil de la discipline hellénique. « A peine âgé de douze ans, dit l'historien Capitolinus, Marc-Aurèle prit les allures et adopta les pratiques rigides des philosophes. Il étudiait couvert du pallium et couchait sur la dure. Il fallut les instances de sa mère pour le décider à laisser mettre quelques peaux sur son lit. » Nous verrons reparaître, plus tard, le pénitent de la philosophie. Nous devons dire que, dans sa correspondance avec Fronton, le jeune César se montre sous un jour moins austère. Il mange, il boit, il se baigne, il s'amuse, comme le commun des mortels; il va gaiement aux vendanges avec l'empereur son père. Il se passe même un beau jour un jeu fort innocent, mais point stoïcien. Il le conte lui-même fort agréablement. « Dès que mon père se fut retiré de ses vignes dans son palais, moi, selon ma coutume, je monte à cheval, je pars et m'avance assez loin sur la route. Bientôt au milieu du chemin, se présente un nombreux troupeau de moutons; le lieu était solitaire; quatre chiens, deux bergers, mais rien de plus. L'un des bergers dit à l'autre, en voyant venir quelques cavaliers : Prends bien garde à ces cavaliers, car ce sont d'ordinaire les plus grands voleurs du monde. A peine ai-je entendu ces mots, que je pique de l'éperon mon cheval, et je le précipite sur le troupeau. Les brebis effrayées se dispersent et s'enfuient pêle-mêle, errantes et bêlantes. Le berger me lance sa houlette; la houlette s'en va tomber sur le cavalier qui me suit. Nous fuyons au plus vite, et c'est ainsi que le pauvre homme qui craignait de perdre son troupeau, ne perdit que sa houlette. C'est un conte, diras-tu; non, c'est la vérité même. » Le jeune sage s'occupe assez de sa santé. « Je crois, écrit-il, avoir pris un peu de froid; est-ce pour m'être promené ce matin en sandales, ou pour avoir mal écrit? je ne sais assurément; moi qui suis d'ailleurs homme à pituite, je trouve que je ne me suis jamais tant mouché qu'aujourd'hui. » Il mentionne aussi les frissons de la nuit. Du reste, après le souper, il se plaît à entendre « les joyeux propos des villageois. » Enfin, il faut bien le dire, quoique ce détail n'ait non plus rien de poétique, Marc-Aurèle s'accuse d'être un grand dormeur. Fronton lui a envoyé un éloge du sommeil; il s'agit d'en faire la critique. César y emploie toute sa verve et toute sa science. Il montre par l'exemple d'Ulysse, combien ce funeste ennemi des hommes fait échouer de belles résolutions. D'Homère il passe à Q. En-

nius. Ce n'est pas qu'il soit brouillé avec l'objet de ses critiques ; « il fait une cour assidue au sommeil de la nuit et du jour ; il ne l'abandonne pas plus qu'il n'en est abandonné, tant ils sont bien ensemble. » Aussi, après l'avoir accusé, prend-il le facile parti de se jeter dans ses bras. On voit qu'à ce moment de sa vie, Marc-Aurèle pratiquait un ascétisme assez tolérable.

Bien qu'associé déjà aux graves soucis du pouvoir suprême, il conserve les frivoles pensées, il recherche les puérites occupations d'un bel esprit de l'époque. Il lit, il écrit, il se fatigue la tête comme un jeune rhéteur avide de succès. Il n'est pas toujours mécontent de lui. «Tu me demandes très agréablement mes hexamètres, je te les enverrais tout de suite, si je les avais avec moi, mais mon copiste, cet Anicétus que tu connais, n'a laissé partir aucun de mes livres avec moi, car il connaît ma maladie, et il craint que s'ils me tombaient sous la main, je ne fisse comme de coutume, je ne les jetasse au feu. Cependant le danger n'était pas grand pour les hexamètres, car pour confesser la vérité à mon maître, je les aime. Je passe ici les nuits à étudier, les jours se dissipent au théâtre... Malgré cela, je me suis fait pendant ces jours des extraits de soixante livres, en cinq tomes. » Une autre fois, le disciple de Fronton s'excuse de la précipitation de sa lettre et il ajoute : « Je te prie donc, s'il se trouve quelque mot impropre, quelque pensée irréfléchie, quelque lettre mal formée de l'imputer au manque de temps. » Dans une autre occasion, Marc-Aurèle venait de lire deux discours de Caton ; il voulut essayer ses forces, bien entendu sans avoir rien à dire. «Pardonne-moi, écrit-il à son maître, j'ai écrit quelque chose qui mérite d'être jeté au feu ou à l'eau. Aujourd'hui j'ai été fort malheureux en écrivant : ce sont des essais dignes des chasseurs et des vendangeurs qui ébranlent ma chambre au bruit de leurs chansons. » Les occupations politiques de Marc-Aurèle augmentent ; il en gémit ; il ne renonce pas pour cela à ses chères élucubrations littéraires. « Je t'envoie pourtant une *pensée* que j'ai développée ce matin, et un lieu commun d'avant-hier. Hier toute la journée, nous avons battu les chemins ; aujourd'hui il sera difficile de pouvoir faire autre chose que la *pensée* du soir. Quoi ! vas-tu dire, dormiras-tu toute une nuit si longue ? Oui, je puis la dormir, car je suis un grand dormeur... Envoie-moi trois *pensées* et des lieux communs. » Il écrit encore : « Indique-moi les lettres que je dois lire de préférence pour former mon style. »

On pense bien que les amplifications du maître devaient faire grand plaisir au disciple. L'enthousiasme de ce dernier ne peut ni se contenir, ni s'exprimer. Fronton, mieux servi par les circonstances, aurait été un orateur, peut-être ; au second siècle,

et dans l'universelle oisiveté des talents, il ne pouvait être qu'un amateur de belles phrases. Marc-Aurèle est loin de s'en douter. Devant chaque production du maître : discours, *pensées*, lettres, n'importe, il reste confondu d'admiration. Si elle est fidèlement exprimée, cette admiration est d'un grand enfant ; si elle est exagérée à dessein et pour l'effet, elle est d'un prince peu sérieux. Fronton a prononcé l'éloge d'Antonin ; Marc-Aurèle lui déclare à lui-même ce qui suit : « Plus facilement, on imiterait Phidias, plus facilement Apelle, plus facilement Démosthène lui-même ou Caton, que ce chef-d'œuvre de l'étude et de l'art. Je n'ai, moi, rien lu de plus élégant, rien de plus antique, rien de plus piquant, rien de plus latin ! que tu es un homme heureux de posséder ainsi l'éloquence ! que je suis heureux moi-même d'avoir eu un tel maître ! quels arguments ! quel ordre ! quelle élégance ! quel charme ! quel enchaînement ! quelles expressions ! quelle clarté ! quelle finesse ! quelle grâce ! quel éclat ! oh ! tout ce que je ne puis dire !... adieu donc, honneur de l'éloquence romaine, gloire de l'amitié, merveille de la nature, homme aimable, illustre consul, et le plus doux des maîtres. » Pour justifier quelque peu l'exagération littéraire, soit chez le maître, soit chez le disciple, il faut dire que l'empereur si admiré avait nommé consul le littérateur Fronton, et que ce dernier avait trouvé le moyen de louer le fils en même temps que le père. La reconnaissance est favorable à l'enthousiasme. « Aie soin, s'écrie Marc-Aurèle, avec une colère peu redoutable, aie soin dorénavant de ne plus mentir à mon sujet, surtout en plein sénat, c'est horrible à toi d'avoir écrit ce discours. Oh ! si j'eusse pu à tous les chapitres baisser la tête ! Tu es le plus grand de tous les menteurs ! Mais, après la lecture de ce discours, vaines études, vains travaux, vains efforts que les nôtres ! » Tout cela n'est pas d'un bien rude stoïcisme. A ce qu'il nous semble, César est assez infatué de bel esprit ; il paraît plus disposé à tenir une école qu'à gouverner l'empire. On se demande s'il n'aurait pas mieux aimé succéder à Fronton qu'à Antonin.

Au-dessus de l'admiration pour le talent s'élève, s'il est possible, l'attachement pour l'homme. L'affection d'un fils pour son père, d'un époux pour son épouse, d'un fiancé pour la future compagne de sa vie sont à peine comparables à cette idolâtrie. Il faudrait recourir aux romans les plus passionnés pour trouver une pareille explosion d'amour. Madame de Sévigné est surpassée. Qu'on en juge. Fronton a la maladie des gens qui se portent bien. Marc-Aurèle est inconsolable de cet accès de goutte. « Comment accuserai-je convenablement cette nécessité trop dure... qui ne me permet pas de courir à l'instant à mon cher Fronton, à ma

très belle âme, surtout dans une maladie de cette sorte ; de m'approcher de lui, de prendre ses mains, et enfin le pied lui-même, autant qu'il se pourrait, sans l'incommoder ; de le toucher et de le retoucher ; de le soigner dans le bain ; de le soutenir sur une main dans la marche ? et tu m'appelles mon ami, lorsque je ne renverse pas les maisons pour voler vers toi de toute ma force ! en vérité, je suis le plus boiteux, moi, avec ma réserve, avec ma paresse. » Puis vient une prière aux dieux à l'effet d'obtenir la guérison de cet « homme très saint. » Rhétorique ou sympathie, le ridicule est parfait. Quand Fronton souffre de l'aine, du genou ou de la tête, César n'est pas dans une moindre angoisse. Il espère que tel dérangement que nous nous abstenons de nommer tournera à bien, « avec l'aide des dieux. » Un grand combat s'est engagé entre ces deux graves personnages ; il s'agissait de savoir qui pouvait le mieux aimer l'autre. « Je me rends, s'écrie le disciple, tu as vaincu ; oui, tu as vaincu en amour tout ce qui a jamais aimé. Prends la couronne et que, devant ton tribunal, le hérault proclame au peuple ta victoire : « *M. Cornelius Fronton, consul, a vaincu ; il a remporté la couronne dans le combat des grandes amitiés.....* Mais moi qui possède dans un moindre degré la puissance d'aimer, je t'aimerai plus qu'aucun autre homme ne t'aime, plus enfin que tu ne t'aimes toi-même. Je n'aurai plus à lutter qu'avec Gratia et j'ai bien peur de la vaincre. » Quel âge avait Marc-Aurèle quand il écrivait toutes ces belles choses ? Il était marié, père de famille, associé à l'empire, et il se donne lui-même vingt-cinq ans.

III.

Considérons maintenant les rapports de Marc-Aurèle avec les siens. Commençons par son frère. Il a une triste réputation dans l'histoire. Vain, léger, dissolu, incapable de tout travail comme de toute vertu, il s'abandonna, de bonne heure, au jeu, au vin, à la bonne chère, aux débordements de toute espèce, sans en excepter les plus honteux et les plus difficiles à nommer. Par la conduite qu'il tint à son sujet, le ferme et judicieux Antonin resta fidèle à la promesse qu'il avait faite à Adrien, sans compromettre les intérêts de l'Etat. Il conserva à ce jeune prince sa haute position dans la famille impériale, mais ne lui laissa pas remplir les fonctions qui l'auraient préparé au trône. Aussi longtemps qu'il vécut, il le retint dans la vie privée. A sa mort, il légua l'empire à Marc-Aurèle, sans désigner Lucius Verus. C'était là une sage conduite. Il était aisé au fils adoptif d'Antonin

de suivre l'exemple de son illustre père. Lucius Verus n'avait ni partisans, ni droits, ni ambition même. Partager le pouvoir suprême même avec un prince aussi excellent que lui, eût été pour Marc-Aurèle une téméraire entreprise. Le partager avec un frère qui joignait notoirement l'indignité à l'incapacité, semblait un parti coupable à force d'être imprudent. C'est à ce parti que s'arrêta Marc-Aurèle. Est-ce bonté, faiblesse, illusion, secret désir non-seulement d'être bon, mais de le paraître et de laisser après lui un exemple de générosité qui le rendît célèbre dans l'histoire? Peut-être tout cela à la fois. Il donna donc à Lucius Vérus la moitié de son trône, il lui donna son propre nom d'Annius Vérus et il lui promit sa fille. Il chargea même ce triste personnage d'aller en Orient présider à une grande guerre. Vérus s'établit dans la molle Antioche et y mena une vie digne d'elle et de lui, tandis que ses généraux soutenaient contre les Parthes l'honneur des aigles romaines. L'austère disciple du Portique envoya sa fille à ce Sardanapale, et ne rougit pas de se donner un pareil gendre. Marc-Aurèle accepta, à Rome, la comédie d'un triomphe en compagnie de cet étrange guerrier. Il traîna à sa suite cet indigne fardeau à la guerre, et quand la mort l'en délivra, — la débauche, à la fin, portant son fruit, — le sage, le vertueux, le pieux Marc-Aurèle mit au rang des dieux ce vilain et sale personnage. Il institua un culte, il établit des prêtres à son honneur! Il fit plus. Plus tard, dans ses veilles solitaires et quand il énumérait pour lui-même les bienfaits des dieux, il écrivit ces incroyables paroles : « Ils m'ont donné de rencontrer un frère dont les mœurs étaient, pour moi, une exhortation à veiller sur moi-même, en même temps que sa déférence et son attachement devaient faire la joie de mon cœur. » On a douté que ces paroles se rapportassent à Vérus; mais c'est le seul frère que nous connaissions de Marc-Aurèle et la suite de la prière prouve d'ailleurs que ce dernier conservait d'autres illusions encore.

Passons à son fils, qui pourrait être considéré comme le second Néron de l'empire, si Domitien n'avait pas régné entre les deux. Aucune nécessité n'obligeait Marc-Aurèle à se le donner pour successeur. Il ne faut pas trop louer ses prédécesseurs de n'avoir pas mis leur postérité sur le trône. Si l'empire a cessé d'être héréditaire, il faut en faire honneur à la nature plus qu'à la philosophie. On a admiré la sagesse de ces princes qui ont choisi, pour leur succéder, ce qu'ils trouvaient de meilleur autour d'eux. La chose est vraie : mais n'oublions pas qu'ils n'avaient pas d'héritiers. C'est une chose digne de remarque que de Vespasien à Marc-Aurèle, aucun empereur n'ait eu de posté-

rité mâle après lui. Ils faisaient à leurs filles, quand ils en avaient, une assez belle position dans l'empire pour qu'on soit autorisé à croire qu'ils n'auraient pas négligé leurs fils, si la Providence leur en avait donné. Le premier exposé à la tentation y a succombé. La faiblesse du père a endormi la vigilance de l'empereur. Déjà de son vivant, la brutale nature de son fils s'était révélée, exercée; la malveillance lui donnait non un sage, mais un gladiateur pour père; les grossières dispositions du jeune Commode ne justifiaient que trop cette ignoble origine. C'est de ce monstre naissant que Marc-Aurèle voulut faire son héritier. En vain, les crimes succédaient aux crimes sous ses propres yeux. Le père n'en persistait pas moins dans son dessein. Sans doute, il ne négligeait aucun moyen de réprimer ces débauches et ces violences; mais son impuissance ne changeait pas sa résolution. Il prépara de bonne heure et avec ostentation cet étrange successeur; il l'amena avec lui dans ses campagnes; il l'associa à ses triomphes; il le fit proclamer *Imperator;* il lui fit franchir les honneurs aux dépens des règles; afin qu'aucune différence ne subsistât plus entre Commode et lui, il le fit déclarer Auguste, « ce qui était absolument sans exemple, dit un grave historien, et ce qu'il était impossible de justifier. » Aussi quand le sage mourut, le monstre était prêt; il se saisit de l'empire comme de sa légitime proie; on sait l'usage qu'il en fit. Marc-Aurèle ne peut être accusé d'avoir voulu infliger à l'empire un Néron ou un Domitien; il se berça de rêves que les événements ont cruellement démentis. Mais l'égoïsme paternel n'est-il pour rien dans ces illusions? N'oublions pas que depuis Auguste jusqu'à Marc-Aurèle, à l'exception de Titus, pas un fils n'avait succédé à son père sur le trône. Puisque les choix étaient libres, nous demandons pourquoi Marc-Aurèle s'est donné de son vivant un pareil compagnon et, après sa mort, un pareil successeur. Nous cherchons ici les hautes vertus du sage et nous ne trouvons que les faiblesses de l'homme.

De la conduite de Marc-Aurèle envers sa fille Lucille nous ne dirons rien, sinon qu'elle n'est pas tout à fait d'un philosophe. Nous avons déjà vu qu'il la donna en mariage à un jeune débauché, parce que ce jeune débauché était son frère et son collègue; ce fut là un mariage politique, peu conforme aux maximes de l'école. Plus tard, Marc-Aurèle donna la jeune veuve à un mari âgé et austère, à cause de sa vertu; ce fut le tour de la philosophie; les goûts de la jeune femme entrèrent pour peu de chose dans ses desseins. Si Molière avait rencontré ce père sur son chemin, il aurait peut-être eu quelques vérités à lui dire par la bouche de sa propre fille. Mais c'est le mari surtout qui aurait

excité sa verve. Les femmes des empereurs de Rome ont acquis une triste notoriété dans les fastes du vice. Les plus sages n'ont pas été les mieux partagés. Antonin lui-même avait une triste compagne. Sa fille valut moins encore. Il jugea convenable de l'unir au sage et vertueux Marc-Aurèle; celui-ci se laissa faire. Quand il s'agissait du mariage, les philosophes eux-mêmes, à ce qu'il paraît, n'y regardaient pas de si près. Le grave disciple du Portique accepta de son grave père adoptif cette volage jeune fille avec l'empire. En comparant cette union à l'union projetée de Célimène avec Alceste, on reste au-dessous des faits, s'il faut en croire l'historien; Célimène se respectait elle-même; l'épouse de Marc-Aurèle se livra aux plus coupables excès et put être appelée une seconde Messaline. Il paraîtrait que les allusions piquantes n'auraient pas été épargnées à Marc-Aurèle même au théâtre. Il ne voulut naturellement pas les comprendre. Dans l'intimité, on osa l'exhorter à répudier une femme qui le déshonorait. Se rappelant probablement la réponse du sage Burrhus à Néron au sujet d'Octavie, l'empereur philosophe répondit, assure-t-on, assez gaiement : « Il faudra donc lui rendre sa dot. » L'empire était une dot bonne à garder comme elle avait été bonne à prendre; Rome valait bien Faustine. Ce n'était pas sans réflexion, ni sans motif qu'il l'avait prise. Il demanda, rapporte le bon Crevier, du temps pour réfléchir sur une offre si avantageuse. Après y avoir pensé, il y consentit, et s'assura ainsi de plus en plus le droit de succession à l'empire; mais il acquit une épouse qui fit grand tort à sa réputation.

Cette épouse morte, Marc Aurèle lui fit rendre les honneurs divins par le sénat; il lui fit construire un temple; les jeunes filles de Rome devaient, en se mariant, offrir, avec leurs époux, un sacrifice devant sa statue; Marc-Aurèle voulut qu'aux filles Faustiniennes établies par Antonin, d'autres filles fussent ajoutées en l'honneur de sa femme. Enfin, et ceci surpasse tout le reste, dans cette longue nomenclature des bienfaits des dieux à son égard, où il se montre si reconnaissant du don qui lui avait été fait de son frère, il écrit : « Si j'ai une femme d'un tel caractère, si complaisante, si affectueuse, si simple..... c'est aux dieux que je la dois. » Ici les panégyristes éprouvent un grand embarras. M. Pierron assure que Marc-Aurèle n'a pas connu la conduite de sa femme. Tout le monde l'aurait donc connue, lui excepté. Outre que l'allégation est sans preuve, c'est faire de l'empereur philosophe un inepte époux. M. Martha a pris le sage parti de se taire. M. Aubé semble se prononcer contre les historiens qui ont mal parlé de Faustine; il hésite cependant entre Marc-Aurèle qu'il faut accuser d'une étrange faiblesse, ou ces

historiens qu'il faut accuser d'une non moins étrange sévérité. « En tout cas, ajoute-t-il, les déportements de Faustine, fussent-ils avérés, ne diminuent et n'abaissent en rien Marc-Aurèle, s'il les ignora, ce qui ne paraît guère douteux. Et s'il les sut, il fit mieux encore de dissimuler que de punir, de garder auprès de lui la mère de ses enfants que de la renvoyer, de l'exiler, de la tuer. Entre la rigueur et la faiblesse, le choix était malaisé, et l'alternative périlleuse d'être accusé de connivence, s'il fermait les yeux, de dureté, s'il sévissait. » Nous osons dire que si un empereur chrétien au lieu d'un empereur philosophe avait tenu une pareille conduite, il ne s'en tirerait pas à aussi bon marché. On lui aurait appris qu'entre garder auprès de soi pendant sa vie et diviniser après sa mort une indigne épouse et la tuer, il y avait un juste milieu qui n'était ni la connivence, ni la dureté. M. Ernest Renan a remarqué que Marc-Aurèle n'a pas vu seulement sous un jour trop avantageux les tristes membres de sa famille, mais aussi ses maîtres qui sont d'admirables caractères dans son livre et dans l'histoire d'assez pauvres personnages. Après quelques mots romantiques sur le bonheur que Marc-Aurèle put trouver dans les premiers jours de son union avec Faustine, nous lisons : « Puis, elle se fatigua de tant de sagesse. Disons tout : les belles sentences de Marc-Aurèle, sa vertu austère, sa perpétuelle mélancolie, purent sembler ennuyeuses à une femme jeune, capricieuse, d'un tempérament ardent et d'une merveilleuse beauté. Il le comprit, en souffrit et se tut. En vain on osa le désigner sur la scène comme un mari trompé ; les bouffons eurent beau nommer au public les amants de Faustine ; il ne consentit à rien voir. Il ne sortit pas de son implacable douceur. Faustine resta toujours sa très bonne et très fidèle épouse. On ne réussit jamais même après qu'elle fut morte à lui faire abandonner ce pieux mensonge. Dans un bas-relief qui se voit encore aujourd'hui au musée du Capitole, pendant que Faustine est enlevée au ciel par une Renommée, l'excellent empereur la suit de terre avec un regard plein d'amour. » Pour le coup, c'est trop de philosophie. M. Renan s'écrie avec admiration : « Mais quelle lutte il dut traverser pour en arriver là ! » Je le crois bien ! « On ne comprendra jamais ce que souffrit ce pauvre cœur flétri, ce qu'il y eut d'amertume dissimulée sur ce front pâle, toujours calme et presque souriant (*sic*)..... Les âmes de cette sorte, soit pour ne pas faire de peine aux autres, soit par respect pour la nature humaine, ne se résignent pas à avouer qu'elles voient le mal. Leur vie est une perpétuelle dissimulation. » Au milieu de cette belle et sentimentale poésie, dont le but est la louange et dont l'effet est le ridicule, l'auteur oublie

ce fait très prosaïque que le mariage de Marc-Aurèle fut un mariage politique et que Faustine arriva dans sa maison en compagnie de l'empire.

Pourrons-nous, à notre tour, hasarder une explication? Cette explication fort simple et fort appropriée au temps de Marc-Aurèle, c'est que l'oubli des lois de la pudeur ne lui inspirait pas les sentiments qu'elle inspire aux âmes honnêtes aujourd'hui. Le divin souffle de l'Evangile n'avait pas passé sur lui. La sainteté des vertus domestiques n'avait pas été révélée au monde; en particulier, le lien du mariage n'avait pas apparu dans sa beauté mystique. Le sage Marc-Aurèle pouvait avoir notre douceur; il ne pouvait avoir notre délicatesse; entre lui et nous, il y a l'Evangile et les scrupules tout nouveaux que l'Evangile inspire. Aujourd'hui un père d'une vertu bien inférieure à celle de Marc-Aurèle rougirait de donner sa fille à un jeune débauché comme Lucius Vérus, et s'il avait autour de lui une épouse comme Faustine, il ne prendrait pas aussi aisément son parti de sa honte. C'est que la société moderne n'est pas la même que la société antique; elle peut bien ouvrir encore des asiles à la volupté, mais elle ne les appelle plus des temples. De toutes les vertus, c'est la pudeur, peut-être, qui a le plus gagné au contact de l'Evangile. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas dire que Marc-Aurèle ait négligé les siens. Le plus théâtral et le plus oriental de nos rois voulait que tout ce qui le touchait fût l'objet des respects publics; il n'exceptait pas même les fruits de ses désordres. La faiblesse eut dans Marc-Aurèle les mêmes effets que l'orgueil dans Louis XIV.

VI.

De la bonté coupable passons à la sévérité injuste. Ce nom de persécuteur ajouté au nom du sage Marc-Aurèle ne peut manquer d'embarrasser un peu des philosophes amis de la liberté. Ils voudraient bien laver cette mémoire du sang qui la souille. Que ne le peuvent-ils? Nous n'avons aucun intérêt et nous ne pouvons trouver aucun plaisir à compter un homme comme Marc-Aurèle parmi les ennemis de l'Eglise. Mais l'histoire est là avec ses austères révélations.

M. Renan dit : « Nous touchons ici à un des points les plus délicats de la biographie de Marc-Aurèle. Il est malheureusement certain que quelques condamnations à mort furent, sous son règne, prononcées et exécutées contre les chrétiens. » « Quelques condamnations, » le mot est charmant. M. Renan remarque

« qu'il eût été digne du sage empereur, qui introduisit tant de réformes pleines d'humanité, de supprimer des édits qui entraînaient de cruelles et injustes conséquences; » après quoi, il plaide les circonstances atténuantes des usages, des exemples et des édits antérieurs. M. Aubé entre dans plus de détails et il régente assez sévèrement M. l'abbé Freppel et M. Ed. de Pressensé. Celui-ci ayant considéré la persécution de l'Eglise et la participation de Marc-Aurèle à cette persécution comme un fait acquis, a cru trouver dans le stoïcisme la cause des violences exercées sur les chrétiens. M. Aubé nie la cause et le fait lui-même avec une sorte d'indignation. C'est, du reste, avec une érudition de bon aloi qu'il cherche à justifier, du même coup, un empereur et une philosophie dont l'honneur semble lui tenir fort à cœur. Nous admirons son habileté : nous ne pouvons accepter ses conclusions.

Trois questions se posent ici : Marc-Aurèle a-t-il ordonné la persécution? L'a-t-il permise et même encouragée? Pouvait-il l'empêcher?

M. Aubé nie l'existence de tout édit nouveau de persécution sous Marc-Aurèle. Il est certain qu'un édit nouveau était peu nécessaire. Le célèbre rescrit de Trajan et les lois générales de l'empire suffisaient. Cependant un édit nouveau n'aurait rien d'étonnant, comme ne le prouvent que trop les édits postérieurs. On trouve dans les actes de saint Symphorien, martyrisé à Autun, un édit formel de persécution[1]. Des juges fort compétents, il suffit de citer Néander, croient à l'authenticité de cet édit et l'attribuent à Marc-Aurèle. Le savant historien fait remarquer qu'on ne peut l'attribuer à aucun des empereurs désignés plus tard sous le nom ou épithète d'Aurelius. Il observe avec raison que le commencement de l'édit répond fort bien au temps de Marc-Aurèle ; la latinité étrange de la fin peut se concevoir au second siècle. D'ailleurs, l'ensemble des données historiques sur l'état de l'Eglise, à cette époque, rend vraisemblable l'existence de cette ordonnance. Celse, qui dut écrire sous Marc-Aurèle, parle à plusieurs reprises de la triste condition des chrétiens obligés de fuir, de se cacher, et souvent livrés à la mort, malgré toutes leurs précautions. Le célèbre épisode de la vie de Peregninus emprisonné en Syrie pour cause de religion, la nécessité de corrompre les gardes pour pénétrer jusqu'à lui, les motifs que Lucien donne de son élargissement, tout prouve que le satirique

[1] Le voici : « Aurelianus imperator omnibus administratoribus suis atque rectoribus. Comperimus ab his qui se temporibus nostris christianos dicunt legum præcepta violari. Hos comprehensos, nisi Diis nostris sacrificaverint, diversis punite cruciatibus, quatenus habeat districtio prolata justitiam, et in resecandis criminibus ultio terminata jam finem. »

écrivait à une époque de persécution. Mais voici qui est plus positif. Dans une apologie que Méliton de Sardes adressa de 169 à 174 vraisemblablement à l'empereur Marc-Aurèle, on lisait les lignes suivantes que nous a conservées Eusèbe : « On persécute aujourd'hui, comme on ne l'avait pas fait encore, la race de ceux qui craignent Dieu. Elle est poursuivie, en Asie, en vertu de nouveaux décrets. D'impudents délateurs, avides du bien d'autrui, se prévalant de ces ordres, volent ouvertement et pillent, la nuit et le jour, des hommes qui n'ont fait aucun mal. » Après d'autres observations, il ajoute : « Si tu as commandé de faire ces choses, à la bonne heure : qu'elles se fassent [1]. Car un prince juste ne prescrit jamais aucune iniquité. Nous acceptons joyeusement la récompense d'une pareille mort. Nous t'adressons seulement une prière, c'est que tu examines par toi-même les auteurs de cette dispute [2], et que tu décides, ensuite, avec justice, s'ils sont dignes de mort et de châtiment ou bien de conservation et de tranquillité. Mais si ce dessein et ce nouvel édit ne sont pas de toi, nous te prions d'autant plus vivement de ne pas nous abandonner à ce pillage public. » Voilà ce qui se passait sous le règne de Marc-Aurèle : était-ce par son ordre ou seulement avec sa permission? Le décret dont se plaint Méliton était-il de l'empereur ou de l'un de ses représentants? Nous ne prétendons pas en savoir là-dessus plus long que Méliton lui-même ; mais on conviendra que ses plaintes ajoutent à la vraisemblance de l'édit rapporté plus haut.

Nous écartons la seconde apologie de Justin Martyr, pour deux raisons : la première, c'est que les avis sont partagés sur l'époque de sa rédaction et qu'on ne sait pas d'une manière assez sûre sous quel règne il faut la placer; la seconde, c'est que la réponse d'un chrétien à son juge prouverait que ces violences étaient contraires à la volonté de l'empereur. Mais nous pensons qu'il faut tenir compte de l'apologie d'Athénagore dans ce débat. L'auteur l'adressa à Marc-Aurèle et à Commode; il exprime le vœu, à la fin, que le fils succède au père; il écrivit donc de 176 à 180; voici ce qu'il leur dit : « Tous admirent votre bonté, votre douceur, votre philanthropie et en jouissent avec un droit égal; les cités sont honorées, selon leurs mérites, et grâce à votre sagesse, l'univers jouit d'une paix profonde. Des chrétiens seuls vous ne prenez aucun souci; vous permettez que des hommes qui ne commettent aucun mal, qui se condui-

[1] Ἔστω καλῶς γινόμενον.

[2] Les chrétiens accusés de troubler la paix publique par leurs innovations pouvaient être cosidérés comme des hommes de dispute.

sent, comme nous le prouverons plus tard, le plus religieusement et le plus justement et envers Dieu et envers vous soient agités, chassés, persécutés, leurs ennemis n'ayant pour leur faire la guerre d'autre motif que le nom qu'ils portent. C'est pourquoi nous avons osé exposer notre cause. Ce discours vous montrera jusqu'à quel point nous souffrons injustement et contrairement à toute loi et à toute raison. Nous vous prions de prendre quelque souci de nous, afin que nous cessions enfin d'être immolés par des calomniateurs. » Sur quoi se fondaient les ennemis des chrétiens? Sur les ordres même de Marc-Aurèle? Athénagore ne le dit pas; mais on conviendra que la chose n'a rien d'improbable.

Les remarques de M. Aubé contre l'opinion générale des écrivains ecclésiastiques sont peu concluantes. Il dit qu'un grand nombre d'apologistes se produisit sous Marc-Aurèle, et il demande si ces vives attaques du paganisme « ne prouvent pas la facilité du prince, la douceur de son gouvernement et l'étendue de la liberté de la presse, comme on dirait aujourd'hui. C'est un argument contre une persécution spéciale et rigoureuse que le courage des apologistes ne leur ait pas attiré quelque aventure tragique. » Autant vaudrait dire que Sévère et ses gouverneurs étaient mous dans la persécution, parce que Tertullien, qui écrivait si hardiment contre eux, ne paya pas sa témérité de sa tête. Nous devons croire pour l'honneur de Marc-Aurèle et de son gouvernement que les plaidoyers des chrétiens furent peu lus : le dépôt des publications n'existait pas encore ; il était aisé aux magistrats d'excuser des auteurs dont ils ignoraient les œuvres. M. Aubé assure que les apologistes s'occupent plus des doctrines que des personnes et n'accusent aucune persécution particulière. Les plaintes rapportées plus haut réduisent cette assertion à sa valeur. Justin, d'ailleurs, avait écrit en pleine persécution, et néanmoins il avait parlé bien plus de la religion que du sort des chrétiens. M. Aubé cite un passage bien connu de Tertullien. Ce passage n'a aucune valeur historique ; aussi M. Aubé abandonne-t-il l'argument après l'avoir invoqué. Dans leur pieuse illusion, les Pères croyaient que d'excellents princes n'avaient pu persécuter une religion divine. L'auteur de l'écrit de *Mortibus persecutorum* en est là-dessus au même point que Tertullien. Le grave évêque de Sardes osait bien dire, après les paroles que nous avons citées : « Ce qui prouve que notre religion a fleuri pour le bien de l'empire, à l'époque de ses heureux commencements, c'est que rien de mauvais n'est arrivé depuis le règne d'Auguste, mais qu'au contraire, toutes choses ont été brillantes et illustres, selon les vœux de tous. De tous les empereurs, Néron et Domitien ont

été les seuls qui, à l'instigation d'hommes envieux, aient permis les calomnies contre notre religion. » La vérité est que l'Eglise a plus souffert sous Trajan que sous Domitien, et sous Marc-Aurèle que sous Commode.

Reste l'édit attribué à Marc-Aurèle. M. Aubé résume ce qu'il en dit dans la phrase suivante : « L'édit prétendu de Marc-Aurèle ne paraît donc pas mériter la moindre créance, et à cause des termes dans lesquels il est écrit, et à cause du caractère apocryphe de la pièce où il se trouve. » Ce jugement ne laisserait rien à désirer s'il était aussi solide qu'il est absolu. Un décret parfaitement authentique peut être rapporté dans une pièce qui ne le serait pas. Dire qu'un prince doux et humain comme Marc-Aurèle ne peut pas avoir donné un ordre aussi cruel, c'est résoudre la question par la question même. Pourquoi aurait-on inventé cet ordre? Un ordre inventé à une époque postérieure aurait-il présenté ce caractère de simplicité et de sobriété?

En fait d'histoire, et surtout d'histoire ancienne, quand les témoignages ne sont pas nets et concluants, une grande réserve est nécessaire ; la conjecture et la logique sont téméraires en pareille matière. La vie humaine n'est pas un syllogisme ; l'imprévu y est de tous les jours et l'inconséquence de toutes les heures. Si donc l'on veut fonder l'impossibilité d'un édit de persécution sur le caractère de Marc-Aurèle, nous répondrons qu'une vraisemblance morale n'est pas une certitude historique. Pline le jeune était fort humain et il ne refusait pas de présider à des actes barbares sur l'ordre de Trajan. D'un autre côté, il ne faut pas accepter, sans y être contraint par l'évidence des choses, les arrêts de l'opinion contraires à la gloire des hommes sages et vertueux. Pour ce qui concerne le règne de Marc-Aurèle, nous remarquons, tour à tour, l'absence, l'incertitude et la confusion des documents. Après un examen sérieux, et, nous le croyons, impartial du peu qui nous reste sur la question qui nous occupe, nous croyons pouvoir conclure à la possibilité, même à la probabilité d'un édit impérial de persécution, non à la certitude. Après tout, nous avons beau chercher, un ordre positif et nouveau, émanant du prince ; nous ne trouvons que celui que nous avons rapporté et dont l'authenticité n'est pas à l'abri de la critique. Nous nous souvenons que sous la législation existante, les passions populaires pouvaient se donner beau jeu, surtout lorsqu'elles étaient excitées et presque autorisées par ces calamités publiques si fréquentes sous le règne de Marc-Aurèle. Adrien n'avait pas donné d'ordre de persécution ; Antonin moins encore ; cependant les apologies de Quadratus et d'Aristide sous le premier, de Justin sous le second, prouvent que les chrétiens

éprouvèrent aussi, de leur temps, les effets de la haine publique. Il a pu en être de même sous leur successeur.

Mais s'il n'est pas prouvé que Marc-Aurèle prescrivit la persécution, il est hors de tout doute qu'il l'a permise; s'il n'en a pas été l'auteur, il en a été le complice : différence peu considérable au fond. Les souffrances de l'Eglise sous son règne sont restées tristement célèbres. Le sang chrétien coula abondamment à Lyon, à Vienne, à Smyrne. Personne ne croira que les gouverneurs des provinces eussent publiquement et officiellement présidé à ces exécutions cruelles, s'ils les avaient crues contraires aux volontés d'un empereur aussi respecté que Marc-Aurèle. Nous avons, d'ailleurs, un témoignage positif à alléguer. Le légat de l'empereur, à Lyon, effrayé du grand nombre de chrétiens qui se présentaient à lui et de la responsabilité qu'ils lui faisaient encourir, prit tardivement le parti de consulter son maître. C'était un autre Pline qui s'adressait à un autre Trajan : le second Trajan répondit comme le premier : « Il fallait punir de la peine capitale ceux qui avoueraient qu'ils étaient chrétiens, renvoyer sains et saufs ceux qui le nieraient. » M. Aubé cherche, fort gratuitement d'ailleurs et par voie de simple hypothèse, à expliquer la réponse par la demande. « Cette lettre exaltée, sans doute, par la crainte d'un désaveu, devait contenir un tableau fort assombri de l'état des choses et invoquer la nécessité d'une prompte et sévère répression. Echo des rumeurs populaires qu'elle envenimait encore, j'imagine qu'elle contenait... » Il est, je crois, peu nécessaire de rapporter ce que l'écrivain *imagine* pour excuser son héros. Admettons les dénonciations passionnées d'un magistrat plus ou moins compromis. Marc-Aurèle devait connaître, était tenu de connaître les mœurs de cette partie de ses sujets. Nous pouvons bien imaginer qu'il les connaissait, lui qui blâme, dans son livre, le fanatisme de leur mort, et ne blâme que cela. Ce n'était pas la première fois qu'on parlait d'eux dans l'empire, et ses prédécesseurs immédiats ne les avaient pas crus des malfaiteurs, puisqu'ils avaient écrit en leur faveur des lettres conservées par l'histoire. A la demande de son légat, Marc-Aurèle répond donc froidement : Exécutez la loi. Il ne s'enquiert ni du nombre, ni de l'importance des victimes. Voici un philosophe comme vous; il a passé sa vie à la recherche de la vérité, il a pratiqué les vertus austères; il a sollicité, en termes pleins de noblesse, votre justice pour ses frères innocents comme lui : il est votre égal en sincérité, en sagesse, en droiture, en piété; il se nomme Justin et se dit chrétien : Coupez-lui la tête! Voici un évêque vénéré de tout un peuple; doux, humble, patient, il est le modèle des vieillards religieux, et comme le père

de son troupeau ; il s'appelle Polycarpe et se dit chrétien : Livrez-le aux flammes. Voici une mère de famille arrachée à ses enfants et qui ne veut pas renier sa foi : Jetez-la aux tigres ! Mais les chrétiens accourent en foule ; il faudra immoler des multitudes : Exécutez la loi ! — Nous entendons ici s'élever la foudroyante voix d'un Tertullien : Si c'est notre vie que vous punissez, pourquoi nous relâchez-vous dès que nous sacrifions à vos dieux ? Si c'est notre seul nom, quels juges êtes-vous ? Nous entendons aussi le sublime défi de Justin : « Vous pouvez nous tuer, nous nuire, non ! » N'en déplaise aux panégyristes intéressés ou complaisants, la réponse de Marc-Aurèle à son légat n'est ni d'un empereur équitable, ni d'un philosophe sage, ni d'un homme clément. Il n'a pas encouragé la persécution, dit-on ; l'encouragement, on en conviendra, était peu nécessaire. Il ne l'a pas encouragée, mais il l'a permise, et si ce n'est pas par son ordre, c'est avec son approbation qu'elle s'est exercée. Que les fanatiques et brutales passions populaires s'abattent donc sur ces hommes que l'on peut croire égarés, mais qui sont restés inoffensifs sous tous les régimes ; que le cri féroce de la haine et de la mort retentisse de Smyrne à Lyon : *Christianos ad leonem*, le plus clément des monarques et le plus parfait des hommes restera impassible sur son trône et laissera faire.

On nous demandera peut-être si nous voulons faire de Marc-Aurèle un prince moderne, si nous pensons qu'il avait entendu les discours de Mirabeau et lu la déclaration des droits de l'homme. Nous laissons Marc-Aurèle à sa place, dans la suite des temps, et nous tenons grand compte des préjugés de son peuple et même des siens. Nous ne lui demandons pas de professer la théorie actuelle de la liberté des cultes. Mais des philosophes nous accorderont que même au second siècle, un prince ne devait pas être philosophe pour rien ; s'il est désirable que la philosophie monte sur le trône, c'est apparemment, qu'elle doit y faire des choses que la politique vulgaire n'y ferait pas. Etait-il impossible que Marc-Aurèle tînt quelque compte des requêtes qui lui étaient adressées par les Justin Martyr, les Athénagore, les Méliton de Sardes ? N'était-ce pas son devoir de les connaître ? Les oreilles d'un sage ne sont-elles pas faites pour entendre le cri des opprimés ? Les apologistes lui disaient : Vous permettez dans l'empire le culte des chats, des crocodiles, des serpents et des chiens ; le culte des astres et des éléments ; le culte de divinités étrangères que vos pères ne connurent jamais ; notre culte ne saurait être ni plus ridicule ni plus odieux ; permettez-le aussi, et pensez-en ce que vous voudrez. La loi l'interdit ; mais ne modifiez-vous pas la loi tous les jours ? — Est-ce trop présumer ou de la

puissance ou de la sagesse de Marc-Aurèle, que de dire qu'il pouvait opérer une réforme dans ce sens et accomplir ce qu'accomplit si bien Alexandre Sévère quarante ou cinquante ans plus tard? A qui fera-t-on croire que le successeur d'Antonin avait moins d'influence sur les institutions de l'empire que le successeur d'Héliogabale? On nous accordera, du moins, qu'il pouvait essayer de calmer les passions populaires par ses lettres comme l'avaient fait ses deux prédécesseurs immédiats. Interrogé par le légat de Lyon, il répond comme Trajan; qui l'empêchait de répondre comme Antonin et Adrien? Enfin, et ce n'est pas notre faute si cette question est injurieuse pour sa mémoire, pourquoi, sous son règne, la philosophie n'a-t-elle pas fait ce qu'une concubine fit sous le règne suivant?

On a déjà vu que les philosophes n'aiment pas que l'on rende la philosophie responsable de ces violences. Nous reconnaissons, avec M. Aubé, que le stoïcisme a proclamé les deux grands dogmes de l'inviolabilité de la conscience et de l'unité du genre humain. Marc-Aurèle les a professés, à son tour, avec une sincérité parfaite. Il a enseigné à l'homme à régner sur lui-même en dépit des obstacles extérieurs et à mettre son âme au-dessus de sa fortune. Il a fait lui-même plus de cas de l'esclave Epictète que des sots ou des monstres couronnés. Il a voulu que les hommes s'envisageassent comme les membres de la même famille. Nous n'en pensons pas moins, avec M. de Pressensé, que lorsqu'il s'agissait des chrétiens, le stoïcisme devait inspirer la sévérité plutôt que la douceur. Avec sa doctrine de l'intérêt général, le stoïcisme faisait bon marché des intérêts particuliers; dans l'Etat, la politique, comme dans l'univers la providence, visait au bien commun sans souci des convenances particulières. Le redoutable dogme de la fatalité, si fortement accusé dans les écrits de l'Ecole et dans les *Pensées* de Marc-Aurèle, ôtait la sensibilité en communiquant la force. Sur les ruines humaines comme sur celles de l'univers, le philosophe stoïcien pouvait dormir d'un tranquille sommeil. Aucun cri de la souffrance ne troublait le repos de ses nuits. Inhumain pour lui-même, comment ne l'aurait-il pas été pour autrui? Il ne croyait pas à la douleur. Les larmes excitaient son indignation plutôt que sa pitié. Le spectacle de la mort ne lui paraissait pas plus triste que celui de la naissance ne lui paraissait heureux. Du Portique au Calvaire, on dirait qu'il n'y a qu'un pas; la vérité est qu'il y a un abîme. Certaines maximes se confondent; les deux doctrines sont aux deux pôles du monde moral. D'illustres disciples de Platon se sont humblement assis aux pieds du Maître divin : où sont les fiers disciples de Zénon dans les annales de l'E-

glise? On a dit que plus éclairé, Marc-Aurèle aurait embrassé les chrétiens comme des frères; on peut se demander s'il ne les aurait pas plus maltraités encore, s'il les avait mieux connus. Nous ne prétendons pas lire dans un cœur qui est resté fermé, ni dire si c'est la politique, malgré la philosophie, qui a armé contre d'innocentes victimes le bras du prince. Lui seul le sait. Ce qui est évident pour nous, c'est que de toutes les philosophies, la stoïcienne était la plus propre à rendre l'homme insensible aux spectacles douloureux et résolu aux mesures extrêmes. Si, ici et là, des sectaires s'élèvent contre les usages établis, nous demandons ce qu'il en coûtera à un empereur stoïcien de laisser tomber le glaive des lois sur ces obscures têtes. Comment s'émouvra-t-il de leur infortune, lui qui ne s'émouvrait pas de la sienne? Au reste, faiblesse de l'homme, erreur du prince, indifférence du sage, peu importe; cette persécution fut volontaire. On ne peut pas, pour l'excuser, invoquer cette divinité inexorable dont le ministère est si considérable aujourd'hui dans l'histoire et qui s'appelle la nécessité.

Voilà, quant au caractère et à la conduite, voilà l'empereur Marc-Aurèle; non pas celui de la fantaisie, mais celui de l'histoire. C'est au lecteur à dire si c'est là le meilleur et le plus parfait des hommes. Mettre cette vie sur le même pied que la vie de Jésus-Christ serait ajouter la profanation à l'injustice. Certes, nous ne marchandons pas notre admiration à Marc-Aurèle, mais de quelque auréole qu'on entoure son front impérial, il faudra bien reconnaître que les boues et le sang de l'époque ont rejailli jusque-là.

J. Pédézert.

APOLOGÉTIQUE

—

LE SURNATUREL DEVANT LA CONSCIENCE[1]

FRAGMENT D'ÉTUDE ÉVANGÉLIQUE

Luc VII, 18-24.

Le christianisme doit se légitimer devant la conscience ; il n'y a de conviction sérieuse qu'à ce prix ; toute croyance qui ne repose pas sur une adhésion de l'âme à l'Evangile n'a pas de base solide. C'est bien là le trait caractéristique de la grande apologétique, de celle du Maître d'abord ; en déclarant que l'homme qui fait la volonté de Dieu, reconnaîtra que sa doctrine est divine, n'a-t-il pas invoqué la conscience comme son premier témoin ? Saint Paul à Athènes, saint Jean dans ses lettres n'ont pas tenu un autre langage et la théologie évangélique de notre époque s'est honorée en mettant en lumière de nouveau ce témoignage de l'âme naturellement chrétienne, c'est-à-dire appelant le christianisme par toutes ses aspirations supérieures. Il appartenait à nos jours troublés de dénaturer cette grande preuve et de l'opposer au christianisme surnaturel, au seul qui soit de lignée apostolique. Partant de cette idée vraie que la religion doit satisfaire la conscience, on cherche d'abord à en éliminer tout ce qui dépasse quelque peu nos conceptions naturelles, comme si la soif infinie qui dévore notre âme et qui est la soif de Dieu même ne réclamait pas précisément une satisfaction infinie que nous ne pouvons que pressentir. On prétend ensuite que tout ce qui est proprement miraculeux est entièrement étranger aux besoins de la conscience et qu'elle a obtenu tout ce qu'elle demandait

[1] Ces quelques pages ne sont qu'une esquisse de ce grand sujet. Je les publie pour écarter un reproche fait à notre tendance aux dernières conférences générales de Paris, en montrant que l'on peut insister sur l'importance capitale du surnaturel sans renier l'apologie morale.

lorsqu'on lui a présenté dans l'Evangile le code d'une pure morale, et la révélation de la bonté divine. Dès qu'on insiste sur le caractère surnaturel si profondément empreint sur chacune de ses pages, on se récrie et l'on dit : Vous abandonnez la grande apologie morale ; vous retournez aux errements d'une théologie vieillie. Voilà ce que nous contestons énergiquement. Nous pensons au contraire que si la conscience s'attache au christianisme, c'est qu'elle y trouve cet élément surnaturel qui lui faisait défaut dans les plus nobles écoles philosophiques. C'est lui après tout qui est l'élément vraiment nouveau et original de l'Evangile, car, au point de vue de la théorie, la sagesse antique avait entrevu l'amour divin et l'amour des hommes. Seulement c'était une idée incomplète et ce n'était qu'une idée. Ici il y a l'idée vivante, l'idée réalisée, accomplie par un grand miracle. Nous voudrions établir que c'est précisément ce miracle que réclame la conscience et qu'en conséquence la grande preuve morale conclut non au naturalisme déiste, mais au surnaturel le plus tranché.

Tout d'abord nous demandons une chose : c'est que ce soit bien la conscience que l'on interroge et non pas l'intelligence toute seule, car constamment nous voyons les deux termes s'échanger dans la polémique. Nous demandons ensuite que ce soit la conscience droite et réveillée. Qu'une telle conscience soit vraiment mise en présence de Jésus-Christ, et je suis certain d'avance que la foi va éclore et se développer. Malheureusement ce qui manque le plus souvent, c'est cette conscience droite. Quand elle est absente, tous les raisonnements et toutes les recherches ne feront pas faire un pas à la question religieuse dans un esprit.

Aussi voulant montrer clairement ce que j'entends par cette première condition de la formation normale de nos convictions, je prends l'un des types les plus purs et les plus élevés de l'histoire évangélique ; je prends Jean-Baptiste à l'heure où un nuage a passé sur sa foi et où il fait demander à Jésus par deux de ses disciples s'il est bien Celui qui doit venir.

Vous pouvez être rassurés sur l'issue d'une crise semblable. Quand c'est la conscience droite qui interroge et Jésus qui répond, une grande lumière doit jaillir, et vous reconnaîtrez bientôt qu'elle porte en plein sur le christianisme surnaturel.

Peut-être sera-t-on étonné que nous attribuions au précurseur un doute même passager. On a prétendu qu'en envoyant deux de ses disciples au Sauveur pour lui demander s'il était bien le Messie, il avait simplement voulu fortifier leur foi en les mettant en contact direct avec le divin Maître. Calvin va

même jusqu'à accuser de frivolité ceux qui pensent autrement. Malgré mon respect pour l'illustre réformateur, je ne puis admettre son interprétation. D'abord elle n'est pas d'accord avec le texte. Le premier sens qui se présente à l'esprit est très décidément le nôtre[1]. Les disciples de Jean-Baptiste parlent bien au nom de leur maître. Si son intention était uniquement de dissiper leur incertitude, je ne comprends pas pourquoi il simulerait le doute, ce qui était le moyen le plus sûr de rendre leur hésitation plus grave. Il aurait dû commencer par se montrer convaincu lui-même et puis leur dire : Adressez-vous à celui qui est plus grand que moi et voyez par vos propres yeux. J'avoue que l'idée que je me fais de ce grand serviteur de Dieu serait amoindrie si je supposais qu'il a employé un moyen détourné, digne de cette éducation à la Rousseau toute en surprises où le maître joue sérieusement la comédie pour instruire son élève. Ses disciples savent très bien qu'ils parlent en son nom : « Jean-Baptiste nous a envoyés pour te dire : Es-tu Celui qui doit venir? »

On oppose à notre interprétation le ferme témoignage rendu par le précurseur à Jésus-Christ, au début de son ministère. Mais c'est oublier l'étrange mobilité de la nature humaine, qui passe si facilement d'une impression à l'autre, et qui n'est point enchaînée aux règles inflexibles de la logique. Les grands serviteurs de Dieu étaient soumis aux mêmes infirmités que nous. L'Ecriture a une sainte imprudence, une sublime candeur pour nous révéler leurs misères et leurs chutes. Pourquoi m'étonnerais-je d'une heure de doute, chez celui qui s'appelle le second Elie, quand je vois le prophète du Carmel, l'homme qui méritait si bien de s'appeler la force de Dieu, se coucher au désert sous un genêt, en s'écriant : « C'est assez, prends ma vie. » Vous voulez de la logique dans la vie des saints! Vous ne la trouvez certes pas dans cet abattement d'Elie. C'est au moment où il a déployé la plus grande énergie qu'il pousse ce cri de détresse. C'est que notre âme a des réactions soudaines, elle est tantôt au septième ciel, tantôt dans la poudre. Reconnaissons aussi que c'est un redoutable mandat que d'être le témoin de Dieu dans un monde inique, d'entrer dans une lutte sans trêve avec toutes les puissances du mal, et de voir si souvent sécher et se flétrir la moisson des âmes que l'on a arrosée de sueur et de larmes. Un seul a pu sans fléchir porter ce fardeau, mais aussi il était plus grand qu'Elie et que Jean-Baptiste. Et pourtant, c'est au milieu de beaucoup d'angoisse qu'il a rempli son

[1] Luc VII, 19.

ministère, il y eut même une heure où il fut plus abattu qu'Elie, alors qu'une sueur sanglante baignait son front. Lui aussi, a presque dit en Gethsémané : C'est assez ! Il s'est écrié : Que cette coupe passe loin de moi... Il est vrai que s'il a traversé l'extrême souffrance il n'a pas connu le doute et qu'il s'est relevé tout radieux du pur éclat de sa sainte obéissance, mais enfin il a gémi, il a pleuré. Ne soyez donc pas étonnés si la foi de Jean-Baptiste a eu son éclipse, même après sa glorieuse vision du Jourdain. Son témoignage subsiste ; il n'est point affaibli par cette crise, car la vérité est plus grande que nous et si nous pouvons tout pour elle, nous ne pouvons rien contre elle.

Le doute de Jean-Baptiste s'explique d'ailleurs très facilement. Le précurseur était encore un homme de l'ancienne alliance ; il n'en avait pas dépassé les limites ; sa foi était admirable ; mais sa connaissance était imparfaite. C'était un nouveau Moïse, qui ne devait pas franchir les frontières de la terre de la promesse. Voilà pourquoi Jésus-Christ déclare que le plus petit dans le royaume des cieux est plus grand que lui, pour la connaissance du moins. Remarquez que cette déclaration a été faite précisément à l'occasion de l'ambassade de Jean-Baptiste, preuve nouvelle que notre interprétation est bien fondée. Remarquez aussi la conclusion du discours : *Heureux celui qui ne se scandalisera pas de moi ;* ces mots contiennent un certain blâme de l'hésitation de Jean-Baptiste ; blâme qui n'a pas plus de durée que l'incertitude du précurseur. Imbu de l'esprit de l'ancienne alliance, il attendait, comme les apôtres à cette époque, une apparition solennelle du Messie, précédée, sans doute, par la prédication de la repentance et accompagnée de l'effusion de l'Esprit de sainteté, mais néanmoins triomphante et irrésistible ; au lieu de cela qu'a-t-il vu ? La mission du Maître se poursuit humblement. Les chefs iniques de la nation sont encore debout, leur pouvoir est intact, et lui le prédicateur de la justice , il languit dans une sombre prison. Sa puissante voix est condamnée au silence, et les foules attentives ne peuvent plus se presser sur les bords du Jourdain, pour recevoir le baptême. Ce qui abat ce cœur héroïque, ce n'est pas la captivité, ce ne sont pas les longues heures solitaires, ces chaînes lourdes, ces froides ténèbres, cette perspective de mort. Non, ce qui l'abat c'est le règne de Dieu compromis à ses yeux, c'est l'arrêt subit de ce grand mouvement qui entraînait les masses, c'est l'espoir qu'il fondait sur Jésus indéfiniment ajourné. Il est rongé du zèle de la maison de Dieu , il n'y a rien de personnel et d'égoïste dans son hésitation.

Ces dernières réflexions nous montrent que même à l'heure où il doute, Jean-Baptiste est demeuré l'homme du devoir. Voyez-le dans cet obscur cachot, il n'a qu'un mot à dire ou à faire parvenir à Hérode; il n'a même qu'à promettre son silence, il n'a qu'à paraître approuver l'amour incestueux du prince et immédiatement ses chaînes tombent ; il trouve en échange la liberté, la faveur royale et les sourires d'Hérodias. L'homme de Dieu n'a pas hésité un instant; il demeure l'inflexible témoin de la loi ; du fond de sa prison humide et obscure il fait écho à la conscience d'Hérode et quand le roi pâlit sur le lit de pourpre dressé pour ses festins, c'est que le souvenir du prophète captif a passé, comme une ombre, sur son front. De tels hommes ne sont pas longtemps supportés. Jean-Baptiste n'attendra pas la mort, s'il est décidé à accomplir jusqu'au bout la volonté de Dieu.

Il n'y a donc aucune analogie entre le doute de Jean-Baptiste et le doute frivole qui n'est qu'un amusement de l'esprit ou qui révèle l'orgueilleux désir de s'affranchir de toute croyance. Il y a aussi un doute qui est un exercice coupable et périlleux de l'intelligence, se jouant sur l'infini comme ces acrobates insensés qui suspendent une corde roide sur le Niagara et paradent sur l'abîme. Nous connaissons cette analyse dissolvante des grandes notions de l'absolu et du divin, qui ressemble, à s'y méprendre, à ces folles témérités. A des doutes de ce genre, Jésus ne répond pas. La vérité n'a rien à enseigner non plus au profane qui a peur de la lumière, parce que ses œuvres sont mauvaises. Rien de semblable chez le précurseur ; c'est un enfant de la lumière qui la veut plus vive et plus pure, et qui marche courageusement dans le sentier de la justice. Il n'a rien à cacher, il veut des clartés plus complètes. Jean-Baptiste, interrogeant le Maître, c'est donc bien la conscience devant Jésus-Christ. Comment l'harmonie qui existe entre eux, n'apparaîtrait-elle pas avec éclat ? Le prisonnier de Machéronte ne saurait repousser le crucifié du Calvaire ; le martyr de la justice est fait pour comprendre la sainte victime de la charité. C'est bien la grande voix de la conscience qui parle en lui. Telle est la demande, telle sera la réponse, et vous verrez que cette réponse ne saurait être que le christianisme surnaturel avec toute sa grandeur. Car la conscience ne sera satisfaite que si la raison est infiniment surpassée; ce qu'elle veut est une chose si grande qu'elle n'a pu monter à l'esprit de l'homme.

Relisons les paroles mêmes du Sauveur. « Puis il répondit aux disciples de Jean : Allez et rapportez à Jean ce que vous les avez vu et entendu ; que les aveugles recouvrent la vue, que

boiteux marchent, que les lépreux sont nettoyés, que les sourds entendent, que les morts ressuscitent, que l'Evangile est annoncé aux pauvres. » Le sens des paroles du Maître serait-il que notre persuasion doit se fonder sur le prodige, je veux dire sur une simple manifestation de puissance?, Non, rien n'est plus étranger à la pensée et à la méthode de Jésus-Christ. Le prodige n'établit pas à lui seul la vérité d'une doctrine, puisqu'on ne saurait contester que la puissance du mal ne puisse avoir des manifestations extraordinaires. Le merveilleux brut, si je puis ainsi dire, prouverait le mal et l'erreur tout autant que le bien. Nos livres saints ne parlent-ils pas des miracles de l'Antéchrist « produisant l'erreur efficace? » En outre, les prodiges s'adressent aux yeux et non au cœur, ils font appel à l'homme extérieur et non à l'homme intérieur. Aussi la foi qui se fonde sur eux n'a-t-elle rien de profond et de solide. Jésus-Christ a été abandonné de ceux qui n'avaient cru en lui que sur la foi de ses actes miraculeux; ils s'attachaient à ses pas quand il multipliait les pains; ils ne se sont pas retrouvés, quand il mourait pour eux sur la croix. S'il avait voulu fonder la foi sur des prodiges, il les aurait prodigués au lieu de les refuser à la curiosité de son peuple. Quand les Juifs lui demandent des signes extérieurs et extraordinaires de sa mission, il les traite de génération incrédule et il leur déclare qu'il ne leur sera point donné d'autre signe que le miracle du prophète Jonas. A plusieurs reprises, il a proclamé l'impuissance du prodige. La conclusion de la parabole du mauvais riche et de Lazare est que l'homme endurci ne serait pas converti, même quand un mort ressusciterait[1]. « Heureux, disait Jésus à Thomas, ceux qui ont cru sans avoir vu ! » Saint Paul, résumait toutes ces considérations, avec sa hardiesse accoutumée de langage, lorsqu'il disait : « Les Juifs demandent des prodiges et les Grecs veulent la sagesse. » En d'autres termes, les premiers veulent voir la vérité des yeux du corps et les seconds des yeux de l'intelligence naturelle. Ils sont les uns et les autres les hommes de la vue et ils ne parviennent pas à atteindre le monde invisible où l'âme, portée sur les ailes de la foi, contemple ces choses que l'œil n'a point vues et que l'oreille n'a point entendues.

Ces choses que l'œil n'a point vues et que l'oreille n'a point entendues, que seraient-elles si ce n'est la révélation même de Dieu, de ce qui fait son essence. Or, le fond de son être, ce n'est pas sa puissance. — Il est sans doute le Très-Haut et le Tout-Puissant,

[1] Luc XVI, 31.

mais quand vous avez prononcé ces mots, vous ne l'avez pas encore vraiment nommé. Son nom, son essence, c'est l'amour. Il s'ensuit qu'un prodige qui n'est que prodige, révèle bien sa puissance, mais non son amour; or ignorer son amour, c'est ne pas le connaître. Le prodige ne saurait donc produire la foi véritable, car la foi connaît Dieu et le possède. Ce que nous disons de Dieu nous le disons également de celui qui est venu en son nom et qui est l'image empreinte de sa personne. En conséquence les signes les plus éclatants ne feraient pas à eux seuls un chrétien.

Et pourtant, nous dira-t-on, Jésus-Christ en appelle à ses œuvres : « Si vous ne me croyez pas, croyez-moi à cause de ces œuvres. » Sa réponse à Jean-Baptiste fait clairement allusion à ses miracles. J'en conviens, mais on tomberait dans une grave erreur en assimilant les œuvres de Jésus-Christ à de simples prodiges, à de simples manifestations de sa puissance. Il n'en est pas une qui ne fasse éclater son amour. Passez en revue les miracles énumérés dans notre texte; ne nous transportent-ils pas dans une sphère infiniment plus élevée que celle du merveilleux? Ne nous font-ils pas aborder la pure et sereine région de la charité? Aucun d'eux n'est destiné à exciter simplement l'admiration ou l'étonnement; ils ne ressemblent en rien au vain prodige que le tentateur suggérait à Jésus, quand il le pressait de se jeter en bas du temple, pour que les anges le portassent dans leurs mains. Ces miracles sont tous empreints d'une bienfaisante bonté. Pour guérir ces aveugles, ces malades, il s'est approché d'eux avec une tendre compassion; il a négligé pour eux les riches et les puissants, il les a discernés au milieu des multitudes qui se pressaient sur ses pas, et il a entendu leur plainte malgré les murmures de ses disciples. Il s'est arrêté pour toucher de ses mains ces pauvres lépreux rebutés du peuple; il leur a montré la plus secourable pitié et il a pleuré avec la veuve de Naïn sur son fils avant de le ressusciter.

C'est ainsi que dans chacun de ces miracles brille un rayon de son amour. Tous ensemble ils nous reportent au miracle qui les domine, à celui qu'il désigne lui-même comme le miracle par excellence. « L'Evangile, dit-il, est annoncé aux pauvres! » L'Evangile! comprenez-vous tout ce que renferme ce seul mot! L'Evangile n'est pas l'amour qui s'épanche dans la richesse de ses dons, c'est l'amour qui convient à une race malheureuse et condamnée, telle que celle qui nous est dépeinte en quelques traits dans le récit sacré, à une race qui compte tant d'être malheureux, malades, en proie à tant de maux divers, et qui enfin est vouée à la mort. Quand de ces maux extérieurs nous passons aux misères interieures, dont ils ne sont que le trop fidèle symbole; quand nous

considérons ce bandeau de l'aveuglement qui est sur les yeux de l'homme, cette lèpre du péché qui le dévore, cette paralysie de la volonté qui le rend incapable de tout bien, cette mort morale qui l'atteint dans le fond de son être, comment prétendre encore que rien d'extraordinaire ne s'est passé dans son histoire ? Qui ne comprendrait que les manifestations de l'amour divin doivent être elles-mêmes étonnantes et extraordinaires comme le mal qu'il faut guérir? En tout cas ce n'est pas la conscience qui croira jamais que tout est dans l'ordre, que le mal n'est qu'un accident ou la condition du progrès. Ce sont des inventions de l'esprit habile à s'abuser. La conscience sent bien que le mal est un acte coupable que l'on doit imputer à la créature libre; elle en mesure l'étendue et la gravité à la souffrance qu'elle en ressent. Cette conviction est en elle une flèche acérée, dont la pointe ne saurait être arrachée. Il faudrait vraiment lui faire violence pour qu'elle révoquât en doute le premier de nos dogmes, celui qui scandalise le plus l'orgueil humain. Elle croit à la chute de toute son énergie et de toute la poignante douleur de ses remords.

L'Evangile qui suppose la déchéance met sous nos yeux ces manifestations étonnantes, extraordinaires de l'amour divin, destinées à relever la race tombée. Il ne s'agit plus simplement de l'amour qui crée, mais de celui qui sauve, qui pardonne et qui se donne! L'Evangile, c'est le bon pasteur cherchant la brebis égarée au fond d'un désert; quand on sait d'où il descend et jusqu'où il descend, on conçoit qu'un tel amour ne saurait se manifester qu'en suspendant les lois de l'ordre naturel, et qu'il ne se laissera arrêter par aucune d'elles pour opérer son œuvre immense. Eh bien ! qu'y a-t-il là qui puisse provoquer les réclamations d'une conscience droite comme celle de Jean-Baptiste? Je vais vous dire ce qui bouleverserait une telle conscience : ce serait la pensée qu'il y a dans le ciel un Dieu puissant et libre, et sur la terre un être malheureux et perdu et que ce Dieu croit sa dignité engagée à l'abandonner au cours naturel des choses, parce que ce cours naturel a été déterminé par les lois de la création. Ah! c'est ce Dieu-là, esclave de lois inflexibles, que ma conscience repousse, car de deux choses l'une : ou il n'est pas libre, ou il n'est pas bon. Dans le premier cas il n'est que le prête-nom de la loi naturelle, dans le second il n'est pas l'idéal de la bonté, et moi qui conçois cet idéal, je vaux mieux que lui ; dans l'une et l'autre alternative ma conscience s'indigne et proteste. Eh! que lui importe l'immutabilité physique, si je puis ainsi dire. Ce qu'il lui faut, c'est ce que j'appellerai l'immutabilité morale, celle qui fait que le Dieu d'amour est fidèle à lui-

même, à son essence, et que pour me sauver il bouleversera s'il le faut le ciel et la terre. Qu'est-ce que ce bouleversement, si je le compare à l'épouvantable changement qui s'opérerait en Dieu, pour qu'il refusât et sa main et son cœur à une pauvre créature tombée, au nom de sa dignité, comme le froid et majestueux souverain de la création. Un tel Dieu n'est pas celui « dans lequel il n'y a pas d'ombre de changement. » L'ombre la plus glaciale et la plus sombre s'est étendue sur sa face, il n'est plus pour moi qu'un objet d'épouvante. Le voir, ce serait vraiment mourir. Le Dieu que réclame la conscience, c'est donc celui qui subordonne l'ordre naturel à ses desseins miséricordieux, c'est celui qui a le droit d'avoir pitié, et qui a eu pitié en effet. Ainsi le surnaturel n'est pas un appendice, un hors-d'œuvre dans la religion, c'est sa première croyance, c'est la foi même au Dieu libre et aimant, vers lequel s'élance mon cœur. Le Dieu de ma conscience, c'est le Dieu qui s'appelle charité.

Cette charité nous apparaît d'autant plus admirable, qu'elle est plus absolument désintéressée et qu'elle porte sur des êtres plus misérables et plus dégradés. La gloire de l'amour se mesure à ses abaissements. Plus il descend aux dernières profondeurs de la souffrance, plus il s'élève aux yeux de la conscience. Ce désintéressement absolu manifesté par la pitié pour tout ce qui est chétif, méprisé, c'est le trait le plus royal de l'amour. Comprenez-vous maintenant pourquoi Jésus donne comme dernière preuve de la grandeur de sa mission que l'Evangile est annoncé aux pauvres. Qu'il soit venu au milieu de notre race déchue et avilie, c'était déjà un premier et étonnant abaissement. Hé! bien : dans cette race ses préférences ont été pour ses enfants les plus malheureux, les plus ignorants, les plus méprisés. Il a vécu avec eux, il s'est assimilé leur souffrance, il s'est donné à eux plus qu'à aucune autre classe. Ces simples mots : *L'Evangile est annoncé aux pauvres* nous présentent donc l'amour rédempteur dans sa plus haute expression et dans son redoublement, si je puis ainsi dire; ils nous le montrent, descendant du séjour de la gloire dans le séjour de la condamnation, et puis descendant encore dans ce dernier séjour pour se répandre tout d'abord sur ce qu'il renferme de plus misérable et de plus méprisé. C'est quand il est arrivé à ce dernier degré, à ce dernier fond de l'infortune et de la pauvreté humaine qu'il brille de son plus vif éclat, c'est là que le divin rayonne avec le plus de splendeur, c'est là qu'éclate le mieux la gloire de l'Evangile. Cette preuve part des profondeurs de Dieu pour arriver aux profondeurs de l'âme humaine. En effet, d'un côté elle nous révèle non pas un simple attribut de Dieu comme sa puissance ou sa

grandeur ou sa toute-science; elle nous révèle son être même, elle nous révèle son cœur, son cœur de père. Au delà il n'y a plus rien. D'un autre côté, c'est ce qu'il y a de plus accessible à notre âme, c'est ce qui l'atteint le plus sûrement et le plus intimement. Ce n'est pas affaire de science mais de conscience. L'Evangile annoncé aux pauvres est compris, saisi, reçu par les pauvres, parce qu'il atteint dans l'homme ce qu'il a de plus fondamental, son cœur, son âme même. Une telle charité répond à cette image de Dieu qui est en nous, et qui se confond avec l'idéal moral qui est la substance même de la conscience; celle-ci se ranime et s'éveille devant les touchantes et suprêmes manifestations de l'amour divin, surtout quand elle les contemple en Jésus.

Voyez-vous cet homme au visage doux et calme dont le front est ceint de pureté comme d'une auréole, dont le regard transperce les cœurs? il est entouré de péagers, de gens de mauvaise vie, on lui porte les malades sur leurs grabats, les possédés crient à lui, les aveugles, l'appellent et voici la pauvre pécheresse qui s'avance, les yeux en pleurs et pourtant pleine d'espérance. Toutes les douleurs lui font cortége. Il les attire invinciblement. Ecoutez-le. Telle la rosée descend sur une terre brûlée, telle descend sa parole sur le cœur des désolés. « O vous tous les fatigués, ô vous qui êtes chargés, venez à moi, a-t-il dit, venez et je vous soulagerai; » et ils sont venus, car il ne parlait pas comme les scribes et les pharisiens; ils ont été guéris et consolés. Il embrasse toutes leurs souffrances dans ses infinies charités. Il a pitié des multitudes qui n'ont pas de quoi manger et des brebis dispersées d'Israël qui sont sans pasteur. Il a du pain pour leur faim et des paroles de vie éternelle pour leur âme. Il guérit les malades et il pardonne les péchés. Partout où l'on pleure il va pour pleurer et pour secourir; sur ses traits pâlis et dans son profond regard j'ai vu la trace de toutes les douleurs d'une race perdue. Ainsi s'avance le grand pasteur des brebis entouré du troupeau des désolés; il se montre leur ami, leur frère et leur libérateur, jusqu'au jour où il donnera sa vie pour eux. Oh! comment ne pas s'écrier avec les Juifs qui le virent pleurer près du tombeau de Lazare : Voyez comme il les aime! N'y a-t-il pas ici plus qu'un amour humain? N'est-ce pas ici la charité d'un Dieu dans ce qu'elle a de plus touchant et de plus sublime? Vous demandez si Jésus était bien celui qui devait venir? N'est-ce pas lui qu'attendait et demandait votre âme? Pouvez-vous vous imaginer un être plus aimant, plus saint, plus secourable? L'idéal de vos cœurs s'élèverait-il plus haut? Tombez donc à ses pieds et adorez.

Dira-t-on peut-être que la conscience était mieux satisfaite à l'époque où Jean-Baptiste envoyait ses disciples à Jésus-Christ, que plus tard, après la croix et la résurrection? Il n'en est rien. C'est au contraire près du bois maudit et près du sépulcre vide qu'elle trouve sa suprême satisfation. Je le sais, en passant devant la croix, le Juif qui veut une manifestation de gloire terrestre s'écrie : Scandale, et le Grec subtil qui, veut une vérité purement logique, dit : Folie. Mais ni l'un ni l'autre n'ont parlé au nom de la conscience. Elle sait bien que si la chute est une épouvantable tragédie, la réparation ne peut être une idylle. Partout et toujours elle a réclamé le salut par le sacrifice. Parfois cette réclamation a été mêlée d'erreurs grossières; l'humanité et même l'humanité chrétienne a trop souvent prêté à Dieu ses propres sentiments; elle a vu une vengeance mystérieuse là où il y a une sainte réconciliation opérée par un grand sacrifice. La conscience proteste sans doute contre les erreurs et les exagérations de telle ou telle théologie, mais montrez-lui la croix de l'Evangile, celle où l'homme de douleur accepte la mort qu'il n'a pas méritée et a fait la libre oblation de l'amour qui rapporte à Dieu, sur ce sanglant autel, le cœur de la race rebelle, montrez-lui « l'agneau de Dieu ôtant les péchés du monde », et elle s'attache à cette croix comme à sa seule planche de salut; elle ne croit à son pardon qu'après qu'il a été ainsi scellé. Toutes les fois qu'on enlève la notion du sacrifice rédempteur dans le drame du calvaire, on s'inscrit en faux, non pas seulement contre l'enseignement des apôtres, mais encore contre les aspirations profondes et universelles de la conscience humaine. Montrez-lui le divin supplicié, montrez-lui Jésus priant et pardonnant à l'heure de l'agonie, portant sur son cœur compatissant le fardeau de nos transgressions, couvrant le crime de ses bourreaux d'un amour plus grand encore, et vous entendrez de nouveau ce cri du centenier : Vraiment cet homme est le fils de Dieu. Voilà le verdict de la conscience sur le roi couronné d'épines, et c'est ainsi qu'elle acclame ce qu'il y a de plus prodigieux dans ce terrible surnaturel de la croix.

Tout est-il achevé pour elle? Non, elle sait bien qu'il n'est pas possible que le juste par excellence reste au sépulcre, et que le salaire du péché soit la part définitive de celui qui dans sa mort même a porté la sainteté à son point culminant! Il suffit de la simple notion de la justice pour ne pas admettre que Jésus demeure couché dans la poudre. Si au troisième jour l'amour rédempteur reparaît victorieux de la mort comme du péché, attestant par un fait éclatant que la rançon offerte pour la race condamnée a été acceptée, la conscience éclate en une joie divine, car c'est là ce

qu'elle attendait. Si la pierre du sépulcre n'a pas été roulée, rien ne nous confirme la rédemption, « notre foi est vaine, nous sommes les plus malheureux des hommes » et sur cette pierre nous pouvons écrire comme notre épitaphe : *Sans Dieu, sans espérance.* Il ne s'agit donc pas simplement d'obtenir une nouvelle signature au contrat qui proclame notre pardon. Le contrat lui-même n'est pas ratifié sans la résurrection. Montrez donc à la conscience humaine que le sépulcre est vide, sinon elle cherchera un autre Messie que Jésus. O vous qui pensez autrement ! vous ne savez donc pas ce que c'est que la mort et son épouvante et vous n'avez pas compris quel effroyable désordre elle révèle dans notre condition morale. Si vous savez vraiment ce que c'est que mourir pour une race destinée à la vie éternelle, vous ne regarderez pas comme une chose indifférente que les liens de la tombe aient été brisés avec puissance par le nouvel Adam ! En tous cas, parlez pour vous seuls, ô vous qui proclamez indifférente la résurrection du Christ, et ne vous donnez pas comme les organes de la conscience chrétienne.

Vous le voyez, elle ne saurait se satisfaire d'une notion banale de l'amour et de la justice telle que vous la retrouvez dans toutes les doctrines humaines comme un résidu fade et sans couleur. Ce qu'il lui faut, c'est l'amour rédempteur avec son mystère, avec sa folie, avec ses abaissements et ses triomphes, ce qu'il lui faut c'est la croix et la résurrection ! Nous nous emparons donc de la grande preuve morale et interne pour établir ce qui semble le plus étrange à la nature humaine, ce qui la dépasse infiniment, et nous osons dire qu'au fond elle a toujours et partout demandé ce qui lui a été accordé dans cet Evangile surnaturel dont se rit une théologie superficielle qui n'a pas su lire le livre de l'âme mieux que le livre de la révélation. Donnez-nous des consciences droites et profondes telles que celle du Baptiste et vous verrez si elles se contentent à moins. Quand un ange même leur offrirait un autre Evangile que l'ancien, elles le repousseraient ; soyez sûrs que du jour, où dans le monde et dans l'Eglise visible, la conscience aura repris sa vigueur native, vous verrez toutes les formes plus ou moins riantes d'un christianisme amoindri, disparaître et se fondre devant l'énergie de ses aspirations, comme l'étoupe est consumée dans une flamme ardente.

EDMOND DE PRESSENSÉ.

LITTÉRATURE

—

UN NOUVEAU ROMANCIER

ANDRÉ LÉO

UN MARIAGE SCANDALEUX. — LES FILLES DE M. PLICHON.
JACQUES GALÉRON.

Un nouveau romancier a paru parmi nous ; en quelques mois il s'est fait un grand public et a conquis une place distinguée dans notre littérature. Le voile du pseudonyme a été soulevé, et l'intérêt excité par ces romans pleins de vigueur et de vérité s'est encore accru quand on a su qu'ils étaient l'œuvre d'une femme qui, restée veuve avec deux fils, a peut-être dû à l'impérieuse nécessité la découverte de son beau talent. Et cependant, on aurait peine à le croire : André Léo doit être de ceux qui écrivent parce qu'une force intérieure les y pousse, parce qu'ils ne peuvent faire autrement. Dans quelque situation, dans quelque milieu qu'il eût vécu, André Léo aurait écrit, mais ce que nous devons peut-être aux circonstances et à son entourage, c'est la fermeté et la netteté de sa pensée, c'est ce premier jet vigoureux, sans tâtonnements et sans méprises, d'un esprit qui s'est donné tout entier au juste et au vrai.

Les ouvrages de notre auteur sont au nombre de quatre. Le premier, sous ce titre peu attrayant : *Un mariage scandaleux*, est peut-être le plus remarquable ; on peut passer sous silence le second, qui ne se recommande que par quelques charmantes descriptions des environs de Lausanne, où la scène se passe en partie. Dans le troisième, *Les deux Filles de M. Plichon*, se retrouvent toutes les qualités du premier, et si la forme épistolaire adoptée par l'auteur a ces inconvénients qu'on a tant de fois signalés, elle a du moins pour elle de prêter plus qu'aucune autre à la fantaisie, et de permettre à l'écrivain de se mieux faire connaître sans

rien ôter au naturel de son récit. Le quatrième, tout récent, *Jacques Galéron,* est un court et saisissant tableau de la situation des instituteurs dans les campagnes. Le héros, jeune homme d'un noble cœur et d'un esprit indépendant, a embrassé sa vocation par enthousiasme, croyant y trouver le meilleur moyen d'être utile à ses semblables. Que ne souffre-t-il pas quand il découvre peu à peu qu'aucune chaîne n'est plus lourde que la sienne, que tout l'opprime, que tout l'entrave, et qu'il faut ou perdre sa place et avec elle tout moyen d'action, ou se faire l'instrument des préjugés grossiers de l'ignorance et d'une religion abrutissante. Le récit de cette lutte entre un homme de bonne volonté et de progrès, et les rouages vieillis de notre société qui doivent nécessairement l'écraser, produit un effet peut-être d'autant plus saisissant que le théâtre en est plus petit, les incidents plus insignifiants en eux-mêmes, et racontés d'une manière plus sobre. Tout y semble vrai; Jacques est un jeune homme distingué, mais simple, et sans autre ambition que celle de réformer l'enseignement dans sa propre école. Le curé, son grand ennemi, est un homme vulgaire, entêté, d'un esprit obtus et d'un caractère mesquin, mais il n'est à coup sûr pas exceptionnellement mauvais. On peut se dire que ce petit drame se passerait réellement dans bien des communes de France, si chaque commune possédait un instituteur qui prît au sérieux ses devoirs.

Quelle vie, en effet, que celle d'un instituteur telle qu'elle est ici dépeinte, et telle qu'elle doit souvent se rencontrer. Ce serait peu que de lutter contre la misère et les privations; un homme de cœur saura le faire, en raison même de sa valeur personnelle et de son amour pour son œuvre. Ce serait peu encore d'avoir à triompher de l'ignorance et des préjugés des parents; ils seraient vaincus par les enfants eux-mêmes, attachés à leur maître, améliorés par son enseignement, heureux du développement de leurs propres facultés. Mais l'instituteur a trop souvent contre lui le curé avec son autorité abusive, les gros bonnets du village, tous les esprits oisifs, toutes les langues malveillantes, trop heureuses de trouver à s'exercer. Il a contre lui les livres de classe eux-mêmes, inspirés le plus souvent de l'esprit du moyen âge, et faits pour jeter dans l'âme des enfants les bases d'une religion servile et sombre, à laquelle ils échapperont plus tard par un grossier matérialisme. Puis vient l'inspecteur de l'Université, n'écoutant rien, et pressé d'administrer une semonce officielle. Puis, dernière amertume, dernière humiliation, voici le moment des élections, et le pauvre instituteur, qui a des convictions à lui, qui a une foi politique, qui se sent un cœur de citoyen, doit s'en aller, comme le dit Jacques Galéron, remplir son devoir d'es-

clave, c'est-à-dire distribuer les bulletins du candidat du gouvernement. Est-ce qu'un instituteur a le droit d'avoir une conscience? il est le plus infime des fonctionnaires, voilà tout. Et le soir, il verse des larmes brûlantes quand il rentre harassé, avili à ses propres yeux et aux yeux de ceux qui doivent lui confier leurs enfants pour en faire des hommes. Non, la lutte de l'esprit de liberté et de responsabilité contre le vieil esprit d'autorité et d'oppression qui, à moitié chassé de la sphère de la pensée, subsiste presque en entier dans celle des faits, cette lutte ne saurait être nulle part plus violente que dans cette humble existence d'un instituteur de campagne.

Cette simple histoire se trouve contenue tout entière dans une lettre écrite à la femme d'un recteur de l'Université par la mère adoptive de Suzanne, la jeune femme de Jacques. Celle-ci éveille avec discrétion les souvenirs d'une amitié de pension dans l'espoir d'engager son ancienne compagne à plaider la cause des opprimés. La réponse de la femme du recteur est tout à fait digne d'une personne qui occupe une position éminente, et ne veut en aucune manière la compromettre. « S'attaquer, dit-elle, à plus fort que soi, combattre seul contre tous, c'est vouloir succomber, et même sans gloire, puisque la foule n'estime que le succès. » Elle termine en promettant sa protection pour obtenir une mutation au lieu d'une révocation, si Jacques et sa femme veulent bien s'engager à ne s'occuper que du bien de leur famille, « comme font tous les gens raisonnables dans ce temps-ci. »

Tel est le dernier mot de ce petit drame ou pour mieux dire de cette véridique histoire. On ferme le livre, on reste troublé, accablé. Où est le remède à tant de maux? D'où viendra la délivrance? Si l'enseignement du peuple lui-même doit servir à mieux l'assujettir au joug du passé, qu'attendre et qu'espérer?

Nous ne toucherons pas ici à la critique sérieuse qu'exige ce petit volume, nous y reviendrons plus tard en parlant de l'ensemble de l'œuvre. En vérité, c'est avec peine que l'on se décide à voir les lacunes et les défauts d'un auteur quand il vous est si profondément sympathique. On voudrait les passer sous silence, se faire illusion et se croire d'accord avec lui jusqu'au bout, jusqu'au fond de la pensée. Nous avons les mêmes indignations, les mêmes antipathies, les mêmes compassions; cherchons d'abord ce qui nous réunit et non ce qui nous sépare. L'auteur de ces livres que nous aimons, de ces livres qui sur plus d'un point nous révèlent à nous-mêmes notre propre pensée encore incertaine, n'est-il pas bien plus d'accord avec nous qu'il ne le pense peut-être? Mais pour le lui prouver il faut d'abord

nous placer à son point de vue et nous bien pénétrer de son inspiration.

Si Jacques Galéron a un instant détourné notre attention de ses aînés, c'est qu'il occupe une place à part par son genre même. Ce n'est pas un roman, c'est de l'histoire contemporaine, c'est un pamphlet, c'est un plaidoyer, mais le talent du romancier a marqué de son empreinte plus d'une scène charmante ou comique et l'on y retrouve la même sûreté d'observation, la même connaissance intime des mœurs et des idées de la province et de la campagne, avec cette différence que l'auteur n'a pas le temps dans un récit si rapide de donner à tous ses personnages le même cachet de réalité qui, dans *Un Mariage scandaleux* par exemple, fait vivre sous nos yeux le moindre comparse au milieu d'un nombre considérable d'acteurs.

C'est là un des reproches que l'on pourrait faire à ce dernier livre. L'attention est requise par un trop grand nombre de personnages, et cependant on ne pourrait dire qu'elle est dispersée. Les deux héros, Michel et Lucie, la concentrent toujours à partir du moment où elle est venue se fixer sur eux. On ne sait trop d'ailleurs comment ce défaut aurait pu être évité puisqu'il s'agit d'un scandale et que pour avoir un scandale il faut un public. Le roman contient deux mariages. Aurélie Bourdon, la fille du plus riche propriétaire du pays, élevée dans le respect de toutes les convenances sociales et dans la plus grande ignorance de la vie réelle et de ses devoirs, épouse un homme sans principes et sans cœur, dont la vile conduite, bien connue des parents de la jeune fille, aurait dû faire rompre mille fois un mariage qui n'eût pas été tout de calcul et d'intérêt. La scène qui a lieu à ce sujet entre M. et Madame Bourdon est remarquable par la vérité fine et cruelle de l'observation. La mère, un modèle de tendresse maternelle et de prévoyance habile, invoque en faveur de ce mariage toutes les raisons imaginables, excepté la vraie, sa petite et odieuse ambition. Elle ose même parler du bonheur de sa fille. Le père, dont le cœur est plus chaud si sa conscience n'est guère plus droite que celle de sa femme, montre d'abord une franche indignation, puis des répugnances et des scrupules qui cèdent bientôt à l'ascendant supérieur de Madame Bourdon, fortifié de ses propres torts envers elle.

Lucie, l'héroïne du livre, la cousine pauvre de la riche Aurélie, élevée elle aussi en demoiselle, mais au milieu des plus dures privations et des combinaisons les plus mesquines pour cacher une misère qui résulte des préjugés bourgeois et de l'incurie de ses parents, Lucie voit dépérir sous ses yeux sa sœur aînée, Clarisse, qui meurt à vingt-sept ans, faute d'un peu de bonheur.

Aigrie et irritée par le vide de son cœur et l'inutilité de sa vie, Clarisse qui ne prend que peu de part à l'action est cependant un des caractères les plus remarquables du livre. Victime de la position de ses parents et des idées fausses qu'elle partage, elle s'est usée en mesquines souffrances; elle tourmente ceux qui l'entourent de ses exigences impérieuses et passe d'un abattement sans dignité à une joie folle et insensée quand il se présente quelque distraction, quelque circonstance qui lui donne entrée dans ce monde riche et brillant où elle a mis tout son rêve et dont elle se voit exilée. Ayant ce spectacle sous les yeux, Lucie, qui jusqu'à vingt ans n'a été qu'une heureuse et insouciante enfant, se réveille tout à coup à l'inquiétude de l'avenir. C'est au moment où l'annonce du mariage de sa cousine Aurélie a comme éclairé sa propre destinée d'une lueur subite, au moment où, pour combattre le sentiment de désolation qui s'empare d'elle, elle essaye de rappeler tous ses souvenirs d'enfance et d'en ressaisir l'insouciance et la poésie, qu'elle rencontre un de ses anciens camarades de jeu, Michel, qui depuis plusieurs années était absent du pays. Leur conversation est charmante, et pose dès l'abord à la fois le contraste et les ressemblances entre ces deux personnages. Mais en voici la conclusion : « Il est toujours bon, se dit Lucie tout attendrie de ces souvenirs et de la sympathie que vient de lui montrer le jeune paysan, mais maintenant nous ne pouvons plus être amis. Lui, heureusement, il a de nouveaux plaisirs; moi, je n'ai grandi que pour atteindre la douleur et la solitude. »

Du moment où Michel et Lucie se sont retrouvés, les occasions de se voir ne leur manquent pas. La maison de la mère du jeune paysan touche au jardin de M. Bertin. Ce jardin en jachère, triste témoin de l'incurie de son propriétaire qui aurait cru se déclasser en y travaillant et qui ne peut plus trouver d'ouvriers pour le cultiver, c'est Michel qui le bêchera et l'ensemencera à ses heures de loisir. C'est encore une jolie scène que celle où Lucie, rougissante et embarrassée comme si elle commettait une mauvaise action et pourtant trop dominée encore par ses préjugés de caste pour accepter d'un paysan un service non rétribué, lui demande combien elle lui doit pour son travail. Dans toute cette relation, les gradations sont admirablement observées. Lucie n'est point, dès l'abord, au-dessus des habitudes d'esprit de son entourage; elle a une victoire à remporter sur elle-même avant de commencer une autre lutte contre le petit monde où elle vit. Quand pour la première fois elle a rencontré dans les yeux de Michel une expression qu'elle n'avait jamais vue dans aucun regard, elle éprouve un tressaillement étrange, puis elle se dit

que ce qu'elle a cru deviner est impossible et elle se rassure. Cette sécurité même rend ses rapports avec Michel bien plus libres qu'ils ne le seraient avec un jeune homme de sa classe. Lucie n'est point une héroïne irréprochable ; elle commet mainte imprudence, elle essaye même d'être un peu coquette, puis elle se laisse aller, peu à peu et sans trop réfléchir, à la douceur d'être aimée d'un homme qu'elle estime et admire chaque jour davantage, mais avec des retours de fierté qui le font souffrir. Les événements travaillent aussi à les rapprocher ; tout les réunit, tout les isole. Le caractère de Michel grandit ; le lecteur en subit le charme, comme Lucie elle-même, et donne tout du long son approbation cordiale à cet honnête et généreux amour.

Si l'on voulait citer toutes les scènes charmantes ou fortes, il faudrait presque tout citer. Quel frais et puissant sentiment de la nature dans certaines pages ! comme par moments le roman se fait idylle, non pas fade et surannée, mais telle que la veut le sentiment moderne, naissant simple et passionnée du joyeux épanouissement de l'être humain au milieu de cette nature si vivante, devenue sous la plume de l'écrivain qui la connaît et qui l'aime, bien plus que le cadre de son drame.

Après les heures enchantées passées en pleine campagne, à la ferme des Tubleries, sur le Clain, où la petite embarcation conduite par Michel glisse entre les touffes de nénuphars qu'elle cueille à pleines mains avec son amie, Gène, la plus charmante figure de jeune paysanne qu'on puisse imaginer, quand Lucie rentre dans son triste intérieur et y retrouve les luttes et les humiliations d'une position fausse, les violences de son père, aigri par sa propre inutilité, les doléances de sa mère, dont l'esprit est faux et l'âme faible ; quand, pour achever de l'accabler, l'écho des cancans du petit monde où elle vit arrive jusqu'à elle et qu'elle se sent en butte à l'espionnage mal intentionné des voisins, le contraste est si grand que l'on voit bien qu'il est impossible que les préjugés d'éducation conservent leur empire sur un esprit juste et sincère comme le sien. Aussi le travail se fait, mais lentement, graduellement, de la manière la plus naturelle. De fortes secousses viennent de temps à autre en hâter l'achèvement. C'est une scène vraiment émouvante que celle où Michel, devant toute une société dont Lucie fait partie, refuse de tendre la main à M. Gavel, le fiancé d'Aurélie, qui lui offre la sienne « avec une noblesse et une aisance dont il est lui-même édifié, » en le remerciant de l'avoir arraché à la fureur de deux jeunes paysans dont il avait bien mérité la vengeance.

« Michel pâlit, fronça légèrement les sourcils et laissa pendre sa main immobile à son côté.

« — Michel ! s'écria d'un ton de colère M. Bourdon.

« — Eh quoi ? vous me refusez..... dit Gavel stupéfait.

— Oui, monsieur Gavel, dit le jeune paysan sans élever la voix, mais si nettement que tout le monde l'entendit, je ne peux pas vous donner la main, parce que je ne fais cette amitié qu'aux honnêtes gens.

« — Ce jeune homme est fou, s'écria l'ingénieur en se rejetant plein de trouble dans le groupe où chacun lançait son mot de blâme ou de colère.

« — Voilà les gens du siècle, disait le curé qui en faisait partie, il n'y a plus d'autorité. »

Mais Lucie s'éloigne de ceux qui insultaient Michel, revient auprès de lui, et lui dit : « Vous êtes vraiment fort, vous valez mieux que moi. »

Un peu après, tandis que les convives de M. Bourdon, témoins de l'affront qu'a reçu son futur gendre, s'efforcent d'en chasser l'importun souvenir et de retrouver leur gaieté, Lucie, elle aussi, reste silencieuse et préoccupée, mais d'une tout autre manière. Ses yeux brillent, un beau sourire éclate sur son visage.

« — Qu'as-tu donc, lui demande tout bas sa mère, on dirait que tu as reçu une bonne nouvelle ? »

Ah ! c'est qu'une nouvelle vie a commencé pour la jeune fille : elle croit à Michel de toute son âme, elle le sent assez noble et assez fort pour se donner à lui sans honte et sans crainte.

Lucie n'a donc plus à lutter que contre les autres. Elle est au clair et bien d'accord avec elle-même. Elle aime Michel, il est digne de son amour, elle l'épousera donc, non pas avec un entraînement de passion irréfléchie, mais avec la conscience claire et nette de ce qu'il lui faudra souffrir, et la ferme conviction que son amour vaut ces sacrifices. « Sous l'empire d'une conviction profonde, le courage n'est plus qu'un instinct, sauf pour les lâches : mais un lâche croit-il ardemment ? »

André Léo se sépare nettement des écrivains qui ont fait de la passion la loi de la vie. Ce n'est pas sous sa plume que nous rencontrerons l'idéalisation de la passion irrésistible et divine. Lucie ne se révolte que contre des préjugés, aucune loi sacrée ne lui interdit d'épouser Michel ; s'il en était ainsi elle obéirait, car, nous dit l'auteur, un sentiment vrai ne s'élève pas contre les lois légitimes du sentiment.

La lutte contre elle-même ainsi terminée, c'est celle contre les volontés et les préjugés des siens qui va commencer, lutte terrible, où la pauvre enfant perdrait courage si elle ne savait qu'elle conquiert le bonheur de Michel en même temps que le sien.

Comme observation exacte et pénétrante de la nature humaine, sous les formes diverses que lui donnent les milieux divers où elle se développe, comme naturel et vérité de détails, on voudrait tout relever. Chaque épisode, chaque incident, concourt à l'impression d'ensemble. Ne semble-t-il pas, quand on ferme le livre, qu'on ait vécu dans ce monde en miniature de Chavagny, qu'on ait rencontré chacune de ces figures de paysans pleines de ruse et de bonhomie, que l'on ait vu passer dans son fringant équipage le beau Fernand Gavel, le fiancé de la demoiselle du *logis*, que Lisa, la jolie bergère, suit d'un long regard ? N'a-t-on pas vu de loin Mademoiselle de Parmaillan, la jeune châtelaine ruinée, la gardienne des traditions du temps passé, qui entre au couvent parce qu'elle ne peut déroger et passe comme un reste du moyen âge au milieu de ce petit monde tout moderne ? Et M. Bourdon, le riche bourgeois, doué d'un bon cœur et d'une facile humeur, mais sans moralité, sans principes et dominé en définitive par sa femme, qui, plus égoïste et plus corrompue que lui au fond, a toujours rempli strictement ses devoirs; Aurélie, la jeune fille bien élevée à qui les convenances tiennent lieu de cœur, d'âme et d'esprit; tous ces personnages vivent, agissent, sont d'accord jusqu'au bout avec eux-mêmes. Ne semble-t-il pas surtout qu'on ait entendu les entretiens de Mademoiselle Boc et de la Touronne quand elles s'abordent au soir d'une chaude journée de juin ? Quelle jolie entrée en matière de cette conversation où les deux plus méchantes langues du village vont savourer les délices d'un commérage sans pitié.

« — Vous voilà donc seule à présent, Mam'zelle, dit la paysanne à la vieille demoiselle qui venait de chasser sa petite servante qu'elle employait comme espion et maltraitait cruellement.

« — Ne m'en parlez pas; tenez, je suis lasse d'en ouvrir la bouche; ça devait finir comme ça; une drôlesse que j'avais comblée de bienfaits !...

« — Que voulez-vous, Mam'zelle ? M. le curé a bien raison de dire qu'il faut faire le bien pour l'amour de Dieu.

« — C'était uniquement pour l'amour de Dieu, Touronne, ce que j'en faisais; car je puis bien vous dire que je la détestais, cette créature-là.

« — Vous n'en aviez que plus de mérite, Mam'zelle.

« — Pourtant je m'ennuie davantage à présent. Malgré tout, c'était une occupation. C'est vrai qu'il me fallait sans cesse la gronder ou la battre, mais enfin nous ne sommes pas sur la terre pour avoir toutes nos aises, il faut bien gagner le ciel.

La conversation ainsi pieusement engagée, on passe aux voisins, et il n'est pas difficile de deviner le reste.

TIMBRE

Les nobles figures de Lucie et de Michel dominent tout cet entourage et cependant on ne saurait les accuser d'être plus grands que nature. Michel est un vrai paysan. Il en a le langage, il en a les sentiments, mais c'est une de ces natures fortes et vraies qui, dans quelque milieu qu'elles se trouvent, ne lui empruntent que ce qu'elles ont de plus extérieur et vivent de leur propre fond. Au premier abord c'est sa distinction morale qui seule attire l'attention, et quand plus tard sa pensée et son langage s'élèvent et s'épurent, c'est tout naturellement sous l'influence d'un amour profond et du contact habituel avec un esprit plus cultivé que le sien. En l'épousant, Lucie ne trouve pas en lui un homme de sa caste à la seule différence qu'il porte une blouse au lieu d'un habit; elle épouse bien un paysan, mais qui trouverait difficilement son supérieur et rarement son égal dans les autres couches de la société. C'est pourquoi ce livre me paraît être plus vraiment pénétré du sentiment de la justice et de l'égalité que la plupart de ceux où l'on a traité le même sujet et décrit les mêmes situations.

C'est la mort de Clarisse qui amène le dénoûment. Clarisse meurt, désespérée, révoltée, repoussant le prêtre et ses banales consolations et bouleversant ceux qui l'entourent par l'expression passionnée de son regret de n'avoir point vécu, point aimé. Une de ses dernières paroles : Maman, empêche que Lucie ne meure comme moi !... — tombe sur le cœur de sa mère. Non, Lucie n'aura pas la même destinée, et c'est auprès du cadavre de celle qui vient de mourir sans consolation et sans espérance, que les parents, brisés par cette scène affreuse, donnent leur plus jeune fille à Michel.

La pensée de l'auteur se laisse bien saisir dans cette scène de mort si puissante dans son horreur toute morale. Cette jeune fille qui ne veut pas quitter la vie sans l'avoir connue, sans en avoir savouré les joies, ce n'est pas, à ses yeux, une créature révoltée, elle est dans son droit, elle est dans le vrai. Certes nous ne pensons pas que la vie terrestre soit uniquement un temps d'épreuve, une préparation à la vie future; nous lui reconnaissons une valeur propre et nous voyons en elle le germe vivant de cette vie éternelle dont elle renferme tous les éléments, mais la satisfaction des besoins légitimes de notre nature ne nous paraît pas une condition nécessaire de notre existence. Dans l'ordre établi de Dieu le bonheur serait comme la beauté, comme la vérité, le résultat de l'harmonie des êtres et des choses. Mais dans le désordre introduit par le péché, une vie sans joie n'est pas nécessairement une vie manquée et la promesse du monde invisible n'est pas un leurre pour arracher l'âme à son désespoir

légitime, un mirage destiné à détourner nos yeux de l'aridité du désert. Croire au Dieu qui est amour c'est croire au bonheur, c'est croire à la plénitude de la vie pour sa créature faite à son image ; mais croire à la nature humaine seulement et à ses instincts divins, n'est-ce pas se condamner à trop souffrir du spectacle des choses telles qu'elles sont ?

Nous nous sommes arrêtés bien longtemps à ce premier ouvrage d'André Léo, et c'est à regret que nous le quittons. En vérité, peu de livres ont le pouvoir de s'emparer aussi complétement du lecteur. Vous n'êtes plus vous-même en le lisant, vous oubliez tout ce qui vous concerne, vous n'êtes qu'un spectateur des scènes qui se déroulent sous vos yeux, un ami de Michel et de Lucie, un juge amusé ou indigné des travers, des ridicules et des vices qui se personnifient devant vous. Qu'un défaut vous frappe, que quelque chose vous déplaise, vous voudriez ne pas vous en rendre compte. Si par exemple il vous vient à l'esprit que Michel se perche trop souvent sur les persiennes du rez-de-chaussée pour atteindre à la fenêtre de la chambre de Lucie, où ont lieu des entretiens si purs et si charmants, si quelques expressions un peu crues vous choquent, si quelques habitudes d'école l'emportent sur les qualités naturelles de ce style simple et vigoureux, vous avez peine à vous l'avouer, tant l'ensemble a de charme et de puissance, tant en se pénétrant de la pensée de l'auteur on lui devient ami. Quand on a souffert de l'état de notre société, quand on ne s'est accoutumé ni aux grandes injustices ni à ces injustices de détail, si ténues, si imperceptibles qu'elles forment l'air que nous respirons, et que les meilleurs d'entre nous les passent sans difficulté au crible grossier de leur conscience ; quand on a été humilié de l'humiliation des autres ; quand on déteste d'autant plus les préjugés qu'on n'en est pas soi-même la victime immédiate et qu'on se laisse entraîner à y conformer jusqu'à un certain point sa vie ; quand on s'est révolté mille fois contre les mesquines entraves dont les vaines convenances et tous les mensonges de la vie sociale enchaînent notre liberté comme d'un réseau impalpable mais que nous ne pouvons briser ; quand on a senti toutes ces choses et qu'on ne les a pas étouffées en sacrifiant la meilleure part de soi-même à l'être factice et vain créé par l'habitude ; quand on a gardé au dedans de soi la soif de la justice, on doit aimer ce livre et cet auteur. Impossible de ne pas sentir fortement en le lisant que, s'il est deux termes opposés, inconciliables, c'est l'esprit mondain et l'esprit véritablement humain.

Nous ne nous arrêterons pas aussi longtemps au deuxième roman d'André Léo, *Les deux Filles de M. Plichon* —

c'est aussi un beau livre qui nous introduit plus avant dans la pensée de l'écrivain. Il ne s'agit plus seulement pour lui de savoir où est la satisfaction légitime des besoins du cœur; il nous mène plus loin en nous montrant une vie complète, non-seulement dans la sphère du sentiment, mais par la pensée et par l'action. La trame est plus unie que dans le *Mariage scandaleux*, ou plutôt elle est tout intérieure, tout intime, et n'a son contre-coup extérieur que dans les événements les plus simples. Le jeune comte William de Montsalvan, le cœur encore meurtri d'un premier chagrin d'amour, rencontre sur le terrain neutre des bains de mer une famille bourgeoise qui lui fait accueil, et s'éprend de la plus jeune fille de M. Plichon. C'est dans ses lettres à Gilbert, son camarade d'enfance, ami dévoué dont le cœur est sec pourtant, esprit froid et calculateur, qui se laisse tromper comme un écolier par une soi-disant princesse russe, que William raconte les phases charmantes de cet amour qui refleurit si confiant et si jeune dans un cœur qui se croyait dévasté. Il y a là une invraisemblance morale qui choque dès les premières lettres, mais bien davantage encore quand il ne s'agit plus d'un amour un peu superficiel, puisqu'il est né du plaisir des yeux, mais d'un amour profond et sérieux, né de la parfaite harmonie des âmes et des intelligences. Oui, l'on a peine à pardonner à l'auteur d'avoir fait de Gilbert le confident de William. Comment peut-on dire toutes ses pensées, ouvrir toute son âme, quand on est sûr de n'être pas compris? Est-il même besoin de cette certitude pour que le manque d'affinité entre deux natures arrête l'élan de la confiance et de l'abandon? L'intimité n'exige assurément pas la conformité des caractères, mais elle ne saurait naître même dans la plus grande familiarité d'habitudes, sans analogie dans la manière de penser et de comprendre la vie. Certains manques de délicatesse que nous ne signalerons pas sont sous la plume de William comme autant de faux tons. Ceci étant dit, oublions que Gilbert est le confident; persuadons-nous que c'est pour son lecteur seulement que William écrit, et laissons-nous aller au plaisir de le suivre dans cette analyse si fine d'une passion qui doit mourir, parce qu'elle ne peut satisfaire l'âme qui a cru y ressaisir la vie. La manière dont le détachement s'opère est admirablement étudiée. Les révélations successives de la vanité, de la frivolité, de la sécheresse de cœur de Blanche, sont amenées avec infiniment d'art et de nuances; les froissements de William sont d'abord suivis de retours de tendresse, mais bientôt ce n'est plus d'adoration qu'il s'agit, c'est de l'indulgence qu'il lui faut pour la charmante enfant qui le comprend si peu, dont l'âme en apparence si naïve est déjà gan-

grenée de mondanité, qui aime son titre, sa position dans un monde brillant. Bien qu'ayant été accepté au moment où il venait d'être ruiné, il ait pu un moment se croire aimé pour lui-même, William essaye de la développer et de l'instruire ; mais il ne trouve en elle qu'ennui et indifférence, et se heurte sans cesse à quelque malentendu, à la petitesse ou à la futilité. C'est pendant cette longue lutte entre le désenchantement du cœur et l'empire que gardent encore sur lui la grâce et la beauté de Blanche, que l'on voit se dessiner peu à peu la noble figure d'Edith. Froide et hautaine dans son isolement moral, elle apparaît d'abord roide et sans charme, parce qu'elle se renferme entièrement en elle-même. Le dédain, l'antipathie pour tout ce qui l'entoure semblent avoir tué en elle les sentiments plus doux ; mais ils ne sont que comprimés sous une couche de glace qu'un rayon de sympathie va fondre, et c'est à l'amour qu'il appartiendra d'épanouir cette fleur admirable. L'étude de la nature d'abord rapprochera Edith et William, puis ils se rencontreront dans une autre sphère, celle des idées et du sentiment. L'auteur a dû se complaire dans la création de cette noble personnalité. Edith, ce doit être André Léo ; c'est dans la pensée d'Edith qu'il a mis la plus grande partie de sa propre pensée ; Edith, qui refuse d'aller à l'église, qui consterne toute sa famille en appelant *Monsieur* tout court un archevêque, est croyante pourtant. Elle croit aux forces cachées de l'humanité, au progrès indéfini, à une divine bonté qui se trouve au fond des lois de la vie, au bien, au juste, à sa conscience. Et comme William un jour la critique un peu ironiquement sur sa certitude, elle lui répond en attachant sur lui ses yeux profonds:

« — Mais, William, vous croyez au bien et au juste et vous les désirez avec ardeur ?

« — Sans doute, mais nous ne les avons pas.

« — C'est peut-être que nous avons la volonté de les recevoir plutôt que de les gagner. L'homme, William, est encore sous l'impression des idées de la Genèse ; il accepte le travail comme une punition, au lieu de voir en lui l'instrument de ses conquêtes et la condition de son bonheur. C'est à ce point de vue que les obstacles, si naturels qu'ils soient, l'irritent et le découragent.

« — Alors, suivant vous, le but de notre existence ?...

« — Est de créer nous-mêmes ce que nous rêvons. N'est-ce pas l'expression de la vie au plus haut degré, à la fois aimer et vouloir, adorer et créer, agir enfin avec toutes les puissances de l'être. Il y a longtemps que dans le bonheur facile l'homme a trouvé le dégoût. »

C'est dans le rêve de la justice qu'Edith et William se sont premièrement rencontrés; c'est dans sa réalisation qu'ils cherchent la plénitude de leur bonheur, la perfection de la vie à deux. Avec le peu qu'il a sauvé du naufrage de sa fortune et dont une partie a été employée à soulager le pauvre peuple des campagnes pendant un hiver de disette, William achète des terrains incultes qu'il fait défricher, pendant que lui-même étudie l'agriculture; puis, quand il a épousé Edith et que son domaine fournit amplement aux besoins d'une vie simple, ils fondent pour les enfants pauvres du pays l'école dont la jeune femme avait depuis longtemps mûri le plan et à laquelle elle se consacre. Tout réussit à souhait : les landes incultes sont devenues des champs fertiles, un joli enfant joue au milieu des petits paysans qui trouvent à la ferme modèle du pain pour les plus pauvres, pour tous un enseignement judicieux et l'amour qui épanouit le cœur. Cette vie active, où le bonheur au lieu d'être le but n'est que la source vive où tous deux puisent la force et le dévouement, préservera leur amour de toute satiété et de toute atteinte de l'ennui. D'où vient qu'en fermant le livre, tout en admirant cette large et généreuse compréhension de la vie, du bonheur, du mariage, on se sent désappointé, comme si le dénoûment était moins grand que ce qui l'a préparé? C'est peut-être que tout ce qui nous dépeint le définitif, le complet dans le bonheur nous laisse froids et peu satisfaits. Nous ne savons ce que nous pourrions vouloir de plus, et pourtant il nous faudrait encore l'*au delà*. Après tout, quelque beau, riant et riche que soit le coin de terre qu'on nous montre, notre regard va toujours plus loin et cherche d'autres horizons, et cette soif d'infini ne s'arrête qu'à Dieu.

Oui, c'est Dieu qui leur manque à ces deux nobles êtres qui ont compris que vivre l'un pour l'autre ce n'est pas assez, et que vivre à deux pour les autres, se mettre avec toutes les forces que donne la joie d'une union complète au service d'une pensée de dévouement, c'est là vraiment être heureux. Créer nous-mêmes, comme le veut Edith, ce que nous rêvons, ne peut pas plus nous suffire qu'il ne nous suffirait de contempler l'idéal en dehors de nous sans faire effort pour le réaliser. La volonté divine ne se réalise sans doute qu'en nous et par nous ; c'est là ce qui donne à la vie sa valeur et sa beauté. Mais que deviendrions-nous en face de l'imperfection de notre action et de notre pensée elle-même, sans cesse dépassée par un instinct supérieur à elle, si nous ne pouvions nous élever par l'élan de notre âme jusqu'à l'absolu du bien, du beau et du vrai?

La vérité a deux faces : l'une, toute terrestre, la réalité, se

trouve entière et admirablement dépeinte dans les livres dont nous venons de parler. L'autre, c'est l'idéal. L'idéal d'André Léo est noble et grand ; il est bien plus chrétien qu'il ne croit l'être; mais quand il s'agit de sa réalisation, l'écrivain ne tient pas compte des conditions de notre existence. Si toutes les souffrances et tous les désordres venaient du préjugé, de l'ignorance ou de l'erreur, les êtres intelligents et justes comme Jacques Galéron, William, Edith, pourraient les vaincre autour d'eux et la vie humaine se transformerait peu à peu sous l'influence des individualités fortes et sincères. Mais sous combien de formes le mal ne se montre-t-il pas? Que faire contre le vice incurable parce qu'il est volontaire? Que faire contre toutes les défaillances et les bassesses de la nature humaine, même chez les plus nobles et les meilleurs? Que faire enfin contre la mort? Quand vous aurez, comme Edith et William, réalisé votre idée du juste et du devoir dans un coin de la terre et pendant un espace de temps limité; quand vous rendrez, heureux et sages entre tous, le témoignage que vous avez obéi aux lois de votre conscience et travaillé fidèlement à l'œuvre commune de relèvement et de progrès, même alors vous ne pourrez oublier tout ce qui souffre, tout ce qui pèche, tout ce qui meurt moralement en dehors du cercle étroit où vous avez agi. Plus votre amour sera grand, plus vous aurez besoin de sentir qu'un amour plus puissant, un amour infini, un amour rédempteur enveloppe ce pauvre monde pour le sauver et le bénir.

Ainsi l'œuvre d'André Léo, cette œuvre sérieuse et sincère, ne renferme qu'une partie de la vérité et renie l'autre. La vérité religieuse en est absente. Nous ne dirons pas qu'elle y soit combattue, car la religion que notre auteur déteste et méprise ce n'est pas celle de Jésus, ce n'est pas celle de l'Evangile, quoique, hélas ! ce soit bien celle d'un grand nombre de ceux qui se disent chrétiens. Si la vérité religieuse en est absente, la vérité humaine ne saurait y être complète, mais elle y est cependant, et semblable à l'une des deux moitiés de ce sceau d'argile que se partageaient les anciens et qui devaient se retrouver et se rejoindre, cette part de vérité appelle ce qui lui manque... N'est-ce pas Jésus-Christ qui a dit : « Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice. »

QUESTIONS ACTUELLES

—

DES EFFORTS TENTÉS EN FRANCE POUR LA CAUSE DE L'ÉMANCIPATION

Nous avons promis à nos lecteurs que nous les tiendrions au courant de ce qui serait fait en France en faveur de la grande cause de l'émancipation gagnée sur les champs de bataille, mais non encore dans les faits; car il s'agit de rendre la liberté réelle pour ces quatre millions de noirs affranchis d'hier et appelés sans transition à se suffire à eux-mêmes. Les Etats du Nord, qui sont les premiers intéressés et les premiers responsables dans cette entreprise vraiment colossale, se sont mis à l'œuvre avec l'énergie qui les distingue. Des sommes considérables ont déjà été recueillies pour vêtir, nourrir et instruire ces multitudes innombrables qui arrivent désarmées en quelque sorte pour le grand et périlleux combat de la vie libre. Tandis que le gouvernement dépense 2,500,000 francs par mois pour subvenir aux premiers frais, les dons volontaires se sont élevés à la somme de 750 millions de francs. Rien n'égale le zèle et le dévouement de l'Amérique chrétienne pour suffire à cette tâche sacrée si ce n'est l'empressement avide des noirs à demander l'instruction. Une armée d'instituteurs volontaires, hommes et femmes, se sont déjà dirigés vers le Sud, et déploient autant d'ardeur et de persévérance que les soldats de l'Union. Pour donner une idée de l'immensité de l'œuvre à accomplir, nous nous bornerons à citer cette réponse de Shermann à ceux qui lui demandaient s'il était suivi d'un grand nombre d'esclaves après sa marche victorieuse: « J'en ai, disait-il, trois lieues derrière moi. » On comprend que dans de telles circonstances l'Amérique accepte le concours de tous les pays chrétiens pour l'aider dans ce rachat moral d'une race entière. L'Angleterre a déjà fait des envois très importants d'argent et de vêtements. En France, un comité de dames s'est formé, et leurs noms seuls suffisent pour montrer qu'il s'agit d'une de ces entreprises saintes dans lesquelles toutes les diversités d'opinion s'effacent devant la grandeur du but. Nous nous bornons à reproduire l'adresse de ce comité, et à recommander chaudement à toutes les femmes de France une œuvre à laquelle toutes les classes peuvent prendre une part active. Il faut ici un grand élan du cœur suivi d'un dévouement actif et persévérant.

Mesdames, dans ce moment où tous les yeux sont tournés vers l'Amérique, nous venons faire appel à votre générosité en faveur des esclaves affranchis par la guerre. Victimes de la plus ancienne et de la plus odieuse des iniquités, n'ayant plus les garanties intéressées de la servitude, et encore incapables d'user des droits de la liberté, à ce moment où le jour de la délivrance se lève pour eux ils ont plus que jamais besoin de notre aide, et cette aide n'est d'ailleurs qu'une réparation qui leur est due. Deux millions d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants sont sans pain, sans vêtements, sans abri. Au milieu d'une guerre ruineuse, les Américains ont fait les plus généreux sacrifices; mais les besoins sont si grands que ces efforts sont insuffisants. L'Europe ne doit-elle rien, ne fera-t-elle rien à son tour? Nous ne le pensons pas. L'Angleterre a déjà répondu à l'appel; la France, la vieille amie des Etats-Unis, ne peut y rester étrangère. Il ne s'agit pas ici de politique, mais seulement de justice et d'humanité.

ED. LABOULAYE.

A la suite d'une nombreuse réunion de dames, qui a eu lieu le 27 avril, on a décidé de former des groupes se rattachant à un comité général pour la confection de vêtements qui seront envoyés aux esclaves libérés; car des vêtements tout faits pouvant arriver à leur destination francs de port et sans frais de douane sont préférables à l'argent. L'objet de chaque groupe sera de réunir la somme de 125 francs, ou plus, qui sera versée au Comité général. Une commission spéciale sera nommée pour l'achat des étoffes et les remettra ensuite pour être confectionnées aux différents groupes. Les dons en nature ou en argent peuvent être adressés à Madame Coignet, trésorière, 22, rue de Berri, Champs-Elysées, ou à tout autre membre du Comité. Les personnes qui recevront cette circulaire sont instamment priées de la répandre autour d'elles, de former autant de groupes qu'il leur sera possible de le faire, et de se rattacher au Comité général, qui a été composé ainsi qu'il suit :

Mesdames Ed. Laboulaye, présidente; Cochin, vice-présidente; Ed. de Pressensé, vice-présidente; Coignet, trésorière et secrétaire.

Membres du Comité : Mesdames André Walther; Armengaud; Abric Encontre; Bertillon; Henri Brisson; Eug. Bersier; Bertin; Gaston Boissier; Cantagrel; Ath. Coquerel; Ath. Coquerel fils; Louis Coignet; comtesse Delaborde; Dowling: Dréo; Dhombres; Fisch; Edmond de Guerle; GrandPierre; Guéroult; Gide; Guntzenberger; Garnier-Pagès; Gauffrès; comtesse d'Haussonville; William Jackson; Keller; Laure; comtesse Anatole Lemercier; Henri Lutteroth; Ernest Lemaître; de Loménie; Martin-Paschoud; Alfred Monod; Guillaume Monod; comtesse de Montalembert; Muller; Mohl; Newell; Nefftzer; Prévost-Paradol; Paumier; Eugène Pelletan; Pape Carpentier; Pottier; Récamier; Richards; comtesse de Richmond; Élisée Reclus; Elie Reclus; Jules Simon; Sunderland; baronne de Staël; Saint-René Taillandier; de Valcourt; comtesse du Vivier; Th. Vernes; Verdier; Wolff; Cornélis de Witt.

Les conférences pastorales réunies à Paris au mois dernier, après avoir fait parvenir une adresse au représentant des Etats-Unis et à Madame Lincoln, ont décidé d'envoyer dans toutes les Eglises une circulaire pour recommander une coopération active à l'œuvre de l'émancipation effective des esclaves. A côté des efforts pratiques une coopération morale est nécessaire, car il faut le dire à la honte de nos pays européens, ils sont encore nombreux ceux qui calomnient à plaisir la guerre sainte qui vient de se terminer. Dans certaines régions, en France et en Angleterre, l'opinion a été complétement égarée. Aussi nos lecteurs apprendront-ils avec une vive satisfaction la formation à Paris d'un Comité français d'émancipation. Rien ne saurait mieux caractériser l'esprit qui l'anime que l'adresse qu'il vient d'envoyer au président des Etats-Unis. Nous la publions sans commentaire, avec son préambule :

« Il s'est formé à Paris, sous le nom de *Comité français d'émancipation*, un Comité destiné à correspondre avec les sociétés fondées en Amérique, en Angleterre et dans d'autres pays, pour seconder l'entière abolition de l'esclavage, l'éducation et l'assistance des familles affranchies, et la

publication de tous les faits qui se rattachent à cette grande cause d'humanité :

Ce Comité se compose *provisoirement* de MM. le duc de Broglie, ancien Président de la Commission de 1843 pour l'abolition de l'esclavage ; Guizot, de l'Academie française, Présidents d'honneur ; Laboulaye, de l'Institut, Président; Augustin Cochin, de l'Institut, Secrétaire; Audley ; Eugène Bersier; Prince de Broglie, de l'Académie française; Léopold de Gaillard; Charles Caumont, ancien membre de la Commission de 1848; Léon Lavedan; Henry Martin; Guillaume Monod; comte de Montalembert, de l'Academie française; Henry Moreau; Ed. de Pressensé; H. Wallon, de l'Institut; Cornélis de Witt.

Le premier acte de ce Comité a été la rédaction de l'adresse qui va suivre :

A Monsieur Andrew Johnson, Président des Etats-Unis d'Amérique.

« Monsieur le Président,

« Les soussignés, amis fidèles des Etats-Unis, fils de la nation française qui a combattu pour l'indépendance de votre nation, se permettent de vous adresser l'expression des sentiments provoqués dans leur âme par l'horrible attentat qui a remis dans vos mains les fonctions d'Abraham Lincoln et le soin de sa mémoire.

« Il n'est pas mort à la guerre au milieu des soldats de l'Union, il est mort de la main d'un assassin. Il est mort, et il laisse son pays vivant, et sa mort peut servir sa patrie, si, dominant l'horreur de la première émotion, les Etats-Unis savent pleurer leur Président, l'imiter et l'écouter encore, au lieu de le venger.

« Nous aussi, Français, nous avons connu la guerre civile, nous avons vu plus d'une fois, au milieu de troubles sanglants, tomber les plus nobles, les plus innocentes victimes, sous des coups inattendus. Jamais nous n'avons voulu chercher dans ces forfaits d'autre main que celle du meurtrier. Les crimes sont isolés, les gloires sont nationales. Le bras du criminel frappe sa propre cause, autant que sa victime. Laissant l'assassin dans l'ombre de son ignominie, ne pensons qu'au mort, et répétons ce mot qui a dû être le vœu suprême de son âme : « *Que mon sang soit le dernier versé !* »

« Punissez les coupables, punissez les monstres odieux à tous les partis, qui frappent les hommes près de leurs épouses et les malades dans leur lit, mais ne laissez pas d'indignation chercher au loin des représailles.

« Le soulèvement de toutes les consciences, le retour de l'opinion, la gloire mélancolique et pure répandue sur son nom, le deuil de la patrie, et surtout l'union énergique de son successeur, de ses ministres,

de ses généraux, des représentants du pays pour achever la reconstruction commencée, voilà la seule vengeance digne d'Abraham Lincoln.

« L'histoire dira son rôle. Nous voulons montrer quelle fut son âme, en évitant toute pompe de langage et en le louant simplement comme il a vécu, comme il a parlé, ou plutôt par ses actes et par ses paroles elles-mêmes.

« On avait un peu souri, en Europe, lorsqu'on apprit à la fin de 1860, qu'un obscur avocat de la petite ville de Springfield dans l'Illinois prenait la place du grand Washington, et qu'il sortait de sa modeste maison pour aller soutenir trois causes : l'intégrité du territoire national, la souveraineté de la constitution, la limitation et peut-être la suppression de l'esclavage. On sourit encore plus, lorsqu'on apprit que ce Président, autrefois charpentier, batelier et commis, avait à faire la guerre, à triompher des mauvais desseins de l'Europe, des divisions intérieures, de difficultés militaires, financières et politiques à la fois.

« Il n'était, en effet, ni financier, ni général, ni administrateur, ni diplomate, ni marin; c'était un homme du peuple, honnête, religieux, modeste et déterminé, qui n'avait jamais lu, avant vingt-cinq ans, que la Bible et la Vie de Washington; jamais connu d'autre école que la vie, d'autre maître que le travail, d'autre protectrice que la liberté.

« C'est à peine si l'on comprend, en Europe, malgré notre amour de l'égalité, comment on s'élève au premier rang sans protection, et comment on s'y maintient sans orgueil. On ne sait pas assez quelles ressources trouve un honnête homme dans ces deux armes, la conscience et la patience. Ces qualités furent toute la force et tout le secret de M. Lincoln.

« Le matin du 11 février 1861, quelques amis le reconduisirent à la station de Springfield. Il partait, après l'élection, seul et sans cortége, pour être installé dans ses fonctions :

« Mes amis, leur dit-il, vous ne pouvez comprendre quelle tristesse j'éprouve en me séparant de vous. Je dois à ce peuple tout ce que je suis. J'ai habité ici plus d'un quart de siècle. Mes enfants y sont nés, l'un y est enterré. J'ai à porter un devoir tel qu'aucun homme n'en a porté depuis Washington. Il n'aurait pas réussi sans Dieu, auquel il se fia toujours. Je me repose dans le même appui, et je vous demande de prier pour que Dieu m'assiste : sans lui, pas de succès; avec lui, pas de revers. »

« Le 6 novembre 1860, avaient été nommés les électeurs fédéraux, dont la majorité (cent quatre-vingts sur trois cent trois) étaient favorables à Lincoln. Le 20 décembre, la Caroline du Sud avait levé le drapeau de la révolte. Le 11 janvier 1861, le gouverneur de cet Etat avait sommé le commandant du fort Sumter, voisin de Charleston, d'avoir à se rendre. Le 6 février, ayant consulté le nouveau Président, le major Anderson, commandant du fort, avait répondu : « Si vous m'assiégez, si vous com-« mencez la guerre civile, *que la responsabilité en retombe sur vous.* »

« Calme et ferme, malgré ces provocations, le Président, dans son premier message (le 4 mars 1861), adressait aux insurgés ces paroles qui caractérisent si nettement l'origine et les vraies causes de la guerre :

« C'est dans vos mains à vous, mes concitoyens mécontents, et non dans les miennes, que se trouve la terrible question de la guerre civile. Le gouvernement ne vous attaquera pas; vous n'aurez pas de conflit, si vous n'êtes pas les agresseurs. Vous n'avez point fait le serment de détruire le gouvernement, tandis que moi j'ai prêté le serment le plus solennel de le maintenir, le protéger et le défendre.

« Une section de notre pays croit que l'esclavage est juste et doit être étendu, tandis que l'autre croit qu'il est injuste et ne doit pas être étendu. *C'est là le seul point substantiel qui nous divise.*

« Nous ne pouvons éloigner nos sections l'une de l'autre, ni bâtir une muraille entre elles. Si la minorité ne se rend pas, la majorité doit le faire; il faut la soumission d'un côté ou de l'autre. Si une minorité se sépare, il se formera dans son sein une autre minorité qui se séparera : c'est l'anarchie que vous voulez. »

« Ces paroles étaient prononcées le 4 mars, et le 12 avril, à quatre heures du matin, le premier coup de canon était tiré par le Sud. Le président Lincoln croyait si peu à la durée de la guerre que, le 15 avril, il se bornait à appeler soixante-quinze mille hommes sous les armes; mais il était si fermement résolu à maintenir la Constitution et à l'interpréter en faveur de la liberté humaine, qu'il avait dit, quelques jours avant son installation, en passant à Philadelphie et dans la salle même où fut votée, en 1776, la déclaration d'indépendance :

« Quelle est la cause qui a fait durer et grandir la Confédération? C'est le sentiment qu'elle inaugurait la liberté dans le pays et dans le monde, et que bientôt le poids qui pèse sur les épaules de tout homme devait être allégé..... Je ne sais si nous pourrons sauver ce principe, mais je sais *que l'on m'assassinera* (*I rather would be assassinated*) plutôt que de me le faire abandonner. Je suis prêt à vivre pour cette parole ou, si Dieu l'ordonne, à mourir pour elle. »

« Il a été assassiné, mais la guerre est finie, l'Union subsiste, l'esclavage est détruit; et, avant de tomber, Lincoln est entré dans la capitale des rebelles, et il a pu, le matin de sa mort, faire l'éloge public du brave adversaire, Robert Lee, que ses braves généraux venaient de vaincre en rendant l'honneur à qui rendait les armes.

« Il a pu relever à Richemond le drapeau de l'Union, quatre années après le jour où, dans la salle de l'Indépendance, invité à monter l'étendard national au sommet de l'édifice, il avait dit :

« Ce drapeau s'élève par mon faible bras, mais je n'ai fait que tirer la corde, et si les couleurs nationales flottent glorieusement sous les rayons du soleil, ce n'est pas moi qui ai fait le drapeau, je n'ai rien arrangé; je n'ai été qu'un humble instrument dans les mains de ce peuple qui a tout préparé. »

« Il a pu prononcer, au moment de sa réinstallation, le 4 mars 1865, après s'être dépouillé de son pouvoir pour se soumettre, au milieu de la guerre, en face de la calomnie, à des élections nouvelles, il a pu prononcer ces mémorables paroles qui sont devenues comme un testament solennel :

« Si la volonté de Dieu est qu'il continue à nous frapper jusqu'à ce que la richesse accumulée par des esclaves pendant deux cent cinquante ans soit épuisée et jusqu'à ce que chaque goutte de sang répandue par le fouet soit vengée par une goutte de sang

répandue par le sabre, nous n'en devons pas moins affirmer (comme cela a été dit il y a trois mille ans) que les jugements du Seigneur sont véritables et entièrement justes.

« Sans malveillance pour qui que ce soit, avec de la charité pour tous, avec persévérance dans la justice (autant qu'il nous est permis par Dieu de découvrir où est la justice), travaillons à achever l'œuvre que nous avons entreprise, fermons les blessures de la nation, pourvoyons aux besoins de ceux qui portent le poids de la lutte, veillons sur leurs veuves et sur leurs orphelins, et faisons tout ce qui peut établir une paix juste et durable chez nous et entre nous et toutes les nations. »

« Admirables paroles et bien dignes de celui qui écrivait encore, à la fin de son message du 1er décembre 1862, par lequel, après avoir tardé patienté, attendu deux ans, il se résolut enfin à proposer d'abolir l'esclavage :

« Citoyens, nous ne pouvons échapper à l'histoire; la brûlante épreuve que nous traversons nous éclairera des clartés de l'honneur ou du déshonneur jusqu'à la dernière génération. »

« C'est à vous, Monsieur le Président, que la garde de cet honneur et l'héritage de ce grand homme sont dévolus. Comme lui, vous avez été simple ouvrier, comme lui vous avez conquis à la sueur de votre front le pain, le savoir, l'estime, la puissance. Comme lui, vous avez dans le Sénat résolûment défendu l'Union; comme lui, vous détestez l'esclavage. Comme lui, vous êtes entouré de grands ministres, de grands généraux que la haine aurait voulu réunir avec lui dans la mort. Il vous appartient d'entrer dans les sentiments d'Abraham Lincoln, et d'achever par la conciliation l'œuvre de la force.

« Paix, amnistie, union, liberté, prospérité nouvelle! Telles étaient assurément les desseins de Lincoln. Tels sont les vœux du monde civilisé. Soyez généreux dans la victoire après avoir été inflexibles dans la lutte.

« L'Europe ne s'attendait pas à voir un peuple commerçant devenir guerrier sans que l'esprit despotique sortît de l'esprit militaire. L'Europe ne s'attendait pas à voir quatre millions de pauvres esclaves résister à la tentation de la révolte et sauver deux fois le pays qui les a persécutés, en lui donnant de braves soldats et en excitant au dehors un intérêt, un mouvement d'opinion qui peut-être a empêché des interventions projetées. L'Europe ne s'attendait pas à voir le Nord, pris à l'improviste, triompher du Sud, si brave et si bien préparé.

« Ménagez-nous d'autres surprises et consolez-nous des longueurs et des calamités de la guerre par une paix prompte, solide et généreuse entre tous les citoyens de cette nation à laquelle avait été donné ce beau nom *l'Union*. L'avenir dira qu'établie par Washington, elle a été rétablie par Lincoln et par vous. Que son sang soit le dernier versé! »

Nous ne résistons pas au plaisir de signaler en finissant l'admirable article de M. de Montalembert, inscrit dans le *Correspondant* du 25 mai, sur l'issue de la guerre d'Amérique. Jamais l'éloquent écrivain ne fut mieux inspiré que dans ces pages brûlantes où, tout en rendant le plus bel hommage à la cause de la justice, il foudroie véritablement les misé-

rables sophismes des partisans du Sud. Mais ce qui nous a surtout frappé et ému, c'est la largeur avec laquelle M. de Montalembert reconnaît le caractère chrétien du mouvement qui a abouti à la destruction de l'esclavage. Cela est beau et noble, quoique strictement vrai.

« Même dans le camp catholique la cause du Nord a été, est encore impopulaire. Faut-il donc, nous demande-t-on, faut-il vraiment se réjouir et remercier Dieu de cette victoire ? Répondons sans crainte : Oui, il le faut. Oui, il faut remercier Dieu, parce qu'une grande nation se relève, parce qu'elle se purifie à jamais d'une lèpre hideuse qui servait de prétexte et de raison à tous les ennemis de la liberté pour la maudire et la diffamer, parce qu'elle justifie en ce moment toutes les espérances qui reposaient sur elle, parce que nous avons besoin d'elle, et qu'elle nous est rendue, repentante, triomphante et sauvée.

« Le monde moderne est échu en partage à la démocratie ; il n'a plus qu'a choisir entre deux formes de la démocratie, entre la démocratie disciplinée, autoritaire, et la démocratie libérale, où tous les pouvoirs sont contenus et contrôlés par la publicité illimitée et par la liberté individuelle; en d'autres termes, entre la démocratie césarienne et la démocratie américaine. On le sait assez, mon choix est fait. La guerre civile pouvait faire de la démocratie américaine une démocratie césarienne et militaire. Elle reste une démocratie libérale et chrétienne. La démocratie américaine a des croyances et des mœurs, des croyances chrétiennes, des mœurs viriles et pures; elle est en cela très supérieure à la plupart des sociétés européennes.

« Recherchons surtout dans les paroles de Lincoln ce qui porte le caractère de cette foi chrétienne dont il était pénétré, et que confessent si simplement et si solennellement tous les hommes publics de l'Amérique.

« Orateurs et généraux, écrivains et diplomates, la pensée de Dieu leur est toujours présente ; la pensée de le prendre à témoin, et le devoir de lui rendre un public hommage les inspire toujours. Rien ne démontre mieux, à l'encontre de nos révolutionnaires européens, que le développement le plus énergique et le plus illimité des idées, des institutions et des libertés modernes, n'a rien, absolument rien d'incompatible avec la profession publique du christianisme, avec la proclamation solennelle de la vérité évangélique.

« Profitons de ce que le Tout-Puissant nous a faits témoins de ce grand triomphe de la liberté, de la justice et de l'Evangile, de cette grande défaite du mal, de l'égoïsme, de la tyrannie. Remercions-le d'avoir donné à l'Amérique chrétienne, assez de force et de vertu pour tenir si glorieusement les promesses de sa jeunesse. Adorons sa bonté qui nous a épargné la honte et la douleur de voir misérablement avorter cette grande espérance de l'humanité moderne. »

Certes, on a le droit de placer en première ligne parmi les efforts tentes pour la sainte cause des Etats du Nord un pareil manifeste signé d'un tel nom et animé d'un esprit si large, si généreux et si chrétien. Nous sommes ainsi transportés par delà toutes les étroitesses sectaires, dans la pure région où les nobles cœurs se rejoignent dans un commun amour de l'Evangile et de la liberté.

EDMOND DE PRESSENSÉ.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Le Journal de Thérèse, *par Madame E. de Pressensé.*

Voici un petit livre plein de bonnes pensées, de saines émotions, de forts enseignements. La jeunesse, j'entends la jeunesse dans sa fleur, de quatorze à dix-sept ans, versera bien des larmes en le lisant ; mieux encore, elle y apprendra la pitié, la sympathie, et s'initiera à l'amer apprentissage de la souffrance. Ah ! dira-t-on, ne la troublez pas, cette jeunesse heureuse de vivre ; pourquoi la charger de tristes pensées, pourquoi lui parler de douleur à elle qui semble si bien faite pour l'épanouissement et la joie. Attendez, toutes ces grâces, toutes ces insouciances passeront, et la peine ne viendra que trop tôt. — C'est là le mot : la peine vient tôt, et quoi que vous fassiez, vous ne la retarderez pas d'une heure. Hâtez-vous donc de la mettre face à face avec la souffrance qu'elle doit nécessairement connaître ; dites-lui qu'elle est bonne, sainte, que seule elle parvient à briser l'égoïsme naturel de nos cœurs ; apprenez-lui à la mépriser et à la vaincre.

Thérèse est une jeune orpheline qui n'a jamais connu les douces caresses d'une mère. Recueillie par la sèche charité de ses tantes, elle a grandi dans la froide et inhospitalière maison qui n'est pas la sienne, comme une pauvre petite fleur privée d'air et de soleil, languissante, étiolée. Faute de tendresse et d'amour maternel, elle se meurt, peu aimée, peu aimable, chétive, le cœur gonflé d'amertume et cependant aspirant à la vie, au bonheur, de toutes ses forces. Repliée sur elle-même, elle épanche le trop-plein de son cœur sur les pages blanches de son Journal, l'unique ami, la consolation, le dépositaire de ses pensées. Que de larmes, que de révoltes, que de questions mauvaises ! Pourquoi la souffrance ? pourquoi l'inégal partage des biens et des maux ? A quoi sert la vie, puisqu'elle rend si malheureux ?... Hélas ! la souffrance rend mauvaise ! Voilà ce qu'elle se dit, voilà ce qu'elle éprouve ; et mauvaise elle-même elle serait restée si elle n'eût connu que la sèche indifférence de sa tante Angélique et la placide débonnaireté de sa tante Cornélie. La pauvre enfant mourait

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

donc dans cette atmosphère privée de joie et de bonté. Il fallut l'envoyer à la campagne, puis aux bains de mer. Là, elle revint à la vie sous la douce influence de tendresses presque maternelles. Là elle éprouva pour la première fois de sa vie le bonheur d'aimer et d'être aimée. Elle apprit aussi que la souffrance rend bon, et que les cœurs brisés sont seuls remplis de ce doux et subtil parfum d'amour qui se répand sur toutes les créatures. Rien n'est beau comme de voir, jour après jour, sur les pages du Journal, les lentes transformations de ce pauvre cœur ulcéré, passant de la révolte à l'amertume, de l'amertume à la résignation, de celle-ci à l'espérance, puis à la charité et au dévouement. Consolée, elle console à son tour; pardonnée, elle pardonne, rentre enfin heureuse dans la sombre maison où elle a tant souffert, et en devient la joie et la consolation. Maintenant elle connaît le secret de la vie et du bonheur :

Souffrir, c'est la loi sévère;
Aimer, c'est la douce loi.

Voilà tout le récit, simple comme une histoire de jeune fille; mais que de sentiment, quelle délicatesse charmante, quel bon et fort souffle de vraie piété ! Nulle trace d'affectation ni de fausse sentimentalité. Tout est sain et vigoureux, les personnages vrais et bien posés. Qui a lu le *Journal de Thérèse* n'oubliera pas facilement la bonne tante Cornélie, Madame Simon, Madame Albert, Marie Hersant.

Ces deux dernières sont les bons anges du roman. Leur vie brisée est pour Thérèse l'enseignement qui la sauve. Certes, leur infortune est grande ; mais l'auteur a peut-être commis une faute en attribuant à leur malheur une commune origine. L'une a perdu son mari après quelques mois de mariage ; l'autre a vu mourir son fiancé. Voilà, je le sais, aux yeux de la jeunesse, le degré suprême de l'affliction ; nous leur accorderons donc nos larmes, tout en faisant remarquer qu'il y a, hélas! dans la vie, des infortunes plus grandes et des douleurs plus poignantes.

Quoi qu'il en soit, cette petite histoire est pleine d'innocence et pourtant elle effleure la passion; légèrement il est vrai, mais elle l'effleure. C'est un nouveau domaine où entre Madame de Pressensé, domaine où les succès sont plus brillants, mais aussi plus difficiles à atteindre. Nous autres hommes, nous n'y entendons rien ; nous avons la main trop rude pour un enseignement si délicat, et j'ose dire si important. Madame de Pressensé est dans la bonne voie, et nos vœux l'y accompagnent. Qu'elle donne une part plus grande à l'action, qu'elle ne cherche l'effet que dans le développement naturel de situations vraies et bien conçues, et elle nous donnera encore des œuvres sœurs du *Journal de Thérèse*, je veux dire charmantes et bonnes.

F. Kuhn.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 juin.

Effet produit par la mort de M. Lincoln. — De l'esprit militaire aux Etats-Unis. — Une conséquence possible de l'expédition du Mexique. — Lettre de Rome, *par le duc de Persigny. — Rapprochement de Victor-Emmanuel et de la papauté. — Une discussion au sein de la franc-maçonnerie. — Un petit journal au quartier latin. — M. Taine et le protestantisme de l'avenir.*

Nous avons beau parcourir l'histoire, nous ne nous rappelons rien qui puisse se comparer à l'émotion universelle qu'a causée dans les deux mondes la mort de Lincoln. Y eut-il jamais oraison funèbre comparable à la douleur provoquée immédiatement dans toutes les classes de la société civilisée par ce tragique événement? Que sont par exemple les magnifiques éloges que Bossuet prodiguait à ses morts, en faussant l'histoire, à côté de ces accents spontanés qui, dans les palais et dans les cabanes, se sont unis pour célébrer le souvenir de cet homme de bien sur lequel la raillerie et la malignité s'étaient tant exercées? Quelle éloquence atteint l'effet grandiose d'un pareil spectacle, et comment ne pas bénir avec effusion la pure et noble mémoire de ce grand citoyen auquel ses adversaires les plus acharnés ont été contraints de rendre hommage, tandis que des millions d'opprimés pleuraient en lui leur libérateur!

Nous n'essayerons pas même d'exprimer ici tous les sentiments que réveille dans notre âme le nom d'Abraham Lincoln; ce serait venir après bien d'autres répéter ce qu'ils ont dit mieux que nous. Dans des journaux de tendances très diverses, le caractère et l'administration de Lincoln ont été appréciés avec une sympathie égale. Entre des articles si nombreux, nous n'en mentionnerons que trois : une sobre et ferme étude de M. Laboulaye dans la *Revue nationale,* un travail plus étendu de M. Laugel dans la *Revue des Deux-Mondes;* M. Laugel a connu Lincoln: il mêle à son article de touchants souvenirs personnels; il fait ressortir avec beaucoup de puissance le côté religieux de ce pur et noble caractère, dont il fait le plus bel éloge en appelant Lincoln un homme d'Etat chrétien; enfin, il faut citer un magnifique travail de M. de Montalembert,

dans le *Correspondant*, où l'orateur, car il l'est ici plus que jamais, montre avec une verve entraînante les grandeurs de cette société américaine, trop méconnue par le parti catholique. Après avoir rappelé ces hommages rendus à la mémoire de cet homme excellent, nous ne voulons faire ressortir qu'une des leçons qui se détachent avec tant de puissance de sa vie. Lincoln a eu à accomplir une œuvre tellement gigantesque, qu'à certains moments tous nos grands politiques d'Europe ont été presque unanimes à douter de son succès. Jamais révolution plus formidable n'eut à sa disposition de semblables ressources, et jamais gouvernement ne parut moins armé pour lui résister. Comment Lincoln a-t-il triomphé d'un ennemi pareil? Ce n'est ni par le génie, ni même par des talents hors ligne. Lui-même, parlant de la dernière campagne qui a amené la chute de Richmond, a prononcé ces paroles : « Ni dans le plan, ni dans l'exécution, aucun honneur ne me revient. Tout appartient au général Grant, au talent de ses officiers, à la valeur de ses soldats. » Ces paroles, nous ne les acceptons qu'en faisant toutes nos réserves; nous sommes certain, en effet, que ni Grant, ni ses soldats n'auraient pu frapper le coup décisif s'ils n'avaient senti derrière eux l'appui tutélaire d'un gouvernement fort et loyal qui ne leur manquerait jamais; mais, si Lincoln n'a pas eu de ces talents exceptionnels qui éblouissent l'imagination, il lui a été donné de montrer aux habiles de ce monde qu'il y a une force plus grande que toute leur politique; c'est une volonté de fer mise au service d'une conscience inflexible. Dans l'affreux dédale où les passions des partis avaient plongé sa patrie, il n'a pas imaginé d'autre voie que la ligne droite, et il s'est trouvé, au grand ébahissement des sages, que cette voie a été la plus rapide pour arriver au succès. Cette admirable rectitude de conscience, on sait que M. Lincoln l'a puisée dans de fermes convictions religieuses; mais tout en rendant justice à son caractère, n'oublions pas de dire que le succès ne lui a été possible que parce que l'élite du peuple auquel il commandait obéit aux mêmes convictions que lui. On l'a bien vu dans les jours qui ont suivi la prise de Richmond ; on l'a vu surtout lors des funérailles de M. Lincoln lui-même; c'est un sentiment de ferveur religieuse qui a pénétré alors la nation tout entière. Que dirait-on en France quand on verrait une foule immense accueillir la nouvelle d'une victoire par le chant d'un psaume? C'est là pourtant ce qui s'est passé à New-York quand on y a appris la victoire décisive du général Grant. Si New-York, la moins puritaine de toutes les villes de l'Union, a offert ce spectacle, on peut juger de ce qu'éprouvaient la Nouvelle-Angleterre et tous les anciens Etats de l'Union. C'est ce sentiment religieux qui, en servant de contre-poids aux entraînements de la démocratie, a vraiment sauvé l'Amérique; c'est lui qui a élevé l'âme de son chef au-dessus des habiletés de la politique et lui a fait respecter jusqu'au bout le serment qu'il avait prêté d'observer la constitution de son pays, c'est lui qui a mis au cœur de son peuple ce profond respect de la

loi et de la foi jurée, grâce auquel en ce moment même le gouvernement de Washington, à peine au lendemain de la victoire, peut renvoyer dans leurs foyers quatre cent mille hommes et laisser aller sur leur parole deux formidables armées ennemies. Ne cessons pas de le redire : jamais l'histoire n'a présenté de spectacle semblable, et pour notre part nous ne connaissons pas de preuve plus saisissante de l'éducation virile que la foi protestante peut donner à une grande nation.

Au début de cette guerre terrible, c'était à qui, parmi nos journalistes officieux, se raillerait le plus de l'inexpérience et de l'ostentation militaire des Américains du Nord; il semblait, à entendre leurs correspondants, que l'armée fédérale fût un ramassis d'étrangers ou de misérables que l'argent seul avait attirés sous les drapeaux, d'avocats et de commerçants élevés tout à coup à la dignité d'officiers et grisés par leur uniforme; quand on a vu cette armée à l'épreuve, le langage des railleurs a changé, et ce fut alors à qui ferait entendre les plus sinistres prédictions sur l'envahissement de l'esprit militaire aux Etats-Unis, sur le règne futur de la soldatesque, sur la destruction certaine des libertés civiles. Certes, il eût été naturel qu'une jeune et ardente démocratie subît un moment l'éblouissement de la gloire militaire après cette lutte de géants; on eût pu pardonner à cette nation qui, il y a cinq ans, ne comptait pas douze mille hommes de troupes régulières, d'éprouver quelque vanité en songeant qu'elle avait dans un si court espace de temps créé un état militaire aussi imposant que celui des plus anciennes monarchies, improvisé des arsenaux et des instruments de guerre que nos propres gouvernements doivent étudier avec soin, produit des armées parfaitement disciplinées, des généraux enfin auxquels l'Europe contemporaine ne peut comparer aucun des siens. Eh bien! il nous était réservé une autre surprise, c'est de voir cette puissance militaire formidable s'incliner docilement sous l'autorité civile, un général tel que Sherman, triomphant, adoré de ses soldats, recevoir avec soumission la réprimande publique qu'une imprudence lui avait méritée, et ces armées elles-mêmes regagner leurs foyers et reprendre goût, du jour au lendemain, aux travaux de la paix. Pauvres soldats, pauvres généraux! On disait que le moindre succès leur tournerait la tête, et les voilà qui, satisfaits d'avoir sauvé la patrie, ne songent qu'à redevenir d'obscurs citoyens! On ne leur a pas même donné une médaille militaire, pas le plus petit bout de ruban jaune et rouge, pas une décoration quelconque. Leurs chefs n'ont eu ni bâton de maréchal, ni siége au sénat; on n'en a fait ni des comtes, ni même des ducs, et la république ingrate n'a pas seulement songé à leur constituer un majorat! Comme on reconnaît bien là une nation en enfance, et qu'il faudra de temps encore pour l'élever à notre hauteur!

Nos journaux officieux n'y comprennent rien; ils ont depuis si longtemps l'habitude de régenter l'Amérique et de lui donner des leçons de sagesse qu'ils ne savent pas voir la grandeur de la leçon que l'Amérique

elle-même nous donne en ce moment, et comme l'habitude de prêcher ne se perd pas, c'est à qui parmi eux recommandera, enjoindra même au gouvernement de Washington la modération envers le parti vaincu; il est vrai qu'à entendre la manière dont ils le lui recommandent, on peut juger que rien ne leur serait plus agréable que d'apprendre que le président Johnson s'est laissé emporter à des mesures de rigueur. Il y a plaisir à entendre leurs conseils de douceur et de charité. Nous nous souvenons cependant qu'à la suite de l'attentat d'Orsini, les mêmes journaux tenaient un tout autre langage, qu'ils ne parlaient alors ni de modération, ni de clémence, et que le gouvernement impérial aurait pu s'il avait voulu suivre leurs conseils, aller fort au delà du ministère Espinasse. Cependant Orsini et ses complices étaient des étrangers; la France était innocente de leur détestable projet; en Amérique au contraire, il est certain que le crime odieux de Booth n'est pas isolé; c'est la cause du Nord qu'on a voulu frapper, et on l'a frappée au moment où les paroles les plus admirables de conciliation et de clémence venaient d'échapper des lèvres de M. Lincoln. Certes, quand l'assassinat se trame dans ces proportions gigantesques, quand au lendemain d'une guerre terrible, il se propose de frapper tous les chefs du gouvernement, et les plus illustres généraux du parti vainqueur, on comprend que le nouveau président s'en émeuve, et il est naturel que cette émotion se trahisse par des paroles que M. Lincoln lui-même n'eût pas prononcées. Mais attendons avant de juger; pour nous, nous avons la confiance que M. Johnson ne donnera aucun sujet de joie aux adversaires de l'Union, et que lorsqu'il faudra agir, sa modération sera à la hauteur de sa fermeté.

Nous en avons pour gage son attitude dans la question épineuse des bureaux d'enrôlements de volontaires pour le Mexique. M. Johnson a déclaré qu'il ferait strictement respecter la neutralité; c'est de sa part un langage de conciliation dont il faut lui savoir gré, car M. Johnson n'ignore pas que si le Nord a triomphé, ce n'est pas grâce aux sympathies du gouvernement français. Toutefois, nous avouons que l'esprit modéré du cabinet de Washington ne nous rassure nullement sur l'avenir de notre situation au Mexique. D'un côté, il est impossible de croire que parmi les centaines de mille hommes qui au Nord comme au Sud quittent en ce moment les drapeaux, il n'y en aura pas un grand nombre, des étrangers surtout, que le goût des aventures poussera du côté du Mexique; de l'autre, comment peut-on exiger que le gouvernement des Etats-Unis surveille les enrôlements clandestins qui se feront sur la surface de cet immense empire, du Maine au Texas? Le parti républicain au Mexique va donc recevoir des renforts considérables, et ce n'est qu'avec une vive anxiété que nous envisageons les luttes qui vont survenir dans ce malheureux pays où règne depuis deux ans, au dire du *Moniteur*, une pacification complète égayée ici et là par des engagements avec des corps d'armée qui varient de 1,200 à 6,000 hommes. Que sera-ce donc si

un échec de détail y engageait l'honneur du drapeau français pour un avenir indéfini?

L'attention publique a été assez vivement préoccupée d'une brochure de M. de Persigny, intitulée *Lettre de Rome* et adressée à M. Troplong, président du sénat. M. de Persigny a vu de près l'Italie, et il a été complétement converti à l'idée de l'unité de ce pays; il croit à son avenir, à sa stabilité, à sa prospérité croissante; sur tous ces points M. de Persigny est en complet désaccord avec M. Thiers; mais ses conclusions sont presque les mêmes; Rome pour lui est une ville exceptionnelle qui ne peut devenir la propriété du royaume d'Italie; Rome doit rester au pape; seulement le pape doit vouloir que ses sujets, tout en restant citoyens romains, aient les mêmes droits, les mêmes priviléges que ceux de l'Italie, il n'a pour cela qu'à laisser se développer les libertés municipales dont les Etats de l'Eglise sont dotés; ainsi Rome libre et respectée, n'ayant rien à craindre d'une révolution intérieure, restera comme une terre sacrée au milieu de l'Italie et sera protégée par toutes les puissances catholiques contre l'ambition de son puissant voisin. Telle est la solution de M. de Persigny, et cette solution n'a qu'un tort, c'est de reposer sur l'hypothèse que le pape donnera à Rome la liberté. Il est vrai que M. de Persigny dit avoir parlé de son plan avec le cardinal Antonelli qui n'y a pas fait d'objection sérieuse, mais nous nous défions de ces entretiens particuliers et de ce que chaque interlocuteur croit en rapporter. M. de Lamartine a écrit aussi quelque part que M. de Talleyrand, dans un entretien privé, lui disait : « Vous êtes fait pour être diplomate. » Personne n'a pris au sérieux cette confidence du grand poëte; mais nous nous en sommes souvenu en voyant M. de Persigny nous parler de l'assentiment du cardinal Antonelli.

Quelque chose qui nous paraît infiniment plus sérieux, c'est l'attitude actuelle de la cour de Florence vis-à-vis de la Papauté. On a beau vouloir le dissimuler : le gouvernement italien est entré dans la voie des concessions; plaise à Dieu qu'il n'y marche pas jusqu'au sacrifice d'une liberté quelconque. Il est curieux de penser qu'après tout le bruit que nous avons fait au sujet de notre convention du 15 septembre, deux Italiens, Victor Emmanuel et Pie IX, sont sur la voie de faire leur propre convention, à laquelle nous assisterons les bras croisés. Nous ne nous étonnons point du reste que le gouvernement italien subisse en ce moment une espèce de réaction catholique. Cela doit être. Il se passe ici, un peu plus tôt que nous ne le pensions, ce que la France a vu après chacune de ses révolutions; la masse de la nation italienne est restée catholique, et ceux même qui ne le sont pas sont avant tout Italiens, c'est-à-dire politiques, et prêts à faire bien des concessions au succès de leur cause.

Revenons en France. Une discussion fort curieuse s'est récemment engagée dans les rangs de la franc-maçonnerie, d'où elle a envahi presque toute la presse libérale. Il s'agissait de maintenir l'un des articles

constitutifs de la maçonnerie, déclarant que cette association repose sur la croyance en Dieu et en l'immortalité de l'âme. Cet article a, paraît-il, été vivement attaqué. N'étant point maçon et n'ayant rien à voir dans les règlements de la confrérie, nous déclinons notre compétence sur la légitimité du règlement en litige. Mais la question n'en est pas restée là. L'*Opinion nationale*, en soutenant l'article incriminé, s'est engagée à prouver la thèse que hors du théisme, il n'y a pas de liberté, et ce journal a franchement placé en Dieu même le fondement de la morale éternelle. Prise dans ces termes généraux, nous souscrivons volontiers à la thèse de l'*Opinion*, mais nous repoussons énergiquement les conséquences que ce journal prétend en tirer; aux yeux de M. Labbé, l'un de ses rédacteurs, la morale est avant tout sociale, en sorte que l'existence de Dieu, qui en est la sanction, devient presque un dogme politique, et nous sommes ainsi ramenés à la fameuse thèse du *Contrat social*, à cette religion d'état dont Robespierre a été le brillant apôtre dans son discours sur l'Etre suprême; c'est bien ainsi que l'entend l'*Opinion*; elle déclare même, que si le catholicisme moderne entrait franchement dans les voies de la liberté, il n'y aurait plus à parler de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Or, nous n'avons pas besoin de dire que, théiste pour le moins aussi convaincu que les rédacteurs de l'*Opinion nationale*, nous éprouvons un étonnement extrême à voir abriter une semblable thèse sous les plis d'un drapeau libéral; nous savons gré à l'*Opinion nationale* d'avoir montré avec vigueur l'importance des convictions religieuses, d'avoir prouvé par l'histoire que la liberté moderne a eu pour berceau la foi chrétienne, et montré, par l'exemple de Lincoln lui-même, l'influence des principes chrétiens sur les convictions libérales. Mais comment l'*Opinion* n'a-t-elle pas vu que la foi religieuse est d'autant plus efficace qu'elle est libre, indépendante des lois sociales, et que si Lincoln a offert au dix-neuvième siècle le spectacle si grand d'une âme profondement chrétienne, unie à l'esprit le plus libéral, Lincoln est l'enfant d'un pays où l'Eglise est séparée de l'Etat?

Nous n'en maintenons pas moins l'union étroite de la morale et du théisme, ou, pour être exact, de la morale et du dogme chrétien. Nous pensons, avec M. Labbé, que si un athée est souvent un excellent homme, un peuple d'athées serait un peuple corrompu; cependant nous refuserons toujours de fonder, dans une loi, la morale civile sur des croyances religieuses, et voici pourquoi : la société ne juge que des actes extérieurs; les intentions et les mobiles secrets lui échappent; c'est là le domaine sacré de la conscience où Dieu seul est juge et ce domaine est celui de la liberté; toutes les fois qu'on a fait descendre Dieu des hauteurs de l'âme pour l'enfermer dans une législation quelconque, on est entré dans la voie de la persécution; déiste avec le *Contrat social* ou catholique avec saint Dominique, vous imposez alors au nom de la contrainte un Dieu qui lui-même n'a jamais voulu s'imposer.

Quoi qu'il en soit, ce débat nous a montré une fois de plus quels malentendus déplorables règnent encore en France toutes les fois qu'il s'agite une question religieuse; les uns, partant de ce fait vrai, que la société n'a pas le droit d'entrer dans le domaine de la religion et de la foi individuelle, en ont conclu faussement que la morale est indépendante de l'idée de Dieu; les autres, partant de ce fait vrai, que la morale est solidaire de la foi religieuse, ont prétendu faire de la foi religieuse un dogme social. Ce sont là, malheureusement, les deux grandes tendances entre lesquelles se partage la masse de nos contemporains. Quand saura-t-on s'élever au-dessus de cette confusion d'idées, et tout en défendant avec ardeur l'absolue nécessité de la foi religieuse, repousser avec non moins d'énergie toute prétention de l'imposer?

Le quartier latin, à Paris, a, comme on sait, sa littérature à lui : brochures, chansons, journaux éphémères qui brillent par toutes les qualités possibles, sauf par la modestie de leurs auteurs. Parmi ces recueils rédigés, nous dit-on, par des étudiants, nous avons remarqué récemment un petit journal nommé *Candide*, dont la vogue paraît assez grande; si nous le signalons, ce n'est pas pour son mérite littéraire; il serait difficile d'imaginer un plus ridicule assemblage de tirades déclamatoires et boursouflées, et un manque plus absolu de vraie critique et de bon sens; nous voulons seulement y signaler ce qui nous a tristement frappé; à savoir une haine vraiment fanatique, non-seulement de la religion, sous toutes ses formes, mais même du spiritualisme philosophique. Voici comment ce journal s'exprime à ce sujet (numéro du 24 mai) : « Après les travaux de MM. Broca, Flourens, Robin, Vogt, Vulpian, etc., il n'est plus possible de soutenir sérieusement la nature personnelle et immatérielle de l'âme. Ce n'est plus seulement faire preuve d'ignorance, c'est afficher la *vénalité* philosophique. Mais, hélas! que de savants dont on peut dire : Peu de places scientifiques éloignent des idées religieuses et spiritualistes, beaucoup de places et de gros traitements en rapprochent. » Après une citation semblable, nul ne s'étonnera que *Candide* insulte de la manière la plus outrageante les plus illustres représentants du spiritualisme contemporain. Il est vrai que ces insultes ne déshonorent que leurs auteurs, et qu'il ne faut point prendre trop au sérieux de pareilles billevesées. Il n'en est pas moins significatif qu'un journal semblable ait pu naître et se tirer, nous assure-t-on, jusqu'à vingt mille exemplaires[1].

M. Taine, que *Candide* n'insultera pas, et pour cause, croit que le spiritualisme a un plus bel avenir, et dans un article récent de la *Revue des Deux-Mondes*, il semble promettre l'avenir au protestantisme nouveau, « celui de Schleiermacher et de Bunsen, adouci, transformé par

[1] Ces lignes étaient écrites quand nous avons appris que le *Candide* vient d'être saisi. Nous laissons néanmoins subsister ces réflexions qui ne peuvent aggraver en rien la situation du journal et qui conservent leur à-propos, car l'espèce de succès d'une telle feuille est un symptôme qui mérite d'être remarqué. (*Réd.*)

l'exégèse, accommodé aux besoins de la civilisation et de la science, indéfiniment élargi et épuré, qui peut devenir par excellence la religion philosophique, libérale et morale, et gagner, même dans les pays latins, cette classe supérieure qui, sous Voltaire et Rousseau, avait adopté le le déisme. » Il est vrai que M. Taine renvoie l'accomplissement de sa prophétie à un siècle ou deux, et que d'ici là, bien des événements pourront se passer. Il est vrai encore qu'il ajoute : « Jamais un peuple n'a quitté sa religion que pour une religion différente. » Or, pour nous, toute la question est de savoir si le protestantisme dont parle M. Taine pourra jamais constituer une religion. Nous le croirons quand nous le verrons s'unir dans une affirmation féconde; il est probable que nous attendrons longtemps.

Nous enregistrons avec une vive satisfaction la nomination de M. W.-H. Waddington comme membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et le partage du prix Bordin entre MM. Rosseeuw Saint-Hilaire et Jules Bonnet pour leurs beaux travaux historiques.

Eug. Bersier.

Pour la Rédaction générale : E. de Pressensé, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

QUESTIONS ACTUELLES

UN APPEL EN FAVEUR DES ESCLAVES AFFRANCHIS[1]

« Ici il n'y a plus ni esclaves, ni libres, mais Jésus-Christ est tout à tous. » (Coloss. III, 11.)

Je ne me fais pas scrupule de sortir pour un jour et pour une fois du cadre ordinaire de la prédication pour vous recommander un grand devoir, tout ensemble humain et chrétien.

Vous le savez, nous ne nous lassons pas de vous présenter l'Evangile dans son application individuelle. C'est dans ce domaine intime que Jésus-Christ doit tout d'abord triompher. De cette première victoire découlent tout progrès, toute réforme; mais cette lumière si pure, si vive à son foyer, doit avoir son rayonnement dans le monde et dans la société. Jésus-Christ veut aussi établir son pouvoir dans le domaine social, et il y réussit en effet.

Aussi, quand nous avons à constater l'un des plus éclatants triomphes qu'ait remportés depuis des siècles la cause chrétienne au sein de la société, je crois que rien n'est plus opportun que de nous en féliciter devant Dieu et de l'en remercier. Chercher à faire vibrer cette corde généreuse dans vos cœurs, ce n'est pas faire de la politique, c'est accomplir un acte éminemment religieux.

Quant à moi, je trouve une haute édification à signaler ce grand progrès du règne de Dieu, qui est avant tout le règne de la justice et je croirais faire une chose utile, si je vous démontrais

[1] Ce discours, recueilli par la sténographie, a été prononcé à l'occasion d'une collecte pour les esclaves affranchis. Je le publie tout en lui conservant son caractère de discours *parlé* et non *écrit*, dans l'espoir qu'il pourra contribuer à exciter le zèle et à provoquer les dons généreux en faveur d'une si belle cause. (*Réd.*)

une fois de plus que la cause du Christ est aussi la cause de l'humanité et que l'une et l'autre sont étroitement solidaires.

Le plan de ce discours sera bien simple. Je m'attacherai d'abord à vous montrer qu'il y a lieu pour nous à bénir Dieu pour le grand événement qui s'est accompli au delà des mers, et qui est l'une des plus glorieuses revanches de la justice dans ce monde. Puis je vous inviterai à faire, selon l'expression de l'Ancien Testament, un sacrifice de prospérité, c'est-à-dire à donner à votre reconnaissance le sceau et la forme d'une généreuse offrande, car vous êtes tous appelés à concourir directement à cette grande œuvre d'émancipation.

Serait-il possible que quelqu'un révoquât en doute la solidarité de cette œuvre d'affranchissement et de la cause chrétienne elle-même? Oh! je sais bien qu'au milieu de vous personne n'oserait se lever et soutenir la légitimité de la possession de l'homme par l'homme. Il y a en Europe un courant d'opinion irrésistible, que l'on ne peut pas remonter, et celui qui soutiendrait un pareil principe, n'exciterait que la risée ou la pitié. Mais permettez-moi cependant de croire que cette grande cause humaine trouve souvent parmi nous des partisans bien tièdes. Je me permets même de penser que ces partisans, si tièdes de l'abolition, transportés dans un autre milieu, où leurs intérêts temporels seraient directement en jeu, défendraient la cause contraire avec passion et ardeur. Il est incontestable que tant que l'esclavage a existé dans nos colonies, nous avons eu des esclavagistes. Je connais toute la puissance des préjugés; je sais combien il faut pardonner à une erreur séculaire; aussi ne voudrais-je pas être trop sévère pour ceux qui, sous l'empire de leurs traditions de famille, ont soutenu en Amérique cette cause détestable. Ils auraient eu probablement avec eux un grand nombre de nos compatriotes, si ces derniers se fussent trouvés dans une situation analogue. La traite elle-même n'avait-elle pas ses apologistes dans nos ports de mer quand elle présentait plus d'avantages que de périls?

Eh bien! à ces partisans tièdes de la grande cause de l'émancipation humaine, je crois utile de montrer que le christianisme succombe et triomphe avec elle, qu'il y va de son honneur et de son principe essentiel; je voudrais aussi l'établir pour les hommes de cœur qui ne veulent pas reconnaître dans l'Evangile la plus haute expression de la liberté et qui, bien que partisans de l'émancipation, osent affirmer que le christianisme lui a été plutôt contraire que favorable.

Oui, le christianisme est une religion de sainteté et de liberté. Il l'est d'abord comme religion de charité et d'amour.

Dieu, qui aime l'humanité et qui l'a aimée jusqu'au sacrifice le plus douloureux, ne peut pas vouloir son amoindrissement. Il veut au contraire son plein développement moral, il veut l'épanouissement de toutes ses facultés. Et d'ailleurs, réclamant nos cœurs, il dédaignerait un hommage servile; il veut un libre hommage ; or, sans liberté pas d'amour ; le christianisme, qui est une religion de charité, est par cela même une religion de liberté.

Puis il a besoin de notre libre arbitre pour nous sauver. Ah! ce n'est pas dans l'impassibilité morale que l'on peut triompher de soi-même et de tous ses instincts naturels. Il faut ce que Jésus-Christ appelle une sainte violence pour mourir au mal et revivre au bien; la conversion bien comprise est l'acte le plus viril de la liberté. Aussi voyons-nous toujours le christianisme faire appel à notre volonté, à notre liberté. C'est lui qui a reveillé la conscience individuelle, qui a sommé chaque homme en particulier de se décider et de choisir entre la lumière et les ténèbres. Mais ce n'est pas tout. En proclamant en fait la liberté humaine, le christianisme n'a pas moins explicitement consacré l'unité de l'humanité et l'égalité foncière de tous ses enfants. Est-ce qu'en effet par le dogme de la chute originelle, tous les enfants des hommes ne sont pas, selon l'expression de saint Paul, enfermés dans une même condamnation? Devant cette condamnation commune disparaissent tous nos avantages extérieurs ; rois et mendiants, riches et pauvres, sur tous passe le terrible niveau. Mais, en même temps, tous sont également enfermés dans le même plan de salut. Jésus-Christ, en se faisant homme, est venu restaurer l'humanité ; il est venu fonder la grande société des âmes qui se compose de tous ceux qui, par un acte libre, se rattachent à lui. Désormais, toutes les distinctions secondaires s'effacent et disparaissent. Avant lui, de hautes barrières s'élevaient de peuple à peuple, comme entre les diverses classes de la société. Jésus-Christ apparaît, Jésus-Christ, le sauveur universel, et aussitôt l'humanité se dégage de tous ces cadres restreints dans lesquels elle était d'abord comme fractionnée et mutilée.

Non ! avant Jésus-Christ, l'unité humaine n'existe pas; ce n'est qu'après sa venue qu'il est permis de dire pour la première fois, non-seulement : Voilà l'homme, mais encore : Voilà l'humanité ; et comme le dit la parole apostolique, que nous avons inscrite en tête de ce discours «en lui, il n'y a plus ni Juifs, ni Grecs, ni Barbares, ni Scythes, ni pauvres, ni riches, ni esclaves, ni libres; mais il est tout en tous. »

Enfin, Jésus-Christ nous a révélé le prix immense de la créature humaine. Pour l'âme de chaque homme, il a souf-

fert, il est mort et il a versé tout son sang. Comment désormais une âme qui a tant coûté et dont le monde entier ne pourrait pas payer la rançon, comment cette âme serait-elle la possession d'une autre créature? Comment, ce qui a été l'objet de ce grand et sanglant sacrifice, serait-il le jouet du caprice et de l'arbitraire d'une personnalité humaine? Ne voyez-vous pas que Jésus-Christ a rendu l'âme individuelle sacrée, du jour où il a accompli pour elle le sacrifice de la rédemption? Et c'est pourquoi l'on peut dire que c'est avec son sang qu'il a écrit sur la croix les droits de l'homme, les droits sacrés d'une race rachetée.

Aussi, pour nous donner une preuve de son grand respect pour la nature humaine, prise en soi, abstraction faite de tous les avantages extérieurs et accidentels dont elle peut être revêtue, Jésus-Christ a montré une préférence constante pour la portion la plus disgraciée et la plus malheureuse de l'humanité. Vous vous rappelez les augustes paroles par lesquelles il s'est rendu solidaire des pauvres.

Eh bien! s'il y a un pauvre, absolument pauvre dans ce monde, c'est bien l'esclave; l'esclave qui ne s'appartient pas même à lui-même, qui ne peut pas se dire que le pain qu'il a gagné à la sueur de son front, est vraiment à lui, qui est la chose d'autrui. Si donc Jésus-Christ s'est identifié aux pauvres en général, à plus forte raison s'est-il identifié à l'esclave qui est le pauvre par excellence.

Vous me direz peut-être : Nous ne lisons pas dans cet Evangile que vous prétendez être la charte de la liberté et de l'égalité humaine, la formule d'émancipation; nous n'y trouvons rien de semblable. A cela je ne fais qu'une réponse, c'est que l'Evangile a été jeté dans le monde comme un levain dans la pâte, destiné à la faire lever. L'Evangile n'est pas une puissance matérielle, il n'est pas venu faire une révolution par la force, ce qui eût été le sûr moyen de tout risquer et de tout perdre. Non, il a voulu opérer une révolution dans le monde de l'esprit. Il a voulu transformer par la persuasion l'âme même de la société. C'est par cette voie d'influence qu'il est arrivé à la réalisation de la grande pensée de justice et d'amour, dont il était le représentant ici-bas.

Si l'Evangile avait été un cri de révolte, cette sainte cause de la liberté aurait été bientôt compromise; elle aurait dépendu de tous les hasards des jeux de la force. Mais non, l'Evangile est une puissance spirituelle et par cela même immortelle; voilà pourquoi il a renouvelé le monde par des armes qui ne sont pas les armes de la chair.

Il suffit d'ailleurs qu'il apparaisse pour que la liberté appa-

raisse avec lui. Le monde alors était prosterné sous le despotisme le plus abject, tous se courbaient à l'envi sous le joug du César de Rome, et voici que pour la première fois ce despotisme rencontre une limite. Il ne peut courber devant lui la conscience chrétienne ; celle-ci ne pousse pas un cri de révolte, bien au contraire sa formule est une parole d'obéissance : « Il vaut mieux, dit-elle, obéir à Dieu qu'aux hommes. » Et il se trouve que cette parole d'amour a fait pâlir l'empereur tout-puissant sur son trône, bien plus sûrement que tous les cris de violence des tribuns.

Il est donc vrai que le christianisme a apporté la liberté dans le monde en révélant à la conscience son droit sous la forme d'un devoir auguste, et ces agneaux immolés ont été bien plus puissants pour assurer ce droit sacré des âmes que les forts et les violents. En ce qui concerne l'esclavage, le christianisme a mieux fait que d'en proclamer l'abolition ; il l'a aboli en fait dans les maisons où il a pénétré. Je n'en veux d'autres preuves que la lettre de Paul au chrétien Philémon en lui renvoyant son esclave fugitif qu'il a gagné à Jésus-Christ pendant qu'il était en prison avec lui. Onésime rentre chez son maître, couvert de l'affection du grand apôtre qui le présente comme son cher fils, comme un autre lui-même. Certes on peut bien dire qu'il porte dans ses mains sa lettre d'affranchissement. Ce n'est plus un esclave, c'est un frère et un ami pour ceux qui partagent sa foi. Ses fers ont été brisés dès ce jour, et l'esprit chrétien sera assez puissant pour user peu à peu et faire tomber partout dans le monde les chaînes de l'esclavage.

C'est ainsi que la croix se dresse donc devant nous, comme le signe sacré de cet affranchissement. « Prenez l'esclave avec vous, s'écriait un jour l'un des plus éloquents défenseurs de l'émancipation : montez avec lui au Calvaire, devant cette croix où mourut Celui qui a donné sa vie pour les pauvres et les misérables, et là, quand les gouttes de son sang descendront sur ce corps contusionné et mutilé, mettez-vous à genoux et dites : « Jésus, que veux-tu que je fasse pour cet être opprimé et mal-« heureux. » Dès cet instant sa cause est gagnée devant vous. »

J'entends l'objection qui m'est faite. « Il s'est trouvé, me dira-t-on, des chrétiens pour resserrer les liens de l'esclave, pour opposer au droit des faibles et des opprimés des textes bibliques ; et d'un autre côté, n'y a-t-il pas eu un grand nombre des hommes rejetant l'Evangile comme doctrine, qui se sont montrés les défenseurs du droit humain et les défenseurs des opprimés ? »

Quand j'entends cette objection, le rouge me monte au front. Vous êtes indignés de voir des chrétiens prendre une pareille

attitude; sachez que je suis encore plus indigné que vous, parce que je sais combien ils mentent à l'esprit même de leur religion. Ils sont vraiment les calomniateurs de Jésus-Christ. Que font-ils quand ils citent des textes contre le faible et l'opprimé; selon une belle et touchante image, ils cherchent à noyer l'agneau dans le lait de sa mère. C'est à mes yeux une des plus grandes preuves de la vitalité du christianisme que de le voir triompher malgré la sécheresse de cœur et l'étroitesse d'esprit de ces prétendus chrétiens.

Je reconnais aussi qu'il y a eu des hommes de cœur, des hommes généreux qui n'étaient pas croyants et qui ont chaudement épousé la cause du faible et de l'opprimé contre d'indignes représentants du christianisme. Pour moi, je n'hésite pas à dire que ces hommes-là, malgré toutes les imperfections de leur croyance, étaient plus chrétiens que ceux qu'ils combattaient, quand même ceux-ci auraient pu se targuer de l'orthodoxie la plus pure. Mais j'affirme que, sans le savoir, ils subissaient encore l'influence de cet Evangile qu'ils rejetaient. Ils recevaient de très loin quelques rayons de l'étoile du matin, lors même qu'elle ne brillait plus à leur horizon. Soyez bien persuadés que si le christianisme n'avait malgré tout entretenu dans le monde un ardent foyer d'amour et de charité, ils n'auraient pas su plaider avec tant d'éloquence et de générosité la cause des esclaves et des opprimés, qui est la cause de Jésus-Christ. C'est pourquoi je n'hésite pas à dire avec Vinet que la cause de la liberté est vouée au triomphe, depuis que le chef de l'humanité s'est mis à la tête du bataillon sacré qui la défend, plus fort des coups qu'il reçoit que de ceux qu'il donne.

En fait, il est certain que c'est le christianisme qui a donné l'impulsion décisive au mouvement d'émancipation dans l'âge moderne.

Si vous m'opposez les efforts impuissants tentés par la France du dix-huitième siècle, je vous rappellerai que ces efforts avortèrent précisément parce qu'ils n'étaient pas assez chrétiens. Et pourtant au premier rang des abolitionistes de ce temps on peut citer un chrétien sérieux et fervent qui avait rendu témoignage de sa foi dans les circonstances les plus périlleuses, je veux parler de l'abbé Grégoire. Si nous regardons l'Angleterre, n'est-il pas certain que c'est au sein des Eglises évangéliques que s'est recrutée la grande armée de l'émancipation? Celui qui portait le drapeau était l'illustre et pieux Wilberforce, et ce nom dit tout. C'est cette grande armée chrétienne qui a triomphé de tous les préjugés, de toutes les oppositions, de tous les intérêts ligués contre elle.

Niera-t-on l'influence de l'Evangile dans les derniers événements accomplis dans l'Amérique du Nord? Il y a quelques années à peine l'esclavage s'y répandait d'Etat en Etat, il grandissait de jour en jour; c'était une tache odieuse qui souillait presque toutes les étoiles de l'étendard de la grande république. Les hommes politiques refusaient de s'y opposer; il semblait que l'esclavage fût définitivement consolidé. Et voici que tout à coup la conscience chrétienne se réveille. Elle a pour premier organe une voix de femme, mais une voix vibrante qui arrache des larmes à tous les yeux; bientôt à cette voix des milliers d'autres ont fait écho. Cette plainte poignante d'une femme est devenue la voix de la multitude et tout un grand peuple s'est levé pour dire à cette marée montante de l'iniquité : « Jusqu'ici et pas plus loin. »

Alors a commencé cette lutte colossale dont, grâce à Dieu, il nous a été donné de voir la fin. Je me garderai bien de discuter les objections qu'on pourrait me faire au point de vue politique. Placé sur un autre terrain, je serais prêt à les réfuter. Mais ici, je laisse de côté toutes ces considérations, je ne relève qu'un seul des sophismes dont on nous a abreuvés jusqu'au dégoût : c'est celui qui invoque l'heureux sort des esclaves dans les plantations du Sud.

Je répondrai d'abord que c'était un bonheur faiblement senti par eux, puisqu'ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour échapper à une pareille existence et qu'ils s'enfuyaient en masse au péril de leur de vie, sachant qu'ils seraient poursuivis par des limiers qui étaient de vrais bêtes féroces. S'ils avaient senti leur bonheur, à quoi bon cette législation abominable qui permettait de les saisir jusque dans les Etats du Nord, si bien que la liberté n'avait pas à elle un pouce de terrain dans tout le territoire des Etats-Unis!

Quoi qu'il en soit, j'admets un instant l'objection. Mais alors je vous dirai que si vous me montrez un esclave heureux, je ne connais pas de plus complète condamnation de l'esclavage, c'est la preuve la plus évidente que le meurtre moral a été bien consommé. Quoi! vous oseriez me vanter le bonheur d'une créature morale et intelligente, alors qu'elle ne s'appartient plus et qu'elle est réduite à l'état d'une brute à l'engrais. Quoi! vous osez produire comme un argument cette félicité monstrueuse et vous ne voyez pas qu'elle est le signe certain d'une irrémédiable dégradation!

A ceux qui nieraient que la cause première de la lutte gigantesque qui vient de se terminer n'est pas l'esclavage, je n'ai rien à répondre; je ne sais pas démontrer l'évidence. Que nous

parle-t-on de questions de tarif! Tout le monde sait qu'elles n'ont été invoquées que pour couvrir le fond des choses. Que nous parle-t-on d'un noble désir d'indépendance de la part du Sud, sous le régime le plus libre qui se puisse imaginer, sous cette constitution scrupuleusement respectueuse de tous les droits individuels et sociaux, et dont le libéralisme n'est pas le moindre des griefs que l'on nourrisse contre la grande république américaine? Etrange aberration de l'esprit conservateur à outrance qui prend sous sa protection le radicalisme sans frein et le démagogisme frénétique qui ne sait plus respecter la loi quand elle n'est plus son docile instrument. Passons sur toutes ces considérations que je ne dois pas développer à cette heure. Je me borne à poser quelques questions à ceux qui ne veulent pas admettre que le Nord ait combattu pour l'affranchissement des noirs : Nierez-vous, leur dirai-je, que le Sud ait ouvertement arboré l'étendard de l'esclavage dans les manifestes de son gouvernement, dans les sermons de ses prédicateurs, par toutes ses voix et par tous ses organes? Nierez-vous que l'esclavage tel qu'il se pratiquait réunissait toutes les abominations? Nierez-vous qu'il brisait les liens les plus sacrés de la famille, si bien que par un calcul de négoce le mari pouvait être vendu à la Nouvelle-Orléans, tandis que la femme restait à Charleston et que les enfants étaient jetés sur tous les marchés? Nierez-vous les haras d'hommes de la Virginie? Nierez-vous les lois impies qui faisaient un crime d'instruire le nègre, et décrétaient l'ignorance absolue d'une race entière? Nierez-vous toutes les violences dont elle a été victime sous le regard de Dieu, qui a compté ses larmes et les a enfin redemandées à ses tyrans? Comment ne pas s'écrier avec Lincoln : « Si l'esclavage n'est pas un mal, rien n'est un mal. » Nierez-vous que par le fait de la victoire du Nord toutes ces infamies ont pris fin et pris fin pour jamais. Et nous chrétiens, nous ne nous réjouirions pas de ce triomphe comme d'un triomphe personnel et nous n'éclaterions pas en actions de grâces envers Dieu !

Mon opinion ne changerait pas quand j'admettrais, — ce que je ne fais pas, — tout ce que l'on met d'un certain côté à la charge des vainqueurs, que je n'ai pas à défendre ici. Je sais tout ce que le cœur humain cache souvent en lui d'inexplicable et de contradictoire, et combien parfois, par notre faute, nous compromettons les plus grandes idées. Mais vous ne m'empêcherez pas de croire que la cause triomphante ne soit une cause sainte et chrétienne ; si j'en doutais, il me suffirait de voir comment cette guerre a été conduite. Malgré les inévitables horreurs qui accompagnent toujours les luttes intestines, rien n'est beau comme cette charité vraiment

héroïque qui suivait les armées sur les champs de bataille et relevait les vaincus comme les vainqueurs, pour panser leurs blessures et consoler leur cœur. Il y a eu là une réalisation magnifique et grandiose de la parabole du bon Samaritain. Quand a-t-on vu, au milieu d'une crise si formidable où la force matérielle jouait un rôle si considérable, un tel respect du droit, de la liberté, un tel soin de repousser toutes les mesures d'exception? Si je doutais que la cause triomphante est une cause sainte, il me suffirait de me rappeler tant de paroles d'une sérieuse humiliation prononcées par les représentants les plus éminents du Nord au plus fort de la guerre. « Nous avons péché, s'écriait le plus grand orateur religieux des Etats-Unis; pendant cinquante ans nos hommes d'Etat n'ont songé qu'à la prospérité commerciale du pays; quand on leur parlait de la justice, ils invoquaient la paix publique. Eh bien, maintenant, qu'on relise les vaines apologies d'une paix trompeuse sur ce sol dévasté où a passé le sirocco de la guerre civile! Oui! le châtiment est venu, il faut l'accepter. »

Si je doutais du caractère sacré de cette cause, je n'aurais qu'à me rappeler Lincoln, cet homme d'Etat chrétien entre tous, qui ne s'est jamais servi de la religion comme d'un instrument de règne pour dominer le peuple; mais qui s'est laissé tout le premier conduire et dominer par elle. Il l'a prise pour la lumière directrice de sa vie publique; aussi l'a-t-on vu dans sa sainte mission s'élever par gradation jusqu'à l'héroïsme le plus sublime, suffisant toujours à sa tâche redoutable, portant sur son cœur le fardeau des douleurs et des péchés de son peuple, jusqu'à ce qu'enfin ce grand serviteur de la justice en soit devenu le martyr et que la mort ait mis une auréole de gloire sur son front austère!

En me réjouissant de ce grand triomphe si chèrement payé, je n'ai garde d'oublier toutes les difficultés qui subsistent encore. Je sais bien que la tyrannie vaincue laisse son poison dans les plaies qu'elle a faites et qu'il s'agit de guérir. Pour nous, nous n'avons qu'un vœu à former, c'est que la clémence s'associe à la justice dans la grande œuvre de reconstruction nationale et que la paix se fasse dans le même esprit qui a présidé à cette longue et sanglante guerre. Mais quelles que soient les difficultés et les complications, il n'en demeure pas moins que quatre millions d'hommes ont été affranchis; il n'en demeure pas moins que l'esclavage a été vaincu dans son centre même et dans son foyer, et que les jours de l'*institution particulière* sont désormais comptés dans le monde. Ce grand et magnifique résultat qui fait battre les cœurs chrétiens, ne sera point anéanti, malgré

toutes les difficultés et toutes les complications. Nous pouvons répéter ces belles paroles d'Henry Beecher : « La trompette d'argent de la liberté a fait entendre ses sons éclatants dans toutes les contrées; elle les a fait entendre au delà de la colline, dans la prairie, dans la forêt de l'Ouest lointain; les deux océans les ont entendus, et les vagues de l'Atlantique et du Pacifique se sont comme soulevées d'allégresse, parce que on ne verra jamais plus l'esclavage souiller la terre d'Amérique; cette tache hideuse est pour toujours enlevée. »

J'avais donc raison de dire en commençant que les derniers événements d'Amérique devaient exciter la reconnaissance envers Dieu de tous les cœurs généreux. Mais il faut maintenant que cette reconnaissance revête un caractère chrétien, qu'elle soit non-seulement expansive mais féconde. Nous avons, nous aussi, à participer au rachat de la race opprimée. Permettez-moi de vous féliciter de ce que vous pouvez vous associer à cette grande œuvre de notre siècle.

Voici quatre millions d'esclaves affranchis; ils arrivent soudainement à la liberté, dénués de tout, sans abri, sans vêtements. Il fallait ménager la transition, dira-t-on, peut-être. Vous en parlez bien à votre aise, vous qui jouissez de tous les droits des hommes libres. Le Sud, bien loin de préparer l'affranchissement, rivait tous les jours davantage les fers des esclaves et son ambition dominante était d'étendre indéfiniment la région de la servitude. De tels nœuds ne se dénouent pas; ils se tranchent d'un coup. Cela s'est toujours vu. Qu'importent d'ailleurs vos opinions et vos dissertations; les voici devant nous ces quatre millions de créatures humaines qui arrivent soudainement à l'air libre; elles sont dépouillées de tout, plongées dans la plus affreuse des pauvretés, incapables de se suffire à elles-mêmes. En présence d'une telle situation ce n'est pas trop du concours de tous les hommes de cœur. Il faut, pour y subvenir, un élan de charité ardent et soutenu.

Vous direz peut-être : Trop de misères prochaines nous appellent et nous sollicitent, pour que nous portions si loin nos efforts.

La charité qui calcule est une charité qui se refroidit. Il faut prendre au jour le jour la tâche qui nous est donnée. Quant à moi, je ne suis pas inquiet pour les misères européennes en voyant la charité s'exercer au loin. Bien au contraire, plus on donne, plus on donnera; l'amour compatissant s'accroît par ses sacrifices et la pauvreté elle-même devient riche, quand la sainte flamme est dans le cœur.

N'est-ce pas, a-t-on dit de divers côtés, faire insulte à cette

grande république que de lui apporter notre obole et notre aumône? Qu'y a-t-il de plus beau, répondrai-je, que cette solidarité des peuples dans le rachat d'une race; qu'y a-t-il de plus digne de la civilisation chrétienne que de créer un concours universel pour opérer ce grand acte d'émancipation morale? Nous n'avons d'ailleurs que trop le droit de réclamer la solidarité dans le bien, ayant débuté par la solidarité du mal. La race blanche tout entière a une dette effrayante vis-à-vis de la race noire. Puis, reconnaissons-le avec douleur, l'opinion a été mauvaise en général sur notre continent européen pendant la dernière crise américaine. Je suis effrayé et scandalisé de toutes les sympathies que le Sud a rencontrées. Il y a là une grande et chrétienne revanche à prendre. Je ne crois pas que la grande république américaine se trouve humiliée de notre offrande; elle se sentira au contraire honorée par ce généreux concours, qui sera la marque la plus haute et la plus effective de notre approbation pour sa noble entreprise.

Que si l'on objecte que c'est à l'Amérique à agir la première, je répondrai qu'elle a organisé l'œuvre de charité sur une échelle vraiment immense. Quels que soient nos efforts de générosité, nous n'approcherons jamais de ces offrandes magnifiques d'une libéralité sans mesure. Chaque mois le gouvernement dépense pour les esclaves affranchis plus de 2,500,000 francs. En quelques mois 750,000,000 de francs ont été obtenus par des souscriptions volontaires. Ce qui est encore plus beau que les dollars, c'est le noble dévouement de ces jeunes hommes, de ces jeunes femmes du Nord, volontaires pacifiques, qui s'en vont porter, au prix de mille fatigues, le pain de l'instruction à ces pauvres ignorants qui brûlent d'apprendre. Il y a là un élan admirable, un élan qui dure depuis des années et qui va sans cesse grandissant. Certes l'Amérique a fait et fait encore tout ce qu'elle peut faire pour suffire à sa tâche; mais la tâche est vraiment effrayante. Si vous pouviez lire tous les détails qui nous initient à cette situation si critique, vous comprendriez que c'est à bon droit que l'on fait appel à notre générosité. Dernièrement on demandait au général Shermann : « Combien avez-vous de noirs fugitifs derrière vous? — J'en ai trois lieues, » répondit-il. En effet, trois lieues de terrain étaient couvertes par ces malheureux qui suivaient l'armée. Ils arrivaient dans un dénûment absolu, n'ayant pas de vêtements pour se couvrir, pas un morceau de pain pour se nourrir, eux et leurs enfants. Le spectacle était si déchirant qu'il arrachait des larmes à ceux-là même qui n'y jetaient qu'un rapide coup d'œil en passant. Comment en serait-il autrement après tant d'années d'oppression, pendant lesquelles

ils ne se sont pas appartenus à eux-mêmes. Ils n'ont rien, absolument rien; ils doivent nourrir leur famille, et cependant le rude combat de la liberté a commencé pour eux.

Tendons-leur une main secourable; vous ne pouvez accomplir une œuvre plus excellente et qui ait reçu de prime abord plus d'encouragements. Jamais on n'a vu une race opprimée se relever si rapidement. Rien n'égale leur détresse si ce n'est leur désir d'apprendre. Ils demandent avec instance qu'on les instruise. Dans les corps de garde on les voit se presser autour des soldats, demandant avec supplication à l'homme du Nord de leur enseigner l'alphabet. A Richmond, au lendemain de la prise de cette ville, dernier refuge de l'esclavage expirant, on les voit accourir en foule dans les églises pour entendre la Parole divine; ils se pressent par milliers dans les écoles improvisées qui s'ouvrent de toute part. Oublieux des maux qu'ils ont soufferts, désirant par-dessus tout s'élever à la dignité d'hommes libres, au lieu de montrer des sentiments d'irritation et de vengeance contre leurs anciens maîtres, ils ne sont animés que de sentiments de douceur et de pardon. Connaissez-vous quelque chose de plus beau que la conduite de ce régiment noir entré le premier à Richmond? Qu'ont-ils fait ces nègres portant encore sur leur corps les marques du fouet? Ont-ils porté le meurtre et l'incendie dans cette capitale de leurs tyrans, comme cela s'est vu si souvent dans les villes prises d'assaut? Non, ils n'ont saccagé aucune propriété; ils ont montré le plus grand respect pour leurs bourreaux d'hier. Il faut aujourd'hui les voir se presser avec amour autour de leurs instituteurs, en nombre toujours croissant. Le soir, quand la leçon est terminée, ils entonnent en chœur une prière à Dieu pour implorer la bénédiction sur leurs bienfaiteurs. « O Dieu, disent-ils, nous te prions pour les hommes du Nord, qui ont eu pitié de nous, pauvres ignorants, et qui sont venus jusqu'à nous. » Nous voilà bien loin du temps où le noir ne recueillait que le mépris à New-York et à Boston. Tout a changé, tout se transforme de jour en jour. Sur ce terrain de la charité et sous la croix, le pauvre et le riche, l'esclave et l'homme libre se sont rencontrés.

Si je ne craignais de vous retenir plus longtemps, je pourrais multiplier les détails les plus saisissants, qui vous montreraient que rien de ce que l'on fait pour cette race malheureuse et naguère opprimée n'est perdu, mais que chaque obole obtient le résultat le plus beau dans le renouvellement intellectuel et moral de ces millions d'hommes qui arrivent à la liberté.

Je suppose que vous ayez des idées particulières sur la crise américaine et que vous ne partagiez pas celles que j'ai essayé

de vous communiquer au point de vue chrétien; qu'importe! vous ne pouvez méconnaître que je n'aie mis devant vous une œuvre de charité grande entre toutes. Quelle théorie politique, quel raisonnement pourrait prévaloir sur le devoir pressant d'assister ces quatre millions de noirs affranchis plongés dans la plus affreuse misère? N'écoutez que l'impulsion de votre cœur, faites taire tous les calculs qui refroidissent et qui pourraient vous empêcher de faire à cette heure quelque chose de grand et de noble. Vous êtes en présence d'une calamité extraordinaire, que votre générosité soit aussi extraordinaire. Qu'il ne soit pas dit que les chrétiens évangéliques se sont laissé devancer dans cette voie! Votre place est au premier rang dans la sainte croisade de la charité. Il y va de l'honneur de votre cause et du nom de votre Maître; vous ne le portez pas pour le déshonorer par l'égoïsme et la froideur!

Ce Maître adorable, il me semble que je le vois au milieu de nous, prenant par la main l'esclave dans son affreux dénûment et nous disant : « J'ai été captif avec lui pendant de longues années; comme j'ai souffert avec lui! oh! comme j'ai été frappé avec lui! comme j'ai été avec lui livré à l'opprobre et aux outrages; et maintenant me voici devant vous en sa personne. Voyez : je n'ai pas un vêtement pour me couvrir et il me faut du pain pour me nourrir, car lui c'est moi, et ce que vous lui ferez, vous me le ferez à moi-même! »

EDMOND DE PRESSENSÉ.

ÉTUDES HISTORIQUES

L'EMPEREUR MARC-AURÈLE[1]

SECONDE ÉTUDE. — LES PENSÉES.

I.

Après avoir parlé de la conduite de Marc-Aurèle, parlons de son livre, livre de recueillement et de silence qui a encore son retentissement dans le monde. L'austère monarque qui écrivit ces pages pour son usage particulier se doutait peu de l'honneur qu'elles devaient faire un jour à sa mémoire. Aujourd'hui le philosophe prête sa gloire au souverain. Ce petit livre pèse autant que tout un règne. Les pensées du sage valent toutes les actions du maître de l'univers.

Ce livre, sans précédent dans l'antiquité et qui, écrit même dans la retraite d'un solitaire, aurait droit de nous étonner, n'est pas un livre attachant ou d'une lecture facile. Il a les défauts en même temps que les qualités des livres composés de réflexions détachées. Ecrit sans art, sans ordre, il abonde en répétitions. Les mêmes idées reparaissent à chaque instant sous des formes à peine variées. Elles se renferment d'ailleurs dans un cercle assez étroit. Le sage pense presque toujours les mêmes choses et il se tient presque toujours à lui-même les mêmes discours. La nouveauté manque dans le livre autant que la variété. Marc-Aurèle redit ce qui a été dit avant lui; sa voix n'est qu'un écho. Quoique recueilli, il n'est point intime; quoique occupé d'un nombre restreint de choses, il n'est point profond. Ce sont les spectacles extérieurs du monde, de l'humanité, de l'homme qui le frappent; les spectacles visibles seulement pour les regards fins et exercés, les nuances délicates des âmes et des choses échappent

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 juin 1865.

à ses yeux de Romain. C'est une intelligence fort ordinaire que celle de Marc-Aurèle. A en juger par sa correspondance avec Fronton, le littérateur de vingt-cinq ans, malgré ses laborieuses veilles et ses longues lectures, ne s'éleva pas au-dessus du médiocre dans ses amplifications; malgré les leçons de ses austères maîtres et les enseignements de sa vieille expérience, le philosophe ne parvint à aucune supériorité dans ses pensées. Faible caractère, avons-nous dit précédemment, ajoutons maintenant: faible esprit, et disons que si la nature et l'éducation ont fait du fils d'Antonin un sage, la flatterie seule en pourrait faire un grand homme.

Cependant le livre a une originalité réelle; originalité qui en vaut bien une autre. C'est l'émotion, disons mieux, c'est l'âme même de l'auteur. Les idées sont celles de tout le monde dans une certaine école; les impressions sont celles d'un homme qui ne ressemble qu'à lui-même. Pour ne citer qu'un nom, Sénèque dit les mêmes choses et il les dit avec plus de talent que Marc-Aurèle; mais il est loin de les sentir de la même manière; il est loin aussi d'éveiller la même sympathie dans l'esprit du lecteur. Sénèque reproduit les maximes du stoïcisme en orateur, souvent même en rhéteur; Marc-Aurèle les reproduit en croyant, nous avons presque dit en pénitent. L'âme de Sénèque est aussi heureuse que sa fortune; c'est une âme bien portante et à qui va le régime de la cour, malgré des dédains superbes. Nous l'avons déjà dit, sur le trône même, l'âme de Marc-Aurèle est languissante et malade; elle s'arrache aux spectacles du palais pour savourer en secret l'amertume de ses sentiments. Elle soulève tous les voiles brillants et trompeurs, et voyant le monde et l'homme tels qu'ils sont, elle gémit en silence sur ce spectacle douloureux. De là l'intérêt sérieux du livre, une âme s'y épanche péniblement, naturellement, une âme sincère, élevée, bienveillante, atteinte d'une mortelle tristesse et qui porte en elle-même le deuil de l'infortunée destinée humaine. Sa douleur, ce sage ne l'étale pas à la façon de nos contemporains; ses soupirs, il ne les jette pas avec ostentation parmi les bruits du monde; il se confesse à lui-même, non au siècle; il fait servir sa tristesse à sa vertu, non à sa vanité; son âme devient le théâtre de ses combats, non la matière de ses romans. On sait gré à l'auteur de cette pudeur dans les sentiments, comme de ses sentiments eux-mêmes. On le plaint et on se plaint soi-même. C'est notre sort commun qui est tout le sujet de son livre; c'est notre histoire qu'il raconte en racontant la sienne. Nous oublions la distance des années comme celle des rangs, et retrouvant dans ces pages sévères nos secrètes peines et nos tristes pressentiments, nous saluons, avec

sympathie, dans le doux et mélancolique rêveur, un frère dans la souffrance.

Toute analyse de ce livre est impossible. On n'analyse pas une conversation intime avec soi-même, suspendue et reprise, selon le hasard des circonstances. Mais après l'intimité et la tristesse des impressions, nous voulons signaler, dans l'écrit de l'empereur philosophe, des dispositions morales que nous apprécions d'autant plus que nous les voyons devenir plus rares.

II.

On a déjà remarqué que des maîtres fort nombreux se partagèrent, et l'on peut même dire se disputèrent la jeunesse de Marc-Aurèle. Le premier occupant paraît avoir été l'heureux Fronton, élevé par son disciple aux plus hautes fonctions de l'empire, et plus aimé encore que récompensé. Il représentait l'éloquence et les lettres dont le jeune César fut d'abord infatué. Fronton trouva de rudes et vigoureux rivaux dans les philosophes du Portique. Ceux-ci ne manquèrent pas de flétrir toutes les vanités de l'art, dans leurs entretiens avec le disciple commun. La philosophie et l'éloquence, qui s'étaient souvent recherchées et soutenues dans les mêmes personnages, se firent une vive guerre dans le jeune prince. On peut deviner et quelquefois même citer, avec ce qui nous reste des écrits de Marc-Aurèle et de Fronton, l'amer dialogue qui s'engageait entre elles et que quelque comédie aurait pu reproduire avec avantage. A quoi servent ces phrases pompeuses et tous ces mots vides de sens? C'est le puéril amusement des esprits frivoles. Un prince ne saurait s'y livrer sans s'y déconsidérer. — Que signifient ces sèches maximes, et cette barbarie du langage qui n'est égalée que par celle de la vie? — Rhéteur! — Charlatan! Heureusement le disciple impérial était assez sage et assez respecté pour empêcher les maîtres rivaux de jouer dans son palais quelque scène semblable à celles que Molière a si agréablement transportées sur notre théâtre. Les chances n'étaient d'ailleurs pas égales. Les circonstances favorisaient le triomphe de la philosophie. A cette époque, les nobles âmes s'éprenaient d'un ardent enthousiasme pour la vertu stoïque; la nature humaine n'avait plus que ce refuge pour conserver sa dignité. La grande image de Caton, debout sur les ruines des mœurs et des institutions romaines, attirait vers elle les hautes ambitions. Les forts caractères écrasaient de leur majesté les agréables talents. Il y avait autant d'honneur, à cette époque, à être un inflexible philosophe, qu'il y en eut plus tard à être

un fervent chrétien. Auprès des natures élevées, le prestige de l'éloquence ne pouvait lutter longtemps avec celui de la vertu. Ce n'était pas le temps de caresser les Muses. Les tristesses du siècle comportaient peu les naïfs ou subtils ébats de l'école. Il ne s'agissait pas de distraire les intelligences, mais de relever les âmes. Fronton devait succomber, il succomba. L'âme de son disciple lui échappa ; il conserva son respect et perdit son approbation.

Dans une lettre charmante de César (il en est peu que l'on puisse qualifier de la sorte) à Fronton, nous voyons commencer cette conversion de l'éloquence à la philosophie. Il est curieux d'observer le travail de la conscience qui empêche, sans le faire abandonner encore, celui de l'imagination. « Ton retour fait mon bonheur et mon tourment tout ensemble. Mon bonheur ! nul ne demandera pourquoi. Mon tourment, je vais t'en avouer franchement la cause. Tu m'avais donné un sujet à traiter, je n'y ai pas encore touché et ce n'est pas faute de loisir. Mais l'ouvrage d'Ariston [1] m'occupe en ce moment ; il me met tour à tour bien et mal avec moi-même : bien avec moi-même, lorsqu'il m'enseigne la vertu ; mais lorsqu'il me montre à quelle prodigieuse distance je suis encore de ces vertueux modèles, alors, plus que jamais, ton disciple rougit et s'indigne contre lui-même de ce que, parvenu à l'âge de vingt-cinq ans, il n'a pas encore pénétré son âme de ces pures maximes et de ces grandes pensées. Aussi j'en suis puni ; je m'irrite, je m'afflige, j'envie les autres, je me refuse la nourriture. Et au milieu de toutes les peines qui enchaînent mon esprit, j'ai remis chaque jour au lendemain le soin d'écrire. Mais il me revient un souvenir. Comme cet orateur d'Athènes, qui disait au peuple assemblé *qu'on peut laisser quelquefois sommeiller les lois,* je laisserai dormir quelque temps Ariston, après lui avoir demandé pardon et je reviendrai tout entier à ton poëte d'histrions, après avoir lu d'abord quelques petits discours de Cicéron. Quant au sujet que tu m'as donné, je ne le traiterai que d'une manière ; mais défendre à la fois le pour et le contre, Ariston ne dormira jamais assez pour le permettre. »

Marc-Aurèle n'a pas encore renoncé aux belles phrases, mais il est bien près de leur dire adieu. La philosophie l'a à moitié conquis ; elle l'aura bientôt conquis tout à fait. Le pauvre Fronton aura beau faire, son élève est perdu pour lui. Il écrit de belles lettres pour ramener aux joies de la vie, aux plaisirs du monde, l'ascète couronné ou destiné à l'être. Il lui passerait la

[1] Philosophe stoïcien dont Lactance a cité cette maxime : *Ad virtutem capessendam nasci homines.*

philosophie, si l'éloquence était conservée pour la revêtir de ses draperies brillantes. Mais le jeune sage est trop content de lui, quand il a bien parlé; ce qui devait pourtant lui arriver assez rarement, car nous croyons aux applaudissements, mais les applaudissements étaient donnés au rang et non au talent. Fronton trouve que ce précoce dégoût des suffrages n'est pas sans danger. Il remarque, en vrai païen qu'il est, que la passion de la gloire est le dernier vêtement du sage. D'ailleurs, un arc est-il toujours bandé, les cordes d'une lyre sont-elles toujours tendues? Trajan, Adrien, Antonin lui-même se délassaient dans les plaisirs. Le bon Numa, en sa vieillesse, vivait bien et se donnait du bon temps. Les philosophes eux-mêmes ont connu d'autres joies que celles de la vertu : preuve en soient certains rapports sur Chrysippe et sur Socrate, « disciple d'Aspasie et maître d'Alcibiade.» Agréables propos, fines plaisanteries, sages conseils, tout fut inutile. La conversion commencée s'acheva; elle fut complète. Toutes les préoccupations du bel esprit s'évanouirent. Le langage devint sérieux comme la pensée et il ne resta plus de la rhétorique que le regret, peut-être, de l'avoir cultivée. Parmi les services que lui a rendus Rusticus, Marc-Aurèle compte, dans ses *Pensées*, celui de l'avoir dissuadé de déclamer de petites harangues qui ne visent qu'aux applaudissements. Le bon Fronton n'a heureusement pas lu ces lignes. Marc-Aurèle déclare aussi qu'il doit aux dieux « de n'avoir pas fait de trop grands progrès dans la rhétorique, dans la poétique et dans les autres études; » il ajoute : « J'y fusse peut-être resté captivé, si j'eusse aperçu que j'y réussissais à souhait. » On ne peut avouer avec plus de candeur le douteux effet de ses longues veilles. Sa médiocrité du moins fut utile à sa vertu et justifia sa reconnaissance.

Pour lui, la philosophie n'était que la vertu elle-même. Les hautes études, pour lesquelles il n'était pas fait d'ailleurs, ne tentèrent point son intelligence. Ses maîtres l'en détournèrent. Cet austère Rusticus qui l'avait rendu « étranger à la rhétorique, à la poétique, à toute affectation d'élégance dans le style, » l'avait « dissuadé d'écrire sur les sciences spéculatives. » Apollonius « estimait certainement comme le moindre de ses biens cette expérience consommée, cette habileté à transmettre aux autres cette intelligence des questions philosophiques. » Grâce aux conseils et aux exemples de ses maîtres, Marc-Aurèle a pu remercier les dieux « de n'être pas devenu la proie de quelque sophiste, de n'avoir pas perdu son temps à l'étude des écrivains, ou à la résolution des syllogismes, ou à la recherche des secrets des choses célestes. » On le voit, ce sage prince ne se contenta pas de renoncer aux jeux frivoles de l'art, il s'interdit, du même

coup, le sérieux, mais impuissant travail de la pensée : les curiosités de l'esprit en même temps que les plaisirs de l'imagination. Energique parti qu'expliquent les dispositions de l'homme et les circonstances du temps. Marc-Aurèle n'était pas seulement Romain et empereur et, à ce double titre, doublement porté à la pratique des choses plutôt qu'à leur étude métaphysique ; il était essentiellement une nature morale en qui les besoins de la conscience dominaient de très haut ceux de la pensée. D'ailleurs, la lassitude intellectuelle était générale ; le long et éclatant travail de l'esprit humain avait abouti à la désolante question de Pilate : *Qu'est-ce que la vérité ?* Au lieu de donner le bonheur de la posséder, il avait ôté jusqu'à l'espoir de la connaître. La philosophie avait laissé l'incertitude partout où elle avait porté la curiosité. Toutes les écoles étaient pleines de Pilates découragés ou railleurs. Mais sur les ruines amoncelées des systèmes restait encore debout le devoir protégé par une incorruptible et impérissable divinité : la conscience. C'étaient les seules certitudes ; mais celles-là étaient souveraines. A y bien regarder, il se trouvait que chacun portait en soi une école de philosophie ; chacun pouvait interroger au dedans de soi-même un Socrate plus sûr que l'autre ; l'âme humaine était mieux encore qu'une école ; elle était un temple tout retentissant d'échos divins. Marc-Aurèle ferma les livres, se retira en lui-même et s'écouta parler. Ce fut toute sa philosophie. Son livre n'est qu'un entretien de son âme avec elle-même. Nous verrons plus loin que les bruits du dehors pénétrèrent jusque-là et que cet ennemi des systèmes eut son système. Il n'en est pas moins vrai que Marc-Aurèle interroge sans cesse la voix intérieure. Or, que dit cette voix, dans toutes ses *Pensées ?* Une seule chose, toujours la même : Sois vertueux et ne t'occupe pas du reste. L'antique exhortation : Connais-toi toi-même, est remplacée par cette autre : Améliore-toi toi-même.

Marc-Aurèle est mal orienté dans l'univers. Convaincu qu'il ne pouvait pénétrer les mystères de l'infini, il a pris le parti de fermer les yeux. Il laisse le destin conduire les mondes et il n'a d'autre souci que de se bien conduire lui-même. Il ferme l'oreille aux querelles de l'école, il reste indifférent à la lutte des systèmes ; il ne lit plus, il n'écrit plus, il n'étudie plus ; il se sanctifie, dirait-on dans le langage chrétien ; il se perfectionne, faut-il dire dans le langage philosophique. Il ne cherche pas le salut dont il n'a aucune idée, il poursuit la vertu dans toute son austérité. Il se reproche, avec amertume, de ne l'avoir pas atteinte ou de n'y savoir pas persévérer. La vertu n'est pas pour lui tout ce qu'elle est pour nous. Au-dessus de la vertu, il y a

la sainteté, qui est à la vertu ce que la religion est à la philosophie. Marc-Aurèle n'en sait rien. Mais le bien tel qu'il le conçoit est encore d'une pratique difficile et même surhumaine; ses plaintes le prouvent assez. C'est l'amour de ses semblables, c'est le dévouement au bien général, c'est l'âme maîtresse d'elle-même et contente de son sort dans toutes les situations de la vie, satisfaite sous les haillons, humble sur un trône, tranquille devant la mort, bienveillante parmi les injustices et les outrages, aussi détachée d'elle-même que du reste de l'univers. C'est à se former à lui-même une âme semblable que Marc-Aurèle employait ses veilles solitaires, sous la tente du soldat. Tout le reste lui semblait assez vain. Il aurait probablement cru acheter trop cher d'une seule nuit d'insomnie, ou l'appareil scientifique d'Aristote, ou les splendeurs poétiques du divin Platon. Il aurait volontiers renvoyé de la république, le front couvert de lauriers, les hardis constructeurs des systèmes métaphysiques. S'il avait connu le langage de l'Evangile, il aurait dit à la philosophie, comme à une autre Marthe, qu'elle s'occupait de beaucoup trop de choses, et qu'une seule chose était nécessaire ou possible : la vertu.

Si la lassitude de son temps et ses dispositions personnelles expliquent le mépris de la science spéculative, elles sont loin de le justifier. Même impuissant, l'effort de la pensée humaine est un noble effort. En dépit de toutes les déceptions, comme de tous les obstacles, notre intelligence doit s'adonner à l'étude des choses infinies. Parmi les ténèbres, elle trouve des clartés précieuses; en s'exerçant, d'ailleurs, notre regard se fortifie. Nous devrions savoir peu de gré aux Rusticus de notre temps, qui nous dissuaderaient d'écrire sur les sciences métaphysiques. Mais si penser est une belle chose, ce ne doit pourtant pas être le principal et bien moins encore l'unique emploi de la vie humaine. Chez beaucoup de nos contemporains prévaut une disposition toute contraire à celle que nous venons de signaler chez le sage Marc-Aurèle. Chez eux, les préoccupations intellectuelles dominent et trop souvent étouffent les préoccupations morales. Dévorés de la faim et de la soif de connaître, ils passent leur vie à les satisfaire. Ils font lentement, laborieusement le tour des choses; ils plongent le regard dans leur essence intime, et cela, non pour les aimer, ou les haïr, ou les changer, mais pour le seul plaisir de les observer. C'est la convoitise des yeux de l'âme. Pourquoi le monde est-il utile? parce que c'est un spectacle pour les regards humains. On ne consentirait pas à le changer, si sous sa forme nouvelle il devait être moins amusant à contempler. Si le mystérieux avenir nous réserve une autre

vie, le bonheur de cette vie sera aussi de contenter les curiosités de l'esprit. « Je veux, disait l'un d'eux, que l'avenir soit une énigme ; mais s'il n'y a pas d'avenir, ce monde est un affreux guet-apens. Remarquez, en effet, que notre souhait n'est pas celui du vulgaire grossier. Ce que nous voulons, ce n'est pas de voir le châtiment du coupable, ni de toucher les intérêts de notre vertu. Ce que nous voulons n'a rien d'égoïste : c'est simplement d'être, de rester en rapport avec Dieu, de continuer notre pensée commencée, d'en savoir davantage, de jouir un jour de cette vérité que nous cherchons avec tant de travail. » A la bonne heure, le châtiment du coupable serait un spectacle déplaisant; les intérêts de la vertu pourraient être médiocres. Nous ne demandons pas s'il y a une autre différence en tout ceci que la différence de l'égoïsme raffiné à l'égoïsme grossier, et du bonheur aristocratique à la joie vulgaire. Nous remarquons seulement que tandis qu'une âme chrétienne souhaite une autre vie pour devenir plus pure et plus sainte dans le commerce avec Dieu, le désir de notre philosophe s'arrête à une nouvelle étude et à une plus exacte connaissance de la vérité. Toujours, l'élément esthétique et l'élément intellectuel au détriment de l'élément moral. Marc-Aurèle aurait dit tristement à son admirateur que c'était une vanité à la place d'une autre. Il aurait eu tort. Mais si au lieu de blâmer l'exercice, il avait déploré l'abus de nos facultés pensantes, il aurait eu raison. Ce n'est pas la raison, c'est la conscience, après tout, qui est la reine dans l'âme humaine; quand elle ne commande pas, ce n'est pas seulement la vertu qui s'en va, c'est la force qui disparaît. On a les beaux talents et les faibles caractères, les intelligences fières et les personnalités médiocres, les auteurs au lieu des hommes. Cela n'est ni romain, ni français, ni humain. Les fortes œuvres de la civilisation ne sont pas le fruit des sèches études ou des béates contemplations. La philosophie moderne, nous dit-on, est habituée à contempler d'un œil souriant l'éternel mirage des illusions humaines. Si c'est là son éloge, c'est aussi là sa condamnation. Elle n'est donc que le haut amusement de ceux à qui la jouissance intellectuelle tient lieu de la culture morale. Au lieu de ce langage à la fois superbe et frivole, comme on aime à entendre les viriles paroles du sage couronné! « Offre au gouvernement du dieu qui est toi un être viril, mûri par l'âge, ami du bien public, un Romain, un empereur, un soldat à son poste, attendant le signal de la trompette, un homme prêt à quitter sans regret la vie. » Marc-Aurèle connaissait la grande lutte; il tenait la lance dans la main, au lieu d'y tenir le scalpel et la lyre, tour à tour.

III.

Son austérité n'avait rien de violent ou de rude. Jamais homme ne fut plus débonnaire dans ses pensées. Il est également clément pour les hommes et pour les choses. L'implacable destinée n'altère pas plus son calme que la triste humanité. S'il se plaint, ce n'est jamais que de lui-même. Ce n'est plus l'orgueil, c'est la douceur de la nature humaine qui semble défier les rigueurs de la fatalité. Sous les coups les plus rudes, elle n'a de voix que pour la bénir. Si l'univers s'écroulait sur elle pour l'écraser, elle trouverait qu'il fait bien. Marc-Aurèle dit de la volonté de la nature ce qu'un apôtre dit de la volonté de Dieu, qu'elle est toujours bonne, agréable et parfaite. Cet optimisme obstiné résiste à toutes les tentations et survit à toutes les épreuves. Il se contredit plutôt que de se dédire. Tout est bien, toujours bien ; le cours fatal des choses n'est pas seulement le plus régulier, c'est aussi le meilleur qui se pût produire. Et la douleur physique ? elle n'est pas un mal. Et les désordres de la nature ? ils ne sont qu'apparents. Et la mort, l'horrible mort ? elle n'a d'autre horreur que celle que vous lui prêtez. Tout cela devait être difficile à croire, car Marc-Aurèle ne cesse de se le dire à lui-même, comme s'il n'en était jamais assez convaincu. Il revient à chaque page sur ce sujet et il s'épuise en comparaisons pour exprimer toujours la même idée. C'est surtout contre la grande crise qu'il se fortifie par toutes sortes d'images et d'arguments. « De même que si quelque dieu te disait : Tu mourras demain, ou tout au plus tard après-demain, tu ne tiendrais guère à mourir après-demain plutôt que demain, à moins que tu ne fusses de la dernière lâcheté : car quel serait le délai ? De même, regarde comme chose de peu d'importance qu'il faille mourir dans un grand nombre d'années ou demain..... Il faut vivre, en te conformant à la nature, ce qui te reste encore de vie, comme si déjà tu étais mort, comme si ta vie ne devait pas dépasser cet instant..... O homme ! tu es citoyen dans la grande cité : que t'importe de l'avoir été pendant cinq ou pendant trois années ? Ce qui est conforme aux lois n'est inique pour personne. Qu'y a-t-il de si fâcheux d'être renvoyé de la cité non par un tyran, non par un juge inique, mais par la nature même qui t'y avait fait entrer ? C'est comme quand un comédien est congédié du théâtre par le même préteur qui l'y avait engagé. — Mais je n'ai pas joué les cinq actes, je n'en ai joué que trois. — Tu dis bien, mais c'est que, dans la vie, trois actes suffisent pour faire

la pièce entière. Celui qui détermine la fin, c'est celui qui a constitué autrefois l'ensemble des parties, et qui aujourd'hui est cause de la dissolution : ni l'une ni l'autre chose ne vient de toi. Va-t'en donc avec un cœur paisible : celui qui te congédie est sans colère..... Abandonne-toi à la Parque et laisse-la filer ta vie comme elle voudra. » Le bon et candide Marc-Aurèle devient sophiste pour soutenir jusqu'au bout son optimisme. « Le présent, dit-il, est d'une égale durée, quelque inégalité qu'il y ait dans le passé; le passé n'est qu'un souvenir, l'avenir qu'une espérance; le présent seul est une réalité; or il est le même pour tous; on ne perd donc en perdant la vie, ni le passé qui n'est plus, ni l'avenir qui n'est pas encore; on ne perd qu'un moment fugitif, et celui qui vit longtemps et celui qui vit peu ne perdent qu'un instant de la même durée. »

Il faut donc estimer tout bon et bien réglé dans la nature. « Souviens-toi que de même qu'il est honteux de trouver étrange qu'un figuier porte des figues, il ne l'est pas moins de s'étonner que le monde porte les événements qui sont ses fruits. Il serait honteux à un homme de trouver étrange qu'un homme ait la fièvre, à un pilote qu'il souffle un vent contraire. » Il y a plus : à y bien regarder de près, tout est beau autour de nous et en nous-mêmes. Le pain, lorsqu'il cuit, se couvre d'agréables crevasses; la figue s'entr'ouvre en mûrissant; tout cela augmente l'appétit; le sourcil du lion et l'écume qui découle de la gueule des sangliers ont leurs agréments. Si nous savions mieux pénétrer l'harmonieux concert de l'ensemble, nous serions charmés de la beauté des détails. « Nous envisagerions alors de véritables gueules béantes d'animaux sauvages avec non moins de plaisir que celles dont les peintres et les sculpteurs nous montrent les imitations. Une vieille femme, un vieillard pourraient avoir à nos yeux, aidés de la sagesse, une jeunesse, une beauté, les charmes même de l'enfance. »

Va pour la nature; elle fait tout bien, jusqu'à nos dos courbés, jusqu'à nos visages flétris, jusqu'à nos jambes tordues, jusqu'aux plaies dont elle nous couvre; le lépreux doit avoir son charme et probablement aussi l'idiot; mais la pauvre humanité, l'humanité pensante et voulante, sera-t-elle comprise aussi dans cet opiniâtre optimisme? Sans aucun doute; Marc-Aurèle témoigne les plus respectueux et les plus indulgents sentiments à ses semblables; à tous il porte estime, à tous il veut du bien. Les méchants ne nous dispensent pas d'être bons. « Si tu le peux, corrige-les; dans le cas contraire, souviens-toi que c'est pour l'exercer envers eux que t'a été donnée la bienveillance. Les dieux eux-mêmes sont bienveillants pour ces êtres; il les

aident, tant leur bonté est grande! à acquérir santé, richesse, gloire. Il est permis de faire comme les dieux. » Ainsi la pitié au lieu de la colère et les bienfaits au lieu des châtiments : c'est là une touchante charité fraternelle chez un païen. Parfois, une fierté toute romaine semble prendre le dessus : « La meilleure manière de se venger des méchants, c'est de ne pas se rendre semblable à eux. » Propos plus digne de Sénèque que du doux Marc-Aurèle. Telle est aussi cette parole d'Antisthène qui n'aurait pas dû trouver sa place sur les tablettes du monarque philosophe. « C'est chose royale, quand on fait le bien, d'entendre dire du mal de soi. » Mais la bienveillance reparaît aussitôt et l'emporte. On ne trouve pas seulement dans Marc-Aurèle l'amour, on y trouve tantôt l'excuse, tantôt la glorification de la nature humaine. Voici l'excuse : « C'est toujours malgré elle, dit le philosophe, qu'une âme est privée de la vérité. Par conséquent, c'est malgré elle qu'elle est privée de la justice, de la tempérance, de la bienveillance, des autres vertus. Tu dois continuellement te souvenir de ce principe ; cette pensée te rendra plus doux envers tous les hommes..... Tel est l'ordre de la nature : des gens de cette sorte doivent nécessairement agir ainsi. Vouloir qu'il en soit autrement, c'est vouloir que le figuier ne produise pas de figues. » Voici la glorification : « Tu as oublié quelle parenté sainte unit chaque homme avec le genre humain ; parenté, non de sang et de naissance, mais participation à la même intelligence. Tu as oublié que l'âme raisonnable de chacun est un dieu, un dérivé de l'Etre suprême. » Il eût été curieux de demander à l'empereur ce qu'il pensait du philosophe. Quand il brandissait le glaive de la loi sur la tête des coupables, Marc-Aurèle oubliait qu'il frappait un dieu dans chaque coquin. Il en agissait assez librement avec les dérivés de l'Etre suprême ; quand les figues ne lui semblaient pas bonnes, il ne se gênait pas pour frapper l'arbre. D'après le politique, la nature humaine est perverse ; d'après le sage, elle est divine. Il ne peut y avoir rien de mauvais dans le monde ; pas plus l'humanité que le reste. Cet optimisme, qui triomphe de tout, s'anime jusqu'à la poésie et éclate en enthousiasme dans les lignes qui suivent : « Tout ce qui t'accommode, ô monde, m'accommode moi-même. Rien n'est pour moi prématuré, ni tardif, qui est de saison pour toi. Tout ce que m'apportent les heures est pour moi un fruit savoureux, ô nature! Tout vient de toi, tout est en toi, tout rentre en toi. Un personnage a dit : *Bien-aimée cité de Cécrops!* Mais toi, ne peux-tu pas dire : O bien-aimée cité de Jupiter[1] ! »

[1] Liv. IV, c. XXIII.

Quel contraste entre ce langage et celui dont on a fatigué nos oreilles! La Rochefoucauld nous rendait méprisables à nos yeux; mais il ne portait pas plus haut ses outrages. Rousseau maudissait la société, mais il exaltait la nature humaine en bénissant son auteur. De nos jours, une épidémie de tristesse malsaine et de douleur impie a sévi dans la littérature. Il a été de bon goût de faire l'ange révolté contre Dieu. Il fallait bâiller ou maudire l'existence parmi les bienfaits éclatants de la destinée, gémir entre deux fêtes et pleurer son sort au sein des plaisirs. Le bonheur aurait eu on ne sait quoi de bourgeois. Ils ont donc jeté dans la boue et foulé aux pieds leur couronne d'homme; ils auraient jeté leurs âmes au vent s'ils l'avaient pu; la Providence avait oublié de remplir ou n'avait rempli que de lie la coupe présentée à leurs lèvres; la vie était mal faite et semblait plutôt une dérision qu'un bienfait de Celui qui la dispense; les objets étaient mesquins et sans rapport avec les désirs; les grands spectacles de l'histoire n'étaient propres qu'à faire hausser les épaules; les dispensations divines pouvaient passer pour le jeu de quelque génie malfaisant. L'insolence humaine n'avait pas encore pris de pareilles libertés avec la Providence. Les imbéciles vers de terre, comme dit Pascal, n'avaient pas encore levé une tête aussi altière contre le maître des mondes et les lois de l'univers.

Je sais tout ce que cette douleur a eu de forcé et de factice. Celui qui a mis un pistolet dans la main de son héros et lui a brûlé la cervelle sur le papier pour l'arracher à une incurable tristesse intérieure était, dans l'une des cours de l'Allemagne, un heureux et tranquille Jupiter décoré de la Légion d'honneur, et fort appliqué à la conservation de son être. L'inquiet et mélancolique René promenait sa poétique tristesse ailleurs que dans les forêts; il ne dédaignait pas les palais des ambassades; il rêvait du portefeuille, et quand il lui fallait rentrer de l'hôtel ministériel à sa demeure dans un fiacre, chacun sait de quelle humeur il était. L'Apollon irrité et errant, qui portait plus loin encore le mécontentement et le dédain, conservait quelque estime pour son titre de lord et n'était pas insensible aux avantages de sa personne. Combien de jeunes et frais Jérémies, tout resplendissants du bonheur mondain, se sont assis sur des ruines pour pleurer la grande infortune humaine. Jamais la mélancolie et la volupté, jamais le dégoût et l'ambition, jamais le mépris et la recherche des plaisirs et des honneurs mondains n'avaient formé entre eux une pareille alliance. A force de révolte et de murmure, plusieurs se sont rendus malheureux; ils ont gâté leur talent, leur gloire et leur vie; enfants prodigues de

la littérature, hélas! et du Père céleste, que la souffrance a avilis et quelquefois tués, sans les pouvoir corriger. Qu'on nous ramène au doux rêveur des bords du Granua. Dans sa société le murmure cesse, la plainte tombe et l'homme accepte son sort. Enveloppé de ténèbres, environné d'un monde indigne, Marc-Aurèle a forcé son âme à voir partout l'ordre, la sagesse, la bonté, tandis que, sous les splendeurs même de l'Evangile, nos contemporains ont donné un libre cours à leurs insolentes colères.

IV.

Toutefois, le digne monarque a échoué dans son dessein. Il s'est commandé la joie et il a ressenti la tristesse; il a voulu être heureux et il n'a été que résigné. Il n'y a pas de larmes dans son livre, parce qu'il n'en coule pas des yeux stoïciens; mais il y fait froid, il y fait nuit; la mort y étend partout ses voiles; sous une inaltérable et religieuse sérénité se montre un désespoir contenu, qui tâche de ne pas s'apercevoir lui-même et qui est d'autant plus pénible qu'il n'a pas la consolation, si c'en est une, de la plainte et du murmure. Rarement un cœur fut rempli d'une plus profonde mélancolie; malgré son optimisme, le maître de l'empire descend la pente de la vie le deuil dans l'âme; il a beau bénir le destin, le destin l'accable; il a beau admirer la nature, il succombe peu à peu entre les bras de cette inexorable mère; son bonheur, s'il fut jamais heureux, était fini longtemps avant sa vie.

De cette incurable et mortelle tristesse diverses causes secondaires peuvent être indiquées. Dans tous les temps, le spectacle des choses humaines est propre à affliger l'âme qui le considère avec des pensées sérieuses. Du temps de Marc-Aurèle, il était tout particulièrement déplorable. Les mœurs étaient sans dignité, les âmes sans noblesse; on ne sait ce qui l'emportait, des vices privés ou des malheurs publics; le trône impérial avait été tour à tour souillé et ensanglanté par les monstres qui l'avaient occupé; il pouvait, il devait l'être encore; les institutions s'en allaient avec les vertus qui les avaient soutenues; les guerres même étaient sans grandeur; miné au dedans et attaqué au dehors, en butte aux séditions des généraux ambitieux et aux incursions des barbares, le vieil empire chancelait sur ses bases et laissait prévoir une chute aussi étonnante que sa grandeur. Le maître de cet empire vieilli et pourri ne pouvait jeter que de tristes regards sur l'avenir. C'est une chose digne de remarque, néanmoins, que Marc-Aurèle ne fasse aucune allusion, dans ses

Pensées, aux périls de l'Etat et aux vices de la société contemporaine ; le silence n'est pas l'indifférence ; l'âme du moraliste, le patriotisme du monarque, en éprouvèrent, sans doute, le contrecoup douloureux.

Il faut tenir grand compte aussi des effets de la vieillesse, d'une vieillesse prématurée de l'âme et du corps, sur les sentiments de cette douce et délicate nature. A mesure qu'il descend sur l'horizon, le soleil de la vie perd les vifs et chauds rayons qui colorent tous les objets ; les ombres se font longtemps à l'avance sur le sentier et changent tristement l'aspect des choses. L'homme ressemble alors à une lampe qui assisterait, triste et consciente, à son propre déclin. La mort envahit peu à peu la vie comme les ténèbres la lumière. La décadence de l'âme commence avec celle du corps et quelquefois la précède ou la devance. Les impressions sont plus pénibles encore que les infirmités. Tout vieillard porte en son sein de bien tristes hôtes ; je veux parler des souvenirs, charme, d'abord, et puis deuil de l'existence humaine ; les souvenirs qui rendent si craintives les espérances, en rappelant les déceptions ; les souvenirs qui montrent, au loin, derrière nous, le chemin semé des débris de nos plus chers bonheurs ; les souvenirs qui reproduisent les déchirements et les douleurs et permettent à la mort de renouveler aussi souvent qu'elle le veut ses coups sur nous..... Non, le vieillard n'est pas moins changé de cœur que de visage. S'il n'est, ou distrait par les labeurs de chaque jour, ou consolé par les espérances de la foi, il sent naître en lui une soif étrange et nouvelle ; la soif de la tristesse et des déceptions ; il se repaît, avec une satisfaction amère, du spectacle des misères humaines ; il veut que tous les échos de l'histoire et de l'âme augmentent en lui l'impression de la vanité universelle. On dirait, si cela pouvait se dire, une volupté de la douleur dont l'homme désabusé se montre de plus en plus avide dans la tristesse de ses derniers jours. L'âge avait produit cette impression chez Marc-Aurèle et ses *Pensées* en portent la visible trace.

Ajoutons que ce sage passa sa vie sur un trône. Or le rang souverain est plus propre qu'on ne le pense à engendrer la mélancolie dans les âmes. Ce n'est pas dans la grotte du désert ou dans la cellule du couvent qu'il faut aller chercher l'amertume intérieure ; c'est dans les cours. Quand ils sont tristes, les souverains sont, peut-être, les plus tristes des hommes. C'est dans la bouche d'un roi que l'Ecriture a mis le dernier mot de la déception humaine. Il n'y avait pas dans tout Israël un homme aussi fatigué des joies de la terre que l'heureux Salomon. Dioclétien ne put supporter jusqu'à la fin les dégoûts du palais. Charles-Quint

descendit du trône pour s'ensevelir, tout vivant, dans un tombeau. Le roi Louis XIV finit par être le plus ennuyé des Français. La plus désolée des veuves aujourd'hui est une reine. Les distractions de la vie souveraine laissent un grand vide après elles. Sous ces pompes, parmi ces grandeurs, les misères intérieures restent; elles restent d'autant plus douloureuses que les dehors sont plus brillants. Du haut du trône d'ailleurs, on voit, chaque jour, la nature humaine jouer la comédie sous les masques les plus divers; c'est dans les cours qus se donnent les meilleurs spectacles de la vanité mondaine; l'abaissement des âmes y est souvent proportionné à l'élévation des rangs; nulle part la vraie grandeur ne disparaît mieux dans la fausse. Il ne faut pas s'étonner que ceux qui reçoivent le plus d'hommages de leurs semblables soient souvent aussi ceux qui leur portent la moindre estime. Marc-Aurèle tint bon jusqu'à la fin sur le trône; il consentit à faire jusqu'à la mort le métier d'empereur, plus triste pour lui que pour personne; nous avons même vu qu'il avait pris ses précautions pour faire tomber, de dessus sa tête sur la tête de son fils, le lourd fardeau du pouvoir souverain.

Le monarque fatigué et vieilli ne s'en vengeait pas moins, le soir, dans le cabinet ou sous la tente, des ennuis du jour. Quelles représailles de la douleur sur la vanité! Il peint la vive agitation de la cour de Vespasien : gens qui se marient, ont des enfants, souffrent, jouissent, font la guerre, forment des desseins superbes ou pervers, se livrent à l'amour, thésaurisent, briguent des consulats, des royautés; ces gens-là « ne sont plus ni ici, ni ailleurs; » ils ont cessé de vivre. « Descends ensuite au temps de Trajan, même spectacle encore et le siècle aussi a péri. Vois, contemple de même les épitaphes d'autres temps, de nations entières... Les noms même les plus célèbres ont besoin d'être expliqués. Camille, César, Volésus, Léonnatus; ces noms autrefois si illustres sont devenus des énigmes; il en est de même des noms de Scipion, Caton, Auguste, Adrien, Antonin. Toutes choses s'évanouissent, et bientôt passent au rang des fables; un oubli complet les engloutit bientôt. Et je parle ici d'hommes qui ont jeté, pour ainsi dire, une merveilleuse splendeur; car pour les autres, à peine ont-ils expiré, *nul ne les connaît, nul ne s'informe d'eux....* Tout passe en un jour, et le panégyriste et l'objet célébré.... Considère sans cesse combien sont morts de médecins, qui avaient souvent froncé le sourcil à l'aspect des malades, combien de mathématiciens qui avaient prédit, comme chose merveilleuse, la mort d'autres hommes; combien de philosophes qui avaient discuté sans fin sur la mort et sur l'immortalité; combien de guerriers qui en avaient tué tant d'autres; combien de

tyrans qui avaient usé avec une affreuse arrogance du droit de vie et de mort, comme s'ils eussent été immortels; combien de villes, si j'ose dire ainsi, sont mortes tout entières ; Hélice, Pompéi, Herculanum et d'autres en nombre infini. Ajoute ceux que tu as connus toi-même, qui se sont succédé les uns aux autres, celui-ci menant les funérailles de celui-là, puis bientôt enseveli lui-même ; puis d'autres comme lui, et tout cela en quelques instants. » Ces funèbres propos se renouvellent sans cesse ; une odeur de sépulcre est répandue dans tout ce livre[1] ; on n'y voit d'animé et de vivant que la mort. Effet de la situation et de l'âge ; malgré sa précoce austérité, le jeune disciple de Fronton ne voyait pas les choses sous cet aspect, lorsque le riant soleil de la vie montait encore à l'horizon.

J. Pédézert.

(*La fin au prochain numéro.*)

[1] « Livre plein de fraîcheur, » disait M. Renan.

HISTOIRE

—

DES CAUSES QUI ONT ARRÊTÉ LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFORME EN FRANCE[1]

Le chant est pour une multitude d'âmes le principal aliment du sentiment religieux, et dans l'Eglise réformée, il est la seule partie du culte à laquelle le fidèle prend part. Son recueil d'hymnes est de tous les livres d'édification celui qu'il lit et relit sans cesse. Il est pour lui une source de consolation, de joie et de paix. C'est en chantant des cantiques qu'il maintient dans son cœur la sainte flamme de l'enthousiasme.

Or les Psaumes ne pouvaient pas élever le niveau de la foi à la hauteur de l'Evangile. Quelque spirituels qu'aient été les sentiments religieux de David et des enfants de Coré, ils ne le sont pas autant que ceux de Jésus-Christ et des apôtres. Sans doute, et nous venons de le dire, on rencontre des mouvements admirables dans les compositions lyriques du roi-prophète ; mais pour un chrétien, il y manque ces magnifiques développements de l'Evangile, ces horizons sans borne que le christianisme a ouverts à l'âme, ce dévouement sublime qui rayonne de la croix, cette rédemption acquise par le sang qui a coulé sur le Calvaire, cette charité fraternelle, cette mansuétude, toutes ces vertus modestes et cachées que Jésus-Christ a prêchées et mises en pratique, cet ensemble de dispositions qui portent si haut la morale chrétienne, tandis qu'on y rencontre des passages que des disciples du Seigneur n'eussent jamais écrits, et nous ne devons pas nous en étonner, car il en est de l'Eglise en général comme du fidèle en particulier : « sa lumière croît jusqu'à ce qu'elle parvienne à sa perfection[1]. » Le plus petit dans le royaume des cieux est plus grand que Jean-Baptiste[2]. Est-ce un chrétien qui aurait dit :

> Reviens, ô Eternel ! garantis mon âme,
> Délivre-moi pour l'amour de ta miséricorde,
> Car on ne se souvient point de toi dans la mort ;
> Qui est-ce qui te célébrera dans le sépulcre ? (Ps. LXVI.)

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 mai 1865.
[2] Proverbes IV, 18.

Sont-ce des chrétiens qui auraient terminé le magnifique Ps. CXXXVII, cette suave élégie, comme le fidèle et patriote Juif le fait? Est-ce un disciple de Jésus-Christ qui aurait appelé la malédiction de Dieu sur ses ennemis et qui aurait déclaré qu'il les hait d'une haine pleine de violence.

En donnant ces chants monothéistes aux chrétiens de la Réforme, on leur a communiqué ces dispositions judaïques qu'on leur a reprochées si souvent, cette roideur dans les rapports religieux ou autres, cette inflexibilité qui n'est plus une vertu quand elle est poussée à l'excès, cette absence de foi communicative et spirituelle, douce et sympathique, joyeuse et calme que l'Evangile communique.

Les réformateurs, en rendant à la Parole de Dieu la place qu'on n'aurait jamais dû lui enlever dans l'Eglise, n'ont pas tracé d'une main assez ferme la distinction entre l'Ancien Testament et le Nouveau, et posé les limites des deux économies. Partant de ce principe que toute l'Ecriture est divinement inspirée, ils ont avancé que la plupart des prescriptions mosaïques avaient conservé leur valeur pour le chrétien, que les faits racontés dans les annales juives avaient la force d'exemples et que leurs hymnes sans aucune distinction devaient servir au culte de l'Eglise chrétienne, culte que les réformés commencent par une invocation empruntée à un psaume, et terminent par une bénédiction formulée par Moïse.

Ce fut sous l'action d'idées juives qu'ils se firent un devoir de détruire les œuvres d'art qu'ils trouvèrent dans les Eglises, considérant ces tableaux et ces statues comme autant d'idoles qu'il fallait renverser et dont le culte constituait un des plus grands crimes sous l'ancienne alliance. Sans doute, cette profusion d'images et de statues dont les Eglises étaient alors surchargées, dépouillait le culte chrétien de son caractère essentiellement spirituel et devenait une pierre d'achoppement pour la multitude qui donnait à une vaine effigie des hommages qui n'appartenaient qu'à Dieu et à Jésus-Christ. Les protestants se crurent donc autorisés à renouveler contre le catholicisme les campagnes iconoclastes que saint Martin de Tours et les premiers apôtres de la Gaule entreprirent contre le paganisme gaulois; mais ce zèle inconsidéré, loin de contribuer aux progrès de la Réforme, y apporta un sérieux obstacle. Le peuple était encore trop étranger « au culte en esprit et en vérité » pour rester impassible spectateur de cette œuvre de destruction. Ne pouvant alimenter sa foi par la lecture de la Bible ou d'autres livres religieux, ne connaissant de l'histoire évangélique que ce qu'il en apprenait par les tableaux qui tapissent les murs des églises, il lui semblait qu'on le dépouillait de sa religion quand on les lui enlevait. Que les réformés éloignassent de leurs temples toute espèce d'effigies ou même de symboles, pour que leur culte se rapprochât de celui de la primitive Eglise, rien de plus conséquent, ils n'auraient pu faire autrement sans trahir leurs principes; mais qu'ils dénudassent les églises où ils ne faisaient que passer et

dont ils ne devaient pas se servir, c'est ce qu'aucune bonne raison ne pouvait justifier. Les réformés n'étaient plus des libérateurs, mais des ennemis qui n'inspiraient que de l'effroi. D'ailleurs il est toujours fort dangereux de se servir de semblables moyens pour surexciter le zèle religieux des soldats qui sont assez disposés en temps de guerre civile à renverser et à détruire. Nous savons, il est vrai, par expérience, combien il est pénible de voir des hommes sérieux adresser des prières à une statue et lui baiser les pieds, mais il faut renverser ces images dans les cœurs avant de les détruire dans les temples, autrement on les relève lorsque les iconoclastes sont passés. Les apôtres ont agi avec plus de prudence. Bien qu'ils détruisissent par leur fidèle prédication l'idolâtrie, néanmoins ils gardaient un prudent silence à l'égard des divinités qui étaient l'objet de la vénération des sociétés auxquelles ils annonçaient l'Evangile, témoin le langage que le greffier de la ville d'Ephèse tint au peuple : « Ces gens que vous avez amenés ici ne sont ni sacriléges, ni coupables de blasphème contre votre déesse[1]. »

Les Psaumes, où le poëte rappelle si souvent les batailles qu'il a gagnées, les ennemis qu'il a taillés en pièces au nom de l'Eternel, n'ont-ils pas contribué à faire naître et à entretenir des dispositions guerrières parmi les réformés? L'épée a été un grand obstacle au développement du protestantisme en France, et les paroles mémorables de Jésus-Christ : « Celui qui prendra l'épée périra par l'épée, » ne se sont que trop fidèlement réalisées pour les réformés. Aussi longtemps qu'ils n'ont opposé à la cruauté de leurs adversaires que des convictions inébranlables et une fidélité à toute épreuve, préférant la mort à un lâche abandon de leur foi et de leurs principes, l'Evangile a fait des progrès considérables. Au milieu d'un peuple susceptible d'idées généreuses et chez lequel le despotisme clérical n'a pas détruit jusqu'aux germes de toute sensibilité, la flamme du bûcher engendre la sympathie et fait naître un esprit de recherche. On veut savoir quelle est la foi pour laquelle les martyrs donnent leur vie et quelle est la source de cette force morale qui produit de si sublimes dévouements. Il en résulte souvent de nombreuses conversions. C'est ce qui a fait dire que le sang des martyrs était la semence de l'Eglise. Leur mort a la vertu de réveiller les âmes et de les faire renaître à la vie. La multitude qui entoure le bûcher forme au martyre un auditoire considérable et presque toujours sympathique. Il est rare qu'il renferme d'autres adversaires que ceux qui le conduisent ou le font aller au bûcher, et encore ceux-ci ont-ils été quelquefois gagnés à la cause dont ils étaient les persécuteurs. La pitié, la commisération, le regret, la douleur se partagent les âmes. En face d'un bûcher, la haine ne trouve pas de place dans les cœurs, tandis que sur un champ de bataille il n'y a que colère, haine, cri de douleur ; aussi tout ami de l'Evangile regrettera-t-il que les

[1] Actes XIX, 37.

protestants aient cru devoir tirer l'épée. Nous n'ignorons pas les motifs aussi graves que nombreux qui leur ont fait prendre cette résolution: trente-cinq ans de souffrances inouïes déposent en faveur de leur patience. Leur conduite a été admirable, leur fidélite à toute épreuve, mais nous n'en continuons pas moins à penser qu'ils auraient dû persévérer dans une voie qui avait été si favorable au développement de la piété évangélique. Par un recours aux armes, la lutte prend un tout autre caractère. Ce n'est plus la foi opposant à la violence une résistance sublime et proclamant la réalité de la vie et des biens éternels. La guerre exclut le témoignage. Il n'y a plus ni persécuté ni persécuteur, ou plutôt l'on est l'un et l'autre. Un soldat en tombant peut en faire tomber un autre. Il pourra être appelé un héros, mais jamais un martyr. Confier le triomphe d'une idée religieuse à la puissance de l'épée ou à la force matérielle, c'est jeter le désordre dans le monde moral, c'est occasionner un ébranlement funeste dans les esprits. Quand ceux qui croient avoir la vérité de leur côté et qui combattent pour son triomphe sont vaincus sur le champ de bataille, que de doutes s'emparent alors de leurs âmes! La confiance est ébranlée, la foi reçoit un échec. Les convictions religieuses perdent de leur profondeur. Il semble que Dieu abandonne sa cause, et l'on est disposé à répéter avec Gédéon : « Si l'Eternel est avec nous, pourquoi toutes ces choses nous sont-elles arrivées[1]? » Le chrétien ne comprend pas toujours qu'en descendant du domaine des idées et des sentiments religieux dans celui de la matière et des faits il se place sous des lois étrangères au monde moral. Dans la guerre, la victoire reste le plus souvent non pas à celui qui pense le mieux, ni même au plus courageux, mais aux bataillons les mieux disciplinés et les plus nombreux.

Encore si une armée qui marche sous les étendards de la vérité religieuse n'étaient composée que de croyants ou dans tous les cas de personnes parfaitement morales, mais cela ne se voit presque jamais. Les chefs croiraient manquer aux règles les plus simples de la prudence s'ils n'acceptaient pas le concours de tous ceux qui viennent à eux pour combattre dans leurs rangs, bien qu'ils soient poussés par des motifs étrangers à toute idée religieuse. Sans foi, sans moralité, animés de l'amour de la guerre et du pillage, ces auxiliaires introduisent le désordre dans l'armée, détendent les ressorts de la discipline et commettent ces excès qui attirent le mépris sur les principes dont on poursuit le triomphe. Les indifférents et les adversaires attribuent aux idées religieuses ce qui est le fait des hommes. Les âmes bien disposées s'éloignent, les amis s'attristent, les fidèles se découragent et la force du parti subit de graves atteintes.

En supposant même que tous ceux qui s'enrôlent sous un étendard religieux fussent d'abord animés des intentions les plus pures et prissent

[1] Juges VI, 13.

la résolution de se maintenir dans les limites les plus strictes de la morale, s'y maintiendront-ils? La guerre ne réveille-t-elle pas cet instinct dont parle saint Paul, quand il dit « que l'homme a les pieds légers pour répandre le sang[1]? » La vie des camps n'est pas sans attrait. Cette existence aventureuse, accidentée; cette activité irrégulière, primesautière, ces déplacements continuels, ce va-et-vient journalier, cet affranchissement des règles ordinaires de la vie, cette surexcitation que le péril entretient, ce bruit de fanfares, la poudre, le feu, tout absorbe, enchaîne, étourdit, enivre, et insensiblement le chrétien contracte des habitudes et se crée une existence que l'Evangile ne sanctionne pas.

Au reste, il est si peu naturel de mettre la force matérielle au service d'une idée exclusivement religieuse que le plus souvent cette idée disparaît dans le conflit pour faire place à une autre d'une nature différente. Du terrain religieux on glisse sur le terrain social ou politique. La chair se substitue insensiblement à l'esprit et la terre au ciel. C'est ce qui a eu lieu en France. Pendant combien de temps le conflit s'est-il maintenu sur une base exclusivement religieuse? Les protestants étaient-ils encore sur cette base lorsqu'ils se sont associés aux Bourbons et qu'ils ont ouvert leurs rangs aux princes mécontents? Que l'on compte les années pendant lesquelles le principe de la guerre a été pur de tout alliage politique et l'on reconnaîtra la valeur de notre assertion.

La guerre est absorbante de sa nature. L'attention ne se dirige plus que de son côté. Les préoccupations les plus spirituelles et les plus nobles sont remplacées par celles que la lutte fait naître. Ce n'est pas la bonne nouvelle que l'on désire entendre, mais bien des nouvelles. La foi, la piété, la charité, sont reléguées au second plan. La grande voix du Christ, qui est celle de l'amour fraternel, est étouffée par le bruit des armes. « Les fruits de la justice se sèment dans la paix, » dit saint Jacques. La guerre peut bien quelquefois aider au triomphe d'une religion, mais c'est aux dépens de sa spiritualité. Plus une religion est humaine, plus elle obtiendra l'auxiliaire des moyens humains pour s'imposer. Dans le domaine des idées les semblables s'unissent et les contraires se repoussent.

Si la guerre était un moyen naturel et efficace de propager la vérité religieuse telle que Jésus-Christ l'a enseignée, certes la France serait protestante. Que de persévérance, de courage et d'héroïsme les réformés n'ont-ils pas fait preuve! Au moment où ils étaient le plus nombreux, ils n'ont jamais compté dans leur parti plus d'un huitième de la population, et cependant ils sont parvenus à contre-balancer les forces de leurs adversaires. Ils sont même restés vainqueurs dans la lutte; mais leurs victoires étaient autant de défaites. La foi, la piété, la vie, tout ce qui constitue une puissance religieuse avait disparu. Celui-là même qui était à leur tête les abandonna : Henri IV se fit catholique.

[1] Rom. III, 15.

II.

Au nombre des épreuves qu'a rencontrées la Réforme, nous mettrons cette race des Valois dont le règne a été si fatal à la France. L'histoire offre rarement une succession de monarques qui aient été aussi étrangers à toute grandeur morale. Sans doute, le chef de cette race, François Ier, se détache avantageusement, et paraît laisser sa famille bien loin derrière lui. Il a eu en effet des moments heureux, mais sa grandeur est toute relative. C'est la petitesse de ses descendants qui la lui confère. Donnez-lui des fils généreux, honnêtes, intelligents, occupés du bonheur de la France, et ce héros du seizième siècle, ce roi de la renaissance reprend la place que lui assigne sa conduite pendant les trente-deux ans qu'il a occupé le trône. Ses passions ne l'ont-elles pas toujours fait aller à la dérive. Quelle incohérence que cette vie! Quelle absence de principes! Ses impressions, d'une mobilité extrême, lui servent de gouvernail. Cet honneur, qu'il disait avoir sauvé à Pavie, combien de fois n'en a-t-il pas fait litière? Sans amour pour le clergé et les moines et avec le pressentiment que la vérité était du côté des réformés, comme il a horriblement poursuivi et décimé ces derniers, et dans quel état a-t-il mis les paisibles vallées vaudoises? Ce Père des lettres n'a-t-il pas enchaîné l'imprimerie? Et s'il a fait venir d'Italie quelques artistes et savants distingués, il a aussi emprunté à ce pays la loterie dont il a doté la France. Encore si les bons côtés de sa nature fussent descendus à ses enfants; mais ceux-ci n'ont hérité que ses défauts. Peu ou point de facultés intellectuelles, tout est pour le corps, les sens et une imagination maladive. Les jeux, la course, la paume, les tournois, la lutte, entremêlés de processions, de spectacles, voilà leur vie. La conscience morale y est restée étrangère. Le tempérament domine et dirige la volonté. Point de régulateur, aucune boussole, aucun but que l'on désire atteindre. Aussi les événements ont-ils toujours pris cette famille au dépourvu; ils n'ont cessé de la traîner à la remorque. Sa politique n'a été que de l'empirisme au premier chef. Elle a ignoré l'art de choisir le moment, de saisir l'occasion au passage, d'entrer dans le courant pour le diriger et d'assumer le beau rôle que la Providence lui offrait.

Plusieurs femmes ont été associées à cette famille, les unes par des liens légitimes, d'autres par des relations criminelles. Nous ne parlerons pas des dernières et surtout de Diane de Poitiers; elles ne pouvaient être que des adversaires de l'Evangile; nous ne dirons rien de Louise de Savoie, digne mère de François Ier, qui laissa une armée mourir de faim, pour se donner la satisfaction de mettre dans ses coffres l'argent destiné à la nourrir. Mais que penser de Catherine de Médicis? Le nom de cette femme rappelle la dissimulation la plus profonde et la plus constante,

une hypocrisie qui ne se trahit jamais, un machiavélisme épuré, raffiné, appliqué sans scrupule à la direction des affaires de l'Etat. Sa politique était toute de bascule, n'ayant pas d'autre base que la ruse et le mensonge et tous les moyens lui étaient également bons pourvu qu'ils répondissent à ses vues. Chez Catherine le scepticisme se marie avec la crédulité, le fanatisme avec l'astrologie et la magie. Cette railleuse portait des amulettes. Instigatrice de la Saint-Barthélemy, son nom sera porté dans les siècles à venir sur les flots de sang qu'elle a fait répandre.

Il était impossible que la Réforme pût être comprise, goûtée, acceptée par une famille si déshéritée de tout ce qui constitue la grandeur morale de l'homme. Il y avait incompatibilité absolue entre elle et les Valois. L'Evangile ne pouvait avoir de prise ni sur leur intelligence étroite et paresseuse, ni sur leur cœur sec et sans affection. Tout ce que la Réforme abolissait, les cérémonies, les pompes, les spectacles religieux, ces belles mises en scène du catholicisme, les Valois l'aimaient, tandis qu'ils devaient instinctivement repousser tout ce qu'elle rétablissait, ce culte simple, ces temples sans ornement, ces dogmes primitifs qui mettaient l'âme en contact direct avec Dieu, cette morale inflexible, cette discipline sévère qui n'admettait aucune des complaisances du confessionnal des rois, absolument rien qui vous décharge de votre responsabilité personnelle, point de sacrement qui opère par lui-même, plus de viatique dont le pécheur compte se munir au dernier moment pour se ménager une facile entrée dans le ciel, aucun de ces moyens si habilement ménagés et à l'aide desquels les grands peuvent faire marcher de front une vie déréglée avec la dévotion. Comment les Valois auraient-ils pu avoir de la sympathie pour une religion qui n'admettait aucun tempérament pour les faiblesses royales? Ils ne pouvaient pas ne pas la bannir de leur royaume. Dans un pays de centralisation et où tout émane de l'autorité supérieure, cette opposition devait être victorieuse. Les Français avaient déjà contracté l'habitude de regarder en haut et de recevoir le mot d'ordre de la couronne. Cet oubli de la dignité humaine n'était pas seulement le fait de la tyrannie religieuse qui s'était appesantie sur les âmes, mais aussi des lois romaines qui composaient le fond de notre législation. Partout où ces lois ont fonctionné, elles ont absorbé l'individu au profit de l'Etat et amené l'abaissement des caractères. Avoir contre soi l'autorité, c'était marcher vers une défaite certaine. En se tournant contre la Réforme, la couronne tenait enchaînés les fonctionnaires et ceux qui aspiraient à le devenir, tous les pensionnés, tous les courtisans qui vivaient des bontés du roi, et cette noblesse frivole, avide de plaisirs, étrangère aux exercices de la pensée, incapable de se faire par la réflexion et l'étude une opinion indépendante. Admettre les idées nouvelles n'était-ce pas compromettre son existence, celle de sa famille et se préparer un avenir plein de périls?

A côté de cette phalange serrée qui obéit à la consigne et emboîte do-

cilement le pas se trouve le gros de l'armée sociale, le centre presque immobile qui ne forme pour ainsi dire qu'un seul homme par l'homogénéité des besoins et des aspirations. Il se compose de tous les individus qui ont emprisonné la vie dans les limites les plus étroites du bien-être matériel. Les intérêts d'un ordre supérieur leur sont inconnus. Ils ne s'en préoccupent jamais. Tous ses mouvements dans la sphère des idées religieuses sont le contre-coup de ce qui se passe autour ou au-dessus de lui. Ce corps est sans valeur par la pensée, mais il est important par sa masse. Il suit instinctivement le plus fort et fait toujours pencher la balance du côté où il se trouve. Or ce centre n'a pas été sérieusement entamé par la Réforme. Il a compris que ses intérêts seraient sérieusement compromis s'il en adoptait les principes. Il est resté catholique.

A côté des Valois et presque sur les marches du trône se trouve une famille dont l'action sur la Réforme en France a été des plus funestes. L'histoire en offre peu qui présentent une destinée aussi extraordinaire que celle des Guises et qui aient fait plus de mal au pays qui les a accueillis. Arrivés en France dans les premières années du seizième siècle, les Lorrains reçurent de Louis XII des lettres de naturalisation. A cette époque la royauté se sentait portée par le mouvement général de l'opinion, par la haine de la tyrannie seigneuriale, par le flot des événements aussi bien que par ses propres aspirations, au pouvoir absolu. Pour y arriver, elle comprenait qu'il était d'une bonne politique d'éloigner du conseil ceux qui pouvaient par leur naissance se poser en égaux, et de s'entourer d'individus étrangers ou de conditions inférieures qu'elle pourrait s'attacher par des bienfaits sans avoir à en craindre les prétentions. Le chef des Guises comprit sa position et fit valoir d'abord sa qualité d'étranger pour s'avancer à la cour et en obtenir des faveurs. En possession de talents militaires de premier ordre, il s'en servit pour entrer d'un seul bond dans le rang des familles princières en épousant Antoinette de Bourbon, grande tante d'Henri IV. Pendant trois générations, les Guises travaillèrent sans relâche et avec une rare habileté à leur élévation. On n'a jamais vu une famille aussi nombreuse manœuvrer avec autant d'ensemble. Les Lorrains ne formaient qu'un seul homme pour poursuivre la fortune, les honneurs et le pouvoir, faisant tout concourir à leurs fins, qualités et défauts, vices et vertus. Ils n'avaient d'abord pas de plan arrêté ; rien de précis dans leurs désirs. Ce sont les événements dont ils savaient faire un habile usage qui leur frayèrent leur chemin. La Réforme vint à leur aide. Le bouleversement dont elle fut l'occasion leur fournit le levier dont ils avaient besoin. Ils comprirent instinctivement tout le parti qu'ils pourraient en tirer et se mirent sans délai à l'œuvre. Ils avaient d'ailleurs toutes les qualités qui pouvaient séduire leurs nouveaux compatriotes. Pleins de courage et de vertus militaires, hommes de résolution et d'audace, spirituels, élégants, d'un abord imposant, modifiant selon les circonstances leur langage et leur attitude, fiers vis-à-vis des

grands dont ils n'avaient rien à redouter, souples envers les maîtresses du roi, aimables envers les favoris, affables, complaisants envers le peuple; ils pouvaient jouer les rôles les plus opposés quand les circonstances l'exigeaient. A Anet, Charles le Cardinal était aux petits soins avec Diane, à ce point qu'elle l'appelait en badinant sa femme de chambre; à Reims, qu'il habitait souvent comme chef-lieu d'un de ses diocèses, il devenait un saint personnage, plein d'un zèle tout apostolique et stimulant la pieuse activité de son clergé.

Les Guises étaient parvenus, à force d'habileté et de persévérance, à supplanter tous leurs concurrents, à écarter tous leurs adversaires. Ils envahirent l'armée, l'Eglise, les conseils du roi et s'emparèrent des finances. Des agents placés dans les provinces les avertissaient de tous les postes et bénéfices que la mort rendait vacants; ils se faisaient adjuger les plus considérables et donnaient les autres à leurs créatures. On disait du cardinal qu'il ne tarderait pas à devenir le seul évêque de France, étant déjà le premier pasteur de douze diocèses. Claude, gendre de Diane, obtint toutes les terres inoccupées ou vacantes du royaume. Pas une province qui ne fût sous leur dépendance, pas une localité qui pût échapper à leur action. Quand ils se virent solidement fixés près du trône et qu'ils comprirent que les événements pourraient un jour justifier leurs prétentions, ils se dévoilèrent mais avec prudence. Et comme ils descendaient par les femmes de la maison d'Anjou, ils se posèrent en princes français et en membres de la famille royale. L'un d'eux se faisait appeler François d'Anjou et, comme tel, avait obtenu d'Henri II, lorsqu'il était encore dauphin, la promesse que la Provence et le Dauphiné lui seraient restitués. Promesses dont il n'osa pas demander la réalisation lorsque ce prince eut ceint la couronne.

Ils aspirèrent donc à la royauté et, pour y parvenir, ils se mirent à la tête du parti catholique et se firent les champions de la cour de Rome. Ils fomentèrent les discordes, surexcitèrent les passions religieuses, chauffèrent a blanc le fanatisme. Ce sont eux qui ont présidé à ces exécutions d'Amboise où tant d'honorables citoyens furent mis à mort. Ce sont eux qui ont tramé sous François II l'extermination des protestants, que la mort de ce monarque a empêchée. Ce sont eux qui ont inauguré les guerres de religion par le massacre de Vassy. Ce sont eux qui ont perpétré avec Catherine de Médicis et son digne fils Charles IX la journée de la Saint-Barthélemy. Ce sont eux qui ont fondé, soutenu ou dirigé la Ligue et trempé dans la plupart des crimes qu'elle a commis. Avec quelle persévérance, quelle cruauté, quelle fureur, ils ont poursuivi la Réforme. Ils espéraient faire de ses ruines et de la chute d'Henri IV un marchepied pour monter sur le trône. Ils auraient même consenti, pour y arriver, à sacrifier l'indépendance de la France au profit de l'Espagne.

En parlant de l'Espagne, pourrions-nous oublier ce Philippe II que ses contemporains ont appelé le démon du Midi. Quelle figure! quel

être né pour le malheur de millions d'hommes! Le fils de Charles-Quint était la personnification suprême du catholicisme et l'incarnation du fanatisme religieux. La Réforme a été son cauchemar; c'était une révolte qui renfermait à ses yeux toutes les révoltes possibles. Réclamer sa place au soleil du monde moral, répudier tout intermédiaire humain entre Dieu et notre âme, remonter à la source de la vérité religieuse pour l'avoir pure de tout alliage, s'appuyer sur sa personnalité et sa responsabilité pour ne vouloir obtenir que de Dieu sa foi et sa vie, c'était renverser l'ordre établi par la théocratie romaine dont il était le bras droit, c'était commettre le crime de lèse-majesté divine. Il fallait punir du dernier supplice ceux qui s'en rendaient coupables et purger l'Eglise d'un tel ferment de liberté. Ce fut son unique pensée. Retenir les hommes sous l'esclavage religieux, politique et civil ou les faire mourir de toutes les morts possibles: telle fut la mission qu'il se donna. Comment l'a-t-il remplie pendant près d'un demi-siècle? Qu'a-t-il fait en Angleterre par sa femme la sanguinaire Marie? En Hollande par le duc d'Albe? En Espagne par l'Inquisition? C'est lui qui inspirait et soudoyait les Guises. C'est lui qui a soufflé le feu de la guerre civile, qui l'a alimentée et prolongée par ses agents et son or. C'est lui qui a été l'âme de la Ligue, qui en a salarié les prédicateurs et fourni force subsides aux meneurs et aux agents subalternes. Il a compris que le grand drame devait se jouer en France; que si le protestantisme la gagnait à l'Evangile, c'en était fait du catholicisme. Aussi dirigea-t-il sur la France toute l'activité dont il était capable. Dans les instructions qu'il a laissées à Philippe III, son fils, il déclare qu'il a employé trente-deux ans de sa vie à entretenir des intelligences avec les plus grands et les plus ambitieux du royaume et suscité des guerres civiles par le moyen des ecclésiastiques ses pensionnaires, ayant dépensé pour cette œuvre plus de 600,000,000 de ducats[1].

A côté de Philippe II, nous voyons un autre Espagnol, qui a porté dans la sphère religieuse des coups redoutables à la Réforme, en en portant en même temps à tout ce qui est spontané, spirituel et moral dans l'âme. Nos lecteurs ont nommé Loyola, ce gentilhomme basque qui, blessé en défendant Pampelune en 1521, et obligé de garder la chambre pendant plusieurs mois, se convertit à la lecture de la *Vie des saints* et de cette littérature de couvent dont la Vierge est le thème général. Plein de cet enthousiasme qui suit toujours un changement radical dans la direction de nos pensées et de nos affections, et l'imagination surexcitée par ses lectures, il prend la résolution de se consacrer au service de Dieu et de la Vierge. Il entre dans un couvent de moines mendiants, où il se livre à des austérités excessives qui lui valent des visions et des révélations. Un certain nombre de disciples se groupent autour de lui. A cette vue sa nature se révèle, sa personnalité se dessine. Il se sent appelé à diriger les

[1] Dulaure, *Histoire de Paris*, 7e édit. 2e vol., p. 283.

hommes. Ce ne sont plus des militaires qu'il commandera, ce sont les milices de l'Eglise. Après avoir fait un voyage en Terre-Sainte, il revient en Espagne où son zèle et sa foi communicative lui attirent des persécutions de la part du clergé. Il comprend que pour exercer une action durable sur ses semblables et obtenir plus de liberté dans ses mouvements il faut qu'il étudie régulièrement et obtienne des degrés universitaires. Il se rend à Barcelone, puis à l'université d'Alcala; mais là encore l'œil jaloux de l'inquisiteur le suit et lui suscite des difficultés. Il prend la résolution de quitter l'Espagne et vient à Paris en 1528, à l'âge de trente-cinq ans. Il entre au collége Montaigu au moment où Calvin en sortait, va faire ensuite sa philosophie dans celui de Sainte-Barbe, et consacre six ans à ses travaux scolaires sans jamais perdre un instant de vue le but qu'il désirait atteindre. En 1534, le 15 août, il monta sur la colline de Montmartre avec six de ses condisciples qui s'étaient rangés sous sa direction, et firent ensemble le vœu de renoncer aux biens de ce monde, de se consacrer à la conversion des infidèles et de se rendre à Jérusalem ; et dans le cas où ils ne pourraient pas faire ce voyage, de gagner Rome pour se mettre entièrement à la disposition du pape.

Ce vœu fut renouvelé l'année suivante avec quatre disciples; de plus, et comme Loyola ne put pas effectuer son voyage à Jérusalem avec ses collègues, il se dirigea sur Rome.

Ce fut donc en France que le noyau de cette Société célèbre a été formé. C'est sur ce théâtre des grandes luttes religieuses que ce nouvel adversaire de la Réforme prit naissance, bien que l'élément français y fût en minorité. Le jésuitisme est en tous points l'antipode du protestantisme. Calvin a posé la thèse, le Biscayen l'antithèse.

L'œuvre de Loyola repose sur une double base, sur sa méthode et sur ses constitutions. Sa méthode est renfermée dans ses *Exercices spirituels*. manuel de pédagogie religieuse, où il reproduit par un procédé mécanique l'œuvre qui s'est accomplie en lui. C'est une succession systématique de pratiques et d'exercices, calculée pour façonner l'âme sur un même type. Ce qui a été naturel chez lui devient factice chez les autres, et le résultat d'un vigoureux élan de sa libre volonté se transforme en produit de la discipline chez ses disciples. Dans ses *Exercices*, rien n'est laissé à la spontanéité de l'âme. La conscience religieuse devient un mécanisme dont tous les mouvements sont immuablement réglés jusque dans leurs plus petits détails. On y sent à chaque signe l'action que la légende et le rosaire ont exercée sur son imagination et qu'il veut transmettre par voie de discipline à ses adhérents.

Ce n'est pas le Christ de l'Evangile, cette douce mais puissante figure qui attire, subjugue, gagne le cœur, nourrit la raison, sanctifie la volonté et agrandit indéfiniment la sphère morale de l'homme, que le jésuitisme propose à ses adeptes; c'est un Christ réduit à de mesquines proportions, le héros d'un drame religieux que le fidèle doit contempler avec son ima-

gination. Il faut qu'il renouvelle dans son esprit toutes les péripéties de ce drame, qu'il les joue en pensée en se substituant à l'acteur. Ce sont les sens transportés dans le domaine de l'âme. L'idée se matérialise. La rédemption devient une croix, l'amour de Christ un cœur sanglant. Il ne faut pas méditer la charité de Jésus, mais bien se repaître la vue de son cœur percé.

Par ces exercices spirituels, Loyola supprime tout travail de la pensée. Le sentiment religieux se transforme en une sensibilité nerveuse. La raison ne trouve pas à s'exercer. L'action de la conscience est enrayée, et la volonté n'a pas de place où elle puisse se développer.

A ces exercices spirituels pour façonner les individus, il faut ajouter les constitutions pour les réunir en un corps fortement organisé et leur imprimer un admirable mouvement d'ensemble. C'est Lainez, un des disciples les mieux doués de Loyola, qui les a élaborées. Elles reposent sur le principe organique d'une obéissance absolue et s'harmonisent on ne peut mieux avec les exercices. Chaque membre doit l'obéissance à son supérieur immédiat; les supérieurs la doivent à leur général, et tous, dirigés et directeurs, novices, profès et général, se remettent entièrement à la disposition du pape. Cette obéissance est sans limite. Intelligence, conscience et raison, tout ce qui constitue la personnalité de l'homme doit être déposé aux pieds du directeur. A ce principe fondamental, il faut ajouter le dogme non moins essentiel au système que la légitimité du but entraîne la moralité des moyens. Si le but est d'une nécessité absolue pour le salut de l'âme, qu'importe la voie par laquelle on l'atteint! Loyola disait « qu'il fallait user pour le salut des hommes des mêmes artifices dont le diable use pour leur perte..., se conformer au naturel de chacun; commencer par dissimuler bien des choses; conniver en bien des choses jusqu'à ce que, la bienveillance une fois acquise, on puisse vaincre avec leurs propres armes ceux avec lesquels on traite[1]. »

Ce mécanisme religieux et cette législation devaient avoir beaucoup d'attrait pour les personnes qui veulent se décharger du fardeau de leur responsabilité, pour les volontés inertes et les intelligences paresseuses, pour les femmes ou les jeunes filles à tempéraments nerveux, ou chez lesquelles la sensibilité et l'imagination dominent; aussi Loyola et ses coadjuteurs ont-ils imprimé à la confession et à la direction un élan tout particulier. Ils ont donné à cet instrument de pouvoir religieux, de police spirituelle et de chancellerie cléricale, une puissance que tous les clergés séculiers et réguliers n'avaient pu lui communiquer.

Le jésuitisme abaisse le niveau des caractères, brise les ressorts de la personnalité humaine, retient les peuples sur lesquels il domine sans partage dans une déplorable enfance, et s'est toujours uni par une communauté de principes et d'intérêts aux pouvoirs absolus.

[1] Martin, tome VIII, page 317.

Cette Société devait être l'adversaire le plus décidé et le plus puissant de la Réforme dont elle est l'antipode. Aucun compromis n'est possible entre elles. L'opposition dans les principes, la tendance et le but, est complète. Le protestantisme veut dégager la conscience de toute entrave humaine ; le jésuitisme veut l'asservir. Le premier travaille à l'épanouissement de la personnalité humaine; le second veut en arrêter le progrès. L'un veut émanciper le chrétien du joug de la théocratie papale; l'autre veut l'y enchaîner plus que jamais. Il y a expansion chez l'un ; il y a compression chez l'autre. Aussi voyons-nous les jésuites, dès qu'ils se sont sentis assez forts pour entrer en lice, combattre à outrance la Réforme. N'est-ce pas dans leur maison, au dire d'Antoine Arnaud, que les principaux acteurs, dans le drame de la Saint-Barthélemy, tinrent leur conciliabule? N'est-ce pas encore dans leur nouvelle maison que le comité directeur de la Ligue siégea et où il prenait ses terribles résolutions qui ont été imitées en 1793 ? De combien de complots contre la vie des rois n'ont-ils pas été accusés? Jean Chatel a étudié chez eux. Qui étaient les directeurs et les confesseurs de Louis XIV, lorsque ce monarque persécutait à outrance et dispersait aux quatre vents des cieux ses malheureux sujets protestants? Et lorsque en 1722, le régent pensait à les rappeler, ce sont encore les jésuites qui l'en ont détourné. Il n'a fallu rien moins que leur expulsion de la France, la disparition momentanée de l'ordre et la révolution française pour que les débris des Eglises réformées pussent se réunir, et que le témoin de la vérité pût de nouveau recommencer son humble mais glorieux ministère.

A cette liste déjà si longue d'obstacles que la Réforme a rencontrés, il faut en ajouter un autre tout aussi considérable et peut-être plus considérable que les précédents, c'est celui que nous trouvons dans le caractère du peuple de Paris. Pour tout ce qui relève de l'ordre intellectuel, moral et politique, Paris c'est la France. N'est-ce pas dans ses murs que se sont le plus souvent jouées les destinées du pays? Bien qu'il ne fût pas alors centralisé comme il l'est de nos jours, sa capitale étant la demeure ordinaire de la royauté et de la noblesse et le siége du gouvernement, devait avoir un rôle prépondérant dans le mouvement religieux du seizième siècle. Il est plus que probable que si Paris eût accueilli la Réforme, elle aurait rayonné dans tous les sens et attiré à elle les forces vives du pays; mais les Parisiens de cette époque ne donnaient prise par aucun côté à l'Evangile. Légers, avides de spectacles et de plaisir, enclins à la raillerie, comment auraient-ils pu goûter cette austérité de la Réforme que les malheurs de ses disciples avaient rendue plus austère encore. Ils devaient instinctivement la repousser. Ils n'avaient de sympathie et de reconnaissance que pour celui qui leur donnait des fêtes ou leur procurait d'agréables distractions. Les événements les plus graves, les mesures les plus sévères étaient autant de matières à épigrammes et à

chansons. Ils croyaient avoir fait preuve de patriotisme ou s'être vengés de leurs persécuteurs quand ils avaient déversé sur eux le ridicule ou lancé contre eux les traits bien acérés de la satire. Le théâtre n'était qu'un répertoire de farces où l'on se raillait de tout et de tous, et où les choses les plus sacrées étaient exposées aux sarcasmes de la multitude. La chaire, qui aurait dû combattre ces dispositions, payait au contraire son tribut aux tendances de l'époque. La prédication n'était qu'une critique grossière des vices de l'époque, dans laquelle l'orateur entrait dans des détails d'une crudité repoussante, et où il cherchait le plus souvent à plaire et à amuser. Peu ou point d'idées élevées ; absence complète des principes fondamentaux du christianisme ; rien qui nourrisse et éclaire le sentiment religieux.

A cet amour du plaisir joint à une légèreté, à une mobilité excessive, nous devons ajouter un penchant prononcé pour la cruauté. Le peuple de Paris était inhumain. Il aimait le sang et se repaissait de spectacles horribles. Les exécutions, qu'une législation barbare appliquée par des juges iniques, multipliait sans mesure, les maintenaient dans cette disposition étrange. On brûlait, on enterrait vivant, on plongeait dans l'eau bouillante, on noyait. Les criminels qui n'étaient pas condamnés à mort étaient mis au pilori ; on leur coupait les oreilles et on les marquait. Ces supplices étaient presque quotidiens. A ces exécutions, qui devaient rendre les Parisiens indifférents à la souffrance de leurs semblables, il faut ajouter ces fourches patibulaires que l'on avait dressées dans plusieurs endroits autour de Paris, et auxquelles étaient suspendus les corps des suppliciés. Celles de Montfaucon étaient les plus considérables. On y voyait jusqu'à cinquante ou soixante corps à différents degrés de décomposition. Ce spectacle repoussant n'empêchait pas le peuple de Paris d'en faire un lieu de divertissement ou un but de promenade. Catherine de Médicis y mena ses fils, sa fille et son gendre.

Les Parisiens n'étaient pas seulement cruels, sanguinaires, ils étaient en outre d'une ignorance excessive, unie à une crédulité presque sans limite ; aussi avec un peu d'aplomb pouvait-on leur faire accroire tout ce que l'on voulait. L'habileté et la ruse en faisaient facilement des dupes. Quand on lit les prédicateurs de la Ligue, on est étonné de tant d'audace et d'arrogance. A leurs paroles fallacieuses, à leurs promesses mensongères, à leur ridicule forfanterie, on s'aperçoit qu'ils parlent à un auditoire d'ignorants, de fanatiques et de badauds. Impressionnables comme le sont toutes les populations agglomérées qui respirent cette atmosphère méphitique si propre à surexciter le système nerveux, les Parisiens se laissaient entraîner aux extrémités les plus criminelles. N'ayant aucune idée du christianisme, ils s'imaginaient que la religion ne consistait que dans les processions, les cérémonies d'apparat et le culte des images ; aussi prenaient-ils l'absence de ces simulacres et de ces mises en scène comme une marque certaine d'incrédulité ou d'athéisme.

A côté et au-dessus de cette population parisienne, se trouvent les clergés séculiers et réguliers qui formaient une phalange considérable et d'une puissance irrésistible. Les couvents d'hommes et de femmes, les moines de tous les ordres étaient fort nombreux à Paris, et chaque règne en voyait la liste s'accroître. Ils alimentaient le commerce de détail et avaient par cela même une clientèle fort considérable. Comme la plupart de ces établissements conventuels recevaient leurs revenus de la province, il semblait aux yeux de la multitude que leur existence et leur nombre enrichissaient la capitale. Aussi cette armée de prêtres et de moines tenait sous sa tutelle et avait à sa disposition cette portion du peuple toujours prête à s'enrégimenter pour faire un coup de main. Les deux ordres qui exerçaient à l'époque de la Ligue le plus d'empire sur les Parisiens étaient les capucins et les jésuites. Ceux-ci avaient la direction de la Sorbonne, d'une partie de la magistrature et en général de la classe instruite, ceux-là s'étaient chargés de la conduite du peuple.

Les deux clergés avaient chacun ses lois, sa police, ses agents, ses prisons et ses tribunaux, dont ils élargissaient de temps en temps la juridiction; et comme les gouverneurs de Paris ont presque tous été au seizième siècle des prélats, l'on peut dire que l'autorité tout entière était entre les mains des prêtres. Leur influence était sans limite. Comment la Réforme aurait-elle pu pénétrer et s'asseoir solidement dans la capitale ? Elle n'avait d'autre tribune que le bûcher. Sans doute, la voix du martyre ne fut pas sans écho dans quelques âmes élevées, mais le peuple n'y voyait qu'un spectacle ordinaire et qu'il trouvait même de son goût. Il était étranger aux mouvements de la pitié. L'on peut donc affirmer que Paris a été le principal soutien du catholicisme. Sans lui la Ligue n'aurait pu se maintenir. Ce n'est pas pour la France qu'Henri IV s'est fait catholique, c'est pour Paris.

Mais le plus grand des obstacles, celui qui en dernier ressort a triomphé de la Réforme et l'a bannie de la France, c'est la persécution. Le sang des martyrs ne peut être la semence de l'Eglise qu'à une condition, c'est que l'Eglise qui doit enfanter les martyrs puisse vivre. Il n'y a plus de témoignage là où il n'y a plus de témoin. Certes, l'Espagne a été arrosée du sang de nombreux martyrs, et cependant l'Evangile n'a pu s'y fixer, parce qu'au fur et à mesure qu'un témoin s'élevait il était mis à mort. L'on ne se fait pas une juste idée des persécutions qui ont accueilli l'Eglise chrétienne lors de son apparition. Elles n'ont été ni si fréquentes ni si générales qu'on se l'imagine. Il se passait une trentaine d'années entre une persécution et la suivante, pendant lesquelles l'Eglise pouvait réparer ses pertes et prendre de nouvelles forces. L'immense étendue de l'empire romain, l'extrême diversité des peuples qu'il renfermait et dont chacun avait conservé ses institutions, ses coutumes et ses lois, devait paralyser l'action du pouvoir central, rendre assez difficile l'application

générale des édits de persécution et laisser une grande liberté de mouvement aux témoins de l'Evangile.

Les chrétiens de la Réforme se sont trouvés en France dans des conditions bien différentes. On ne les a jamais laissés respirer. Les persécutions se sont succédé sans interruption et avec une cruauté que les païens ont à peine connue. Depuis 1525, le bûcher n'a pas cessé de brûler et cela pendant l'espace de trente-cinq ans. Après les bûchers les massacres, après et pendant les massacres les guerres où les réformés combattaient dans des conditions numériques si désavantageuses qu'ils ne pouvaient espérer, même en sortant victorieux, de mettre un terme à leurs souffrances. Toutes les autorités, depuis le roi assis sur son trône jusqu'au dernier valet, rivalisent de zèle pour courir sus aux pauvres protestants. Pas un qui manque à l'appel, qui trahit par pitié, par commisération, par humanité, par motif de conscience. Tous les corps constitués sont debout et se mettent à l'œuvre. La Sorbonne, toujours sur le qui vive, découvre l'hérétique, le clergé le dénonce au pouvoir, le moine le voue à la haine ou au mépris du peuple, et la magistrature à tous les degrés le condamne; puis vient la couronne qui sanctionne tous les efforts, les stimule, les coordonne, les multiplie, confie à tous ses agents le droit de poursuivre et à tous les tribunaux celui d'envoyer à la mort. Devant le juge, il n'y a ni âge, ni condition. Il doit poursuivre l'idée dans toutes ses ramifications et ne pas craindre de frapper des innocents pour atteindre tous les coupables.

La plupart des historiens ont répété que le massacre de la Saint-Barthélemy n'avait pas abouti, que le seul fruit que Catherine et son fils en avaient tiré, c'était la honte. Ils se trompent. D'abord les morts ne ressuscitent pas; c'est donc autant d'adversaires que le catholicisme a eus de moins. Ensuite, l'on a compris de part et d'autre que le duel était à mort, et comme il était facile de savoir de quel côté était le nombre, la force et l'autorité, tous les timides, les incertains, les prudents se sont arrêtés et sont revenus sur leurs pas. D'autres, plus honorables et qui avaient donné des preuves d'attachement à l'Evangile, croyant à l'impossibilité de faire exister sur un même sol deux religions différentes et incapables de soutenir plus longtemps la lutte, sont rentrés, de guerre lasse, dans le giron de l'Eglise romaine. Les forces morales ont des limites. Il vient un moment où l'on sent le besoin de goûter un peu de repos. Si d'un côté la conscience vous reproche votre faiblesse et votre infidélité, d'un autre elle vous approuve de ne pas exposer votre femme et vos enfants à des souffrances sans terme. Cette journée a donc été fatale au protestantisme. Elle l'a tué sur le sol français. Les victoires d'Henri IV n'ont pu le relever, et lui-même a été obligé de l'abandonner. Le clergé et les Valois, les Guises et la Ligue, Paris et Rome, Philippe II et Loyola, les moines, Diane et Catherine, phalange bien unie contre laquelle est venue se briser la Réforme. Comment aurait-elle pu en triom-

pher, elle qui n'avait ni le nombre, ni l'autorité, ni les richesses, et qui était bornée par ses propres principes dans l'emploi des moyens? Tenter la lutte, c'était de la témérité. Le protestantisme en France n'avait qu'à s'armer de la croix, comme l'Eglise primitive, combattre par la souffrance et regarder l'avenir.

Que serait-il advenu si la France se fût mise à la tête du mouvement religieux du seizième siècle? Y aurait-elle gagné en puissance, en bien-être intellectuel et moral, en liberté civile, politique et religieuse? C'est à l'histoire qu'il faut recourir pour répondre à ces questions. Quand on la consulte dans un esprit impartial et dégagé de toute préoccupation religieuse, on est forcé de reconnaître que les Valois ent ravi à la France la plus glorieuse destinée en refusant de diriger la Réforme. Non-seulement ils l'ont humiliée en la mettant à la remorque de l'Espagne, et en lui faisant subir le joug de Rome qui n'a cessé de lui imposer sa volonté avec toutes les violences, les cruautés, les iniquités dont le gouvernement papal était capable, mais ils lui ont fait perdre les occasions les plus favorables, les plus naturellement amenées pour reculer ses frontières même au delà du Rhin, et lui donner un ascendant irrésistible sur les affaires de l'Europe. Tous les peuples du continent qui ont embrassé la Réforme n'ont cessé, pendant tout le cours du seizième siècle, de se tourner du côté de la France. Ils ne pouvaient se persuader qu'elle resterait toujours insensible à ce magnifique réveil de la foi et de la pensée religieuse. La Belgique et la Hollande, dans leur longue et glorieuse lutte avec l'Espagne, ont souvent fait appel à sa généreuse sympathie. En 1571, le comte Louis de Nassau pressa Charles IX de venir au secours des Pays-Bas. Les provinces wallonnes et la Flandre n'attendaient leur délivrance que des Français. L'on sait que Coligny, profitant d'un moment où ce triste et malheureux monarque lui avait rendu sa confiance, l'engageait à travailler à la grandeur de la patrie en se servant des forces militaires que la paix à l'intérieur avait mises à sa disposition pour s'emparer de la Belgique, qui ne cessait de lui tendre les bras. En 1572, une armée française, composée en grande partie de réformés, entra dans le Hainaut et s'empara de Valenciennes et de Mons, aux cris de « France et de liberté. »

Les massacres de la Saint-Barthélemy arrêtèrent ce mouvement, déconcertèrent les réformés étrangers et firent reculer la Belgique. Elle se replaça sous le joug de la papauté, tout en continuant à lutter pour son indépendance nationale. La Hollande seule marcha en avant.

Si de l'extérieur nous portons nos regards vers l'intérieur, et que nous nous demandions quels sont les avantages que la France aurait retirés de son adhésion à la Réforme, c'est encore l'histoire qui se chargera de répondre à cette question. Il suffit pour s'en faire une juste idée de suivre les travaux des États généraux d'Orléans en 1561. A cette époque, le protestantisme avait fait des progrès considérables dans la nation. La

majorité de la noblesse de la Touraine, de la Normandie, de la Bretagne, du Poitou, de la Guyenne et du Toulousain subissait son influence, et dans celle des autres provinces, il comptait encore bon nombre d'adhérents. Uni aux mécontents, il dominait le tiers état. Le commerce, l'industrie, et en général la partie éclairée et indépendante de la société penchait de son côté. L'aspect général de cette assemblée, les discours des deux orateurs de la noblesse et du tiers état, dans lesquels le clergé était traité avec sévérité, témoignent assez de l'influence des idées nouvelles. Le premier demandait qu'on acquittât les dettes de l'Etat avec les biens du clergé, et qu'on lui ôtât toute juridiction civile et féodale. Un grand nombre de nobles demandèrent que la liberté du culte leur fût accordée dans leurs châteaux. Le second déclara que pour revenir à l'Eglise primitive il fallait que les prêtres se dépouillassent de leur ignorance, de leur avarice et de leur amour pour la pompe et les vaines cérémonies.

L'action de la Réforme se fait tout particulièrement sentir dans les cahiers du tiers état. On y aperçoit la sévérité de sa morale dans les demandes de lois somptuaires; sa tendance parfois trop judaïque dans la peine de mort dont l'adultère devait être puni. Mais que ces cahiers renferment déjà de pensées élevées et une juste appréciation des besoins de la société! Ils renouvelaient avec de vives instances la demande qui avait déjà été faite en 1484, de la périodicité des Etats généraux, ou en d'autres termes, ils réclamaient l'établissement du gouvernement représentatif. Ils sollicitaient la suppression des douanes intérieures et l'unité commerciale. Le tiers demandait en outre que les évêques et les pasteurs ayant charge d'âmes fussent élus comme dans les premiers temps de l'Eglise par le peuple uni au clergé, que les revenus de l'Eglise fussent rendus à leur légitime emploi, que tous les tributs payés à Rome fussent abolis, qu'un collége fût érigé dans chaque ville, etc. « Ces cahiers, dit Augustin Thierry, surpassent en valeur politique, en idées comme en étendue, ceux de la noblesse et du clergé; on y trouve un sentiment profond de la justice sociale et de l'intérêt public, le zèle pour l'ordre, l'instinct des réformes et la science pratique de toutes les matières de droit et d'administration[1]. » Il est plus que probable que la Réforme eût rendu 89 inutile, et aurait préservé la France de ses plus terribles tempêtes politiques et sociales. La liberté, avec tous les progrès qu'elle porte dans son sein, se serait dégagée tout naturellement des institutions religieuses renouvelées, et à l'heure qu'il est la France n'aurait rien à envier aux pays les plus favorisés de la terre.

C. Cailliatte.

[1] *Essai sur l'histoire du Tiers Etat.*

LITTÉRATURE

—

RÉCITS POPULAIRES

M. URBAIN OLIVIER

Ce ne sont pas les œuvres littéraires de toutes sortes qui manquent à l'époque où nous avons l'avantage de vivre. La verve littéraire ne tarit pas, et sans parler des œuvres sérieuses, des publications dont l'utilité et l'immense valeur ne peuvent être mises en contestation, le public se voit littéralement accablé sous un amas d'œuvres d'un tout autre genre dont l'ensemble forme à coup sûr et à notre grande honte la nourriture intellectuelle la plus demandée, la plus recherchée, mais non la plus délicate.

Il y en a pour tous les goûts, pour tous les degrés d'instruction, pour toutes les bourses, et ce n'est pas là le moindre avantage de cette littérature, s'écrieront invariablement ses défenseurs; ne faisons-nous pas notre possible pour élargir les connaissances, et pour mettre ce qui s'écrit (en bon ou en mauvais français) à la portée de toutes les classes; ne cherchons-nous pas à être lus par le pauvre comme par le riche, par l'ignorant comme par le savant; ne travaillons-nous par pour le peuple ?

Ah ! le grand mot est lâché : le peuple. C'est donc en partie pour lui cette petite littérature malsaine exposée maintenant plus que jamais aux devantures des libraires ou affichée sur les murs de la capitale; c'est pour lui que l'on écrit tant de belles et bonnes choses; c'est pour lui donner le goût du vrai et la passion du beau que l'on encombre le marché de toutes ces publications pleines d'anecdotes d'une moralité douteuse et de ces mémoires dont le scandale fait tous les frais et dont le style est d'une platitude sans pareille. Vraiment nous aurions tort de nous plaindre, quelle ingratitude! L'école nouvelle prétend être animée des plus nobles aspirations; elle veut l'instruction et la moralisation des classes déshéritées; mais elle l'entend à sa manière au moyen de cette littérature frelatée. C'est donc à l'entendre avec cette nourriture grossière que nous ferons nos efforts pour rapprocher de nous tous ces petits que nous voulons relever;

pour leur donner une idée de ce que nous sommes, nous leur ferons lire les romans les plus ignobles ou les plus stupides. Il faut avouer que c'est peu flatteur, et que le bon sens populaire aurait raison de s'insurger contre une immoralité aussi flagrante. Ne faisons pas fi de nous si facilement; ayons donc une meilleure opinion de notre nature, et montrons que le sommeil de l'ignorance serait moins désastreux qu'un réveil provoqué par des publications malsaines; mais avant tout luttons contre ce sommeil. S'il est des hommes qui trouvent du plaisir à cette fange littéraire, c'est qu'ils sont bien forts ou déjà blasés. Mais à celui qui travaille, à celui qui lutte péniblement pour gagner le pain de chaque jour, il faut autre chose. A celui qui combat, il faut une main qui le soutienne et combatte avec lui; à celui qui désespère, il faut rendre l'espérance; à celui qui n'a souvent que de mauvais exemples pour le guider, il faut en donner de bons. Au petit, au faible, il faut montrer ce que peuvent accomplir des petits et des faibles. C'est là une noble tâche; grâces à Dieu, plusieurs l'ont entreprise de nos jours, comprenant qu'une littérature populaire est de plus en plus une urgente nécessité morale: une littérature populaire, disons-nous, mais dans le vrai sens de cette expression.

Un auteur peut choisir plusieurs manières d'être utile: du but qu'il se propose dépend la forme qu'il donne à son œuvre. Ou bien sa plume pourra donner au peuple d'utiles conseils, et lui montrer sous forme didactique la voie dans laquelle il voudrait le faire marcher. Ou bien l'auteur se fera romancier; il racontera, il donnera au peuple des récits tirés de sa propre vie, il fera connaître cette vie à ceux-là même qui la traversent. Ne nous figurons pas que sa propre histoire n'ait aucun intérêt pour l'ouvrier ou le paysan; ce serait une grande erreur. Ils la connaissent peu cette histoire, ceux qui travaillent vivent péniblement au jour le jour, sans s'inquiéter le plus souvent de ce que font leurs compagnons de lutte et de labeur. Il faut donc les intéresser à leur existence, leur en montrer les avantages et les ressources, provoquer leurs remarques et leurs réflexions. De plus, en décrivant les mœurs des classes populaires l'auteur aura l'avantage de les faire connaître à ceux qui les coudoient trop souvent avec indifférence; il intéressera l'homme dont la vie est facile, aux joies et aux douleurs de tant d'êtres auxquels il ne pensait pas. Alors les barrières seront déjà à moitié brisées, et bien des gens seront fort étonnés de voir des laboureurs penser comme eux, que dis-je, dans bien des cas, penser d'une manière plus raisonnable.

M. Urbain Olivier est sans contredit l'un des plus aimables conteurs populaires que nous puissions rencontrer, l'un de ceux qui, saisis tout à coup de l'idée d'être utiles à toutes les classes, mais surtout à cette grande majorité humble et laborieuse au milieu de laquelle il vit, a le mieux rempli la tâche qu'il s'était donnée. Il est entré timidement d'abord dans le chemin de la publicité; il n'a pas tardé à le parcourir d'un pas plus hardi. M. Olivier appartient à cette Suisse française dont la vie litté-

raire est unie si fortement à la vie littéraire de la France. En effet, que de relations ne trouvons-nous pas entre les deux pays, entre les deux peuples, et surtout entre les esprits distingués de ces deux pays? Quel rapprochement n'est pas dû à la communauté de langage? Passez la frontière, vous vous trouvez chez vous, car d'un côté du Jura comme de l'autre, si les idées politiques different, les idées littéraires et humanitaires sont les mêmes. De quel honneur la littérature française ne jouit-elle pas dans la Suisse romande, et combien d'écrivains, fins et vigoureux esprits, appartenant à ces contrées du Léman, la France ne revendique-t-elle pas dans le champ de la littérature et de la philosophie?

M. Olivier a vécu et vit encore maintenant de la vie campagnarde, et connaissant à fond les qualités et les écueils de ce milieu, il peut mieux que beaucoup d'autres nous faire connaître, à nous citadins, cette vie humble, cachée, souvent ingrate et difficile, mais toujours pleine d'intérêt de l'habitant des campagnes vaudoises. Campagnard au fond de l'âme, il aime avant tout sa vie rustique, vie simple, tranquille, laborieuse, utile à tous; il aime son village dont le clocher lui apparaît toujours brillant entre le feuillage des vieux noyers; il aime ce Jura dont il nous peint si bien les lignes bleues, se dessinant sur le ciel lorsque le soleil a disparu derrière les sommets couverts de sapins; il aime cette grande et riante nature du Léman, cette nature d'une beauté à la fois splendide et gracieuse, dans la voix de laquelle il se plaît à reconnaître la voix de Celui qui a créé le ciel et la terre, et qui a fait de son pays une véritable merveille. N'allez pas l'en arracher; n'allez pas le conduire au sein des grandes villes; vous n'auriez plus le même homme, et ce que nous disons ici de l'auteur, nous pourrons le dire aussi de quelques-uns des personnages qu'il met en scène dans ses récits populaires.

Admirateur enthousiaste de la nature, grand amateur d'histoire naturelle et chasseur habile, M. Urbain Olivier nous a donné tout d'abord un volume de descriptions de la nature et de récits de chasse. C'est là à coup sûr un de ses plus charmants ouvrages, quelques-uns même trouvent que c'est le meilleur; nous ne sommes pas de leur avis, qu'ils me le pardonnent. Mais quoi qu'il en soit, que de finesse et surtout quelle simplicité dans les développements; comme tout dans ce petit livre est bien à la portée de tous, et quelle somme de connaissances ne pouvons-nous pas tirer de ces quelques chapitres? Le livre de la nature a beau être toujours ouvert sous nos yeux, nous n'en avons lu que bien peu de pages. Mais ce qui dans les œuvres de M. Olivier doit principalement attirer notre attention, c'est la partie essentiellement populaire, ce sont ses récits de la vie de village qui, dans la Suisse française, lui méritent le nom de conteur du Jura.

M. Urbain Olivier écrit surtout pour le paysan; il le connaît à fond; il a pu apprécier sa manière de vivre à sa juste valeur, et tout en faisant ressortir les avantages de cette vie simple et laborieuse, il est loin de

nous la présenter comme une idylle. Quant à la vie du citadin, elle est moins connue et moins appréciée de l'auteur des *Récits de village;* le lecteur peut facilement s'en apercevoir à la simple lecture. Nous aurons du reste à revenir sur ce point, l'un des griefs qui ont été articulés contre les ouvrages de M. Olivier. C'est à la campagne que l'auteur se sent à l'aise ; son étude favorite est l'étude de la nature extérieure et aussi de la nature intérieure de l'homme des champs; il en dégage d'importantes leçons morales avec une psychologie pleine de sagacité et fondée sur l'expérience.

Destinés primitivement au public de la Suisse française, les *Récits populaires* ont pu passer le Jura sans perdre de leur intérêt; ils ont pu être lus et compris aussi bien par des campagnards français que par les habitants de la vallée du Léman. La cause en est facile à expliquer. Pour celui qui désire connaître cette classe d'hommes dont on dit beaucoup de mal et peu de bien, les ouvrages de M. Olivier ont leur actualité partout. Si d'un pays à l'autre les mœurs sont parfois différentes, si chez le paysan français ou allemand on rencontre des qualités ou des défauts qui ne se trouvent pas chez d'autres, il existe néanmoins un fond d'idées commun à toutes les contrées. Nous ne pensons pas que beaucoup de paysans connaissent le fameux mot de Térence : « Rien de ce qui est humain ne m'est étranger ; » mais sans le connaître ils trouvent moyen de le mettre en pratique et de l'expliquer à leur manière. On retrouve le même fond commun chez tous les habitants des campagnes; certains traits de mœurs, certaines traditions de village et de famille, certaines antipathies pour tout ce qui ne se rattache pas à leur classe, voilà ce qui se rencontre un peu partout. Dans quel pays ne remarque-t-on pas un antagonisme caché entre le paysan et quiconque ne porte pas l'habit de bure; de là une guerre sourde, une lutte où la ruse joue le rôle principal et devient une arme redoutable. Ces traits caractéristiques sont universels, aussi les récits de M. Olivier peuvent-ils être compris dans toute l'Europe. Nous savons que déjà de nombreux efforts ont été faits pour les répandre et pour les traduire dans plusieurs langues.

Une fois présenté à son public, par ses *Récits de chasse et d'histoire naturelle,* M. Olivier n'a pas tardé à élargir sa manière. Ses premières œuvres avaient reçu dans la Suisse française un accueil qui ne pouvait que donner à l'auteur un sérieux encouragement, et l'engager à se déclarer franchement conteur populaire. Déjà, dans quelques chapitres des *Récits de chasse,* venaient se placer des scènes de la vie du campagnard ; il semblait que l'auteur voulût voir quelle forme prendraient sous sa plume les réflexions que lui suggérait le contact journalier du village. Peu à peu ses récits prirent plus d'étendue, et chaque volume en contint seulement deux ou trois. Ils sont fort simples, naturels et parfois très émouvants, grâce à leur simplicité même. M. Olivier se plaît à nous y montrer l'homme dont la voie est droite et qui met sa confiance en Dieu,

parvenant par son travail, par sa vie consciencieuse, par une foi simple et ferme, à une position plus satisfaisante et au bonheur ici-bas. Mais l'auteur ne s'en tient pas à cette sorte de paradis terrestre du travailleur; son but est de montrer que le bien-être matériel ne doit pas être la recherche constante et unique de l'homme; ses regards doivent se porter plus haut que la terre, afin d'arriver à la source de la lumière et du vrai bonheur. Tel est le plan de la plupart de ses récits, et certainement par le temps qui court et avec le public auquel il s'adresse spécialement, M. Olivier n'aurait pu mieux faire. Ce fond d'idées fait le mérite de la nouvelle intitulée : *le Coutelier*, regardée à juste titre comme l'une des meilleures, malgré quelques invraisemblances et quelques rencontres trop imprévues; c'est l'inspiration incontestable des nouvelles suivantes : l'*Oncle Jacob*, le *Régisseur et le Capitaine*, *Bonheur et fortune*, etc., etc.

Le sujet de tous ces récits est assez invariablement l'histoire d'une famille de campagnards, vivant de son travail, ayant comme les autres quelques qualités et quelques défauts, sujette aux mêmes tentations, les accueillant ou les repoussant. Rien que de très simple dans les existences qui passent sous nos yeux; mais aussi rien de banal, grâce à l'originalité des types et à l'intérêt des situations. Une fois entrés dans la maison de village sur les pas de M. Olivier, nous y restons volontiers; nous assistons à la lutte, nous nous réjouissons des victoires ou nous pleurons les défaites. Le travail a-t-il été victorieux, ce ne sont pas de superbes positions qui en sont le prix; c'est le plus souvent un avenir assuré mais modeste, et les peintures que l'auteur nous fait de ce bonheur campagnard se réduisent au tableau de Florian : Un bon mari, une femme belle et sage et deux jolis enfants qui vivent dans un modeste héritage. Une tranquille maisonnette, une petite propriété et la conscience paisible, quoi de mieux; n'est-ce pas là ce que bien des grands de la terre ont rêvé pour trouver le bonheur qui les fuyait? Oui, la fortune modeste pour prix d'un travail pénible; l'auteur a mille fois raison. De nos jours, le campagnard ne s'en tient pas volontiers à son humble position; il lui faut la grande richesse; il lui faut la spéculation, le jeu de la Bourse et la ruine en bonne compagnie. Prouvons-lui qu'il a tort et le pays gagnera en richesse ce que le paysan n'aura pas gagné... ou perdu en spéculations.

Des critiques ont accusé M. Olivier de présenter invariablement dans ses récits ces types ennuyeux du vice puni et de la vertu récompensée, et de nous montrer toujours l'orgueil et l'égoïsme châtiés. Ne soyons pas sévères et ne traitons pas de vicieux un homme qui, soumis au rude travail de la terre, sait y trouver la richesse et en tire vanité. Mais d'un autre côté, il nous semble que le reproche n'est pas juste. Dans les *Récits de village*, l'auteur nous présente comme les plus heureux des hommes ceux qui vivent selon la loi de Dieu, mais en même temps les mondains et les orgueilleux ne se trouvent nullement dans un enfer anticipé; ils réussissent assez bien sur la terre, et certes l'auteur a raison; son but est de

décrire les choses telles qu'elles sont et non pas d'établir une justice préparatoire. Hélas! l'orgueil est encore florissant, et s'il marche au-devant de l'écrasement, Dieu ne nous permet pas toujours d'en voir la fin, et la voie est encore longue devant lui. Non, rien ne serait plus injuste que d'assimiler les *Récits de village* aux contes de Berquin et à une foule d'autres œuvres faites pour fausser le jugement en ne présentant pas la vie telle qu'elle est. M. Olivier, en nous donnant la peinture de deux familles dont l'une est pieuse et l'autre ne l'est pas, nous fait juge entre les deux parties, tout en laissant fort bien voir le fond de sa pensée. De plus, les honnêtes gens sont quelquefois dupes des coquins. Lisez l'*Oncle Jacob* et *une Vie manquée* où les coquins ne sont point punis. Ah! pour le coup, l'école de Berquin se voilerait la face, mais aux yeux de toute personne de bon sens, l'auteur n'en a pas moins atteint son but, qui est de prouver que les joies de la terre n'ont de valeur que si elles ont pour couronnement les joies du ciel, et qu'à celui qui a tout perdu ici-bas, il reste une grande espérance. Oui, ainsi que le disait naïvement un déshérité des biens terrestres, homme simple et malheureux, que Topfer met en scène dans l'un de ses ouvrages, comme on lui demandait si la vie ne lui était pas à charge : « Que voulez-vous, dit-il, il faut prendre patience pour gagner le ciel. »

Parmi les récits de M. Olivier, trois d'entre eux nous ont frappé comme ayant un intérêt spécial. L'un des trois n'est guère qu'une esquisse de mœurs; les personnages ne sont pas mis en scène, et aux yeux de personnes qui veulent avant tout un récit en partie dialogué, l'*Ancien Régent* n'aurait pas une grande valeur. Pour nous, ces quelques pages ont un prix que les lecteurs de M. Olivier comprendront. Poésie et foi, tels sont les deux sentiments qui ont inspiré ces charmantes pages, histoire de l'un de ces petits auxquels l'Evangile promet le royaume des cieux.

Vient ensuite une nouvelle, dans laquelle est mis en scène un protestant, exilé de France pour cause de religion. La *Tanne à Jean Bourgeois* nous reporte à plus d'un siècle en arrière, à cette époque désastreuse où les montagnes qui séparent la Suisse de la France voyaient chaque jour tant de scènes déchirantes. Nous ne nous arrêterons point aux détails de cette petite histoire qui en dit plus que bien des pages de la grande histoire des peuples, mais nous ne la laisserons pas passer sans ajouter que dans sa simplicité elle est une des plus émouvantes. Ce qui nous frappe avant tout dans le récit, n'est-ce pas cette épreuve à laquelle est soumis un homme fidèle à ses convictions, n'est-ce pas cette foi humble et forte de l'ancien protestant français qui, dans la détresse comme dans la félicité, s'écrie toujours : « Que ta volonté soit faite et non la mienne. »

A la suite d'une demande qui lui fut adressée d'une manière spéciale, M. Olivier écrivit il y a quelques années un petit livre contre l'ivrogne-

rie. C'était toucher au vif l'une des plaies du pays de Vaud, et du reste dans quelle contrée un semblable sujet n'aurait-il pas de l'actualité. Un paysan, heureux dans sa famille et vivant de son travail, mais poussé par de mauvais conseils, se met en tête d'établir un cabaret dans son village. Au point de vue pécuniaire, il réussit, mais au point de vue moral, plus de repos, plus de vie de famille, partant plus de bonheur. Pour bien comprendre ce récit, il faut connaître ce qu'est la vie de famille chez le campagnard. A peine revenu de son travail, ce dernier est souvent plus porté à se rendre au cabaret qu'à s'asseoir au milieu des siens. Ne reprochons pas à nos paysans d'éprouver le besoin d'échapper quelques instants à leur vie laborieuse; malheureusement ils ignorent trop souvent le charme bienfaisant du foyer. Espérons que les efforts de l'auteur de la *Violette* seront couronnés de succès, et à tous ceux qui seraient tentés de faire comme le jeune paysan qui détruit son bonheur pour gagner un peu plus d'aisance, nous souhaitons d'assister comme lui aux tristes scènes décrites dans ce petit livre, et d'être radicalement guéris de leur funeste dessein. Nous savons que cet écrit a déjà produit d'excellents résultats, et nous en félicitons M. Olivier de tout notre cœur.

Nous avons examiné bien sommairement les premières œuvres du conteur vaudois. Abordons maintenant ses romans populaires; qu'il nous permette de donner ce nom aux quatre derniers volumes qu'il a publiés, car chacun d'eux forme un tout. L'*Orphelin*, *Adolphe Mory*, le *Manoir du Vieux-Clos* et la *Fille du Forestier* composent une nouvelle série qui nous paraît être la plus importante, comme indiquant les efforts les plus vigoureux de l'auteur pour arriver à compléter son œuvre. Ces derniers ouvrages, en effet, ont plus qu'aucun autre établi sa réputation d'écrivain populaire. Nous entrons dans la partie vraiment romanesque des œuvres de M. Olivier; c'est là une phase nouvelle, car à part une ou deux de ses précédentes publications, cet élément n'a encore joué aucun rôle dans les *Récits de village*.

Nous abordons un monde nouveau, quoique les personnages soient pris dans le même milieu. Des passions plus vives sont en jeu, et ces passions amènent de nouvelles luttes. La lutte du travail nous est apparue seule jusqu'ici; désormais elle se compliquera des émotions et des traverses unies à l'amour; de là un double intérêt pour le lecteur qui suit avec sympathie les progrès du héros, en s'associant à sa bonne comme à sa mauvaise fortune. Examinons donc les caractères que nous présentent les romans de M. Olivier.

Le canevas est toujours à peu près le même. Le héros (à part le héros du *Manoir*) est un paysan placé dans une position matérielle en général difficile. Aux soucis de sa position viennent se joindre les angoisses d'un cœur qui aime et qui voit surgir au milieu de sa route de nombreuses difficultés. Ici nous retrouvons cette lutte contre la difficulté, telle que M. Olivier se plaît à nous la montrer dans chacune de ses nouvelles. Peu

à peu cependant, l'avenir est moins sévère; il se présente dans un lointain paré de plus riantes couleurs; mais aussi quels contrastes par moments, que de découragements, que d'incertitudes jusqu'à ce que cette tendre affection qui a su résister à toutes les épreuves, reçoive enfin sa récompense. Le rideau tombe, dira-t-on; heureusement, il ne s'abaisse pas encore; ces romans ne se terminent pas par ces mots sacramentels : Ils furent heureux et vécurent de longues années. M. Olivier ne laisse point encore retomber la toile au moment où nous pensons que tout soit fini; non, il laisse entrevoir à son lecteur une nouvelle phase, une nouvelle existence pour les héros de ses récits. Transportons-nous avec l'Orphelin dans la modeste tuilerie qu'il a fondée après tant de sueurs et d'angoisses; assistons à son bonheur; passons quelques instants avec le sergent Mory dans ce village bâlois de Pratteln, où lui parviennent, au milieu des ennuis du corps de garde de si joyeuses nouvelles; traversons avec Maxime Duval le pont du torrent qui le conduit à sa nouvelle demeure, que va réjouir aussi celle qu'il aime et qui est devenue sa compagne; rendons-nous enfin sur la montagne auprès d'Albert et allons avec lui recevoir le sourire de bienvenue de la fille du forestier, nous serons satisfaits sans doute, mais tout ne sera pas dit. Une nouvelle ère commence dans la vie de nos héros; c'est encore une ère de combats, de découragements, d'efforts souvent inutiles; mais ils ne seront plus seuls pour travailler, et surtout l'expérience du passé deviendra pour eux une force pour l'avenir. Nous les laissons donc bien armés pour le combat de la vie, et cet amour plus fort que la mort même qui les a soutenus jusqu'au moment du premier triomphe, saura les fortifier encore lorsqu'ils devront reconnaître mieux qu'ils ne l'ont fait, que l'avenir n'appartient à personne, qu'à Dieu seul.

A part Maxime Duval, les autres héros des romans de M. Olivier sont de simples paysans vivant et parlant dans leur milieu dont ils ne sortent pas, heureusement pour eux et aussi un peu pour le lecteur. Néanmoins une accusation a été lancée contre le romancier. Ses paysans sont trop terre à terre, a-t-on dit; leur vie n'a pas assez d'idéal; leur langage sent trop le terroir. Nous avouons ne pas comprendre ce reproche, et il repose sur une grande ignorance de la vie de village. S'agirait-il par hasard de faire parler le paysan autrement qu'il ne parle, de le faire penser autrement qu'il ne pense, de lui prêter des réflexions et des idées qu'il n'a jamais; s'agirait-il d'en revenir à l'heureux temps où le campagnard n'était connu que sous les traits des bergers et des bergères de théâtre? Ce serait presque le reproche contraire que nous serions tenté de faire à M. Olivier, car bien souvent ses héros analysent leurs sentiments comme nous serions loin de l'attendre de paysans simples et peu accoutumés à certaines délicatesses de langage, non plus qu'à certaines expressions religieuses, telles que nous en trouvons dans le genre de romans nommés souvent à tort romans religieux. Certes, ce reproche-là serait mieux fondé; examinons-le un instant.

M. Olivier a abordé franchement l'élément religieux, et il en fait une partie essentielle de ses romans; personne ne songera jamais à le lui reprocher. Mais une chose nous frappe et nous choque quelquefois, c'est le manque de naturel dans la bouche de ses personnages lorsqu'ils prennent part à une conversation religieuse; c'est une certaine exagération lorsqu'ils analysent leurs sentiments. Leur foi est humble et ferme, mais elle ne s'exprime pas toujours avec assez de simplicité. Nous ne voulons pas confondre ici le fond et la forme. Chacun comprendra quel rôle doit jouer dans de tels ouvrages le sentiment religieux, mais nous croyons qu'il gagnerait à être exprimé avec plus de concision. Du reste, M. Olivier n'a introduit dans ses œuvres aucune discussion dogmatique, aucune controverse; ses héros ne font pas de concession à l'esprit du temps en se livrant à de stériles disputes, et ils ont grandement raison. Qu'il soit donc bien entendu que notre critique ne porte point sur le caractère même de l'œuvre, qui est ce que l'auteur a voulu la faire, et la critique aurait grand tort de s'en plaindre.

Un autre reproche, pour le dire en passant, a été adressé à M. Olivier; c'est encore un certain manque de naturel chez les citadins qu'il introduit sur la scène. Nous avons entendu formuler cette critique surtout lors de l'apparition du *Manoir du Vieux-Clos*, et nous devons reconnaître qu'elle a du vrai. Mais nous savons aussi que l'auteur des *Récits populaires* a la vie des cités en horreur, que la campagne a pour lui un charme qui ne fait que croître; il est donc assez compréhensible que, connaissant mieux le paysan que le citadin, il peigne le premier avec un art plus consommé.

M. Urbain Olivier ne nous en voudra pas si nous avons signalé ces quelques critiques. Le succès qui a couronné ses efforts a été assez grand et assez légitime pour qu'il permette ces remarques qui n'enlèvent rien au mérite de ses œuvres. Pour la plupart de ses admirateurs, ce succès est dû principalement aux qualités de style que l'auteur a déployées, et à la vérité frappante des types divers qu'il a fait passer sous nos yeux. « C'est tout comme chez nous, » s'écriait une femme qui, pensant trouver dans les livres de M. Olivier quelque chose de neuf, s'en allait désappointée. Bel éloge, qui prouve la vérité des peintures.

Lorsqu'un auteur peut conduire ses amis dans la cabane du laboureur et les initier à cette vie trop ignorée, lorsqu'il peut leur faire comprendre et aimer ces natures rudes, sous l'écorce desquelles se cachent bien des qualités précieuses, il a rempli une belle tâche et accompli une bonne œuvre. Il a rendu service aux uns comme aux autres. Qu'il nous permette de l'accompagner souvent encore dans son Jura dont il nous fait admirer la nature; qu'il nous fasse encore respirer ce parfum des bois et des champs tel que nous le respirons dans tous ses ouvrages, nous ne nous en plaindrons pas. M. Olivier, grâce à son talent de description, sait plus qu'aucun autre faire aimer l'air pur et la liberté; mais ce qu'il nous apprend

à aimer avant tout, c'est l'homme, et c'est là son principal titre de gloire. Après avoir lu M. Olivier, on se sent plus près de cette classe laborieuse peu comprise par le plus grand nombre de ceux-là même qui prétendent s'intéresser le plus à elle; on se sent avant tout pressé de travailler à son éducation morale. Que M. Olivier nous permette encore d'exprimer un vœu avant de nous séparer de lui. Ses ouvrages sont populaires sans doute, mais ils sont encore difficilement abordables à ceux auxquels ils sont spécialement destinés. Or, comme ils sont bons et utiles, il serait désirable que les maisons les plus pauvres et les plus modestes bibliothèques pussent les recevoir. L'auteur ne pense-t-il pas que le moment est venu d'en faire une édition populaire d'un prix plus modique? Ce serait de sa part une bonne œuvre ajoutée à beaucoup d'autres.

TH. DU PLESSIS.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 3 juillet.

Edifiants procédés du parti féodal en Prusse. — Réserve à apporter sur l'appréciation des dernières mesures du président des Etats-Unis. — Des négociations entre le roi d'Italie et la papauté. — Une nouvelle brochure de M. Veuillot. — La discussion du budget au Corps législatif. — Du discours de M. Jules Favre sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de la réponse de M. de Parrieu. — Discussion au Sénat sur une pétition concernant le mariage des prêtres qui ont renoncé au sacerdoce. — Les conférences pastorales de Nîmes. — D'un article de la Revue des Deux-Mondes.

Malgré la saison qui s'avance, la politique ne chôme pas; c'est que les questions engagées ne sont pas de celles qui s'ajournent. Le monde, depuis la révolution française, n'en a pas vu de plus grandes et qui touchassent davantage aux premiers intérêts de l'humanité. Nous ne rangerons pas par exemple dans cette catégorie l'interminable affaire des duchés. Comme il ne s'agit plus que de savoir à quelle sauce l'Allemagne les mangera, on trouve qu'elle met bien du temps à se décider. Les rodomontades de M. de Bismark sont plus que ridicules, elles sont coupables. C'est un triste spectacle que celui de ce ministre, fidèle représentant du parti qui unit le trône à l'autel, venant provoquer en duel un député en plein parlement. C'est montrer un mépris étrange non-seulement pour la loi divine, mais encore pour la loi civile. Il est difficile après cela de se poser en défenseur de l'ordre éternel et de l'Etat chrétien.

Demander à un honorable médecin de descendre sur le terrain pour vider une querelle politique à la façon des Horaces et des Curiaces, c'est un vrai scandale de la part d'un chef de gouvernement. Cela donne une pauvre idée au point de vue religieux du parti que représente M. de Bismark; avec son orthodoxie de haut goût, ses longues moustaches et son sabre traînant, la réaction prussienne fait une sotte figure devant l'Europe, elle ne relève pas sa cause en terminant la session parlementaire par une bordée d'insolences lancée à la chambre des députés. En attendant, le budget n'est pas voté et ces conservateurs à outrance mettent leur pays dans une voie révolutionnaire. Nous regrettons très sincèrement de voir une grande nation protestante et libérale d'instinct ainsi gouvernée. Certes son rôle pourrait être noble et bienfaisant dans la crise

actuelle; espérons que l'opinion publique finira par triompher de l'entêtement fatal qui paralyse son essor et anéantit son influence. Nous sommes curieux de savoir comment la *Gazette évangélique d'Hengstenberg* et le journal de la *Croix*, ces dignes organes de la coalition des hobereaux et des ultra-luthériens, présenteront à leurs lecteurs, au point de vue de l'édification, l'éloquence guerrière de M. de Bismark. En attendant, une cinquantaine de pasteurs poméraniens ont déclaré solennellement que la chambre des députés n'aurait plus place dans les prières publiques, à cause de son impiété envers le roi. Ces bons pasteurs confondent évidemment la crainte de Dieu avec la crainte des sergents; ils ont trouvé là un mauvais moyen de raviver dans leur pays le sentiment religieux. Ce mélange de réaction absurde et de haute piété est justement fait pour éloigner toujours davantage les jeunes générations du christianisme.

L'exemple de M. de Bismark nous rappelle avec force que ce n'est pas l'Etat chrétien qui fait les hommes d'Etat chrétiens, et cela par une raison bien simple, c'est qu'en associant le christianisme à la politique, il le rabaisse infailliblement au rang d'un instrument de règne. Nous l'avons déjà fait remarquer, c'est dans le régime de la séparation complète que l'on a vu apparaître le type de l'homme de gouvernement vraiment animé de l'esprit de Jésus-Christ. Il y a là un grand enseignement qui répond par un fait concluant à bien des objections contre l'indépendance complète des deux sociétés civile et religieuse. Moins la religion est dans les institutions sous forme légale et impérative, plus facilement elle pénètre dans les cœurs, plus aussi son influence s'exerce avec puissance sur la vie nationale. Vous n'aurez à la tête des affaires un chrétien tel que Lincoln, que là où la foi religieuse ne rentrera pas elle-même dans les affaires publiques. Pour le moment, nous n'avons qu'un vœu à faire, pour l'Amérique, c'est que l'esprit de Lincoln préside à la reconstruction de la grande république! Les amis les plus chauds des Etats-Unis souhaitent ardemment aux vainqueurs le mélange de fermeté et de modération qui a caractérisé la politique du président martyr. Qu'ils fassent la paix comme ils ont fait la guerre! Point de réaction violente! Nous n'avons pas des informations assez précises sur l'état réel des choses au delà de l'Atlantique, pour nous prononcer sur les dernières mesures arrêtées par le président Johnson. Il est sage de suspendre son jugement et de ne pas imiter nos journaux officieux devenus soudain les apôtres enthousiastes des libertés civiles, dès qu'il s'est agi de fulminer contre l'Amérique du Nord. Pour nous, nous avons confiance dans le patriotisme éclairé et chrétien qui domine aux Etats-Unis. Non, un si magnifique triomphe ne sera pas souillé par l'arbitraire.

Les négociations qui se poursuivent entre le roi d'Italie et le pape semblent bien compromises. Là encore il faut savoir attendre. Espérons qu'aucun principe de liberté ne sera sacrifié dans ces transactions délicates si elles étaient reprises, et que, pour sauver les embarras du moment, on

ne léguera pas à l'avenir d'inextricables difficultés. Que l'Italie arrive à faire au pape une position convenable à Rome, qu'elle trouve une combinaison qui assure son indépendance sans vouer les Romains à l'ilotisme, rien de mieux, dût-elle sacrifier la gloriole d'avoir sa capitale dans la ville éternelle. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas un heureux coup de dé du jeu diplomatique qui suffira pour écarter la question du pouvoir temporel de la papauté. A demi résolue aujourd'hui, elle se posera demain de nouveau, jusqu'à ce qu'elle ait reçu la seule solution qui convienne tout ensemble à la dignité de la religion et au droit des consciences. Les circonstances actuelles de l'Italie ont inspiré une brochure à M. Veuillot, en réponse à celle de M. le duc de Persigny. Elle est intitulée : *le Guêpier italien*. Un pareil titre, accompagné d'une telle signature, était plein de promesses pour ceux qui aiment le style épicé. Décidément l'auteur a perdu sa verve; il outrage bien encore ses adversaires, mais l'injure est simplement plate. Dire que M. de Cavour est mort dans l'imbécillité, parler de la fraude et de l'ineptie fondamentale des partisans de l'unité italienne, nous peindre Garibaldi comme un général en chemise rouge et en bottes éculées, tout cela est violent, mais sans sel, sans mordant, sans comique réel. M. Veuillot s'attendrit sur ces pauvres brigands napolitains si méchamment mis à mort, il verse des larmes sur cette ville infortunée qui a perdu sa poésie, avec les régiments suisses. C'est ainsi qu'il est comique là où il ne voudrait pas l'être, et terne là où il voudrait provoquer le rire. Quant à nous apitoyer sur le martyre du catholicisme italien, cela n'est pas possible; il ne suffit pas de le comparer à un agneau qu'on immole, pour nous émouvoir; cet agneau regrette de ne plus pouvoir, comme autrefois, asservir la conscience humaine et persécuter les opinions dissidentes, témoin l'encyclique. L'intolérance réduite à l'impuissance ressemble plutôt à un loup qui a perdu ses dents qu'à une brebis muette devant celui qui la tond. Cette comparaison nous ramène à la brochure de M. Veuillot. Lui aussi a perdu la vigueur de son intolérance, elle est comme détrempée et affadie. De là l'universel silence qui s'est fait autour de sa brochure. C'est le juste châtiment d'un talent qui poursuivait l'effet à tout prix.

La discussion du budget a été très sérieuse cette année. Elle a été brillamment ouverte par un admirable discours de M. Thiers, qui a porté une vive et implacable lumière dans notre situation financière, en établissant d'une façon irréfragable que tandis que les dépenses régulières augmentent sans cesse, les recettes certaines ne suivent pas la même progression et qu'on en est réduit à compter comme ressource les créances du Mexique. On ne peut pas toucher à ce point malade de notre politique qui est par excellence le point sensible, sans exciter les plus vives clameurs; elles ne font que montrer combien la blessure est douloureuse. Au fond, la majorité comme la minorité regrette amèrement une expédition sans but raisonnable, qui a faussé notre politique vis-à-vis de l'Amé-

rique, qui nous a coûté un argent inouï et un sang plus précieux encore, et qui en réclamera bien davantage à l'avenir si l'on veut tenir une gageure impossible. C'est bien là et non en Italie qu'est pour nous le guêpier. Si l'on n'en sort au plus tôt par la première porte honorable, on verra où nous conduira cette opiniâtreté décorée du nom d'honneur national. D'année en année, on se lie davantage; on en est réduit à favoriser des emprunts onéreux, puis, il faut soutenir les emprunts par de nouveaux engagements politiques. Nous souhaitons vivement par patriotisme et non par un esprit mesquin d'opposition que l'opinion publique se prononce avec énergie et le plus tôt possible par toutes les voies légitimes contre la durée de cette funeste expédition.

On a beaucoup remarqué dans la discussion du budget le beau discours de M. Jules Simon sur la nécessité urgente de multiplier les écoles en France et de les établir sur un bon pied, aussi bien pour les filles que pour les garçons. Espérons que cette voix éloquente et généreuse, toujours si bien écoutée, sera enfin entendue. Faire de la lumière, répandre à flots l'instruction, voilà la grande et féconde politique, elle a plus d'opposants qu'on ne croit même aujourd'hui. M. Jules Simon aura du moins secoué notre léthargie; on peut être sûr qu'il remontera souvent sur la brèche. Nous l'y suivons de toutes nos sympathies comme lorsqu'il touche aux questions de philanthropie générale, encore honteusement négligées parmi nous. Pour la première fois, un grand orateur de l'opposition a abordé nettement devant la chambre la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A l'occasion du budget des cultes, M. Jules Favre a discuté le régime des concordats avec son éloquence accoutumée. Voilà donc « l'utopie » de la séparation de l'Eglise et de l'Etat introduite dans les chambres par un des maîtres de l'éloquence française parlant au nom de son parti. Rien ne permet mieux de mesurer les progrès de l'opinion sur ce point. L'illustre orateur, après avoir retracé rapidement l'histoire du Concordat de 1802 et établi par des citations péremptoires qu'en réalité ce fameux traité avait assuré l'assujettissement de l'Eglise et préparé la guerre entre les deux puissances, a montré le résultat de cette belle alliance dans les tiraillements constants, les brouilles et les raccommodements forcés et illusoires qui la caractérisent. Nous donnons textuellement la conclusion de son discours d'après le *Moniteur* :

« On peut bien dissimuler le mal, l'atténuer avec de la prudence; mais ce qui a été déclaré au sénat, c'est qu'il existe dans cette grande société française deux courants opposés qui se contrarient, et qui un jour pourraient compromettre et rendre hostiles les générations qui en sont pénétrées.

« Voilà ce que des hommes d'Etat ne doivent jamais oublier.

« Quand on s'est préoccupé de la question de remède, les uns ont dit : « Augmentez les faveurs de l'Eglise! » les autres, au contraire, ont fait appel à de nouvelles rigueurs.

« Ni l'une ni l'autre de ces deux voies ne peut conduire au salut.

« Quant à nous, la seule qui nous paraisse devoir résoudre la question glorieusement et pacifiquement, c'est la liberté, la liberté de conscience qui n'a jamais été qu'un vain mot, qui ne peut être qu'un vain mot, alors qu'il existe une religion privilégiée, alors qu'il existe des lois qui interdisent, sous peine de châtiments corporels et d'amendes, les discussions philosophiques et religieuses.

« Nous croyons que la société doit aviser, qu'elle est engagée dans une voie dangereuse, que si elle s'endort dans une fausse sécurité, le réveil peut être terrible.

« Ah ! Messieurs, je le sais, et c'est par là que je termine ; l'honorable orateur auquel j'empruntais tout à l'heure quelques paroles vous disait : « La séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est une utopie qui est repoussée à la fois par l'Etat et par l'Eglise ! »

« Je le comprends par l'Etat, car il ne se croit pas assez fort pour supporter la liberté de l'Eglise...

« Quant à l'Eglise, je suis convaincu qu'elle méconnait ses véritables intérêts, qu'elle puiserait dans la liberté une vie nouvelle, qu'elle se rapprocherait ainsi des populations, qu'elle obtiendrait leur fidélité, leur vénération, et que le renouvellement de la foi la récompenserait d'un sacrifice momentané.

« Dites, Messieurs, que ce sont des paroles d'avenir, c'est possible ; mais dans les affaires de ce monde, l'heure présente doit être interrogée, c'est incontestable, c'est là une de ces nécessités qu'il faut prévoir. Sûrement, l'homme serait bien aveugle, bien coupable, s'il n'avait pas l'œil fixé sur celles qui doivent suivre, et si, alors qu'il parle avec conscience, il n'était pas soutenu par cette grande pensée : qu'un jour peut être ses paroles, dédaignées à l'heure où il parle, seront accueillies avec reconnaissance. »

La réplique de l'orateur du gouvernement a été remarquablement faible. Qualifier d'ultramontanisme italien, la fameuse thèse *de l'Eglise libre dans l'Etat libre*, c'est oublier que la révolution française l'avait inscrite dans sa constitution la plus sensée et la plus libérale, celle de l'an III et que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat a été réalisé dans les circonstances les plus défavorables avec un succès incontestable. Mais ce qui est surtout étonnant, c'est l'argument de fond présenté par M. de Parieu en faveur de l'ancien système. Nous le reproduisons textuellement par crainte de l'affaiblir :

« Quelle est donc la mission de l'Eglise, si ce n'est d'établir l'ordre et la foi dans les esprits, de faire régner l'unité et la fixité dans le dogme, d'établir la sanction morale des principes de la morale, de maintenir l'ordre dans les esprits, l'accord entre les hommes qui pensent et qui veulent aussi croire ?

« Quelle est, d'un autre côté, la mission fondamentale de l'Etat, si ce n'est de combattre les causes du désordre, de faire régner l'ordre dans la société extérieure comme l'Eglise cherche à le faire régner dans ce que j'appellerai la société intérieure ?

« Et vous voudriez que l'Eglise et l'Etat, tendant à ces buts, fussent livrés à des divisions prolongées, à des divisions que vous voudriez regarder comme éternelles et comme nécessaires.

« Non, disons le contraire l'histoire à la main, la philosophie sous les yeux ; disons bien haut qu'il peut y avoir des désaccords, mais après les dissentiments de tel ou tel jour, il y a l'accord des siècles.

« Oui, entre l'Eglise et l'Etat, entre l'Eglise catholique et le gouvernement de la France, il y a un accord qui est de tous les siècles. »

On le voit, l'orateur du gouvernement ne songe qu'à une seule des formes religieuses qui existent en France, car ce n'est que du catholicisme qu'on peut dire que sa mission est de faire régner l'unité dans le dogme ! Du reste, les dernières paroles que nous avons citées ne laissent aucun doute sur sa pensée. « Oui, a-t-il dit, entre l'Eglise et l'Etat, entre l'Eglise catholique et le gouvernement de la France, il y a un accord qui est de tous les siècles. » Toute la théorie de l'honorable vice-président du conseil d'Etat croule par la base, si l'on admet, comme il faut bien le faire, qu'en France, à côté de la religion de la majorité, il est d'autres formes religieuses acceptées par le pouvoir civil. Alors la religion, qui est fractionnée en plusieurs Eglises ne représente plus l'unité ; elle ne peut donc passer, à ce point de vue, pour un auxiliaire utile de l'Etat qui, j'en conviens, dans notre pays de centralisation absolue, est un grand serviteur de l'unité à

la façon romaine. La tendance à oublier les minorités religieuses au profit de l'Eglise de la majorité s'est fait jour dès les premières paroles de l'orateur du gouvernement. Elle est fatale, irrésistible partout où existe l'union des deux pouvoirs, c'est une nouvelle raison pour la condamner. Quant à l'influence favorable que peut exercer la religion sur le peuple quand elle est au service du pouvoir civil, nous nous bornerons pour toute réponse à citer un fragment du dernier volume des œuvres de M. de Tocqueville, récemment publié. C'est le récit d'un entretien de l'auteur avec un prêtre irlandais. Nous ne faisons aucune application de ce passage remarquable aux diverses Eglises reconnues par l'Etat en France, car aucune d'elles ne lui est inféodée ; mais les paroles de cet excellent prêtre n'en contiennent pas moins une réfutation péremptoire des idées de M. le commissaire du gouvernement.

« — Je vois, dis-je au prêtre, tous les efforts que fait cette pauvre population pour relever ses autels; et je ne puis m'empêcher de déplorer que pour l'accomplissement d'une si sainte entreprise, elle soit abandonnée à ses seules ressources... Eh! quoi! ne pensez-vous pas qu'il est à regretter que le gouvernement ne se charge pas lui-même d'élever des églises et de doter le clergé? S'il en était ainsi, la religion ne serait-elle pas plus honorée, ses ministres plus respectés et plus indépendants?

« — Il n'y a que les ennemis de notre sainte religion, répondit avec force le curé, qui puissent tenir un pareil langage; ceux-là seuls qui veulent briser les liens qui unissent le prêtre et le peuple. Vous avez vu, Monsieur, de quel œil on semble me considérer dans ce village. Le peuple m'aime, Monsieur, et il a raison de m'aimer, car je l'aime moi-même. Il a confiance en moi et moi en lui. Chaque homme me considère en quelque façon comme un de ses frères, l'aîné de la famille. D'où vient cela, Monsieur? C'est que moi et le peuple nous avons chaque jour besoin l'un de l'autre : le peuple partage librement avec moi le fruit de ses labeurs, et moi je lui donne mon temps, mes soins, mon âme tout entière. Je ne puis rien sans lui, et sans moi il succomberait sous le poids de ses misères. Entre nous se fait sans cesse un échange de sentiments affectueux. Le jour où je recevrais l'argent du gouvernement, le peuple ne me regarderait plus comme son ouvrage. Je serais peut-être tenté de croire, de mon côté, que je ne dépends plus de lui. Peu à peu nous deviendrions étrangers l'un à l'autre; et un jour peut-être nous nous considérerions comme des ennemis. Alors, Monsieur, je deviendrais inutile au gouvernement lui-même qui me payerait. Si je prêche aujourd'hui la paix et la patience, on me croit, parce qu'on ne me suppose aucun intérêt à tenir un semblable langage. Mais si l'on pouvait voir en moi un agent de l'Etat, de quel poids serait mon avis? »

Peu de jours après que la grande question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat avait été soulevée incidemment au corps législatif, l'une des conséquences les plus absurdes de l'union des deux pouvoirs en France était signalée dans une pétition au sénat. On sait que par une étrange anomalie la loi civile, qui ne reconnaît pas la perpétuité des vœux monastiques, a jusqu'ici maintenu le célibat obligatoire pour le clergé régulier, même pour ceux de ses membres qui ont changé d'opinion et sont rentrés dans la vie laïque. C'est contre cette atteinte flagrante à la liberté de conscience que le pétitionnaire réclamait. Le rapporteur, soutenu par le cardinal Mathieu, a proposé l'ordre du jour, en se fondant sur ce que l'intérêt de l'Etat réclamait le respect du sacerdoce et le maintien de son caractère inaliénable, afin que la confession auriculaire conservât à jamais la garantie du secret absolu. Evidemment de tels considérants ne sont pas compatibles avec la liberté religieuse; ils enlèvent au pouvoir

civil la position de neutralité qui lui convient seule en présence des diverses opinions religieuses, ils sacrifient le droit de l'individu à une sorte de théologie gouvernementale qui est en désaccord avec les principes généraux de la société moderne. Ce discours est venu ainsi apporter une confirmation singulièrement opportune au beau discours de M. Jules Favre.

Nul incident de quelque importance ne s'est produit dans la crise intérieure du protestantisme français. Après les conférences pastorales de Paris sont venues celles de Nimes. On y a discuté la grande question du moment, la relation entre le surnaturel et le christianisme. Plusieurs orateurs ont soutenu qu'il était indifférent d'admettre ou de ne pas admettre le miracle, d'autres n'ont pas hésité à dire que le surnaturel était plus nuisible qu'utile au christianisme. A la bonne heure! c'est là ce qu'on appelle la liberté de la pensée chrétienne. J'avoue être assez étroit et intolérant pour penser qu'en laissant à une pareille tendance le champ libre nous assisterions en quelques années à la mort douce de la religion, à laquelle se substituerait sans fracas l'honnête croyance au Dieu des bonnes gens. Ceux qui n'ont nulle envie de se contenter pour eux et leurs enfants d'un si fade résidu du déisme, et qui dans ce christianisme dépouillé de ses caractères spécifiques voient aussi bien l'appauvrissement de la pensée religieuse que celui de la conscience et de l'âme, sont conséquents avec eux-mêmes en combattant énergiquement de telles tendances, dussent-ils être traités de blasphémateurs.

Tandis que ces belles choses se disent entre pasteurs, il est consolant de voir des laïques, des écrivains célèbres prendre avec vigueur la défense de ce que nous appelons l'Evangile éternel. Tout le monde a remarqué à ce point de vue le bel article de M. Vitet, à l'occasion des *Méditations* de M. Guizot. Nous aurions sans doute des réserves à faire sur quelques portions de cet article, en particulier sur ce qui concerne la méthode apologétique et la question d'autorité; mais les pages sur le surnaturel sont admirables de tout point, d'une langue limpide et vivante, sans rien qui sente l'école et pénétrées d'un bon sens supérieur, car vraiment la question de savoir si le surnaturel fait ou non partie intégrante du christianisme appartient plus encore au bon sens qu'à la foi religieuse. Nous sommes heureux d'apprendre que le beau travail de M. Vitet vient de paraître en brochure. Il importe que de toute part s'élève une ferme et intelligente protestation contre les insolences frivoles de la « grande critique, » à qui il avait semblé bon de décréter que le surnaturel avait décidément disparu, par la raison qu'il lui déplaisait, et qu'on ne s'occuperait plus des petites gens qui y croiraient encore.

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

LES DÉBUTS DU MOUVEMENT ABOLITIONISTE AUX ÉTATS-UNIS

L'esclavage des noirs est aboli, sinon de droit du moins de fait, dans presque tous les Etats de l'Union américaine. En présence de cet événement, un des plus grands de ce siècle, si riche en espérances et en avortements, le cœur de tout vrai libéral se sent soulagé d'un poids immense et les réflexions se pressent en foule dans son esprit. Que deviendra cette démocratie chrétienne qui par un noble effort vient de rejeter de son sein ce funeste élément de paganisme qui empêchait sa marche? Elle a franchi sous nos yeux l'intervalle qui séparait sa verte et bruyante jeunesse de l'âge mûr. Comment s'acquittera-t-elle de la nouvelle tâche qui lui incombe? L'œil le plus sévère pourrait à peine découvrir à l'horizon un nuage de nature à laisser prévoir de nouvelles tempêtes. L'esclavage était le seul grand dissolvant dans le corps social; la racine du mal enlevée, l'Amérique redevient un grand peuple libre, sain de corps et d'esprit, marchant avec confiance vers un avenir que tout lui prédit à l'envi devoir être des plus brillants. Lorsque dans dix ans il se préparera à célébrer le centième anniversaire de la déclaration d'indépendance, il aura presque réparé toutes les pertes que vient de lui infliger la guerre actuelle; ceux de nos enfants qu'intéressaient déjà le récit de la prise de Richmond et de la fin tragique de Lincoln, n'atteindront pas leur soixantième année avant d'avoir appris que l'Union américaine compte 120 millions d'habitants, au moins. Que serait-ce s'il fallait parler du spectacle réservé à nos neveux?

Il est sans doute parmi nous bien des gens qui s'obstinent à ne pas voir l'avenir de l'Amérique sous de si belles couleurs. Un obstacle est à peine vaincu que leur esprit ingénieux leur en signale maint autre. Tantôt c'est le danger de la dictature et des armées permanentes; hier c'était la

résistance obstinée du Sud qu'on serait obligé de gouverner pendant des années en pays conquis, ce qui ne manquerait pas de vicier les institutions démocratiques tout en préparant l'avénement du césarisme. Puis, à mesure que les faits se plaisent à dissiper ces craintes, il reste toujours une ressource suprême; la prospérité de l'Amérique, dont on se résigne à accepter l'alternative, doit lui être plus funeste que l'adversité. S'est-il jamais vu, demande-t-on avec confiance, une république forte et puissante qui demeurât longtemps unie? — Ce serait perdre son temps que d'essayer de rassurer ceux qui ne veulent pas l'être. Mais il est un fait qui, pour tout homme impartial, coupe court à ces raisonnements alarmistes. Ceux qui parlent ainsi n'ont pas encore compris qu'ils se trouvent en présence d'un monde à tous égards nouveau. Les lieux communs de la philosophie et de l'histoire ne sont plus de mise ici : voici, toutes choses ont été faites nouvelles. Voilà pourquoi les prévisions des pessimistes ont pendant ces quatre dernières années été démenties par des faits. Comment aurait-il pu en être autrement? Ils s'étaient laissés aller à voir un signe de décadence et de décrépitude, dans ce qui n'était qu'une phase nouvelle de la vie, quelque chose comme la crise de la puberté, dans un organisme vigoureux, débordant de sève et d'ardeur. Il y a déjà longtemps que Tocqueville l'a dit : « La civilisation anglo-américaine est le produit (et ce point de départ doit sans cesse être présent à la pensée) de deux éléments parfaitement distincts, qui ailleurs se sont fait souvent la guerre, mais qu'on est parvenu, en Amérique, à incorporer en quelque sorte l'un dans l'autre, et à combiner merveilleusement, je veux parler de l'*esprit de religion* et de l'*esprit de liberté*. » Cette observation profonde du philosophe de la démocratie moderne explique à la fois les appréhensions des adversaires et la confiance des amis de l'Amérique. Certes, les sujets de crainte abondent quand on n'a pas même l'idée de la force résultant de l'union de ces deux puissances presque partout en guerre ouverte. Que craindrait-on au contraire lorsque plein de confiance en ces deux grands principes sur lesquels doit reposer toute société normale, on voit la liberté et la religion veillant au berceau de la civilisation américaine? Douter ici serait remettre en question ses convictions les plus précieuses : pour le chrétien libéral le triomphe de la civilisation américaine est un acte de foi. Jamais, en effet, les conditions de succès ne se trouvèrent réunies à un plus haut degré; les malentendus ont enfin disparu; la religion et la liberté sont mises en position de se compléter en se respectant : pour l'une et pour l'autre c'est le moment de vaincre définitivement ou d'abdiquer pour toujours. Il faut l'avouer, si l'essai qui se fait en Amérique sur une grande échelle venait à échouer sans retour un deuil immense envahirait le cœur de tous les chrétiens éclairés. Leur foi individuelle résisterait sans doute au choc, mais leur âme serait déchirée s'il fallait renoncer à la voir porter ses fruits sociaux indispensables. Pour celui qui croit à la puissance régénératrice de l'Evangile une pareille alternative

est tout simplement impossible : il sait que le petit grain de semence de moutarde ne peut manquer de devenir un grand arbre, pour abriter, à son jour et à son heure, les oiseaux du ciel dans ses branches.

Aussi bien en assistant aux luttes gigantesques dont le nouveau monde est le théâtre, ce n'est pas pour lui, mais pour l'ancien qu'on est ému de sollicitude. Macaulay évoque dans ses *Essais* l'apparition de ces Australiens des âges futurs venant parcourir en touristes les ruines où furent jadis Londres et Paris. Sans aller si vite en besogne, comment ne pas se demander si nos neveux n'auront pas trop à souffrir de cette loi qui pousse irrésistiblement la civilisation d'Orient en Occident? Qui ne se sent d'avance humilié à la pensée de voir les descendants des guerriers de la lutte actuelle visiter un jour nos capitales de l'Europe, assises calmement au milieu de ce bien-être que procurent la centralisation et un gouvernement fort, comme aujourd'hui nous allons visiter Athènes, Constantinople, Rome? Le rêve est moins chimérique qu'il ne pourrait sembler. Considérez par exemple le chemin parcouru par les deux civilisations depuis la fin du siècle dernier. Au moment où l'Amérique se constituait définitivement, vers 1789, la France prétendait se renouveler et avec elle le monde entier. Qui des deux aura le mieux rempli les articles de son programme quand le moment sera venu de célébrer le jubilé séculaire de cette grande date? Evidemment nous n'avons pas une minute à perdre si nous tenons à prendre notre revanche, ou du moins à ne pas faire trop triste figure.

On le devine sans peine, notre intention ne saurait être de nous décourager par une comparaison trop écrasante. La jeune Amérique se montre généreuse au milieu de son triomphe : elle nous enseigne ce qu'il convient de faire si nous voulons la suivre dans les voies de l'avenir. Ce qu'il y a d'actuel et d'éminemment encourageant pour nous dans les événements des Etats-Unis, c'est qu'ils nous montrent comment, dans un temps relativement fort court, une minorité écrasée, persécutée, peut se transformer en majorité triomphante. L'opinion est aujourd'hui d'une unanimité admirable pour ce qui tient à l'esclavage : tant au Sud qu'au Nord, on convient qu'il a reçu le coup de grâce; nul ne proteste contre l'heureuse solution imposée par les événements. Il ne faut pourtant pas s'imaginer que l'amour désintéressé des principes ait amené cet accord, même dans le Nord. Les Américains à cet égard ne diffèrent en rien des autres peuples; jamais la vérité la plus évidente ne fut reçue par une nation entière à la suite de considérations puisées exclusivement dans le respect qui lui est dû; pris en masse, les hommes ne sont jamais doctrinaires. Aussi ce qui importe quand une idée généreuse et féconde demande à prendre sa place dans le domaine des faits, c'est qu'elle rencontre quelques esprits désintéressés qui l'embrassent pour l'amour d'elle-même et qui ne reculent devant aucun sacrifice pour assurer son succès. Dans ces conditions-là, si le principe est vrai et fécond il ne peut manquer de

triompher tôt ou tard. C'est là ce qui vient d'avoir lieu pour l'abolitionisme. Ses promoteurs frappés des iniquités de l'esclavage ont fini par faire du devoir de son abolition une vraie religion. S'exaltant à mesure qu'une opposition inattendue compromettait leurs espérances, ils ont prédit les plus grandes calamités à leur pays si, toutes choses cessantes, il ne se hâtait de rompre avec l'iniquité. Les accusations d'enthousiasme, de fanatisme, de radicalisme, ont été prodiguées à ces visionnaires qui demandaient l'impossible. Mais ils n'en ont pas moins persévéré dans la voie de la justice et de l'humanité, ne se laissant décourager par aucun échec, déconcerter par aucune défection. Non-seulement leurs prévisions se sont réalisées de point en point, mais privilége rarement accordé à ceux qui se sacrifient à une grande cause, ils ont moissonné abondamment ce qu'ils avaient semé avec larmes. Les chefs du mouvement abolitioniste ont vu peu à peu leur petit bataillon grossir, les rangs de leurs adversaires s'éclaircir, jusqu'au moment où, à leur grande surprise, ils se sont trouvés à la tête d'une nation entière, sinon gagnée théoriquement à leurs principes du moins bien décidée à les mettre en pratique. Hier encore les principaux champions de l'abolitionisme se rendaient à Charleston pour replacer le drapeau fédéral sur le fort Sumter, le jour même où des fanatiques d'un tout autre genre, des hommes enthousiasmés de l'esclavage achevaient de déshonorer leur cause en assassinant lâchement Lincoln, que l'humanité ne se lassera pas de célébrer comme un des esprits les plus sages, le produit le plus original et le plus respectable de la civilisation américaine.

C'est l'histoire de ce grand mouvement qu'il s'agirait maintenant de retracer. En présence du triomphe souvent si insolent de l'iniquité, en face de la brutale théorie des faits accomplis, enseignant à s'incliner respectueusement devant tout succès, sans lui demander compte de ses voies et moyens, il y a quelque chose d'éminemment sain et encourageant, quelque chose qui élève l'âme et qui la fortifie dans le spectacle d'une idée d'abord méconnue de tous, qui après avoir été défendue par quelques individus calomniés et persécutés, devient le cri de ralliement, le salut d'un grand peuple, lequel se relève et tout ensemble s'honore en la pratiquant.

L'histoire de cette réforme sociale se divise en trois grandes périodes, dont l'une s'étend des dernières années du régime colonial à la constitution définitive des Etats-Unis en 1789, la seconde est signalée par l'abolition de la traite et le compromis du Missouri (1808-1820); la troisième qui inaugure le mouvement abolitioniste proprement dit, va de 1820 à nos jours.

I. L'ESCLAVAGE ET LA FONDATION DES ÉTATS-UNIS.

Pendant les dernières années de la période coloniale, l'esclavage, que

existait de fait plutôt que de droit [1], avait semblé à la veille de disparaître. Une seule constitution, celle du Delaware, en faisait mention, et encore pour déclarer que nul individu importé d'Afrique ne pourrait dorénavant être, sous aucun prétexte, réduit en servitude; l'importation de tout esclave, nègre, indien ou mulâtre, était également interdite, quel que fût son pays d'origine. La constitution du Massachusetts et celle du New-Hampshire garantissaient également la liberté à tous ceux qui naîtraient à l'avenir dans leur juridiction (1780). La Pensylvanie, quelques mois auparavant, avait défendu l'introduction de nouveaux esclaves sur son territoire et déclaré libres tous les enfants qui naîtraient après sa promulgation. Le Connecticut et le Rhode-Island adoptèrent, en 1784, les mêmes principes. Tous ces Etats avaient été précédés dans cette voie par la Virginie qui, sur la proposition de Jefferson, avait dès 1778 interdit l'introduction de nouveaux esclaves. En 1782, elle autorisa même les planteurs qui s'y trouveraient disposés à émanciper leurs nègres. Le Maryland, en 1783, s'associa au même mouvement. Au fait, il était favorisé par tout ce que ces deux colonies renfermaient d'hommes illustres et éclairés. Thomas Jefferson avait dénoncé l'esclavage comme fatal aux mœurs et à l'industrie et mettant en péril les principes sur lesquels reposaient les libertés de l'Etat. Patrick Henry, patriote virginien qui avait le premier levé l'étendard de la révolte contre l'Angleterre, n'avait pas tenu un autre langage. « Je crois, écrivait-il, qu'il viendra un temps où l'occasion nous sera offerte d'abolir cette déplorable iniquité. Tout ce que nous pouvons faire c'est d'en profiter si elle se présente de nos jours : s'il en est autrement transmettons à nos descendants, avec nos esclaves, une sincère pitié pour leur misérable condition et l'horreur de l'esclavage. » Washington ne se lassait pas de déclarer à ses divers correspondants que le plus ardent de ses souhaits était de voir adopter quelque plan pour abolir légalement l'esclavage.

New-York et le New-Jersey, suivant l'exemple du Maryland et de la Virginie, avaient interdit l'introduction de nouveaux esclaves venant d'Afrique ou d'ailleurs. Malgré l'influence des quakers, la Caroline du Nord n'avait pas été si loin. Après quelques hésitations, elle s'était bornée, en 1786, à mettre un droit d'entrée de 5 dollars par tête d'esclave, sous prétexte que l'introduction de nouveaux nègres, mesure impolitique, aurait en outre de fâcheuses conséquences. La Caroline du Sud et la

[1] Une célèbre décision impliquant l'illégalité de l'esclavage sur terre anglaise avait été rendue à Londres en 1722, par le juge Mansfield. Se fondant sur le fait que l'esclavage est de droit positif et non de droit naturel, il avait fait relâcher un esclave, faute de loi autorisant sa captivité. Or, comme les colonies ne pouvaient, d'après leur charte, passer des lois contraires à celles de la mère-patrie, cet arrêt enlevait à l'esclavage américain toute base légale. C'est aussi dans ce sens que se prononcèrent les tribunaux du Massachusetts. (Hildreth, p. 564, t. II.) La déclaration des droits de l'homme, proclamée par la constitution de cet Etat, fut considérée par les tribunaux comme impliquant l'abolition de l'esclavage. (Voir *ibid.*, t. III, p. 381; *ibid.*, Hildreth, 393, 527, 548, 518; t. I, p. 191 sq., p. 176, 177, 385, 406, 514.)

Géorgie seules n'avaient rien fait pour s'opposer à la traite, qui du reste avait été rendue impossible pendant la guerre contre la mère patrie.

La déclaration d'indépendance avait proclamé des principes conformes à ce mouvement libéral. En donnant pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : « Tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur, » elle avait implicitement condamné l'esclavage.

La guerre de la révolution heureusement terminée, lorsqu'il fut question de disposer (1784) des vastes territoires de l'Ouest, Jefferson proposa de déclarer qu'à partir de l'année 1800, il ne pourrait plus y avoir d'esclaves dans les Etats qui seraient fondés dans ces solitudes. Il ne manqua qu'une voix pour l'adoption de cette clause, aussi remarquable qu'importante. L'année suivante, Rufus King revint sur le même sujet, au nom du Massachusetts, mais sans plus de succès. Ce n'est qu'en 1787 que passa la fameuse ordonnance interdisant l'esclavage dans tous les pays au nord-ouest de l'Ohio, cédés à la confédération par le Massachusetts, le Connecticut, le New-York et la Virginie.

Lorsque le moment fut venu d'arrêter la constitution définitive des Etats-Unis, en 1787, l'antagonisme du Nord et du Sud s'accusa déjà assez fortement. Il est vrai, le Congrès, par respect pour le pacte qu'il était chargé de rédiger, ne voulut pas y parler des esclaves, et se borna à les désigner par une périphrase, mais il céda aux menaces du Sud déclarant qu'il n'entrerait point dans la confédération si on voulait abolir immédiatement la traite. Le compromis auquel on s'arrêta a déjà été signalé ailleurs. Il faut seulement rappeler ici que plusieurs d'entre les avocats de l'esclavage le déclarèrent injuste et cruel, en opposition flagrante avec les doctrines qui étaient à la base de la constitution américaine. Un représentant de la Caroline du Sud, tout en déclarant que ses constituants n'adopteraient pas la constitution si elle abolissait la traite, ajouta que si on les laissait complétement libres ils pourraient bien l'interdire eux-mêmes. D'autres, en se prononçant contre une interdiction immédiate de la traite, exprimèrent l'opinion que l'idée de l'abolition de l'esclavage était en progrès et que le bon sens des divers Etats ne pourrait manquer de la proclamer tôt ou tard. Quand il fut question de mettre un impôt sur l'importation des esclaves, pour l'arrêter en quelque mesure, la majorité s'y opposa fortement, de peur de faire reconnaître implicitement par la constitution le droit de posséder un homme. En somme, l'esclavage rencontra des adversaires décidés ; ceux même qui le défendirent se bornèrent à plaider les circonstances atténuantes : il était plus ou moins regardé comme une institution locale et temporaire, dont il était superflu de s'occuper, vu qu'elle ne pouvait manquer de disparaître d'elle-même

C'est ainsi qu'en faisant le mort, l'esclavage échappa à une fin précoce qui eût épargné tant de troubles aux Etats-Unis. Quelle leçon pour ces

hommes soi-disant pratiques qui estiment que le plus sage est de sacrifier les principes abstraits aux exigences du moment! Faute d'être aboli à l'heure convenable, l'esclavage a repris vie et provoqué toutes les complications que nous savons. A peine avait-il été entendu qu'on le laisserait mourir de lui-même qu'il relevait déjà la tête et se montrait menaçant. Ainsi les dernières années du dix-huitième siècle et les premières de celui-ci furent signalées par de fréquentes discussions dans le sein du Congrès, généralement provoquées par les quakers et autres abolitionistes du Nord et du Sud qui s'étaient donné pour mission de surveiller les empiétements de l'esclavage. A travers des débats devenant toujours plus irritants, on atteignit le moment où le Congrès allait être compétent pour abolir la traite (1807).

II. — ABOLITION DE LA TRAITE. COMPROMIS DU MISSOURI.

On fut généralement d'avis qu'il usât de ses droits le plus promptement possible, c'est-à-dire qu'il interdît la traite à partir du 1er janvier 1808. Le Sud ne s'exécuta pas de bonne grâce. Non-seulement il fit opposition à l'emploi des moyens mis en œuvre, qu'il chercha à rendre aussi inefficaces que possible et chercha à impliquer la solidarité de la confédération dans la conservation de l'esclavage, mais encore il fit entendre des menaces de guerre civile dans le cas où on adopterait des mesures de nature à porter atteinte à ses droits de propriété. Quand enfin il fut obligé de céder, il substitua immédiatement la traite intérieure d'Etat à Etat à la traite extérieure.

Chose étrange! l'ordonnance du Congrès interdisant la traite extérieure eut l'effet, pour un moment du moins, de ralentir le mouvement abolitioniste. L'esclavage était déjà aboli dans le Massachussets, le Vermont et l'Ohio; dans six autres Etats, des dispositions avaient été prises pour son extinction graduelle. L'Indiana, malgré ses réclamations, n'avait pu introduire dans son sein cette institution funeste; elle était interdite dans les territoires au nord-ouest de l'Ohio; on put donc croire l'œuvre d'émancipation sinon terminée, du moins assez avancée pour qu'il fût permis de se ralentir de son premier zèle. En conséquence, la convention abolitioniste de Philadelphie, qui depuis 1763 s'était réunie annuellement, ne dut plus se tenir que tous les trois ans : depuis quelque temps, elle était du reste peu fréquentée par les délégués du Sud. Plusieurs des sociétés finirent par se dissoudre, la convention cessa même de se réunir.

Quant au Sud, il était loin de se relâcher. La crainte et l'antipathie à l'endroit des nègres libres avaient déjà provoqué plusieurs restrictions fort injustes. Les deux Carolines n'avaient rien négligé pour rendre les cas d'émancipation individuelle aussi difficiles que possible. Une loi de la Caroline du Sud, en 1800, interdit aux hommes de couleur de se réunir

pour s'occuper « de leur instruction et du culte de Dieu, serait-ce même en présence des blancs. » La Virginie, alarmée par deux tentatives d'insurrection servile, était entrée dans la même voie. Il fut décidé que tout noir trouvé dans le pays un an après son émancipation, serait vendu et le produit versé dans la caisse des pauvres. Il fut défendu de rien enseigner aux hommes de couleur : ceux qui tentaient de s'établir dans le pays étaient renvoyés dans les localités d'où ils venaient. Une loi du Kentucky, en 1808, décida que tout nègre libre qui ne pourrait donner caution de partir dans les vingt-quatre heures serait vendu pour une année.

A peine la paix avec l'Angleterre fut-elle signée, à la suite de la guerre de 1812, que l'émigration se porta rapidement vers le Sud-Ouest. De plus, on avait commencé à retirer de magnifiques profits de la culture du coton. Ces deux circonstances avaient, malgré les défenses, provoqué de nouveau l'importation de nombreuses cargaisons d'Africains. Puis à cette traite étrangère s'était jointe la traite domestique. La capitale des Etats-Unis, Washington, était devenue le centre de ce commerce. La ville était pleine de traitants dont la spécialité était d'acheter les nègres des planteurs ruinés du Maryland et de la Virginie pour les transporter dans les Etats du Sud et de l'Ouest alors en formation. Il faut bien que ce trafic ait, de bonne heure, entraîné de déplorables conséquences, puisqu'il fut dénoncé comme détestable, abominable, inhumain et illégal par ce même député Randolph qui s'était donné tant de peine pour sauvegarder les principes qui devaient assurer sa légalité. Le gouverneur de la Caroline du Sud dénonça même officiellement ce commerce comme « condamné par l'humanité, une sage politique et les prières des justes. » La Caroline du Sud et la Géorgie firent en conséquence des lois pour interdire l'introduction de nègres étrangers. Mais ces restrictions, auxquelles ces deux Etats ont eu souvent recours quand ils ont redouté l'augmentation de la population esclave, se sont toujours montrées impuissantes à arrêter la traite destinée à fournir les nouveaux bras que réclamait la culture du coton prenant journellement de l'extension. Du reste, au bout de deux ans, cette loi fut rapportée par la Caroline du Sud.

Cette traite domestique, en se généralisant, ne manqua pas d'entraîner les plus déplorables iniquités. Les trafiquants trouvèrent tout simple, pour grossir leurs escouades, de s'emparer sans façon des nègres libres qui leur tombaient sous la main. La loi pour l'extradition des fugitifs mettait à leur disposition une arme terrible dont ils surent se servir. Les plaintes devinrent si générales, qu'un comité du Sénat proposa un bill pour modifier la loi existante. Mais la crainte de diminuer les facilités pour la capture des vrais fugitifs empêcha son adoption.

C'est cette même année 1817 que fut fondée, sous l'initiative de plusieurs possesseurs d'esclaves, la *Société américaine de colonisation*. Elle

se proposait de chercher un asile pour les nègres libres, souvent méprisés et toujours redoutés. Cette entreprise était, disait-on, nécessitée par les lois de plusieurs Etats bannissant les affranchis, et par le peu de disposition à les recevoir de la part des Etats libres. La colonie anglaise de Sierra-Léone, peuplée de réfugiés noirs enlevés à l'Amérique pendant la guerre de l'indépendance, donna la première idée de ce projet, qui reçut le meilleur accueil, dans le Sud, de la part des personnes modérées. Ceux au contraire qui étaient intéressés dans la culture du coton virent l'entreprise de très mauvais œil. Puis, tandis que quelques enthousiastes considéraient cette entreprise comme un moyen de se débarrasser de l'esclavage, des esprits chagrins, entre autres bon nombre de nègres, jugèrent plus sainement. Ils ne virent dans cette idée de colonisation qu'une consécration de l'esprit de caste, condamné par le christianisme et l'humanité, en même temps qu'une espèce de dérivatif, qui donnerait le change aux consciences et empêcherait de placer les noirs au bénéfice des droits de l'homme et des doctrines proclamant l'égalité.

En 1818, les débats sur l'esclavage recommencent dans le Congrès. Ils furent d'abord provoqués par une pétition de l'assemblée annuelle des quakers de Baltimore, demandant que des précautions nouvelles fussent prises dans l'intérêt des personnes de couleur, et spécialement de celles qui, arrivées à un certain âge, risquaient d'être enlevées par les marchands qui se livraient à la traite domestique. D'un autre côté, ce nouveau commerce ayant disposé les nègres des Etats limitrophes à prendre la fuite, un représentant de la Virginie, prenant les devants, avait déjà présenté un bill qui rendait plus rigoureuses les dispositions de l'ancienne loi des esclaves fugitifs. Quelques orateurs du Nord soutinrent que pour sauvegarder les droits de propriété d'un petit nombre de planteurs, il ne saurait être permis de sacrifier les droits de toute une classe de citoyens; d'autres pensèrent qu'il fallait faire le sacrifice de leurs sentiments dans l'intérêt de l'union et de l'harmonie entre le Sud et le Nord. A la suite de longs débats et de conférences entre la Chambre et le Sénat, les députés du Nord, d'abord disposés à céder, se ravisèrent : le bill fut abandonné. On en adopta un autre qui avait pour but d'arrêter plus efficacecement la traite, en entrant en rapport avec des nations étrangères.

C'est au milieu de ces débats réitérés et souvent violents que commence une controverse extrêmement grave qui allait exercer une influence décisive sur le sort des Etats-Unis. Nous touchons à la troisième grande mesure, dont les conséquences se font particulièrement sentir dans ce moment.

La décision à prendre au sujet des territoires souleva la question de l'esclavage qui se présenta sous une face nouvelle. Jusqu'à présent on avait admis en même temps un Etat libre et un Etat esclavagiste pour maintenir l'équilibre des partis dans le Sénat. Quand l'Alabama se présenta, il fut admis sans difficulté avec l'esclavage. Mais lorsqu'il fut question de

constituer le territoire du Missouri, on décida que l'institution du Sud serait exclue. Une tentative du même genre fut faite à l'occasion de l'Arkansas, mais elle échoua.

Taylor, représentant de la liberté, proposa alors une clause excluant définitivement l'esclavage de tous les territoires au nord du 30° 3 ,' formant la frontière septentrionale de l'Arkansas. Il paraît donc que le Nord, désireux de continuer la politique qui avait prévalu jusque-là, demandait que les territoires situés à l'ouest du Mississipi fussent divisés en portions égales, comme l'avaient été ceux de l'Est, de façon à donner un même nombre d'Etats libres et d'Etats esclavagistes. A ce compte-là tous les territoires au sud du Missouri seraient demeurés ouverts à la servitude. C'était faire la part belle au Sud. Aussi les députés du Nord n'étaient-ils pas d'accord sur la ligne de démarcation à tracer ; tous cependant semblaient admettre la nécessité d'un compromis comme par le passé.

Les esclavagistes, se croyant assez forts pour être plus exigeants, étaient d'un avis tout contraire. Ils prétendaient que le traité conclu entre la France et les Etats-Unis pour la cession de la Louisiane, garantissait aux habitants de ces territoires tous les priviléges des citoyens de l'Union, et ils comptaient au premier rang celui de posséder des hommes ou du moins des nègres. Du moment, disaient-ils, où le Congrès s'aviserait d'interdire l'esclavage, il empiéterait sur la souveraineté des Etats : et puis ne violerait-on pas les droits qu'ont les planteurs de se transporter partout avec leur propriété? Les sentiments humanitaires furent également mis à contribution, et appelés à fournir un argument en faveur de l'extension de l'esclavage. Quelle cruauté, disaient les planteurs, n'y aurait-il pas à parquer les nègres dans un étroit espace! Cette thèse fut développée avec une émotion contenue qui parut sur le point de se trahir en larmes abondantes.

Les hommes qui sentaient le besoin de contenir l'esclavage dans d'étroites limites, ne se laissaient nullement toucher par ces arguments. D'abord ils ne pouvaient admettre que le privilége de posséder des esclaves fût au nombre des droits primitifs et naturels des citoyens de l'Union. Ensuite ils maintenaient que le Congrès était autorisé à imposer ses conditions aux territoires, avant de les admettre à titre d'Etats. Ils ajoutaient enfin que l'esclavage étant une grande iniquité, entièrement en opposition avec les principes du gouvernement américain, celui-ci commettrait une grande inconséquence s'il l'autorisait là ou il pouvait l'interdire. Ne serait-ce pas sacrifier les intérêts du travail et des classes laborieuses à ceux des esclavagistes beaucoup moins nombreux et moins intéressants?

Les débats furent des plus passionnés dans la Chambre des représentants. Favorisés par la présence du président, qui était de leur bord, les députés du Sud n'épargnèrent à leurs adversaires ni personnalités blessantes ni menaces. Scott, le délégué du territoire du Missouri, parle avec mystère des ides de mars — la session devait être close le 3 de ce

mois — et engage la Chambre à prendre garde au sort de César et de Rome. « Un grand incendie a été allumé, s'écrie Cobb de la Géorgie, les yeux arrêtés sur son collègue Tallmadge qui avait pris l'initiative des restrictions à apporter à l'extension de l'esclavage, un grand incendie a été allumé ; toutes les eaux de la mer seraient insuffisantes pour l'éteindre : il ne faudra rien moins que des océans de sang. » Puis il conclut en disant que, si les membres du Nord insistent, l'Union sera dissoute.

« Un pareil langage, reprend Tallmadge, ne saurait avoir aucun effet sur moi. Ma résolution est bien prise : elle fait partie de mon existence : elle durera autant que ma vie. C'est une grande et noble entreprise que de chercher à mettre des bornes à l'esclavage le plus cruel et le plus avilissant dont le monde ait été le témoin. C'est la cause de la liberté humaine.

« Si la dissolution de l'Union doit avoir lieu, eh bien ! qu'elle s'accomplisse ! si la guerre civile dont on nous menace tant doit éclater, je ne puis dire qu'une chose, qu'elle éclate.... S'il faut du sang pour éteindre un incendie que j'ai contribué à allumer, tout en regrettant qu'il en soi ainsi, je suis prêt à donner le mien. La violence ne saurait me faire abandonner mon terrain. J'ai l'honneur et la bonne fortune de représenter des hommes libres, assez intelligents pour connaître leurs droits et assez courageux pour les faire triompher. Comme leur représentant, je dois proclamer leur horreur pour l'esclavage sous toutes ses formes. Comme leur député, je maintiendrai ma position jusqu'à ce que cette tribune avec la constitution qui la supporte, se soit écroulée sous mes pieds. Si je suis condamné à tomber, il y a quelque consolation amère à se dire que ce ne sera que comme enveloppé dans les ruines de la patrie. »

L'orateur relève ensuite tout ce qu'il y a de monstrueux et d'inconséquent dans l'attitude de ses adversaires qui menacent et accusent le Nord de vouloir exciter une insurrection servile, alors qu'ils insistent eux-mêmes sur l'extension d'une institution qui tient en réserve les plus grandes calamités pour les individus, pour la nation, et menace de renverser les libertés publiques, les bases de la religion et de la morale.

« Voyez un peu, dit Tallmadge, la belle logique de ces gentlemen du Sud. Ils contribuent de leur bourse à la propagation des doctrines chrétiennes dans toutes les parties du monde, et puis tournez la page, et vous les voyez faisant des lois pour maintenir leurs propres esclaves dans l'ignorance et dans la stupidité !... Où est-il ce missionnaire assez courageux pour oser entreprendre d'enseigner à lire aux nègres de la Géorgie ? Voilà la tache qui souille notre caractère national ; et il a bien parlé le député de la Géorgie, toutes les eaux ne suffiraient pas pour laver la souillure ; c'est bien en effet des océans de sang qu'il nous faut. »

L'orateur relève ensuite les menaces dont il a été l'objet. S'il est dangereux de discuter la question de l'esclavage dans ce moment, que sera-ce donc, se demande-t-il, quand l'institution se sera propagée au

long et au large? Et il conclut en disant : C'est maintenant le moment de frapper un grand coup. Arrêtons la propagation du mal à l'instant même, sans quoi l'occasion sera perdue pour toujours.

Après avoir fait ensuite une brillante description de ce que sera un jour la libre Amérique comparée aux nations de l'Europe éclipsée, Tallmadge revient sur les ombres qui recouvrent ce tableau magnifique. « Peuplez, dit-il, ces belles contrées d'esclaves, propagez l'esclavage, cette malédiction, cette abomination, dans votre vaste empire; vous préparez sa dissolution, vous changez toute sa force en faiblesse; vous entretenez un cancer en votre sein, vous attachez un vautour à votre cœur; il y a plus, vous aiguisez le fer et vous le placez ensuite dans la main d'une portion de votre population que tous les mobiles, divins et humains, pousseront à s'en servir. »

Grâce à la bonté naturelle de la race nègre, cette partie de la prophétie ne s'est point réalisée. Le député du Nord fut plus près de la vérité quand il ajouta : « Avec de pareils éléments votre gouvernement est condamné à tomber en ruines; votre peuple deviendra un sujet de raillerie pour le monde entier. »

L'orateur fut surtout actuel et sanglant en relevant les considérations humanitaires que le Sud avait avancées en faveur de l'extension de l'esclavage. Pendant que ces débats se poursuivent, les voûtes du Capitole retentissent de bruits de chaînes, le fouet de l'exacteur se fait entendre; Tallmadge montre du doigt ces hommes, ces femmes et ces enfants pourchassés comme un troupeau. « Voilà, dit-il, ce qui peut se voir des fenêtres de la salle où se tient le congrès de l'Amérique républicaine! »

Avec cela il ne perd pas de vue la question de droit. Il ne prétend en rien diminuer les concessions fâcheuses que la constitution a dû faire au Sud, il affirme seulement qu'on ne doit rien aux nouveaux territoires; qu'on peut leur imposer des conditions avant de les admettre. — Mais, dit-on, l'esclavage est indispensable pour la colonisation prompte de ces contrées. « Si l'Ouest, répond Tallmadge, ne peut être cultivé qu'au moyen des esclaves, qu'il demeure un désert jusqu'à la fin des siècles. Avec des arguments de ce genre on sacrifierait tous les principes de la morale, pour faire de l'intérêt personnel la base des législations. Mais alors rappelez donc les lois interdisant la traite! Puisque cela doit améliorer leur sort, invitez donc les populations de la ténébreuse Afrique à se transporter sur les rivages de la libre Amérique. Mais non, je n'abuserai pas des armes que vous avez mises dans ma main. Je ne vous ferai pas l'injure de supposer qu'il y a ici aucun défenseur de la traite ou de l'esclavage. Quelle ne serait pas la joie des avocats du droit divin en Europe, s'ils voyaient un congrès américain discuter de pareilles questions! »

John W. Taylor, qui appuya Tallmadge, s'attacha à relever les inconséquences révoltantes des esclavagistes. Ils déplorent l'existence de l'es-

clavage; ils manifestent le désir d'être débarrassés de ce fardeau, qu'ils soient donc conséquents en ne l'introduisant pas dans de nouveaux territoires. Taylor insiste aussi sur la circonstance que l'esclavage tend à faire considérer le travail manuel comme avilissant. Il rappelle à ce sujet l'horreur avec laquelle un député du Kentucky avait parlé des travaux de ménage que les femmes du Nord étaient obligées de faire et qu'il stigmatisait comme serviles. Aussi les fonctionnaires du Sud et ses députés au congrès étaient-ils exclusivement choisis parmi les possesseurs d'esclaves.

Les débats se prolongeant, l'agitation gagna le pays qui fut profondément troublé. De guerre lasse on ouvrit le Missouri à l'esclavage, mais on prétendit l'exclure des territoires qui avaient appartenu à la Louisiane. Comme ce fut souvent le cas à la suite de ces débats qui ont bientôt duré un siècle, le Sud avait la proie et le Nord une ombre, des promesses qui devaient être oubliées quand le moment serait arrivé de les tenir. C'est ainsi que le Nord, qui dès le début avait eu le malheur d'abandonner le terrain des principes, s'engageait toujours plus avant dans la funeste voie des concessions, à chaque pas qu'il faisait avec des adversaires sans foi ni loi, que le succès devait rendre toujours plus éhontés et plus exigeants. Tandis qu'à Charleston et à Savannah on éclatait de joie, dans le Nord on se sentait humilié et couvert de confusion. Les débats provoqués par le compromis du Missouri avaient dissipé les dernières illusions des hommes qui s'étaient imaginé que l'esclavage finirait par disparaître à la suite de l'interdiction de la traite étrangère. Le Maryland et la Virginie se livraient déjà à l'élève du nègre; en se propageant sur une grande échelle, la traite domestique achevait de dissiper les idées abolitionistes, jadis professées par quelques citoyens les plus distingués de ces Etats.

Un homme important qui, à divers égards, a été le mauvais génie de l'Amérique, Thomas Jefferson, ne se fit pas d'illusion sur les troubles et les dangers qui paraissaient réservés à sa patrie. Lui, le grand défenseur des droits de l'homme, l'ennemi de l'esclavage, qui avait senti son zèle se refroidir à mesure que le Sud demandait à être ménagé et qui avait fini par sacrifier les principes de toute sa vie au soin de sa popularité, le chef du prétendu parti démocratique finit par se rendre compte des fruits amers que son attitude et celle de ses amis avaient préparés pour leur patrie. Les discussions au sujet du Missouri paraissent avoir été pour lui une révélation subite qui troubla sa douce quiétude. Ce n'est qu'alors qu'il aperçoit, entr'ouvert à ses pieds, l'abîme vers lequel, plus que personne, il a contribué à faire glisser la politique américaine. Réveillé comme en sursaut, il reprend la plume pour faire part de son effroi à un ami. « J'avais, écrivait-il le 13 avril 1820, cessé de lire les journaux, mais la question du Missouri est venue me réveiller et me remplir d'alarme. Les vieilles divisions entre fédéralistes et républicains n'avaient

rien de menaçant, parce qu'elles existaient au sein de chaque Etat; parce qu'elles établissaient entre les diverses sections de l'Union des liens de fraternité et de parti : mais la coïncidence d'une ligne de démarcation morale et politique avec une ligne géographique, c'est là une idée qui, une fois conçue, ne pourra plus, j'en ai bien peur, s'effacer jamais de l'esprit. On la verra reparaître à chaque occasion, renouveler l'irritation, allumer enfin des haines si ardentes que la séparation deviendra préférable à d'éternelles discordes. J'ai été de ceux qui ont eu la foi la plus ferme dans la longue durée de notre Union, je commence à en douter beaucoup... Ma seule consolation est de penser que je ne vivrai pas assez pour assister à ce spectacle. Je n'envie pas à la génération présente la gloire d'avoir jeté au vent le fruit des sacrifices faits par ses pères, ni celle d'avoir donné un résultat désespérant à l'expérience qui devait décider si l'homme est capable de se gouverner lui-même. Cette trahison envers les espérances de l'humanité signalera ce temps à l'histoire comme le revers de la noble médaille frappée à l'époque antérieure. »

Cette inquiétude sur l'avenir de la grande république ne s'expliquait que trop bien. Au point où en étaient déjà les choses, il n'y avait que trois alternatives pour les Etats-Unis. La solidarité des intérêts de tout genre entre les divers Etats n'était pas encore assez manifeste pour exclure la perspective d'une dissolution de l'Union, aboutissant à la formation de deux confédérations rivales se disputant le sol de l'Amérique du Nord. L'alternative beaucoup plus probable d'un triomphe définitif de la liberté ou de l'esclavage dans le sein même de l'Union ne paraît pas s'être présentée à l'esprit troublé de Thomas Jefferson. Mais de nouveaux faits ne tardèrent pas à montrer que c'était dans cette direction que la solution devait être cherchée. Il est vrai que les espérances des amis de la liberté étaient loin d'être brillantes. Ils allaient être cruellement punis pour avoir, dès le début, abandonné le seul terrain ferme du droit et de la justice, pour recourir aux expédients et aux compromis. A ne considérer que le point de vue politique, la cause de la liberté était définitivement perdue.

Le faux parti démocratique, fondé par Thomas Jefferson, avait enfin deviné le secret de sa force : il avait trouvé sa véritable assiette en s'appuyant sur l'aristocratie du Sud et sur la démagogie du Nord journellement recrutée par l'adjonction de nombreux émigrants européens, trop promptement admis à la jouissance de tous les priviléges de citoyens américains. Pendant plus de cinquante ans, cette union contre nature d'éléments si hétérogènes ne devait cesser d'aller en se resserrant, au grand détriment de la liberté, de l'honneur des Etats-Unis et de la réputation de la vraie démocratie. La moralité politique ne cessant de perdre du terrain sous la pression de circonstances tellement anormales, il devint bientôt évident que le prétendu parti démocratique, toujours plus inféodé aux intérêts du Sud, trouverait constamment dans les Etats li-

bres un appoint suffisant pour lui permettre de diriger les affaires générales de l'Union dans l'intérêt exclusif de l'esclavage. Une fois entré dans cette voie, on devait nécessairement aboutir, tôt ou tard, à une domination effective du despotisme esclavagiste dans l'Union entière. D'abord simplement toléré, l'esclavage ne pouvait plus être satisfait qu'après avoir exclu la liberté de l'Amérique du Nord et installé ses marchés à esclaves jusque dans le cœur de la Nouvelle-Angleterre, frémissante mais impuissante, partagée entre sa conscience et le respect d'une loi fédérale qui foulait aux pieds les principes de la justice et de l'humanité.

Telle était, au point de vue politique, la seule perspective ouverte aux Etats-Unis, après le déplorable compromis du Missouri. Si Thomas Jefferson eût pu l'entrevoir dans son entier, il n'eût pas pensé différemment, car il lui aurait été impossible de découvrir, dans la démocratie américaine, une force capable de la retenir sur la pente qu'elle commençait à descendre. Il ne pouvait en être autrement; n'avait-il pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour énerver cette force qui seule pouvait sauver la cause de la liberté américaine? Il est à ce sujet une page importante de Tocqueville qu'on ne nous reprochera pas de citer en son entier : « Tandis que l'homme, dit-il, se complaît dans la recherche honnête et légitime du bien-être, il est à craindre qu'il ne perde enfin l'usage de ses plus sublimes facultés, et qu'en voulant tout améliorer autour de lui, il ne se dégrade enfin lui-même. C'est là qu'est le péril et non point ailleurs. Il faut donc que les législateurs des démocraties et tous les hommes honnêtes et éclairés qui y vivent s'appliquent sans relâche à y soulever les âmes et à les tenir dressées vers le ciel. Il est nécessaire que tous ceux qui s'intéressent à l'avenir des sociétés démocratiques s'unissent et que tous de concert fassent de continuels efforts pour répandre dans le sein de ces sociétés le goût de l'infini, le sentiment du grand et l'amour des plaisirs immatériels. Que s'il se rencontre parmi les opinions d'un peuple démocratique quelques-unes de ces théories malfaisantes qui tendent à faire croire que tout périt avec le corps, considérez les hommes qui les professent comme les ennemis naturels de ce peuple.

« Il y a bien des choses qui me blessent dans les matérialistes. Leurs doctrines me paraissent pernicieuses et leur orgueil me révolte. Si leur système pouvait être de quelque utilité à l'homme, il semble que ce serait en lui donnant une modeste idée de lui-même. Mais ils ne font point voir qu'il en soit ainsi; et, quand ils croient avoir suffisamment établi qu'ils ne sont que des brutes, ils se montrent aussi fiers que s'ils avaient démontré qu'ils étaient des dieux. Le matérialisme est, chez toutes les nations, une maladie dangereuse de l'esprit humain; mais il faut particulièrement le redouter chez un peuple démocratique, parce qu'il se combine merveilleusement avec le vice du cœur le plus familier à ces peuples. La démocratie favorise le goût des jouissances matérielles : ce goût, s'il devient excessif, dispose bientôt les hommes à croire que tout

n'est que matière; et le matérialisme, à son tour, achève de les entraîner avec une ardeur insensée vers ces mêmes jouissances. Tel est le cercle fatal dans lequel les nations démocratiques sont poussées. Il est bon qu'elles voient le péril et se retiennent. »

Or, Thomas Jefferson n'avait rien négligé pour pousser le pays tout entier dans la direction « de ce cercle fatal. Plus qu'aucun autre Américain avant lui, il avait travaillé sans relâche à rompre cette union intime entre la religion et la liberté qui avait fait jusque-là la force de sa patrie [1]. Si donc la perspective d'une lutte à mort entre l'esclavage et la liberté dans le sein même de la confédération s'était présentée à lui, ce n'est pas du côté de la religion qu'il eût pu attendre quelque aide pour tirer la démocratie du mauvais pas dans lequel elle s'était fourvoyée.

Et cependant le secours efficace ne pouvait être attendu que de fortes croyances chrétiennes. Pour arrêter les progrès croissants de la politique matérialiste, née du monstrueux mariage de l'esclavage et de la démocratie formée à l'école de Thomas Jefferson, il n'y avait d'espoir à attendre que d'un réveil puissant de cet esprit puritain que nous avons vu présider à la fondation des Etats particuliers les plus importants et veiller au berceau de la jeune confédération.

III. — ABOLITIONISME ET PURITANISME.

L'agitation provoquée par la question du Missouri avait été suivie d'un calme relatif qui ne devait être qu'une trêve d'environ dix ans. De part et d'autre on la mit à profit pour se préparer à la grande lutte qui devait être décisive. Pour parler le langage des abolitionistes, « le Vésuve national fut recouvert pendant quelques années de sa couronne de neige, afin que ses irruptions pussent devenir ensuite plus violentes. »

C'est alors que l'autorité fédérale commença à se mettre ouvertement à la remorque des esclavagistes. Les causes de divisions et de débats manquant, pour le moment, dans l'intérieur, toute la politique étrangère fut dirigée en vue de favoriser les idées du Sud. Ainsi, lorsque le Mexique émancipé manifesta l'intention de s'emparer de Cuba et d'y libérer les esclaves, la grande république des Etats-Unis fit comprendre à sa jeune sœur que si elle se lançait dans une pareille aventure, l'Amérique se joindrait à l'Espagne pour la faire rentrer elle-même sous le joug. En

[1] Il se disait tour à tour épicurien et chrétien, matérialiste et partisan de l'immortalité de l'âme. Au fond, et à vrai dire, c'était un libre penseur, sans méthode et sans doctrine, qui n'attachait philosophiquement d'importance qu'à deux résultats : la destruction du respect pour l'ordre surnaturel et le maintien de la loi morale. Son prétendu christianisme n'allait pas au delà d'une adhésion impertinente à quelques-uns des préceptes moraux du Christ!... « Saint Paul, voilà, s'écriait-il, le grand coryphée de cette bande de dupes et de coquins, voilà le premier corrupteur du christianisme! » Voir, pour les tendances religieuses et philosophiques de Thomas Jefferson et ses démêlés avec le clergé qui l'irrita en ne sachant pas respecter en lui la liberté de conscience, l'ouvrage de Cornélis de Witt, *Thomas Jefferson*, p. 346.

même temps avait lieu l'achat de la Floride pour étendre le territoire de l'esclavage; on fit la guerre aux tribus indiennes, qui s'étaient refusées à restituer les noirs fugitifs et on enleva au Mexique ses plus belles provinces dans diverses expéditions.

L'agitation abolitioniste recommence alors avec une intensité nouvelle. L'initiative paraît avoir été prise par une de ces individualités comme on n'en trouve guère que dans la race anglo-saxonne. Benjamin Lundy était un quaker petit de taille, faible de santé, sourd, mais doué d'un grand cœur : il joignait à tout cela, cette foi, ce renoncement de soi-même, cette persévérance et cette patience, qui dans l'ordre moral font les héros. Le compromis du Missouri est à peine adopté, que Benjamin Lundy se met à publier un journal mensuel, auquel il donne un titre significatif : « *le Génie de l'émancipation universelle.* » Mais le public pour un tel organe était encore à former : le rédacteur se chargera lui-même de la chose. A cette fin, il se mit à parcourir le pays, souvent à pied, depuis Boston jusqu'aux frontières du Mexique, cherchant des abonnés et des hommes qui sympathisent avec son œuvre. Notre voyageur pénètre deux fois dans le Texas et dans le Mexique en quête d'un asile sûr pour les esclaves fugitifs et les affranchis. Dans ces courses il a occasion d'être mis au courant des entreprises, des projets des esclavagistes; et c'est surtout sur les notes fournies par le quaker itinérant, que les orateurs du Congrès dénoncent les complots liberticides des meneurs du Sud. Benjamin Lundy avait à tous égards les allures d'un homme dévoué au triomphe d'une idée. Ainsi ses continuels voyages n'amenaient aucune interruption dans la publication de son journal. Il en était néanmoins à la fois le rédacteur, l'expéditeur et souvent l'imprimeur. Faisant des collectes, donnant des lectures de lieu en lieu, quand le moment de publier son numéro approchait, il faisait halte dans une ville, l'imprimait, l'expédiait, et se remettait en route encore pendant un mois. Outre son registre d'abonnés, Benjamin portait dans sa malle, pour faciliter sa besogne, le frontispice de son journal, qui était toujours daté de Baltimore. Après dix ans d'une pareille activité, il en rendait compte en ces termes, à ses abonnés : « J'ai dépensé plusieurs milliers de dollars, fruit de mes sueurs, j'ai parcouru au delà de 5,000 milles à pieds, plus de 20,000 par d'autres voies; j'ai visité dix-neuf États de l'Union, j'ai fait deux voyages aux Indes occidentales, procuré ainsi l'émancipation d'un nombre considérable d'esclaves et préparé la voie pour la liberté de bon nombre d'autres. »

Un ministre presbytérien du Kentucky, Jonh Rankin, prit aussi place parmi les pionniers de l'abolitionisme. Dans des lettres publiées en 1824 et 1825, il dénonça l'esclavage comme un péché avec lequel il fallait rompre immédiatement[1]. En 1827 parut à Providence (Rhode-Island) le

[1] *Slavery and anti slavery*, p. 385-387.

premier numéro de l'*Investigateur*, destiné à plaider la cause de la tempérance et de la libération des nègres. L'année précédente avait paru le *Philanthrope national*, publié par un ministre baptiste. Il avait parmi ses imprimeurs, un jeune homme dont le nom devait bientôt devenir célèbre dans cette sainte croisade, dont il allait devenir le chef, William Lloyd-Garrison. En 1829, ayant dénoncé dans le journal de Benjamin Lundy un navire du Nord employé à la traite intérieure, Garrison est poursuivi pour calomnie par le propriétaire, condamné par un tribunal du Maryland et jeté en prison faute de pouvoir solder l'amende et les frais du procès. Cette sentence devint dans le Nord le signal d'une agitation qui ne devait plus se calmer. A partir de l'année 1831, Garrison publia à Boston le *Libérateur;* dès l'année 1833, la cause abolitioniste eut un nouvel organe dans l'*Emancipateur*, soutenu financièrement par MM. Tappan. Outre les journaux, les abolitionistes publièrent plusieurs petits traités qui furent expédiés gratuitement aux ecclésiastiques de toutes les dénominations dans le pays ainsi qu'aux hommes marquants. Du nombre de ces publications étaient les pamphlets de deux théologiens fort vénérés. Hopkins et Edwards se prononcèrent pour l'émancipation immédiate et inconditionnelle qui était devenue leur mot d'ordre. Plusieurs sociétés abolitionistes fondées à Boston, à New York et à Philadelphie, naquirent de ce mouvement, qu'elles étaient destinées à favoriser et à étendre.

Les circonstances générales du pays étaient, à divers égards, de nature à seconder leurs efforts. Il y avait un progrès bien marqué dans la sphère morale et religieuse. Diverses œuvres philanthropiques : sociétés de tempérance, sociétés de missions, sociétés de la paix et d'autres alors en formation, attiraient vivement l'attention publique. On réagissait avec énergie contre les loteries officielles et contre tout ce qui pouvait mettre en danger la moralité publique. La conscience nationale avait même été scandalisée des traitements que quelques Etats et le gouvernement fédéral avaient fait subir aux aborigènes et particulièrement aux Chérokées. Pour appuyer toutes ces réformes, la presse littéraire, politique et religieuse, prenait un développement jusqu'alors inconnu. Evidemment, au sein d'un pareil mouvement libéral, la question de l'abolition de l'esclavage ne pouvait être oubliée, tout paraissait devoir favoriser sa solution. Ainsi pensaient les abolitionistes. Ils oubliaient un peu trop que la haute portée politique et sociale de ce probleme le rendait plus délicat que tous ceux qu'on était occupé à debattre. Dès que quelques hommes énergiques eurent hardiment arboré le principe d'une abolition immédiate et inconditionnelle, du moment où ils déclarèrent l'esclavage un crime contre la nature humaine et un péché devant Dieu, une opposition bruyante se manifesta dans le pays tout entier. On a souvent cherché à expliquer cette antipathie générale par les extravagances dans lesquelles tombèrent dans la suite quelques abolitionistes, par leurs principes irréligieux, leur fanatisme et leur opposition à la constitution des Etats-Unis. Mais ce sont

là des anachronismes qui ne sauraient excuser l'hostilité générale. Au début, les novateurs furent innocents de ces fautes qui, plus tard, purent être justement reprochées à plusieurs d'entre eux. Ce ne fut qu'au bout de quelques années qu'on leur reprocha de s'y prendre mal; au commencement leur seul et unique crime consista à agiter la question de l'émancipation. Tant de hardiesse et de témérité suffit pour liguer contre eux tous les intérêts alarmés. Le commerçant et l'industriel redoutèrent par-dessus tout d'irriter le Sud avec lequel ils entretenaient des rapports journaliers; les partis politiques ne furent pas les moins dérangés dans leurs savantes combinaisons : afin de s'assurer le patronage des planteurs, ils se hâtent, démocrates et whigs, de répudier toute connivence avec les abolitionistes; il n'y a pas jusqu'aux établissements publics, colléges et écoles, résidences à la mode pendant l'été, bains de mer, sources thermales, qui ne prennent leurs précautions, de peur de perdre le précieux patronage des maîtres d'esclaves. C'est ainsi que par un mouvement spontané, tous ceux qui estiment avoir intérêt à conserver ce qui existe se lèvent dans le pays pour courir sus à ces hommes que, d'une voix unanime, on flétrit du nom de fanatiques.

Il faut bien dire, à la honte des Etats-Unis, que dès les premières années de cette agitation, la cause émancipatrice ne trouva pas dans les forces morales et vives de la nation l'appui sur lequel elle avait droit de compter. Avant même que les abolitionistes eussent donné lieu à de légitimes appréhensions, la partie saine et morale de la société américaine s'était montrée impuissante à tenir tête aux intérêts alarmés qui se jetaient à l'envi dans une opposition factieuse et bruyante contre l'abolitionisme. A vrai dire, on ne paraît pas même avoir songé à le faire. La liberté de la presse et d'association, tous les priviléges dont les Américains étaient justement fiers sont méconnus quand il s'agit des abolitionistes. Il faut à tout prix leur imposer silence et couper court aux brûlantes controverses qu'ils soulèvent. Le 4 juillet 1834, la tentative de tenir une réunion abolitioniste à New-York provoqua une émeute violente. Pendant plusieurs jours les émeutiers, maîtres de la ville, ne respectent ni les propriétés privées, ni les établissements publics. Les mêmes scènes se renouvellent quelques semaines après à Philadelphie où la population de couleur est en butte aux injures et aux mauvais traitements des agitateurs. Ces troubles ne furent pas l'affaire d'un instant et de quelques localités : ils se prolongèrent plusieurs années et divers Etats en furent le théâtre. De 1836 à 1841 [1], à Cincinnati (Ohio), on dévasta par trois fois l'impri-

[1] Ces dates sont importantes en ce qu'elles montrent ce qu'il faut penser de l'opinion qui veut que les excès des abolitionistes aient exaspéré le Sud et l'aient forcé à renoncer à ses bonnes intentions d'abolir l'esclavage. Les esclavagistes eurent les premiers recours aux moyens violents. Ainsi le brave et inoffensif Benjamin Lundy fut mainte fois assailli dans les rues de Baltimore, par un individu qui se livrait à la traite, et cela *avant* qu'aucune société abolitioniste fût fondée (*Ibid.*, p. 436). On ne songeait qu'à étendre l'esclavage par tous les moyens possibles, à la veille du jour où le mouvement abolitioniste naquit du besoin de résister à cette politique envahissante.

merie du *Philanthrope*, journal dévoué à la cause abolitioniste. A Alton (Illinois), le 7 novembre 1837, un ministre, Elijah P. Lovejoy, rédacteur d'un journal défendant la même cause, trouve la mort dans une attaque semblable, et sans que les tribunaux exercent aucune poursuite contre les coupables. En 1838, à Philadelphie, on met le feu à une salle consacrée à des cours publics, simplement parce qu'il a été permis aux abolitionistes de s'y réunir. Quatre ans plus tard, cette ville fut encore le théâtre d'une émeute sanglante contre la population de couleur. On met le feu à une église qu'ils ont construite de leurs épargnes, on démolit les modestes demeures des nègres, après les avoir pourchassés et mutilés dans les rues comme des bêtes fauves. Leur unique provocation avait été une procession publique pour célébrer l'anniversaire de l'émancipation dans les colonies britanniques. L'émeute dura deux jours et les autorités n'offrirent de protection efficace que quand le mal était fait.

Ce qui montre bien le caractère universel et national de cette opposition violente, c'est que la Nouvelle-Angleterre, pays de légalité entre tous, eut aussi ses émeutes : en terre puritaine, comme ailleurs, la statue de la Liberté fut voilée pour un instant. La législature du Connecticut fit fermer, en 1833, une école dans laquelle une demoiselle pieuse, Prudence Crandall, enseignait à lire à des enfants noirs. La courageuse institutrice ayant ouvert de nouveau son école à la sortie de prison, une émeute se chargea, en 1834, d'assurer le respect de la loi. En décembre 1836, quelques étudiants, originaires du Sud, dispersent une assemblée abolitioniste à New-Haven dans le Connecticut. L'année précédente, un établissement public avait été démoli à Canaan (New-Hampshire), simplement pour avoir reçu des élèves de race nègre. Le même jour, à Worcester (Massachusetts), un ministre abolitioniste est interrompu dans ses fonctions, par le fils d'un ex-gouverneur de l'Etat et un Irlandais qui dispersent ses papiers et le maltraitent. Mais ce fut surtout Boston qui se distingua quelques semaines plus tard. Le 21 octobre 1835, une réunion de femmes abolitionistes est assaillie par une émeute et dispersée ; Garrison est traîné dans les rues de la ville, la corde au cou.

Ce qui caractérise surtout toutes ces émeutes, c'est qu'elles furent fomentées ou excusées par des hommes riches et instruits, par les classes élevées de la société, par des gentlemen; c'étaient là des mouvements éminemment conservateurs. Ils étaient accompagnés des manifestations les plus enthousiastes en faveur de la *Société de colonisation*. Les émeutiers se groupaient autour de cette institution chargée de les débarrasser de la vue importune des nègres libres en les transportant en Afrique.

Tout cela se passait dans les Etats libres. On peut présumer l'attitude que prirent le Sud [1] et le gouvernement fédéral qui lui était dévoué. Les

[1] Il fut accordé des primes à ceux qui réussiraient à livrer les principaux abolitionistes (*Ibid.*, 410-422).

directeurs des bureaux de poste, dans plusieurs localités, se permirent de ne pas distribuer les journaux et les autres publications des abolitionistes. Cette étrange conduite reçut l'approbation officieuse du directeur général, qui exprima le regret que l'absence de toute loi ne lui permît pas d'intervenir officiellement. Quand des plaintes furent adressées au Congrès, ou bien il contesta le droit de pétitionner contre l'esclavage, ou bien il l'éluda en évitant systématiquement de se prononcer sur celles qui lui furent envoyées.

Le Sud pouvait donc se croire tout permis. Aussi le président Jackson et Calhoun, en son nom, demandent-ils qu'il ne soit plus accordé aux abolitionistes de se servir des postes fédérales. Un projet de loi interdisait à tout bureau postal de distribuer des publications abolitionistes sous peine de destitution pour le directeur. C'était pourtant trop fort : ce bill échoue au moment où on s'y attendait le moins. La réaction avait évidemment commencé. Ce qui le prouve, c'est qu'on vota immédiatement un bill rédigé dans un tout autre esprit. Les désordres de Charleston avaient ébranlé la confiance dans les postes fédérales. Pour la raffermir, il fut enjoint à tous leurs agents de distribuer sans distinction tout ce qu'ils recevraient. Un des représentants, les plus distingués et les plus fanatiques du Sud, Calhoun, fit à cette occasion une déclaration que l'histoire doit soigneusement recueillir. Il reconnut que les abolitionistes n'avaient recours qu'à la persuasisn morale et qu'ils répudiaient tous les moyens violents et révolutionnaires. Mais c'en était assez pour mettre à son comble l'irritation des esclavagistes; ils voulaient à tout prix détourner l'attention publique des discussions soulevées par l'abolitionisme. En conséquence les Carolines, l'Alabama, la Géorgie et la Virginie s'adressent officiellement aux Etats du Nord pour obtenir qu'ils passent des lois pénales de nature à écraser le mouvement, en dispersant les sociétés abolitionistes et en imposant un silence universel. Tous les gouverneurs dans le Nord portèrent le sujet devant les législations en le proposant à leur sérieuse considération, sans s'opposer aux mesures réclamées; quelques-uns les recommandèrent. Ces demandes arrivaient dans un moment particulièrement favorable. Il y avait déjà réaction dans le Nord contre les honteuses émeutes dont il venait d'être le théâtre.

Les conservateurs commençaient à se raviser et à rougir de leur conduite en se disant qu'on pourrait bien un jour recourir contre eux aux moyens violents qu'ils avaient autorisés contre leurs adversaires. Les souffrances des abolitionistes touchèrent quelques cœurs; plusieurs de leurs adversaires étaient déjà venus grossir leurs rangs. On sentit donc qu'il fallait renoncer à la violence et recourir aux moyens légaux pour couper court à l'agitation. Le Rhode-Island était déjà en train de passer les lois réclamées par le Sud. Le Massachusetts lui-même entrait dans la même voie. Les abolitionistes réclament alors le privilége d'être, suivant l'usage, entendus par le comité de la Chambre et se présentent comme les défenseurs des

libertés publiques. En même temps l'agitation gagne les campagnes; la Chambre est pleine d'une multitude inquiète. Les législateurs eux-mêmes sont ébranlés. Tandis que le comité se retire en silence à la nuit tombante, des voix lui crient que les descendants des Pèlerins ne renonceront jamais à la liberté de la parole et de la presse. La foule était frémissante; les représentants fléchirent. Le rapport fut renvoyé; on ne parle plus du projet. La législature du Rhode-Island, suivant l'exemple du Massachusetts, finit par repousser les lois réclamées par le Sud. L'Etat de New-York s'engagea seul à se rendre au désir des planteurs quand la nécessité s'en ferait sentir. Mais, par respect pour l'opinion, on n'osa pas publier ces décisions : les citoyens de New-York n'en eurent connaissance que quand elles leur revinrent par les journaux du Sud. (1336-1837[1].)

La réaction faisait donc des progrès. Le Nord, revenant de son égarement momentané, commençait à rougir de sa conduite. On pouvait espérer que toutes les forces morales du pays allaient se grouper autour d'un abolitionisme légal, car les plus ardents ennemis de l'esclavage n'étaient encore tombés dans aucun des excès qui devaient plus tard compromettre leur cause.

C'est ici le lieu d'aborder l'importante question des rapports de l'abolitionisme et de la religion. Disons-le tout de suite; dans l'esprit des premiers abolitionistes, leur cause n'était pas distincte de celle du christianisme; ils ne doutaient pas que tous les hommes religieux ne se groupassent autour d'eux. Il est également établi que bien des novateurs furent, dès le début, des orthodoxes en religion, des hommes prenant une grande part aux œuvres de missions et aux autres entreprises chrétiennes[2]. Mais cet accord fut de courte durée et jamais général. Les abolitionistes se plaignent amèrement d'avoir été abandonnés par les hommes pieux parmi lesquels se trouvèrent quelques-uns de leurs plus acharnés adversaires. A la vérité ils reconnaissent avoir rencontré des sympathies individuelles dans toutes les sectes sans distinction, mais aucune n'eut l'honneur de se manifester officiellement et en majorité pour la cause de la liberté. En leur demandant de le faire, les novateurs n'élevaient pas

[1] *Ibid.*, p. 419. John Quiney Adams ayant fait de nobles efforts pour assurer, dans le Congrès, le droit de pétition aux abolitionistes, fut menacé d'être assassiné. On essaya également de le faire expulser de la Chambre. Il avait en outre déclaré que l'esclavage pouvait être aboli par le président, en temps de guerre, comme mesure militaire, et qu'un amendement à la constitution fédérale pouvait être proposé pour arriver à l'abolition. Il n'était pourtant pas regardé comme abolitioniste, vu qu'il ne demandait pas que l'émancipation fût *immédiate* (*Ibid.*, p. 433).

[2] Le fait est surtout démontré au sujet de Garrison qui est devenu plus tard le chef des abolitionistes exaltés et souvent hostiles à la religion. Il débuta par être un orthodoxe et par jouer un rôle dans les sociétés chrétiennes. En 1829, il fut invité à prendre la parole dans une église de Boston, à l'occasion d'une assemblée en faveur de la Société de colonisation. Son discours, publié à cette époque, signalait les dangers nationaux. Il mettait au premier rang l'incrédulité, la tyrannie du gouvernement obligeant ses serviteurs à violer la sainteté du dimanche, l'exclusion assez générale des hommes religieux des fonctions publiques. Puis, passant à la question de l'esclavage, il invite les Eglises du Dieu vivant à se mettre en tête du mouvement en faveur de l'émancipation.

une exigence qui pût paraître déplacée. En effet, en se séparant de l'Etat, l'Eglise n'entendait nullement négliger la haute mission sociale du christianisme. Déjà à la veille de la guerre de l'indépendance, on avait pu se convaincre que la religion n'était pas destinée à se retirer à l'ombre des autels, dans le silence du sanctuaire et loin des bruits du monde et de la place publique. Si on en excepte les quakers, devenus infidèles sur ce point à l'esprit de leur fondateur, et les épiscopaux qui prirent généralement le parti de l'Angleterre, toutes les autres sectes, et surtout les congrégationalistes et les presbytériens, se prononcèrent fortement en faveur de la cause nationale. Depuis, le public religieux n'a jamais négligé d'occuper la première place dans toutes les entreprises philanthropiques d'un genre quelconque. Il en fut autrement au début de l'agitation pour l'abolition de l'esclavage. Les presbytériens et les méthodistes du Nord, après avoir hésité un instant, finirent par rompre avec leurs coreligionnaires du Sud qui faisaient ouvertement l'apologie de l'esclavage. Mais, même après s'être séparées, les Eglises du Nord tombèrent de nouveau dans le modérantisme; si bien qu'à diverses époques des schismes furent provoqués dans leur sein par la question de l'esclavage. Presque toutes les sectes furent troublées à cette occasion, et durent voir s'opérer dans leur sein des séparations provoquées par les mêmes causes. La sympathie pour l'abolitionisme fut en rapport inverse avec la richesse, la puissance hiérarchique et le caractère traditionnel et aristocratique des diverses sectes. Très mal vu et souvent dénoncé par les épiscopaux et les presbytériens de l'ancienne école, il rencontre déjà plus d'acceuil chez ceux de la nouvelle et surtout de la part des méthodistes, des quakers, des baptistes. En règle générale, plus une communauté était rapprochée du peuple et plus elle était accessible aux doctrines abolitionistes. De toutes les sectes évangéliques, les congrégationalistes de la Nouvelle-Angleterre s'engagèrent le plus avant dans le mouvement, sans qu'on puisse cependant dire que dès le début, la majorité de leurs Eglises ait su reconnaître dans l'abolitionisme un des fruits les plus authentiques du puritanisme. Les unitaires et les universalistes, qui passent pour avoir montré plus de sympathie, ne paraissent pas, d'après le jugement des intéressés, avoir plus fait que les orthodoxes du Massachusetts et du Connecticut[1]. Quant aux catholiques-romains, ils comptèrent, eux aussi, des partisans de l'émancipation dans leurs rangs; mais leur nombre ne fut jamais bien considérable. La question de l'esclavage et de la conduite à tenir envers les hommes de couleur ne les préoccupa jamais comme corps. Dans le Sud, les catholiques sont d'aussi chauds partisans de l'esclavage que les autres communions. Cependant, tandis que plusieurs autres Eglises en établissant des bancs à part pour les nègres, favorisaient les idées de caste jusque dans

[1] « Af all these *as sects* we must however say, that the weight of their influence, especially at the ballot box, as in the case of the larger sects, is not against slavery but in its support » (p. 190).

le sanctuaire, les catholiques-romains n'admirent jamais des usages de ce genre. En somme donc, de toutes les Eglises, grandes ou petites, orthodoxes ou hétérodoxes, qui existaient quand l'agitation abolitioniste commença, aucune ne se prononça, en corps, pour le mouvement; dans le sein de chacune d'elles, la majorité paraît avoir voté aux élections avec le parti conservateur, qui se recrutait parmi les démocrates et les wighs, favorables à l'esclavage.

Ce fait explique à la fois le peu de succès des abolitionistes dans les premières années, les erreurs, les extravagances dans lesquelles ils tombèrent, et les divisions qui éclatèrent dans leurs rangs. Privé de la force de cohésion qu'aurait pu lui donner la réunion de toutes les forces vives du pays, le mouvement manqua souvent de directeurs sages et prudents qui l'auraient conduit plus promptement vers le terme désiré. Dès le début, les abolitionistes s'accordèrent à proclamer l'esclavage un crime, l'émancipation *immédiate*[1] et inconditionnelle un devoir; en outre, à leurs yeux, les nègres affranchis avaient le droit de s'établir partout où ils jugeraient bon et de jouir pleinement de tous les priviléges des autres citoyens américains. Malgré toutes les discussions qui éclatèrent depuis, ils ne cessèrent jamais de s'accorder sur ces points principaux. Seulement dans l'ardeur de leur lutte contre les divers et formidables obstacles qu'ils rencontrèrent sur leur chemin, les Eglises, la constitution fédérale, le pouvoir judiciaire, les lois des Etats, l'émeute, ils ne tardèrent pas à se diviser sur le choix des moyens pour atteindre le but commun. Il était impossible qu'il en fût autrement, car le drapeau abolitioniste abritait au début des hommes appartenant à des écoles politiques, philosophiques et religieuses, fort différentes et fortuitement rapprochées par leur égale aversion pour la servitude. A mesure que l'on rencontra une vive opposition du côté d'où l'on attendait la sympathie, on ne fut plus d'accord sur l'attitude qu'il convenait de prendre. Quand l'hostilité des Eglises devint manifeste, les abolitionistes qui n'avaient pas de principes religieux demandèrent qu'on leur rompît en visière sans ménagement, tandis que d'autres plaidaient les circonstances atténuantes et conseillaient la modération et la patience. Quand on vit qu'il ne fallait pas compter, comme on l'avait cru d'abord, sur le concours des grands partis politiques, plusieurs demandèrent qu'il s'en constituât un troisième, tandis que d'autres désiraient que les sociétés abolitionistes restassent neutres sur les questions de politique générale pour se composer indifféremment d'hommes appartenant à toutes les opinions. Au commencement de l'agitation, les novateurs paraissent s'être tous accordés sur l'in-

[1] C'est là le trait le plus caractéristique qui, dès le commencement, les fit soupçonner d'avoir l'arrière-pensée de recourir à des moyens illégaux pour atteindre leurs fins. Car, disait-on, comment obtiendrait-on l'abolition immédiate par des procédés légaux? Mais ce ne sont là que de pures inductions. Non-seulement les abolitionistes répudièrent, en théorie, les moyens révolutionnaires, mais, au début du moins, ils s'en abstinrent en pratique. Nous avons signalé ailleurs le précieux témoignage qui leur fut rendu à cet égard par Calhoun, un de leurs plus grands antagonistes.

terprétation à donner à la constitution fédérale. Tout en répudiant le commentaire qu'en donnaient les esclavagistes les plus avancés, les abolitionistes adoptaient les divers compromis auxquels il avait fallu recourir dans diverses circonstances. Ils étaient unanimes pour reconnaître que le Congrès n'avait pas le droit d'abolir l'esclavage dans les divers Etats, mais, en revanche, ils maintenaient qu'il devait le supprimer dans le district de Washington, ne pas permetttre qu'il s'établît dans les territoires, et interdire la traite domestique d'Etat à Etat. On s'était donc établi d'un commun accord sur un terrain parfaitement constitutionnel et légal. Mais quand les abolitionistes virent que les autorités fédérales se mettaient toujours plus au service du Sud et qu'il n'y avait rien à attendre des législatures des Etats, pas plus dans le Nord que dans le Sud, plusieurs d'entre eux changèrent entièrement de manière de voir. La petite armée de la liberté fut ainsi amenée de bonne heure à se scinder en deux camps, celui des avancés et celui des modérés. Les ardents du parti provoquèrent la scission en mêlant d'autres questions sociales à celle de l'abolition de l'esclavage qui avait d'abord été l'unique préoccupation. Partant du principe que tous les abus se tiennent et que toutes les réformes sont solidaires les unes des autres, ils changèrent de programme pour réclamer non-seulement l'émancipation des nègres, mais aussi celle des femmes, l'abolition de la peine de mort et l'établissement de la paix universelle. Donnant une base philosophique à leurs tendances, ils contestèrent le droit de punir, tout emploi de la force matérielle, pour recourir à l'emploi des seuls moyens moraux : la persuasion et la libre discussion. Les abolitionistes furent ainsi conduits à répudier toute action politique. Selon eux, c'était un mal de voter, dût-on par là contribuer à abolir l'esclavage. Ils en vinrent bientôt à considérer la constitution fédérale comme entièrement favorable aux prétentions du Sud. Ils l'appelaient un pacte conclu avec l'enfer et la mort; leur cri de guerre était la rupture du lien fédéral. Jusqu'à ce que cette question préalable fût vidée, ils croyaient devoir s'abstenir d'exercer leurs droits politiques pour n'avoir pas leur part de responsabilité dans le crime national. Cette doctrine suscita à son début une vive réprobation de la part de la presque unanimité des populations du Nord fortement attachées à l'Union fédérale. Cette école acheva de s'aliéner le public religieux lorsque quelques-uns de ses représentants professèrent l'incrédulité, attaquèrent toutes les sectes, et rejetèrent la Bible elle-même, sous prétexte qu'elle ne se prononçait pas assez carrément contre la servitude. Les abolitionistes de cette nuance, dont William Lloyd Garrison fut le chef, formèrent peu à peu une espèce de secte humanitaire et mystique pour laquelle l'abolition de l'esclavage demeura cependant la préoccupation principale. Les abolitionistes modérés, de beaucoup les plus nombreux, cherchèrent à grouper tous les éléments hétérogènes qui avaient d'abord constitué le parti. Mais il fallut pour cela se séparer de l'école exaltée, constituer des sociétés nouvelles où l'on recon-

quit la majorité perdue dans les anciennes, créer de nouveaux organes de publicité. Ce schisme eut pour effet, non-seulement de ralentir les progrès de la propagande abolitioniste, mais encore de légitimer les préjugés et les soupçons, que dès le début elle avait fait naître. Naturellement, la majorité du public, qui ne demandait qu'a excuser son inaction et son indifférence, affecta de ne voir que les seuls abolitionistes exaltés. Le parti modéré, tout en se maintenant, ne réussit jamais à exercer une grande influence.

Malgré ces obstacles, le mouvement n'en continua pas moins. Un levain précieux avait été déposé dans le sein de la société américaine : il devait la pénétrer à son jour et à son heure. Après avoir cherché à constituer de nouveaux partis politiques, l'abolitionisme a fini par dissoudre ceux qui existaient déjà et par provoquer la formation du parti républicain qui, en appelant deux fois Lincoln à la présidence, a assuré la victoire définitive de la liberté. C'est ainsi que les idées de liberté, d'abord exclusivement défendues par une poignée d'hommes de principes, ont fini par s'imposer à la nation entière appelée à expier la grande faute qu'elle avait commise en n'abolissant pas l'esclavage au moment même où elle jetait les bases de la constitution fédérale[1].

J.-F. Astié.

[1] Ces pages sont en grande partie extraites d'un livre qui va sortir de presse et qui retrace l'histoire des États-Unis depuis l'arrivée des premiers colons jusqu'à nos jours. L'auteur y retrace avec détail le développement de la cause abolitioniste jusqu'à l'élection de Lincoln. (*Réd.*)

ÉTUDES HISTORIQUES

—

L'EMPEREUR MARC-AURÈLE[1]

(FIN.)

V.

Toutefois, le déclin de la vie et l'influence des circonstances n'expliquent pas seules la profonde mélancolie du sage couronné. Il faut regarder plus profondément dans son âme. Marc-Aurèle a été la victime d'un système de philosophie fait pour accabler des natures plus fortes que la sienne. Il appartient à une école et il a un corps de doctrines. Que son esprit vacille, qu'il flotte, impuissant et incertain, entre des idées bien diverses ; qu'il semble croire l'existence des dieux que pourtant il ne croit pas, l'immortalité de l'âme qu'il rejette, la Providence qu'il nie, les suites du bien et du mal qui sont impossibles dans son système ; nous l'accordons ; en une foule d'endroits son cœur contredit sa raison ; mais de là à dire qu'il n'a point eu d'idées arrêtées sur les principes des choses, il y a loin ; la vérité est que nous trouvons toute une dogmatique philosophique dans ses *Pensées ;* Dieu, le monde, l'homme, le passé, l'avenir y sont jugés nettement et résolûment d'un point de vue tout particulier ; point de voiles poétiques, de demi-jours, de nuances fugitives ; mais de bons vieux dogmes absolus autant que désolants. Au lieu d'une vague et insaisissable pensée, ou d'un nuageux scepticisme, la redoutable et inflexible doctrine du Portique. Non pas que le stoïcisme soit resté le même. Le souffle plus doux de Platon a passé par là. La fière et roide doctrine de Zénon a essayé de s'abaisser jusqu'à l'humble niveau de la nature hu-

[1] Voir la *Revue chrétienne* des 5 juin et 5 juillet 1865.

maine. Le temps du grand enthousiasme est fini; les sublimes folies de l'orgueil sont usées; les titans de la sagesse n'ont pu gravir les pics escarpés et nus de la vertu stoïcienne qu'à de trop rares intervalles et avec de trop grands efforts; l'humanité s'est affaissée sur elle-même. On monte encore, mais le but paraît visiblement au-dessus de l'effort. Nulle part la transformation de la vieille doctrine du Portique ne se montre mieux que dans le livre de Marc-Aurèle. Les angles y sont plus ou moins arrondis; les souffles étrangers accueillis; le défi y semble devenu une prière, l'orgueil y expire dans la tristesse; l'âme exaltée n'est plus que l'âme soumise; la vertu reste, le bonheur est évanoui. Mais le changement est plus grand dans les impressions que dans les principes; les principes essentiels de l'école subsistent; le stoïcisme est là avec toutes ses théories panthéistes et fatalistes.

Dans l'histoire de l'antiquité, rien n'est plus étonnant ni plus admirable peut-être que l'influence du stoïcisme sur les âmes et sur les mœurs de ses adhérents; cette doctrine a servi la morale qu'elle semblait devoir tuer. Si l'on veut vraiment faire l'éloge de l'âme humaine et montrer sa native noblesse, il faut dire à son éternel honneur qu'elle s'est éprise du plus ardent enthousiasme pour la vertu dans une école qui n'assignait aucune suite durable à nos actions. S'enflammer d'amour pour le bien sans attendre d'autre effet du bien que le bien lui-même semble d'un dieu plutôt que d'un homme. Or, voici le triste Marc-Aurèle renfermé dans sa tente; il se répète à lui-même les lugubres propos que nous avons rapportés; il se repaît du douloureux spectacle de toutes les décadences lointaines et prochaines; il se montre du doigt à lui-même la mort qui vient à sa rencontre sur le chemin et il se réduit, lui-même, à l'avance, en poudre et en oubli; puis il dit à son âme qui seule l'écoute et seule connaît ses résolutions, non pas : Mangeons et buvons, car demain nous mourrons; dérobons ce que nous pourrons de la vie à la mort et du bonheur à la souffrance; non, ce n'est pas là ce qu'il se dit; écoutons-le : « Quel est donc l'objet sur lequel il faut porter tous nos soins? Un seul et le voici : pensées de justice; actions utiles au bien public; discours purs de tout mensonge... Tu mourras bientôt et tu n'es encore ni ferme, ni exempt de troubles, ni libre de la fausse opinion que tu peux être malheureux par les choses extérieures, ni bienveillant pour tous les hommes; enfin ce n'est pas dans les seules actions justes que tu fais consister la sagesse... Il faut donc se conformer à la nature durant cet instant imperceptible que nous vivons; il faut partir de la vie avec résignation, comme l'olive mûre qui tombe en bénissant la terre sa

nourrice et rend grâces à l'arbre qui l'a portée. » De pareils discours et de pareilles résolutions dans un monde sans Dieu et dans une vie sans espérance, honorent l'âme humaine au delà de toute expression ; ils l'honorent, mais ne lui donnent pas le bonheur. On le voit bien par l'exemple de Marc-Aurèle.

Quelle triste, quelle désolante philosophie! Elle repose tout entière sur le lugubre dogme de la fatalité que le stoïcisme a professé dans toute sa rigueur. « Tout ce qui arrive est aussi habituel, aussi ordinaire que la rose dans le printemps, que les fruits pendant la moisson ; ainsi la maladie, la mort, la calomnie, les conjurations, enfin, tout ce qui réjouit ou afflige les sots. » « Tout ce qui peut t'arriver t'était destiné de toute éternité, et l'enchaînement des causes avait de tout temps déterminé et ton existence, et ce qui vient de t'arriver. » Il résulte de là que l'homme n'est qu'une machine passive dans le grand mouvement des choses. C'est bien ainsi que l'entend l'auteur. Ces grands panégyristes de notre nature, après avoir fait des hommes des demi-dieux, en font des brutes, pire que cela, des objets insensibles et inertes. Marc-Aurèle ne tarit pas sur ce point. Il se répète en ceci comme dans le reste de la façon la plus fatigante. Il ose bien écrire : « Figure-toi qu'un homme qui s'afflige ou se fâche de quoi que ce soit est semblable à un porc qui, pendant qu'on l'immole en sacrifice, regimbe et grogne. Il en est de même de celui qui, seul étendu dans son lit, déplore en secret le destin qui nous enchaîne. » Ce n'est pas ainsi qu'il parlait dans ses lettres à Fronton. Il dit encore : « La nature de l'univers se sert de l'universelle matière comme d'une cire ; tantôt elle en forme un cheval ; puis, le cheval dissous, elle se sert de la matière pour produire un arbre, puis un homme, puis pour produire autre chose ; et chacun de ces êtres subsiste peu de temps ; mais il n'y a pas plus de malheur pour un coffre à ce qu'on le démonte qu'il n'y en a à ce qu'on en assemble les parties. » Il dit de même : « Il n'y a pour la pierre lancée en haut aucun mal à tomber, aucun bien à monter. » Ainsi, formé de la vermine d'un cheval, de la pourriture d'un crapaud, ou du fumier d'un porc, vivez ou mourez, cela revient au même ; dissolvez-vous comme un coffre, tombez comme une pierre, sans regret ; ce sont là des opérations de la nature qui doivent vous être indifférentes. L'optimiste Marc-Aurèle ne nous laisse aucune illusion à cet égard. « La nature a dirigé vers un but et notre fin et notre commencement et notre course dans cette vie, à peu près comme le joueur dirige la balle. Quel bien y a-t-il pour une balle à être poussée en haut? Quel mal de descendre ou d'être tombée? Quel bien y a-t-il pour une bulle d'eau de se soutenir ou quel mal de crever?

Il en est de même d'une lampe. » Ajoutons qu'il doit en être de même d'un homme. Nous demandons ce que devient, dans ce système, le sentiment de la responsabilité et de la liberté morales. Marc-Aurèle l'invoque sans cesse, mais sans cesse aussi il le détruit. S'il est indifférent de vivre peu ou beaucoup de temps sur la terre, de rencontrer sur son chemin les souffrances ou les joies, de remplir un rôle éclatant ou obscur, il ne l'est pas moins d'éprouver des sentiments justes ou injustes, égoïstes ou généreux ; la constitution primitive décide de la chose et le cours des événements n'en est point altéré. L'austère conscience de Marc-Aurèle a beau faire appel à la vertu ; sa doctrine mène droit au relâchement moral. Il dit que rien n'importe excepté la vertu, mais la vertu elle-même n'importe pas plus que le reste. « Souviens-toi de ces deux vérités : que les événements sont indifférents et que tes actions t'importent. » Oui, les actions importent à l'homme comme le vent importe à la balle, comme le marteau importe au coffre, ou comme les sentiments élevés importent au porc. Le sort de l'homme est celui des éléments ; s'il doit en avoir l'indifférence physique, on ne voit pas pourquoi il n'en aurait pas aussi l'indifférence morale ; il lui importe fort peu de rendre à la terre un corps pur ou immonde et à la substance universelle une âme ornée de belles qualités ou souillée de vices. Que fait à l'Océan un ruisseau vaseux qui va se perdre dans ses abîmes ; que fait à l'universelle nature un souffle impur jeté dans ses espaces infinis ? Y a-t-il quelque chose d'impur dans la nature ? Marc-Aurèle ne veut pas que l'homme devienne un ulcère sur le corps de la nature ; il emploie plusieurs fois cette image. La nature se porte trop bien pour avoir à craindre ce danger. Rien ne lui arrive qui ne soit prévu et voulu par elle. Aucun ulcère ne peut se produire sur le vaste corps de l'univers ; Marc-Aurèle le sait mieux que personne.

On comprend déjà que la vie humaine est sans dignité, sans grandeur, sans utilité. Les plus grandes actions sont des jeux d'enfants et devant les plus augustes spectacles de l'histoire, le sage doit hausser les épaules et sourire de pitié. C'est ce que fait Marc-Aurèle. Vous croyez que les grands hommes de guerre ont, à leur insu peut-être, accompli une grande mission sociale et déterminé un mouvement de civilisation. Vous assignez ou de hauts motifs ou de longues suites à ces illustres entreprises. Détrompez-vous : d'abord, les héros sont moins grands que les philosophes. « Qu'est-ce qu'Alexandre, César, Pompée, en comparaison de Diogène, d'Héraclite, de Socrate ? » Passons cette préférence à un homme qui appela la cour une marâtre et la philosophie une mère. Les grands hommes sont bientôt confon-

dus avec les petits. « Alexandre de Macédoine et son muletier ont été réduits, après leur mort, à la même condition. » Mais voici : « Une araignée est fière quand elle a pris une mouche ; tel homme s'enorgueillit d'avoir pris un levraut ; tel autre des sardines au filet ; tel autre des sangliers ; tel autre des ours ; tel autre des Sarmates ; ceux-ci ne sont-ils pas aussi des brigands si on examine bien les principes qui les guident ? » Ailleurs, et à propos du vain appareil de la magnificence, des spectacles de la scène, etc., etc., Marc-Aurèle parle des fatigues de fourmis traînant leur fardeau, d'une déroute de souris effrayées, de marionnettes mises en mouvement par un fil. Il aurait certainement appliqué ces images aux plus sérieuses préoccupations ou aux plus éclatants travaux de la vie humaine. Le rang d'un empereur n'était pour lui que le rang d'un taureau placé à la tête du troupeau pendant la marche. Les travaux des hommes et les hommes eux-mêmes, sans exception, c'étaient : « des querelles et des jeux d'enfants, des âmes portant des cadavres. » Les philosophes finissent par être traités comme les autres hommes : « Héraclite est mort le corps enduit de fiente de vache. La vermine a tué Démocrite ; une vermine d'une autre sorte a tué Socrate. » Il faut convenir que l'humanité et l'histoire envisagées de la sorte ne sont pas propres à inspirer l'enthousiasme.

L'enthousiasme, la beauté, les talents, la science, tout cela paraît puéril ou funeste à Marc-Aurèle. Il faut bien le dire, ce sage a son *Abêtissez-vous :* « Chasse loin de toi la soif des livres, afin de ne pas mourir en proférant des murmures, mais avec la vraie paix dans l'âme, et le cœur plein de reconnaissance pour les dieux. » Ferme les yeux, étouffe la pensée, évite les questions, fuis la science ; laisse à terre les problèmes que tu ne peux soulever ; sois tranquille et abandonne tout le reste au destin. Après les ailes de l'intelligence, il faut couper celles de l'imagination. Nulle poésie, nulle exaltation. « La matière de chaque objet n'est que pourriture : de l'eau, de la poussière, des os, de la puanteur ; les marbres sont les calus de la terre ; l'or, l'argent, un sédiment ; nos vêtements, du poil des bêtes ; la pourpre, du sang ; il en est de même de toutes choses ; même le souffle qui fait notre vie n'est pas d'autre nature, et passe d'un être dans un autre. » Il en est de même de toutes choses ; l'homme n'est pas excepté, car dans une pensée semblable à celle que nous venons de citer, l'auteur décrit l'acte qui le produit dans des termes qui défient toute traduction. D'après cette esthétique, une belle statue sera un marbre raclé ; un beau tableau, une toile enduite d'huile ; l'admirable corps de l'homme, un amas d'os et de muscles. Vous êtes ravis devant une figure ; pensez,

vous dit le sage, pensez à ce qui se passe dans l'estomac; quelle différence y a-t-il, je vous le demande, entre ce visage et un crapaud? Si Alexandre ne doit pas être distingué de son muletier, pourquoi Praxitèle ou Phidias le seraient-ils, je vous prie, du scieur de pierre? La grenouille et le rossignol, n'est-ce pas aussi le même bruit? Il ne faut rien admirer, de peur de s'attacher. Dans un ordre de choses plus élevé, tout enthousiasme doit être étouffé. Nous sommes convaincu que nous rendons fidèlement les idées de Marc-Aurèle en disant que pour lui les chefs-d'œuvre de la poésie grecque et de la latine n'étaient que de dangereuses puérilités, et qu'il n'aurait pas cru qu'il valût la peine de frapper la terre du pied pour en faire sortir un Homère, un Virgile ou un Horace. Il tenait pour indignes du sage et les rerecherches du goût et les beautés de l'art. Les élégants écrivains qui le louent aujourd'hui auraient excité sa pitié. Les talents étaient vains et le génie lui-même un inutile fardeau; sans goût, sans talent, sans génie, sans lettres, on pouvait être vertueux, et cela seul importait. Brisez les lyres, déposez les ciseaux, fermez les livres et contentez-vous d'êtres sages.

Mais, enfin, où va le monde et à quoi aboutit le travail humain? Le monde est une grande machine qui roule sur elle-même et le travail humain l'aide à tourner : voilà tout le sens de l'histoire. Avec toute son école, Marc-Aurèle méconnaît la loi du progrès. « Repasse en esprit ce qui fut jadis et tous ces changements des empires : tu peux dès lors voir d'avance l'avenir. Tout sera toujours ce qui est; il est impossible que les choses sortent des règles qu'elles suivent aujourd'hui. » « Place devant tes yeux toutes ces comédies, ces scènes du même genre, que tu as connues par ta propre expérience ou par l'histoire ancienne : ainsi la cour d'Adrien, la cour d'Antonin, la cour de Philippe, celle d'Alexandre, celle de Crésus. C'était toujours la même chose, seulement c'étaient d'autres acteurs. » Le répertoire de la nature n'est pas très varié; elle revient vite aux pièces jouées. Voilà pourquoi celui qui a assisté au spectacle pendant quarante ans est aussi avancé, d'après Marc-Aurèle, que celui qui y aurait assisté quarante mille ans. On ne doit, sans doute, pas siffler la nature qui a si peu de ressources pour amuser les spectateurs, mais on peut s'ennuyer à ses représentations monotones et même quitter le spectacle avant la fin, si la pièce paraît trop longue. Les maîtres de Marc-Aurèle permettaient le suicide; sa douce nature a frémi devant ce moyen violent de s'arracher aux dégoûts de la vie. Il a dû pourtant y penser plus d'une fois. « Tu t'ennuies du spectacle à l'amphithéâtre, dans les autres lieux de ce genre, parce que toujours la même chose à voir, toujours l'u-

niforme répétition des mêmes objets nous dégoûtent de leur apparition. Ce supplice est celui de toute notre vie... Jusques à quand donc? » Ailleurs, il s'écrie : « Viens au plus vite, ô mort! de peur qu'à la fin je ne m'oublie moi-même. » Veut-il parler de l'épée de Caton ou du bain de Sénèque? Quoi qu'il en soit, son optimisme n'y tient plus; la nature trahit sa volonté; son âme succombe sous son système. Laissez, ô infortuné monarque, laissez la plainte monter sur vos lèvres. La cité de Jupiter n'est pas aussi aimable que vous l'aviez cru; vous en avez vous-même banni les plaisirs innocents, les douces émotions, les illusions fécondes, les enthousiasmes généreux, et toute cette poésie de l'âme humaine qui l'élève au-dessus d'elle-même dans les splendeurs de l'infini. Il vous reste une cité froide, sombre, déserte, où la vie n'est qu'une mort anticipée. Pleurez sur toutes ces ruines, dont la plus triste c'est vous-même. Pour être malheureux dans cette cité, il n'est pas nécessaire d'être vieux ou de vivre à la cour; il suffit d'être homme. La tristesse des choses engendre toute seule la tristesse des sentiments.

Je n'oublie pas ce que les ascètes chrétiens ont dit de la vie. Mais ils nous laissaient l'espérance, que Marc-Aurèle nous enlève. Encore si elle était permise à l'élite des hommes : notre orgueil pourrait nous donner le change sur notre sort. Mais écoutez : « Comment se fait-il que les dieux, qui ont ordonné si bien toutes choses et avec tant d'amour pour les hommes, aient négligé un seul point, à savoir que les hommes d'une vertu éprouvée, qui ont eu pendant leur vie une sorte de commerce avec la Divinité, qui se sont fait aimer d'elle par leurs actions pieuses et par leurs sacrifices, ne vivent pas après la mort, mais soient éteints pour jamais? Puisque la chose est ainsi, sache bien que si elle avait dû être autrement, ils n'y auraient pas manqué... Par conséquent, de cela qu'il n'en est pas ainsi, confirme-toi en cette considération qu'il ne fallait pas qu'il en fût ainsi. Tu vois bien toi-même que faire une pareille question, c'est contester avec Dieu sur son droit... »

L'optimisme de Marc-Aurèle a repris le dessus et surmonte cette dernière épreuve. Ce n'est plus la douleur qu'il accepte sans murmure, c'est le néant; à la nature qui le détruit, il dit avec calme : Sans doute, tu ne pouvais faire mieux; il la bénit en s'évanouissant. Sublime et affreux langage; candeur et barbarie sans égales! Qu'il en a dû coûter à l'âme de Marc-Aurèle de se suicider ainsi à l'avance! Il avait cherché une issue par où l'espérance pût s'élancer de ce monde dans un monde meilleur; tout était fermé et la pensée tombait et se brisait sur elle-même. De sa tente solitaire, il voyait les ténèbres éternelles, plus

épaisses que les ténèbres de la nuit, descendre sur son sentier. La mort, qu'est-ce que la mort, si elle est la porte de la vie? Mais le néant, l'affreux néant, cette nature que vous invoquez pour l'absoudre se soulève en frémissant contre lui. Je veux bien quitter la scène avant le temps, si c'est pour voir d'autres spectacles; mais si c'est pour être égorgé à la porte, j'ai le droit de me plaindre. Il ne s'agit pas d'aller grossièrement demander le produit de mes bonnes actions à Celui à qui je dois tout et qui ne me doit rien; il s'agit de satisfaire les purs désirs qu'il a lui-même allumés dans mon sein. Sans l'avenir je ne puis jouir du présent; l'espérance éteinte, c'est le bonheur détruit. Cette doctrine de mort produit la mort dans la vie même. La tristesse de Marc-Aurèle n'était que trop naturelle. Se taire, se soumettre même, il l'a pu; mais, n'en doutons pas, la douleur a été égale à l'effort. Le néant était entré à l'avance dans son âme; il avait un sépulcre dans son sein; sa vie ne différait de la mort que par la souffrance.

Soit, il avait perdu le bonheur, mais il lui restait la vertu. La vertu, que vouliez-vous qu'il fît de sa vertu? Thraséas, dites-vous, et Néron, Antoine et Tibère, Marc-Aurèle lui-même et son indigne fils Commode dorment le même sommeil éternel. Mais alors le fou est aussi avancé que le sage; l'homme pervers arrive à la même fin que l'homme bon. Dans ce cas, parmi toutes les vanités de la vie, la vertu n'est-elle pas une vanité de plus? Si je ne suis pas immortel, je ne vois pas pourquoi je serai moral. La conduite d'un dieu pendant la vie et le sort de la bête après la mort, cela ne se peut pas. Ce livre plein des plus doux et même des plus pieux sentiments, ce livre, destiné à fortifier l'âme, est un livre de tristesse et d'accablement; il tarit les sources de la vie qu'il veut faire couler. C'est un manuel de mort morale, auquel on ne peut, sans injustice, comparer l'*Imitation de Jésus-Christ*. Des philosophes qui vivraient selon ce livre deviendraient de sombres moines par leur austérité. Une société qui réaliserait cet idéal aurait bientôt raison de tous ses membres par l'ennui. La vertu elle-même ne servirait qu'à accroître la tristesse. C'en serait fait des joies de la vie et des fêtes de l'art. La civilisation porterait des vêtements de deuil et ne tarderait pas à descendre au tombeau.

VI.

Voilà l'homme, voilà le livre. Le livre, c'est l'homme encore; l'homme vu à son avantage, malgré sa tristesse profonde. L'homme, dans le livre, inspire un respect attendri. Quiconque

ne s'inclinerait pas devant cette image, serait indigne de la contempler. Mais, il faut bien le dire ici, les actes ne sont pas toujours en rapport avec les désirs. De l'empereur au philosophe, la distance est souvent bien grande. On a bien de la peine à croire qu'ils vivent sous la même tente. Un cardinal dédia les *Pensées*, qu'il venait de traduire, à son âme, *afin de la rendre*, disait-il, *plus rouge que sa pourpre au spectacle des vertus de ce gentil*. Le cardinal commettait l'erreur que commettent les modernes admirateurs du fils adoptif d'Antonin. Il prenait Marc-Aurèle dans le livre au lieu de le prendre dans l'histoire; il confondait le rêveur avec l'homme public. La méprise était profonde. Le philosophe des bords du Granua brave les coups de la fortune; le correspondant de Fronton frémit en apprenant que son maître a une attaque de goutte. Le disciple de Zénon dédaigne les plaisirs charnels; le gendre d'Antonin épouse, du même coup, l'empire et une belle femme, et quand il est devenu veuf, l'ami du manteau et du grabat se donne une concubine vers cinquante-quatre ans. Le moraliste attristé prend en pitié la gloire humaine; le chef de famille livre sa fille à un indigne frère et le trône à un plus indigne fils, pour conserver les honneurs suprêmes dans sa maison. L'admirateur d'Epictète ne respire que l'amour de ses semblables; le magistrat souverain retient au bout de son stylet le mot qui pourrait empêcher le sang innocent de couler. Telle est l'histoire, l'inflexible histoire. La poésie peut répandre les nuages d'or sur la tête de Marc-Aurèle; mais ces nuages disparaissent quand on souffle dessus. Non, le mari de Fausta, le beau-père de Vérus n'est pas le vase où la vie divine coulait plus abondante et plus pure au second siècle. A côté de lui, des vertus plus sûres que les siennes attiraient déjà les regards du monde. Le simple et obscur Justin l'égalait en sagesse et le surpassait en joie intérieure. Il réalisait dans sa personne et dans sa vie un idéal à la fois de sainteté et de bonheur que le disciple de Rusticus ne sut pas même discerner, bien qu'il brillât sous ses yeux.

Mais n'envisageons que le Marc-Aurèle des *Pensées*. C'est un beau type moral; l'un des plus beaux que la nature humaine, réduite à ses seules forces, ait jamais offert à la terre. Nous avons devant nous un homme qui sacrifie ses goûts, et bientôt après son repos au bien public. Il se consacre au bonheur de l'empire; il veut être le père, non le maître de ses sujets; monarque tout-puissant, il a horreur de la tyrannie; entouré d'éclat, il recherche la simplicité; sous la pourpre, il conserve l'âme d'un sage; dans les camps, il se livre aux méditations d'un ascète; au faîte de la grandeur, il dédaigne la gloire et prend en

pitié son propre sort, parce que son âme est plus haute que sa condition. Spectacle curieux, spectacle sublime ; si nous étions païen, nous dirions spectacle digne des dieux que ce maître de l'univers atteint sur le trône d'une incurable douleur et qui fait passer, devant ses yeux abattus, durant les veilles silencieuses de la nuit, le long et lamentable tableau des tristesses humaines. Né dans un autre temps, élevé à une autre école, cet homme aurait pu être le Fénelon de son siècle par ses vertus. Il gémit, n'osant pleurer ; il se soumit n'osant espérer ; il fut plein du sentiment des dieux, sans être convaincu de leur existence, et religieux dans une école impie.

Et toutefois, la philosophie ne doit pas trop se vanter d'avoir produit cet ouvrage. Ce front pâle, ces yeux languissants, ce corps usé avant le temps, ce guerrier sans ardeur militaire, ce souverain sans estime du pouvoir, ce philosophe qui ferme les livres et se montre insensible à tous les chefs-d'œuvre de l'art ; cette âme en qui tous les flambeaux de la vie sont éteints, qui n'a qu'un sentiment, la tristesse ; qu'une pensée, la mort ; qu'une attente, le néant ; c'est Marc-Aurèle. Nous le demandons à ses admirateurs : voudraient-ils être cet homme-là ? Cette vertu, voudraient-ils la payer de cette tristesse ? Qu'ils répondent. Le vrai nom de Marc-Aurèle, c'est le désespoir ; le désespoir soumis, religieux même, mais enfin le désespoir !

C'est quand on lit les *Pensées* de ce sage qu'on apprécie l'Evangile. Voltaire ne trouvait aucune différence entre la morale de Marc-Aurèle et celle de Jésus-Christ ; mais c'était Voltaire. Les propos bons pour son temps ne sauraient l'être pour le nôtre. La vérité est que le christianisme a inauguré un monde moral tout nouveau sur la terre. Le péché, le repentir, le pardon, la rédemption, l'attente de la vie à venir, l'incomparable personne du Sauveur des hommes, tels sont les hôtes inconnus dont il l'a peuplé. Aux soupirs stériles il a fait succéder les tristesses fécondes ; aux *Pensées* de Marc-Aurèle les *Confessions* de saint Augustin ; bien haut par-dessus les sages, il a élevé les saints. Il a enrichi l'âme humaine de sentiments et la vie humaine de vertus inconnus avant lui. Il a percé les horizons étroits et dissipé la nuit éternelle. Cette froide et dévorante nature qui nous étouffait impitoyablement sur son sein et nous disait pour toute justification : Je ne puis faire autrement ; ce rude et inflexible destin qui nous écrasait, comme des pierres sous la roue, sans même entendre nos cris, ont été remplacés par l'intelligent et paternel gouvernement d'un Dieu qui compte les cheveux même de notre tête et fait servir la souffrance à notre bonheur. Le devoir a acquis un sens, la vertu un but, l'épreuve un terme et au lieu

qu'auparavant la vie était absorbée dans la mort, c'est maintenant la mort qui est absorbée dans la vie. Si les yeux abattus du triste Marc-Aurèle avaient contemplé les perspectives de la foi chrétienne, il n'aurait pas, comme il le fait à la fin de son livre, pris mélancoliquement congé de la vie pour aller dormir, dans le néant, le sommeil éternel. Le sombre rêveur rajeuni, en sa vieillesse, comme l'aigle dont parle le prophète, aurait senti son âme embrasée des feux de l'enthousiasme et il aurait, à la dernière heure, entonné l'hymne des chrétiens expirants. Ceux-ci tressaillaient d'allégresse sous la main sanglante des bourreaux. La philosophie avait éteint le flambeau de l'espérance sur la terre; le christianisme venait de l'y rallumer et inondait les âmes de sa clarté divine.

La philosophie a recommencé son ministère de ténèbres et de mort. Cet abîme du néant que l'Evangile avait comblé, elle le creuse de nouveau sous nos pieds; ce ciel que l'Evangile avait ouvert, elle le ferme de nouveau sur nos têtes; ce joug du fatalisme que l'Evangile avait brisé, elle le met de nouveau sur nos épaules. Singulier progrès que celui qui nous ramène trois siècles en arrière; singulier bienfait que celui qui nous rend l'ancienne barbarie païenne. La science, dit-on, l'exige. Nos écoles panthéistes se font d'étranges illusions sur la valeur de leurs solutions. La raison ne s'en accommode pas plus que le cœur. L'homme, ici-bas, n'a que le choix des mystères. Plus son regard est pénétrant, plus le fond des choses lui paraît obscur. Il ne fait pas plus clair dans le panthéisme qu'ailleurs. Quoi qu'il en soit, l'ordre moral compte pour quelque chose apparemment; or l'ordre moral est ruiné de fond en comble par les doctrines panthéistes et fatalistes. Il reste des intérêts; les devoirs ont disparu avec la liberté de les accomplir. L'homme se trouve, comme au temps de Marc-Aurèle, obligé de choisir entre la désolation et l'avilissement de sa nature. Une vertu sans espoir ou un bonheur sans dignité, telle est l'alternative. Pour arriver au néant, on a le roc ou la boue. Il est aisé de savoir de quel côté on pencherait : pour un austère et infortuné Marc-Aurèle, on aurait des légions d'épais épicuriens. L'expérience de l'antiquité serait renouvelée et le genre humain serait menacé d'expirer sous la même ignominie. Le genre humain ne consentira ni à cette tristesse ni à ce déshonneur. Il ne se fera ni fataliste ni païen. Il a goûté des divins fruits de l'Evangile; c'est pour toujours. Devant ses yeux plane une autre image que l'image voilée et accablée du sage romain. Il veut vivre, vivre d'une vie réglée à la fois et libre; joyeuse à la fois et sainte; d'une vie qui ne s'épuise pas en son cours et qui tombe, sans se briser, du temps

dans l'éternité. Vivre est son besoin; vivre est son droit, vivre est sa destinée à jamais. Or la vie active, forte, la vie vraiment vivante et vivifiante, le christianisme la fait jaillir au sein de l'humanité, et le panthéisme l'y étouffe. Ce qui fait vivre vivra; ce qui fait mourir mourra. Voilà pourquoi les jours du christianisme sont éternels, tandis que les jours du panthéisme sont comptés. Quant aux *Pensées* du touchant et infortuné Marc-Aurèle, ce sont les cyprès plantés sur le chemin de la tombe. Ceux qui feraient route avec lui jusqu'au bout mourraient avant la mort même. Descende donc qui voudra avec lui et désolé comme lui la pente du néant; pour nous, en le quittant, nous nous jetons avec une ardeur et une confiance nouvelles dans les bras de Celui qui a mis en évidence la vie et l'immortalité par son Evangile.

J. Pédézert.

APOLOGÉTIQUE

—

LE CARACTÈRE DE JÉSUS-CHRIST

PRÉLIMINAIRES.

Mon but est de rechercher quel fut le caractère de l'homme extraordinaire qui, il y a un peu plus de dix-huit siècles, au sein d'un pays obscur et d'un peuple méprisé, fonda un ordre de choses qui dès lors a envahi en la modifiant, une grande partie du monde, et exerce encore aujourd'hui, de l'aveu même de ses détracteurs, une influence profonde et sur les individus et sur les sociétés.

Je ne me fais aucune illusion ; le but que je viens d'indiquer ne peut être atteint que dans une petite mesure. La personnalité de Jésus a débordé jusqu'ici toutes les conceptions individuelles, ou collectives, qui en ont été présentées, et il ne s'est pas encore trouvé d'artiste qui ait essayé de rendre le Christ en une image, et qui n'ait pas réservé, bien malgré lui, sans doute, à des rivaux inconnus, bien des traits du modèle qu'il voulait copier. La raison de ce fait est, avant tout, une raison morale. Dans le domaine moral l'homme ne saisit bien que ce qu'il réalise déjà en quelque mesure. Les ressorts cachés de la vie d'un héros échapperont toujours à celui dont l'âme ne renferme pas une parcelle d'héroïsme. Pour rendre dans toute la plénitude de sa richesse une vie pure, il faudrait l'avoir réfléchie, et une âme pure peut seule la réfléchir. Voilà pourquoi, selon la pensée profonde de l'apôtre qui a le mieux connu Jésus, nous ne le verrons tel qu'il est que lorsque nous lui serons semblables.

Nous ne nous dissimulons pas non plus tout ce que peut avoir

d'étrange et de peu respectueuse peut-être pour certains esprits, l'idée de placer à côté du nom du Christ, un mot aussi humain que celui de *caractère*. Remarquons, en effet, que, jusqu'à ces derniers temps, l'Eglise a peu insisté sur l'étude du caractère de Jésus-Christ. Nous nous l'expliquons facilement. Durant les premiers siècles de son existence, elle eut à se défendre et à s'affirmer en face de deux mondes, le monde juif et le monde païen, qui lui contestaient tous ses droits ou s'efforçaient de l'envahir. Or la lutte de l'Eglise avec le judaïsme la portait surtout à rechercher dans l'histoire et dans les institutions d'Israël des types de l'économie nouvelle et sa lutte avec le monde païen la plaçait sur le terrain d'une haute philosophie, terrain aussi peu favorable que le premier à l'étude élémentaire de la vie du Christ. Au moyen âge, il s'agit surtout pour l'Eglise de se consolider comme institution. Or ce point de vue la portait d'une part à concentrer, pour le vulgaire, toute la religion dans le rite — et de l'autre, à donner à ses propres études une couleur de plus en plus systématique, qui en exclût nécessairement la multitude. Qu'on se figure, au moyen âge, un moine prêchant sur le caractère de Jésus? — On ne saurait imaginer idée plus contradictoire.

La Réforme vint, qui replaça d'une main puissante l'homme en face de Dieu. Mais pas plus que l'Eglise des premiers siècles elle ne put s'empêcher de compter avec l'ancien ordre de choses. Ce fut d'abord pour réagir contre lui. Elle le fit en soutenant, en face du pélagianisme qui avait tout envahi, les droits de Dieu sur l'âme humaine. Elle mit ainsi, tout d'abord, la question anthropologique à son ordre du jour. Et puis elle éprouva le besoin, ce n'est pas nous qui l'en blâmerons, d'établir un corps de doctrines. Dans ce travail, elle se préoccupa avant toute chose, de défendre ce qui était attaqué et d'établir son accord avec les symboles des premiers siècles, auxquels elle déclarait adhérer. Or nul n'attaquait alors le caractère de Jésus, et l'on sait la place qu'occupe ce sujet dans les canons de Nicée et de Constantinople ! Il fallut, une fois de plus, que nous apprissions de nos adversaires à faire l'inventaire de nos richesses. Je n'ai pas à raconter cet épisode déjà long de notre histoire théologique ; ce que je veux constater seulement, c'est qu'aujourd'hui la lutte nous appelle irrésistiblement sur le terrain des faits. Ce qui est attaqué aujourd'hui, c'est cette création de Dieu dans l'histoire que nous appelons le christianisme, et qui a son centre en la personne du Christ. Eh bien, c'est cette création que nous devons défendre, et que nous ne pouvons défendre qu'en nous plaçant, aussi résolûment que nos adversaires, sur le ter-

rain de l'histoire. Ce terrain, d'ailleurs, est celui qui nous convient. Il était celui de l'Eglise apostolique (1 Jean I, 1) et nous devons une grande reconnaissance à ceux qui nous mettent en demeure de ne pas l'oublier.

Cela posé, notre tâche est double. Nous avons à justifier de la haute valeur des documents sur lesquels repose la connaissance que nous avons du Christ, — c'est le rôle de la critique. — Nous avons aussi à construire, à l'aide des matériaux dont nous disposons, l'image du Christ de l'histoire. — Ah! sans doute, cette image gît vivante dans la foi du chrétien le plus ignorant. Mais ne sera-t-il pas permis à celui qui a saisi, par l'intuition de la foi, cette image, de se mettre à quelque distance, et là, dans le recueillement de son âme, de faire l'inventaire de son trésor?

C'est ce dernier travail que nous voulons essayer, bien persuadé d'ailleurs que le meilleur moyen de servir les intérêts de la critique elle-même, serait de présenter du Christ des évangiles une image d'une si vivante réalité, qu'elle s'imposât et fît dire une fois de plus: Ce n'est pas ainsi qu'on invente. Nous désirons nous livrer à cette étude sans aucune préoccupation étrangère à notre sujet. Nous appliquerons à Jésus les règles ordinaires de l'observation. Nous nous ferons violence au point d'essayer de le traiter comme le premier venu et nous ne croirons pas pour cela lui manquer de respect; pas plus que ne lui manquaient de respect ces passants galiléens qui, durant les jours de son ministère, s'approchaient de lui, attirés par la foule, et s'en retournaient parfois donnant gloire à Dieu. — Quelle que fût d'ailleurs la nature intime de Jésus, il est constant qu'il a vécu d'une vie pleinement humaine. Il a eu, par conséquent, un caractère, c'est-à-dire qu'un trait, ou un ensemble de traits marquait son individualité; et quand nous devrions arriver à reconnaître que ce qui distingue Jésus de toute autre individualité humaine, c'est qu'il possédait dans une parfaite harmonie toutes les facultés normales de notre être moral, nous pourrions encore parler du *caractère* de Jésus-Christ.

Jésus, cela est à remarquer, a beaucoup plutôt montré que défini ce qu'il était. Il a voulu fonder la foi en sa divinité, non point essentiellement sur des déclarations, mais sur des faits et sur la connaissance profonde de son humanité même. Soyons fidèles à cet exemple, et sachons que le plus sûr moyen de manquer de respect à Jésus-Christ, serait de mettre le moindre voile entre lui et nous, et de laisser croire à nos adversaires que nous craignons de nous trop approcher de lui.

Il y a deux manières d'étudier un grand caractère. On peut

l'étudier en lui-même, dans l'histoire de son développement, dans l'impression immédiate qu'il a produite. On peut l'étudier dans l'œuvre totale qu'il a laissée. C'est ainsi que pour arriver à apprécier le caractère du Christ, nous pouvons soit examiner les documents qui nous rapportent sa vie, soit étudier l'Eglise et conclure du caractère de l'œuvre à celui de l'ouvrier. De ces deux manières la seconde est aussi légitime que la première. Il est évident que si l'Eglise chrétienne a été fondée, comme nous le croyons, non par un mélange de certaines idées, mais par l'action personnelle du Christ, nous devons retrouver en elle les traits de son fondateur et que si elle a, par exemple, fait surgir dans le monde une humilité, une pureté morale, une charité nouvelles, nous serons parfaitement en droit de conclure que le Christ était humble, saint et charitable. Les liens qui unissent le philosophe Zénon à toute l'école stoïcienne sont incontestablement moins étroits que ceux qui rattachent l'Eglise à Jésus. Qui ne s'étonnerait, pourtant, s'il entendait attribuer à Zénon la lâcheté et l'intempérance?

De ces deux méthodes nous suivrons la première plus directe et par conséquent plus sûre. Nous rechercherons dans les évangiles quel fut le caractère du Christ. Si nous ne nommons que les évangiles, c'est qu'en effet il n'existe en dehors d'eux aucune source sérieuse qui soit de nature à fournir à notre travail aucun élément nouveau[1]. Certaines lettres de Paul contiennent, il est vrai, sur Jésus, des allusions précieuses, à bien des égards, mais qui, pour les unes (1 Cor. XI, 23-27), n'ajoutent rien à ce que les évangiles nous apprennent au sujet du Christ et qui, pour les autres (1 Cor. XV, 6), ne peuvent servir au but spécial que nous nous sommes proposé. Le Christ de Paul est avant tout le Christ céleste : « Si nous avons connu le Christ selon la chair, dit-il, nous ne le connaissons plus de cette manière. »

Les Pères apostoliques ne renferment, nous nous en sommes assuré, aucune parole du Christ, ni aucun trait de sa vie qui n'ait un parallèle plus ou moins littéral dans nos évangiles canoniques, et quant aux passages souvent cités de Tacite et de Josèphe, en admettant même que le fameux passage de Josèphe n'ait pas été remanié, ils ne nous apprennent absolument rien sur ce que nous voulons savoir.

Nous en sommes donc réduit aux évangiles. Nous n'avons pas à en justifier ici la crédibilité, nous la regardons comme établie pour le lecteur comme elle l'est pour nous-même. Nous nous bornerons à deux observations.

[1] Nous ne rangeons pas les *évangiles apocryphes* qui nous ont été conservés, parmi les sources sérieuses de l'histoire de Jésus.

Quelle que soit la valeur que l'on attribue aux travaux de la critique moderne, on peut dire hardiment que cette critique ne nous a pas enlevé nos évangiles. Toute réserve faite quant à la prudence que nous commande à l'égard de certains passages, d'ailleurs fort peu nombreux, de ces évangiles le simple aspect des anciens manuscrits du Nouveau Testament; toute réserve faite également à l'égard de la question si délicate de la composition de nos livres; cette critique ne nous a apporté aucun argument net, absolu, définitif, qui soit de nature à modifier la confiance de l'Eglise en la valeur pleinement historique de ces documents. Nous n'en voulons d'autre preuve que la contradiction qui règne au sein de cette critique que l'on cherche parfois à nous présenter comme unanime, et dont les théories, en ce qui concerne nos évangiles, bien loin de se prêter main-forte, tendent à se détruire réciproquement[1]. Telle était notre première observation. Voici maintenant notre seconde :

Nous n'ignorons pas qu'une des plus grandes questions agitées maintenant sur le terrain de la théologie critique, est celle de savoir si nos évangiles nous offrent de Jésus une seule et même image, ou s'il n'y aurait pas, notamment entre le Christ de *saint Jean* et celui des *Synoptiques*, une différence qui ne permettrait pas de mettre dans un travail comme le nôtre ces sources au même niveau[2]? Nous ne perdrons pas de vue un instant cette grave question dans tout le cours de notre étude, et nous croyons que le meilleur moyen d'y répondre sera cette étude même si, comme nous l'espérons, elle aboutit à une image simple de la personne du Sauveur, car nous nous proposons d'y faire usage de *saint Jean* aussi bien que des synoptiques. Il est d'ailleurs un fait qui nous paraît, disons-le tout de suite, préjuger la question que nous venons d'indiquer. La piété chrétienne se nourrit de nos quatre évangiles canoniques, et toutefois ne connaît qu'un Christ. La portée de ce fait est considérable. Il y a chez le peuple, comme chez l'enfant, un instinct qui défie en finesse la meilleure critique. On peut dire de lui ce que Jésus dit de ses brebis : Il ne suivra point un étranger. Or, si l'opinion dont nous avons parlé avait raison, si le Jésus de *saint Jean* était un autre que celui des trois premiers évangiles, il faudrait admettre

[1] Nous voulons parler des théories de Baur et de M. Renan, absolument exclusives l'une de l'autre. Nous pourrions ajouter que M. Renan se contredit lui-même d'une manière étrange, lorsque après avoir refusé à certaines portions de Luc et de Jean toute valeur historique (notamment pour Luc aux morceaux qui touchent à la propriété, et pour Jean aux discussions de Jérusalem), il utilise ces mêmes éléments dans l'image qu'il nous présente du Christ.

[2] Cette théorie a été soutenue tout dernièrement encore par Keim, dans un ouvrage remarquable, intitulé : *Der Geschichtliche Christus* (*le Christ historique*). Zurich, 1865.

que depuis plus de quinze siècles le peuple chrétien appelle sans s'en douter un étranger du nom de son maître et les confond tous deux, le maître et l'étranger, dans une même adoration. Un pareil malentendu serait non-seulement sans précédent dans l'histoire, mais aurait encore l'histoire contre lui. On sait, en effet, qu'aux premiers siècles de notre ère, à côté de nos évangiles, avaient cours, sur la vie de Jésus, des documents, pour la plupart perdus pour nous, et qui nous offraient de leur héros des images distinctes. Les uns en faisaient un prophète juif, d'autres un être qui, dès le début de sa carrière, avait montré une nature absolument distincte de l'humanité. Mais aussi l'Eglise chrétienne ne s'y trompait pas; elle ne confondait pas ces documents si divers en un même respect. Les ébionites laissaient aux docètes, et réciproquement, non-seulement leur Christ, mais encore leurs évangiles.

Ce que nous venons de dire ne nous empêche pas de reconnaître que le point de vue auquel se place chacun de nos quatre évangiles pour nous présenter le caractère de Jésus, est loin d'être le même[1]. Déjà dans le groupe des synoptiques nous aurions à relever de notables différences.

Pour *Matthieu*, Jésus est à la fois l'homme de la loi et l'homme de la douleur; celui qui d'une main implacable a déchiré tous les voiles qui couvraient la fausse justice de son temps (V, VI, VII, XI, 21-24; XII, 30-45; XXIII), et qui, doux et humble de cœur (XI, 28-30; XII, 18-20), a accompli lui-même toute justice (III, 15) et courbé la tête sous les misères de ses frères (VII, 17). Sublime image, en présence de laquelle nous ne savons qu'admirer davantage, de la force ou de la faiblesse dont elle porte l'empreinte; des contrastes qu'elle nous offre ou de l'harmonie profonde où tous ces contrastes viennent se réunir.

L'évangile de *Marc* nous offre moins de richesses. Nous n'avons à traiter ici ni de sa composition ni de son auteur. L'on s'accorde assez généralement aujourd'hui à regarder cet évangile comme composé sous l'influence de l'apôtre Pierre. Nous ne saurions rien des raisons extérieures que l'on allègue à l'appui de cette opinion, que déjà l'image que ce livre nous fournit de la personne du Sauveur nous ferait penser à Pierre. Le Christ de *saint Marc* a bien, en effet, tous les traits qui devaient le plus séduire l'âme passionnée de l'ardent apôtre. Il est indépendant, il est fort, il ne recule devant aucun obstacle. C'est bien là le Roi de la nature et de l'humanité. Son début

[1] Voir sur ce point : Dorner, *Christi sundlose Vollkommenheit*, travail publié en premier lieu en une traduction, dans le *Supplément théologique* de la *Revue chrétienne*, 1861-1862, et dont l'original allemand a paru depuis en un volume.

a quelque chose d'impétueux [1]. Dès ses premiers pas il se montre pour ce qu'il est. Il s'annonce en s'écriant : *Le temps est accompli* (I, 15)! Par ses paroles, par ses actes, il provoque tout d'abord l'étonnement sur son passage (I, 22-27). Tout cède devant lui. A peine s'est-il manifesté que déjà tous le cherchent (I, 37) et qu'il s'écrie : « Allons aux bourgades voisines afin que j'y prêche aussi, car *je suis venu pour cela!* » (I, 38.) S'il rencontre, dans son œuvre de miséricorde, quelque résistance de la part d'un formalisme sans cœur « il regarde tout autour de lui avec indignation » (III, 5). Ses parents au bruit de sa renommée sortent pour se saisir de lui, le croyant hors de sens (III, 21), et les scribes, venus de Jérusalem, le voyant s'écrient : Il a un démon ! (III, 22) [2].

Plus douce, plus complète aussi est l'image du Christ que nous offre l'*évangile selon saint Luc*. *Marc* nous avait transportés tout à coup en plein sanctuaire. *Luc* nous conduit pas à pas et si graduellement que lorsque nous y avons pénétré, nos yeux sont à peine étonnés de tant de lumière. Mais on se tromperait fort en ne voyant en Luc que l'évangéliste qui a voulu écrire *par ordre* les choses « que Jésus a faites et enseignées. » Il est conduit, lui aussi, qu'il en ait ou non, par un point de vue particulier. Il est un trait du Christ qui évidemment le domine; c'est son *active miséricorde*. Le Christ de *saint Luc* est ce berger qui s'en va à la recherche de la brebis qu'il a perdue, qui, l'ayant trouvée, la charge sur ses épaules avec joie et, appelant ses amis et ses voisins s'écrie : « Réjouissez-vous avec moi, car j'ai trouvé ma brebis qui était perdue (Luc XV, 4-6). Il est celui qui a donné au monde les paraboles de l'*Enfant prodigue*, du *pauvre Lazare*, du *bon Samaritain*. Il est l'homme de prière, passant ses nuits à intercéder pour les siens (IV, 42; V, 16; VI, 12; IX, 18; XI, 1; XXII, 32), et priant pour ceux qui le mettaient à mort (XXIII, 28). Il est le *Sauveur* qui, mis en croix, trouvait encore, dans un des malfaiteurs crucifiés avec lui, un objet de son amour rédempteur.

Si maintenant nous ouvrons le quatrième évangile, nous

[1] Le style du livre se ressent manifestement de ce caractère. Nous avons compté, dans le cours du premier chapitre, à partir du verset 9, où il est question pour la première fois de Jésus-Christ, *neuf* fois le mot *aussitôt* (εὐθύς ou εὐθέως).

[2] Voir, à ce propos, Holtzmann : *Die synoptischen Evangelien* (*les Evangiles synoptiques*), notamment la fin du livre, où l'auteur essaye de constituer l'image de Jésus, à l'aide du document qui est pour lui le premier en date dans la littérature évangélique, savoir un *Marc* primitif qui serait, d'après M. Holtzman, la base du *Marc* que nous possédons. Nous ne saurions attribuer, quant à nous, la même importance que M. Holtzmann aux traits du caractère de Jésus que *Marc* fait ressortir. Ces traits ont pour nous une grande valeur, mais à la condition d'être complétés par ceux que nous fournissent les autres évangiles et *Marc* lui-même.

devons reconnaître tout d'abord qu'il fournit à un travail du genre du nôtre moins de matériaux que les précédents. L'évangile *selon saint Jean* est, selon nous, la pierre angulaire du témoignage apostolique, en ce qui touche le Christ, et nous sommes bien convaincu que le plus grand théologien de notre siècle [1], n'a jamais été mieux inspiré que le jour où il annonçait à ses étudiants de Berlin que la critique, loin d'ébranler notre confiance en cet évangile ne ferait, en définitive, que nous forcer à lui rendre de jour en jour une justice plus éclatante. Oui, nous avons dans le quatrième évangile l'œuvre suivie, achevée d'un témoin oculaire de la vie de Jésus, et ce témoin fut *le disciple que Jésus aimait*. Il y a là de quoi assigner devant la critique une place à part à cet évangile. Mais comment ce livre ne se ressentirait-il pas de sa composition tardive? Comment un témoignage émané d'un disciple qui a déjà blanchi glorieusement au service de son Maître, un témoignage rendu au sein d'une Eglise éprouvée dans sa chrétienne piété, porterait-il l'empreinte de naïf étonnement et, nous dirions presque, de candide impartialité qui marque à chaque page les récits plus anciens et aussi moins *personnels* dans leur source des premiers évangiles? Comment le quatrième évangile n'abonderait-il pas en traits qui, obscurs pour les contemporains de Jésus, ne devaient être saisis que plus tard dans toute leur portée [2]? Comment le vieil apôtre n'entretiendrait-il pas des lecteurs qu'il a à fortifier contre la persécution et contre l'hérésie, plutôt du Christ éternellement présent au milieu des siens que de celui qu'il a vu des yeux de sa chair [3]? Or l'impression que Jésus produisit sur ses contemporains est un des plus précieux éléments que nous ayons à mettre en œuvre dans notre travail, et le Jésus dont nous voulons essayer de retracer le caractère est Jésus de Nazareth tel qu'il fut aux jours de sa chair.

Malgré cela, l'évangile de Jean fait ressortir à nos yeux un côté du caractère de Jésus qui, sans lui, fût resté dans l'ombre. Il nous le montre en face d'un monde qui lui était bien plutôt hostile que favorable, entouré du cercle étroit de ses disciples, et se consacrant à eux jusqu'à la dernière heure. Il y a plus : si l'évangile de Jean nous fournit moins que les trois autres, de traits épars et pittoresques du caractère du Christ, il emprunte à la *personnalité* de son auteur une unité de conception que les synoptiques ne connaissent pas, et ce sera peut-être à lui que nous devrons demander le secret de la nature intime du Christ.

[1] Schleiermacher.
[2] Jean II, 19-22; III, 1-9; IV, 10, 13, 14, 21-24; XII, 28-30, 32, 33, etc.
[3] Voir Jean VI, 48-58; X, 1-16, et surtout les derniers discours.

Nous venons d'indiquer l'attitude particulière de chacun de nos évangiles en face de la personne du Christ. Ce sera l'objet essentiel de notre étude, de montrer quelle est l'image qui se détache de ces conceptions diverses. Mais nous ne saurions terminer ces préliminaires, sans dire quelques mots de la forme sous laquelle nos évangiles nous présentent le caractère de Jésus-Christ.

Cette forme est étrange ; nous la remarquerions bien davantage si nous y étions moins habitués. Ce qui nous frappe tout d'abord en elle, c'est sa *sobriété*. Les évangiles, sauf quelques passages, peu nombreux [1], ne renferment aucune appréciation sur le Christ, et encore ces passages exceptionnels sont-ils exempts de toute solennité ; ce sont de simples impressions jetées dans le courant du récit et le plus souvent des rapprochements avec l'Ancien Testament brièvement indiqués. Cette sobriété des évangiles est d'autant plus remarquable qu'on ne peut l'attribuer à l'indifférence et que leurs auteurs étaient manifestement des hommes aussi convaincus de la haute mission que Jésus s'attribuait — que l'était Xénophon de l'innocence de Socrate. Et cependant que l'on relise, à ce point de vue, une page des *Memorabilia* après une page de *Matthieu*. — D'un côté quelle tension, quelle recherche avouée de tout ce qui peut jeter la plus pure lumière sur le caractère attaqué du grand philosophe, — de l'autre quel abandon et, tranchons le mot, quelle confiance en la vérité ! Il semble que les évangélistes soient encore, en quelque mesure, sous le coup de la défense que fit Jésus à tant de reprises à son entourage, de proclamer trop tôt au dehors sa vraie dignité. Ils sentent bien qu'ils ne gagneraient rien à dire bien haut qui était leur Maître, et à en exprimer leur admiration. Ils comprennent que le meilleur moyen de le défendre est de le montrer tel qu'ils l'ont vu.

C'est ce qu'ils font, en effet, et encore avec une réserve qui a de quoi nous étonner. Ils ne touchent pas tous à cette période de la vie de Jésus, qui précède celle de son ministère public, et ceux d'entre eux qui nous y transportent ne nous y laissent pas longtemps. Il y a plus, que nous disent-ils sur ce ministère déjà si court ? Fort peu de chose, eu égard à ce qui le remplit, car d'une part les évangiles contiennent des allusions à des faits qu'ils ne nous racontent pas [2], et de l'autre, ils ont eux-mêmes conscience de leur brièveté, d'ailleurs évidente [3]. Qu'il serait petit, en effet, le volume que l'on ferait avec les quatre opuscules qui

[1] Matth. XII, 17-21 ; Jean I, 14 ; II, 11, 25 ; XIII, 1, etc.
[2] Matth. XIX, 2 ; Luc IV, 15, 40, 44 ; Jean XII, 37, etc.
[3] Jean XXI, 25.

contiennent à peu près tout ce que nous savons de la vie du Sauveur du monde ! Ce n'est pas tout encore : ces matériaux, déjà si peu considérables, nous sont présentés, en particulier par les synoptiques, dans un grand désordre. — C'est là un fait qui ne peut faire aucun doute pour personne. — Il suffit de lire en parallèle les trois premiers évangiles pour se convaincre, qu'à part quelques grandes lignes, l'ordre dans lequel ils nous donnent soit les paroles, soit les actes de Jésus leur est à peu près indifférent.

On le voit, rien de plus défavorable, en apparence, à une conception simple, plastique, de la figure du Christ, que la forme des documents qui nous la présentent. Rien, selon nous, de plus favorable en réalité. Je suppose que je veuille saisir d'une manière exacte le caractère d'un homme qui jette, ou ait jeté quelque éclat. Irai-je rechercher ce que l'on dit de lui, même sincèrement; ferai-je en sorte de lire quelque histoire suivie, raisonnée de son activité? Je pourrais, en m'en tenant là, arriver à me faire l'idée la plus fausse de sa personnalité. — Non, j'écarterai, autant que possible, tout intermédiaire entre lui et moi : j'irai le chercher dans ses lettres, s'il en existe de lui, dans les mots qui lui sont échappés alors que son âme ne pouvait autrement que se révéler en quelque mesure ; dans ses actes les plus simples et les plus spontanés. S'il est vivant j'essayerai de le voir, ou bien plutôt de le surprendre. et ce ne sera que lorsque moi-même je l'aurai vu quelque temps se mouvoir devant moi, que je pourrai en quelque mesure, dire que je le connais [1].

C'est à un pareil spectacle que nous convient les évangiles. En les parcourant, nous assistons comme *incognito*, à la vie de Jésus. Grâce à leur sobriété, à leur désordre même, à la nature inculte et enfantine de leurs auteurs, ils n'exercent sur leur lecteur aucun genre de despotisme. Ils ne veulent solliciter notre jugement que par la seule splendeur de leur vérité. Sagesse admirable ! Respect sublime du Dieu libre pour sa libre créature ! Double triomphe, si du sein de tant de désordre, nous voyons surgir une image pleine d'harmonie et de puissance !

(*Suite.*) ROGER HOLLARD.

[1] Qui dira que la *Correspondance* de Napoléon, surtout dans ses lettres les plus courtes, ne nous fait pas pénétrer plus avant dans sa personnalité que tel volumineux et savant ouvrage sur sa vie et ses campagnes ?

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

La doctrine de la rédemption dans Schleiermacher, par *F. Bonifas*, docteur ès lettres, licencié en théologie, agrégé au séminaire protestant de Montauban. 1 vol. in-8°. Paris, 1865.

C'est très cordialement que nous souhaitons la bienvenue à ce petit volume. Son apparition nous a réjoui à divers titres. Tout d'abord cet ouvrage est une étude dogmatique. Or aujourd'hui de pareilles *études* sont rares. Obéissant aux nécessités de l'attaque, les hommes évangéliques, qui travaillent, se sont presque tous élancés à la brèche qui avait été ouverte dans leurs murs. Les préoccupations critiques tendent évidemment à les absorber. Il s'agit pour eux, avant tout, de défendre le christianisme sur le terrain de l'histoire. Nous estimons l'œuvre excellente, mais nous n'en pensons pas moins qu'il serait dommage que tout ce que nous avons de ressources théologiques s'y consacrât. Le temps viendra évidemment où les préoccupations se tourneront d'un autre côté, où, vidée ou non, la question critique passera à l'arrière-plan; il importe que, pour ce temps-là, nous ne soyons pas pris au dépourvu. L'œuvre de Spener était une œuvre excellente. Il s'agissait pour lui de rendre à la piété et à la vie chrétiennes la place que la dogmatique leur avait enlevée dans l'Eglise. On sait pourtant ce qui arriva. Le point de vue de Spener, exagéré par d'autres, manquant de contre-poids, finit par produire dans les esprits un certain scepticisme à l'égard de toute doctrine déterminée et par fournir des armes au rationalisme allemand du dernier siècle. Eh bien, nous craindrions sérieusement de devoir assister à une évolution analogue, si les préoccupations dogmatiques venaient à prendre dans nos esprits une place secondaire. Ce n'est pas tout. Pendant que l'armée se bat, il faut que le pays vive; en d'autres termes, pendant qu'il s'écrit des livres et des articles de journaux, il faut que l'Evangile soit annoncé aux pauvres, et ces pauvres ce ne sera pas la critique qui les nourrira, — la dogmatique non plus, à coup sûr, si nous la leur donnons toute seule; mais il n'en est pas moins vrai que sans un corps de doctrines qui exprime les grands faits du salut et en fasse l'application à notre vie religieuse, notre prédication manquera de puissance et de religieux intérêt. Or, si nous nous demandons où nous en sommes, à cet égard, où est le

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

corps de doctrines qui rallie aujourd'hui les hommes qui défendent au sein du protestantisme le christianisme surnaturel, nous voulons dire celui qui vient d'en haut et non d'en bas, — nous trouvons bien çà et là quelques affirmations sincères, évangéliques, dont chacune peut se défendre pour elle-même, mais qui sont loin de former ensemble ce puissant organisme que nous souhaiterions.

Le livre que nous annonçons n'a pas la prétention d'opérer une réforme en ce genre; mais en attirant notre attention sur le dogme central du christianisme, sur le dogme de la rédemption, il vient certainement apporter une pierre à l'œuvre que nous avons indiquée, et c'est là son premier titre à notre reconnaissance.

Il y a plus; en prenant pour objet de son étude les idées de Schleiermacher sur la rédemption, M. Bonifas a procuré à ses lecteurs une compagnie qui ne pouvait autrement que leur profiter. Par la puissance extraordinaire de la dialectique; par le regard profond qu'il sait arrêter sur les hommes et sur les choses; par la sévère poésie qu'il sait en faire jaillir; par l'intensité de son sentiment religieux; par le besoin impérieux qu'il éprouve de voir se concilier tous les contrastes en une unité supérieure, Schleiermacher est certainement le plus puissant éducateur théologique que notre siècle ait connu. Ce n'est jamais sans profit que l'on approche des hommes de cette taille, et il y a dans leurs lacunes même, comme dans les chutes des forts, quelque chose de souverainement instructif.

Disons aussi que M. Bonifas a bien, à nos yeux, ce qu'il faut, pour nous parler de Schleiermacher, nous voulons dire assez de largeur et d'intelligence des situations pour pouvoir le comprendre et assez de fermeté et d'indépendance pour pouvoir le juger.

Nous ne voulons pas résumer ici l'exposition de M. Bonifas. Il faut la lire; elle est vivante, claire, complète, et nous ajouterons, ce qui n'est pas de trop lorsqu'il s'agit de Schleiermacher, bien française. L'auteur sait très bien déduire la doctrine de Schleiermacher sur la rédemption, d'une part, de l'histoire intime du grand théologien, et de l'autre, de la position qu'il a prise dans le milieu où il vivait. M. Bonifas prend pour base de son exposition la série des ouvrages du professeur et relève de l'un à l'autre les progrès de l'idée de Schleirmacher sur le dogme qui l'occupe. Il sait de plus fort bien rattacher cette idée à l'ensemble de la doctrine de Schleiermacher, et donner ainsi à son livre un intérêt de plus.

Nous devons aussi relever l'impartialité de cette exposition. M. Bonifas n'a pas écrit son livre pour faire l'apologie du système de Schleiermacher. Il a su néanmoins nous présenter ce système dans toute sa vérité et dans tout son attrait. Cela est à remarquer. Nous ne sommes pas de ceux qui regardent l'impartialité comme une vertu commune, et longtemps encore le théologien qui la pratiquera méritera nos louanges. L'impartialité dont M. Bonifas a fait preuve dans l'exposition de la doctrine de

Schleiermacher ne fait d'ailleurs que donner plus d'autorité à la juste critique de son livre.

Nous sommes d'accord avec M. Bonifas, ce qui manque à la théologie de Schleiermacher, c'est une saine notion de Dieu et par conséquent une saine notion de l'homme. Dieu et l'homme se meuvent tous deux, aux yeux de Schleiermacher, dans le domaine de la nécessité. Or comment comprendre, sans la liberté de l'homme, la chute, et sans la liberté de Dieu, le pardon? Comment dépasser, avec ces données, le point de vue d'un développement nécessaire de l'humanité qui, se dégageant peu à peu des obstacles que lui oppose sa nature sensitive, arrive à son plein épanouissement dans une personne exceptionnelle? Comment placer, dans une pareille théorie, les notions de *grâce*, de *rédemption*, de *réconciliation?*

C'est bien là, ainsi que l'a montré M. Bonifas, que gît la différence qui sépare la théologie de Schleiermacher de ce que nous appelons l'Evangile. Mais était-ce assez que de nous faire saisir cette différence et de nous laisser, le livre fermé, mieux instruits sur la doctrine d'un homme dont on invoque souvent l'autorité, et mieux convaincus que cette doctrine diffère profondément de l'orthodoxie évangélique? Nous ne le pensons pas, et nous nous permettrons, à ce propos, de soumettre à M. Bonifas, deux observations dont il appréciera l'intention sympathique.

M. Bonifas a évidemment une rare connaissance des œuvres de Schleiermacher. Il a lu sa *Vie de Jésus* qui a paru cette année même. N'a-t-il pas été frappé comme nous, en lisant ce dernier volume, non-seulement de l'abîme profond qui sépare la tendance de ce livre de la doctrine évangélique, mais encore des liens puissants qui l'y rattachent encore? Voilà un livre qui prétend nous placer sur le terrain de la nature, qui, en définitive, rejette la notion même du miracle, un livre qui, conséquent en cela avec lui-même, enveloppe les récits de la résurrection et de l'ascension du Christ de nuages qui nous les dérobent entièrement, et qui nous présente un Christ qui, par la spontanéité de son développement, par sa sainteté absolue, par la puissance morale qu'il exerce autour de lui et après lui, n'est pas, ne peut pas être l'enfant de l'humanité au sein de laquelle il a vécu mais dépasse la nature de toute sa taille! Il y a là une contradiction flagrante qui relie par un côté le système de Schleirmacher à toute la théologie de la grâce. Strauss ne s'y est pas trompé. Dans le dernier opuscule qu'il a publié (sur la *Vie de Jésus* de Schleiermacher), il se moque de cette double base; bien plus, il considère le livre de Schleiermacher comme le plus puissant essai tenté dans le but de concilier le Christ des évangiles avec les idées modernes. Tel est le sens de la spirituelle épigraphe qu'il a donnée à son petit livre :

... Si Pergama dextra
Defendi possent, etiam hac defensa fuissent.

Sans accepter, peut-être, cette appréciation de Strauss, nous ne pouvons la passer sous silence.

M. Bonifas a lu les *Lettres* de Schleiermacher. Il sait quelles tristes déclarations renferment ces lettres, sur l'immortalité personnelle de l'homme. Il a lu aussi et apprécié les *Monologues*, il nous fait remarquer lui-même de quelle forte saveur d'individualité est imprégné ce petit livre, et quant à nous, nous n'hésitons pas à déclarer que si la personnalité humaine n'avait pas une valeur éternelle, ce petit livre n'aurait pour nous ni intérêt ni sens. — Eh bien, il y avait, nous semble-t-il, à insister davantage sur ce contraste, que M. Bonifas indique à peine, et à nous montrer que si, sur le terrain de la *Vie de Jésus*, nous regagnons en quelque mesure la *liberté de Dieu*, sur celui des *Monologues* nous retrouvons en partie la *personnalité humaine*. Et puis n'y avait-il pas aussi à s'appuyer sur le progrès si marqué à tant d'égards que révèle la *Dogmatique* sur les *Discours*, pour émettre la présomption, pour nous bien forte, que Schleiermacher marchait vers l'Evangile, et que, s'il avait vécu de nos jours, il serait bien à nous[1]?

Telle était notre première observation. Voici maintenant notre seconde.

M. Bonifas est bien convaincu que Schleiermacher a beaucoup à apprendre à notre théologie évangélique; il nous le dit souvent et nous sommes pleinement de son avis. Oui, autant nous redouterions de voir le grand théologien servilement copié de nos jours, autant nous sommes pénétré de la pensée que notre génération a une part de sa succession à recueillir. Mais quelle est cette part? M. Bonifas ne nous le dit pas assez, et c'était là surtout, à notre avis, ce qu'il fallait nous dire, ce que nous attendions comme le couronnement naturel de son intéressante étude.

On peut dire que, pour Schleiermacher, le salut consiste en une communion vivante et graduelle de l'homme avec la personnalité sainte de Jésus-Christ. Pour l'orthodoxie absolue qu'il combattait, le salut consistait tout entier en un fait extérieur à l'individu, fait qui, moyennant son adhésion, lui était imputé. Ces deux points de vue sont-ils à rejeter? En aucune manière. Il est vrai, dirons-nous avec l'ancienne orthodoxie, que le salut a été accompli tout entier en dehors de nous par Jésus-Christ, et qu'il repose sur un acte libre de Dieu, savoir le pardon. Il est vrai, dirons-nous avec Schleiermacher, que le salut n'a son effet pour nous que lorsque nous sommes entrés dans une communion avec Christ qui doit envahir peu à peu toute notre vie. Votre point de vue, dirons-nous à l'ancienne orthodoxie, en m'imputant purement et simplement les mé-

[1] Nous ne saurions admettre pour cela, avec M. Bonifas, que Schleiermacher se soit rétracté sur son lit de mort. Les paroles prononcées par le grand théologien en cette circonstance, et sur lesquelles s'appuie M. Bonifas sont des paroles du Christ. Or, Schleiermacher n'avait jamais repoussé ces paroles, il se bornait à les interpréter autrement que l'Eglise ; qui nous dit que l'interprétation de Schleiermacher ait changé sur son lit de mort? Nous ne tranchons pas la question ; nous prétendons, au contraire, qu'elle ne peut pas être résolue.

rites d'un innocent, choque mon idée de justice. — Votre système, n'en dirons-nous pas moins à la théologie de Schleiermacher, en méconnaissant mon péché, choque également ma conscience et me voile le Calvaire où Jésus s'est humilié pour moi. Mais si ces deux points de vue ont ainsi chacun leur part de vérité et leur part d'erreur, n'y aurait-il rien à faire pour les unir et n'avons-nous rien à demander à Schleiermacher dans ce travail?

Telle est la question que nous eussions aimé à voir traiter par M. Bonifas à la fin de son livre, et cela non-seulement parce que nous avons grand besoin de travaux de ce genre, mais aussi parce que M. Bonifas nous paraissait bien préparé à nous offrir une semblable étude et à nous la faire goûter.

Que ce regret ne nous empêche pas de terminer comme nous avons commencé, en souhaitant au livre que nous annonçons la plus cordiale bienvenue. ROGER HOLLARD.

A TRAVERS LE MOYEN AGE, par *Madame Napoléon Peyrat*. Paris, chez Grassart, libraire-éditeur.

Qui de nous ne sent un souffle de jeune et naïve poésie venir de bien loin lui rafraîchir le cœur à la seule pensée du moyen âge? Qui n'aime à aller souvent se reposer dans les souvenirs de ces temps tout primitifs, où les hommes nous semblent simples de cœur, simples de foi, et forts de leur candeur même? Le moyen âge! quand nous allons le retrouver nous risquons fort de nous y oublier comme le frère Forschegrund de la légende s'oublia dans la forêt sombre, l'âme suspendue aux mots d'un chant éternel. Ce n'est pas cependant l'harmonie, ni surtout une harmonie céleste, qui monte à nous de cette époque plus ou moins tourmentée où le cliquetis des armures et des lances, où les accents d'un langage rude et barbare, couvrent bien souvent les chants sacrés, les pieuses oraisons. qui s'élèvent des monastères, refuge des âmes saintes et altérées de paix.

Cependant notre être tout entier subit un charme bienfaisant, il nous en coûte de revenir à l'époque présente où tout nous semble avoir perdu sa fraîcheur et sa poésie première. Ne sommes-nous pas las de nous escrimer à dire en tours nouveaux ce qui, pour être rajeuni par notre jeune individualité, n'en est pas moins vieux pour le monde? La langue ne veut plus se prêter, semble-t-il, à tous ces remaniements, à ces mots si cherchés, qui s'efforcent de dire d'une façon nouvelle ce qu'avant nous l'on a su si bien dire. Combien de fois ne vous êtes-vous pas trouvés bien malheureux de n'avoir à votre service que des termes vieillis, rebattus, pour exprimer ce qui faisait vibrer votre jeune âme? Ce qui renaît dans chaque âme est d'une fraîcheur éternelle, cependant. Est-ce vieux, rebattu, ce qui court dans nos veines au renouveau du printemps, aux chauds parfums d'été, aux teintes d'automne? Ce qui fait battre notre cœur, l'oppresse ou l'enflamme, lorsqu'une grande et noble cause doit

être défendue, perdue ou gagnée? Ce n'est ni vieux, ni rebattu, ce qui fait sourire la mère à son petit enfant, ce qui remplit nos cœurs d'une inexplicable tendresse et toutes ces joies d'amour qui sur la terre commencent le ciel. Mais essayez de dire tout cela et vous ne vous reconnaissez plus : vous avez imité, répété; vous vous trouvez pâle, fade; il ne faut maintenant rien moins que la flamme du génie pour se faire jour au travers de cette enveloppe d'une désespérante banalité.

Il est quelque chose de plus triste encore. Pourquoi ne trouvons-nous que des termes cent fois répétés? des redites sans vie et sans chaleur, pour exprimer ce que nous éprouvons en réponse à l'amour de Dieu? Pourquoi notre foi n'entraîne-t-elle personne, nos prières retombent-elles inertes? Hélas! c'est que la fatigue et l'ennui ont atteint là notre âme elle-même ; les compassions d'un Dieu Sauveur ont perdu pour nous leur sens sublime, il semble que nous ne puissions plus en être saisis et transformés.

Ah! comme alors nous pénétrons avec envie dans ces cellules où des hommes à genoux priaient avec la brûlante ferveur d'une foi première, toute la confiance d'une âme d'enfant. Ils s'adressaient à Dieu avec cette force, cette ferme attente qui reçoivent de merveilleuses réponses. Après cela, quand ils sortaient de leur cloître, et ils en sortaient souvent, avec quelle hardiesse ils portaient le message divin, comme ils tançaient les pécheurs les plus redoutables, comme ils gagnaient les âmes!

Le livre de Madame Peyrat nous transporte dans cette époque lointaine, sur laquelle flotte un voile brumeux qui nous en radoucit les tons trop rudes. Disons tout d'abord que Madame Peyrat n'a pas voulu écrire un livre; elle ne se doutait probablement pas qu'elle pût faire paraître sous un même titre les études historiques, les biographies, les souvenirs pyrénéens, les légendes, qu'elle retraçait au gré de sa plume sans se rendre compte du fil secret qui les reliait et lui permettrait de les réunir. Sans le vouloir, peut-être, Madame Peyrat s'est oubliée dans le moyen âge, et elle a bien fait.

Sa pieuse admiration ne l'empêche pas de mettre le doigt indicateur sur les erreurs naissantes, les faiblesses d'âme ou d'esprit qui laisseront leur tache ineffaçable sur le récit d'une vie d'ailleurs sublime. Mais en même temps, elle a cette largeur d'intelligence et de cœur qui lui permet « d'éprouver toutes choses, » sûre de retenir ce qui est bon. Retenons avec elle ce qu'elle sait si bien placer devant nos consciences. Qu'elle nous retrace les saintes vies de Colomban, de François d'Assise ou de Savonarole, elle nous atteint à l'endroit sensible et nous laisse humiliés, n'osant pas plus qu'elle jeter la pierre à ceux qui pour le courage et la virilité de leur foi ont été des saint Paul, servant Dieu dans les jeûnes, dans les prisons et jusqu'à la mort.

On a reproché à Madame Peyrat de se laisser aller à prêcher un peu trop, et l'on a cité, à ce sujet, les dernières pages de sa notice sur Fran-

çois d'Assise. Eh bien, nous n'avons pas le courage de lui faire cette critique. Nous partageons trop l'impression qui a jailli de son cœur au moment où elle venait de retracer une de ces vies dévouées et crucifiées; nous comprenons ses amers retours sur notre pauvre génération de chrétiens. Certainement le récit parlait et prêchait de lui-même, mais nous comprenons que Madame Peyrat n'ait pas résisté à en faire l'application directe.

L'étude sur Savonarole est entraînante, la figure du réformateur de Florence se détache toute lumineuse d'un saint idéal sur le fond souillé de crimes de l'époque des Médicis. Il nous en coûte avec Madame Peyrat de devoir reconnaître les errements et les faiblesses qui, vers la fin de sa carrière, réduisent l'apôtre inspiré au rôle d'un tribun violent, passionné, abusant de l'obéissance aveugle du peuple qu'il tient en sa main pour lutter contre ses ennemis et conserver à tout prix son autorité et son prestige. La cause de Dieu se trouve ainsi réduite aux proportions d'une cause tout humaine. Nous aimons mieux rester sous l'impression dernière qui nous rend l'homme de Dieu des premiers jours, celui qui s'est levé au milieu d'une génération égarée et corrompue pour lui faire entendre la Parole de Dieu, rendue au monde par la glorieuse Réformation et ses éclaireurs.

On le voit, les sujets choisis par Madame Peyrat, ses biographies tracées avec vie, mouvement, et empreintes de toutes les sympathies de son âme, réveillent tellement les nôtres que nous risquons de nous y absorber et d'oublier ce que nous avons à dire de la narratrice elle-même. Mais cet entraînement, ce plaisir que nous éprouvons à nous laisser porter par elle tour à tour de la légende à l'histoire, des ruines éparses d'un vieux château des Pyrénées aux souvenirs qu'elles évoquent, à la suivre dans des digressions fréquentes, tout ce que nous éprouvons spontanément à la lecture de son livre ne lui vaut-il pas les compliments les mieux tournés? Disons cependant, et sans compliment, en mettant de côté le moyen âge et tout son prestige, que Madame Peyrat possède à son service un style qui prêterait certainement du charme à toute espèce de sujet. Elle a le rare privilége de faire courir sa plume à son gré, sûre de la voir se prêter à tout ce qu'elle sentira et à tout ce qu'elle voudra nous dire. Madame Peyrat n'est pas du nombre des auteurs qui ont besoin de faire subir une gymnastique forcée à notre langue. Pour rendre ses impressions, elle n'a jamais recours à un mot extraordinaire et sans précédent, elle se sert du langage le plus simple, de celui du commun des mortels, tout en sachant tenir la banalité à distance. Sa pensée, ses sentiments nous arrivent dans toute leur fraîcheur et leur vivacité, rien ne s'est perdu en chemin, tout y a gagné au contraire. Madame Peyrat écrit avec une vie, une animation qui circulent partout; elle a du trait, trouve toujours le mot propre et frappe avec vigueur et netteté. Son style est peut-être même

un peu trop vif pour porter naturellement à la rêverie et à la méditation, même lorsqu'elle décrit un site, une gorge sauvage dont la poésie pénètre son âme. Assise sur le rocher, devant la porte du château de Montségur, l'esprit de la voyageuse se porte immédiatement sur quelque chose de précis; elle pense aux souffrances des Albigeois, qui ont trouvé un asile dans ce nid d'aigle; elle nous rappelle en quelques traits leur douloureuse histoire. Mais il y a là toute une poésie du passé, toute une plainte de voix humaines qui montent des souterrains et qui hantent la montagne.

Madame Peyrat a évidemment vu de près les Pyrénées; elle a su profiter heureusement aussi des récits de M. Taine, dont le *Voyage aux Pyrénées* a des pages fortement burinées; elle s'est pénétrée de la poésie que mêlent à cette grande nature la légende et l'histoire. C'est dans la légende de Bos de Bénac qu'elle nous initie surtout aux mystères de ces cimes sauvages, de ces profondeurs que nous croirions volontiers la retraite des fées et des esprits des ténèbres.

Il nous reste maintenant à former le vœu qui est la conclusion directe du plaisir et du bien que nous avons éprouvés à lire le livre de Madame Peyrat : c'est que sa plume charmante et originale, qui d'emblée a conquis notre sympathie, ne se repose plus de longtemps et nous donne bientôt un second volume. Inspiré par le même souffle de vie chrétienne, écrit avec ce style dont la grâce et la vivacité éloignent à tout jamais l'ennui, sans rien faire perdre au vrai sérieux, nous sommes sûrs de l'aimer et prêts à nous laisser mener où l'auteur voudra.

Cependant, avant de finir, une prière, à vous qui contez si bien. Et d'abord, nous dirons, comme les enfants, une histoire, une longue histoire, s'il vous plaît. Puis nous ajouterons : une histoire qui nous touche de près; inventée peut-être, vraie et vivante au fond. Une histoire de notre temps, de notre monde, où nous ne vivions plus dans le *home* anglais, qui nous devient une rapsodie, mais dans le *chez-nous* français, où nous reconnaissions notre cadre de tous les jours, à nous dont la vie insignifiante peut-être à l'extérieur, mais riche de joies intimes et d'élans du cœur et de l'âme, n'a pas assez souvent trouvé qui nous la dépeigne. Il y aurait à en révéler l'attrait et la vraie beauté à ceux qui dissipent dans la vanité le meilleur de leur vie, et c'est une mission où la conscience chrétienne de Madame Peyrat trouverait son compte. Nous ne pouvons faire autrement que de l'indiquer à sa plume féminine et protestante, toute taillée, nous semble-t-il, pour dépeindre et révéler à tous le bonheur caché sous notre puritanisme. C'est un monde qui ne présente au dehors qu'abstention et parfois roideur, et qui cache au dedans toute la saveur de la vie selon Dieu, ces joies sanctifiées, cette ferveur d'âme, ces élans de charité auxquels nous devons le bienfaisant petit volume que nous annonçons.

M.....

REVUE DU MOIS

—

Paris, 4 août.

Les élections anglaises. — La reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne. — Les mœurs en France. — Un avertissement salutaire : Le Père céleste, *par M. Ernest Naville. — Polémique entre M. Schenkel et M. Strauss. — La liberté de l'enseignement théologique d'après de récentes publications. — Réunion de l'Association protestante à Eisenach. — La grande assemblée des Eglises congrégationnelles d'Amérique à Boston. — Discours de MM. de Félice et G. Monod sur l'émancipation des esclaves aux Etats-Unis. — Du respect dû à la jeunesse universitaire.*

La politique, dans le cours du mois dernier, ne nous fournit que deux événements de première importance; c'est d'abord le mouvement électoral en Angleterre, qui a eu pour résultat de laisser les choses en état, mais qui nous a offert une fois de plus ce grand spectacle d'un pays se régissant lui-même et dictant sa volonté à ses gouvernants. Sans doute le système électoral anglais présente encore de graves inconvénients, bien qu'il tende à se purifier de tout ce qui ressemble à la corruption; mais ce qu'on ne saurait nier, c'est que le pays soit vraiment représenté, grâce à cette immense liberté de la presse qui porte partout la lumière et met en communication instantanée toutes les classes de la nation.

L'échec de M. Gladstone à Oxford, immédiatement réparé dans le Sud Lancashire, est un signe des temps nouveaux qui s'approchent pour l'Angleterre. Pour que la vieille université se soit séparée d'un représentant aussi illustre, il faut qu'elle sente à quel point l'ancien système de la religion d'Etat est menacé; car, ce qu'elle n'a pu pardonner à M. Gladstone, ce n'est pas sa hardiesse d'économiste, pas même sa tendance démocratique, c'est la largeur d'esprit avec laquelle il s'est prononcé sur les priviléges surannés de l'Eglise anglicane dont il demeure d'ailleurs un fervent adhérent. M. Disraéli n'a pas manqué d'exploiter ce grief dans son discours à ses électeurs; il a hautement déclaré que l'Eglise d'Angleterre était en péril. En effet, elle est très menacée dans ses prérogatives; car l'esprit de liberté et d'égalité s'attaque à l'arche sainte. Nous assisterons bientôt à une grande rénovation de cette portion de la constitution anglaise, révolution qui n'en sera pas moins profonde et durable pour être opérée selon la méthode anglo-saxonne, par lente transition.

Le second événement capital, c'est la reconnaissance du royaume d'Italie par la catholique Espagne, et cela au moment même où il rompt plus nettement qu'il ne l'a encore fait avec les errements du passé, comme on peut s'en convaincre par cette conclusion du rapport du président du conseil sur les négociations avec Rome : « Peut-être le jour n'est pas loin où la séparation si souhaitée de l'Eglise d'avec l'Etat amènera avec elle la séparation complète des intérêts religieux et spirituels des intérêts politiques, au profit commun de l'Eglise et de l'Etat, et spécialement à l'avantage de cette Italie, qui a eu à souffrir de plus longues et de plus douloureuses épreuves par suite de leur confusion. » Le parti ultramontain est dans la stupeur; sur qui se fier désormais, si un pays préservé contre toute innovation religieuse par des lois dignes du moyen âge pactise avec les spoliateurs du domaine pontifical? Espérons que ce premier écart en dehors de la politique orthodoxe en amènera un second et que la liberté de conscience ne sera plus longtemps bannie avec les généreux confesseurs qui la représentent à l'étranger. L'Espagne a un besoin urgent d'une liberté vraie et d'un souffle de vie supérieure qui la préserve de l'effroyable dissolution morale qui la menace. Ceux qui connaissent le fond des choses et ne se contentent pas des renseignements officiels sont très alarmés sur sa situation. Il y a quelque chose de pire que l'agitation violente, c'est la gangrène gagnant peu à peu et sourdement les parties vitales. Cette noble nation est encore saine prise dans son ensemble, mais elle est bien malade dans ses régions supérieures. Le remède est dans une liberté sincère et surtout dans la consécration de la première des libertés, celle de la religion.

Avons-nous bien le droit, nous, Français, de faire la leçon à l'Espagne? L'état des mœurs publiques n'inquiète plus seulement les moralistes, mais encore les hommes politiques. Ces préoccupations se sont fait jour dans une délibération du Sénat dont le huis-clos a été imparfaitement gardé. De temps à autre, la lie infâme qui est au fond de notre société apparaît à la surface à la suite de quelque révélation inattendue, et alors on apprend que le pinceau chaste et terrible de saint Paul décrivant la décadence romaine aurait à s'exercer au milieu de nous. La dépravation fait d'effrayants progrès; nous avons une jeunesse dorée qui est plus pourrie que celle du Directoire. Les insolences de la débauche dépassent toute mesure, et par je ne sais quelle fanfaronnade du vice, là où il n'est pas pratiqué, il est simulé. Des femmes qui se croient encore honnêtes prennent les allures et le langage des courtisanes de haut parage. Nous avons une sorte d'hypocrisie à rebours qui fait que la vertu se croit obligée de feindre le désordre et de lui rendre hommage par le plagiat. Notre société est bien malade sous son luxe effréné et au milieu des élégances de nos cités somptueuses, décorées par un art vulgaire et monotone comme des lieux d'affaires et de plaisirs. Ah! qui rallumera au milieu de nous le foyer des nobles passions, l'en-

thousiasme pour les grandes causes, les luttes fécondes! Il faut des réactifs puissants contre les entraînements du bien-être et les appétits du plaisir surexcités par une civilisation raffinée. Je n'en connais que deux qui suffisent : dans l'ordre supérieur, une foi religieuse énergique, et dans l'ordre humain, la liberté politique sincèrement acceptée.

L'ordre moral s'en va, qu'on y fasse attention! Or, comme il faut à tout prix qu'il revienne, sait-on ce qu'il nous en coûterait de douleur méritée pour le voir rétabli malgré nous, si notre génération suivait la pente qui l'entraîne? Après tout, les mœurs suivent les idées; notre société traduit dans sa vie de tous les jours les belles théories matérialistes qui fleurissent aujourd'hui et qui semblent à tant de nos contemporains le dernier mot de la philosophie. Un livre éloquent qui vient de paraître, signé d'un nom justement célèbre, met en évidence cette solidarité avec une rare puissance de parole. Les conférences de M. Ernest Naville sur le *Père céleste*, auxquelles la *Revue* consacrera la sérieuse attention qu'elles méritent, renferment un salutaire avertissement pour notre génération; elles lui montrent, dans un langage plein de lumière et de chaleur, à quelle effroyable décadence l'a conduite cet athéisme renaissant qui n'exerce que trop d'influence sur elle. Il faut lire ces pages où l'on entend encore vibrer la voix éloquente de l'orateur religieux.

Quel contraste ne nous présentent-elles pas avec les articles insérés dans le *Temps* par M. le professeur Nicolas sur la *Vie de Jésus*, de Strauss! Ses amis eux-mêmes ont reculé devant ses conclusions; il donne en effet à entendre clairement que ceux qui réduisent la religion à un simple état subjectif peuvent bien avoir raison. M. Nicolas n'en est pas moins réclamé par le grand parti dit libéral; celui-ci nous rendra un vrai service le jour où il nous apprendra d'une manière exacte où il finit et à quelle limite de largeur il s'arrête!

Ceci nous ramène à la crise du protestantisme. La question la plus débattue aujourd'hui est précisément celle de la mesure de liberté qu'il convient d'accorder aux opinions diverses au sein de l'Eglise. Ce sujet vient d'être traité avec étendue sous la forme d'une apologie personnelle dans le nouvel ouvrage de M. Shenkel intitulé : *La Liberté protestante dans sa lutte actuelle contre la réaction ecclésiastique* [1]. Nous laissons de côté la portion de cet écrit qui est consacrée à établir l'accord entre les vues de l'auteur sur la personne de Jésus-Christ et sa dogmatique publiée il y a quelques années. Il est évident qu'il applique à son récent manifeste un système d'atténuation qui le fait paraître sous un jour très nouveau. Il s'exprime en particulier sur le caractère surnaturel du christianisme d'une manière qui doit paraître bien surannée à quelques-uns des tenants de sa cause de ce côté du Rhin; il écarte résolûment la notion

[1] *Die protestantische Freiheit in ihrem gegenwürtigen Kampffe mit der kirclichen Reaction.* 1865.

d'une religion qui ne serait qu'un simple développement des forces humaines, mais rien n'est plus vague, plus confus que son idée d'un Christ idéal conçu de toute éternité dans la pensée de Dieu comme le type parfait de l'humanité. Au fond, l'auteur nous donne la théorie de Schleiermacher à peine modifiée; ce système ingénieux et artificiel présente plus de difficultés à la raison spéculative que le dogme de l'incarnation et le Verbe de saint Jean. C'est ce que Strauss vient d'établir péremptoirement, dans deux brochures dirigées l'une et l'autre contre Schleiermacher et Shenkel[1]. Il montre avec sa verve moqueuse et amère, avec son ironie hautaine et froide que cette espèce de surnaturel métaphysique, est aussi bien une folie au point de vue de la philosophie pure, que celui des évangiles et que même ce dernier a l'avantage de la logique. Il faut voir comme il se moque de cette étrange manière de présenter la résurrection de Jésus, d'après laquelle il est apparu à ses disciples, avec un organisme corporel différent de celui qui avait été déposé au tombeau, plus subtil, plus éthéré, enveloppe nouvelle de l'âme immortelle qui n'a rien à voir avec sa première enveloppe. En vérité mystère pour mystère celui de l'Evangile est moins difficile à accepter; quant à nous faire croire qu'une pareille interprétation se concilie avec le récit sacré, c'est nous supposer une simplicité de colombe par trop candide. Nous donnons à méditer le passage suivant de la dernière brochure de Strauss à nos théologiens de la gauche qui parlent si dédaigneusement des esprits arriérés incapables de séparer le christianisme du fait de la résurrection : « Le centre du centre, le cœur proprement dit du christianisme tel qu'on l'a connu jusqu'ici, est la résurrection de Jésus. C'est sur ce point que se sont concentrées les attaques les plus acharnées des adversaires, c'est lui que les défenseurs ont cherché avant tout à défendre et à couvrir[2]. »

Revenons à l'écrit de M. Schenkel. Après avoir justifié son point de vue théologique, il justifie son point de vue ecclésiastique. Il semble d'abord qu'il veuille défendre la liberté indéfinie des opinions dans l'Eglise, car c'est bien le système qui a été introduit dans le grand-duché de Baden, où chaque communauté est identifiée absolument avec la commune, si bien que l'incrédule qui ne met jamais les pieds au temple et ne croit pas en Dieu, peut participer au gouvernement de l'Eglise. Cela nous paraît tout simplement monstrueux et on verra ce qui sortira d'un pareil chaos. Mais on est très étonné de voir M. Schenkel, après avoir fait l'apologie de cette belle organisation, conclure qu'il y a cependant une borne où la liberté d'opinion doit s'arrêter, et que ni le professeur ni le pasteur n'ont le droit de renverser les bases du christianisme au sein de l'Eglise. Nous voilà d'accord; nous ne demandons pas autre chose. Nous

[1] *Der Christus des Glaubens und der Jesus der Geschichte.* Berlin, 1865. *Die Halben und die Ganzen.* Berlin, 1865.
[2] *Die Halb. und Ganz.*, p. 125.

allons même plus loin que vous dans la voie libérale, car comme nous repoussons entièrement l'intervention de l'Etat dans le gouvernement de l'Eglise, c'est à chaque Eglise à déterminer elle-même ce qu'elle entend par ces bases fondamentales. Ici sans doute commencent de nouvelles difficultés; l'esprit d'étroitesse peut se donner carrière en formulant une confession de foi qui empiète sur les droits légitimes de la pensée chrétienne et soit surchargée de métaphysique théologique. Rien n'est plus opposé à notre conviction; aucun des symboles de la Réforme ne saurait convenir au temps présent. Nous voulons une profession simple et populaire que l'enfant puisse comprendre et le mourant répéter selon le vœu de Vinet, une profession de foi qui laisse un libre jeu au travail novateur de la théologie évangélique[1]. Je ne sais pas voir ce que ces principes recèlent de fanatisme, comme M. Schenkel me le reproche dans sa brochure, en me signalant comme un transfuge de la cause libérale dans le camp de la réaction. Je n'ai jamais compris la liberté dans l'anarchie, et si j'ai dit à Altenburg dans une phrase qu'il signale avec amertume que chacun devait aujourd'hui se ranger sous son drapeau, j'ai fait appel non aux répressions légales, mais aux libres convictions qui ont tout à gagner à la netteté des situations. Je répéterai à satiété que sur le terrain du droit civil la liberté indéfinie de la pensée n'a pas de plus zélé défenseur que moi, tandis que dans le cadre d'une société toute morale elle est un non-sens, une violation flagrante du principe constitutif de l'Eglise. D'un tel désordre sortira infailliblement une réaction théologique dont nous aurons tous à souffrir, car je ne rétracte rien de ce que j'ai toujours pensé sur la nécessité d'un large développement de notre théologie évangélique. M. Schenkel s'imagine avoir élevé une digue suffisante contre l'invasion de l'antichristianisme en substituant une vague sentimentalité à l'affirmation explicite des faits chrétiens. L'avenir montrera que la digue sera couverte au moment même où elle aura été élevée. Toujours est-il qu'en principe M. Schenkel admet une limite à la liberté des opinions de l'Eglise. Il nous semble que le journal *le Lien*, dans l'analyse qu'il a donnée du livre du savant professeur, aurait bien fait de ne pas passer sous silence ce détail qui ne manque pas d'intérêt aujourd'hui.

L'Association protestante, qui s'est réunie à Eisenach au commencement de juin, a pris des résolutions tout empreintes de l'esprit de la brochure de M. Schenkel, sans tenir compte des réserves que nous avons mentionnées. L'assemblée a déclaré à l'unanimité que le christianisme se résumait dans la doctrine de l'amour et que la liberté d'enseignement dans l'Eglise n'avait d'autre limite que le sérieux de la science. On s'est aussi beaucoup occupé de la manière de ramener à l'Evangile les hommes cultivés (*die Gebildeten*).

[1] Le *Disciple de Jésus-Christ*, dans un de ses derniers numéros, a prétendu que notre étendard dogmatique était la *Confession de la Rochelle*; c'est ainsi qu'il mêle le plaisant au grave et repose ses lecteurs par un aimable badinage.

L'illustre Rothe, que nul ne respecte plus que nous, a émis sur ce sujet de belles et grandes pensées; certes il a eu cent fois raison de demander que nous présentions le christianisme dans la langue de notre temps et de notre individualité, avec le mâle accent d'une conviction personnelle, avec une parole laïque comme celle qui a fondé l'Eglise. Mais le vénérable théologien est de beaucoup dépassé par l'Association qu'il honore de son nom et de sa présence. L'Association protestante veut gagner le dix-neuvième siècle en rejetant tout ce qui peut le choquer dans l'Evangile, sans s'apercevoir que c'est elle qui sera gagnée par ceux qu'elle prétend ramener. C'est oublier que ce qui a vaincu l'ancien monde avec sa haute culture, ce n'est pas une doctrine faite à son image, mais cette croix ignominieuse, folie pour le Grec et scandale pour le Juif. Otez les saintes aspérités de la croyance et vous aurez enlevé au glaive sa pointe et sa trempe. Vos conquêtes seront dérisoires, car au fond c'est vous qui serez conquis!

Dans le même mois où l'Association protestante tenait ses séances à Eisnach, la ville de Boston convoquait dans ses murs l'une des plus imposantes assemblées religieuses qu'on puisse imaginer. Plus de six mille Eglises congrégationalistes y avaient envoyé des délégués. Les convocations avaient été faites alors que la guerre menaçait de se prolonger, et maintenant l'assemblée s'ouvrait au lendemain de la victoire. Peindre la fervente reconnaissance envers Dieu, l'enthousiasme patriotique de ces nombreux pasteurs et diacres venus de tous les points de la grande république est impossible. On s'abordait avec joie, avec larmes, les prières s'élevaient ardentes de tous les cœurs. On a pu se convaincre par les réunions de Boston de l'absurdité du reproche que l'on fait souvent au système de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, d'établir un divorce entre la société religieuse et la société civile. On sentait battre le cœur de la nation dans tous les discours. L'assemblée était présidée par le gouverneur du Connecticut qui y siégeait à titre de diacre de son Eglise et que les libres suffrages de ses frères avaient élevé au fauteuil. Une des scènes les plus belles de la session a été la visite officieuse du gouverneur de l'Etat de Massachusetts, où se tenait l'assemblée. C'était un chrétien visitant d'autres chrétiens et s'entretenant avec eux des grands intérêts de la patrie au point de vue de l'Evangile. Une autre scène très émouvante a été l'incident provoqué par la présence du représentant des Eglises congrégationalistes d'Angleterre. Il n'était pas possible que les sentiments longtemps contenus ne fissent pas explosion. On sait à quel point l'Angleterre religieuse, à part une faible minorité, s'est montrée froide sinon hostile à la sainte cause du Nord. Un des pasteurs présents à Boston avait été chapelain des armées de la république pendant la guerre; il avait porté comme un poids sur son cœur la désaffection de ses frères anglais; aussi s'exprima-t-il avec une singulière énergie. La situation se tendait et devenait pénible, quand elle fut éclaircie et dégagée comme par un bel orage d'été, grâce à un magnifique discours d'Henri Beecher. Il

retraça en traits de feu son voyage en Angleterre; il rappela la sympathie chrétienne qui l'avait consolé des oppositions violentes et brutales, et il termina en scellant la réconciliation entre les chrétiens des deux pays par une fraternelle accolade donnée au Dr Vaughan, le digne représentant des Eglises congrégationalistes de la Grande-Bretagne.

L'assemblée de Boston, comprenant la gravité des temps que nous traversons, se mit au-dessus des usages séculaires des Eglises congrégationnelles qui ne veulent d'autre confession de foi que la Bible. Elle a décidé de déployer largement l'étendard des croyances évangéliques, sans imposer aucun symbole aux Eglises particulières. Une profession simple et vivante, qui n'a rien de théologique, mais qui expose nettement les grands faits chrétiens constituant l'Evangile éternel, a été proposée et acceptée. Puis on s'est réuni sur la colline de Plymouth, lieu sacré où reposent les ossements des pères pèlerins, et là, devant l'immense assemblée, la profession de foi a été lue et acclamée. Rien ne ressemblait moins à une forme convenue. On raconte que c'est au milieu des larmes pénitentes des assistants que la doctrine de la chute a été proclamée. Grand spectacle que celui de ces hommes témoins et acteurs dans l'un des plus sublimes drames de l'histoire, enfants d'une race énergique, ivre de jeunesse et de force, confessant à genoux l'état de misère et de péché de l'humanité, et la nécessité d'une rédemption et disant tous d'une voix qu'ils ne veulent savoir que Jésus est Jésus-Christ crucifié! Le lendemain l'assemblée votait un don de 750,000 dollars pour subvenir aux besoins religieux de leur pays et tout d'abord au rachat moral de la race noire dont la délivrance a été célébrée dès le premier jour avec un pieux enthousiasme.

Voilà la liberté, celle qui se contient et se règle elle-même, celle qui trouve son plus noble emploi et sa réalisation la plus véritable à se soumettre volontairement à Dieu. Voilà la liberté, celle de l'Evangile, mère et gardienne de tous les droits qu'abandonnent si facilement les peuples aimables qui n'y voient pas la sanction du devoir! Ah! quand franchira-t-elle l'Atlantique pour habiter aussi parmi nous? Rien ne lui est plus contraire que le faux libéralisme qui, en rejetant les obligations supérieures, marche fatalement à l'asservissement, car il n'est que l'arbitraire retourné.

Nous ne terminerons pas cette *Revue* sans signaler à l'attention de nos lecteurs, les deux beaux discours de MM. de Félice et de Guillaume Monod, en faveur de l'œuvre des nègres affranchis. L'un et l'autre orateur ont plaidé cette grande cause avec une élévation de pensée et de langage, une chaleureuse générosité de sentiments, une rigoureuse précision d'informations, qui donnent à ces discours une valeur durable. Signalons aussi une lettre éloquente sur le même sujet de M. Rosseeuw Saint-Hilaire, insérée dans le *Siècle* du 8 juillet. Les nouvelles qui nous viennent d'Amérique sont bien de nature à favoriser l'essor de l'œuvre excellente

qui est si bien recommandée à nos sympathies. Au lieu d'une réaction violente nous assistons à une restauration de l'ordre politique et moral, accomplie par les voies légales, avec une modération sans exemple. Espérons que le suffrage accordé aux noirs couronnera bientôt cette glorieuse révolution sociale qui sera l'honneur de notre époque. Quel rare et ravissant spectacle que le triomphe immédiat du bien pour la plus grande confusion des ennemis de la liberté !

Depuis que ces lignes ont été écrites, les sujets de composition pour l'Ecole normale et le concours des classes supérieures dans nos lycées ont été livrés à la publicité par la presse. Nous ne pouvons pas ne pas protester énergiquement contre le choix de ces sujets. On nous comprendra quand on connaîtra l'intitulé de celui qui a été proposé pour l'admission à l'Ecole normale : « Place que peut avoir l'éloquence sous le gouvernement des Césars. On devra débuter par un éloge du nouvel empereur, puis montrer qu'à la vérité, il n'y a plus place dans l'Etat pour cette éloquence turbulente, mère de la licence et sœur de la sédition. » S'il s'agissait de candidats destinés à préparer des élections politiques en fulminant contre les anciens partis et contre l'abominable parlementarisme, rien de mieux, mais ce que nous ne pouvons admettre, c'est que l'entrée dans la carrière de l'enseignement doive être payée à ce prix. Il est évident que c'est tenter la jeunesse à la lâcheté et à la platitude et lui offrir des couronnes qui flétrissent. Rien ne déconsidérerait plus sûrement l'enseignement donné par l'Etat que de pareils procédés. Nous ne mettons pas nos fils dans les lycées pour leur apprendre qu'il faut savoir ramper pour parvenir dans ce monde. La classe de rhétorique a une autre destination que d'enseigner à envelopper la flatterie en beau langage. Ce n'est pas seulement à l'enfance qu'on doit un grand respect, mais aussi à la jeunesse, chez laquelle la générosité est une fleur délicate à ménager et qui est tout à fait incompatible avec la souplesse qui donne les succès vulgaires. Accoutumé à prendre la politique par le côté moral, nous ne pouvions passer sous silence une dérogation si flagrante à l'esprit qui doit présider aux hautes études dans un pays où subsiste encore la liberté des appréciations individuelles sur les faits contemporains.

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

QUESTIONS ACTUELLES

CONDITIONS SANITAIRES DES ARMÉES

PENDANT LES GRANDES GUERRES CONTEMPORAINES.

Il est plusieurs manières d'envisager les conséquences de la guerre et les résultats qu'elle impose. On est habitué à suivre avec attention le plan de campagne des généraux et les rencontres des armées ennemies ; on s'informe après chaque bataille du nombre des blessés et des morts, et les pertes occasionnées par la guerre sont évaluées d'après cette donnée. Mais il est une partie du tableau qui reste habituellement dans l'ombre malgré son extrême importance, je veux parler des conditions sanitaires des armées et principalement des maladies qui moissonnent tant de soldats. On oublie trop facilement que ceux qui succombent sous le feu de l'ennemi sont bien moins nombreux que ceux que les maladies font périr dans les hôpitaux. Les affections épidémiques sont donc plus à redouter pour une vaillante armée que les coups de l'ennemi ; elles font des milliers de victimes, et cependant elles seraient le plus souvent faciles à vaincre, ou du moins à modérer, si de sages mesures étaient adoptées. Envisagée à ce point de vue, l'étude des grandes guerres qui ont signalé ces dernières années, est fort intéressante.

Telle est l'impression qu'on éprouve après la lecture de plusieurs ouvrages qui viennent d'être publiés sur cette matière, et dont les trois principaux sont les suivants : *Rapport au conseil des armées sur les résultats du service médico-chirurgical pen-*

dant la campagne d'Orient, par le Dr Chenu[1]; *Un Souvenir de Solferino*, par H. Dunant[2], et *la Commission sanitaire des Etats-Unis*, par le Dr Evans[3]. Mon intention est d'insister principalement sur les faits relatés dans ce dernier ouvrage, parce qu'ils établissent la supériorité d'un peuple libre et les magnifiques résultats auxquels la charité chrétienne peut arriver.

L'expédition de Crimée, celle d'Italie, et la lutte fratricide des Etats-Unis, c'est-à-dire les trois grandes guerres contemporaines, diffèrent en tous points. En Crimée, les armées restèrent deux années en présence et presque constamment sur les mêmes lieux. L'éloignement de la mère patrie, la rigueur du climat, de redoutables épidémies compliquèrent considérablement la position des armées alliées. La campagne d'Italie dura peu, mais elle fut marquée par deux grandes batailles, dont la dernière surtout fut terrible. Enfin les armées américaines, composées presque uniquement de volontaires, durent opérer sur une vaste étendue de pays et livrer un très grand nombre de combats.

I.

Le livre de M. Chenu est une œuvre capitale; il a dû établir ou fait établir onze cent cinquante mille feuilles individuelles de renseignements pour former une statistique qui repose sur quatre cent mille entrées aux ambulances ou hôpitaux, l'effectif de l'armée n'ayant pas dépassé pendant la campagne le chiffre moyen de 150,000 hommes envoyés de France ou d'Algérie. La partie la plus intéressante de l'ouvrage de M. Chenu est un résumé des faits principaux de la campagne, qui permet de reconnaître les causes nombreuses des maladies du soldat, d'apprécier l'importance de ces causes, de suivre pas à pas les diverses phases des épidémies, de se rendre compte de la proportion des malades et de celle des tués et des blessés par rapport à l'effectif.

La flotte française arriva dans la mer Noire en avril 1854, et les dernières troupes quittèrent la Crimée en juillet 1856; dans cet espace de temps, sur un effectif total de 309,267 hommes, il y en eut 225,000 qui séjournèrent plus ou moins longtemps dans les hôpitaux comme malades ou blessés; sur ce nombre, 95,000 succombèrent. En septembre 1854, nous avions déjà 18,000 hommes dans les hôpitaux, sur un effectif de 58,000, et cela avant d'avoir échangé un seul coup de fusil avec l'ennemi.

[1] V. Masson. 1865. [2] L. Hachette. 3e édition. 1863. [3] Dentu. 1865.

Ce triste résultat doit être attribué à deux causes principales : 1° la faiblesse physique d'un grand nombre de soldats, et 2° l'invasion du choléra. Les conseils de révision ne sont pas assez difficiles sur le choix des jeunes conscrits. « Je ne crois pas être au-dessous de la vérité, dit le Dr Chenu, en affirmant que sur un contingent de 100,000 hommes un dixième au moins est dans un tel état de constitution insuffisante, que le soldat fait dans de telles conditions est laissé à la chance de résister ou de ne pas résister aux exigences de la vie militaire. Tous ces jeunes gens trop faibles sont non-seulement perdus pour l'armée, après avoir occasionné des dépenses énormes, mais ils sont perdus pour le pays et pour la famille, puisqu'ils viennent pour la plupart mourir dans nos hôpitaux qu'ils encombrent dès la première ou la seconde étape..... Il serait à désirer que les membres des conseils de révision fussent matériellement responsables des non-valeurs qu'ils envoient sous les drapeaux, ou qu'ils fissent l'essai d'une étape, tambour battant, le sac sur le dos, avec armes, bagages, munitions et vivres pour cinq ou six jours. Après cette épreuve, ils comprendraient la mesure de forces que doit avoir un soldat. Le pays, le trésor et l'armée y gagneraient considérablement. »

Le choléra fut importé à Gallipoli au mois de juin 1854, par un steamer venant de Marseille où ce terrible fléau régnait alors. L'épidémie se propagea d'abord lentement; il n'y eut que huit cholériques en juin à Gallipoli et à Varna, mais bientôt la température s'éleva beaucoup, l'armée s'engagea dans les marais de la Dobrudscha et l'invasion du mal devint terrible.

Voici comment un témoin oculaire rend compte de la situation :

« Le lac qui entoure Varna et les marais qui l'avoisinent répandent déjà leurs miasmes fiévreux. Il fait une chaleur tropicale; l'eau se dessèche, les fontaines se tarissent, les rares ruisseaux sont à sec. L'état sanitaire est encore généralement bon, mais déjà des maladies subites, des vomissements disent que le moment approche où la plus terrible des luttes, la lutte sans gloire va commencer.

« Le départ par la Dobrudscha semble avoir donné le signal à l'épidémie. Le général Jusuf avait résolu de tomber à l'improviste, par une marche de nuit, sur le gros des troupes réuni aux alentours de Baba-Dayn; mais au moment où, à six heures du soir, l'ordre du départ fut donné, 500 hommes restèrent étendus sur le sol et ne purent se relever.

« Le choléra s'était abattu comme la foudre sur la colonne expéditionnaire. A huit heures, il y avait 150 morts et 350 agonisants; c'était un affreux spectacle, bien propre à briser les

cœurs les plus affermis. Il ne s'agissait plus de combattre, de chercher un ennemi sans cesse disparaissant devant soi, mais bien d'échapper à un fléau destructeur.

« La colonne du général Espinasse, qui s'était avancée jusqu'à Kargalick, avait été frappée comme celle du général Jusuf; morts et mourants étaient entassés sous les tentes. L'ennemi n'avait pas paru et cependant des cadavres jonchaient le sol de tous côtés; les fosses se creusaient; les terres remuées répandaient à l'infini des émanations pestilentielles; souvent les bras qui creusaient le sol s'arrêtaient avant d'avoir fini leur œuvre et celui qui tenait la pioche tombait pour ne plus se relever, sur le bord de la fosse entr'ouverte. Ceux qui vivaient encore étaient chargés sur des chevaux ou portés à bras par les soldats; les attelages de l'artillerie étaient encombrés de malades. Cette nuit fatale fut la nuit du 29 juillet. Le lendemain les deux colonnes se rencontrèrent et la première division vit défiler le triste cortége du général Jusuf qui regagnait Kustandjé avec ses troupes emportant ses malades sur les chevaux de ses cavaliers; affreux et triste spectacle ! »

Les spahis d'Orient, les Bachi-Bouzoucks faisaient partie de cette colonne expéditionnaire; à la suite de cette terrible journée leur effectif se trouva réduit de moitié ! Le nombre total des cholériques pendant le mois de juillet fut de 8,239 sur lesquels on compta 5,030 morts.

Quelques jours plus tard, le fléau sévit aussi avec une extrême violence sur la flotte; dans les premiers jours du mois d'août elle perdit 757 hommes sur 1,485 cholériques. A partir de cette époque, l'épidémie suivit une progression décroissante; elle avait presque disparu lorsque les armées en vinrent aux mains pour la première fois; c'était le 20 septembre 1854. La bataille de l'Alma, commencée à midi, se termina à quatre heures. Les Russes vaincus battirent en retraite vers Sébastopol. Les Français avaient mis en ligne 30,000 hommes, les Anglais 21,000 les Turcs 7,000, les Russes 60,000. La perte des Français ne fut que de 141 hommes tués; nos alliés ayant supporté plus longtemps, en colonnes serrées, le feu de l'artillerie ennemie, laissèrent 348 morts et les Russes 1,800. Le nombre total des blessés s'éleva à 5,000 hommes. La bataille ne fut donc pas des plus meurtrières, et le nombre des chirurgiens se trouva à peu près suffisant pour donner aux blessés les soins que réclamait leur état.

M. Perier, médecin principal, fit des observations très curieuses sur l'attitude des morts : « Comme je parcourais, dit-il, le champ de bataille de l'Alma le surlendemain de l'action, mon

étonnement fut grand en apercevant çà et là bon nombre de cadavres russes qui conservaient des attitudes et une expression de figure offrant encore l'image de la vie. Quelques-uns paraissaient se tordre dans les angoisses de la douleur et du désespoir, mais la plupart avait l'air empreint de calme et de pieuse résignation. Quelques autres semblaient avoir la parole sur les lèvres et sourire au ciel avec une béatitude exaltée. L'un de ceux-ci, surtout, attira toute mon attention, et je ne pouvais me lasser de le faire remarquer aux personnes qui m'accompagnaient : il était couché un peu sur le côté, les genoux fléchis, les mains levées et jointes, la tête renversée en arrière et l'on eût dit qu'il murmurait une prière. »

Le siége de Sébastopol commença dans les premiers jours d'octobre, c'est-à-dire aux approches de l'hiver ; on sait tout ce que les armées eurent à souffrir. Le nombre d'hommes à fournir chaque jour pour le débarquement des vivres et du matériel, pour l'approvisionnement des batteries, pour les travaux du siége et pour les gardes des tranchées devint bientôt si considérable que le soldat n'avait même pas une nuit de repos sur deux. Au commencement du mois, nos travailleurs étaient relevés toutes les trois heures de jour ou de nuit, puis toutes les six heures et enfin, à partir du 21, toutes les huit heures seulement ; et cependant le service des tranchées et des batteries exigeait une veille continuelle, et une immobilité absolue pour ne pas être exposé au feu de l'ennemi. Ce service, pendant les nuits froides, alors que les tranchées étaient remplies d'eau ou de neige, et que le thermomètre marquait plusieurs degrés au-dessous de zéro, amenait de nombreux cas de maladie ou de congélation. A toutes ces causes morbifiques, il faut ajouter une alimentation insuffisante par la quantité et surtout par la qualité ; aussi le choléra et le scorbut ne tardèrent-t-ils pas à venir s'ajouter à tant de misères. « Les causes de l'invasion scorbutique, écrivait le médecin en chef de l'armée française, sont, comme toujours, l'absence absolue de végétaux frais, l'usage prolongé de vivres de campagne et surtout l'usage de la viande salée. »

Dans la flotte, la maladie exerça d'abord de grands ravages, puis diminua considérablement : le docteur Marroin nous en fournit l'explication : « Le scorbut, en progression décroissante dans l'escadre, suit une marche rapidement ascendante dans l'armée de terre, surtout dans les régiments arrivés en Crimée depuis le commencement de la guerre. Il faut faire remarquer pour expliquer cette différence que, grâce à ses moyens de transports et aux voyages fréquents d'un ou de plusieurs bâtiments de la flotte, de Kamiesch à Constantinople, on était arrivé dans

l'escadre à donner trois ou quatre fois par semaine des repas de viande, de légumes et de fruits frais. »

Malheureusement il n'en était pas de même pour l'armée de terre.

Nous ne parlerons pas de la bataille d'Inkermann ; elle fut plus sanglante que celle de l'Alma ; néanmoins les malades et les fiévreux ne cessèrent pas d'être beaucoup plus nombreux que les blessés, car la saison devenait de plus en plus rigoureuse. L'armée anglaise souffrit cruellement ; les communications avec Balaklava étant devenues presque impossibles à cause de l'état du sol, tout lui manquait à la fois, vivres, munitions, moyens de transport ; il y avait autant de malades que de combattants.

Au mois de janvier, l'intensité du froid augmenta encore ; plus de 2,000 Français entrèrent dans les hôpitaux par suite de congélation. Pendant les mois suivants il y eut peu de variation dans le nombre des scorbutiques et des cholériques ; celui des blessés augmenta par suite d'attaques plus fréquentes de la part des Russes et de la proximité des armées ennemies, car les alliés s'étaient peu à peu rapprochés de la place à l'aide de tranchées et de travaux souterrains.

Le séjour prolongé d'une armée nombreuse sur un terrain proportionnellement peu étendu, les dépôts considérables de matières animales et les détritus de toutes sortes ne tardèrent pas à infecter le sol et à produire les effets les plus déplorables, surtout lorsque, à la fin de l'hiver, la température devint plus élevée ; le typhus apparut alors et vint se joindre au cortége des autres épidémies qui décimaient les troupes. Les précautions possibles furent prises afin d'assainir le camp ; le général en chef donna l'ordre de déplacer les tentes le plus souvent possible et de les établir sur un sol nouveau ; tous les jours on brûlait ou on enterrait les détritus à une certaine distance des tentes et sous le vent. Mais il y avait tant de causes d'infection que l'atmosphère en était profondément viciée ; c'est ainsi que de nombreuses fosses, à peine couvertes et renfermant des cadavres, existaient sur le sol même occupé par les troupes et répandaient des émanations délétères.

A la suite de la prise de la tour Malakoff, en septembre 1855, il y eut en traitement dans nos ambulances 10,520 malades ou blessés, et, pour les soigner, 80 médecins seulement, dont plusieurs, succombant à la fatigue, furent enlevés soit par le choléra, soit par le typhus. On manquait aussi de bâtiments pour transporter les malades aux hôpitaux de Constantinople, en sorte que l'encombrement des ambulances détermina le développement de la pourriture d'hôpital. Après la prise de Sébastopol, les trou-

pes eurent un peu de repos et un temps magnifique, la santé générale fut momentanément meilleure, mais l'hiver ne tarda pas à reparaître plus rigoureux encore que le précédent. Dès le 8 décembre, le thermomètre descendit jusqu'à 14 degrés au-dessous de zéro; il en résulta 1,500 cas de congélation. Les soldats étaient d'autant plus disposés à subir les funestes influences du froid qu'ils étaient presque tous plus ou moins scorbutiques. « Le scorbut, écrivait le médecin en chef, ne laissera plus, si cela continue, un seul des anciens soldats du 2e corps. Le nombre des scorbutiques est énorme. Il est temps que l'hiver finisse et que les difficultés de tout genre qui en résultent cessent avec lui. Tout le monde fait des efforts surhumains pour améliorer la situation, et le résultat est presque nul, quoi qu'on fasse ; l'alimentation est toujours plus que médiocre ; on ne peut, au milieu de la boue, de la neige et de la glace, changer les campements qui s'infectent. Nos médecins d'ambulance et des régiments n'ont pas un instant de repos, ils succombent à la peine, et leurs forces épuisées trahissent leur courage ; chaque jour j'en perds un ou deux pour le service. » Dans ce même mois de janvier, le nombre des blessés par l'ennemi fut de 14 seulement, tandis que celui des malades était de 13,410, dont 4,000 scorbutiques et 1,500 typhiques. Le rapport du médecin en chef pour le mois de février révèle une situation encore plus lamentable ; les ambulances renfermaient 5,400 typhiques; en neuf jours 10 médecins étaient morts du typhus, et, peu après, 29 de leurs collègues eurent le même sort. Malgré ce lourd tribut payé à l'épidémie, le corps médical continuait à remplir son devoir avec un héroïsme et un mépris de la mort qui faisait l'admiration de l'armée; telle était la situation, lorsqu'au mois d'avril parut un ordre général pour annoncer la paix. Nos dernières troupes quittèrent la Crimée le 6 juillet 1856.

Nous avons vu quel était l'état sanitaire des troupes en Crimée, il nous reste à suivre les malades dans les hôpitaux. En Crimée, ils étaient reçus dans des ambulances pour être ensuite évacués sur Constantinople, Varna, Gallipoli et les autres villes où on avait établi des hôpitaux, puis, quand leur état le permettait, on les renvoyait soit à leur régiment s'ils étaient assez vigoureux, soit en France lorsque leur constitution était profondément altérée ou leur guérison incomplète.

Le transport des blessés et des malades était effectué sur des navires de guerre ou de commerce qui n'étaient pas disposés dans ce but; aussi leurs installations étaient-elles complétement insuffisantes.

Voici comment le médecin en chef de la flotte rend compte

de ce service : « Je ne puis passer sous silence les difficultés déplorables que rencontraient les chirurgiens de la marine en accompagnant les blesssés et les fiévreux de l'armée évacués sur Constantinople. La distribution des boissons et des vivres s'opérait sans aucune régularité... La guerre apparaissait dans toute son horreur ; des hommes épuisés par la maladie, à peine protégés par quelques lambeaux de couverture, arrivaient à la plage pour être embarqués.

« Qu'il me soit permis de signaler dans quelles conditions s'accomplirent plus d'une fois ces évacuations :

« Le vaisseau *le Jean-Bart reçut en février* 1855, 720 *militaires.* 300 avaient les extrémités inférieures congelées à divers degrés ; 200 étaient minés par des dyssenteries graves, la plupart compliquées de symptômes cholériformes ; 100 environ se trouvaient à l'une des périodes de la fièvre typhoïde ou du typhus ; les autres capables de marcher présentaient des bronchites, des fièvres intermittentes ou du scorbut ; grâce à la rapidité de sa marche le *Jean-Bart*, malgré le mauvais temps, fit une courte traversée ; la batterie basse avait été affectée aux maladies les plus graves, mais avec le mauvais état de la mer, on dut en maintenir les sabords exactement fermés ; ceux qui ont partagé les fatigues de cette campagne peuvent seuls se faire une idée du degré d'infection qui en fut la conséquence ; la ventilation était impossible, le nettoyage de la batterie ne pouvait se faire : comment en effet déplacer cette masse de malades serrés les uns contre les autres et dont la prostration était augmentée par le mal de mer. Sans doute les soins de propreté, les fumigations chlorurées, luttèrent avec constance contre cette cause sans cesse renouvelée d'empoisonnement miasmatique, mais ai-je besoin d'ajouter que ce fut sans résultat efficace? »

Un grand nombre d'hommes succombaient soit pendant la traversée, soit même dans le transport pour l'embarquement ou le débarquement. A l'encombrement des navires succédait l'encombrement des hôpitaux. Souvent les blessés n'avaient pas été pansés une seule fois depuis le départ de Kamiesch, car les chirurgiens qui accompagnaient les transports par navires de commerce, n'étant pas pour la plupart habitués à la mer, étaient bientôt malades eux-mêmes et par conséquent incapables de remplir leur mission.

Les hôpitaux purent naturellement recevoir une organisation plus complète que les ambulances ; ils laissèrent néanmoins beaucoup à désirer. Recevant sans cesse de nouveaux convois de blessés, de fiévreux, de scorbutiques et de typhiques, l'air y était vicié et insuffisamment renouvelé ; les émanations de tant

de malades accumulés deviennent facilement contagieuses ; le typhus y régnait. En février 1856, M. Baudens constata dans son inspection médicale, qu'il se déclarait en moyenne 150 cas de typhus par jour dans les hôpitaux de Constantinople parmi les hommes atteints d'autres maladies. Pendant quelques jours, la proportion devint considérablement plus élevée ; elle s'éleva à 257 par 24 heures.

La contagion diminua ensuite grâce à moins d'encombrement, à une ventilation des baraques plus complète et à une alimentation meilleure.

Les sœurs de charité rendirent d'immenses services. Jamais on ne comprit mieux l'utilité de ces saintes femmes et leur dévouement dans les soins à donner aux blessés ; elles se montrèrent héroïques de courage et d'abnégation ; trente et une d'entre elles périrent près des malades émus et reconnaissants à qui elles prodiguaient, sans témoigner ni dégoût ni inquiétude pour elles-mêmes, des soins d'une délicatesse incomparable. M. Baudens rapporte que la première qu'emporta le fléau, la sœur Walpon, disait en expirant : « La seule grâce que je demande c'est d'être enterrée avec les soldats, ils s'ennuieraient sans moi. »

Ces femmes dévouées eurent de dignes émules dans les armées russes et anglaises. C'est ainsi que la grande-duchesse Hélène Paulowna, accompagnée de trois cents dames se rendit de Saint-Pétersbourg en Crimée, et se dévoua avec elles aux malades des hôpitaux de Sébastopol et de Simphéropol.

La célèbre miss Florence Nightingale, de son côté, ayant reçu un appel pressant de M. Sidney Herbert, secrétaire d'Etat au département de la guerre, se transporta en Crimée accompagnée de trente-sept dames anglaises, qui furent bientôt suivies par d'autres. L'impulsion active et intelligente qu'imprima cette femme remarquable à l'organisation des ambulances et des hôpitaux anglais fut si heureuse, que la mortalité diminua presque aussitôt très sensiblement ; elle avait été épouvantable, au commencement de la campagne. Par exemple, en janvier 1855, les Anglais subirent de telles pertes, que si la mortalité avait continué dans les mêmes proportions, il eût fallu renouveler l'armée tous les trois cents jours.

Au début de la guerre, les malades anglais étaient moins bien traités que les nôtres, mais plus tard le service hospitalier reçut de grands perfectionnements ; leurs ambulances en Crimée étaient remarquablement propres. Les navires furent aménagés avec grands soins pour le transport des malades. Dans le port de Balaclava, M. Baudens visita une frégate-hôpital à vapeur anglaise, installée comme une grande salle de malades et conte-

nant 300 lits. Le confortable était poussé si loin qu'on avait à bord trois ou quatre vaches laitières.

Des prescriptions hygiéniques fort sages jointes à une alimentation choisie eurent un tel succès dans les hôpitaux anglais que le typhus n'y reparut plus depuis 1855. Toutes ces améliorations furent dues au dévouement des médecins et des dames infirmières. Miss Nightingale avait pu donner une grande extension à son œuvre de dévouement, grâce aux dons volontaires recueillis en Angleterre, en sorte qu'elle put faire des approvisionnements et introduire dans tous les établissements qu'elle visitait, un certain degré de confort qui se traduisit par une amélioration dans l'état des malades. Il n'en fut malheureusement pas de même pour les dons volontaires recueillis en France; au lieu d'être distribués par les soins d'un comité spécial et indépendant, ils furent remis à l'administration, confondus et englobés dans les fournitures gouvernementales. Ce résultat fut doublement fâcheux : les malades furent privés des secours supplémentaires qui pouvaient leur être si utiles, et les donateurs, ne connaissant pas l'emploi de leur argent, se découragèrent et cessèrent de venir en aide à notre vaillante armée.

Au milieu des difficultés de toute espèce engendrées par une guerre si longue à huit cents lieues de la mère patrie, l'administration fit tout ce qu'il lui était possible de faire. Fournir à peu près le nécessaire à une armée de 150,000 hommes si éloignée du lieu de production était une bien lourde tâche. Nos soldats accomplirent des prodiges d'héroïsme et de courage; nos médecins poussèrent le dévouement et l'abnégation tellement loin que, se refusant tout repos, la contagion fit d'affreux ravages parmi eux; le personnel de santé des ambulances et des hôpitaux perdit le quart de son effectif. — Ce qui manqua à notre armée, ce fut un corps de volontaires capables et instruits, qui, grâce aux dons nationaux, pût distribuer largement des secours, lorsque les efforts de l'administration et du corps médical se trouvaient insuffisants; subvenir, en un mot, aux dépenses imprévues et donner à nos malades ce confort que le gouvernement n'était pas à même de leur accorder.

II.

La campagne d'Italie fut aussi rapide que celle de Crimée avait été longue.

L'empereur débarqua à Gênes le 12 mai 1859 et prit le commandement de l'armée. Celle-ci venait à peine d'être réunie sur

le sol italien; elle était pleine d'ardeur et ne demandait qu'à marcher en avant; fière d'être commandée par l'empereur lui-même, acclamée par une population amie, son état sanitaire était excellent. Elle ne resta pas longtemps dans l'inaction, car un premier combat eut lieu à Montebello le 20 mai; la victoire des Français inaugura glorieusement la campagne et augmenta la confiance des soldats. Les armées ennemies étaient trop rapprochées l'une de l'autre pour qu'une bataille ne fût pas imminente; aussi après les combats de Palestro (30 et 31 mai) et de Turbigo (2 juin) eut lieu la bataille de Magenta. — La victoire des Français fut complète, mais chèrement achetée; les grenadiers de la garde, au milieu desquels était l'empereur, soutinrent seuls pendant quatre heures le choc de toute l'armée ennemie et, malgré leur extrême infériorité numérique, demeurèrent inébranlables jusqu'au moment où le corps d'armée du général Mac-Mahon vint prendre part à l'action. Les Autrichiens durent abandonner le champ de bataille en laissant 7,000 prisonniers; ils eurent environ 20,000 hommes hors de combat; les Français comptèrent 4,000 tués ou blessés. Trois jours après cette victoire, l'empereur faisait son entrée dans Milan, puis après avoir laissé un peu de repos aux troupes, il suivit les Autrichiens dans leur mouvement de retraite. Ceux-ci, prenant tout à coup l'offensive, repassèrent le Mincio et vinrent se masser devant Solferino; c'était le 24 juin; la bataille fut terrible; on compta en tués et blessés, dans les armées autrichienne, française et sarde 3 feld-maréchaux, 9 généraux, 1,560 officiers et environ 40,000 soldats ou sous-officiers; un tel carnage rappelait les plus sanglantes batailles du commencement du siècle. Le lendemain l'armée française commença le passage du Mincio; elle allait pénétrer dans le fameux quadrilatère, lorsque la paix de Villafranca vint interrompre le cours de ses succès et mettre fin à cette glorieuse campagne.

Ce rapide aperçu était nécessaire pour introduire le sujet qui nous occupe. Quelles étaient les conditions sanitaires de notre armée?

Composée de troupes venant de France et d'Algérie, elle comptait fort peu de malades dans son sein, au moment où elle foula le sol italien.

Les transports par chemins de fer et par bateaux à vapeur avaient été effectués dans une saison favorable, et le trajet n'était pas assez grand pour que l'encombrement dans les wagons ou sur le pont des navires pût avoir de graves inconvénients.

Le premier soin de l'intendance et du corps médical fut d'organiser des hôpitaux suffisants pour contenir tous les malades et

les blessés que la guerre allait bientôt leur envoyer. Le grand nombre d'édifices hospitaliers et religieux que possède le Piémont rendait cette tâche comparativement facile, principalement à Gênes, à Alexandrie et plus tard à Milan; sans parler de villes moins importantes comme Asti, Côme, Crémone, Lodi et bien d'autres où le service médical fut établi à mesure que les armées s'avançaient du côté de la Lombardie et que par suite des combats le nombre des blessés augmentait.

Sur un effectif de 200,000 hommes, il y eut, d'après le Dr Cazalas, 126,000 malades ou blessés qui ont fourni 4,698 décès, les militaires tués sur le champ de bataille n'étant pas compris dans ce chiffre de 4,698. Sur les 125,950 malades, on a compté, d'après la statistique officielle, 13,474 blessés français, savoir : 504 à Montebello, 233 à Palestro, 25 à Turbigo, 3,223 à Magenta, 180 à Ponte-Vecchio, 734 à Melegnano et 8,530 à Solferino. En portant à 12,476 le nombre des blessés ordinaires, c'est-à-dire par accidents ou causes diverses autres que les coups portés par l'ennemi, nous arrivons au chiffre rond et très approximatif de 100,000 fiévreux traités dans tous les hôpitaux de l'armée; c'est-à-dire la moitié de l'effectif total. Ce résultat est beaucoup moins effrayant qu'il ne le paraît au premier abord; car comme on vient de le voir plus haut la mortalité ne fut pas considérable.

« Les chaleurs excessives de l'été, écrit le Dr Cazalas, les miasme paludéens, l'agglomération des troupes, l'encombrement des hôpitaux et des ambulances, la putréfaction de cadavres et animaux de toutes sortes, telles étaient les conditions pathogéniques contre lesquelles l'armée d'Italie avait particulièrement à lutter. Il n'était pas possible de la soustraire à l'influence de la chaleur, puisque les opérations militaires commençaient à la fin du mois de mai, ni à l'action des miasmes palustres attendu que le théâtre de la guerre devait nécessairement se trouver dans des contrées très marécageuses.

« Mais par suite d'une activité et d'une vigilance qui n'ont pu échapper à personne et heureusement secondée par le commandement, l'administration et les médecins sous ses ordres, le médecin en chef de l'armée, malgré toutes les difficultés de la situation, a pu résoudre le grand problème qui consiste à prévenir, ou à faire promptement disparaître là où il n'avait pas été possible de les éviter, l'agglomération, l'encombrement et toutes les autres conditions d'infection miasmatique animale de nature à engendrer une grande épidémie typhique, de telle sorte que les maladies dont l'armée a été épidémiquement frappée excessivement nombreuses, mais réduites pour ainsi dire aux éléments

résultant des causes qu'il était impossible d'éviter, la chaleur et les exhalaisons paludéennes ont été d'une bénignité remarquable, bénignité à laquelle l'absence de privations et de fatigues prolongées a sans doute une large part, mais à laquelle a aussi puissamment contribué l'absence de typhisation générale et profonde qui a décimé si souvent les armées et qui a particulièrement exercé de si effroyables ravages en 1855 et en 1856 en Crimée et à Constantinople. »

Les soldats arrivant d'Afrique étaient principalement atteints d'affections bilieuses ou paludéennes dont ils avaient contracté le germe en Algérie. Les régiments qui venaient de France, au contraire, n'étant pas habitués à la vie de camps, étaient très sensibles aux brusques variations de température auxquelles le nouveau genre de vie qu'on leur faisait adopter les laissait exposés; il en résulta un assez grand nombre de cas de phlegmasies, comme bronchites, pneumonies, etc.

Au bout de quelque temps, les troupes, quel que fut le lieu de leur provenance, se trouvèrent presque exclusivement sous l'influence du climat de la Lombardie. Entrecoupée d'innombrables canaux et aménagée pour la culture du riz, cette région est extrêmement humide, en sorte que les fièvres intermittentes sont endémiques.

Le cinquième corps de l'armée d'Italie, placé sous le commandement du prince Napoléon, fut formé en Toscane et partit de Livourne pour rejoindre le gros de l'armée près du Mincio ; l'empereur avait prévu une action générale sur les bords de cette rivière et il avait écrit au prince de venir le rejoindre afin de lui prêter main-forte. Le prince Napoléon, désireux de prendre une part active à la guerre et commandant des troupes d'autant plus ardentes à combattre que jusqu'alors elle avaient été un peu mises à l'écart pour servir de réserve en cas de besoin, décida que pour se conformer strictement aux ordres de S. M. les marches journalières seraient augmentées. Les troupes se mirent en route animées d'un courageux enthousiasme, mais le soleil brûlant de la Toscane leur fit d'autant plus fortement sentir son influence que ces hommes portaient tous le chargement considérable du soldat français en campagne. On sait que le 5e corps arriva trop tard pour coopérer à la victoire de Solferino ; mais, chose remarquable, ces quelques jours de marche forcée eurent pour effet d'élever les pertes de cette portion de l'armée, qui semblait avoir été épargnée, aussi haut que celles des divisions mêmes qui avaient pris part à tous les engagements et passé à plusieurs reprises de longues heures sous le feu meurtrier de l'ennemi.

Nous avons terminé maintenant ce qui est relatif aux condi-

tions sanitaires de notre armée pendant la campagne d'Italie ; il reste à examiner quelles ont été les conditions des blessés immédiatement après les grandes batailles ; c'est là le sujet d'un livre qui a attiré fortement et justement l'attention générale, le *Souvenir de Solferino*, par M. Henri Dunant. L'auteur s'est trouvé comme simple touriste à Solferino le lendemain de la bataille ; il a été ému du sort de tous ces blessés abandonnés sans secours pendant un laps de temps parfois fort long, à la place même où ils étaient tombés. Frappé de l'insuffisance de l'administration et du corps médical pour subvenir à tant de souffrances, il a proposé et poursuivi depuis lors avec une rare persévérance l'organisation de Sociétés de secours en faveur des militaires blessés en campagne.

Voici le tableau que trace M. J.-H. Dunant du champ de bataille de Solferino :

« Le soleil du 25 éclaira l'un des spectacles les plus affreux qui se puissent présenter à l'imagination ; le champ de bataille est partout couvert de cadavres d'hommes et de chevaux ; les routes, les fossés, les ravins, les buissons, les prés, sont parsemés de corps morts, et les abords de Solferino en sont littéralement criblés.

« Les malheureux blessés qu'on relève pendant toute la journée sont pâles, livides, anéantis ; les uns, et plus particulièrement ceux qui ont été profondément mutilés, ont un regard hébété et paraissent ne pas comprendre ce qu'on leur dit ; mais cette prostration apparente ne les empêche pas de sentir leurs souffrances ; les autres sont inquiets et agités par un ébranlement nerveux et un tremblement convulsif. Ceux-là avec des plaies béantes où l'inflammation a déjà commencé à se développer sont comme fous de douleur ; ils demandent qu'on les achève et ils se tordent, le visage contracté dans les dernières étreintes de l'agonie.

« Celui qui parcourt cet immense théâtre du combat de la veille y rencontre à chaque pas et au milieu d'une confusion sans pareille des désespoirs inexprimables et des misères de tous genres. Le service de l'intendance continue à faire relever les blessés qui, pansés ou non, sont transportés sur des litières ou des cacolets aux ambulances volantes d'où ils sont dirigés sur les villages et les bourgs les plus rapprochés. Eglises, couvents, maisons, tout est converti en ambulances provisoires. Volta et toutes les localités environnantes réunissent une quantité considérable de blessés, mais le plus grand nombre est amené à Castiglione, où les moins invalides sont parvenus à se traîner. Pendant la journée du samedi, le nombre des convois de blessés devient si considérable que l'administration, les habitants et le détachement des

troupes laissées à Castiglione sont absolument incapables de suffire à tant de misères.

« Alors commencent des scènes aussi lamentables que celles de la veille, quoique d'un genre tout différent : il y a de l'eau et des vivres, et pourtant les blessés meurent de faim et de soif : il y a de la charpie en abondance, mais pas assez de mains pour l'appliquer sur les plaies; la plupart des médecins de l'armée ont dû partir pour Cavriana; les infirmiers font défaut et les bras manquent dans cet instant si critique....

« Pendant les huit premiers jours après la bataille, les blessés, dont les médecins disaient à demi-voix en passant près de leurs lits et en branlant la tête : *Il n'y a plus rien à faire*, ne recevaient plus guère de soins et mouraient délaissés et abandonnés. Cela n'était-il pas très naturel, vu le très petit nombre d'infirmiers en regard de la quantité énorme des blessés? N'était-il pas d'une logique aussi inévitable que désolante et cruelle de les laisser périr sans plus s'occuper d'eux, sans leur consacrer un temps précieux qu'il était nécessaire de réserver aux soldats susceptibles de guérison? »

Il y avait non-seulement insuffisance de chirurgiens dans les ambulances établies près du champ de bataille de Solferino, mais encore ceux qui s'y trouvaient n'étaient pas pourvus du matériel nécessaire au pansement des blessés, les fourgons du service étant restés en arrière; enfin, presque tous les infirmiers avaient été retenus dans les hôpitaux de Gênes et d'Alexandrie, où ils avaient peu à faire au début de la campagne, tandis qu'ils manquaient presque complétement là où leur présence eût été particulièrement nécessaire.

On comprend qu'après avoir été témoin d'un tel spectacle, M. Dunant ait appelé l'attention publique sur l'insuffisance des secours accordés aux blessés et ait cherché le moyen de diminuer et d'adoucir les calamités de la guerre.

Mais avant de faire connaître le résultat de ses efforts et l'organisation des sociétés internationales de secours, traversons l'Océan, et transportons-nous en Amérique pour trouver un exemple de ce que peut la charité chrétienne et l'initiative de quelques hommes de bien.

Dr DE VALCOURT.

(*Suite.*)

MÉLANGES

—

D'UN OBSTACLE A LA RÉALISATION

DE LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT EN FRANCE.

Toute assemblée délibérante a son ordre du jour. Il n'en est pas autrement de l'opinion publique, cette chambre populaire, où dans le secret des esprits et des consciences d'abord, puis par l'échange et le choc des pensées, dans les entretiens et les discussions, s'élaborent les graves questions qu'elle ne choisit pas toujours, mais que les événements, ou plutôt le président invisible qui dirige ces débats, lui soumettent sans qu'il soit possible de les éluder ou de les ajourner. Qui ne sent que parmi les questions mises ainsi à l'ordre du jour de notre siècle, une des premières est celle qui traite des rapports de l'Eglise avec l'Etat ?

A ce problème, à la fois social et religieux, quelques-uns s'étaient essayés ; ils l'avaient justement pressenti, avant que l'histoire contemporaine ne l'eût mis en évidence, et comme solution, ils avaient indiqué la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cette solution a trouvé sa formule dans une parole aujourd'hui célèbre. Cette parole, « *l'Eglise libre dans l'Etat libre* » a fait son chemin dans les Eglises comme dans les Etats les moins libres. Elle est devenue le mot d'ordre de la démocratie, un des premiers articles de la constitution de l'avenir, et sur les pierres qui doivent couronner l'édifice, il en est qui assurent la voir écrite. Elle est si simple, si évidente pour eux, qu'ils ne la discutent pas ; ils la posent, ils l'affirment ; c'est un axiome déjà et non plus une formule perfectible. Les uns l'émettent avec le fin sourire de qui y voit de loin, les autres avec la sereine autorité de la foi.

Nous ne demandons pas si la question est bien résolue, mais si elle est bien comprise. Qu'il nous soit permis d'expliquer notre pensée, et de dire comment nous concevons la fin de ce grave conflit qui ne peut qu'émouvoir de plus en plus notre génération.

§ 1. Nous nous mettons d'emblée en pleine réalité. Deux pouvoirs sont en présence : l'un, purement politique, l'Etat ; l'autre, religieux et politique à la fois, l'Eglise. Personne ne conteste notre qualification de l'Etat ; on s'étonne peut-être de celle de l'Eglise. Nous en sommes nous-même étonné ; mais en présence des récentes déclarations de l'Eglise, et de son obstination à défendre le peu qu'il lui reste de pouvoir temporel, il n'est pas possible de se dissimuler qu'elle prétend à diriger et les âmes et les hommes. Elle reconnaît l'Etat, sans doute, mais à la condition qu'il se subordonne à elle dans la mesure où le représentant de Dieu surpasse le représentant des hommes. C'est son idéal d'être la reine des rois. Que cette notion soit surannée, ridicule, inacceptable, nous l'accordons, mais encore est-il vrai qu'elle existe, et s'exprime telle quelle.

Ces deux pouvoirs coexistent parmi nous. L'Etat a son budget, son armée, son administration. L'Eglise a son budget aussi, allocations, dons, casuel ; elle a son armée : cinquante mille réguliers environ, sans compter les séculiers ; elle a son administration, incomparable d'obéissance et d'unité. Cet Etat, cette Eglise qui coexistent, doivent aussi cohabiter comme deux locataires sur un même terrain. Qu'arrive-t-il ? L'Etat dit : La maison est à moi ; je veux bien y tolérer l'Eglise, mais elle se pliera au régime de la maison, et m'y laissera le maître ; en retour de sa soumission et de son concours, je lui accorderai mes subventions et certaines latitudes ; elle sera mon locataire privilégié. L'Eglise accepte toutes ces faveurs qui lui paraissent une dette bien plus qu'une complaisance de l'Etat ; mais ne peut accepter de servir, elle par qui règnent les rois et par qui les empereurs aiment à se faire sacrer. Elle n'admet pas que son droit divin s'incline devant le droit humain et populaire ; et à son point de vue cela se conçoit. Voici donc en face, avec leurs prétentions séculaires, deux puissances distinctes et rivales. Il faut pour la paix publique qu'elles vivent en bonne harmonie, et elles se disputent sourdement la préséance et la domination. Elles se jalousent mutuellement, elles se portent ombrage ; et cependant (circonstance bien propre à leur aigrir le caractère et à les pousser tôt ou tard à bout) un engagement signé et connu sous le nom un peu ironique de Concordat, les oblige à vivre ensemble et à être amis comme par-devant notaire. La solution paraît ici bien simple : que chacune ait son domaine et reprenne sa liberté. Séparons ces

deux ménages, qui se réconcilieront peut-être à être séparés ; c'est-à-dire, séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Cette solution paraît plus simple qu'elle ne l'est, et nous y apercevons de grandes difficultés, en y réfléchissant. Et d'abord l'Etat repoute l'Eglise livrée à elle-même ; a-t-il tort? nous y répondrons tout à l'heure. Puis, fût-il sans appréhension de ce côté, voulût-il sincèrement cette séparation, comment la réaliser? Accordera-t-il à l'Eglise les libertés qu'elle réclame, de s'associer et de se propager? Lui rendra-t-il les droits confisqués par prudence, d'hériter, de posséder? Qu'arriverait-il? L'Eglise serait bientôt une formidable puissance ; le passé répond ici pour l'avenir. Aidée de son influence morale, secondée par une armée dont la discipline et le dévouement, déjà remarquables, redoubleraient en présence de si belles occasions, généreusement fournies par l'Etat, l'Eglise acquerrait une prépondérance dont elle userait dans le sens que nous savons, et que nous redoutons.

C'est une première conséquence. Il en est une autre qui créerait à l'Etat des embarras considérables. S'il accorde à l'Eglise la liberté de s'associer et de se réunir, pourquoi tarderait-il à la rendre au pays? Il ne peut faire d'exception. Que tous, sous la protection et dans l'observation des lois indispensables à l'ordre public, exercent les mêmes droits ; que le citoyen soit aussi libre que le chrétien ; égalité pour tous dans la liberté. Cette séparation impliquerait donc une extension générale de nos libertés, une transformation complète du régime actuel. La liberté religieuse appelle la liberté politique. Si vous laissez les hommes se réunir dans des églises pour s'entretenir de leurs intérêts éternels, comment leur interdirez-vous de s'assembler pour s'entretenir de leurs intérêts temporels? On n'accorde pas la liberté sur un seul point, c'est une inconséquence et un danger ; toutes les libertés sont sœurs, et elles s'aiment. Celle à qui vous donnez un logis y recevra bientôt celles à qui vous refusez le domicile légal. La politique irait vite s'abriter derrière la religion.

Si on objectait qu'il n'y a pas à donner à l'Eglise une liberté spéciale, mais à la mettre au régime de la loi commune, nous répondons que l'Eglise ne saurait vivre sous ce régime. Supposez donc l'Eglise réduite aux réunions de moins de vingt personnes, ou bien soumise à une autorisation préalable que le magistrat peut refuser comme il l'accorde ! Dans ce précaire, elle dépérirait vite ; car c'est la loi des Eglises qu'elles ne peuvent rester stationnaires ; si elles n'augmentent, elles diminuent. Or les restrictions légales, l'arbitraire seraient incompatibles avec sa vitalité, comme avec sa dignité. L'Etat l'a si bien senti, qu'il lui a constitué un droit exceptionnel, plus large que le droit commun,

indépendant des dispositions personnelles et momentanées d'une administration. Dans le Concordat, l'Eglise fait à l'Etat certaines concessions, et reçoit en échange certaines libertés. Ils l'ont bien compris, ceux qui demandent la séparation, soit pour remettre l'Eglise sous le joug des lois communes, soit pour décréter pour elle une législation exceptionnelle, mais dans le sens des restrictions.

L'Etat ne peut donc renoncer à un contrat qui lui subordonne l'Eglise, et dont la rupture l'entraînerait dans une situation politique toute nouvelle. Il ne peut pas non plus, étant le plus fort, se résoudre à devenir le plus faible dans un délai qui serait bref. Il ne veut pas, par prudence, fortifier une puissance rivale, et il ne veut pas, par un respect qui se conçoit, la livrer affaiblie à des adversaires. Il résiste donc à ceux qui demandent cette séparation dans des vues plus ou moins sincères, mais faciles à démêler, suivant leur provenance. Et franchement, nous mettant au point de vue de l'Etat (or par Etat nous entendons aujourd'hui le gouvernement, il n'est pas d'autre sens possible), nous comprenons qu'il s'en tienne à ce qui est, tout heureux de l'avoir, et avouant que si le Concordat n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Ainsi donc, l'un des contractants, l'Etat, ne veut pas la séparation et ne peut pas la vouloir. L'autre partie, l'Eglise, la désire-t-elle ? Avons-nous des raisons de croire qu'elle y consentirait ? Au contraire ; elle proteste, elle considère comme ennemis ou comme insensés ceux qui plaident sa cause de cette manière. En vain d'intelligents et éloquents conseillers lui affirment énergiquement qu'elle a tout à gagner à se séparer de l'Etat, à redevenir simplement spirituelle ; elle se passe de leurs conseils et les prie de se taire ; elle a peine à voir en eux ses amis. Et nul doute que s'il se trouvait un gouvernement disposé à rompre avec elle les attaches officielles, il reculerait devant son inimitié, prête à se produire, non pas en foudres vaticanes, mais en sourdes menées et en paralysante inertie.

Nous nous tenons, en parlant ainsi, dans la réalité. Ni l'Etat, ni l'Eglise, tels qu'ils sont, ne peuvent se séparer ; ils ne le veulent ni l'un ni l'autre. Divisés ailleurs, ils se donnent ici la main, et leur accord le plus intime se fait en ce point qu'ils ne veulent pas se séparer, même ne s'entendant pas. C'est leur expresse et leur meilleure volonté réciproque. Qu'ils soient ennemis, c'est possible. Qu'ils soient séparés, c'est impossible ; et ils ont eu soin de se lier par un engagement écrit qui les rassure contre les éclats ou les coups de tête. Ils se brouillent, mais ne rompent pas ; comme des frères siamois, unis, même se tournant le dos, ils ont à la fois peur et besoin l'un de l'autre.

On aura remarqué, peut-être, que comme par Etat nous entendons le gouvernement et ne pouvons entendre autre chose, par Eglise nous entendons le catholicisme, et cela aussi parce que nous ne pouvons l'entendre autrement. Lorsqu'en France on parle de l'Eglise et de l'Etat, on en raisonne souvent d'une manière abstraite ; nous les prenons tels qu'ils sont. L'Etat, l'Eglise, ce n'est pas la France d'un côté, la religion de l'autre ; c'est un pouvoir impérial et un pouvoir papal, il ne faut pas l'oublier. Et nous, protestants, quand nous traitons cette question, nous la considérons trop sous un jour spécial, et pour ainsi dire, protestant. C'est comme sujets de l'empire français, en l'an de grâce 1865, et presque comme catholiques (si cette fiction est momentanément possible) que nous devons envisager cette situation ; et ainsi envisagée, elle nous paraît inextricable. Nous ne concevons pas qu'un ami de la liberté restreinte, ni qu'un catholique complet réclament une séparation que l'Etat redoute avec raison pour lui, comme l'Eglise la craint de son côté.

Nous arrivons à ce résultat : dans l'état présent des choses, cette séparation est impossible ; car il se trouve qu'il y a dans notre pays deux puissances en face : l'Etat, l'Eglise, aspirant tous les deux à dominer. Elles sont unies, mais avec cette arrière pensée : jusqu'à ce que j'absorbe. L'Etat veut régner, et aussi l'Eglise. Peuvent-elles donc subsister en face l'une de l'autre, dans un équilibre parfait et stable? Non, car elles ont chacune leur ambition.

L'Etat absorbera-t-il l'Eglise? parviendra-t-il à la détacher de Rome et à lui faire repasser les monts qu'elle a passés? réussira-t-il à en faire sa complice ou sa servante? Il n'y aurait plus alors l'Eglise que nous connaissons; il n'y aurait plus d'Eglise, à bien dire, mais une police des âmes, et le culte ne serait plus que de l'administration.

L'Eglise absorbera-t-elle l'Etat? une théocratie est-elle possible? Non, nous le sentons tous.

Ils ne cèderont donc ni l'un ni l'autre, et cependant ni l'un ni l'autre ne peut disparaître. Ce n'est pas un duel où l'un des combattants meurt ; ce n'est pas une de ces rencontres après lesquelles on s'en va rompre le pain d'une amitié née du combat. Tels qu'ils sont, ils ont à vivre ensemble, et le jour où ils se sépareraient, ils commenceraient à s'entre-déchirer. Il y aurait un vainqueur et un vaincu, sans doute, mais tôt ou tard le vaincu se relèverait et reprendrait la lutte. Cruelles alternatives, où s'useraient, sans profit et sans progrès, s'épuisant dans un cercle vicieux de notions fausses, les forces vives de notre peuple, digne de meilleures choses.

Nous croyons qu'une séparation n'est pas possible AUJOURD'HUI, parce qu'elle n'est pas voulue par les principaux intéressés.

§ 2. Et cependant nous souffrons de cette situation ; il nous semble qu'elle ne peut se prolonger bien loin, tant est anormale et de plus en plus difficile cette alliance de l'Eglise et de l'Etat. Pourquoi cela ? parce que nous nous faisons, nous tous qui pensons ainsi, une idée nouvelle tant de l'Etat que de l'Eglise. C'est ce que nous voudrions mettre en lumière pour ceux qui souhaitent une séparation, sans se rendre compte de ce qu'elle suppose et implique.

Quoi de plus naturel que l'alliance de l'Eglise et de l'Etat dans la France de Louis XIV? L'homme qui peut dire : L'Etat, c'est moi! et l'homme qui peut dire, dans le même sens : Dieu, c'est moi! sont faits pour s'entendre, et mettront sans peine en commun leur moi pour la régie des âmes et des gens. Entre le droit divin de Louis XIV et le droit divin du pape, l'affinité est naturelle. C'est un même pouvoir confié par Dieu à deux hommes; ce sont deux ministres d'une même Providence qui les a préposés, l'un au spirituel, l'autre au temporel. Parler alors de séparer l'Eglise de l'Etat, concevoir le trône sans l'autel, c'est un non-sens. Le pape laïque et le pape ecclésiastique sont frères, pour le bonheur des peuples et à la grande gloire de Dieu.

Cette alliance nous paraît aussi naturelle et nécessaire quand l'Etat subsiste, non plus de droit divin direct, mais, si l'on peut parler ainsi, de droit divin indirect, en tant qu'il est dit : *Vox populi, vox Dei.* Sans aucun doute, l'élu d'un peuple peut dire avec bien plus de force que Louis XIV : L'Etat, c'est moi. Il se fait alors un rapprochement d'instinct entre le représentant du peuple et le représentant de l'Eglise, entre ces deux incarnations de l'Eglise et de l'Etat. Les deux pouvoirs, l'un de provenance soi-disant divine, l'autre d'origine humaine bien connue, se rencontrent dans un mutuel besoin, par l'entente des pouvoirs forts et absolus. Qui se ressemble, s'assemble.

Nous en dirons autant de tout Etat où l'individu serait sacrifié à l'association : socialisme et catholicisme sont jumeaux et faits pour s'entendre.

Tant qu'il y aura ce qui s'appelle un Etat, ce qui s'appelle une Eglise, entre eux il y aura alliance. Tant que, à côté et au-dessus des peuples, bien qu'issu d'eux, se tiendra un pouvoir distinct d'eux, tellement qu'on pourra distinguer entre le pays et le pouvoir; — tant qu'il y aura l'Eglise, c'est-à-dire un corps spécial, isolé, fonctionnant à part, tellement qu'on pourra distinguer entre l'Eglise et la religion, il est inutile de songer à séparer cet Etat de cette Eglise. Le plus sage, au contraire, quand on les

conçoit ainsi, c'est de chercher à les unir pour une direction forte et commune. Ce sont deux faces du pouvoir, l'une regardant le dedans, l'autre le dehors. L'Etat est pour le citoyen et l'Eglise pour le chrétien; ils se partagent la tâche, mais ils opèrent sur un même sujet. C'est-à-dire que dans cette conception de l'Etat et de l'Eglise, il est impossible de les isoler; c'est un gouvernement en partie double. Il convient alors que comme il y a un seul monarque, il y ait autant que possible une seule Eglise, et entre eux l'harmonie. Se figure-t-on l'embarras d'un humble sujet sommé par l'Eglise de désobéir à son prince, ou mis en demeure par le prince de manquer à son Eglise? C'est écarteler au moral. Mais, au contraire, qu'il est heureux celui qui, à droite comme à gauche, trouve autour de lui des maîtres imposants, se faisant mutuellement valoir, exhortant mutuellement leurs justiciables au respect et à la soumission, et les y maintenant, entre le trône et l'autel, dans une majestueuse unité! Dans un tel pays, il faut avoir le caractère bien mal fait, il faut être bien ingrat pour ne pas sentir son bonheur. Et je comprends que le plus grand crime y soit non pas l'homicide, mais la rébellion.

Les voyageurs racontent qu'il est un peuple où règnent des idées tout autres de l'Eglise et de l'Etat. L'Etat n'y est pas cette fiction de l'absolutisme où un individu incarne et exprime une nation; il n'est pas davantage cette fiction socialiste où, à l'être sans réalité qu'on appelle société, l'individu réel est sacrifié; à bien dire, il n'y a rien qui corresponde à ce que nous nommons l'Etat; c'est une nation se dirigeant elle-même; chaque citoyen a sa part du pouvoir qu'il délègue par élection à ceux qu'il juge les plus dignes ou les plus capables de le représenter. De sorte que, quand il se donne un chef, il l'aime et lui obéit; de sorte qu'entre le pays et le pouvoir, il est impossible de distinguer, et que ce mot d'Etat, applicable chez nous, n'y a réellement aucun sens. Quant à l'Eglise, vous ne trouverez pas, dans cette nation, un corps spécial, un clergé, pour servir des intérêts isolés ou étrangers. Il y a des Eglises diverses, nombreuses, croissant et multipliant en pleine liberté, dans le terrain de la loi commune, et, comme on s'y réunit entre concitoyens pour s'entretenir de ce qui intéresse la cité ou la patrie, on s'y assemble entre frères pour prier, s'exhorter, parler de son Dieu. Nous nous imaginons qu'on n'y serait pas compris à traiter *ex professo* la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. On ne s'y doute pas, en effet, que l'Eglise est séparée de l'Etat, parce qu'on n'y connaît pas deux puissances rivales de ce nom. Ce n'est pas une Eglise libre dans un Etat libre; ce sont des Eglises libres

dans un peuple libre. Chacun y croit suivant sa conscience, et se joint à ceux dont il partage la foi. Ces citoyens sont religieux; ces croyants sont citoyens. Patrie, religion, n'éveillent en eux l'idée d'aucune opposition et ne les mettent pas dans une cruelle alternative. Ils exercent librement tous leurs droits, et les droits de la religion y sont égaux à ceux de la politique, ni plus ni moins étendus. L'homme n'y est pas dédoublé, il est un. Le croyant ne se méfie pas de son opinion politique, ni le citoyen de sa foi religieuse. Les religions d'Etat, ou même les religions de la majorité y sont inconnues. En ce pays, l'unité sociale et religieuse, c'est l'individu, et non pas, comme chez nous, l'Etat ou l'Eglise.

Peut-être commence-t-on à saisir notre pensée. Demander la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est demander une conception nouvelle des deux, c'est demander que l'Etat soit la nation, et que l'Eglise soit la religion; c'est renoncer à la notion socialiste ou absolutiste du pouvoir civil comme du pouvoir religieux, à cette idée qu'on dit latine et nôtre, de l'unité à tout prix, dans tous les domaines. C'est pourquoi nous ne comprenons pas ceux qui, élevant un drapeau sur lequel ils écrivent : Eglise libre dans l'Etat libre, se croisent les bras, comme s'il y avait dans leur formule une vertu propre et magique. Quiconque prononce ces mots devrait sentir qu'il s'engage par eux, dans la mesure de son influence et de sa conviction, à préparer les esprits et les consciences pour cet ordre de choses si nouveau. Il faut que les mœurs précèdent et préparent les lois; c'est moins un remède qu'un régime, qu'il convient d'appliquer ici; c'est une constitution morale à refaire avant tout. Un décret, un sénatus-consulte viendrait apprendre demain matin à la France surprise que l'Eglise est séparée désormais de l'Etat, que la France n'y comprendrait rien. Quelques hommes d'élite, notre famille protestante, les amis intelligents du catholicisme, ses ennemis y applaudiraient. Mais, en réalité, cette séparation qui semblait devoir tout remettre à sa place, inaugurerait une situation dont il est permis de dire, pour le moins, qu'elle serait un malaise, sinon une révolution, parce qu'on n'est pas encore prêt pour elle chez nous. Supposez, au contraire, ces notions de foi personnelle et d'individualité qui nous sont chères, gagnant et se substituant à la chimère d'unité extérieure, à cet idéal français qui nous a déjà tant coûté; supposez des habitudes d'initiative, de liberté et de responsabilité personnelle remplaçant nos habitudes de paresse, d'abdication, de routine moutonnière; supposez un esprit religieux, des convictions consciencieuses et vécues, évinçant notre esprit sceptique, incrédule, de soumission

hypocrite, de laisser-faire nonchalant, de formalisme sans vie, et, sans violence, sans déchirements, tout change. Que la majorité, ou même une minorité sérieuse, soit en France, comme nous protestants, comme la plupart de ceux qui lisent ces lignes, est-ce que nous sentons au dedans de nous une Eglise, un Etat qu'il faille séparer? Est-ce que nous n'aimons pas chrétiennement notre pays? Est-ce que nous ne concevons pas patriotiquement notre foi? Est-ce que nos devoirs de chrétiens n'impliquent pas nos devoirs de citoyens, sans les opposer?

Nous croyons donc que c'est l'idée catholique qu'il faut chasser de notre pays : nous ne dirons pas le catholicisme en tant que religion, mais en tant qu'éducation morale, en tant qu'il habitue les âmes à ne pas se diriger elles-mêmes, réclamant l'abdication de l'individu au bénéfice de l'Eglise, et perpétuant ces fausses notions de la foi qui ont leur contre-coup dans la vie tout entière. C'est ce socialisme religieux dont s'accommode notre paresse morale, que nous rencontrons ici comme premier obstacle, et c'est l'individualisme chrétien, le seul qui soit sans danger, qu'il faut avant tout propager et comme acclimater sous notre ciel. La tâche aujourd'hui est avant tout morale et religieuse. C'est dans les consciences, plus que dans les conseils d'Etat ou dans les commissions, que se prépareront les progrès pour l'avenir. En vain vous répandriez des idées politiques plus saines, plus hautes, si elles n'ont pas pour point d'appui l'idée morale, elles ne tiendront pas. Vous aurez des révolutions, mais non des transformations durables. C'est, selon nous, pour les écoliers attentifs une des leçons les plus claires de ce temps, que la conception religieuse est déterminante de la conception sociale et politique. Suivant que l'on croit ou que l'on ne croit pas, on vit et on organise ici-bas. A l'idéal religieux correspond un idéal terrestre : le présent dépend de l'avenir peut-être autant que du passé, si on y regarde bien. Il est certain qu'un matérialiste ne dirigera pas, n'ordonnera pas comme un chrétien. Un roi déiste ne régnerait pas comme un roi panthéiste. Quand on aura renouvelé l'esprit religieux de la France, on aura du coup transformé l'esprit public, social, politique. Un peuple de chrétiens serait vraiment dans tous les sens un peuple d'hommes nouveaux.

Dans l'état actuel des consciences et des esprits, demander la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est courir au-devant de modifications stériles, si on l'obtenait. Peut-être même poser la question sous cette forme, est-ce ne pas la comprendre? Et le patriote comme le chrétien protestent au fond, parce que, quand on ne sent pas en soi une Eglise et un Etat, on ne peut deman-

der au dehors la séparation de ce qui ne se distingue pas au dedans. *L'Eglise libre dans l'Etat libre*, c'est encore une parole catholique; et nous, chrétiens et protestants, nous dirions, si nous avions à dire : *La religion libre dans la nation libre.*

A tous ceux donc qui mettent l'Etat, la société, l'Eglise, les unités factices et arbitraires à la base de leur construction politique ou religieuse, à tous les socialistes, absolutistes, catholiques conséquents, nous ne croyons pas permis ni possible de mettre cette séparation dans leur programme et dans leurs vœux. Quant aux autres, à toutes les individualités consciencieuses et religieuses, rien de plus logique et de plus légitime que cette revendication de leur part. Ce n'est pas pour elles une formule creuse, une machine de guerre, c'est un cri de conscience, et nous sommes assuré qu'elles ne se bornent pas à le pousser, mais qu'elles l'accompagnent d'un prosélytisme fécond. Ce ne sont pas les hommes moraux et religieux que craignent les gouvernements; ce sont les hommes politiques, tout de calcul et d'ambition. Ce que l'Etat redoute, ce n'est pas la religion; il n'a jamais eu à se plaindre des hommes de foi, mais souvent des hommes d'Etat de l'Eglise. On peut donc, sans exciter aucun ombrage, se consacrer à cette éducation de l'esprit public; par elle, préparer les révolutions qui se font sans révolutions; par elle, mûrir les questions qui tombent alors comme des fruits mûrs d'un arbre, au lieu d'être tranchées encore vertes.

C'est notre conviction que si notre peuple entrait dans cette voie chrétienne de la liberté morale, qui est la liberté mère, une transformation profonde et pacifique s'effectuerait dans ses mœurs, dans ses idées, pour passer bientôt dans les faits et dans les lois. Nous ne savons, bien que nous l'espérions, s'il sera jamais gagné au pur christianisme. Mais ce qu'on peut affirmer, c'est que, dans une nation chrétienne, la question qui nous a occupé un moment, n'aurait pas à se poser sous cette forme; elle serait résolue d'elle-même. Si l'Eglise se transformait, si de frein politique et d'organisation humaine, elle redevenait une famille religieuse, une libre association de croyants; si, renonçant à régner, le catholicisme se dévouait à sauver et à élever les âmes, s'il ne gardait que la croix et abdiquait le sceptre, il amènerait ce dénoûment. C'est à nous tous qui nous sentons mûrs pour un état nouveau, contenant nos impatiences, à préparer les temps désirés où de telles questions, ainsi posées, ne seront plus comprises; ou l'Eglise et l'Etat ne se livreront plus devant les peuples le duel de la domination; où l'on ne concevra plus comment l'homme fut double, citoyen d'un côté, croyant de l'autre; où il n'y aura plus que des individus professant librement leur foi

dans des nations libres, dans des Eglises libres. Ce n'est pas dans les lois que l'Eglise et l'Etat se sépareront d'abord ; c'est dans les consciences que cette dualité se résoudra. Elle ne sera pas tranchée, elle disparaîtra. Ce ne seront pas des adversaires réconciliés; on ne réconcilie pas dans un homme la tête et le cœur ; on ne les réconcilie pas non plus dans un peuple : on les laisse vivre dans l'unité et dans la diversité de la vie, chacun à sa place.

Si l'Eglise et l'Etat sont un jour séparés, et nous croyons que ce jour viendra, ils le seront comme dans un homme la main droite est séparée de la main gauche ; et, si ce n'est pour la charité, la main droite n'ignorera pas ce qu'aura fait la main gauche.

G. Delmas.

LITTÉRATURE

—

LE CHRISTIANISME DE POLYEUCTE

FRAGMENT D'UN COURS SUR CORNEILLE, DONNÉ A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE MONTAUBAN.

Nos études sur *Polyeucte* seraient incomplètes, si nous ne nous demandions pas ce qu'est le christianisme dans cette tragédie que Corneille appelle lui-même une « tragédie chrétienne. »

Mais c'est là une question complexe, et il importe d'en distinguer avec soin les éléments divers. — On peut se demander si le christianisme de Polyeucte est dramatique; c'est une question d'art. — On peut se demander s'il répond à ce qu'était, vers l'an 250, le christianisme des martyrs pendant la persécution de Décius; — c'est une question d'histoire. — On peut se demander enfin s'il est conforme à la vérité chrétienne de tous les temps et de tous les lieux; — c'est une question de religion.

Vous savez, Messieurs, quelle était, sur le premier point, l'opinion de Voltaire, et vous connaissez ces vers :

De Polyeucte la belle âme
Aurait faiblement attendri,
Et les vers chrétiens qu'il déclame
Seraient tombés dans le décri,
N'eût été l'amour de sa femme
Pour ce païen, son favori,
Qui méritait bien mieux sa flamme
Que son bon dévot de mari.

L'auteur du *Génie du christianisme*, et depuis lui, Vinet et M. Sainte-Beuve ont suffisamment vengé Polyeucte des ironiques dédains de Voltaire. Polyeucte, avec son enthousiasme de néophyte, avec son ardeur imprudente et impétueuse, est un personnage vraiment dramatique et qui répond à toutes les exigences de la scène; à ce point de vue, ses défauts et ses emportements mêmes ne sont qu'une beauté et une vérité de plus. Otez à Polyeucte son bouillant enthousiasme et ses héroïques imprudences, et vous supprimez la tragédie. Qu'au lieu d'aller briser les

images des dieux, Polyeucte se tienne en repos, en s'abstenant de tout acte d'idolâtrie, il sera plus fidèle au véritable esprit du christianisme, mais ce ne sera plus un personnage fait pour la scène. Tel que l'a conçu le génie de Corneille, c'est, au contraire, l'une des plus belles créations qu'il y ait au théâtre.

Reconnaissons toutefois, Messieurs, que le christianisme stoïque de Polyeucte, qui « ne regarde Pauline que comme un obstacle à son bien, » nuit à l'effet dramatique de ce rôle, si grand et si admirable d'ailleurs. Il aurait été plus touchant et plus vrai si son amour pour Pauline eût paru davantage, si le combat lui eût été plus douloureux et la victoire plus coûteuse. Nous verrons tout à l'heure qu'avec un peu plus d'humanité Polyeucte aurait été aussi plus chrétien ; car ici, comme ailleurs, la vérité morale et la vérité esthétique se confondent, et les vrais principes de l'art s'accordent avec les vrais principes de l'Evangile.

Il n'en demeure pas moins vrai que le christianisme de Polyeucte se justifie au point de vue dramatique. Peut-il se justifier aussi au point de vue de l'histoire? — Nous croyons pouvoir répondre affirmativement à cette seconde question comme à la première. Corneille nous paraît fidèle, au moins dans les traits généraux et essentiels, aux données historiques; Polyeucte reproduit assez bien la physionomie des martyrs du troisième siècle, telle qu'elle nous a été conservée par les contemporains. C'est la même exaltation un peu farouche, c'est le même enthousiasme un peu emporté; c'est le même mépris un peu excessif de la vie présente, de ses biens, et aussi de ses devoirs ; c'est le même détachement un peu trop stoïque de tous les liens du sang et de toutes les affections naturelles; c'est surtout la même soif du martyre, le même empressement fiévreux et maladif à courir au-devant de la mort. On n'a qu'à lire les écrits des auteurs ecclésiastiques du temps pour rencontrer mille exemples d'un caractère semblable à celui de Polyeucte. La persécution en effet avait exalté les imaginations et les cœurs ; la terre n'apparaissait aux chrétiens que comme l'impur et sombre royaume de Satan, destiné à une ruine prochaine. Ils traversaient le monde sans y prendre racine, y vivant en étrangers et presque en ennemis, et aspirant à le quitter avec une impatience mêlée de haine et de frayeur. De là, ce mépris absolu pour toutes les choses, même légitimes, de la terre, qui leur rendait tous les sacrifices faciles. — Il y avait plus encore : le sang du martyre passait aux yeux des chrétiens d'alors pour avoir une vertu expiatoire et salutaire : il venait s'ajouter au sang de Jésus-Christ pour effacer tous les crimes et pour mériter la gloire éternelle. La palme des confesseurs avait presque usurpé la place de la croix. De là, l'ardeur des chrétiens à provoquer eux-mêmes les colères de leurs persécuteurs, et leur empressement à rechercher le martyre. — C'est l'ordinaire effet de la persécution, quand elle se prolonge, de produire de funestes excès en même temps que des fruits admirables. Elle exalte l'orgueil aussi bien que l'héroïsme, et elle

enfante le fanatisme quand elle ne conduit pas à l'abattement et au désespoir. — Ce qu'il y a d'excessif dans le christianisme de Polyeucte se justifie donc au point de vue de l'histoire comme au point de vue de la scène.

Mais peut-on le justifier aussi au point de vue chrétien? Ceci nous amène à la dernière question que nous nous sommes posée : le christianisme de Polyeucte est-il conforme au christianisme de l'Evangile?

M. Vinet a écrit sur ce sujet de courtes mais significatives paroles. « *Polyeucte*, dit-il, est toujours cité comme la pièce chrétienne par excellence; mais je ne puis dire, pour ma part, que l'impression que j'en reçois soit toujours chrétienne. » — Je dois dire que je partage entièrement l'impression de M. Vinet. Corneille me paraît, dans *Polyeucte*, avoir passé à côté du christianisme véritable : il en a saisi quelques traits dont s'est emparé son puissant génie et qu'il a mis dans un relief admirable, mais ce qui fait le fond intime et le caractère distinctif du christianisme semble lui avoir échappé. — Ce jugement, Messieurs, vous paraîtra sévère peut-être, et il a besoin d'être justifié devant vous. Permettez-moi donc d'entrer dans quelques développements.

Et d'abord, j'ai hâte de rendre hommage à l'élément de vérité chrétienne relevé avec tant d'éclat par Corneille. On ne peut lire la tragédie de *Polyeucte* sans songer à cette parole prononcée par Pierre et Jean devant le sanhédrin de Jérusalem, et qui est devenue la devise des martyrs de tous les siècles : « Jugez vous-mêmes s'il est juste devant Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu. » Et l'on voit aussitôt passer sous ses yeux l'héroïque cortége des confesseurs de Jésus-Christ, qui ont scellé leur foi de leur sang, et ont affronté les derniers supplices plutôt que de renier leur Maître, leur Sauveur et leur Dieu. Cette inflexible fidélité au devoir, ce sacrifice absolu des biens et de la vie lorsque Dieu l'exige, cette sainte joie de souffrir pour l'Evangile, tout cela est profondément chrétien, et ne saurait être trop rappelé à notre génération amollie, qui se contente trop souvent d'un christianisme commode et facile dont la profession ne coûte aucun sacrifice. — J'en dis autant de cette austérité que respire la tragédie tout entière et que nous avons trop désapprise :

Dieu ne veut point d'un cœur où le monde domine,
Qui regarde en arrière, et, douteux en son choix,
Lorsque sa voix l'appelle, écoute une autre voix...
. . . . . ce Seigneur des seigneurs
Veut le premier amour et les premiers honneurs.
Comme rien n'est égal à sa grandeur suprême,
Il ne faut rien aimer qu'après lui, qu'en lui-même,
Négliger, pour lui plaire, et femme, et biens, et rang,
Exposer pour sa gloire et verser tout son sang [1].

[1] *Polyeucte*, acte I, sc. I.

Voilà sans doute des maximes tout à fait chrétiennes, et il est inutile de rappeler les déclarations formelles de Jésus telles que celles-ci : « Celui qui, après avoir mis la main à la charrue, regarde en arrière, n'est point propre pour le royaume de Dieu. — Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi n'est pas digne de moi, et celui qui aime son fils ou sa fille plus que moi n'est pas digne de moi. » — Ce n'est pas que le christianisme vienne fermer notre cœur aux affections légitimes et saintes : il les fortifie au contraire, et les rend plus profondes parce qu'il les rend éternelles. Mais elles doivent être subordonnées toutes ensemble à une affection maîtresse et souveraine, l'amour pour Jésus-Christ. C'est Jésus-Christ qui doit occuper la première place dans notre cœur comme dans notre vie ; c'est en lui que nous devons aimer toutes choses comme nous devons faire toutes choses en son nom et pour lui.

Nous souscrivons donc volontiers aux paroles de Néarque à Polyeucte; — non pas toutefois sans faire une réserve sur un point qui nous paraît capital. — Ce n'est pas, en effet, de Jésus-Christ qu'il est question dans les vers que nous citions tout à l'heure; ce n'est pas lui, c'est Dieu, — le Créateur et le maître des hommes, — qui réclame le don du cœur, l'obéissance parfaite, le sacrifice de nos biens, de nos affections et de notre vie. Or c'est précisément le don du cœur à Jésus-Christ, l'obéissance à Jésus-Christ, le sacrifice sans réserve de tout ce que nous avons et de tout ce que nous sommes à Jésus-Christ, qui constitue le fond de la religion chrétienne. Otez cela du christianisme, et vous avez supprimé le christianisme lui-même ; nous revenons au Dieu de l'ancienne alliance et nous échangeons la loi de l'Evangile contre la loi du Sinaï. C'est là, Messieurs, la lacune fondamentale que je constate dans le christianisme de *Polyeucte :* c'est un christianisme dont on a ôté la personne et l'œuvre de Jésus-Christ. Nous venons de surprendre cette lacune à propos de la notion de l'obéissance et du sacrifice ; nous la retrouverons partout.

Et n'est-ce pas cette lacune même qui explique ce que l'obéissance et le sacrifice ont, chez Polyeucte, de froid et presque de dur ? Polyeucte aime Pauline, et il lui en coûte de la quitter, nous le reconnaissons volontiers; mais il faut bien reconnaître aussi que son amour pour elle est un peu froid et qu'il se résigne trop facilement à abandonner cette femme épousée depuis quinze jours. Il y a, dans son renoncement, quelque chose d'impassible et de sec, qui trahit plutôt le disciple de Zénon que le disciple de Jésus-Christ. Or, le christianisme, vous le savez, ne ressemble pas au stoïcisme : le Dieu fait homme connaît trop bien notre nature pour nous commander une insensibilité égoïste et froide qui n'a rien d'humain, et qui serait presque un suicide. Jésus a connu la douleur ; il a pleuré sur Jérusalem incrédule, il a pleuré sur le tombeau de Lazare, et il a sanctifié nos larmes en les versant ; il a aimé, souffert et pleuré comme nous, et il ne nous défend pas d'aimer, de souffrir et de pleurer

à notre tour. Au contraire le cœur le plus chrétien, est celui qui aime le plus et qui, par conséquent, souffre le plus. De là, ces combats et ces luttes, ces déchirements et ces larmes que Polyeucte n'a pas assez connus, et qui l'auraient rendu plus chrétien en même temps que plus dramatique; car le chrétien est l'homme véritable, et c'est l'homme seul qui nous touche et qui nous émeut sur la scène.

Ainsi, — et j'y insiste à dessein, de peur d'être mal compris, — ce n'est pas le sacrifice de ses affections les plus chères que je blâme dans Polyeucte; — car ce sacrifice est profondément chrétien; — ce que je blâme, c'est ce qu'il y a de stoïque et de sec dans ce sacrifice lui même; ce que je blâme surtout, c'est que Jésus-Christ n'en est pas l'objet et n'y a point de part. Ce n'est pas au nom de Jésus-Christ que s'accomplit le sacrifice; et, vous le savez, ce qui ne se fait pas au nom de Jésus-Christ, n'est pas chrétien. — Il y a donc, dans l'obéissance de Polyeucte, une double lacune; et ces deux lacunes tiennent étroitement l'une à l'autre; car le sacrifice accompli au nom de Jésus-Christ, et le regard attaché sur l'homme de douleur qui a connu nos déchirements et nos larmes, a quelque chose de profondément humain qui en rehausse le prix et qui manque à tous les autres sacrifices.

Un autre reproche non moins grave peut encore être adressé à Polyeucte. Le fanatisme emporté qui l'entraîne au temple pour y briser les idoles ne saurait se justifier au point de vue chrétien. Cette violence agressive et tumultueuse est tout à fait contraire à l'esprit de l'Evangile. Jésus n'a-t-il pas repris sévèrement les deux disciples qui voulaient faire descendre le feu du ciel sur la bourgade inhospitalière de Samarie? « Vous ne savez, leur disait-il, de quel esprit vous êtes animés. » Jamais Jésus n'a employé la violence; ses armes ont toujours été des armes spirituelles : la parole, la prière et l'amour. Ce qu'avait été le Maître, les premiers disciples le furent aussi. Jamais ils ne se révoltèrent contre les puissances établies, et ils respectèrent toujours les institutions, même mauvaises, de la société où ils vivaient. Jamais surtout on ne les vit se précipiter comme des forcenés dans les temples païens, et y renverser les idoles. Pour rencontrer de tels exemples, il faut descendre jusqu'au troisième siècle, mais l'histoire de la primitive Eglise ne nous en offre pas un seul. — Voyez saint Paul à Athènes. Qui, plus que lui, souffrait au spectacle de cette ville immense plongée dans les ténèbres de l'idolâtrie et de la superstition? Qui, plus que lui, brûlait d'un saint zèle pour le nom de Jésus-Christ et d'un ardent amour pour les âmes? Et cependant le voyons-nous pénétrer violemment dans les temples d'Athènes pour y renverser les statues des dieux? Au contraire, il prend au sérieux ces manifestations d'un sentiment religieux qui s'égare, et il les respecte; il s'en fait un point de départ et un point d'appui pour la prédication de l'Evangile, et il prêche aux Athéniens ce *Dieu inconnu*, à qui ils avaient élevé un autel, et qu'ils invoquaient sans le connaître. Cette conduite de

saint Paul fut celle de tous les apôtres et de tous ceux qui marchèrent fidèlement sur les traces de Jésus lui-même. — Mais ces mêmes hommes, qui s'abstenaient soigneusement de toute violence agressive contre le culte idolâtre, — lorsqu'on voulait les contraindre, sous peine de la vie, à sacrifier aux faux dieux, se laissaient mettre à mort plutôt que de renier Jésus-Christ.

Polyeucte n'a suivi qu'à moitié leurs exemples; il a imité leur héroïsme, sans imiter leur modération et leur prudence. Il est admirable, à la fin du cinquième acte, lorsque Félix veut le contraindre à adorer les idoles, et qu'il répond par ces simples et fermes paroles : « Je suis chrétien ! »

Adore-les, ou meurs !
— Je suis chrétien !
— Impie !
Adore-les, te dis-je, ou renonce à la vie !
— Je suis chrétien.

Ici, Messieurs, Corneille est dans le vrai, et le cri de Polyeucte est aussi sublime que la situation est grande et tragique; car il faut adorer les dieux ou mourir, et dans une telle alternative le devoir du chrétien est absolu. — Mais il n'en est point ainsi au second acte, lorsque Polyeucte entraîne Néarque au temple pour y braver les dieux et renverser leurs statues. La situation est tout autre, et le devoir n'est plus le même. Rien, en effet, n'oblige Polyeucte à aller au temple; il peut parfaitement s'abstenir, et c'est d'une manière toute gratuite qu'il va provoquer les païens au milieu de leur culte.

Et ceci, Messieurs, nous amène à faire au christianisme de Polyeucte un reproche plus grave et qui touche à ce qui fait l'essence même de la religion. Polyeucte croit obéir à son devoir et à Dieu, et il se trouve qu'il n'obéit en réalité qu'à lui-même. Il croit que c'est Dieu qui l'appelle au temple pour y renverser les autels :

C'est l'attente du ciel, il nous la faut remplir;

Mais c'est sa propre voix qu'il prend pour la voix céleste, c'est l'inspiration de son propre cœur qu'il érige en inspiration divine. — Et cette mort qu'il cherche sans que Dieu le lui demande, il s'en fait un mérite devant Dieu :

Plus elle est volontaire, et plus elle mérite.

C'est là une seconde erreur qui est la conséquence naturelle et nécessaire de la première. Quand on s'impose à soi-même un devoir, on se fait de l'accomplissement de ce devoir un mérite. Quand, au contraire, on suit humblement le devoir que Dieu lui-même a tracé, on ne songe pas à s'en prévaloir devant lui. Polyeucte veut se couronner de ses propres mains, et, dans sa fièvreuse impatience, il prétend devancer les temps marqués

par la sagesse divine; il veut arracher violemment la palme céleste, au lieu d'attendre que le Seigneur la lui donne :

> Mes crimes, en vivant, me la pourraient ôter;
> Pourquoi mettre au hasard ce que la mort assure?

Aucune considération ne le retient; pas même le bien qu'il pourrait faire en vivant pour protéger ses frères et les défendre, ou pour répandre autour de lui la lumière de l'Evangile et la parole du salut. Il ne voit qu'une chose : sa couronne de gloire; et il est impatient de s'en emparer. Il me rappelle involontairement le jeune Horace et Cinna, qui eux aussi parlent toujours de leur *gloire*, et l'ont sans cesse devant les yeux comme le but de toutes leurs actions. Horace veut mourir, de peur que sa *gloire* ne soit ternie par les langueurs ou les fautes d'une vie inoccupée; Cinna veut immoler à sa *gloire* la vie d'Auguste et sa propre vie. Polyeucte, à son tour, ne fait pas autre chose : c'est à sa *gloire* qu'il fait le sacrifice de sa vie; il se cherche lui-même dans l'acte même de son renoncement; son sacrifice n'est pas un vrai sacrifice parce que c'est à lui-même, en définitive, que le sacrifice est offert, comme son obéissance est une fausse obéissance parce que c'est à sa propre volonté qu'il obéit, et non point à celle de Dieu : or, nous le savons, obéir à soi-même, ce n'est pas obéir.

Cette grave erreur est tellement inhérente au christianisme tel qu'il apparaît dans notre tragédie, que Néarque lui-même la partage. Il semble, au premier abord, qu'il résiste à Polyeucte, au nom des vrais principes de l'Evangile :

> Ce zèle est trop ardent; souffrez qu'il se modère...
> Il suffit, sans chercher, d'attendre et de souffrir...
> Qui n'appréhende rien présume trop de soi.

Mais si nous voulons y regarder de plus près, nous nous apercevons bientôt que Néarque ne se place jamais sur le vrai terrain, qu'il ne pose jamais la question dans ses véritables termes, et que sa notion du devoir chrétien est au fond la même que celle de Polyeucte. La vraie raison de ses résistances, il l'avoue lui-même, c'est la crainte de la mort :

> Je ne puis déguiser que j'ai peine à vous suivre;
> Sous l'horreur des tourments je crains de succomber.

Et plus loin il ajoute, en manière d'excuse : « Dieu même a craint la mort. » Ainsi, il approuve Polyeucte et il l'admire, mais sans avoir le courage de l'imiter; et, cédant à la fin à l'enthousiasme contagieux de son ami, il s'écrie à son tour :

> Allons, cher Polyeucte, allons aux yeux des hommes
> Braver l'idolâtrie et montrer qui nous sommes.
> Puissé-je vous donner l'exemple de souffrir,
> Comme vous me donnez celui de vous offrir!

S'offrir, être soi-même le sacrificateur et la victime; mériter la couronne de gloire par une sainte vie, et, plus sûrement encore par une mort volontaire, voilà, Messieurs, le christianisme tel qu'il nous apparaît dans

la tragédie de *Polyeucte*. Eh bien! je ne connais rien qui soit plus contraire au christianisme véritable; car alors l'homme devient à lui-même son propre sauveur et son propre christ, et Jésus-Christ demeure inutile. C'est là l'erreur fondamentale du catholicisme et c'est l'erreur la plus naturelle et la plus chère au cœur humain. Nous voulons toujours nous attribuer quelque chose à nous-mêmes; nous voulons nous faire un salut à notre guise, au lieu d'accepter humblement le salut qui nous est offert en Jésus-Christ; ou si nous acceptons Jésus pour sauveur, nous voulons être aussi en quelque mesure notre propre sauveur, et ajouter les mérites de nos œuvres à la justice du Christ et à la vertu du sang versé sur la croix.

De là est venu le monachisme, c'est-à-dire l'homme se faisant sa loi à lui-même au lieu de suivre la loi de Dieu, et prétendant se sauver par les moyens qu'il a lui-même imaginés au lieu de s'accommoder aux moyens offerts par la miséricorde divine. De là encore est venue cette ardeur à chercher le martyre dont l'histoire de l'Eglise nous offre tant d'exemples. — Il est plus facile, en effet, de s'imposer à soi-même des abstinences et des austérités ou de s'offrir volontairement à la mort, que de se reconnaître pécheur, impuissant et perdu, et de s'humilier en pleurant au pied de la croix. Accepter le salut comme un don et comme une grâce, renoncer à tout ce qui vient de nous et nous dépouiller entièrement de nous-mêmes pour nous revêtir uniquement de Jésus-Christ, voilà le plus difficile des renoncements, celui que Polyeucte et Néarque n'ont pas assez connu, et qu'ils n'ont peut-être pas même soupçonné. Prenons-y garde, Messieurs, il y a un vrai et un faux renoncement, comme il y a une fausse et une véritable obéissance; et il importe de ne pas s'y méprendre, car c'est le piége le plus subtil, à la fois, et le plus dangereux où l'ennemi de nos âmes puisse nous faire tomber. Il y a un faux renoncement que l'on s'impose à soi-même et dont on se pare comme d'un mérite, un renoncement menteur, fils de l'égoïsme, et qui enfante l'orgueil à son tour, un renoncement, en un mot, dont le dernier résultat est d'anéantir la croix de Jésus-Christ. Le renoncement véritable, le renoncement chrétien, consiste à nous abdiquer nous-mêmes pour ne vouloir autre chose que Jésus-Christ, et Jésus-Christ crucifié. La foi en Jésus-Christ, Sauveur unique des pécheurs, dont chacun de nous doit s'estimer le dernier, voilà le premier et suprême renoncement, celui qui ouvre la voie chrétienne, celui qui résume et contient tous les autres. — Il y a aussi une fausse obéissance, par laquelle l'homme accomplit, en définitive, sa propre volonté; l'obéissance véritable, c'est la soumission humble et fidèle à la volonté de Dieu, telle qu'elle se manifeste à nous jour après jour. Obéir ainsi, c'est la vie chrétienne tout entière. Le chrétien ne doit pas se faire à lui-même son devoir, pas plus qu'il ne doit se faire son salut à lui-même. Il s'est abdiqué lui-même en s'abandonnant à Jésus-Christ pour se laisser sauver par lui; il ne doit pas se reprendre en détail après s'être donné

tout entier. Jésus-Christ demeure son maître et son guide unique, comme il est son unique sauveur; c'est Jesus-Christ qui le conduit par la main et pas à pas à travers les bonnes œuvres que Dieu, selon une admirable et profonde parole de saint Paul, a préparées afin que nous marchions en elles[1]. Et l'on peut dire à cet égard que l'obéissance vaut mieux que le sacrifice, car la volonté propre et l'orgueil spirituel peuvent se retrouver dans le sacrifice, surtout quand c'est un sacrifice que l'on s'impose à soi-même avec éclat; — l'obéissance, au contraire, ne regarde qu'à la volonté de Dieu, et elle la suit humblement sans songer à s'en prévaloir. Et cette obéissance, à son tour, est un don de Dieu, comme le salut. Tout est grâce dans le christianisme; la grâce ouvre la vie chrétienne et elle la remplit tout entière.

Tout est grâce dans le christianisme, disons-nous. Mais la tragédie de *Polyeucte* n'est-elle pas toute remplie de la grande idée de la grâce? Oui, sans doute, Messieurs, il est bien des morceaux dans *Polyeucte* qui trahissent l'influence des controverses théologiques du temps, et M. Sainte-Beuve a pu dire avec raison dans son *Histoire de Port-Royal* : « Corneille s'était emparé au passage de cette idée grondante, de ce coup de foudre de la grâce, pour s'en faire hardiment un tragique flambeau[2]. » Qui ne reconnaîtrait un écho des doctrines augustiniennes et jansénistes de la grâce dans ces paroles de Néarque à Polyeucte :

> Il (Dieu) est toujours tout juste et tout bon; mais sa grâce
> Ne descend pas toujours avec même efficace... etc.[3]

> Vous sortez du baptême, et ce qui vous anime
> C'est sa grâce qu'en vous n'affaiblit aucun crime... etc.[4]

N'est-ce pas un coup de cette grâce souveraine et irrésistible qui a frappé Pauline, lorsqu'elle s'écrie après avoir reçu, comme un baptême, le sang de son époux :

> Je vois, je sais, je crois, je suis désabusée!

N'est-ce pas le même coup de foudre de la grâce qui convertit Félix à son tour :

> Je cède à des transports que je ne connais pas,
> Et par un mouvement que je ne puis entendre,
> De ma fureur je passe au zèle de mon gendre.

Cette grâce à laquelle on ne saurait résister et qui « touche les cœurs lorsque moins on y pense, » peut seule ouvrir les yeux à la vraie lumière et faire comprendre les vérités divines. Ecoutez Polyeucte s'adressant à Pauline :

> Si vous pouviez comprendre et le peu qu'est la vie,
> Et de quelles douceurs cette mort est suivie...
> Mais que sert de parler de ces trésors cachés
> A des esprits que Dieu n'a pas encor touchés?

[1] Ephés. II, 19.
[2] Sainte-Beuve, *Histoire de Port-Royal*, t. I.
[3] Acte I, sc. I.
[4] Acte III, sc. VI.

Il est impossible, en présence de ces textes et de bien d'autres que l'on pourrait citer, de méconnaître dans *Polyeucte* la présence de la doctrine et même de la théologie de la grâce. Mais ce fait, qui est incontestable, laisse, je crois, subsister notre critique tout entière. J'aimerais mieux un peu moins de théologie et un peu plus de sentiment chrétien. Cette théologie, en effet, est froide et abstraite quand elle n'est pas subtile et obscure, et elle laisse à l'écart le contenu essentiel de la religion chrétienne : le salut par Jésus-Christ et par lui seul. La doctrine de la grâce vient s'ajouter à la foi au Dieu unique et créateur et à la doctrine du mérite du devoir accompli et de la mort volontairement cherchée, mais elle demeure quelque chose d'extérieur qui est plutôt un appendice étranger à la religion qu'un élément essentiel de la religion elle-même. En dépit de cette idée de la grâce, nous sommes toujours sur le terrain du stoïcisme et du théisme chrétien plutôt que sur le terrain du christianisme véritable. La grâce n'est qu'une force miraculeuse et presque magique par laquelle Dieu rend l'homme capable de se dévouer au devoir et de mériter la gloire éternelle; de sorte que, par une contradiction étrange, cette grâce que Corneille fait souveraine et irrésistible, s'allie à la doctrine du salut par la sainteté de la vie et par le martyre. La grâce, exagérée d'un côté, est compromise et presque annulée de l'autre. Tantôt c'est Dieu qui agit seul et qui ne laisse à l'homme que le rôle d'un instrument passif et inerte, tantôt c'est l'homme qui se sauve lui-même et qui conquiert le ciel par ses propres efforts, sans que la personne et l'œuvre de Jésus-Christ lui soient nécessaires.

Nous voici donc ramenés à la grande et capitale lacune que nous avons signalée, au commencement de cette étude, dans le christianisme de *Polyeucte* : c'est un christianisme où il manque la personne et l'œuvre de Jésus-Christ. Écoutez, en effet, la profession que Polyeucte et Néarque font de leur foi, à la face du peuple :

> Le Dieu de Polyeucte et celui de Néarque,
> De la terre et du ciel est l'absolu monarque,
> Seul être indépendant, seul maître du destin,
> Seul principe éternel et souveraine fin... .
> Sa bonté, son pouvoir, sa justice est immense;
> C'est lui seul qui punit, lui seul qui récompense.

Polyeucte dit, à son tour, au cinquième acte :

> Je n'adore qu'un Dieu, maître de l'univers,
> Dont tu vantiment le ciel, la terre et les enfers.

Il ajoute, il est vrai :

> Un Dieu qui, nous aimant d'une amour infinie,
> Voulut mourir pour nous avec ignominie.

Il va même plus loin encore et professe la doctrine catholique de la messe, lorsqu'il dit :

> Et qui, par un effort de cet excès d'amour,
> Veut pour nous en victime être offert chaque jour.

Mais l'œuvre de notre salut n'est pas l'objet essentiel de la foi ; elle est désignée en passant sans qu'on s'y arrête et qu'on y insiste ; c'est une marque de l'amour de Dieu parmi beaucoup d'autres, ce n'est pas le mystère unique de l'amour divin ; c'est un des éléments de la religion chrétienne, ce n'est pas cette religion elle-même. Et remarquez combien la personne du Sauveur s'efface aussi bien que son œuvre. C'est le Dieu créateur et maître du monde — ce n'est pas le Fils de Dieu devenu le Fils de l'homme — qui a voulu mourir pour nous sur la croix. Et ce n'est pas là une simple erreur de théologie : le fond même de la religion chrétienne, dans ce qu'elle a de plus élémentaire à la fois et de plus essentiel, y est impliqué. Car aussitôt que l'humanité de Jésus-Christ s'efface, il n'y a plus pour nous de médiation et de rédemption véritables. On comprend alors que l'homme ait à gagner lui-même le ciel et à faire son salut de ses propres mains ; car tout se tient dans l'édifice de la vérité chrétienne, et une seule pierre arrachée entraîne après elle toutes les autres. Le catholicisme, lui aussi, tend à effacer l'humanité de Jésus-Christ, et à absorber la personne du Sauveur dans la personne du Père ; voilà pourquoi les catholiques conséquents, n'ayant plus en Jésus-Christ le véritable médiateur, ont recours à la médiation de la Vierge, des saints et des martyrs, et se fondent sur les mérites de leurs œuvres plus que sur les mérites de Jésus-Christ. Lorsque la personne et l'œuvre du Sauveur sont amoindries ou méconnues, il faut nécessairement que l'homme devienne à lui-même son propre sauveur.

Cet amoindrissement de la personne divine et humaine de Jésus-Christ, et de son œuvre, m'explique ce qu'il y a d'intellectualiste et d'abstrait dans le christianisme de Polyeucte. Pour lui, le monde invisible n'est pas devenu visible par l'incarnation du Fils de Dieu ; la vérité ne s'est pas faite chair ; la Parole éternelle ne s'est pas fait voir à nos yeux et toucher de nos mains. Le Dieu de Polyeucte et de Néarque est encore le Dieu caché, inaccessible, résidant par delà les cieux, et qui ne s'est pas abaissé jusqu'à l'homme pour se faire toucher et reconnaître de lui. Aussi les félicités éternelles sont-elles plutôt pour Polyeucte d'*adorables idées* que des réalités vivantes :

> Saintes douceurs du ciel, *adorables idées*,
> Vous remplissez un cœur qui vous peut recevoir, etc.

Voilà pourquoi, — malgré ces beaux vers et l'élévation sublime dont ils sont remplis, — l'enthousiasme de Polyeucte n'est pas toujours très contagieux ni très persuasif. J'y trouve je ne sais quoi de froid et de vague ; l'imagination et la tête semblent y avoir plus de part que le cœur. Combien la personne vivante de Jésus-Christ, — en qui je trouve à la fois mon Sauveur, mon frère et mon Dieu, — et les saintes joies de sa communion et de son amour sont plus puissantes pour exciter les désirs de mon âme et les rassasier à jamais ! L'homme ne vit pas d'abstractions et d'idées, quelque sublimes et adorables qu'elles soient ; il faut à son cœur un objet réel et

vivant : aimer *quelqu'un* et en être aimé, voilà pour l'homme le véritable bonheur.

Résumons en quelques mots les résultats de notre étude. Les doctrines jansénistes sur la grâce et l'histoire d'un martyr du troisième siècle, telle est la double inspiration qui nous a valu Polyeucte ; mais, entre ces deux inspirations, Corneille semble avoir laissé échapper ce qui fait l'essence du christianisme véritable. Malgré les beautés vraiment chrétiennes que renferme sa tragédie, nous n'y trouvons pas le vrai christianisme, tel qu'il est dans l'Evangile. Nous ne sommes pas sortis, en réalité, du système ordinaire de Corneille : c'est toujours la religion du devoir et de l'héroïsme ; c'est toujours l'homme qui se suffit à lui-même pour accomplir sa loi, et qui est l'artisan de son bonheur comme de sa vertu.

Etait-il possible de mettre sur la scène un chrétien qui le fût à la manière de l'Evangile? c'est une question que nous n'avons pas à examiner ici. Mais nous aurons plus tard l'occasion de montrer que Racine, — non pas seulement dans *Esther* et dans *Athalie*, mais aussi dans ses tragédies profanes, dans celle de *Phèdre*, surtout — a saisi le christianisme à une plus grande profondeur, et, pour parler avec Vinet, « est descendu plus avant dans le sol de la conscience chrétienne. » C'est que Corneille a été le poëte de la force morale de l'homme, et Racine, le poëte de sa faiblesse. Le premier a chanté la victoire de l'homme sur ses passions et a célébré tous les genres d'héroïsme : le second nous a montré nos défaites et notre impuissance à nous affranchir du redoutable esclavage que le mal fait peser sur nous. Or, ce n'est pas aux hommes fiers de leur force et de leurs vertus, mais aux pécheurs qui sentent douloureusement leur faiblesse et leur impuissance que s'adresse le christianisme. « Ce ne sont pas ceux qui sont en santé qui ont besoin de médecin, disait Jésus-Christ, mais ceux qui se portent mal ; je suis venu appeler à la repentance non les justes, mais les pécheurs. »

F. Bonifas.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Un nouvel ouvrage sur la Famille[2].

C'est une bonne fortune que d'avoir à annoncer un livre tel que *la Famille* de M. le comte A. de Gasparin. L'ordinaire, pour le critique, c'est la crainte de dire trop de mal; aujourd'hui, j'ai peur de dire trop de bien. Je l'avoue sans détour : je voudrais, s'il dépendait de moi, que le livre de M. de Gasparin trouvât d'innombrables lecteurs. Je voudrais que toutes les personnes sérieuses se donnassent les pures jouissances que nous avons goûtées nous-même en dévorant ces pages marquées au cachet de la plus haute distinction. Je voudrais qu'il fût entre les mains de tous les jeunes gens; je voudrais qu'il fût médité par tous les époux; je voudrais qu'il figurât à la meilleure place de toutes les bibliothèques de famille, là où l'on range les volumes de prédilection : si la famille chrétienne est ce qu'il y a de plus beau au monde, M. de Gasparin est certainement au nombre des auteurs qui en ont tracé le tableau le plus séduisant.

I.

La famille *chrétienne*, ai-je dit, et je maintiens l'expression.

M. de Gasparin ne se contente pas de faire la guerre aux ennemis de la famille, à ceux qui à ses rudes et beaux devoirs préfèrent « la lâche paix » du célibat qui diminue l'existence et éteint prudemment les tendresses, tandis que la famille inspire les dévouements, encourage les nobles travaux, sympathise avec tout ce qui est grand et bon, nous détourne enfin des paresses, des lâchetés, des existences commodes et stériles; à ces égoïstes qui l'abandonnent pour conserver leurs habitudes, pour maintenir leur liberté, s'efforçant d'atteindre « la froide région de l'indifférence épicurienne. »

La famille, telle qu'il la conçoit n'est pas sans Dieu, sans le Dieu de Jésus-Christ. C'est Dieu qui en est le point de départ. C'est Dieu dont la sainte présence la purifie, la sanctifie, la soutient à l'heure de la douleur, lui accorde de pures et légitimes joies. Ecoutez plutôt. « Nulle part

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

[2] *La Famille, ses devoirs, ses joies et ses douleurs*, par le comte Agénor de Gasparin. Paris, 2 vol. in-18. Chez Michel Lévy.

et en rien le fait naturel ne suffit; il nous faut la bénédiction de Dieu dans nos tendresses. Une seule chose est nécessaire : ah! ce mot de Jésus-Christ, qui revient à la pensée à propos de tout et dont on admire toujours la profondeur, est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de la famille. La famille peut se passer de prospérité matérielle, elle peut se passer des dons de l'esprit et de divers avantages qui contribuent assurément au bonheur; elle ne se passe pas de la seule chose nécessaire : il faut que son foyer soit un autel, il lui faut la présence de Dieu. Il y a la distance du ciel à la terre entre la famille la plus pauvre, la plus disgraciée, la plus éprouvée, mais qu'unit une vraie foi, et la famille la plus opulente, la mieux douée, la mieux préservée des afflictions et des angoisses, mais qui ne voit rien par delà les horizons terrestres. L'union en Dieu ne se remplace pas; ce que renferme de meilleur la vie actuelle, c'est d'être le commencement de la vie à venir. » Et encore : « Qu'elle est grande la famille selon l'Evangile, lorsqu'elle met le charme et la grâce où ils faisaient primitivement défaut; lorsqu'elle nous prend par la main, qu'elle nous conduit pas après pas dans un chemin qui n'était pas le nôtre, lorsqu'elle nous apprend à adoucir nos aspérités, à détester notre mauvaise nature, à lutter contre nous-mêmes corps à corps, à penser aux autres, à nous oublier, à nous donner, à écouter ce qu'ont à nous dire chaque jour et nos devoirs, et nos fautes et nos joies! »

Voilà, si je puis ainsi dire, l'idée mère du livre de M. de Gasparin. Il faut que Dieu soit présent dans la famille. Lui seul nous rend capables d'entrer dans l'austère région des devoirs, dans celle des joies, dans la plus haute de toutes, celle des saintes et ineffables douleurs. — Voici l'un de ces moments de crise où l'on ne s'entend plus; les plaintes retentissent, le ciel se couvre de nuages, la face du soleil se voile; mais le moment vient de réciter ensemble l'oraison du Seigneur : Notre Père qui es aux cieux..., pardonne-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés..., et la paix revient et tout est oublié. C'est l'œuvre de Dieu. — Voici des circonstances agaçantes à traverser; il faut supporter de mauvaises humeurs, des manies désagréables, de petites imperfections de caractère, coups d'épingle qui ne tuent point, qui irritent et parfois exaspèrent les natures les plus calmes. Comment résister? comment vaincre? En s'appuyant sur Dieu. Dieu nous supporte et il nous appelle à nous supporter les uns les autres. Avec quelle bonté infatigable il nous a attendus! Nous étions, nous sommes insupportables, et Dieu nous supporte. Notre devoir est donc tracé. — Que Dieu habite au sein d'une famille, et l'amabilité y demeurera aussi, cette franche et bonne amabilité qui vient du cœur et qui transfigure les plus ordinaires d'entre les hommes. L'amour chrétien fait des miracles. Ecoutez : « N'avez-vous jamais vu comme le soleil idéalise ce qu'il touche, un désert, une campagne vulgaire, une masure, des haillons? Vous ouvrez les fenêtres, le soleil entre, quel prodige! C'est la même chambre, ce sont les mêmes

meubles, et cependant tout est transformé. L'amour chrétien n'est pas moins puissant : il entre chez le plus misérable, et il lui apporte des trésors; il amène avec lui le devoir, l'esprit de support et de sacrifice, il amène les intérêts élevés, les fortes sympathies, et fait asseoir auprès du foyer la poésie, cette folie trois fois sainte. « Oui, le devoir, le devoir sous toutes ses formes, voilà ce que la présence de Dieu fait entrer sous le toit de la famille, le devoir quand la joie brille au foyer, le devoir aux heures sombres de l'épreuve, le devoir et la force de l'accomplir jusqu'au bout. Avec lui, il y a des devoirs pour tous, de rudes tâches à remplir, un labeur incessant à poursuivre, mais aussi la vigueur de l'âme, des forces surhumaines pour ne reculer devant aucun effort, mais aussi des félicités intenses, profondes, sanctifiantes, » que la famille banale ne soupçonne même pas.

II.

Voilà donc l'idée centrale du livre de M. de Gasparin.

Une pitié profonde, vivante, vraie, dégagée de toutes vaines formes, de toute étroitesse, voilà ce qui fait de la famille un sanctuaire béni.

J'ai parlé de largeur. C'est l'un des caractères du bel ouvrage que j'analyse. On y respire une piété saine, pénétrante, d'autant plus pénétrante, plus encourageante qu'elle dédaigne tout ce qui est de pure convention. J'aime cet aveu : « L'Evangile latent a une telle action ici-bas, que parfois il est mieux compris, sous plusieurs rapports, par quelques-uns de ceux qui lui obéissent sans le savoir que par quelques-uns de ceux qui font profession de l'accepter. Je connais des familles étrangères à la piété qui sont touchantes par le dévouement réciproque de leurs membres, par le respect, par l'affection, par l'accomplissement simple du devoir. Et je connais aussi, pourquoi ne pas le dire, des maisons pieuses où tout sonne sec. Chacun semble y vivre pour soi; on n'y a appris ni à supporter, ni à se sacrifier aimablement pour les autres, ni à chérir avec expression; il y fait froid; on n'y a ni gaieté, ni entrain; on vient y soupirer ou y bâiller...; chacun s'y trouve mal à l'aise; aussi chacun s'en éloigne-t-il le plus possible, ardent à chercher au dehors, dans des réunions religieuses, dans des assemblées fraternelles ou ailleurs, ce qu'il n'a jamais trouvé chez soi. Ah ! nous sommes tous gens en route; nul n'est arrivé. Parmi les hommes qui rejettent l'Evangile, il en est qui ont déjà fait quelques pas; parmi les chrétiens, il en est qui sont bien peu avancés. Cela ne signifie pas, certes, qu'entre le rejet et l'acceptation de l'Evangile il n'y ait pas un abîme. Toutefois il demeure vrai que tel chrétien est à certains égards au-dessous de tel mondain. » Voilà qui est franc et vrai. Autant M. de Gasparin repousse l'étroitesse du pharisaïsme, autant il tient à la sainte étroitesse de l'Evangile. Il répéte à satiété et, certes, il fait bien, que sans une foi vivante dans les promesses de l'Evangile, sans une obéis-

sance filiale à ses commandements, nul époux ne saurait s'élever au-dessus du bonheur vulgaire, entrer dans « les sanctuaires qu'ouvre la clef d'or, » dans le dévouement, dans les luttes du progrès moral, dans les vigilances bénies de l'éducation des enfants et de l'éducation personnelle, dans les joies de la tendresse et de la prière, dans les régions brillantes de l'idéal, dans l'infini des jouissances et des espérances, dans cette félicité céleste qui peut être notre partage dès ici-bas. Il y a, sur les pures jouissances que fait naître au sein de la famille la fidélité à l'Evangile, il y a dans le volume de M. de Gasparin, des pages dont la fraîcheur restaure l'âme. L'auteur aime la joie. Il ne comprend pas que l'on mutile l'homme; il trouve en l'Evangile un ennemi déclaré de tout péché; mais il ne pense pas qu'il tende à supprimer aucune jouissance élevée, qu'il veuille fonder notre sanctification sur la ruine des affections naturelles que Dieu nous a mises au cœur. Ne vous étonnez donc pas qu'il mette plusieurs chapitres à décrire les joies de la famille, les joies du cœur, de l'intelligence, de la conscience, du travail, et, après les joies, les plaisirs, ces plaisirs innocents réservés à tout le monde, car « tous ont droit à la gaieté, » tous aussi ont droit aux plaisirs et les plaisirs simples sont à la portée de toutes les familles. Sachez donc être gais, vous qui faites partie d'une famille chrétienne; mais sondez ce mot de la Bible : « La lumière du juste est gaie, » car il n'y a de gaie ici-bas que la lumière du juste. — C'est la seule aussi qui ait le pouvoir de transformer en sujets de joie les affections qui nous arrivent. C'est au sein des familles chrétiennes que les cœurs se dégonflent. C'est là que ceux qui souffrent trouvent des affections, des bontés, des délicatesses, des consolations exquises, de vaillants et fermes appuis, parce que le Seigneur y est présent.

III.

Je n'ai parlé que du plan suivi par M. de Gasparin, de l'esprit qui règne dans son livre. Il me reste à dire qu'il vaut autant par les détails que par l'ensemble. L'honorable écrivain y a semé, avec une libéralité princière, des paroles charmantes, de graves conseils, les aperçus les plus ingénieux. Rien de plus sensé, de plus instructif que les pages consacrées à l'éducation des filles, aux mariages mixtes, aux deux systèmes d'éducation privée et publique, aux enfants vieux et au secret de rester jeune, aux familles ennuyeuses, à la femme, à la manière dont se font le plus souvent les mariages. Je ne sais vraiment que citer, pour justifier mes éloges. C'est l'embarras du choix. Et cependant je voudrais transcrire encore quelques lignes au moins que j'ai lues avec une secrète volupté.

Jeunes gens, voici pour vous. *Erudimini.*

« Cette ignoble question d'argent que nous rencontrons partout aujourd'hui, qui fait le nœud de nos romans, le ressort de nos pièces de théâtre, occupe naturellement la première place dans nos préoccupations matri-

moniales. Et ceci n'est pas le fait des grands seulement; c'est le fait des villages, des campagnes; citadins ou paysans, riches ou pauvres, nous suivons tous le courant. Ce qui m'épouvante, c'est que les futurs époux, à cet égard, ne sont pas plus romanesques que leurs parents. Au contraire, si la poésie s'est réfugiée quelque part, c'est chez les vieux; parfois ils trouveraient volontiers, eux, qu'un peu d'amour ne serait pas de trop et que l'inclination serait chose à considérer à côté de la position et de la dot. Quant aux jeunes gens, et j'ose à peine le dire, quant aux jeunes filles, il arrive habituellement, dit-on, que leur ambition de cœur ne va pas au delà des gros revenus, des hautes relations, du nom, en un mot de la situation sociale. » Cela n'est que trop vrai. Le mariage, trop souvent, tranchons le mot, n'est qu'une affaire. Mais est-ce trop dire, que de s'écrier, avec M. de Gasparin, que cela est effrayant, effrayant de légèreté, de cruauté, de folie?

Et les bons pères de famille, je veux dire ceux qui croient faire merveille en tâchant d'assurer un avenir à leurs enfants, quelle page sévère à leur adresse que celle où se trouve buriné d'une main si sévère et si ferme l'égoïsme de famille! Dès le jour où nous avons des enfants à placer, l'égoïsme de famille murmure à notre oreille : « Tu n'as plus le droit d'avoir une conviction; ta dignité serait de la cruauté envers les tiens; tu es appelé à faire ta maison, à préparer la carrière de ceux qui comptent sur toi; attends qu'ils soient placés, pour déployer ta vertu. » L'année d'après, quand ils seront placés, l'égoïsme de famille nous dira : « Attends qu'ils aient eu de l'avancement. » L'heure des vertus civiques ne sonnera jamais, soyez-en sûr, à moins qu'un peu d'opposition ne nous offre des perspectives plus avantageuses : questions de calcul, non de conscience. Pauvre conscience! que devient-elle lorsqu'un certain esprit de famille est parvenu à se faire écouter! Voilà le crime de l'égoïsme de famille; il gâte ce qu'il y a de meilleur au monde, il nous affaiblit par ce qui devrait nous fortifier; il transforme notre maison paternelle, cette forteresse, en une place démantelée où toutes les corruptions pénètrent par toutes les brèches. »

Cela vous semble sévère, rude; vous désirez lire des pages plus douces; après le vice, vous voudriez voir la vertu, les qualités aimables après les honteuses défaillances. Eh bien! lisez par exemple, le chapitre sur la femme chrétienne, et dites si vous connaissez rien de plus charmant et de plus vrai que ce portrait-ci! Laissez-moi citer cette seule page encore; je ne résiste point à la tentation et je m'assure que vous me saurez gré d'y avoir cédé : « Lorsque j'entre sous le toit de cette famille nouvelle dont nous avons vu la formation, sur qui se fixent mes yeux. Il n'y a pas d'hésitation possible : voici quelqu'un qui tient pour ainsi dire dans ses mains la destinée commune; personne ici ne fera autant de bien ou, hélas! autant de mal. La femme est là dans son royaume. Si l'homme est le chef de la famille, la femme est la souveraine du ménage. Et que de

choses dans cet humble mot! C'est la réunion intime autour du foyer; c'est la félicité sous sa forme la plus simple et la plus vraie; c'est l'influence exercée sans bruit sur le mari, sur les enfants, sur les serviteurs; c'est la puissance infinie de la tendresse, de la vigilance journalière, de l'exemple, de la causerie intime; c'est la poésie du cœur venant se mêler à notre prose; c'est le regard de tous relevé vers Dieu; c'est un coin du ciel, un coin bleu, apparaissant au travers des brumes. Elle est le centre aimable et bienfaisant de la famille. Elle exerce une attraction à laquelle personne ne pourrait, ne voudrait échapper. Chacun se serre autour d'elle, et là où elle manque, la famille entière semble se dissoudre. L'homme isolé a rarement le goût du chez-soi, et d'ordinaire une dispersion morale s'opère lorsque la mère a disparu. La mort du père entraîne aussi de bien graves conséquences, pas celle-là cependant : auprès de la veuve le foyer demeure, les enfants y restent groupés; on pleure, mais il y a encore une famille. Je ne connais qu'un mot qui explique cela. Dieu a donné à la femme le *charme*. Le charme! qui sondera tout ce qu'expriment ces cinq ou six lettres! La femme comprend les choses autrement que nous par intuition, par élan du cœur; elle a moins de raisonnements et plus de sympathies. Aussi voyez-la à l'œuvre. Elle amortit les chocs, elle concilie les différends, elle arrange les difficultés, elle met de l'huile dans les rouages. Ce n'est rien et c'est tout; un mot, un regard, et les dispositions hostiles s'effacent, les roideurs s'assouplissent, on se trouve bien ensemble, et cela paraît très simple, et souvent on ne devine pas la douce main qui agit sans se montrer. Ou plutôt, on ne la devine que le jour où, par l'effet d'une indisposition, d'une absence, cette place-là demeure vide. Alors tout devient morne; alors il fait froid dans la maison; alors les repas sont aussi tristes qu'ils étaient animés et joyeux. Pourquoi ces longs silences? Pourquoi ces conversations qui sont des dissertations? Pourquoi ce malaise général? Le charme a disparu. »

J'ai honte vraiment de tant citer. Mais à qui la faute? Pourquoi M. de Gasparin possède-t-il toutes les ressources de l'art d'écrire? Pourquoi son livre ne m'inspire-t-il que de la sympathie? Pourquoi a-t-il le secret de désarmer la critique? Pourquoi enfin a-t-il fait circuler dans son volume je ne sais quelle mystérieuse vertu, qui m'oblige à résumer toute ma critique en ces simples mots : C'est vrai! c'est beau! Pourquoi, sur un fond si sérieux, a-t-il répandu tant de mots si heureux, tant d'éblouissantes saillies, tant de joyaux étincelants! Ceci, par exemple : « Le bonheur est une perle de grand prix qui se pêche dans les eaux profondes. Nous allons nous asseoir paresseusement sur la rive; il nous semble que le bonheur doit venir de lui-même se placer dans nos mains. Nous sommes irrités, scandalisés de n'être pas heureux. Et nous jetons des regards d'envie sur les plongeurs intrépides qui sont allés chercher la perle au sein des abîmes. » Et cela : « Que d'horloges parfaitement réglées, et sculptées, et dorées par-dessus le marché, auxquelles on a oublié d'imprimer le mou-

vement! Que de jeunes gens admirablement élevés, munis d'une foule de connaissances, dressés aux bonnes manières, et qui demeurent immobiles au point précis où on les a amenés! » Et cela encore : « Les natures froides, compassées, incapables d'élans, d'imprudences généreuses, de ces accents émus qui vont au cœur et mettent en fuite la cérémonie..... ce sont des glaces flottantes de l'océan Antarctique; il vient du froid de là, devant elles marche l'hiver, chacun s'enveloppe et se boutonne. » Et le reste, c'est-à-dire le livre presque tout entier. Heureux livre! que d'heureux il va faire!

AD. SCHÆFFER.

LETTRES DE F. BERTHOLET-BRIDEL, PUBLIÉES PAR SES AMIS. — Un vol. in-12. — Lausanne, George Bridel, éditeur.

Voici un livre qui renferme quelque chose de mieux qu'une juxtaposition de phrases banales ou ingénieuses; de ces pages rassemblées sans art, de ces tronçons de correspondances cousus bout à bout sans autre ordre que celui des dates, se détache un caractère d'une admirable pureté, une âme d'une remarquable élévation; et je connais bien des livres fortement pensés, savamment conçus et habilement écrits dont il n'est pas possible d'en dire autant.

On a tellement abusé depuis quelques années de ces publications de correspondances intimes que c'est avec quelque appréhension qu'on ouvre un recueil comme celui-ci. Bien peu de réputations peuvent soutenir l'épreuve de ces indiscrétions posthumes, et il est peu d'hommes qui n'aient quelque chose à perdre à se voir ainsi livrés, dans ce qu'ils ont de plus secret, à la curiosité avide du public. Les amis de M. Bertholet ont eu raison de ne pas se laisser arrêter par ces scrupules; et il n'est pas un des lecteurs de ce volume qui ne se sente disposé à les remercier d'avoir osé arracher leur ami à ce demi-jour où sa modestie se plaisait, pour livrer son exemple à la reconnaissance et à l'imitation de l'Eglise. Les exemples d'une foi vive et d'un zèle infatigable ne sont pas si communs de nos jours qu'il soit permis de les dérober aux regards, et ceux qui se donnent pour mission de nous faire connaître quelqu'une de ces existences dominées par l'amour de Dieu et des hommes, seraient bien récompensés de leurs peines, s'ils savaient quelle sereine confiance, quelle joie intense, quelles aspirations vaillantes ils font germer dans nos âmes, en nous dévoilant dans notre horizon si sombre quelque étoile de première grandeur.

Il faut qu'il y ait eu dans un caractère et dans une vie une bien remarquable unité pour que la lecture de ces fragments jetés au hasard sur le papier, loin de produire la fatigue et le désenchantement dans l'esprit, y entretienne au contraire un intérêt soutenu et une admiration grandissante. Tous ceux qui n'ont connu Bertholet que de loin, et c'est le plus

grand nombre, tous ceux qui l'ont vu et entendu une fois ou l'autre dans ses courses d'évangélisation et qui ont gardé un souvenir ineffaçable de cette tête puissante aux traits heurtés que transfigurait une émotion communicative, et de cette parole ardente et impétueuse qui laissait derrière elle une trace profonde, — tous ceux-là peuvent ouvrir sans crainte ce volume. Le souffle de la réalité, loin de décolorer comme d'habitude leurs impressions et leurs souvenirs, ne servira qu'à les préciser et à leur donner du relief.

M. Bertholet a été essentiellement un missionnaire, nous le savions déjà, et ces lettres nous l'ont confirmé. Ce mot a quelque chose d'un peu insolite de notre temps; la chose qu'il indique l'est encore plus. Etre missionnaire aujourd'hui, n'est pas facile; il faut une vocation spéciale et des aptitudes d'un genre particulier; n'est pas missionnaire qui veut. Le grand mouvement religieux des quarante dernières années qu'on a appelé le *Réveil* a eu un caractère agressif qui a fait sa force et sa vitalité; il a eu cependant moins de résultats pratiques et définitifs que d'autres mouvements de ce genre; cela tient peut-être à ce qu'il a eu plus de docteurs que de missionnaires. Il en a eu cependant quelques-uns et des meilleurs; il suffit de nommer Neff, Pytt et Bost. C'est à côté de ces noms que devra se placer désormais celui de Bertholet, bien qu'il appartienne plus déjà à la seconde génération du Réveil qu'à la première.

Il est peu d'hommes qui n'aient reçu, au début de leur carrière, une impulsion décisive de la part de quelque homme distingué qu'ils n'ont jamais connu personnellement peut-être, mais dont ils se sentent rapprochés par la parenté des intelligences et vers lesquels ils se sentent attirés par les sympathies du cœur. L'homme qui fut le patron spirituel de Bertholet, bien qu'il n'eût pas eu de relations directes avec lui, ce fut Félix Neff, le courageux missionnaire des Alpes. Ce volume nous montre fréquemment les traces de cette influence, et, dans son enthousiasme, le jeune proposant vaudois rêva longtemps d'aller continuer l'œuvre de Neff dans les hautes régions d'où il avait été si prématurément enlevé. Si Bertholet n'hérita pas du champ de travail de Neff, il hérita de son esprit.

A peine a-t-il quitté les bancs de l'université pour occuper une place de suffragant à Gryon, dans les montagnes au-dessus d'Aigle, qu'il aborde sérieusement l'œuvre de l'évangélisation. Sa correspondance nous le montre accessible à toutes les questions qui doivent préoccuper une jeune intelligence; mais la tournure spéciale de son esprit s'accuse déjà avec un relief saisissant. Il parle de la composition de ses sermons et de ses expériences de prédicateur, mais il parle plus volontiers de ses essais missionnaires. Ce qu'il cherche par-dessus tout, ce sont non ses propres succès, mais ceux de la Parole de son Maître. Il lui arrive ce qui est arrivé à tous ceux qui ont voulu travailler sérieusement au réveil de la piété. Son zèle chagrine les âmes tièdes qui s'insurgent contre lui et

essayent de l'arrêter, mais il captive et retient les âmes droites qui ont soif de paix et de vérité. Ses lettres de cette époque ont un cachet particulièrement intéressant; elles respirent un air de jeunesse qui fait du bien au cœur. On aime à voir cette âme si ferme dès le début dans la poursuite du bien et dans l'accomplissement du devoir. Je connais peu de tableaux des commencements d'un aussi touchant ministère que celui qui résulte de la lecture de ces pages. On voit le jeune pasteur essayer d'effacer l'impression de majesté inaccessible qui s'attache trop souvent dans les campagnes à la personne du ministre.

« Nos gens, écrit-il, aiment beaucoup que l'on s'intéresse à leur vie, à leurs montagnes, à leurs occupations, que l'on devienne montagnard comme eux. Ils ne peuvent s'imaginer que le ministre soit un homme comme les autres, à qui l'on ose parler sans crainte; en sorte qu'ils sont tout étonnés, quand on se met avec eux sur un pied de familiarité et de simplicité. Il y a des riens qui font une grande impression. Un jour en me promenant, j'ai vu un homme qui avait beaucoup de peine à traîner sa charge de bois. J'ai été doucement par derrière pousser la *luge*. Ayant aperçu qu'elle allait plus facilement, il s'est retourné, et, en me voyant, il a poussé un cri de surprise : « Eh! Monsieur le ministre! » Il ne pouvait en revenir et a raconté l'événement à tous ses voisins. »

Le jeune pasteur réussit surtout dans l'évangélisation à domicile. Il faut l'entendre raconter les succès de ses efforts, pour comprendre à quel point il faisait du salut des âmes le but constant de ses travaux.

Mais la Suisse, toute dévorée à cette époque par les passions politiques et livrée à l'intolérance religieuse, n'offrait pas à notre jeune missionnaire un champ où son activité pût librement se déployer. Il vint en France, et ce fut au milieu des populations intelligentes mais peu religieuses de notre pays qu'il put le mieux exercer ses aptitudes pour l'évangélisation. On est effrayé, en lisant ses lettres, de l'activité prodigieuse qu'il mit au service de son œuvre nouvelle. Ici son champ de travail n'était pas rétréci et limité par la paroisse d'un collègue qui ne souffrait pas qu'on empiétât sur ses domaines. Et il en profitait pour s'étendre dans tous les sens. Il faut le voir au milieu de ses longues courses missionnaires dans le département de l'Yonne, voyageant toujours à pied, accompagné d'un colporteur biblique qu'il soulage de temps en temps, en portant lui-même sa balle. De longues journées de marche sur des routes poudreuses, sous les rayons d'un soleil brûlant, ne le fatiguent pas. Si la tourmente le surprend, il s'assied sous un arbre et chante quelques versets de cantique en attendant que la pluie ait cessé. L'accueil qu'il reçoit n'est pas toujours affable, tant s'en faut; plus d'une fois, il se heurte aux insultes ou à la malveillance, mais son courage vient à bout de tout. Généralement les dispositions sont meilleures; en arrivant dans une localité nouvelle, le missionnaire va de maison en maison annoncer son service religieux qui se tient d'ordinaire dans la salle de

danse du lieu, à moins que le maire, animé de sentiments bienveillants, ne cède une salle de l'hôtel de ville, ou ne permette à l'assemblée de se former en pleine place publique. Et comme le pieux serviteur de Dieu se sent récompensé lorsqu'il voit les multitudes recevoir avidement la Parole évangélique! comme il oublie ses fatigues, lorsque, après avoir longtemps marché dans la boue et sous la pluie, il entend ses auditeurs touchés de tant de dévouement, lui dire avec émotion : « Cette fois nous voyons que vous nous aimez. » Mais ce qui le réjouit surtout, c'est la vue des victoires que remporte l'Evangile sur l'ignorance et sur l'incrédulité.

C'est un apostolat d'un grand intérêt que celui que Bertholet accomplit à Sens, à Lyon et dans les diverses parties de la France qu'il visita rapidement. On trouvera dans ces lettres quelques pages fort peu connues de notre histoire religieuse contemporaine; j'indique en particulier les détails si pleins de vie sur le réveil de la Drôme.

Il ne faudrait pas croire que parce que toute la carrière de Bertholet a été dominée par le sentiment de sa vocation, il en ait eu l'esprit étroit et chagrin. Une impression tout autre ressort de la lecture de ce volume. C'est ainsi que peu d'hommes ont eu une passion aussi profonde et aussi persistante que la sienne pour les grandes scènes de la nature alpestre; il avait besoin d'aller fréquemment se retremper le corps et l'âme au sein de la vivifiante atmosphère des hautes cimes, et il échappait de temps en temps à ses occupations pour passer quelques jours en pleine montagne; c'est même, on le sait, dans une de ces excursions qu'il est mort, loin de sa famille et de ses amis. Nous voudrions pouvoir citer ici bien des pages pleines de descriptions vraiment belles et dans lesquelles on sent percer une émotion communicative et pénétrante. Nous nous contenterons d'une page qui n'a rien d'éclatant dans le coloris comme telle autre, mais qui répond mieux à notre dessein de faire connaître l'homme et le chrétien.

« Maintenant voici l'automne et les jours d'hiver. Je crois que c'est parce que le printemps a été si beau pour moi que je me suis souvent mis à pleurer à la vue de ces pentes de gazon toutes brûlées, toutes fanées. Je ne sais quelle indéfinissable tristesse s'empare souvent de moi en voyant ces fleurs d'automne, si pâles, si tristes, et ces feuilles jaunes emportées par le vent. Il n'y a plus de sources fraîches, plus de cascades, en face du mazot où nous avons été passer cette belle journée du samedi, il n'y a plus d'auricules à cueillir. On ne peut plus aller à Raveyannaz; toutes les vaches sont descendues, et les chalets sont déserts. L'automne me semble triste à la montagne, je l'aime mieux à la plaine. Ces bois de fayard le long de l'Alençon sont pourtant bien beaux avec leurs teintes d'automne. Ces vaches dans les prés de Gryon, ce bruit de clochettes autour du village : tout cela donne beaucoup de vie. On se croit par moments à Raveyannaz ou à Anzeindas dans un des beaux jours de juillet; mais l'illusion ne dure pas longtemps.

« Les impressions me semblent plus fortes et plus vives à la la mon-

tagne qu'à la plaine. Je l'ai éprouvé aux Agittes, et encore à Gryon avec plus de force. Je me rappellerai longtemps le mazot qui est sur le chemin de Solalex, et où j'ai passé quelques moments avec Lèbre : c'était le jour du jeûne ; nous étions allés nous promener après le second sermon. Comme il pleuvait, nous dûmes nous réfugier dans ce mazot, et nous y passâmes ensemble une demi-heure que je n'oublierai jamais. Nous étions dans des dispositions d'âme tellement semblables, que nous nous comprenions presque sans prononcer une parole. Nous étions tous deux tristes. Je crois que le sentiment du péché était très vif dans ce moment et nous effrayait l'un et l'autre; puis nous pensions aussi aux circonstances où se trouvait alors notre pays, à cette guerre qui allait peut-être ravager ces belles contrées. Au moment où nous sortîmes, nous vîmes devant nous un magnifique arc-en-ciel; il renfermait dans son immense arcade toute la vallée d'Anzeindaz. Cette promesse de grâce nous frappa tellement dans ce moment, que nous nous regardâmes par un mouvement spontané. Je ne pourrai jamais revoir ce lieu sans émotion. » MATTH. LELIÈVRE.

L'HISTOIRE SAINTE RACONTÉE AUX ENFANTS, par Madame *de Witt*, née Guizot.

Ecrire pour les enfants n'est point chose aisée. Tel sera capable de composer un gros volume savant, et même éloquent, qui ne réussira pas à intéresser pendant un quart d'heure ces êtres mobiles dont l'imagination toujours en mouvement place entre les yeux et le livre mille objets divers, le papillon qui vole là-bas dans la prairie, la fleur qui s'épanouit peut-être dans le petit jardin, et le jeu nouveau bien autrement attrayant que toutes les leçons du monde! Certes nous ne voulons pas dire qu'on doive chercher à instruire les enfants sans qu'ils aient la moindre peine à se donner; ce serait leur rendre un mauvais service, puisque l'enfance n'est que l'apprentissage de la vie, où tout devoir accompli suppose une difficulté vaincue. Mais nous pensons qu'il faut tenir compte de leur faiblesse et ne pas leur expliquer des choses simples par des mots inintelligibles pour eux, comme cela se pratique souvent, un peu à la façon de ces commentaires qui embrouillent le texte qu'ils sont destinés à éclaircir. Pauvres enfants! sous prétexte de les habituer à réfléchir, on porte parfois la lumière si loin d'eux qu'on les laisse dans les ténèbres.

Ce ne sera pas à Madame de Witt qu'on adressera ce reproche; elle s'est tenue à une égale distance de cette fausse simplicité mignarde, puérile, j'allais dire niaise, qu'adoptent certains auteurs, et de toute recherche d'expression qui aurait dépassé la portée des jeunes intelligences. Elle a été vraiment simple et simplement vraie. Malgré cela, ou à cause de cela, ses récits ont un grand charme. Essayez-en l'effet sur l'enfant le plus remuant, le plus inattentif que vous pourrez trouver et vous verrez que bientôt il oubliera, pour vous écouter, les soldats de

plomb qu'il a abandonnés au plus fort de la bataille, ou la poupée à demi réveillée qui attend l'heure de son lever. Madame de Witt n'a cependant pas eu recours pour captiver ainsi ses lecteurs à de longues descriptions ou à des exhortations fréquemment renouvelées; elle sait bien que lorsqu'on écrit pour les enfants on a pour collaboratrice anonyme leur vive imagination, et qu'il suffit de tracer légèrement des esquisses pour que celle-ci en fasse de brillants tableaux. Un seul mot, s'il est juste, peut indiquer le caractère d'un homme, l'aspect d'un pays, la signification d'un événement; or, chez Madame de Witt le mot est toujours exact, et toujours il est l'enveloppe transparente d'une idée.

Nous souhaitons un grand succès à ce livre dans lequel on sent battre un cœur chrétien sincèrement désireux de conduire à Jésus-Christ crucifié ces enfants qu'il recueille avec tant d'amour, non pas à cause de leur innocence prétendue, mais parce que plus simplement que nous ils se reconnaissent pécheurs.

EUG. PEYRAT.

PRÈS DES TISONS, par *Aug. V...*

Ce livre n'est pas un roman tout d'une haleine; ce n'est pas non plus un recueil de *nouvelles* dans le sens qu'on donne ordinairement à ce mot. Nous le comparerions volontiers à une galerie de petits tableaux de genre plus remarquables par le fini de l'exécution et l'exactitude des détails que par l'idée qui les a inspirés.

Si l'on ouvre au hasard ce volume et que le regard tombe sur certaines pages de *la Vieille Mary* ou sur la description de la toilette de *Mai*, par exemple, on s'arrête surpris au milieu de ces fleurs semées à pleine main, de ces insectes moirés, bronzés et affairés qui escaladent les longues herbes; il y a dans l'air des bruissements d'ailes qu'on croit reconnaître. Alors, comme les pervenches, « *ces rêveuses aux yeux bleus,* » on penche la tête et l'on se demande si on n'a pas entendu déjà cette symphonie pastorale-là... On cherche, on cherche encore, on se souvient enfin. C'est l'auteur des *Horizons prochains* qui l'a si souvent exécutée devant nous avec tout l'entrain de son beau talent! Quoi qu'on fasse après cela, c'est à Madame de Gasparin qu'on pense en lisant *Près des tisons.* Mais on ne se revêt pas de l'esprit d'une personne aussi aisément qu'on lui emprunte son manteau; le style, ce vêtement de la pensée, peut jusqu'à un certain point être imité; la pensée elle-même est une propriété personnelle, inaliénable. Or, l'auteur de ces agréables petites esquisses a bien la phrase vive, rapide (parfois même elle court si fort qu'elle perd en chemin des mots très nécessaires), le sentiment vrai de la nature, le scintillement d'expressions et l'imagination brillante qui donnent aux ouvrages qu'il paraît avoir pris pour modèles une physionomie si originale; seulement il lui manque ce que l'expérience de la vie peut seule communiquer; on

sent qu'il la connaît si peu qu'il ne peut pas nous en apprendre grand'-chose, et que lorsqu'il parle de la douleur ce n'est encore que par ouï-dire. Plus tard, quand il aura reçu l'enseignement que chaque année nouvelle apporte à ceux qui veulent bien l'écouter, il pourra certainement faire une œuvre sérieuse dont la forme sera poétique et attrayante. Alors aussi sans doute, il n'imitera plus personne, il boira « dans son verre, » et, si petite que soit la coupe qui vous appartienne en propre, il me semble qu'on doit la préférer à celle de son voisin. Eug. P.

Regardez en haut, ou Jeunes filles et jeunes fleurs. Traduit de l'anglais, par *L. Durand,* ministre de l'Evangile.

Malgré son titre, ce volume n'a rien de poétique. Ce n'est pas une idylle, c'est un sermon dont chaque subdivision est prêchée par un orateur différent, je veux dire par un des personnages créés tout exprès pour la circonstance. Qu'il y ait dans ce livre d'excellentes pensées, une doctrine très évangélique et des conseils fort sensés, je n'en disconviens pas; mais il me semble que la partie dramatique laisse beaucoup à désirer. Ces jeunes filles qui choisissent dans le premier chapitre la fleur qui rappelle le plus le trait saillant de leur caractère disent trop tôt le mot de leur vie. Dans ce choix même on trouve plus d'un sujet d'étonnement; qui aurait jamais deviné, par exemple, que le rhododendron fût l'emblème d'un cœur disposé au pardon? Un peu plus loin, on lui reproche vivement de « *penser pouvoir se tenir debout par ses propres forces!* »

Pour moi, je crois fermement qu'il ne mérite « ni cet excès d'honneur ni cette indignité. » Je l'ai vu s'épanouir aussi volontiers sur les sommets dépouillés de toute autre végétation que sur l'extrême bord des roches incessamment battues par les cascades bouillonnantes; il m'a paru prendre simplement la vie et fleurir sans difficulté partout où Dieu le plaçait : heureuse science que nous ne possédons pas tous!

Quant aux *jeunes filles,* elles ne vivent pas. Elles font l'effet de pâles fantômes qui se meuvent péniblement, non pas même au clair de lune, comme les Willis des ballades, mais dans un brouillard anglais très épais.

Assurément les intentions de l'auteur sont dignes de tout respect; il évite soigneusement de sacrifier le fond à la forme, et plutôt que de manquer une occasion de nous adresser une homélie de trois ou quatre pages, il laisse ses héroïnes dans une situation pénible sans se soucier de les en retirer au plus vite. On se trouve donc un peu embarrassé pour exprimer son opinion, surtout lorsqu'un tel ouvrage est arrivé à sa 3e édition, et l'on ne peut que dire, en toute humilité, qu'il aurait mérité un succès beaucoup plus grand encore si l'élément fictif et l'élément religieux avaient été mieux fondus ensemble, et si ce dernier avait été tra-

versé par un peu de *flamme*. C'est une orthodoxie aussi pure que la neige que nul pied n'a foulée, mais aussi froide qu'elle, pour le moins. Eug. P.

Alice Favre, ou Beaucoup d'ombres et encore plus de lumière. Nouvelle villageoise, par *S. Bérard*, pasteur.

Le dévouement persévérant d'une jeune fille au milieu de difficultés de tous genres, qui lasseraient bien vite un cœur qui n'aurait pas appris le renoncement au pied de la croix, tel est est le sujet de cette nouvelle dont la lecture est bonne, saine, intéressante. Les caractères sont vrais. L'auteur a dû connaître presque tous les personnages qu'il a fait agir devant nous, et pour peu que nous y pensions un instant, nous trouverons aussi dans nos souvenirs plus d'un *Joseph Favre* qui a perdu par l'ivrognerie la santé de son corps et celle de son âme, plus d'une *Madeleine* usée avant le temps par les chagrins domestiques et par un labeur au-dessus de ses forces, plus d'une *tante Sophie*, impérieuse, acariâtre, violente, qui semblait s'être donné pour mission d'exercer la patience de son entourage, et grâce à Dieu, plus d'un pasteur *Duvillard*, plein de zèle, de simplicité de foi, d'amour pour les âmes, et toujours prêt, comme son Maître, à courir après les brebis égarées.

Avons-nous rencontré beaucoup de fiancés semblables à *Samuel Bovet*, qui, plutôt que de marcher sur le devoir pour épouser la femme qu'ils avaient choisie, ont préféré une attente de dix années? Ils sont rares, je le crains. Quant aux *Alice Favre*, elles sont plus rares encore, si même il en existe. Ce qui me surprend, ce n'est pas de trouver dans la même personne tant de douceur et tant d'énergie, deux qualités qui s'excluent ordinairement; ce n'est pas non plus de la voir se charger si courageusement d'une lourde croix sur un sentier hérissé de bien des épines; ce n'est pas même d'apprendre qu'elle renonce au plus grand bonheur qu'on puisse goûter ici-bas, à un amour pur sanctifié par le Seigneur, pour pouvoir terminer l'œuvre qu'elle a acceptée de la main de Dieu, — on est chrétien pour faire des choses extraordinaires, — mais cette prodigieuse succession de victoires, qui n'est interrompue par aucune défaite, m'étonne, je l'avoue. « Le juste, est-il écrit, tombe sept fois par jour; » *Alice* est plus avancée que cela; nous la voyons toujours debout, appuyée sur sa Bible. Elle ne peut pas même dire avec David : « Il s'en est peu fallu que mes pieds n'aient glissé. » Elle avance d'un pas égal dans des chemins où tout autre trébucherait; à vrai dire, elle semble *arrivée* déjà. On cherche vainement quels progrès elle a accomplis dans les quinze années de sa vie qui nous sont racontées, et on ne peut pas lui reprocher de n'en avoir fait aucun, car on ne saurait se la représenter plus tendre, plus dévouée, plus active, plus persévérante dans la prière, plus ferme dans la foi, plus consacrée à son Sauveur qu'elle ne l'est lorsque le

récit commence. Oserai-je le dire? On voudrait parfois la faire sortir de son calme, de sa patience, et la voir, ne serait-ce que pour un moment, s'affaisser sous son fardeau. Tant de perfection vous désespère!... Eh bien, toute réflexion faite, c'est là un très mauvais sentiment. Loin de regretter que l'auteur d'*Alice Favre* nous ait montré ce que devraient être les femmes pieuses plutôt que ce qu'elles sont, nous devons lui en savoir gré. Il faut viser haut en fait de vie chrétienne et ne pas se contenter d'une sanctification au rabais. Il est bon de regarder en face l'idéal, quoique cette vue nous humilie en nous rappelant tout ce qui nous manque, car ainsi que l'a dit Thomas Adam : « On n'est pas sincère avec Dieu tant qu'on n'est pas disposé à savoir tout ce qu'il y a de pis sur soi-même. »

EUG. PEYRAT.

CHRISTOPHE SAUVAL, *chronique du temps de la Restauration*, par *Emile de Bonnechose*.

Ce livre est à la fois une histoire et un roman; ou mieux, sous une forme romanesque, c'est l'histoire morale de la Restauration, histoire sérieuse et pleine d'enseignements.

M. de Bonnechose a cru devoir appeler l'imagination en aide à ses souvenirs. S'est-il plié au goût du jour? Je ne le crois pas. Il a obéi sans doute à cet instinct secret et puissant qui pousse les hommes faits aux études sévères à chercher dans la fiction une occupation charmante et comme une distraction de l'esprit. — J'eusse préféré, je l'avoue, une forme plus sévère, car le sujet en valait la peine; mais je ne suis pas insensible à l'attrait d'un beau et douloureux récit, plein de vie et d'animation. Il ne faut donc pas se laisser effrayer par le titre. Ce n'est pas une chronique frivole que nous avons sous les yeux, c'est une véritable étude morale, fortement pensée, fine et pénétrante. C'est en même temps une parole honnête, parole de paix et de conciliation jetée au milieu de nos discordes; c'est la parole d'un homme qui a beaucoup vu, beaucoup jugé et qui se souvient.

Héritière de la Révolution et du premier Empire, la Restauration porte le poids des grands événements dont elle est sortie. Après tant d'orages elle paraît effacée, et néanmoins elle n'a manqué ni d'enthousiasme ni de grandeur réelle. Alors la France faisait le pénible apprentissage de la liberté et commençait le grand travail de son unité morale au milieu des déchirements et des luttes des partis, luttes ardentes où se heurtaient les idées, les intérêts et les caractères de deux âges. Ce qui en fait l'intérêt dramatique, c'est que dans ces limites étroites d'une société pour qui l'action est devenue impossible, les répulsions, avant de disparaître, se prononcent vigoureusement, les haines s'exaltent et prennent un caractère personnel. C'est le monde ancien qui livre son dernier combat; c'est une race nouvelle qui entre en scène et conquiert sa place dans la direction

des affaires. — Cette lutte apparaît ici dans toute sa violence; nous en voyons les ressorts et les misères; nous retrouvons dans ce beau livre, vivants et bien accentués ces hommes dont nous avons pu connaître quelques-uns dans notre jeunesse : l'homme de caste, intraitable, poussant l'orgueil jusqu'au simulacre de la vertu, sacrifiant tout à l'honneur de la race et de la famille, le jacobin fanatique avec son rêve de régénération sociale, et dépaysé au milieu d'un monde qui ne le comprend plus, le parvenu libéral qui renie son passé, l'homme d'affaires qui exploite à son profit les révolutions, etc. — De tous ces hommes et de toutes ces choses, il ne nous revient plus aujourd'hui que quelques échos affaiblis. Le temps, ce grand conciliateur, a usé les hommes avec les haines. Les passions qui ont animé nos pères sont mortes avec eux; d'autres ont surgi, et aussi d'autres intérêts et des aspirations différentes.

Christophe Sauval, le héros, je n'ose pas dire le martyr dont l'histoire émouvante est si bien écrite par M. de Bonnechose, c'est un enfant de la bourgeoisie, le fils de ses œuvres, sorti de rien, aspirant à tout, faisant sa percée dans le monde par la grâce de ses talents et d'une ambition sans frein qui lui tiennent lieu d'ancêtres et de protecteurs. C'est bien l'enfant de ce siècle, un cœur vaillant, une nature nerveuse, une âme sans principe et sans joug, livrée au caprice de toutes les passions. — Rien n'est plus triste que sa vie, et l'enseignement qui en ressort est celui-ci : A quoi servent donc les plus hautes facultés de l'esprit, les sentiments les plus généreux lorsqu'ils ne sont pas placés sous la domination d'une conscience inflexible?

Christophe Sauval sert une grande cause, la cause de la liberté, mais il ne sait ni borner ses désirs ni dompter son cœur. Toujours souffrant de cette secrète douleur des hommes ambitieux, il a passé à côté de tous les bonheurs sans avoir su en jouir; il s'est perdu lui-même et a entraîné dans sa ruine morale tous ceux qui l'ont aimé et dont la vie dépendait de la sienne. Une sèche analyse ne saurait rendre les émotions et les souffrances d'une semblable vie. Il faut lire ce livre et le méditer. Il y a là des choses poignantes et tellement vraies qu'on se demande si cette histoire n'est qu'une fiction. Quoi qu'il en soit, Christophe Sauval restera comme un type admirablement saisi et particulier à cette génération qui précède la nôtre de quelques années seulement, et de laquelle M. de Bonnechose a pu dire : « La grande plaie de ce siècle, c'est que les hommes qui honorent Dieu dans leurs cœurs et qui ont charge des âmes, n'ont point l'intelligence des choses de la terre, tandis que ceux qui sont appelés par leurs talents à diriger les affaires humaines ont la plupart banni Dieu et son Christ de leurs pensées. »

Oui, des saints qui ne connaissent pas le monde et des hommes du monde qui ignorent Dieu, voilà bien la plaie de notre temps. La grande maladie du siècle, c'est l'absence de Dieu. L'homme, de nos jours, n'aime que l'homme et soi-même. Il s'est fait le centre de tout, et se voit seul

avec la nature qu'il juge et qu'il domine. Les sources de la vie céleste nous sont fermées; c'est là notre malheur. Voilà pourquoi, ce que nos pères ont aimé par-dessus tout, la liberté, ils n'ont su la conquérir ni pour eux ni pour nous. Ils ne l'ont comprise que comme un droit humain. Ils n'ont pas su qu'elle n'est durable qu'autant qu'elle a ses assises profondes dans la liberté intérieure qui naît du respect de soi-même et d'une dignité plus que terrestre. Aussi n'a-t-elle été jusqu'ici qu'une surprise et qu'une aventure d'un jour.

Un livre comme celui que nous annonçons fait aimer et désirer la véritable liberté. Tous ces forts et bons sentiments dont il est plein, consolent et soutiennent le cœur. On aime avec un si bon guide, « à penser à l'avenir de la patrie, au degré de gloire et de prospérité où s'élèvera la France lorsque le temps aura amorti les haines politiques, et surtout quand une religion éclairée, une foi vraiment chrétienne aura enfin jeté ses racines dans les cœurs et triomphera de la superstition et de l'incrédulité. » Et de telles pensées font du bien. Dieu veuille qu'elles soient plus qu'un rêve, plus qu'un noble désir et que quelques-uns d'entre nous puissent les voir s'accomplir.

F. Kuhn.

CORRESPONDANCE

—

A Monsieur le Rédacteur de la Revue chrétienne.

Paris, le 11 août 1865.

Monsieur,

Permettez-moi de vous exprimer la surprise que je viens d'éprouver en lisant, dans votre *Revue* du 5, les lignes suivantes :

« Le *Disciple de Jésus-Christ*, dans un de ses derniers numéros, a prétendu que notre étendard dogmatique était la confession de la Rochelle ; c'est ainsi qu'il mêle le plaisant au grave et repose ses lecteurs par un aimable badinage. »

En 1840, dans une lettre adressée à M. le comte Agénor de Gasparin, je disais : « Les pasteurs et les administrateurs de l'Eglise dissidente (ils m'en ont fait eux-mêmes la formelle déclaration) ont *signé* et *enseignent*, — ce qui sans doute veut dire aussi *croient*, — *la confession de foi de la Rochelle.* »

C'était un fait certain.

En 1865, dans le *Disciple de Jésus-Christ* (15 février) j'ai eu occasion de reproduire cette lettre pour répondre à la question posée par l'honorable rédacteur en chef du *Journal des Débats :* « Qu'est-ce qu'un protestant orthodoxe? » Et comme M. de Sacy n'était pas tenu de savoir de quelle *Eglise dissidente* il s'agissait, j'ai dû mettre en note que c'était la *chapelle Taitbout actuellement desservie par MM. E. de Pressensé et Bersier.*

Quel *aimable badinage* voyez-vous donc là, je vous prie ?

Il me semble, Monsieur, que tout ceci est fort sérieux, et pour le fond et pour la forme.

Les pasteurs et administrateurs de la chapelle Taitbout ont-ils *signé*, oui ou non, il y a vingt-cinq ans, la confession de la Rochelle ?

C'est ce que j'ai affirmé. Je l'affirme encore. Me démentez-vous ?

Dans quel numéro du *Disciple* ai-je prétendu que votre étendard dogmatique, à vous, était cette confession ?

Vous vous en défendez en termes qui ne sont peut-être pas très flatteurs pour vos anciens collègues, mais qui ne laissent aucune incertitude sur le fait.

J'espère, Monsieur le rédacteur, que vous ne refuserez pas l'insertion de cette lettre dans votre prochain numéro, et je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments fraternels.

MARTIN-PASCHOUD, pasteur.

—

Nous avions compris, ainsi que plusieurs de nos amis, la note de M. Martin-Paschoud comme impliquant que M. Bersier et nous trouvions dans la confession de la Rochelle l'expression complète de notre foi; ce qui ne pouvait passer que pour une malice, à supposer que l'on eût la moindre connaissance de notre tendance théologique. M. Martin-Paschoud affirme qu'il n'a rien entendu de semblable; nous retirons donc l'observation qui s'appliquait à ce qu'il avait semblé vouloir dire, mais n'a pas dit. Quant à l'Eglise Taitbout, du jour où elle a été constituée en Eglise proprement dite, elle a eu sa confession de foi qui n'est point celle de la Rochelle, mais exprime d'une manière claire et suffisante les grands faits chrétiens. On n'en devient membre qu'en l'acceptant et le pasteur ou l'ancien qui la rejetterait serait regardé comme démissionnaire. Un enseignement contradictoire n'y est pas possible sur les points essentiels de la foi. Fondée sur le principe des adhésions individuelles, elle ne s'impose à personne, mais elle ne permet pas qu'on détruise dans son sein ce qui est sa raison sociale au sens le plus élevé. C'est ainsi qu'elle comprend la liberté et pas autrement. E. DE P.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 4 septembre.

Difficulté d'une spoliation. — La dernière séance de l'Académie française. — Le pugilat littéraire. — Réveil de l'esprit public en France prouvé par les dernières élections. — Le projet de décentralisation *publié à Nancy. — La morale indépendante. — Une préface de M. Laboulaye. — Réponse du Comité américain en faveur des noirs affranchis au Comité des Dames de Paris.*

Laissons l'Autriche et la Prusse se réconcilier aux dépens de leur proie commune, après le scandaleux libellé des juristes de Berlin sur l'affaire danoise, dont la conclusion est qu'en définitive les provinces conquises appartenaient dûment au roi de Danemarck et que lui seul en peut disposer pourvu que ce soit au profit de la Prusse. C'était bien la peine en vérité de soutenir à grands frais le droit des nationalités en faveur de ces pauvres Allemands des duchés, pour aboutir à une répudiation des principes invoqués naguère. La raison du plus fort s'est rarement étalée avec autant d'impudence. C'est ce que les pieux partisans de M. de Bismark appellent de la politique chrétienne. Toute cette affaire tourne au scandale flagrant et sera considérée comme une des scènes les plus caractéristiques de la comédie humaine au dix-neuvième siècle.

C'était bien aussi, dans son genre, une petite scène de comédie que celle qui nous était donnée l'autre jour à l'Académie française où M. Sainte-Beuve distribuait les prix de vertu, dans un discours au travers duquel circulait une ironie discrète. L'éminent critique nous a trop dit ces dernières années ce qu'il pensait de la vertu et de la morale pour que son cas ne fût pas embarrassant. On prétend qu'il s'en est très bien tiré. Ce n'est pas notre avis ; la raillerie du commencement sur l'humilité chrétienne, le jeu de mots de la fin sur le zèle de la maison du Seigneur dont était dévoré l'excellent abbé, ami passionné de la truelle, tout cet esprit n'était pas à sa place. On ne peut cumuler les bénéfices du scepticisme qui proclame l'illusion infinie et universelle et la gravité qui sied à un juge attitré de la vertu. Les grâces d'état sont insuffisantes pour une telle fonction. Le discours de M. Villemain a brillé par ses qualités ordinaires ; l'illustre académicien a conservé toute la souplesse et tout le nerf de son talent, et transformé complétement le discours académique en le débarrassant des éloges de convention. M. Villemain ne couronne pas

des lauréats, il juge des écrivains avec une sympathie éclairée. Nous l'avons trouvé bien sévère pour Calvin dont la désignation d'*illustre sectaire* résume si imparfaitement le grand génie religieux. Une spirituelle et charmante lecture de M. Saint-Marc Girardin sur les origines de la fable a donné un nouvel intérêt à la séance. Comme toujours, l'éloquent académicien a su enfermer dans une forme brillante et souvent piquante le plus noble hommage aux grandes vérités morales.

Décidément le pays se réveille. Nous ne cherchons pas la preuve de cette vie nouvelle dans les débats violents soulevés à l'occasion d'une mauvaise pièce défendue avec une rare outrecuidance, et qui tendait à transformer la discussion littéraire en pugilat. Si de pareilles habitudes s'établissaient dans le journalisme, il ne serait plus qu'un carrefour où le dernier mot appartiendrait au plus outrageant insulteur. La société doit veiller scrupuleusement au maintien des convenances du langage, sous peine de retomber dans la barbarie et de rendre la vie commune impossible. Non, le réveil du pays se manifeste par d'autres symptômes. Les élections municipales ont été faites avec entrain et ont révélé sur plus d'un point le goût renaissant pour les pratiques de la liberté. Mais ce qui est surtout significatif, c'est de voir le suffrage universel se montrer toujours plus rebelle aux candidatures officielles et se prononcer en faveur de l'opposition au nord comme au centre et au midi. L'élection récente du département de l'Aisne, venant après celles de la Côte-d'Or, de la Charente-Inférieure et du Puy-de-Dôme, a une immense importance. Evidemment le pays s'est remis des terreurs qui lui font acheter si cher le repos; il veut s'occuper de ses propres affaires. Il est facile de prévoir ce que seront les prochaines élections générales. Tous les bons citoyens souhaitent que le gouvernement tout le premier fasse preuve d'une sage et habile prévoyance, en prenant l'initiative d'un développement libéral que rien ne peut plus empêcher.

Ce qui importe, c'est que l'esprit public s'éclaire et que la notion de liberté s'épure au milieu de nous. Or on ne saurait contester que les progrès dans ce sens ne soient très marqués, et qu'ils ne tendent à se généraliser. Le malheur de la France, comme l'a dit admirablement M. de Tocqueville, c'est d'avoir mis la tête de la liberté sur le corps de la servitude, c'est d'avoir maintenu dans la centralisation excessive qui l'étouffe l'instrument et le mécanisme de l'oppression, tout en se passant de temps à autre la fantaisie d'une constitution libérale. Aussi n'y aura-t-il de retour sincère et sérieux vers la liberté que dans la mesure où l'on essayera de restreindre le pouvoir de l'Etat. Cette vérité, banale hors de notre pays, s'y popularise peu à peu, et nous voyons la grande coalition libérale qui s'y forme inscrire sur son drapeau le mot de *décentralisation*. Nous n'en voulons d'autre preuve que le succès obtenu par le *Projet de décentralisation* qui émane du groupe vaillant des auteurs de *Varia*. Ils viennent de rendre un service nouveau et signalé à la cause qu'ils défendent avec

tant de talent et de persévérance, par ce plan sage et hardi tout ensemble, par lequel, tout en ménageant les transitions, ils s'efforcent de rendre la vie politique à la commune, au canton et au département. La décentralisation qu'ils nous proposent n'a rien de commun avec ce système dérisoire qui consiste à accroître le pouvoir des préfets et des sous-préfets, comme si le préfet n'était pas encore le gouvernement, l'homme de l'Etat. Le beau privilége en effet de dépendre plus directement d'un subalterne! Ce qu'il s'agit d'accroître, c'est la liberté locale, c'est la vie politique non de l'administration, mais des administrés. Or, c'est ce que tente avec une modération peut-être excessive le *Projet de décentralisation*. Les adhésions si remarquables qu'il a rencontrées lui confèrent une haute valeur. Les vétérans les plus illustres du libéralisme donnent la main aux députés de la gauche et aux représentants autorisés de la jeune démocratie pour combattre ce que M. Pelletan appelle si bien dans sa lettre le panthéisme de la politique. Ce mot donne à la question toute son ampleur; décentraliser, en effet, ce n'est pas seulement vivifier la commune, c'est partout restreindre le pouvoir central au profit de l'individu, c'est se préoccuper du citoyen plus encore que de la cité. M. Cochin, dans la lettre qu'il a écrite aux auteurs du *Projet*, a admirablement caractérisé cette tendance nouvelle en France de laquelle dépend l'avenir de la liberté : « La vraie décentralisation, dit-il, est celle qui s'opère au profit de l'individu. Diminuer le nombre des cas où l'Etat intervient, voilà la vraie, la bonne décentralisation. Je ne la place pas dans le partage ou le déplacement de l'autorité, ni dans quelques petites simplifications pourtant utiles, mais dans le progrès de la liberté personnelle, civile, politique. » Le plus pressé nous semble toujours, en fait de décentralisation, de commencer par la conscience et la religion. Espérons que les hommes éminents qui entrent dans ce courant salutaire, se laisseront conduire par lui jusqu'au bout! Quand la religion sera décidément affranchie du pouvoir civil, nous ne verrons pas se produire la singulière thèse de la morale *indépendante*. Elle est aujourd'hui en grande faveur. Un journal vient d'être fondé pour la soutenir [1]. D'où vient cette faveur, si ce n'est de la crainte que tant que la religion dépend plus ou moins de l'Etat, l'union nécessaire entre la morale et la notion de Dieu, n'ait pour conséquence que le pouvoir civil ne mette sa rude main dans les choses de la conscience? Faites disparaître ce point, et vous ne pourrez accréditer cette thèse absurde, qu'il est indifférent, en morale, de croire ou de ne pas croire en Dieu ; qu'il importe peu que la loi émane ou non d'un législateur capable de lui donner une sanction. Au reste, cette question va être portée au congrès de l'Association pour le progrès des *sciences sociales*, qui aura lieu à Berne et sera terminé au moment ou paraîtront ces pages. Nous nous réservons de la

[1] *La Morale indépendante*, Paris, cour des Miracles.

traiter à cette occasion avec les développements qu'elle comporte. On verrait bientôt à quel abaissement de la morale conduirait tout système qui, en la détachant de la religion, l'arracherait au tronc vigoureux où elle a toujours puisé la sève et la vie; elle ne serait plus qu'un rameau mort, une branche flétrie, que les passions humaines pousseraient à leur gré comme des vents déchaînés. On verrait aussi ce que deviendrait la liberté sous les auspices de l'athéisme, ou plutôt, on l'a déjà vu à Rome et en France, tandis qu'au delà de l'Atlantique, apparaît dans toute son évidence la solidarité entre l'Evangile et la liberté.

Nous sommes heureux de citer à l'appui de cette pensée les pages suivantes détachées de l'éloquente préface mise par M. Laboulaye en tête du nouveau livre de M. Astié, intitulé : *Histoire de la république des Etats-Unis depuis l'établissement des premières colonies jusqu'à l'élection du président Lincoln* (1620-1861).

La *Revue* reviendra prochainement sur ce livre si complet, si instructif, d'un intérêt si actuel et animé d'un si excellent esprit. Laissons pour le moment parler M. Laboulaye; jamais il ne fut mieux inspiré et ne servit avec plus de force la grande cause du libéralisme chrétien.

M. Astié ne s'est point proposé d'écrire jour par jour les annales des Etats-Unis ; un pareil livre aurait peu d'attraits pour le lecteur européen; ce qu'il a voulu montrer à l'ancien monde, c'est qu'une même idée, une même force, a poussé les émigrants du XVIe siècle sur le rocher de Plymouth, a soutenu les insurgents du XVIIIe siècle contre l'arrogance des Anglais, a couvert l'Amérique de communes indépendantes et de gouvernements libres; cette idée, cette force, c'est la religion de l'Evangile sous sa forme la plus austère, le puritanisme. De même qu'Athènes représente l'art et la poésie, Rome l'esprit de conquête et de gouvernement, l'Amérique représente la floraison du protestantisme. Une Eglise républicaine a enfanté une société qui lui ressemble. En Amérique la liberté est sortie de la religion; c'est pour cela sans doute qu'elle a résisté à tous les orages, tandis qu'en France, la liberté, fille de la révolte, s'est presque toujours perdue par ses propres excès. En Amérique elle crée les institutions, chez nous elle les détruit.

Une foi individuelle a créé une société où règne l'individu. Ce sont les Américains qui les premiers ont proclamé et fait passer dans leurs constitutions la maxime que le gouvernement est fait pour le citoyen et non pas le citoyen pour le gouvernement. Ce sont eux qui les premiers et les seuls ont donné pour principe à la démocratie, le respect du droit individuel et ont ainsi protégé la conscience, la pensée, la parole, contre la tyrannie des majorités, non moins dangereuse que celle des rois.

Je prends quatre questions qui aujourd'hui sont à l'ordre du jour en Europe, et préoccupent les esprits sérieux : les rapports de l'Eglise et de l'Etat, l'éducation populaire, la presse, la décentralisation. A ces questions délicates, chacun cherche une réponse qui décidera de notre avenir ; il y a longtemps que l'Amérique les a résolues. Ces problèmes brûlants on ne s'en inquiète pas plus de l'autre côté de l'Océan, que nous ne nous inquiétons de la féodalité. Sur chacun de ces sujets il y a maintenant expérience acquise, chose jugée. La liberté est passée dans les mœurs, je dirais presque dans le sang de la nation.

La séparation de l'Eglise de l'Etat, l'affranchissement complet de la conscience a été demandé pour la première fois dans le monde par un pauvre pasteur, émigré au delà des mers, longtemps persécuté, plus longtemps méconnu, Roger Williams, le

fondateur de la ville de Providence, le créateur de la petite colonie de Rhode-Island. En 1644, à l'époque où les Assemblées du clergé français demandaient l'extirpation du protestantisme, où l'Eglise écossaise, infidèle à son principe, insistait afin que la liberté des cultes ne fût pas accordée, un obscur ministre, venu en Angleterre pour solliciter une charte coloniale, annonçait au monde scandalisé que l'Etat est institué pour punir le délit, mais qu'il n'a pas le droit de s'occuper du péché. « C'est d'après ce principe, disait-il, que saint Paul en appelle à César. Le gouvernement est tenu de protéger le corps, les biens et la bonne renommée de ses administrés, soit quand ils sont faussement accusés dans les choses civiles, soit quand ils sont persécutés pour des questions de conscience, ce qui est une offense contre le gouvernement civil, dont César est le fonctionnaire suprême[1]. »

Il a fallu près de deux siècles pour que les idées de Roger Williams triomphassent en Amérique; mais aujourd'hui la victoire est complète. L'Eglise ne connaît point l'Etat, l'Etat ne connaît point l'Eglise. Quel a été le résultat de cette séparation? L'affaiblissement des croyances, la multiplication des querelles religieuses? Tout au contraire. Le christianisme a grandi, la haine théologique a disparu. L'Etat, qui n'est qu'une abstraction, n'a plus eu sans doute à se mêler des affaires de l'Eglise, mais la société, qui est chose vivante, a été de plus en plus pénétrée de l'esprit chrétien. Quelle autre preuve en faut-il que ces miracles de charité, qui au milieu d'une guerre civile, ont étonné la vieille Europe, et lui ont donné le sentiment d'une grandeur inconnue depuis l'antiquité?

Demandez à un Américain, demandez à un pasteur des Etats-Unis, demandez aux évêques catholiques d'outre-mer s'ils voudraient échanger leur pleine liberté religieuse contre la protection de l'Etat, telle qu'elle existe en France, dernier débris d'une civilisation qui a fini en 1789; ils ne vous comprendront même pas. La religion ne veut qu'une obéissance volontaire; la gloire du pasteur est de tout tenir de ses brebis. Sous un beau nom, le patronage de l'Etat n'est qu'une servitude; l'Eglise chrétienne est née hors de l'Etat, elle a grandi par la liberté, elle a décliné, elle s'est corrompue le jour où la main des princes l'a soutenue; elle s'est relevée partout où on l'a rendue à elle-même. Permis à la vieille Europe de discuter de vieux problèmes depuis longtemps résolus; le christianisme a retrouvé en Amérique les beaux jours de son enfance; il ne reprendra pas le joug qu'il a volontairement brisé.

Croit-on que l'Europe résistera longtemps à cet exemple? Croit-on que l'Eglise catholique elle-même, malgré le pli qu'elle a reçu d'une trop longue servitude, ne finira pas par sentir qu'elle perd tout à ce marché qui l'affaiblit et l'appauvrit? S'imagine-t-on qu'elle ne comprendra pas que la liberté lui donnerait l'âme tout entière des fidèles, et jusqu'à des ressources matérielles qui lui manquent aujourd'hui? Pour moi, j'ai foi dans le triomphe de la vérité; c'est une lumière qui éclaire d'abord les hauteurs, mais qui finit par pénétrer jusque dans les dernières profondeurs. L'abolition de l'esclavage, en détruisant ce qui séparait la civilisation américaine de la nôtre, va rapprocher les deux courants; je crois que l'Europe va peser sur l'Amérique, et l'Amérique peser sur l'Europe, et qu'il n'est pas une vérité reconnue, pas une conquête de la liberté, qui, dans un temps rapproché, ne franchisse l'Océan. Chacun des deux mondes gagnera à cette solidarité.

Mais ce qui donne un cachet particulier au travail de M. Astié, c'est que l'auteur a montré comment toutes ces libertés diverses avaient une souche commune, la religion, l'Eglise. Ce qui a enfanté la commune, l'école, la milice même, c'est l'Eglise, ou, suivant l'expression américaine, la *Congrégation*. La commune, la milice, c'est la congrégation, occupée de ses intérêts civils ou militaires; l'école, c'est la première condition de la vie religieuse, en un pays où la religion tout entière est contenue dans un livre qui doit répondre de lui-même aux doutes des croyants. Enfin si les formes

[1] Astié, t. I, p. 349.

de gouvernement et les libertés politiques ont été apportées d'Angleterre par les premiers émigrants, la souveraineté du peuple est sortie de la souveraineté des fidèles. Une Eglise sans évêques, sans prêtres, où l'autorité repose entre les mains des croyants, pouvait-elle enfanter autre chose qu'une démocratie? Quand, suivant l'expression de Luther, tout chrétien est prêtre et toute chrétienne prêtresse, où trouver les éléments du privilége? Et comment créer un pouvoir qui ne soit pas une délégation?

On voit quel intérêt offre le livre de M. Astié. Il n'instruira pas seulement ceux qui veulent connaître l'histoire des Etats-Unis. Le but de l'auteur est plus élevé. Il a choisi ce sujet, moins pour les Américains eux-mêmes que pour leur religion. C'est l'histoire d'une croyance qu'il a voulu faire; c'est un monument élevé au protestantisme, et mieux encore à l'Evangile. Prouver que le christianisme est la source de toute liberté, qu'il n'a pas seulement relevé la femme dans la famille et racheté l'esclave, mais encore que c'est lui qui a émancipé le citoyen, détruit les vieux priviléges, et fondé la démocratie moderne, telle a été, ce me semble, l'idée principale de l'auteur. Au moins est-ce celle qui pour moi ressort le plus clairement de son livre, et qui m'a le plus touché. J'y vois un grand service rendu à une cause que j'aime par-dessus toutes les autres. La liberté a un mauvais renom en quelques pays de l'Europe; on ne la connaît que par les ruines qu'elle a faites, par les violences qu'elle a engendrées; mais ces violences, ces fautes, ces crimes même, faut-il les imputer à la liberté ou aux hommes qui ne se sont servis de ce nom sacré que pour le déshonorer? L'exemple de l'Amérique est fait pour nous donner une tout autre notion de la liberté, et pour nous apprendre à la respecter et à l'aimer. Dans cette liberté féconde qui élève les âmes, éclaire et pacifie les esprits, rapproche les cœurs, nous voyons le fruit le plus parfait de l'Evangile. Cette liberté moderne qui s'appuie sur le concours de tous, qui repousse l'esclavage, qui protége les minorités et l'individu, où a-t-elle paru sinon dans les pays qui reconnaissent le Christ pour leur maître? Y a-t-il jamais eu un semblant de gouvernement libre ou de démocratie chez les peuples asservis par la fatalité du Coran ou par les doctrines désespérées du bouddhisme? Reconnaissons l'arbre à ses fruits, comprenons que la liberté religieuse, politique, sociale, individuelle est fille du christianisme; au lieu de la maudire et de l'insulter, essayons de la connaître, et peut-être, en voyant de près sa divine beauté, finirons-nous par l'aimer et par l'épouser. Nous l'installerons à notre foyer, et nous lui donnerons notre vie tout entière. C'est ce qu'a fait l'Amérique, elle s'en est bien trouvée. Puissions-nous suivre cet exemple; puisse une même foi et un même amour emporter la civilisation des deux mondes vers un même avenir de paix, de bon vouloir et de prospérité.

La grande œuvre de l'émancipation des noirs se poursuit en Amérique à travers de grosses difficultés, suscitées par la malveillance des sudistes.

Des efforts gigantesques sont encore nécessaires. Espérons que le mouvement sympathique en faveur de cette noble cause qui a commencé au milieu de nous, bien loin de se ralentir, va prendre un nouvel essor. Nous reproduisons, à titre d'encouragement, la réponse adressée au Comité des Dames françaises par l'association américaine, à la suite d'un premier envoi d'argent et de vêtements.

A la présidente et aux autres membres de la Société des Dames françaises, en faveur des esclaves affranchis

« Nous avons reçu avec joie votre don généreux et votre lettre pleine de sympathie pour nos luttes, nos souffrances et notre victoire. Nous vous remercions de vouloir

coopérer à nos efforts pour secourir et relever les esclaves affranchis. Votre sympathie nous a raffermis et vos félicitations nous montrent que vous appréciez le véritable caractère de notre victoire.

« Nous avons, en effet, senti comme vous, que notre lutte n'était pas seulement une lutte nationale, mais une lutte véritablement humaine. Notre gouvernement a été fondé sur l'égalité de droits de tous les hommes, principe aussi universel que fécond. C'est la négation de ce principe qui a causé la guerre, son rétablissement seul assurera la paix. Il nous est cher de penser que vous, filles de ceux qui ont aidé nos pères à fonder un gouvernement démocratique et libéral, vous regardez ce gouvernement comme ayant démontré au monde, par la plus terrible des épreuves, sa virtualité et sa justice. Notre devoir et notre honneur seront maintenant de vous prouver qu'il peut être sage autant que fort. Notre plus ardent désir, est que chaque année future resserre nos liens avec la nation qui a été notre première amie.

« Nous acceptons respectueusement et cordialement la main fraternelle que vous nous tendez, et nous restons vos fidèles amis et serviteurs. »

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

QUESTIONS ACTUELLES

CONDITIONS SANITAIRES DES ARMÉES

PENDANT LES GRANDES GUERRES CONTEMPORAINES[1].

III.

Pendant la grande guerre qui vient à peine de prendre fin, la Commission sanitaire des Etats-Unis a rendu d'immenses services aux armées du Nord, et a certainement atténué, dans une forte proportion, les calamités qu'entraînait cette lutte fratricide.

C'est pour faire connaître en France cette œuvre remarquable[1] que M. Evans a publié un livre fort intéressant où nous puiserons une grande partie des détails dans lesquels nous allons entrer.

Au moment où la sécession s'accomplissait, les Américains ne possédaient qu'une armée de 20,000 hommes environ, qui était plus que suffisante pour les besoins du pays, lorsque tout à coup la guerre éclata. Le lendemain même du bombardement du fort Sumter, le président Lincoln ordonna une levée de 75,000 hommes. La réponse à cet appel fut enthousiaste et instantanée; des milliers de volontaires accoururent de tous côtés; mais la discipline manquait totalement au milieu de ces soldats improvisés, et dont les officiers choisis au milieu d'eux n'avaient aucune expérience. L'administration aussi était impuissante et inhabile à suffire aux besoins d'une telle agglomération de troupes. Le bureau médical ne pouvait fournir des chirurgiens

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 septembre 1865. Une erreur typographique a rendu incompréhensible la première phrase du premier article; la voici rétablie : « Il est plusieurs manières d'envisager les conséquences de la guerre et les *sacrifices* qu'elle impose. »

[2] M. Elisée Reclus avait déjà précédemment écrit un article fort intéressant dans la *Revue des Deux-Mondes* sur l'œuvre de la Commission sanitaire.

et des secours en quantité suffisante. Les difficultés paraissaient donc, au début, complétement inextricables. Ce fut dans ce moment de crise que se forma l'Association centrale pour l'assistance médicale, sous la direction des docteurs Bellows, Bethune et Mott; ce dernier fut nommé président de l'Association et vint offrir les secours de cette nombreuse et active Société au bureau médical de l'armée régulière; mais son directeur général ne reçut pas ces propositions sans un certain effroi; comme tout chef d'administration, il redoutait une coopération qui lui enlèverait probablement une partie de son autorité; il refusa donc toute offre de services et s'efforça de décourager les promoteurs de l'Association. Néanmoins ceux-ci persistèrent dans leur entreprise et décidèrent de se constituer en Commission permanente avec un bureau régulier et des employés qui résideraient à Washington. A force de persévérance, ils parvinrent à triompher de tous les obstacles et obtinrent enfin l'approbation du président Lincoln, le 13 juin 1861.

Aux termes de l'autorisation, la Commission avait pour but d'étudier la condition sanitaire des volontaires et les moyens de rétablir et de maintenir leur santé. D'accord avec le nouveau directeur du service médical, le Dr Hammond, elle procéda à une enquête minutieuse qui eut pour conséquence des réformes importantes. Par la voie de la presse, la Commission fit connaître au public ses efforts et demanda des secours; le pays tout entier comprit l'opportunité de cette œuvre et voulut contribuer à l'amélioration du sort des armées fédérales. C'est surtout la chaude et généreuse sympathie des femmes qui soutint et fit triompher les efforts de la Commission. En relation directe avec les quinze succursales de l'institution-mère, il ne se forma pas moins de trente-deux mille Sociétés d'assistance pour les soldats, dirigées et contrôlées par les femmes liguées dans l'intérêt de cette grande œuvre nationale.

Rien ne peut donner une idée plus saisissante de cet élan que le récit suivant emprunté à l'*Americain Quaterly Review* de janvier 1864 :

« L'Association de Chicago a récemment organisé une vente colossale à laquelle la population du Nord-Ouest était invitée à se rendre en masse en apportant des présents de toute espèce. Le 26 octobre 1863, jour de l'ouverture de la vente, on vit dans les rues de Chicago une procession composée, sur une longueur de cinq kilomètres, de charrettes de marchandises et de provisions et d'une multitude de gens. Les magasins étaient fermés, la ville était en fête. Pendant les deux semaines que dura cette manifestation patriotique, chaque jour c'étaient de nouveaux

convois d'approvisionnements et de nouveaux renforts d'acheteurs. D'un rayon de plusieurs centaines de kilomètres, les gens de la campagne expédiaient par le chemin de fer les divers produits de leurs champs, de leurs moulins, de leurs enclos. Ceux qui n'avaient rien d'autre donnaient les volailles de leurs basses-cours; des fermiers amenaient des bestiaux; ils offraient même les titres de propriété de quelques arpents de terre.

« Les ouvriers et les artisans des villes ne le cédaient pas en patriotisme aux paysans; les fabricants envoyaient leur meilleur piano, leur meilleure charrue, leurs batteuses, leurs machines à coudre; tous les instruments agricoles, tous les produits remarquables de l'art mécanique figuraient à la vente. Plus de 800,000 francs furent réalisés par cette vente. »

Celle de Cincinnati produisit davantage encore : elle fournit 1,400,000 francs; celle de Brooklyn, 2,100,000 francs; celle de Philadelphie, 6 millions; enfin celle de New-York, 7 millions. La Commission sanitaire reçut, soit par le moyen de ces ventes, soit autrement, plus de soixante millions de francs, et avec ces ressources, elle fit tant de bien, sauva la vie à un si grand nombre de soldats, que la générosité américaine a été non-seulement une grande œuvre d'humanité, mais aussi une excellente affaire pour le pays; un grand nombre de militaires, grâce à ces secours, ont pu continuer à servir la patrie les armes à la main, ou contribuer à la prospérité publique en rentrant dans la vie civile et en reprenant leurs travaux. Les recettes de la Commission purent être presque en totalité appliquées directement au soulagement des soldats; car les dépenses d'administration, telles que traitements des employés, frais de loyers, de transport, de correspondance, etc., ne coûtèrent que 3 p. 100, en sorte que 97 p. 100 de l'argent purent être employés en achats de vivres et de vêtements pour les troupes ou en secours de diverse nature.

Dès l'origine, on résolut de rechercher toutes les causes de maladies dans l'armée, de les prévenir lorsque cela était possible, d'introduire des améliorations dans le service des hôpitaux et de venir en aide aux soldats convalescents ou invalides. Chacune de ces questions fut l'objet d'une enquête et reçut des ressources spéciales.

La Commission appela l'attention du gouvernement sur le choix des engagés volontaires et des conscrits; les Comités de recrutement admettaient trop facilement des hommes qui n'avaient pas les forces physiques nécessaires pour supporter les fatigues de la guerre. Des instructions détaillées furent envoyées par les bureaux de la guerre aux conseils de révision, afin

de leur signaler les qualités physiques requises pour faire de bons soldats; ces nouvelles directions produisirent leur effet et le niveau moral et physique des nouvelles levées fut notablement supérieur à celui des premières. Une enquête fut ouverte sur l'hygiène des armées américaines en campagne ; on constata une fois de plus, comme Miss Nightingale l'avait fait observer pour l'armée anglaise en Crimée, que les règlements ne s'inquiétaient en aucune façon de la *santé* du soldat, mais seulement de sa *maladie;* tandis que le point capital est de prévenir les maladies par une hygiène convenable.

L'un des plus importants services rendus par la Commission fut l'envoi de provisions fraîches lorsque l'armée en était dépourvue. Par la voie des journaux, la Commission attira l'attention du pays et de l'administration sur le danger imminent du scorbut, qui, plus d'une fois, avait menacé de démoraliser les grandes armées de l'Ouest. En réponse à ces appels, les campagnards envoyèrent d'énormes masses d'oignons, de fruits secs et de pommes de terre. Ces expéditions de légumes, en maintenant la santé des troupes, exercèrent souvent une influence prépondérante sur le résultat des campagnes. C'est ainsi que pendant les trois derniers mois de 1863, la Commission expédia de New-York et de Philadelphie, dans des wagons réfrigérants construits à cet effet, plus de 1,000 tonnes de provisions fraîches, coûtant 700,000 francs. Le scorbut, qui avait occasionné tant de désastres en Crimée, fut ainsi évité en Amérique.

Des vêtements étaient aussi donnés aux soldats, lorsque, par suite de l'abaissement de la température ou d'autres causes, l'équipement fourni par le gouvernement ne leur suffisait pas.

Enfin des secours étaient distribués aux blessés sur les champs de bataille ; mais, afin de ne porter aucune atteinte à l'autorité militaire, les délégués de la Commission sanitaire attendaient l'autorisation des chirurgiens de l'armée pour offrir les services de leurs infirmiers et l'usage de leurs pharmacies, de leurs dépôts d'approvisionnements, de leurs ambulances. Ils s'abstenaient de toute intervention tant que les hôpitaux étaient pourvus des objets nécessaires au pansement des blessés et au traitement des malades ; mais dès que le service médical de l'armée venait à souffrir à la suite de quelque désastre ou d'un malentendu, ils apparaissaient aussitôt.

A travers les vastes étendues de territoire occupé par les armées, il y avait absence presque complète de moyens de communication, sauf par eau ou par chemin de fer; aussi les membres de la Commission firent-ils l'acquisition de seize transports à vapeur et de deux hôpitaux flottants; chacun de ces navires

fut pourvu de tout ce qui pouvait être utile aux malades et aux blessés, les agents sanitaires purent ainsi remonter les rivières et pénétrer dans l'intérieur des pays ennemis et jusqu'aux campements les plus reculés de l'armée fédérale. On construisit aussi des wagons spéciaux pour le transport des blessés sur les chemins de fer ; chacune de ces voitures-ambulances renfermait des lits-brancards pouvant être détachés à volonté sans déranger les malades ; ces lits étaient suspendus au moyen de fortes bandes en caoutchouc amortissant les contre-coups. Les agents avaient sous la main des approvisionnements de vêtements, tablettes alimentaires, thé, café et produits pharmaceutiques ; ils disposaient d'un fourneau très ingénieux pour la cuisine. Un médecin accompagnait chaque convoi de malades. « Depuis que je m'occupe des trains hospitaliers, écrivait le Dr Barnum, j'ai fait transporter 20,412 patients, et j'en ai perdu un seul pendant le trajet. » A la date du 13 août 1864, il y avait sur le théâtre de la guerre 214 hôpitaux renfermant 133,800 lits, dont 97,751 étaient occupés. Au lieu de transformer d'anciens bâtiments en hôpitaux, le gouvernement, sur l'avis de la Commission, fit construire des casernes-infirmeries en bois de charpente, assez vastes pour contenir chacune de 30 à 60 lits ; le système de chauffage et de ventilation fut l'objet d'une attention scrupuleuse. L'idée première qu'on a réalisée dans ces hôpitaux, a été de bâtir pour chaque service un pavillon séparé n'ayant qu'un seul étage ; à une certaine distance des pavillons s'élèvent les édifices nécessaires à la direction et aux dépendances. Un intervalle de 10 mètres au moins existe entre chaque rangée de constructions ; les dimensions de chaque salle d'hôpital sont assez considérables pour assurer à chaque malade plus de 27 mètres cubes d'air. En outre, un faux toit, placé à 1 m. 20 au-dessus de l'arête supérieure, active la ventilation de l'édifice pendant la belle saison. En hiver, les interstices du toit sont fermés et l'on obtient de l'air au moyen d'une cheminée d'appel. L'un des plus grands hôpitaux, celui de Philadelphie a été construit de manière à pouvoir contenir 3,320 malades ; il couvre une surface de 50,000 mètres carrés.

Il serait trop long de parler ici de tous les efforts tentés par la Commission sanitaire pour atteindre son but : le soulagement des soldats. C'est ainsi qu'elle a créé une *agence hospitalière*, destinée à fournir des renseignements précis sur chaque malade traité dans les hôpitaux militaires ; des *asiles « lodges »* pour les soldats en voyage, soit pour rejoindre leur régiment, soit pour retourner dans leurs foyers ; des *bureaux de secours « special relief offices »* pour procurer aux militaires de l'argent,

lorsque leur solde ne leur a pas encore été payée des conseils lorsqu'ils croient avoir des réclamations à faire vis-à-vis de l'administration, des pensions alimentaires aux infirmes et aux convalescents.

Elle a aussi publié un bon nombre de monographies médicales qui ont été distribuées aux chirurgiens de l'armée; un Manuel d'instruction hygiénique pour les officiers supérieurs, afin d'appeler leur attention sur le choix de l'emplacement, le drainage et la ventilation des camps, la distribution des vivres et des vêtements. Enfin, depuis deux ans, paraissent régulièrement deux journaux destinés à faire connaître les travaux de la Commission et la situation sanitaire de l'armée; l'un de ces journaux, le *Sanitary reporter*, est imprimé à Louisville; le second, *the Sanitary Commission Bulletin*, à Philadelphie. Le numéro du 1er mai 1865 de ce dernier était encadré de noir, en signe de deuil pour la mort de Lincoln, et, comme tous les journaux américains, il rendait hommage aux vertus du noble martyr de la cause de l'abolition de l'esclavage. « L'un des derniers actes du président, y lisons-nous, a été une visite aux hôpitaux de City-Point. Les convalescents étaient rangés en longues files dans les salles; Lincoln passa de l'un à l'autre, donnant à chacun une poignée de main et quelques paroles de chaude sympathie; puis, n'oubliant pas ceux qui, retenus dans leurs lits, n'avaient pas pu se grouper à son arrivée, il vint dans les dortoirs et s'arrêta à chaque lit, afin que chaque malade pût lui toucher la main, et il ne s'arrêta que lorsque les cinq mille hommes présents eurent tous reçu son amicale salutation. Imaginez-vous après cela la consternation de ces braves gens en apprenant quelques jours après la terrible nouvelle. »

Lincoln avait vivement apprécié les services rendus par la Commission. « Cette association, disait-il au commencement de la guerre, fait une œuvre de charité des plus utiles pour la nation. Elle mérite sa gratitude et sa confiance, et j'espère qu'elle sera généreusement soutenue. C'est par son intermédiaire que les dons volontaires seront le mieux appliqués au soulagement de nos soldats. »

A côté de la Commission sanitaire existaient d'autres Sociétés qui, chacune dans sa sphère, rendirent de grands services; la *Commission chrétienne*, par exemple, qui prit à tâche la moralisation des troupes en envoyant des aumôniers dans les armées et dans les hôpitaux, en répandant des livres et des brochures dans les camps, en ouvrant des cabinets de lecture gratuits dans toutes les villes de garnison, en abonnant les soldats aux journaux politiques et religieux. La Commission chrétienne travail-

lait à l'amélioration morale des troupes, tandis que la Commission sanitaire s'appliquait à répandre des secours matériels ; ces deux Sociétés se soutenaient mutuellement, concourant, chacune en son genre, à maintenir l'armée en bon état ; ceci me rappelle les efforts du commandant en chef de l'armée française en Crimée pour réprimer l'ivrognerie parmi ses soldats ; les excès de ceux-ci ayant une influence manifeste sur la progression du choléra et faisant de nombreuses victimes.

Il serait fort intéressant de posséder une statistique exacte sur le nombre des blessés et des morts pendant toute la durée de la guerre d'Amérique ; cette statistique n'existe que pour les deux premières années ; elle donnerait, d'après MM. Woodward et Elliot, une mortalité de 720 sur 10,000 hommes ; dans ce nombre, les maladies ont fait 520 victimes et les blessures 200. Cette mortalité est bien moins considérable que celle des armées européennes en temps de guerre. La guerre de Crimée, par exemple, coûta aux Anglais 2,320 hommes sur 10,000, dont 300 blessés et 2,020 malades, sans parler des hommes tués sur le champ de bataille.

Ce résultat, en faveur de l'Amérique, est dû principalement à l'absence de toute épidémie grave ; et c'est à l'hygiène surtout qu'il faut l'attribuer. Les sudistes comptaient sur la fièvre jaune pour chasser les fédéraux de la Nouvelle-Orléans ; mais les précautions furent si bien prises que le fléau fut évité ; on sait, comme M. Melier l'a si clairement établi dans son rapport à l'Académie de médecine sur l'épidémie de fièvre jaune à Saint-Nazaire, que la maladie se propage principalement par les effets et marchandises provenant d'un foyer de contagion et qu'avec des précautions sanitaires, on peut mettre obstacle à son invasion. Quant au scorbut, on a vu que les distributions de provisions fraîches empêchèrent son développement au moment où il menaçait l'armée.

Enfin, si par la bonne ventilation des hôpitaux et l'évacuation des malades loin du théâtre de le guerre, on ne put pas éviter l'apparition du typhus et de la pourriture d'hôpital, les victimes du moins furent peu nombreuses, et partout on empêcha l'épidémie de se propager et de prendre une extension alarmante. Ces résultats, rapprochés de ceux que les Anglais ont obtenu en Crimée, établissent de la façon la plus péremptoire l'utilité des Sociétés de secours pour les armées en campagne.

Rappelons ici que l'armée anglaise, fort mal organisée à son arrivée en Orient, subit des pertes énormes ; la supériorité de l'administration française était évidente, et nos alliés étaient dans de si mauvaises conditions que nous dûmes souvent leur

venir en aide. Mais les dures expériences d'une première année de guerre furent mises à profit; l'opinion publique s'émut; des subsides furent envoyés, et Miss Nightingale put écrire quelques mois après son arrivée : « Durant les premiers six mois de la guerre, nous avons eu une mortalité de 60 p. 100 parmi les troupes, par suite des maladies seulement (c'est-à-dire sans compter les accidents de guerre), proportion qui dépasse celle de la grande épidémie de la peste à Londres et plus forte que la mortalité dans les cas de choléra. Durant les derniers six mois de la guerre, la mortalité parmi les malades de l'armée anglaise était moins forte que parmi les soldats de la garde en Angleterre. » La mortalité chez nos alliés n'était plus que de 11,5 sur 1,000.

A la fin de la campagne, comme l'a constaté M. Baudens, le service médical anglais ne laissait plus rien à désirer; le typhus avait complétement disparu depuis 1855 des hôpitaux anglais, tandis qu'il faisait encore de nombreuses victimes dans les hôpitaux français.

Comment, après tous ces faits, nier l'influence prépondérante de l'hygiène sur la mortalité des armées en campagne et l'utilité des associations nationales destinées à venir en aide aux soldats lorsque les événements de la guerre montrent l'insuffisance des ressources gouvernementales.

IV.

Ce que les Anglais ont fait pour leur armée en Crimée, ce que les Américains ont réalisé dans leur propre pays, toutes les nations devraient l'exécuter quand elles sont aux prises avec les calamités de la guerre. Mais on peut distinguer deux manières de venir en aide aux armées : premièrement, par des envois de vivres et de vêtements destinés à maintenir le soldat en santé en augmentant son bien-être et en prévenant les maladies; secondement, par des secours aux blessés sur les champs de bataille et aux malades dans les hôpitaux. La première de ces œuvres ne peut être demandée que du peuple dont les troupes sont engagées; la seconde est un devoir d'humanité qui ne comporte pas de distinction de nationalité. C'est à ce dernier point de vue que M. H. Dunant a écrit son *Souvenir de Solferino;* il a été témoin des tortures de ces milliers d'hommes, attendant pendant des heures, des jours entiers, sur le champ de bataille, le pansement de leurs blessures; et il a cherché, avec l'aide d'un Comité fondé à Genève, à provoquer la création de Sociétés permanentes et universelles de secours aux

militaires blessés. Cet appel du cœur a été entendu; il nous reste à exposer le résultat de cette généreuse initiative sans parler ici de toutes les démarches faites pour arriver au but. Une conférence internationale, convoquée à Genève en octobre 1863, adopta les résolutions suivantes :

La Conférence internationale, désireuse de venir en aide aux blessés dans le cas où le service de santé militaire serait insuffisant, adopte les résolutions suivantes :

Article premier. Il existe dans chaque pays un Comité dont le mandat consiste à concourir, en temps de guerre, s'il y a lieu, par tous les moyens en son pouvoir, au service de santé des armées.

Ce Comité s'organise lui-même de la manière qui lui paraît la plus utile et la plus convenable.

Art. 2. Des Sections, en nombre illimité, peuvent se former pour seconder ce Comité, auquel appartient la direction générale.

Art. 3. Chaque Comité doit se mettre en rapport avec le gouvernement de son pays, pour que ses offres de service soient agréées, le cas échéant.

Art. 4. En temps de paix, les Comités et les Sections s'occupent des moyens de se rendre véritablement utiles en temps de guerre, spécialement en préparant des secours matériels de tout genre, et en cherchant à former et à instruire les infirmiers volontaires.

Art. 5. En temps de guerre, les Comités des nations belligérantes fournissent, dans la mesure de leurs ressources, des secours à leurs armées respectives; en particulier, ils organisent et mettent en activité les infirmiers volontaires et ils font disposer, d'accord avec l'autorité militaire, des locaux pour soigner les blessés.

Ils peuvent solliciter le concours des Comités appartenant aux nations neutres.

Art. 6. Sur l'appel ou avec l'agrément de l'autorité militaire, les Comités envoient des infirmiers volontaires sur le champ de bataille. Ils les mettent alors sous la direction des chefs militaires.

Art. 7. Les infirmiers volontaires employés à la suite des armées doivent être pourvus, par leurs Comités respectifs, de tout ce qui est nécessaire à leur entretien.

Art. 8. Ils portent dans tous les pays, comme signe distinctif uniforme, un brassard blanc avec une croix rouge.

Art. 9. Les Comités et les Sections des divers pays peuvent se réunir en Congrès internationaux pour se communiquer leurs expériences et se concerter sur les mesures à prendre dans l'intérêt de l'œuvre.

Art. 10. L'échange des communications entre les Comités des diverses nations se fait provisoirement par l'entremise du Comité de Genève.

Indépendamment des résolutions ci-dessus, la Conférence émet les vœux suivants :

A. Que les gouvernements accordent leur haute protection aux Comités de secours qui se formeront, et facilitent autant que possible l'accomplissement de leur mandat.

TIMBRE

B. Que la neutralisation soit proclamée, en temps de guerre, par les nations belligérantes pour les ambulances et les hôpitaux, et qu'elle soit également admise, de la manière la plus complète, pour le personnel sanitaire officiel, pour les infirmiers volontaires, pour les habitants du pays qui iront secourir les blessés et pour les blessés eux-mêmes.

C. Qu'un signe distinctif identique soit admis pour les corps sanitaires de toutes les armées, ou tout au moins pour les personnes d'une même armée attachées à ce service.

Qu'un drapeau identique soit aussi adopté, dans tous les pays, pour les ambulances et les hôpitaux.

L'année suivante, un Congrès fut ouvert le 8 août à l'hôtel de ville de Genève, sous la présidence du général Dufour. Les représentants de seize puissances étaient présents, savoir : Bade, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Hesse, Italie, Hollande, Portugal, Prusse, Saxe, Suède et Norwége, Suisse, Wurtemberg, et la convention suivante fut adoptée et signée par les plénipotentiaires:

Article premier. Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

Art. 2. Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à relever ou à secourir.

Art. 3. Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

Art. 4. Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

Art. 5. Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres.

Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

Art. 6. Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiendront.

Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis.

Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

Art. 7. Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national.

Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé; mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.

Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

Art. 8. Les détails d'exécution de la présente convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, et conformément aux principes énoncés dans cette convention.

Art. 9. Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente convention aux gouvernements qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la Conférence de Genève, en les invitant à y accéder; le protocole est à cet effet laissé ouvert.

La Grèce, la Turquie et d'autres puissances ont adhéré, depuis lors, à ce traité humanitaire international.

Cette convention, inspirée par le désir d'adoucir les maux inséparables de la guerre et de supprimer les rigueurs inutiles, peut certainement atteindre son but; elle protége les blessés et proclame la neutralité du personnel des hôpitaux et ambulances. Les grandes puissances européennes, en 1860, ont aboli, dans les guerres maritimes, le droit de course; elles ont ainsi protégé de la manière la plus efficace les intérêts commerciaux des peuples et la liberté de ceux qui parcourent les mers; la convention de 1864 est un nouveau progrès de la civilisation dans le même ordre d'idées; elle diminue les horreurs de la guerre.

L'œuvre du Comité de Genève n'a cependant pas été acceptée sans restriction; elle a soulevé certaines critiques. La création d'un corps d'infirmiers volontaires a surtout rencontré une vive opposition. Il est impossible, dit-on, que ce corps auxiliaire ne gêne pas la marche des armées en mouvement; il ne pourra trouver à se nourrir dans un pays déjà épuisé et retombera ainsi à la charge de ceux mêmes qu'il veut secourir. De plus, la neutralité d'un champ de bataille ne peut exister pendant l'action; quel que soit le dévouement des infirmiers, ils ne pourront pas ramasser les blessés pendant le combat, et leur nombre

sera toujours insuffisant pour porter secours à tous les blessés dans les premières heures qui suivent une bataille importante. Ces critiques nous semblent fondées jusqu'à un certain point; il faut prendre exemple de la Commission sanitaire des Etats-Unis ; les Sociétés de secours devront avoir, à la suite des armées, un personnel restreint, mais posséder des ressources matérielles abondantes, afin de pouvoir donner généreusement aux militaires les provisions et les vêtements nécessaires au maintien de la santé. Quant aux infirmiers volontaires, c'est dans les hôpitaux qu'ils seront principalement utiles, tout en acceptant la discipline et en se soumettant à l'autorité militaire. Voici comment le Dr Landa, chirurgien-major de l'armée espagnole, délégué au Congrès de Genève, a compris la situation : « Je crois, dit-il, que les Sociétés dont il s'agit peuvent exister comme Sociétés libres, mais seulement pour accroître les ressources du gouvernement, pour être comme un trait d'union entre le service officiel et l'enthousiasme public, et pour transmettre au premier, dans un moment difficile, toute cette force que le second peut lui donner. »

Il ne faut pas cependant aller trop loin, et il serait fâcheux de voir disparaître complétement l'action des Sociétés de secours devant celle du gouvernement; leur rôle est d'indiquer les besoins des armées en campagne, de recueillir les dons, de les distribuer *elles-mêmes* et de faire connaître, par la voie de la presse, le résultat de ces efforts, afin d'encourager les donateurs et de porter partout la lumière avec les secours d'une active et ingénieuse charité, charité qui doit conserver une salutaire liberté d'action, comme cela s'est fait en Amérique.

Dr DE VALCOURT.

APOLOGÉTIQUE

—

LE CARACTÈRE DE JÉSUS-CHRIST

SECOND ARTICLE [1].

LE CARACTÈRE DE JÉSUS-CHRIST ENVISAGÉ DANS SON DÉVELOPPEMENT.

Tout caractère humain a son histoire, et dans cette histoire peuvent se marquer deux phases, ou, si l'on veut, deux moments principaux : le moment du développement et celui de la maturité. Ces deux moments sont d'autant plus appréciables qu'il s'agit d'un caractère plus normal; mais ce serait entreprendre, dans l'étude d'un caractère, une œuvre chimérique, que de vouloir les séparer absolument dans l'ordre du temps, que de vouloir marquer avec exactitude l'époque où le premier de ces moments finit et où le second commence. A vrai dire, nous ne cessons jamais de nous développer, dans un sens ou dans l'autre, et, longtemps après l'époque plus ou moins précise où nous atteignons à ce que l'on peut appeler la plénitude de notre individualité, la vie nous tient encore en réserve de ces rudes combats dont nous ne pouvons sortir que plus riches ou plus pauvres que par le passé.

Cela nous conduit à nous demander si l'on peut parler de développement dans une étude sur le caractère du Christ.

Si nous voulions demander par là si, à une époque donnée de sa vie, Jésus n'aurait point traversé quelque crise intérieure dont il serait sorti en rompant avec son passé, — nous aurions à répondre sans hésiter : Non, à ce point de vue, le caractère de Jésus ne s'est point développé. Nous savons fort peu de chose sur

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 août 1865.

la période de sa vie qui a précédé celle de son activité publique; mais ce que nous en savons et le silence même qui entoure pour nous cette période, nous laisse une impression pleine de paix et d'harmonie. Nulle part, en outre, Jésus ne fait sur son passé le moindre retour qui ressemble à un regret, encore moins à un remords, et pourtant, tout ce que nous savons de son caractère nous oblige de reconnaître que si un pareil retour eût eu la moindre raison d'être, il avait trop de clairvoyance morale pour ne pas le sentir, et trop d'humilité pour ne pas l'exprimer devant les autres. Nulle part, non plus, nous ne voyons qu'il ait produit sur son entourage une pareille impression; et avec quel empressement une partie de cet entourage (notamment ses frères qui ne croyaient pas en lui) n'eût-elle pas saisi l'occasion de le mettre en contradiction avec lui-même! Nous ne saurions voir dans l'épisode de l'enfance de Jésus que nous rapporte saint Luc (ch. II, v. 43-50) le moindre indice d'une crise morale à partir de laquelle Jésus eût refusé à ses parents une obéissance qu'il eût réservée dès lors à son Père céleste. La scène du temple est la manifestation toute naturelle d'un rapport particulier de Jésus avec Dieu, rapport dont Jésus avait déjà conscience (Luc II, 49), que ses parents devaient apprendre à respecter et qui n'excluait en aucune manière, ainsi que la suite le montra bien, l'obéissance que devait Jésus à Joseph et à Marie[1]. Si plus tard Jésus voulut se mêler aux rangs de la foule qui venait recevoir de Jean le baptême de repentance, cet acte ne saurait impliquer de la part de Jésus un aveu de péché ou comme un retour à une humilité qu'il n'aurait pas toujours gardée. Qu'on se rappelle la confusion de Jean-Baptiste lorsque Jésus se présenta à lui pour être baptisé : C'est moi, s'écria-t-il, qui ai besoin d'être baptisé par toi, et tu viens à moi! (Matth. III, 14.) Qu'on se rappelle l'éclatant démenti que recevait d'avance, par l'acte solennel qui termina le baptême, toute pensée qui aurait tendu à confondre Jésus avec la foule des pénitents, et qu'on veuille bien enfin ne pas oublier la réponse par laquelle Jésus mit fin à l'humble résistance de Jean : « Il nous convient ainsi, dit-il, d'accomplir toute justice. » (Matt. III, 15.) Oui, tel était le rôle que le Christ avait accepté : accomplir toute justice au nom de ses frères. Or, à ce titre, c'était un début digne de

[1] « Alors il descendit avec eux et vint à Nazareth, et il leur était soumis, et *sa mère conservait toutes ces paroles-là dans son cœur* (Luc II, 51). Ces derniers mots prouvent bien que Marie n'envisageait pas l'acte de son fils comme un acte de désobéissance. Voir pour la réfutation des objections tirées de cette scène, contre la sainteté de Jésus-Christ : Ullmann, *Sundlosigkeit Jesu*, 7e édit., p. 132, et dans la traduction de M. Th. Bost (*la Sainteté parfaite de Jésus Christ*), p. 146. Voir aussi *Vie du Seigneur Jésus*, par Riggenbach, traduit par G. Steinheil, 7e leçon.

son œuvre que de se mêler aux rangs de ses frères, de baisser la tête sous le poids de leurs péchés, et, s'il m'est permis de dire le mot qui me paraît ici le mot propre, de s'en repentir comme si lui-même les eût commis. Vouloir se faire une idée du caractère du Christ, tout en perdant de vue la mission qu'il avait prise, serait tenter l'impossible ; ce serait s'exposer à se heurter constamment à des faits qui restent inexplicables tant qu'ils ne sont pas éclairés à la lumière du salut que le Christ a voulu apporter à l'humanité.

Non-seulement les évangiles ne contiennent aucun indice qui nous conduise à l'idée que Jésus ait jamais eu à renier aucune partie de son passé, mais encore rien en eux ne nous porte à croire que le caractère de Jésus ait subi, graduelle ou non, aucune modification. Il est vrai, ainsi que nous l'avons constaté, que la période de la vie de Jésus sur laquelle porte la majeure partie des renseignements des évangiles est fort courte et que ces renseignements nous sont présentés dans un ordre qui n'est pas toujours celui du temps. Néanmoins, nous avons essayé de nous attacher, à diverses reprises, à tel trait important du caractère de Jésus, par exemple à cette humilité qu'il attribue à lui-même (Matth. XI, 29), et qui lui faisait dire qu'il était venu pour servir et non pour être servi (Matth. XX, 28), ou bien encore à l'autorité avec laquelle il revendiquait le droit de disposer de ses disciples, — et de relire, à ce point de vue, un de nos évangiles, — eh bien ! jamais nous n'avons rien trouvé dans notre lecture qui ne fût pas dans une merveilleuse harmonie avec le trait particulier que nous avions choisi.

Conclurons-nous de ce qui précède que le caractère de Jésus ne connut point de développement ? En aucune manière. Nous croyons, au contraire, qu'il se *développa*, dans le sens le plus vrai, le plus élémentaire de ce mot, c'est-à-dire que, selon la loi de tout ce qui a vie en ce monde, riche, dès l'abord, de tous ses éléments, il les manifesta graduellement dans toute leur lumière.

Luc nous le dit expressément : Jésus « *croissait et se fortifiait en esprit* » (Luc II, 10) ; « *il s'avançait* en sagesse, en stature et en grâce devant Dieu et devant les hommes » (v. 52), expression pleine de toute la fraîcheur et de tout le charme d'une véritable enfance. Rien de plus contraire, en effet, à l'impression que nous laissent les évangiles sur Jésus enfant que l'image pédantesque et discordante que nous offrent quelques évangiles *apocryphes*, d'un Messie qui, dès le berceau, fait des miracles et apprend à lire à son maître d'école. L'enfant de nos évangiles est un véritable enfant qui, dans son humilité, réjouit

Dieu et les hommes par l'heureux développement d'un corps robuste et sain, et d'un esprit qui s'ouvre graduellement au monde invisible comme au monde des choses terrestres. Aucun indice ne saurait nous donner à penser qu'il n'eut pas besoin d'apprendre. Le seul trait de son enfance qui nous en ait été conservé, nous le montre au contraire : « Assis au milieu des docteurs, les *écoutant et les interrogeant* » (Luc II, 46). Oh! sans doute, il devait y avoir dans les questions naïves de cet enfant sur la vie et sur l'Ecriture, quelque chose qui devait porter un trouble singulier dans les consciences de ces vieux docteurs, blanchis à l'étude de mesquines questions légales. Il devait y avoir dans le regard que Jésus attachait sur eux, comme une anticipation du mot du Maître à Nicodème : « Tu es docteur en Israël et tu ne sais pas ces choses! » Et ne savons-nous pas nous-mêmes tout ce que peut remuer en nous de questions et de souvenirs le regard étonné d'un enfant? Mais Jésus ne sortait pas pour cela du monde de l'enfance et si l'évangéliste ajoute que « tous ceux qui l'entendaient s'étonnaient de sa sagesse et de ses réponses, » il n'y a rien là qui tende à revêtir pour nous l'enfant de Nazareth de la robe du docteur. Ajoutons que plus tard lorsque déjà il a mis une main énergique à son œuvre de Rédempteur, nous le retrouvons soumis à la même loi. Il interroge, il s'informe encore, il apprend[1].

I.

On ne saurait prétendre que ce que Jésus apprenait par cette voie naturelle, fût indifférent au développement de son caractère. Quoi! il eût vécu, comme tout Israélite enfant, dans l'austère et religieuse compagnie des anciens prophètes de son peuple, et le contact de ces hommes de Dieu n'aurait rien éveillé en lui! Il eût contemplé la sainte colère d'un Elie et, en présence d'un peuple égaré comme au temple d'Achab par ses conducteurs, il n'en eût pu lui-même ressentir les atteintes[2]! Il eût entendu retentir les bords du Kébar de la grande voix d'un Ezéchiel annonçant aux Israélites exilés, en même temps que le plus terrible jugement la plus merveilleuse délivrance, et il

[1] Matth. XVI, 13; Marc VIII, 5; Luc VIII, 45. Des passages tels que Luc XXII, 10-12; Jean XI, 14; Jean II, 24, 25, tout en attribuant à Jésus dans certaines circonstances et dans certains domaines une intelligence évidemment surnaturelle, ne prouvent pas qu'il eut dans sa condition terrestre et d'une manière absolue la toute-science, hypothèse contre laquelle d'ailleurs s'élèverait directement le témoignage même de Jésus : Marc XIII, 32.

[2] « Les autres disaient (de Jésus) : *C'est Elie* » (Marc VI, 15).

n'en eût pas tressailli d'une douleur et d'une joie nouvelle ! Il eût vu passer devant lui plus d'une fois, en lisant le prophète Esaïe, l'image du vrai serviteur de Dieu, l'âme navrée sous le poids des forfaits de ses frères, méconnu des hommes, mais soutenu par Dieu et portant la lumière jusqu'aux extrémités de la terre, — et l'immense compassion dont il devait sentir son âme envahie en présence d'un tel tableau n'eût rien fait pour lui révéler et ce qu'il était et ce que son père exigeait de lui ! Lorsqu'un jour, apercevant Jérusalem, il devait s'écrier : « Jérusalem, Jérusalem, qui tues les prophètes et qui lapides ceux qui te sont envoyés, combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme la poule rassemble ses poussins sous ses ailes, et vous ne l'avez pas voulu ! » (Luc XIII, 34), la mémoire du vieux Jérémie avertissant son peuple et plus tard pleurant sur les ruines de la ville qu'il aimait, ne devait-elle donc être pour rien dans cette plainte ! Dirons-nous que le souvenir, encore brûlant en Israël du bouillant héroïsme et de la glorieuse défaite d'un Judas Macchabée ne trouva que peu d'échos dans son âme et, tout en éveillant en lui un ardent amour pour sa malheureuse patrie, ne contribua pas aussi à lui révéler, par un douloureux contraste, de quel côté était, pour Israël, la vraie liberté ? En aucune manière ; nous dirons bien plutôt qu'à l'école d'un passé aussi éloquent par ses ruines que par ce que le temps n'en pouvait détruire, l'enfant de Nazareth devait sentir tous les jours davantage combien il tenait à ce passé par ses racines mêmes, et à quel point aussi il lui échappait.

L'histoire du peuple d'Israël, histoire qui empruntait à la religion, à la fois tout son intérêt comme tout son caractère, cette histoire, disons-nous, était en effet l'un des premiers éléments dont nous eussions à tenir compte parmi ceux qui ont concouru extérieurement au développement du caractère de Jésus. Il est un de ceux dont nous pouvons le mieux retrouver plus tard les traces, soit dans la vie, soit dans les paroles du Christ. Que de traits en lui, — nous y avons déjà touché, — viennent nous rappeler ce qu'avaient de meilleur les pieux héros d'Israël ! Que de fois il en appelle à l'Ancien Testament et quel parti il sait en tirer, soit pour se justifier lui-même, soit pour confondre ses adversaires [1].

Nous n'avons, par contre, aucune raison de croire qu'il ait jamais eu le moindre contact avec la culture païenne, et jamais eu l'occasion d'apprendre quelque chose sur l'histoire des peuples

[1] Matth. XI, 5; XIII, 14, 15; XXI, 16; XXVI, 31; XXVII, 46; Luc IV, 17-21; Jean VIII, 50, etc., etc.

étrangers à Israël et sur leur religion, comme ce fut, au contraire, le cas de Paul. Nous ne saurions nous en étonner. Une longue domination étrangère, dont on connaît les phases, avait imprimé à l'indifférence que le Juif devait, en tout temps, de par la loi, à toute culture profane, quelque chose de farouche et de haineux. Le Juif, au temps de Jésus, ne veut pas savoir quels dieux adore son vainqueur. Il n'en parle jamais, il ne le demande même pas à celui qu'il tiendrait le plus à faire tomber en quelque embûche; l'Evangile est tout rempli de ce silence. — La curiosité peut le regretter en ce qui concerne le Christ. — Combien il nous eût été précieux de posséder l'enseignement moral et religieux qu'il eût tiré de l'histoire des peuples païens! Quel puissant rayon de lumière sa parole eût projeté pour nous sur tout ce passé! Quels termes il eût trouvés pour en flétrir les souillures; avec quelle compassion et quel frémissement de joie il eût recueilli, pour nous les montrer, les grains d'or que contenaient ces décombres! Mais nous ne saurions voir en quoi une pareille science eût enrichi son caractère et l'eût mieux armé pour l'œuvre qu'il voulait accomplir. Pour ignorer l'histoire du monde païen, ignore-t-il ce monde lui-même? Participe-t-il à un seul des préjugés nationaux de ses contemporains? En a-t-il moins clairement conscience que son œuvre de salut doit embrasser le monde entier[1]? Repousse-t-il les païens qui viennent à lui? Quelle joie ne lui cause pas, au contraire, la foi de ce capitaine romain dont il guérit le serviteur malade; avec quelle compassion il accueille cette femme cananéenne dont il guérit la fille, et s'il semble la repousser au premier abord, n'est-ce point pour exciter son insistance et pour mieux lui faire mesurer la grâce dont elle va être l'objet?

C'est qu'il est une science qui domine et on peut le dire, embrasse celle de l'histoire de l'humanité, c'est la science de l'homme lui-même, de l'homme dans ce qui fait le fond de son être, de l'homme dans ce qu'il a d'immuable, de permanent. Or cette science, qui dira que Jésus ne l'avait pas, et dans une mesure unique? Qui marqua mieux que lui ce qui, dans tous les siècles et sous toutes les latitudes, apporte aux nations comme aux individus la vie et la mort? Qui, comme lui, sut traîner au soleil les perpétuels sophismes du cœur de l'homme, aux prises avec la vérité, et trouver pour les confondre de ces mots auxquels aucune culture ne saurait rien ajouter? Oui, Jésus se sait, se veut citoyen du monde entier; sans renier son titre d'enfant d'Abraham, le nom dont il s'appelle de préférence est celui de *Fils de l'homme*;

[1] Jean X, 16; XII, 32.

il se sent dans une vivante communion avec la famille humaine, il porte dans son sein l'immense souci de ses misères, de ses douleurs, et nous ne voyons pas en quoi une connaissance plus concrète des événements et des idées qui ont agité jusqu'à lui l'humanité eût pu lui servir à la mieux connaître et à mieux lui appliquer sa miséricorde.

Nous voyons mieux, nous semble-t-il, pourquoi il fallait qu'il ne fût point étranger à l'histoire d'Israël. C'était au sein d'Israël que Jésus voulait fonder son royaume spirituel et allumer le foyer qui devait peu à peu embraser le monde[1]. C'était à Israël qu'il devait se présenter comme celui qui réalisait toutes les promesses du passé. Comment eût-il pu le faire, s'il eût ignoré ces promesses[2]; s'il n'en eût pas lui-même, le premier, tressailli; si tout, dans sa personne, ne l'eût pas désigné pour l'héritier légitime de cette humble et noble race qui d'Abraham à Jean-Baptiste avait représenté au sein d'un peuple souvent infidèle à sa mission, l'Israël suivant le cœur de Dieu?

Gardons-nous, toutefois, d'exagérer le rôle que dut jouer dans le développement du caractère de Jésus l'étude du passé. Les allures de Jésus, son indépendance à l'égard de tout ce qui est artificiel et convenu, la fraîche saveur, le tour presque toujours imprévu de ses paroles, les hommes mêmes dont il s'entoure et qui sont presque tous, au moins, des hommes incultes, la liberté entière qu'il se réserve vis-à-vis de ceux qui représentent en Israël la science religieuse et qu'il étonne et déroute bien plutôt par la puissante spontanéité de son sens religieux que par l'étendue de ses connaissances, — tout en lui, parle bien plutôt de nature que d'art et nous révèle un homme qui s'est assis plus souvent à l'école de la vie qu'à celle des docteurs[3]!

[1] Matth. X, 5, 6; XV, 24; Marc VII, 27.
[2] Jean V, 45, 46.
[3] Les évangiles ne contiennent aucun indice qui soit de nature à nous donner à penser que Jésus ait jamais fréquenté d'autre établissement d'instruction que l'école à laquelle tout jeune Israélite de son temps venait chercher une connaissance *élémentaire* de l'Ecriture. Le titre de *maître* (*rabbi*) donné à Jésus, non plus que la liberté dont il usait d'enseigner dans les synagogues, ne prouve rien à cet égard. La popularité dont il ne tarda pas à jouir suffit pour nous expliquer ce titre, et l'attitude des principaux vis-à-vis de lui nous interdirait à elle seule de supposer qu'il tînt ce titre et ce droit d'aucun diplôme reçu de leurs mains. « Comment cet homme, disent-ils, sait-il les Ecritures, ne les ayant point apprises? » (Jean VII, 15.) Il est à peine utile de faire remarquer que ce que les Juifs prétendent ici, ce n'est pas que Jésus n'ait jamais étudié l'Ecriture, comme tout enfant devait l'étudier, ils s'étonnent que ne s'étant assis aux pieds d'aucun docteur pour y apprendre à expliquer l'Ecriture, Jésus en fasse néanmoins, et avec succès, un objet d'enseignement. La question s'éclaire encore si nous nous demandons quels auraient été les docteurs auprès desquels Jésus eût été chercher une instruction religieuse supérieure, car aucune des sectes alors en vogue ne réclame Jésus pour un adepte; aucune ne l'appelle du nom d'apostat. (Voir Schleiermacher, *Vie de Jésus*, 16e leçon.)

II.

Cela nous conduit à indiquer un second élément qui dut singulièrement influer sur le développement de Jésus, nous voulons parler de ses relations avec ses contemporains. Il est hors de doute qu'il s'est largement mêlé à eux; son enseignement est tout parsemé d'images empruntées à leurs habitudes; dans un langage toujours élevé, presque toujours poétique, il parle au peuple comme un enfant du peuple, qui a vécu de sa vie, qui a connu ses travaux, ses joies, ses peines — et lorsqu'il s'adresse aux grands, il trouve pour les atteindre des paroles qui prouvent qu'il les a vus de bien près. Rien n'échappe à l'extraordinaire pénétration de son regard. « Jésus, dit saint Jean, ne se fiait point à eux, car il les connaissait tous, et il n'avait pas besoin que personne lui rendît témoignage au sujet d'aucun homme, car lui-même connaissait ce qui était en l'homme » (Jean II, 24, 25). Qui n'admirerait le tact profond et sûr avec lequel il va saisir en dépit d'une apparence souvent trompeuse la secrète pensée des cœurs? Il lui suffit d'un regard pour reconnaître en Nathanaël une âme débonnaire, en Nicodème un humble et droit désir de recevoir quelque instruction spirituelle, mêlé à une ignorance absolue des éléments de la vie morale; en Zachée un cœur ardent à la recherche de la vérité. — Avec quelle merveilleuse intention il sait découvrir sous une question insidieuse le secret dessein d'un cœur pervers, et couvrir de confusion celui qui croyait abuser de lui[1]. Avec quel art vraiment royal, avec quelle magistrale connaissance du cœur de l'homme il sait faire tourner au profit de sa mission le moindre entretien[2] et prendre la place du maître là où l'on eût voulu lui imposer celle du disciple[3]!

Ces traits et d'autres que nous pourrions y ajouter nous montrent en Jésus une pénétration qui n'était point, à coup sûr, le fruit de l'expérience, mais que l'expérience avait exercée, exerçait sans cesse. Jésus ne se lassait pas d'étudier l'homme. Tel nous l'avions vu jeune enfant, interrogeant les docteurs et fixant sur eux un regard empreint d'une attention sérieuse et candide, tel nous le retrouvons homme fait, debout, silencieux, près de la porte du temple, observant le peuple qui passait auprès du tronc des offrandes et cherchant à lire au visage de chacun l'histoire de sa vie et la disposition secrète de son âme[4]. Ce regard a toujours cette

[1] Luc X, 25-37.
[2] Jean IV, 3-26.
[3] Matth. XXI, 23-27.
[4] Luc XXI, 1-4.

pureté profonde qui en fait un miroir admirablement fidèle de tout ce qui vient à passer devant lui, mais au sérieux austère répandu sur ces traits, au nuage de tristesse qui vient de temps à autre voiler ce front, — nous reconnaissons l'œuvre des années.

Mais revenons. Parmi ceux dont le commerce contribua à former le caractère de Jésus, comment ne pas mettre au premier rang l'humble et pieuse femme qui fut sa mère? L'Evangile est très sobre en ce qui touche Marie.—Il semble qu'il soit des caractères qui, par leur humilité même, commandent une discrète réserve à qui serait tenté de les mettre au grand jour, — il nous en dit assez pourtant pour que nous ayons en Marie ce type admirable de religieuse pureté et de maternelle tendresse qui est devenu pour la piété du simple, comme pour le pinceau de l'artiste, une source d'inspiration qui est loin d'être épuisée. Notre intention n'est pas d'essayer ici, ne fût-ce qu'une faible ébauche de l'image de Marie; nous ne voudrions que relever brièvement à quel point les traits principaux de cette image trouvent leur parallèle dans celle du Christ.

Marie fut humble; lorsque nous la voyons apparaître pour la première fois, elle sort pour nous de l'obscurité même. Rien n'est plus touchant que le candide étonnement qu'elle éprouve en présence de la mission à laquelle elle se voit appelée. Elle l'exprime à plusieurs reprises dans le beau cantique que Luc nous a conservé. « Mon âme, s'écrie-t-elle, magnifie le Seigneur, et mon esprit se réjouit en Dieu qui est mon Sauveur ; parce qu'il a regardé la bassesse de sa servante, » et plus loin: « Il a élevé les petits » (Luc I, 46-48 ; 52). — Comment ne pas nous reporter à ce propos à l'obscur commencement du Christ, à ce trait de son caractère si bien rendu par le prophète lorsqu'il dit : « Il est monté comme un rejeton, il n'y a en lui ni forme ni apparence quand nous le regardons, il n'y a rien en lui qui le fasse regarder (Esaïe LIII, 2); il n'élèvera point sa voix dans les rues » (Esaïe XLII, 2).

Un autre trait que nous relèverons en Marie, c'est son obéissance. « Voici, dit-elle à l'ange, la servante du Seigneur ; qu'il me soit fait selon ce que tu as dit » (Luc I, 38), — et il semble que ce mot de la mère ait été comme la devise de toute la vie de l'enfant. « Père, dit Jésus, s'il est possible, que cette coupe passe loin de moi; toutefois, non point ce que je veux, mais ce que tu veux » (Matth. XXVI, 39).

C'était aussi une coupe amère que celle que Marie devait boire; le baptême de l'opprobre et du sacrifice ne manqua pas à son obéissance. Quel opprobre, en effet, pour une jeune fille,

que la position que Marie avait acceptée, position qui devait la livrer sans défense, semblait-il, à l'impitoyable mépris du monde et aux douloureux soupçons de l'homme qu'elle aimait ! Quel sacrifice, pour une mère que de voir son fils lui échapper peu à peu, non point sans doute par sa tendresse mais par son activité ! Oui, nous pouvons deviner par quels renoncements dut passer Marie, quels déchirements intérieurs elle dut ressentir avant d'arriver à comprendre que si Jésus lui appartenait comme fils, il appartenait au monde comme Sauveur [1], avant d'en venir à baisser la tête et à dire au pied de la croix : « Que ta volonté soit faite ! » C'était là, sans doute, l'épée dont parlait à Marie le vieux Siméon, et qui devait, bien avant le Calvaire, percer plus d'une fois et douloureusement son cœur.

Arrêtons-nous ici. Tirer avec quelque exactitude de ces rapprochements la mesure de l'action qu'exerça Marie sur Jésus enfant, est chose impossible. Nous croyons néanmoins que pour quiconque attribue comme nous à Jésus une véritable enfance, ces rapprochements ne son point sans valeur et que ce ne fut point par un pur effet du hasard que Jésus se trouva entouré dès ses premiers pas d'une atmosphère d'humble piété et de douloureuse obéissance.

L'Evangile nous présente en Joseph un homme pieux, plein d'une charité délicate, qui accepte sans murmure le rôle d'obscur dévouement qui lui incombe et prend sa part du fardeau, comme de la joie de Marie [2]. Il est probable qu'il mourut avant que Jésus eût commencé son ministère, car il n'est question de lui que dans les récits de l'enfance de Jésus, à partir desquels il ne s'agit plus que de *sa mère* et de *ses frères*.

Nous savons aussi qu'il y avait en Israël, au temps où naquit Jésus, quelques familles pieuses qui attendaient d'en haut une délivrance spirituelle [3]. Il nous est permis de supposer que la maison de Joseph et de Marie devint naturellement pour les pieux Israélites de Nazareth un foyer de prières et d'espérance, et que la lumière et la chaleur qui en émanaient ne furent pas sans effet sur Jésus; mais tout cela se passait discrètement, sans bruit et, au demeurant, l'entourage de Jésus enfant nous est trop imparfaitement connu pour que nous puissions y insister davantage.

L'enfance de Jean-Baptiste s'écoula fort loin de celle de Jésus. La famille de Jean habitait la Judée, celle de Jésus la Galilée, il est probable que malgré le lien de parenté qui les unissait, les

[1] Matth. XII, 47; Jean II, 4.
[2] Matth. I, 19; II, 14, 21; Luc II, 33.
[3] Ainsi la famille de Zacharie, père de Jean; Siméon, Anne la *prophétesse*...

deux familles entraient trop rarement en contact pour que nous puissions nous demander ici quelle influence les deux enfants purent avoir l'un sur l'autre. Lorsque nous trouvons pour la première fois Jean-Baptiste et Jésus ensemble, le premier est dans la plénitude de son activité publique, et l'attitude de Jésus, malgré son humilité, n'a rien qui rappelle celle d'un disciple. Si donc plus tard Jésus semble commencer son enseignement par les mots qui sont comme la devise de Jean-Baptiste : « Convertissez-vous, le royaume de Dieu est proche [1]; » si les disciples de Jésus baptisent comme faisait Jean lui-même, nous ne saurions voir dans ces faits autre chose que la preuve de l'harmonie qui existait entre l'œuvre du Christ et celle du précurseur, harmonie que Jésus tenait à manifester, et qui n'impliquait en aucune manière de sa part une dépendance intellectuelle, ni surtout morale, que Jean-Baptiste a de son côté hautement revendiquée pour lui-même [2]. Ce n'est pas à dire sans doute, que Jésus n'ait point vu dans l'apparition publique de Jean-Baptiste, dans l'éclat que sa parole puissante produisait en Judée, comme un signal qui l'avertissait que son temps était proche, et qui venait réveiller en lui le sentiment de sa mission. Mais de là à une action personnelle exercée sur Jésus par Jean-Baptiste il y a loin, et c'est cette action dont nous ne saurions voir aucune trace dans les évangiles. Nous ne voyons pas même, à vrai dire, vu l'époque relativement tardive de la vie du Christ à laquelle cette action se serait exercée, de quelle nature elle aurait été. La personne du grand prédicateur de la pénitence était bien plus remarquable par sa puissance que par son originalité. Avant d'entendre sa voix dominer le Jourdain, Jésus l'avait entendue plus d'une fois, en lisant les oracles des anciens prophètes. Lorsque Jean-Baptiste apparut à Israël, Israël reconnut Elie [3] et Jésus ne le démentit pas [4].

A côté des bienfaisantes influences que Jésus trouvait au foyer de ses parents et dans le cercle, probablement restreint, de ses relations habituelles, il en était d'un autre ordre, qui, pour être moins directes, n'en agirent pas moins puissamment sur le développement de son caractère. Nous voulons parler tout d'abord de l'effet que devait produire sur lui, par contraste, le contact d'hommes dont le sens religieux et moral, était faux et artificiel. Ne négligeons pas cette influence. La vue du mal produit sur

[1] Matth. IV, 17.
[2] Matth. III, 11; Jean I, 30. Voir pour l'opinion inverse Keim, *Der geschichtliche Christus*, p. 36, 37, et la *Vie de Jésus* de E. Renan, p. 107.
[3] Jean I, 21.
[4] Matth. XI, 14.

une nature saine le même effet que la vue du bien, et cela en y provoquant une contradiction puissante. Ce n'est pas un mauvais moyen de révéler un homme à lui-même et de lui donner de bonne heure une forte maturité, que de le placer dans un milieu contraire aux inclinations de son âme, car, à mesure qu'il y vit, à mesure il sent qu'il ne lui appartient par aucun de ses côtés, à mesure aussi il proteste contre lui de toute son attitude. Vivant au milieu des siens, il lui eût été facile et comme loisible de s'ignorer lui-même plus longtemps et de ne point dire *moi* en face de qui lui eût ressemblé à tant d'égards et se fût à peine distingué de lui-même ; mais vivant en face de la contradiction, il apprend d'elle ce qu'il est, et arrive presque du premier coup à la plénitude de son caractère. Que de vocations ont été déterminées ou, tout au moins, mûries de la sorte ? C'est en pleine sophistique que surgit l'ironique et merveilleux bon sens d'un Socrate. C'est alors que le pélagianisme en est venu à ses dernières conséquences, alors que les hommes en sont arrivés à trafiquer entre eux de la vie éternelle, qu'a lieu cette réaction de la conscience religieuse qui s'appelle la Réforme. C'est dans la prison du château d'If, que Mirabeau écrit son *Essai sur le despotisme*. Nous pourrions multiplier les exemples, nous en trouverions dans tous les ordres. On nous comprendra maintenant si nous attribuons une influence sur le développement du Christ à ceux qui furent ses principaux adversaires, nous voulons parler des *pharisiens*.

Il serait injuste, sans doute, de vouloir se faire une idée de la secte des pharisiens en s'en tenant aux seules lumières que nous fournissent sur ce point les évangiles. Cette secte avait été dans l'origine le refuge de beaucoup d'âmes droites et nobles, impatientes du joug étranger, jalouses du caractère religieux du peuple d'Israël, et qui ne souffraient tant de formes dans le culte et dans la vie religieuse que pour faire, ainsi que le disaient les docteurs, « une haie autour de la loi [1]. » Quoi qu'il en soit, la position prise par les pharisiens était pleine d'illusions et de dangers, et la haie qu'ils voulaient former autour de la loi tendait bien plutôt à étouffer la loi qu'à la garantir. L'esprit général de la secte, aux jours de Jésus, était celui d'un vide formalisme et d'un orgueil dominateur. Les hommes comme Gamaliel, Nicodème et même comme Simon, l'hôte de Jésus, étaient devenus de plus en plus rares, et en définitive, ce fut au sein du pharisaïsme que se concentra la formidable opposition qu'Israël fit à Jésus.

[1] Voir Munk, *la Palestine* (collection de l'*Univers pittoresque*), p. 480 et 514 ; Keim, ouvrage cité, p. 32. — Josèphe compare les pharisiens aux stoïciens.

Il est hors de doute que Jésus connaissait admirablement ces adversaires. Il les connaissait non pas seulement en vertu de cette intuition merveilleuse qui lui livrait le fond des cœurs, — mais pour les avoir pratiqués. Il leur parle non-seulement de leurs tendances, mais de leurs préceptes, de leurs préjugés, de leurs coutumes [1], et l'on sent à la douloureuse amertume et à la sainte violence avec lesquelles il demande compte à ces hommes d'un peuple qu'ils abusaient, que ce triste sujet lui était dès longtemps familier. Nous ne savons au juste où placer le premier contact de Jésus avec les pharisiens. Ces hommes avaient, à l'époque de Jésus, la haute main de l'enseignement religieux en Israël; l'enfant de Nazareth eut donc, dès ses jeunes années, l'occasion d'entendre de leurs docteurs enseigner dans les synagogues, et il est probable que les docteurs que Jésus interrogeait au temple, à l'âge de douze ans, étaient pharisiens. De bonne heure donc dut se produire en Jésus, d'abord sous la forme d'un saint étonnement, puis sous celle d'une protestation plus accusée, la réaction que nous avons indiquée. C'est ainsi que l'irréligieuse dévotion de ces docteurs devait comme appeler et développer en Jésus le sentiment de ce religieux abaissement dont il nous a présenté, avant de le réaliser en lui-même, le type complet et sublime dans ce péager qui, pour toute prière, se frappait la poitrine en s'écriant : O Dieu, sois apaisé envers moi qui suis pécheur! C'est ainsi que toutes les complications et tous les artifices d'une morale qui outrageait la conscience ne faisaient que fortifier en lui le sentiment simple et puissant de l'éternelle volonté de son Père [2]. C'est ainsi qu'en présence de ces conducteurs aveugles, qui chargeaient le peuple de fardeaux auxquels eux-mêmes ne touchaient pas, — il sentait grandir dans son âme, avec la profonde compassion que lui inspiraient ces multitudes sans pasteur, l'obligation de porter lui-même la charge de leurs misères [3].

Mais combien plus puissant encore devait être, pour développer en lui sa vocation de Sauveur, la vue même de ces misères. Les légendes bouddhiques nous ont conservé le souvenir des rencontres fameuses qui déterminèrent le jeune Bouddha à quitter le manteau du prince pour revêtir l'habit du pèlerin et aller chercher au loin l'indifférence aux maux de la vie. On nous permettra de les rapporter avec quelque étendue.

« Un jour qu'avec une suite nombreuse il sortait par la porte orientale de la ville pour se rendre au jardin du Loumbini, au-

[1] Voir en particulier Matth. XXIII.
[2] Matth. XV, 5, 6; Marc VII, 11.
[3] Luc XI, 46.

quel s'attachaient tous les souvenirs de son enfance, il rencontra sur sa route un homme vieux, cassé, décrépit; ses veines et ses muscles étaient saillants sur tout son corps; ses dents étaient branlantes; il était couvert de rides, chauve, articulant à peine des sons rauques et désagréables; il était tout incliné sur un bâton; tous ses membres, toutes ses jointures tremblaient.

« — Quel est cet homme? dit avec intention le prince à son cocher. Il est de petite taille et sans forces; ses chairs et son sang sont desséchés; ses muscles sont collés à sa peau, sa tête est blanchie, ses dents sont branlantes, son corps est amaigri; appuyé sur un bâton, il marche avec peine, trébuchant à chaque pas. Est-ce la condition particulière de sa famille? Ou bien est-ce la loi de toutes les créatures du monde?

« — Seigneur, répondit le cocher, cet homme est accablé par la vieillesse; tous ses sens sont affaiblis; la souffrance a détruit sa force, et il est dédaigné par ses proches; il est sans appui; inhabile aux affaires, on l'abandonne comme le bois mort dans la forêt. Mais ce n'est pas la condition particulière de sa famille. En toute créature, la jeunesse est vaincue par la vieillesse; votre père, votre mère, la foule de vos parents et de vos alliés finiront par la vieillesse aussi; il n'y a pas d'autre issue pour les créatures.

« — Ainsi donc, reprit le prince, la créature ignorante et faible, au jugement mauvais, est fière de la jeunesse qui l'enivre, et elle ne voit pas la vieillesse qui l'attend. Pour moi, je m'en vais. Cocher, détourne promptement mon char. Moi, qui suis aussi la demeure future de la vieillesse, qu'ai-je à faire avec le plaisir et la joie? — Et le jeune prince, détournant son char, rentra dans la ville, sans aller à Loumbini.

« Une autre fois, il se dirigeait avec une suite nombreuse, par la porte du Midi, vers le jardin de plaisance, qand il aperçut sur le chemin un homme atteint de maladie, brûlé de la fièvre, le corps tout amaigri et tout souillé, sans compagnon, sans asile, respirant avec une grande peine, tout essoufflé et paraissant obsédé de la frayeur du mal et des approches de la mort. Après s'être adressé à son cocher, et en avoir reçu la réponse qu'il en attendait :

« — La santé, dit le jeune prince, est donc comme le jeu d'un rêve, et la crainte du mal a donc cette forme insupportable! Quel est l'homme sage qui, après avoir vu ce qu'elle est, pourra désormais avoir l'idée de la joie et du plaisir?

« Le prince détourna son char, et rentra dans la ville, sans vouloir aller plus loin.

« Une autre fois encore, il se rendait, par la porte de l'Ouest, au jardin de plaisance, quand sur la route il vit un homme mort,

placé dans une bière et recouvert d'une toile. La foule de ses parents tout en pleurs l'entourait, se lamentait avec de longs gémissements, s'arrachant les cheveux, se couvrant la tête de poussière et se frappant la poitrine en poussant de grands cris. Le prince, prenant encore le cocher à témoin de ce douloureux spectacle, s'écria :

« — Ah! malheur à la jeunesse que la vieillesse doit détruire; ah! malheur à la santé que détruisent tant de maladies; ah! malheur à la vie où l'homme reste si peu de jours! S'il n'y avait ni vieillesse, ni maladie, ni mort! Si la vieillesse, la maladie, la mort étaient pour toujours enchaînées!

« Puis, trahissant pour la première fois sa pensée, le jeune prince ajouta : « Retournons en arrière; je songerai à accomplir « la délivrance[1]. »

Le tableau est admirable de sérieux et de poésie; nous n'avons pu résister à le présenter ici, tant les misères qu'il fait passer, et avec une si poignante réalité, devant les yeux de Çakya-Mouni, sont bien de celles qui durent remuer le plus profondément le cœur de Jésus et le mieux lui révéler ce que son Père demandait de lui. Et pourtant l'illusion n'a point été complète, et si ces pages nous ont fait penser à Nazareth au temps de l'enfance de Jésus, elles n'ont pu nous y transporter tout à fait. Il eût fallu, pour cela, que le jeune prince eût fait une rencontre de plus : celle d'un homme qui eût été, cette fois, plein de santé et de jeunesse, et auquel il eût néanmois manqué quelque chose, parce qu'il aurait eu une conscience. Il eût fallu, qu'au lieu de se détourner de tant de misères, au lieu de dire : « Retournons en arrière, je songerai à accomplir la délivrance, » il se fût arrêté, se fût approché de ce vieillard, de ce malade, de ces parents en deuil, et mêlant sa compassion à leurs souffrances, il les eût soulagés tout au moins de toutes les larmes qu'il eût versées pour eux. Il eût fallu, enfin, lorsqu'il se fut éloigné, qu'au lieu de souhaiter à son âme et à celle d'autrui une insensibilité qui les mettrait au-dessus des maux de cette vie, se souvenant que Dieu s'appelle *amour* et non *indifférence*, il eût jeté vers le ciel un regard qui eût exprimé la plus douloureuse supplication et le plus sublime sacrifice.

III.

Nous avons essayé d'indiquer jusqu'ici, parmi les éléments qui contribuèrent à développer le caractère du Christ, ceux qui sont du fait des hommes, soit des hommes du passé, soit des

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, le *Bouddha et sa religion*, p. 12.

contemporains de Jésus. Mais si grand que fût l'attrait qui portait Jésus à vivre de la vie sociale, si grande que fût la force qu'il y puisât, soit directement, soit par une sorte de réaction dont nous avons indiqué la nature, il était loin de s'y absorber et d'échapper ainsi à cette sorte de loi qui voulait que tout prophète, en Israël, eût passé par la rude école de la *solitude*. Le silence que fait planer l'Evangile sur la jeunesse de Jésus ne nous permet ici, pas plus qu'ailleurs, de préciser; nous voulons dire de marquer la mesure dans laquelle Jésus usa de cette école. D'un autre côté, ce silence même tend à donner une large part à la retraite, au moins dans la seconde moitié de la jeunesse du Christ. Comment, en effet, si Jésus eût vécu sans interruption à Nazareth ou dans quelque autre ville, eût-il pu tarder jusqu'à l'âge de trente ans à manifester avec quelque éclat ce qu'il était, et à acquérir, par conséquent, une réputation, qui ne se répandit, en réalité, que tard en Galilée? Nous sommes porté à envisager le développement d'un caractère comme d'autant plus régulier, graduel, que le caractère est, moralement, plus normal; cela étant, nous nous représentons Jésus comme ayant passé, sans brusque transition, avec une entière spontanéité, de l'âge où l'homme cesse (relativement) de recevoir à celui où il commence de donner, et nous sommes conduits par là à penser que si les évangiles nous représentent l'action de Jésus sur ses contemporains comme ayant commencé à une époque bien définie, et acquis, dès le début, toute son intensité, c'est que, comme Elie se présentant devant Achab, Jésus venait du désert.

Nous y sommes conduits encore par ailleurs. Les évangiles nous montrent Jésus recherchant la retraite après même qu'il est apparu publiquement au peuple. Il y passe quarante jours après son baptême, et, bien souvent, après une pénible journée employée à son sublime travail de miséricorde, nous le voyons se dérober à la foule, à ses disciples même, et passer en quelque lieu écarté, parfois dans la solitude de quelque montagne, la nuit entière. Ne devons-nous pas supposer que ce besoin de profond recueillement qui le poursuivait au sein même de sa tâche était loin d'être nouveau pour lui, et que, pour rechercher encore aussi assidûment la retraite, il fallait que, dès longtemps, il en connût la douceur et la force? — Quoi qu'il en soit de l'époque de la vie de Jésus qui nous est obscure, c'est ici le lieu de rappeler ce que nous disions en commençant cet article : à proprement parler, un caractère ne cesse jamais de se développer, — et, à ce titre, ce que nous savons de la période relativement publique de la vie du Christ, nous autorise à considérer la solitude comme un élément important de son développement.

Et maintenant, que trouvait Jésus dans la retraite? Car la retraite devait être autre chose pour lui qu'une distance matérielle mise entre lui et les hommes. — Il y trouvait *la nature*, il y trouvait *la tentation*, il y trouvait *la prière*.

Est-il nécessaire de prouver que Jésus connaissait et aimait la nature? Son enseignement est tout semé de poétiques images qu'il lui emprunte[1]. Nous aurons, sans doute, à revenir avec plus de détail sur les rapports de Jésus avec la nature, lorsque nous traiterons de son caractère envisagé en lui-même; nous voulons seulement nous demander ici quelle dut être l'influence de cette nature sur Jésus. On a beaucoup exagéré cette influence : on a voulu établir entre la doctrine de Jésus et la vue des environs de Nazareth je ne sais quel lien nécessaire que nous n'avons pas pu saisir[2]. Nous ne prétendons pas que Jésus ait été insensible à la diversité des aspects de la nature; ainsi, l'analogie qu'offrait avec toute la personne de Jean-Baptiste le cadre sévère du désert de Judée semble ne pas lui avoir échappé : « Qu'êtes-vous allé voir au désert, dit-il à ses disciples, était-ce un homme vêtu de précieux vêtements? Voici, c'est dans les palais des rois que se trouvent ceux qui sont précieusement vêtus[3]. » Toutefois, une chose nous frappe, c'est qu'il n'est besoin de connaître ni les riants aspects de la Galilée, ni les rives austères du Jourdain pour saisir tout ce qui, dans l'enseignement de Jésus, nous reporte à la nature; pas plus qu'il n'est besoin d'avoir devant les yeux le Juif du premier siècle pour comprendre ce que Jésus nous dit de l'homme. Ce qui frappait Jésus dans la nature, c'était ce qu'elle a de simple, d'élémentaire, ce qui, en elle, est de tous les climats. Ce n'était point pour elle-même qu'il l'aimait; il l'aimait parce qu'elle lui était un admirable tableau de la vie de l'homme, une touchante prédication de la miséricorde de Dieu. La connaissance qu'il en acquérait n'avait rien de scientifique, elle était toute religieuse. Peu lui importait de savoir lorsque, du mont des Oliviers, il voyait le faîte du temple s'empourprer aux premiers rayons du soleil levant, si c'était, ou non, cet astre qui avait poursuivi sa course, pourvu qu'il sût que c'était Dieu qui faisait luire son soleil sur les méchants comme sur les bons, donnant ainsi aux hommes l'exemple de la miséricorde qu'ils devaient exercer même sur ceux qu'ils appelaient leurs ennemis (Matth. I, 45). — La vue d'un cep de vigne, poussant autour de lui des sarments vigoureux, le reportait à cette loi

[1] Matth. XVI, 2; VI, 26-30; Luc VII, 24; VIII, 5; XIII, 6; Jean IV, 35; X, 1 et suiv.
[2] *Vie de Jésus* de E. Renan, p. 65...
[3] Luc VII, 24, 25.

de la vie, vraie pour l'homme comme pour la plante, pour l'âme comme pour le corps, loi qui veut que la vie ne puisse naître que de la vie. Un figuier stérile réveillait en lui la pensée de notre propre stérilité, de notre destination première et de sa mission d'intercesseur : « Le lis des champs, qui ne travaille ni ne file, et plus splendidement vêtu que Salomon même dans toute sa gloire ; » « le passereau, qui ne sème ni ne moissonne, qui n'assemble rien en des greniers et que cependant Dieu nourrit, » lui parlaient de la tendre miséricorde de Dieu, qui nourrira à bien plus forte raison ses enfants, qui lui sont autrement précieux. — Et quel langage plus puissant, plus magnifique encore, devait lui tenir cette même nature durant les longues nuits qu'il passait, loin du commerce des hommes, en méditation et en prières! Qui de nous ne se l'est représenté quelquefois, retiré sur quelque mont galiléen, environné d'un silence que troublait seul le vent de la nuit passant dans les oliviers, portant, comme écrite sur son front, l'histoire de toute une journée de miséricorde, et tournant vers le ciel un regard plein d'une indicible lumière? Qui de nous n'a cru l'entendre alors, se reportant aux misères, à la fange d'en bas, s'écrier : « Quand je contemple les cieux, l'ouvrage de tes mains, la lune et les étoiles que tu as disposées, je dis : Qu'est-ce que l'homme que tu te souviennes de lui, et le fils de l'homme que tu le visites[1]? »

C'était ainsi que les grands aspects du monde comme ses merveilles les plus obscures racontaient à Jésus la gloire de Dieu, qui éclatait surtout dans son amour, et lui fournissait en même temps une mesure plus exacte des tristes misères de l'humanité. Nous retrouvons presque partout dans l'enseignement de Jésus des traces de ce commerce avec la nature, et si son langage (comme toute sa personne) respire tant de santé, d'indépendance et de force; s'il a pour nous une saveur si fraîche, si poétique, si souverainement *naturelle*, nous pouvons croire que ce commerce n'y est pas étranger.

Nous avons dit que la solitude était pour Jésus non-seulement la nature, mais la *tentation*. Nous ne voulions pas dire par là que Jésus ne connût de tentations que dans la solitude. Il n'en est pas moins vrai que c'était alors que, retiré loin du tumulte de la vie sociale, Jésus se recueillait, qu'envisageant dans leur ensemble et sa mission et tous les sacrifices qu'elle entraînait pour le présent et pour l'avenir, il entrevoyait aussi avec le plus de netteté certaines possibilités qui étaient pour lui autant de tentations. C'est

[1] Ps. VIII, 4.

d'ailleurs, d'une manière toute générale, de ses tentations que nous voulons parler ici.

Nous ne savons rien de celles qui durent l'assaillir pendant la période obscure de sa vie ; il connut, sans aucun doute, mais dans quelle mesure, nous ne savons, les tentations propres à son âge et, en outre, celles que lui créait une supériorité morale qui, s'accusant de plus en plus, lui rendait plus difficile une position de dépendance, que pourtant il devait accepter, vis-à-vis de ses protecteurs naturels.— L'on sait quelle lutte mystérieuse et longue il eut à soutenir plus tard dans le désert après son baptême et avant de paraître de nouveau devant le peuple. Ce fut alors la question de sa mission qui se posa devant lui. A quoi emploierait-il les dons qu'il avait reçus? A la satisfaction de son bien-être (Luc IV, 3) ou de sa dignité (IV, 9) ou au bien de ses frères? Quelle voie suivrait-il pour établir son règne dans ce monde; la voie que semblait lui tracer l'attente populaire, voie plus facile, bien plus prompte aussi, en apparence (IV, 5, 6)? ou la voie que lui traçait son Père, la voie du renoncement, du sacrifice ? Serait-il le roi des Juifs que l'on attendait, ou l'homme de douleurs que devaient méconnaître, bafouer et humilier jusqu'à la mort ceux-mêmes dont il voulait accomplir le salut? — Telles furent, en substance, les redoutables questions qui se posèrent devant Jésus-Christ durant cette lutte héroïque de quarante jours que l'Evangile nous rend d'une manière sommaire, et dont nous pouvons pressentir, ne fût-ce qu'à sa durée, la terrible intensité. — Voilà, disons-nous, non pas ce que Jésus *se* demandait, mais ce que lui demandaient les choses, les circonstances mêmes dont il se voyait entouré, car, quelle que soit l'interprétation précise que l'on veuille donner au mystérieux récit des évangiles, il en ressort au moins clairement, d'une part, que Jésus ne participa point à la tentation, nous voulons dire que la lutte eut lieu, non pas dans l'âme même du Christ, mais tout entière entre le Christ et un ennemi extérieur à lui,— et, d'autre part, que Jésus triompha.

Le récit sacré le dit lui-même, cette tentation ne fut point la dernière, « le diable se retira d'avec lui pour un temps » (Luc, IV, 13). « Vous êtes, dit Jésus au repas pascal, ceux qui avez persévéré avec moi dans mes tentations. » Que de tentations, en effet, l'attendaient encore! Tentation que devait lui offrir, au milieu de la vie errante qu'il menait, entouré de tout ce que la misère matérielle et morale de ce monde a de plus repoussant, la pensée d'un religieux et saint repos (Luc IX, 33). Tentation inverse, bien naturelle au cœur aimant, de trop mettre au dehors et de ne pas assez se recueillir. Tentation provenant

soit de l'enthousiasme qu'il faisait naître (Jean VI, 15), soit aussi du peu de succès qu'il obtenait parfois sur la route austère qu'il avait choisie (Matth. XIII, 37). Tentation que la haine acerbe de ses adversaires imposait à sa charité (Matth. XII, 35; Luc IX, 54) et que l'affection et le découragement de ses disciples infligeait à son courage (Matth. XVI, 22, 23; Marc XIV, 50). Et puis, dominant et résumant toutes les autres, la tentation de garder pour lui quelque chose de ce qui appartenait à son Père et à ses frères, nous voulons dire quelque chose de lui-même; tentation de ne pas accepter et cette mort physique qui avait pour lui, à cause de sa propre sainteté, des angoisses que nous ne pouvons concevoir, et cette mort morale, nous voulons dire cette humiliation absolue, dont la croix marque aussi le moment suprême. « Personne, dit Jésus, ne m'ôte ma vie, j'ai le pouvoir de la laisser, j'ai le pouvoir de la reprendre » (Jean X, 18). On sait comment il la laissa, mais on sait aussi à travers quelles angoisses et quelles luttes il marcha à ce sacrifice, jusqu'au moment où, inclinant sa tête couronnée d'épines, il put s'écrier : Tout est accompli!

Les évangiles sont unanimes à reconnaître ces luttes. On a contesté cet accord, notamment en ce qui concerne l'évangile de Jean. « Pour le sentiment chrétien dominant, dit Keim, l'image du Christ a pris l'empreinte d'une tranquillité d'âme dont rien ne peut troubler la divine sérénité. La faute en est à l'évangile de Jean..., qui a passé dans la chair et le sang du christianisme. » Et plus loin : « *Jean* n'a point de Gethsémané, à peine parle-t-il d'un trouble passager éprouvé par Jésus dans les rues de Jérusalem[1]. » — Nous sommes étonné que l'on puisse attribuer une pareille mutilation de l'image du Christ à l'évangile qui nous raconte le frémissement de Jésus au tombeau de Lazare et qui contient ce mot, aussi humain que sublime : « Et Jésus pleura; » à l'évangile où nous lisons : « Alors Jésus fut ému en son esprit et il dit ouvertement : En vérité, en vérité, je vous dis que l'un de vous me trahira, » et qui nous avait montré quelques lignes plus haut Jésus à genoux aux pieds de Judas, et lui lavant les pieds comme eût fait un esclave. Nous sommes surpris que l'on puisse appeler d'un terme aussi pâle l'émotion qui saisit Jésus dans les rues de Jérusalem lorsque, saisi tout à coup à la pensée de son sacrifice, il s'écria : « Maintenant mon âme est troublée et que dirai-je? Père, délivre-moi de cette heure! Mais c'est pour cette heure-là que je suis venu! Père, glorifie ton nom! » (Jean XII, 27, 28.) Oui, nous sommes surpris que l'on ne sente

[1] Ouvrage cité, p. 42.

pas dans ce dialogue intérieur auquel Jésus, dans un touchant abandon de toute dignité extérieure, fait assister ses disciples, l'expression fugitive d'une lutte longue et douloureuse qui, d'ordinaire, ne se produisait pas au grand jour; nous sommes surpris enfin que l'on n'y retrouve pas tout Gethsémané.

Nous ne nous arrêterons pas davantage sur ce point; pas plus que nous ne croyons nécessaire d'établir la réalité des tentations de Jésus-Christ. Cette réalité a été écrite avec trop de larmes et trop de sang dans le jardin de Gethsémané pour que nous ayons à la défendre. Nous n'avons point d'ailleurs entrepris dans ce travail d'accorder des dogmes entre eux : l'Evangile à la main, nous racontons, et s'il était vrai, ce que nous ne saurions croire, qu'il y eût, à insister sur la réalité des tentations de Jésus-Christ, quelque danger pour la dogmatique, nul ne nous en voudrait pour nous écrier : Périsse la dogmatique plutôt que l'Evangile!

La conclusion de tout cela est que Jésus ne traversa pas, et victorieusement, tant de luttes, sans en retirer quelque profit. Si les tentations qu'il eut à subir furent réelles, les victoires qu'il remporta durent avoir la même réalité; chacune d'elles l'enrichissait. S'il avait quitté le désert comme il y était entré, si Gethsémané n'eût point affermi son âme, nous ne comprendrions plus ni le désert, ni Gethsémané : Jésus serait pour nous en dehors des conditions de la vie morale, c'est-à-dire en dehors de l'humanité. Il n'y a d'ailleurs dans ce long et graduel dépouillement de toute volonté propre, dans ce long et graduel abandon de soi-même à ses frères, rien qui suppose en Jésus le péché; car ce n'est point en une fois et sous sa forme absolue, nous voulons dire sous celle de la mort, que Dieu demande à Christ cet abandon. Christ à douze ans n'a pas à mourir pour ses frères, il ne pèche point en retournant à Nazareth dans la maison de ses parents. Qu'il lui suffise d'accomplir sa tâche de chaque jour. Il peut jouir en paix aujourd'hui d'un repos auquel il devra renoncer demain; demain, il pourra jouir en paix d'une considération à laquelle il devra renoncer le jour suivant; il pourra jouir encore le jour suivant d'une vie qu'il devra, plus tard, laisser sur une croix. A son Père de marquer l'heure; à lui de dire, lorsque l'heure sera venue, fort de tous ses renoncements antérieurs : « Que ta volonté soit faite et non la mienne! » — C'est dans ce sens que l'épître aux Hébreux a pu dire de Jésus « qu'il a appris l'obéissance » (Héb. V, 8).

Nous avons dit enfin que, pour Jésus, la solitude, c'était la *prière*. Jésus a connu ces moments spéciaux où, laissant tout autre soin, l'âme se recueille et adore. Que de fois nous lisons dans

l'Evangile des mots comme ceux-ci : « Au matin, comme il était encore nuit, s'étant levé, il alla dans un lieu désert, et il pria » (Marc I, 35); ou encore : « Or il arriva en ces jours-là qu'il s'en alla sur une montagne pour prier, et qu'il passa toute la nuit à prier Dieu » (Luc VI, 12)[1]. Si, au milieu de sa plus grande activité, Jésus recherchait l'occasion d'adorer dans le silence, il est permis de supposer que l'adoration avait occupé une place importante dans la partie préparatoire de sa vie. On n'a qu'à considérer les circonstances qui motivent ses prières pour comprendre quelle place occupa l'adoration dans son développement général. Il prie avant de choisir ses apôtres (Luc IV, 12); il prie (et avec quelle absolue confiance) au tombeau de Lazare; il prie à Gethsémané. Nous ne parlons pas des prières qu'il adresse à Dieu pour les siens. Ce qu'il cherchait et trouvait donc par la prière, c'était le conseil pour la route à suivre; c'était la puissance de réaliser ce que souhaitait sa compassion; c'était la force de renoncer à lui-même et de marcher jusqu'au bout dans la voie douloureuse. Dans la prière, Jésus, laissant pour un temps derrière lui le désordre de ce monde, se replaçait au sein de l'harmonie, s'identifiait avec le plan de Dieu. Tandis qu'en bas tout conspirait à le distraire, s'il était possible, et de lui-même, et de l'œuvre douloureuse qu'il avait à accomplir, sur les hauteurs, dans la communion avec son père, il se retrouvait sans peine, toutes les choses de ce monde lui apparaissaient à la place qui leur revenait à chacune, et en même temps qu'il voyait clairement sa route, il puisait dans la communion divine de nouvelles forces pour s'y avancer.

Nous avons passé en revue les principaux éléments qui ont dû concourir au développement du caractère de Jésus. Nous devions parler en dernier lieu de la prière, qui placée comme à leur centre était destinée à mettre entre eux l'harmonie et à leur assigner leur véritable rôle. Le caractère de Jésus domine-t-il les éléments au sein desquels il s'est développé, ou leur reste-il asservi? Ces éléments suffisent-ils à nous expliquer Jésus-Christ, ou faut-il, de guerre lasse, pour le comprendre, regarder plus haut? En est-il le produit, ou en serait-il le maître? C'est à quoi nous pourrons répondre lorsque nous aurons envisagé en lui-même le caractère de Jésus.

ROGER HOLLARD.

[1] Voir encore : Matth. XIV, 23, XVI, 36; Marc XIV, 32; Luc III, 21; V, 16.

LITTÉRATURE

—

ESSAI SUR LA POÉSIE PROTESTANTE

AU SEIZIÈME SIÈCLE.

I. — DE LA POÉSIE PROTESTANTE EN GÉNÉRAL.

La poésie peut-elle exister sans la foi? Peut-elle hanter des âmes vides de convictions profondes? Peut-elle germer dans un sol sur lequel passe le morne souffle du scepticisme? Cette question est plus grosse qu'elle ne paraît; sous son apparente simplicité se cache le grand problème plus psychologique encore que littéraire de l'origine du sentiment poétique, selon que l'on répond oui ou non, on se met au nombre des amis ou des détracteurs de l'imagination, on en fait une reine ou on la rabaisse au rang de magicienne, on lui donne un sceptre ou une baguette divinatoire, un trône ou un trépied, l'inspiration du génie ou le délire de la fièvre. Si vous accordez que la poésie est la sœur jumelle de la foi, vous reconnaissez du coup qu'elle tire ses origines des profondeurs les plus intimes de notre nature morale, qu'elle est née en nous le jour où, comme dit Bossuet, « Dieu formant le cœur et les entrailles de l'homme, y mit premièrement la bonté; » vous en faites un instrument de progrès, un moyen de renouvellement; vous l'élevez presque à la hauteur d'une fonction sacrée, d'un sacerdoce; le poëte est, à vos yeux, un homme mis à part et un voyant; sa mission est de parler de Dieu, de parler à Dieu! Si, au contraire, vous déclarez que le sentiment poétique est essentiellement distinct et indépendant du sentiment religieux, tout change aussitôt; la poésie n'est plus une fonction de l'âme humaine, mais simplement l'une de ses innombrables modifications: elle n'est plus une intuition d'une vie supérieure ou une aspiration vers une vie future, mais un état tout superficiel, résultant d'une excitation factice et transitoire, agréable ou mal-

saine, car sur ce point les avis diffèrent; elle n'a pas besoin d'être élevée, il lui suffit d'être intéressante, le raffinement de l'esprit l'a créée, le raffinement de l'esprit la tuera.

Est-il besoin de dire qu'entre ces deux conceptions si opposées, notre choix est fait dès longtemps? Nous pensons avec Vinet, que, si « la poésie est partout où il y a de l'enthousiasme, c'est-à-dire de l'ardeur pour un but immatériel[1], le scepticisme, lui, n'est poétique que si le néant peut l'être[2]; » nous croyons que « la poésie vit de foi, d'une foi quelconque, et que quand la foi lui manque, elle y aspire du moins, mais qu'elle ne saurait se bercer dans l'incertitude sans s'y endormir bientôt[3]. »

Cette notion, qui fait de la poésie une des plus nobles fonctions de l'âme et qui l'associe à toutes les grandes crises que celle-ci traverse, est de nos jours l'objet d'une défaveur toute particulière, nous ne l'ignorons pas. Nous n'avons pas à développer ici les raisons qui nous obligent à lui demeurer fidèle; disons seulement que les errements de l'école matérialiste nous persuadent toujours plus de la nécessité d'unir le sentiment religieux au sentiment poétique pour empêcher celui-ci de s'égarer et de se corrompre. Cette conviction explique et justifie dans une certaine mesure l'entreprise que nous tentons aujourd'hui en essayant de rechercher dans les arcanes de notre littérature nationale les traces d'une poésie protestante.

On nous arrête dès l'entrée au moyen d'une bien vieille objection : Y a-t-il, peut-il y avoir un art protestant, une poésie protestante? En d'autres termes, le protestantisme, en voulant épurer la religion chrétienne, ne lui a-t-il pas enlevé tout ce qu'elle avait de poétique? En principe, nous avouons ne pas comprendre comment il pourrait se faire que la religion du spiritualisme et de l'Evangile fût étrangère aux émotions et à l'enthousiasme que crée dans l'âme la contemplation des œuvres de Dieu dans la nature et de sa trace dans l'histoire de l'humanité. Mais les faits, qui parlent plus haut que les théories, ont répondu bien avant nous.

Pour ce qui est de l'art proprement dit, il est maintenant reconnu que le catholicisme n'a pas été pour lui un protecteur aussi éclairé qu'on avait bien voulu le dire, et que la tradition ecclésiastique, loin de déployer les ailes des artistes, les leur a souvent impitoyablement rognées. La Réforme, en venant ouvrir de nouvelles voies à l'esprit humain, a pu sans doute un moment le distraire de ses aspirations vers le beau; une révolution aussi vaste et aussi radicale que celle-là ne pouvait que porter préjudice à la culture artistique qui réclame les loisirs des temps calmes. D'autre part, il faut le reconnaître, le protestantisme avait à l'origine des raisons assez spécieuses de suspecter les tendances religieuses de l'art, et, par une réaction fort naturelle, il était porté à s'en méfier et à n'y

[1] *Semeur*, t. V, p. 221.
[2] *Littérature au dix-neuvième siècle*, t. II, p. 282.
[3] *Ibid.*, t. II, p. 308.

voir qu'un des moyens mis en œuvre par l'Eglise de Rome pour matérialiser le culte et pour égarer l'adoration. Mais une fois que l'esprit nouveau se fut fait sa place en Europe et qu'il eut conquis, par la libre persuasion, des contrées entières où il lui devint possible de se développer sans entraves, il sut prouver à ses détracteurs, que son principe n'est pas hostile à la culture esthétique et qu'il ne voue pas au beau une haine farouche et iconoclaste. Les écoles hollandaise et anglaise, avec des qualités autres et moins appréciées que celles des écoles italiennes, ont excellé chacune dans sa sphère; Rembrandt, l'un des plus grands maîtres dont s'honore l'histoire de la peinture était protestant. La patrie de Luther a donné le jour à des artistes de première force, qui partagèrent la foi du grand réformateur, tels qu'Albert Dürer, Holbein et Cranach pour ne parler que de ses contemporains. La France même, à laquelle on ne reprochera pas d'avoir encouragé par ses faveurs le culte du beau au milieu de ses enfants de la religion réformée, en compte plusieurs parmi ses gloires les plus pures dans cette sphère; les noms de Jean Goujon, Palissy, Goudimel, Jean Cousin brillent d'un éclat impérissable dans l'histoire de l'art français.

Au point de vue de la poésie, l'accusation d'impuissance lancée au protestantisme porte également à faux. N'est-ce pas l'esprit chrétien épuré par la Réforme qui a produit dans ce domaine quelques-unes des œuvres les plus vigoureuses et les plus originales? Si Milton était né en Italie et si son austère génie avait subi la discipline du catholisme, qui oserait dire que nous posséderions sa grande épopée, où l'on ne sait ce qui est le plus digne d'admiration de la soumission du chrétien à la Parole de Dieu ou de la fière indépendance du puritain à l'égard des traditions humaines? Et l'émule de Milton, Klopstock, qui, avec moins de souffle et d'un vol moins élevé et moins rapide, a chanté les souffrances du Messie en des accents qui, quoi qu'on en ait dit, ont une douceur infinie et une puissance d'émotion irrésistible, serait-il aussi vrai et aussi pénétré du souffle évangélique si, au lieu de former son génie dans une de ces savantes universités allemandes où soufflent les libres et vivifiantes haleines de l'esprit de la Réforme, il eût reçu cette éducation de séminaire qui se donne pour mission d'embrigader l'intelligence et de faire marcher le génie au pas militaire? Nous ne faisons allusion ici qu'à des œuvres de haute poésie émanées directement de l'esprit chrétien réformé; nous ne voulons rien dire de tous ces poëtes qui, sans vouer leur talent à l'étude des sujets religieux, ont pourtant subi et accepté l'influence protestante. Il serait intéressant de montrer quel mélange de force et de délicatesse, d'élévation et de mysticisme ils ont puisé dans les principes spiritualistes de la Réformation; cette recherche nous détournerait du sujet spécial de cette étude et nous devons y renoncer.

Ce que l'on ignore davantage, c'est le magnifique essor que le protestantisme a donné à la poésie lyrique. Tandis qu'elle a presque toujours

eu, au sein des littératures catholiques de l'Europe, un caractère faux et déclamateur, elle s'est épanouie librement dans les contrées où la Réforme a dominé. Elle s'est élancée hardiment dans des routes nouvelles, méprisant les chemins battus où s'avance le lyrisme classique; au lieu de se contenter comme lui d'un nombre très limité de sentiments factices et de quelques tirades ramassées dans les officines des rhéteurs, elle s'est appliquée à être vraie et a cherché sa puissance dans sa sincérité personnelle et intime, elle a mis sa gloire à exprimer dans leur naïveté grandiose les luttes de l'âme et ses élans vers la vérité et vers Dieu; elle a découvert ainsi une source inépuisable de rajeunissement et de vigueur. L'Allemagne et l'Angleterre ont vu le principe réformé donner naissance dans leur sein à toute une école de poëtes religieux, doués d'une fécondité remarquable et d'une profondeur de sentiments qui ne sera pas surpassée; la vie morale a été explorée par eux dans toutes ses parties; et ils ont raconté dans des accents inimitables toute cette longue odyssée de l'âme humaine remontant de l'abîme de sa misère, puis gravissant pas à pas les sommités de l'idéal chrétien. Un fait parle d'ailleurs sous nos yeux avec une autorité incontestable; ce sont ces deux littératures si franchement protestantes qui, dans le déclin général de la poésie auquel nous assistons aujourd'hui, produisent encore des œuvres où le goût le plus pur s'allie à l'originalité la plus réelle.

Le protestantisme français peut à peine se nommer à la suite de ces nations qui ont si pleinement accepté les principes de la Réformation. Il a presque toujours été, selon un mot célèbre, un Etat dans l'Etat; et si, dans le courant de cette étude, nous pouvons constater que, malgré cette position qu'on lui a faite plutôt qu'il ne se l'est faite lui-même, il a possédé une remarquable vitalité intellectuelle et a remporté quelques succès dans le domaine de la poésie, ce sera une nouvelle preuve que le principe spiritualiste qu'il professe, loin d'être hostile aux facultés imaginatives de l'âme, leur est essentiellement sympathique.

Les remarques que nous venons de faire expliquent et justifient notre intention. Nous voudrions prouver que le protestantisme français, malgré les circonstances défavorables au milieu desquelles il s'est trouvé placé, n'a pas été aussi stérile en poésie qu'on semble le penser, et qu'il a au contraire donné à la France quelques poëtes dignes d'elle et de lui. Nous n'avons nulle intention de surfaire leur mérite ou de réclamer pour eux une place à laquelle ils n'auraient pas droit au milieu des gloires de notre poésie nationale. Comme nous aurons l'occasion de le dire, l'existence d'une littérature poétique tant soit peu considérable, au sein du protestantisme français, aurait à nos yeux un caractère anormal.

Les quelques épis que nous glanerons çà et là et dont nous formerons notre mince gerbe, ne seront ni bien robustes ni bien fournis. Toutefois, il nous sera permis d'être fier de notre gerbe, quelque dédaignée qu'elle soit par d'autres, quand nous nous rappellerons quelle formidable tem-

pête a passé sur ce champ, pendant deux siècles et demi; et nous nous demanderons, avec quelque étonnement, comment une pareille tourmente a pu même laisser sur pied de quoi faire une seule javelle. En voyant avec quelle fécondité merveilleuse la vie s'est déployée sur ce champ désolé, dans les courts intervalles de calme laissés par la tempête, nous pourrons supposer ce qu'il aurait produit, si les temps eussent été meilleurs.

Nous nous renfermons pour aujourd'hui dans la période créatrice du protestantisme français, la plus riche d'ailleurs en œuvres poétiques, nous réservant de suivre plus tard la muse huguenote à travers les dix-septième et dix-huitième siècles et jusque sur le seuil des temps nouveaux.

II. — POSITION DE LA LITTÉRATURE PROTESTANTE EN FRANCE AU SEIZIÈME SIÈCLE.

La Renaissance et la Réforme font du seizième siècle le siècle initiateur des temps modernes. On a souvent essayé de ramener à l'unité ces deux mouvements parallèles et simultanés, mais, à mesure que la lumière s'est faite, on semble avoir renoncé à poursuivre une tentative aussi chimérique. Il est certain qu'en remontant aux origines les plus lointaines de cette double révolution, on se trouve en face de certains hommes, tels qu'Erasme, par exemple, qui paraissent d'abord réunir en eux les besoins des intelligences et les aspirations des consciences. Ce que cherche ce siècle dans ses premiers tâtonnements, c'est la lumière, et il la veut dans tous les domaines. Rien d'étonnant que ceux qui se sont lancés les premiers à la découverte de terres inconnues aient cru pouvoir inaugurer du même coup la rénovation intellectuelle et la réforme religieuse. Aux époques de réveil, il y a nécessairement confusion; ce n'est que peu à peu que les aspirations se précisent, que les positions se dessinent, que les dissidences éclatent, que chaque drapeau rallie ses défenseurs.

L'immense fermentation de l'Europe occidentale contenait deux éléments, non absolument incompatibles sans doute, mais qui devaient tendre pourtant à se séparer. Ce classement et cette scission eurent lieu de bonne heure. On peut regretter, sans doute, que les hommes de science et les hommes de foi n'aient pas su mieux s'entendre pour marcher à la conquête de l'avenir; d'autre part, pourtant, il est permis de supposer que cette division du travail n'a pas été absolument étrangère aux succès de la Renaissance et de la Réforme.

Ce qui devait être une scission profonde et, à certains moments, une guerre ouverte, ne fut à l'origine qu'une dispute de préséance; les hommes de science voulaient que les homme de foi leur cédassent le pas; ils leur disaient : Retrouvons d'abord l'antiquité classique, refoulons les

ténèbres du moyen âge; une fois le terrain déblayé, vous viendrez réformer l'Eglise. Mais non, temporiser, c'était perdre la partie; les réformateurs le comprirent; ils n'étaient d'ailleurs que les organes des consciences innombrables qui demandaient la lumière et la vérité; s'ils avaient faibli, ces multitudes affamées qui les suivaient et les poussaient leur auraient passé sur le corps et se seraient donné d'autres chefs. Bien qu'ils eussent pour la plupart l'esprit ouvert à toutes les aspirations généreuses de leur époque et qu'ils eussent pu marcher à la tête du mouvement intellectuel, ils durent se subordonner à la Réforme religieuse. La grande tempête qu'ils soulevèrent acheva de les absorber dans leur œuvre et les isola parfois complétement de leurs anciens compagnons de travail. Ce sont là de ces nécessités de position contre lesquelles il serait vain de se débattre. Faire un crime aux réformateurs d'avoir souvent refusé de marcher avec les lettrés, ce serait leur reprocher d'avoir donné le pas à la vérité religieuse sur la vérité littéraire, d'avoir préféré la vie éternelle à la vie présente.

Ce qu'il ne faut pas se lasser de redire, c'est que les chefs de la Réforme française ne méconnurent jamais les nécessités intellectuelles de leur époque, et que, parmi leurs disciples immédiats, il y eut des lettrés et des savants de premier ordre. Le bilan que nous dresserons de la poésie protestante en France au seizième siècle prouvera qu'ils prirent une large part au réveil des lettres françaises, et qu'il ne dépendit pas d'eux que cette part ne fût plus large encore.

Il faut bien avouer d'ailleurs qu'au seizième siècle ce fut le peuple surtout qui fut porté par un courant irrésistible à se jeter dans les bras des novateurs hardis qui lui prêchaient l'insuffisance des vieux dogmes; les hommes de la Renaissance, les lettrés et les nobles ne suivirent un moment les cardeurs de laine de Meaux qu'en obéissant à l'un de ces entraînement passagers si naturels au vieil esprit gaulois, toujours frondeur, toujours grand amateur de nouveautés. Il y eut quelques nobles, sans doute, qui ne craignirent pas de salir leur blason dans la compagnie des roturiers luthériens et qui épousèrent leur cause de bon cœur et par conviction, mais la masse de ceux qui, abrités par quelque grand exemple, embrassèrent les idées nouvelles, se promirent bien de ne leur être fidèles qu'autant que leurs intérêts n'en souffriraient pas. Ainsi s'expliquent ces abjurations en masse, achetées au dix-septième siècle par la moindre faveur royale et quelquefois par un simple sourire descendu du trône.

La haute littérature, qui a eu chez nous, surtout aux seizième et dix-septième siècles, une tradition bien constatée de servilité envers la couronne, et qui a vécu généralement des miettes tombées de la table des rois, ne pouvait pas songer à se distinguer de la noblesse par l'indépendance de ses allures. Cette servilité s'explique, sans se justifier, par ce fait que l'opinion publique n'existait pas encore, au moins à l'état de puis-

sance dont les faveurs valent mieux que celles des monarques et dont les arrêts contredisent souvent et amendent les leurs. Le poëte mal en cour ne pouvait pas en appeler encore à ce tribunal suprême, et, si sa fortune lui tenait plus à cœur que ses convictions, il devait les sacrifier aux caprices de ses protecteurs. Ceci rend compte de la défection de tant d'esprits distingués; du jour où la cour, un moment hésitante, se fut prononcée contre le protestantisme, ils se déclarèrent illuminés par de célestes clartés et se tournèrent contre l'*hérésie* qui les avait un moment séduits.

L'histoire de la Réformation en France, qui, pendant plus de deux siècles, n'est qu'un long martyrologe, explique assez le rang modeste que le protestantisme a pu occuper dans les lettres françaises. Jamais, si ce n'est peut-être dans les premiers siècles de l'Eglise, les persécuteurs ne mirent autant de persévérance au service de leurs passions, et les persécutés autant de fidélité au service de leurs convictions. Qu'on ne s'étonne pas que le protestantisme n'ait eu, dans ces époques de luttes, que peu de temps à consacrer aux travaux littéraires : alors que la vie matérielle était chaque jour exposée à la déportation, à la confiscation et à la mort, alors que la vie de l'âme se voyait dépossédée de sa liberté et en butte aux pires violences, la vie intellectuelle devait forcément être en souffrance.

Loin de s'étonner de quelques lacunes qui purent exister dans la culture littéraire des réformés, il faudrait plutôt s'étonner qu'ils aient pu atteindre un niveau intellectuel si élevé, en dépit du milieu si défavorable où ils se trouvaient placés; en y regardant de près, on se demande à quelles sources cachées l'Eglise réformée de France put puiser, en ces temps malheureux, le savoir si étendu et le goût si pur dont un grand nombre de ses enfants firent preuve. Sans doute, elle ne s'inquiéta guère, à cet égard comme à tant d'autres, de s'enrôler sous les bannières à la mode; le fleuve protestant se fit son lit à part, après avoir essayé vainement de mêler ses eaux au grand courant de la pensée nationale. Au commencement du seizième siècle, le protestantisme n'abandonne pas complétement l'espérance de conquérir sa place au soleil; aussi, comme nous le verrons, demeure-t-il rattaché aux traditions et aux influences intellectuelles qui l'entourent. Plus tard, tout change; il se résigne à n'être plus qu'une minorité mal vue et souvent hors la loi; de là un caractère tout nouveau dans les œuvres qu'il produit; elles ont un cachet à part et ne rentrent pas facilement dans les classifications habituelles de l'histoire littéraire.

Cette position étrange, qui l'a faite à nos pères? Ils ne l'ont pas choisie; ils n'auraient pas mieux demandé, certes, que de s'asseoir au banquet commun avec les autres enfants de la patrie. Il y a pour la France quelque chose de mieux à faire que de leur reprocher l'isolement dans lequel ils vécurent, il y a pour elle une grande injustice à réparer; qu'elle consente à revenir sur le jugement trop partial qu'elle a prononcé, en un temps de passion et d'aveuglement, sur les œuvres de ces enfants, victimes

de sa longue injustice, et qui, pour se venger d'elle, allèrent porter aux quatre coins de l'Europe le témoignage de sa vitalité et le bruit de sa gloire; qu'elle les juge en tenant compte de la position si défavorable qu'elle leur fit en les rejetant loin du centre de la vie intellectuelle, en les refoulant hors de France, ou en les parquant dans quelque province éloignée, sans jamais leur accorder ce repos et cette sécurité qui sont les conditions essentielles de tout épanouissement de l'activité humaine; qu'elle les juge équitablement et sans parti pris, et nous affirmons qu'au lieu du dédain, elle sentira naître en elle une vénération profonde pour ce peuple persécuté qui, sous la pire des tyrannies, celle qui s'attaque à la conscience, déploya une admirable énergie intellectuelle. Quand sera venu le jour de l'impartiale équité, et ce jour commence à poindre, l'histoire littéraire de la France s'agrandira, et, au lieu de restreindre le mouvement intellectuel de nos trois grands siècles au petit cénacle de poëtes et de prosateurs qui ont eu les applaudissements de Paris, elle s'en ira recueillir les fleurons de sa couronne dans les provinces reculées de la patrie et dans toutes les contrées de l'Europe où les exilés protestants portèrent la langue et les mœurs de la France. Elle reconnaîtra alors, plus volontiers qu'elle ne le fait aujourd'hui, l'un de ses grands écrivains et l'un des pères de la langue française dans notre immortel Calvin; elle ne dédaignera pas de visiter ces académies réformées qui furent toutes des foyers de vie intellectuelle; elle viendra s'asseoir, sans trop se faire prier, au pied de la chaire de Du Moulin, de Du Bosc, de Daillé ou de Saurin, après s'être assise au pied de celle de Massillon, de Bourdaloue ou de Fléchier; après avoir lu l'*Histoire des Variations*, elle consentira à lire les traités de nos controversistes, Du Moulin ou Claude; elle ira, enfin, à Genève, à Rotterdam ou à Londres, recueillir les traces des littérateurs français que l'exil y jeta, et elle découvrira avec quelque étonnement que, parmi ces exilés, il y eut des savants d'un mérite partout connu, excepté en France, des écrivains qui ont marché au premier rang. En agrandissant ainsi son cadre, notre histoire littéraire ne fera qu'accorder une réparation tardive à un peuple méconnu et foulé. Et si, en faisant cet inventaire de richesses à peine soupçonnées, elle découvre qu'en passant la frontière le pur métal de sa langue a subi quelque alliage, s'il arrive même que l'accent suranné de ce style réfugié l'impressionne désagréablement, elle se rappellera que ce sont là les nobles cicatrices de la lutte, et ce sera un titre de plus à sa vénération.

Au seizième siècle surtout, le protestantisme a tenu un rang fort honorable dans les lettres françaises. On ne revient pas d'étonnement quand on voit dans quelle proportion il se mêla au mouvement intellectuel de l'époque. Les adversaires les plus acharnés de la Réforme ne s'y méprirent pas. Dans une dépêche que Catherine de Médicis écrivait, en 1561, à son ambassadeur à Rome, elle lui recommandait de bien faire comprendre au pape que les protestants français « n'avoient pas faute de

conseil, ayans avec eux plus des trois parts des gens de lettres. » Ce témoignage, certes, n'est pas suspect, et établit à quel point le culte des lettres était en honneur dans le camp réformé.

III. — DES CAUSES DE LA FAIBLESSE DE LA POÉSIE PROTESTANTE.

La position essentiellement militante du protestantisme français explique la rareté des œuvres poétiques dans son sein. De toutes les formes que revêt la pensée humaine, la poésie est celle qui réclame le plus ces époques de calme et de paix où l'imagination peut faire revivre, en les transformant suivant les lois qui régissent son domaine, les données de l'histoire ou les émotions de la vie. La poésie existe sans doute dans les époques tourmentées, mais elle est dans les événements plutôt que dans les écrits; c'est alors que la matière poétique se forme et s'élabore. Pour que cette matière se fixe dans quelque œuvre de l'intelligence, il faut que la réflexion ait eu le temps de survenir pour en extraire ce que peuvent comporter les règles qui président à la composition littéraire. Les luttes qui ont accompagné la Réforme française ne pouvaient pas plus donner le jour à une grande œuvre épique ou lyrique que ne le put, quinze siècles plus tôt, le gigantesque conflit qui s'engagea entre le paganisme antique et la religion naissante du Crucifié. Dans ces conflagrations qui jettent l'un contre l'autre deux principes irréconciliables, défendus par des hommes qui y mêlent toutes leurs passions et toutes leurs haines, il y a trop de larmes répandues et trop de sang versé, pour que la poésie puisse en jaillir. Ce n'est pas le soldat qui a été au milieu de la mêlée et dont les vêtements sont tout souillés par la poussière sanglante du champ de bataille qui peut le mieux décrire et raconter les péripéties diverses de la lutte. Il faut au poëte une liberté d'esprit qu'il n'aura pas s'il a pris part aux événements ou même s'il les a vus de trop près. Et de même que l'artiste ne songe pas à se placer au centre du paysage qu'il veut peindre, le poëte ne saurait faire une œuvre vraie et durable, s'il n'est à une certaine distance qui lui permette de dominer les événements qui doivent inspirer ses chants. L'éloignement jette sur les objets une teinte vaporeuse qui est utile à l'artiste, en lui facilitant cette assimilation de son sujet qui est indispensable à son succès.

Nos huguenots, qu'on ne l'oublie pas, étaient des soldats armés de pied en cap et toujours sur le qui-vive pour une lutte de géants. Qu'ils combattissent à coups de mousquet, ou à coups de citations de la Bible, ou à coups de syllogismes, ils étaient essentiellement soldats; le bûcher et l'échafaud ne leur enlevaient pas ce caractère, et c'étaient même là leurs meilleurs champs de bataille. De là le caractère militant, pratique et utilitaire de leurs travaux intellectuels. Ils ne pouvaient guère s'occuper de

littérature à un point de vue esthétique et absolument désintéressé ; la forme n'avait, à leurs yeux, qu'une importance accessoire, et la théorie de l'art pour l'art n'aurait pas été évidemment à leur usage. Dans les temps orageux que traverse leur Eglise, la plume était entre leurs mains une épée. Cela explique la faiblesse et les imperfections de leurs œuvres, au point de vue purement littéraire. Cela explique aussi la préférence qu'ils accordèrent à certains genres aux dépens des autres. Qui ne sent que pour ces hommes d'action, c'eût été une faiblesse et presque un sacrilége de consacrer à aligner des vers et à ajuster des rimes un temps que réclamait l'ardente activité de la lutte? Leur style lui-même se ressentit de la situation d'esprit dans laquelle ils se trouvaient : il est en général clair, précis, mais peu imagé; il est froid et acéré comme une lame d'acier. Les écrivains protestants ne songent pas à être poëtes ou prosateurs distingués, mais à convaincre et à vaincre. Les œuvres purement littéraires demandent des loisirs : ils n'en avaient pas.

Il y a du reste dans les grandes luttes et dans les grandes souffrances une sombre et poignante réalité qui met au défi l'expression; bien des fois sans doute la plume a dû tomber des mains de ceux qui ont voulu se faire les chroniqueurs de ces temps orageux, en présence de l'impossibilité où ils se trouvaient de faire passer dans leurs écrits les sentiments qui bouillonnaient dans leur cœur. Quoi qu'on en dise, le clavier de la parole humaine n'est pas infini, et il est dans nos douleurs et dans nos joies des notes aiguës ou graves qu'il ne pourra jamais rendre. L'indignation généreuse qui fermente dans une poitrine d'homme, en face des turpitudes et des servilités qui s'étalent sous ses yeux, ne s'exhale pas toujours en récriminations vaines; sa meilleure protestation est quelquefois le silence. La souffrance morale ou physique arrivée à son paroxysme est toujours muette.

Ces considérations nous semblent expliquer la stérilité apparente de la muse protestante. Cette stérilité, loin d'être un indice de faiblesse est, à nos yeux, un indice de force. Si elle ne nous permet d'assigner à nos pères qu'un rang évidemment très secondaire dans les fastes poétiques de la France, elle relève d'autant plus leur grandeur morale, celle que nous prisons le plus. S'ils furent rarement poëtes, au sens limité qu'a ce mot dans nos langues modernes, ils furent hommes dans la plénitude de l'acception, et nous avouons préférer à la poésie écrite l'austère et forte poésie de ces nobles existences toutes dominées par le culte du devoir et par l'obéissance à Dieu.

IV. — La poésie protestante dans ses rapports avec la poésie nationale.

Une question intéressante se présente ici : Quelle fut l'attitude de nos poëtes protestants en face des théories régnantes et des chefs du mouvement littéraire?

La poésie de la Renaissance, il est nécessaire de le rappeler, a un caractère d'hésitation et de tâtonnement qui devait s'imposer naturellement aux quelques essais produits par des plumes protestantes. On peut affirmer qu'au seizième siècle l'étude de l'antiquité fut aussi pernicieuse à la poésie qu'elle fut salutaire à la langue et à l'ensemble du mouvement intellectuel. A la longue sans doute et à la suite des immenses déblaiements de cette époque, l'étude patiente des modèles classiques porta son fruit, et le dix-septième siècle élève l'édifice dont le seizième avait rassemblé et préparé les matériaux; mais à l'origine, une imitation servile et maladroite des poëtes de la Grèce et de Rome créa les œuvres les plus bizarres. La poésie protestante ne fut pas préservée de ces écarts; une surabondance un peu indigeste de connaissances classiques put même, à certains moments, entraîner fort loin dans cette voie quelques-uns de ses écrivains les plus distingués.

« L'érudition, comme le dit excellemment M. Villemain, surchargeait les esprits avant de les inspirer. L'admiration même nuisait à la liberté du génie; et l'instinct poétique, au lieu de s'animer par la passion présente, chancelait, confondu sous l'amas des souvenirs. De là ces erreurs de goût, cette fausse poésie et ces faux jugements d'un siècle, parfois si puissant par le naturel et la vigueur qu'il portait dans la philosophie, la critique savante, la controverse, l'histoire[1]. »

Les esprits éblouis par des clartés nouvelles marchaient en trébuchant au milieu des richesses d'un monde retrouvé; ils puisaient un peu au hasard dans ces trésors, incapables de distinguer l'or du clinquant. Les errements de la Pléiade sont l'un des plus curieux épisodes en même temps qu'un des grands enseignements de notre histoire littéraire. Ses théories aventureuses furent longtemps le code poétique de la France du seizième siècle, et il fallut, pour en faire bonne justice, de longues protestations du bon sens offensé par le néologisme le plus barbare et le plus pédant. C'est un lieu commun, souvent répété depuis Boileau, mais toujours vrai, que notre poésie est immensément redevable à Malherbe. En lui la réaction contre Ronsard, commencée bien avant lui, trouva son plus illustre représentant; s'il emprisonne notre langue poétique dans des bornes trop étroites, au moins nous délivra-t-il à tout jamais de la manie de faire parler notre langue « comme la grégeoise, » ainsi que dit Ronsard; il eut le bon esprit de prouver que la poésie n'a pas besoin, pour être noble, d'un style boursouflé, et qu'en se renfermant dans la langue commune, elle peut aspirer à rivaliser avec ce que l'antiquité a produit de meilleur.

Avant lui, l'école de Ronsard régna longtemps en souveraine, et l'on vit les esprits les plus indépendants et d'ordinaire les plus justes subir le charme de sa grandeur factice; on s'étonne, par exemple, d'entendre Montaigne déclarer « que les Français de son temps avaient monté la poé-

[1] *Essai sur le génie de Pindare et sur la poésie lyrique.* Paris, 1859. Page 504.

sie au plus haut degré où elle sera jamais, et que Rousard et du Bellay ne sont guère éloignés de la perfection antique. » Pour qu'un esprit aussi éclairé, pour qu'un prosateur aussi parfait que le sceptique auteur des *Essais* s'y laissât prendre, il fallait que l'engouement fut bien général. Il l'était en effet, et les grandes œuvres lyriques et épiques se succédèrent longtemps pour la plus grande satisfaction du public. Aujourd'hui ces vastes compositions qui eurent alors de nombreux admirateurs, nous semblent plus vieillies et plus illisibles que les œuvres du moyen âge, écrites deux ou trois siècles plutôt.

La Réforme ne pouvait pas songer à se frayer des voies nouvelles en dehors de l'ornière tracée par les chefs du mouvement intellectuel. Ne se considérant à aucun titre comme une entreprise littéraire, elle n'eut pas la prétention d'innover; elle laissa à ses écrivains pleine liberté de s'enrôler sous tel drapeau qui serait à leur convenance et ne songea pas un moment à leur donner une consigne littéraire.

Il y a plus, comme l'a fait observer M. Sayous, « non-seulement la Réforme ne fut hostile ni d'instinct ni en réalité aux ambitions de la Pléiade, mais la prétention avouée par celle-ci de tirer la poésie de son frivole domaine, pour lui ouvrir des voies plus sérieuses et la carrière de l'imitation antique, était une vue qui devait lui convenir; et l'on a pu remarquer que les écrivains calvinistes ne parlent de la Pléiade qu'avec faveur, et que quelques-uns ont suivi ses errements[1]. »

C'est ainsi que le principe même du protestantisme s'opposait à ce qu'il tentât de créer en France une école de poëtes. Ce n'est donc pas d'un groupe compact, ayant ses chefs reconnus et ses doctrines arrêtées que nous avons à nous occuper, mais d'individus isolés se rattachent aux maîtres du jour par des liens plus ou moins étroits.

La docilité fort grande avec laquelle les poëtes protestants acceptèrent les doctrines litteraires et reconnurent la suzeraineté des écrivains en faveur à la triste cour des Valois, fut à coup sûr bien désintéressée, et leurs maîtres ne leur en surent pas toujours gré. Ronsard, Jodelle, Desportes ne ménagèrent certes pas la Reforme dans leurs vers et se firent même les apologistes de la Saint-Barthelémy et des mesures de rigueur employées contre les huguenots. Il fallait que le respect pour l'école fût bien grand chez les écrivains protestants pour les empêcher de s'insurger contre ces insulteurs à gage, contre ces courtisans du succès qui vendaient leurs adulations pour un peu d'or.

Le respect des écrivains protestants pour les saines traditions ne dégénéra jamais cependant en servilité. Ils n'acceptèrent le joug un peu lourd des lettrés que dans les limites où leur conscience le leur permit, et ils surent conserver intacte leur dignité. Si, au point de vue littéraire, ils se distinguèrent peu des écrivains du jour, il en fut tout autrement au point

[1] *Etudes littéraires sur les écrivains français de la Réformation.* Tome II, p. 347.

de vue moral. A cet égard, on peut dire que l'accent huguenot a conservé dans leurs vers toute son énergie et toute sa pureté, et que chez quelques-uns, surtout chez d'Aubigné, il fait même voler en éclats les règles de l'école.

Là est la forte et incontestable originalité des poëtes de la Réforme; le caractère protestant a déteint sur les œuvres même qui n'ont aucune prétention directement religieuse. « Toute poésie, a-t-on dit avec raison, ne s'accorde pas avec le génie de la Réforme. Elle refuse de sacrifier à la beauté le bien, son premier amour; une telle indulgence serait coupable à ses yeux, et lui en faire un reproche, c'est l'accuser de ce qui fait sa gloire. Elle va plus loin et resserre davantage le cercle dont elle entoure le poëte. Etrangère, heureusement, à cette sorte de *désintéressement* religieux, à cette indifférence commode que l'on remarque chez certains hommes de la Renaissance, elle exclut tout ce qui répugne à la nature de sa foi, à la profondeur de sa conviction; elle restreint ainsi en quelque mesure le domaine de la poésie, et sait ne pas faire de tout matière d'hémistiche. Mais cette perte est un gain, si la valeur ici l'emporte sur la quantité, si la véritable poésie est dans un étroit rapport avec le fond de l'âme humaine, si l'inspiration jaillit des sources de la foi, si l'indifférence est mortelle à tout ce qu'admire ou vénère l'humanité [1]. »

(*Suite.*) MATTH. LELIÈVRE.

[1] Gaufrès. *Du caractère protestant au seizième siècle en France. Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. III, p. 689.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

La Bible en France. *Etude historique et littéraire*, par *Emmanuel Pétavel*. 1 vol. in-8°. Prix : 5 francs.

Nous regrettons que l'exiguïté de la place réservée à la partie bibliographique ne nous permette pas de nous étendre sur la valeur de cette étude historique qui renferme deux qualités qui semblent parfois s'exclure, celle de l'actualité unie à un travail sérieux, riche de recherches, pleine de réflexions judicieuses et de remarques solides. On y trouve en un mot une érudition de bon aloi. Toutes les personnes qui étudient cette intéressante question de l'histoire de la Bible en langue vulgaire et désirent connaître les différentes phases qu'elle a traversées avant et après la Réformation ne pourront pas ne pas consulter l'ouvrage de M. Pétavel, et nous ne sommes pas étonné de lire dans la lettre de M. Guizot insérée à la suite de la préface, « qu'il avait beaucoup appris en le lisant. » En effet, on ne peut lire ce travail sans en retirer beaucoup de profit, et l'auteur en le publiant a comblé une lacune dans notre littérature religieuse et nous a donné un excellent ouvrage.

Le Christianisme dans l'age moderne, par *Etienne Chastel*. 1 vol in 12.

M. Chastel consacre ses veilles à l'étude de l'histoire du christianisme. Il le suit dans sa marche progressive, dans son action multiple sur les peuples et dans ses évolutions disciplinaires ou dogmatiques à travers les siècles. Son *Histoire de la destruction du paganisme dans l'empire d'Orient* que l'Institut a couronnée, ses *Etudes sur l'influence de la charité dans les premiers siècles chrétiens* qui ont obtenu les honneurs du concours, ouvert par l'Académie française en 1849, se rattachent au même sujet sur lequel l'auteur avait publié deux volumes de conférences et font partie de la même série de recherches. Ces travaux homogènes, cette unité dans les études présentent d'incontestables avantages. Un auteur finit par être parfaitement maître de son sujet quelque vaste qu'il soit, et les ouvrages qui sortent de sa plume sont substantiels et fournissent une instruction solide et étendue.

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

Le livre que nous annonçons est la continuation de l'histoire de l'Eglise au moyen âge et sera suivi de deux autres ; l'un embrassera l'histoire des six premiers siècles de l'Eglise et l'autre le christianisme au dix-neuvième siècle. Ces quatre ouvrages formeront un tout complet et nous permettront de suivre l'idée chrétienne depuis son origine jusqu'à nos jours.

Nos lecteurs comprendront qu'un sujet si vaste resserré dans les limites de quatre volumes de médiocre grosseur ne peut être présenté que dans ce qu'il a de plus saillant. Ce sont des jalons que l'auteur pose sur la route que le christianisme a parcourue. C'est un tableau synoptique qu'il offre, soit aux hommes spéciaux pour leur servir de canevas, soit au grand public pour qu'il se fasse une idée d'ensemble sur la marche générale du christianisme.

Le volume qui fait le sujet de ce compte rendu embrasse le christianisme dans l'âge moderne, c'est-à-dire depuis la Renaissance jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, — les siècles les plus agités, les plus tourmentés que l'humanité ait eus à traverser et en même temps les plus riches, les plus féconds en résultats : Réformation, guerres religieuses et civiles, lutte entre les deux grandes fractions de l'Eglise chrétienne, mouvements politico-religieux d'Angleterre, défaite de la Réforme et du jansénisme en France, avénement du déisme anglais, triomphe du philosophisme en France, naissance du rationalisme en Allemagne. On se demande comment M. Chastel, quelque talent qu'il ait de résumer et de condenser, a pu réunir tant de matières dans un cadre aussi étroit. Il l'a fait sans doute, mais il eût été à désirer qu'il lui eût donné plus d'ampleur. Il a été obligé de passer par-dessus des faits d'une valeur incontestable, de supprimer des événements de premier ordre et de glisser rapidement sur des parties de son travail sur lesquelles on lui aurait su gré de jeter quelque lumière. On aurait voulu par exemple des chapitres plus étendus sur les Eglises russe et grecque. La première surtout par la masse imposante de ses membres, par les nombreuses sectes qu'elle renferme, et la vie religieuse qui s'y manifeste encore, demande un peu plus d'attention qu'on lui en donne généralement. Nous avons aussi vivement regretté que M. Chastel ait cru devoir présenter la Réforme comme une œuvre d'opposition et donner à cette affirmation des droits de Dieu dans le domaine de la conscience, à ce rappel à l'ordre au nom de la Parole inspirée une origine si peu digne d'elle. Il veut que toute sa dogmatique soit « une machine de guerre, une batterie dressée contre l'autorité du clergé, une forteresse élevée contre Rome. » En vérité, si la Réforme n'eût été que cela, François Ier, qui n'aimait ni Rome ni les prêtres, ne l'aurait pas persécutée comme il l'a fait. C'est son côté affirmatif, c'est la soumission à l'autorité absolue des Ecritures, c'est sa sévère morale, c'est son absence de flexibilité qui lui ont aliéné les dépositaires du pouvoir. La base de la dogmatique des Eglises protestantes, la première assise que Luther et les réformateurs ont posée, n'est-ce pas la

justification par la foi que le premier avait puisée dans les Ecritures bien longtemps avant qu'il songeât à se séparer de Rome? Doctrine toute personnelle qui répond aux besoins des consciences troublées, qui met l'âme en communication directe avec Dieu par Jésus-Christ et l'émancipe de la tutelle des hommes. Henri Martin a parfaitement compris le côté positif de la Réforme quand il dit que du jour où Luther eut saisi cette grande doctrine que le juste vit par la foi, « le divorce fut consommé en esprit entre sa doctrine et celle de Rome, entre la justification par la foi et la justification par les œuvres. » Certes, ce ne fut pas par opposition à l'Eglise de Rome qu'il crut à cette doctrine, c'est bien plutôt cette Eglise qui fit à la doctrine une vive opposition, parce qu'elle détruisait sa domination sur les consciences. Si la Réforme n'eût été qu'une œuvre d'opposition au catholicisme romain, pourquoi ne lui en aurait-elle pas fait sur la divinité de Jésus-Christ, la Trinité et sur d'autres doctrines qu'elle a conservées dans ses confessions de foi? L'assertion de M. Chastel que « la Réforme fut avant tout une protestation contre l'impudent trafic du pardon » n'est donc pas exacte. Le trafic des indulgences n'a été qu'une occasion; c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, tout autre événement aurait pu remplir la même mission. Cette première lutte était déjà un effet et non point une cause. C'est une vérité acquise à l'histoire que la Réforme a été une affirmation avant d'être une opposition. Nous devions d'autant plus nous arrêter sur ce caractère incomplet que M. Chastel donne au magnifique mouvement du seizième siècle, que des auteurs modernes voudraient le réduire aux proportions d'une lutte en faveur de la liberté religieuse, liberté dont la plupart des réformateurs et de leurs contemporains n'avaient pas la première idée.

Ces observations faites, hâtons-nous d'ajouter que l'ouvrage de M. Chastel est substantiel, riche de faits. Professeur autant qu'écrivain, il cherche avant tout à instruire. Quand il rappelle un événement, ce qui lui arrive souvent, il a soin d'en donner la date en marge ou entre parenthèses, au grand profit du lecteur sérieux. Il vulgarise ainsi une science qui a été jusqu'à ce jour l'apanage du petit nombre. Nous souhaitons à cet ouvrage un heureux succès.

C. Cailliatte.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 4 octobre.

Le Congrès de Berne et la morale indépendante.

A part le scandale de Gastein et son contre-coup possible dans notre politique intérieure et extérieure, ce mois ne nous fournit aucun incident grave à signaler. La polémique sur la décentralisation a été sans doute fort instructive en révélant ce qu'on peut attendre de notre petite Eglise révolutionnaire en fait de largeur libérale. Nous n'y insistons pas, parce que nous avons retrouvé le même esprit, plus âpre et plus étroit encore, au congrès international de Berne auquel nous consacrons notre chronique. Nous profitons de l'occasion pour caractériser cette tendance funeste qui ne sait pas plus oublier qu'apprendre, et qui serait l'un des périls les plus inquiétants de l'avenir, si jamais dans la tempête elle saisissait le gouvernail abandonné.

Bien des questions ont été agitées au congrès de Berne dans les diverses sections de législation, d'art, d'économie politique, d'hygiène, d'instruction et d'éducation. Comme toujours, dès que la question religieuse a fait son apparition, elle a dominé la situation. Ce n'est pas cependant que les autres points controversés manquassent d'intérêt. Il suffit de rappeler que l'on a discuté les droits réciproques des communes et de l'Etat, la convenance des armées permanentes, le régime cellulaire comparé au régime irlandais pour les prisons; l'éternelle question de la moralité dans l'art a été de nouveau soutenue dans la section de littérature. Les orateurs éminents n'ont point fait défaut; ils ont donné à ces débats un grand éclat. L'assistance était nombreuse et choisie; elle était venue de tous les points de l'Europe, attirée non-seulement par la perspective d'éloquents discours, mais encore par la magnificence de la nature alpestre. La réception de la ville fédérale a été des plus cordiales. Tout contribuait donc à favoriser le congrès de Berne; mais incontestablement ce qui lui a donné son caractère particulier a été l'émouvant intérêt éveillé par la question religieuse. On peut discuter sur la convenance de la poser aussi directement devant une assemblée mêlée et de provoquer des manifestations passionnées sur un point qui touche à ce

qu'il y a de plus intime et aux fibres les plus sensibles de l'âme. Mais une fois que le comité directeur avait trouvé bon d'inscrire à l'ordre du jour du congrès de Berne la question de la morale indépendante, il n'y avait pas à hésiter, il n'était pas permis de laisser le drapeau de l'antichristianisme déployer seul ses couleurs dans l'arène; les hommes qui croient à l'Evangile et à la liberté devaient y descendre, au risque d'entendre attaquer et insulter leurs croyances et surtout au risque de voir leur rôle mal compris et dénaturé de la façon la plus étrange dans des comptes rendus d'une révoltante partialité. C'est ce qui est arrivé dans tous les journaux où leurs adversaires tenaient la plume. Je ne m'en plains pas; je n'attendais aucune justice de la part de la démocratie autoritaire qui a pour principe philosophique l'athéisme et pour principe de conduite la maxime révolutionnaire du salut public. A la répugnance que m'inspire cette école je conçois l'antipathie qu'éveille chez ses adhérents le libéralisme chrétien; je me garderai bien de l'imiter en me dispensant de l'équité que l'on se doit entre adversaires qui se respectent et qui surtout respectent la vérité. Mon seul but est de donner un compte rendu fidèle des orageux débats auxquels j'ai assisté et pris part, en écartant des malentendus parfois si absolus qu'on a de la peine à les regarder comme involontaires.

On le sait, la question de la morale indépendante était discutée depuis quelques mois dans la presse. Il ne s'agissait pas seulement de savoir si la morale sociale, inspiratrice des lois et des institutions, doit demeurer indépendante des religions positives. Tous les hommes de liberté sont d'accord pour répondre affirmativement; il est évident que l'Etat ne saurait donner à quelque dogme que ce soit la sanction d'une loi impérative, sans porter atteinte au droit de la conscience. Dans le domaine civil, la distinction de la morale et de la religion va de soi; c'est la garantie nécessaire de la liberté la plus élémentaire et la plus sacrée. Mais la question débattue dans la presse était bien différente; ce que l'on discutait au fond, c'était une thèse de haute philosophie et non de droit public. Les partisans de la morale indépendante prétendaient que la morale en soi doit être séparée de la religion, qu'elle subsiste par elle-même, que la notion du devoir est complète en dehors de la notion de Dieu et de la vie future, ce qui revient à éliminer Dieu, à le proclamer inutile, c'est-à-dire à s'en passer. Il est évident que si la morale, qui est au fond la loi de la destinée humaine, n'a rien à voir avec l'idée divine, celle-ci n'est plus qu'une vaine illusion; il faut la renvoyer à la période mythologique ou théologique qui se confond avec l'enfance grossière et ignorante de l'humanité, et alors la thèse favorite du positivisme triomphe sur toute la ligne. Quiconque a suivi les discussions engagées dans la presse sur la morale indépendante sait bien que nous n'en exagérons pas la portée; elles sont nées du mouvement prononcé de matérialisme panthéiste qui grandit tous les jours et prétend emporter la vieille foi de l'humanité en

un Dieu vivant. Je reconnais que des libéraux sincères se sont jetés tête baissée dans le courant, et que par une inconséquence que je déplore, ils demandent la liberté politique en favorisant les systèmes qui suppriment la liberté morale, inséparable de la foi au Dieu libre et personnel. Ces libéraux ne seront bientôt qu'une infime minorité au sein du parti; on ne se soustrait pas longtemps à la logique inflexible qui force chaque principe à dérouler ses conséquences. Ceux qui nient Dieu sont bien près de mépriser l'homme; ils n'ont plus de motifs absolus pour respecter sa liberté, aussi la suppriment-ils fort aisément dès qu'elle les gêne; les petits rhéteurs se transforment volontiers en petits tyrans, prêts à applaudir à l'arbitraire dès qu'il sert leur cause. Ainsi se constitue la démocratie autoritaire et athée qui nous a donné à Berne la mesure de ses prétentions.

C'est la section d'instruction et d'éducation qui a eu le périlleux honneur de soulever le débat de la morale indépendante. Ses séances avaient été inaugurées le lundi 29 août par quelques paroles éloquentes de M. Jules Simon, sur l'importance incomparable des délibérations qui portent sur le développement des jeunes générations et sur la diffusion des lumières au sein de nos populations. Le lendemain, il y eut un premier choc ou plutôt une escarmouche assez vive entre les deux tendances opposées sur la question de l'enseignement populaire par les livres et les conférences. Quelques orateurs prétendaient que la voix du peuple étant la voix de Dieu, on n'avait qu'à se confier implicitement à son appréciation et qu'il n'y avait aucun inconvénient à lui donner en pâture toute la mauvaise littérature du dix-huitième siècle, si cela lui convenait. D'autres orateurs répondaient que, sans rien réclamer qui ressemblât à la censure gouvernementale, ils pensaient que les hommes de cœur qui s'associent pour instruire le peuple doivent lui fournir un aliment intellectuel sain et bienfaisant, et qu'il est de leur devoir strict d'écarter les mauvais livres des bibliothèques formées sous leurs soins. De vives réclamations se firent entendre quand l'un d'eux déclara qu'à son sens il fallait au plus tôt refaire pour le peuple l'histoire de la Révolution française, et lui signaler sans ménagement tous les crimes commis au nom du prétendu salut public, au lieu d'en présenter une apologie immorale. Dès ce premier débat, on put pressentir ce que serait la grande discussion du lendemain. Elle eut lieu le 31 août, devant toutes les sections réunies, dans la vaste église du Saint-Esprit. Essayons d'en rendre aussi exactement que possible la physionomie et les incidents.

M. *Desor*, naturaliste bien connu de Neuchâtel, présidait la séance. La question posée était ainsi formulée : *L'enseignement de la morale est-il indépendant de celui des religions positives? Convient-il d'interdire l'entrée de l'école aux ministres du culte?* — Le président introduit la discussion par quelques mots sur l'importance du sujet qui va être débattu; il

rappelle qu'il touche de très près à la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, question, dit-il, qui sera peut-être résolue prochainement en Suisse. Lecture est donnée d'une lettre éloquente de M. *Edgard Quinet;* l'illustre écrivain ne touche pas au côté philosophique de la question, mais il se prononce contre l'introduction du ministre du culte dans l'école. Il va sans dire que pour nous la question de local est sans importance; nous souscrivons volontiers à ce que l'enseignement religieux du ministre du culte ne soit pas donnée dans l'école, pourvu que sa place soit réservée, et pourvu surtout que dans l'enseignement du maître la morale ne soit pas séparée de la religion.

Après ces préliminaires, M. le professeur *Gelpke*, de Berne, ouvre la discussion par un rapport en langue allemande, résumé sur l'heure avec une lucidité parfaite par M. *Jules Sandoz*, de Neuchâtel. Le savant professeur, après des développements où la profondeur n'exclut pas la clarté, conclut à l'union indissoluble de la morale et de la religion, en se plaçant peut-être trop exclusivement au point de vue d'un pays où l'Eglise et l'école sont rattachées l'une à l'autre par un lien légal. M. *Daguet*, de Fribourg, catholique convaincu et libéral, se tient davantage sur les hauteurs du sujet, mais y déploie une mâle énergie qui excite plus d'un murmure de la part des partisans de la morale indépendante. M. *Daguet* n'en fait pas moins entendre les nobles accents de la conscience chrétienne. Après les deux rapporteurs commence la liste des orateurs inscrits. M. *Rousselle*, avocat à Paris, avec une franchise qui ne laisse rien à désirer, développe la thèse du positivisme. Il s'arrête à peine au point de droit; il ne discute pas tant la convenance d'ouvrir l'école au ministre du culte que les rapports de la morale et de la religion, et il conclut en affirmant une incompatibilité absolue. D'une part, il déclare que la morale est une et universelle, tandis que les religions se diversifient à l'infini; d'une autre part, il en appelle à une nouvelle science morale qui serait en train de se constituer, depuis que l'humanité s'est détournée des questions théologiques et métaphysiques. C'est à la famille qu'il incombe de donner l'enseignement religieux qui n'est qu'une affaire de foi et non de science. Ce discours, quoi qu'on en ait dit, a provoqué autant d'opposition que d'adhésions et il était facile de reconnaître combien l'assemblée était partagée.

L'orage a éclaté dans toute sa violence pendant le discours que j'ai eu l'honneur de prononcer à la tribune du congrès de Berne. Ce discours a été si ridiculement travesti dans quelques comptes rendus que je suis obligé de le reproduire ici, du moins dans ses traits principaux. Je puis dire que ce jour-là j'ai parlé dans la tempête, aussi énergiquement soutenu par la portion de l'assemblée favorable à ma thèse que violemment attaqué et interrompu par mes adversaires.

« Je traiterai ce grand sujet, Messieurs, avec une virile franchise : ce qui est la meilleure marque de respect envers d'hono-

rables contradicteurs. L'orateur qui m'a précédé à cette tribune veut séculariser absolument l'école. Si par là il entend la soustraire à l'influence officielle et obligatoire d'un clergé imposé par l'Etat, j'abonde dans sa pensée. Ce n'est pas seulement dans ce domaine, c'est partout que j'aspire à la séparation absolue des deux pouvoirs. On dit quelquefois que ce serait rendre l'Etat athée. Moi, je dis que c'est la seule manière d'avoir l'Etat vraiment chrétien, c'est-à-dire vraiment conforme à l'idée religieuse qui maintient le domaine propre de la Divinité dans la pleine indépendance de la conscience. Tout nous pousse vers cette solution. Supposez-la triomphante dans les faits : la question qui nous occupe serait immédiatement simplifiée et dégagée de ce qui la complique pour beaucoup de bons esprits. En quoi donc, dites-moi, la liberté de conscience serait-elle blessée si dans ces conditions nouvelles l'école s'ouvrait librement aux ministres du culte, ceux-ci n'étant plus les représentants de l'Etat mais du vœu des familles? C'est dans le cas contraire que la liberté serait gravement atteinte. Ne parlez plus alors de liberté ; elle ne serait qu'une hideuse parodie. J'avoue que je souhaite ou plutôt que je rêve mieux encore, je voudrais la pleine liberté des écoles sous le droit commun. Alors ceux qui veulent bannir la religion de l'instruction s'en passeraient. L'expérience serait faite sur leurs enfants. Ce ne serait malheureusement pas *in anima vili*, car nulle âme n'est vile et je ne connais rien de plus sacré que cette page blanche d'un cœur d'enfant. Les autres, les arriérés, auraient l'école selon leur croyance. Ne vous y trompez pas, pour eux il ne s'agit pas simplement d'une heure d'enseignement religieux, c'est tout l'enseignement qui doit être pénétré de la séve chrétienne, car la religion, pour ceux qui y croient, se mêle à tout et ne saurait être comme reléguée dans un coin. Voilà pourquoi ce n'est pas assez pour nous de quelques heures d'enseignement données par un ministre du culte; nous voulons des maîtres chrétiens qui exercent un véritable sacerdoce auprès de nos enfants. Rien n'est plus simple et n'est plus légitime dans le régime de la séparation des deux pouvoirs, surtout au sein d'écoles fondées par l'initiative individuelle. Qu'avez-vous à dire contre ma solution au point de vue du libéralisme le plus scrupuleux?

« Vos répugnances viennent d'ailleurs; cette union de la morale et de la religion vous la repoussez comme une chose mauvaise en soi. Je la crois bonne, indispensable et j'essayerai de l'établir. Mais auparavant faisons une réserve importante. Ce n'est que dans le libre enseignement que je veux cet accord ; dans l'ordre politique proprement dit, j'admets la distinction qui n'est pas, du

reste, la séparation totale entre la morale et la religion. Vous allez me comprendre. Dans l'école vous avez à former l'homme tout entier. Pour cela il vous faut la morale non-seulement dans ses conséquences, mais encore dans son principe. Or si, comme je le crois, ce principe est divin et religieux, vous ne pouvez en faire abstraction; vous ne pouvez séparer ce qui doit être indissolublement uni, et si vous possédez des écoles libres dans un pays où la religion n'a rien d'officiel, vous êtes dans la plénitude de votre droit. C'est bien différent dans le domaine politique; là le niveau doit passer sur les diversités, l'unité de la volonté nationale s'impose aux minorités. Vous n'avez nul droit d'imposer à qui que ce soit ce qui relève de l'individu, de la conscience, je veux dire la pensée religieuse. Dans ce domaine, vous avez affaire non au principe, mais aux conséquences de la morale, à la morale d'application, à la morale sociale. Sans doute celle-ci s'inspire de la religion, elle s'imprègne de l'atmosphère que respire la nation, mais elle ne peut s'incorporer dans un dogme religieux sans porter atteinte à la liberté de conscience. Voilà pourquoi cette morale sociale doit conserver un caractère général et laïque. Nous sommes d'accord sur ce point. Mais il n'y a rien dans ces considérations qui soit en opposition avec l'étroite union de la morale et de la religion dans l'école, une fois que l'école procède de la liberté. Vous ne pouvez invoquer contre cette union un droit social quelconque, mais seulement une idée systématique. Pour vous réfuter je vous opposerai deux objections capitales. Vous portez atteinte à la liberté de conscience! Voilà ma première objection. Vous vous mettez en dehors de la réalité des choses, votre entreprise est chimérique; c'est ma seconde objection.

« M'adressant à ceux qui veulent l'enseignement par l'Etat, je leur dis : Supposons que vous avez opéré cette séparation de la morale et de la religion dans vos écoles. — Vous l'avez opérée au nom d'un système préconçu, car cette séparation implique une certaine manière de considérer l'ensemble des choses. Cette morale décapitée, c'est la morale sinon d'un système au moins d'une tendance, de celle qui ne veut pas admettre l'existence de l'ordre supérieur et divin, car s'il existe vous ne pouvez tolérer un instant cette séparation. Je ne recherche pas pour le moment si votre système est vrai ou faux. Il demeure que c'est ce système que vous enseignez dans vos écoles, et si vous êtes, selon votre désir, l'Etat enseignant, vous n'êtes plus l'Etat laïque. Vous adossez le trône non à l'autel mais à la chaire de philosophie positiviste. Vous voulez séculariser l'école. Eh bien, non! vous l'avez rattachée à un dogme déterminé, vous y ensei-

gnez votre catéchisme comme sous le Directoire. Vous êtes des autoritaires, vous avez commencé à écrire votre encyclique, et il se trouve que vous avez porté atteinte à la liberté de conscience au nom de la libre pensée. — Prenez garde! le pas est glissant. Voilà mon premier point. (Longue et tumultueuse interruption). Messieurs, je n'offense personne, je réclame la liberté de ma parole.

« Je vais plus loin et je dis que ce que vous voulez faire est impossible, irréalisable, je dis qu'on ne peut séparer la morale de la religion. Je prends le mot religion dans sa plus large acception ; —j'y fais rentrer la philosophie spiritualiste, celle qui croit en Dieu, et mon honorable ami, M. Jules Simon, ne me démentira pas quand je dirai que cette philosophie est aussi une religion. Eh bien, j'affirme que l'idée morale et l'idée divine se pénètrent par leurs racines. — Qu'est-ce que l'idée morale? Dans sa plus haute généralisation, c'est le devoir, c'est l'obligation. Or si je ne reconnais pas de supérieur, si le devoir se confond avec l'instinct, comment la notion d'obligation ne serait-elle pas diminuée, affaiblie? La loi morale, si on ne peut la rapporter à un législateur, est une lettre morte : « Dans ces lois « immortelles est un Dieu qui ne vieillit pas! » a dit un poëte grec, plus chrétien que beaucoup de nos contemporains. J'ajoute que ces lois ne sauraient se passer de sanction, et c'est la religion qui la donne, en fondant pour nous la croyance à la vie éternelle. Quoi, il vous paraît indifférent que l'iniquité n'ait pas son salaire, ni la conscience sa revanche! Il vous plaît que le crime triomphe et s'endorme dans la pourpre, sans qu'il paye sa dette à la justice offensée! Je m'en réfère sur ce point à la mâle et austère philosophie de Kant, qui s'est bien vu forcé de rattacher à l'idée divine son impératif catégorique. Je ne m'étends pas davantage. Ces rapides indications suffisent. —Grâce au ciel elles n'ont rien de neuf; cela est vieux comme la conscience.

« J'entends vos objections. Vous me direz qu'en réalité la morale fait souvent divorce avec la religion. Il y a de par le monde de généreux athées! Je l'accorde avec bonheur. J'appartiens à une religion qui n'a pas besoin d'avilir la nature humaine, qui trouve son bien dans tout ce qui l'honore et qui ne se croit jamais plus près du triomphe que quand elle peut dire d'une grande âme :

Elle a trop de vertus pour n'être pas chrétienne.

Il y a d'ailleurs de magnifiques inconséquences qui nous sauvent sans cesse des résultats de nos erreurs. Puis les milieux se

pénètrent, surtout dans le monde moral. Cet homme qui rejette la religion l'a respirée dans l'air; il l'a lue dans les yeux de sa mère, elle l'entoure de toute part. Supposez qu'on fasse le vide complet de toutes les idées religieuses dans notre société moderne et vous verriez ce qui vous reste de grand et de noble. D'un autre côté, si vous vous indignez des inconséquences des hommes religieux, sachez que je m'en indigne encore plus que vous. *Corruptio optimi pessima.* La religion séparée de la morale devient la puissance malfaisante par excellence. Quand on croit servir Dieu en s'affranchissant de la loi morale, on atteint l'infini dans le mal. — C'est ainsi que la religion est calomniée par ses indignes représentants, mais aussi, comme l'a dit Pascal, la vraie se moque de la fausse. Vous ne serez jamais aussi sévères pour celle-ci que l'a été le Christ, car il l'a peinte en traits de feu. C'est elle le sépulcre blanchi qui renferme la pourriture de la mort! Sur ce sépulcre il a écrit l'épitaphe de toutes les hypocrisies!

« On nous dit encore : Mais la religion c'est l'incertain, la morale, c'est la certitude; la première change selon les climats, la seconde est immuable. Il n'en est rien. Sans doute, si vous prenez l'instinct du divin et l'instinct du juste dans leur pureté originelle, vous les trouverez invariables, mais l'un et l'autre s'altèrent, et l'un comme l'autre. Je ne sais pas à cet égard faire de différences entre la religion et la morale. Quoi! vous osez soutenir que la morale est toujours une dans ses manifestations : mais vous avez oublié l'histoire, celle d'hier et celle d'aujourd'hui. Ici même, ces différences s'accentuent. Entre ceux qui croient au Dieu libre et personnel et ceux qui le rejettent, entre ceux qui admettent la liberté dans l'homme et ceux qui la nient, il y a une diversité radicale qui porte sur la morale. Pourquoi ces différences? C'est que nous ne sommes plus dans le domaine de la nécessité, c'est que pour reconnaître et accepter la révélation de la conscience, il faut déjà une détermination de la volonté, parce que nous pouvons trouver notre intérêt à nous dérober à des obligations qui entraînent le sacrifice des mauvais instincts. Le premier devoir, a-t-on dit, est de croire au devoir. Aussi, la morale pas plus que la religion n'ont l'évidence immédiate des mathématiques. C'est le péril et l'honneur de ces hautes disciplines de l'esprit humain. De là ces divergences effrayantes, mais qui s'expliquent parfaitement par le rôle de la liberté dans la formation de nos convictions morales.

« J'ai fait acte de liberté en me soumettant à la loi morale; mon obéissance est volontaire. *Parere Deo libertas* : ce mot de Sénèque résume toute ma pensée, et il me ramène au domaine

des applications sociales que je n'ai abandonné un moment que parce que mes adversaires m'y avaient contraint.

« C'est ici, Messieurs, qu'éclate l'indissoluble union entre la religion et la morale. L'histoire des sociétés humaines démontre, en effet, avec évidence cette solidarité. Nous sommes en droit de dire : Tel Dieu, tel peuple. — Avec le polythéisme, vous avez le fractionnement indéfini de l'humanité en nations ennemies qui se jettent les unes aux autres le nom de barbare. Avec le monothéisme, l'unité humaine est reconstituée. — Devant le Christ, il n'y a plus ni Grec ni Juif. Lui seul a fait sortir la conscience de son long sommeil, et en a fait la pierre angulaire d'une société nouvelle, sachant respecter les droits de l'individu. La religion de l'Evangile vient-elle à s'altérer, l'état social s'altère lui-même, et la liberté religieuse disparaît devant une écrasante hiérarchie. La Réforme l'évoque de nouveau et lance au travers du monde, dans sa grande pensée religieuse, l'irrésistible force qui abattra toutes les tyrannies. D'un autre côté, s'il est une époque où la religion disparaisse, la liberté s'évanouit avec elle. Il y a une secrète solidarité entre le despotisme et le matérialisme, a dit Benjamin Constant. L'ère malfaisante de l'empire romain s'ouvre par cette fameuse séance du Sénat où César nie les dieux et l'immortalité, contre Caton qui les invoque; or, je ne pense pas que la conscience soit disposée aujourd'hui à passer du parti de Caton à celui de César. Si vous m'objectez le dix-huitième siècle, je vous répondrai que j'admire comme vous sa générosité, ses combats pour la tolérance et son glorieux dénoûment de 89. Je me permettrai cependant de poser une question à mes compatriotes : Hommes du dix-neuvième siècle, trouvez-vous que l'œuvre ait parfaitement réussi? Etes-vous satisfaits? Avez-vous assez de liberté? Reconnaissez que quelque chose a manqué à ce bel édifice; nos pères avaient oublié de mettre l'idée divine dans la fondation. Certes, elle est aimable, généreuse et héroïque cette liberté, fille du dix-huitième siècle. J'en connais une autre, infiniment moins aimable, qui n'a pas tenu de brillants salons à Paris, qui n'a pas eu l'éloquence splendide de Mirabeau. C'était une pauvre puritaine jetée par le vent d'orage sur la roche de Plymouth en Amérique. Dites-moi ce que vous préférez des mouvements qui aboutissent à Washington et à Lincoln, ou de ceux qui ont pour terme quelque 18 brumaire. Or, vous ne m'empêcherez pas de dire que la liberté américaine est la fille de l'Evangile. Voilà pourquoi je ne veux pas séparer l'idée morale de l'idée divine dans l'école où se forment nos jeunes générations, alors que le courant du mal est si fort et si entraînant au sein d'une civilisation raffinée.

La religion ne sera pas pour elles le jouet qu'elles briseront plus tard, non, elle demeurera leur meilleure force dans le rude combat qu'elles auront à livrer. Vous voulez supprimer les freins brutaux et matériels : serrez alors les freins intérieurs. « Si l'homme ne croit pas, il faut qu'il serve! »

« Messieurs, je termine en vous rappelant ce mot tristement significatif d'un littérateur brillant : « Il ne faut pas, disait « M. Taine, lâcher la bête humaine! » Il avait raison, à son point de vue; ôtez l'idée divine, vous ravalez l'homme au rang de la brute; prenez garde! vous en avez fait le plus dangereux des mammifères. Ne le lâchez pas! Mais comme après tout ce sera encore la bête humaine qui enchaînera la bête humaine, il ne vous restera plus qu'à vous enfermer, avec Hobbes, dans un cercle fatal de tyrannie abjecte. Ah! plutôt brisez ce cercle au nom de la dignité de l'âme humaine, créée à l'image de Dieu et rachetée par le Christ. Alors le droit se fondera sur le devoir le plus sacré et aura pour appui un roc inébranlable. Vous aurez couvert d'un bouclier divin toutes les faiblesses et toutes les ignorances de notre race, si grande et si noble jusque dans ses extrêmes misères, et vous pourrez redire ce mot profond d'un ancien : *Homo, res sacra homini.* C'est ainsi que la liberté fait partie de notre foi religieuse, à nous, chrétiens! Je me résume, Messieurs, et je dis : Séparez au plus tôt la religion de l'Etat et ne séparez jamais la morale de la religion! »

On a prétendu que l'assemblée n'avait applaudi dans ce discours que la partie politique, — cela n'est pas. J'ai pu me convaincre à quel point la fibre religieuse vibrait encore dans les cœurs par les marques chaleureuses de sympathie qui s'adressaient à la cause que je défendais. Je constate l'opposition passionnée que j'ai rencontrée; je dois aussi reconnaître les nombreuses adhésions qui ont accueilli la franche expression de mes plus chères convictions. Après cela, je ne cherche en rien à diminuer le grand succès oratoire de M. Pascal Duprat. Avec une verve incisive qui lui a fait trouver une foule de mots heureux, il a pris à partie la religion elle-même; il l'a représentée comme la mère de l'ignorance et du despotisme, faisant aussi à sa manière la bête humaine en bannissant l'esprit d'examen. Un journal a prétendu que cette réplique était foudroyante. — Elle était plus embarrassante pour les amis de M. Pascal Duprat que pour ses adversaires, car il justifiait avec éclat tout ce qui avait été dit sur la tendance autoritaire et despotique de la démocratie qui ne croit pas en Dieu. La veille, M. Pascal Duprat avait donné la mesure de son libéralisme en parlant des Girondins « sacrifiés, disait-il, aux nécessités révolutionnaires. » Ce jour-là il en fournissait une preuve nouvelle. Il fallait voir de quel ton il disait à la Religion : « Jamais, non

jamais vous n'entrerez dans nos écoles! Elles vous sont à toujours fermées! » Cette manière de défendre la liberté nous a paru originale et piquante. Nous avons mieux mesuré l'abîme qui nous sépare du parti que M. Pascal Duprat représentait ce jour-là avec une éloquence pleine d'amertume.

C'est ce moment qui a été choisi par M. le pasteur Pellissier pour faire une manifestation au nom de notre gauche protestante. Il a pu se persuader facilement que l'on ne voulait pas plus de son néo-christianisme que de ce vieux christianisme qu'il est venu désavouer à la tribune. Tout le monde a respecté sa loyauté et l'ardeur de ses convictions, mais il n'y avait pas place décidément pour cet évangile éthérisé, dépourvu d'éléments surnaturels, dans cette lutte corps à corps entre deux tendances aussi nettement accusées que celles qui étaient aux prises à cette heure. Semblable aux divinités d'Homère, ce christianisme, sans mystères et sans dogmes, planait dans les nuages au-dessus du champ de bataille. On n'a pu s'empêcher de sourire quand l'orateur a dit aux assistants : « Vous êtes tous chrétiens, sans le savoir. » Décidément M. Jourdain était de beaucoup dépassé.

La séance s'est terminée par une magnifique improvisation de M. Jules Simon. Nous en avons regretté les premiers mots dans lesquels l'orateur, par excès de modestie, s'en référait au discours de M. Pascal Duprat. Il suffisait d'entendre de quelle manière M. Jules Simon invoquait la morale éternelle fondée sur Dieu et sur la notion de l'immortalité pour mesurer la distance qui le sépare de M. Pascal Duprat et de son parti. Le temps des mots aimables est passé; les hommes de liberté doivent rompre ouvertement avec ceux qui, en fait de libéralisme, commencent par l'arbitraire. Jamais M. Jules Simon n'a été mieux inspiré que quand il a caractérisé et flétri le système des religions d'Etat et des concordats.

Telle a été cette mémorable séance qui révèle l'état des esprits mieux que toutes les informations qu'on peut tirer des livres. Il faut avoir respiré cette atmosphère embrasée pour se faire une idée de la passion que l'on porte aujourd'hui dans les choses de la religion. Le combat n'avait point fini faute de combattants, mais faute de temps. Aussi a-t-il été repris le lendemain et les jours suivants, non plus en séance générale mais dans le sein de la section. Les adversaires des idées religieuses se sont donné large carrière, ils ont été jusqu'à l'invective. On a pu entendre les belles paroles que voici sortir d'une bouche féminine : « Le christianisme rabaisse l'humanité en lui parlant d'une autre vie. » La passion manque de prudence; aussi n'a-t-on pas été surpris d'entendre de la même bouche l'aveu significatif que du jour où la nouvelle morale indépendante aurait été constituée, l'Etat l'imposerait d'office dans ses écoles pour se fabriquer des citoyens raisonnables. Les partisans de ladite morale auraient bien voulu faire prononcer l'assemblée dans leur sens. Aussi, comme les

délibérations formelles sont interdites, se rabattaient-ils sur la fondation d'un prix pour le meilleur ouvrage de morale universelle. En vain leurs adversaires faisaient-ils remarquer qu'ils n'étaient point venus à Berne pour voter l'Etre suprême et encore moins sa suppression. Il a fallu une délibération en règle pour écarter une proposition dont l'acceptation eût porté un coup mortel aux congrès internationaux.

Ce qui nous a surtout réjoui à Berne, c'est d'entendre tant de voix éloquentes protester avec force contre la tendance qui comptait sur un facile triomphe. Nous sommes impatient de relire dans le compte rendu sténographié le discours si serré, si pressant de M. *Cherbuliez*, l'illustre économiste. Il a montré avec une hauteur de raison égale à la fermeté lucide de sa parole qu'une morale sans Dieu conduisait à l'utilitarisme le plus desséchant. « Hommes de l'occident, a-t-il dit, voulez-vous renier ce qui a fait votre supériorité sur toutes autres races. » Reconnaissant qu'il n'est pas possible d'imposer à des esprits divisés une religion nationale, M. Cherbuliez a déclaré qu'après avoir été partisan décidé de l'union des deux pouvoirs, il comprenait qu'il y fallait décidément renoncer. « L'incendie de la critique est allumé, a-t-il dit; on ne peut plus l'éteindre. Dans de telles conditions le système des Eglises libres est seul compatible avec le droit des consciences. » M. *Frédéric de Rougemont* a produit une vive impression sur l'assemblée en invoquant son expérience personnelle. « Pendant longtemps, dit-il, sous l'influence de l'hégélianisme, j'ai écarté comme vous le Dieu libre et personnel. Mais le moment est venu où j'ai fléchi le genou devant le Christ. Dès ce jour j'ai su ce que valait l'Evangile. » M. de Rougemont a donné des détails aussi instructifs qu'opportuns sur la manière dont certains radicaux, libres penseurs, respectent le droit de la conscience, une fois qu'ils sont aux affaires. Il a cité l'exemple de deux cantons suisses où l'autorité civile, humble servante d'une philosophie panthéiste, contraint les parents d'envoyer leurs enfants à une instruction religieuse dont ils repoussent avec horreur les principes. Plus d'un assistant aurait pu se dire : *De te fabula narratur.* Nous voudrions reproduire également les discours spirituels et énergiques de MM. *Félix Bovet* et *Astié*, qui ont fortement embarrassé leurs adversaires. M. *Félix Bovet* leur a dit avec une ironie méritée : « Quand ces messieurs et ces dames se seront entendus sur la morale de l'avenir, nous verrons s'il y aura lieu de la préférer à la morale sublime de Jésus-Christ. » M. *Astié* a invoqué avec l'autorité d'un témoin oculaire et d'un historien bien informé, l'exemple de la libre et religieuse Amérique. « Ce que vous prenez pour le chant du cygne, a-t-il dit, en parlant de la prétendue vieillesse du christianisme, est le chant du coq qui annonce un nouveau matin. » Nous même, dans un second discours, nous nous sommes efforcé de signaler les contradictions flagrantes de ces apôtres de la liberté, qui arrêtent la religion désarmée et lui disent : « Tu ne passeras pas. » — « Nous n'avons point peur de vous, comme vous le prétendez, ai-je ajouté;

nous n'avons point peur de votre logique, de vos raisonnements, de votre savoir, mais très peur de tout ce qui ressemble à l'esprit de 1793, époque fatale que nous maudissons à l'intérieur. Nous avons peur de vous, parce que vous êtes l'arbitraire et le despotisme. » M. *Aveline*, jeune avocat de Paris, a parlé dans le même sens avec une vivacité éloquente. C'est avec reconnaissance que l'on a entendu M. *Desmarest*, le célèbre avocat, bâtonnier de l'ordre, protester, contre l'athéisme renaissant, dans la séance publique du Congrès qui a été consacrée à la question des prisons. « Comment, ô libres penseurs, a-t-il dit, comment espérez-vous régénérer ces hommes courbés sous le vice, si vous n'appelez pas à votre aide le grand consolateur et le grand moralisateur, je veux dire le sentiment religieux. Donnez-moi le dernier des criminels et je lui dirai : « Tout espoir est « perdu pour toi sur la terre, mais tu as encore une espérance au ciel. « Insensés, il y a une grande lutte à livrer, et au moment de marcher au « combat, vous prenez en main de petits glaives et vous renoncez à cette « forte et glorieuse épée avec laquelle ont été gagnées tant de batailles « dans l'humanité ! » Les applaudissements prolongés qui ont couvert ces belles paroles, ont surpassé de beaucoup ceux décernés à M. Pascal Duprat.

L'importance du congrès de Berne est toute morale. Sa grande utilité est de nous fournir des éléments certains d'appréciation sur les dispositions des esprits De telles réunions nous permettent de plonger en quelque sorte le thermomètre dans les eaux qui bouillonnent et de savoir quel degré précis il marque. Nous rapportons de Berne un sentiment plus vif de la gravité de la crise actuelle. Nous savons mieux ce qu'il faut combattre; nous comprenons mieux ce que nous préparerait le triomphe de la démocratie athée et autoritaire. Nous savons mieux aussi quel mortel dégoût inspirent à tous les hommes vraiment libéraux et religieux ces vieilleries rapiécées de la défroque révolutionnaire. Nous avons constaté avec bonheur que tous les défenseurs du christianisme se sont placés au point de vue le plus largement libéral; tous ceux qui ont touché aux relations de l'Eglise et de l'Etat ont conclu dans le sens de la séparation complète[1]. Je n'hésite pas à dire que l'apologie du christianisme en présence d'une génération travaillée de tant d'opinions diverses n'est pas possible à d'autres conditions. Je mets au défi un partisan d'une religion officielle de soutenir la cause de l'Evangile en face de la mêlée confuse des esprits; si on ne commence pas par se placer sous le régime du droit

[1] Qu'il nous soit permis à cette occasion de signaler les trois importants articles publiés par M. Yung, dans le *Journal des Débats*, sur notre livre sur *l'Eglise et la Révolution*. Dans les deux derniers, publiés dans les numéros du 17 et du 19 septembre, l'honorable écrivain adopte pleinement nos conclusions sur l'influence de la question religieuse sur les destinées de la révolution et sur la nécessité de donner à l'œuvre de nos pères son vrai complément par la pleine séparation de l'Eglise et de l'Etat. Qui nous eût dit, il y a quelques années, que nous verrions le *Journal des Débats* rallié à ce qui semblait alors un paradoxe sectaire?

commun, si on ne décline pas tout privilége et toute protection, on peut considérer la partie comme perdue d'avance. Nous nous sommes convaincu au congrès de Berne que si la ligue de l'antichristianisme est de plus en plus ardente à s'organiser, il se forme aussi une ligue chrétienne qui se recrute dans tous les camps et dans toutes les communions; aux audaces de l'impiété répondront les saintes énergies de la foi. En résumé, nous dirons que le drapeau du libéralisme chrétien a été porté au feu à Berne, et qu'il y a été tout ensemble criblé et salué : ce qui est un double succès.

Nous aurions voulu, après ces débats passionnés, assister au beau jubilé célébré à Neuchâtel en l'honneur du réformateur Farel. Les comptes rendus des journaux augmentent nos regrets; cette fête religieuse paraît avoir pleinement répondu à ce qu'on en attendait. De grands et saints souvenirs ont été évoqués avec une chrétienne éloquence.

Le protestantisme français est sous le coup d'une douloureuse nouvelle. Les florissantes missions qu'il a fondées au sud de l'Afrique ont été ravagées par une guerre terrible, suscitée ppr l'Etat libre des colons hollandais. Bien que la sécurité des missionnaires soit, paraît-il, protégée par un ordre exprès du président de l'Etat libre, nous attendons avec anxiété des informations précises sur ces graves événements. Puisse le tourbillon passer encore une fois sur ce beau champ de Dieu sans le ravager!

EDMOND DE PRESSENSÉ.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

APOLOGÉTIQUE

LE CARACTÈRE DE JÉSUS-CHRIST

TROISIÈME ET DERNIER ARTICLE[1].

LE CARACTÈRE DE JÉSUS-CHRIST ENVISAGÉ EN LUI-MÊME.

Nous touchons, et non sans tremblement, au cœur de notre sujet. Dirons-nous ce qui nous soutient, au moment où, en essayant, dans un langage si indigne de lui, de rendre ce qu'était Jésus, nous allons, sans doute, pour notre faible part, ajouter quelque chose à l'abaissement qu'il a déjà subi parmi nous? — C'est la pensée qu'en entrant dans les conditions de notre vie, il n'a pas dédaigné non plus d'entrer dans les conditions de notre pauvre langage. C'est l'espoir qu'il en sera de nos paroles impuissantes comme de ces haillons qui ne servent qu'à mieux faire ressortir la noblesse de celui qui les a revêtus pour un jour.

Nous suivrons, dans notre court essai, la méthode la plus naturelle; celle qu'aurait suivie, aux jours de Jésus, tout observateur sérieux et impartial de sa vie, qui, attaché à ses pas, l'écoutant, le voyant à l'œuvre, aurait cherché à se rendre compte de ce qu'il était. Cet observateur eût été frappé d'abord, tout naturellement, de ce qu'il y avait en lui de plus extérieur, de ce qu'il y avait de particulier dans la mission qu'il s'attribuait, comme dans toute son attitude; puis il eût pénétré, peu à peu, plus près du mobile intérieur de sa vie et serait enfin arrivé au centre. C'est ce que nous voudrions essayer ici.

[1] Voir la *Revue chrétienne* des 5 août et 5 octobre 1865.

Il est impossible, pour peu qu'on approche de Jésus, de ne pas être frappé de ce que nous pourrions appeler la couleur de sa *personnalité*, couleur toute *morale* et *religieuse*. La vie de Jésus a été avant tout, disons mieux, exclusivement religieuse et morale ; et, notons-le bien, ces deux termes, que nous séparons ici par pure indigence de langage, ne devraient proprement en former qu'un seul. Jésus ne veut connaître, pour lui comme pour l'humanité, qu'un seul intérêt, l'intérêt religieux, qui est en même temps l'intérêt moral ; « sa nourriture, dit-il, est de faire la volonté de son père qui est au ciel » (Jean, IX, 34) ; sa vocation gît tout entière dans la réconciliation des hommes avec Dieu, et par là même, des hommes entre eux. Non pas qu'il ait, à l'égard des relations particulières qui existent entre les hommes et de leurs vocations terrestres, la moindre indifférence, ni surtout le moindre mépris. Il a été fils aimant (Jean XIX, 26), ami fidèle (Jean XI, 5 ; XIII, 23). Il est probable aussi qu'il travailla pendant un temps dans l'atelier de Joseph. Il permet à Pierre de retourner à sa barque de pêcheur, après le premier appel qu'il lui a adressé, et reconnaît même par un bienfait éclatant la sainteté de la vocation terrestre de son disciple (Luc V, 1-11, cf. Jean I, 42). Mais on sent bien que la plus sainte des relations comme la plus pure des vocations terrestres, n'est pour lui quelque chose qu'autant qu'elle est, nous ne dirons pas seulement dominée, mais pénétrée par une relation et une vocation supérieures. Ses vrais amis sont ceux qui font tout ce qu'il commande (Jean XV, 14). Sa mère et ses frères sont ceux qui écoutent la parole de Dieu et qui la mettent en pratique (Luc VIII, 21). Sa vraie, sa seule vocation est sa vocation de sauveur (Jean XII, 27 ; XVIII, 37). Quelques traits particuliers rendront plus sensible cette couleur générale de son caractère.

Nous avons vu à quel point les pieux héros de l'histoire d'Israël et ses contemporains lui étaient familiers. Quelles observations pleines de profondeur et de finesse n'eût-il pas pu faire à leur sujet ; quels lumineux rapprochements n'eût-il pas pu tirer de la connaissance qu'il en avait, — sans toucher pour cela au domaine religieux ! Nous ne voyons pourtant pas que jamais il s'y laisse aller. Lorsqu'il met l'homme en scène, c'est toujours devant Dieu qu'il le place.

Nous verrons également quelle puissante et riche imagination nous devrons lui attribuer. — Eh bien ! cette imagination, jamais il ne l'emploie pour elle-même, et, encore aujourd'hui, en présence de la plus poétique de ses paraboles, nous sentons bien que, lorsque nous nous sommes écrié : Que c'est beau ! il nous reste encore tout à dire.

Nous savons au sein de quelles patriotiques aspirations vivait Jésus; nous ne dirons pas qu'il y fut lui-même insensible (Luc XIII, 34, 35). Mais à coup sûr il ne les partagea point sous leur forme courante et surtout ne fit rien pour les exciter. Il rêvait, lui aussi, l'indépendance d'Israël; mais, pour lui, le véritable ennemi d'Israël n'était point César.

Tout, autour de lui, et les préoccupations courantes du peuple, et l'indicible malaise qu'il apportait à des consciences qui ne demandaient qu'à se distraire d'elles-mêmes (Luc XII, 13), — tout conspirait à lui faire abandonner ce centre religieux et moral où il se plaçait pour juger toutes choses. Il s'y tint avec une indomptable persistance. Et n'est-ce point pour cela qu'il nous appartient aussi bien qu'aux Juifs de son temps? N'est-ce point, comme on l'a dit, la « vocation *humaine* par excellence[1] » que celle qu'il avait choisie? Jésus ne pouvait-il pas dire avec plus de raison mille fois que le poëte latin : « Rien d'humain ne m'est étranger? » — Il y a longtemps qu'a disparu, et de la Judée, et de la Galilée, le dernier soldat de César; nous sommes bien loin des bords sévères du Jourdain et des coteaux plus hospitaliers du pays de Nazareth; et cependant il n'est aucun de nous qui, mis en présence de la première page venue de l'Evangile, ose déclarer qu'il n'y a rien de commun entre cette page et lui.

Faisons un pas de plus. Quelle est l'*aspiration* morale et religieuse de Jésus?

Cette *aspiration* est immense. Nous pouvons dire, sans crainte d'être démenti, que, dans aucun domaine, il n'en a jamais surgi de semblable. Pour ne point sortir du domaine de l'esprit, où va l'ambition d'un Bouddha? A donner pour consolation, à l'humanité éprouvée de mille maux, sur la terre une indifférence qui ne change rien à sa misère même, et, après cette vie, le Nirvâna, c'est-à-dire le néant. Et encore tous ne peuvent-ils pas espérer de parvenir à ces biens; le Bouddha ne veut pas se faire illusion : il sait d'avance qu'un tiers de l'humanité est irrévocablement condamné à l'erreur[2]. — Où va l'ambition d'un Socrate? A renverser de tout l'effort de sa conscience les divinités de l'Olympe, divinités contradictoires et souillées d'ailleurs de toutes les passions des hommes, et à leur substituer ce Dieu unique et juste qu'il semble avoir entrevu[3]? En aucune manière. Jamais Socrate n'eût osé concevoir une pareille révolution. Il continuera

[1] *Sainteté parfaite de Jésus-Christ*, par Ullmann (trad. par Th. Bost), p. 53.
[2] Barthélemy Saint-Hilaire, *le Bouddha et sa religion*, p. 32.
[3] Xénophon, *Choses mémorables*, livre IV.

de s'entretenir avec ce *démon* mystérieux qui l'avertit secrètement de la route qu'il doit suivre, il donnera aux jeunes gens qui se presseront pour l'entendre sur la place publique, des préceptes de vertu où brillera une science, jusqu'alors inconnue, de l'homme, de ses devoirs et de ses faiblesses, et, lorsqu'il paraîtra devant ses juges, il pourra alléguer, pour sa défense, qu'il n'a jamais cessé de sacrifier aux dieux de la république[1]. Où va, demanderons-nous enfin, l'ambition d'un Sénèque? A « se retirer de la corruption du monde, à vivre avec soi-même et à prendre ce principe comme règle de conduite : Admettre dans sa compagnie ceux qui peuvent vous rendre meilleur et ceux qu'on peut rendre meilleurs[2]. » — Pâles espérances, ambitions mesquines, si je les compare à l'espérance que, dès le début, annonça le Christ!

Ce que le Christ promet à l'homme, c'est le Ciel; le Ciel, disons-nous, et non le Nirvâna ; le Ciel et non l'Elysée, triste séjour de ces ombres dont la meilleure joie est de s'entretenir entre elles du souvenir à demi effacé de leur séjour sur la terre ; le Ciel, et non cette abstraite immortalité qui faisait dire à Socrate quittant ses juges : « Nous allons nous séparer, moi pour mourir, vous pour vivre : nul ne sait qui de nous a le meilleur sort ; » le Ciel, c'est-à-dire une vie dont la vie actuelle n'est qu'une ombre pâle et souillée, c'est-à-dire la communion de toute l'âme avec un Dieu qui est la sainteté et l'amour même. Mais Jésus ne se borne pas à diriger nos pensées vers ces hauteurs inaccessibles à l'œil de l'homme ; ce royaume céleste qu'il rêve est, pour lui, le couronnement d'un royaume qu'il est venu fonder sur la terre et qui, invisible dans son principe, ne le sera point par ses fruits. Ce royaume, ou, si l'on veut, cette famille, se composera de tous les hommes qui, reconnaissant leur état de misère, auront reçu de lui le pardon de leurs péchés et mis à son service leur conscience et leur vie. Les commencements de ce royaume seront humbles : la persécution ne lui manquera pas ; mais bientôt de la petite semence surgira un grand arbre, qui étendra ses branches sur toute la terre. Le conquérant, le roi de cette nation nouvelle ce sera lui, le Fils *unique* de Dieu ; il mourra, mais ce sera pour revivre, et les œuvres qu'il accomplit, sur la terre, durant son premier séjour, ne sont que peu de chose auprès de celles qu'il y accomplira, invisible, par l'organe de ministres faibles et ignorants, — jusqu'au jour où, la puissance des ténèbres vaincue, les bar-

[1] Xénophon, livre Ier.
[2] C. Martha, *les Moralistes sous l'empire romain*, p. 35.

rières qui séparent les hommes entre eux et de leur Père céleste abattues pour jamais, le royaume terrestre de Dieu réuni à son royaume céleste, il n'y aura, selon la parole même de Jésus, « qu'un seul troupeau et un seul berger, » et la création sera arrivée au but que Dieu lui avait assigné avant les siècles.

Telle est l'aspiration de Jésus, telle est la délivrance qu'il veut apporter au monde; et l'union que n'avait osé concevoir, entre les hommes, ni le favori du peuple le plus cultivé, ni le conseiller de l'empereur le plus puissant, il l'entreprendra (et avec quelle confiance!) lui, citoyen obscur de la province la plus méprisée d'une nation tributaire, nation qui ne devait quelque renommée qu'au sombre isolement dont elle affectait de s'entourer.

Nous sommes portés naturellement à chercher en Jésus une attitude proportionnée à la grandeur unique du but qu'il se propose et de la dignité qu'il s'attribue. Nous ne serions point étonnés de le voir débuter par quelque action d'éclat et nous devons nous attendre, n'est-il pas vrai, à trouver ses paroles, ses actes comme aussi l'ensemble de sa vie, marqués à l'empreinte d'une singulière solennité?

Rien de pareil. Son début est la *simplicité* même. La première fois qu'il nous apparaît, c'est mêlé au rang des pénitents qui viennent recevoir du Précurseur le baptême de repentance; et la première fois qu'il élève sa voix au milieu de la foule accourue de toutes parts pour entendre le nouveau prophète, c'est pour célébrer, dans un langage qui n'a rien de pompeux, le bonheur des humbles et des affligés. Cette simplicité, qui nous frappe en lui dès son apparition publique, ne se dément pas un moment dans le cours de son ministère. Jamais il ne vise à l'éclat. Quel soin bien au contraire il prend à l'éviter! Jamais non plus sa parole ni son action ne trahit le moindre effort. Jamais il ne laisse à ceux qui le voient à l'œuvre, l'impression d'un *plan* qu'il chercherait à tout prix à réaliser. Toujours semblable à lui-même, il attend des évéments l'indication de ce qu'il doit faire, et jamais ces événements ne le prennent au dépourvu. Avec quel sublime *à-propos* il répond aux questions droites (Matth. XI, 3-5) ou insidieuses (Matth. XXII, 17-21), qui lui sont posées, et prend du moindre incident l'occasion de faire son œuvre. Un jour quelques pharisiens murmurent devant lui de ce qu'il reçoit les péagers et les gens de mauvaise vie; — nous devons à ce murmure les paraboles de la *brebis perdue*, de la *drachme* et de l'*enfant prodigue*. Une autre fois, en Samarie, il demande à boire à une femme qui vient puiser de l'eau au puits auprès duquel il se re-

pose ; — on sait quel entretien nous valut cette demande. Et c'est de pareils incidents que se compose toute sa vie! Nous dirions volontiers : Quelle incohérence! — si nous n'étions pas contraints, par l'évidence, de nous écrier : quelle harmonie!

Quelle mesure aussi dans cette simplicité! On admire la sérénité d'un Socrate, se rendant contre son habitude au théâtre, tout exprès pour s'y voir en butte à l'impitoyable raillerie d'un Aristophane, se tenant debout pour mieux se laisser voir et déclarant à ses amis qu'il se figure être à un grand festin où l'on se raille agréablement de lui. On admire, dans un autre ordre, le renoncement de ces riches stoïciens de Rome qui réservaient au sein de leur maison somptueusement meublée, une chambre de misérable apparence qu'ils appelaient la *chambre du pauvre* et où ils passaient de temps à autre quelques heures, et souvent la nuit, sur un grabat, afin de s'y étudier à l'indigence. On reste confondu en présence du sombre ascétisme d'un Cakya-Mouni, qui ne veut point d'autre manteau qu'un linceul qu'il va lui-même demander à la tombe et qu'il façonnera de ses propres mains[1]. — Il n'est pas un de ces traits qui ne déparât l'Evangile et qui ne soit propre à en faire ressortir la merveilleuse simplicité. Jésus ne va point chercher l'injure, il ne la brave point, il la subit, et l'on sait avec quelle patience, lorsqu'elle vient à l'atteindre. Jésus n'est point, comme on pourrait le dire de Sénèque, un amateur de pauvreté[2], il *est* pauvre et il ne dédaigne pas pour cela de voir dans le riche un frère et de s'asseoir à sa table lorsqu'il y est convié.

Qui niera qu'il y ait mille fois plus de grandeur et de force dans cette simplicité et dans cette mesure, que dans les recherches et les excès de la morale la plus austère et la plus sombre? Qui n'admirerait tant de simplicité unie à tant d'ambition et qui ne se sentirait porté déjà à la confiance envers celui qui soutient aussi naturellement le rôle unique qu'il s'attribue?

Sans vouloir pénétrer encore jusqu'à la cause profonde de cette sublime simplicité, de cette mesure admirable qui marque l'action de Jésus, observons qu'elle dénote un singulier équilibre intérieur, une singulière harmonie de ce que nous appelons au sens restreint et spécial du mot, le *caractère*. Si l'on nous demandait quel *caractère*, ou, s'il nous était permis d'employer une pareille expression, quel tempérament il faut attribuer à Jésus, en vérité nous ne saurions que répondre. Dirons-nous que ce

[1] Barthélemy Saint-Hilaire, p. 26.
[2] Martha, p. 193.

qui distinguait Jésus, c'était une ferme possession de soi-même? Sans doute, — mais ce qui le distinguait tout aussi bien, c'était l'entier abandon avec lequel il se livrait à son entourage. Dirons-nous qu'il fut grave? A coup sûr, le récit évangélique ne dit même pas qu'il ait jamais souri; — toutefois, l'impression totale que nous laisse la personne du Christ, est tout aussi bien celle de la joie que celle d'une austère gravité (Matth. IX, 14 et 15). Parlerons-nous de la sérénité qu'il gardait en présence du plus grand danger, comme aussi du plus ardent enthousiasme? Nous n'aurions pas tout dit, car il nous faudrait parler encore de cette sensibilité profonde qui parfois se trahissait par des larmes et des frémissements. Dirons-nous qu'il fut naturellement sans inquiétude? Nous le pourrions. « A chaque jour, disait-il, suffit sa peine, » et, dans les petites comme dans les grandes choses, il appliqua toute sa vie cette parole; mais comment pourrions-nous oublier à quelles angoisses il ouvrait son âme et ne point ajouter aussitôt qu'il connut l'anxiété? Dirons-nous qu'il aimait le danger et le recherchait? « Après ces choses, lisons-nous, Jésus demeura en Galilée, car il ne voulait point demeurer en Judée, parce que les Juifs cherchaient à le faire mourir » (Jean VII, 1). — Dirons-nous au contraire qu'il l'évitait? « Or il arriva, lisons-nous ailleurs, comme les jours de son élévation s'accomplissaient, qu'il se mit en chemin pour aller à Jérusalem » (Luc IX, 51). Dirons-nous qu'il excellait à imposer sa supériorité à son entourage? Il lava les pieds à ses apôtres sans en excepter Judas qui déjà l'avait trahi. « Apprenez de moi, dit-il, car je suis doux et humble de cœur et vous trouverez le repos de vos âmes. Mon joug est aisé, mon fardeau léger » (Matth. XII, 29 et 30). — Dirons-nous au contraire qu'il s'attachât à faire oublier cette supériorité? « Quiconque, dit-il, d'entre vous, qui ne renonce pas à tout ce qu'il a, ne peut être mon disciple » (Luc XIV, 33). Dirons-nous qu'il fût indulgent? Voyez comme il traite les pharisiens! — Dirons-nous qu'il fût sévère? Voyez comme il reçoit la femme coupable!

Arrêtons-nous ici[1] et reconnaissons dès à présent notre impuissance à renfermer le *caractère* de Jésus en une définition. On a dit que le caractère du Christ était de ne point en avoir. Juste, mais pauvre expression pour rendre tant de richesse! En Jésus l'imagination la plus poétique, la plus féconde, n'enlève rien à la plus claire intelligence, ni le sentiment le plus profond et le plus tendre au sens moral le plus sérieux et le plus puis-

[1] Voir Ullmann, p. 57. H. Martensen, *Die christliche Dogmatik*, § 141, p. 240, et surtout Dorner, *Christi sündlose Volkommenheit* (trad. du *Supplément théologique* de la *Revue chrétienne*, 1861 et 1862). Nous devons beaucoup à ce dernier travail.

sant. Chez lui nous trouvons réunis en une vivante harmonie et dominés par une unité supérieure des éléments qui, chez d'autres, ne se trouvent qu'épars et, loin de s'enrichir, se limitent d'ordinaire réciproquement. Ce sera le couronnement de notre travail que de marquer où se trouve le centre de cette merveilleuse harmonie; alors seulement nous pourrons indiquer quel fut le caractère du Christ. Nous disons le caractère au sens le plus élevé de ce mot, celui qui, appliqué à Jésus, exprime à la fois et ce qui l'unit à nous et ce qui l'en distingue, en un mot la place qui lui revient au sein de l'humanité.

Poursuivons pas à pas notre route et après avoir entendu de la bouche de Jésus quelle est l'œuvre à laquelle il veut mettre la main, après avoir considéré d'une manière générale son attitude, demandons-lui de quelle nature sont les moyens qu'il veut employer.

Le caractère général de ces moyens est le reflet fidèle de la simplicité que nous avons relevée dans toute l'attitude de Jésus-Christ. Leur *grandeur* est bien plus *intérieure* qu'apparente. Il accomplit, il est vrai, des *actes* merveilleux : il nourrit avec quelques pains des multitudes, il guérit des malades, il ressuscite des morts; mais on sent bien que ce qu'il y a de plus grand pour lui dans ces actes, ce n'est point le pouvoir extraordinaire qu'ils révèlent, c'est la miséricorde qui en fait le fond, c'est l'image que chacun de ces actes nous offre de celui qui les a accomplis, c'est le fait spirituel et permanent dont ils ne sont que la manifestation passagère. Quelques exemples rendront mieux notre pensée. Quelle réponse estime-t-on que Jésus eût faite à un disciple qui lui eût demandé le sens de la résurrection de Lazare? Pense-t-on qu'il se fût appliqué surtout à le rendre attentif au fait que lui, par sa seule parole, avait rappelé la vie en un cadavre qui offrait déjà les premiers signes de la corruption? Une pareille réponse étonnerait dans l'Evangile si, par impossible, l'Evangile la contenait. Non, là ne se borne pas l'éloquence du tombeau au bord duquel Jésus pleura. Ce que dit ce tombeau, avant toute chose, c'est que Jésus *est* « la résurrection et la vie et que quiconque croit en lui vivra quand même il serait mort » (Jean XI, 25). Que Lazare ressuscite trois jours après sa mort, ou qu'il ressuscite « à la résurrection au dernier jour, » c'est là, pour Marthe, une poignante alternative (Jean XI, 24), mais non pour Jésus qui, de la hauteur où il est placé, voit d'avance dans la froide dépouille la créature incorruptible et glorieuse. — Il en est de même de tous les miracles de Jésus-Christ, le merveilleux n'en est que la forme. Que rappelle-t-il à la

multitude qu'il a rassasiée, lorsqu'il la retrouve au lendemain du miracle et qu'il veut lui reprocher son incrédulité? Le prodige dont elle a été l'objet? En aucune manière. « Travaillez, lui dit-il, non point après la nourriture qui périt, mais après celle qui est permanente jusque dans la vie éternelle et que le Fils de l'homme vous donnera » (Jean VI, 27). — Un jour on présente à Jésus un paralytique. Jésus abaissant son regard sur cet homme qu'on lui a amené péniblement, voit en lui une maladie plus grave que celle pour laquelle il est venu chercher la guérison ; ému de compassion il veut le guérir de ce mal plus grand, de ce mal central de son être. « Voyant leur foi, lisons-nous, il dit au paralytique : Tes péchés te sont pardonnés. » Cette parole excite des murmures. « Lequel, dit alors Jésus, est le plus aisé, de dire : Tes péchés te sont pardonnés, — ou de dire : Lève-toi et marche? Or *afin que vous sachiez que le Fils de l'homme a sur la terre le pouvoir de pardonner les péches :* Lève-toi, charge ton petit lit et t'en va en ta maison » (Luc V, 17, 25). Nous avons dans ce trait tout le sens des guérisons de Jésus. Dans ses guérisons Jésus se révèle d'une manière générale comme celui qui guérit, comme le Sauveur. Les misères du corps excitent sa compassion, parce qu'il voit en elles avant tout un symbole et une conséquence de misères intérieures bien autrement funestes, et en guérissant celles-là, il se manifeste comme celui qui est venu pour guérir l'homme tout entier.

Rappellerons-nous après cela avec quel soin Jésus évita toujours que ses miracles ne devinssent l'occasion de quelque éclat (Luc VIII, 51); combien de fois il défendit à ceux qui en avaient été les objets d'en répandre le bruit (Matth. IX, 30; XII, 16); avec quelle fermeté il en refusa toujours à ceux qui n'étaient poussés à lui en demander que par une curiosité vaine (Matth. XVI, 1; Marc VIII, 11; Luc XI, 16; Jean VI, 30) et qui n'en eussent pas saisi la vraie portée? Nous nous recueillerons bien plutôt devant cette grandeur singulière qui sait se passer aussi aisément de l'admiration des hommes, et qui impose avant toute autre obligation à ceux qui l'envisagent avec sérieux celle de regarder à eux-mêmes.

Nous retrouvons dans l'*enseignement* de Jésus le même caractère, le même éloignement pour ce qui paraît, le même *éclat intérieur*.

Il n'annonce jamais qu'il va parler; il parle, et le plus souvent, nous l'avons déjà remarqué, par occasion. L'occasion de son discours est d'ordinaire de la plus petite apparence. C'est l'objec-

TIMBRE

tion d'un adversaire, la prière d'un misérable, la vue ou la simple pensée d'une de ces merveilles de la nature qui le plus souvent passent inaperçues. Mais quel parti il sait en tirer! De quel vol royal il s'élève de la plaine aux plus sublimes hauteurs[1]! (Jean III, 1-16, IV, 7-24.) Avec quelle autorité merveilleuse il oblige ses auditeurs à regarder à eux-mêmes, alors qu'ils eussent volontiers regardé ailleurs! (Luc XII, 13-21.) Comme il sait éclairer la nature d'une lumière nouvelle et y retrouver, sans effort, un symbole admirablement simple du monde moral. On l'a très bien dit : « C'est avec la liberté d'un fils dans la maison de son père qu'il considère la nature[2]. » On dirait que placé sur la limite des deux mondes, du monde invisible et du monde qui ne l'est point, ou mieux à leur centre commun, il nous nomme pour la première fois les choses par leur nom et nous signale le rapport nécessaire que, selon la pensée du Créateur, elles ont entre elles. Il tire le même parti du spectacle de la société des hommes. C'est au point de vue de l'idéal qu'il se place pour traiter de toutes choses. Nous sera-t-il permis de le dire : quelle poésie en Jésus! Oui, Jésus est le poëte par excellence. Avec quelle puissance il étreint la réalité, comme il sait aussi en faire jaillir la somme d'idéal qu'elle contient, et l'empourprer d'un rayon venu d'en haut! Il possède à un degré absolu, et *ce sens des choses* sans lequel la poésie n'a pas de corps, et *ce sens de l'idéal* sans lequel elle manque d'âme. Quelle fraîcheur candide et à la fois quelle religieuse sublimité dans la parabole du lis des champs! Quelle grandeur tragique tantôt sombre, tantôt étincelante d'une merveilleuse lumière dans la parabole de l'enfant prodigue! Mais nulle part Jésus n'empreint sa parole d'une poésie plus grande que lorsqu'il est en présence de la mort. Nul ne pourrait dire que la vue de la mort n'éveille pas profondément sa sensibilité ; tout nous montre au contraire, et son tressaillement au tombeau de Lazare, et sa propre angoisse alors qu'il sent la mort approcher pour lui-même, qu'il en pénètre bien toute l'horreur. Le voici auprès de la dépouille inanimée de la fille de Jaïrus ; il nous semble lui voir attacher un long et douloureux regard sur le visage blême de la jeune morte : c'est bien là la réalité dans ce qu'elle a de plus implacable! Jésus pénètre jusqu'au fond de cette réalité, il semble qu'il s'en empare, puis il relève la tête, et, tournant vers les parents de la jeune fille un visage illuminé d'un rayonnement inconnu, il s'écrie : « Elle n'est pas morte, mais elle dort! » Hardiesse sublime par laquelle Jésus va demander à la mort

[1] Nous avons consulté avec fruit, sur ce point et sur d'autres, le très remarquable ouvrage de J.-G. Müller, *Vom Glauben der Christen*, t. I (Winthertur, 1823).
[2] Dorner, *Supplément théologique*, 1862, p. 11.

même une image pour rendre ce qu'est la vie ! N'avons-nous pas là le triomphe même de l'idéal, de l'idéal, c'est-à-dire d'une réalité supérieure, car, pour Jésus, le sommeil, c'est-à-dire la vie, de la jeune fille, est la plus évidente, la plus définitive des réalités.

Comment ne retrouverions-nous pas dans la personne même de Jésus, nous voulons dire ici dans son *apparence physique*, l'empreinte de cette *haute spiritualité* qui marque ses actes et ses paroles ? L'absence à peu près complète de données positives commande sur ce sujet une grande sobriété, mais non le silence. Nous trouvons dans l'Ecriture comme dans l'Eglise, et notamment dans la peinture religieuse, deux conceptions distinctes de l'apparence extérieure du Christ. Il y a le Christ du psaume XLV, « le plus beau d'entre les fils des hommes ; » le Christ de l'Evangile de l'enfance, dans saint Luc, qui croît tous les jours en « stature et en grâce ; » celui dont l'aspect fait tomber la face contre terre ceux qui se présentent pour l'arrêter (Jean XVIII, 6), et qui est aussi, à bien peu d'exceptions près, celui qui sert de type à la peinture moderne. Et puis il y a le Christ du 53e chapitre d'Esaïe, défait de visage et sans apparence ; celui que dans le jardin de Joseph d'Arimathée Marie Madelaine prend pour le jardinier ; qui n'est point reconnu par les disciples d'Emmaüs (Luc XXIV, 15) non plus que par les apôtres lors de sa dernière apparition au bord du lac de Génésareth (Jean XXI, 4). Ce Christ est celui auquel Clément d'Alexandrie et Origène, évidemment inspirés d'ailleurs par Esaïe, n'hésitent pas à attribuer la laideur physique et que nous retrouvons enfin navré, nous dirions presque souffreteux sur les toiles et dans les vieilles sculptures du moyen âge. Ces deux conceptions sont-elles opposées? Nous ne le croyons pas; et voici, pour autant que nous pouvons conclure en cette matière, où nous paraît être la vérité.

La question n'est point ici de savoir si Jésus était beau ; un corps qui est le temple d'une pareille âme est beau, quelle qu'en soit la forme. Mais de quelle beauté ? Jésus avait-il dans ses traits cette beauté plastique qui a sa valeur en elle-même et que l'art grec a rendue avec une perfection qui n'a point été dépassée? Rien ne nous porte à le croire. Une pareille beauté eût produit par elle-même une impression qui eût laissé dans l'Evangile au moins quelques traces, et si Jésus l'eût possédée, quels que fussent les changements que sa résurrection eut opérés en lui, il eut été reconnu aussitôt, et par Marie Madeleine, et par les disciples d'Emmaüs, et par les apôtres au bord du lac de Génésareth. Faut-il attribuer au contraire à Jésus une apparence tout opposée et le

rechercher de préférence dans ces images d'un ascétisme parfois si spirituel, mais aussi si maladif, que nous a laissées de lui le moyen âge? Nous ne le pensons pas non plus. Jésus supporte des fatigues qui excluent l'idée d'une pareille faiblesse, et s'il eût eu un extérieur particulièrement chétif, croit-on que ses adversaires ne le lui eussent pas reproché au nom même de l'idée charnelle qu'ils se faisaient du roi messianique qui devait venir[1]? Jésus était beau, mais beau comme ses miracles et ses paraboles, c'est-à-dire d'une beauté intérieure que l'on pouvait méconnaître, mais qui se révélait tout entière à celui qui savait la chercher avec son âme; d'une beauté qui était la splendeur à la fois majestueuse et simple de la sérénité profonde de son être intérieur, comme aussi de son amour douloureusement sympathique. Si nous voulions chercher une pâle analogie à cette beauté singulière, nous irions la demander peut-être à celle de ces vierges pures que nous devons au pinceau de Raphaël, de ces vierges auxquelles on serait tenté au premier abord d'appliquer le mot du prophète : « Il n'y a rien en *elles* qui les fasse regarder, » tant leur religieuse candeur et leur maternelle tendresse nous apparaissent voilées d'humilité, mais qui, à mesure que nous les considérons, nous apparaissent plus pénétrées d'une éclatante lumière; ou bien nous la demanderions, cette analogie, au pinceau d'un Léonard de Vinci ou d'un Rembrandt. C'est à ce dernier surtout, au peintre par excellence de la lumière, qu'il appartenait de nous rendre ce reflet venu de l'intérieur qui est le trait le plus authentique de la beauté du Christ. Peut-être quelques-uns de nos lecteurs ont-ils remarqué, au Musée du Louvre, parmi les toiles trop peu nombreuses que nous possédons du grand peintre, celle où il a voulu nous représenter le Christ reconnu par les disciples d'Emmaüs. Nous sommes transportés au moment où Jésus rompt le pain et rend grâces. Nous n'avons à parler ici ni des teintes sombres de la salle voûtée qu'éclaire seul un rayon du soleil couchant venant tomber sur la place qu'occupe le Christ, ni de l'attitude des disciples dont l'un semble suivre avec recueillement la prière et dont l'autre, le plus âgé, les yeux fixés sur Jésus, s'étonne et déjà reconnaît son Maître; ni de l'attitude indifférente de celui qui sert, attitude qui forme le plus parfait contraste avec celle des trois convives. Le Christ seul nous occupe ici. On ne saurait dire si la forme du visage est belle, l'on sent en vérité que cela importe peu; mais ce qui frappe et confond c'est la profonde spiritualité de chacun de ces traits et sur-

[1] Les adversaires de Paul ne manquaient pas de lui reprocher sa chétive apparence. La présence de son corps est faible, disaient-ils (2 Cor. X, 10).

tout de ces yeux profonds, pleins de lumière; c'est la sympathie qui pénètre tout le visage, c'est l'expression de tristesse mais aussi de calme confiance qui marque toute cette attitude. On le sent profondément en présence de ce tableau; avec Jésus est apparu le type d'une beauté nouvelle, beauté qui marque à sa manière le triomphe de l'esprit sur la chair et qui, dédaignant de parler aux yeux, ne se rend sensible qu'à l'âme.

Il est naturel qu'après avoir essayé de retracer d'une manière générale le caractère des actes comme des paroles de Jésus et de retrouver dans toute sa personne le reflet de ce caractère, nous fassions un pas de plus et nous envisagions Jésus dans ses *rapports* avec l'objet de toute son action, nous voulons dire *avec l'homme*.

Nous avons eu l'occasion de remarquer dans notre précédent article combien est profonde la *connaissance* que Jésus a de l'homme et avec quelle sûreté, nous dirions implacable, si elle ne s'alliait pas à tant de miséricorde, il sait démêler les inclinations des cœurs; nous en avons donné des exemples. Ce qui nous frappe les plus dans cette merveilleuse connaissance de l'homme qu'avait Jésus, c'est sa souveraine impartialité. Que Jésus sache traîner au grand jour les mobiles cachés de ses adversaires et en montrer toute la bassesse, nous pourrions encore n'en point être trop étonnés, car nous savons à quel point nos yeux sont naturellement ouverts sur les fautes de ceux qui nous veulent du mal; mais ce qui nous confond, c'est de voir Jésus appliquer, et avec une égale intensité, cette même clairvoyance à ses disciples, car nous savons à quel point l'affection et surtout l'enthousiasme que nos amis éprouvent à notre égard, sont propres à nous voiler leurs défauts. Oui, ce qui nous confond, c'est de voir Jésus, au moment où il va être abandonné de tous et avoir plus que jamais, semble-t-il, besoin de ceux qui l'entourent, bien loin d'encourager ou même d'accueillir l'expression exagérée, mais sincère, du dévouement du plus ardent de ses apôtres, en prendre occasion pour montrer à Pierre combien il se connaît mal (Jean XIII, 37, 38); ce qui nous confond c'est de le voir se tourner vers la foule qu'il a nourrie et qui revient à lui au lendemain du miracle, et, loin de s'émouvoir d'un pareil hommage, d'entendre sortir de ses lèvres ces paroles: « Vous me cherchez non parce que vous avez vu des miracles, mais parce que vous avez mangé des pains et que vous avez été rassasiés » (Jean VI, 26).

Oui, Jésus sait ce que pèse l'enthousiasme d'un ami ou d'une multitude, même quand c'est sur lui qu'il se porte. Il connaît

l'humanité, il sait quelle somme de versatilité, d'égoïsme, de bassesse elle contient, il ne se fait aucune illusion sur elle et voici : *il ne la méprise pas !* Sa bouche a laissé échapper des paroles sévères, jamais une parole de mépris. Il ne méprise pas les grands, son attitude vis-à-vis d'eux est toujours digne. Est-il besoin de montrer qu'il ne méprise pas les petits? Il ne méprise ni ses amis ni ses adversaires, il ne désespère d'aucun homme, il ne cesse pas de voir jusque dans la créature la plus aveuglée et la plus avilie, le temple de Dieu vide peut-être, et à demi ruiné, et, pour résumer en un seul trait tous ceux que nous pourrions citer : il lave les pieds de Judas.

Que nous sommes loin du stoïcisme et de l'aristocratique dédain qu'il se flattait de vouer au *vulgaire;* que nous sommes loin de Socrate qui, frappé rudement sur la place publique, disait à ses amis qui s'étonnaient de sa patience : « Voudriez-vous que si un cheval m'eût frappé je lui fisse un procès? » Que nous sommes loin de Napoléon qui prétendait se connaître en hommes et qui, dans une discussion célèbre, s'écriait en parlant d'eux : « C'est avec des hochets qu'on les mène ! » Ici quel mépris profond, là quel respect, et, chose étrange, c'est celui qui connaît le mieux l'humanité et, pouvons-nous ajouter, qui en a le plus souffert, qui est aussi celui qui la respecte le plus.

Il est aussi, nous l'avons vu plus haut, (et qui ne l'admirerait ?) *celui qui en attend davantage.* Jésus place les hommes en face de l'absolu. Ce qu'il leur demande, ce n'est pas de faire un pas vers la réalisation de leur propre nature, c'est de la réaliser tout entière. « Soyez parfaits, dit-il, comme votre père céleste est parfait » (Matth. V, 48), et nous ne voyons pas que l'insuccès diminue rien de son exigence ; loin de là, ceux de ses discours où nous trouvons exposés de la manière la plus complète, la plus absolue, cette immense réconciliation de tout l'homme avec Dieu et de l'humanité avec elle-même qu'il est venu établir, sont les derniers qu'il prononce, d'abord dans la chambre haute où il vient de prendre, avec ses disciples, un dernier repas, poignant symbole de sa mort prochaine, puis la nuit, alors qu'il traverse les rues sombres de Jérusalem, muets témoins de tant de bienfaits et de tant d'ingratitude, pour se rendre au delà du torrent de Cédron, dans ce jardin où l'attendent la plus terrible agonie morale, le baiser d'un Judas, et l'abandon de ses amis.

Mais pénétrons plus avant dans le rapport de Jésus avec les hommes, et remarquons la parfaite *indépendance* qu'il garde toujours vis-à-vis d'eux.

Cette indépendance se traduit, au premier coup d'œil, par une liberté d'allures qui frapperait davantage si elle n'était alliée à une absence complète de toute recherche [1]. Jésus ne fait rien pour choquer les usages de son peuple, non plus que ses lois, qu'il observe [2] (Matth. VIII, 4); il reconnaît même l'autorité de l'étranger (Matth. XVII, 27; XXII, 21), et se garde surtout de jamais offrir au faible la moindre occasion de scandale. A part cela, son genre de vie n'en est pas moins marqué au coin de la plus entière liberté. Il n'est astreint à aucune demeure fixe, il va là où il pense pouvoir faire son œuvre. Il ne se met point en peine pour sa subsistance, il sait que son Père céleste, pour lequel il travaille, ne le laissera manquer de rien, et il n'est pas trompé dans son attente (Luc IV, 39 ; V, 29 ; VII, 36). Il s'assied indifféremment à la table du pharisien (Luc VIII, 37) et à celle du péager (Matth. V, 29). Il sait être, comme Paul, « dans l'abondance, il sait aussi être dans la disette. » Il enseigne aussi bien sur les places publiques et en pleine nature, que dans les sygnagogues. Il admet à ses bienfaits le païen, aussi bien que l'Israélite (Matth. VIII, 5, 6; Marc VII, 25, 29). Et ce qu'il y a de plus remarquable dans cette indépendance pour les choses extérieures, c'est qu'elle s'allie, bien évidemment, en Jésus, à la discipline intérieure la plus puissante que jamais homme ait exercée sur lui-même. La vie de Jésus ne produira jamais sur personne l'impression d'un facile abandon; là plus qu'ailleurs encore, la liberté nous apparaît comme le fruit de l'obéissance.

Nous n'avons point encore à nous demander quel était l'objet suprême de l'obéissance de Jésus, bornons-nous à constater ici que ce n'est point en bas qu'il convient de chercher cet objet.

Aucun homme ne fut son maître. Nous voulons dire par là que Jésus, une fois parvenu à l'âge de la pleine liberté, n'a jamais accepté, ni subi la moindre dépendance morale. Et qui donc, demanderons-nous, eût été le maître de Jésus? Sa personnalité domine et envahit à tel point tout l'Evangile, qu'il serait, en vérité, dérisoire que nous nous missions à le rechercher. Jésus s'est servi des hommes; il a certainement, nous l'avons vu, appris d'eux; mais la recherche même que nous avons faite des éléments humains qui ont dû contribuer pour leur part au développement de Jésus, nous fournit la preuve de l'impuissance où nous sommes de mesurer Jésus-Christ à aucun de ces éléments.

[1] Dorner, *Supplément théologique*, 1862, p. 11 et 12.

[2] Jésus n'a jamais violé le sabbat. Lorsqu'il guérit les jours de sabbat, il ne choque qu'une interprétation grossière de la loi, non la loi elle-même. Il ferme, sur ce point, victorieusement la bouche à ses adversaires (Luc VI, 9, 10).

Nous avons d'ailleurs sur cette matière, un témoignage à nos yeux décisif : c'est celui de Jésus lui-même, de Jésus qui n'a jamais reconnu l'autorité d'aucun homme, qui s'est déclaré bien au contraire en mainte occasion digne de l'obéissance de tous, et qui, ne fût-ce que par l'humilité profonde dont il laisse l'impression à quiconque s'approche de lui, a mérité qu'on l'écoutât lorsqu'il en viendrait à réclamer ce qui lui appartiendrait.

Envisageons brièvement l'indépendance de Jésus sous ses diverses faces.

Il se montre indépendant, non-seulement de tout individu, mais de toute *multitude*. Il régnait, au sein de la multitude qui le suivait, en Galilée, un type messianique bien défini, et que l'on connaît. Quelle concession a-t-il jamais faite à ce type? Quand a-t-il essayé un instant d'atténuer seulement devant le peuple le rôle de Messie humilié et souffrant qu'il avait accepté? Il semble, au contraire, qu'il ait pris à tâche de l'accuser davantage et il va jusqu'au paradoxe, afin de dissiper entre lui et cette multitude tout vestige de malentendu. « De grandes troupes, lisons-nous dans l'évangile de *saint Luc*, allaient avec lui, et lui, se tournant, leur dit : Si quelqu'un veut venir après moi, et ne hait pas son père, sa mère, sa femme, ses enfants, ses frères, ses sœurs et même sa propre vie, il ne peut être mon disciple » (Luc XIV, 26). Sur laquelle des passions de cette foule a-t-il jamais tenté de s'appuyer, quand il lui eût suffi pourtant, à tel moment donné, d'un mot pour la soulever tout entière? Quelle dure vérité lui a-t-il jamais ménagée? Lorsqu'il apprend que cette foule veut l'enlever pour le proclamer roi, que fait-il? Se contente-t-il d'un refus? C'eût été peu, car ce refus même eût augmenté peut-être sa popularité, — il se retire, seul, sur une montagne.

Jésus n'est pas moins indépendant de ses disciples. Et d'abord, voyez comme il accueille ceux qui aspirent à se joindre à lui. Avec quel soin il écarte un hommage dont celui qui le rend ne comprend pas la portée[1]! (Matth. XIX, 17.) Avec quelle absence de ménagement il fait à ceux qui veulent le suivre le tableau de tout ce qu'ils auront à laisser derrière eux, et de tous les sacrifices dont se composera leur vie une fois qu'ils se seront attachés à lui (Luc IX, 57-62 ; XIV, 26, 33). Etrange manière de les attirer! — Voyez aussi comme il ménage peu ceux qui sont devenus ses disciples. Au moment de traverser la crise sument où ces hommes, si faibles encore, vont voir leur attache-

[1] Voir, pour la réfutation des objections tirées de ce fait contre la sainteté de Jésus-Christ, le travail cité de Dorner.

ment à leur Maître et à sa cause mis à la plus rude des épreuves qu'il ait encore traversées, il fait entendre des paroles telles que celles-ci : « Ils vous chasseront des synagogues, même le temps vient que quiconque vous fera mourir croira rendre service à Dieu » (Jean XVI, 2). Etrange manière de les rassurer ! — On ne saurait refuser à ces hommes, malgré leurs chutes, une certaine force de caractère, une certaine puissance naturelle d'agir sur autrui. Pierre et les fils de Zébédée, que Jésus appelait les fils du tonnerre, ne nous apparaissent point comme des hommes pusillanimes. Quelle action déterminante ces hommes exercèrent-ils jamais sur Jésus? à quel moment de la vie de leur Maître pouvons-nous saisir la moindre trace d'une pareille influence? Jésus est-il ébranlé par l'émotion douloureuse de Pierre, lorsqu'il annonce pour la première fois ouvertement sa mort à ses disciples? (Marc VIII, 31, 33.) Et lorsque ceux-ci l'ont abandonné, en est-il moins fort vis-à-vis de ses adversaires?

Nous venons de nommer ses *adversaires*, est-il besoin de rappeler qu'eux surtout ne purent rien obtenir de lui? Ce qui nous frappe le plus dans les longs et pénibles entretiens qu'eut à soutenir Jésus avec les Juifs à Jérusalem[1], ce n'est point l'inébranlable fermeté avec laquelle Jésus ne cesse pas un instant de maintenir son titre devant ces hommes qui l'accusent de blasphémer (Jean VIII, 25) ; ce n'est pas même la sévérité avec laquelle il traite des adversaires qu'il sait bien puissants (Jean VIII, 44) ; c'est la calme sérénité, l'inaltérable patience qu'il sait garder au milieu de ces contradicteurs dont la vérité était le dernier souci, de ces émissaires de bas étage, qui ne cherchaient qu'à lui tendre embûches sur embûches. Qui niera, en effet, que la patience ne soit un attribut, non de la faiblesse et de la servitude, mais de la force et de la liberté? Plus tard, à mesure que l'orage gronde autour de Jésus, à mesure que s'accentue chez ses ennemis le dessein de le faire mourir, à mesure aussi il semble leur échapper davantage. On ne saurait s'étonner qu'il ne se soit point livré à eux dès que leur inimitié se fût déclarée, c'eût été là une manière indirecte d'en dépendre. Il attend son heure sans impatience ; il ne l'attend pas même de ses ennemis, il l'attend de son Père céleste ; et lorsque son heure est venue, qu'elle est pleine de dignité, de puissance et de calme l'attitude qu'il garde devant ses juges ! Il ne les brave point, fût-ce avec le calme d'un Socrate[2]. Caïphe et Pilate en eussent sans doute

[1] Jean VIII, 15-VII ; IX, 8 à la fin.
[2] Socrate, condamné à mort, invité selon l'usage, par ses juges, à désigner lui-

prême, au moment où il va se séparer de ses apôtres, au moéprouvé quelque soulagement, tandis que ses réponses simples et calmes, comme le silence qu'il garde par moment en face d'une question indigne de toute autre réponse, jettent une plus éclatante lumière sur leurs honteux motifs. Mais ce qui devait les surprendre plus encore, c'était de voir qu'ils ne pouvaient rien sur lui et que, bien loin d'être ébranlé par leur triomphe, il n'avait jamais cru davantage au sien propre qu'au moment où tout devait lui sembler perdu. « Es-tu le Christ, le Fils de Dieu? lui demande le Juif Caïphe. — Tu le dis, répond Jésus, et de plus je vous déclare que désormais vous verrez le Fils de l'homme assis à la droite de la puissance de Dieu et venant sur les nuées du ciel! » (Matth. XXVI, 63, 64.) « Es-tu roi? lui demande le Romain Pilate. — Tu le dis, répond Jésus, je suis roi, je suis né pour cela » (Jean XVIII, 37).

Comment terminer ce qui concerne l'indépendance absolue de Jésus vis-à-vis des hommes, sans remarquer combien cette indépendance est simple et dénuée d'effort? Jésus ne fait rien pour sauvegarder, aux yeux des autres, cette indépendance; il ne la proclame point, il ne recule même pas devant des actes qui eussent été de nature à en faire douter. Voyez son attitude vis-à-vis de Jean-Baptiste; voyez-le, lavant les pieds de ses disciples! Il est bien libre celui qui ne craint pas de prendre, pour faire le bien, les apparences de l'esclave?

Nous n'avons envisagé, jusqu'ici, que le côté négatif des rapports de Jésus avec les hommes; il est temps que nous en venions à *l'action positive* qu'il exerça sur eux.

Nous dirons d'abord que Jésus se présente aux hommes comme ayant sur eux une *autorité absolue*. Tout en lui, d'ailleurs, respire cette autorité; — ses discours : « il leur parlait avec autorité, » dit *saint Matthieu* (VII, 29). et les gardes envoyés par les sacrificateurs n'osent pas se saisir de lui : « jamais homme, disent-ils à leur chefs, n'a parlé comme cet homme! » (Jean VII, 46); — sa personne même : Jésus chasse les vendeurs du temple sans autre arme qu'un fouet de cordes, sans autre mandat que celui qu'il tenait da sa sainte indignation, — et les soldats conduits par Judas reculent et tombent à terre lorsqu'il se présente devant eux et leur dit : « C'est moi. »

Jésus envisage les hommes comme lui appartenant de plein

même de quelle manière il désirait voir sa peine commuée : « Je me condamne, dit-il, à être nourri le reste de mes jours dans le Prytanée aux dépens de la république, pour les grands services que je vous ai rendus. »

droit; comme lui ayant été donnés par son père afin qu'il leur donnât à son tour la vie éternelle (Jean XVII, 2) et qu'il régnât éternellement sur eux. Aussi voyez comment il en dispose : « Suis-moi, » dit-il à Philippe; « Suis-moi, » dit-il à Lévi; « Suivez-moi, » dit-il aux fils de Zébédée, et ces hommes, quittant *tout*, le suivent. C'est ainsi que Jésus entend, en principe, sa royauté. Nous disons « en principe, » car il ne demande pas à tous de le suivre sous cette forme; il permet, par exemple, à Lazare de demeurer avec les siens; mais une chose est certaine, c'est qu'il demande à tous de considérer, non-seulement leur âme, mais leurs biens, leur vie tout entière comme voués à Celui qui veut s'appeler leur Sauveur[1]. Jésus ne souffre aucun rival entre lui et son disciple qui doit lui subordonner et devrait, *s'il le fallait,* lui sacrifier jusqu'à l'affection la plus sainte. Tel est le sens du passage que nous avons cité plus haut (Luc XIV, 26), et dont nous avons déjà relevé la forme évidemment paradoxale. En réalité, Jésus na jamais demandé à aucun de ses disciples de haïr, à cause de lui, son père ou sa mère. Quitter les siens, même par une mort volontaire, quand c'est la mort du martyre, ce n'est point les haïr, c'est bien souvent, au contraire, les aimer d'un amour supérieur.

Comment ne retrouverions-nous pas dans cette *royauté* que Jésus a toujours revendiquée sur les siens et *que les siens ont acceptée* le caractère de profonde spiritualité que nous avons eu occasion de signaler en lui? Jésus ne veut régner que sur des âmes. S'il veut la vie, c'est à cause de l'âme, qui en est le centre. Sans préjuger en rien de l'avenir, il ne songe pas un instant à donner à ceux qui le suivent et qu'il va laisser seuls, le moindre vestige d'une organisation extérieure[2]. Son indifférence à cet égard est absolue. Qui ne s'en étonnerait? Quel moment, enfin, choisit-il pour accepter de la foule un hommage qu'il a jusqu'alors écarté? Celui où il se rend à Jérusalem pour y mourir — et, même alors, singulier triomphe que le sien, singulier mélange de royauté et d'humilité dans son attitude!

La royauté à laquelle prétend Jésus est peut-être le trait de son caractère, ou, si l'on veut, le dogme le mieux établi de l'Evangile. Nous ne concevrions pas que l'on pût sérieusement le contester. Chose digne de remarque, ce sont les évangiles *synoptiques*, ces évangiles que l'on cherche à nous représenter, par opposition à l'évangile de *Jean*, comme contraires à l'idée d'une divinité *réelle* de Jésus, qui mettent dans la bouche du Christ les

[1] Matth. XIX, 21; Marc X, 29, 30; Luc XIX, 30, etc.
[2] On ne peut considérer des passages tels que Luc X, 1-10 (envoi des 70 disciples) comme offrant un pareil vestige.

affirmations les plus absolues (Matth. IX, 39), les plus inouïes (Luc XIV, 26) de la royauté qu'il veut exercer sur les hommes. Et qu'est cette royauté des âmes autre chose, demandons-nous, que la divinité? Ne serait-il à mes yeux qu'un homme, celui qui me demande mon âme, et auquel je la donne, moi, si prompt à proclamer q'elle n'appartient qu'à Dieu? Et quelle différence reste-il après cela, sur ce point, entre les trois premiers évangiles et le dernier, sinon que celui-ci insiste peut-être davantage sur le *titre* qui revient au Christ, tandis que ceux-là nous parlent de préférence de ses *droits*?

Mais n'anticipons pas, et après avoir parlé de la royauté à laquelle prétend Jésus, faisons un pas de plus, et parlons de son *amour*.

C'est à peine si l'on peut dire que la charité soit un *trait* du caractère de Jésus, tant elle le pénètre tout entier, tant elle est près d'en être le centre. Ici, moins qu'ailleurs, nous avons à craindre de trop accentuer le trait que nous indiquons, de peur de laisser dans l'ombre quelque trait opposé dont il faudrait tenir compte. Et quel serait donc, en Jésus, le trait qui ferait équilibre à sa charité? Jésus était tout charité. Il n'est pas un acte de sa vie qui ne soit déterminé par son amour. On conçoit que nous ne puissions nous arrêter à en faire la preuve; ce serait à ceux qui nieraient cette harmonie qu'il appartiendrait de nous montrer dans l'histoire de Jésus quelque trait qui leur parût en contradiction avec elle. En vain voudrait-on dire que les éléments nous manquent pour trancher une pareille question, que nous ne connaissons pas tous les détails de la vie de Jésus. Ce que nous connaissons de sa vie nous suffit, car d'une part, comme déjà nous l'avons indiqué, les documents que nous en possédons sont, par leur incohérence même, éminemment propres à nous faire comme saisir Jésus à l'improviste dans toutes les circonstances possible de la vie; et d'autre part, les évangiles nous font assister aux moments les plus décisifs de la vie de Jésus, aux moments qui sont, de toute évidence, ceux où la charité de Jésus eût failli si elle eût dû faillir. Relevons quelques traits de cette charité.

Et d'abord son côté plutôt *négatif*. On sait tout ce que Jésus eut à souffrir des hommes, de leur légèreté, de leur ingratitude, de leur haine. On peut dire, je crois, que Jésus a été l'homme le plus méconnu, le plus haï de ce monde[1]. Eh bien! jamais une parole irritée ne sort de ses lèvres, jamais il n'appelle sur ses adver-

[1] *Comme aussi le plus aimé.*

saires la moindre malédiction (Luc IX, 54, 55) ; jamais, ce qu'un autre à sa place eût fait cent fois sans que nous songeassions à en être étonnés, jamais il ne se détourne avec dégoût de ces hommes qui mettent, et pour les motifs les plus bas, autant d'obstination à se dérober à lui, qu'il en met, lui, à vouloir les sauver. Il prononce au sujet des scribes et des pharisiens des paroles pleines de menaces, nous le savons, mais quel est, demandons-nous, le sentiment qui perce sous ces paroles? Est-ce celui d'une personnalité blessée? Jamais. « Malheur à vous, s'écrie-t-il, scribes et pharisiens hypocrites, qui fermez aux hommes le royaume des cieux, car vous-mêmes n'y entrez pas, et vous ne souffrez pas que ceux qui veulent y entrer y entrent » (Matth. XXIII, 13). N'est-ce pas là la sainte colère de la charité même? Et d'ailleurs ce qu'il hait chez le pharisien, est-ce l'homme? Non, c'est le *pharisien*, et rien de moins subtil que cette distinction. Qu'on essaye, en effet, de nous montrer un seul de ces hommes qu'il ait jamais poursuivi de quelque animosité et auquel il ait refusé sa miséricorde? On ne le pourra pas, et nous, nous pouvons montrer un homme que Jésus a accueilli, traité comme un disciple chéri, supporté longtemps, — qui, pour prix de tant de bienfaits a vendu son maître, et que ce maître, instruit pourtant de sa trahison, ne cesse point de traiter en frère, luttant, à force de miséricorde et d'une miséricorde aussi profonde que délicate contre l'odieux dessein, non encore consommé; il ne repoussera même pas ce misérable lorsqu'il viendra lui donner le baiser du traître (Luc XXII, 21, 22; Jean XIII, 3-5, 21, 26). Nous avons la mesure du support de Jésus. Est-il besoin de rappeler, après cet exemple, un autre trait, à peine plus sublime, nous voulons parler de la prière que Jésus adresse de sa croix au Père, pour ceux mêmes qui l'y ont cloué? « Père, dit-il, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. »

Mais la charité de Jésus n'est pas seulement celle qui supporte, elle est celle qui agit. C'est en face de la souffrance que se montre surtout le *côté actif* de la charité de Jésus. Une chose nous frappe tout d'abord, c'est que, loin de nier la souffrance, Jésus ne cherche même pas à l'atténuer aux yeux de celui qui souffre. Bien au contraire, il semble que sa présence la fasse ressortir. Il ne cherche point à persuader au lépreux que sa lèpre soit peu de chose; il ne lui conseille pas, comme eût fait à sa place un Sénèque, un Epictète ou un Marc-Aurèle, de s'élever au-dessus de sa maladie, et de puiser des consolations ineffables dans la liberté intérieure de son âme. Il sait ce que vaut la liberté d'un lépreux, d'un lépreux, c'est-à-dire d'un homme condamné à l'isolement et au dégoût de soi-même. Il le regarde,

et à sa vue : « il est ému de compassion, » c'est-à-dire, au sens littéral, qu'il souffre avec lui de sa lèpre ; et puis, « il touche » celui que nul n'osait toucher, c'est-à-dire que, dans sa compassion pour cet homme, il se confond à tel point avec lui qu'il brave ce hideux contact et il le guérit (Marc I, 40-42). Si nous avons choisi cet exemple, c'est qu'il nous a paru rendre complétement ce qui caractérise la charité active de Jésus, savoir sa *compassion*. C'est bien ainsi, d'ailleurs, que l'entend l'Evangile. « Et le soir étant venu, dit *saint Matthieu*,... il guérit leurs malades, » et l'évangéliste ajoute : « afin que fût accompli ce dont il avait été parlé par Esaïe, le prophète, en ces mots : Il a pris nos langueurs, et il a porté nos maladies » (Matth. VIII, 16, 17). Oui, Jésus regarde en face la souffrance humaine, il l'appelle de son véritable nom, il en tressaille, il l'étreint, il s'en laisse étreindre, il guérit le misérable qui en gémissait, et comme il a guéri le lépreux, il veut guérir, se livrant à l'humiliation suprême, l'humanité de son plus implacable ennemi, nous voulons dire de la mort.

En nommant l'*humanité*, nous avons nommé l'objet même de la charité de Jésus. C'est l'humanité tout entière qu'il déclare vouloir étreindre de sa miséricorde (Jean III, 16 ; cf. X, 16), et lui, qui nourrit un pareil dessein, nous le voyons ému par la plus obscure des souffrances ! Oui, la misère du plus ignoré parle aussi haut à son cœur que celle d'une multitude ; l'Evangile applique un même terme à ce que ressent Jésus en présence de chacune de ces misères : « il fut ému de compassion (Matth. IX, 36 ; Marc I, 40), » et celui qui est venu pour sauver le monde est le même qui a voulu se dépeindre sous les traits de ce berger qui, ayant perdu une seule brebis, laisse tout et va à la recherche jusqu'à ce qu'il l'ait trouvée, et la rapporte bien joyeux (Luc XV, 5).

Si Jésus, ainsi que nous l'avons vu, envisage avec une horreur profonde les misères de ce monde, parmi ces misères il en est une qui est, pour lui, *la misère* même, celle qu'il retrouve au fond de toutes les autres, et qui excite aussi sa plus douloureuse compassion. Cette misère est le mal moral. Il l'annonce clairement, c'est au péché qu'il en veut (Matth. IX, 2 ; Jean V, 14), au péché et à la profonde inquiétude qui l'accompagne (Matth. XI, 28, 29), au péché et au fruit fatal qu'il porte dans son sein : à la mort (Jean VIII, 21, 24). A cette mort il oppose la *vie*, et la vie, pour lui, c'est la communion avec Dieu, hors de laquelle il ne reste plus à l'humanité qu'à mourir.

Qui pourrait nier qu'il ne rattache d'une manière absolue, nécessaire, à lui-même, la vie de l'humanité ? C'est lui qui *est* la

vie de l'homme : nul ne vient au Père que par lui. « C'est ici, dit-il, la volonté de Celui qui m'a envoyé, que quiconque contemple le Fils et croit en lui ait la vie éternelle ; c'est pourquoi je le ressuciterai au dernier jour » (Jean VI, 40). Mais pour qu'il devienne, pour l'Homme, la source de la Vie, il faut qu'il meure, il faut qu'il laisse sa vie propre (Jean X, 17, 18), il faut qu'il passe par l'amertume, le dépouillement, l'humiliation suprême de la mort. C'est pour cette heure, surtout, qu'il est venu (Jean XII, 27) ; c'est à cette heure aussi qu'éclate toute sa miséricorde (Jean X, 15, 17, 18 ; XV, 13), car c'est alors qu'elle passe, victorieuse, par la plus terrible des épreuves.

« La mort de Socrate, dit Rousseau, philosophant tranquillement avec ses amis, est la plus *douce* qu'on puisse désirer ; celle de Jésus, expirant dans les tourments, injurié, raillé, maudit de tout un peuple, est la plus horrible qu'on puisse craindre. Socrate, prenant la coupe empoisonnée, bénit celui qui la lui présente et qui pleure ; Jésus, au milieu d'un supplice affreux, prie pour ses bourreaux acharnés. Oui, si la vie et la mort de Socrate sont d'un sage, la vie et la mort de Jésus sont d'un Dieu. » Ce sont là d'inimitables paroles, mais qui sont bien loin de suffire à nous expliquer les angoisses et la mort de Jésus. Ces angoisses, d'ailleurs, Rousseau les ignore. « Où est l'homme, dit-il, où est le sage, qui sait agir, souffrir et mourir sans faiblesse et sans ostentation ? » — On raconte que Voltaire écrivit, en regard de ces mots, sur la marge de l'*Emile* : « Sans faiblesse ? Et sa sueur de sang[1] ? » Eh bien ! ce jour-là du moins, le philosophe de Ferney ne réussit pas à blasphémer. Bien malgré lui, sans doute, il disait vrai. Non, la mort de Jésus ne fut point exempte de ce qu'on a coutume d'appeler *faiblesse* en pareil cas. En vain chercherions-nous en lui, au moment de sa mort, l'aimable sérénité d'un Socrate, la sombre fierté d'un Brutus ou le calme puissant d'un Caton d'Utique. Pour lui, on le voit bien, la mort est pleine d'horreur ; elle n'est, avant tout, ni un triomphe, ni une délivrance, mais un ténébreux passage qu'il voudrait éviter, — et, lorsqu'elle arrive, il l'accepte, mais il ne la brave pas. Et pourtant nous sentons bien qu'il y a, au fond de tant de *faiblesse*, un héroïsme que nous n'avons rencontré nulle part ailleurs. Nous comprenons que Jésus, tel que nous l'avons connu, tremblant devant la mort, serait la plus inconcevable, la plus monstrueuse des contradictions, si la mort n'était pour lui que ce qu'elle était pour Socrate, Brutus ou Caton, — et que,

[1] Je trouve cette annotation de Voltaire, ainsi que d'autres, dans le livre de M. Gaberel, sur *Rousseau et les Genevois*, p. 71.

pour qu'il ait passé par l'agonie morale de Gethsémané, il faut qu'il ait savouré dans la mort une amertume que ces héros de l'antiquité païenne ne soupçonnaient pas.

C'est là que nous voulions en venir. Jésus ne cherche pas plus à s'élever au-dessus de la mort lorsqu'elle vient à le frapper lui-même, qu'il n'avait cherché à distraire le lépreux de sa lèpre. Il voit en elle le sinistre résumé de toutes les douleurs de l'humanité, il y voit la peine amère et sordide du péché, l'humiliation absolue infligée au révolté, et, dans la plénitude de sa liberté et de la conscience de sa justice, il fait de cette humiliation la sienne propre. De là ces tressaillements douloureux, de là ce visage abattu, de là cette « sueur de sang » dont triomphe Voltaire et dont triomphent à leur tour, depuis dix-huit siècles, tous les misérables qui ont su y reconnaître la lutte comme aussi la victoire suprême de l'amour rédempteur.

Nous avons dit que la charité de Jésus pénétrait sa vie tout entière. Elle n'en est point, pourtant, encore le dernier mot, elle n'en est point le centre, le foyer même. Il est, si nous pouvons encore appliquer une expression aussi petite à quelque chose de si grand, il est un *trait* qui domine en Jésus son amour même : nous voulons parler de l'*union* de Jésus *avec Dieu.*

On comprendra que nous soyons obligé, sur ce grave sujet, à une grande sobriété. Nous ne sommes ici, on voudra bien s'en souvenir, que simple observateur ; nous nous limitons pour le moment à ce rôle, pour ne pas sortir de notre sujet.

Une chose nous frappe dès l'abord, lorsque nous considérons Jésus dans ses rapports avec Dieu. C'est qu'il ne se donne jamais à nous comme ayant besoin du pardon de son Père. Jamais il ne fait monter vers Dieu une prière de repentance ; jamais il ne parle de péchés qu'il aurait commis, jamais il n'exprime la moindre inquiétude au sujet du salut de son âme, jamais cette âme n'est troublée que par la misère d'autrui. Bien plus, il déclare « qu'il fait toujours la volonté de son Père » (Jean VIII, 29), il défie ceux qui s'opposent à lui de le convaincre de péché[1] (Jean VIII, 46), il se présente constamment comme en possession de la vie éternelle. Etrange illusion ! dirions-nous, si nous ne le savions pas si clairvoyant en face du péché d'autrui ; orgueil inouï ! si nous ne le savions pas si humble.

[1] Ce défi resta sans réponse de la part d'adversaires qui pourtant l'épiaient avec toute la perspicacité que donne la haine sur les défauts de l'ennemi. Voir Dorner, *Supplément théologique*, 1662, p. 10.

Si humble, disons-nous, et, en effet, la forme sous laquelle nous apparaît en lui son union avec Dieu est celle de la plus absolue *dépendance*. C'est dans l'évangile de *Jean* que nous trouvons les plus humbles déclarations de Jésus au sujet de ses rapports avec le Père ; c'est surtout dans les trois premiers évangiles que nous voyons cette dépendance se traduire dans les faits. Jésus le déclare : il n'est pas venu de lui-même, c'est le Père qui l'a envoyé (Jean VIII, 42), le Père qui est avec lui, car il fait en tout temps sa volonté (Jean VIII, 29), le Père dont il tient tout ce qu'il a (Jean V, 20), tout ce qu'il dit (VIII, 16), tout ce qu'il fait (VIII, 28), le Père dont il recherche en tout temps, en toute occasion, la gloire (Jean VII, 18). Nous ne nous arrêterons pas à faire remarquer combien cette *humilité* profonde de Jésus, humilité qui le porte à détourner de lui-même tout l'honneur de ses promesses et de ses actes de miséricorde, est souverainement propre à appeler sur lui la confiance. Il invoque lui-même cette autorité : « Celui, dit-il, qui cherche la gloire de celui qui l'a envoyé est digne de foi, il n'y a point d'injustice en lui » (Jean VII, 18).

L'humilité de Jésus ne se borne pas à des déclarations, elle passe dans les faits et s'appelle l'*obéissance*. Nous ne reviendrons pas sur les luttes que Jésus eut à soutenir ; nous ne rappellerons pas Gethsémané. Nous avons envisagé ces luttes au point de vue de l'amour de Jésus ; nous pourrions les reprendre à celui de son obéissance. Son triomphe est aussi bien celui de l'absolue piété que celui de la miséricorde absolue ; nous nous trompons, il serait plutôt encore celui de l'absolue piété. « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils au monde, » dit Jésus en mettant la main à la charrue, et au soir de sa journée il s'écrie encore : « Que ta volonté soit faite, et non la mienne ! » Ce n'est pas la charité de Jésus qui détermine son obéissance, c'est son obéissance qui détermine sa charité. Ce n'est point parce qu'il aime ses frères qu'il est un avec Dieu, c'est parce qu'il est un avec Dieu qu'il aime ceux que Dieu lui a donnés : « Comme le Père m'a aimé, dit-il, ainsi je vous ai aimés. » D'ailleurs à quoi bon distinguer ? Ici, *nous sommes au centre*, ou, si l'on veut, au sommet commun où toutes les lignes se rencontrent. Obéir à Dieu et se donner aux hommes, c'est une seule et même chose ; l'absolue piété est *en même temps* l'absolue charité. Dire que Jésus est le *vrai* Fils de Dieu, vivant parmi les hommes et dire qu'il est, par son amour absolu, le Sauveur de l'humanité, c'est rendre en un pléonasme sublime tout le *caractère* de Jésus.

Mais ce n'est pas seulement par le côté de la dépendance que Jésus nous présente son union avec Dieu. Cette union est réelle,

Jésus n'est point le serviteur, il est le *Fils* de Dieu. Il peut dire à son Père avec une entière confiance : « Tout ce qui est à toi est à moi » (Jean XVII, 10). A lui appartient, à ce titre, et le droit de grâce (Luc V, 21), et la *Vie* (Jean V, 26), et le jugement sur les hommes (Matth. XXV, 31), et la royauté sur la nature (Matth. IV, 41), et cette royauté éternelle des âmes, plus glorieuse encore, et qui est peut-être la manifestation la plus authentique de sa *réelle* divinité. Et voyez avec quelle aisance il se meut au milieu de tant de richesses, quelle majesté simple il met à s'en servir! Qu'on se figure un moment un imposteur ou un fanatique se mettant quelque jour à pardonner les péchés, il périrait bientôt, non sur une croix, mais sur l'inexorable pilori du ridicule. Non, l'attitude de Jésus n'a rien de l'étranger, ni même du serviteur; plus nous le considérons et mieux nous reconnaissons en lui *le Fils unique*.

Nous sommes arrivé à la fin de notre tâche. Rappelons en quelques mots ce que nous avons voulu. Nous avons voulu acquérir, dans la mesure restreinte de nos forces, le droit de donner une réponse à une question qui se pose aujourd'hui, de plus en plus impérieuse, devant l'Eglise chrétienne : Qui était Jésus? Le monde suffit-il à nous l'expliquer? Est-il venu d'en bas, ou devons-nous le croire quand il nous dit qu'il vient d'en haut? (Jean III, 30.)

Pour cela nous avons pris son humanité au sérieux; et qui pourait nous le reprocher? De quel nom faudrait-il nommer le sentiment qui aurait pu nous empêcher de le faire, nous, qui croyons avec toute l'Eglise chrétienne à l'humanité de Jésus [1]? Nous avons accepté, dans toute sa plénitude, l'idée de son développement. Nous nous sommes demandé, sans réticence, ce qu'avait pu lui fournir le milieu où il est né, où il a grandi, où il a vécu. Et puis, nous avons essayé de rendre, non, sans doute, ce qu'il a été, mais *ce qu'il a paru;* de décrire, l'Evangile à la main, les traits principaux de son caractère.

S'il nous était permis de dire l'impression qu'a produite sur nous-même l'étude qui a servi de base à ce travail, nous dirions qu'à mesure que nous essayions de nous représenter l'image de Jésus, à mesure nous y reconnaissions l'empreinte d'une vivante unité qui faisait qu'en chaque trait de son caractère nous retrouvions Jésus tout entier. Cette impression, tout en faisant ressortir

[1] Nous nous associons de toute notre force, sur ce point, aux considérations aussi élevées que loyales du docteur Beyschlag, dans son rapport au *Kirchentag* d'Altenburg, traduit par M. Bruston. *Bulletin théologique*, septembre 1865, p. 136.)

à nos yeux l'insuffisance de notre analyse, nous rappelait ce mot qui sera toujours, quoi qu'on en veuille, le dernier mot de la critique : « Ce n'est pas ainsi qu'on invente. » Nous dirions aussi qu'à mesure que nous avancions, à mesure aussi nous eussions été tenté d'oublier, si Jésus ne nous y eût pas ramené constamment par sa miséricorde, le peuple au sein duquel il vécut, tant il lui échappe, tant son caractère domine et fait comme évanouir jusqu'à l'idéal que ce peuple se faisait de l'homme et d'un Sauveur. Nous dirions enfin que mieux nous arrivions à saisir toute la réalité profonde de l'humanité de Jésus, plus aussi nous nous sentions comme contraint de fléchir le genou et de nous écrier : *Mon Seigneur et mon Dieu!*

Puisse cette impression être partagée! Ce n'est pas dans un autre but que nous avons entrepris ce travail, et puisse la pauvreté même de l'image que nous avons osé tracer de Celui que « le Père a glorifié » contribuer à ce résultat, ne fût-ce qu'en faisant ressortir à quel point la réalité dépasse cette image[1].

ROGER HOLLARD.

[1] L'étendue déjà considérable de cet article nous oblige à retrancher de notre conclusion quelques développements. Nous ne le regrettons qu'à demi. Si l'ébauche que nous avons tracée ne se justifiait pas d'elle-même, ce ne serait pas notre conclusion qui la ferait vivre; si, au contraire, elle se justifie, le lecteur tirera de lui-même la conclusion.

LITTÉRATURE

—

ESSAI SUR LA POÉSIE PROTESTANTE

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1].

V. — LES COMPLAINTES ET LES CHANSONS PROTESTANTES.

La Réforme française éclata simultanément aux deux bouts de la société ; elle eut parmi ses premiers apôtres des nobles, des lettrés et des artisans; ses premiers martyrs furent un cardeur de laine, un étudiant et un gentilhomme, Leclerc, Pavannes et Berquin. S'il est vrai que la littérature d'un peuple soit l'expression fidèle de sa vie et le reflet de son état, nous pouvons nous attendre à voir dès l'origine les œuvres du génie réformé suivre deux courants distincts. Notre poésie protestante se divise ainsi en deux catégories, ou, pour mieux dire, il y a deux poésies protestantes complétement séparées et qui s'ignorent mutuellement : l'une noble et élégante, née sur les marches du trône et aspirant au succès, l'autre plébéienne et naïve, sortie des entrailles de la foule et conservant un caractère impersonnel. Ces deux littératures se rattachent également à la première période de la Réforme française, à tel point que nous nous sommes demandé avec quelque embarras à laquelle revient la priorité. Nous accorderons toutefois à la poésie populaire le pas sur l'autre, parce qu'elle nous paraît conserver, tout compté, un parfum et plus vif et plus original.

Le peuple a pour tout répertoire deux formes poétiques qui lui servent à exprimer et à perpétuer les événements qui le frappent, les sentiments qui l'agitent, les espérances qui l'enflamment ; tout le monde a nommé la complainte et la chanson. En France surtout, le peuple a de bonne heure mis toutes ses larmes ou toute sa malice dans ces compositions naïves. Au temps où il était en tutelle et n'avait pas le droit de dire son

[1] Voir la *Revue chrétienne* du 5 octobre 1865.

avis sur les hommes et sur les choses, il épanchait volontiers sa verve railleuse ou sympathique dans ces chants rimés, écrits seulement dans la mémoire et par conséquent insaisissables. Un jugement superficiel pourrait dédaigner cette littérature et n'y voir que l'expression de la frivolité tant reprochée à notre nation. Pour nous, nous faisons le plus grand cas de ces sincères et naïves pièces; nous y voyons l'explosion de ces émotions intimes et parfois poignantes qu'une contrainte tyrannique obligeait à dissimuler et la révélation la plus authentique des sentiments cachés de la foule. L'histoire littéraire et religieuse de nos pères serait privée de l'une de ses sources d'information les plus sûres, si quelques-uns de ces morceaux n'avaient surnagé sur l'océan de l'oubli.

Et qu'on ne leur reproche pas leur peu de valeur littéraire, car, outre que ce reproche porterait à faux dans plusieurs cas, nous croyons que la sincérité et la justesse de l'accent, le pathétique et la vérité des sentiments compensent bien en quelque chose, surtout dans des compositions purement populaires, ce qui peut manquer au point de vue de l'observation des règles prosodiques ou littéraires.

La valeur morale de ces œuvres prime infiniment à nos yeux leur valeur littéraire. Quel que fût leur caractère, en effet, triste ou gai, résigné ou satirique, ce furent là, qu'on ne l'oublie pas, non des jeux frivoles de l'esprit, mais des cris sincères du cœur. L'esprit populaire protesta à sa manière, en célébrant dans ses complaintes la mémoire des persécutés et en mettant au pilori de ses chansons celle des persécuteurs. Complaintes et chansons, tel sera, en effet, pendant deux siècles, le résumé de l'histoire poétique du protestantisme; tels seront du moins les monuments les plus sincères de cette histoire. Glorieuse littérature que celle-là, tout inspirée par les incidents d'une lutte héroïque où la foi se débattait sous l'étreinte du fanatisme.

Les premières lignes de ce long poëme de la souffrance furent écrites aux lueurs blafardes d'un bûcher. Le sang protestant avait déjà arrosé la place de Grève, mais la Sorbonne n'était pas satisfaite, et son fougueux syndic, Noël Béda, se promit d'effrayer les novateurs en frappant un gentilhomme. Louis de Berquin, après avoir échappé deux fois des mains de son adversaire, grâce à l'intervention de Marguerite de Valois, monta sur le bûcher le 22 avril 1529, et mourut en héros chrétien. Cette victoire de la Sorbonne retentit douloureusement dans l'âme des réformés qui s'étaient bercés un moment des illusions les plus flatteuses et qui avaient espéré que François Ier se rallierait à leurs principes Cette émotion se traduisit dans des complaintes et des chansons qui passèrent de bouche en bouche et allèrent porter jusqu'aux extrémités de la province le retentissement douloureux de cette immolation inique. Deux de ces morceaux sont arrivés jusqu'à nous; nous en reproduisons quelques fragments, attendu que ce sont, à notre connaissance, deux des plus anciens monuments de la littérature protestante.

La première pièce est une complainte adressée à l'âme de Berquin, par un catholique sincère qui a assisté à son supplice, et dont ce spectacle semble avoir ébranlé la foi. Tant il est vrai que la meilleure propagande est celle du martyre.

Dieu tout-puissant, en repous te maintienne
De par delà, gentille âme chrestienne...

L'auteur décrit le supplice et ses lugubres apprêts en quelques traits touchants :

Et quand tu suz, tu fleschis les genoulx,
Disant ainsi : « Jhésus, sauveur de nous,
Tu as pour moi souffert la mort très dure ;
C'est bien raison que pour toy je l'endure. »
Et là-dessus prononças maint beau traict
Consolatif, de l'Evangille extraict,
Qui tant de foy et d'espoir lors te livre
Que allant mourir te sembloit vivre.
Lors le bourreau, la main sur toy boutée,
A de ton col la chesne d'or ostée,
Et en son lieu, subit, sa propre main
Mit le cordeau cruel et inhumain,
Non pas cruel, mais plustost gracieulx,
Car par luy es hors du val soucieulx
De ce vil monde. . . . . .

N'y a-t-il pas quelque chose qui serre le cœur dans cette naïve description ? Et dans les vers suivants qui montrent l'empressement malsain d'une foule stupide, ne sent-on pas percer l'indignation d'une âme honnête :

Tous font tel chère à sa mort qui approche
Comme allons veoir ung jeu de la Bazoche.
Dames y vont, hommes chambres leur louent,
Et le Dieu sçait les beaux jeulx qui se y jouent,
Ce temps pendant que confesser on faict
Le pauvre corps que on va rendre deffaict.

L'auteur ne craint pas d'affirmer que son ami, condamné par la Sorbonne comme hérétique, est un excellent chrétien :

Las, tu mourras, comme hérèse en publicque
Plain touttefoys de la foy catholique,
Sans soustenir contre la loy de Dieu
Un seul propos. . . . . .

Le supplice de Berquin inspira autre chose que des vers élégiaques ; preuve en soit le huitain suivant :

Du faulx Barquin et de ses documents,
Dieu s'est vengé par ses quatre esléments ;
Terre luy a déuyé sépulture ;
Feu l'a destruict et sa faulse Escripture ;
Tysons par eau pluvialle arrosez,
Se sont plus fort esmeus et embrasez,
Et, pour la fin du malheureux comprendre,
L'air, par les ventz, en a receu la cendre.

Si l'on sent percer dans ces vers une protestation timide contre la Sorbonne, que dire de la chanson suivante, où l'humeur goguenarde et sati-

rique de l'esprit français se donne libre carrière aux dépens de la vieille faculté qui est narguée avec le sans-gêne le plus insultant :

La Sorbonne, la bigotte,
La Sorbonne se taira !
Son grand hoste l'Aristote,
De la bande s'ostera !
Et son escot, quoi qu'il coste,
Jamais ne la soulera !
La Sorbonne, la bigotte,
La Sorbonne se taira !

. . . . . .
Bonaventure cagotte
Plus ne s'aventurera,
Thomas qui tourne et tricotte,
Plus rien ne taquinera.
La Sorbonne, la bigotte, etc.

. . . . . .
Là où la clarté se boute
L'obscurité sortira !
L'Evangile qu'on rapporte,
Le papisme chassera.
La Sorbonne, la bigotte, etc.

. . . . . .
Jésus-Christ qui nous conforte,
Es cœurs des siens régnera !
Quoy que Sorbonne fagotte,
La Foy plus esclairera.
La Sorbonne, la bigotte, etc.

« Cette chanson, comme le dit M. Ch. Read, est un défi plein de sel et d'ironie, à l'adresse des gros bonnets de la trop célèbre Faculté de théologie de Paris. Bien que la rime n'en soit pas toujours riche, on comprend, en les lisant, combien ces couplets vifs et alertes durent avoir de succès, courant joyeusement de bouche en bouche et décochant leurs traits acérés sur la vieille *bigotte*, sur les nourrissons de *son grand hoste l'Aristote*, sur les maîtres de l'école, Nicolas de Lyra, saint Bonaventure, saint Thomas d'Aquin, Occam, Durand. On y sent ce souffle de la Renaissance qui va amener la chute de la Babylone scolastique et l'avénement de l'esprit nouveau[1]. »

Si les chansons servirent souvent au seizième siècle à venger les victimes du fanatisme en rendant odieux et ridicules leurs bourreaux, elles eurent quelquefois l'étrange mission de frayer la voie à la prédication de la Réforme. C'est le fait curieux que révèle un fragment de l'apostat Palma-Cayet[2], auquel nous empruntons les lignes suivantes :

« La façon dont usoit le Ramasseur estoit telle qu'à l'issue des grandes messes dans les villages, et quelquefois dans les villes, il se mettoit à chanter des chansons qu'il appeloit spirituelles, entremeslées de versets de pseaumes latins ; car pour lors ils n'avoient pas encore les pseaumes

[1] *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XII, p. 129.
[2] Découvert par M. Bourchenin, et publié par le *Bullet. de la Société de l'Hist. du Prot. franç.*, t. VII, p. 85.

rimés. Je vous en réciteray de deux des dites chansons, pour voir leurs formes.

« L'une estoit :

O prestres, prestres, il faut vous marier :
Cœli enarrant gloriam Dei, etc., etc.

« Ainsi continuoit par certaine rymerie fort sotte à descouvrir les vices qu'il pensoit estre en l'ordre des prestres. Ceux qu'il apercevoit y prendre goust, il les entretenoit à part de plus particuliers discours, et leur mettoit au cœur l'inimitié contre les prestres et contre toute l'Eglise.

« L'autre sorte de chansons estoit sur les cérémonies de l'ordre sacerdotal, comme la tonsure et semblable, taxant aussi par exprès leur façon de vivre; il disoit aussi, par exemple :

Letabundus:
O gras tondus, etc., etc.

« Ainsi, prenant les hymnes de l'Eglise, il faisoit trouver de la contrariété et répugnance en la vie des prestres au prix de l'ordre, et exposoit toutes les sainctes cérémonies de l'Eglise en risée par ceste rymasserie. Il ne tarde guère que quelques maistres d'eschole ne prinssent envie de suivre ceste façon, pource que le peuple s'y amusoit et y avoit du gain. »

Ce curieux fragment nous révèle un étrange mode d'évangélisation qui devait assez bien réussir auprès des gens des campagnes du Poitou que l'on *déniaisait* ainsi, pour employer l'expression de Cayet. Les renseignements nous manquent un peu sur le personnage dont il est parlé dans ces lignes; nous savons pourtant qu'il s'appelait Philippe Véron et était originaire de Poitiers. « Il se nommoit *le Ramasseur*, nous dit le peu bienveillant Rœmond, comme celui qui vouloit entreprendre de ramasser les brebis du Seigneur. Ce Ramasseur employa plus de vingt ans à ce métier, trottant et furetant partout, portant les nouvelles de la vérité. Et posé ores qu'il ne sçust presque rien, il avoit ceste prérogative d'être excellent surtout à médire des gens d'Eglise. Il avoit son emplette auprès de Calvin, duquel il portoit quelques escrits, en faisant montre par grand' merveille, comme si c'eussent été des vers de Sibylles[1]. »

Ce Véron, qui allait ainsi de village en village, chansonnant impitoyablement les moines et les prêtres, est une figure originale et peu connue des premiers jours de la Réformation française; il en fut le troubadour errant, et ses chants paraissent avoir eu un succès étendu. En était-il l'auteur? Le fragment cité plus haut ne se prononce pas sur cette question, et ce que dit Rœmond de l'ignorance du *Ramasseur* nous en ferait douter[2]. La chanson : « O prestres, il faut vous marier » (dont on ne connaît d'ailleurs que les deux premiers vers) a été attribuée sans raisons suffisantes

[1] Florimond de Rœmond, *Hist. de l'Hérés.*, liv. VII, ch. XI.
[2] La *France protestante* en fait un procureur au siége présidial de Poitiers, ce qui contredit Rœmond.

à Calvin lui-même[1]. Nous la croirions plutôt, aussi bien que la plupart de celles que chantait Véron, l'œuvre de son compagnon de travail, Albert Babinot, surnommé le *Bonhomme*, auteur d'un recueil de sonnets chrétiens, odes et cantiques, intitulé *la Christiade*. Quoi qu'il en soit, ils étaient l'un et l'autre des disciples immédiats du grand réformateur, et cela peut expliquer comment on a songé à faire remonter jusqu'à lui ce qui n'était sans doute que le résultat de leur initiative privée.

Ce qu'il faut chercher dans les chansons inspirées par les luttes religieuses du seizième siècle, ce n'est pas en général la finesse du trait, ce n'est pas surtout l'urbanité et la modération. C'étaient là des qualités inconnues au siècle de la Renaissance. Nul n'eût songé à se plaindre des plaisanteries un peu crues qu'échangeaient entre eux les chansonniers des deux partis, dans un temps où, sans étonner personne, Calvin pouvait émailler ses *Commentaires* d'injures violentes à l'adresse de ses adversaires. A défaut de cette délicatesse et de ce fini dans l'expression qui sont complétement absents des chants populaires de ce temps, ils possèdent une verve surabondante, une gaieté intarissable, une pointe satirique acérée, en un mot les vieilles qualités de l'esprit gaulois que la Réforme n'entendait pas renier.

Ce qui frappe surtout dans les vieilles chansons protestantes, c'est la hardiesse avec laquelle elles courent sus aux institutions catholiques. Rien n'est sacré pour elles, et elles ne se croient tenues à aucun respect pour les dogmes ou le culte de la masse. S'agit-il du dogme de la transsubstantiation, par exemple, à l'égard duquel le calvinisme français prit une position si tranchée? La chanson ne lui fait aucun quartier, et il n'est pas de virulences dans l'invective qu'elle ne se croie permises contre lui. L'hostie y est invariablement appelée le *Dieu de pâte*, et les chansonniers ne se mettent pas d'habitude en grands frais d'imagination pour broder sur ce thème facile et vulgaire. L'essentiel pour eux, aujourd'hui comme alors, c'est d'avoir les rieurs de leur côté, et les rieurs du temps de Rabelais n'ont pas précisément des goûts très délicats en fait de plaisanterie. C'est bien de la plaisanterie rabelaisienne, par exemple, que celle qui éclate dans cette *Chanson nouvelle, contenant la forme et manière de dire la messe, sur le chant : Hari, hari l'asne*, etc., que M. Lacour appelle « une des plus audacieuses satires qui aient été, en aucun temps, composées contre un culte dominant. » Cette chanson, qui eut un grand succès lorsqu'elle parut, en aurait moins aujourd'hui, et nous n'oserions guère nous hasarder à la faire connaître, même par extraits, à nos lecteurs[2].

[1] Voir le récit des intéressantes recherches auxquelles cette question a donné lieu, dans le *Bulletin*, t. VI, p. 18, 341, 416, et t. VII, p. 13, 85.

[2] M. Lacour a donné cette chanson aux lecteurs du *Bulletin*, t. V, p. 392. Voir pour d'autres chansons sur le même sujet, dans le même recueil, t. XI, p. 332 et t. X, p. 40.

Il y a plus de modération, pour la forme du moins, dans cette autre chanson qui prend le pape lui-même à partie, et qui s'intitule plaisamment *le Pape à la question*. Le sel n'y manque pas, comme le prouvent les trois couplets que nous en détachons, ne pouvant pas tout citer.

Tu veux grand mal à Martin,
Qui son feu toujours allume,
Feu plus clair que cristallin,
Quand le tien sans cesse fume,
Si que goutte l'on n'y voit;
La fumée tout déçoit,
Ou bien toy qui es aveugle
Et ne sçais tirer le droict.

L'on t'a appelé souvent
Pour nous donner un concile,
Qui bon fust et consonnant
A Dieu et son Evangile.
Mais Satan t'a empesché,
Qui te tient en ton péché...

D'où prends-tu l'authorité
De te faire Dieu en terre?
Ce n'est pas d'antiquité,
Car, certes, jamais saint Pierre,
Serpentine ni faucon,
Bombarde ni gros canon,
Ne fist fondre pour abattre
Boulevard ni bastillon[1].

Voilà un chansonnier du seizième siècle qui réclamait énergiquement, on le voit, contre la puissance temporelle des papes, et qui ne se gênait pas pour faire la leçon au successeur de saint Pierre.

On a pu déjà remarquer dans les quelques fragments que nous avons cités que la note qui domine dans les chansons du seizième siècle, ce n'est pas cette note grave et triste de la souffrance qui n'espère plus, — cette note-là nous l'entendrons au siècle suivant; — c'est plutôt la moquerie qui rit à pleine bouche, c'est souvent la généreuse colère de l'âme que l'injustice révolte, c'est surtout la voix claire et retentissante de la victoire, l'accent vibrant du triomphe, sinon atteint, au moins entrevu. Qu'il y ait eu là rodomontade quelquefois, nous n'en disconvenons pas, et la chanson est coutumière du fait. Une chose est certaine pourtant, c'est que, pendant presque toute la durée du seizième siècle, le peuple protestant a cru à son succès définitif en France. Le huguenot a le verbe haut, on l'a vu, même avec le pape dont le *non possumus* ne l'arrête pas. Que de chansons dans lesquelles il dépeint ironiquement la détresse où est tombée l'Eglise, comme, par exemple, celle intitulée *l'Eglise romaine aux abois* (1550):

Que ne faites-vous diligence,
Mes supposts, de me secourir?
Je suis assailli à outrance,
Je ne sais à qui recourir...
Je croy qu'il me faudra mourir.
Camars, caphars, moines tondus,
Prestres, qu'estes-vous devenus?

[1] *Bulletin*, t. X, p. 222.

Regardez ma peine et souffrance,
Et accourez de tous costés,
D'Espaigne, d'Italie et de France,
Et cest Evangile m'ostez;
Que les prédicans soient ostés
Par feu, ou nous serons perdus!
Prestres, qu'estes-vous devenus[1]?

Et cette autre sur le même thème :

Sus! cardinaux, archevesques
Et évesques,
Venez tous me secourir;
Moines, prestres et hermites,
Jésuites,
Venez, pour me voir mourir[2].

Avant de clore cette revue rapide des chants populaires et anonymes de la Réforme, nous devons dire quelques mots d'un intéressant recueil, intitulé *Cantiques d'un Huguenot,* que M. Lacour a remis en lumière[3]. C'est une série de huit complaintes sur les événements qui ont intéressé les réformés pendant les règnes de Henri II et de François II, de 1560 à 1562. Ces commentaires poétiques d'un protestant ont un cachet de sincérité fort remarquable, et sont empreints d'une grande élévation morale. Ecrits sous l'inspiration de la souffrance, ils sont tout humides des larmes des victimes et du sang des martyrs; si l'expression n'y est pas toujours à la hauteur du sentiment, le sentiment y déborde toujours avec une surabondante énergie. Rien ne ressemble moins que cette grave et longue complainte aux chansons satiriques que nous venons de parcourir; l'auteur souffre trop pour railler; il a plus envie de gémir que de rire. Mais ces gémissements qui lui échappent en face des douleurs de ses frères n'ont rien d'efféminé; les mâles pensées et les grandes résolutions s'y mêlent naturellement. Il y a quelque chose de fortifiant dans la lecture de ces pages, surtout quand on les oppose à celles que dictait l'adulation à la même époque; on se sent heureux de rencontrer un homme à l'âme pure et généreuse, dans un temps où la cour des Valois tenait école d'avilissement et de scandale; le caractère huguenot se détache vivement avec sa trempe virile sur le fond un peu terne de ces complaintes, et, après les avoir lues, on se sent plein d'admiration pour ce peuple héroïque qui savait revendiquer ses droits, mais qui savait aussi mourir pour sa foi.

Charles IX vient de promulguer son édit de juillet 1561 qui défend, sous les peines les plus sévères, l'exercice du culte réformé. Voulez-vous connaître l'attitude de ce huguenot en face de la persécution qui lève déjà son glaive meurtrier? Ce n'est pas un cri de révolte qu'il fait entendre, ce n'est pas un appel aux armes. Il encourage ses frères à la fidélité et à la patience; il les supplie de ne pas reculer devant le martyre,

[1] *Chansons spirituelles*, 1569. *Bulletin*, t. X, p. 440.
[2] *Chansons spirituelles*, La Rochelle, 1606.
[3] *Bulletin*, t. V, p. 382, 507.

Car ceste dure contrainte
Jusqu'à l'âme ne s'estend.

Il ne craint pas d'envisager pour lui-même les sombres perspectives qu'ouvre devant lui l'édit du roi :

Quant à moi je ne pense vivre
Qu'avec ce qu'il interdit,
Aussi le mien cors je livre
Aux peines de son édit ;
Qu'il me commande exiler,
Qu'il fasse mes os brûler ;
Qu'il m'estrangle d'une corde,
Je le veux et m'y accorde.

Quels accents de noble indépendance que ceux-là ! et quel défi jeté à la face d'un roi qui croit pouvoir se jouer des convictions de ses sujets ! Cette ténacité indomptable en face des supplices était bien la meilleure des résistances et surtout la plus féconde.

L'édit de janvier 1562 vient rendre quelque espérance aux réformés, et voilà notre poëte qui entonne un cantique d'actions de grâces. Mais, hélas ! sa joie est de courte durée, et la nouvelle du massacre de Vassy ne tarde pas à faire vibrer dans son âme les cordes sonores de la douleur et de la sympathie :

Hélas ! qui eust veu à l'heure
Ce pauvre troupeau chassé :
L'un rend l'esprit, l'autre pleure,
L'un s'enfuit, l'autre est blessé.
Ce vieillard, de main tremblante,
Couvre la plaie sanglante
De l'enfant prêt à mourir,
Et la mère, entre les armes,
Vient de ses dolentes larmes
Trop tard son fils secourir.

La femme, parmy la presse,
Voit son mary estendu,
Et mesle un pleur de tristesse
Avec le sang espandu !
L'enfant suit de près la mère,
Et voyant son pauvre père
Gésir mort entre les mors,
En vain : « Mon père ! » il s'écrie,
En vain de parler le prie,
En vain soulève son cors.

Le sang qui de course prompte
S'estend à l'entour du lieu,
D'un cry qui jusqu'au ciel monte
Demande vengeance à Dieu.
. . . . . .
Sus donc, ô Dieu, prends les armes,
Venge ce sang espandu ;
Seigneur, tu as vu nos larmes,
Tu as nos cris entendu.

Nous abrégeons à regret nos citations, nous bornant à recommander à l'attention de nos lecteurs cette longue complainte dont l'inspiration est en général si énergique.

Résumons-nous. Les chansons et les complaintes protestantes du seizième siècle sont des œuvres anonymes et impersonnelles, écloses sous l'influence des grandes préoccupations religieuses de ce temps. Cela même explique leurs qualités et leurs défauts. Ce qui en fait le mérite à nos yeux, c'est moins cette vivacité d'accent qu'elles ont en commun avec tant d'autres œuvres du génie français, que l'énergie de la foi qu'elles dénotent ; ce que nous y cherchons le plus volontiers, ce n'est pas le littérateur, c'est le huguenot, ou plutôt c'est le chrétien, c'est l'homme. L'étude de ces curieux monuments de la Réformation française peut être d'un précieux secours à l'historien qui cherche dans le caractère et dans les principes des hommes les causes cachées des événements. Cette considération nous servira d'excuse auprès de ceux de nos lecteurs qui nous reprocheraient de nous être attardé trop longtemps dans la compagnie de ces bardes inconnus de la Réforme.

VI. — MARGUERITE DE VALOIS ET SON GROUPE LITTÉRAIRE.

Des plus humbles classes de la société où nous avons vu naître et grandir une forme originale et naïve de la littérature protestante, nous remontons, avec Marguerite de Valois, aux classes les plus élevées. C'est sans scrupule que nous faisons figurer son nom ici, car, quelles que soient les contestations que l'on puisse élever au sujet de la religion définitive de la sœur de François Ier, personne ne nie qu'il y ait eu dans sa vie une période pendant laquelle elle favorisa hautement les idées nouvelles. Or, ce fut à cette époque qu'elle produisit ses œuvres poétiques les plus importantes. Et, comme nous le verrons, les contemporains ne se méprirent pas sur la couleur religieuse de ces productions.

La composition du petit groupe littéraire qui se réunissait alors autour de Marguerite indique suffisamment d'ailleurs de quel côté penchaient ses sympathies ; il se forma généralement des transfuges de l'ancien culte qui venaient demander un abri contre les colères de la Sorbonne à cette princesse qui les avait entendues gronder autour de sa propre tête.

L'existence même de ce groupe n'est pas en contradiction avec la remarque que nous avons faite sur l'absence d'unité et de discipline parmi les littérateurs de la Réforme au seizième siècle. Il manqua toujours d'homogénéité et au point de vue littéraire et au point de vue religieux. Marguerite ne se piquait pas de faire école ; pour voir s'ouvrir les portes hospitalières du château de Pau, il ne fallait ni adopter un mot d'ordre mystérieux ni courber la tête devant une consigne sévère ; le malheur et le talent étaient les seuls titres réclamés. La bonne souveraine recevait avec une égale bienveillance les savants dont la science hardie portait ombrage à la Faculté, les esprits indépendants ou aventureux qui avaient

besoin d'un peu de liberté, et les partisans des nouvelles doctrines qui voulaient échapper au bûcher. On a de la peine à imaginer comment tous ces suspects et tous ces proscrits si divers d'éducation et de principes réussissaient à faire bon ménage ensemble. La cour de Pau était ainsi à la fois un rendez-vous de beaux esprits sceptiques et un foyer de réforme religieuse ; la reine s'efforçait d'abriter simultanément dans son esprit comme sous son toit les deux grandes préoccupations du siècle, partout ailleurs divisées, et qui avaient produit la Renaissance et la Réforme. De là, dans ce petit monde, des contrastes tranchés et d'étranges contradictions : on célébrait la cène protestante dans les caves du château et on jouait la comédie dans les salons ; Marguerite échangeait avec Briçonnet des lettres pleines du mysticisme le plus raffiné et avec Marot des poésies érotiques pleines de grâce et de fraîcheur; elle passait de longues heures dans de graves et religieux entretiens avec Le Fèvre d'Etaples et Calvin, et dans de *joyeux devis* avec Bonaventure Desperriers, Claude Gruget, Pierre Le Maçon, pour qui elle faisait des contes dans le genre de ceux de Boccace; elle dictait à ses secrétaires les pages émues de ses poésies mystiques et les pages bouffonnes de l'*Heptaméron*. L'éclectisme de la bonne reine de Navarre ne pouvait évidemment pas aboutir à quelque chose de fécond en religion pas plus qu'en littérature. Son influence sur les progrès des idées nouvelles paraîtra considérable, si l'on se rappelle qu'elle arrêta souvent le bras de son frère prêt à frapper, et qu'elle fit de son royaume l'asile des persécutés; mais cette influence fut indirecte et timide; elle empêcha le mal sans toujours faire le bien. L'amitié de Marguerite procura à plusieurs écrivains protestants la sécurité et la liberté si nécessaires aux œuvres de la pensée; elle n'aspira pas à un rôle plus élevé que celui-là; pour régner sur les hommes qui se groupèrent autour d'elle, il lui manqua deux choses : le prestige d'une supériorité intellectuelle incontestable et l'ascendant d'une foi décidée. On aime à se représenter une Marguerite un peu plus convaincue dans le sens de la Réforme et un peu moins idolâtre de son frère, avec les vertus et la piété qu'eut plus tard sa noble fille Jeanne d'Albret, et l'on se demande si, douée des beaux talents qu'elle possédait et de cette grâce enchanteresse qui captivait tout le monde, elle n'eût pas entraîné la France après elle dans les voies nouvelles. Elle aurait tout au moins formé des protestants de meilleur aloi que le *gentil* Marot et que le satirique Desperriers.

Ce fut à partir de l'année 1525 que Marguerite s'occupa avec le plus d'ardeur de questions théologiques et témoigna le plus ouvertement sa sympathie aux luthériens. Et ce fut à cette même époque qu'elle composa son principal ouvrage poétique, le *Miroir de l'âme pécheresse*, qui parut à Alençon en 1531. Ce poëme, long de seize à dix-sept cents vers, est le développement de cette parole du Psalmiste : « O Dieu, crée en moi un cœur pur! » C'est l'effusion mystique d'une âme que les grands

problèmes de la vie morale ont sérieusement préoccupée. Le sentiment du péché lui inspire des gémissements douloureux :

Est-il de mal si profond abysme,
Qui suffisant fust pour payer la disme
De mes péchés ?

En moy je sens la force du péché
Dont moindre n'est mon mal d'estre caché.
Tant plus dehors se cèle et dissimule,
Plus dans le cœur s'assemble et accumule.
Ce que Dieu veult, je ne le puis vouloir :
Ce qu'il ne veult, souvent désire avoir.

C'est bien à l'école des réformateurs que la reine de Navarre a appris à donner une telle importance à la violation de la loi morale. Soyez assurés aussi qu'avec de pareilles idées sur la gravité du péché, elle ne songera pas à aller en demander la délivrance à de petites pratiques superstitieuses. Le corollaire obligé d'une semblable appréciation c'est la doctrine même au nom de laquelle se leva Luther, le salut par la foi, et que Le Fèvre d'Etaples et Farel ont enseignée à Marguerite. Aussi trouve-t-elle une énergie remarquable pour décrire les certitudes souveraines de la foi qui se repose sur Jésus-Christ et qui trouve le pardon au pied de sa croix :

Verbe divin, Jésus-Christ salvateur,
Unique Fils de l'éternel Auteur,
Premier, dernier, de tout instaurateur,
Evesque et roy, puissant triomphateur,
Et de la mort par mort libérateur.
L'homme est par foy fait fils du Créateur ;
L'homme est par foy juste, saint, bienfaiteur ;
L'homme est par foy remis en innocence ;
L'homme est par foy roy en Christ régnateur ;
Par foy j'ay Christ et tout en affluence[1].

L'auteur de ces vers prouvait qu'elle avait pris au sérieux sa belle devise : *Non inferiora secutus*. Seulement, les hauteurs où elle montait sont de celles où il faut porter, outre la droiture d'une âme avide de vérité, la simplicité naïve d'un enfant. Marguerite n'était pas simple ; son style a une affectation de mysticisme qui rebute le lecteur le mieux disposé ; la pensée, à force de subtilité et de recherche, devient souvent incompréhensible. Il est malheureux qu'elle ne rachète pas par l'élégance de ses vers ce qui manque à sa pensée ; ils sont en général faibles et d'un tissu lâche, et ressemblent trop souvent à de la prose rimée.

Certes, on ne trouve pas dans ces poésies l'accent réformé dans toute sa pureté ; le jargon mystique appris par Marguerite à l'école de Briçonnet ne ressemble guère au style si net et si précis de Calvin. Toutefois, il est permis à la Réforme de revendiquer ces œuvres et d'en être fière, car l'inspiration qui y domine est bien celle qu'elle est venue apporter au monde.

[1] *Discord de l'esprit et de la chair*, p. 73.

Les amis et les ennemis des nouvelles doctrines ne se méprirent pas d'ailleurs sur la nature de cette inspiration. Tandis que les protestants faisaient un accueil enthousiaste à ce modeste volume où ils reconnaissaient leurs principes, la Sorbonne, n'y trouvant ni la Vierge, ni les saints, ni le purgatoire, en défendit sévèrement la lecture et souleva si fort le fanatisme contre la sœur du roi qu'il fallut que François Ier intervînt lui-même pour imposer silence à l'ombrageuse faculté. Théodore de Bèze, dans son *Histoire ecclésiastique*, indique l'apparition du *Miroir de l'âme pécheresse* au nombre des faits importants des débuts de la Réforme française. On ne peut que la féliciter en effet d'avoir su inspirer, dès ses premiers jours, un tel livre qui, s'il ne semble pas promettre une littérature bien brillante, est de bon augure au point de vue de ses tendances morales et religieuses.

La persécution devait donner bientôt à la poésie protestante une inspiration plus juste et plus originale. Le talent de Marguerite lui-même se transfigure lorsqu'il aborde de quelque côté ce thème émouvant. Ecoutez-la dans cette touchante complainte qu'elle composa, dit-on, pour Louis de Berquin. Voici en quels termes elle fait parler à Dieu le pauvre prisonnier :

O sûreté, secours, accès, refuge,
De l'affligé, de l'orphelin le juge!
Les huys de fer, ponts-leviers et barrières
Où suis serré me tiennent bien arrière
De mes prochains, frères, sœurs et amis.
Mais toutefois, quelque part que sois mis,
On ne saurait tellement fermer l'huys
Que tu ne sois tout soudain où je suis[1].

On possède de Marguerite de Valois plusieurs moralités dont les sujets sont empruntés au Nouveau Testament. On sent percer dans ces ouvrages, au dire du savant bibliophile Jacob, les convictions protestantes de la reine : « On y trouve, dit-il, un mysticisme beaucoup plus élevé que dans la plupart de ces sortes d'ouvrages, mais peut-être moins de naïveté. En général, dans ces pièces, comme dans toutes ses poésies spirituelles, Marguerite semble avoir toujours en vue cette parole de saint Paul : *In Adam omnes moriuntur; in Christo omnes vivificabuntur ;* ce qui, appliqué sans doute dans son esprit à quelques idées de réforme qu'elle n'osait manifester, donne à sa pensée je ne sais quelle couleur de nouveauté vague et obscure, qui devait parfaitement entrer dans le goût des premiers luthériens[2]. »

La reine de Navarre avait fort à se plaindre du clergé, qui avait fait

[1] *Marguerites de la marguerite des princesses*, t. I, p. 45. — Ce fut aussi dans toute l'excitation de ces premières luttes que la reine de Navarre composa un cantique qui est une glorification des martyrs de la foi et dans lequel elle a mis toute son âme. Nous citerions volontiers ce morceau remarquable, s'il n'avait déjà trouvé place dans cette *Revue*, dans le beau travail de M. Jules Bonnet, sur les derniers jours de Lefèvre d'Etaples (*Rev. chrét.*, 1862, p. 595).

[2] L'*Heptaméron* (édition P.-L. Jacob), p. XXI de l'Introduction.

tout ce qui était en son pouvoir pour la brouiller avec son frère et pour la rendre suspecte. Elle se vengea, non en le persécutant (elle avait l'âme trop bonne pour y songer), mais en riant à ses dépens. On a souvent remarqué qu'elle ne se gênait pas pour donner invariablement aux prêtres et aux moines les plus détestables rôles dans les récits de l'*Heptaméron*. Elle occupa aussi plus d'une fois ses loisirs à écrire contre eux de petites comédies satiriques fort épicées, qui faisaient les délices des beaux esprits qui l'entouraient. Avec une liberté d'allures et une vivacité de couleurs que permettaient les habitudes littéraires du temps, elle tourna en ridicule leurs travers et fit la satire de leurs mœurs. Une de ces pièces, publiée pour la première fois par M. Leroux de Lincy, a pour titre *l'Inquisiteur* et est très hardie. Elle appartient certainement à la période franchement protestante de la vie de Marguerite, et à ce titre elle se rattache de très près au sujet de notre étude; nous ne pouvons donc pas négliger d'en donner une courte analyse que nous empruntons à son savant éditeur : « Un inquisiteur de la foi, depuis longtemps docteur en Sorbonne, se plaint de l'extension que prennent chaque jour les nouvelles doctrines religieuses. Il se promet bien de déployer, contre tous ceux qui s'en montreront partisans, la sévérité la plus grande, à moins pourtant qu'ils ne se rachètent à prix d'argent. Il sort en compagnie de son valet, et veut empêcher plusieurs petits enfants de se livrer à leurs jeux; mais ceux-ci se moquent de lui. Il adresse à l'un d'eux plusieurs questions auxquelles le jeune enfant répond avec beaucoup de sens. Ses compagnons et lui chantent en chœur les Psaumes de David (le psaume IIIe de la traduction de Marot). L'inquisiteur étonné revient au véritable principe de la religion qui est la tolérance et renonce à ses fonctions. »

L'idée de mettre en scène un inquisiteur de la foi était fort hardie; l'idée de le convertir à la tolérance était originale et malicieuse. Marguerite employait ainsi avec succès cette arme du ridicule que les chansonniers protestants employaient aussi. Il y a de la verve dans cette pièce, dont les vers sont loin d'être sans valeur, témoin les suivants qui renferment l'exposition de principes de l'inquisiteur :

... Il vaut mieux qu'un homme innocent meure
Cruellement, pour estre exemple à tous,
Que cest erreur plus longuement demeure,
Par qui noz loiz vont sans dessus dessoubz.
Si l'homme meurt, innocent, simple et doulx,
Bien heureux est, au ciel trouvera place;
S'il est maulvais, soustenir pourvons-nous
Qu'en le faisant mourir, on lui faict grâce;
Bons et maulvais, la chose est claire et ample,
J'envoye au feu quand me sont présentez,
Je n'ay regard seulement qu'à l'exemple,
Et ne me chault de tous les tourmentez.

Ce morceau, si naïvement comique, serait presque digne de l'auteur du *Tartufe*.

Les contes de la reine de Navarre, bien supérieurs en originalité et en

naturel à ses poésies, leur ont fait tort. Comme poëte pourtant, elle mérite d'être lue; elle excelle dans le genre badin et gracieux ; on a pu dire que telles de ses pièces ne le cèdent en rien aux meilleures de Marot et de Saint-Gelais. Elle réussit moins bien dans le genre sérieux, le seul où nous ayons eu à nous occuper d'elle. Rien d'étonnant à cela d'ailleurs. Au seizième siècle, la langue n'est encore qu'un instrument imparfait et rebelle qui ne se plie pas à toutes les exigences de la pensée; apte, par sa naïveté même, à exprimer les sentiments tendres et gracieux, elle n'a pas un clavier assez étendu pour rendre les perceptions élevées de l'âme et les grandes émotions qui la bouleversent profondément; lorsqu'elle s'y essaye, elle échoue en général et ne réussit qu'à balbutier confusément. Cette remarque s'applique à tous les poëtes de la Renaissance qui nous ont laissé de charmantes petites pièces, mais dont toutes les grandes tentatives lyriques ou épiques ont misérablement avorté[1].

Nous aurons l'occasion de parler de plusieurs poëtes protestants dont la reine de Navarre fut le Mécène. Disons seulement ici que sa fille et sa petite-fille héritèrent de ses talents littéraires. Jeanne d'Albret cultiva la poésie dans les rares loisirs de sa noble et orageuse vie. On ne possède d'elle que quelques sonnets qui ne permettent pas de juger son talent. Il est permis de croire que si elle eût joui de l'existence paisible de sa mère, elle aurait exercé une influence aussi considérable et plus féconde sur les beaux esprits de son temps. Dieu lui fit d'autres destinées qu'elle remplit d'une manière admirable. Néanmoins elle tint à honneur de protéger plusieurs littérateurs et plusieurs savants; Du Bartas, entre autres, lui dut en partie l'inspiration et le courage nécessaire pour entreprendre ses grandes œuvres; elle éclaira de ses conseils le talent de l'une de ses filles d'honneur, Georgette de Montenay, qui écrivit, à l'imitation d'Alciat, des *Emblesmes chrestiens* en vers, qui eurent un grand succès et qui ne manquent pas de mérite[2].

On raconte que, le 21 mai 1566, Jeanne visita les ateliers d'Henri Estienne, et qu'en lui témoignant toute son estime, elle voulut lui laisser, en souvenir de sa visite, quelques vers qu'elle improvisa sur l'heure. Nous les citons, moins à cause de leur valeur poétique, que parce qu'ils sont caractéristiques et que l'avenir devait donner un cruel démenti aux espérances qu'ils exprimaient :

Art singulier, d'icy aux derniers ans,
Représentez aux enfants de ma race
Que j'ay suivi des craignans-Dieu la trace,
Afin qu'ils soient les mesmes pas suivans.

Catherine de Bourbon, duchesse de Bar, eut toutes les vertus et tout

[1] Nous renvoyons ceux de nos lecteurs qui voudraient connaître, sous tous ses aspects, l'intéressante et un peu mystérieuse princesse dont nous venons de nous occuper, à la notice si complète et si remarquée qu'une plume anonyme a écrite dans la *Revue chrétienne* (t. VIII, p. 178, 252, 320).

[2] Voir sur cet auteur le *Bull. de la Société de l'Hist. du Prot. franç.*, t. XIII, p. 129, et l'article de la *France protestante*.

l'héroïsme de sa mère dans une position bien différente et bien moins en vue que la sienne. C'est elle qui répondait à toutes les obsessions de son frère Henri IV, qui voulait la décider à abjurer comme il l'avait fait lui-même : « Non, jamais je ne serai d'une religion où il me faudroit croire que ma mère est damnée. » Les quelques poésies d'elle, que M. Jules Bonnet a publiées, ont un caractère remarquable : elles expriment des sentiments émouvants dans une langue qui est presque celle de Malherbe. « Ses poésies nous initient, dit son savant éditeur, à l'un de ces drames intimes de l'âme qui n'étaient pas rares au seizième siècle, et dans lesquels la foi, luttant contre les affections de la terre, sortait victorieuse du combat, mais non sans douleurs. . On ne peut pas lire sans émotion ces fragments poétiques. C'est que les vers de Catherine de Navarre ne sont pas un jeu stérile de l'esprit : ils sont nés dans l'affliction et les larmes ; ils nous apportent la révélation de luttes et de souffrances morales inséparables des siècles de foi, et dont les siècles de doute ne perdent pas entièrement le secret[1]. »

Nous connaissons peu de poésies au seizième siècle qui portent un cachet plus religieux et en même temps plus intime et plus personnel que ces quelques pièces arrachées à l'oubli. Nous nous contenterons de citer un sonnet :

O Dieu ! tu as promis par ta bonté divine,
D'ayder aux affligés, qui ont recours à toy.
Mon cœur est plein d'ennuy, Père, console-moy,
Fay-moy sentir l'effect de ta faveur bénigne.

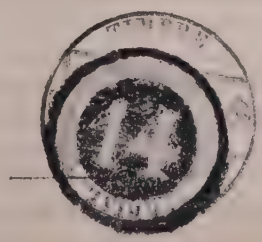
Je sçay que mes péchés appellent ma ruine,
Je sçay que tous les jours je transgresse ta loy,
Que je ne te sers pas ainsi comme je doy,
Que mon esprit mondain de pardon est indigne.

Hélas ! je recongnoy que je t'ay irrité
En cent et cent façons, dont j'ay bien mérité
Ce rude chastiment pour punir mon offense.

Mon péché me desplaît ; pardonne-moy, Seigneur ;
Regarde à ta promesse et non à mon erreur ;
J'espère en ta bonté, non en mon innocence.

(*Suite.*) MATTH. LELIÈVRE.

[1] *Bulletin*, t. II, p. 141.



PSYCHOLOGIE

—

DE LA VOLONTÉ ET DE SA RÈGLE[1]

La terre qui tourne, le vent qui souffle, la mer qui s'agite, la pierre qui tombe, la plante qui croît, sont dénués de volonté. Il n'y a là qu'une force aveugle, rien de réfléchi ni de conscient; là, tout s'ignore.

Il en est autrement de l'homme; l'homme a une volonté: la volonté est en l'homme une faculté personnelle et morale; elle est une force de l'âme; l'homme en a conscience, il s'en rend compte, il en est responsable. La volonté est placée au fond de l'être humain; elle est à la base de toute action réfléchie, de tout effort senti, raisonné; elle se mêle au sentiment, à l'intelligence, à la raison, mais elle en est distincte; elle est contemporaine du moi; elle est le moi en puissance comme en acte; elle peut être réveillée, sollicitée par un accident quelconque, mais elle est au-dessus de tout accident; elle peut y céder, s'y refuser et montrer par là qu'elle n'est pas une pure force comme celles de la matière.

La volonté peut être aux prises avec tout ce qui l'environne; elle peut subir l'influence des choses et des hommes sans cesser de s'appartenir, d'être maîtresse d'elle-même, de ses déterminations; rien ne saurait lui faire échec nécessairement, et tout pouvoir, toute autorité non consentie ne sauraient la vaincre.

La volonté cependant n'est ni indépendante ni souveraine; autrement, elle serait illimitée, ou en droit de faire ce qui lui plaît, bien ou mal. Elle n'est pas illimitée, car elle est créée, et il n'y a d'illimité que la volonté de Dieu, qui crée. Elle n'a pas le droit de faire ce qui lui plaît, car un tel droit n'appartient à personne, non pas même à Dieu.

La volonté est donc subordonnée, elle a donc une règle. Mais où est et quelle est cette règle? Ici les avis ne sont pas les mêmes; ici les sentiments diffèrent. Cette règle, on l'a placée ici et là; le plus souvent, on l'a mise où elle n'est pas, au lieu de la mettre où elle est. Les uns l'ont mise dans la volonté elle-même; les autres l'ont mise dans le sentiment,

[1] Les discussions engagées sur la morale indépendante donnent un grand à-propos à ce sujet qui, du reste, supporte bien des divergences secondaires dans l'accord fondamental. (*Réd.*)

d'autres l'ont mise dans la raison, dans la conscience, c'est-à-dire en l'homme. Mais d'autres, et nous sommes du nombre, l'ont mise en Dieu.

1° La règle de la volonté ne saurait être la volonté. — Dès qu'il est admis que la volonté a une règle, il y a la volonté et il y a sa règle ; la volonté est une chose et la règle une autre ; il y a dualité.

Une règle oblige ou elle n'est pas. Or partout où une règle oblige, il y a la règle qui oblige et celui qu'elle oblige. Si la volonté devait régler la volonté, la volonté aurait à remplir le double rôle que voici : elle aurait à la fois à se commander et à s'obéir ; elle aurait à se donner des ordres et à les exécuter; elle serait en même temps maîtresse et servante, libre et esclave, dépendante et indépendante d'elle-même, ce qui implique contradiction. Nous concluons donc que si la volonté était sa règle, elle serait privée de toute règle. La règle de la volonté n'est donc pas la volonté. Elle n'est pas non plus le sentiment.

2° Le sentiment est une manière d'être de l'âme autre que la volonté; il est plutôt affection. — Or l'affection suppose un objet à qui elle se rapporte, de qui elle dépend ; or ce qui dépend, n'importe de qui, de quoi et dans quelle mesure, ne saurait être une règle ; une règle est au-dessus de tout, elle est souveraine, elle n'est pas subordonnée, ou elle n'est rien.

Le sentiment n'a rien de constant, de permanent, d'absolu ; il est par nature, variable, changeant; il a plus ou moins d'intensité et de durée, d'un homme à l'autre et souvent chez le même homme. — Il est ou fort ou faible, vif ou languissant, bouillant ou froid, impérieux ou énervé. Il y a plus, le sentiment se fait souvent obstacle dans le même individu et combien plus d'individu à individu. Je puis à la fois éprouver pour quelqu'un un sentiment de sympathie et d'aversion, de support et d'impatience, selon le point de vue où je me place. Je puis vouloir secourir un homme en danger, et être retenu par la crainte de m'y exposer; le malheur d'autrui peut nous toucher et nous émouvoir et, par un retour soudain sur nous-mêmes, nous pouvons être refroidis et paralysés. Je puis être sollicité par un sentiment de défiance et par un sentiment d'espoir, par un sentiment d'humilité et par un sentiment d'orgueil, je puis hésiter entre le renoncement et la recherche de moi-même. Combien de fois un sentiment généreux, libéral est étouffé aussitôt par un sentiment d'égoïsme; combien souvent la haine remplace d'un moment à l'autre l'amour, et la dureté la tendresse dans les cœurs. Dans ces alternatives, quel sera le sentiment auquel il faudra obéir? Quel sera celui qui devra servir de règle?

Le sentiment, on le voit, est divers, souvent opposé à lui-même : il est multiple et complexe, comme l'occasion qui le provoque et le mobile qui le fait naître.

Il est soumis aux temps, aux circonstances, il se produit et se meut au sein de ce qui est contingent et en plus d'un cas fortuit. — Or une

règle qui n'est pas une, une règle qui n'est pas la même pour tous, partout, toujours, n'est pas une règle.

Le caractère d'une règle, c'est d'être immuable, universelle, éternelle, absolue; il lui faut un fondement ferme, inébranlable, un point fixe, et non, pour base, pour appui, un sable mouvant. Ce n'est pas tout : le sentiment est proche voisin de la sensibilité; il se confond en plus d'un point avec elle; il tient autant de l'intérêt que du devoir; il se rapporte peut-être plus à ce qui s'appelle bonheur qu'à ce qui s'appelle vertu. Or, dans ce que le sentiment tient de l'intérêt, il ne peut être règle morale, règle de la volonté.

Entre l'intérêt et une règle morale, il y a une différence radicale, il y a un abîme. Sous aucun rapport donc on ne peut prendre le sentiment pour servir de règle à la volonté.

Si l'un devait être la règle de l'autre, la volonté serait plutôt la règle du sentiment que le sentiment la règle de la volonté. Une règle est nécessaire à l'un comme à l'autre, et cette règle reste à trouver.

La chercherons-nous dans la raison, selon le sentiment de plusieurs et non des moins considérables?

3° La raison a un grand rôle à jouer au sein de l'humanité. La raison est moyen de connaissance; elle est lumière, intelligence, jugement. — Son rôle, c'est de connaître ce qui est, d'observer, d'étudier les choses, de les rapprocher, de les comparer, de juger des effets par les causes et des causes par les effets; de remonter, puis de descendre des unes aux autres. Tout objet de connaissance est de son ressort.

La raison a pour champ l'univers : Dieu, l'homme, le monde rentrent dans sa sphère; elle veut tout savoir : ce qui est le principe de ce qui est, le commencement, le milieu, la fin de ce qui est, le but de tout, la raison de tout.

La raison s'informe de la place que l'homme occupe, d'où il vient, où il va, ce qu'il est, ce qu'il fait, pourquoi il est. Elle peut jeter sur tout cela ses clartés, elle en a le droit. Elle y tâche; elle a tenté de constants efforts, des efforts gigantesques, extraordinaires, incessants pour y parvenir.

La raison étudie la volonté comme le sentiment, comme tout le reste; elle n'est pas la volonté, pas le sentiment, mais elle appartient à l'homme; elle est une de ses aptitudes, une de ses facultés comme eux; elle est en quelque sorte les yeux et les oreilles, c'est-à-dire l'organe de la vérité dans l'homme, bien plus que la règle de ses actions, de sa volonté.

Pour être la règle de la volonté, la raison doit être au-dessus de la volonté et plus forte qu'elle. Elle doit être une force morale, préposée à la garde et au commandement de la volonté ou de l'être moral en nous. Elle doit avoir l'autorité de se faire obéir, sans faillir jamais à son mandat.

La raison doit toujours être sûre d'elle-même; elle ne doit jamais faillir dans ses jugements, jamais être en défaut de vigilance et d'intégrité;

elle ne doit jamais conniver avec la volonté dans ses défaillances; elle a besoin d'être inaltérable et infaillible, de dominer la volonté de toute la hauteur d'une loi inviolable et suprême. Il faut que ses titres de souveraine puissance ne puissent être ni suspectés ni violés, sans crime ni offense; il faut que la raison ait en elle-même tout ce qu'il lui faut pour se faire respecter, non pas seulement d'un homme, mais de tous les hommes, en tout temps et sans cesse, d'une manière absolue. Or, nous doutons que la raison atteigne à cette hauteur; il lui faudrait dépasser l'homme, être plus qu'humaine ou surhumaine, mais cela n'est pas.

Ma raison est à moi, ma raison c'est moi; elle est humaine comme ma volonté, comme mon sentiment, etc.; elle ne saurait être plus élevée que ma nature; mes limites sont ses limites, mes qualités, mes défauts sont les siens. Elle a part à mes infirmités, à mes défaillances. Son jugement n'est pas toujours lucide, sa voie toujours lumineuse, ses arrêts toujours irrévocables. Elle a ses obscurcissements, ses éclipses; elle est souvent cause d'erreur; elle fait souvent fausse route; elle se trompe maintes fois dans ses appréciations. Elle est le plus souvent forcée de faire maints détours pour arriver à la vérité; c'est beaucoup plus rarement qu'elle tombe d'aplomb sur elle-même, qu'elle la voit, la surprend comme d'intuition. Il lui faut de longs raisonnements; elle est discursive, c'est à force de déductions, à force d'inductions, presque jamais immédiatement, directement que la conclusion se trouve au bout d'une chaîne difficile, laborieuse, souvent arrêtée, plus d'une fois interrompue ou cachée, qui oblige à recommencer tout de nouveau un travail hérissé de difficultés et plein de fatigues.

N'est-il pas arrivé, n'arrive-t-il pas tous les jours que le même individu, qui, à grand renfort d'études, de soins, de fatigues, avait élevé un système et formulé une doctrine ou un ensemble de doctrines qu'il croyait inattaquables, a changé de manière de voir, a modifié, transformé, renversé son édifice pour lui en substituer un autre sans plus de chance de durée peut-être que le premier.

Et si le même individu persiste dans sa manière de voir, s'il reste fidèle à son système, ce système restera le sien, il ne sera pas celui des autres, du moins de tous. Il y a plus, si cet individu a des disciples, voici ce qui arrivera : après l'avoir suivi quelque temps, ils l'abandonneront, le combattront; ils élèveront chacun un système différent, pour se voir à leur tour contredits ou dépassés par leurs propres disciples, leurs disciples respectifs.

La raison, chacun a la sienne, et de l'un à l'autre il y a des diversités, des oppositions, des luttes sur la même question, la même matière. L'un nie ce que l'autre affirme; le disciple ne voit déjà plus comme le maître, et le maître lui-même ne voit pas aujourd'hui comme il voyait hier. Aussi, les systèmes les plus divers, les plus hostiles les uns aux autres s'élèvent pour tomber. — Les destinées humaines sont appréciées diffé-

remment, contradictoirement, et au sujet de la question qui nous occupe, si la raison était la règle de la volonté, on n'aurait pas couru après une autre règle.

Pour échapper à ces graves inconvénients, et désespérant de rien fonder sur la raison particulière ou individuelle, on en a appelé de la raison particulière ou individuelle à la raison générale ou universelle, s'imaginant que de la somme des raisons particulières résulterait une évidence complète, une certitude absolue, une règle infaillible et souveraine.

Mais la raison, considérée au point de vue particulier, ne diffère pas de la raison considérée au point de vue général. La raison générale n'est pas une chose et la raison particulière une autre. La raison générale, c'est ma raison, c'est la vôtre, c'est celle de l'un et de l'autre, depuis le premier jusqu'au dernier.

La raison générale réfléchit nécessairement tout ce qui se trouve dans chaque raison individuelle : les qualités comme les défauts, les défauts comme les qualités. Est-ce que la raison générale sera purgée comme par enchantement des défauts de chaque raison particulière en passant du particulier à l'universel? Non, sans doute. Or cela suffit pour infirmer l'autorité de la raison en tant qu'autorité souveraine, infaillible.

La raison même, ici, n'aura donc qu'une autorité relative et non absolue, c'est-à-dire qu'une autorité manquant d'autorité.

Ce n'est pas tout. La raison générale dont on parle, où est-elle? qui l'a consultée, qui l'a interrogée, qui a demandé et obtenu son verdict? Où a-t-elle rendu ses oracles? Qui en a rédigé le procès-verbal, pour le transmettre intact, authentique, au genre humain, c'est-à-dire à tous et à chacun? Personne. Or s'il en est ainsi, comment faire de la raison la règle de la volonté, de la mienne, de la vôtre, celle du genre humain tout entier? Cette règle n'est donc ni la raison, ni dans la raison, la raison ne saurait donc la fournir.

4° Trouverons-nous mieux la règle de la volonté et de ses actes dans la conscience? Examinons. Ici, la conscience s'entend de la conscience morale. — Par elle nous avons l'idée d'une loi morale, d'une règle de la volonté, comme nous avons l'idée du bien et du mal et de leur différence; comme nons avons l'idée du devoir, de l'obligation. Mais la conscience qui nous fait connaître cette loi ou cette règle n'est ni l'une ni l'autre; la conscience qui nous révèle les idées du bien et du mal est à part de ces idées ; la conscience qui nous parle de devoir, d'obligation, ne se confond pas, ne s'identifie pas avec le devoir, l'obligation. — La conscience n'est pas la règle, elle est un témoin, un censeur, un juge ; elle approuve ou désapprouve, absout ou condamne les actes de la volonté selon que la volonté est ou non conforme aux idées de bien et de mal, selon qu'elle est ou juste ou injuste dans ses déterminations. Dès que la règle de la volonté est violée, la conscience se plaint; le remords

se produit, éclate. Or, il n'y a remords que là où il y a en dehors de lui une loi transgressée. Le remords ne constitue pas la loi, la règle ; elle est avant lui, il vient après elle; le remords est le pressentiment de la peine qui suit l'offense, beaucoup plus que cette peine elle-même. — Cela est si vrai que le coupable en qui le remords vient de naître ne s'arrête pas au remords, mais cherche forcément ailleurs, s'élève malgré lui d'un bond, jusqu'au vengeur de la loi, encore qu'il soit troublé et déchiré dans sa conscience par le remords.

Ainsi le remords n'est que l'avant-goût du châtiment; la conscience n'est pas non plus le souverain législateur ; elle n'en exerce pas le pouvoir, mais seulement la simple lieutenance.

La conscience, quelque élevée et excellente qu'elle soit, ne s'est jamais avisée de se croire indépendante et de prononcer souverainement et sans appel. Et si elle n'est pas indépendante, si elle ne prononce pas sans appel, c'est qu'elle a au-dessus d'elle quelqu'un qui se réserve de le faire, soit en modifiant ou en rectifiant ou en confirmant le verdict de la conscience. — La conscience, quand elle accuse ou excuse les décisions, les actes de la volonté, ne le fait qu'en vertu d'une délégation, qu'en sous-ordre, qu'en tant qu'elle représente un pouvoir infiniment supérieur au sien. — La conscience ne saurait ni toujours ni partout échapper à nos infirmités personnelles, aux caprices de notre volonté, à nos passions, de manière à ne jamais conniver avec elles; elle peut être prise au dépourvu, manquer de prévoyance et céder, incertaine ou lâche, aux entraînements de la volonté quand celle-ci dévie du droit chemin pour s'en frayer un à sa guise. — Les errements de la conscience n'ont d'égaux que ceux du sentiment et de la raison ; l'expérience et l'histoire en sont pleines. La conscience a subi l'influence des temps et des lieux et des systèmes de philosophie, de morale, de religion, de législation, les plus divers et les plus contradictoires. En dehors de quelques principes très élémentaires, de quelques faits primitifs et généraux, toujours persistants, toujours les mêmes, la conscience a éprouvé les variations les plus étranges, les plus nombreuses, les plus opposées.

Placer la règle absolue de la volonté dans la conscience, ou dans la raison, ou dans le sentiment, ou dans la volonté, ou dans toutes ces facultés de l'homme à la fois, c'est la placer dans l'homme. Ces facultés ou ces aptitudes sont les siennes, il est par elles ce qu'il est, il n'est pas sans elles, elles sont lui.

Mais placer la règle de la volonté dans l'homme, c'est faire de l'homme sa propre règle, et par conséquent de chacun la sienne. — Car quel droit aurait un homme d'être la règle d'un autre? et d'où lui viendrait ce droit?

Je ne reconnais à personne le droit de m'imposer comme règle ou comme loi obligatoire, ni sa volonté, ni son sentiment, ni sa raison, ni sa conscience. Je ne me reconnais pas non plus ce droit envers aucun de

mes semblables. — Je suis moi, ils sont eux et ce que je veux et ce qu'ils veulent ne saurait dépasser les limites de l'individu qui veut.

La règle, la loi pour obliger réellement impérativement, ne doit être le fait d'aucun homme, un homme ne peut pas plus se donner sa loi, qu'il n'a pu se donner sa vie, son être. Elle lui vient de plus haut. — La règle de mes actions, je ne l'ai point inventée, point créée, ni personne celle des siennes. La loi qui oblige l'homme serait dans ses mains, si l'homme en était l'auteur, un jouet qu'il briserait au moindre caprice selon qu'il l'aurait résolu et qu'il le trouverait bon. Ce n'est donc pas en l'homme de quelque manière que nous le considérions, que nous pouvons trouver la règle de la volonté, sa loi.

Où donc pourrons-nous la trouver? c'est là ce qui nous reste à voir en ce moment.

Mais avant, redisons bien que cette règle ou cette loi qui est à trouver, doit obliger l'homme, tout homme d'une manière absolue. — L'homme, tout homme sans distinction d'âge, de condition, de pays, est obligé d'une manière impérative à obéir à cette règle. Les temps, ni les lieux, ni les climats, ni les circonstances ne peuvent rien contre elle. — Elle demeure, pendant que tout passe, que tout s'altère et disparaît; elle domine les siècles, le monde, la marche du genre humain, les révolutions, en un mot, elle est immuable et indéfectible.

Cette règle que nous cherchons n'aurait-elle pas en elle sa raison d'être? Faut-il autre chose que la règle pour obliger? Notre obéissance à la règle n'est-ce pas l'objet, le but de la règle? Oui, si la règle s'était établie d'elle-même; oui, si elle pouvait faire autre chose que de montrer le chemin, la voie à suivre; oui, si elle était armée d'une sanction, et si elle pouvait joindre au droit, la force; oui, si étant violée, elle pouvait frapper le violateur et lui infliger la peine qu'il mérite. Non, si elle n'y peut atteindre et demeure impuissante; non, si en face des transgresseurs, en face des délits, des fautes, elle ne peut châtier les coupables; non, si elle devient lettre morte, et reste enfermée en elle-même, n'ayant ni le moyen, ni le pouvoir de se défendre, de se faire respecter, et ayant besoin qu'un autre qu'elle l'applique et la venge. Or, cet autre, c'est Dieu; Dieu qui est au-dessus de tout, et de qui tout procède et par qui est tout ce qui est.

En dehors de Dieu, en effet, qu'y a-t-il? rien; il n'y a plus, ni règle, ni loi, ni obligation; le bien, ni le juste ne se conçoivent pas, ne sauraient être; il n'y a plus que fantômes et illusions. Dieu, sa volonté, voilà donc la règle de ma volonté, de celle des autres selon cette parole : « Ta volonté soit faite sur la terre comme au ciel. » Ce n'est qu'en Dieu que se trouve l'idée de suprême autorité pour l'homme; elle ne laisse rien à désirer, elle répond à tout, rend compte de tout, elle remplit toutes les conditions d'une autorité parfaite et absolue, elle renferme toute garantie désirable, elle est puissante, elle est intelligente, elle est sage, elle est

juste; là, nul arbitraire, nulle erreur, nulle connivence ne sont possibles; elle est trop haute pour n'être pas impartiale, elle est trop droite pour se plier à des détours.

La volonté de Dieu oblige donc notre volonté, elle crée, elle manifeste pour elle l'obligation ou le devoir d'obéir, le devoir de s'élever jusqu'à elle pour lui être conforme. L'idée du devoir naît de l'idée du droit qu'a Dieu de commander; le droit de Dieu et le devoir de l'homme sont renfermés le second dans le premier et le premier dans le second comme l'effet dans la cause et la cause dans l'effet. L'un rappelle l'autre, et de ce double fait s'engendre et découle la législation morale de l'humanité tout entière. L'homme dépend de Dieu souverainement et cette dépendance réalise pour nous un principe éminemment vrai, éminemment moral, celui d'avoir affaire à un être réel moral, non à une idée, non à une abstraction, non à une conception absolument impersonnelle, idéale; une telle règle échappe, elle ne se sent pas; elle n'a le pouvoir, ni de se faire obéir, ni de se faire craindre; elle manque d'autorité, de sanction et on peut la fouler aux pieds impunément.

Il en est tout autrement de la volonté de Dieu et personne ne trouve la moindre peine à le comprendre. La volonté de Dieu, c'est Dieu voulant, agissant, Dieu maître de lui-même et des hommes, Dieu donnant ses ordres et nous donnant sa volonté pour modèle de la nôtre. La volonté de Dieu est vivante, présente, facile à savoir.

D'un bond nous nous élevons à Dieu, et bien qu'incompréhensible dans son essence, nous nous en formons aussitôt une idée plus vraie que de tout ce qui n'est pas lui. Rien n'est naturel, universel, rien ne s'impose de soi à nous comme l'idée de Dieu et le fait de son existence. Il en est de même de sa volonté comme règle, comme loi, et cette idée qui est la plus accessible et la plus populaire est aussi la plus profonde et la plus substantielle.

Jusqu'ici, nous ne nous sommes occupé que de la règle de la volonté, passant en revue les divers fondements qui lui ont été assignés pour base.

Avant de finir, nous désirons examiner quelle place cette règle fait à la liberté morale de l'homme, ou quel rapport il y a entre la liberté et la règle. La règle est absolue, le devoir de l'homme est absolu, le rapport qui en résulte est absolu. Or, entre la règle absolue et le devoir absolu peut-il exister une liberté quelconque? Disons tout de suite que l'idée de devoir suppose nécessairement l'idée de liberté et ne peut se concevoir, ni exister sans elle; il n'y a point de devoir, là où il n'y a point de liberté.

La règle dont nous parlons ici est une règle morale; notre dépendance à son égard est une dépendance morale; les obligations qui en découlent sont des obligations morales; non-seulement, elles n'excluent pas la liberté morale, elles la réclament.

L'absolu dans le droit comme dans le devoir n'est nullement incompatible avec la violation de l'un et de l'autre; le droit violé ne demeure pas

moins toujours le droit inviolable, et le devoir transgressé ne doit pas moins toujours être accompli. L'absolu en morale, c'est l'absolu dans la sphère de la liberté; la liberté ne serait pas sans ce caractère; tout lui serait indifférent, qu'une affaire de convention et de convenance.

La liberté se fonde sur la différence essentielle entre le bien et le mal; cette différence ôtée, toute idée de liberté cesse, la volonté de l'homme n'est plus affectée par l'idée de règle, car il n'y a plus rien à régler, ou rien n'est mal ni bien en soi; quelque chose que l'homme fasse, il ne la fait plus par un principe de devoir; il agit comme il lui plaît, sans avoir à s'inquiéter, si ce qu'il fait est juste ou injuste, bon ou mauvais. — Voilà ce qui arrive dès que l'absolu en morale est retranché, — la liberté n'est plus que le droit ou pour mieux dire que la faculté d'agir à sa guise, sans mérite ni démérite.

L'absolu, en morale, ne comprime pas, mais règle les actions de l'homme, la règle commande souverainement, il est vrai, mais c'est volontairement, c'est de plein gré qu'elle veut être obéie. Il n'y aurait pas obéissance où la désobéissance serait impossible, et quelque absolu que soit le devoir d'obéir, le devoir manque là où il ne peut être transgressé, et alors le devoir n'est plus absolu, car il n'est plus devoir; il existe, il est absolu, là où l'homme est libre de l'accomplir ou de le rejeter et où il reste le même violé ou non violé.

Nous sommes libres et nous sommes dépendants, c'est le mystère, c'est le fait de notre création; en nous créant, Dieu ne pouvait pas faire que nous ne fussions pas des êtres dépendants des créatures; mais il nous a communiqué la liberté dans une mesure compatible à notre qualité de créatures.

L'homme peut abaisser le niveau de sa liberté par le mauvais usage qu'il en peut faire; il ne pourra jamais abaisser le niveau de la règle qui est l'expression de son devoir, le devoir demeure quoi que l'homme fasse; la règle est immuable, elle ne participe en rien aux défaillances, aux fluctuations de la volonté de l'homme. Celui-ci a beau se corrompre et s'avilir, il a beau vicier sa volonté et la tourner vers le mal, le devoir n'en reste pas moins pour lui toujours le même; il n'en demeure pas moins un agent moral et responsable; l'homme qui attente à sa liberté perd sa liberté, parce qu'il le veut bien. « Celui qui s'adonne au péché est esclave du péché. »

P.-F. Martin.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

De Constantin a Grégoire le Grand, ou *l'Esprit chrétien et l'esprit politique dans l'histoire de l'Eglise chrétienne*, par *François Roget*, professeur à l'académie de Genève. Lausanne, G. Bridel, éditeur. 1863.

Il faudrait se reprocher vivement d'avoir tant attendu pour parler de ce petit livre, si malheureusement il n'était destiné à conserver longtemps son actualité. De quoi traite-t-il en effet? Des rapports du monde avec l'Eglise, d'une question qui s'est posée le jour même du départ du Rédempteur de cette terre, qui aura sa grande importance jusqu'à la complète réalisation des destinées du royaume de Dieu et qui, aujourd'hui surtout, est devenue un problème brûlant dans le sein de toutes les communions chrétiennes, sans exception aucune.

Le titre l'indique suffisamment, ce n'est pas en théoricien pur que M. le professeur Roget a abordé ce sujet aussi délicat que grave. Il apporte dans son étude toutes les ressources que donne une érudition aussi sûre qu'étendue, mise au service d'un esprit profond et libre de tout préjugé. Pourquoi ne le dirions-nous pas? C'est en quelque sorte une querelle personnelle que le savant professeur est appelé à vider quand il instruit le grand procès de *l'esprit chrétien et de l'esprit politique* dans le sein de la chrétienté. Si nous en croyons la confidence d'un contemporain, M. Roget aurait été un moment sous le charme; il aurait, lui aussi, admiré le merveilleux effet de l'esprit politique. Qui sait? C'est peut-être au besoin qu'a éprouvé une conscience droite de se mettre au clair sur les mérites respectifs du spiritualisme chrétien et du christianisme politique que nous devons cette étude à la fois forte et incisive. On comprendrait alors pourquoi l'auteur est si bien familiarisé avec toutes les ruses de l'ennemi qu'il poursuit jusque dans ses derniers retranchements, appelant les choses par leur nom et déchirant sans pitié tous les voiles. Quel lamentable procès que celui qui se déroule devant nous! Quelle différence entre l'histoire ecclésiastique officielle et la réalité! Que de turpitudes cachées derrière ces victoires de la vérité sur lesquelles les historiens complaisants répandent à pleines mains les fleurs fanées de la rhétorique! En proie aux plus pénibles réflexions, quand on voit tant de désenchante-

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

ments se succéder, on a sans cesse besoin, pour se consoler, de cette pensée de l'auteur, que son livre met dans la plus vive lumière : « L'histoire du christianisme sincère et vrai n'est réellement, à toutes les époques, que l'histoire d'un petit nombre d'hommes, que leurs contemporains ne comprennent pas, lors même qu'ils les admirent. » Et puis, si vous êtes tenté de vous décourager, si, en voyant les piéges qui sont sans cesse tendus à la vérité sur la terre, on est porté à plier soigneusement son trésor dans un linge, comme le serviteur de la parabole; vous êtes ramené au devoir d'unir la prudence du serpent à la simplicité de la colombe par des paroles comme celles-ci : « Le christianisme n'est pas quelque chose qui cherche sa base loin de soi et qui puisse s'emboîter dans un organisme étranger ; ce n'est pas une constitution, un établissement; c'est l'évolution continue d'une force divine, d'une parole qui doit s'agréger tous les éléments qui lui sont propres jusqu'aux extremités du monde. Là où le terrain lui manque, elle ne s'arrête pas, elle passe outre; partout où il y a des hommes, elle peut agir, car elle n'a pas été faite pour tels ou tels hommes, mais pour l'homme. » Les pensées de ce genre, fortes et fécondantes, ne sont pas rares dans ce volume.

Mais il y a mieux que des pensées isolées : ces pages ne sont rien moins qu'un petit traité de philosophie de l'histoire ecclésiastique. Il apprendra à tous ceux qui le méditeront à aller au fond des choses, et il n'y a pas de conscience droite qui le ferme sans se sentir pénétrée d'une profonde horreur pour la politique, grande ou petite, mise au service de la vérité. Il est difficile de lire un traité plus édifiant que celui-là, car il vous confirme dans la résolution de ne jamais employer au service de la vérité des moyens qu'elle ne saurait avouer.

Le sujet est des plus simples. L'histoire à la main, M. Roget fait le long et douloureux récit à la fois des capitulations et des violences auxquelles l'Eglise a dû recourir pour se rendre maîtresse du monde, à partir de l'heure où elle a renoncé à l'emploi des seules armes spirituelles, recommandées par son Maître. On voit l'Eglise sans cesse courir après l'ombre et abandonner la proie; on assiste à la naissance du machiavélisme ecclésiastique, sans contredit père de l'autre, remarque M. Roget. Et tout cela à quelle fin? Il se trouve que, quand l'Eglise croit avoir converti l'empire romain, elle n'a fait qu'hériter de toutes ses turpitudes; impuissante à le régénérer, elle aurait infailliblement péri avec lui si Dieu n'avait fait signe aux barbares, appelés à sauver le médecin qui s'était inoculé toutes les misères de l'impotent qu'il avait mission de guérir. Tel a été le dernier mot de la fameuse théorie de l'englobement pratiqué sur une grande échelle : en prétendant convertir le monde, il s'est trouvé que l'Eglise s'est elle-même convertie à son esprit et à ses maximes!

On sait que les nations modernes sont sorties de l'invasion barbare, plus ou moins pénétrées par l'esprit chrétien. Malheureusement celui-ci avait déjà reçu de si profondes atteintes qu'il n'était plus à la hauteur de sa

grande mission. Les traditions de la diplomatie romaine, bien loin de périr avec l'empire, se maintiennent dans la société nouvelle. On sait aujourd'hui à quoi cette politique religieuse a abouti. Nul n'en peut plus douter, le monde censé chrétien a besoin d'être converti tout de nouveau. La sincérité des pensées, sinon des cœurs, fait des progrès si grands que cette vérité ne peut plus être méconnue aujourd'hui. Les nouveaux adversaires que l'Evangile rencontre lui ont rendu sous ce rapport des services signalés. Que fera l'Eglise dans les circonstances nouvelles qui l'attendent? Il n'y a plus, comme au cinquième siècle, des barbares pour la sauver, elle et la société. L'Evangile est appelé à reconquérir le monde par ses seules forces ou à passer au rang de simple superstition pour de nouveaux paysans, païens du dix-neuvième siècle, ainsi que de beaux esprits nous l'annoncent tous les matins.

C'est en de telles conjonctures qu'on peut méditer avec fruit une ouvrage comme celui de M. Roget. Si on veut marcher vers un avenir qui vaille mieux que le passé, il faut savoir tenir compte des leçons de l'histoire. De nos jours, pour ne citer qu'un exemple, on est appelé à se compter, à faire le dénombrement de ses amis; on court le danger de céder à des alliances compromettantes pour grossir le nombre de ses adhérents. Si l'inclination naturelle du cœur humain ne suffisait pas à pousser les partis dans cette direction, notre époque démocratique ne favoriserait que trop une telle tendance. On ne contestera donc pas l'opportunité de l'avertissement suivant : « Il n'y a pas de signe de décadence plus certain pour les croyances et les idées que cet appel aux instincts et à la volonté des masses. Il n'en peut résulter qu'une effroyable confusion où les caractères des meilleures doctrines s'altèrent et se perdent. La vérité est alors contrainte de se draper à la guise des partisans qu'elle gagne ou convoite, et le luxe des draperies ne tarde pas à emporter le fond. On veut rendre l'Evangile attrayant pour tout le monde, et cependant *nul ne vient au Fils que le Père ne l'attire*. Laissons au christianisme ses austères et mystérieux attraits; il n'a que faire d'attraits empruntés, qui n'ont d'autre effet que d'obscurcir ou de voiler entièrement les véritables. » Mais pour faire son profit de ces fortes et austères maximes, il faut avoir décidément rompu avec les décevantes chimères de la politique ecclésiastique, à laquelle l'histoire réserve à plaisir de cruelles déceptions; il faut s'être décidément établi sur une base ferme, si bien indiquée dans cette autre parole de notre auteur : « Or, nous le savons, l'Eglise ne saurait être gouvernée par les lois qui lui sont propres, tant qu'elle se confond avec le monde. Dans cet état, le régime de contrainte et de capitulation est inévitable. »

Que si on nous disait qu'il faut attendre les moments favorables, ajourner les questions embarrassantes, savoir tenir compte de l'habitude et de l'usage et ne pas prétendre rompre avec le développement historique, nous répondrions en citant, avec M. Roget, cette belle parole d'un

saint moine et d'un courageux missionnaire à Grégoire le Grand : « Si tu me dis qu'on ne peut changer les usages confirmés par le temps, je te répondrai qu'il y a de vieilles erreurs, et que la vérité qui les condamne est encore plus ancienne. »

Nous nous étions promis d'être court, l'actualité saisissante de ces pages sera notre excuse. Finissons en citant un dernier mot de notre auteur qui s'abrite modestement derrière l'autorité d'un grand penseur et d'un saint. « Chercher, dit-il, pour l'Eglise une constitution telle que le monde n'y entre point, ou du moins n'y domine pas, est désormais l'œuvre à laquelle doivent tendre tous les chrétiens. Après le devoir de se montrer chrétien dans sa vie propre, il n'en est point de plus impérieux, que celui d'assurer, autant qu'il dépend de nous, la vie de l'Eglise par les meilleures conditions de vérité, de pureté, de liberté. »

Pascal trouvait, sans les chercher, des lumières à cet égard dans la *comparaison des anciens chrétiens avec ceux d'aujourd'hui.* « Ce que l'âme est dans le corps, disait saint Justin, les chrétiens le sont dans le monde; l'âme est dispersée dans tous les membres du corps, comme les chrétiens sont répandus dans les cités du monde. L'âme habite dans le corps, mais elle n'est pas du corps; de même les chrétiens habitent dans le monde, mais ils ne sont pas du monde. L'âme invisible a son poste assigné dans un corps visible; de même l'on sait bien que les chrétiens sont dans le monde, mais leur religion demeure invisible. L'âme est enfermée dans le corps, et le corps subsiste par elle ; les chrétiens sont aussi détenus dans le monde comme dans une prison, et ce sont eux qui conservent le monde. »

J.-F. Astié.

REVUE DU MOIS

Paris, 4 novembre.

Le choléra. — Une question aux apôtres de la morale indépendante. — Lord Palmerston. — Le général Lamoricière; un article de M. de Montalembert et un discours de Mgr Dupanloup. — Une récente décision du Consistoire genevois. — Le droit de vote des noirs et la politique de M. Johnson. — Les Chansons des rues et des bois, *par M. Victor Hugo.*

Commençons par le sujet qui a eu le privilège d'attirer l'attention plus que tous les événements de la politique. Le choléra a fait à la France sa quatrième visite, et l'on a pu craindre un moment que ce ne fût une des plus meurtrières. Comme on l'a remarqué, depuis sa première apparition en Occident, la maladie n'a rien perdu de son intensité; au contraire. En 1832, l'épidémie n'avait envahi en France que 44 départements, et le nombre des victimes n'avait été que de 102,735. En 1849, 59 départements sont atteints, et 110,110 personnes sont emportées ; en 1854, le fléau sévit dans 80 départements et fait 145,531 victimes. Combien devrons-nous en compter en 1865?

En présence de tels chiffres, il nous semble que les utopistes qui annoncent, d'un ton triomphant, que la science seule peut opérer le relèvement et le bonheur de l'humanité, devraient sentir qu'un peu de modestie ne serait ici point hors de place. Après quarante ans de recherches attentives et persévérantes, après des travaux souvent poursuivis avec héroïsme au foyer même de l'infection, après des essais dont le nombre est légion, la médecine sérieuse doit, en ce qui concerne le choléra-morbus, répéter le mot célèbre de Socrate : « Je ne sais qu'une seule chose, c'est que je ne sais rien. » Voilà ce que confessait l'autre jour en pleine Académie des sciences un assez bon juge en cette matière, le docteur Velpeau. Si nous rappelons ce fait, ce n'est assurément pas pour décourager les savants; c'est uniquement pour rappeler à une école qui l'oublie que l'homme n'est pas encore le dieu de la planète. Il y a un siècle environ, Condorcet entrevoyait le temps où, grâce aux progrès de la science, l'homme affranchi des superstitions anciennes, prolongerait indéfiniment son existence; Condorcet ne se doutait pas alors que lui-même verrait la sienne singulièrement abrégée, aux jours de la Terreur, par la génération que ses principes avaient formée. Aujourd'hui, les mêmes prétentions se reproduisent sur un autre ton, et les cruels mécomptes que l'histoire nous prodigue n'ôtent rien à nos philosophes de leur imperturbable aplomb.

Il faut bien convenir aussi que la manière dont certains croyants expliquent l'apparition de ces fléaux semble faite pour provoquer le sourire. Oubliant qu'il n'est pas donné à l'homme d'expliquer les desseins de Dieu,

oubliant la parole sublime du Christ : « Croyez-vous que ceux sur qui la tour de Siloé est tombée et qu'elle a tués, fussent plus coupables que tous les habitants de Jérusalem ? » (Luc XIII, 4) ils s'érigent en interprètes de la volonté divine, et l'on croirait, à les entendre, que la Providence en châtiant les hommes, s'est faite le ministre de leurs propres passions. Si le choléra sévissait à Ancône, c'était, selon eux, pour punir un peuple insensé qui s'était soustrait au joug clément du père des fidèles. Il est vrai que plus tard, quand Marseille fut frappée, le cas devenait fort embarrassant, car, de toutes les villes de France, laquelle méritait moins un tel sort que la cité catholique sur qui Notre-Dame de la Garde, du haut du sanctuaire magnifique érigé par la piété de ses habitants, étendait son bras protecteur? Il fallait donc ici changer de commentaires et prêter à Dieu quelque incompréhensible dessein.

Concluons qu'en de telles circonstances, le meilleur parti à prendre pour ceux qui croient comme nous à la Providence, et qui voient comme nous dans une épidémie une visitation de Dieu, c'est d'en tirer un motif de plus à la vigilance personnelle, à une vie chrétienne plus sérieuse, et surtout à la charité. Devant le mal qui nous menace, nous sommes tous solidaires, et puisque le fléau paraît de plus en plus sévir au sein des classes laborieuses, le devoir évident de ceux qu'il épargne est de venir résolûment en aide à leurs frères. Heureusement le dévouement ne manque pas en France, et de beaux exemples de calme héroïsme nous ont été offerts tous les jours, non-seulement par nos admirables sœurs de charité, mais par la société laïque et surtout par le corps médical qui partout a rempli dignement sa mission. A ce sujet, nous nous permettrons de soumettre une simple remarque aux apôtres de la morale indépendante : quand le choléra éclate en Egypte, le premier soin du souverain et de ses ministres est de s'enfuir au plus vite, et c'est un consul français qui seul, par sa courageuse initiative, soutient une population terrorisée; quand le choléra sévit à Paris, l'opinion publique trouve tout naturel que le chef de l'Etat paye de sa personne en visitant les centres infectés. Là, le Coran, ici, l'Evangile ont porté leurs fruits authentiques, et l'on vient nous dire que la morale ne dépend en aucune manière du dogme religieux !

La mort de Lord Palmerston a été le plus grand événement politique de ce mois-ci. Nous n'avons point à apprécier ici cette longue carrière d'homme d'Etat qui, commencée, à proprement parler, sous le premier empire, n'a été brisée que par la mort. Lord Palmerston a été la personnification la plus fidèle du génie anglais contemporain ; de là son immense popularité. Il a été avant tout un praticien politique; l'intérêt de son pays a été son principe directeur, et, guidé par cette seule pensée, il ne s'est jamais fait scrupule de changer de ligne de conduite avec les événements et de tenir peu de compte des considérations empruntées à l'ordre moral. Quand l'intérêt de son pays le permettait, il inclinait sin-

cèrement, on peut le croire, vers une politique libérale, quitte à ne jamais faire un sacrifice effectif en faveur des peuples opprimés qui comptaient sur sa sympathie. Sans posséder, comme orateur ou comme homme d'Etat, ces dons incontestés du génie qui arrachent l'admiration, même des ennemis, c'était un des esprits politiques les plus perspicaces, les plus complets et les plus souples sous son apparente rudesse. Infatigable au travail, jeune, vif, spirituel à quatre-vingt-deux ans, il a tenu jusqu'au bout, sans faiblir, tous les fils de la diplomatie européenne, et l'on se demande quelle main pourra remplacer la sienne. Ajoutons que, à l'intérieur et dans ses relations avec l'Eglise établie, lord Palmerston, subissant l'influence de son gendre, lord Shaftesbury, l'un des chrétiens les plus excellents de ce temps-ci, a promu d'ordinaire à l'épiscopat des hommes évangéliques, et qu'à cet égard son influence a été heureuse; mais il est toujours fort difficile de se réjouir d'un mouvement religieux qu'un changement de ministère peut favoriser ou suspendre, et ce n'est pas sur une pareille action que nous comptons pour le progrès de la foi et de la vie chrétiennes en Angleterre.

Il paraît certain que, dans le nouveau ministère qui se forme, M. Gladstone, l'un des plus grands esprits de notre époque, va exercer une influence prépondérante. D'après tout ce que nous connaissons de son passé, nous ne pouvons que nous en réjouir. Nous savons que M. Gladstone s'est préoccupé plusieurs fois d'une des injustices que le parti catholique, d'accord ici avec le parti libéral, reproche avec le plus de raison à l'Angleterre, nous voulons parler des priviléges énormes et scandaleux de l'Eglise établie d'Irlande. Espérons que notre génération est appelée à voir la fin de cette iniquité séculaire; en la faisant disparaître, on accomplirait un acte de bonne politique, et l'on ôterait l'ombre même d'un grief sérieux à tous les fénians possibles de l'avenir.

La retraite de Mgr de Mérode, à laquelle les journaux ultramontains ont aussi longtemps que possible refusé de croire, ne laisse plus de doute sur la direction que va suivre la politique romaine. On commence donc par entrevoir qu'il faut accepter l'Italie nouvelle, on devient un peu plus respectueux à l'égard de la France, et l'on laisse de côté le fameux *non possumus*. Nous avions prévu depuis longtemps qu'on en viendrait là; c'était bien la peine d'enfler sa voix, de protester à la face du monde, d'annoncer qu'on mourrait sur la brèche, pour finir sur le terrain fort peu céleste de la diplomatie et des accommodations! Le pauvre Lamoricière est mort à temps!

On sait assez ce que nous avons pensé de la campagne qui s'est achevée à Castel-Fidardo. Cela ne nous empêche pas de rendre justice au noble et vaillant caractère du grand soldat que la France vient de perdre, et ce n'est pas sans émotion que nous avons lu les pages éloquentes que M. de Montalembert a consacrées à sa mémoire. Il y a là, comme dans tout ce qui sort de la plume de M. de Montalembert, d'admirables mouvements; la jeu-

nesse de Lamoricière, son entrée dans la vie militaire y sont décrites avec une vivacité de style et un charme entraînants; l'influence politique du bouillant général et son rôle à la tribune y sont par contre évidemment exagérés, mais l'écrivain n'est que juste quand il retrace, en traits de feu, le rôle héroïque de Lamoricière aux sanglantes journées de juin 1848 et l'ingrate légèreté de la France envers sa mémoire. Citons plutôt:

« Comme cette vie ainsi déchirée en deux tirait à sa fin, par un jeu insolent de la fortune, par un contraste et une coïncidence dont l'étrange mystère sera un des étonnements de l'avenir, Abd-el-Kader arrive en France pour y être reçu en souverain!

« Le vainqueur et le vaincu se sont rencontrés, dit-on, dans la rue; Lamoricière à pied, confondu dans la foule, Abd-el-Kader avec toute la pompe de son attirail officiel, le grand cordon de la Légion d'honneur sur sa poitrine. Ils n'ont échangé qu'un regard. Après quoi le prisonnier de 1847 s'est trouvé suffisamment vengé du prisonnier du 2 décembre. Poursuivant sa carrière à grand fracas, caressé, fêté, acclamé par les courtisans, les fonctionnaires et les francs-maçons, présenté à la jeunesse universitaire comme un type de la civilisation moderne et de la religion des grandes âmes, Abd-el-Kader quitte en triomphateur le sol de la France, avec ses femmes, pour aller retrouver son palais d'Orient.

« Lamoricière rentre chez lui pour y mourir; et il meurt tout seul, oublié de la foule, ignoré de la génération qui s'élève, enseveli dans le silence par les flatteurs et les satellites de la fortune. La mort de ce grand serviteur de la France est annoncée par le journal officiel de l'Empire français, parmi les *faits divers*, après un article sur la conduite des eaux dans Paris. Au déclin du jour, son cercueil, se dirigeant vers un cimetière de village, traverse obscurément les rues de cette Babylone qu'il a sauvée, récemment sauvée de la barbarie; ces rues naguère sillonnées par le pompeux cortége d'un maréchal de France, nommé grand maître de la maçonnerie par décret impérial. »

L'évêque d'Orléans vient aussi de publier l'oraison funèbre qu'il a consacrée à Lamoricière. Elle nous a moins intéressée que l'article de M. de Montalembert. Sans parler du point de vue de Mgr Dupanloup qui n'est point le nôtre, nous avouons n'avoir jamais compris l'oraison funèbre telle que les évêques de Poitiers et d'Orléans la pratiquent aujourd'hui. Il nous semble que la parole qui tombe du haut de la chaire chrétienne ne peut et ne doit apprécier dans une carrière que ce qui touche directement à la vie religieuse et morale; ce n'est pas impunément qu'elle se fait l'écho d'un parti politique et qu'elle en épouse toutes les colères; elle y perd en autorité ce qu'elle gagne en passion; le panégyrique avec son lyrisme mensonger sied mal aux lèvres d'un évêque; à une époque où la foi en Dieu vacille dans tant d'âmes, il est périlleux de faire des zouaves du pape les représentants les plus authentiques de l'héroïsme chrétien; l'entreprise a coûté cher à Mgr Pie, et la France n'a point oublié les ex-

ploits apocryphes de l'aventurier Gicquel transformé en saint martyr à l'heure même où la police correctionnelle le traduisait à son banc. On a cité beaucoup de mots pittoresques et singulièrement expressifs où les convictions religieuses de Lamoricière se traduisaient tout entières; mais il aurait fallu ajouter qu'à son retour de Rome, il avait laissé échapper, avec la même franchise plus d'un jugement fort pittoresque aussi et fort significatif sur la cour du pape et sur son administration. Je sais bien que de telles citations auraient juré dans une oraison funèbre, mais c'est tant pis pour celle-ci.

Il vient de se passer à Genève un fait significatif qui peut donner à penser aux partisans de la liberté illimitée de l'enseignement religieux au sein de l'Eglise protestante. Quand, il y a dix-huit mois, à propos d'un acte du Conseil presbytéral de Paris, cette question fut discutée avec ardeur, on sait quelle fut notre opinion dans ce débat. Nous soutenions que toute Eglise reposait sur une foi religieuse, et que cette foi devait et pouvait toujours s'exprimer dans ses points essentiels. On nous répondait en nous citant des Eglises florissantes qui se passaient de profession de foi, l'Eglise nationale de Genève par exemple; l'exemple était mal choisi, puisque cette Eglise a, dans son règlement organique, un article de foi très catégorique. Mais on nous disait que cet article ne serait jamais invoqué contre la liberté de la chaire, et que la tolérance la plus illimitée serait toujours l'une des gloires de l'Eglise genevoise. Nous répondions que cette prétention reposait sur une erreur, qu'à Genève aussi l'opinion publique ne pourrait jamais supporter certains excès de parole, et qu'on le verrait bien le jour où les négations extrêmes de notre école critique s'y produiraient ouvertement. Les faits devaient bientôt nous donner raison. M. Pelissier, pasteur à Bordeaux, l'un des orateurs les plus avancés du parti radical, prêchant récemment à Saint-Pierre de Genève a, paraît-il, déclaré, avec la franchise assurément la plus louable que l'élément miraculeux de l'Evangile ne pouvait plus se concilier avec la conscience religieuse moderne. Le scandale produit par cette déclaration a été tel que le Consistoire a déclaré à l'unanimité que les chaires de Genève seraient fermées à M. Pelissier. Quelque pénibles que soient de semblables mesures qui atteignent presque toujours les hommes les plus francs et partant les plus honorables du parti que nous combattons, nous ne pouvons que nous réjouir de l'attitude prise à cette occasion par le Consistoire genevois; il demeure donc établi qu'à Genève comme ailleurs la liberté illimitée de l'enseignement religieux est impossible et qu'une profession de foi y est considérée comme indispensable à l'existence d'une Eglise, si large qu'on puisse la concevoir.

On sait que jusqu'ici nous n'avons pas marchandé notre sympathie au gouvernement de Washington. Dans les jours les plus sombres de la guerre civile d'Amérique, nous n'avons cessé de prédire son triomphe, et nous avons toujours affirmé que ce triomphe n'entraînerait point les san-

glantes représailles et le despotisme militaire que des prophètes de malheur nous annonçaient. Nous ne serons donc pas suspect d'hostilité envers M. André Johnson, en déclarant que sa politique actuelle nous inspire de légitimes et graves inquiétudes. M. Johnson était, il y a six mois encore, dans une situation telle qu'il pouvait, par une ferme et noble attitude, prendre place parmi les bienfaiteurs de l'humanité et mériter de voir son nom placé à côté de celui des Washington et des Lincoln. Il possédait alors toutes les sympathies de ce généreux parti républicain auquel l'Amérique du Nord doit sa victoire; aujourd'hui nous avons le regret de voir ce parti se séparer de lui, tandis que le parti démocratique, dont les sympathies esclavagistes ne sont un mystère pour personne, le porte aux nues et n'a pour lui que des éloges. Que s'est-il donc passé? M. Johnson, qui pendant le cours de la guerre avait parlé de l'égalité des noirs et des blancs, qui avait annoncé plusieurs fois que les noirs, par leur héroïsme sur les champs de bataille, avaient conquis leur liberté civile, est aujourd'hui hostile aux hommes qui demandent pour les noirs le droit de vote. Les conséquences déplorables de cette nouvelle attitude réagissent sur le Nord lui-même, et l'Etat de Connecticut, si loyal pourtant pendant la guerre, si abolitioniste en principe, vient par une majorité de 6,000 voix de refuser l'égalité politique à ses citoyens nègres. Il n'y a que 2,000 noirs dans le Connecticut. En leur accordant le droit de vote, on ne courait aucun risque; une aussi insignifiante minorité n'aurait pu en aucune façon agir sur les destinées de cet Etat. Il y avait là un acte de générosité à accomplir. Il eût été digne de la majorité de se montrer magnanime envers cette race déshéritée qui, par son héroïsme et son admirable discipline, a si souvent décidé du gain des batailles. Le Connecticut, par ce vote égoïste, a déshonoré le drapeau du parti vainqueur. Si le Nord se conduit ainsi, qu'attendre des populations blanches du Sud, exaspérées envers leurs anciens esclaves et prêtes à recommencer contre eux une guerre d'extermination? Nous regrettons, en ces circonstances, l'attitude de M. Johnson; nous regrettons de le voir prodiguer aujourd'hui au Sud ses assurances de faveur et de bienveillance. Non-seulement il signe chaque jour de longues listes d'amnistiés, ce dont nous ne songerons certes pas à lui faire un reproche, mais il laisse les rebelles d'hier reprendre leurs places au banc des législateurs et disposer de nouveau de l'avenir politique de leurs Etats. « Nous devons avoir confiance dans le Sud, » a-t-il dit récemment, dans une réception solennelle. Imprudente et regrettable parole, quand on songe que c'est cette confiance même, poussée à l'excès pendant plus de quinze ans, et sans cesse invoquée par le vieux et faible Buchanan, au moment même où le Sud trahissait l'Union, qui a mis la république américaine à deux doigts de sa perte. On parlait de confiance dans les hommes du Sud, quand le Sud imposait au Nord la loi inique des esclaves fugitifs, quand, par la main d'un de ses représentants, il assassinait en plein parlement le vertueux Sumner, quand il remplissait ses propres arsenaux des armes et des munitions du gouvernement fédéral,

quand il ne laissait dans les cadres de l'armée que des officiers esclavagistes, quand il déchirait au fort Sumter le drapeau américain! Et aujourd'hui, après l'assassinat de Lincoln, et, en face de quatre millions de nègres auxquels les rebelles d'hier refusent la protection la plus élémentaire des lois de sûreté personnelle, aujourd'hui quand les journaux du Sud sont aussi fiers, aussi arrogants que jamais, on nous dit qu'il faut avoir confiance dans le Sud. Nous attendions mieux de M. Johnson; jamais nous n'avons mieux compris combien la perte de Lincoln est irréparable et ce que valent, pour la grandeur d'un peuple, des principes qui ne fléchissent pas devant une popularité d'un jour.

Nous venons de lire le nouveau volume de M. Victor Hugo, *les Chansons des rues et des bois*, et volontiers nous n'en dirions rien, si sur toute la ligne, comme à l'apparition de chaque ouvrage de l'auteur des *Misérables*, une réclame énorme n'envahissait les colonnes de la presse libérale.

La chute d'un grand poëte est toujours triste, mais ici le poëte n'est pas seul coupable. La critique, guidée souvent, nous l'admettons, par le respect d'un noble exil, a été depuis quelques années d'une excessive indulgence envers un auteur qui n'en avait pas besoin. Elle a vu des hardiesses et des inspirations de génie dans les tours de force et les paradoxes d'une imagination délirante, elle a appelé naïf et sublime ce qui n'était que trivial et désordonné. Enivré de cet encens, et l'imagination échauffée par son long tête-à-tête avec la solitude, M. Victor Hugo a, de plus en plus, renchéri sur ses défauts naturels, et son dernier volume en est la plus lamentable preuve. Si nous en croyions la préface, écrite dans ce style axiomatique que l'on connaît, ce livre serait une œuvre mûrie. « C'est, nous dit l'auteur, une sérieuse et mélancolique leçon que la mise en présence de deux âges dans le même homme, de l'âge qui commence et de l'âge qui achève, » et plus, loin : « Le cœur de l'homme a un *recto* sur lequel est écrit *jeunesse* et un *verso* sur lequel est écrit *sagesse*. C'est ce *recto* et ce *verso* qu'on trouvera dans ce livre. » Confiant dans ces promesses, nous avons tout lu; nous avons cherché vainement le *verso;* quant au *recto*, nous refusons de le croire authentique; non, la jeunesse de l'auteur des *Feuilles d'Automne*, des *Rayons et des Ombres*, n'est pas dans ces chants où la plaisanterie la plus lourde s'allie à chaque instant avec la verve grivoise d'une imagination sensuelle; non, l'amour tel que vous l'avez connu et chanté à vingt ans, ô poëte, n'avait rien à faire avec ces grossiers badinages dont se repaît aujourd'hui votre souvenir. Laissez-nous opposer vous-même à vous-même, et conserver dans notre mémoire la pure image de celui dont les vers ont enchanté tant d'heures de notre adolescence.

Ces *Chants des rues et des bois* sont donc une collection de petits poëmes dont le sujet éternel est l'amour ou plutôt le plaisir. Victor Hugo appelle cela « mettre Pégase au vert. » C'est une chose assez curieuse, pour le dire en passant, que cette apparition de Pégase, ce vieux cour-

sier classique, dans un poëme où le romantisme le plus échevelé règne en souverain. Mais ce n'est pas là un fait isolé; toute la défroque mythologique reparaît dans les vers de M. Hugo, et quand la rime l'exige, le poëte fait intervenir des noms que les érudits seuls possèdent; il faudrait, pour le comprendre, feuilleter à tout propos le dictionnaire de Noël. Connaissez-vous « Phtas, la sibylle thébaine, Abaïdorna, Starnabuzaï, Ségor, bonze à la peau brûlée, » et tant d'autres que je passe? Au reste, l'auteur semble prendre plaisir à cet amas de noms bizarres :

Mêle les dieux, confonds les styles,

se fait-il dire au début de son livre; et croyant assurément être plaisant, il rapproche les nymphes et les saints, les chants bachiques et les souvenirs les plus pieux dans un étrange amalgame de vers discordants. Essayez de comprendre :

Qu'est-ce qu'Orphée et Zoroastre,
Et Christ que Jean vint suppléer,
En mêlant la rose avec l'astre,
Auraient voulu pouvoir créer?

Devinez-vous ce que ce Christ, suppléé par saint Jean (ô science, ô critique!), a voulu créer en mêlant la rose avec l'astre? C'est le doigt de la femme, ce doigt que le poëte appelle

Un chef-d'œuvre auguste et touchant.

Ecoutez encore:

Dieu, lorsque ce doigt qu'on aime
Sur l'argile fut conquis,
S'applaudit, car *le suprême*
Est fier de créer l'exquis.

Je ne sais si le marivaudage a jamais été poussé plus loin; on comprend que lorsqu'on écrit ces belles choses, on déteste la règle, la critique, le bon goût, tout ce qui rappelle notre grand âge classique. Non! Confondons les styles, arrière ces timorés, ces esprits lents et serviles, ce Molière, ce Racine, qui daignaient consulter Boileau, et qui avaient conservé le culte superstitieux des convenances et la propriété des termes. Les convenances! Jugez ce qu'en pense Victor Hugo quand, pour dépeindre le temps des patriarches, il s'exprime ainsi :

On entendait Dieu dès l'aurore
Dire : As-tu déjeuné Jacob?

Et voilà ce qu'on appelle la grande poésie de l'avenir, la poésie de l'humanité nouvelle, et voilà ce qu'un vaste parti admire et prône; disons-le avec tristesse, quand de tels succès sont possibles, il est permis de se demander avec inquiétude si le bon sens est encore parmi nous une plante indigène, et si notre goût littéraire ne sera pas bientôt un souvenir historique et rien de plus.

EUGÈNE BERSIER.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.

REVUE CHRÉTIENNE

PHILOSOPHIE RELIGIEUSE

LES NÉCESSITÉS DE L'APOLOGÉTIQUE ACTUELLE

A L'OCCASION DE DEUX ASSERTIONS DE M. RENAN.

On n'aime plus les préfaces et on ne les lit guère. La plupart, convenons-en, offrent peu d'intérêt, et je ne suis pas surpris que le gros des lecteurs ait pris l'habitude de les dédaigner et de laisser en arrière l'introducteur importun dont il n'a nul besoin, pense-t-il, un bon livre s'expliquant assez lui-même, et un méchant écrit ne valant pas la peine d'être expliqué. Les lieux communs, les redites superficielles ou pédantes, légères ou graves, sont pour nous vieilles connaissances, et quant aux excentricités, aux bizarreries, aux folies et aux sottises de toute espèce, ces élucubrations des esprits mal faits, ces paradoxes de la vanité et de l'ignorance, en nous laissant voir tout ce qu'ils croient être, se montrent assez eux-mêmes ce qu'ils sont. Je conviens de tout cela; mais convenez à votre tour que la préface ici aurait bien son avantage; averti par elle, le lecteur s'en tiendrait là; ce coup d'œil jeté sur le frontispice lui suffirait sans qu'il eût à perdre son temps et sa peine dans l'étude intérieure du monument. Et si, par exception, le monument méritait d'être étudié, y entrer ainsi brusquement et sans préparation, n'est-ce pas courir le risque de le comprendre mal? Les vrais monuments sont rares; raison de plus pour ne rien négliger de ce qui peut nous en donner une pleine intelligence. Le portail qui leur sert d'entrée ne les résume pas, je le sais; mais il nous les explique du moins; il aide à apprécier les détails intérieurs et nous donne comme un avant-goût des idées qui résument ces détails et qui les dominent. Ne dédaignons donc pas les préfaces, j'entends les préfaces dignes de ce nom, celles où l'auteur se montre à nous tel qu'il est, et ne craint pas de laisser voir le fond de sa pensée. Nous ne l'y trouverons sûrement pas

tout entière; mais, ainsi résumée, condensée en quelques pages, peut-être la saisirons-nous plus vivement dans ses traits essentiels, sauf à en poursuivre à notre aise les détails et les ramifications à travers les pages du livre qui la contient.

C'est là du moins ce qui m'est arrivé fréquemment et m'arrive encore aujourd'hui à l'occasion d'un volume que les lecteurs de la *Revue chrétienne* connaissent sans doute depuis longtemps; mais ils ne l'ont sûrement pas oublié, et les questions qui y sont abordées sont assez graves pour qu'il soit permis, et même opportun d'en parler encore. Les morceaux qui composent ce volume[1] sont bien divers; nul lien n'existe entre eux, semble-t-il; mais, à défaut de l'unité extérieure, apparente, que l'auteur n'a pas pris la peine de leur donner, ces études (les principales, veux-je dire, qu'il n'est pas besoin de désigner à mes lecteurs) trouvent leur unité dans la pensée même de l'écrivain. Cette pensée, la préface nous la donne; tout au moins, au milieu des ménagements et des précautions qui l'enveloppent, elle nous la laisse suffisamment entrevoir. Moins simple qu'elle ne le paraît au premier abord, il faudrait, pour la saisir tout entière, la décomposer, étudier à part et avec soin chacun des éléments qui la constituent. Je n'y prétends nullement ici; je ne veux que relever deux assertions, deux idées dont le rôle, je le crains, est capital dans ce que, à défaut d'une expression meilleure, je me permets de nommer le système de M. Renan. Pour être jetées rapidement et comme en passant, les assertions dont je parle n'ont pas une moindre portée, et à qui essaye de s'en rendre compte, elles en disent bien plus qu'elles ne semblent en dire au premier abord. Dans la préface où nous les trouvons, M. Renan se défend avec soin de tout dessein polémique; c'est dans un esprit religieux qu'il aborde l'histoire des religions; le christianisme en particulier a toutes ses sympathies et tout son respect, et il serait, nous dit-il, inconsolable s'il savait que ses écrits dussent jamais scandaliser une de ces âmes naïves qui adorent si bien en esprit. Comment se fait-il avec cela que dès les premières pages du volume nous trouvons déjà ce qu'on peut presque nommer la condamnation sommaire des religions, condamnation à la fois préalable et définitive, prononcée par le savant historien sur les cultes divers à l'étude desquels il nous convie. Mais ne condamnons pas nous-même avant d'avoir jugé; discutons avant de conclure, et pour cela commençons par mettre sous les yeux du lecteur les assertions dans lesquelles nous pensons avoir trouvé, non pas toute la pensée, mais du moins une assez large part de la pensée de M. Renan.

Un dissentiment regrettable existe, nous dit-il, entre toutes les religions et la science pure et désintéressée. Ce n'est peut-être là qu'un malentendu; l'auteur nous le dit et semble le croire un moment; mais non, c'est tout autre chose, c'est un véritable antagonisme dont il faut

[1] Les *Etudes d'histoire religieuse*, dont la dernière édition a paru en 1863.

bien prendre son parti, attendu qu'il n'est pas occasionnel et passager, mais nécessaire et par conséquent sans remède. Car il n'est pas d'hier, nous dit M. Renan, il existe depuis des siècles, il existera toujours, il durera éternellement.

C'est une sorte de fatalité, et cette fatalité tient à deux causes, aux conditions mêmes de la critique et à l'essence des religions. La critique est désintéressée de sa nature; libre de tout engagement, de toute attache, de toute opinion traditionnelle ou préconçue, ira-t-elle courber la tête sous le joug des doctrines religieuses? Non, elle ne les connaît, elle ne les aborde que pour chercher à les comprendre, à se les expliquer à elle-même. La critique ne relève pas des religions; ce sont les religions, au contraire, qui relèvent d'elle. A elle de les étudier, ces produits merveilleux du génie humain, ces grands spectacles de l'histoire; elle seule en est juge; les juger est sa mission, son droit, son devoir, et ce devoir, pour l'accomplir, elle a besoin d'une pleine indépendance.

Cette indépendance n'a d'ailleurs rien d'hostile; la critique n'est ni la controverse, ni la polémique. Elle étudie les religions, mais elle n'en est pas l'ennemie. Elle en serait bien plutôt l'amie, puisqu'elle a pour effet de faire ressortir tout ce qu'offre de grand, d'admirable « cette maîtresse portion du développement humain. » La religion, sans doute, en même temps qu'elle atteint par son sommet le ciel pur de l'idéal, pose par sa base sur le sol mouvant des choses humaines et participe à ce qu'elles ont d'instable et de défectueux. C'est par là qu'elle prête à la critique; elle n'existe qu'à la condition d'être très arrêtée, très claire, très finie et par conséquent très critiquable. Mais si toute forme religieuse est dans une énorme disproportion avec son divin objet, la critique, aussi bienveillante au fond qu'elle est impartiale et désintéressée, n'oublie point qu'il doit nécessairement en être ainsi, et que la gloire des religions est précisément de se poser un programme au-dessus des forces humaines. En fait de religion, ajoute M. Renan, chacun se dresse un abri à sa mesure et selon ses besoins; oser porter la main sur cette œuvre intime des facultés de chacun est dangereux et téméraire, car personne n'a le droit de pénétrer assez profondément dans la conscience d'autrui pour y distinguer l'accessoire du principal, et en cherchant à extirper les croyances que l'on croit superflues, on risquerait d'atteindre les organes essentiels de la vie religieuse et de la moralité. » La critique s'en garde avec soin; suivant M. Renan, je le répète, elle n'a rien d'hostile, elle n'attaque pas, elle ne condamne pas, elle ne juge même pas, à proprement parler; elle raconte seulement et elle étudie.

Est-ce sa faute si les religions ne veulent pas se laisser étudier, si, par essence, elles ne peuvent ni ne doivent le vouloir? La critique est bienveillante pour les religions; les religions n'ont pas le droit d'être bienveillantes pour la critique. Elles ne la repoussent pas seulement d'instinct, mais par réflexion; elles la repoussent et la nient par une nécessité

intime de leur nature. Se soumettre à ses verdicts, ou seulement l'écouter et la consulter un moment, voilà ce qu'elles n'ont jamais fait et ne feront jamais. Pareille condescendance porterait atteinte aux conditions même de leur existence, à leur essence, dit M. Renan. « L'essence des religions, nous assure-t-il, est d'exiger une croyance absolue, par conséquent de se mettre au-dessus du droit commun, et de dénier à l'historien impartial toute compétence quand il s'agit de les juger. Les religions, en effet, pour soutenir la prétention qu'elles ont d'échapper à tout reproche, sont obligées d'avoir un système particulier de philosophie de l'histoire, fondé sur la croyance à une intervention miraculeuse de la Divinité dans les choses humaines, intervention qui se ferait uniquement à leur profit. Les religions d'ailleurs ne sont pas maîtresses de disposer librement de leur passé; il faut que le passé se plie aux nécessités du présent et fournisse une base aux institutions le plus évidemment amenées par le cours du temps. »

Ces assertions sont graves, surtout en ce qui concerne ce que M. Renan appelle l'essence des religions. Au sujet de la critique et de ses caractères, il nous serait plus facile de nous mettre d'accord avec lui. Ce qui nous sépare ici, c'est une question de fait bien plus qu'une question de principe. Préciser les caractères et les conditions de la critique est chose facile. Ce qui l'est moins, c'est de montrer qu'elle a toujours été fidèle à la mission qu'elle s'était donnée. Cette mission, l'a-t-elle jusqu'ici remplie véritablement, pleinement, et même aujourd'hui, après tant de progrès que je ne songe point à nier, digne en tout point du nom qu'elle porte, est-elle bien ce qu'elle doit être pour mériter les éloges que lui prodigue M. Renan? Que la critique ne soit pas l'ennemie des religions qu'elle étudie et aspire à juger, je l'admets sans peine, et tout homme qui prendra la peine d'y réfléchir un peu, ne fera pas difficulté de l'admettre avec moi. Calme, impartiale, sans parti pris, sans but étranger au but désintéressé qu'elle veut atteindre, la critique ne saurait pas plus être l'ennemie des religions qu'elle n'en est nécessairement l'amie. Bien que difficile dans la pratique, cette position neutre et comme indifférente est possible cependant; elle est désirable, et pour celui-là même à qui ses convictions personnelles défendent de s'y placer en réalité, je n'hésite pas à le dire, c'est un devoir, son devoir de chrétien, s'il est chrétien, de juif s'il est juif, de musulman s'il est musulman, de se placer hypothétiquement, en imagination, en pensée, dans cet état de complète impartialité hors duquel il n'y a pas de véritable étude, de véritable examen, en un mot, de critique sérieuse et digne de ce nom.

Que jusqu'ici les hommes religieux ne l'aient fait que très imparfaitement, qu'ils aient cru peut-être le faire en ne le faisant pas ou du moins en le faisant mal, rien d'étonnant en cela; rien d'étonnant si cette critique hypothétique, pour répéter un mot que le lecteur, je l'espère, aura compris, bien moins facile à coup sûr que la critique réelle, n'ait pas mieux

réussi que cette dernière à se faire neutre et désintéressée? Ni l'une ni l'autre, à vrai dire, ne songeaient à l'être entièrement ; chacune d'elles, s'en doutant ou non, avait son but, sa tendance tout au moins ; pour l'une c'était la défense, pour l'autre c'était l'attaque de tel ou tel dogme, de tel ou tel culte. C'est même pour cela, c'est à cause des infirmités reconnues de la critique ancienne qu'elle est aujourd'hui elle-même tant critiquée, et que celle qui depuis vingt à trente ans lui a succédé croit pouvoir se donner dans un sens exclusif le nom de critique, et cela non pas seulement à cause de la sûreté, de la rigueur nouvelle de ses méthodes, du champ de plus en plus agrandi de ses applications, mais surtout par suite de ce qu'on pourrait nommer l'avénement de la grande impartialité, à peu près inconnue jusqu'ici, celle de la neutralité, du désintéressement, je ne vais pas jusqu'à dire de l'indifférence.

C'est là, en effet, de plus en plus, le trait distinctif de la critique actuelle. M. Renan le sait mieux que moi, lui qui a achevé de me l'apprendre. Mais il est trop équitable pour ne pas en convenir, rien n'empêche qu'à cette critique nouvelle ne corresponde une critique hypothétique nouvelle aussi, digne de l'autre et à sa hauteur, je veux dire aussi pure, aussi libre, aussi dégagée de tendances secrètes et de parti pris; et si dans les pays de langue française cette critique nouvelle ne s'est encore affirmée par aucune œuvre capitale, ce dont je ne fais pas difficulté de convenir, M. Renan conviendra lui-même à son tour, je n'en doute pas, que l'évolution intellectuelle qu'elle suppose a du moins commencé dans les esprits.

Il ne faut pas d'ailleurs l'oublier, cette étude hypothétique d'une religion faite par des hommes religieux sortant en esprit de leurs croyances pour les examiner, les scruter, pour les épurer aussi, disons-le, les corriger au besoin, et les compléter, c'est avant tout dans l'intention première, dirai-je, et l'espoir secret, une critique défensive et apologétique. Or s'il faut défendre sa foi quand elle est attaquée, et si, pour le faire, il ne faut pas craindre d'aborder les plus hardis problèmes, je ne pense pas que l'homme qui croit, et qui sait en qui il a cru, doive nécessairement se les être posés à lui-même tout le premier. Le seul devoir, pour lui, c'est, quand on lui montre ces problèmes, de les regarder et de les regarder en face, de les accepter tels qu'ils sont, de se placer en imagination, en pensée, et cela sans frayeur, sans émotion, au sein même des conditions morales et rationnelles, où se placent devant lui pour étudier les questions diverses qui s'y rattachent, ces représentants de la critique moderne dans lesquels, jusqu'à preuve du contraire, il doit se garder de voir des adversaires de la foi qui fait son espérance et sa vie ; car, j'en ai convenu déjà, et j'en conviens encore, la critique actuelle, celle qui mériterait le nom de grande, n'est pas l'ennemie des religions; elle ne les attaque pas, elle ne les condamne pas, elle les étudie, et cette étude, qui semble une menace, n'en est pas une au fond. Ce que la critique

trouvera au terme de ses travaux, travaux à peine commencés, elle ne le sait pas encore, le sauriez-vous donc mieux qu'elle? Attendez, le procès n'est pas clos, l'enquête à peine est entamée; ces croyances qui vous sont chères, qui sait? la critique arrivera peut-être à les justifier et à les défendre.

Voilà ce que vous devez vous dire, ce que la critique doit dire avec vous. J'ajoute, elle ne doit pas le dire à demi, du bout des lèvres seulement, mais à bouche ouverte et bien haut; car elle aussi, comme la femme de César, ne doit pas même être soupçonnée; elle est de trop noble race, elle est la critique, c'est-à-dire la raison, la justice, l'impartialité, la lumière. Sa science, sa sagacité, son talent d'induction et d'analyse, l'application si difficile, si hasardeuse parfois des méthodes délicates dont elle use dans l'étude et l'appréciation des faits, voilà ce qu'elle ne doit pas faire sonner trop haut, puisque, elle aussi, je suppose, doit être modeste, se défier de tout, je le veux bien, mais peut-être aussi un peu d'elle-même. Quant aux conditions morales que j'ai rappelées, l'impartialité, le désintéressement, la justice, elle fait bien, certes, de les proclamer, d'y insister, surtout de s'assurer qu'elle les remplit. Elle ne saurait avec trop de soin rejeter loin d'elle tout ce qui, à l'égard des cultes qu'elle vient étudier, pourrait ressembler au mépris ou à une dédaigneuse indifférence. A moins de dire que la critique n'est qu'un jeu, une gymnastique intellectuelle destinée seulement à exercer l'esprit, à remplir agréablement les loisirs de ceux qui s'y livrent, il faut bien convenir qu'elle a son œuvre à faire, qu'elle a un but, qu'elle se rapporte à quelque chose qui n'est pas elle, et ne saurait être, je suppose, que la recherche et la constatation de la vérité. On ne la constate pas sans constater en même temps les erreurs qui la nient. Pour être impartiale et désintéressée, la critique n'en est pas moins tenue, après avoir étudié, de conclure, d'exprimer nettement sa pensée sur les problèmes posés par elle et qu'elle estime avoir résolu ou du moins éclairés; surtout quand il s'agit, non pas de cultes morts et oubliés, mais de religions vivantes qui consentent à ce qu'on les étudie, mais qui ont le droit de savoir ce qu'on pense d'elles, et auraient bien quelque motif de surprise si on refusait de le leur dire. La critique doit le faire, si elle est fidèle à sa mission, si elle la comprend tout entière; elle doit le faire sans réticences, sans ces petits ménagements, qui, sous prétexte d'en adoucir l'expression, obscurcissent trop souvent la pensée. Frapper, et s'il le faut, frapper fort, c'est son droit, c'est son devoir; mais son devoir aussi c'est, en frappant, de le faire avec loyauté, avec franchise et en restant toujours elle-même modeste et sereine. La pitié, le dédain ne lui vont pas mieux que la timidité et la peur. Mais ce qui lui convient moins encore, c'est tout ce qui, même de loin, pourrait ressembler à un parti pris, à un jugement *à priori*, sans longue, patiente et complète analyse des faits.

Aussi ai-je été surpris, je l'avoue, en trouvant dans les pages citées

tout à l'heure des assertions peu d'accord, du moins il me le semble, avec les conditions et les caractères de cette critique élevée et désintéressée qui, si elle est aujourd'hui en France celle de quelqu'un, devrait être celle de M. Renan. Je n'ai pas de leçon à lui donner, moi qui sur tant de points voudrais me mettre à son école. Mais je tiens sa science et son talent en trop grande estime, pour hésiter à le lui dire ici avec une franchise qu'il comprendra, j'ose l'espérer, s'il me fait l'honneur de jeter les yeux sur ces lignes ; dans cette étude des religions, entreprise avec tant de courage, commencée avec tant d'éclat, son impartialité ne me semble pas entière. En essayant de nous donner, à l'entrée de son livre, à l'entrée, dirai-je, des travaux auxquels il a consacré sa vie, une sorte de caractéristique générale des religions, il n'a pas craint de les envelopper dans une condamnation commune. L'essence des religions, suivant lui, c'est d'exiger une croyance absolue, de se mettre en conséquence au-dessus du droit commun, et de dénier toute compétence à l'historien qui essaye de les juger. L'accusation serait fondée qu'encore, ce me semble, il eût été mieux de ne l'exprimer aussi crûment qu'après l'avoir suffisamment établie. Mais que M. Renan me permette de le lui dire, si pour certains cultes elle est fondée, elle ne l'est point pour tous. Je n'ai pas à défendre ici le catholicisme romain, mais pour ce qui concerne le protestantisme, qui est aussi, je pense, une religion et mérite qu'on s'en souvienne, il n'est point vrai qu'il se soit mis au-dessus du droit commun et qu'il ait contesté à l'histoire le droit de le juger. Il n'a pas contesté ce droit à l'histoire passionnée, bien moins encore à l'histoire impartiale, si tant est que jusqu'ici pareille histoire se soit produite. L'eût-il fait, et parvînt-on à prouver, ce que je n'accorde nullement, l'intolérance absolue des Eglises protestantes à l'égard de la science indépendante et libre, on n'aurait pas le droit d'en conclure que cette intolérance tînt, comme le voudrait M. Renan, à l'essence même des doctrines religieuses du protestantisme. M. Renan ne peut l'ignorer, lui qui quelque part nous fait remarquer l'influence heureuse du protestantisme sur le catholicisme allemand, ce qui sépare de plus en plus les deux communions occidentales envisagées dans les grands traits qui les caractérisent, c'est en tout premier lieu le contraste qu'il est impossible de ne pas apercevoir entre l'absolutisme de l'une et l'esprit de tolérance de l'autre. Cette tolérance, dans les Eglises du protestantisme, ne tient point à un accident de position, à quelque nécessité dont on aurait fait vertu, mais bien à l'essence même de leurs doctrines, à ce libéralisme intérieur qui, gêné par plus d'un obstacle, a eu peine à se dégager, je le sais bien, mais s'est dégagé pourtant, apparaît aujourd'hui et éclate à tous les yeux, comme un des traits distinctifs de la dogmatique protestante. Il me semble impossible que M. Renan refuse d'en convenir, les deux christianismes dont je parle, celui de l'esclavage et celui de la liberté, ne sauraient être envisagés sérieusement

comme les variétés d'une même doctrine. Prononcer un pareil jugement sans l'avoir d'abord motivé avec soin, par une entière analyse des faits, est-ce de la vraie critique, de la critique impartiale et désintéressée? M. Renan confond ici ce qu'il eût fallu, au contraire, distinguer avec soin dans une caractéristique des religions, car c'est bien là, je le répète, ce qu'il a cru pouvoir nous donner en quelques mots, comme si pareil résumé était possible avant que l'histoire même des religions ait été faite. M. Renan le sait mieux que moi, elle n'est que commencée. Continuez-la, je le veux bien, poussez-la vigoureusement, creusez jusqu'au fond, allez jusqu'au bout; oui, mais procédez avec patience, ne précipitez rien, ne mettez pas la conclusion avant l'examen et le système avant l'étude. Rien ne presse, l'enquête finie (elle ne l'est pas encore), vous aurez le temps de condamner.

Un reproche que M. Renan croit pouvoir adresser aussi à toutes les religions, passées et présentes, antiques et modernes, c'est de s'être fait à elles-mêmes un système particulier de philosophie historique fondé sur la croyance à une intervention miraculeuse de la Divinité dans les choses humaines, et cela non pas pour y avoir été naturellement conduites par le développement intérieur de quelqu'une de leurs doctrines, mais par nécessité de position. Cette philosophie historique ne serait, à l'entendre, qu'un moyen tout extérieur, et comme un expédient destiné à étayer cette prétention à l'infaillibilité qui, suivant M. Renan, est le propre de toutes les religions et tient à leur essence même.

Dirigée contre les religions antiques, cette accusation a droit de surprendre. Quelle était la part du miracle dans ces religions, et tout d'abord l'idée que nous attachons au mot miracle était-elle connue des anciens? En tout cas, elle n'a pu leur être familière. Cette idée suppose la croyance à des lois naturelles, et sans parler de ce qu'avait alors de vague et d'incertain la science de la nature, le fait seul du polythéisme en Grèce, du panthéisme en Orient devait exclure l'idée de lois universelles, imposées une fois pour toutes au développement des phénomènes du monde extérieur. Ces lois qui les aurait données? Toute loi suppose un législateur, et un législateur assez puissant pour obtenir une pleine obéissance. Quelles qu'elles soient et de quelque façon qu'on les comprenne, des lois imposées à la nature supposent un maître de la nature, un maître qui n'est pas elle, qui s'en distingue, s'en sépare nettement, un maître qui la possède et la gouverne parce qu'il l'a faite. L'idée du miracle était inconnue aux religions antiques; elle est chrétienne, elle est juive, elle n'est ni grecque, ni orientale. On ne saurait confondre en effet le merveilleux avec le miracle. Le merveilleux, dans l'antiquité, n'était pas la suspension des lois naturelles; c'eût été bien plutôt leur apogée, si les peuples anciens avaient compris ces lois comme des lois. Pour la masse en Grèce (je ne parle pas des philosophes qui dans une certaine mesure entrevoyaient peut-être l'idée du miracle), pour la

masse éprise des songes de la mythologie, ce merveilleux qui la charmait n'avait rien d'exceptionnel, rien d'étrange, il était naturel comme tout le reste ; c'était, si j'ose ainsi dire, le naturel divin. Ces dieux si nombreux, si près de l'homme, mêlés à ses fêtes, à ses joies, à ses douleurs, aux yeux des Grecs c'était la nature elle-même, la nature, dirai-je, et l'humanité supérieure. Pour eux au fond le surnaturel n'existait pas. Le merveilleux était chose simple. Aussi, quoi qu'il puisse en sembler quand on songe aux oracles, aux théophanies, l'hellénisme ne rattache nullement son origine et la vérité de ses enseignements à quelque intervention surnaturelle des divinités grecques. Ce que croyait le peuple en Grèce, il ne le croyait point sur l'autorité d'un enseignement divin appuyé sur des prodiges, il le croyait au fond sur son propre témoignage. Sa vraie autorité, dont sans doute il ne se rendait pas compte, sa vraie autorité c'était lui-même ; c'était ce besoin de croire qu'il sentait en lui, besoin esthétique autant que moral dont l'ardeur enfantine et naïve, pénétrée par les influences du monde extérieur, avait peu à peu donné naissance à ses doctrines et à son culte et suffit à les défendre contre les assauts faiblement ressentis de l'examen et du doute, aussi longtemps que la philosophie n'intervint pas, ou n'intervint que timidement. Cette autorité du for intérieur, de la conscience païenne, si j'ose ainsi parler, les adeptes de l'hellénisme la subissaient, je le répète, sans s'en rendre compte. Seulement à mesure qu'autour d'eux le flot de la philosophie grossissait et montait, pour raffermir leurs convictions ébranlées, ils s'efforçaient de leur trouver un appui extérieur. Mais cet appui ils ne le cherchaient pas, que je sache, dans l'idée d'une révélation divine accompagnée de miracles ; ils le cherchaient (plus d'un chrétien peut-être en fait de même aujourd'hui), dans l'autorité, tout humaine et toute terrestre de la nationalité, de l'antiquité de ce culte et de ces croyances qu'ils aimaient. C'était comme religion de tous, surtout comme religion des ancêtres que l'hellénisme à leurs yeux était la vérité. J'incline à penser qu'on peut en dire autant des autres cultes anciens, bien qu'ici, je le sais, il faille largement tenir compte de l'action du sacerdoce, laquelle eut pour effet d'asseoir en partie la croyance des peuples sur une intervention des divinités nationales. Mais cette intervention avait-elle le sens de ce qu'aujourd'hui nous nommons miracle ? Etait-elle envisagée comme une suspension des lois de la nature ? Je ne le pense pas, et ce que je croirais moins encore, c'est que dans la façon dont cette intervention était comprise il pût y avoir matière à une philosophie religieuse de l'histoire.

M. Renan le sait mieux que moi, la philosophie de l'histoire, dont à peine quelque ébauche se trouverait chez Polybe et chez Platon, était inconnue à l'antiquité ; moderne et catholique, elle est née au quatrième siècle de la doctrine de la Providence, je veux dire de la manière dont alors on la comprenait. Cette façon judaïque d'entendre

IMPERIAL

la Providence chrétienne, peu marquée jusque-là chez les docteurs de l'Eglise, se montre alors avec éclat sous la plume d'Augustin, de Salvien, s'accentue toujours plus de siècle en siècle et donne enfin pour dernier résultat, dans la période moderne du catholicisme, toute une philosophie religieuse de l'histoire qui mérite assurément, celle-là, le nom de système que lui donne M. Renan, et de système fondé sur la croyance à une intervention miraculeuse de la Divinité dans les choses humaines, intervention toute au profit des dogmes catholiques. Ce qui résume en effet cette philosophie catholique de l'histoire, telle qu'elle continue à s'affirmer aujourd'hui, c'est l'idée d'un miracle permanent dans le monde en faveur de l'Eglise, miracle destiné à la légitimer au fond des cœurs, à étayer dans le passé d'abord, mais aussi dans le présent et dans l'avenir, ce que cette Eglise appelle son infaillibilité. L'assertion de M. Renan est donc vraie en ce qui concerne le catholicisme, duquel ce me semble, on peut également affirmer qu'il n'est pas maître de disposer librement de son passé, qu'il doit le plier, bon gré mal gré, aux nécessités du présent, le contraindre à fournir une base aux institutions les plus évidemment amenées par le cours du temps. Il serait difficile assurément d'en dire autant des religions antiques, et pour revenir à l'hellénisme, on peut se demander, je le répète, s'il est vrai que ses divinités, en se mêlant aux choses humaines, eussent pour but de donner le sceau de l'infaillibilité aux croyances religieuses du peuple, et de rattacher ces croyances à quelque chose qui ressemblât de près ou de loin à ce qu'on nomme aujourd'hui philosophie historique. Mais quoi qu'il en soit de la Grèce et des cultes anciens, sur lesquels je n'insiste pas, il y aurait trop à dire, si le jugement prononcé par M. Renan sur toutes les religions est motivé pour ce qui concerne le catholicisme, il n'en résulte assurément pas que ce jugement puisse le moins du monde être appliqué aux doctrines protestantes.

Quelles sont-elles sur la question qui nous occupe ? Le protestantisme a-t-il une philosophie religieuse de l'histoire ? Avant de la condamner commençons par nous demander si elle existe. M. Renan estime peut-être, avec l'Eglise dont il est sorti, qu'une dogmatique chrétienne est tenue nécessairement de nous offrir une pareille philosophie. Nous estimons, nous, qu'elle est tenue au contraire de n'en pas avoir, puisqu'elle ne saurait en avoir une qu'à la condition de méconnaître les vraies notions chrétiennes sur la Providence. C'est en les abandonnant toujours plus de siècle en siècle, que l'Eglise romaine, je l'ai dit déjà, a peu à peu donné naissance à cette philosophie catholique de l'histoire qui mérite assurément le reproche que lui adresse M. Renan. Mais, comment ne l'a-t-il pas compris, pareil reproche est sans motifs à l'égard du protestantisme, du vrai, de celui qui de plus en plus se dégage des erreurs romaines. A ses yeux l'action providentielle de Dieu dans l'histoire est une vérité sans doute, un fait certain, un fait immense, mais un fait obscur, mystérieux, qu'on

peut entrevoir, qu'on ne peut jamais saisir, dont les détails, dont les développements historiques nous échappent. La philosophie religieuse de l'histoire est une philosophie toute divine. Comme l'action providentielle qu'elle résume, elle n'est visible et saisissable qu'en Dieu. Nous l'y trouverons un jour et pourrons alors essayer de la comprendre. Y aspirer ici-bas, ce serait confondre les deux économies et vouloir réaliser le ciel sur la terre; rêve poétique et grandiose que je comprends, dans une certaine époque de l'Eglise, mais rêve insensé, et qui a trop égaré le romanisme pour qu'éclairés par ses erreurs nous ne nous gardions pas avec soin de les imiter.

Convenons-en; la dogmatique protestante aurait pu marquer plus nettement ce qui sépare sur ce point les deux communions, et elle est assurément pour quelque chose dans l'erreur commise par M. Renan. Cette belle doctrine de la Providence a été tellement défigurée, nos prédicateurs, nos docteurs eux-mêmes ont accumulé sur ce point tant d'idées fausses, tant de phrases vides et sonores, qu'il est malaisé, même à un esprit sagace et pénétrant, de discerner à travers toutes ces divagations la vraie pensée du protestantisme sur ce problème immense et mystérieux du gouvernement divin dont il faut dire comme de Dieu même : Ce sont les hauteurs des cieux, qu'y verrons-nous? ce sont les profondeurs des abîmes, qu'y connaîtrons-nous? Je m'explique donc en partie l'erreur de M. Renan; mais je ne me l'explique pas toute entière. Que, n'ayant pu saisir la doctrine protestante de la Providence, il accusât le protestantisme de n'en pas avoir, je le comprendrais : mais ce que je ne réussis pas à comprendre, c'est qu'il méconnaisse la distance des deux communions jusqu'à nous attribuer sur ce point important la doctrine même de Rome, surtout qu'il aille jusqu'à affirmer, comme il le fait implicitement dans les lignes auxquelles je réponds ici, que le protestantisme, aussi bien que Rome, s'appuie pour établir la divinité de ses enseignements sur une philosophie de l'histoire reposant elle-même sur la théorie du miracle extérieur permanent. Rien, à coup sûr, ne justifie une pareille assertion, et j'ai peine à me l'expliquer chez un écrivain aussi bien renseigné que l'est sans doute M. Renan sur l'état actuel des Eglises protestantes. A quoi sert donc la critique, l'étude fine et délicate, l'analyse complète et consciencieuse des idées et des faits, si au milieu des contradictions réelles et apparentes des docteurs, elle ne réussit pas à dégager la vraie pensée qui, sur tel point donné, caractérise au fond chacune des grandes divisions de l'Eglise universelle. S'engager dans une étude aussi compliquée, aussi ardue que celle des religions, surtout quand il ne s'agit pas uniquement de religions anciennes et disparues, c'est s'obliger soi-même à être juste; M. Renan l'est-il bien à l'égard du protestantisme, en confondant ainsi sa cause et ses destinées avec les destinées et la cause, bien différentes, du romanisme : car, je le répète, la théorie du miracle providentiel et permanent dans l'Eglise est essentiellement romaine. C'est le catho-

licisme qui l'a créée, tout comme on peut dire, en un sens, qu'elle a puissamment contribué à l'affermissement et aux développements historiques du catholicisme. Quant à l'apologétique protestante, sa théorie n'a jamais été celle du miracle permanent, mais bien celle du miracle local, momentané. Au dire des docteurs romains, la vérité chrétienne a été donnée au monde lentement, peu à peu, de siècle en siècle, par une sorte de révélation progressive dont les paroles du Christ et des apôtres contenaient le germe sans doute, mais n'étaient pourtant, à vrai dire, que la source, le commencement. Pour les docteurs protestants au contraire ce commencement est tout; dans les livres du Nouveau Testament la vérité religieuse est entière. On comprend dès lors la distance qui sépare le rôle du miracle au sens catholique et le rôle du miracle au sens protestant. Evidemment pour se légitimer, une révélation progressive a besoin d'un miracle permanent. A une révélation donnée une fois pour toutes, un miracle local, momentané, suffira. L'apologétique protestante, que je sache, n'en a jamais proclamé d'autre; elle a mis le miracle à l'origine, mais à l'origine seulement du christianisme et de l'Eglise. — Elle lui a accordé, je le sais, une trop large place dans son argumentation, elle lui a donné un rôle excessif; à cet égard, elle méritait assurément d'être réformée, et peut-être ne l'est-elle pas encore entièrement. Mais ce qu'on peut nier, sans crainte, ce me semble, d'être démenti, c'est qu'elle ait jamais accepté la théorie catholique du miracle permanent, c'est qu'elle ait jamais fondé sur cette base une philosophie religieuse de l'histoire, et songé le moins du monde à rattacher à pareille philosophie la divine autorité des vérités chrétiennes.

Quant aux velléités, aux pâles essais de philosophie historique qu'on peut trouver çà et là dans les écrits de quelques théologiens protestants, ce ne sont là, je l'ai dit déjà, que des inconséquences sans valeur, des lambeaux de romanisme, et plût à Dieu qu'ils fussent les seuls à traîner ainsi, depuis trois siècles, au sein de nos Eglises! Qu'ils disparaissent enfin, et peut-être alors verrons-nous mieux ce qui manque encore à notre apologétique pour devenir entièrement et dans toute la puissance de ce mot, une apologétique chrétienne. Quelque jugement qu'on porte sur celle que nous ont léguée nos pères, il faut du moins convenir qu'elle était en rapport avec le genre d'attaques dont l'Evangile était alors l'objet. Ces attaques ne sont plus les mêmes; questions, arguments, adversaires, tout a changé. Ce qui ne change pas, c'est la vérité; mais en lui demandant des armes nouvelles pour la défendre contre de nouveaux ennemis, peut-être arriverons-nous à la comprendre mieux elle-même. La dogmatique et l'apologétique se tiennent, et l'Evangile ne serait pas ce qu'il est, le trésor inépuisable, s'il ne sortait pas intact et glorieux comme toujours de la crise que la chrétienté traverse aujourd'hui. La nier ou vouloir la supprimer, serait folie. Ce serait de plus inconséquence, car il faut bien en convenir, cette crise

est notre œuvre. Que Rome s'en effraye, je le comprends, puisque, à la bien prendre, elle n'est, dans les choses religieuses, que l'avénement de plus en plus irrésistible de la liberté. Mais nous que la liberté ne menace pas, nous qui voyons dans l'Évangile le grand boulevard de l'indépendance des esprits, des consciences et des cœurs, en présence d'une situation que nous avons prévue, préparée peut-être, notre rôle est tout tracé; nous devons l'accepter sans inquiétude et sans peur, je dis plus, avec espérance. Qui sait si de cet obscurcissement de la foi ne sortira pas, et plus promptement que nous ne le pensons, un nouvel épanouissement des vérités chrétiennes? Qu'adviendra-t-il de Rome? je ne sais. Mais le catholicisme fût-il emporté dans cette crise immense, à coup sûr il ne disparaîtrait pas tout entier; dans ce vaste embrasement la paille et le chaume seuls seraient consumés; l'argent et l'or subsisteraient qui, joints à celui de nos Eglises débarrassées elles aussi de plus d'un mélange impur, formeraient le trésor nouveau de la chrétienté renouvelée, assise enfin sur de vrais, de solides fondements. Quoi qu'il en soit de ces prévisions, que j'ai peut-être tort d'exprimer et que je ne veux imposer à personne, toujours est-il que si le catholicisme est dans son rôle en essayant d'opposer une résistance extérieure à la crise religieuse qui commence, le protestantisme en l'imitant sortirait du sien; il irait à l'encontre de ses vrais intérêts qui, pour des Eglises fondées sur la liberté, ne sauraient être autre chose que les intérêts de cette liberté elle-même. La vérité par la liberté et la liberté seule, tel doit être aujourd'hui le mot d'ordre du protestantisme, s'il veut entrer, je ne dis pas sans périls, mais comme les anciens preux, sans reproche et sans peur, dans ce champ clos où il faut bien qu'il se montre et combatte, une fois qu'il y a appelé lui-même ses ennemis. Car c'est lui, je l'ai dit déjà, qui l'a provoquée cette attitude nouvelle et de plus en plus visible de l'incrédulité. Le combat qui vous est offert, vous l'avez voulu et voulu comme un bien. En face de ces ménagements de l'antichristianisme entravé par mille petits liens civils et politiques qui, en comprimant son hostilité, n'arrêtaient ni son outrecuidance ni surtout ses dédains, en présence de cette protection quasi officielle de la vérité qui la plaçait précisément sous le patronage de ceux qui la nient, vous vous êtes émus, vous avez fait effort pour l'arracher à une aussi honteuse servitude. Mais en enlevant le masque à ces soi-disant protecteurs, vous les avez forcés de se montrer ce qu'ils sont en réalité, des adversaires. S'ils attaquent aujourd'hui ce qu'ils ménageaient hier, c'est chose toute simple. Vous n'avez pas le droit d'en être surpris; vous devez l'avoir prévu. En proclamant si haut le droit, le devoir de la manifestation des opinions religieuses, aviez-vous donc compté sur le silence de l'antichristianisme? La partie serait trop belle si, libre désormais de se propager elle-même en tout sens, la foi chrétienne ne rencontrait, comme autrefois, que des adversaires timides et peu nombreux. Belle! non, elle ne le serait qu'en apparence; elle serait effrayante au fond et

pleine de périls. Exposée à toutes les tentations d'une lutte trop facile, poussée aux témérités, aux violences peut-être, l'apologétique chrétienne perdrait aisément cette discipline intérieure sans laquelle dans les combats de l'esprit, comme dans ceux de la poudre et du canon, il n'y a ni succès réel, ni triomphe solide. Ces attaques qui, de tous côtés, vous menacent et déjà vous enveloppent, seront au contraire un bien pour vous. Leur hardiesse, leur habileté vous mettront sur vos gardes : elles vous enseigneront la prudence, la modération dans les mots et dans les choses; elles vous forceront de peser avec soin vos arguments, vos motifs, de croire, au lieu de les énumérer complaisamment, et d'affermir vos convictions sur des fondements solides, sans y mêler, comme jusqu'ici peut-être vous l'avez fait, des appuis factices et trompeurs.

L'incrédulité n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était autrefois, légère, violente, passionnée; elle est grave, sincère et convaincue. La lutte n'en sera que plus difficile; mais elle sera ce qu'elle doit être, calme et digne. Eclairé par les fautes du passé, le scepticisme actuel[1] se garde avec soin de tout ce qui pourrait le faire accuser de mauvaise foi et d'ignorance. Il ne craint pas d'aller puiser longuement, patiemment à toutes les sources de la science, et l'on voit, de reste, quel vaste champ d'investigations s'ouvre aujourd'hui aux adeptes de la libre pensée. Pour ces hommes, qu'enhardit et que multiplie le grand épanouissement de liberté auquel nous assistons, c'est un devoir, en effet, s'ils sont conséquents avec eux-mêmes, s'ils veulent comme ils le disent, non pas détruire, mais comprendre et juger, d'aborder résolûment l'histoire religieuse, non pas de quelques peuples seulement, mais de l'humanité tout entière. Ils le feront de plus en plus, tenez-le pour certain, et ce qu'ils feront, les amis de la vérite chrétienne doivent le faire aussi. Ce n'est pas sans doute leur premier devoir; leur premier devoir, leur premier soin c'est ce qu'à défaut d'un meilleur nom, je me permets de nommer l'apologétique agressive, celle qui a pour but d'établir la vérité dans les esprits et les cœurs. Mais l'apologétique défensive est aussi un besoin du temps actuel, et plus il est pressant, plus il

[1] Je parle de ses représentants sérieux, et non de la masse qui les suit; car ne nous faisons pas illusion, nombreux sont aujourd'hui les esprits et les cœurs qui ont rompu avec les idées chrétiennes, et si leur sincérité en général ne saurait être mise en doute, si plusieurs y joignent la modération du langage, bien peu, je le crains, ont apporté dans l'étude des grands problèmes, qu'ils tranchent si résolûment, cette attention, ce calme, cet esprit d'analyse, cette défiance de soi-même, premières conditions de tout examen, de toute critique vraiment digne de ce nom. Cette critique, on la laisse aux chefs, aux guides qui, pour des philosophes, sont bien eux-mêmes un peu pressés d'affirmer et de conclure. Ceux qui les suivent le sont bien davantage; l'impatience de leurs désirs les emporte. Ce monde nouveau qu'ils rêvent, ils voudraient le voir de leurs yeux, avant de mourir. Le christianisme n'est plus qu'un arbre rongé par les ans; pourquoi hésiter encore? quelques coups hardis suffiront pour l'abattre. Heureux qui frappera le premier! Honneur à qui fera flotter aux regards de l'humanité ravie le drapeau du nouvel Evangile qui va remplacer l'autre! Honneur à qui l'écrira ce manuel de morale universelle que le monde attend! Sur son contenu, il est si facile de tomber d'accord. Demandez plutôt à ceux qui ont assisté au congrès de Berne!

importe que les amis du christianisme acceptent les conditions nouvelles de la lutte qu'ils ont à soutenir. C'est ce que comprenait mieux que personne, ce qu'avait compris le premier dans les pays de langue française un champion de l'Evangile, dont la place, si brusquement laissée vide, il y a vingt ans, n'est pas encore remplie. Une haute pensée d'apologétique soutenait Adolphe Lèbre, quand il entrait si hardiment dans l'étude des religions antiques. Ce qu'il y eût puisé de force pour défendre la vérité, Dieu seul le sait; mais son exemple seul, je le crois, eût fait un bien immense en entraînant à sa suite plus d'un ardent et généreux esprit dans cette voie où la jeune génération théologique si elle comprend son rôle, s'engagera, je l'espère, de plus en plus. Les adeptes de l'antichristianisme ne s'y aventureront pas tous avec elle, je le sais bien; les esprits troublés et flottants, si nombreux aujourd'hui, ne l'y suivront pas non plus. La masse est spectatrice de sa nature; elle regarde, elle écoute, elle attend. En présence de ces grands combats où ses destinées, elle le sent, sont si douloureusement engagées, ce qu'elle comprend le mieux et le plus aisément, c'est le courage. Quelles que soit la longueur, les péripéties de la lutte qui commence, que du moins il ne puisse un seul instant être dit que le courage a manqué aux soldats du Christ, la foi aux défenseurs naturels de la vérité[1].

F. Frossard.

[1] Sans vouloir en rien affaiblir l'importance des conseils donnés aux défenseurs de la foi par notre honorable collaborateur, nous nous permettrons de faire une réserve à l'égard de l'attitude qu'il attribue aux représentants les plus éminents de l'antichristianisme contemporain. Laissant de côté comme lui la tourbe qui injurie avec un cynisme croissant non-seulement le christianisme mais encore le spiritualisme, nous ne pouvons admettre depuis la publication de la *Vie de Jésus* de M. Renan et des derniers ouvrages de M. Taine que l'incrédulité contemporaine ait montré la gravité et l'élévation qui commandent le respect. On voudra bien ne pas oublier que notre honorable contradicteur n'a point touché aux questions d'Eglise dans ce remarquable morceau. Le respect de la liberté de la pensée n'implique pas plus pour lui que pour nous l'intolérable désordre d'une Eglise enfermant dans son cadre le christianisme et l'antichristianisme, et livrant le combat apologétique contre ses propres pasteurs et docteurs. (*Réd.*)

LITTÉRATURE

—

ESSAI SUR LA POÉSIE PROTESTANTE

AU SEIZIÈME SIÈCLE[1].

VII. — LES PSAUMES.

Avec les Psaumes, nous revenons à la poésie populaire du protestantisme ; leur rôle est comparable à celui des chansons dont nous avons parlé, quoique bien plus étendu et bien plus fécond. Si les chansons mettent en saillie le côté gaulois du caractère huguenot, les Psaumes en montrent le côté religieux.

On connaît l'histoire des Psaumes. Marot revenait d'exil où l'avait jeté la malheureuse affaire des Placards, dans laquelle la Sorbonne l'accusait, à tort ou à raison, d'avoir trempé. L'épreuve avait donné du sérieux à son caractère ; aussi n'hésita-t-il pas, encouragé par Marguerite de Valois, son auguste amie et protectrice, à entreprendre, vers 1539, la traduction en vers des Psaumes ; la version faite sur l'hébreu par Vatable lui servit de guide dans ce travail. Les trente psaumes que renfermait la première édition eurent l'honneur d'être accueillis avec faveur par François Ier qui en accepta la dédicace, et présentés à Charles-Quint lors de son passage à Paris. C'était plus qu'il n'en fallait pour leur assurer une grande vogue. D'ailleurs, un souffle religieux passait alors sur les âmes ; c'était le moment où, devant chaque conscience, se posaient de solennelles interrogations. Le travail de Marot arrivait à son heure : il eut un immense succès. On vit toutes les classes de la société adopter avec enthousiasme les nouveaux Psaumes. Tandis que le peuple les ajustait, tant bien que mal, aux airs de ses chansons et de ses noëls en vogue, les dames de la cour demandaient des airs plus relevés à leurs compositeurs favoris, et les chantaient avec accompagnement de luth et d'épi-

[1] Voir la *Revue chrétienne* des 5 octobre et 5 novembre 1865.

nette. On prétend que la jeune reine, Catherine de Médicis, leur demandait elle-même la consolation de ses chagrins domestiques.

Le haut patronage du roi, de sa sœur et de la cour tendait ainsi à donner à cette œuvre un caractère complétement étranger aux querelles religieuses et à la faire accepter par les catholiques les plus scrupuleux. Marot, qui avait mangé le pain amer de l'exil et qui n'avait nulle prédilection pour le martyre, se serait bien gardé de réclamer contre ce succès inespéré. Ce fut sa vieille ennemie, la Faculté de théologie de Paris, qui ouvrit les hostilités et qui, d'une version inoffensive des Psaumes, fit un livre hérétique. Lorsque le premier enthousiasme fut passé, elle censura l'ouvrage comme *infidèle*. Marot était mal noté en Sorbonne, et cela suffit pour que la vénérable faculté vît de mauvais œil ses succès. D'ailleurs, le poëte s'était permis de joindre, comme appendice à sa traduction des Psaumes, celle des dix commandements, et il n'est pas douteux que ce qui avait réveillé les foudres des docteurs, c'était surtout certaine traduction malsonnante et trop littérale du deuxième commandement.

Cette censure décida du caractère définitif de l'œuvre de Marot. En la frappant de son ostracisme, la Sorbonne jeta son auteur dans les bras de Calvin, et donna à la Réforme française les hymnes qui devaient la mener à la victoire ou au martyre. Marot reprit en effet le chemin de l'exil et s'enfuit à Genève, où il traduisit vingt nouveaux psaumes, cette fois-ci directement en vue du culte nouveau ; ce fut Calvin lui-même qui lui servit d'éditeur (1543).

Les jeunes Eglises réformées de France adoptèrent de bonne heure le recueil que désignaient à leur choix la prédilection de Calvin et les colères de la Sorbonne[1]. Aussi le chant des psaumes devint-il bientôt séditieux et fut-il considéré par les bien pensants comme hérétique au premier chef. Singulier et instructif revirement que celui-là ! Dès lors aussi, il exerça une influence incalculable sur les progrès de la Réforme en France. En une foule de localités les principes nouveaux pénétrèrent à la faveur de ces naïves et inoffensives mélodies. Le peuple se sentait attiré et ému par ces chants qui différaient tant de tout ce qu'il avait entendu jusque-là, et prêtait ensuite une oreille attentive à la prédication du pur Evangile. On sait comment, en 1858, étudiants et gentilshommes se réunissaient chaque soir au Pré-aux-Clercs, pour chanter des psaumes en présence d'une foule attentive ; on sait aussi que ces rassemblements, qu'un ordre du roi réussit seul à faire cesser, furent le point de départ d'une recrudescence dans les progrès de la Réforme à Paris. Ce que l'on sait moins, c'est que des scènes toutes semblables se produisirent sur divers points de la France. Voici, par exemple, ce qui se passa à Bourges

[1] On assure que l'Eglise de Grandson, en Suisse, fut la première à chanter les Psaumes de Marot, et cela dès leur première apparition, le 1er décembre 1540, au dire de Ruchat.

en 1559; nous laissons la parole à un témoin oculaire, cité par M. Lacour: « L'an 1559, depuis le commencement du mois d'apvril et tout le temps d'esté ensuyvant, on chantoit à grandes troupes tous les soirs, tant festes que jours ouvriers, les psalmes de David, au lieu qu'on appelle Pretz-Fichault, et se assembloient audit lieu tous les soirs du monde innumérable, tant hommes que femmes, chantant en grande mélodie lesdictz psalmes. Plusieurs deffences furent faictes par criz public de non plus chanter lesdictz psalmes, sur peine de la hart, et fust élevé une potence au millieu dudict Pretz-Fichault, pour plus grandement déterrer ceux qui chanteroient lesdictz psalmes; toutesfoys, nonobstant toutes les choses susdites, on ne cessa point de chanter audict lieu tout durant l'esté. » « Superbe mise en scène, ajoute M. Lacour, que cette foule immense dominée par le prêtre et le bourreau, et singulier accompagnement pour les suaves mélodies de la prière que le bruit sinistre du vent sifflant entre des cadavres, et de la rafale brisant l'une contre l'autre les chaînes veuves d'une proie[1]. »

Le Psautier, complété par Théodore de Bèze, devint ainsi l'unique recueil des Eglises de langue française. Si ses austères mélodies furent les chants de triomphe dont les huguenots saluèrent leurs premiers succès, si elles servirent même à faire des prosélytes à leur cause, elles ne tardèrent pas à devenir les tristes complaintes de leurs malheurs. En face des bûchers, dans les luttes sanglantes, aux grandes assemblées du désert et sur la terre étrangère, elles exprimèrent admirablement les sentiments de tristesse qui remplissaient les cœurs. C'est là, qu'on ne s'y trompe pas, ce qui a fait le succès persistant des psaumes au milieu des Eglises protestantes. On a souvent médit et de cette poésie prosaïque et froide et de ces chants d'une désespérante monotonie et d'une tristesse sévère; de là à accuser le protestantisme tout entier de manquer de tout goût pour les arts, il y avait une certaine distance, mais, l'esprit de parti aidant, on l'a aisément franchie. La Harpe n'a fait qu'exprimer dédaigneusement l'idée courante, lorsqu'il a dit: « Les psaumes de Marot ne sont bons qu'à être chantés dans les Eglises protestantes. » Ces jugements sont injustes, parce qu'ils ne tiennent pas compte des circonstances tout exceptionnelles au milieu desquelles ces compositions firent leur chemin. Ce qui fit le succès des psaumes en effet, c'est qu'ils eurent le bonheur de répondre à une situation; ils devinrent l'organe des malaises, des aspirations, des besoins et des souffrances de tout un peuple. Qu'importait aux persécutés la valeur littéraire de ces hymnes? Ce qu'ils cherchaient dans les accents généralement mélancoliques du roi-prophète, c'étaient leurs propres soupirs; ce qu'ils découvraient dans les chants victorieux que lui dictait sa confiance en Dieu, c'étaient leurs propres espérances que rien ne parvenait à ébranler; les cantiques de deuil qu'entonnait Is-

[1] *Bulletin de l'Hist. du Prot. franç.*, t. V, p. 391.

raël dans son exil sur les bords de l'Euphrate, parlaient au cœur des proscrits de la patrie absente. Une exégèse hardiment symbolique prêtait à ces antiques chants une portée et une signification dont nous avons perdu le secret. Les obscurités de la pensée, les lourdeurs et les incorrections du style n'arrêtaient pas le lecteur pieux ; l'énergie de ses sentiments suppléait à la faiblesse des idées et des expressions du poëte.

Ce peuple persécuté qui, pendant deux siècles et demi, se nourrit d'un aliment aussi substantiel que celui-là, offre au penseur un phénomène remarquable qui ne s'est pas reproduit. S'il est vrai qu'on ne peut être bien jugé et apprécié que par ses pairs, il fallut qu'une bien intime communion de pensées et d'émotions s'établit, à trois mille ans de distance, entre l'âme religieuse du vieux chantre hébreu et ces âmes exaltées par la souffrance, pour que cette poésie, tantôt si âpre et si vengeresse, tantôt si douce et si tendre, pût être si longtemps comprise et aimée, comme elle le fut, par les huguenots. Cette prédilection pour les psaumes ne fut pas, en effet, dans l'Eglise réformée, un simple engouement : un engouement ne dure pas trois siècles; on ne l'expliquera pas non plus par la place que ces chants occupèrent dans le culte et par l'attachement bien naturel que porte un peuple religieux aux formes traditionnelles de son culte, car, pour qui connaît un peu l'histoire intime de la Réformation française, il est certain que les psaumes ont joué peut-être un rôle plus grand et plus salutaire dans le sanctuaire de la famille et au chevet des mourants que dans les grandes assemblées où le chant en commun exalte et enthousiasme les masses. Il fallait, répétons-le, que le peuple protestant possédât en soi une vie religieuse bien intense pour comprendre et aimer des chants dont l'accent est si personnel et où toutes les notes du sentiment religieux, depuis les plus graves jusqu'aux plus aiguës, sont rendues avec tant de puissance.

Venons-en au mérite purement littéraire des *Psaumes*. Marot fut incontestablement le meilleur des poëtes de la Renaissance. « Son talent, dit La Harpe, est infiniment supérieur à tout ce qui l'a précédé et même à tout ce qui l'a suivi jusqu'à Malherbe. » Avec un vrai poëte pour créer la poésie de son culte, il semble que le protestantisme aurait pu aspirer à quelque chose de mieux que les *Psaumes*. Cette traduction, en effet, est une œuvre évidemment manquée, au point de vue poétique, et rien n'égale la surprise et le désappointement du lecteur qui passe des charmantes épîtres de Marot à sa traduction des Psaumes. D'où vient cette différence? Evidemment Marot n'était pas à la hauteur de la tâche qu'il avait entreprise, et cela de deux manières. Il lui manquait cette piété profonde qui lui eût permis de pénétrer dans les profondeurs de la pensée du Psalmiste et de s'associer aux élans de son enthousiasme; il eût fallu un poëte inspiré, et Marot n'a été trop souvent que le traducteur inintelligent et maladroit d'une pensée dont il ne saisissait que les grandes lignes. M. Gérusez l'a bien jugé lorsqu'il a dit : « Il a tout le sel et toute

la grâce de l'esprit gaulois, mais il manque d'élévation, et lorsqu'il a essayé la haute poésie sur les traces de David, il a perdu sa naïveté sans atteindre la noblesse. » La seconde raison de la faiblesse de Marot est imputable à son siècle plutôt qu'à lui. Nous l'avons déjà dit, le seizième siècle, qui a excellé dans la poésie badine, a complétement échoué dans la grande poésie lyrique ou épique, et cela par la bonne raison que la langue, dans les tâtonnements de sa formation, ne se prêtait pas encore aux grands mouvements. David était intraduisible au seizième siècle.

Est-ce à dire pourtant que Marot ait toujours échoué et qu'il n'y ait rien à butiner de beau et de bien dit dans les cinquante psaumes dont il est l'auteur? Loin de là. Si l'inspiration est généralement absente, elle se montre quelquefois; si le versificateur tient presque toujours la plume, il la fait passer quelquefois au poëte. Veuillez toutefois, pendant ces trop courts éclairs, ne pas trop songer à David : c'est Marot qui parle ; ce qui dans le poëte hébreu était grand est ici gracieux; ce qui était étincelant est ici spirituel. Marot, en effet, excelle dans l'expression des sentiments doux et tendres. On n'a peut-être pas remarqué suffisamment ce côté de son talent; la lyre du poëte badin possédait une corde mélancolique dont la vibration se distingue parfois jusque dans ses pièces les plus follement gaies. Il en résulte que, autant le poëte est faible lorsqu'il veut rendre les images hardies et les idées énergiques de la muse hébraïque, autant il est heureux quelquefois lorsqu'il se trouve en face de ces psaumes qui dépeignent les éternelles tristesses de l'âme humaine. Marot abandonne alors le vers de dix pieds qui est pour lui ce que furent les armes de David, et, en reprenant ses mètres favoris, il retrouve sa liberté d'allures :

Du fonds de ma pensée,
Au fonds de tous ennuis,
A toi s'est adressée
Ma clameur jour et nuits.
Enten ma voix plaintive,
Seigneur, il est saison :
Ton oreille ententive
Soit à mon oraison (Ps. CXXX).

A toi, mon Dieu, mon cœur monte,
En toi mon espoir ay mis :
Fais que je ne tombe à honte
Au gré de mes ennemis.
Honte n'auront voirement
Ceux qui dessus toi s'appuyent :
Mais bien ceux qui durement
Et sans cause les ennuyent (Ps. XXV).

La contemplation des œuvres de Dieu qui arrache au Psalmiste des cris d'admiration où s'unissent la reconnaissance de l'âme religieuse et l'enthousiasme du poëte, inspire à son imitateur de petits tableaux d'où la grandeur a disparu, mais qui sont gracieux et charmants dans leur naïveté :

Tu fis descendre aux valées les eaux,
Sortir y fis fontaines et ruisseaux,
Qui vont coulans et passent et murmurent
Entre les monts qui les plaines emmurent.

Dessus et près de ces ruisseaux courans,
Les oiselets du ciel sont demeurans,
Qui du milieu des fueilles et des branches
Font résonner leurs voix nettes et franches (Ps. CIV).

Le ton se relève parfois, et l'accent du poëte devient énergique. Ce ne sont que des éclairs, mais ils ressortent d'autant mieux qu'ils sont plus rares sur le fond grisâtre de l'ouvrage. Au psaume XII, Marot parle des impies,

Qui mesmement entr'eux ce propos tiennent:
Nous serons grands par nos langues sur tous:
A nous de droit nos lèvres appartiennent,
Flattons, mentons, qui est maistre sur nous?

Clément Marot, nous l'avons dit, n'est l'auteur que d'une cinquantaine de psaumes : les deux tiers du Psautier sont l'œuvre de Théodore de Bèze. Quelque insuffisante que soit l'œuvre du traducteur primitif, il faut avouer que son continuateur lui est inférieur, et que le poëte mondain a en général mieux rendu le génie du Psalmiste que ne l'a fait le ministre réformé. « On voit, dit M. Sayous, que son travail a été plus rapide que soigné; il fait son verset à tout prix; et d'ordinaire une paraphrase sans couleur et toute hérissée de chevilles remplace la poésie de l'original. Il ne réussit pas habituellement à éviter l'obscurité qui naît de la confusion des personnes, fréquente dans l'ode hébraïque; parfois même il arrive que sa période est peu intelligible, et le traducteur n'a pas l'air de s'en douter... Il est malheureusement très vrai que la contrainte, la rudesse, les négligences de langage sont des défauts qui abondent dans la version de Bèze[1]. »

Théodore de Bèze, il ne faut pas l'oublier, était lancé au milieu de toutes les ardeurs de la lutte, lorsqu'il fut chargé par Calvin de compléter l'œuvre de Marot. Aussi ce qui manque le plus à son travail, c'est la spontanéité et l'inspiration. La tournure même de son esprit, critique et satirique, s'opposait à ce qu'il comprît et rendît le mysticisme élevé du roi-prophète. S'il réussit quelquefois à mettre de l'énergie et de la vie dans sa traduction, ce fut dans un psaume comme le LXVIIIe, par exemple, où il rencontra un thème en rapport avec son talent; dans ce psaume, que l'on a appelé le chant de guerre des huguenots, Bèze s'est surpassé; son vers, ordinairement lourd et traînant, est rapide et vif; au lieu de ramper, comme trop souvent, il vole sur les ailes d'une inspiration généreuse.

L'ami de Calvin sentait mieux que personne tout ce qui lui manquait pour achever l'œuvre de Marot. Il ne se faisait pas illusion sur la nature

[1] *Etudes*, t. I, p. 292, 295.

de son talent, et comprenait que les doigts du polémiste, fatigués à manier la plume, cette épée de l'intelligence, n'étaient pas assez souples pour toucher la harpe du psalmiste hébreu. Ecoutez avec quelle modestie il se défend d'avoir accompli dignement sa tâche, dans cette admirable épître dédicatoire qui vaut à elle seule tous ses psaumes, au moins au point de vue littéraire. Il s'adresse à Marot :

Las ! tu es mort sans avoir avancé
Que le seul tiers de l'œuvre commencé,
Et, qui pis est, n'ayant laissé au monde,
Docte poëte, homme qui te seconde.
Voilà pourquoy, quand la mort te ravit,
Avecques toy se teut aussi David,
Craignant quasi tous les meilleurs esprits
Mettre la main à ton œuvre entrepris.
Qui te fait donc (dira quelqu'un) si brave
Que d'entreprendre un ouvrage si grave?
Ecoute, ami, je sçay bien, Dieu merci,
Que j'entrepren, et qui je suis aussi,
Je sçay très bien que ma condition
Suit de bien loin ma bonne affection.
Mais toutes fois, un bon cœur trop mieux vaut
Lors mêmement que le pouvoir défaut,
Qu'un grand pouvoir, et volonté trop lasche.
Que si quelqu'un en me lisant se fasche,
Tant s'en faut-il qu'il me puisse desplaire
Que je voudroy plus tost, tout au contraire
Quiconqu'il soit, tant luy estre ennuyeux,
Qu'il luy en prinst désir de faire mieux.

Le conseil est fort bon et un peu malin ; nous nous permettrons toutefois de ne pas le suivre, nous rappelant certaine distinction sagement établie par Boileau entre l'art et la critique. Il est certain que cette dernière serait fort empêchée si tous les auteurs malmenés par elle la mettaient aussi poliment en demeure « de faire mieux. » Une pareille invitation désarmerait la critique, lors même que la modestie que respirent ces beaux vers ne l'aurait pas déjà fait.

VIII. — LES POETES SATIRIQUES ET CONTROVERSISTES.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer la verve satirique de la muse huguenote, dans la revue rapide que nous avons faite des chansons protestantes. Nous avons à nous occuper maintenant d'œuvres moins impersonnelles, signées de noms connus, mais conservant à des degrés divers ce même caractère agressif et militant. Et qu'on ne s'étonne pas de retrouver fréquemment ce caractère dans les œuvres littéraires produites par le siècle de la Réformation. Il fallait que les doctrines nouvelles gagnassent leur terrain pied à pied, luttant contre les résistances violentes des uns, contre la passivité indolente des autres, se servant d'armes de tous les calibres pour faire face à toutes les oppositions. En France, cette patrie de l'*esprit*, au seizième siècle, cette époque où l'esprit français se réveille avec toute sa pétulance intrépide, il était impossible qu'une révolution, aussi vaste que la Réforme, n'entraînât pas dans ses rangs des

représentants du vieil esprit gaulois, capables de mettre leur verve caustique et moqueuse au service de la plus grave des causes.

Théodore de Bèze paraît avoir reçu de cette verve une mesure entassée et débordante. Outre les innombrables ouvrages de controverse théologique qu'il publia et dans lesquels on rencontre à chaque instant des traits âpres et mordants à l'adresse de ses adversaires, on possède de lui divers écrits d'un caractère satirique et presque bouffon qui sont, comme les *Propos de table* de Luther, les délassements d'un esprit sérieux. Les *Epistola magistri Benedicti Passavanti*, en latin macaronique, sont la satire amusante et quelquefois triviale du président Lizet, l'un des adversaires acharnés des protestants. On lui attribue aussi un pamphlet dont le titre seul indique suffisamment le caractère : *Histoire de la Mappemonde papistique, en laquelle est déclairé tout ce qui est contenu et pourtraict en la grande table ou carte de la mappemonde, par Frongidelphe Escorche-Messes, imprimée en la cité de Luce-Nouvelle, par Briffaut Chasse-Diables.* La verve de Bèze s'épanchait volontiers aussi dans des épigrammes en vers français ou latins où ne manque jamais le sel, le gros sel surtout; elles furent fort prisées de son temps; les invectives souvent violentes et grossières, les plaisanteries bouffonnes et risquées qui les déparent à nos yeux, en faisaient tout le prix au seizième siècle; c'étaient là les représailles, considérées comme légitimes, contre des attaques tout aussi virulentes; elles portèrent coup d'ailleurs et suscitèrent à leur auteur d'innombrables ennemis. Ces épigrammes sont oubliées aujourd'hui; nées le plus souvent de rancunes personnelles, elles n'ont pas survécu à l'occasion qui les fit naître. Ce qui surnage de l'œuvre polémique de Bèze, ce ne sont pas les ouvrages qui n'ont servi qu'à venger l'amour-propre offensé de l'auteur; ce sont plutôt les écrits qui ont contribué de quelque manière à l'établissement de la Réforme.

La *Tragédie françoise du sacrifice d'Abraham* (1550) ne semble comporter, ni par son sujet ni par l'occasion qui l'inspira, une intention ouvertement polémique. On sait, en effet, qu'elle fut composée par Bèze, pour servir d'exercice de déclamation aux étudiants de l'académie de Lausanne. Mais qu'on se rappelle que le jeune professeur venait d'arriver de France, dans cette ville qui partageait avec Genève l'honneur d'être l'asile des proscrits; qu'on se rappelle que la jeunesse studieuse qui l'entourait était en grande partie composée des enfants des réfugiés; et l'on comprendra qu'à ce moment de sa vie toute œuvre dût ramener un esprit comme le sien aux grandes préoccupations de la cause qu'il avait épousée. Ce proscrit écrivant pour des proscrits, pouvait-il se dispenser de leur parler du sujet qui était l'âme de leurs pensées. Il ouvre, en effet, la préface de sa pièce par cette déclaration qui indique sous l'empire de quelles préoccupations il a pris la plume : « Il y a environ deux ans que Dieu m'a fait la grâce d'abandonner le pays auquel il est persécuté, pour le servir selon sa sainte volonté. Durant lequel temps, pour ce qu'en mes afflictions di-

verses fantasies se sont présentées à mes esprits, j'ay eu recours à la parole du Seigneur : en laquelle j'ay trouvé des choses qui m'ont merveilleusement consolé... Lisant donc ces histoires sainctes avec un merveilleux plaisir et singulier profit, il m'est pris un désir de m'exercer à écrire en vers tels arguments, non-seulement pour les mieux considérer et retenir, mais aussi pour louer Dieu en toutes sortes à moy possibles. »

Cet extrait nous donne la clef de l'ouvrage. « De fait et d'intention, dit M. Sayous, ce poëme, dans sa presque totalité, est une prédication de circonstance. Tout quitter, tout sacrifier pour le vrai culte de Dieu, bonheur domestique, pouvoir, affections puissantes; c'est-à-dire abandonner sa patrie, sa famille, ses enfants, tuer son cœur enfin, pour fuir l'esclavage de la papauté : voilà ce que la Réforme demandait à ses adeptes, on sait avec quel prodigieux succès; voilà ce qu'elle leur prêchait incessamment, dans les écrits de toute espèce; et le *Sacrifice d'Abraham* n'est qu'une de ces exhortations déguisées[1]. »

Dès le début, l'intention de l'auteur est transparente. La pièce s'ouvre par un monologue d'Abraham dont chaque vers devait trouver un écho dans l'âme des fugitifs:

Depuis que j'ay mon pays délaissé,
Et de courir çà et là n'ay cessé,
Hélas! mon Dieu, est-il encor' un homme,
Qui ait porté de travaux telle somme...

Or donc, sortir tu me fis de ces lieux,
Laisser mes biens, mes parents et leurs dieux,
Incontinent que j'eu ouy ta voix.
Mesmes tu sçais que point je ne sçavois
En quel endroit tu me voulois conduire :
Mais qui te suit, mon Dieu, il peut bien dire
Qu'il va tout droit ; et tenant ceste voye,
Craindre ne doit que jamais il fourvoye.

Plus loin le ton change : ce n'est plus la résignation qui parle ; c'est l'âme opprimée qui demande vengeance et qui entrevoit derrière les douleurs du présent le triomphe que l'avenir réserve à la bonne cause.

A nous et nos enfants,
En honneur triomphants,
Ceste terre appartient ;
Dieu nous l'a dit ainsi,
Et le croyons aussi:
Car sa promesse il tient.

Tremblez doncques, pervers,
Qui par tout l'univers
Estes si dru semez :
Et qui vous estes faits
Mille dieux contrefaits,
Qu'en vain vous réclamez.

Et toy, Seigneur, vray Dieu,
Sors un jour de ton lieu,
Que nous soyons vengez
De tous tes ennemis :
Et qu'à néant soyent mis
Les dieux qu'ils ont forgez.

[1] *Etudes*, t. I, p. 280.

Les notes graves de la résignation ou de l'indignation ne sont pas, on le voit, au-dessus du génie de Bèze. Il revient cependant à sa note favorite qui, sous son timbre clair et gai, satirise avec une impitoyable verdeur. Comment laisser passer une si bonne occasion sans rappeler les griefs de la Réforme contre le clergé et les ordres monastiques? Il est vrai que l'anachronisme est un peu violent, et qu'il faut bien de l'habileté chez l'auteur et bien de la bonne volonté chez le spectateur pour rattacher de quelque façon la satire des prêtres à l'histoire d'Abraham. Mais au seizième siècle, on n'y regardait pas de si près, et le peuple pardonnait volontiers les plus grands accrocs faits à la vérité historique, pourvu qu'on l'intéressât et qu'on le divertît.

Pour amener le morceau satirique qui, devant un auditoire composé en partie de proscrits, devait être le morceau à effet de toute la pièce, il fallait à Bèze un personnage nouveau dont le récit de la Genèse ne parle pas. Ce personnage, c'est celui auquel toutes les pièces religieuses du moyen âge donnaient nécessairement un rôle fort important, c'est Satan. Lorsque le père des croyants quitte la scène, il y est remplacé par le père du mensonge; seulement, par un détail d'accoutrement qui est à lui seul toute une satire, Satan porte le froc du moine. Le monologue auquel il se livre est un morceau de haute satire où la verve ne manque pas et où ne manquent pas non plus les couleurs les plus crues et les traits les plus âpres. Ce morceau mérite d'être lu. A part quelques tons un peu criards et quelques violences d'expression, il y a dans ce discours de Satan un mélange de bonhomie narquoise et d'indépendance audacieuse qui le distingue essentiellement du Satan des mystères, avec lequel il a pourtant plus d'un trait de ressemblance. Tandis que nos vieux auteurs du moyen âge faisaient du prince des ténèbres le bouc émissaire chargé de tous les ridicules en même temps que de tous les forfaits et lui accordaient une part plus forte que de raison de la sottise universelle, Bèze en fait un profond politique et un calculateur habile. Quelques traits du portrait qu'il trace seront repris et développés plus tard par Milton, avec toute la supériorité que confèrent au poëte du dix-septième siècle sur son devancier du seizième, et la grandeur du génie et la liberté d'allures permise à l'épopée et interdite à un drame satirique. Contraire au Satan des mystères, celui de Bèze, loin de subir les ridicules, les distribue; c'est là un progrès évident. Il n'est, tout compté, qu'un prête-nom; son rôle ne consiste pas à se rendre odieux, mais à faire mépriser la robe qu'il porte. Vers la fin de la pièce, sans doute, le vrai Satan se retrouve et ses ruses sont déjouées par la foi du patriarche, mais, ne vous y trompez pas, les huées du parterre s'adressent moins encore au tentateur lui-même qu'à la malencontreuse robe dont il s'est affublé.

Voici maintenant les principaux passages de ce soliloque:

Et m'est advis en quelque part que j'aille,
Je vay, je vien, jour et nuict je travaille,

Que je ne perds ma peine aucunement.
Règne le Dieu en son haut firmament,
Mais pour le moins la terre est toute à moy,
Et n'en déplaise à Dieu ni à sa loy.
Dieu est aux cieux par les siens honoré :
Des miens je suis en la terre adoré.
Dieu est au ciel : et bien je suis en terre.
Dieu fait la paix, et moy je fay la guerre.
Dieu règne en haut : et bien, je règne en bas,
Dieu fait la paix, et je fay les débats.
Dieu a créé et la terre et les cieux :
J'ay bien plus faict, car j'ai créé les dieux...
Dieu ne fit one chose tant soit parfaicte,
Qui soit égale à celui qui l'a faite :
Mais moy j'ay fait, dont vanter je me puis,
Beaucoup de gens pires que je ne suis.

Ce parallèle que Satan ne craint pas d'établir entre Dieu et lui ne manque pas de hardiesse. Si l'auteur fait abus de l'antithèse, il lui donne à certains moments une étrange vigueur.

Voilà comment depuis l'homme premier,
Heureusement j'ay suivi ce mestier,
Et poursuivray quoy qu'en doive advenir,
Tant que pourray cest habit maintenir.
Habit encor' en ce monde incognu,
Mais qui sera un jour si bien cognu,
Qu'il n'y aura ne ville ne village,
Qui ne le voye à son très grand dommage.
O froc, ô froc, tant de maux tu feras,
Et tant d'abus en plein jour couvriras,
Ce froc, ce froc, un jour cognu sera,
Et tant de maux au monde apportera,
Que si n'estoit l'envie dont j'abonde,
J'auroy' pitié moy-mesme de ce monde.
Car moy qui suis de tous meschants le pire,
En le portant moy-mesme je m'empire.

Ce dernier trait est bien malin, et les bons bourgeois de Lausanne durent l'applaudir fort.

Avec Abraham reparaissent sur la scène ces sentiments de confiance en Dieu et de soumission à sa volonté qui avaient une éloquence et une actualité si saisissantes aux jours orageux de la Réformation. Il faut lire cette touchante discussion entre Abraham et Sara qui cherche dans son amour maternel toutes sortes d'objections pour empêcher le voyage d'Isaac. Bèze met sur les lèvres du patriarche quelques belles sentences de stoïcisme chrétien que l'on pourrait appeler les aphorismes du martyre.

Il faut lire aussi l'admirable description du combat que se livrent dans l'âme du serviteur de Dieu, au moment où va se consommer l'horrible holocauste, ses sentiments d'obéissance à Dieu et les réclamations bien naturelles de l'amour paternel. Ce drame moral, l'un des plus pathétiques et l'un des plus poignants de ceux dont les annales de l'humanité nous offrent le sujet, c'était, dans ses grands traits, l'histoire même de tous ces réfugiés qui avaient dû rompre les liens les plus sacrés, renoncer aux affections les plus légitimes, pour obéir à Dieu et à leur conscience. Cette lutte de la chair contre l'esprit, ils l'avaient connue dans

toutes ses péripéties angoissantes, et ils pouvaient pousser ce cri de victoire du patriarche :

> Arrière, chair, arrière, affections :
> Retirez-vous, humaines passions,
> Rien ne m'est bon, rien ne m'est raisonnable,
> Que ce qui est au Seigneur agréable.

Le drame de Théodore de Bèze n'eut pas seulement une vogue de circonstance. Son succès, qui fut considérable au moment où il parut, dura longtemps, et la preuve c'est que des éditions nombreuses se succédèrent pendant toute la durée du seizième et du dix-septième siècles. On en possède même une des premières années du dix-huitième siècle, et de nos jours encore on l'a réimprimé à Genève. Cette tragédie fut aussi traduite en latin, en anglais et en allemand. Pasquier disait que ce drame « est si bien retiré au vif, qu'en le lisant, il lui avait fait tomber des larmes des yeux. » Le poëte Chamisso, au dire de M. Ampère, comparait le dialogue d'Abraham et d'Isaac au moment du sacrifice aux plus belles productions du génie dramatique de la Grèce. Ce morceau que, ne pouvant pas le citer en entier, nous n'avons pas voulu gâter en l'abrégeant, est en effet très émouvant; la nature y est prise sur le fait, les situations en sont pathétiques, l'action y est menée avec un grand art. Théodore de Bèze s'y montre grand poëte, et, ce qui nous plaît encore davantage, grand maître en analyse psychologique.

Le *Sacrifice d'Abraham* est fort loin toutefois d'être une œuvre parfaite. Les situations triviales y heurtent les situations touchantes; le style, si énergique parfois, est d'habitude négligé et dur; le vers, par moments plein et ferme, est le plus souvent lâche et prosaïque; l'art de la mise en scène en est encore pour l'auteur aux procédés élémentaires. Malgré ces défauts et quelques autres qui tiennent surtout à la poursuite d'un but polémique que ne comportait pas très bien le sujet, ce drame est la meilleure des compositions poétiques de Bèze et mérite une place honorable parmi les œuvres que nous a léguées la muse protestante du seizième siècle. Si l'on tient compte de l'état d'enfance de l'art dramatique à cette époque et si l'on se rappelle qu'en composant cette pièce, Bèze avait en vue moins la gloire littéraire que l'édification et l'amusement du bon peuple de Lausanne, on reconnaîtra que son œuvre a de sérieux mérites. Ces mérites mêmes et la fortune inespérée qu'eut ce poëme parmi les réformés nous faisaient un devoir d'en parler avec quelques détails.

Ce fut aussi une fortune bien rapide que celle d'un autre ouvrage ouvertement polémique et satirique, que l'on attribue généralement à Théodore de Bèze. Il porte le titre significatif de *Comédie du pape malade et tirant à sa fin : où ses regrets et complaintes sont au vif exprimés, et les entreprises et machinations qu'il fait avec Satan et ses supposts pour maintenir son siége apostolique, et empescher le cours de l'Evangile, sont cathé-*

goriquement descouvertes, traduite du vulgaire arabic en bon romman et intelligible, par Thrasibule Phénice.

Cette pièce dans laquelle, sous le voile du pseudonyme, Bèze peut en toute liberté décocher sur ses adversaires les traits brûlants de son impitoyable satire, parut en 1561 et eut un grand succès. Elle avait un mérite fort prisé des lecteurs du seizième siècle : elle était d'une franchise presque brutale, et disait tout haut ce que plusieurs pensaient tout bas. Cela même nous la fait moins goûter aujourd'hui; le franc-parler de Bèze rappelle trop souvent le cynisme de Rabelais.

Les personnages de la pièce sont Prestrise, le Pape, Moinerie, Satan, l'Outrecuidé, Philante son valet, l'Ambitieux, l'Affamé, l'Hypocrite, le Zélateur, Vérité, l'Eglise.

« La comédie elle-même, disent les savants auteurs de la *France protestante*, la comédie, sauf quelques morceaux en vers de dix syllabes, est en vers de huit syllabes. La versification, bien supérieure à celle des *Psaumes*, est facile et justifie cet éloge de La Vallière : « Cette satyre, « outrée et indécente, est en même temps bien écrite et remplie de traits « saillants et véritablement comiques[1]. »

Nous citerons le morceau suivant qui ne manque pas de verve et qui donnera une idée des morceaux où la satire de Bèze est le plus modérée :

LE PAPE.

Tu sçais, Satan, l'aise et contentement,
Où j'ay par toy régné fort longuement,
Et tu m'as vu en tel heur et crédit,
Que je vivois sans aucun contredit.
Tous m'adoroyent, et n'y avoit personne
Qui ne tremblast sous ma triple couronne;
Je jouissois à gré du temporel
Et dominois sur le spirituel.
Bref, j'avois mis par une grande puissance
Ames et corps sous mon obéissance.
Mais quand ce faux apostat de Luther
Contre ma loy se meit à disputer,
(Ce qu'avant luy deux avoyent voulu faire
Que je fey tost cruellement deffaire,
C'est à sçavoir ce Jean Hus et Wiclef
Qui quelque peu escornèrent ma clef),
Dès lors mon mal à poindre commença
Et oncques puis de croistre ne cessa.
Car il remeit en cours les Evangiles
Par moy bannis de tous pays et villes,
Et enseigna qu'on teinst ce Jésus-Christ
Pour seul Sauveur et moy pour antechrist,
Et qu'on receust pour la purgation
De tous péchez, la mort et passion
Du Fils de Dieu, et non mes indulgences
Pleines d'erreurs, fraudes et violences,
Monstrant aussi l'abus de mes pardons,
Lesquels je vend, et s'acquièrent par dons.

[1] *France protestante*, art. *Bèze*.

La satire protestante s'attaqua volontiers à l'autel, comme on vient de le voir ; il est à remarquer qu'elle respecta presque toujours le trône. Il fallut que la coupe débordât pour qu'elle osât parler sans réticences de ceux en qui elle voyait, malgré leur aveuglement, les oints du Seigneur. Encore ne le fit-elle en général que d'une manière rétrospective, comme dans d'Aubigné, par exemple, sauf peut-être au lendemain de la Saint-Barthélemy. On voit alors, près d'un demi-siècle avant la publication des *Tragiques*, un jurisconsulte calviniste, Hotman, mettre en question, dans sa *Gaule franke*, la légitimité de la royauté héréditaire, et, l'histoire à la main, entreprendre de prouver qu'il y avait là empiétement et usurpation. Une thèse aussi révolutionnaire, soutenue au moyen de toutes les ressources d'une érudition immense, en face de la royauté décrépite des Valois, devait avoir une rapide fortune parmi les calvinistes opprimés, et plusieurs, avec Hotman, rêvèrent pendant quelque temps à la possibilité d'amener la déchéance de Charles IX, le roi parjure et sanguinaire, et d'établir en France un gouvernement populaire et libéral. Ces théories, écloses dans des âmes torturées par les violences et troublées par la douleur, produisirent toute une littérature de pamphlets et de manifestes qui firent trembler un moment le pouvoir persécuteur. L'infatigable Hotman, poursuivant son œuvre, s'efforçait de populariser ses idées, en inondant la France d'écrits pleins d'une verve vengeresse. Le plus hardi de ces pamphlets, à la rédaction duquel il présida, s'il ne l'a pas complétement composé, est intitulé : *Réveille-matin des François et de leurs voisins, composé par Eusèbe Philadelphe, cosmopolite* (1574). « C'était un pamphlet politique, dit M. Sayous, où l'histoire contemporaine, racontée avec d'infinis et curieux détails, commentée avec habileté, souvent avec éloquence, et mêlée de conseils directs, appelait le peuple français à la révolte et ses voisins à leur secours[1]. » Ce pamphlet politique, écrit en prose comme la *Gaule franke*, ne rentrerait pas dans le cadre de nos études, si l'auteur ne l'avait pas fait précéder de pièces préliminaires, parmi lesquelles se trouvent quelques poésies satiriques dont la verve mordante donne un avant-goût de l'âpre manière de l'auteur des *Tragiques*.

L'une de ces pièces, écrite évidemment sous l'empire de l'émotion causée par la Saint-Barthélemy, est un dialogue entre un Polonais et la *Paix valoise;* celle-ci s'écrie en élevant un poignard :

Ce poignard est pour faire un beau coup de ma main :
Sous l'amitié de noces confirmée,
Surprendre au lit la force désarmée,
Meslant le sang des nobles massacrés
Parmi le vin des convives sacrés...

Son interlocuteur l'engage en vain à s'amender et à devenir une paix véritable; elle lui répond avec une amère ironie :

[1] *Etudes*, t. II, p. 43.

Ne le crois pas que jamais je sois seure
Tant qu'on verra la maison de Valois
Fausser la foy et se rire des lois;
Les faux édits d'un parlement esclave
D'un cardinal, parement de conclave;
Tant qu'un conseil de monstres composé,
Une chimère, un gardé-sceaux ruzé,
Qui n'ont pour Dieu que l'Estat et la panse,
Tiendront en main le gouvernail de France;
Tant qu'Italie en France régnera;
Tant que la France hors de France fuyra;
Tant qu'on verra de Florence la fée
D'un clerc servie et d'une Retz coiffée[1].

Une autre pièce de vers du même recueil est adressée *au Chasseur déloyal*. « C'est une imprécation contre Charles IX qui ne manque pas d'une certaine énergie. Le poëte déclare ce roi félon au ban des peuples civilisés, soit chrétiens, soit même mahométans, et lui fermant même le purgatoire et jusqu'à l'enfer où « les diables craindraient de le recevoir, » il s'écrie :

Tu eusses doncques bien à tes sujets pourvu,
Si mort-né, le soleil tu n'eusses jamais vu;
Mais qu'on t'eust droit porté dedans la fosse noire,
Et qu'aux limbes papaux tu te fusses tenu[2]. »

Avant d'arriver aux théories si avancées de ces pamphlets, Hotman s'était essayé la main depuis longtemps déjà à la satire politique. Il avait lancé en France, dès avant 1560, une *Epistre envoyée au tigre de la France*, satire en prose contre le cardinal de Lorraine, qui eut un succès immense et blessa au vif celui à qui elle s'adressait. Le cardinal essaya en vain de découvrir l'impudent huguenot qui osait l'attaquer avec une telle virulence. « Si le galant eût été appréhendé, dit Brantôme, quand il eût eu cent mille vies, il les eût toutes perdues. » A défaut de l'auteur, on fit pendre un libraire, chez lequel on avait trouvé un exemplaire du pamphlet, et l'irritation était telle qu'on condamna également à la potence un pauvre marchand de Rouen, dont le seul crime était de s'être apitoyé sur le sort du malheureux libraire. Cet écrit avait dû produire une sensation bien profonde pour mériter de pareils honneurs. Une imitation en vers de cette satire ne tarda pas à circuler; doit-on également l'attribuer à Hotman? Il serait bien difficile de le dire. Toujours est-il que l'on y rencontre toutes les invectives que peuvent dicter les passions religieuses les plus ardentes. Le cardinal de Lorraine y est dépeint sous les couleurs les moins ménagées:

Méchant diable acharné, sépulcre abominable,
Spectacle de malheur, vipère épouvantable,
Monstre, tigre enragé, jusques à quand par toy,
Verrons-nous abuser le jeune aage du roy?

[1] *Bull. de l'Hist. du Prot. franç.*, t. VI, p. 418; t. VII, p 223.
[2] *Bull.*, t. VII, p. 225.

Parmi les écrivains du seizième siècle qui firent de la polémique en vers, nous devons mentionner encore le ministre Chandieu et le philologue Chrestien, qui tous deux osèrent se mesurer à l'une des plus grandes réputations de l'époque et brisèrent quelques lances avec Ronsard. Florent Chrestien, qui avait été le précepteur d'Henri IV, fut l'un des auteurs de la *Satire Ménippée*, cette œuvre virulente qui contribua tant au succès du Béarnais. C'est dire qu'il avait une plume acérée et mordante. On s'en aperçoit en lisant cette verte *Response à messire Pierre de Ronsard, prestre-gentilhomme vandomois, évesque futur*. Le chef de la pléiade gauloise avait pris à partie Calvin et Bèze; Chrestien lui répond avec toute l'indépendance de la muse huguenote qui ne consent à plier devant personne, pas même devant le prétendu réformateur de la poésie française :

De Bèze voirement...
Ne te fera l'honneur de descendre en campagne,
Pour lutter contre toy, car la Divinité
Ne s'abaisse jamais à la Profanité.
Si n'est-il point couard, ce n'est point qu'il te craigne,
C'est plus tôt pour autant, Ronsard, qu'il te desdaigne,
Et qu'il estimeroit son labeur bien perdu
De s'amuser à tondre un homme jà tondu.
Calvin encores moins, dont le sçavoir, la vie,
Qui reluisent partout, surmontent toute envie,
Qui a comme un soleil les ténèbres chassé
Qui nous enveloppoyent si fort le temps passé,
Vray serviteur de Dieu, vray pasteur de l'Eglise,
Qui seul a fait trembler l'ignorante prestrise,
Chassant de son troupeau par maint et maint escrit
Vostre grand loup papal, le romain Antechrist.

Dans un siècle de persécution, la satire protestante devait être le plus souvent anonyme, et c'est le cas en effet d'une foule d'œuvres que nous avons rangées parmi les chansons et les complaintes, en nous contentant de quelques courtes citations. D'autres nous sont parvenues avec le nom de leurs auteurs; d'autres encore, quoique anonymes, laissent deviner assez facilement leur origine : nous venons de passer en revue quelques-unes des plus marquantes de ces compositions. Nous avons dû négliger toutefois bien des œuvres et bien des noms. Il est une œuvre et un nom que nos lecteurs ne nous pardonneraient pas de négliger; nous voulons parler des *Tragiques*, d'Agrippa d'Aubigné. Cette œuvre a un caractère trop original pour qu'il nous soit possible de la renfermer dans une de nos divisions; elle se détache d'ailleurs d'une manière frappante au milieu des œuvres littéraires du protestantisme français. En l'étudiant à part et avec quelques détails, nous ne ferons que lui rendre justice.

MATTH. LELIÈVRE.

MÉLANGES

—

L'ENFANCE DE JÉSUS

FRAGMENT [1].

A la veille d'un grand événement religieux d'étranges pressentiments agitent les âmes. C'est ainsi que dans la Judée, humiliée et frémissante sous l'Iduméen Hérode, l'espérance du Messie se manifeste partout avec une singulière énergie ; tandis que la masse de la nation est livrée à son rêve ardent de vengeance et de gloire, la foi épurée se retrouve dans tous les rangs du peuple, dans les situations les plus diverses. Des voix qui se font écho de tous les points du pays annoncent avec certitude que le temps des accomplissements est proche ; on les entend à Jérusalem, à l'ombre du temple, tout près de ces écoles où la religion n'est plus qu'une science aride ; elles retentissent en Samarie, où l'on s'entretient du prophète semblable à Moïse promis par le Deutéronome. A en juger par le succès des premières prédications de Jean-Baptiste et de Jésus-Christ en Galilée, ces préoccupations paraissent avoir été très générales dans cette province, que l'on appelait dédaigneusement la Galilée des Gentils, parce qu'elle avait de tout temps été bien moins fermée aux étrangers que les autres portions de la Palestine. Ce n'est pas de cette contrée que venaient les rabbins illustres ni les hommes de gouvernement ; elle se tenait éloignée du mouvement de Jérusalem, mais elle était par cela même accessible à des idées plus larges. Bien loin d'offrir à ses habitants un asile de paix exceptionnelle, cette province avait été le théâtre de grandes agitations politiques et religieuses. C'est sur les bords du lac de Génézareth, sous l'humble toit de pauvres pêcheurs ignorants, que l'attente du Messie promis avait conservé le plus de candeur. Là, la voix des anciens prophètes n'était pas couverte par celle des docteurs de la tradition pharisaïque ; elle retrouvait sa puissance au sein de cette nature pleine de grandeur et de sérénité ; là, la piété des mères allumait celle des fils ; là grandissaient ceux qui devaient être plus tard les saint Pierre et les saint Jean. L'ébranlement s'était même communiqué au monde païen, surtout dans les contrées voisines de la Judée. Comme on sent la proximité d'une

[1] Ce fragment est emprunté à l'ouvrage de M. de Pressensé, qui va paraître aux librairies Meyrueis et Germer-Baillière d'ici à peu de jours et qui est intitulé : *Jésus-Christ, — son temps, — sa vie, — son œuvre.* L'ouvrage forme un fort volume in-8°. Il est divisé en cinq livres dont voici les titres : Ier livre : *Les questions préliminaires. Le surnaturel. — Jésus-Christ et les religions du passé. — Le judaïsme de la décadence. — Les Evangiles.* — IIe livre : *Preparation de Jésus à son œuvre. — L'enfance. — La tentation. — Caractère général de son ministère public. — Le plan. — L'enseignement. — Les miracles.* — IIIe livre : *La manifestation de Jésus devant son peuple. — Le temps de la faveur publique.* — IVe livre : *La lutte déclarée.* — Ve livre : *La grande semaine. — Mort et victoire.*

terre inconnue dans les brises qui y ont passé, on respirait dans l'atmosphère du temps un souffle des nouveaux rivages dont se rapprochait l'âme humaine.

Aux aspirations répondront bientôt les révélations positives.

. . . . . .

Six mois plus tard se passait une scène semblable; non plus dans la capitale du judaïsme, dans le temple majestueux, près de l'autel des parfums : c'était au fond de la Galilée, dans une petite ville appelée Nazareth, qui était comme ensevelie dans l'obscurité. Là vivait une jeune vierge nommée Marie, menant une humble existence dans quelque maison d'artisan; elle était fiancée à un de ses parents, pauvre comme elle et gagnant son pain à la sueur de son front : c'était le charpentier Joseph. Et cependant cette vierge était la fille des rois de son peuple; elle descendait directement de la dynastie nationale et pouvait à bon droit réclamer David pour son ancêtre.

Saint Paul, qui avait été un si exact pharisien et qui ne pouvait se tromper sur un point de cette importance, confirme l'assertion fréquemment répétée du récit sacré. Nous savons, en outre, qu'il existait encore à la fin du premier siècle des parents du Christ universellement reconnus comme étant du sang de David. L'empereur Domitien, après s'être inquiété de cette illustre origine qui pouvait prêter à des vues ambitieuses ou séditieuses, se rassura en voyant les mains calleuses de ces fils de roi devenus de simples artisans.

Si pauvre et inconnue que fût la vierge de Nazareth, elle n'en était pas moins la femme bénie entre toutes qui allait enfanter le Sauveur du monde. Il n'est point nécessaire de demander à la légende des couleurs fictives pour évoquer ce type idéal de pureté, de candeur, de foi naïve que le peintre évangélique esquisse en quelques traits d'une touche discrète et suave, et que l'art chrétien ne s'est pas lassé de reproduire sur la toile. Marie n'est pas une sorte de divinité enfantée dans un nuage. Elle est bien fille de la terre, et l'humanité qu'elle représente est bien celle que nous connaissons, faible, faillible et souffrante, mais elle la représente dans sa plus touchante humilité et dans sa foi la plus assurée. C'est dans ce cœur de vierge que la longue aspiration humaine, — plainte profonde chez les meilleurs des païens, glorieux oracle dans le prophète hébraïque, — s'épure encore et devient l'expression parfaite du désir du salut. Marie apparaît sur le vieux tronc du judaïsme comme la fleur sur l'arbre pour annoncer la saison de maturité. Ne lui donnons donc pas d'autre auréole que ce radieux espoir qui anime ses paroles après l'annonciation, et laissons-lui ce voile de pudeur céleste dont elle s'enveloppe quand elle apprend sa haute destinée et dont elle ne s'est jamais dépouillée. La poésie humaine n'a pas de création plus belle que la scène de l'annonciation. Nous nous gardons bien d'en conclure que le récit n'est qu'un mythe. Pourquoi donc traiter de chimérique ce qui dépasse la prose

vulgaire? Ne peut-on pas admettre que l'idéal et le réel se rencontrent dans le plan divin? Comme l'a dit Néander, quand Jésus-Christ entre dans le monde, c'est l'idéal divin qui se fait réalité humaine.

Sans entrer dans aucune controverse dogmatique, nous nous bornons à établir que la conception miraculeuse de Jésus, partout supposée dans le Nouveau Testament, même lorsqu'elle n'est pas formellement indiquée, rentre de toute nécessité dans la donnée chrétienne. Celui qui doit être le chef d'une humanité nouvelle, vraiment divine, c'est-à-dire réalisant son type primitif, ne peut être simplement l'un des anneaux de la longue chaîne des générations naturelles, toutes entachées par le mal qui s'est comme incorporé à la race déchue. Il n'est pas possible qu'il puisse sauver l'humanité et dire avec David : « J'ai été conçu dans le péché! » Il doit poser en quelque sorte un commencement nouveau, et le second Adam ne saurait détruire l'œuvre du premier que s'il ne descend pas de lui. Il faut qu'il prenne naissance dans un sein de femme et qu'il y revête une vraie nature humaine; il n'en faut pas moins que la cause active de son existence terrestre ne soit pas une humanité souillée, mais le principe divin et créateur. Lorsque l'ange Gabriel, après avoir annoncé à Marie la conception miraculeuse avec cette sublime chasteté qui n'appartient qu'à un esprit pur, ajoute ces mots : « C'est pourquoi le saint enfant qui naîtra de toi sera appelé le Fils de Dieu, » il nous donne le vrai commentaire de la grande parole de Jean : « Le Verbe est devenu chair. » Quant aux explications de ce glorieux mystère, nous n'en connaissons pas d'autres que ces mots : *Rien n'est impossible à Dieu;* elle suffit à quiconque croit à la miséricorde toute-puissante, seul fondement du surnaturel!

Le saint tremblement de Marie, son acceptation si simple et si confiante de son étonnante destinée, son voyage aux montagnes de Judée pour confondre sa joie avec celle d'Elisabeth, sa parente, cette première entrevue où les deux mères se confient le mystère de leurs espérances, ces traits du récit de Luc sont dans toutes les mémoires. Le cantique de la Vierge, comme du reste tous les oracles du même genre recueillis dans les évangiles, a gardé le caractère de la poésie de l'Ancien Testament; nous y retrouvons le moule antique de la lyrique sacrée pour la forme comme pour les pensées. La prophétie hébraïque, dans ses dernières manifestations, est semblable à Elisabeth, qui sent tressaillir son enfant dans son sein dès qu'elle aperçoit la mère du Seigneur. L'avenir prochain frémit en quelque sorte sous l'enveloppe des symboles comme un germe près d'éclore. Marie se peint tout entière dans le *Magnificat*, avec sa ferveur de reconnaissance et son humilité profonde.

. . . . . .

De Nazareth à Bethléem on compte quatre jours de marche, surtout pour une famille pauvre qui n'a pas de monture rapide à son service et qui suit à pied les chemins poudreux de la Palestine. Après la plaine de Jésraël et la riante Samarie, il fallait traverser le pays montueux de Ju-

dée, souvent pierreux et brûlé. Joseph et Marie voyageaient comme les pèlerins indigents. Aussi, à leur arrivée à Bethléem, ne rencontrèrent-ils qu'un accueil peu empressé, et quand ils eurent frappé à la porte d'une chétive hôtellerie, il n'y avait pas de place pour eux, selon le mot si simple et si pathétique de Luc; Marie ne trouva qu'une étable pour asile. C'est là et non dans une grotte, comme le raconte la légende, que naquit le Rédempteur.

Ce grand événement, le plus considérable de l'histoire du monde, puisqu'il la partage en deux et qu'il est le pôle caché autour duquel gravitent toutes les destinées humaines, passa inaperçu comme le fait le plus obscur. Personne ne s'en soucia, si ce n'est les anges aux cieux et quelques bergers qui faisaient paître leurs troupeaux sur l'une des collines qui entourent Bethléem. On était à une époque de l'année où la température adoucie permettait parfois de ne pas ramener le soir les brebis à la ville. C'était sans doute une de ces belles nuits d'Orient où le ciel ne parle que de miséricorde. Ces hommes simples ont été choisis pour recevoir les premiers la grande nouvelle, parce qu'ils l'attendaient. Tout dans ces champs où le jeune David, berger comme eux, avait conduit ses brebis, leur rappelait la promesse faite à sa race, et ils avaient lu sans doute aussi bien que les scribes de Jérusalem le mystérieux oracle qui annonçait que cette terre même qu'ils foulaient serait le berceau du Messie. Soudain dans l'air attiédi retentit un chœur mystérieux; ils entendirent des voix angéliques et ces mots divins descendirent jusqu'à eux :

« Gloire à Dieu aux lieux très hauts !

« Paix sur la terre, bienveillance envers les hommes. »

Les bergers crurent ce qui leur était annoncé; c'étaient des hommes simples et naïfs qui n'avaient pas appris dans les écoles de Jérusalem à n'admettre comme possible en fait de miséricorde que ce qu'un pharisien pouvait comprendre. Ils ne trouvèrent pas non plus étrange, — et nous ne le trouvons pas davantage, — que, s'il est des anges, frères aînés de l'homme, habitants d'une région plus pure où le mal n'est pas parvenu, ils aient célébré de leurs chants les plus beaux un événement tel que la naissance du Rédempteur.

Bethléem est construite sur un monticule; elle est entourée de collines plus basses qui ne bornent pas l'horizon. Les prairies fertiles et boisées abondent sur ce haut plateau d'où l'on domine un paysage doux et pourtant grandiose qui se termine aux montagnes de Moab et aux steppes de la mer Morte. Les bergers étaient campés dans une de ces prairies solitaires plantées d'oliviers et de figuiers que l'on voit encore aujourd'hui; c'est de là qu'ils sont partis en hâte pour la ville, et c'est dans une ruelle escarpée et étroite qu'ils ont trouvé l'enfant divin emmaillotté dans sa crèche. Ils connaissent sa gloire et ils voient son abaissement. De là l'adoration profonde qui les prosterne à ses pieds. Ces pauvres, riches de foi et d'amour, sont le premier cortége du roi des âmes, comme la crèche

est son premier trône. Nul honneur ne lui convenait davantage, rien ne montrait mieux dans quel domaine il voulait régner. « Oh ! avec qu'elle pompe il éclate à l'esprit, » s'écrie Pascal. Marie était là, adorant en tremblant tant de grandeur unie à tant de faiblesse; elle se faisait de tous ces souvenirs un trésor sacré qu'elle gardait dans son cœur pour le transmettre intact à l'Eglise.

. . . . . .

La littérature apocryphe a montré une grande prédilection pour cette période de l'histoire de Jésus, précisément parce que l'Eglise l'avait laissée dans l'ombre. Nous imiterons sa réserve. Il est certain que l'enfance du Christ n'a point fait exception à la loi du progrès lent et gradué. « L'enfant, dit Luc, croissait et se fortifiait, étant rempli de sagesse et la grâce de Dieu était sur lui. » Ainsi, Jésus a passé par l'obscure période où l'âme et la pensée sont encore dans l'engourdissement; il a appris à parler sur les genoux de sa mère, et les divins trésors enfouis en lui ne se sont point révélés immédiatement. Seulement le mal ne l'a jamais effleuré ; rien n'est venu troubler la pureté exquise de son âme. Il n'a pas cessé un instant d'être uni à son Père, son cœur s'ouvrait spontanément à la vie divine comme sa poitrine respirait l'air vital. Puis, en grandissant, quand son intelligence commença à se rendre compte des choses, il eut de plus en plus conscience de la relation unique qui l'unissait à Dieu. Au dehors, rien ne semble l'avoir distingué des autres enfants, du moins pour ceux qui ne soulevaient pas, comme Marie, le voile d'humilité qui recouvrait sa vie intérieure. S'il en eût été autrement, on ne pourrait s'expliquer l'incrédulité persistante de ses proches. Il ne se posait point en prophète et ne revendiquait jamais une indépendance précoce. Enfant, il a parfaitement accompli les devoirs de son âge, qui se résument dans la soumission aux autorités de la famille. C'est ainsi, dit Irénée, qu'il a sanctifié cet âge en le traversant.

Tout porte à croire qu'il a grandi dans l'atelier de Joseph en travaillant lui-même de ses mains. S'il a suivi les écoles élémentaires où les jeunes Juifs s'initiaient aux lettres sacrées, il s'est tenu éloigné de celles des rabbins; pour les fréquenter il eût dû quitter Nazareth, et, d'ailleurs, que lui eussent-elles appris? Qu'avait-il à faire de cette scolastique dont il devait renverser d'un souffle le pénible échafaudage? Son enseignement montre à quel point il s'est plongé dans la littérature sacrée de son peuple; il y retrouvait comme sa patrie morale; les paroles divines étaient l'aliment de son âme, elles la pénétraient jusqu'au fond. La douce et belle nature qui l'entourait fut aussi un livre saint où il lut le nom de son Père; il saisit dans toute sa profondeur l'harmonie qui existe entre les révélations de la terre et celles des cieux. Nazareth est l'un des sites les plus aimables du pays. Saint Jérôme l'appelle avec raison la fleur de la Galilée et la compare à une rose qui ouvre sa corolle. Elle ne domine pas la contrée comme Bethléem; la ceinture de collines qui l'entoure en

fait une calme retraite, dont le silence est encore aujourd'hui troublé par le marteau ou le ciseau des artisans. L'enfant Jésus a grandi dans un milieu vraiment populaire, où la vie était simple; c'est là qu'une âme comme la sienne pouvait le mieux se développer harmonieusement. Il n'avait qu'à gravir les hauteurs environnantes pour contempler l'un des plus beaux paysages de la Terre-Sainte. A ses pieds se déroulait la plaine de Jesraël, étincelant de fleurs innombrables « plus belles que Salomon avec toute sa gloire. » Elle s'étendait entre le Thabor et le Carmel, tout retentissant de la voix d'Elie; le Liban faisait face au Carmel, et la chaîne d'Hermon reliait ses sommets blanchis aux montagnes de Moab, tandis que dans le lointain scintillait la grande mer, qui, par delà des barrières nationales, semblait ouvrir à Jésus ce monde qu'il devait sauver. Vivant tout près de la nature, il apprend à la connaître familièrement. De là, ces traits expressifs dont il sèmera ses discours, et qui feront de ses paraboles des peintures pleines de réalité et de fraîcheur.

De même que la plante ne s'épanouit au soleil qu'après avoir plongé ses racines dans le sol à une profondeur que nul regard n'atteint, de même Jésus, par sa prière secrète et intense, puise la séve et la vie dans le sein même de Dieu. Il suffit d'une circonstance favorable pour faire jaillir de sa personne, aux yeux de tous, l'étincelle du divin. C'est ce qui arriva lorsqu'il fut conduit à Jérusalem pour assister aux fêtes de Pâques, à l'âge où les jeunes Juifs commençaient à prendre part publiquement à la vie religieuse de leur peuple. Cette solennelle visite au temple remplit l'âme de Jésus d'une émotion qui ne se peut décrire; sous les symboles il découvrit toutes les divines réalités. Il se sentit vraiment dans la maison de Dieu, et, pour la première fois peut-être, il pressentit la grandeur de sa mission; il comprit qu'il serait appelé à réaliser ces types augustes. Quand sa mère, inquiète de son absence, lui adressa un tendre reproche, il répondit par ce mot profond et mystérieux : « Pourquoi me cherchez-vous? Ne savez-vous pas qu'il me faut être occupé aux affaires de mon Père? »

Sa sagesse précoce s'était déjà révélée dans un entretien avec les docteurs du temple; ses interrogations montraient une telle richesse de sentiment et de pensée, que ces maîtres illustres en furent confondus. Les questions des enfants sont souvent plus embarrassantes par leur naïve profondeur que les arguments des dialecticiens les plus consommés. Ils vont droit au vrai par la voie royale de la candeur. Il n'y avait pas de rabbin blanchi dans l'étude de la loi qui pût résister à l'interrogation de l'enfant de Nazareth. Cette scène du temple eut une grande importance dans le développement de Jésus, en le relevant à lui-même. Dix-huit années s'écoulèrent ensuite pour lui dans l'obscurité la plus complète. Nous n'essayerons pas d'en pénétrer le secret, il nous suffit de savoir qu'elles l'ont préparé dans la solitude à son grand ministère. Il les a remplies de prières et de sainteté. E. DE PRESSENSÉ.

REVUE DES LIVRES

—

Chansons des Rues et des Bois, par M. *V. Hugo*. — Mémoires pour servir a l'Histoire de mon temps, par M. *Guizot*. Tome VII. — Mahomet et le Coran, par M. *Barthélemy Saint-Hilaire*. — Philosophie de l'Art, par M. *Taine*. — Nouveaux Essais de Critique, par le même. — La Bande du Jura. Tomes III et IV, par l'auteur des *Horizons prochains*. — Revue de l'Histoire universelle, par M. *Prevost-Paradol*. — Une Conférence sur la Matière, par M. *Félix Hément*. — Histoire de Napoléon Ier, par M. *Lanfrey*. — La Révolution, 2 vol., par M. *Edgar Quinet*. — Œuvres de Racine. Nouvelle édition, avec une notice sur Racine, par M. *Ménard*.

Une saison tout entière s'est écoulée depuis notre dernière Revue des Livres, et cette fois nous avons encore plus de recueils d'articles que de livres à signaler à l'attention de nos lecteurs. Encore vaut-il mieux réimprimer de bons articles que de mauvais livres. Peut-être viendra-t-il un temps où nous serons trop heureux de trouver des articles à relire ! — « Regardez bien le milliard, disait M. Thiers, il y a trente-cinq ans, aux ennemis des gros budgets, car vous ne le reverrez plus. » Qui sait si dans quelques années on n'en viendra pas à en dire autant des bons articles. On en viendra peut-être à supplier une foule d'auteurs de ne plus écrire. Qui ne se serait estimé heureux d'avoir empêché l'auteur des *Feuilles d'Automne* de tremper sa couronne poétique dans cette fange qu'il lui a plu d'intituler : *Chansons des Rues et des Bois*. On a trop bien parlé ici de ce retour érotique d'une jeunesse que nous aimions à rêver tout autre, pour que nous soyons tenté de revenir sur cette aberration d'un grand talent fatigué sans doute de notre admiration. Tous les Gil-Blas du monde n'arriveraient pas à éclairer les archevêques de Grenade de notre temps sur les premiers symptômes de sa sénilité littéraire, et l'auteur des *Méditations*, en écrivant sa *Lettre sur le Mexique*, a été sans doute le dernier à s'en apercevoir.

Ce n'est pas aux nobles travaux par lesquels M. Guizot couronne sa carrière que s'appliquera ce reproche. Il a ajouté, il y a quelques mois, un nouveau volume à ceux dans lesquels il a entrepris de raconter sa vie politique, et nous n'apprendrons rien à personne en disant que sa haute et ferme intelligence ne trahit pas encore la moindre fatigue.

Grâce à Dieu, tant que les hommes auront conservé le sentiment des grandes choses, ils ne refuseront ni leur estime ni leur admiration aux convictions qui sortent intactes du frottement des hommes et de la vie. Et quand il s'agit de l'auteur de l'*Histoire de la civilisation en Europe et en France*, c'est assez dire que l'admiration n'est pas obligée de s'arrêter au caractère et qu'on se trouve en face d'idées réfléchies et trempées au feu des grandes discussions. Pour nous, le seul reproche que nous ne serons jamais tentés de faire à un homme d'Etat, c'est d'avoir été et d'être demeuré lui-même. Que le terrain des idées se déplace, que les jeunes générations même refusent de plier sous la loi intellectuelle de leurs devancières, rien de mieux; mais quant aux individus, leur dignité comme leur grandeur sont au prix de la constance dans leurs opinions. Il y a un temps pour les agitations de la pensée et pour les grands bouleversements d'opinion; mais ce temps doit être passé pour les hommes qui prétendent à gouverner leurs semblables. Quand ils assument cette tâche périlleuse, les grandes lignes de leurs opinions doivent être fixées, et les événements n'en peuvent modifier que l'application : car si les gouvernements changent vite, les sociétés qui font les révolutions ou qui les subissent ne se transforment que lentement, et ce n'est que par une étude profonde de l'état social de leur temps que les hommes d'Etat peuvent se préparer à l'action. Se faire de cet état et des nécessités qu'il comporte une opinion réfléchie et y conformer leur conduite, telle demeure leur tâche, tel est leur honneur. Il n'y a de grands hommes d'Etat que ceux qui ont donné ce but à leur action. Les temps nouveaux ont le droit de les condamner à l'inaction; ils n'ont pas celui de les obliger à tourner à tout vent de doctrine. C'est pour cela que je ne connais pas de tâche plus inutile pour l'histoire que celle de juger les événements de la veille par les idées du lendemain. Demandez à un homme d'Etat s'il a compris son temps : demandez-lui s'il a conformé sa conduite à ses opinions; ne lui demandez pas d'avoir été, il y a cinquante ans, ce que vous êtes aujourd'hui et ce que vous n'auriez pas alors été plus que lui. C'est bien surtout en politique qu'il faut dire que nul ne doit être jugé que par la loi qu'il a connue.

Je ne m'étonne donc pas de voir M. Guizot poursuivre, au milieu des atttaques et des outrages, la revendication calme et sereine de ses actes et de ses intentions. Le nouveau volume de M. Guizot le montre au moment le plus actif et le plus éprouvé de sa carrière politique. L'affaire Pritchard, celle de Grèce et de Turquie, et les négociations relatives aux Jésuites ont eu, il y a vingt ans, le don d'émouvoir et de passionner l'opinion publique; mais on voit bien, en terminant ce volume, que M. Guizot a le sentiment qu'il a fait alors, sauf les erreurs inévitables, ce que sa conscience et ses opinions exigeaient de lui. Il est possible de contester la justesse de ses jugements, mais non la droiture de ses intentions : prenant dans l'ensemble les opinions qui ont dicté cette conduite, il nous est,

quant à nous, impossible de les condamner et de ne pas reconnaître, dans ses traits généraux, l'action bienfaisante des trente années du gouvernement parlementaire. C'est en 1814 qu'il faut nous reporter pour nous en faire une idée juste. Demandez au *Conscrit de* 1813 ce que voulait la France à cette époque. Elle respirait enfin après plus de vingt années de luttes héroïques et quinze ans d'un despotisme écrasant. Après les déplorables représailles de la terreur blanche, le régime relativement libéral de la Restauration devait sembler aux amis de la liberté un véritable bienfait, et la France entière ne portait pas ses vœux au delà. En face de ce gouvernement, en face de la société nouvelle se dressait un parti qui voulait la replacer sous le joug des vieilles institutions et dont l'avénement de Charles X sembla assurer le triomphe. D'autre part, l'opinion révolutionnaire, grossie des restes du parti bonapartiste, menaçait le pays de nouveaux orages. Que devaient faire entre ces deux courants opposés les hommes qui se souvenaient à la fois de 93 et de Napoléon? Etait-ce de démocratie que la France avait soif, après le règne de la démocratie sanguinaire et celui de la démocratie absolutiste? Elle avait vu assez de sang, assez d'émeutes, assez de batailles, assez de coups d'Etat. Ce qu'elle n'avait pas vu depuis vingt-cinq ans, c'était un régime régulier et légal, à l'abri duquel elle eût le temps de se reconnaître et de marcher dans la voie de ses véritables destinées. Ce qu'elle voulait alors, et ce qu'après tant d'années de soi-disant progrès, elle recevrait encore comme une bénédiction, c'était le règne de la loi. C'est ce que le gouvernement parlementaire lui a donné. La légalité a été la bannière, la raison d'être du parti libéral. Y est-il demeuré fidèle? est-il tombé son drapeau à la main? Voilà ce qu'on a le droit de lui demander. Ses idées de gouvernement pouvaient être fausses : mais sa gloire est de ne les avoir pas imposées. Que la légalité, excellent principe de gouvernement journalier, ne suffise pas à consolider et à faire bénir un gouvernement, je le veux bien; qu'il ait besoin de se mettre à la tête de quelques grandes aspirations nationales, je suis loin de le contester; mais qu'entre toutes les missions que puisse se proposer un gouvernement, le maintien de l'ordre légal soit la plus sûre et celle qu'il peut remplir le mieux, c'est ce dont le temps nous convaincra tous les jours davantage. Il vaut mieux que les grandes idées naissent dans l'opinion publique que dans la tête des hommes d'Etat; car les missions providentielles des chefs coûtent cher aux sujets. M. Guizot a été un des plus fermes comme un des plus éloquents représentants de ces idées, qui furent alors celles de tout le monde. Je ne nierai point, toutefois, qu'il ait apporté un excès de passion dans sa lutte contre les exigences de l'opinion publique, et il y a dans l'ensemble de ses principes politiques une contradiction que j'ai de la peine à m'expliquer. Il voyait avec effroi le progrès des tendances révolutionnaires, et il regardait comme un devoir de soutenir ce qu'il appelle sans cesse le parti de la résistance; mais, en ce cas, le maintien de la légalité n'était qu'un préservatif insuf-

fisant, et il fallait regarder au delà du pays légal, et chercher de plus fermes appuis. La résitance impliquait la défiance, et les succès n'étaient que des temps d'arrêt. Comment, dès lors, M. Guizot pouvait-il croire à la solidité d'un régime qui reposait sur une base si fragile? On a passé dix-huit années à redouter et à oublier tour à tour la révolution qui grondait aux portes. On dévia trop tôt aussi des principes de politique extérieure inaugurés en 1830. L'attitude réservée et presque boudeuse du début était la seule qui, avec le maintien de l'ordre et de la liberté, pût assurer à la France le respect de l'Europe. La politique des alliances monarchiques ne pouvait amener que des déboires. L'exemple de la liberté est la plus puissante diplomatie des gouvernements libres. Le ministère du 29 octobre a passé huit années à craindre et à se faire craindre tour à tour en Europe; il valait mieux attendre. M. Guizot a prouvé dans ce septième volume qu'il avait autant à cœur que personne la diguité de son pays. Mais la politique étrangère demande quelque chose de plus que de bonnes intentions; elle demande des succès, et ceux que la France obtint alors ont été rares. Un peu d'audace les eût assurés; l'Europe avait aussi peur que nous de la guerre, et elle n'a jamais su gré au roi Louis-Philippe de la lui avoir épargnée; la révolution de 1848 nous en a vengés, et a prouvé que la France seule retenait l'Europe sur le bord de l'abîme. Le gouvernement de 1830 a été pour l'Europe le boulevard de l'ordre et de la liberté. M. Guizot aura toujours, dans sa retraite, cette honorable consolation. Son nom demeure respecté en lui et en tous les siens, et il peut reporter sur lui-même quelque chose de la sympathie qui accompagne les débuts impatiemment attendus de son fils dans la chaire qu'a illustré M. Ampère. Il y a un légitime orgueil à se voir ainsi revivre dans la partie de soi-même qui survit le mieux à toutes les révolutions, à toutes les déceptions : le culte désintéressé des lettres et le talent de bien dire.

Ce n'est pas notre faute s'il faut toujours aller chercher dans les rangs de ce parti libéral, qu'on dit si impuissant, les auteurs d'œuvres sérieuses et étudiées. M. Barthélemy Saint-Hilaire poursuit, dans la laborieuse retraite que la dernière révolution lui a faite, ses études sur les religions et les philosophies de l'Orient. Hier c'était le bouddhisme dont il nous exposait l'histoire et les doctrines; aujourd'hui c'est Mahomet qu'il révèle à un pays qui a la prétention de gouverner trois millions de *mahométans*, et qui ne sait pas ce que c'est que le mahométisme. Dire que le Mahomet de M. Barthélemy Saint-Hilaire ne ressemble guère à celui de Voltaire, ce n'est pas dire assez. L'auteur de ce nouveau livre sur le fondateur de l'islamisme ressent une véritable admiration pour son héros et réussit jusqu'à un certain point à nous la faire partager, ou tout au moins à triompher de nos préjugés. On ne voit guère chez nous Mahomet qu'un grand sabre à la main, et portant à la pointe de ce sabre un Code religieux dont le trait distinctif est la promesse de félicités peu éthérées

dans l'autre monde. M. Barthélemy Saint-Hilaire n'a pas de peine à démontrer l'ineptie de ces appréciations. Une critique enfantine pouvait seule attribuer au mensonge et à la violence le succès d'un grand mouvement religieux, et l'auteur a pu facilement mettre la sincérité de Mahomet au-dessus de toute atteinte. Entre toutes les vertus que pratiqua ce prophète, l'honnêteté et la douceur nous semblent dominer dans le récit de sa vie. Douceur tout orientale, il va sans dire, qui n'exclut pas de terribles représailles, et qui reste aussi loin de l'ineffable douceur de Jésus que le Coran reste loin de l'Evangile. Honnêteté tout orientale aussi qui ne s'arrête pas devant la satisfaction des passions de la chair: aussi l'islamisme a-t-il laissé la femme à peu près aussi bas encore qu'il l'a trouvée. Il est à regretter, au surplus, que le livre si intéressant de M. Barthélemy Saint-Hilaire soit plutôt un recueil de dissertations qu'une biographie. La figure du prophète se fût détachée plus nettement d'un récit plus détaillé et plus homogène, tandis que les traits rapides de son esquisse laissent l'esprit en suspens sur la véritable valeur de Mahomet. Les nombreux extraits du Coran, qui accompagnent cet ouvrage, comblent jusqu'à un certain point cette lacune, mais rien ne remplace la lumière qui sort d'un récit coordonné et puisé aux sources avec cette conscience scrupuleuse que M. Barthélemy Saint-Hilaire apporte dans tous ses travaux. Son excellent ouvrage sur le bouddhisme faisait mieux connaître la révolution religieuse de l'Inde. Le succès prodigieux de l'islamisme demeure encore pour nous, jusqu'à un certain point, un problème. Une religion sans dogmes, un prophète d'une vertu tout humaine, une morale sans véritable idéal, une philosophie sans originalité, tout cela accuse plutôt l'indigence intellectuelle et morale des races que Mahomet conquit à l'islamisme que la grandeur de son génie. Aussi ne leur a-t-il donné qu'une grandeur éphémère. L'espace nous manque pour apprécier la remarquable étude de philosophie religieuse qui forme l'introduction de cet ouvrage. L'honnête et ferme esprit de l'auteur y tente une nouvelle réconciliation des *deux sœurs immortelles*, la philosophie et la foi. La foi n'a pas à se plaindre de la part qui lui est faite. L'auteur demande la liberté de philosopher pour quelques âmes d'élite, et déclare que pour toutes les autres la religion est la meilleure des philosophies. La seule objection que nous ayons à lui faire, c'est que pour le christianisme, moins aristocratique que la philosophie, toutes les âmes sont des âmes d'élite et bonnes pour l'éternité, et que le plus grand esprit est aussi pauvre devant Dieu que le plus humble.

On sait que le Gouvernement a ouvert à M. Taine la chaire d'esthétique de l'école des Beaux-Arts. L'auteur de l'histoire de la littérature anglaise l'a inaugurée ce printemps *magno cum plausu fidelium*, et il a bien voulu communiquer au public, en un petit volume, l'esquisse des idées qui doivent servir de base à ses études sur la critique de l'art. Le souvenir de plus d'une page d'un voyage en Italie qui paraissait à la

même époque dans la *Revue des Deux-Mondes*, nous laissait quelques appréhensions sur l'orthodoxie esthétique du jeune professeur. Le petit volume qu'il a publié ne les justifie, grâce à Dieu, qu'imparfaitement. M. Taine est, en fait de critique littéraire, un bourru bienfaisant. Ce qu'il a d'excessif et de violent dans ses procédés et ses systèmes, il vous le présente au bout de son épée, et avant de vous avoir crié gare. Mais, grâce au ciel, il lui arrive parfois d'oublier qu'il a un système, et il rencontre, chemin faisant, plus d'une idée heureuse et féconde.

Les premières pages de cet essai ne sont, il est vrai, qu'une réédition de cette étroite et déplorable théorie qui dépare le livre remarquable que M. Taine a consacré à l'histoire de la littérature anglaise. Dire qu'un artiste ne peut et ne veut que ce qu'a pu et voulu la société au milieu de laquelle il a vécu, c'est tout simplement nier l'influence de l'art et de la littérature sur cette société. Si l'artiste et le poëte sont les esclaves du milieu dans lequel ils vivent, qui donc fait ce milieu? Les sociétés croissent-elles donc par une sorte de germination inconsciente et fatale? Il y a plus de temps et de pays où la société est l'expression de la littérature que la littérature l'expression de la Société. Pourquoi ôter aux plus nobles facultés de l'âme humaine leur féconde et brillante action sur les hommes. Il semble, à voir la fatalité que M. Taine impose au développement des sociétés, que l'homme soit toujours et partout emporté comme une brute au courant de ses instincts. M. Taine oublie une toute petite chose qu'on appelle le libre arbitre, et une autre petite chose qu'on appelle les religions et qui entraîne parfois bien loin de sa source le cours des appétits et des instincts de l'homme. Mais passons sur cet épouvantail que M. Taine place au péristyle de toutes ses œuvres. Sa théorie de l'art peut être discutée; mais du moins tient-elle compte de plus d'un élément. Elle se résume dans les propositions suivantes : « L'œuvre d'art a pour but de manifester quelque caractère essentiel « ou saillant, partant quelque idée importante, plus clairement et plus « complétement que ne le font les objets réels. Elle y arrive en em- « ployant un ensemble de parties liées, dont elle modifie systématique- « ment les rapports. Dans les trois arts d'imitation, sculpture, peinture « et poésie, ces ensembles correspondent à des objets réels. » Voilà une définition qu'on peut ne pas approuver, mais qui du moins n'est pas jetée comme une bravade à la tête du lecteur. Et encore l'auteur déclare-t-il que des deux différentes parties de cette définition, l'une est accessoire et l'autre essentielle; qu'il n'est pas nécessaire dans tout art que l'ensemble des parties corresponde à des objets réels, et qu'il y a des arts, comme la musique et l'architecture, qui n'ont pas pour point de départ l'imitation. Pour le coup, l'esprit et la matière sont à peu près mis à leur place, et M. Taine ne paraît pas s'être donné pour but spécial de faire dresser les oreilles aux spiritualistes. Mais ils ne perdent rien pour attendre : à peine l'auteur a-t-il ainsi défini la nature de l'œuvre

d'art qu'il se rejette à corps perdu dans la théorie des climats et des races, et que nous voyons reparaître la grande distinction des peuples nus et des peuples à pantalons, ce qui est, comme chacun sait, le point de départ des différentes époques de l'art.

Mais, nous l'avons dit, il arrive parfois à M. Taine d'oublier qu'il est chef d'école, et c'est alors qu'il nous est permis avec quelque sécurité d'admirer l'éclat et les ressources réelles de son talent. Le recueil intitulé : *Nouveaux Essais de critique* est une réunion d'articles qui, même de l'aveu de l'auteur, ne sont rattachés par aucun lien. Le ciel en soit loué! Car, pour M. Taine, le lien, c'est le système, et pour nous ce système n'a pas même l'attrait de la nouveauté; en effet la thèse de la dépendance réciproque de la littérature et de la société était, il y a une quinzaine d'années, la première que se permît, dans son indépendance, l'écolier échappé à la férule du professeur de rhétorique. Elle demeure ce qu'elle était alors, un élément de l'histoire littéraire; elle n'en saurait être le fondement. Il ne faut pas cependant s'attendre à trouver dans ces Essais de M. Taine un esprit dégagé de toute conception systématique. Il y a quelques pages sur *La Bruyère* qui sont pleines de finesse et de talent, et une notice sur Racine qui serait presque parfaite, si M. Taine ne s'était pas cru obligé de retrouver dans la cour de Louis XIV le prototype de tous les héros et de toutes les héroïnes de ses tragédies; mais que deviendrait la théorie, si on prouvait que Racine a pu échapper un instant à l'influence de Versailles et de Marly! M. Taine laisse à M. Ménard, l'auteur d'une complète et remarquable notice sur Racine placée à la tête d'une nouvelle édition de ses œuvres, le soin vulgaire de chercher avec la justesse d'un esprit fin et sincère, la part que peuvent réclamer dans le génie du grand poëte le courtisan, le chrétien et l'homme. Mais M. Taine renverrait au collége la critique sage et mesurée de M. Ménard [1]. Il lui faut, quant à lui, un diagnostic infaillible de cette maladie épidémique d'un siècle qu'on appelle le génie. Lorsque l'auteur se trouve, au contraire, en présence d'un livre, au lieu de se trouver en face d'un homme, il déploie véritablement des ressources puissantes de dialectique et d'érudition. L'article sur Jean Reynaud est certainement un morceau de critique de premier ordre. Enfin, et sans parler de plusieurs autres, il faut lire cette étude sur Balzac, qui remplit une grande partie du volume. Il n'y manque qu'une chose qu'on est étonné de ne pas trouver dans un travail de M. Taine, qui conclut généralement avant d'entrer en matière : c'est une conclusion. Il ne ménage certes pas les critiques. Rudesse et grossièreté dans les moyens d'effet, impossibilité de peindre avec pureté les choses les plus pures, maladresses volontaires d'un style à la fois travaillé et barbare, M. Taine dresse un bilan complet de toutes ces défaillances. Il

[1] Il est à regretter que M. Ménard, en faisant imprimer à part cette notice, ne l'ait pas accompagnée des appréciations littéraires qui, dans l'édition nouvelle de M. Hachette, précéderont chacune des œuvres du grand poëte. Racine aurait enfin son historien, au point de vue littéraire comme au point de vue biographique.

semblerait donc qu'il doit tenir en assez médiocre estime un écrivain qu'il est presque tenté de déclarer, comme Marot,

> Pipeur, jureur, larron, blasphémateur,
> Au demeurant le meilleur fils du monde.

Mais que voulez-vous, Balzac a la force, il a la vie, il a la puissance, et voilà des dons devant lesquels M. Taine ne refusera jamais de s'incliner. Cette fièvre d'imagination qui dévore tout, argent, renommée, santé et jusqu'à la vie elle-même, cet immense bagage littéraire si confus, si mélangé, et dont une bonne part se ressent de n'avoir été qu'une liasse de billets à ordre délayés en deux tomes, tout cela le séduit et le maîtrise. Il a raison sur bien des points, sans doute. Balzac est presque un homme de génie par le monde d'idées et de passions qu'il a remué; mais s'il s'agit des œuvres en elles-mêmes, la critique a le droit et le devoir d'être plus sévère, et la postérité ne se donnera peut-être pas la peine d'aller déterrer les perles d'un prix infini enfouies dans cet immense bourbier. L'étude de M. Taine n'en demeure pas moins un morceau de critique plein de mouvement et de vie, et nous passons volontiers condamnation, en cette circonstance, sur ce que ses tableaux ont de trop cru et de trop coloré. Ici l'exubérance même convient au sujet.

De l'exubérance dans le style et dans le talent à la *Bande du Jura*, la transition ne sera peut-être pas trop forcée. Peu s'en faut que ce livre n'ait soulevé autant de clameurs que ceux de M. Taine. Quant à nous, nous n'essayerons pas de dissimuler notre faible. Partout où il plaira à l'auteur des *Horizons prochains* de nous mener, nous le suivrons, non pas sans crainte, mais sans regret. Que voulez-vous? Quand un écrivain a répandu toute son âme dans des livres charmants, quand ses horizons prochains ou célestes sont devenus nos horizons, quand il nous a fait habiter avec lui toutes les demeures de son esprit et de son imagination, ce n'est pas notre imagination seulement qu'il a conquise, c'est nous-mêmes. Ainsi, que ce soit en Palestine ou en Suisse, en Allemagne ou à Florence qu'il lui prenne fantaisie de nous mener, nous nous embarquons à sa suite, sachant bien qu'il faudra nous essouffler parfois pour le suivre, et lui chercher querelle souvent au repos de la veillée, mais décidé pourtant à ne pas nous en dédire. L'auteur de la *Bande du Jura* sait bien qu'il s'est fait des amis de tous ses lecteurs, et il en abusera quelquefois. N'importe, on ne voyage pas tous les jours avec une âme et un esprit qui, sous le regard de Dieu, sachent si bien vivre ensemble et animer tout ce qui les entoure, qui laissent une impression vivante et colorée sur tous les buissons, sur toutes les fleurs de la route. Transformer toute chose par la puissance de l'imagination, donner une voix à tout ce qui vit et s'agite, une larme à toute douleur, un sourire à toute joie et cette aumône du cœur qui vaut mieux que celle de la bourse, ne voilà-t-il pas bien des séductions qui nous préviendront en faveur de l'auteur de la *Bande du Jura?*

Disons-le toutefois, si nous fûmes jamais tentés de maudire au réveil le compagnon de voyage qui abuse de nos forces et de le prier de laisser à l'auberge cette bande qu'il entraîne dans toutes ses excursions, c'est le jour où il a voulu nous raconter ses folles prouesses. L'auteur des *Horizons prochains* n'a pu avoir que d'aimables et charmants compagnons de route, nous sommes tout disposés à le croire; mais leurs Mémoires de voyage prouvent une fois de plus que les hommes ne mettent en commun que ce qu'ils ont de moins bon et de plus vulgaire dans l'esprit. De grâce! quel besoin d'emprunter à tant de gens besogneux, quand on est si riche de son propre fonds? L'auteur n'a-t-il pas dit lui-même quelque part : « J'ai en moi-même un idéal de voyage qui n'est pas tout à fait l'idéal de ces jeunes femmes, enfants de Julie d'Etanges. Elles ont gardé la grâce un peu nonchalante et les chastes témérités de la nouvelle Héloïse... Mais moi, leur ami et leur guide naturel, moi, leur exemple et leur conseil, je rêve en chemin l'idéal d'une âme chrétienne en voyage. Elle irait simplement tout droit devant soi, jouissant des grâces et des bontés de Dieu : dans son naïf sentiment de reconnaissance, elle irait, candide et joyeuse, aimant son Père qui est en haut, ses frères qui sont en bas; fidèle en route et fidèle au logis, semblable à l'alouette qui chante à l'aurore et tout le jour s'égaye au soleil. » Oui, c'est bien ainsi que nous voyageons par la pensée avec l'auteur des *Horizons prochains*. « Bande, reste chez toi, » serions-nous tenté de nous écrier dans son propre style. Ramène aux vertes pentes du Jura l'écrivain qui nous les a fait tant aimer; qu'il aille de nouveau passer les *grandes dimanches* à ces foyers simples et agrestes où la poésie vient le prendre tout doucement par la main, et où elle passe de son âme à la nôtre, et s'il est possible, qu'il nous laisse voir plus de lui-même, qu'il tempère ce style vivant et animé, mais plein de hardiesses et d'imprudences, quoiqu'il semble avoir tenu compte, dans ces deux derniers volumes, des réclamations de la critique. Qu'il ne cache pas sous ces oripeaux romantiques le pur trésor de ses fraîches impressions et de ses nobles pensées. Nous lui devons tant et il nous serait si agréable de lui devoir encore davantage!

Je me plaignais au commencement de cette Revue d'avoir à signaler au lecteur plus de recueils d'articles que de livres; et voici que, depuis le jour où j'écrivais ceci, deux grands livres, l'un terminé et l'autre qui commence, viennent réveiller l'attention publique et la remettre dans le courant des nobles et fières pensées : je veux parler de l'ouvrage d'Edgar Quinet sur la Révolution, et de l'*Histoire de Napoléon* par M. Laulrey, dont la *Revue nationale* vient de commencer la publication. Voilà deux livres qui seront certainement discutés, car les questions qu'ils agitent ont le don de soulever chez nous d'éternels orages; mais il suffit d'en avoir lu quelques pages pour sentir passer sur son âme ce souffle vigoureux qui émane des œuvres fortes et honnêtes. Ce n'est point en pas-

sant et à la fin d'une revue rapide, telle que l'espace nous permet de la faire, qu'on parle de pareilles œuvres; mais nous les retrouverons encore sur l'horizon quand nous aurons le loisir d'en parler, et que nous les aurons étudiées comme elles le méritent.

Il est rare que le public consente à revenir, avec un auteur même des plus admirés, vers l'œuvre de ses jeunes années, et à lire les livres qui ont précédé l'éclat de sa renommée. Ceux qui voudront cependant tenter cette aventure pour la *Revue de l'histoire universelle* de M. Prevost-Paradol nous remercieront de leur avoir montré le chemin. Tout le monde n'est pas obligé de repasser son histoire universelle, quoique tout le monde en ait besoin; mais on ne lit pas tous les jours des pages aussi remarquables pour le fond et pour la forme que celles qu'on rencontre à chaque pas dans cet ouvrage, et notamment sur l'esprit et les révolutions de la Grèce. L'auteur a bien fait, pour sa renommée, de ne point les laisser perdre, et nous le remercions vivement de nous les avoir rappelées.

La bibliographie scientifique nous demanderait à elle seule un long article, car le nombre est grand des savants qui apportent à vulgariser la science le même soin qu'on mettait jadis à la rendre obscure. Qu'on nous permette de signaler, parmi les tentatives les plus heureuses en ce genre et celles qui sont inspirées par le sentiment le plus élevé, une *Conférence sur la matière*, par M. Félix Hément, un jeune professeur que le public est habitué à applaudir. Tendons une main empressée aux savants qui veulent bien reconnaître un domaine de l'esprit, car eux seuls pourront peut-être un jour jeter un pont sur l'abîme que la science tente de creuser entre la matière et sa pensée, et où celle-ci est menacée par eux d'être engloutie.

EDMOND DE GUERLE.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE[1]

—

Les Femmes de la Réformation, par le Rév. *J. Anderson.* Traduit de l'anglais, par *Madame Abric-Encontre.* — Suisse. — France. — Italie. Paris, Grassart, 1865.

Ce volume, qui doit être suivi de deux autres, renferme la première série d'un recueil biographique à peu près complet des femmes remarquables de tout rang, de tout âge, qui ont rendu témoignage à la vérité évangélique au siècle de la Réformation. « L'exemple de ces pieuses et saintes femmes, dit très bien le traducteur, ne doit pas être perdu pour nous; elles nous enseignent à marcher fidèlement dans la foi, dans l'humilité, dans la charité; elles nous montrent *le chemin qui conduit à la vie; quoique mortes, elles parlent encore.* Que Dieu accompagne de sa bénédiction ces pages destinées à rappeler les souffrances et le triomphe de quelques-uns de ses enfants et qu'il les fasse concourir à l'avancement de la piété au milieu de nous! »

Nous remercions vivement Madame Abric-Encontre, qui a sitôt rempli le vœu exprimé par M. Jules Bonnet[2], d'avoir fait passer dans notre langue les récits intéressants de M. Anderson, et d'avoir enrichi notre littérature protestante d'un ouvrage très attrayant et très instructif. Nous détachons de cette galerie le portrait de la pieuse épouse de Jean Calvin. — Ce fut pendant son séjour à Strasbourg que Calvin, d'après le conseil de Bucer, épousa *Idelette de Bure,* veuve de l'anabaptiste converti Jean Storder de Liége. La vie de famille de Calvin, simple et austère, ne nous présente point des traits pittoresques et frappants comme celle de Zwingle et surtout celle de Luther. Tout entier à ses études et aux affaires de l'Eglise, Calvin semble avoir moins connu les joies du foyer domestique. « Il est, dit M. Bungener, l'homme de sa tâche, l'homme de l'Eglise, l'homme du monde chrétien. » — Sa compagne, qu'il perdit après dix années de mariage, nous est dépeinte comme une femme pieuse et hon-

[1] Tous les ouvrages annoncés dans le Bulletin se trouvent ou peuvent être demandés à la librairie Ch. Meyrueis, rue de Rivoli, 174.

[2] *Récits du seizième siècle,* p. 75. — « Un philosophe célèbre de nos jours a tracé, dans une série de brillantes études, le portrait de quelques-unes des femmes les plus distinguées du dix-septième siecle... Quel intérêt n'offriraient pas des études plus austères consacrées au seizieme siecle... Quelle place n'occuperaient pas dans ce tableau les femmes de la Réformation!

nête qui remplit fidèlement ses devoirs de mère et d'épouse. Elle avait des enfants de son premier mari; mais elle ne donna à Calvin que trois enfants, morts bientôt après leur naissance. — « Dieu m'avait donné un fils, disait le réformateur; il me l'a ôté; mais j'ai des milliers d'enfants dans tout le monde chrétien. » — Cependant l'âme de Calvin était ouverte aux plus douces affections. Lorsqu'en 1549 il perdit son épouse, il écrivit à Viret : « J'ai perdu l'excellente compagne de ma vie, celle qui ne m'eût jamais quitté dans l'exil, ni dans la misère; et tant qu'elle a vécu, elle m'a fidèlement aidé à remplir mon devoir. Jamais elle n'a été pour moi une peine, ni un obstacle. Elle ne s'occupait point d'elle-même; aussi n'a-t-elle pas voulu, durant sa maladie, me tourmenter pour ses enfants. Craignant qu'elle ne renfermât ce souci au fond de son cœur, je lui en ai parlé moi-même, trois jours avant sa mort, et je lui ai promis que j'en aurais les plus tendres soins. — « Je les ai déjà recommandés à « Dieu, » me dit-elle. — Mais cela n'empêche pas que moi aussi je m'in- « quiète de leur sort.—Je m'en vais tranquille sur ce point : Je sais que tu « ne négligeras pas ce que j'ai recommandé à Dieu. »

Comme Calvin [1], Idelette ne désirait ni grandeurs, ni honneurs, ni richesses; son ambition était de faire du bien aux autres, de les amener à connaître la vérité. Elle distribuait des aumônes, elle visitait les malades et les affligés, elle apportait aux mourants les consolations de la foi chrétienne. De nombreux étrangers lui donnaient l'occasion d'exercer l'hospitalité; des Français, des Hollandais, des Italiens, des Espagnols, fuyant la persécution ou désireux d'étudier sous la direction du grand réformateur, accouraient à Genève; ils trouvaient dans la maison de Calvin un accueil fraternel qui excita souvent la jalousie des Genevois. — Idelette sut s'attirer l'estime et l'affection de ces hommes éminents qui entretenaient avec Calvin d'intimes relations d'amitié; ils ne parlent d'elle, dans leurs lettres, qu'avec émotion et respect. — Ce n'était pas peu dire, pour un homme qui était si modéré dans ses expressions, si juste dans ses termes et qui pesait tous les mots qu'il prononçait, que d'assurer que sa femme était une personne remarquable : *singularis exempli femina.*

G.-A. Hoff, pasteur.

Histoire d'un homme heureux, par *A. Schœffer*. Paris, Michel Lévy, 1865.

La *Revue* reviendra prochainement à cet ouvrage qu'anime une haute moralité et qui offre l'intérêt d'une tentative assez nouvelle dans le protestantisme.

[1] Page 30.

REVUE DU MOIS

—

Paris, 4 décembre.

Le Congrès de Liége ; quelques mots aux ultramontains et aux libéraux. — Un soulèvement de noirs à la Jamaïque et sa répression. — Le parti républicain aux Etats-Unis. — Un meeting à la salle Herz. — Conférences protestantes à Toulouse ; la question du surnaturel dans ses rapports avec la religion. — Deux leçons d'ouverture dans les Facultés de Montauban et de Genève.

On a été pendant ce mois-ci assez vivement ému de ce qui vient de se passer à Liége dans ce fameux Congrès d'étudiants auquel la presse libérale avait voulu, très imprudemment selon nous, donner d'avance les proportions d'un grand événement. Elle s'est malheureusement rencontrée sur ce point avec la presse ultramontaine, qui voudrait aujourd'hui nous faire voir la jeunesse française dans ce public d'athées et de cerveaux brûlés dont la haine contre Dieu n'a été égalée que par leur enthousiasme pour Robespierre et Marat. Dieu merci ! la France était très maigrement représentée à Liége, et nous pouvons opposer à ces étudiants, plus ou moins authentiques, ceux que nous avons entendus par centaines applaudir à l'enseignement si franchement spiritualiste de MM. Emile Saisset et Janet, comme ils applaudiraient demain M. Jules Simon, si ce dernier remontait dans son ancienne chaire ; nous pourrions leur opposer aussi les auditeurs qui se pressent autour de M. Laboulaye et ceux qui accueillaient l'an dernier avec un enthousiasme si marqué les conférences de notre ami M. Ed. de Pressensé. — Quoi qu'il en soit pourtant, réduit à ses proportions vraies, le Congrès de Liége est un fait qu'on ne peut passer sous silence. En faisant abstraction des déclamations folles et incendiaires qu'on y a prodiguées, il reste certain que l'immense majorité des assistants s'est prononcée pour le matérialisme le plus avoué, il reste certain qu'on y a proposé comme but prochain à atteindre l'anéantissement de toute religion et de toute Eglise, et la négation de Dieu. De là, comme nous l'avons dit, grand émoi dans l'opinion. Le parti catholique triomphe des libéraux : « Voilà, leur dit-il, quelle jeunesse vos principes ont formée, » et le parti libéral répond aux catholiques : « Voilà les réactions que vous suscitez. » Ainsi se continue, à propos de cet incident, cette lutte ardente de la religion et de la liberté qui est, nous l'avons toujours pensé, la source de nos plus profondes souffrances et l'obstacle le plus sérieux au progrès politique et social dans

notre pays. Ayant toujours défendu l'alliance de ces deux causes qui nous sont également chères et sacrées, nous avons quelque droit à tirer de ce conflit un enseignement dont on ne pourra pas contester l'opportunité.

Nous dirons d'abord aux ultramontains : « Vous avez bien raison de vous plaindre avec amertume en voyant le christianisme insulté, et la liberté religieuse elle-même mise à l'index par de soi-disant libéraux; mais, en présence de ce débordement de haines, n'avez-vous rien à vous reprocher et pouvez-vous vous laver les mains? Si le libéralisme égaré confond dans une même aversion l'oppression politique et l'autorité divine, s'il ne voit dans l'Eglise qu'un parti qu'il veut anéantir par la force, n'êtes-vous pour rien dans cette confusion? Ne vous a-t-on pas vu, depuis tantôt vingt ans, devenir de fait un parti, et épouser la cause de toutes les réactions? Pouvons-nous oublier que, révolutionnaires en février 1848, et bénissant alors les arbres de liberté, vous nous donniez, quelques mois plus tard, le scandaleux exemple des plus honteuses palinodies, et que vous avez été pour la force heureuse jusqu'au jour où cette force vous a fait sentir son étreinte? Pouvons-nous oublier que vous avez poursuivi de ce style outrageux où vous étiez passés maîtres, et la liberté parlementaire, et la liberté de la presse et celle de la conscience, quand cette conscience n'était pas catholique, et que hier encore vous n'aviez que des insultes pour la grande république des Etats-Unis, dont l'anéantissement tant annoncé par vos journaux, était pour vous un sujet de triomphe personnel? Eh bien! tout cela, on s'en souvient, on s'en souviendra longtemps, et, ce qui est évident, c'est qu'on s'en est souvenu à Liége; en attaquant la religion, c'est votre parti qu'au fond plus d'un orateur attaquait, et cela est si vrai, qu'en Angleterre, en Hollande et dans tout autre pays protestant, nous le disons avec assurance, ces déclamations forcenées fussent tombées sous le ridicule, et qu'il eût été impossible d'y rassembler des centaines d'étudiants pour leur faire voter que Dieu n'existe pas. Cela est si vrai, qu'à Berne, dans une cité protestante, tout récemment, en face de semblables attaques, le drapeau du christianisme tenu d'une main ferme ne s'est pas abaissé un instant devant ses ennemis. »

Voilà le langage que nous voudrions faire entendre aux ultramontains, sans confondre avec eux dans notre pensée la petite mais courageuse école qui, à côté d'eux, défend, malgré les plus pénibles déboires, la foi catholique et la liberté. Mais, avec la même franchise, nous nous tournerons vers les libéraux et nous leur dirons :

« Vous répudiez avec raison le langage tenu à Liége, cet appel brutal à la force, ce dédain insultant du spiritualisme, ce profond mépris pour la liberté religieuse, ce matérialisme sauvage professé par des bouches de vingt ans; mais, prenez-y garde, qui leur a appris tout cela, si ce n'est vous? Que ce même fatalisme athée se présente, revêtu d'une forme

plus grave et plus sérieuse, sous la plume de MM. Littré ou Vacherot, ou dans un style brillant, incisif et spirituel, sous celle de MM. Taine et Renan, qu'on nous parle du bon Dieu comme d'un mot un peu lourd, qu'on nous affirme qu'en dehors de l'action de l'homme, la nature et l'histoire ne nous présentent que celle des lois nécessaires, vous n'avez pour ce système que de l'admiration et des applaudissements. C'est là pour vous qu'est *la* science, la vraie, la seule science. Il y a plus : ceux qui combattent ce matérialisme plus ou moins raffiné ne sont pour vous que des réactionnaires, des mystiques et des ennemis du progrès; sur eux vous faites pleuvoir le ridicule, et, en face de l'Angleterre et de l'Amérique libérales et chrétiennes, vous n'avez, vous hommes de la liberté, vous n'avez pour le christianisme sérieux qu'un langage plein de dédain, quand vous daignez croire qu'il est sincère. De quel droit donc répudiez-vous ce qui s'est dit à Liége? Ces imprudents, ces jeunes fous, comme vous les appelez, n'ont fait que traduire en langage brutal la philosophie que vos revues et vos journaux patronnent, et, quand l'un d'eux s'est écrié : « Assez parlé de l'esprit, je ne crois qu'à la force », il a dit le dernier mot du matérialisme contemporain. « *Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?* » disait le poëte. Qui s'étonnera, dirons-nous à notre tour, de voir les doctrines que vous affichez porter leurs fruits authentiques? Prenez-y garde, libéraux sincères, les hommes que vous formez nous rendront le progrès impossible. Supposons les doctrines prêchées à Liége triomphant à Paris un seul jour, elles n'auraient le lendemain qu'un héritier, le despotisme, et la France, brisée encore par l'une de ces réactions qui l'ont si souvent énervée, devrait faire pour longtemps encore son deuil de la liberté. »

La politique étrangère ne nous présente pendant ce mois-ci aucun fait saillant. Il faut toutefois mentionner avec douleur les événements dont la Jamaïque vient d'être le théâtre. Une émeute de noirs, émeute fort restreinte et ne se rattachant à aucun dessein d'ensemble, à aucun plan d'extermination, comme on l'avait cru d'abord, a éclaté à propos d'un incident sans importance; réprimée avec cruauté, elle a dégénéré en scènes de pillage et de meurtre tels que tous les soulèvements populaires en présentent, tels que nous en avons vus récemment encore dans notre propre histoire. C'est là ce qui a donné lieu à une vengeance vraiment effrayante, à une série de meurtres judiciaires accomplis froidement par les officiers civils et militaires de la colonie. Des flagellations infligées sur de simples soupçons, des pendaisons par centaines et sans forme de procès, voilà tout ce que les dignes représentants de la race blanche ont su inventer pour enseigner à ces noirs égarés la civilisation et l'humanité.

Le *Times*, fidèle organe, en cette occasion comme en toute autre, des pires sentiments de la politique anglaise, a publié sur ce qu'il appelle l'insurrection de la Jamaïque des articles où il recommande sans scrupule une proscription sans miséricorde; on se rappelle en les lisant le temps

où le même journal prêchait chaque matin l'extermination des Indous. Disons toutefois, à l'honneur de l'humanité et de l'Angleterre elle-même, que l'opinion publique, un moment entraînée, semble se retourner dans un autre sens ; de nombreux journaux, et en tête le *Daily News*, flétrissent avec indignation l'inexcusable conduite des autorités coloniales; des missionnaires baptistes et d'autres ecclésiastiques font à l'esprit chrétien de leur nation un appel qui ne restera point inutile; on parle même de mettre en accusation le gouverneur de la Jamaïque; nous doutons que le gouvernement anglais aille jusqu'à désavouer le zèle cruel de ses agents; ce serait là, dans son histoire, une exception qui, depuis Warren Hastings, ne s'est guère reproduite; mais il est du moins consolant de voir, grâce à la liberté de la presse, une véritable enquête morale ouverte sur les faits et gestes d'une administration coupable, et ce sera déjà beaucoup que l'opinion condamne ceux que la loi laisserait impunis.

Nous remarquons avec joie que les dernières élections aux Etats-Unis sont favorables au parti républicain; les Américains sentent donc qu'ils ne doivent pas s'arrêter à moitié chemin dans la politique nouvelle dont Lincoln a été l'initiateur; ils pensent comme nous que M. Johnson a mieux à faire qu'à rassurer le Sud ; cela est fort heureux, car le retour au pouvoir du parti démocratique, en annulant plus d'un résultat de la victoire du Nord, eût engagé l'Amérique dans une nouvelle phase de cette politique de compromis qui lui a déjà coûté si cher. La cause de l'émancipation et du relèvement de la race nègre a remporté à Paris, il y a un mois, un succès d'enthousiasme dans l'émouvante réunion de la salle Herz, où, sous la présidence de M. Laboulaye, des orateurs de divers partis ont été couverts d'applaudissements sympathiques.

En ce qui touche au protestantisme français, nous avons à signaler les importantes conférences qui réunissaient à Toulouse, le 8 novembre dernier, cent vingt pasteurs ou anciens de l'Église réformée. Plusieurs sujets d'un intérêt spécial ont été discutés; nous n'y toucherons pas[1]; mais une question d'un ordre tout général et d'un intérêt palpitant y a été aussi traitée dans la première séance; il s'agissait du surnaturel dans ses rapports avec la religion. Cette question avait été confiée à M. le professeur Bois, de Montauban, qui s'est acquitté de sa tâche avec une rare distinction. Nous avons eu le privilége d'entendre la lecture de son rapport, plaidoyer riche de pensées heureuses, d'une logique pressante, d'un style vif, brillant et spirituel, en faveur du surnaturel chrétien. Quelques

[1] Ceci nous rappelle que, parmi les sujets qui sont le plus de nature à intéresser des Eglises protestantes françaises, il faut placer en première ligne l'histoire de leur passé. Or, on nous prie d'annoncer, et nous le faisons avec plaisir, le développement nouveau que va prendre le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, journal mensuel qui a déjà rendu, non-seulement au protestantisme, mais à l'histoire de la nation tout entière, d'inappréciables services. Sous la direction d'un écrivain dont le talent est assez connu, M. Jules Bonnet, le *Bulletin* ne peut que prendre un rapide accroissement.

jours avant l'ouverture des conférences de Toulouse, des accusations étaient dirigées dans cette ville contre le protestantisme et colportées dans des brochures d'un style aussi violent que mauvais. L'excellent esprit qui animait ces belles séances, l'accent élevé et digne qui régnait dans les discussions, enfin le mérite de travaux tels que celui de M. Bois, étaient la meilleure réponse à opposer à ces calomnies. L'impression produite a été puissante et durera.

Tout ce qui touche à l'enseignement théologique présente aujourd'hui un véritable intérêt. C'est à ce titre que nous mentionnons deux discours d'ouverture prononcés tout récemment dans les Facultés de Genève et de Montauban. M. Jean Monod, nommé à la chaire de dogmatique de cette dernière ville en remplacement de M. Jalaguier, a parlé de l'esprit qui doit caractériser l'enseignement de la doctrine chrétienne dans une époque comme la nôtre. Nous ne connaissons le discours de M. J. Monod que par une analyse publiée dans les *Archives du Christianisme;* mais nous y avons reconnu avec joie le langage d'une foi sérieuse et vivante et d'un esprit droit et sincère ouvert à toutes les aspirations de son temps. M. J. Monod tient compte des besoins de la génération à laquelle il appartient; il ne veut se dérober à aucune des questions que la critique pose devant lui, il accepte franchement l'esprit d'examen; mais le christianisme n'en est pas moins pour lui un fait surnaturel et révélé dont la personne de Jésus-Christ est le centre divin. Ajoutons qu'à ses yeux la vie spirituelle ne peut se séparer de la science, et que, pour lui comme pour Pascal, le christianisme doit être saisi par le cœur et la conscience, si l'on ne veut qu'il disparaisse sous l'action dissolvante d'une critique toute intellectuelle.

Nous regrettons de ne pouvoir parler avec la même sympathie du discours par lequel M. le professeur Cougnard ouvrait à Genève son enseignement théologique, le 23 octobre dernier[1]. M. Cougnard avait à traiter la même question que M. J. Monod, les rapports de la science et de l'Eglise. Il l'a résolue d'une façon fort sommaire et sur un ton que nous aurions voulu plus sérieux. Dans le conflit qui s'engage aujourd'hui entre la science et l'Eglise, la victime, pour M. Cougnard, c'est la science. « Soyez les hommes de la science, » a-t-il répété à ses auditeurs. L'autorité de la Bible, base historique du protestantisme, doit, selon lui, être reconnue et déterminée ou par le sens individuel, ou par la tradition, ou par la science. Nous aurions beaucoup à dire sur cette manière de poser la question, manière défectueuse selon nous en ce que, ne faisant aucune place à l'Eglise, elle rend impossible la solution du problème. Pourquoi d'ailleurs opposer la tradition, la science et le sens individuel? Ne sont-ce pas là trois éléments également nécessaires? M. Cougnard écarte les deux premières. C'est *la* science, nous dit-il, qui doit fixer le sens des Ecritures. Quelle

[1] *La Science et l'Eglise*, discours adressé aux étudiants en théologie, le 23 octobre 1865, par M. J. Cougnard, professeur à Genève.

science? demanderez-vous candidement. Est-ce celle qui admet un Dieu libre et personnel, ou celle qui repousse le surnaturel par une fin de non recevoir? Est-ce celle qui prend au sérieux les faits de conscience sur lesquels la théologie chrétienne s'appuie, ou celle qui ne voit dans ces faits que les phénomènes éternellement mobiles de l'être changeant? M. Cougnard ne s'explique pas sur ce point capital. Il se borne à vous renvoyer au *corps illustre* des théologiens de notre époque. En vérité, cela est-il sérieux? On n'a pas besoin d'avoir étudié beaucoup la théologie contemporaine pour savoir qu'il n'est pas un point de critique ou de dogmatique sur lequel « ce corps illustre » ne nous présente les solutions les plus opposées. A qui donc nous adresserons-nous? A M. Hengstenberg ou à M. Schenkel, à M. Hoffmann ou à M. Strauss? Irons-nous, quand il s'agira de l'authenticité des livres du Nouveau Testament, prendre conseil de l'école de Tubingue ou de celle d'Erlangen? M. Cougnard n'a pas même daigné s'apercevoir de la difficulté. Pour lui, il n'y a que *la* science. « Eh! Messieurs, s'écrie-t-il, est-ce donc *la* science qui a besoin de l'Eglise? *La* science a maintenant conquis dans le monde une position si élevée; elle est une nécessité si impérieuse des temps modernes, qu'elle se passe bien aisément de l'appui et de l'approbation des clergés... Elle sait que les Revues les plus célèbres, que les journaux les plus influents sont pour elle et avec elle. » Oui, sans doute, mais encore une fois, quelle science? Ce que vous écrivez-là, MM. Littré, Taine ou Renan le diraient comme vous, plus fortement que vous et avec plus de raison, car s'il y a une école qui soit en faveur dans les journaux, les Revues et les congrès, nous l'avons vu, c'est l'école positiviste. Celle-là aussi prétend être *la* science, mais elle n'admet ni le Dieu des chrétiens, ni la sainteté unique de Jésus-Christ, ni la croyance à la vie à venir, et toutes ces choses, à ses yeux, sont nulles et non avenues pour la raison scientifique. Voilà l'énorme difficulté que M. Cougnard n'a pas même voulu entrevoir, et en concluant il affirme avec aplomb que la grande science protestante n'*a rien renié, rien flétri* de la religion telle qu'il la formule. Comment! rien renié, rien flétri! Et que pensez-vous donc de l'image du Christ telle que MM. Schenkel et Strauss nous la retracent? Est-ce ainsi que vous la concevez? Non, sans doute, car vous parlez avec émotion de « cette sainte image du Sauveur qui se détache avec une netteté parfaite et une vérité incontestable du fond historique de nos évangiles. » A merveille, mais vous savez aussi bien que moi que pour M. Strauss, pour M. Schenkel, et pour bien d'autres théologiens que je pourrais nommer, cette image n'est point sainte, cette netteté n'est point parfaite, et cette vérité incontestable est l'objet des plus vives contestations. Vous nous direz sans doute que ce n'est pas la *grande* science allemande qui parle ainsi? Et qu'en savez-vous? Qui nous édifiera sur cette grandeur? Nous voilà ramené en dernière analyse à votre appréciation individuelle, et le christianisme que la *grande* science conserve, c'est celui de M. Cougnard.

Il y a quelque chose qui nous a choqué plus encore dans le discours de M. Cougnard, c'est la manière dont il parle des simples, des ignorants qui composent la majorité du peuple chrétien. S'indignant de ce qu'on puisse opposer leur verdict à celui des grands théologiens, il laisse tomber sur eux un mot malheureux; il les appelle le *pecus*, le bétail! Le mot a eu à Genève, nous assure-t-on, un certain retentissement; il restera, et ce sera justice. Le *pecus!* Ah! monsieur le professeur, pas plus que vous nous ne voulons qu'on étouffe la science sous le prétendu sens commun des masses, mais, ce mot-là, vous n'auriez pas dû le prononcer. Croyez-vous par hasard que l'orthodoxie seule ait son *pecus*, et n'y a-t-il de moutons que parmi ceux qui marchent sous la houlette de Jésus-Christ? Est-ce que le million de lecteurs que le *Siècle* tient chaque matin au courant des progrès de la science brillent par l'indépendance du jugement et la profondeur du savoir? Hélas! le rationalisme vulgaire qui applaudira à votre langage a son *pecus* aussi, et je ne sais s'il en fut jamais de plus docile et de moins exigeant. Faut-il vous rappeler le fameux temps de l'*Aufklærung* en Allemagne? Quand Paulus et Wegschneider étaient les coryphées de la raison moderne, il y avait un *pecus* immense pour applaudir à cette misérable théologie dont personne ne veut aujourd'hui accepter la succession. Il y avait alors une littérature religieuse, des sermons, des cantiques, parfaitement d'accord, disait-on, avec la conscience renouvelée, et aujourd'hui il n'est pas un critique qui ne soit obligé d'en signaler le ton ridicule et l'absolue platitude. — Pour moi, j'aime encore mieux le *pecus* qui croit et qui prie, car, s'il se trompe dans les questions de science, il a souvent saisi par les intuitions sublimes du sentiment et de la conscience ce que la raison savante des théologiens méprisait. C'est ce *pecus*-là qui suivait Jésus-Christ, et qui, égaré un moment par les scribes et les pharisiens, ce *corps illustre* des théologiens d'Israël, a finalement embrassé la croix du Calvaire. C'est ce *pecus* qui mourait dans le cirque et sur les bûchers, quand Celse, Lucien et Porphyre se raillaient agréablement des contradictions des évangélistes et de la pauvreté philosophique de nos livres saints. C'est ce *pecus*, enfin, qui, parlant par la voix d'un de ses enfants, Luther, a donné au monde, à la place de la Renaissance païenne que les savants lui préparaient, la Réformation d'où est sortie la société moderne. Sans ce *pecus*-là, vous n'auriez ni la Genève protestante, ni la liberté religieuse, ni cette chaire, enfin, du haut de laquelle nous attendions un langage plus digne, et de la science, et de l'Église qui vous a confié ses futurs pasteurs.

EUG. BERSIER.

Pour la Rédaction générale : E. DE PRESSENSÉ, *directeur gérant.*

TABLE DES MATIÈRES

—

Pages.

ÉTUDES CONTEMPORAINES.

Apologie d'une conversion au catholicisme en Angleterre. Le Père Newman, par Ed. de Guerle. 65,142

ÉTUDES RELIGIEUSES.

Channing en face de la nouvelle Ecole théologique, par Emile de Bonnechose. 257

ÉTUDES HISTORIQUES.

L'empereur Marc-Aurèle, par M. Pedezert. 321,398,475

HISTOIRE.

Histoire de France, de M. Emile de Bonnechose, continuée pour la première fois jusqu'à la révolution de 1848, par M. Rosseeuw Saint-Hilaire. 129

HISTOIRE RELIGIEUSE.

La papauté au commencement du dix-neuvième siècle. Mémoires du cardinal Consalvi, publiés par M. Cretineau-Joly, par A. Bousquet. . . 76
Des causes qui-ont arrêté le développement de la réforme en France, par M. Cailliatte. 295,414

HISTOIRE CONTEMPORAINE.

Les débuts du mouvement abolitionniste aux Etats-Unis, par J. P. Astié. 449

CORRESPONDANCE.

Lettres sur les partis politico-religieux en Italie. 41
Lettres de M. Martin Paschoud. 568

LITTÉRATURE.

La critique nouvelle, à propos de l'histoire de la littérature anglaise de M. H. Taine, par Félix Kuhn. 1
Un nouveau romancier. André Léo. Un mariage scandaleux. Les filles de M. Plichon. Jacques Galeron. 354
Récits populaires par M. Urbain Olivier, par M. Th. Du Plessis. . . 432
Le christianisme de Polyeucte, par M. Bonifas. 539
Essai sur la poésie protestante en général au seizième siècle. . 611,668,720

Pages

PHILOSOPHIE.

L'idée de Dieu et ses nouveaux critiques, par E. Caro, par M. Bois. . 209,283
Deux assertions de M. Renan, par F. Frossard. 705

SCIENCES NATURELLES.

Le matérialisme contemporain. Examen du docteur Buchner, par Paul Janet, par Jules de Seynes. 22

QUESTIONS ACTUELLES.

Des efforts tentés en France pour la cause de l'émancipation. M. Edmond de Pressensé. 368
Un appel en faveur des esclaves affranchis, par M. Ed. de Pressensé. . 385
Conditions sanitaires des armées pendant ces grandes guerres contemporaines, par M. le docteur de Valcourt 513,577

QUESTIONS SOCIALES.

Instruction primaire obligatoire en Allemagne. Origine et développement de l'école populaire, par Fred. Monnier. 172,193

APOLOGÉTIQUE.

Le surnaturel devant la conscience, fragment d'étude évangélique, par Ed. de Pressensé. 342
Le caractère de Jésus-Christ, par M. Roger Hollard. 487,589,641

MÉLANGES.

Souvenirs d'Espagne, par Jules Bonnet. 95,228
D'un obstacle à la réalisation de la séparation de l'Église et de l'Etat en France, par M. Delmas. 528
L'Enfance de Jesus, fragment, par M. E. de Pressensé 736

POLITIQUE.

Le radicalisme à Genève et les événements du 22 août, par Rey. . 408,457

PSYCHOLOGIE.

De la volonté et de sa règle, par P. F. Martin. 686

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

Le Pays de l'Evangile, par Edmond de Pressensé. — Par M. Rosseeuw Saint-Hilaire 415
Histoire d'Espagne, par M. Rosseeuw Saint Hilaire. 483
Olympia Morata, par Jules Bonnet. 511
Le journal de Thérèse, par Madame Ed. de Pressensé. — Par M. F. Kuhn. 375
La doctrine de la Rédemption dans Schleiermacher, par M. Bonifas. — Par M. Roger Hollard 497
A travers le moyen âge, par Madame Peyrat 500
Un nouvel ouvrage sur la famille. 550
Lettres de F. Bertholet-Bridel. 557
L'Histoire-Sainte racontée aux enfants, par Madame de Witt, née Guizot. — Par Madame Eugénie Peyrat 561
Près des tisons, par M. Aug. V. 562
Regardez en haut ou Jeunes Filles et Fleurs, traduit de l'anglais, par M. L. Durand. 563
Alice Favre ou beaucoup d'ombre et encore plus de lumière, nouvelle villageoise, par S. Berard, pasteur. 564
Christophe Sauval, chronique du temps de la Restauration, par E. de Bonnechose. — Par M. Kuhn. 565
La Bible en France, études historiques et littéraires, par E. Petavel. — Le Christianisme dans l'âge moderne, par M. E. Chastel. — Par M. Cailliatte. 624

Pages.

De Constantin à Grégoire le Grand ou l'esprit chrétien et l'esprit politique dans l'Histoire de l'Eglise chrétienne, par François Roget. — Par M. Astié. 693

REVUE DES LIVRES DU COMMENCEMENT DE L'ANNÉE 1865.

Madame Paule Dominique de Noailles, marquise de Montagu. — Etudes sur les moralistes français, par M. Prevost-Paradol. — Essais sur l'histoire de la littérature française, par M. J. Weiss. — Mélanges et fragments historiques, etc., par M. Alexis de Tocqueville. — L'Esprit des femmes au dix-neuvième siècle, par Camille Selden. — Lettres d'Eugénie de Guérin. — Lettres d'Hippolyte Flandrin, par Edmond de Guerle 305

Revue des livres de la fin de l'année 1865, par Edmond de Guerle. . . 742

REVUE DU MOIS.

Janvier. — La politique générale au commencement de l'année 1865. — La réouverture des cours publics et des conférences privées. — Le christianisme naturel et le christianisme surnaturel aux prochaines élections de l'Eglise réformée de Paris. — D'un article de M. de Rémusat sur les tristesses humaines. — D'un article de M. A. de Broglie sur la liberté divine et la liberté humaine. — L'Encyclique du 8 décembre. — Par Edmond de Pressensé. 57

Février. — Les élections dans les Eglises réformées. — L'appel *comme d'abus* et l'Encyclique. — La grande question du moment. — La brochure de Mgr l'évêque d'Orléans. — Les devoirs du parti libéral catholique. — La prédication du Père Hyacinthe et une allocution de l'archevêque de Paris. — Le retrait de l'autorisation accordée aux Conférences de MM. A. de Broglie, Cochin et L. de Lavergne. — Mort de M. Proudhon. — M. Ch. Monnard. — Par Edmond de Pressensé. . 120

Mars. — La préface de la *Vie de César;* quelques réflexions sur la mission providentielle des hommes de génie. — De l'adoption par le congrès des Etats-Unis de l'amendement qui met fin à l'esclavage. — Une tentative de réconciliation entre le Nord et le Sud. — Le Discours du trône. — Une lettre de l'Empereur sur la liberté religieuse. — Le vote du 5 mars, dans l'Eglise réformée de Paris. — L'Encyclique et le mandement de Mgr. Darboy. — Par M. Eugène Bersier. 186

Avril. — Jugement d'ensemble sur la dernière crise dans l'Eglise réformée de Paris. — Leçon à tirer de la mort de M. de Morny. — La discussion de l'Encyclique et de la convention du 15 septembre au Sénat. — Commencement de la discussion de l'adresse au Corps législatif. — Le premier volume de la *Vie de César.* — Le Message de Lincoln. — Conférence de M. Hollard à la Sorbonne. 244

Mai. — Assassinat de Lincoln. — Triomphe de la cause du Nord aux Etat-Unis. — La discussisn de l'adresse au Corps législatif, principalement en ce qui touche la liberté religieuse et le pouvoir temporel du Pape. — Des Réunions religieuses. — Par M. Edmond de Pressensé. . 313

Juin. — Effet produit par la mort de M. Lincoln. — De l'esprit militaire aux Etats-Unis. Une conséquence possible de l'expédition du Mexique. — Lettre de Rome, par le duc de Persigny. — Rapprochement de Victor-Emmanuel de la papauté. — Une discussion au sein de la franc-maçonnerie. — Un petit journal au quartier latin. — M. Taine et le Protestantisme de l'avenir. — Par M. E. Bersier. 371

Pages.

Juillet. — Edifiants procédés du parti féodal en Russie. — Réserve à apporter sur l'appréciation des dernières mesures du président des Etats-Unis. — Des négociations entre le roi d'Italie et la papauté. — Une nouvelle brochure de M. Veuillot. — La discussion du budget au Corps législatif. — Du discours de M. Jules Favre sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et de la réponse de M. de Parrieu. — Discussion au Sénat sur une pétition concernant le mariage des prêtres qui ont renoncé au sacerdoce. — Les Conférences pastorales de Nîmes. — D'un article de la *Revue des Deux-Mondes*. — Par M. Edmond de Pressensé. 442

Août. — Les élections anglaises. — La reconnaissance du royaume d'Italie par l'Espagne. — Les mœurs en France, un avertissement salutaire : le Père Céleste, par M. Ernest Naville. — Polémique entre M. Schenkel et M. Strauss. — La Liberté de l'enseignement théologique d'après de récentes publications. — Réunion de l'Association protestante à Eisenach. — La grande assemblée des Eglises congrégationnelles d'Amérique, à Boston. — Discours de MM. de Félice et G. Monod sur l'émancipation des esclaves aux Etats-Unis. — Du respect dû à la jeunesse universitaire. — Par M. Edmond de Pressensé. 505

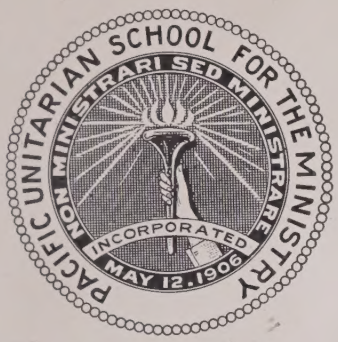
Septembre. — Difficulté d'une spoliation. — La dernière séance de l'Académie française. — Le Pugilat littéraire. — Réveil de l'esprit public en France démontré par les dernières élections. — Le projet de décentralisation publié à Nancy. — La morale indépendante. — Une préface de M. Laboulaye. — Réponse du Comité américain en faveur des noirs affranchis au Comité des dames de Paris. — Par M. Edmond de Pressensé. 570

Octobre. — Le Congrès de Berne et la morale indépendante. — Par M. Ed. de Pressensé. 627

Novembre. — Le choléra. — Une question aux apôtres de la morale indépendante. — Lord Palmerston. — Le général Lamoricière, un article de M. de Montalembert et un discours de Mgr Dupanloup. — Une récente décision du consistoire genevois. — Le droit de vote des noirs et la politique de M. Johnson. — Les Chansons des Rues et des Bois, par Victor Hugo. — Par M. E. Bersier. 697

Le Congrès de Liége; quelques mots aux ultramontains et aux libéraux. — Un soulèvement de noirs à la Jamaïque et sa répression. — Le parti républicain aux Etats-Unis. — Un meeting à la salle Herz. — Conférences protestantes à Toulouse; la question du surnaturel dans ses rapports avec la religion. — Deux leçons d'ouverture dans les Facultés de Montauban et de Genève. — Par M. E. Bersier. 754

Paris. — Typographie de Ch. Meyrueis, rue des Grès, 11. — 1865.



BERKELEY, CALIFORNIA

180
C.v.12